HAL
open science

Actes du 5e colloque du CIST - Population, temps territoires (CIST2020)

Claude Grasland, France Guérin-Pace

To cite this version:

Claude Grasland, France Guérin-Pace. Actes du 5e colloque du CIST - Population, temps territoires (CIST2020). 741 p., 2020. halshs-03323200

HAL Id: halshs-03323200

https://shs.hal.science/halshs-03323200v1

Submitted on 20 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

5e colloque international

Population, temps, territoires
Population, Time, Territories
Población, tiempo, territorios

PROCEEDINGS

18-20 novembre 2020

Centre des colloques du campus Condorcet,

Paris–Aubervilliers

© FR2007 CIST / MaxiSouk
Imprimé en France à l'Université de Paris (Diderot)

5e colloque international

Population, temps, territoires
Population, Time, Territories
Población, tiempo, territorios

PROCEEDINGS

18-20 novembre 2020

Centre des colloques du campus Condorcet,
Paris–Aubervilliers

Organisé par la Fédération de recherche
Collège international des sciences territoriales (FR2007 CIST)
cist.cnrs.fr

en partenariat avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
l'Ined et le campus Condorcet

Tutelles
CNRS, universités de Paris (Diderot), Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Grenoble
Alpes et Rouen Normandie, Ined et IRD

Préambule

« C'est une tout autre manière de faire jouer le rapport collectif / individu, totalité du corps social / fragmentation élémentaire, c'est une autre façon qui va jouer dans ce qu'on appelle la population. »
Michel Foucault, « Sécurité, territoire, population », Leçon au collège de France du 25 janvier 1978

La fédération de recherche Collège international des sciences territoriales (FR2007 CIST) organise du 18 au 20 novembre 2020 son cinquième colloque international sur la thématique « Population, temps, territoires ». Il réunit sur le site du campus Condorcet (Paris-Aubervilliers) des scientifiques et des acteurs intéressés par les questions territoriales dans leurs multiples déclinaisons. Le présent recueil réunit les 139 communications qui ont été retenues par le conseil scientifique du CIST et qui seront présentées dans les 17 sessions qui déclinent selon différentes perspectives complémentaires le triptyque ***population–temps–territoires***.

La FR2007 CIST a pour mission centrale le développement des **sciences territoriales**. Elle rassemble actuellement 24 équipes de recherche françaises appartenant à différentes disciplines. Elle bénéficie du soutien en crédits, locaux ou personnels de sept tutelles principales (CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Université de Paris, Ined, IRD, Université Grenoble Alpes, Université de Rouen Normandie). Son activité scientifique s'organise autour d'axes de recherches, de projets et de contrats obtenus collectivement par les équipes partenaires de la fédération.

L'appel à sessions du colloque était volontairement très ouvert, indiquant simplement que le colloque se proposerait d'aborder les enjeux théoriques, méthodologiques et pratiques soulevés par la prise en compte simultanée de la population, du temps et des territoires. Deux défis étaient explicitement mentionnés : (1) l'agrégation des actions individuelles ou des attributs des individus au sein d'une population sur un territoire et (2) l'intégration de la dimension temporelle dans la dynamique des populations (humaines et/ou animales) et de leurs inscriptions territoriales, à différentes échelles. Suite à cet appel, le conseil scientifique du CIST a retenu 21 sessions sur lesquelles s'est appuyé l'appel à communications. Faute d'un nombre suffisant de propositions, certaines sessions ont été fusionnées pour aboutir à 17 sessions dont une session *varia*.

La qualité et la diversité des propositions de communication reçues a confirmé que le concept de population est bien au cœur du débat théorique des sciences territoriales. Central en démographie et en biologie, plus marginal pour d'autres disciplines, le concept de population implique un regroupement d'entités individuelles. En lien avec les différentes disciplines, le critère social, territorial, biologique, etc., est privilégié dans l'opération d'agrégation, selon des temporalités et des échelles d'observation variables. Articuler population, temps et territoires dans **une perspective transdisciplinaire et internationale** est le défi de ce colloque. La diversité des intervenants en termes de disciplines présentes et d'origine, issus de de 29 pays, laisse penser que cet objectif a été atteint.

Le nouveau **Campus Condorcet** constitue un lieu privilégié pour accueillir ce colloque et les organisateurs ont bénéficié d'un soutien sans faille des responsables du Campus ainsi que de l'**Institut national d'études démographiques** et de l'**Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne** à travers les équipes présentes sur le site. Le nouveau centre des colloques offre en effet un lieu remarquable de débat tandis que la Maison des chercheurs apporte des solutions d'hébergement optimales.

La crise de la Covid-19 a malheureusement obligé les organisateurs à se résigner à organiser un **colloque hybride** en raison des consignes de sécurité, qui réduisent de moitié la capacité des salles de réunion, et des nombreuses fermetures de frontières, qui rendent impossible la venue de nombreux chercheurs de l'étranger. Les horaires des sessions ont été adaptés au mieux en fonction du décalage horaire avec les pays de résidence des intervenants afin de permettre à tous d'être « présents » aux sessions auxquelles ils participent. Le choix de solutions de visioconférence de très haute qualité a été retenu pour compenser au maximum le déficit d'interactions.
Finalement, il nous a paru pertinent d'interroger la dimension territoriale de la crise de la Covid-19 en lui consacrant deux sessions plénières d'échanges et de débats dans une perspective théorique et prospective.

La pandémie de la Covid-19 touche indifféremment les populations de tous les pays, sur tous les continents. Comment les sciences territoriales peuvent-elles contribuer à la description, à l'analyse et à la modélisation de cette perturbation inédite ? À l'interface de plusieurs disciplines, les sciences territoriales ont certainement un rôle original à jouer du fait de leur capacité à penser la complexité des dynamiques territoriales. La pandémie a révélé des problématiques spécifiques à chaque échelle territoriale : la montée du *local* en tant que territoire de proximité et de la notion de « circuits courts » ; le rôle clé des échelons intermédiaires, infranationaux, dans l'articulation des services fournis par les régions, départements et métropoles avec les ressources locales des villes moyennes ou petites et des espaces ruraux ; la capacité de l'échelon *national* à œuvrer en urgence et au nom de l'intérêt général. Une recomposition du rôle et des périmètres des *niveaux macrorégionaux (supra-étatiques)* s'observe ici et là. L'*Union européenne* s'avère être un échelon clé pour accompagner les conséquences sociales, économiques et politiques provoquées par le confinement. Enfin, une nouvelle vision *globale* semble inéluctable. Les controverses sur le rôle des organisations internationales face à la crise démontrent la nécessité de principes de gouvernance partagée. Enfin, comment penser la dimension territoriale du monde d'après, en particulier la transformation territoriale du rapport au travail par l'expérimentation à large échelle du télétravail ? La relance de l'économie post-Covid sera-t-elle nécessairement une relance verte par la relocalisation et donc la reterritorialisation de la production ? Les enjeux de biodiversité et de lutte contre le dérèglement climatique seront-ils réellement au centre des préoccupations à venir pour tous les territoires ? Qui seront les principaux acteurs géopolitiques capables de mobiliser des principes territoriaux dans la recherche de solutions ?

LISTE DES SESSIONS THÉMATIQUES

Session A Le temps de l'île. Les territoires insulaires au prisme des multiples temporalités
Session B Les marges créatrices de la mondialisation : espaces, processus, circulations
Session C Inégalités de santé. Appréhender les logiques spatiales et temporelles des changements sanitaires
Session D Les réformes territoriales entre résilience et innovation. Quelle temporalité pour quelles populations ?
Session E Trajectoires des individus et trajectoires des territoires. Approches longitudinales et interactions
Session F Les temps « longs » des territoires. Évolution diachronique de l'organisation des territoires et des peuplements
Session G Les villes petites et moyennes, services et territoires. Une perspective internationale sur la décroissance
Session H Les nouveaux dispositifs de régionalisation. Le laboratoire latino-américain
Session I Les friches urbaines. Territoires d'innovations ou temps de conflits ?
Session J Politiques territoriales et temporalités individuelles et familiales. Pour une coopération entre ethnographes, économistes, historiens et géographes
Session K La territorialisation sanitaire en question. Étapes, acteurs, recompositions
Session L Transitions démographiques et territoires. Perspectives historiques et contemporaines
Session M Vivre les situations d'entre-deux. Champs d'expérience et horizons d'attente dans les espaces médians
Session N La *time-geography* : 50 ans de recul d'une approche pour penser Population, Temps et Territoires
Session P Circulations de plantes, de personnes et ancrages territoriaux
Session Q 2020 : rythmes de vie, rythmes de ville. Quelles perspectives pour les politiques temporelles ?

Claude GRASLAND et France GUÉRIN-PACE, responsables scientifiques du colloque et directeurs du CIST

Session A
Le temps de l'île. Les territoires insulaires au prisme des multiples temporalités

CO-PORTEUR·E·S
Eva LELIÈVRE (Ined),
Celio SIERRA-PAYCHA (Cridup) & Loïc TRABUT (Ined)

Cette session vise à susciter des contributions qui traitent du « temps de l'île », en prenant à contre-pied la représentation d'un « lieu […] hors du temps » (Bonnemaison, 1990 : 119), plus précisément des travaux empiriques qui questionnent la place des territoires insulaires dans les multiples temporalités rythmant les échanges mondialisés entre les îles et les continents. Les échelles temporelles abordées peuvent être variées. Une première échelle temporelle est celle du temps long qui conduit les habitants des îles basses à connaître des situations de vulnérabilité face à la montée du niveau des océans et l'intensification des risques cycloniques (Barnett & Campbell, 2010). Les propositions pourront aussi considérer l'île au prisme du temps socio-démographique (Rallu, 2010 ; Péron, 1988) : par leur petite taille et par leur forte spécialisation économique, les populations des territoires insulaires peuvent connaître des bifurcations démographiques brutales comme l'île de HaShima devenue brusquement île fantôme suite à l'arrêt de l'exploitation du charbon.
Prendre en compte la place de l'île dans le temps biographique permettra à la fois de s'intéresser aux trajectoires résidentielles et aux parcours migratoires dans un contexte d'héliotropisme et de nissotropisme (Bernardie-Tahir, 2005) : migrations de retraite, retour des insulaires après une période de vie active sur le continent. La place de l'île dans les trajectoires résidentielles pourra aussi être questionnée en lien avec les problématiques d'inégale implantation territoriale des services publics, obligeant les insulaires à déménager pour se former, se soigner, travailler. Enfin, l'agencement entre l'île et les autres territoires pourra être envisagé à l'échelle temporelle saisonnière (circulations liées aux activités saisonnières, tourisme) ou quotidienne (navettes île–continent).
Les travaux ne se restreindront pas nécessairement aux îles maritimes et océaniques : dans une démarche comparative, des contributions concernant la temporalité spécifique des habitants des îles fluviales (Le Lay & Comby, 2012) et lacustres sont également bienvenues.

Island time. Island Territories from Different Temporal Perspectives

This session is calling for contributions that deal with "island time", and which oppose representations of the island as a "place[…] outside time" (Bonnemaison, 1990 : 119) ; more precisely, we are looking for empirical work that addresses the position of island territories from different temporal perspectives in terms of globalised exchanges between islands and continents. The time scales involved can be varied.
One temporal scale is the long term, over which inhabitants of low-lying islands have come to be threatened by rising sea levels and increased cyclone risks (Barnett & Campbell, 2010). Proposals may also consider the island through the prism of socio-demographic trends (Rallu, 2010 ; Péron, 1988) : due to their small size and high levels of economic specialisation, the populations of island territories may experience sudden demographic shifts such as the island of Ha-Shima which suddenly became a ghost island following the cessation of coal mining.
Taking into account the position of islands from the perspective of the biographical time of their inhabitants enables the focus to be both on residential trajectories and migratory routes in a context of heliotropism and nissotropism (Bernardie-Tahir, 2005) : retirement migrations such as return of islanders after a period of professional life on the continent. Island locations may also be studied in relation to the problems of unequal territorial provision of public services, forcing islanders to move to get training, health care and work. Finally, the links between the island and the other territories might be considered on a seasonal (movement linked to seasonal activities, tourism) or daily (island–continent commuting) time scale.

El tiempo de la isla. Territorios insulares bajo el prisma de múltiples temporalidades

Esta sesión pretende recabar contribuciones que tratan del "tiempo de la isla", invirtiendo la representación de un "lieu [...] hors du temps" [lugar [...] fuera del tiempo] (Bonnemaison, 1990 : 119), y más precisamente de los trabajos empíricos que interrogan el lugar de los territorios insulares en las múltiples temporalidades que van ritmando los intercambios mundializados entre islas y continentes. Se podrán considerar varias escalas temporales.

La primera escala temporal es la del tiempo largo, que lleva a los habitantes de las islas bajas a conocer situaciones de vulnerabilidad frente a la subida del nivel de los océanos y la intensificación de riesgos ciclónicos (Barnett & Campbell, 2010). Las propuestas también pueden considerar la isla en términos de tiempo sociodemográfico (Rallu, 2010 ; Péron, 1988) : por su pequeño tamaño y por su fuerte especialización económica, las poblaciones de los territorios insulares pueden experimentar brutales bifurcaciones demográficas como en el caso de la isla de Ha-Shima que de repente se convirtió en una isla fantasma tras el cese de la minería del carbón.

El hecho de tener en cuenta el lugar de la isla en el tiempo biográfico permitirá interesarse por las trayectorias residenciales y las rutas migratorias en un contexto de heliotropismo y "nissotropismo" (Bernardie-Tahir, 2005) : migraciones de jubilación, retorno isleños después de un período de vida activa en el continente. El lugar de la isla en las trayectorias residenciales también podría cuestionarse en relación con los problemas de implementación territorial desigual de los servicios públicos, que obligan a los isleños a moverse para capacitarse, curarse y trabajar. Finalmente, el intercambio entre la isla y otros territorios se puede considerar en la escala de tiempo estacional (circulaciones relacionadas con actividades estacionales, turismo) o cotidianas (traslados isla–continente).

Los trabajos no se limitarán exclusivamente a las islas marítimas y oceánicas : en un enfoque comparativo, las contribuciones relativas a la temporalidad específica de los habitantes de las islas fluviales (Le Lay & Comby, 2012) y los lagos también son bienvenidas.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Barnett J., Campbell J., *2010, Climate Change and Small Island States : Power, Knowledge and the South Pacific,* Londres, Earthscan.

Bernardie-Tahir N., 2005, « Des "bouts du monde" à quelques heures : l'illusion de l'isolement dans les petites îles touristiques », *Annales de géographie,* n° 644, p. 362-382.

Bonnemaison J., 1990, « Vivre dans l'île. Une approche de l'iléité océanienne », *L'Espace géographique,* n° 2, p. 119-125.

Le Lay Y.-F., Comby E., 2012, « Habiter les îles fluviales. Géographie d'un eau-delà », *Géographie et cultures,* n° 84, p. 121-140.

Péron F., 1988, « Qu'est-ce qu'une population insulaire aujourd'hui ? Le cas d'Ouessant », *Bulletin de l'Association des géographes français,* 65(3), p. 241-255.

Rallu J.-L., 2010, « La démographie de l'Océanie des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique », *Population*, 65(1), p. 9-115 [en ligne : www.ined.fr/fichier/s_rubrique/211/conjoncture_oceanie.fr.pdf].

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Israel BAXIN MARTÍNEZ – Isla de Cedros : un espacio mexicano de tiempos múltiples

– Sarah BERNARD, Nathalie BERNARDIE-TAHIR – Revenir vivre dans une île : un retour entre exaltation et désillusion. Réflexions à partir des îles de Raiatea, Rurutu et Tubuai (Polynésie française)

– Giovanni COINU, Gianmario DEMURO, Francesco PIGLIARU – *Multiple Timeframes, Insularity Policies and Autonomy Instruments*

– Orianne CROUTEIX – Usages et dynamiques des petites îles de Méditerranée : des territoires de l'isolement à leur intégration sur les scènes internationales. Les exemples de l'archipel du Frioul (France) et des îles Pontines (Italie)

– Shlomit FLINT ASHERY – *A Ghetto Within an Island? The Satmar Community of Canvey Island*

– Delphine GRANCHER, Daniel BRUNSTEIN, Annabelle MOATTY, Clément VIRMOUX, Julien CAVERO – Dynamiques touristiques d'une île exposée aux cyclones : le cas de Saint-Martin aux Antilles

– Florence MURY, Sarah BERNARD – Le *fenua*, entre renouveau culturel et retour à la terre : vers une revalorisation des marges insulaires en Polynésie française

– Tomislav OROZ – *Pomalo and Fjaka as the Island State of Mind. Cultural Anatomy of Time(lessness) on the Dalmatian Islands of Hvar and Dugi Otok*

Isla de Cedros : un espacio mexicano de tiempos múltiples

AUTOR
Israel BAXIN MARTÍNEZ

RESUMEN
En esta propuesta de geografía humana se muestra la importancia de considerar los distintos usos dados los espacios insulares a partir de sus ocupaciones diferenciadas en la historia. Concretamente, se expone el caso de Isla de Cedros, ubicada al oeste de la península de Baja California, en México. A pesar de su relevancia cultural y económica, este espacio es poco conocido en su propio país, como lo evidencian los testimonios de sus habitantes actuales y la investigación en diferentes fuentes, realizada desde hace más de una década. Una propuesta para que la isla sea más conocida consiste en estudiar el palimpsesto de su historia, a través de cuatro capas de ocupación : el tiempo prehispánico (anterior a 1540), la presencia indígena hasta el momento de la evangelización (1733), las extracciones de recursos naturales efectuadas por extranjeros entre el siglo XVIII y principios del XX y finalmente el asentamiento contemporáneo, desarrollado a partir de la pesca, durante el último siglo.

PALABRAS CLAVES
Baja California, geografía histórica, geografía humana, insularidad, paisaje, pesca

RÉSUMÉ
Cette proposition de géographie humaine souligne l'importance de considérer les différents usages accordés aux espaces insulaires en fonction de leurs occupations dans l'histoire. Plus précisément, elle expose le cas de l'île de Cedros, située à l'ouest de la presqu'île de Basse-Californie, au Mexique. Malgré sa transcendance culturelle et économique, cet espace reste peu connu dans son propre pays, selon les témoignages de ses habitants actuels et les recherches fondées sur des sources variées, effectuées depuis plus d'une décennie. Afin de mieux connaître l'île, nous proposons d'étudier le palimpseste de son histoire à travers quatre couches d'occupation : l'époque préhispanique (avant 1540), la présence indigène jusqu'à l'évangélisation (1733), l'extraction de ressources naturelles réalisée par des étrangers entre le XVIIIe et le début du XXe siècle et, finalement, le peuplement contemporain, développé à partir de la pêche durant le siècle dernier.

MOTS CLÉS
Basse-Californie, géographie historique, géographie humaine, insularité, paysage, pêche

1. LA ISLA COMO ESPACIO HUMANIZADO

Cada isla puede ser analizada en sus propios términos, de modo que es posible centrar la atención en su interior, desde las voces propias de quienes la habitan (Baldacchino, 2008), o bien, a partir de las relaciones de los actores que la han ocupado, analizar su papel estratégico en una órbita de análisis más amplia.

El espacio humanizado de una isla resulta un objeto de análisis desde diferentes puntos de vista. Péron (1999) resaltaba el carácter como lugar identitario que hace destacar la necesidad del regreso a la escala local : el refugio, la guarida, el punto fijo. Una visión más filosófica es la de Bonnemaison (1990), quien se refiere a la isla de manera compleja y sintética : un espacio fuera del espacio, un lugar fuera de tiempo, un lugar desnudo, un lugar absoluto, un espacio para la representación y la metáfora.

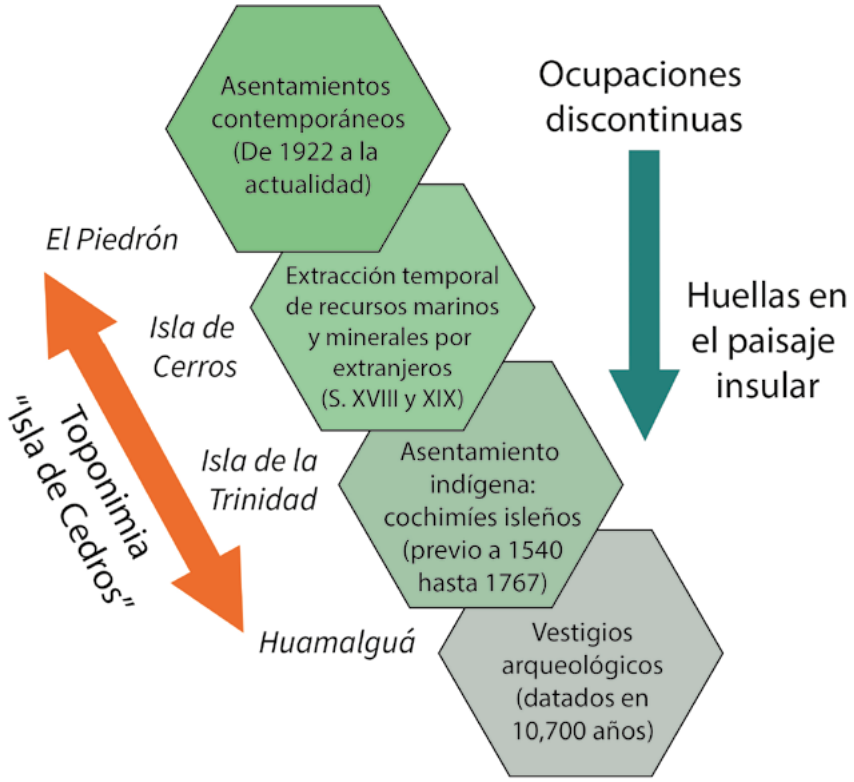
A la isla, en la geografía humana, no se le considera como un sustrato inerte con formas de vida superpuestas ni como un simple escenario : es un conjunto de elementos que han tenido la influencia directa de diferentes grupos culturales en su superficie y en los alrededores marinos. De este modo, no puede entenderse únicamente a la isla como la tierra emergida, sino también como el conjunto que incluye el mar adyacente y la porción subacuática de la que algunos grupos culturales han obtenido recursos naturales para su sustento e intercambio.

El caso de estudio que se analiza es Isla de Cedros, ubicada en el Pacífico mexicano, relevante por su inclusión temprana en los mapas mundiales; por los artefactos encontrados en su territorio, que permiten vislumbrar la antigüedad del ser humano en esa zona de América; por haber sido ocupada o poblada por grupos culturales diversos, entre los que destacan un grupo indígena hoy extinto y una población contemporánea con un siglo de arraigo. A pesar de ser un lugar significativo, Cedros es poco conocida para los mexicanos.
Desde 2009 se ha documentado parte de la geografía humana de la isla, la cual se ha enriquecido con trabajo de campo y conversaciones con varios de sus pobladores o emigrantes. Cedros puede ser más conocida a partir de difundir los distintos usos del espacio insular que le han dado los actores que la han ocupado en cuatro periodos claramente identificados.

2. PALIMPSESTO INSULAR: LAS CUATRO TEMPORALIDADES DE OCUPACIÓN EN LA ISLA DE CEDROS

En esta propuesta se plantea a la isla en una analogía de palimpsesto: una superficie con ocupaciones de grupos humanos (locales y ajenos) que se sobreponen a lo largo del tiempo, impregnando una huella en el paisaje.
Isla de Cedros, al oeste de la península de Baja California (Pacífico mexicano) es un claro ejemplo de ocupaciones a lo largo del tiempo, por diferentes sociedades establecidas de forma permanente (previa al siglo XVIII y desde el siglo XX) o como agentes que transformaron la isla de manera intermitente pero intensiva (siglos XVI al XIX).
Las ocupaciones sucesivas y discontinuas de la Isla de Cedros permiten identificar algunos rastros que los grupos humanos dejaron sobre el entorno y los recursos naturales. A partir de las fuentes escritas y la observación directa en el terreno, se realiza una tipificación en cuatro momentos clave (fig. 1).

Figura 1. El palimpsesto hace evidentes las capas sucesivas en el paisaje insular de Cedros. Fuente: Israel Baxin, 2020



2.1. Los primeros ocupantes

Cedros forma parte de la plataforma continental de la península de Baja California, pero quedó aislada por procesos de sumersión tras una etapa glaciar (hace aproximadamente 12,000 años), de ahí que su territorio tenga un origen común con las rocas de la península.
La isla, de ser únicamente un accidente geomorfológico, pasó a ser un espacio insular con la llegada de sus primeros ocupantes. Aún se desconoce si los indígenas que encontraron los exploradores españoles a partir del siglo XVI son los mismos que habrían dejado rastros arqueológicos. Los vestigios más antiguos son puntas de flecha de obsidiana (estilo Clovis) y anzuelos, datados por radiocarbono 10,700 años antes del presente (Des Lauriers, 2010).

Aunque Des Lauriers (*ibid.*) sugiere que estos indígenas son descendientes de los que llegaron hace diez milenios, no queda claro si efectivamente se trata de la misma ocupación debido a la amplitud temporal. Entre las teorías sobre los estudios insulares Rodríguez y González (2003) sostienen que "un error clásico en el estudio de la bioarqueología insular consiste en creer que los vestigios culturales más antiguos representan las primeras etapas de colonización cuando, en realidad, pueden corresponder a visitas esporádicas sin ningún fin colonizador".

Es posible que los isleños registrados en el primer documento histórico (1540) y en las descripciones posteriores no desciendan de aquéllos que trasladaron las puntas de obsidiana desde otras zonas en la península de Baja California, para lo cual se requiere un seguimiento detallado en la investigación arqueológica de la isla.

2.2. Del descubrimiento a la "reducción" indígena

La historia oficial de la isla comenzó a escribirse en 1540, cuando Francisco de Ulloa, enviado por Hernán Cortés para ampliar los dominios hispanos, documentó como último hallazgo de su navegación por la Mar del Sur (Océano Pacífico) un archipiélago al que denominó Islas de San Esteban, se trata de las actuales Cedros, San Benito y Natividad (fig. 2). Con la toma de posesión correspondiente (Ulloa, 1540), desde entonces, el nombre Isla de Cedros, se replicó en mapas y es el topónimo predominante y que pervive hasta nuestros días.

Figura 2. El archipiélago denominado Islas de San Esteban por Ulloa (1540) e Islas de los Dolores por Taraval (1733). Elaboración propia con base en CONABIO y Google Earth, 2019

A pesar de que la península de Baja California fue visitada desde el siglo XVI por navegantes como Rodríguez Cabrillo (1542) y Vizcaíno (1602-1603), esos exploradores y otros únicamente escribieron relaciones de su experiencia en la búsqueda de recursos naturales tales como el oro y las perlas, en las que narraban la resistencia de los indígenas frente a los extranjeros.

En 1697 la Compañía de Jesús fue autorizada por la Corona española para contribuir a la evangelización en los últimos confines de la Nueva España en América: la Tarahumara, la Pimería (hoy Sonora) y las Californias. En este último territorio, los misioneros aún encontraron la vigencia de por lo menos tres lenguas: cochimí, guaycura y pericú.

De acuerdo con los testimonios recogidos por Sigismundo Taraval en 1733, el nombre de la isla en lengua cochimí era Huamalguá "la isla de las neblinas" o "la casa de la niebla" (Mathes, 1989), una denominación relacionada directamente con las características evidentes del entorno y más explícita que el topónimo español Isla de Cedros.

A Huamalguá se accedía por vía marítima con uso de canoas, pero no se encontraba del todo aislada, había conexiones entre los isleños y los habitantes peninsulares, intercambio de productos y de tipo genético. Es posible que el grupo de los cochimí isleños presentara un sedentarismo móvil asociado con la presencia de los recursos pesqueros, particularmente el abulón (*Haliotis fulgens*).

En 1733 Sigismundo Taraval indicó que Huamalguá fue renombrada como la isla de la Trinidad y el archipiélago como Islas de los Dolores (fig. 2). Este jesuita, además de describir características sobre la población isleña, su forma de vida y cosmogonía, registró la posterior "reducción". La expansión de los europeos conllevó también la colonización de los patógenos, que exterminaron a gran parte de la población indígena de Baja California.

Taraval al convencer a los isleños para abandonar Huamalguá y ser trasladados a la misión más próspera del Desierto Central de Baja California: San Ignacio Kadakaamán, pretendía contribuir a la "reducción" (concentración y evangelización). Sin embargo, se registró que prácticamente todos los isleños murieron por las epidemias, tales como la disentería de sangre, paludismo, tifoidea, tifus y sarampión (Mathes, 1989; Beard, 2017), en realidad se logró una "reducción" demográfica.
Las raíces indígenas de la isla fueron arrancadas a partir de este hecho, acontecido de manera dramática, como en otros pueblos amerindios, aunque con el matiz de la desaparición de la lengua y la cosmovisión, únicamente descrita parcialmente en los documentos legados por los jesuitas.

2.3. La disminución demográfica y sobreexplotación de los recursos naturales por extranjeros

Por su descubrimiento temprano e inclusión en la cartografía, desde el siglo XVI, se tenía identificada a la Isla de Cedros como un lugar de abastecimiento de agua dulce para rutas como la del "Galeón de Manila" (1585-1814). Hacia el siglo XIX, la Isla de Cedros no escapó al interés de los cazadores (primordialmente rusos y estadounidenses) que buscaban pieles o aceites (de nutrias, focas, lobos marinos y ballenas) en muchas islas del Pacífico, desde Alaska hasta Baja California (fig. 3).
Los cazadores tenían identificadas las reservas de agua dulce en el sureste de Cedros, zona donde también era habitual el paso de ballenas (Henderson, 1970), aprovechando la falta de control del gobierno mexicano para realizar la cacería indiscriminada de especies, disminuyéndolas considerablemente y en algún caso exterminándolas. La isla, mapeada y anotada entonces como "Isla de Cerros" fue blanco de este hecho debido a que en los alrededores no había asentamientos ni pueblos cercanos: la región del Desierto Central de Baja California ha sido en todas las etapas históricas una de las menos densamente pobladas y más incomunicadas de México por la falta de agua y las condiciones climáticas adversas.
Posteriormente, en la última década del siglo XIX y la primera del siglo XX, una compañía minera estadounidense obtuvo permisos del gobierno mexicano para la extracción de oro y cobre en la Punta Norte. Se estableció un campamento donde además de las construcciones e infraestructura necesaria llegaron a vivir hasta 80 trabajadores, más los visitantes eventuales (Núñez & Méndez, 2016). Esta actividad originó severas transformaciones en el paisaje insular en una de las zonas de mayor diversidad biológica, debido a los cambios altitudinales y climáticos.

Figura 3. Aún se observan lobos marinos en Punta Norte a pesar de su disminución en el siglo XIX. Fotografía: Israel Baxin, 2018

2.4. La ocupación contemporánea

El poblamiento actual de la Isla de Cedros se impulsó en 1922 por la abundancia de pesquerías de sardina, abulón, langosta y sargazo. A partir de entonces se pueden observar vínculos sociales relevantes: migraciones desde San Ignacio (lugar donde murieron los últimos cochimí isleños) y de otras localidades bajacalifornianas hacia Cedros, así como la llegada de algunos buzos y pescadores japoneses, quienes fueron contratados para extraer productos del mar, principalmente abulón. Las primeras poblaciones establecidas de pescadores mexicanos obtuvieron la enseñanza de los nipones para las técnicas de obtención de recursos del mar, una vez capturados se procesaban y enlataban en la isla.
A partir de la Ley General de Pesca de 1938 se establecieron las cooperativas pesqueras que fomentaron un cambio económico y demográfico en el occidente de Baja California, entre las que destaca "Pescadores Nacionales de Abulón" (1943), vigente hasta el presente en la Isla de Cedros. Entre los años 50 y 90 del siglo

XX la Isla de Cedros fue uno de los enclaves demográficos más importantes de la región: de mil habitantes en 1950 se superaron los 5 mil en 1990, debido al trabajo generado por la captura y empaque de productos del mar para la empresa "Pesquera del Pacífico".

Durante las primeras décadas de esta ocupación sólo existía un pueblo, donde vivían los habitantes dedicados a la actividad pesquera y sus familias, pero a finales de la década de 1950 comenzó a habilitarse un puerto y una localidad en la punta sureste de la isla, con el nombre de El Morro, para ser ocupada por la "Exportadora de Sal". Esa empresa representa una de las salineras más grandes del mundo. La extracción del mineral se lleva a cabo en Guerrero Negro (en la península de Baja California) y se traslada en barcazas a Isla de Cedros para procesos de separación por tipos de sal y embarque para la exportación. La mayor parte de la sal se envía a Japón para usos industriales y a otros países de la Cuenca del Pacífico.

Cuando la "Pesquera del Pacífico" terminó sus funciones en los años 90, la emigración causó efectos en la demografía y en la economía local: muchas personas se fueron a otras ciudades de Baja California, principalmente a Ensenada, donde se encuentra una gran cantidad de isleños, negados a desarraigarse de "El Piedrón", topónimo alterno y no oficial. El censo más reciente (2010) reporta una población de 2 mil habitantes entre ambas localidades de la isla de Cedros (fig. 4).

Figura 4. Los dos asentamientos de la Isla de Cedros son el pueblo de pescadores en el litoral este (izquierda) y El Morro en la Punta sureste (derecha). Fotografías: Nasheli Baxin, 2019

3. UNA ISLA POR REVALORAR

Isla de Cedros es un espacio humanizado cuya geografía e historia resultan prácticamente desconocidas para los mexicanos. Desde 2009 se ha realizado trabajo de campo en la isla y algunas respuestas recurrentes de su población son: que no son conocidos fuera de Baja California; que están desatendidos por parte del gobierno (ya que muchas de las necesidades sociales han sido cubiertas por la cooperativa de pescadores y la empresa Exportadora de Sal) y que muchas veces ni siquiera aparecen en los mapas. Se trata de una exclusión asociada a la falta de conocimiento sobre su historia y su geografía humana en un nivel más general.

En la actualidad, los productos marinos que se extraen en la isla suman un valor comercial relevante por exportación. Sin embargo, la pesca de abulón y langosta tiende a disminuir en los últimos años por factores diversos como el aumento de las temperaturas en el océano y la sobreexplotación sucedida en un periodo, antes de que la cooperativa local hiciera más efectivas las prácticas de sustentabilidad.

La exportación de productos del mar ha vinculado históricamente a Cedros con el continente asiático, ya que el mayor volumen de la producción pesquera, aún en el presente, se comercializa con países como Japón, China, Taiwán, Vietnam, Singapur o Hong Kong. Asimismo, en años recientes se identifica un caso de conexión con Corea del Sur a partir del contrabando de una planta: la Siempreviva de Cedros (*Dudleya pachyphytum*). Estos son solo algunos indicativos que demuestran que la Isla de Cedros parece ser más conocida fuera de México que dentro del territorio nacional.

Dar a conocer la trayectoria de la isla de Cedros a partir de los sucesos históricos significativos, prestando especial atención en la transformación del paisaje a través de sus distintas ocupaciones, permitiría su revaloración regional y nacional para colocarla en los mapas mexicanos e internacionales, no solo como una coordenada, sino en su dimensión cualitativa como un espacio insular de tiempos múltiples.

REFERENCIAS

Baldacchino G., 2008, "Studying Islands: On Whose Terms?", *Islands Studies Journal,* 3(1), p. 37-56.

Beard J., 2017, *San Ignacio Kadakaamán, cronología y documentos*, La Paz, Instituto Sudcaliforniano de Cultura.

Bonnemaison J., 1990, «Vivre dans l'île. Une approche de l'îléité océanienne», *L'Espace géographique,* 19-20(2), p. 119-125 [en línea: doi.org/10.3406/spgeo.1990.2961].

Des Lauriers M., 2010, *Island of Fogs. Archaeological and Ethnohistorical Investigations of Isla Cedros, Baja California*, Salt Lake City, University of Utah Press.

Henderson D. (ed.), 1970, *Journal Aboard the Bark Ocean Bird on a Whaling Voyage to Scammon's Lagoon, Winter of 1858-1859 by Charles Melville Scammon*, Los Angeles, Dawson's Book Shop.

Mathes M. (ed.), 1989, *Obras californianas del Padre Miguel Venegas*, *S.J.*, Vol. 4, México, Universidad Autónoma de Baja California Sur.

Núñez F., Méndez J., 2016, "Minería en Baja California: The Cedros Island Mining & Milling Company", *in* A. Rodríguez (ed.), *Sociedades mineras en América Latina. Homenaje a Juan Luis Sariego Rodríguez*, Tomo II, México, Instituto Nacional de Antropología e Historia.

Péron F., 1999, «Les îles: cas particuliers des relations espace et sociétés sur les littoraux», *in* J. Marcadon, J. Chaussade, R. Desse y F. Péron, *L'espace littoral: approche de géographie humaine*, Rennes, PUR, p. 159-214.

Rodríguez C., González R., 2003, "Colonización y asentamiento en islas por grupos humanos: aspectos biogeográficos y bioantropológicos", *Eres Arqueología / Bioantropología*, Vol. 11, p. 115-133.

Ulloa F., 1916[1540], "Relación del viaje que hizo el capitán Francisco de Ulloa, por orden de Hernán Cortés, por la costa de Nueva España, desde Acapulco hasta la Isla de los Cedros, y las posesiones que tomó en nombre del mismo Cortés", Sociedad de Bibliófilos Españoles, M. Serrano y Sanz (ed.), *Relaciones históricas de América; Primera mitad del siglo XVI*, Madrid, Imprenta ibérica.

EL AUTOR

Israel Baxin Martínez
Universidad Nacional Autónoma de México
Estudios Mesoamericanos / Facultad de Filosofía y Letras
isbaxmar@gmail.com

Revenir vivre dans une île : un retour entre exaltation et désillusion. Réflexions à partir des îles de Raiatea, Rurutu et Tubuai (Polynésie française)

AUTEURES
Sarah BERNARD,
Nathalie
BERNARDIE-TAHIR

RÉSUMÉ
En Polynésie française, les mobilités sont anciennes et le territoire dans son ensemble n'a cessé de se restructurer à partir de grands schémas de mobilités qui se sont succédés dans le temps. La circulation migratoire illustre les mobilités précoloniales, puis la centralité de Tahiti structure le territoire colonial et, plus récemment, en 2012, les analyses démographiques révèlent qu'un certain nombre de petites îles périphériques semblent se repeupler au détriment de Tahiti, notamment d'habitants polynésiens de retour sur leurs terres. À partir d'entretiens réalisés sur quatre îles (Rurutu, Tubuai, Raiatea-Tahaa et Tahiti), l'objectif de cette communication est de présenter, dans toute sa diversité, les trajectoires de vie et les modes de vie des habitants afin de comprendre en quoi le retour dans l'île d'origine mêle exaltation d'un projet de vie et désillusion du retour.

MOTS CLÉS
îles, Polynésie française, migrations de retour

ABSTRACT
In French Polynesia, mobilities have existed for a long time and the territory as a whole has always restructured itself on the basis of large patterns of mobility that have followed each other over time. The migratory circulation depicts pre-colonial mobility, then colonial territory is structured by the centrality of Tahiti and more recently, in 2012, demographic analyses reveal that a number of small peripheral islands seem to be repopulating at the expense of Tahiti, mostly due to Polynesian inhabitants returning to their lands. Based on interviews conducted on four islands (Rurutu, Tubuai, Raiatea-Tahaa and Tahiti), this communication presents the life trajectories and lifestyles of their inhabitants in order to understand why the return to their island of origin lays between the exaltation of a life project and the disillusionment of their return.

KEYWORDS
Islands, French Polynesia, Return migration

Les recherches en archéologie ainsi que l'étude des mythes et légendes par de nombreux sociologues, géographes et ethnologues ont désormais montré que les mobilités océaniennes précoloniales s'apparentaient à des circulations, voire à un périple (Bambridge, 2004) intégrant des liens culturels, historiques et politiques entre des personnes et un territoire d'origine et l'idée d'un retour à ce même lieu de référence.
À partir des premiers contacts avec les Européens, l'espace océanien dans son ensemble, soumis à de nouvelles pressions inédites, se réorganise et impose une restructuration des mobilités traditionnelles. En Polynésie française, l'effacement du lien avec l'île d'origine, considéré par Bambridge comme l'expression d'une « déterritorialisation des mobilités » (*ibid.*) est particulièrement visible à plusieurs échelles. La Polynésie dans son ensemble a connu un solde migratoire positif mais c'est principalement l'île de Tahiti qui a vu sa démographie croître, avec l'arrivée massive de métropolitains ou d'étrangers, auxquels se sont ajoutés un grand nombre de Polynésiens venus des différents archipels pour y travailler (Rallu, 1980). L'implantation du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) au début des années 1960 marque l'apogée de cette centralisation. La démographie de l'île ne cesse d'augmenter, la croissance s'accélère et Tahiti s'impose comme le centre économique et politique du territoire (Merceron & Morschel, 2013). Ce processus de centralisation marque, dans le même temps, la marginalisation démographique des autres îles polynésiennes, dès lors considérées comme « périphériques » ou « secondaires ». Si le processus de centralisation est indéniable en Polynésie française, plusieurs chercheurs invitent à relativiser ce discours qui oblitère « l'existence de flux inverses et de mobilités à plusieurs échelles de temps mais aussi diverses échelles d'espaces » (Pestana & Pantz, 2015), quand d'autres rappellent le rôle fondamental des diasporas dans le dynamisme des îles

(Bertram & Watters, 1985) et les nombreuses mobilités qu'elles animent. Par ailleurs, en Polynésie française, la question foncière demeurant un enjeu central où les terres sont réputées appartenir à telle ou telle famille (Bambridge & Neuffer, 2002), les populations ont toujours conservé un lien physique ou virtuel avec ces espaces d'origine : elles y reviennent, elles les intègrent au patrimoine familial en respectant les principes de l'indivision et, plus récemment, elles communiquent *via* les nombreux modes de télécommunication qui se sont progressivement développés.

Depuis ces dernières années, l'analyse des recensements réalisés par l'Institut statistique de la Polynésie française (ISPF, 2014) révèle un changement dans les dynamiques migratoires du territoire à toutes les échelles. D'une part, la Polynésie connaît un solde migratoire déficitaire qui ne cesse de s'accentuer depuis les années 2000, en raison à la fois de la progression du nombre d'émigrants et de la diminution du nombre d'immigrants. D'autre part, les migrations interarchipels s'intensifient, se complexifient et se modifient, au point que ce sont désormais les archipels « périphériques » qui enregistrent des soldes migratoires positifs au détriment de Tahiti où les mouvements centripètes l'emportent désormais (fig. 1 et 2). C'est ainsi que certaines petites îles se repeuplent d'habitants polynésiens de retour sur leurs terres et d'habitants étrangers à l'île, c'est-à-dire de personnes originaires d'une autre île, de métropole ou d'autres pays. Si ce phénomène n'est pas massif et reste fragile (l'analyse du recensement de 2012 infirmant par exemple la croissance précédemment observée aux Marquises), il montre néanmoins l'attrait nouveau pour des zones de marges, attrait pour le moins inattendu dans un contexte de métropolisation. Serait-ce là l'expression de la fin du modèle centralisateur et d'un retour aux périples précoloniaux chers à Bambridge, ou le reflet d'un nouveau schéma mobilitaire, plus complexe et résolument hybride ?

L'étude menée en Polynésie française s'intéresse à ce « contre-courant » migratoire récent, bénéficiant à des zones de marge représentées ici par certaines îles secondaires ou périphériques, et s'attache à saisir les motivations des habitants qui s'installent dans ces espaces et à analyser les recompositions territoriales corollaires.

Figure 1. Dynamique migratoire en Polynésie française entre 2007 et 2012. Source : Recensement de population 2012, ISPF-Insee

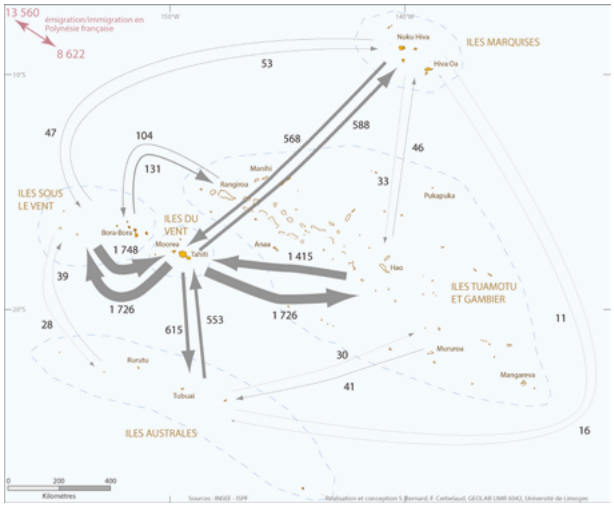
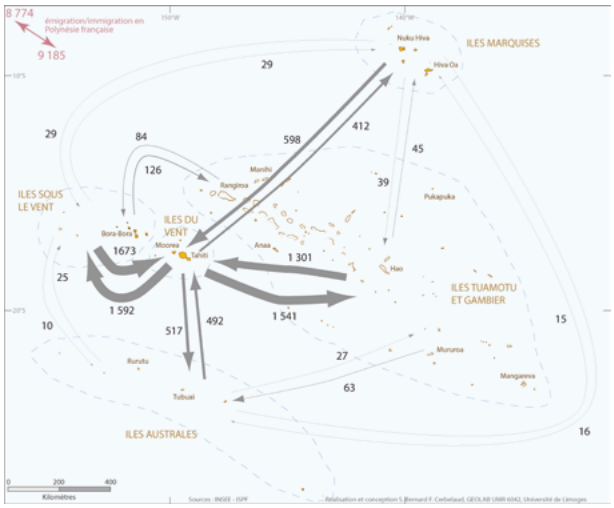
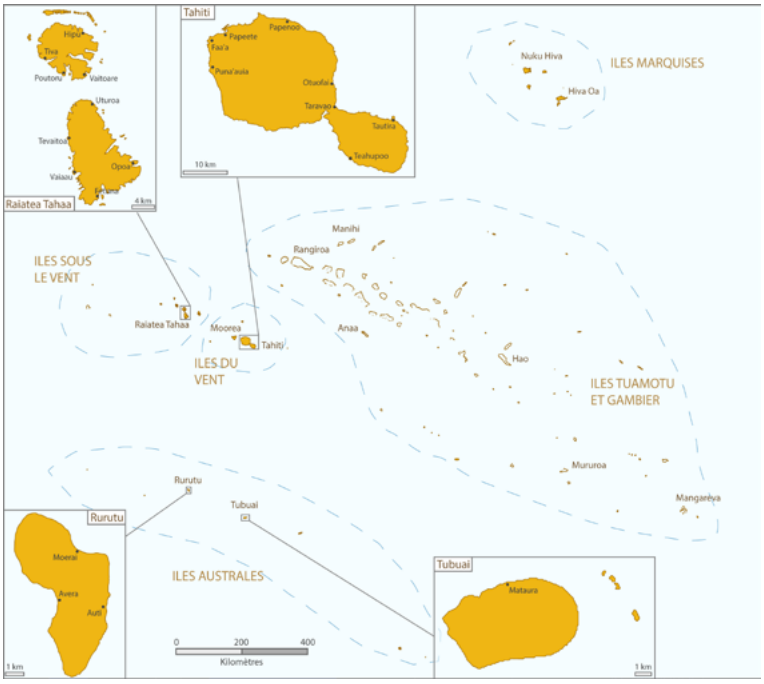


Figure 2. Dynamique migratoire en Polynésie française entre 2012 et 2017. Source : Recensement de population 2017, ISPF-Insee



À partir de 55 entretiens réalisés sur les quatre îles de Rurutu, Tubuai, Raiatea-Tahaa et Tahiti (fig. 3), cette communication se focalisera sur un des types de profil rencontrés : les Polynésiens de retour sur leur île. L'objectif est de rendre compte des trajectoires de vie de ces « revenants » (Richard *et al.*, 2015), des raisons du retour ainsi que des modes de vie (re)construits à l'arrivée sur l'île, afin de comprendre en quoi le retour dans une île mêle de manière intime exaltation d'un projet de vie et désillusion du retour.

Figure 3. Terrains d'enquêtes réalisés en 2017 et 2018. Réalisation : Cerbelaud, Bernard et Bernardie-Tahir, 2020



1. DES TRAJECTOIRES DE VIE PLURIELLES ET UN RETOUR CHOISI, CONTRAINT…

Comme toutes catégories, celle des « retours » n'est ni homogène, ni figée : elle est composée d'une multitude de personnes aux profils divers qu'il s'agira dans un premier temps d'affiner. Les premiers résultats nous permettent d'aborder cette catégorie par le prisme du lien à l'île (fig. 4). Deux types de liens peuvent être relevés : le premier concerne des personnes ayant un lien matriciel avec l'île considérée comme une « terre mère » (Saura, 2013 : 203), le second regroupe celles qui l'ont construit de manière fortuite. Dans le premier cas, les personnes peuvent être nées sur l'île, y avoir grandi pendant une grande partie de leur enfance ou y avoir séjourné pendant les vacances dans le *fenua* familial. Quelle que soit la situation, elles intègrent dans leur patrimoine des terres familiales héritées depuis une ou plusieurs générations. Dans le deuxième cas, les personnes, non originaires de l'île, y ont effectué un ou plusieurs séjours de quelques mois voire de quelques années (pour les études – stage de fin d'étude, lycée, etc. –, le travail ou le tourisme) et décident de revenir y vivre suite à ces expériences initiales.

Que le lien soit matriciel ou fortuit, le retour peut être un choix, la concrétisation d'un projet de vie. Les personnes non originaires de l'île n'y reviennent pas par hasard mais pour ce qu'elle offre en termes de qualité de vie, d'opportunités de travail ou encore pour retrouver un conjoint ou une conjointe. Pour les personnes ayant un lien matriciel, le retour sera davantage motivé par un certain atavisme, voire la nostalgie de l'île, de l'endroit où l'on a grandi, par la volonté de se rapprocher de la famille, ou tout simplement parce qu'elles s'y sentent chez elles, même s'il n'est pas impossible dans ce cas qu'une opportunité professionnelle en soit l'élément déclencheur. Toutefois, le retour peut également constituer une contrainte, comme par exemple les îliens qui se voient obligés de rentrer pour s'occuper d'un parent en perte d'autonomie, ou ceux qui n'ont pas trouvé de travail ailleurs et dont les ressources financières viennent à manquer.

Dans le cas des liens matriciels, il est difficile pour le chercheur de démêler les raisons relevant de la contrainte ou du libre choix, les deux étant parfois intimement mêlés ou à tout le moins délicats à formuler de manière objective et sincère. Pour la suite de la communication, c'est sur ces profils spécifiques que nous focaliserons notre analyse (encadrés en rouge dans la figure 4).

En revenant sur l'île les individus activent leurs réseaux afin de faciliter leur intégration au sein de la société. Deux réseaux principaux, la famille et la profession, ressortent des entretiens que nous avons menés et peuvent s'avérer d'une aide précieuse pour leur réinstallation. De manière paradoxale, ils peuvent aussi être un frein à l'installation ou à l'envie de rester vivre sur l'île.

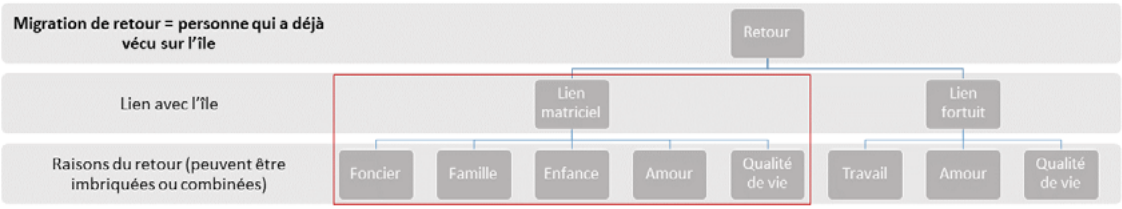


Figure 4. Profils des personnes de retour sur l'île
Source : Entretiens de terrain à Raiatea, Rurutu et Tubuai

2. L'INSTALLATION *VIA* LES RÉSEAUX FAMILIAUX ET PROFESSIONNELS

Lorsqu'elles reviennent s'installer sur une île, ces personnes sont généralement attendues. Certaines vont d'ailleurs s'installer plusieurs semaines chez les parents, une tante ou une cousine, en attendant de trouver un logement dans lequel s'établir. Cette période transitoire peut durer plusieurs mois tant il est difficile dans ces îles de Polynésie française de trouver un terrain ou une maison. D'une part, l'indivision familiale rend complexe les ventes de terres (Bambridge & Neuffer, 2002) qui restent disponibles et facilite potentiellement le retour des membres de la famille et leur installation sur l'île. Cette même indivision limite aussi la possibilité de réinvestir ces terrains : un grand nombre d'enquêtés évoquent ainsi les nombreux conflits fonciers familiaux et se résolvent à passer par l'achat de terrains auprès d'une autre famille ou de l'État. Toutefois, pour ambivalent qu'il soit, cet accueil familial facilite grandement l'arrivée sur l'île qui, à l'inverse, constitue un véritable parcours du combattant pour les retours de populations sans attache familiale.

Les individus de retour peuvent également mobiliser les réseaux professionnels pour faciliter leur intégration. Les professions sont variées et peuvent être regroupées dans quatre catégories socio-professionnelles principales : les retraités, les sans activités, les néo-entrepreneurs et les fonctionnaires. Les retraités reviennent chercher la tranquillité et retrouver leur famille après avoir travaillé quelques années à Tahiti ou en métropole. Leur capital économique et leur réseau familial leur permettent de retrouver une place sur l'île. Certains sont des retraités de l'armée et intègrent ou créent à l'arrivée sur l'île des associations d'anciens militaires leur permettant de se retrouver, notamment lors des journées de commémoration. Les personnes qui reviennent sans activités particulières sont une aide précieuse pour s'occuper de la famille (élargie) lorsqu'elles ne se lancent pas dans le néo-entreprenariat. D'ailleurs, le retour peut être guidé par cette envie de développer un projet spécifique ou même déclencher le désir de créer sa propre entreprise. C'est ainsi que plusieurs activités ont vu le jour ces dernières années : des activités agricoles fondées sur la reprise d'une exploitation familiale comme celles de la vanille à Raiatea-Tahaa, ou sur la reconversion ou le développement de nouvelles exploitations en agriculture biologique, fédérées par l'association Bio Fetia à Raiatea, ou des activités artisanales comme la valorisation d'une technique de tressage traditionnelle et spécifique à Rurutu par exemple. Enfin, certaines personnes reviennent sur l'île grâce à une opportunité professionnelle leur permettant de travailler dans la fonction publique.

3. FAMILLE ET PROFESSION EN TENSION(S)

Le retour au sein de la famille n'est pas sans conséquence. Sa présence, parfois envahissante, vient déstabiliser une indépendance acquise et appréciée loin de l'île. Ainsi, l'installation sur un terrain familial oblige les habitants à respecter certaines traditions (entretenir le terrain, la maison, participer aux événements de l'île, etc.) au risque d'être mal perçu en cas de non-respect de ces codes familiaux. De même, l'installation des personnes dans la famille les rend redevables durant l'accueil et même après.

Par ailleurs, l'acquisition d'un capital culturel, social et économique lors de leur vie à l'extérieur de l'île différencie les populations de retour des populations locales, et peut engendrer des jalousies. De nombreux enquêtés ont évoqué le sentiment de n'être plus intégrés à la communauté comme ils l'étaient autrefois. De par leurs responsabilités, les fonctionnaires le ressentent tout particulièrement, qui sont régulièrement sollicités en dehors du temps de travail pour régler tel ou tel dossier. Plus globalement, c'est la vie sociale des îles, où « tout le monde est famille », où « tout le monde se connaît » qui vient interroger l'anonymat dans les réflexions des habitants de retour. Ces tensions qui apparaissent ne sont pas sans conséquence sur les sociabilités de ces populations de retour qui sont généralement centrées sur la profession et la famille, restreinte au conjoint(e), enfant(s) et parents.

À la fois territoire d'enfance, de nostalgie d'une époque fantasmée et espace de pression sociale et familiale forte et déstabilisante, l'île d'origine incarne cette tension pour ces Polynésiens de retour et révèle toute la difficulté de revenir s'y installer.

RÉFÉRENCES

Bambridge T., Neuffer P., 2002, « Pluralisme culturel et juridique : la question foncière en Polynésie française », *Hermès*, numéro thématique « La France des Outre-Mers. L'enjeu multiculturel », T. Bambridge, J.-P. Doumenge, O. Bruno, J. Simonin et D. Wolton (coord.), n° 32-33, p. 307-315.

Bambridge T., 2004, « Mobilité et territorialité en Océanie », *L'Information géographique*, 68(3), p. 195-211.

Bertram I.G., Watters R.F., 1985, "The Mirab Economy in South Pacific Microstates", *Pacific Viewpoint,* 26(3), p. 497-519.

ISPF, 2014, Les migrations en Polynésie française entre 2007 et 2012, *Points forts de la Polynésie 01, Papeete.*

ISPF, 2014, Les migrations inter archipels entre 2007 et 2012, *Points forts de la Polynésie 03, Papeete.*

Merceron F., Morschel J., 2013, «Tahiti et ses périphéries insulaires : formation et crise d'un espace centralisé », *Hermès*, n° 65, P. 56-63.

Pestana G., Pantz J.C., 2015, « Partir pour rester ? Les mobilités comme élément de durabilité des territoires de la Nouvelle-Calédonie », *in* S. Blaise, C. David et V. David (dir), *Le développement durable en Océanie. Vers une éthique nouvelle,* Aix-en-Provence, Presses Université de Provence–Presses universitaires d'Aix-Marseille, p. 313-334.

Rallu J.L., 1980, « Situation démographique de la Polynésie française », *Population*, 35(2), p. 385-415.

Richard F., Dellier J., Tommasi G., 2014, « Migration, environnement et gentrification rurale en montagne limousine », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine,* n° 102-3 [en ligne : doi.org/10.4000/rga.2525].

Saura B., 2013*, Mythes et usages des mythes. Autochtonie et idéologie de la Terre Mère en Polynésie*, Paris–Louvain–Walpole, éd. Peeters.

LES AUTEURES

Sarah Bernard
Université de Limoges
GEOLAB
sarah.bernard@unilim.fr

Nathalie Bernardie-Tahir
Université de Limoges
GEOLAB
nathalie.bernardie-tahir@unilim.fr

AUTHORS
Giovanni COINU,
Gianmario DEMURO,
Francesco PIGLIARU

Multiple Timeframes, Insularity Policies and Autonomy Instruments

ABSTRACT
In this paper, we want to analyse the level of disadvantage that comes from the island condition and the tools for its equalisation. We will refer in particular to the situation of Sardinia, the third largest region in Italy and the island furthest from its mainland in the Mediterranean Sea. However, the disadvantages resulting from the island status can be extended *mutatis mutandis* to all islands because they derive first and foremost from the insularity status. We will try to tackle the problems associated with insularity through a multidisciplinary approach: First, we identify and analyse the issues at stake from an economic point of view, then we try to contextualise them from a legal point of view, including a multilevel governance perspective. In the last paragraph, we will propose possible solutions for the mitigation of the disadvantages of islands.

KEYWORDS
Equality issues, Regulatory perspective, Adequacy and differentiation, Policies

RÉSUMÉ
Dans ce document, nous voulons analyser le niveau de désavantage qui découle de la condition insulaire et les outils pour leur égalisation. Nous nous référerons en particulier à la situation de la Sardaigne, la troisième plus grande région d'Italie et l'île la plus éloignée de son continent dans la mer Méditerranée. Toutefois, les désavantages résultant du statut d'île peuvent être étendus, *mutatis mutandis*, à toutes les îles car ils découlent avant tout du statut d'insularité. Nous essaierons d'aborder les problèmes liés à l'insularité avec une approche multidisciplinaire : d'abord, nous identifierons et analyserons les questions en jeu d'un point de vue économique, puis nous essayerons de les contextualiser d'un point de vue juridique, y compris dans une perspective de gouvernance à plusieurs niveaux. Dans le dernier paragraphe, nous tenterons de proposer des solutions pour atténuer les désavantages des îles.

MOTS CLÉS
questions d'égalité, perspective réglementaire, adéquation et différenciation, politiques

1. ISLANDS AS STRUCTURALLY DISADVANTAGED TERRITORIES I N TERMS OF ECONOMIC DEVELOPMENT POTENTIAL

Islands, especially when they are remote and with a small population, suffer from a structural disadvantage in terms of economic development potential. EU-RISLANDS (2013) points out that islands, compared to continental regions, have unfavourable common and objective structural conditions such as accessibility complexity, limited connectivity, excessive productive specialisation in a few sectors, and reduced internal market.
Ideas, market, knowledge, and technological innovation (i.e. the basic elements of economic development) spread mainly according to proximity in the geographical area. Territories contiguous to areas of strong growth take advantage of the development processes of neighbouring regions. On the contrary, if a territory is isolated and peripheral, it suffers from a structural handicap that has a permanent and cumulative negative impact on its development prospects.
In order to efficiently counteract the disadvantages of insularity, it is important to precisely understand their origins, especially because the economic and social consequences of insularity are often overlooked and poorly understood. The territorial discontinuity –an essential characteristic of insularity– is in fact a source of disadvantages that are not only significant but also very specific in a precise sense : It is now well documented that some of the normal disadvantages associated with "distance" or peripherality are significantly compounded by the condition of insularity.

This assertion is now supported by numerous in-depth and scientifically rigorous studies, that have measured in detail the consequences of insularity on economic development, the dynamics of innovation and trade.
By way of example, at the request of the Chamber of Commerce and Industry of Corsica, a study was produced by Goodwill in June 2018 highlighting the various hidden costs of insularity on the profitability of businesses. The additional costs generated amount to around 20 % compared to continental companies (Goodwill, 2018).
In the same way, recent studies by researchers at the University of Cagliari show that, given the existence and importance of the so-called *economies of density*, the costs of a logistic network –an essential component at the basis of the development of many economic activities, including large-scale distribution– or more generally of a service provided through distribution networks (e.g. methane gas) grow *for any given distance* in the presence of territorial discontinuity (even more so when this is large). As a consequence, it is particularly difficult for an island region to be reached by an efficient distribution network. For those living on an island, this normally translates into higher prices and more limited product ranges available locally, with obvious disadvantages for consumers and businesses (Cocco *et al.*, 2019 ; Cerina *et al.*, 2019).
Moreover, a study produced in 2014 at the request of the Administracìon de la Comunidad Autònoma de les Illes Balears (Ferreira-Marques *et al.*, 2014) shows that, in the absence of the constraint associated with insularity, the gains from exports of goods and services produced in the Baleari islands would be 74 % higher.
The problems related to territorial discontinuity are particularly evident when considering the conditions of mobility and accessibility to and from the islands. Without adequate rules and resources, the inexistence of alternative transport systems to ship and areal connections, of through road and rail infrastructure, and of adjoining regions with which synergies can be achieved, translates into a real "cost of citizenship" in terms of prices, frequencies, certainty about the dates available for transfers and travel times. Moreover, the combination of territorial discontinuity and the limited nature of internal markets makes islands particularly exposed to the risk that, especially (but not exclusively) in the transport sector, services are provided by companies with dominant positions which, in turn, can be used against the interests of users.
The geographical discontinuity and the distance from the continent make it complex and very expensive to establish and maintain fixed and continuous connections, limit the choice between different alternatives, and increase costs, planning, and travel times.
Considering the maritime transport (because it is present on all islands, and bears the capacity to transport goods and passengers), and comparing the average travel time from Sardinia with the road transport time of any mainland region, it is found that Sardinia "moves further" away from the mainland to the extent summarised in figure 1 below.
To sum up, the costs of insularity are high and specific, associated with the presence of a territorial discontinuity and grow with its magnitude. In order to guarantee equal opportunities to Italian and European citizens living in island territories, specific interventions are needed both in terms of regulations and resources.
This point of view is at the centre of a series of documents approved by various European institutions, such as the European Parliament resolution of February 4th, 2016, opinions of the European Committee of the Regions (Maupertuis, 2017) and the EESC (Mallia, 2017), and joint declarations of the Conference of Peripheral and Maritime Regions (CPMR, 2018).

Figure 1. Sardinia : Geographical distance vs estimated distance based on comparative time of transportation
Source : Regione Autonoma della Sardegna, 2015

2. UNEQUAL TREATMENT AND A SIGNIFICANT FAILURE TO GUARANTEE EQUAL OPPORTUNITIES TO ALL EU TERRITORIES

Despite these authoritative views, the production of European legislation and the formulation of EU policies have not so far produced adequate compensation measures to mitigate the specific handicaps of the insularity status. The result is unequal treatment and a significant failure to guarantee equal opportunities to all EU territories.

The main task of the condition of differentiated autonomy must therefore be to guarantee Sardinia and Sardinians equal opportunities and development conditions with respect to the regions and citizens of the mainland, to eliminate the handicaps of insularity and peripherality, and where this is not possible to promote financial and fiscal interventions to compensate for the disadvantages (Demuro, 2007). The condition of insularity reflects heavily on certain constitutionally guaranteed rights. The coessential geographical limits to the island condition affect the temporality of policy, freedom of movement, entrepreneurship, and ultimately the enjoyment of certain fundamental rights.

In order to move from an island, it is necessary to buy an air or sea ticket. Those who live in territories characterised by contiguity have a wider range of transport solutions, and in the end can always get in a car and go where they want, when they want. Islanders (or people who want to get to the island) must necessarily plan their journeys well in advance due to the limitations of means of transport, on the one hand, and the increasing costs of the service as the date of departure approaches, on the other. Do not just think about the possibility of going on holiday, which normally requires everyone to plan ahead of time. Think, for example, of the urgent needs that may arise from unavoidable work, health or family emergencies. The need to plan one's travels well in advance, deeply characterises the temporality of the island condition and ultimately the "humanity" of the enjoyment of fundamental freedoms. All this translates into a situation of profound inequality between citizens of the same state or the same continent.

Time also affects island life in other ways. Islands, particularly those targeted by beach tourism, are often characterised by concentrations of seasonal flows which make the difficulties in planning public policies objective and structural. Essential public services (transport, reception and assistance) need to be over-dimensioned in order to cope with the impact of tourism flows, which, however, is limited to a very short period of the year. This creates a disproportion that is difficult to manage between the daily life of small municipalities with a resident population of, for example, 3,000 inhabitants for 10 months a year and 100,000 in July and August. Islands seasonal temporality is accentuated and acts as a multiplier of the condition of insularity itself.

It is precisely for these reasons that the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) pays particular attention to island territories, with a view to reduce the gap between the levels of development of the various regions of the European Union and the delay of the less favoured regions, among which are mentioned precisely the island regions (art. 174). However, as a distant island from the mainland, Sardinia suffers from a significant decline precisely because of this geographical condition. In order for article 174 to be effective, a joint effort would be necessary between Sardinia, the Italian state and the European Union to draw up a kind of implementing rule for that provision. To that end, it is necessary to construct an institutional path aimed at recognising the condition of insularity.

Article 349 TFEU expressly lists some of the outermost regions of the European Union (and Sardinia is not one of them) for which special conditions and specific facilitation measures are laid down because of geographical, climatic and economic factors that slow down or impede their development.

A first significant opening with respect to the aforementioned facilitations was made with the ECJ judgment of September 6th, 2006 (C-88/03), concerning the reduction of personal and business tax rates applied to the Autonomous Region of the Azores. The Court of Justice of the European Community (CJEC), with the subsequent judgment of September 11th, 2008 (joined cases C-428/06 to C-434/06), has better clarified the terms of the matter.

According to the above-mentioned Community case law, a region, in order to be able to establish tax advantage measures, must comply with three fundamental requirements: 1) institutional autonomy with respect to the central government; 2) decision-making autonomy; 3) financial autonomy. The economic consequences of the facilitative measures applicable to the entities present in the territorial entity must not be compensated by directly related aid from the central government. Sardinia, on the basis of these principles, could create "autonomous" facilitative measures, provided that it fully assumes the economic consequences (financial autonomy), guaranteeing the balanced budget referred to in Article 2(1)(b) of the EC Treaty. 42, paragraph 10, of Decree Law no. 133 of September 12th, 2014, converted with amendments by Law no. 164 of November 11th, 2014.

3. FULL RESPONSIBILITY AND AUTONOMY IN THE BUDGET MANAGEMENT

In summary, Sardinia may be fully responsible and autonomous in the management of its budget, provided and for as long as it maintains a balanced budget (Demuro *et al.*, 2013).

In this sense, the elements of financial and decisional autonomy, necessary (among others) according to the CJEC, are accentuated in order to consider compatible any tax and economic benefits introduced by a single territorial authority. The Region, as required by the Community jurisprudence, would become, from the fiscal point of view, a "State within the State" : the national average rate (applicable to the whole territory) would no longer be the reference parameter against which to assess the scope, general or particular, of the effects of tax reductions. Instead, the reference framework for the assessment of the advantage measures would become the regional territory and not the state territory. Sardinia could therefore establish economic support measures of various kinds to cover what it could and should benefit from greater economic availability precisely because of the desired concrete implementation of Article 174 TFEU on insularity.

REFERENCES

Cerina F., Cocco, L., Mannaro, K. , Marchesi, M., Pigliaru F., 2019, "Insularity and the development of a Local Railway Network", *Economia Politica*, 37(3) [online: doi.org/10.1007/s40888-019-00158-4].

Cocco L., Deidda, M., Marchesi, M., Pigliaru F., 2019, "Insularity and Economies of Density: Analyzing the Efficiency of a Logistic Network using an Econometric Simulation-Based Approach", *Regional Studies*, 53(6).

CPMR Islands Commission, 2018, "Final declaration", communication at "The Islands Commission Annual General Meeting, 38th Annual Assembly" (July 2018, Bastia, Corsica).

Demuro G., 2007, *L'autonomia positiva. Proposte per un nuovo Statuto della Sardegna*, Cagliari, Aìsara.

Demuro G., Mola F., Ruggiu I., 2013, *Identità e autonomia in Sardegna e Scozia*, Bologna, Maggioli Editore.

Ferreira-Marques H., Rossello Villalonga J., Santana Gallego y Jos M., Groizard Cardosa L., 2014, *Estimacion de los costes de insularidad de las Illes Balears*, Palma, Universitat de les Illes Balears.

Goodwill management, 2018, *Impact de l'insularité en Corse sur la performance économique des entreprises*, Ajaccio, Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse.

Mallia S., 2017, *Islands in the EU: from structural handicap to inclusive territory*, European Economic and Social Committee.

Maupertuis M.A., 2017, "Entrepreneurship on Islands: contributing towards territorial cohesion", opinion approved at COTER-VI/022, 123rd plenary session (11 and 12 May 2017).

THE AUTHORS

Giovanni Coinu
University of Cagliari, Italy
gcoinu@unica.it

Gianmario Demuro
University of Cagliari, Italy
demuro@unica.it

Francesco Pigliaru
University of Cagliari, Italy
pigliaru@unica.it

AUTEURE
Orianne CROUTEIX

Usages et dynamiques des petites îles de Méditerranée : des territoires de l'isolement à leur intégration sur les scènes internationales. Les exemples de l'archipel du Frioul (France) et des îles Pontines (Italie)

RÉSUMÉ
Les plus petites îles de Méditerranée, de par leur grande diversité et leur place dans une mer semi-fermée particulièrement fréquentée depuis plusieurs millénaires, ont pu abriter des populations variées. En se concentrant sur deux archipels, les îles Pontines dans la mer Tyrrhénienne et l'archipel du Frioul au large de Marseille, cette communication vise à repositionner ces territoires dans le temps long et analyser les facteurs qui ont favorisé ou enrayé l'installation de populations humaines. En s'attachant à l'histoire de chaque île de ces archipels, l'étude tend à catégoriser des usages insulaires qui peuvent expliquer les bifurcations démographiques qu'ont connues ces territoires. Ces usages dépendent de caractéristiques et d'acteurs insulaires, d'enjeux continentaux, ou encore d'acteurs intervenant à une échelle étatique. En comprenant ces territoires sur le temps long, il est possible de s'interroger sur les usages contemporains de ces îles. En effet, d'un côté ces territoires sont investis par les acteurs de la conservation environnementale, de la protection de la biodiversité et, d'un autre côté, ils s'intègrent dans les circuits touristiques intensément développés en Méditerranée.

MOTS CLÉS
îles de Méditerranée, archipel du Frioul, îles Pontines, usages, isolement, population

ABSTRACT
Because of their great diversity and their place in the Mediterranean Sea, a semi-closed sea which has been particularly frequented for several millennia, the smallest Mediterranean islands have sheltered various populations. By focusing on two archipelagos, the Pontine Islands (in the Tyrrhenian Sea) and the Frioul archipelago (in the Bay of Marseille), the objective of this study is to relocate these territories on the long history and analyse the factors that have favoured or stopped the settlement of human population. By leaning on the history of each island of both archipelagos, this paper aims at categorising island uses that may explain the demographic shift these territories have known. These uses depend on either characteristics and stakeholders of the islands, or continental issues, or even protagonists taking place on a state scale. By understanding these territories over a long period of time, it is possible to discuss the contemporary uses of these islands. Indeed, on the one hand these territories are invested by the stakeholders of the conservation and the protection of biodiversity, and on the other hand they are integrated into the touristic economy intensely developed in the Mediterranean area.

KEYWORDS
Mediterranean islands, Frioul archipelago, Pontines islands, Uses, Isolation, Population

INTRODUCTION

Si aujourd'hui les îles de Méditerranéen et même les plus petites sont souvent promues pour leurs attraits touristiques tels que leurs paysages ou leurs patrimoines[1], il paraît intéressant de reconsidérer ces espaces dans un temps plus long. Ce développement touristique engendre une saisonnalité forte avec une saison d'hyperactivité, l'été, et *a contrario* une saison où seuls certains habitants restent sur l'île parfois en vivant de la rente accumulée pendant l'été. Seulement, ces îles et îlots n'ont pas toujours été attractifs, loin de là.

1 À l'image du numéro thématique de GEO : *L'Italie d'île en île*, de juin 2016.

Ayant effectué une thèse CIFRE[2] en partenariat avec une structure de protection environnementale sur la conservation des petites îles de Méditerranée, l'auteure s'est retrouvée immergée dans un milieu où une représentation quasi-unanime de ces territoires est diffusée : les petites îles de Méditerranée sont décrites comme des territoires riches d'une nature endémique, isolés et fragiles[3] (Crouteix & Guyot-Téphany, 2019). En s'intéressant à l'histoire de ces territoires, il est possible de s'interroger sur ces représentations véhiculées par certains acteurs présents de nos jours dans la gestion de ces territoires. Il est important, afin de discuter des usages contemporains des petites îles de Méditerranée, de les considérer dans un temps plus long.
L'auteure a choisi de se concentrer sur deux archipels de la Méditerranée occidentale : l'archipel du Frioul au large de Marseille et l'archipel des îles Pontines dans la mer Tyrrhénienne afin de relever les différentes dynamiques démographiques qu'ont connues ces territoires au cours du temps. Ces territoires ont en effet pu être désertés à certaines périodes ou intensivement occupés et exploités à d'autres. S'intéresser à ces archipels permet aussi de mettre en avant des dynamiques archipélagiques présentant des liens entre les îles. Ces deux ensembles d'îles montrent certains points communs tel que l'existence d'une île prison par exemple. En revanche, alors que l'archipel du Frioul est très proche du continent (moins de 3 km) dans la baie de Marseille, l'archipel des îles Pontines est éloigné des côtes (d'environ 30 km) et fait face à un littoral rassemblant des villes beaucoup moins importantes. L'étude, en s'intéressant à ces deux archipels, permet donc de montrer une grande variété de dynamiques socio-démographiques dépendant de caractéristiques et d'enjeux différents.
Dans une première partie, il est important de décrire ces deux archipels au cours d'une histoire longue. Puis dans une seconde partie, l'auteure construit une typologie des usages de ces territoires insulaire en revenant sur les caractéristiques ayant favorisé les dynamiques démographiques. Enfin, dans une troisième partie, ces résultats et hypothèses de travail sont reconsidérés au regard des usages actuels présents sur chacun des archipels.

1. L'ARCHIPEL DU FRIOUL ET LES ÎLES PONTINES : UN LAZARET, L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES OU DES ÎLES PRISON

Cette première partie permet de décrire succinctement les deux archipels et de mettre en avant les événements marquants dans l'histoire de ces territoires. Les chiffres utilisés sont à considérer comme ordres de grandeurs plutôt qu'en valeurs absolues.
L'archipel du Frioul n'a jamais réellement abrité une population insulaire importante. Certaines de ses îles ont probablement été occupées par quelques ermites, bergers ou pêcheurs de passage. Cependant, elles ont été au centre d'une intense activité militaire et investies d'un rôle sanitaire par rapport au port de Marseille (Bouvier, 2014).
L'île d'If est mondialement connue pour son château érigé entre 1529 et 1536 sous l'ordre de François Ier. Bien qu'initialement construite pour des raisons militaires, très vite cette forteresse devient lieu d'emprisonnement. L'île continuera d'accueillir une garnison militaire et restera une prison jusqu'au milieu du XXe siècle (la prison est notamment réutilisée au cours des deux guerres mondiales). If s'ouvre très tôt au tourisme et est visitée dès 1890. Aujourd'hui, la prison est devenue un musée qui accueille environ 100 000 visiteurs par an débarquant des navettes quotidiennes depuis le vieux port de Marseille.
La construction de la tour de Pomègues à la fin du XVIe siècle indique l'un des premiers usages de l'archipel : la défense militaire. Par la suite, l'île de Pomègues abrite les premières installations du lazaret (établissement de mise en quarantaine des passagers, équipages et marchandises) avec la construction d'une infirmerie en 1663. Son port au sud-est accueillira jusqu'à 500 bâtiments/an. Si le lazaret est transféré sur l'île de Ratonneau par la suite, l'île de Pomègues sera toujours occupée militairement avec la construction de la batterie des Caveaux en 1878, utilisée jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale (Richard, 2003). Au cours du XIXe siècle, une carrière est exploitée au nord de l'île. Aujourd'hui, l'île n'est pas habitée à l'année ; elle est en revanche parcourue par de nombreux excursionnistes traversant la digue de Berry. Enfin, sa quasi-intégralité est intégrée dans la zone cœur du parc national des Calanques (fig. 1).
Jumelle devenue siamoise, l'île de Ratonneau a une histoire proche. Elle est d'abord investie pour des raisons militaires : le fort Brégantin est ainsi construit en 1594. Puis la construction de la digue de Berry (de 1822 à 1824) permet d'y déplacer quasiment intégralement le lazaret de Pomègues, qui devient l'un des plus importants de Méditerranée. L'inauguration de l'hôpital Caroline en 1828 fonctionnera quant à lui jusqu'au début

2 Conventions industrielles de formation par la recherche : ce dispositif regroupe un·e doctorant·e, une structure socio-économique française et un laboratoire de recherche pour la réalisation d'une thèse de doctorat.

3 Comme le montre l'ouvrage photographique *Petites îles de la Méditerranée : les sentinelles de la biodiversité* rassemblant les photographies de Louis Marie Préau et Laurent Ballesta aux éditions Gallimard.

du XXe siècle. Depuis la fin du XXe siècle, le port abritant historiquement les bateaux mis en quarantaine est devenu un port à vocation touristique et de loisirs utilisé comme extension des ports de plaisance de Marseille. Cet usage plus actuel montre l'investissement de l'île par les acteurs continentaux, qui s'illustre aussi par le projet de ZAC (zone d'aménagement concerté) des années 1970. Bien qu'il ait été stoppé en 1979, un tiers s'est formalisé par la construction du village au niveau du port : principal lieu de résidence, administrativement géré par le 7e arrondissement de Marseille, actuellement entre 100 et 200 personnes y vivent à l'année. On dénombre environ 400 000 excursionnistes débarquant chaque année sur cette île.

S'intéresser, sur le temps long, aux îles Pontines, permet de mettre en évidence des évolutions démographiques variées avec la construction de dynamiques archipélagiques.

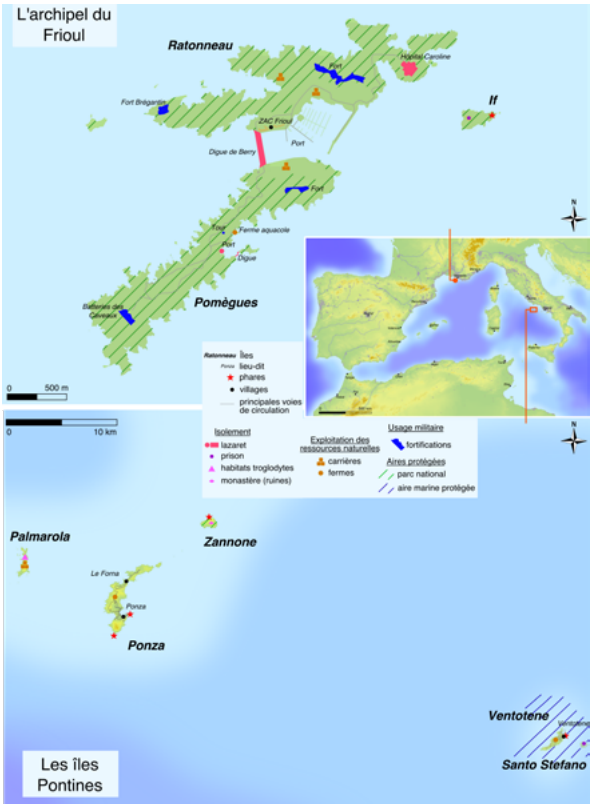
Sur Ponza, les archéologues ont retrouvé des traces d'occupation humaine remontant au Néolithique (Lacam & Quadrino, 2016). Pendant l'Antiquité, cette île est appréciée : lieu de villégiature pour les Romains, elle fut aussi utilisée pour exiler des membres de la famille impériale. Au Moyen Âge, elle reste quasiment la seule île habitée de l'archipel, entre autres par des moines bénédictins et cisterciens malgré les incursions sarrasines. Elle est repeuplée, au XVIIIe siècle, par des familles venues d'Ischia, puis de Torre del Greco. Aujourd'hui, 1 700 habitants y vivent l'hiver, alors que la population estivale peut atteindre 23 000 personnes.

Depuis la préhistoire, les habitants de Ponza disposent des ressources naturelles de l'île de Palmarola. Dès le Néolithique, on y trouve des traces d'exploitation de l'obsidienne. Au cours du Moyen Âge et à l'époque moderne, cette île servait de refuge lors des assauts des flottes sarrasines puis barbaresques. Les habitants de Ponza y avaient même construit des habitats troglodytes. Alors qu'au début du XIXe siècle il n'y avait aucune habitation sur l'île, on peut compter aujourd'hui une dizaine de résidences secondaires appartenant essentiellement à des Ponziens.

L'île de Zannone est connue pour n'avoir jamais été habitée, même si elle a en réalité été régulièrement occupée par les habitants de Ponza. Les premières traces d'occupation humaine y datent aussi du Néolithique. Le monastère qui surplombe l'île a été occupé au Moyen Âge. Lors de l'occupation militaire anglaise de l'archipel (à la fin du XVIIIe siècle), l'île était intensivement pâturée par le bétail des bergers ponziens (Haller, 1822). Aujourd'hui, cette île est déserte 10 mois de l'année alors que pendant l'été deux gardiens de phare viennent y vivre. En 1979, elle a été incluse dans le parc national de Circé, ce qui mit fin à tous les espoirs de colonisation des habitants de Ponza qui auraient voulu l'occuper pendant l'été comme à Palmarola.

Ventotene fut un lieu de villégiature et d'exil pendant l'Antiquité, comme en témoigne son port romain. Elle est complètement désertée à la fin du XVIIe siècle, car trop dangereuse du fait des pirates. Au milieu du XVIIIe siècle, Ferdinand IV, roi de Naples, y fit envoyer une colonie d'environ 500 paysans. Aujourd'hui, cette île est habitée par moins de 200 habitants à l'année alors que la population estivale peut être multipliée par 50 pour atteindre plus de 10 000 personnes.

Figure 1. Planche cartographique de l'archipel du Frioul et des îles Pontines (avec mise en évidence des éléments décrits ci-dessus)



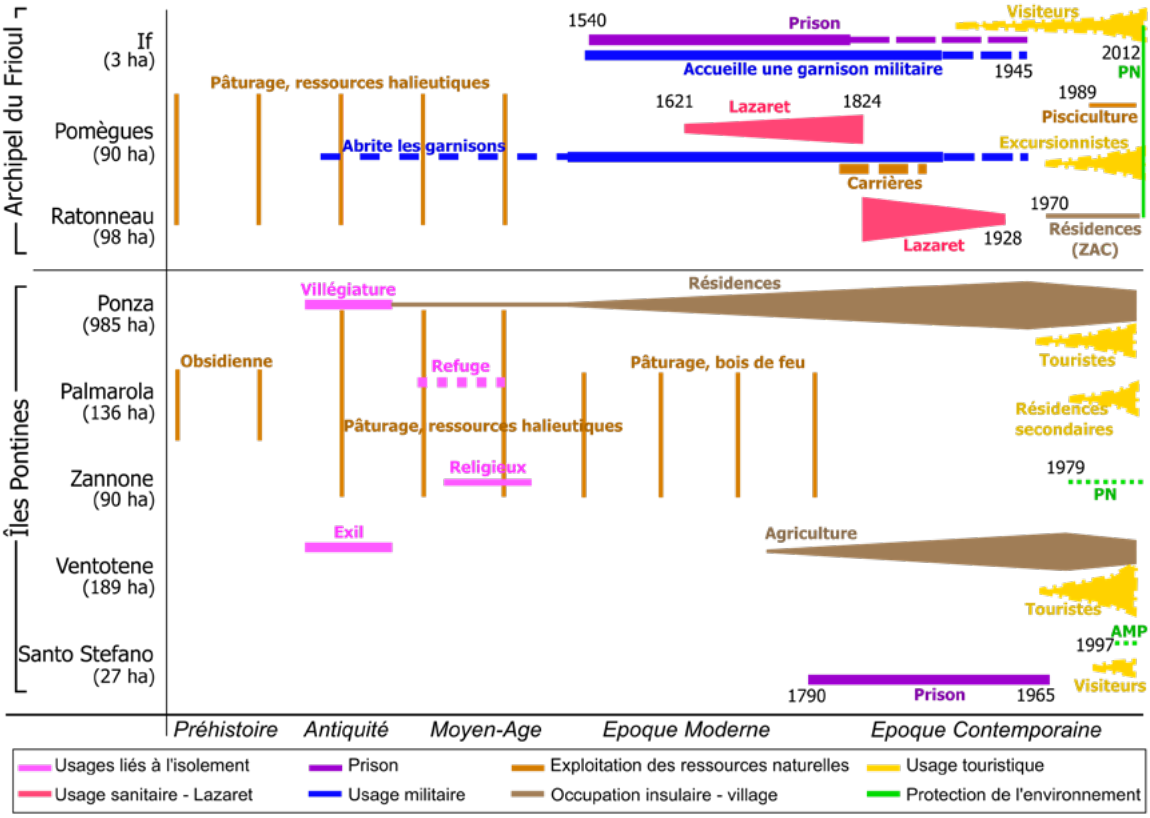
Des années 1790 jusqu'en 1965, Santo Stefano a abrité un célèbre pénitencier, qui a pu accueillir jusqu'à un millier d'internés. Elle était approvisionnée en grande partie par les agriculteurs de Ventotene. Aujourd'hui, l'île est complètement inhabitée. Pendant l'été, une association accompagne à la journée les touristes pour visiter l'île et sa prison (en 2015 environ 400 personnes). Depuis 1997, une aire marine protégée (AMP) s'étend autour de l'île de Ventotene et de l'île de Santo Stefano (fig. 1).

2. DES USAGES DIFFÉRENTS ET DES BIFURCATIONS DÉMOGRAPHIQUES

Cette présentation succincte des deux archipels dans le temps long met en évidence des usages distincts présents sur ces territoires. De ces usages, il est possible de déduire différentes dynamiques démographiques. Ainsi, certaines n'ont pas été habitées pendant des périodes plus ou moins longues : Ventotene a été désertée pendant le Moyen Âge, les îles de Pomègues et de Ratonneau

n'ont jamais réellement connu d'installation humaine pérenne. Par ailleurs, les usages militaires et sanitaires ou l'exploitation de carrières ont vu des travailleurs les occuper sans réellement établir une population insulaire de façon durable. La récente volonté d'urbaniser ce territoire a été rapidement avortée.

Figure 2. Schématisation des usages et occupations de l'archipel du Frioul et des îles Pontines au cours du temps
(PN : parc national, AMP : aire marine protégée)
Note : l'espace considéré pour chaque période n'est pas proportionnelle à la durée représentée.



Ces exemples insulaires mettent en avant la diversité de l'occupation humaine des petites îles de Méditerranée au cours du temps : elle a pu se raréfier puis s'accroître, en fonction de migrations humaines pluriannuelles, saisonnières ou journalières ; elle dépend d'opportunités environnementales ou de choix politiques parfois extérieurs à l'île ou l'archipel.

En effet, dans certains cas, les mouvements de populations ont été impulsés par l'État. Par exemple, la construction d'un pénitencier sur Santo Stefano ou le repeuplement de Ponza et Ventotene, favorisé par les Bourbons au XVIIIe siècle, ou la volonté d'occuper militairement les îles du Frioul et tout particulièrement l'île d'If ont eu pour conséquence l'occupation humaine de ces îles avec la construction de monuments importants. Les décisions politiques ont aussi pu entraîner la fin d'une occupation humaine. L'intégration de l'île de Zannone au parc national de Circé stoppe toute implantation humaine dans un futur proche ; de même, la décision de stopper le projet de ZAC sur l'île de Ratonneau et la classification de la plupart des terrains insulaires en zone cœur de parc national ont totalement circonscrit le développement d'un quartier urbain sur l'archipel du Frioul (Claeys, 2014).

Dans d'autres cas, l'installation de populations humaines a été la conséquence d'un environnement favorable et de l'existence de ressources naturelles particulières comme, par exemple, l'exploitation de l'obsidienne sur l'île de Palmarola ou des pâturages sur les îles de Zannone, Palmarola, Pomègues ou Ratonneau.

3. LES USAGES CONTEMPORAINS : LE TOURISME ET LA PROTECTION ENVIRONNEMENTALE, DES DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES OPPOSÉES ?

De nos jours, on retrouve deux usages principaux sur la quasi-totalité de ces îles : la protection environnementale et le développement touristique.

Le développement touristique implique une saisonnalité forte, la plupart des visiteurs débarquant sur les territoires insulaires au cours des mois estivaux (Bernardie, 2011). Par exemple, alors que l'île Ratonneau compte une centaine d'habitants pendant l'hiver environ 400 000 visiteurs en profitent chaque année (même si certains séjournent quelques nuits sur l'île, la plupart n'y restent que quelques heures). L'île de Ventotene accueille 200 habitants l'hiver et 100 000 estivants environ l'été. Santo Stefano et l'île d'If ont toutes deux

abrité de célèbres prisons ; elles sont inhabitées à l'année et visitées principalement l'été (dans des proportions très différentes, environ 400 visiteurs pour Santo Stefano et 100 000 pour le Château d'If).
Parallèlement à cet usage et à ces dynamiques démographiques saisonnières, ces deux archipels intègrent des aires protégées. En effet, depuis 1997, il existe une AMP autour de Ventotene et de Santo Stefano, l'île de Zannone est intégrée au parc national de Circé depuis 1979 et la totalité de l'archipel du Frioul a intégré le cœur du parc national des Calanques en 2012. L'intégration de ces territoires dans des parcs nationaux limite les dynamiques démographiques puisque toute nouvelle construction est interdite.
Paradoxalement, la présence d'aires protégées peut être un levier au développement touristique, ces territoires insulaires acquérant une renommée internationale (David, 2010).

CONCLUSION

Si au cours du temps les petites îles de Méditerranée ont essentiellement abrité des usages reposant sur des formes d'isolement (lazaret, prison, exil, refuge), leurs usages contemporains les positionnent désormais sur la scène internationale (tourisme et protection de l'environnement) (Bernardie, 2010). De plus, replacer ces territoires insulaires dans le temps long permet de montrer que leur occupation peut être temporaire et dépend de nombreux facteurs intrinsèques ou complètement extérieurs. Par le passé, certains ont été complètement désertés, peut-être que dans le futur certaines îles n'accueilleront qu'une population estivale comme le craignent les habitants de Ventotene. Les îles sont aussi de plus en plus le théâtre des politiques de protection environnementale qui peuvent avoir pour conséquence la limitation des implantations humaines et la mise en place de contraintes pour les usagers. Les acteurs de la conservation de l'environnement diffusent par ailleurs de nombreuses représentations, véhiculant ainsi l'idée que ces territoires abritent des écosystèmes fragiles caractérisés par leur isolement et qui doivent rester éloignés des perturbations liées aux activités humaines. En considérant ces territoires dans le temps long, il est possible d'interroger ces représentations et de les mettre en regard des objectifs des acteurs qui les véhiculent.

RÉFÉRENCES

Bernardie N., 2010, « Immobiles îles : temporalités et altérités insulaires », *Géographie et cultures*, n° 75, p. 159-174 [en ligne : doi.org/10.4000/gc.1647].
Bernardie N., 2011, *L'usage de l'île. Des îles*, Paris, Petra.
Bouvier J.-C., 2014, «Toponymie des côtes insulaires. Les îles du Frioul à Marseille (Pomègues et Ratonneau) », *Nouvelle revue d'onomastique*, 56(1), p. 5-26 [en ligne : doi.org/10.3406/onoma.2014.1799].
Claeys C., 2014, « Créer un parc national des Calanques : préserver, partager ou confisquer un patrimoine socio-naturel ? », *Annales de géographie*, 698(4), p. 995-1015.
Crouteix O., Guyot-Téphany J., 2019, « Le retour du naturel : regards insulaires à partir de l'archipel des Galapagos et des petites îles de Méditerranée », *Bulletin de l'Association des géographes français*, 96(2), p. 282-300 [en ligne : doi.org/10.4000/bagf.5105].
David G., 2010, « Des îles dans les îles. Les aires protégées ou comment la gestion environnementale génère des dynamiques fermeture / ouverture des espaces insulaires », *in* O. Sevin, D. Guillaud et J.-L. Chaléard (dir.), *Comme un parfum d'îles : florilège offert à Christian Huetz de Lemps*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, p. 371-381.
Haller C. 1822, *Tableau topographique et historique des isles d'Ischia, de Ponza, de Vandotena, de Procida et de Nisida ; du Cap de Misène et Mont Pausilipe, par un Ultramontain*, Naples.
Lacam J.-C., Quadrino D., 2016, « Pontia (Ponza et l'archipel pontin). Introduction », *in* C. Ferrante (dir.), *Fana, templa, delubra. Corpus dei luoghi di culto dell'Italia antica (FTD). 4 : Regio I : Fondi, Formia, Minturno, Ponza*, Paris, Collège de France, p. 131-133 [en ligne : books.openedition.org/cdf/4292].
Richard F.-N., 2003, « Les fortifications militaires sur les îles de Marseille entre 1694 et 1875 et leur rôle dans le contrôle du commerce maritime de Marseille », *in* C. Emig, C. Villain-Gandossi et P. Geistdoerfer (dir.), *Actes du 128e congrès national des sociétés historiques et scientifiques* « *La Méditerranée autour de ses îles* », Bastia, CTHS [en ligne : cths.fr/ed/edition.php?id=4834].

L'AUTEURE

Orianne Crouteix
Aix Marseille Université
TELEMMe
crouteixo@gmail.com

A Ghetto Within an Island? The Satmar Community of Canvey Island

AUTHOR
Shlomit FLINT ASHERY

ABSTRACT
This study reveals the top-down strategy the Satmar community adopts to claim territory and influence the private and public spaces in the new settlement of Canvey Island. Purchasing the school made it possible to concentrate the community in a compact peripheral area at a relatively low cost. This collaboration is mostly explained by the attractiveness of Canvey Island, which offers an affordable solution to housing problems within an hour drive from Stamford Hill (North of London). The inherent lack of collaborations and cohesion in the veteran local population limits their ability to safeguard their spatial rights and maintain their social practices. Today Satmar is considered one of the most dominant congregations of the Torah world, and the veteran residents of Canvey Island are concerned about its impact on the public spaces, and its possible ramifications.

KEYWORDS
Group action, Residential segregation, Planning, Interest group, Institutional structure, Satmar, Canvey Island

RÉSUMÉ
Cette étude révèle la stratégie descendante adoptée par la communauté Satmar pour revendiquer le territoire et influencer l'espace privé et public dans la nouvelle colonie de Canvey Island. L'achat de l'école a permis de concentrer la communauté dans une zone périphérique compacte à un coût relativement faible. Cette collaboration s'explique principalement par l'attractivité de Canvey Island, qui offre une solution abordable aux problèmes de logement à moins d'une heure de route de Stamford Hill (nord de Londres). Le manque inhérent de collaborations et de cohésion dans la population locale limite sa capacité à sauvegarder ses droits spatiaux et à maintenir ses pratiques sociales. Aujourd'hui, Satmar est considérée comme l'une des congrégations dominantes du monde de la Torah et les résidents originels de l'île Canvey sont préoccupés par son impact sur les espaces publics et ses possibles ramifications.

MOTS CLÉS
action de groupe, ségrégation résidentielle, planification, groupe d'intérêt, structure institutionnelle, Satmar, Canvey Island

Orthodox Judaism is deeply spatial. It requires that its members live in accordance with *Halakha* (Jewish law), the dominant protocol determining Jewish ritual and translation of the commandments into many aspects of day-to-day living. The objective of the Haredi struggle for territorial segregation is the wish to safeguard the younger generation from the perceived threats of modern culture. The strict orthodox Jewish (Haredi) community is composed of groups and sub-groups (sects), and the residential preferences of its individuals are profoundly affected by the need to live in a strict religious environment. Most of Haredis belong to three main groups: Litvish, Hasidim and Sephardic. All wish to live among "friends", other members of the same group to which they belong but differ in terms of their self-identity and their status within Haredi society. This study reveals the top-down strategy the Satmar Hasidic community adopts to claim territory and influence the private and public spaces in the new settlement of Canvey Island. While Canvey Island offers an affordable solution to housing problems within an hour drive from Stamford Hill (North of London), its veteran residents are concerned about its impact on the public spaces, and its possible ramifications.
The literature assumes that a collective that gathers at a given place and time creates direct cooperation and is defined as group behaviour (Saegert & Winkel, 1990). Clear authority reaches consensus, sets rules and creates an organised segregated pattern. The group emphasises its organised power that differentiates it from surrounded non-organised individuals. When group members realise they are more likely to achieve their goal when acting co-ordinately and simultaneously, they may extend their enclave through group action (Kong,

2001). This behaviour, characteristic of groups such as those purchasing organisations and gated communities, is reinforced in traditional communities where religion acts as social cement (Bankston & Zhou, 1995). In these societies, similar interests and non-territorial norms of control are completed by territoriality that creates a stronger socio-spatial order than is usually found in communities based on the needs of the individuals (Anderson & O'Dowd, 1999). Today, Satmar is considered one of the most important congregations of the Torah world. It is seeking a housing solution for the growing community of Stamford Hill, and the veteran residents of Canvey Island are concerned about its impact on the public spaces, and its possible ramifications. Canvey Island (fig. 1) is a civil parish and reclaimed island in the Thames estuary in Essex, England, separated from the mainland by a network of creeks. Lying just above sea level, it is prone to flooding at exceptional tides but has nevertheless been inhabited since the Roman invasion of Britain. In 2015, its population comprised about 37,500, inhabiting 10,863 houses and residential buildings. Initially, most of the apartments in Canvey Island were about the same size –68-74 m^2, though some of them were larger. Canvey Island is mainly populated by white British population, along with small Asian and Black communities; 74 % of its inhabitants identify as Christian (including members of The Church of England, Catholic, Protestant and other denominations), 0.2 % as Muslims, 0.1 % as Hindus and over 16 % as having no religion.

The Jewish Congregation of Canvey Island (JCoCI), Ashkenazi Orthodox, was founded on Canvey Island in 1935 as an offspring of Southend community but closed by 1938. In 2016, Haredi families from the Satmar Hasidic group got priced out of the Stamford Hill area of North London, and have been establishing a new community near the former Castle View School, in the Northern part of Canvey island town centre.

Figure 1. Canvey Island, in the Thames estuary in Essex

1. METHODOLOGY: THE CASE STUDY OF CANVEY ISLAND

The study constructed a detailed spatiotemporal database that contains exact georeferenced data on Canvey Island newcomers. The first step was to identify the Hasidic territory, within 20-minute walking distance from the school, as Orthodox Jewish communities need to live within a short distance of a synagogue to enable them to obey the laws of the Sabbath which prohibit driving or riding in a car or any other vehicle from Friday sundown until Saturday sundown. The second step was to identify the purchases that took place in this area since March 2016. In each house, the residents were asked about the identity of other residents of the building, and whether they rented or owned their apartment. 53 families indicated that they belong to the Hasidic community of Satmar, based in Stamford Hill, and gave the date of entry into the new apartment. To reconstruct the dynamics of population replacement, 46 veteran residents –who sold their apartments between 2016 and 2017– were identified and interviewed about the sales process: 100 % ex-owners were willing to reply to these questions. To complete the fundamental part of this research, 32 interviews were conducted with key figures such as community leaders, Canvey island's Mayor, municipal planners, real estate agents and people from the public.

Canvey Island geographic information system (GIS) was the constructed, based on the layers updated for 2018 provided by the ordnance survey. It contains additional layers pertaining to topography, roads, land parcels, and buildings. The characteristics of the research area's apartments and households were organised

as a GIS layer, in which every record in the table is related to the corresponding building. Since most of the buildings are private houses, the collected data was analysed but will not be presented on a map to protect confidentiality.

2. TOP-DOWN INITIATIONS : THE HASIDIC COMMUNITY OF SATMAR

In recent years, demographic, social, and economic pressures have limited involvement of the leadership in the Stamford Hill community's daily life ; its ability to enforce group discipline for continued residence within the community has been weakened. By default, the leftovers were driven to establish residence far from the original group enclave, and scouting parties were sent out to Canvey Island, Milton Keynes, Harlow and Westcliff, to check affordability and suitability to the community needs. The geographic separation that got created between the generations threatens the continuity of the community : on the one hand, the population living in the original enclave is aging, and on the other, the lifestyle in the new communities tends to adapt to the new conditions of life, and sometimes adopt a more extreme lifestyle.

Individuals' identification with their community and their desire to raise their children in a similar religious environment evoke conscious ideological and moral recruitment (Flint, 2017). In addition to the threat of non-acceptance to the group's institutions, clear-cut monitory mechanisms ensure compliant behaviour, allowing the leadership to impose discipline and organise matters following its preferences. The expressive incentive for the groups' member is that they would help out in the process of trying to reach the group's goals. The Satmar group is characterised by a well-coordinated institutional structure, organised funding, and members' strong commitment ; these characteristics enable them to mobilise dedicated manpower and significant resources to realise the community's segregated preferences.

3. EVALUATION OF CANVEY ISLAND'S SPACE-TIME DYNAMICS

To understand how the group action works, this research examined the penetration of Satmar to Canvey Island since May 2016. The rapid process indicates the abilities of the organised community when it competes with non-organised individuals.

- Community's representatives identified suitable community centre/school for sale, and a benefactor bought Castle View School on the island for the Hasidic pioneers on March 24th, 2016, from Essex County Council.
- Six lone pioneer families identified apartments for sale and moved in over the same weekend in May 2016.
- Massive penetration turns "non-hostile" into "friendly" area with the settlement of forty families (2016-2017).

The rapid movement patterns were well-planned. The designated area was "marked" by the leaders of the community. Pre-planning was evident in the acquisition of properties within a 20-minute walk from the JCoCI, set in the former Castle View School).

4. THE HOSTING COMMUNITY

Canvey Island was voted the most English place in Britain in 2013, with 73 % voted to leave the EU (one of the five most pro-Brexit wards). The direct cooperation of the Satmars creates pressure on the residents, comprising individuals with diverse beliefs and interests. Most are autonomous homeowners. The level of familiarity with the Satmar community is relatively low. The residents who live next to the newcomers are very interested in getting to know the Satmar community.

> The Deputy Town Mayor of Canvey Island Independent Party explains : "When they did the last census, most people who live on Canvey, instead of putting British, they put English. It's just that they felt that they were English more than anything else… We have heard about them (the Hasidic community) moving to Canvey. Obviously, they've got their own traditions and their own religion and that lot, so that will probably stop them mixing as much as what someone else would. I know that obviously, both communities have got to get used to each other and all that lot, but how much will their religion allow them to be part of the community? Because there are obviously certain things they can't do on certain days and things like that… In a way, I think that they choose to distance themselves. I'm not saying I want them to integrate with us totally, I'm just saying that I think they won't be able to integrate as much, because of the rules of their religion" (BBC, January 9th, 2018).

The veteran residents are interested that the Satmar integrates into Canvey's society, and believe that it is possible to a large extent despite their fear of the impact of this process on the existing population.

5. DISCUSSION : GROUP ACTION AS A DRIVING FORCE FOR NEIGHBOURHOOD CHANGE

This research has revealed the top-down strategy the Satmar community adopts to claim territory, distinguish their abilities and limitations to influence the neighbourhoods' private and public spaces. The in-depth survey indicates the way direct, effective collaborations of individuals of the Satmar community with their leadership led to the new settlement in Canvey Island. Its unique values and lifestyles are reflected in their struggle to occupy space and claim resources, both between the groups and in their dealing with institutional planning systems. Purchasing the school made it possible to concentrate the community in a compact peripheral area at a relatively low cost. This collaboration is largely explained by the attractiveness of Canvey Island which offers an affordable solution to housing problems within an hour drive from the traditional enclave of Stamford Hill. Analysis of collectivism versus individualism in a liberal competitive economy reveals important elements in the ability of a cohesive community with high demographic fertility to harness private interests and to wrest control of space from other groups, thereby creating a "contiguous" Haredi living space.

The Satmar group has deep social and cultural roots and strong mutual interests. The organisation of the group allows communal norms and social ties to further private interests. The group's collective and disciplined activities and territorial behaviour conform to its leaders' spatial preferences.

This behaviour, spreading to the peripheral streets of the neighbourhood, demonstrated that the Satmars are effective strategists in planning, organising, and executing a heterogeneous space that is characterised by its laws, although being also accepted by the veteran locals. In the urban reality, the inherent lack of collaborations and cohesion in the veteran local population limits their ability to safeguard their spatial rights and maintain their social practices. The community inhabits a compact area, and the inclusion of young families increases the population availing itself of communal institutions, and the prestige of the community and its leaders. The boys' school opened at the beginning of the settlement, while the girls' school opened later; in the interim, the girls had to commute daily to Stamford Hill. The increase of the spatial predominance of Satmar questions the veteran residents of Canvey Island about its impact on public spaces.

Despite some resemblances, the organised entry into Canvey Island differs from the classic invasion-succession model (Wirth, 1956), according to which relatively free individuals move spontaneously into higher-status areas using private capital, and also from a racial blockbusting in US cities which involved planned invasions even if the newcomers were not the planners. In both cases, the newcomers created spatial dominance. Since these areas reflect compromises that were made between the preference for segregation and urban constraints, they tend to be heterogeneous. In Canvey Island, the group action was supported by community capital, and organised collaboration and top-down implementation.

A direct collaboration of individuals with their leadership has gradually inserted the cultural language of Satmar into Canvey Island and re-shaped the boundary between acceptable and unacceptable uses. This involves property lines and religious composition (Anderson & O'Dowd, 1999), draws the boundaries between identities and provides a utility to the broader mission of creating a new Haredi settlement. Erov are complex devices consisting of poles and wires that surround communities. Eruv symbolically changes the classification of public or the 'semi-public' space into private ownership. By reclassifying space, restrictions on the 'carrying' (in a Jewish legalistic sense) of items such as walking sticks, wheelchairs and prams are removed, thus giving freedom to people who would otherwise be trapped in their homes over the Sabbath. With this regard, it seems that there is Eruv around Satmar current compound in the former Castle View School, since adults carry books on Shabbat and push baby strollers, and children ride on scooters.

As the process is continuing, the Satmar learned from previous experience. The properties are purchased sporadically, in a way that leads to a heterogeneous residential pattern. By imposing group discipline on people who considered to buy flat in the free market, avoiding homogeneous "ghetto" enclave, opening and co-operating with the local media and mix-housing with the locals, Satmars can obtain a positive attitude from the veteran residents. Previous experience indicates that over time, there will be two entirely separate communities on the island, leading parallel lives. This could work very well based on mutual respect and "each to their own". Despite the Satmars effort to avoid inner community market, it is anticipated that higher demand will increase properties prices. This will improve the equity of those who leave Canvey Island, but decrease the ability of the next generation of Canvey Island's current residents to buy property and may lead to resentment and friction.

REFERENCES

Anderson L., O'Dowd J., 1999, "Borders, Border Regions and Territoriality : Contradictory Meanings, Changing Significance", *Regional Studies,* 33(7), p. 593-604.
Bankston C.L.III., Zhou M., 1995, "Religious Participation, Ethnic Identification, and Adaptation of Vietnamese Adolescents in an Immigrant Community", *The Sociological Quarterly*, 36(3), p. 523-534.
Flint Ashery S., 2017, "A Decision not to Decide : A New Challenge for Planning", *European Planning Studies*, 25(6), p. 1076-1098.
Kong L., 2001, "Mapping 'new' geographies of religion : politics and poetics in modernity", *Progress in Human Geography*, 25(2), p. 211-233.
Saegert S., Winkel G. H., 1990, "Environment psychology", *Annual Review of Psychology,* n. 41, p. 441-477.
Wirth L., 1956, *Community Life and Social Policy,* Chicago, University of Chicago Press.

THE AUTHOR

Shlomit Flint Ashery
Bar Ilan University (Israël)
flint.sh@gmail.com

AUTEUR·E·S
Delphine GRANCHER,
Daniel BRUNSTEIN,
Annabelle MOATTY,
Clément VIRMOUX,
Julien CAVERO

Dynamiques touristiques d'une île exposée aux cyclones : le cas de Saint-Martin aux Antilles

RÉSUMÉ
L'économie de l'île de Saint-Martin, reposant quasi exclusivement sur le tourisme, a été fortement sinistrée par l'ouragan Irma en 2017. Les différences entre les parties néerlandaise et française de l'île sont imputables à des facteurs structurels, conjoncturels et aux politiques publiques en matière d'aménagement du territoire et de soutien de l'activité touristique. La reprise économique est déjà observée mais s'étalera encore sur plusieurs années. À partir d'une analyse chronologique de statistiques publiques (en particulier les arrivées aux aéroports) et de données issues d'un *scraping* de la plateforme Airbnb, nous proposons de caractériser l'impact d'Irma sur l'économie touristique. Ces dernières données sont inédites et permettent de différencier clairement les dynamismes des 2 parties de l'île. Sur le temps long, dans le contexte du changement climatique, le défi lancé à Saint-Martin sera de mettre en œuvre des politiques d'adaptation de l'économie touristique pour faire face à la récurrence d'ouragans aussi puissants qu'Irma.

MOTS CLÉS
île, tourisme, reconstruction, cyclone

ABSTRACT
The economy of the island of Saint-Martin, which is almost exclusively based on tourism, was heavily affected by Hurricane Irma in 2017. The differences between the Dutch and French parts of the island are due to structural, external and public policy factors. The economic recovery is already under way and will continue for several years. Based on a chronological analysis of public statistics (in particular airport arrivals) and data from a scraping of the Airbnb platform, we propose to characterise the impact of Irma on the tourism economy. These last data are unpublished and allow us to clearly differentiate the dynamics of the 2 parts of the island. Overtime, in the context of climate change, the question posed to Saint-Martin will be to implement policies to adapt the tourism economy to cope with the recurrence of hurricanes as powerful as Irma.

KEYWORDS
Island, Tourism, Reconstruction, Hurricane

INTRODUCTION

Neuf des États les plus vulnérables face aux changements globaux et aux catastrophes naturelles sont des petites îles (Briguglio, 1993). Si la vulnérabilité de certaines est une conséquence du sous-développement comme à Haïti, d'autres sont vulnérables du fait de leur forte intégration dans le marché global les rendant très sensibles aux vicissitudes de l'économie mondiale (Barbades, Sint-Maarten). Pour nombre de ces dernières, leur économie nationale est fondée sur un tourisme balnéaire international très vulnérable aux catastrophes naturelles, aux crises politiques et financières, ainsi qu'aux préférences des consommateurs (Pelling & Uitto, 2001). Les petites îles cumulent des facteurs intrinsèques de vulnérabilité, notamment leur petite taille, leur insularité et leur éloignement, l'exiguïté de leur marché intérieur (entraînant une faible capacité d'adaptation) et leur structure démographique et économique. La dépendance à l'économie touristique est forte dans les Caraïbes. En septembre 2017, l'ouragan Irma a traversé l'île de Saint-Martin, endommageant 95 % du bâti et des infrastructures (Gustin, 2017). L'objectif de ce travail est de documenter la capacité du tourisme de l'île à se relever et à s'adapter après Irma. L'île de Saint-Martin présente une situation singulière puisqu'elle est formée de deux entités politiques et administratives distinctes, chacune rattachée à une entité nationale, État indépendant du royaume des Pays-Bas (Sint-Maarten) et collectivité d'Outre-Mer française (Saint-Martin). En dépit de cette séparation, le marché touristique de l'île peut être considéré comme formant une destination unique car les flux de personnes et de marchandises passent librement d'un côté à l'autre.

Le suivi de la reprise du tourisme est une entreprise complexe car, comme de nombreuses petites îles, Saint-Martin ne dispose pas d'infrastructure statistique qui permette le récolement des données relatives à la reconstruction. Il n'existe pas de statistiques sur l'offre ni de suivi précis et complet de la demande touristique. Pour comprendre la reprise du tourisme, nous nous fondons sur l'activité de la plateforme Airbnb. La plus grande part de la littérature académique traitant de cette plateforme utilise des données extraites de son site web par la méthode du *scraping*. Ces données permettent de disposer d'un corpus unique pour les deux parties de l'île qui présente la même méthodologie d'acquisition et autorise la comparaison.

1. HISTOIRE TOURISTIQUE ET CYCLONIQUE DE SAINT-MARTIN

L'île de Saint-Martin est située au nord-est des Antilles. Le tourisme y est la première activité. En 2016, la Banque mondiale estimait que l'économie touristique (hôtels et restaurants compris) représentait 45 % du PIB de Sint-Maarten ainsi que le premier employeur (80 %) (CIA World Factbook, 2018). Côté français, le secteur du tourisme constitue aussi l'un des « piliers de l'économie saint-martinoise » (IEDOM, 2018). En 2016, l'hébergement et la restauration représentait 15,4 % de l'emploi total.

Figure 1. Carte des offres touristiques de l'île de Saint-Martin

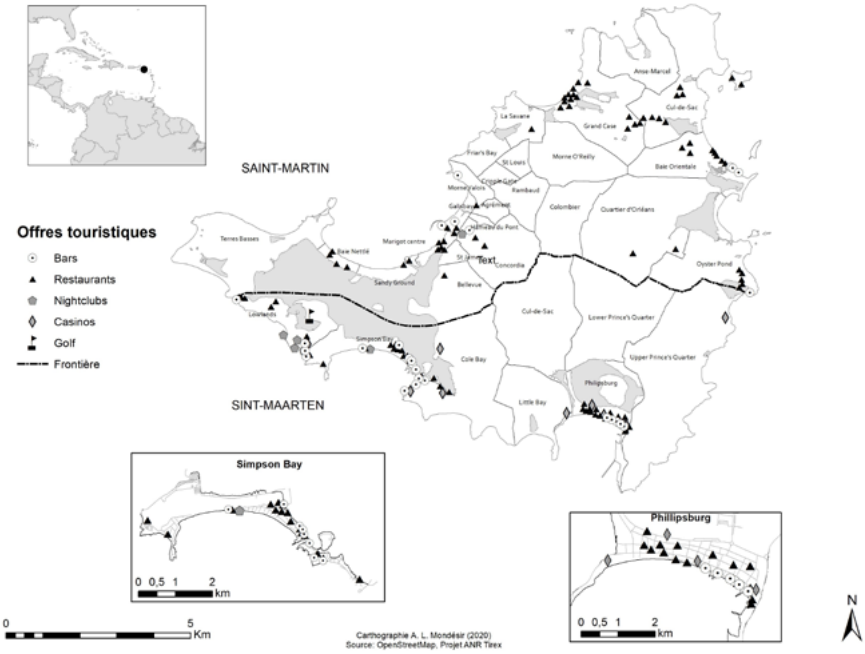
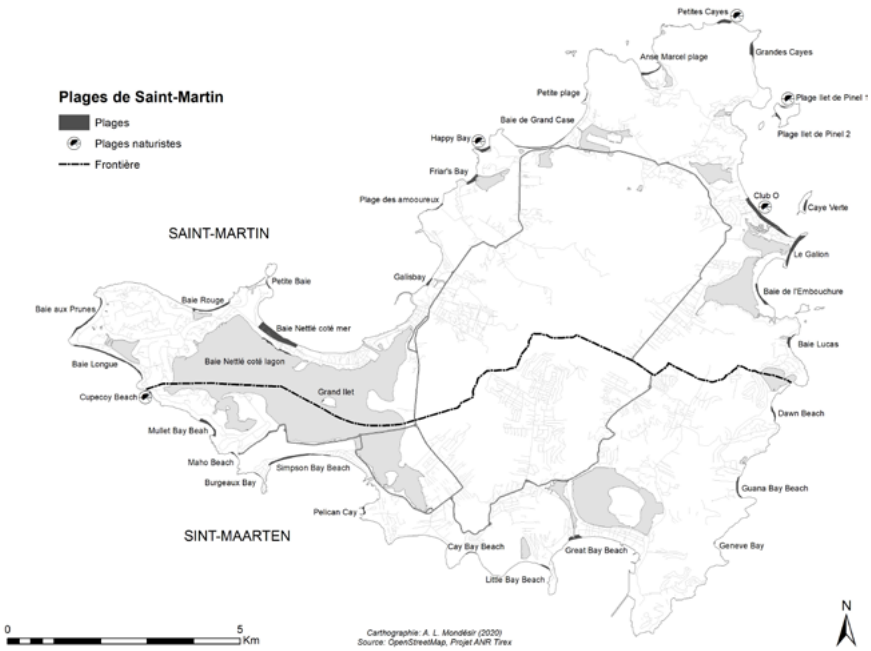


Figure 2. Plages publiques de l'île de Saint-Martin



1.1. Le tourisme à Saint-Martin en 2017

Sa relative proximité des côtes américaines rend l'île de Saint-Martin très accessible pour la clientèle nord-américaine. Les touristes des USA et du Canada représentent environ les deux tiers des visiteurs, alors que la part des visiteurs européens dépasse à peine un quart.

La législation y étant différente, certaines activités n'existent que du côté néerlandais, comme en particulier les casinos (fig. 1) et les établissements liés au marché du divertissement pour adultes (*adult entertainment*) (Redon, 2007). Le tourisme nocturne y est très développé. La partie française s'est quant à elle positionnée sur un marché de tourisme de villégiature. Ainsi, les touristes qui s'y rendent sont attirés par la gastronomie française réputée de qualité, mais aussi par l'authenticité des plages qui autorisent parfois le naturisme, attirant une clientèle spécifique (fig. 2)

1.2. L'histoire touristique des cinquante dernières années

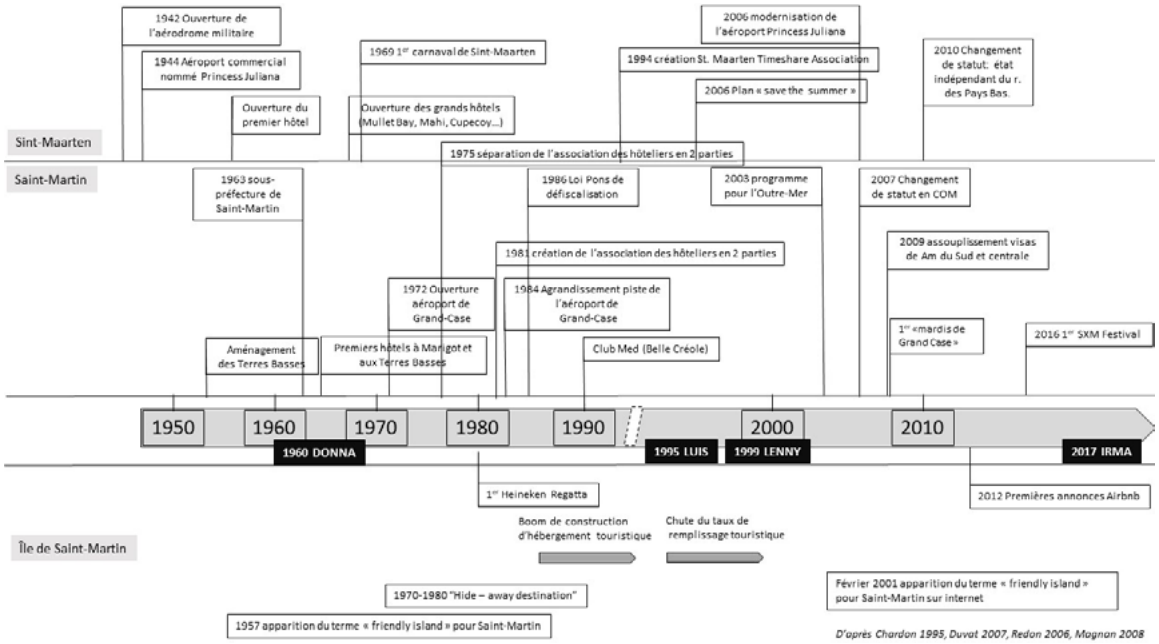
L'activité touristique sur l'île de Saint-Martin ne peut être étudiée qu'en analysant la complémentarité et parfois l'opposition des rythmes, des stratégies et de l'offre des 2 côtés de la frontière (fig. 3).

Historiquement, elle a débuté à Sint-Maarten dans les années 1950, en particulier grâce à l'ouverture de l'aéroport international Princess Juliana. C'est toujours le seul aéroport international de l'île, qui accueille plus 90 % des voyageurs qui arrivent à Saint-Martin.

Le tourisme sur l'île a connu une forte expansion à partir des années 1980 avec le développement du tourisme de masse. La partie française y a répondu en développant son offre grâce à une loi de défiscalisation (loi Pons, 1986) qui a favorisé la construction de grands hôtels et structures d'hébergement touristiques jusqu'en 2000. Leur faible rentabilité a rapidement entraîné la fermeture de nombre d'entre, depuis transformés et vendus en lots d'appartements.

Les cyclones ont systématiquement des conséquences sur l'activité touristique, que ce soit esthétiquement en laissant des épaves ou des friches issues des bâtiments jamais reconstruits, ou économiquement (Magnan, 2008). Ainsi, on attribue à Luis, qui a frappé Saint-Martin en 1995, une baisse de 40 % de la clientèle l'année suivante, en particulier côté néerlandais.

Figure 3. L'histoire du tourisme à Saint-Martin



2. LE CYCLONE IRMA

Le cyclone Irma a causé des dégâts estimés à 2 milliards de dollars à Sint-Maarten (Banque mondiale) et 4,5 milliards d'euros à Saint-Martin (Caisse centrale de réassurance).

Les infrastructures de transport ont été sévèrement endommagées, interrompant pendant plusieurs semaines les liaisons commerciales aériennes et portuaires. La Banque mondiale estime que durant l'année suivant la catastrophe la croissance économique de Sint-Maarten a chuté de 12 %. Un retour au niveau pré-Irma n'est pas envisagé avant 2025.

Le cyclone a atteint l'île durant la basse saison 2017, entraînant une chute de 80 % des entrées sur le territoire par rapport à l'automne précédent. Dès le mois de novembre, la fréquentation a recommencé à croître, mais avec un niveau de voyageurs 5,8 fois moindre qu'en 2016.

La reprise de la fréquentation touristique est visible dès la saison suivante, entre janvier et juin 2017, mais le flux de passagers ne représente que 25 % du flux du premier semestre 2016, contre 60 % en 2019.

Tableau 1. Fréquentation touristique des 1ers semestres (Source Soualigapost)

1er semestre	Nombre de passagers à l'aéroport Princess Juliana	Évolution par rapport à 2016 (%)
janvier-juin 2016	293 974	-
janvier-juin 2017	295 570	100,5
janvier-juin 2018	74 474	25,3
janvier-juin 2019	171 543	58,4

La reprise de l'activité touristique étant une priorité dans la reconstruction de l'île (fig. 4), chacun des 2 gouvernements a très vite mis en place des actions pour la relancer. Côté Sint-Maarten, la stratégie a surtout consisté à développer des accords de coopération avec d'autres îles. Côté Saint-Martin, des dossiers de demandes d'aides européennes pour la reconstruction des établissements ont été élaborés. Le financement de la réparation de l'aéroport Princess Juliana a été pris en charge par la Banque mondiale. Enfin, une coopération entre les 2 offices de tourisme a été établie, avec la création du label « SXM *smile again* ».

3. ANALYSE DE L'OFFRE D'HÉBERGEMENT AIRBNB ET DE L'ACTIVITÉ DU MARCHÉ DE LA LOCATION SAISONNIÈRE : UN NOUVEL INDICATEUR DE LA REPRISE DU TOURISME

3.1. Le marché de la location saisonnière

L'offre touristique traditionnelle est constituée de l'hôtellerie (dont hôtellerie de plein air) et des résidences de tourisme. L'arrivée d'internet dans les années 1990 fait naître des plateformes de location saisonnière (VRBO, Homelidays, Abritel, etc.) permettant la mise sur le marché d'un parc conséquent de résidences secondaires et, du coup, l'expansion du marché de la location entre propriétaires privés et touristes, auparavant occupé par les agences immobilières et les agences de voyages. En 2008, apparaît Airbnb qui se développe à l'international pour devenir, en 2015, le 1er acteur sur le marché de la location saisonnière. La croissance de son offre a bénéficié de l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché, mais aussi de l'adoption de la plateforme par des acteurs (particuliers comme professionnels) déjà présents qui l'utilisent comme un canal de distribution complémentaire.

Les méthodes de *scraping* des plateformes de locations saisonnières ont montré leur efficience pour construire des corpus de données fiables afin d'évaluer l'offre de location saisonnière.

Ce travail exploite les données d'Airbnb obtenues auprès d'AirDNA[1], une société d'analyse de données qui fournit des informations extraites par un *scraping* quotidien du site web d'Airbnb. Pour chaque annonce, ce corpus de données contient une description, la localisation, les informations détaillées du loueur et les commentaires déposés par les utilisateurs locataires. La géolocalisation permet une approche géographique de l'évolution de l'offre touristique ; la granularité temporelle autorise le suivi temporel.

3.2. L'impact du cyclone Irma sur l'offre Airbnb

Les premières annonces distribuées sur la plateforme Airbnb apparaissent sur l'île de Saint-Martin en 2011. Leur nombre atteint leur maximum en août 2017 avec 2 714 annonces.

Figure 5a. Évolution du nombre d'annonces Airbnb sur l'ensemble de l'île de Saint-Martin et ses deux parties

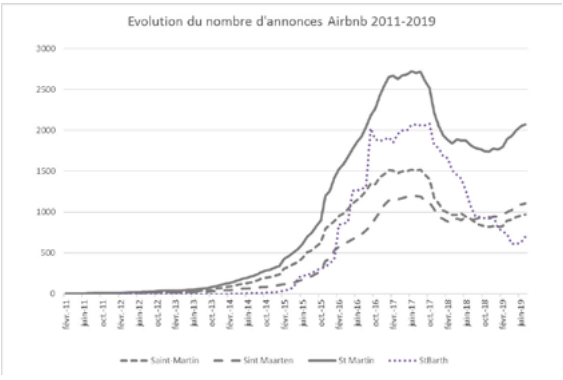


Figure 5b. Évolution des parts d'annonces Airbnb depuis le passage d'Irma

1 airdna.co/

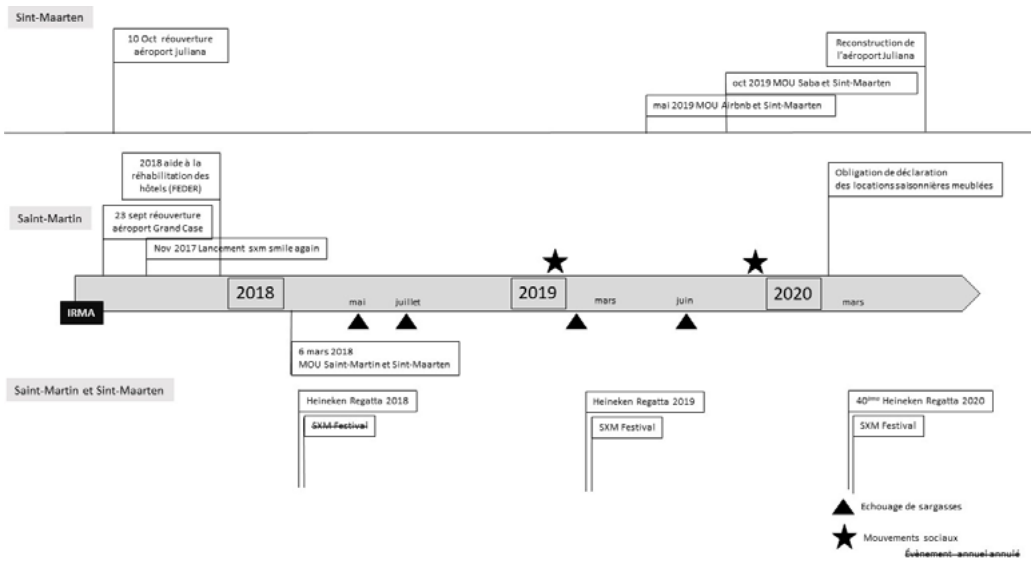


Figure 4. Frise chronologique du tourisme sur l'île depuis le passage du cyclone Irma le 5 septembre 2017

Les destructions occasionnées par le passage d'Irma ont interrompu brutalement la croissance de l'offre Airbnb sur l'île de Saint-Martin. Entre août 2017 et mars 2018, la chute du stock d'annonces atteint 30 % pour s'établir à 1 836 annonces (fig. 5a).

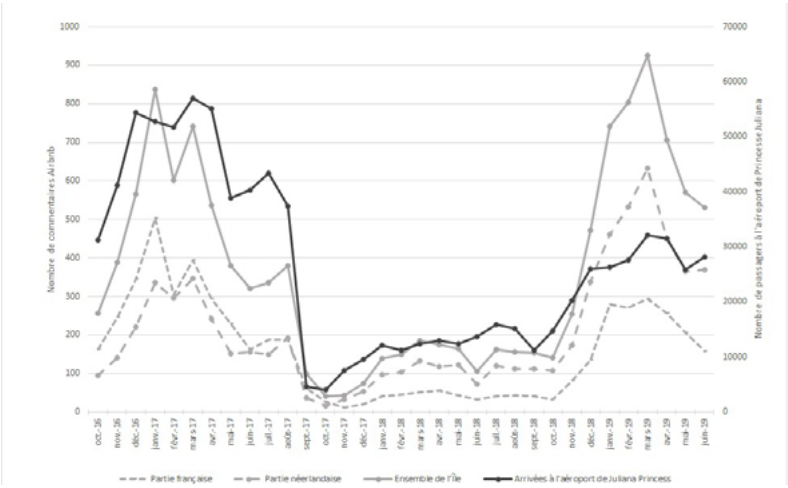
Les conséquences sur l'offre Airbnb sont bien plus fortes en zone française (chute de 34 %) que néerlandaise. La décroissance de l'offre perdure jusqu'en novembre 2018. Ensuite, sa reconstitution est relativement lente puisqu'en juillet 2019, elle n'atteint que 66 % du stock précyclonique (fig. 5b). En revanche, dans la partie néerlandaise, la chute du nombre d'annonces est moindre (chute de 24 %) et la reconstitution de l'offre débute dès le mois de mars (soit huit mois plus tôt qu'en partie française). Le redressement est dès lors continu et presque complet en juillet 2019, atteignant 96 % de l'offre précyclonique. L'offre Airbnb néerlandaise dépasse aujourd'hui l'offre française.

Ces résultats confirment empiriquement le ressenti des habitants et des professionnels de la partie française qui, dès le début 2018, ont relevé un redémarrage plus rapide à Sint-Maarten. En réalité, cela montre que l'offre d'hébergement y est plus résiliente. Ainsi, la partie néerlandaise est aujourd'hui en meilleure position pour capter la clientèle qui revient à Saint-Martin.

3.3. Évolution de la demande

Nous avons choisi de considérer le nombre de commentaires faits par les clients sur les annonces Airbnb comme un *proxy* de la demande. La demande de la saison touristique 2016-2017 (fig. 6) est conforme à l'activité touristique normale avec un pic principal en hiver et un second pendant l'été. Elle reflète aussi le poids plus important de la plateforme dans la partie française. Entre septembre 2017 et octobre 2018, la demande ne représente que 20 % de la saison 2016 : il s'agit d'une saison blanche. La reprise lors de la saison 2018-2019 est puissante. L'évolution des deux parties de l'Île confirme que le retour des touristes à Sint-Maarten est plus vigoureux.

Figure 6. Analyse de la demande : nombre de commentaires laissés par les clients sur la plateforme Airbnb (source AirDNA) et nombre d'arrivées à l'aéroport Princesse Juliana (sources ministère néerlandais du Tourisme, Sint-Maarten)



4. DISCUSSION

Ce travail est complémentaire d'un travail de terrain à Saint-Martin (non présenté ici) qui analyse la reconstruction depuis le cyclone Irma. Les données empiriques de la plateforme Airbnb confirment la perception des habitants et des professionnels du tourisme sur le fait que la reprise de la partie néerlandaise est plus rapide et plus solide que celle de la partie française.

Dans un contexte de croissante concurrence entre les destinations touristiques, les deux parties de l'île se comportent comme des partenaires mais aussi comme des concurrents. L'identification des explications du décrochage de la partie française est multifactorielle (pillages, contraintes réglementaires, système assurantiel) et directement opposée à une reconstruction rapide mais sans modification préventive, ce qui risque ainsi de reproduire les tendances et les vulnérabilités préexistantes à Irma.

Sur une île dont l'économie repose quasi exclusivement sur la dynamique touristique, mais exposée régulièrement à des cyclones majeurs, il s'agira dans la suite de l'étude de comparer les dynamiques de reprise suite au passage des différents cyclones et de proposer une analyse à plus long terme des choix politiques, économiques et sociétaux engagés en période post-catastrophe par les autorités locales, nationales et les organismes internationaux.

REMERCIEMENTS

Cette étude s'inscrit dans les travaux de l'ANR TIREX : Transfert des apprentlssages de retours d'expériences scientifiques pour le renforcement des capacités de réponse et d'adaptation individuelles et collectives dans un contexte de changement climatique (Petites Antilles du Nord - saison cyclonique 2017) ANR-18-OURA-0002. Ce travail a bénéficié du soutien financier du LabEx DynamiTe (ANR-11-LABX-0046) dans le cadre du programme Investissements d'avenir.

RÉFÉRENCES

Briguglio L., 1995, "Small Island Developing States and their Economic Vulnerabilities", *World Development*, 23(9), p. 1615-1632 [en ligne : doi.org/10.1016/0305-750X(95)00065-K].

CIA World Factbook, 2018.

Chardon J.-P., 1995, « Saint-Martin ou l'implacable logique touristique », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 48(189), p. 21-34 [en ligne : doi.org/10.3406/caoum.1995.3541].

Duvat V., 2008, « Le système du risque à Saint-Martin (Petites Antilles françaises) », *Développement durable et territoires*, dossier 11 | 2008 [en ligne : doi.org/10.4000/developpementdurable.7303].

Gustin P., 2017, *Repenser les îles du Nord pour une reconstruction durable,* Rapport de Philippe Gustin, préfet, délégué interministériel à la reconstruction des îles de Saint-Barthélémy et de Saint-Martin [en ligne : www.outre-mer.gouv.fr/sites/default/files/rapport_de_philippe_gustin_delegue_interministeriel_a_la_reconstruction_21_novembre_2017.pdf].

IEDOM, 2018, *Rapport annuel sur Saint-Martin*, Institut d'émission des départements d'outre-mer.

Magnan A., 2008, « L'espace littoral a-t-il toujours de la valeur ? Réflexion à partir du cas de l'île de Saint-Martin (Petites Antilles) », *Norois*, n° 206 | 2008/1 [en ligne : journals.openedition.org/norois/242, consulté le 22/01/20].

Pelling M., Uitto J., 2001, "Small Island Developing States : Natural Disaster Vulnerability and Global Change", *Global Environmental Change Part B : Environmental Hazards*, 3(2), p. 49-62 [en ligne : doi.org/10.1016/S1464-2867(01)00018-3].

Redon M., 2007, « Migrations et frontière : le cas de Saint-Martin », *Études caribéennes*, n° 8 [en ligne : doi.org/10.4000/etudescaribeennes.962].

Redon M. 2006, « Saint-Martin/Sint-Maarten, une petite île divisée pour de grands enjeux », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 234 | 2006, 233-266.

LES AUTEUR·E·S

Delphine Grancher
CNRS – LGP
delphine.grancher@cnrs.fr

Daniel Brunstein
CNRS – LISA
daniel.brunstein@univ-corse.fr

Annabelle Moatty
CNRS – LGP
amoatty@yahoo.fr

Clément Virmoux
CNRS – LGP
clement.virmoux@cnrs.fr

Julien Cavero
CNRS – LGP
julien.cavero@cnrs.fr

Aranaiz Mondésir
CNRS / UP1 – LGP
aranaiz.mondesir@etu.univ-paris1.fr

AUTEURES
Florence MURY,
Sarah BERNARD

Le *fenua*, entre renouveau culturel et retour à la terre : vers une revalorisation des marges insulaires en Polynésie française

RÉSUMÉ
En Polynésie française, l'urbanisation du territoire s'accompagne du développement paradoxal d'un discours anti-urbain valorisant les marges insulaires. Les effets performatifs de ce discours sont ici identifiés, de manière qualitative, sous la forme de mobilités à dimension récréative ou de flux résidentiels. Ce phénomène a déjà été bien étudié par les géographes qui décrivent l'attractivité retrouvée des marges rurales (Saumon, 2019). Cette littérature met en avant des motivations comme la nostalgie rurale et le poids croissant du discours environnementaliste. Notre travail tend à valider ces hypothèses dans le cas de la Polynésie française et à mettre en évidence l'influence d'un troisième discours : celui sur le renouveau culturel, qui met en avant des modes de vie considérés comme traditionnels et présentés comme foncièrement ruraux. La valorisation du terme « *fenua* », synonyme de « terre », présentant une dimension spirituelle ancienne, revêt de nouvelles significations incorporant l'ensemble des motifs d'attractivité des marges du territoire.

MOTS CLÉS
renaissance des marges, renouveau culturel, Polynésie française, *fenua*

ABSTRACT
In French Polynesia, the urbanisation goes with the paradoxical development of an anti-urban discourse, promoting island margins. This article aims at identifying the performative effects of this discourse, which take the form of recreational mobility or residential flows. This phenomenon has already been well studied by geographers who describe the rediscovered attractiveness of rural margins (Saumon, 2019). This literature highlights motivations such as rural nostalgia and the growing influence of environmentalist discourses. Our work tends to validate these hypotheses in the case of French Polynesia and to emphasize the influence of a third discourse focusing on cultural renewal. This movement stresses lifestyles considered traditional and presented as fundamentally rural. The enhancement of the term "*fenua*", synonymous with "land", including an ancient spiritual dimension, takes on new meanings incorporating all the reasons for the attractiveness of the territory's margins.

KEYWORDS
Revival of margins, Cultural renewal, French Polynesia, *Fenua*

INTRODUCTION

Cette communication vise à montrer comment l'urbanisation à Tahiti alimente paradoxalement une revalorisation des marges du territoire à l'échelle de la Polynésie française. Parler de marges en Polynésie française peut paraître tautologique dans la mesure où la situation de ce territoire a été régulièrement dépeinte en termes d'éloignement et d'isolement (Hau'Ofa, 2014). À l'échelle du système Monde, il serait aisé de considérer que la Polynésie française dans son ensemble en constitue une marge, tant sa contribution aux grands flux économiques internationaux peut paraître faible. Ce n'est pas l'approche privilégiée ici. La Polynésie française participe malgré tout à la mondialisation. Elle peut même en constituer un centre dans certains secteurs, certes restreints. Cette inscription dans les processus mondialisants a des effets sur ce territoire.

Parmi ces effets, le processus d'urbanisation apparaît comme le fait le plus saillant dans un territoire présentant un taux de primatie parmi les plus élevés au monde (Bon, 2005) : l'agglomération de Papeete concentre ainsi plus de 45 % de la population totale (Tortera & Bolduc, 2018). Sa centralité est donc sans égale, elle s'exerce sur un vaste territoire insulaire grand comme l'Europe, composé d'îles périphériques, relativement bien reliées au centre et sur des espaces marginaux moins accessibles où les activités économiques dites modernes sont moins présentes (Anaa, Rapa, Fatu Iva, etc.). Cette centralité est de création récente : elle

n'existait pas à l'époque précoloniale. Elle est associée à un mode de vie littoral marqué par les importations de biens et par la présence de touristes en provenance d'Occident et d'Asie.

L'île de Tahiti connaît actuellement un processus de périurbanisation qui affecte des espaces ruraux éloignés situés sur la bande littorale de la côte est, mais aussi de l'autre côté d'un mince bras de mer, sur l'île de Moorea et sur la presqu'île. On assiste alors à la constitution d'une centralité relais à l'entrée de la presqu'île, à Taravao, mais ce processus alimente surtout des phénomènes récurrents de congestion urbaine liés à l'allongement des navettes domicile-travail et à la configuration du réseau routier (Bon, 2005). Surtout, cette urbanisation concurrence d'autres usages des terres comme l'agriculture. Dans une moindre mesure, cette centralité apparaît progressivement sur les autres territoires. Dans certaines îles, les habitants cherchent à s'éloigner de la ville principale dont le mode de vie s'occidentaliserait de plus en plus, en s'installant alors à l'opposé du « centre », dans des vallées ou même parfois sur certains *motu*. C'est particulièrement vrai à Raiatea où la ville principale, Uturoa, qui a connu une importante croissance urbaine ces dernières années, est désormais qualifiée de « petit Tahiti » par de nombreux habitants.

Le mode de vie urbain est ainsi de plus en plus associé à un ensemble de dysfonctionnements remettant en cause à la fois la possibilité, pour les Polynésiens, de pouvoir mener sur l'île un mode de vie identitaire synonyme de ruralité et de préservation de l'environnement, mais aussi le mythe d'un Tahiti exotique et préservé, paradis des touristes.

Tahiti et plus généralement l'ensemble de la Polynésie incarnent en effet un idéal d'exotisme dans un imaginaire touristique mondial construit en Occident : l'environnement et la population sont perçus à travers une double grille de lecture associant altérité et douceur (Staszak, 2008). Une longue tradition coloniale, initiée par Bougainville, en a fait un lieu extérieur à la civilisation moderne où il serait possible de renouer avec un état antérieur de l'humanité, celui du « bon sauvage », allant même jusqu'à y situer le jardin d'Éden, d'avant la Faute. Aussi faibles que soient les flux touristiques vers ces destinations coûteuses, certaines îles de Polynésie française tiennent un rôle central dans un imaginaire touristique balnéaire mondial (Gay, 2013). Les conséquences spatiales de ces représentations sont bien connues. Ainsi, mise en tourisme et urbanisation y ont entraîné la constitution d'enclaves touristiques en plein contexte urbain. Plus encore, ce discours participe au renforcement de l'offre touristique dans les îles périphériques du territoire les mieux reliées à Tahiti : Bora-Bora, Tikehau… Toujours est-il que ces représentations, aussi erronées soient-elles, continuent de travailler les sociétés occidentales mais aussi les sociétés polynésiennes prises en étau entre des processus mondialisés, comme l'expansion de la société de consommation, l'urbanisation…, et l'injonction de se conformer aux attentes en termes d'exotisme et de paradis insulaire d'un public occidental principal pourvoyeur de recettes.

Nous considérerons donc comme marginal dans le système polynésien les espaces qui restent à l'écart du développement urbain et qui ne jouent pas un rôle central dans la mise en tourisme du territoire, soit parce qu'ils sont trop difficiles d'accès, soit parce qu'ils ont été tenus à distance de cet imaginaire. Cette situation d'écart n'interdit pas le développement d'une société de consommation dans ces espaces : nous le répétons, la marginalité n'est pas l'absence de lien avec le système central.

De par sa nature émergente, le phénomène que nous nous proposons d'étudier, à savoir la revalorisation des espaces marginaux en Polynésie française, ne peut être approché de manière quantitative. C'est donc à la suite de 135 entretiens menés à Rurutu, Tubuai, NukuHiva, Huahine, Ua Pou, Raiatea et dans les fonds de vallées tahitiens de la Punaruu, de l'Orofero et de la Papenoo auprès d'un ensemble d'acteurs ayant fait le choix de venir s'installer ou de pratiquer régulièrement les territoires marginaux de Polynésie française que nous avons pu mettre en évidence ce mouvement. Si le phénomène n'est pas encore suffisamment massif pour être visible dans les statistiques, les discours qui portent ces mouvements de retour sont, eux, bien rodés, confirmant une tendance générale connue de la géographie culturelle où les représentations précèdent les flux selon une logique performative (Raibaud, 2009). Les résultats de l'enquête qualitative et des entretiens tiennent en peu de choses : il existe, pour une partie des Polynésiens et des métropolitains qui vivent depuis plusieurs années en Polynésie française, une attractivité des espaces restés à l'écart du développement urbain de Tahiti et de la mise en tourisme de la Polynésie française. Un tel résultat n'est pas surprenant. En effet, de nombreuses études de géographie traite de ces espaces longtemps marginalisés et en déprise, qui se retrouvent aujourd'hui parés de nouvelles représentations positives (Saumon, 2019). Cependant, cette grille de lecture n'a pas encore été véritablement appliquée au cas de la Polynésie française. Surtout, ce territoire se distingue dans la mise en œuvre du processus de revalorisation des marges par la nature des discours qui le sous-tendent. Ici, la nostalgie du rural et les discours à dimension environnementaliste qui alimentent classiquement le retour vers les marges fusionnent avec des considérations culturelles chez les populations qui entendent ainsi expérimenter un mode de vie proprement polynésien, en rupture avec le mode de vie urbain et le littoral tahitien considéré comme trop occidentalisé. On retrouve ce souci à la fois chez les acteurs

qui réinvestissent les fonds de vallées à Tahiti ou Raiatea, mais aussi chez ceux qui font le choix de partir, voire repartir, vers des îles plus excentrées.
L'objectif de cette communication est donc d'exposer dans toute sa complexité l'association de discours qui alimentent la revalorisation des espaces marginaux en Polynésie française et de donner à comprendre comment de tels discours ont pu se combiner historiquement pour laisser libre cours au processus ici mis en évidence.

1. LE RENOUVEAU CULTUREL

Le rejet des représentations touristiques lénifiantes ainsi que les interrogations relatives au mode de vie polynésien et à ses conséquences environnementales se trouvent au cœur du mouvement de renouveau culturel que connaît Tahiti depuis les années 1970 (Saura, 2008). Structuré dans un premier temps autour de figures comme Henri Hiro ou Duro Raapoto, il est aujourd'hui incarné par des auteurs comme Chantal Spitz, Flora Devatine ou Titaua Peu. Ce mouvement dépasse Tahiti : les Marquises, par exemple, ont développé leur propre mouvement contestant ainsi leur appartenance à une identité mā'ohi perçue comme trop tahitienne. Longtemps marginalisée par les essais nucléaires, la Polynésie française rejoint aujourd'hui progressivement les autres pays du Pacifique qui ont initié de tels renouveaux, souvent de manière plus précoce.
La dénonciation unanime du nucléaire par les tenants du renouveau culturel pousse ses acteurs à inclure très rapidement des considérations environnementales dans leur discours et à initier des actions écologistes. À Tahiti sans doute plus qu'ailleurs, l'émergence de la critique écologiste des modes de vie moderne redouble et prolonge le souci de renouer avec des traditions anciennes perçues comme plus respectueuses de l'environnement. La possibilité même de vivre en accord avec des principes anciens, de se rapprocher de la « terre mère » semble exclure l'implantation urbaine. Ce sont dès lors des espaces marginaux qui se trouvent valorisés dans ce processus, que ceux-ci se situent dans les interstices de la bande littorale qui ne sont pas encore concernés par la périurbanisation discontinue, dans les vallées et sur les plateaux escarpés à l'intérieur des terres, ou bien plus radicalement dans les îles périphériques de Polynésie française. Plusieurs acteurs majeurs du renouveau culturel ont ainsi fait le choix de quitter Papeete : c'est le cas de Chantal Spitz qui a rejoint un *motu* de Huahine, et de Heretu Tetahitupa qui a choisi la plage de Anaho à NukuHiva, seulement accessible à pied ou en bateau. Cette tendance à rejeter l'urbain a fait l'objet d'une critique adressée par l'un des auteurs les plus emblématiques du renouveau culturel océanien, Albert Wendt (1976), qui plaide pour une revalorisation des identités urbaines dans le Pacifique. Paradoxalement, ce discours anti-urbain inscrit dans le renouveau culturel polynésien peine à se départir chez un certain nombre d'acteurs d'une vision exotique du territoire, à laquelle elle s'oppose pourtant sur bien des points mais avec laquelle elle partage aussi un rejet des modifications induites par l'urbanisation, et surtout une vision idyllique du passé précolonial du territoire.

2. NOSTALGIE DU RURAL ET REVALORISATION DE SAVOIR-FAIRE AGRICOLES

Dans ces espaces marginaux, vallées ou îles secondaires, le travail de la terre prend une place importante dans le quotidien des habitants. L'installation, le retour ou encore la fréquentation régulière d'un territoire marginal peut être guidé par cette envie de renouer avec la terre ; il peut également déclencher le désir de revaloriser une terre familiale, un savoir-faire disparu de la famille. C'est ainsi que plusieurs activités agricoles ont vu le jour ces dernières années, fondées sur : la reprise d'une activité familiale comme les exploitations de vanille à Tahaa et Huahine par exemple ; de nouvelles activités tournées vers l'agriculture biologique, fédérées par l'association Bio Fetia à Raiatea ; ou encore des activités saisonnières de cueillettes comme c'est le cas dans les vallées de Tahiti. Ces activités ne sont pas le fait uniquement d'individus de retour sur leurs terres mais également de métropolitains ou de Polynésiens à la recherche d'un nouveau cadre de vie plus respectueux de l'environnement et des hommes, loin du rythme effréné que proposeraient les zones urbaines de Tahiti ou de France métropolitaine. Loin de constituer une tendance lourde et observable dans tous les territoires marginaux, ce renouveau traduit l'émergence d'un nouveau paradigme territorial, en contradiction avec les dynamiques développées au moment de l'ouverture du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) et qui redessine les structures de ces espaces.

3. LE STATUT DES TERRES, UN CONTEXTE FONCIER FACILITANT LA RÉAPPROPRIATION DES MARGES

Par un effet miroir, la terre, dans ces espaces marginaux, se trouve chargée de significations opposées à celles du centre. Le terme *fenua / henua* régulièrement utilisé par les enquêtés, que l'on peut traduire a minima par « terre », « sol », constitue déjà une synthèse sémantique de ces significations variées : de plus en plus utilisé dans les discours environnementalistes, il se trouvait déjà au cœur du renouveau culturel dans les années 1970 (Saura, 2008) en vertu de sa dimension spirituelle et de sa capacité à signifier l'ancrage, l'autochtonie

des populations polynésiennes. Le réinvestissement des espaces marginaux en Polynésie française semble facilité par le contexte foncier spécifique de l'île. En effet, l'attractivité de Tahiti et notamment de Papeete tout au long du XXe siècle a été à l'origine de flux massifs en direction de l'île et de son agglomération sans que les terres abandonnées dans les vallées et les îles secondaires ne soient pour autant aliénées, l'indivision familiale rendant les ventes de terre complexes (Bambridge & Neuffer, 2002). L'éloignement physique des terres situées dans des territoires marginaux s'est donc accompagné du maintien d'un lien, au moins virtuel, de propriété, avec ces espaces, facilitant plus tard le retour pour les populations autochtones. Cependant, ce statut des terres en indivision limite aussi paradoxalement la possibilité de réinvestir ces terrains : bon nombre d'enquêtés font état de conflits liés au statut de leurs terres familiales et passent plutôt par l'acquisition de surfaces.

On se retrouve ici à la croisée des chemins entre nostalgie rurale, revalorisation de savoir-faire agricoles et réveil culturel, qui révèle la complexité et la diversité des discours de valorisation des marges en Polynésie française. Cette complexité s'incarne dans le terme *fenua / henua* présentant à la fois une dimension spirituelle ancienne et de nouvelles significations incorporant l'ensemble des motifs d'attractivité des marges du territoire.

RÉFÉRENCES

Bambridge T., Neuffer P., 2002, « Pluralisme culturel et juridique : la question foncière en Polynésie française », *Hermès*, numéro thématique « La France des Outre-Mers. L'enjeu multiculturel », T. Bambridge, J.-P. Doumenge, O. Bruno, J. Simonin et D. Wolton (coord.), n° 32-33, p. 307-315.

Bon O., 2005, « L'insoutenable développement urbain de l'île de Tahiti : politique du « tout automobile » et congestion des déplacements urbains », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 230, p. 121-152.

Gay J.C., 2013, « Les îles du Pacifique dans le monde du tourisme », *Hermès,* 65(1), p. 84-88.

Hau'ofa E., 2014, *Notre mer d'îles*, Tahiti, Pacific Islanders.

Torterat J., Bolduc M., 2018, *Polynésie française. Le ralentissement démographique se confirme, les jeunes continuent à émigrer*, Paris, Insee, coll. « Insee Première », n° 1721 [en ligne : www.insee.fr/fr/statistiques/3651609].

Raibaud Y., 2009, *Une g*éographie *socioculturelle,* thèse en géographie à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux III.

Saumon G., 2019, *BigSky, une géographie critique. Capital environnemental et recompositions sociales dans l'Ouest du Montana*, thèse de doctorat en géographie à l'Université de Limoges.

Saura B., 2008, *Tahiti Mā'ohi : culture, identité, religion, et nationalisme en Polynésie française,* Tahiti, Au Vent des îles.

Staszak J.F., 2008, « Qu'est-ce que l'exotisme ? », *Le Globe, revue genevoise de géographie*, tome 148, p. 7-30.

Wendt A., 1976, "Towards a New Oceania", *Mana Review*, 49(1), p. 49-60.

LES AUTEURES

Florence Mury
Université de Limoges / GEOLAB
Université de Polynésie française / EASTCO
florence.mury@upf.pf

Sarah Bernard
Université de Limoges
GEOLAB
sarah.bernard@unilim.fr

AUTHOR
Tomislav OROZ

Pomalo and *Fjaka* as the Island State of Mind. Cultural Anatomy of Time(lessness) on the Dalmatian Islands of Hvar and Dugi Otok

ABSTRACT
This presentation seeks to explore the connection between island space, body practices, and narrations in order to demystify often hermetic notion of "island time". This generic notion is questioned through the cultural analysis focused on the concepts of "*pomalo*" and "*fjaka*". In public discourse, *pomalo* and *fjaka* are perceived as typical island carefree mindset implying laziness, idleness, a sort of non-activity where one aspires for nothing. In some cases, it is even advertised as indigenous Dalmatian philosophy. Based on results from several years of ethnographic research conducted on the Dalmatian islands of Hvar and Dugi otok, the phenomenon of *pomalo* and *fjaka are* problematised from the perspectives of local islanders and foreigners who decided to settle on the islands. Their experience stir analytically intriguing questions that seek to explore not just the anatomy of time *per se*, but also point out to intertwinement of space, narration and body in production of island time.

KEYWORDS
Island time, Dalmatian islands, *Pomalo*, *Fjaka*, Ethnographic approach

Pomalo et *Fjaka* sont un état d'esprit îlien. Anatomie culturelle des îles dalmates de Hvar et Dugi otok

RÉSUMÉ
Cette présentation vise à explorer le lien entre espace insulaire, pratiques corporelles et narrations afin de démystifier la notion souvent hermétique de « temps insulaire ». Cette notion générique est questionnée à travers une analyse culturelle des concepts de *pomalo* et *fjaka*. Dans le discours public et l'imaginaire populaire, *pomalo* et *fjaka* sont perçus comme un état d'esprit insouciant impliquant une certaine indolence, de l'oisiveté, une sorte de non-activité durant laquelle on n'aspire à rien. Dans certains cas, ils sont même revendiqués comme une philosophie indigène dalmate. Sur la base de résultats issus de plusieurs années de recherche ethnographique conduite dans les îles dalmates de Hvar et Dugi otok, les phénomènes de pomalo et fjaka sont problématisés à travers la perspective de locaux et d'étrangers ayant fait le choix de s'installer sur une de ces îles. Leur expérience révèle d'intrigantes questions qui conduisent à explorer, au-delà de l'anatomie du temps en elle-même, le point d'entrelacement du temps, de la narration et du corps dans la production du temps insulaire.

MOTS CLÉS
temps insulaire, îles dalmates, *pomalo*, *fjaka*, approche ethnographique

Pomalo y *Fjaka* [fiáca] como estado mental isleño : anatomía cultural de la "atemporalidad" en las islas dálmatas de Hvar y Dugi otok

Esta presentación busca explorar la conexión entre el espacio de la isla, prácticas corporales y narraciones para desmitificar la noción a menudo hermética del tiempo en la isla. Esta noción genérica del tiempo en la isla se cuestiona a través del análisis cultural centrado de los conceptos de *fjaka* [fiáca] y *pomalo*. En el discurso público y el imaginario popular, *pomalo* y *fjaka* se percibe como una mentalidad despreocupada típica de la isla que implica pereza, ociosidad, una especie de no actividad donde uno no aspira a nada. En algunos casos, incluso se anuncia como auténtica filosofía dálmata. Basado en los resultados de varios años de investigación etnográfica realizada en las islas dálmatas de Hvar y Dugi otok, los fenómenos de *pomalo* y *fjaka* están problematizados desde la perspectiva de los locales y los extranjeros que decidieron

establecerse en las islas. Su experiencia suscita preguntas analíticamente intrigantes que buscan explorar no solo la anatomía del tiempo *per se*, sino que también señalan el entrelazamiento del espacio, la narración y el cuerpo en la producción del tiempo en la isla.

PALABRAS CLAVES
tiempo en la isla, islas dálmatas, *fjaka*, *pomalo*, enfoque etnográfico

1. INTRODUCTION… OR TAKING TIME INTO CONSIDERATION

In the history of anthropology, islands have often figured as ideal research destinations. Whether one refers to doyens of modern 20th century anthropology like Bronislaw Malinowski and his ground-breaking research on the Trobriand islands (1978), or famous Margaret Mead and her research on Samoa (1928), island communities in the eyes of anthropologists often were perceived as worlds where physical detachment from the mainland implied not only spatial isolation but also temporal disfiguration. However, popular perception of the island as an anomaly had its social and cultural implications in the representations of island cultures often depicted through the metaphors of estrangement and alienation. Despite cultural relativism anthropologists advocated for, early 20th century ethnographies often disregarded *islomania*, which John Gillis defines as a specific mainland perspective in considering the island concept, sort of *long durée* of the Western imagination, which combines the ideas of isolation, connectivity, separation, the past and the future (2004). Thus, discourses about islands often evoked assumptions of isolated spaces "stuck" in the past, premodern and in time of their own, while island research inspired by the notion of "islands as laboratories of cultures" perpetuated even more this wide spread assumption. This "denial of coevalness" or "schizogenic use of time", that Johannes Fabian recognised as the blind spot of ethnography (1983: 1-35), enabled anthropologists to tame the cultures they so desperately wanted to understand without prejudices.

This presentation goes beyond these popular misconceptions and tries to understand island time and island communities in their own terms (Baldacchino, 2008: 39). It does so by questioning practices and narrations of islanders on two Dalmatian islands: the island of Dugi otok and the island of Hvar. These islands differ in their size, population as well as historical legacy. Even though they belong to the same region of Dalmatia in the Adriatic part of Croatia, their history, social life, cultural heritage and spatial characteristic do not share much. The relationship between urban and rural settlements is just one example.

The island of Hvar was settled already in the Antique period by the Greek colonisers. In the Medieval period and especially between the 15th and the 18th century when most of the Adriatic was under Venetian political and cultural influence, the dichotomy between the coastal urban and the inland rural areas took its cultural form that even today haunts the relationship between islanders. This spatial rural and urban anatomy reflects today in unwritten rules of (self)perception and the cultural values attributed to islanders based on their place of origin. Those living in urban settlements of Hvar highlight their urban identity perceived as part of elitist "high" culture inspired by the Venetian cultural influence. On the other hand, those living in rural areas are often perceived as peasants and non-skilled agricultural workers whose culture is mocked and ridiculed by those living on the coast.

Internal social stratification and cultural codes on the island of Dugi otok took other forms based on different historical and social developments. For most of its history, Dugi otok was not permanently inhabited and was private property of Venetian nobility living on the mainland. High cliffs on the western part of the island conditioned the distribution of the settlements mostly in the east overlooking mainland and neighbouring islands of Iž, Pašman and Ugljan. The specific geographic configuration of Dugi otok (over 40 km long) and poor connection between the northern and the southern parts of the island compel islanders in agriculture (olive grow, viticulture) and fishing.

Differences between Hvar and Dugi otok are noticeable in their dialects, island economy and in recent years their (in)visibility in the public space. For instance, the island of Hvar due to its urban heritage, music festivals and natural beaches stands as tourist mecca and vibrant hotspot during summer months. On the opposite, Dugi otok due to its poor infrastructure, lack of urban heritage and small number of inhabitants is not a tourist destination like Hvar. Predominantly rural landscape and poor ferry connection with the mainland makes it hard for its islanders to accommodate the same number of tourists as Hvar. However, in the broadest sense, despite their differences, the two islands belong to the same region of Dalmatia. Furthermore, islanders on both islands share similar sense of humour as well as the resourceful and thrifty labels commonly attributed to islanders. Among these common attributes that they impose on themselves and that are proverbially attributed to them by mainlanders, they share a similar view on the notion of time.

This presentation seeks to understand the performative aspect of time that is popularly signified as the island time. To be more precise it focuses on the notions of *fjaka* and *pomalo* as specific cultural forms of island time. The anatomy of the island time(lessness) so well embodied in these phenomena stir analytically intriguing questions. First of all, the questions of cultural and social aspects of (time)lessness especially in regards to the discourses associated with the concept of imaginative geography proposed by Edward Said: Temporal othering besides textual representation figures as important trope in the imagining and portraying spaces other than our own (1979: 49-72). Having in mind that discourses about islands often embark on path of their physical and temporal otherness, as well as the fact that in this case they are often impinged within cultural framework of Balkanist discourses and its rhetoric of delayed modernity make the discussion on island time entangled by a double otherness: in the sense of space and time. Secondly, this presentation questions what makes *fjaka* and *pomalo* by analysing the intertwinement of space, narrations and body. At last, it questions the normativity of time and the possibility of co-existence of different time frames that defy and overlap.
In order to answer these questions, the cultural analysis will focus on interviews with islanders and lifestyle migrants that settled on the islands taking into account their perspectives and lived experience. What are *fjaka* and *pomalo* for them and how the sense of island (time)lessness is performed and created by their experience of living on the island? Based on the results of several years of research on the islands of Hvar and Dugi otok, this presentation will explore the anatomy of the island time or the entanglements of diverse temporal frameworks that goes beyond deterministic the-cause-precedes-the-effect linear conception of time.

2. *POMALO* AND *FJAKA*. THE ANATOMY OF ISLAND TIME

From the mainland perspective, the notion of time on the islands of Dugi otok and Hvar seems to defy normative classification set by a clock. For a newcomer, setting on the island implies entering into a realm with its own temporal rhythm set by internal social rules. Reading days old newspapers, chilling in the shade in the middle of the day or taking a nap after lunch contribute to this widespread popular notion of "island time". Furthermore, this experience of "time at a slower pace" often reminds island visitors of their own personal past: childhood memories when time was "slower" or romanticised historical periods when time seemed different than today. As one of Hvar newcomers concluded: "Like some dogs here run free. I remember being a kid in Scotland the dogs used to run free. Thirty years ago. But they don't run anymore". However, the "present perfect" perception of time that newcomers seem to enjoy during summer months represents only one side of the coin. As for islanders, this time is not exotic or unusual. Traditionally, islanders set the course of their daily rhythm according to the seasonally conditioned work obligations. Jobs in agriculture and fishery force them to follow an annual rhythm, whereas renting business during tourist season as additional economic resource sets a pace for a different timeframe. This means they wake up early to work in the fields, while several hours between noon and early afternoon are reserved for the rest. Due to high temperatures during summer months, taking a nap, relaxing in the local bar or taking a swim on the nearby beaches sets the tone for an experience of time that seems to go slower.
The research conducted between 2015 and 2017 in the central part of Hvar shows that island newcomers or lifestyle migrants found this specific island time very attractive and perceive it as an island brand. Interviews conducted with those that settled on the island show that daily siestas were one of the major arguments when describing the positive sides of life on the islands. Interlocutors that came from Belgium, Scotland, Japan, Slovakia, and Norway at first described cultural obstacles that they encountered when confronted with this island daily rhythm. Even though all island newcomers that I had a chance to conduct interview with came from different cultural backgrounds, their experiences share some similarities. Before their arrival, their experience of time was usually associated with the urban lifestyle: Time seems to be slipping away like sand through the hour glass or is "chased" and there never seems to be enough. Non-island time was associated with their careers, stressful periods and social estrangement due to culturally encouraged individualism.
On the other hand, island time was experienced as slower and for most newcomers it took a while to adjust to the new temporal coordinates of the island. Furthermore, the island time was structured by the unwritten rules that never neglected individualistic exploration of "free time". Whether it is about waiting for a plumber to fix broken pipes in the house, or a mechanic that promised to meet at certain time but was over an-hour late, the island time was conditioned by the social rules approximated by the individual assessment. Even the ferry departure time was roughly estimated through the lens of the socially preferable accounts of the island time: Those that were late for the ferry blamed the captain for leaving before time, even though the ferry left the island on designed time of departure. The distance between the islands or to the next big city on the mainland (Split) was measured not in nautical miles but in hours spent on the ferry. After a certain period of adjustment, most Hvar newcomers learned to enjoy their spare time distancing themselves from

their past experiences of time that they associated with their land of origin. The prerequisite was to interact with others and respect socially favourable experiences of island-time and the community unwritten rules that structured its own daily rhythm. Consequentially, most newcomers noticed that the time was binding not only to the social rules but also to the annual rhythms of the island. While long days and high temperature during summer seem to make an impression of never-ending day, in reality time seems to be slipping away due to the intensity of social life on the island. Winter months on the other hand with cold winds and images of seemingly deserted island enabled individualistic "me time", making islanders much more contemplative and reflexive about the world around them.

The entanglement of nature and society in experiencing island time also reflects in the language. Even the word "vrijeme" in Croatian means both "time" and "weather". Therefore, island landscape and seasons play an important role in experiencing and conceptualising island time. Time was experienced and oriented through the sounds of nature, seasonal winds like local *bura*, the sound of church bells and ferries horning their arrival or departure from the island. Most interlocutors concluded that time does not stand still, but rather bends to the rules of island community and yearly seasonal rhythm, slowing down and accelerating at different pace. After spending some time on the island, newcomers managed to understand the local saying *pomalo* that everybody mentioned in the beginning: *Pomalo* is a favourite local proverb that usually ends conversations and is used instead of "Goodbye". It literally means "take your time", or "maybe now, maybe later", "from time to time", "take it easy". It is far from signifying some generic cognitive perspective, despite its ambivalent nature of representing the sense of "being in time" and "being late". It is used as cultural code, as a sort of social warning and personal consolation in situations when life becomes too hectic, the experience of time unbearable or time seems to be out of control. Although *pomalo* is used as a sort of proverbial and nonchalant attempt of resistance to the non-islanders experiences of time, another culturally related phenomenon points to further understand island time: The concept of *fjaka* represents both the state of mind and the embodied lived experience in relation to time. Even though it does not exclusively represent island time and can be experienced on the mainland, its lived experience on the islands of Hvar and Dugi otok was something that most interlocutors highlighted as a unique island phenomenon. In popular perception, *fjaka* is praised as local philosophy, as a worldview that embodies the sense of indifference as well as curiosity that makes one think about the world in general. *Fjaka* as a phenomenon is difficult to describe: It usually represents a sense of corporal indifference and at the same time a heightened awareness about everything that usually goes unnoticed. As such, *fjaka* is sometimes associated with laziness, and for outsiders it can very well fit within stereotypes about southerners and their lifestyle. However, *fjaka* points out to the local experience of the time –one that is both narrated and performed, adjusted to cultural and social coordinates of island experience while pretending to be both timeless and dynamic. It represents the glitch in time when thinking about everything and thinking about nothing comes together, when hyper sensed (non)activity indefinitely postpones problems by culturally encouraged indifference and there-is-nothing-one-can-do attitude.

Research conducted on the island of Dugi otok shows that *fjaka* earned a special place in the island community of Sali. In this port, the biggest settlement on Dugi otok, the meeting spot for those eager to enjoy their

Figure 1. *Linčarnica* in the port of Sali, a narrow part of the street used as a place to rest and decorated to highlight its purpose

spare time was named *linčarnica* (fig. 1), which literally means "a place for being lazy". According to interviews conducted within this community, it represents a living monument to *fjaka. Linčarnica* refers to a triangular slope part of the promenade painted and decorated by local enthusiasts. Its position and visual vividness make it hard not to notice or to bypass in getting from one part of Sali to another. It is perceived as an *hommage* to *fjaka* and the Mediterranean spirit of islanders. It is a place where one can "dangubiti" (literally "waste one's time") without being judged. Also, it is a place where one can sit or lay down reflecting on the world, start a conversation or take time to rest. As a living monument where rest is perceived as worthy to commemorate, it points out the experiences of island time that cannot deny the tourism influenced reality. The chance to memorialise time for being lazy shows that the philosophical reflections and critical thoughts so often evoked by the islanders when describing *linčarnica* and its Mediterraneanness reflect more on the time gone by than the contemporary moment. However, spatialisation and memorialisation of specific experiences of island time show that space is not just an empty canvas where one can inscribe the temporal dimension, but rather an important element in experiencing time. Places like *linčarnica* stir specific body practices and social gatherings where islanders interact and share their stories, but also where they can relax from their daily obligations in tourism and where they can experience island time.

3. MAKING TIME… CONCLUDING REMARKS

The notion of island time problematised through these two case studies shows that time is not only a cognitive category, determined by causality, displayed by clocks or represented by calendars, stretched between the past, the present and the future. The phenomena of *pomalo* and *fjaka* show that the notion of island time, often perceived as an exotic and represented as part of the island physical anomalousness, is entangled between diverse factors that articulate the rhythm of island time and its pace. As social and cultural constructs, *pomalo* and *fjaka* are experienced and performed taking into account the island spatial characteristics, annual seasonal cycles and embodied socio-cultural practices of making time. The research of these time-related concepts on both islands shows that island time exists as an ambivalent category that is constantly being renegotiated. On the one hand, the cultural phenomena of *pomalo* and *fjaka* as reflections of island time are generated by the specific historical, social and economic contexts. On the other hand, tourism, migration and globalisation affect the way islanders experience their traditional usage of time. *Fjaka* is the most prominent phenomenon of island time, a sort of agitated stagnancy stretched between the past and the future. As ambivalent phenomenon, it encapsulates both the necessity of slowing down and taking time, making island time seems timeless as it is often stereotypically portrayed and perceived, but taking into account different temporal frames that enable it to appear as the blitz moment of wit remarks and critical reflections. It is the point where individual and collective notions of time meet and renegotiate through bodily experiences and socially preferable discourses.

REFERENCES

Baldacchino G., 2008, "Studying Islands: On Whose Terms? Some Epistemological and Methodological Challenges to the Pursuit of Island Studies", *Island Studies Journal,* 3(1), p. 37-56.
Fabian J., 1983, *Time and the Other: How Anthropology Makes its Object,* New York, Columbia University Press.
Flacherty M.G., 1999, *A Watched Pot: How We Experience Time,* London–New York, New York University Press.
Geertz C., 1983, *Local Knowledge: Further Essays in Interpretive Anthropology*, New York, Basic Books.
Gillis J. R., 2004, *Islands of the Mind: How the Human Imagination Created the Atlantic World,* New York, Palgrave Macmillan.
Malinowski B., 1978[1922], *Argonauts of the Western Pacific,* London, Routledge.
Mead M., 1928, *Coming of Age in Samoa. A Psychological Study of Primitive Youth for Western Civilization,* New York, William Morrow & Company.
Said E., 1979, *Orientalism: Western Conceptions of the Orient,* New York, Vintage Books.

THE AUTHOR

Tomislav Oroz
University of Zadar (Croatie)
Department of Ethnology and Anthropology
toroz@unizd.hr

Session B
Les marges créatrices de la mondialisation : espaces, processus, circulations

CO-PORTEUR·E·S
Pierre BERGEL
& Leïla VIGNAL (ESO),
Emmanuelle BOULINEAU
& Lydia COUDROY DE LILLE
(EVS)

Dans les années 1990, la mondialisation était vue comme un processus d'homogénéisation : tous les lieux du monde devaient être mis en réseau, abolissant les distances et le temps. Désormais, la mondialisation est considérée à l'opposé comme un vecteur de différenciation spatio-temporelle des espaces et des sous-espaces régionaux, où émergent des pôles, des zones grises, des marges.
L'objet de cette session est d'explorer les relations entre les processus de mondialisation et les dynamiques de production de territoires régionaux, soient des unités spatiales comprises entre le local, l'État et les ensembles supra-étatiques. Les flux de la mondialisation façonnent ces espaces et configurent en particulier des marges créatrices. Par « marges créatrices », nous entendons des fabriques territoriales préférentiellement conditionnées par des relations de proximité entre des individus, des groupes, des populations qui se croisent, se rencontrent, parfois s'affrontent en des lieux.
Les communications pourront détailler la manière dont ces relations renforcent ou contrarient les configurations socio-spatiales héritées. Elles permettront d'analyser la valorisation d'effets de réseaux ou la capitalisation de ressources sur des durées quelquefois pluri-générationnelles. Derrière la fiction d'un « temps zéro » censé vaincre la durée et la distance par une circulation numérique instantanée, les processus temporels sont donc au cœur de la fabrication de territoires régionaux. La profondeur historique des analyses permettra ainsi de mettre en évidence que les processus étudiés suivent des logiques de continuité et de rupture, et présentent des accélérations ou des stases.

The Creative Edges of Globalisation: Spaces, Processes, Flows

Seront étudiées avec intérêt les propositions portant sur la manière dont les guerres et les conflits, les infrastructures en cours ou en projet, les relations de commerce et de négoce renouvellent la production des territoires régionaux et la question de leurs marges.
In the 1990s, globalisation was seen as a process of homogenisation: a network would link all places in the world, eliminating distance and time. Today, on the contrary, globalisation is considered as a vector of spatio-temporal differentiation of regional and sub-regional areas, leading to the emergence of cores and grey zones, or peripheries.
The purpose of this session is to explore the ties between processes of globalisation and trends in the development of regional areas, seen as geographical units between local, state and supranational scales. The flows of globalisation shape these areas and in particular their creative edges. "Creative edges" refers to territorial developmental processes, which are determined by relations of proximity between individuals, groups or populations that intersect, meet, or even confront each other in certain places.
The papers for this session will detail the ways in which these relations strengthen or constrain inherited socio-spatial patterns. They will furthermore enable the evaluation of network effects or the use of resources, in some cases over several generations. Behind the fiction of a "zero time", which supposedly circumvents time and distance thanks to instantaneous digital flows of data, lies the reality that temporal processes are in fact at the heart of the development of regional areas. As such, the historic depth of the analyses will support the argument that the processes under study obey a logic of continuity and change, alternating between phases of rapid change and stasis.
Submissions dealing with the ways in which war and conflict, ongoing or planned infrastructure projects, and trade and exchange relations renew the development of regional areas and the question of "creative edges" will be reviewed with interest.

Los márgenes creadores de la globalización: espacios, procesos, circulaciones

En la década del 1990, la globalización se veía como un proceso de homogeneización: todos los lugares del mundo tenían que conectarse en red, aboliendo las distancias y el tiempo. En cambio hoy en día, la globalización se ve como un vector de diferenciación espacio-temporal entre espacios y subespacios regionales, donde emergen polos, áreas grises y márgenes.

El propósito de esta sesión es explorar las relaciones entre procesos de globalización y dinámicas de producción de los territorios regionales, que son unidades espaciales que se sitúan entre lo local, lo estatal y lo supraestatal. Los flujos de globalización dan forma a estos espacios y, en particular, generan márgenes creadores. Por "márgenes creadores", nos referimos a las constituciones territoriales preferentemente condicionadas por las relaciones de proximidad entre individuos, grupos, poblaciones que se cruzan, se encuentran y, a veces, se enfrentan entre sí en lugares.

Los trabajos pueden detallar cómo estas relaciones refuerzan o contradicen los patrones socioespaciales heredados. Permitirán analizar la valoración de los efectos de redes o la capitalización de recursos en plazos hasta multigeneracionales. Más allá de la ficción de un "tiempo cero" que supuestamente supera la duración y la distancia mediante una circulación digital instantánea, los procesos temporales se encuentran, por lo tanto, en el centro de la fabricación de territorios regionales. La profundidad histórica de los análisis permitirá así resaltar que los procesos estudiados siguen lógicas de continuidad y ruptura, y presentan aceleraciones o bloqueos.

Se estudiarán con interés las propuestas sobre cómo las guerras y los conflictos, las infraestructuras en curso o en proyecto, las relaciones de comercio y negocio renuevan la producción de los territorios regionales y la cuestión de sus márgenes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Choplin A., Pliez O., 2018, *La mondialisation des pauvres*, Paris, Seuil.

Gray J., 2005, "The World is Round", *New York Review of Books*, August 11, 2005 Issue.

Friedman T.L., 2005, *The World is Flat. A Brief History of the Twenty-First Century*, New York, First Editions.

Müller M., 2018, "In Search of the Global East: Thinking between North and South", *Geopolitics* [en ligne : doi.org/10.1080/14650045.2018.1477757].

O'Brien R., 1992, *Global Financial Integration: The End of Geography*, Londres, Pinter editions for Royal Institute of International Affairs.

Probst B., 2004, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, vol. 79/2, p. 175-182.

Richard Y., Mareï N., 2018, *Dictionnaire de la régionalisation*, Paris, éd. Atlande.

Talahite F., Pairault T., Adel A., 2017, *La Chine en Algérie. Approches socio-économiques*, Paris, MA Éditeurs.

Vignal L. (dir.), 2016, *Transnational Middle East. People, Places, Borders,* Londres–New York, Routledge.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Hyacinthe ATANGANA BAMELA, Joseph Pierre NDAMÉ – Corridors routiers et réorganisation linéaire des hommes et des activités économiques dans le Cameroun septentrional

– Adrien DORON – Ben Gardane, une marge au centre des réseaux marchands mondialisés en Tunisie

– Claude GRASLAND, Étienne TOUREILLE, Romain LECONTE – Régionaliser l'espace public européen au prisme de l'agenda médiatique des migrations (2014-2018)

– Caroline ROZENHOLC-ESCOBAR – Les lieux du religieux : des marges créatrices des circulations transnationales ? Héritages et innovation dans la production urbaine

– Samuel RUFAT – Roșia Montană, marges et cyber-activisme environnemental : quand les montagnes roumaines s'invitent au siège des multinationales canadiennes

– Audrey SÉRANDOUR – Marges mondialisées et dynamiques de régionalisation : reconfigurations socio-spatiales autour des gisements lithinifères andins

Corridors routiers et réorganisation linéaire des hommes et des activités économiques dans le Cameroun septentrional

AUTEURS
Hyacinthe ATANGANA BAMELA, Joseph Pierre NDAMÉ

RÉSUMÉ
La création des routes nationales RN1 et RN20 répond à un besoin historique de désenclavement à plusieurs échelles. La perception de leur importance socio-économique varie au gré des recompositions territoriales et des pays utilisateurs. Néanmoins, les logiques d'intégration nationale et locale prédominent depuis les indépendances de 1960 (1er janvier pour le Cameroun, 11 août pour le Tchad, 13 août pour la République centrafricaine) et remettent en scène l'intérêt des relations locales comme échelle prioritaire du développement du secteur des transports au Cameroun et ailleurs. Cette communication s'interroge sur les effets socio-économiques de ces routes dans le Cameroun septentrional. Pour ce faire, la méthodologie repose principalement sur les enquêtes de terrain et l'utilisation d'outils statistiques et cartographiques. Il en ressort que ces corridors favorisent une polarisation linéaire des hommes et des activités socio-économiques, ce qui mène parfois à la disparition de certaines localités enclavées qui renaissent, sous le même nom, à proximité de ces routes nationales.

MOTS CLÉS
polarisation, corridor routier, migration, enclavement, relocalisation, Nord-Cameroun

ABSTRACT
The creation of national roads RN1 and RN20 responds to a historic need to open up on several scales. The perception of their socio-economic importance varies according to the territorial restructuring and the user countries. However, the logic of national and local integration has predominated since the 1960 independence (January 1st in Cameroon, August 11th in Chad and August 13th in the Republic of Centrafrica), and re-staged the interest of local relations as a priority scale for the development of the transport sector in Cameroon and elsewhere. This communication questions the socio-economic effects that these roads have in northern Cameroon. To do this, the methodology mainly relied on field surveys and the use of statistical and cartographic tools. It appears that these corridors favor a linear polarization of people and socio-economic activities. This almost leads to the disappearance of certain landlocked localities that are reborn under the same names near these national roads.

KEYWORDS
Economic basin, Road corridor, Migration, Hemmed-in position, Relocation, North-Cameroon

INTRODUCTION

La mise en place des corridors routiers RN1 (reliant Ngaoundéré au Cameroun et N'Djamena au Tchad) et RN20 (reliant Ngaoundéré et Moundou au Tchad) pour ce qui est de l'Afrique centrale a toujours eu pour objectif transversal d'aménager économiquement et spatialement les territoires qu'ils desservent à plusieurs échelles. Cependant, les études qui leur sont consacrées présentent des résultats quelque peu contradictoires quant à leur véritable rôle. Pour beaucoup de chercheurs, leur passage est perçu comme une assurance de développement économique, voire d'aménagement du territoire (Seneh, 2012). Koulakoumouna (2012) démontre que les corridors ont certes un rôle intégrateur pour les économies (transversales) en Afrique centrale, mais les actions entreprises pour les arrimer aux caractéristiques socio-économiques des régions qu'ils traversent ont du mal à aboutir aux résultats escomptés. Le constat est en fait une succession d'effets mitigés sur les territoires et leurs composantes.

Leur implantation avait un objectif majeur pour les bailleurs de fonds impliqués (Union européenne et Banque africaine pour le développement) principalement) : l'intégration des territoires enclavés aux échanges inter-

nationaux. Le désenclavement du Tchad et du nord du Nigeria a été pensé dès la construction de la RN1 pour ravitailler le Grand Nord et exporter les produits commerciaux (coton notamment) vers le port de Douala au Cameroun. La RN20 a permis de rejoindre les chantiers pétroliers du sud du Tchad au début des années 2000. D'autres projets ont été mis en œuvre afin d'associer à l'aménagement de ces axes des objectifs de développement socio-économique. À la suite de ces investissements étaient attendues une augmentation de la production et de la consommation agropastorales, une stimulation de l'industrie et une transformation des modes de vie des régions desservies.

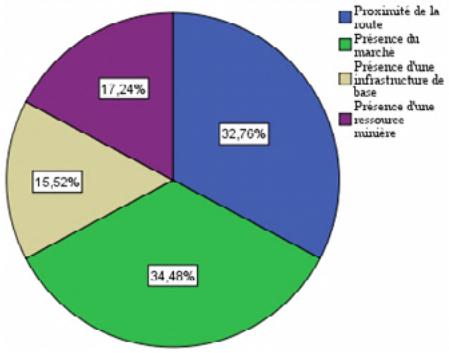
Cependant, dans la proximité géographique, l'effet induit par leur passage concerne leur environnement immédiat, rapidement accessible et qui contribue à la création de centralités secondaires (Atangana Bamela & Ndamé, 2016, 2020). Cela soulève aussi de nombreuses interrogations scientifiques quant aux liens réels entre les axes routiers et le devenir des régions qu'ils traversent. Il se trouve que, sur ce point, ces corridors s'inscrivent davantage dans un processus de création de marges économiques (de la création des petits marchés dans et autour des stationnements de véhicules à la vente en bordure de routes), corollaires d'une structuration de l'espace par les transports. Ceci explique pourquoi les préoccupations scientifiques sont exprimées afin de comprendre leur(s) rôle(s) véritable(s).

1. UNE CONQUÊTE DE L'ESPACE ACCRUE LE LONG DES CORRIDORS NORD-CAMEROUNAIS PAR LES MIGRANTS INTERNES

Le bord de la route constitue une zone d'attraction favorable à la sédentarisation et à la prospérité des activités économiques (Lessourd & Nino, 2006).

Au Cameroun, l'essentiel des localités est positionné le long des routes ou, à défaut, dans les régions dotées d'une importante densité routière. L'environnement immédiat des routes nationales RN1 et RN20 est de plus en plus sollicité par de nombreux migrants internes. Ces derniers, dont la première migration date d'après 2005, restent en majorité d'anciens nomades rejoints aujourd'hui, pour ce qui est de l'axe Meiganga–Bertoua, par des milliers de réfugiés des crises centrafricaines successives. Une partie est regroupée dans des localités aux constructions sommaires qui présentent parfois des densités d'environ 3 villages/km^2. Sur les 5 592 localités officielles du septentrion, environ 1 300 sont à moins de 2 km des deux corridors. Le bitumage de la RN1 s'est fait au moment où les mobilités agropastorales prenaient leur essor. En effet, les fluctuations climatiques connues dans cette partie du territoire ont parfois eu des effets néfastes sur les activités agropastorales. Pour les 104 éleveurs transhumants enquêtés, les zones de passage des corridors font partie d'un vaste territoire où se mêlent durabilité et conservation (présence des parcs nationaux du Faro, de Waza, de Bouba-Ndjida et de la Bénoué). Ces axes ont aussi influencé l'orientation des pistes de transhumance grâce à la mise en place de nombreux puits et la promotion des investissements agricoles sur leur tracé à partir du début des années 2000 grâce à l'initiative de l'État, des ONG et des élites.

Figure 1. Motifs de sédentarisation le long des RN1 et RN20



Pour les populations sédentarisées il y a moins de 20 ans, la seule présence des corridors ne constitue plus un facteur primordial pour leur installation définitive. Ce sont les infrastructures annexes qui se créent le long (puits, forages, marchés, centres de santé, écoles…) qui sont devenues déterminantes (fig. 1). À côté des villages migrants construits à l'issue des projets de peuplement tels que les projets Nord-Est Bénoué (NEB), Sud-Est Bénoué (SEB) et Guider, qui ont favorisé le « glissement » de nombreux migrants venus du plateau Mandara entre 1967 et 1985, de petits villages migrants se sont multipliés le long des corridors (Roupsard, 1987). Par exemple, entre 2001 et 2004 seulement, sept villages et environ 370 exploitations agricoles ont vu le jour sur un tronçon d'à peine 40 km sur l'axe Ngaoundéré–Touboro (Seignobos, 2006).

Actuellement, ces migrations sont au cœur de la création quelque peu spontanée des villages le long des RN1 et RN20 tels que Mamtiba et Djamboutou (1997-1998) ou encore Windé-Ngong I et II (1986-1987). Dans certains cas, on a assisté à la relocalisation définitive des localités comme Mayo-Boki (1998) et Ouro-Boki (1998) (fig. 2).

Ces routes connaissent depuis peu une installation importante des ressortissants de l'est, de l'ouest et de l'extrême-nord, surtout en ce qui concerne la RN20. Les migrations les plus récentes (2013-2019) concernent environ 22 000 migrants sur les axes Ngaoundéré–Meigenga et Ngaoundéré–Touboro. L'installation successive des réfugiés hors sites est venue renforcer le phénomène et oblige l'État à renforcer progressivement son

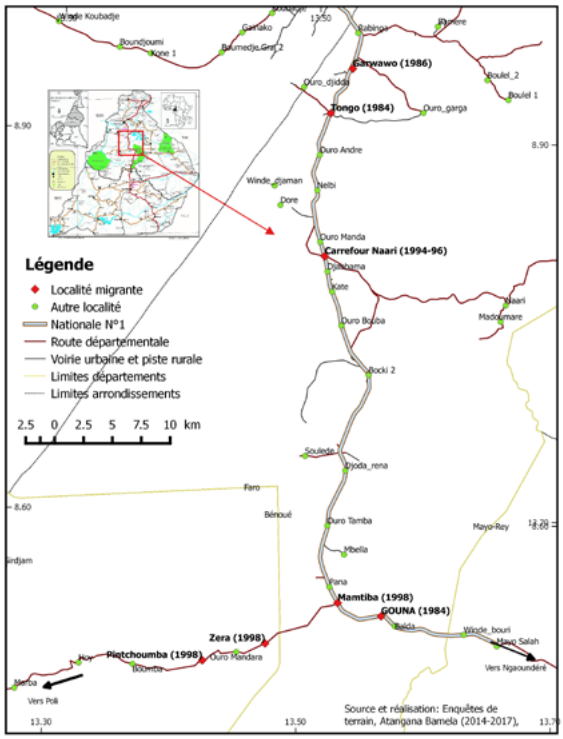


Figure 2. Localités créées par des migrants sur l'axe Garoua-Gouna

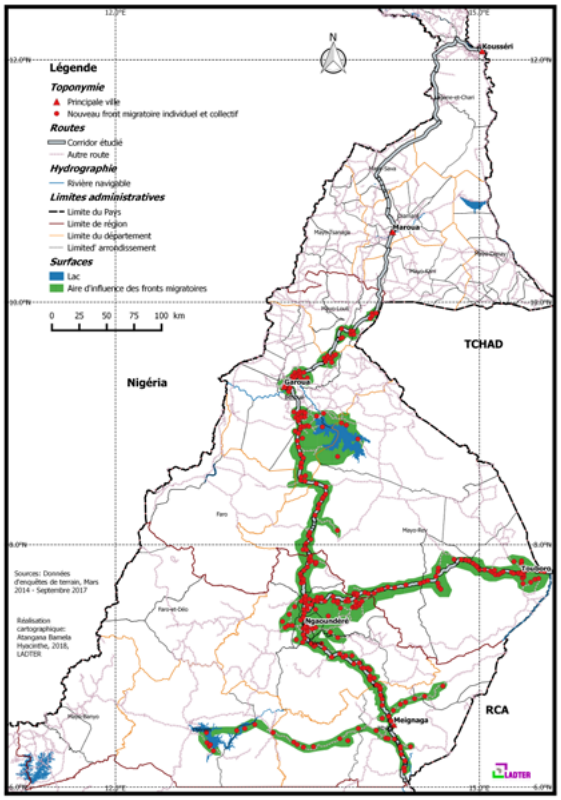


Figure 3. Aires d'influence des zones d'attractions migratoires identifiées

dispositif de sécurité le long de ces axes en y créant des brigades de gendarmerie mobile et d'intervention rapide.

Depuis la fin des années 1990, les foyers d'émigration ne concernent plus uniquement les zones densément peuplées mais surtout les zones enclavées. Le cas du sud-est du département du Mayo-Rey, longtemps considéré comme zone d'accueil pour les migrations orientées par le programme SEB, est devenu un bassin d'émigration, alors que l'extrême-nord garde son statut ancestral d'émetteur migratoire.

La saturation foncière et le déficit en infrastructures socio-économiques expliquent aussi ce redéploiement démographique. Car, si le nord et l'extrême-nord connaissent de plein fouet les vicissitudes climatiques, la région de l'Adamaoua, qui bénéficie d'un climat plutôt clément, est devenue à son tour un foyer d'émigration à cause d'un manque criant en infrastructures de base.

Ces migrations s'expliquent en grande partie par la précarité de la situation socio-économique dans les localités d'origine des migrants enquêtés. L'accessibilité qu'offrent ces axes majeurs aux services essentiels tels que les marchés (photo 1) en milieu rural incite à une installation prolongée des migrants.

Avec les différentes crises que connaissent les pays voisins (République centrafricaine / RCA) depuis 2008, Tchad en 2007-2008, Nigeria depuis 2009) et la crise sécuritaire qui sévit dans la région de l'extrême-nord depuis 2014 à cause de la secte Boko Haram, le nombre de migrants internes et de réfugiés qu'accueillent le nord et l'Adamaoua continue de croître. De nouvelles aires de sédentarisation se concentrent ainsi sur le bord d'assise de ces axes (fig. 3).

2. DES ROUTES CRÉATRICES DE CENTRALITÉS SECONDAIRES POUR LES RIVERAINS

Les RN1 et RN20 ont des effets indéniables sur les mobilités humaines dans la région. La dégradation progressive du réseau secondaire censé désenclaver de nombreux bassins économiques renforce ce phénomène qui mène progressivement à leur abandon. Mais, au-delà de leur capacité d'attraction humaine, ces routes favorisent la floraison d'activités économiques marginales (vente des produits divers en bordure de route ou vers les lieux de parcage des véhicules en transit, entre autres).

Certains carrefours sont devenus progressivement des lieux de parcage improvisés pour les camions en transit. Ces aires de repos de fortune, créées par les chauffeurs eux-mêmes, ont fini par cristalliser hommes, petits trafics nocturnes en tout genre et activités d'hébergement et de restauration, pour en faire des aires de stationnement sauvages qui attirent de nombreux petits commerçants et autres vendeurs à la sauvette (photo 2).

Photographie 1. Jour de marché à Gouna (axe Ngaoundéré–Garoua). Latitude: 8,312738, longitude: 13,334314 (photo: Atangana Bamela, 26/04/2016)

Photographie 2. Exemple d'aire de vente sommaire sur une zone de stationnement improvisée au carrefour Borongo (Ngaoundéré). Latitude: 7,262743, Longitude: 13,331913 (photo: Atangana Bamela, 14/06/2016).

Les postes de péage routiers et de contrôle de police sont, eux aussi, devenus des lieux où foisonnent une multitude d'activités commerciales. Les points d'arrêt se sont progressivement transformés en lieux d'exposition des patrimoines culinaires dont certains sont chargés de valeurs historiques particulières, les rendant actuellement quasi-obligatoires pour de nombreux voyageurs. Ils ont su s'imposer malgré les multiples injonctions des autorités municipales et administratives, au point de favoriser la création de petits villages constitués de commerçants opportunistes, dont la majorité est migrante. Dans la plupart des cas, les activités sont restées au stade artisanal, ne rapportant pratiquement rien, en termes de taxes, aux communes, sauf à faire fructifier le *business* des commerçants. Ces « aménités » du trajet sont certes secondaires par rapport au motif principal du voyage, mais suffisent à développer ce tourisme traditionnel que l'on observe le long de ces routes.

Sakdjé par exemple, localité située sur l'axe Ngaoundéré–Garoua (à 153 km de Garoua), connaît depuis la fin de la décennie 1990, l'émergence du petit commerce. Cette dynamique lui a valu depuis peu la création d'un marché hebdomadaire qui attire de plus en plus d'artisans spécialisés dans la vannerie, la poterie, mais aussi des femmes Dii, Moufou et Mafa… qui sont des brasseuses de bière traditionnelle très appréciée dans le septentrion.

La vente en bordure de route se pratique en permanence. Les échanges, qui au départ se limitaient au commerce local, se diversifient dans la mesure où certains producteurs disent expédier actuellement leurs produits vers le Tchad et la RCA. Ces axes ont favorisé l'intégration de nombreuses localités situées sur leur tracé dans le circuit commercial national et transfrontalier. Leur passage a créé une ouverture donnant accès à des sols fertiles, propices aux cultures maraîchères. Afin de faciliter le transport vers les marchés de consommation tout en minimisant les pertes, les cultivateurs ont peu à peu créé leurs champs non loin de la route goudronnée, où l'évacuation de la production est assurée en toutes saisons, ce qui contribue au rayonnement économique des villes telles que Touboro, une ville transfrontalière qui a vu ses exportations augmenter de 46 % entre 2006 et 2010 (Fofiri *et al.*, 2011). Les localités situées à une distance inférieure ou égale à 5 km des corridors bénéficient à la fois d'une accessibilité routière facile et d'une dynamique économique relativement positive.

La géographie des activités liées au transport dans la région a aussi été restructurée. Des localités, situées le long des axes routiers et qualifiées auparavant de carrefours importants, ont perdu de leur rayonnement économique. Car elles n'ont pas pu ou su suffisamment capitaliser le potentiel économique que représentent les RN1 et RN20, au profit d'autres considérées auparavant comme économiquement isolées, qui se trouvent désormais au centre d'une dynamique liée au passage et aux arrêts de véhicules. Les activités telles que la restauration et l'hébergement se développent peu à peu mais peinent encore à se formaliser. Presque toutes les initiatives sont privées ; le rôle joué par les pouvoirs publics reste discret et se limite à assurer aux populations un semblant de sécurité. Certains lieux d'hébergement (auberges) qui fonctionnent au rythme du passage des camions, dont les chargements se comptent en dizaines de milliards de francs CFA, enregistrent très souvent moins de dix clients par semaine (voire aucun), et ceci malgré les prix dérisoires proposés (les montants vont de 2 000 à 4 000 francs CFA la nuit, et correspondent au confort minimum que ces lieux offrent).

CONCLUSION

L'accroissement du linéaire routier au Nord-Cameroun, tout comme pour le reste du pays, a permis de satisfaire une des composantes essentielles de l'aménagement du territoire. La mise en place des RN1 et RN20 vient compléter ce processus, mais avec un accent porté sur la facilitation et l'accélération des échanges de grande envergure.

Il reste néanmoins des « trous » dans l'espace où l'interconnexion avec le local n'est pas achevée malgré une diversification croissante des économies rurales. Ceci a pour conséquence principale la promotion inconsciente d'un redéploiement socio-économique orienté vers la conquête des périphéries.

RÉFÉRENCES

Atangana Bamela. H., Ndamé J.-P., 2016, « Accessibilité routière et mutation des activités économiques au Nord-Cameroun », *Géotransports,* n° 8, p. 57-74.

Atangana Bamela H., Ndamé J.-P., 2020, « Corridors routiers et développement : comprendre le rôle des routes dans le Cameroun septentrional », Riga, EUE.

Fofiri N., Temple L., Ndamé J.-P., 2011, Impacts des infrastructures routières dans la structuration et le fonctionnement des espaces marchands au Nord-Cameroun, communication aux 5es journées de recherches en sciences sociales, Dijon.

Koulakoumouna E., 2012, «Transport routier et effectivité de l'intégration régionale : enjeux et contraintes pour le développement durable au sein de la CEMAC », *Humanisme et entreprise*, n° 309, p. 61-84 [en ligne : www.cairn.info/revue-humanisme-et-entreprise-2012-4-page-61.htm].

Lessourd N., 2006, « Un divorce au Sénégal, le chemin de fer Dakar–Niger et la route nationale », *in* J.-L. Chalard, C. Chanson-Jabeur & C. Branger (dir.), *Le chemin de fer en Afrique,* Paris, Karthala–Prodig–Sedet, p. 105-125.

Roupsard M., 1987, *Nord-Cameroun. Ouverture et développement*, Paris, Karthala.

Seignobos C., 2006, *Une négociation foncière introuvable ? L'exemple du Mayo-Rey dans le nord du Cameroun,* communication au colloque international « Les frontières de la question foncière », Montpellier.

Seneh K., 2012, *Système territorial et développement : impact de la route Nouakchott-Nouadhibou sur le parc national du Banc d'Arguin*, thèse de doctorat à l'Université du Havre.

LES AUTEURS

Hyacinthe Atangana Bamela
Ministère de la Recherche scientifique
et de l'Innovation (Cameroun)
INC / LRVC
atanganabh@yahoo.fr

Joseph Pierre Ndame
Université de Ngaoundéré (Cameroun)
LADTER
ndamejoseph@yahoo.fr

AUTEUR
Adrien DORON

Ben Gardane, une marge au centre des réseaux marchands mondialisés en Tunisie

RÉSUMÉ
La figure du réseau est abondamment mobilisée dans les études migratoires et les travaux portant sur le processus de mondialisation. Notre approche vise à mettre en évidence la centralité d'espaces marginalisés tels que les régions frontalières tunisiennes. À partir du cas de Ben Gardane, localité tunisienne sise à proximité de la frontière libyenne dans un territoire en situation de marginalité sociale, économique et spatiale, la communication propose d'analyser la production d'une centralité marchande et financière transnationale au prisme de ses relations. Il s'agit dans un premier temps de montrer, dans une perspective diachronique, la structuration des relations marchandes et leur mondialisation progressive ayant fait de cette petite ville une des principales centralités du commerce transnational en Tunisie. Dans un second temps, la communication expérimente une analyse de réseau dans le but de révéler la centralité de cette place marchande au sein du réseau des marchés tunisiens.

MOTS CLÉS
mondialisation, réseaux, marge, centralité, Tunisie

ABSTRACT
The notion of the network is widely used in migration studies and in the research on globalisation processes today. This paper proposes to add to existing research by investigating the centrality of marginalised spaces, in this case the Tunisian border regions, in the construction of transnational networks. Based on the case of Ben Gardane, a Tunisian town close to the Libyan border in a region characterised by social, economic, and spatial marginality, this paper explores the emergence of a transnational trade hub and financial centre through the prism of its relationships. First, from a diachronic perspective, it analyses the structures of market relations and their progressive internationalisation that have transformed this small town into one of the main hubs of transnational trade in Tunisia. The second part engages in a network analysis in order to highlight the centrality of this particular market place within the wider network of Tunisian markets.

KEYWORDS
Globalisation, Networks, Margins, Centrality, Tunisia

L'approche de la mondialisation présentée ici se place dans la continuité des travaux observant ce processus depuis les espaces et les acteurs situés en marge de ses formes hégémoniques. Depuis la mondialisation « par le bas » (Tarrius, 2002), engendrée par des mouvements transnationaux de personnes et souvent caractérisée par des échanges commerciaux informels, les travaux portant sur ces « espaces discrets » de la mondialisation (Choplin & Pliez, 2015) ont démontré l'extension et la professionnalisation de tels réseaux d'échange à même d'approvisionner le marché mondial des consommateurs les plus modestes.
En Tunisie, l'approvisionnement des souks en produits mondialisés s'est progressivement structuré à partir de circulations migratoires et marchandes, transméditerranéennes et transfrontalières, dans la décennie 1980. Ces dernières se sont ouvertes à de nouvelles opportunités marchandes dans la décennie 1990 – à Istanbul et Dubaï en particulier –, avant que les commerçants n'atteignent la Chine au tournant des années 2000. Cependant, en dépit de la forte demande en produits de consommation ordinaires sur les marchés, le maintien de barrières douanières élevées impose à ces flux le recours à des dispositifs de contournement permettant de maintenir des prix attractifs : un dispositif portuaire mêlant acteurs marchands, agents de l'État et hommes d'affaires positionnés à l'interface des mondes économiques et politiques, ainsi que deux dispositifs frontaliers terrestres, l'un tuniso-libyen, l'autre tuniso-algérien, assurant grâce aux savoir-faire contrebandiers anciens la pénétration des marchandises en Tunisie. Les approvisionnements des marchés

Figure 1. Routes et marchés principaux de l'importation transnationale en Tunisie

tunisiens reposent sur une articulation d'opportunités commerciales empruntant l'un ou l'autre de ces dispositifs. L'ensemble forme un réseau complexe de marchés et de routes marchandes (fig. 1) à l'échelle régionale (Doron, 2018).

La communication place la focale sur la place marchande de Ben Gardane où les acteurs opèrent le dispositif de contournement tuniso-libyen. Cette ville de 80 000 habitants située à une trentaine de kilomètres de la frontière libyenne est à bien des égards en situation de marginalité sociale, économique et spatiale en Tunisie, à l'instar des régions frontalières et intérieures du pays. Dans cette localité sous-équipée et délaissée par les politiques de développement touristique ou industriel, les acteurs de la place marchande sont pourtant parvenus à développer des activités marchandes et financières mondialisées bien qu'illicites (Bennafla, 2014).

Il s'agit de montrer comment la place marchande de Ben Gardane s'est structurée dans une perspective relationnelle et diachronique, c'est-à-dire en mettant en évidence la structuration des relations marchandes et leur mondialisation progressive à partir d'un territoire marginalisé. Ce cas se prête ensuite à une analyse de réseaux apparaissant comme un outil pertinent pour mieux comprendre la centralité des espaces discrets de la mondialisation.

1. LA MONDIALISATION D'UNE PLACE MARCHANDE DANS UN TERRITOIRE DÉLAISSÉ

1.1. Un territoire en situation de marginalité

Historiquement, la plaine littorale de la Jeffara où se situe Ben Gardane est un espace de mobilités – entre parcours, échanges et razzias – pour les confédérations tribales qui l'occupent depuis le XVe siècle : Werghemmas à l'ouest, Nouayels à l'est. Les pouvoirs qui se constituent à Tunis et Tripoli ne parviennent pas à maîtriser ces confins. Cherchant à délimiter son empire colonial nord-africain, la France impose une frontière au début du XXe siècle. Le tracé s'accompagne d'une politique de sédentarisation visant à affermir le contrôle des populations locales et de leurs mobilités. Ainsi naît le noyau villageois de Ben Gardane où s'installent non sans résistance les Touazines, l'une des principales tribus des Werghemmas.

Les entraves aux circulations transforment cet espace de circulations en impasse. La marginalité devient économique, avec des ressources réduites à une petite agriculture contrainte par la semi-aridité. Aux indépendances, l'avènement des États libyen (1951) et tunisien (1956) ne conduit pas à l'amélioration du sort des populations. La frontière est confiée aux militaires et, en Tunisie, le projet moderniste bourguibien élaboré depuis la capitale et les régions littorales du Sahel s'oppose à ce Sud jugé archaïque et tribal. Ainsi, en l'espace d'un demi-siècle, les nomades de la Jeffara ont dû abandonner leur mode de vie, la mobilité et les ressources que cet espace leur permettait d'obtenir. Contraintes à la sédentarité comme à la misère, les tribus ont ensuite été marginalisées, économiquement, politiquement et culturellement dans l'État-nation postcolonial. Dès lors, la Jeffara tunisienne, à l'instar des autres régions frontalières et des régions intérieures, intègre ce *désert* tunisien (Bousnina, 2012), synonyme de sous-développement, par opposition aux régions littorales de Tunis et du Sahel ayant concentré les investissements de l'État et bénéficié de la libéralisation économique de la décennie 1990. Le désengagement de l'État accentue d'ailleurs le décrochage des régions en marge où, à défaut de projet, il n'est plus question pour l'État que de tenter de désamorcer les tensions (Troin, 2006).

1.2. La structuration d'une place marchande au contact de la Libye

Dans ce territoire marginalisé, les Touazines de Ben Gardane valorisent toutefois leur proximité avec la Libye. En effet, l'expansion économique libyenne liée à l'exploitation des hydrocarbures à partir de la fin des années 1950 conduit à l'émergence d'un État rentier. La frontière devient profitable.

La première étape de la structuration d'une place marchande à Ben Gardane consiste à assurer le franchissement de la frontière aux milliers de travailleurs tunisiens attirés en Libye. Forts de leur connaissance des parcours pastoraux et de leurs relations anciennes avec les Nouayels libyens, les Touazines deviennent

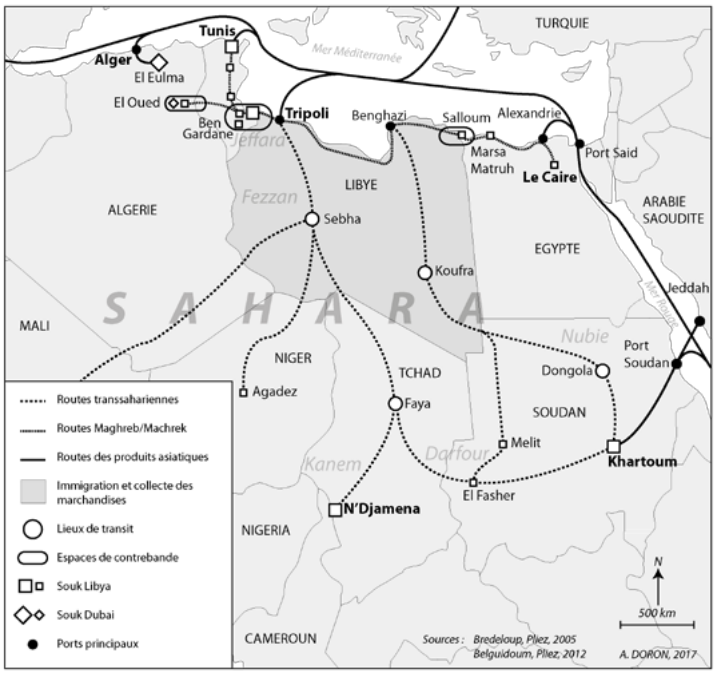


Figure 2. Le réseau des souks *Libya*: routes et places marchandes

les intermédiaires indispensables à l'accès en Libye. Passeurs, ils deviennent aussi changeurs, assurant le rapatriement d'une partie des salaires des émigrés, et de plus en plus commerçants, en investissant dans la contrebande des produits avantageusement subventionnés par la caisse de compensation libyenne (Chandoul & Boubakri, 1991). Cette position se renforce avec la fermeture de la frontière et la rupture des relations tuniso-libyennes en 1980. À la fin de la décennie, la place marchande de Ben Gardane s'impose comme le premier marché tunisien de devises et de marchandises de contrebande, ancré dans un tissu dense d'interrelations locales et régionales, au cœur d'une marge frontalière requalifiée par ses habitants.

La seconde étape est le déploiement d'un réseau marchand à l'échelle régionale. La prise de pouvoir de Ben Ali en Tunisie en 1987 conduit à une normalisation des relations tuniso-libyennes, à l'ouverture de la frontière et à l'explosion des circulations de personnes et de marchandises (Boubakri, 2006). Pour les travailleurs pauvres de toute la Tunisie, les achats en Libye génèrent un revenu d'appoint accessible avec un capital modeste. De retour chez eux, certains ouvrent de petits commerces improvisés. À Ben Gardane, le change de devises et l'activité commerciale se renforcent pour répondre à ces navettes commerciales. Maîtrisant le segment transfrontalier, les Touazines jouent le rôle de grossistes de marchandises collectées en Libye auprès de leurs partenaires nouayels et approvisionnent ceux qui deviennent commerçants en Tunisie, où des marchés libyens (souks *Libya*) se forment. Maîtrisant un segment transfrontalier et disposant d'un réseau de distribution en Tunisie, Ben Gardane intègre pleinement un réseau marchand transnational, construit par le bas et étendu à l'ensemble des pays riverains de la Libye (fig. 2).

La troisième étape correspond à la mondialisation de la place marchande. La libéralisation de l'économie libyenne, notamment du secteur marchand en 2000, favorise l'apparition d'importateurs libyens auparavant enrichis grâce au commerce illégal de produits subventionnés à destination du marché tunisien. Ces importateurs disposent d'un port exempt de droits de douane à Tripoli et rejoignent à Dubaï puis en Chine les commerçants arabes dont les approvisionnements se mondialisent (Belguidoum & Pliez, 2012). Les marchandises importées sont ensuite largement réexportées en réemployant le réseau marchand des souks *Libya*. Dépassant une simple fonction de transit transfrontalier, les acteurs marchands de Ben Gardane s'ouvrent au commerce transnational par l'intermédiaire de leurs partenaires libyens cherchant à entretenir leurs débouchés commerciaux en Tunisie. Certains importateurs associent même plus étroitement les grossistes de Ben Gardane à leurs commandes, jusqu'au voyage d'affaires conjoint sur les places marchandes chinoises. Les activités financières s'étoffent et s'ouvrent aux devises internationales, euro et dollar, qui permettent de proposer un service de transfert international de devises sur toutes les places marchandes globales, grâce à des réseaux de confiance. Cette activité profite aux petits et moyens importateurs tunisiens cherchant à contourner le système bancaire et les restrictions légales d'export de devises.

1.3. Une centralité marchande connectée, mais fragile

À la fin de la décennie 2000, Ben Gardane est une place marchande reconnue. Sa puissance repose sur la maîtrise d'un dispositif transfrontalier à la fois marchand et financier et sur la densité de son réseau de redistribution en Tunisie (fig. 3).

Cependant, Ben Gardane demeure en situation de dépendance. Les flux marchands et financiers qui s'y opèrent sont conditionnés par l'accès à la Libye et le maintien d'une zone de tolérance officieuse de la part des autorités nationales, le régime du président Ben Ali cherchant à compenser l'absence de perspective de développement dans la région frontalière. Néanmoins, ces deux conditions sont remises en cause depuis

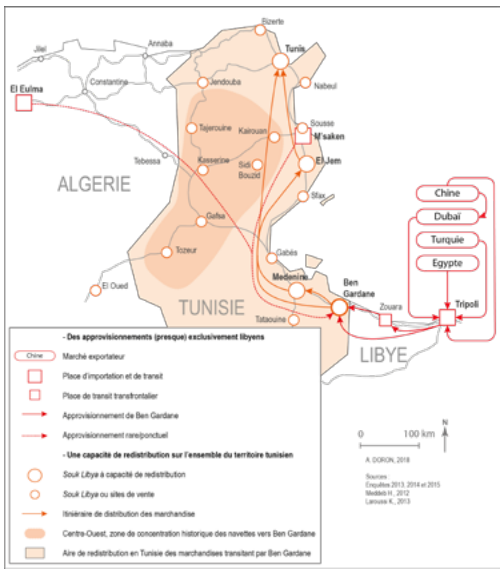


Figure 3. Itinéraires d'approvisionnement et réseau de distribution de Ben Gardane

2011 : la succession des conflits armés en Libye a menacé la sécurité des itinéraires et provoqué une remilitarisation de la frontière régulièrement fermée. Ces tensions culminent en 2016 avec l'attaque de Ben Gardane par un commando se revendiquant de l'organisation État islamique. Tous les gouvernements post-révolution cherchent à reprendre le contrôle de la frontière essentiellement dans une perspective sécuritaire assimilant tous les flux à des trafics porteurs de risques. Cette approche apparaît difficilement compatible avec le maintien d'une place marchande et financière structurée en marge de la légalité et de l'État. Or, elle apparaît fortement résiliente aux difficultés nées du changement de régime. L'hypothèse proposée est que cette résilience repose sur un réseau dense de marchés d'approvisionnement et de distribution dans lequel Ben Gardane occupe une position centrale en Tunisie. C'est ce que permet de souligner une analyse du réseau des marchés tunisiens.

2. ANALYSER LE RÉSEAU DE MARCHÉS POUR RÉVÉLER LA CENTRALITÉ D'UN ESPACE MARGINALISÉ

Dans un questionnement global sur les espaces des réseaux transnationaux de commerce, l'approche proposée consiste à mobiliser les outils de l'analyse de réseaux sociaux tout en s'engageant dans un travail de spatialisation de ces mêmes réseaux. À la suite des travaux d'Olivier Walther (2015), la perspective de ce double mouvement débouche sur l'analyse formelle de réseaux de lieux. L'intérêt est de confronter la topologie du réseau et sa structure avec des approches géographiques plus classiques de différentiations spatiales. Le travail de terrain mené lors de la thèse a permis de mettre en évidence les relations d'approvisionnement des marchés qu'ils soient directs et portuaires, ou indirects et transfrontaliers. Ce réseau a été figuré sous forme d'un graphe spatialisé précisant les relations d'approvisionnement et de distribution entre les marchés. Il a ensuite été soumis à une série d'analyses structurales issues de la sociologie des réseaux sociaux, menées à l'aide du logiciel Visone.

La première analyse (fig. 4) mesure la centralité de degré des marchés pris en compte dans le réseau. Cette mesure permet de mettre en valeur les lieux les plus capables de mobiliser et de distribuer des ressources. Sur le graphe, Ben Gardane ressort nettement comme le lieu le plus central grâce à sa capacité à alimenter son réseau de distribution hérité des souks *Libya* avec lesquels le lien n'est pas rompu. Ben Gardane dispose aussi de plusieurs options d'approvisionnement, bien que presque toutes soient libyennes ce qui illustre la diversité de ses relations d'affaires.

La centralité d'intermédiarité (fig. 5) mesure le nombre de fois où un lieu agit comme point de passage le long du chemin le plus court entre deux autres lieux. Dans le cadre d'un réseau social, une personne

Figure 4. La centralité de degré des marchés mondialisés en Tunisie

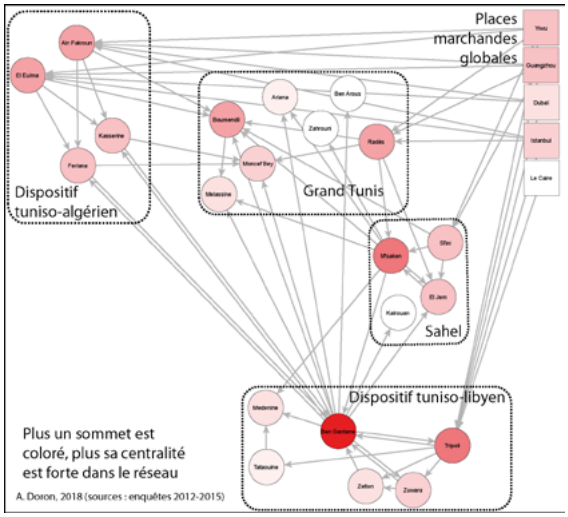
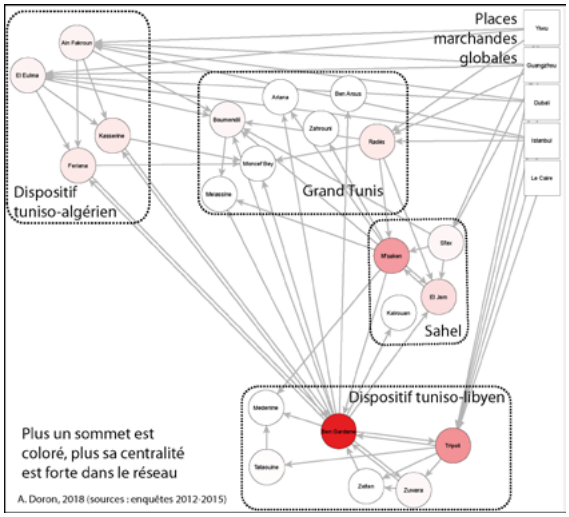


Figure 5. La centralité d'intermédiarité des marchés mondialisés en Tunisie



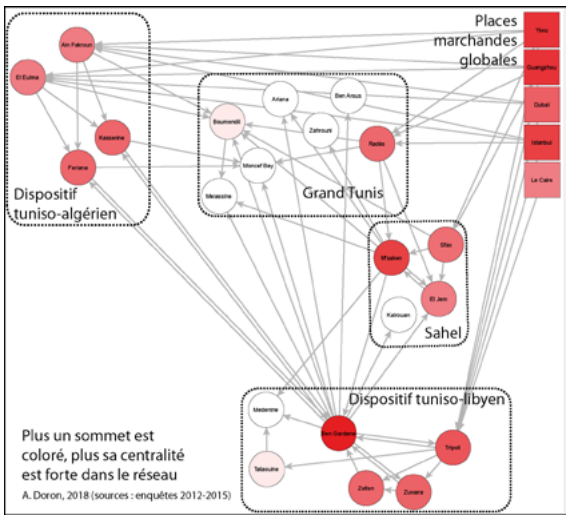


Figure 6. La centralité de proximité des marchés mondialisés en Tunisie

disposant d'une forte centralité d'intermédiarité est généralement associée à un rôle de contrôle au sein du réseau. Dans le cadre d'un réseau spatial marchand, une forte centralité d'intermédiarité peut désigner un marché potentiellement sollicité par un grand nombre de marchés connexes pour faire office d'intermédiaire le long de routes marchandes. Ainsi, un lieu disposant d'une forte centralité d'intermédiarité peut exercer une grande influence sur l'approvisionnement d'un grand nombre de marchés. Cette fonction peut être rapprochée de celle de lieu de transit structuralement privilégié. À ce titre, Ben Gardane est nettement mis en valeur sur le graphe. Le contrôle presque exclusif que la place marchande exerce en Tunisie sur les marchandises importées *via* la Libye lui confère un rôle privilégié de *broker* – ou courtier – mettant en relations les marchés tunisiens avec le dispositif libyen d'importation.

Enfin, la centralité de proximité (fig. 6) fait ressortir les lieux ayant la distance la plus faible aux autres lieux du réseau, autrement dit les positions structurales d'interface. L'analyse met ainsi en évidence la centralité des trois dispositifs de contournement identifiés lors de l'enquête ethnographique et le potentiel valorisé des marges dans la mondialisation. Cette mesure apparaît défavorable aux souks de la capitale qui constituent une extrémité du réseau et un point d'arrivée des marchandises, tandis que les interfaces centrales se trouvent en périphérie du territoire national, voire dans les pays limitrophes.

CONCLUSION

L'approche à la fois diachronique et relationnelle de la place marchande de Ben Gardane permet d'observer la production d'un territoire mondialisé dans la durée par des processus articulant dynamiques locales et opportunités exogènes. Cette intégration progressive d'un réseau spatial, mondialisé par des interconnexions successives, a ainsi valorisé une situation de marginalité. L'analyse formelle de réseau permet de révéler la densité des relations tissées depuis Ben Gardane et sa centralité forte dans le réseau des marchés d'importation transnationale en Tunisie. La structure du réseau marchand, qui n'est pas contrôlé depuis son principal marché de consommation, est construite sur un modèle inverse à celle de l'organisation spatiale centralisée dans l'agglomération capitale, qu'il s'agisse de l'État tunisien ou des principaux secteurs économiques à haute valeur ajoutée du pays. Le processus de différenciation qui accompagne la mondialisation produit toutefois une hiérarchisation socio-spatiale forte en fonction des strates et des échelles des relations marchandes et financières de Ben Gardane : tous les acteurs n'opèrent pas à l'échelle mondiale et tous les habitants de la Jeffara ne sont pas intégrés à l'économie marchande.

RÉFÉRENCES

Belguidoum S., Pliez O., 2012, « Construire une route de la soie entre l'Algérie et la Chine », *Diasporas*, n° 20 [en ligne : www.journals.openedition.org/diasporas/3061, consulté le 05/02/2020].

Bennafla K., 2014, « État et illégalisme : quelle géographie ? Une approche par les flux marchands depuis l'Afrique et le Moyen-Orient », *Annales de géographie*, n° 700, p. 1338-1358.

Boubakri, H., 2006. « L'autre face de la Jeffara (Sud-Est tunisien) : mobilité transfrontalière, migration internationale et dynamiques territoriales », *in* D. Genin, H. Guillaume, M. Ouessar, A. Ouled Belgacem, B. Romagny, M. Sghaïer et H. Taamallah (dir.), *Entre désertification et développement. La Jeffara tunisienne*, Tunis, Cérès éd.–IRD–IRA, p. 197-213.

Bousnina A., 2012, *Le littoral et le désert tunisien, Développement humain et disparités régionales en Tunisie*, Paris, L'Harmattan.

Chandoul M., Boubakri H., 1991, « Migrations clandestines et contrebande à la frontière tuniso-libyenne », *REMI*, 7(2), p. 155-162.

Choplin A., Pliez O., 2015, "The Inconspicuous Spaces of Globalization", *Articulo*, n° 12 [en ligne : www.journals.openedition.org/articulo/2905, consulté le 05/01/2020].

Doron A., 2018*, Routes tunisiennes de l'échange marchand : géographie post-révolution d'un réseau de marchés mondialisés,* thèse de doctorat en géographie à l'Université Toulouse 2 Jean-Jaurès [en ligne : dante.univ-tlse2.fr/9238/, consulté le 17/08/2020].
Tarrius A., 2002, *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.
Troin J.-F., 2006, *Le Grand Maghreb*, Paris, Armand Colin.
Walther O., 2015, "Business, Brokers and Borders : The Structure of West African Trade Networks", *Journal of Development Studies*, n° 51, p. 603-620.

L'AUTEUR

Adrien Doron
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Ladyss
ERC TARICA
adriendoron.geo@gmail.com

AUTEURS
Claude GRASLAND,
Étienne TOUREILLE,
Romain LECONTE

Régionaliser l'espace public européen au prisme de l'agenda médiatique des migrations (2014-2018)

RÉSUMÉ
La circulation et le contenu de l'information médiatique en Europe permettent d'interroger la construction de l'agenda politique d'une communauté internationale par les divergences / convergences des opinions publiques nationales. En étudiant la presse quotidienne nationale de 10 pays, en particulier la couverture de la question migratoire entre 2014 et 2018, nous montrons trois formes de régionalisations possibles de l'espace politique européen. La première étudie les proximités du lexique employé pour couvrir la question migratoire et met en évidence une régionalisation sur la base de familles linguistiques. La deuxième interroge la synchronicité de l'attention médiatique des journaux européens à la question migratoire et permet de former trois groupes de pays pour lesquels cet enjeu a émergé à des moments différents. Enfin, nous étudions la focale spatiale des journaux et soulignons l'existence de spécialisations nationales et éditoriales au sein des pays étudiés. Nous discutons des facteurs déterminants la proximité des agendas médiatiques.

MOTS CLÉS
migrations internationales, Europe, agenda médiatique, régionalisation, presse, analyse spatio-temporelle

ABSTRACT
The circulation and content of media information in Europe makes it possible to question the construction of the political agenda of an international community by the divergences / convergences of national public opinions. By studying the national daily press of 10 countries in the European space, in particular the coverage of the migration issue between 2014 and 2018, we show three forms of possible regionalisation of the European political space. Firstly, we study the proximity of the lexicon used to cover the migration issue and highlight a regionalisation based on linguistic families. Then, we question the synchronicity of European newspapers' media attention to the migration issue and enable to constitute three groups of countries for which this issue has emerged at different moments. Finally, we study the spatial focus of newspapers and underline that there are national and editorial specialisations within the studied countries. We discuss the determinants of media agendas proximity.

KEYWORDS
Migrations, Europe, media agenda, regionalization, textual analysis

INTRODUCTION : RÉGIONALISER À PARTIR DE DONNÉES DE PRESSE

Vouloir régionaliser, c'est-à-dire « découper des morceaux d'espace qui se distinguent par leur singularité » (Beaujeu-Garnier, 1971), un espace de circulation aussi immatériel et véloce que celui de l'information médiatique numérique peut sembler *a priori* incongru. Pourtant, la circulation de l'information est elle aussi soumise à des proximités spatiales, historiques ou linguistiques qui permettent de distinguer des ensembles régionaux et des frontières.

Régionaliser des flux et des productions culturelles

La presse permet ainsi de retrouver les classiques de l'analyse de régions fonctionnelles en s'intéressant à la manière dont des flux – ici flux numériques (RSS) – contribuent à l'intégration de territoires – ici les États dans lesquels se situent les journaux dont sont captés ces flux. Elle permet aussi de mener conjointement l'analyse d'une production sociale et culturelle à travers l'étude du contenu de ces flux. Les espaces publics médiatisés supranationaux se définissent alors à la fois « comme des espaces de circulation privilégiée de l'information, de convergence des représentations et d'engagement par le discours dans des controverses dont les enjeux dépassent le cadre local ou national » (Leconte, 2019). Cette communication s'inscrit plus

précisément dans le champ restreint de l'*international news flows theory* (Wu, 2000 ; Grasland, 2019), qui étudie les déterminants de la circulation internationale des nouvelles de presse quotidienne.

Focus sur l'Europe…

Dans le prolongement d'une première étude sur la perception de la « crise » migratoire de 2015 dans un corpus de journaux du monde entier (Leconte *et al.*, 2019), cette communication se focalise sur un espace européen limité à l' « Europe » occidentale plus la Russie. La première étude a en effet révélé que l'agenda médiatique européen est souvent plus divers qu'en d'autres parties du Monde. Ceci est lié l'existence de liens très divers (linguistiques, culturels, historiques) avec d'autres parties du Monde suite aux différentes phases de colonisation mais également au morcellement politique et linguistique caractéristique de cet espace (Foucher, 1991). L'analyse de cet agenda médiatique permet de discuter l'existence et le sens à donner à l'idée d'un espace public européen (Mercier, 2003). Enfin, appliquée aux migrations internationales, elle pose la question de la diversité du traitement médiatique d'une question de politique internationale.

… Et sur le thème des migrations internationales

Plutôt que de s'intéresser à l'agenda médiatique international (tous sujets confondus), le travail présenté ici s'attachera à l'analyse de l'agenda des migrations internationales dans la période récente (2014-2018). Cette période – tout particulièrement l'année 2015 – fut celle d'une couverture sans précédent des événements relatifs aux migrations – ladite « crise des migrants » – posant l'hypothèse dans la littérature spécialisée d'un « changement discursif » dans la sphère médiatique et l'opinion publique (Triandafillydou, 2018). Les questions relatives aux migrations, à leurs enjeux et à leur gestion constituent des éléments au cœur de la politique d'intégration régionale de l'UE (espace Schengen). Dans l'étude d'un hypothétique espace public européen, les migrations occupent une place particulière en tant qu'elles constituent un objet de focalisation et de crispation de l'opinion publique depuis une trentaine d'années, ce que les commentateurs de la convergence des extrêmes droites xénophobes européennes, de Viktor Orbán à Nigel Farage, décrivent autour de la question de la « crise » ou du « repli identitaire » des opinions publiques européennes.

Dans quelle mesure l'agenda des questions de migrations internationales dans la presse quotidienne européenne de référence est-il un révélateur de divergences voire de frontières révélant des sous-ensembles régionaux à l'intérieur de cet espace européen ?

1. MÉTHODOLOGIE : L'ANALYSE MULTIDIMENSIONNELLE D'UN FORMAT DE PRESSE NUMÉRIQUE PARTICULIER, LE FLUX RSS

1.1. Corpus : associer diversité de localisation et diversité linguistique

Le choix des journaux – au-delà des contraintes de la base de données – repose sur une double exigence : associer à une diversité de pays de localisation (10) un nombre de langues également divers (8, cf. tabl. 1). Ce paramètre n'est pas trivial dans la perspective d'une régionalisation, dans la mesure où plusieurs pays peuvent parler la même langue (cas de l'Allemagne et de l'Autriche) quand d'autres peuvent compter des journaux parlant des langues différentes sur leur territoire (cas de la Belgique). Le choix a été fait de ne retenir que des quotidiens dits de référence, censés donner le ton dans l'espace public (Mattelart, 2014). Seuls des quotidiens d'audience nationale ont été retenus afin, pour cet exercice de régionalisation, de mettre en perspective les espaces publics nationaux les uns par rapport aux autres plutôt que de travailler sur des quotidiens ayant une implantation plus régionale ou locale.

Tableau 1. Liste des sources utilisées (quotidiens nationaux)

Code	langue	pays	nom
AUT_der	Allemand	Autriche	*Der Standard*
AUT_kro	Allemand	Autriche	*Krone*
DEU_die	Allemand	Allemwagne	*Die Welt*
DEU_fra	Allemand	Allemagne	*FAZ*
GBR_gua	Anglais	Royaume-Uni	*The Guardian*
GBR_ind	Anglais	Royaume-Uni	*The Independent*
ESP_abc	Espagnol	Espagne	*ABC*

ESP_elm	Espagnol	Espagne	*El Mundo*
BEL_lib	Français	Belgique	*Standaard*
BEL_sta	Néerlandais	Belgique	*La Libre Belgique*
FRA_fig	Français	France	*Le Figaro*
FRA_lmo	Français	France	*Le Monde*
ITA_rep	Italien	Italie	*La Reppublica*
ITA_sta	Italien	Italie	*La Stampa*
NLD_tel	Néerlandais	Pays-Bas	*Telegraaf*
NLD_tro	Néerlandais	Pays-Bas	*Trouw*
PRT_aco	Portugais	Portugal	*Accorias*
PRT_exp	Portugais	Portugal	*Expresso*
RUS_kom	Russe	Russie	*Kommerzant*
RUS_nez	Russe	Russie	*Nez. Gazeta*

Nous utilisons les données du Center for Civic Media du Massachussetts Institute for Technology[1], qui a collecté les données RSS (titres + résumés des articles) d'un nombre conséquent de journaux européens pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018 (5 ans soit 4,9 millions d'items).

1.2. Principe de l'analyse multidimensionnelle de la presse pour l'analyse de l'agenda

La perspective adoptée ici est d'analyser l'agenda médiatique relatif à l'actualité migratoire. Dans le champ des *media studies*, la théorie de l'agenda ou *agenda settings theory* (McCombs & Shaw, 1972) désigne le fait que parmi la diversité des actualités possibles les médias vont sélectionner une part limitée de l'actualité, révélant ainsi la plus ou moins grande sensibilité ou saillance d'un événement ou d'une thématique à un moment donné. La formalisation de l'analyse de la saillance du phénomène pose plusieurs problèmes relatifs au caractère multidimensionnel des données médiatiques (tabl. 2[2]).

Tableau 2. Dimensions de l'analyse

Dimension	Question	Variable
QUI	Toutes les sources parlent-elles de la même chose ?	Journal émetteur du flux RSS localisé dans un pays
QUAND	Parle-t-on de la même chose au même moment ?	Date des articles agrégés au mois
QUOI	Parle-t-on des migrations internationales ?	Étiquette « migrant », « réfugié », « demandeur d'asile »
OÙ	Quels sont les espaces associés à l'événement dans l'item ?	Étiquette pays

2. RÉSULTATS

La procédure d'analyse exploratoire retenue est une classification des sources selon trois critères : le lexique, l'intensité temporelle et les pays mentionnés dans les textes relatifs à la mobilité internationale. Le principe est d'opérer des regroupements de journaux en fonction de leur ressemblance grâce à des méthodes d'analyse des données (analyse factorielle des correspondances – AFC, puis classification ascendante hiérarchique – CAH). La régionalisation est donc l'un des résultats possibles – mais pas nécessaire – de l'analyse. En effet, rien n'indique que les sources d'un même pays ou de deux pays proches seront plus similaires que deux sources plus éloignées ou de pays différents. Les hypothèses qui pourront être testées au vu des résultats sont les suivantes :

– H1 : un effet de *proximité linguistique* entre les journaux, lié soit à un problème d'étiquetage, soit à de réelles différences d'alignement des agendas en fonction de l'univers linguistique (deux phénomènes *a priori* difficiles à séparer).

– H2 : un effet de *proximité nationale* qui pourra être séparé de l'effet H1 sur le cas des journaux autrichiens et allemands ou anglais et irlandais (2 pays, 1 langue), et inversement des journaux belges (1 pays, 2 langues).

1 Que nous remercions au passage pour leur aide aimable dans l'obtention des données [informations en ligne : civic.mit.edu].

2 Les pays sont identifiés par un dictionnaire multilingue (package R Newsmap en ligne : doi.org/10.1080%2F21670811.2017.1293487).

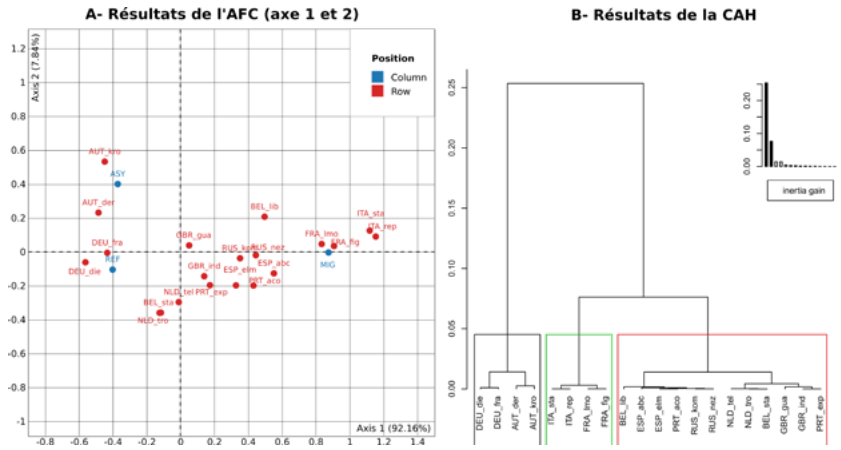
– H3 : un effet de *proximité (géo)politique* lié à l'appartenance à une macrorégion définie sur le plan institutionnel, telle que l'UE (singularité de la Russie et du Royaume-Uni), ou à des héritages historiques induisant un passé politique commun à une période de l'histoire.
– H4 : un effet de *proximité événementielle* lié à l'implication plus ou moins importante des pays dans les actions induites par le franchissement des frontières, avec par exemple le cas de l'Allemagne ou de l'Autriche en 2015, celui de l'Italie en 2018.
– H5 : un *effet éditorial* faisant que des sous-ensembles de journaux peuvent être proches compte tenus de leur ligne éditoriale ou orientation politique par exemple.

2.1. Régionalisation selon les manières de désigner les migrations : l'inévitable biais linguistique

L'originalité d'un tel travail réside en grande partie dans la proposition d'une analyse multilingue. Or, malgré les précautions prises dans la création des dictionnaires d'étiquetage (par des locuteurs de langue maternelle), des biais de traduction sont possibles tant pour des raisons linguistiques que culturelles. En effet, la définition et la manière de désigner un phénomène aussi complexe que les migrations internationales peuvent conduire à des divergences sensibles. La première étape est donc d'analyser l'usage préférentiel par les différents médias des trois termes utilisés pour désigner l'étranger mobile (« demandeur d'asile », « migrant », « réfugié »). Les résultats, présentés dans la figure 1, révèlent des différences sensibles entre pays. La principale opposition, met en scène :
– d'un côté les journaux de *langue allemande* (autrichiens et allemands) ainsi que quelques journaux néerlandophones (les deux quotidiens néerlandais et le belge *Der Standaard*) recourant relativement plus souvent aux équivalents des termes « réfugié » et « demandeur d'asile » ;
– de l'autre les journaux rédigés dans *les autres langues*, au premier rang desquels ceux de langue latine (italiens, français et dans une moindre mesure portugais et espagnols), qui recourent davantage aux termes équivalents à « migrant ».

Cette opposition réside en grande partie dans l'absence d'équivalent au terme de « *migrant* » en allemand, les locuteurs germanophones privilégiant celui de « *flüchtlinge* » qui se traduit par « réfugié ». La position intermédiaire des journaux anglophones s'explique également par l'usage du terme d' « *asylum seeker* » (« demandeur d'asile »). D'un point de vue linguistique, l'espace public européen défini par les médias n'est donc pas homogène et assimilable à la très ancienne opposition entre pays germanophones et pays latins.

Figure 1. Résultats de l'AFC et de la CAH sur l'usage des trois mots clés relatifs à la figure de l'étranger mobile



Note de lecture : L'axe 1 de l'AFC, qui résume à lui tout seul 92 % de l'information, oppose les pays latins et russes (à droite) et les pays germanophones (à gauche). Les médias néerlandophones et britanniques, situés au centre, occupent une position intermédiaire. La partition en trois classes obtenue à partir de la CAH permet de retrouver une telle opposition avec une classe (en noir) regroupant les médias allemands et autrichiens, face à deux classes : l'une – en vert – regroupant les médias localisés en France et en Italie, l'autre – en rouge – les britanniques, belges, espagnols, portugais, russes et néerlandais.

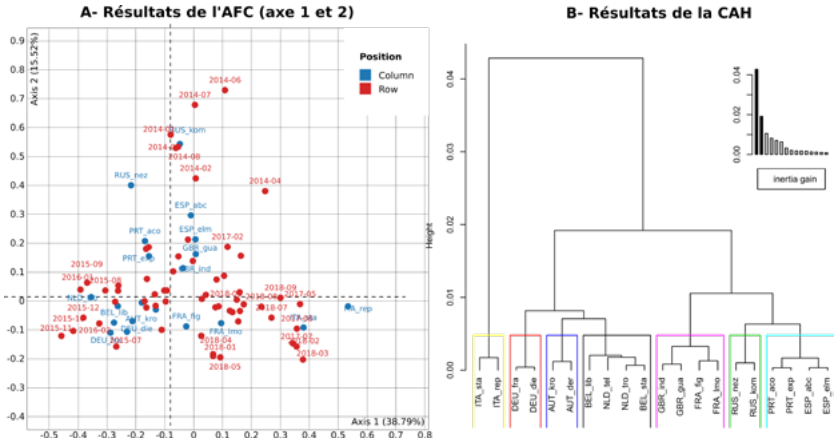
2.2. Régionalisation selon la synchronisation des agendas

La deuxième analyse s'intéresse à la division de l'espace public européen à travers la question de la synchronisation des agendas des quotidiens. La figure 2 révèle plutôt que les médias n'ont pas tendance à se focaliser sur l'actualité migratoire au même moment et que les regroupements possibles de médias ne correspondent plus à une opposition linguistique :

1. *Focus préférentiel sur l'année 2015* : les journaux d'Europe médiane (allemands, autrichiens, belges et néerlandais) connaissent un pic principal de focalisation situé durant l'année 2015, qui correspond à l'épisode de la traversée de la « route des Balkans » de la fin de l'été à l'automne 2015.

2. *Focus préférentiel sur l'année 2018 :* c'est notamment le cas des journaux italiens et français, qui, tout en connaissant le pic d'attention de 2015, en connaissent un second tout aussi marqué en 2018, sans doute en relation avec l'épisode de la fermeture des ports italiens et les événements liés à l'itinéraire du navire de sauvetage *Aquarius*.
3. *Focus préférentiel sur 2014 ou profil plus irrégulier*: pour les journaux russes, espagnols et portugais ainsi que le *Süddeutsche Zeitung* (allemand), l'attention semble relativement plus forte au cours de l'année 2014. Dans le cas des journaux russes, ceci est lié à l'attention portée aux mouvements de population contemporains de la crise ukrainienne. Pour les autres, il s'agit sans doute d'un effet « en creux » lié à l'absence de surréaction aux événements de la crise des Balkans de 2015 ou de l'*Aquarius* de 2018.

Figure 2. Résultats de l'AFC et de la CAH sur la variable temporelle

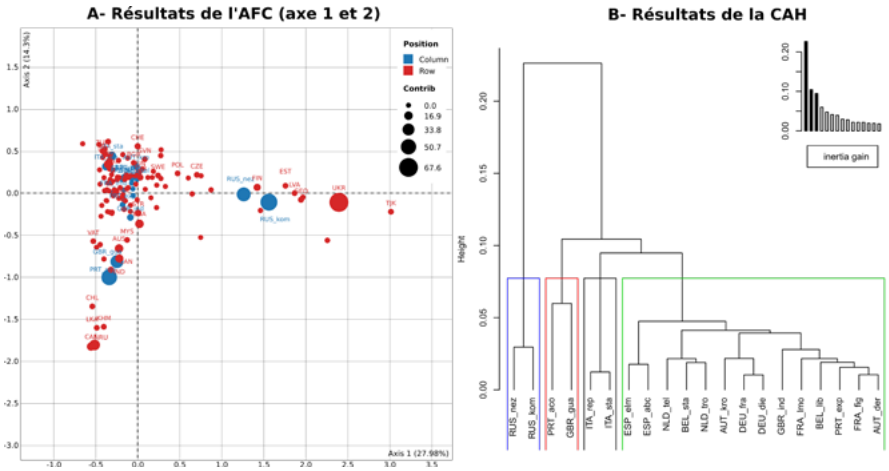


2.3. Régionalisation selon la mise en scène de l'espace dans les agendas

L'analyse des pays associés à la thématique migratoire pour chacun des quotidiens fournit un bilan géographique de la couverture spatiale du sujet sur une période de 5 ans (2014-2018). Elle met donc en valeur des proximités plus structurelles, au-delà des événements singuliers.

1. *Focalisation sur les pays d'ex-URSS*: les quotidiens russes se focalisent sur des pays de son voisinage, notamment l'Ukraine. Il s'agit ici d'une singularité russe.
2. *Focalisation sur la Méditerranée :* cette catégorie ne concerne que les journaux italiens qui associent à la thématique migratoire des pays méditerranéens situés sur les principaux points de passage des routes migratoires, notamment le détroit de Sicile.

Figure 3. Résultats de l'AFC et de la CAH sur les pays associés à la thématique



3. *Focalisation sur l'Euroméditerranée*: cette catégorie correspond à la majorité des journaux à l'exception du *Guardian* et de *L'Accorias*, et propose une liste de pays diversifiée entre certains localisés en Méditerranée et d'autres en Europe centrale et balkanique.
4. *Focalisation extra-européenne :* le *Guardian* et *L'Accorias* se distinguent par une attention relativement plus importante à des crises migratoires externes (la crise dite des Rohingyas pour le premier et, dans une moindre mesure, celle relative aux conséquences de l'instabilité politique au Venezuela).

De nouveau, l'hypothèse d'une proximité « nationale » semble vérifiée, suivie dans un deuxième temps de proximités régionales, qui semblent davantage sensibles aux questions de proximité à l'événement.

CONCLUSION

Il est difficile de trancher sur l'une et l'autre hypothèses de manière ferme. D'une manière générale, l'hypothèse d'une plus grande similarité entre journaux d'un même pays semble vérifiée, ce qui confirme – quand on les saisit à travers la seule presse – l'existence d'espaces publics nationaux clairement structurés (même si des nuances existent dans le cas belge). Les regroupements supranationaux sont plus subtils : ils semblent tout à la fois associer des proximités linguistiques (germaniques *vs* latins) et des effets de proximité spatiale (Europe médiane *vs* Méditerranée *vs* ex-URSS) qui peuvent autant être les effets d'héritages (argument géopolitique, linguistique) que de la proximité à un événement particulièrement central dans l'agenda politique du pays (proximité à la crise, à la frontière, par exemple). L'hypothèse de proximités éditoriales semble peu émerger, même si la focalisation sur des événements extra-européens dans le cas du *Guardian*, par exemple, peut être lue comme un indice de son positionnement en direction d'un lectorat de plus en plus global. Un prolongement possible de l'analyse serait alors de proposer une régionalisation du monde à l'aide des pays cités dans les nouvelles et de la confronter à la régionalisation interne de l'Europe.

RÉFÉRENCES

Beaujeu-Garnier J., 1971, *La géographie : méthodes et perspectives*, Paris, Masson.

Foucher M., 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard.

Grasland C., 2019, "International News Flow Theory Revisited through a Space-Time Interaction Model: Application to a Sample of 320,000 International News Stories Published through RSS Flows by 31 Daily Newspapers in 2015", *International Communication Gazette* [en ligne : doi.org/10.1177/1748048518825091].

Mattelart T., 2014, « Les enjeux de la circulation internationale de l'information », *RFSIC,* n° 5 [en ligne : doi.org/10.4000/rfsic.1145].

Mercier A. (dir.), 2003, *Vers un espace public européen ? Recherches sur l'Europe en construction*, Paris, L'Harmattan, coll. « Communication et civilisation ».

Leconte R., 2018, « Flux géomédiatiques », *in* N. Marei et Y. Richard (dir.), *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Paris, Atlande, p. 151-152.

Leconte R., Toureille É., Grasland C., 2019, « La production médiatique d'une "crise migratoire". Dynamiques spatio-temporelles de l'agenda global de la presse en 2015 », *Socio-anthropologie*, n° 40, p. 181-199 [en ligne : doi.org/10.4000/socio-anthropologie.6235].

McCombs M. E., Shaw D. L., 1972, "The Agenda-Setting Function of Mass Media", *Public Opinion Quarterly*, 36(2), p. 176-187 [en ligne : doi.org/10.1086/267990].

Triandafyllidou A., 2018, "A 'Refugee Crisis' Unfolding: 'Real' Events and their Interpretation in Media and Political Debates", *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 16(1-2), p. 198-216 [en ligne : doi.org/10.1080/15562948.2017.1309089].

Wu H. D., 2000, "Systemic Determinants of International News Coverage: A Comparison of 38 Countries", *Journal of communication*, 50(2), p. 110-130 [en ligne : doi.org/10.1111/j.1460-2466.2000.tb02844.x].

LES AUTEURS

Claude Grasland
Université de Paris (Diderot)
Géographie-cités & CIST
claude.grasland@parisgeo.cnrs.fr

Étienne Toureille
CNRS
Géographie-cités & CIST
etienne.toureille@gmail.com

Romain Leconte
Université de Paris (Diderot)
Géographie-cités & CIST
romain.leconte@univ-paris-diderot.fr

AUTEURE
Caroline
ROZENHOLC-ESCOBAR

Les lieux du religieux : des marges créatrices des circulations transnationales ? Héritages et innovation dans la production urbaine

RÉSUMÉ
Cette communication présentera les premiers résultats d'une recherche qui interroge, du point de vue d'une géographie lefebvrienne de la « production de l'espace », les effets du tourisme religieux sur les lieux vers lesquels il converge. Ces résultats sont de quatre ordres : la mise en évidence du rôle des mobilités internationales dans la production de ces lieux, leur pluralité – lieux dits originaux, lieux de substitution (Halbwachs, 1941) et parcs à thème religieux –, leurs liens et les « déplacements » symboliques et matériels qu'ils opèrent par-delà les frontières. Le terrain retenu pour en discuter est donc de fait international, mais c'est à partir de l'espace israélo-palestinien, haut-lieu du religieux, du tourisme international et de la géopolitique mondiale, que la réflexion sera construite. Cette communication souhaitera enfin mettre en débat l'idée de la diffusion d'un régime de spatialité propre à ces lieux du religieux, par la circulation transnationale et le transfert de leurs modèles urbains aux espaces publics laïcs.

MOTS CLÉS
mobilités internationales, tourisme religieux, lieu, géographie, régimes de spatialité

ABSTRACT
This communication aims to present the first results of a research which questions, from a Lefebvrian geography of the "production of space", the effects of religious tourism on the places to which it converges. These first results points at the role of international mobility in the production of these places, their plurality –from so-called original places, places of substitution (Halbwachs, 1941) to religious theme parks–, their links, and the symbolic and material displacements they operate across borders. The fieldwork is therefore de facto international, but it is from the Israeli-Palestinian space, a major place for religion, international tourism and world geopolitics, that reflection is built. This communication will also wish to debate the idea of the diffusion of a regime of spatiality peculiar to these places of religion, through transnational circulation and the transfer of their urban models to secular public spaces.

KEYWORDS
International mobility, Religiosity, Place, Geography, Spatial regimes

INTRODUCTION

Cette communication se propose de présenter les premiers résultats d'une recherche en cours sur la spatialité et la production des lieux du tourisme religieux, « Lieux de mobilité / mobilité des lieux », qui s'inscrit à la fois dans le champ des études urbaines, de la géographie des mobilités et des sciences sociales du religieux. Elle est conduite selon deux axes. Le premier porte sur le rôle des mobilités internationales dans la production, au sens d'Henri Lefebvre (1974), des lieux du religieux habituellement pensés par leur dimension locale (ancrage, récits, conflits, etc.). Le second concerne les modalités de mise en circulation de ces mêmes lieux et leur inscription dans des logiques transnationales, qu'il s'agisse de mobilité symbolique ou matérielle (Halbwachs, 1941 ; Iogna-Prat, 2001). Plusieurs terrains exploratoires en Israël (Jérusalem, Tibériade, Haïfa, Nazareth) et en France (Romans-sur-Isère) ont d'ores et déjà permis d'identifier trois types de ce que l'on propose ici d'appeler des « lieux de mobilité » (Rozenholc, 2017), un néologisme qui inscrit le « paradigme mobilitaire » (Sheller & Urry, 2006) dans la notion même de lieu. L'étude de ces lieux – qu'ils soient lieux de pèlerinages (tel la Via dolorosa de Jérusalem), de suppléance (typiquement les répliques qu'en constituent les chemins de croix européens) ou de récréation tels ces parcs à thème religieux qui hybrident aujourd'hui, indépendamment des pays ou religions concernés, éducation religieuse et loisirs marchandisés – s'inscrit dans une réflexion sur la place du « lieu » dans la mondialisation et le rôle des mobilités internationales (les

migrations en l'occurrence) dans la fabrique de la ville formalisée lors de précédentes recherches. Il s'agira, plus précisément, dans le cadre de cette communication 1) de clarifier la typologie et le dispositif méthodologique construits pour étudier la spatialité (ancrage, forme, situation et liens transnationaux), les processus de production (création, destruction, transformation, ajustements) et les circulations des lieux du religieux ; 2) de proposer à la discussion l'idée d'un « régime de spatialité » propre à ces lieux du religieux et de sa diffusion (qu'il s'agisse de résistance ou de transfert) par la mise en circulation de leurs modèles urbains, aux espaces publics laïcs ; 3) dans un souci de montée en généralité, de revenir sur la portée heuristique de la notion de lieu comme concept, outil et échelle d'analyse des dynamiques territoriales mondialisées et de l'urbain.

1. PRÉSENTATION DE LA RECHERCHE : CHOIX DES TERRAINS, CHIFFRES, APPROCHES

Pourquoi choisir le Moyen-Orient et en particulier l'espace israélo-palestinien pour traiter de ces questions, alors même qu'il est si clivant, et ce jusque dans le monde de la recherche académique ? D'abord, le religieux est l'une des premières causes de mobilité au Moyen-Orient. Ensuite, Israël est à la fois un « laboratoire » d'analyse incontournable des effets du religieux sur les territoires et la ville, et un terrain où l'on peut observer, « en grand », les dynamiques du retour mondialisé du religieux dans les débats politiques et les espaces publics (Willaime, 2008). On y voit par exemple, en 2016, en pleine campagne présidentielle brésilienne, le candidat catholique Jaïr Bolsonaro venir s'y faire baptiser dans le Jourdain pour séduire un électorat évangélique, décisif au Brésil comme il l'est en Amérique du Nord. D'ailleurs, le président Donald Trump ne ménage pas non plus ses efforts pour contenter cet électorat aux États-Unis, avec des décisions de politique internationale jusque-là inédites et inenvisageables : reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, puis transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv dans la ville sainte, reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le Golan et de la légalité des colonies israéliennes en Cisjordanie. Israël, en tout cas, ne s'y trompe pas qui, depuis l'arrivée de la droite au pouvoir en 1977, n'a eu de cesse de développer le tourisme évangélique américain. Aujourd'hui, le gouvernement de Benyamin Netanyahou soutient spécifiquement les ONG américaines qui investissent dans le développement des colonies juives de Cisjordanie. Une enquête du quotidien israélien *Haaretz* faisait état, en 2018, de 65 millions de dollars investis en dix ans dans ce que nombre de chrétiens américains considèrent comme le « *heartland* » biblique[1].

Cela étant, la dimension politique des mobilités religieuses, y compris en Israël, tient déjà simplement aux volumes de population engagés (Chiffoleau, 2003). De quels chiffres s'agit-il ? Près de quatre millions de visiteurs chaque année. Cette forte présence touristique dans un pays en guerre depuis plusieurs décennies interroge, mais s'explique pourtant par l'attractivité inégalée, le rayonnement international, le nombre et la diversité de ces lieux saints – on parle de lieux chrétiens, musulmans, juifs, druzes et bahaïs – qui drainent des visiteurs venus du monde entier. Les chrétiens, toutes obédiences et origines géographiques confondues (il faut penser aussi bien à l'Éthiopie, la Syrie, la Russie qu'à l'Italie), représentent, cela étant, déjà la moitié des entrées dans le pays[2] et 80 % de ceux qui s'y déclarent pèlerins sont chrétiens. Seuls 7 % sont juifs et 6 % musulmans (Fleischer, 2000).

2. LA MISE AU JOUR D'UNE DIALECTIQUE TRANSNATIONALE DES LIEUX

Au vu de ces chiffres, ce sont en particulier les effets des mobilités chrétiennes sur les lieux qui retiennent l'attention et avec elles l'émergence de « nouveaux » lieux, sur place comme à l'étranger : lieux de suppléance déjà évoqués et parcs à thème. Il s'agira donc de montrer les ressorts et les termes d'une dialectique des lieux engagée par les mobilités internationales en détaillant les processus, les acteurs et les modalités de production (Lefebvre, 1974) propres à chacun des trois types de « lieux de mobilité » identifiés et, par-là, de mettre en débat l'idée de la diffusion d'un régime de spatialité propre à ces lieux du religieux, par la circulation transnationale et le transfert de leurs modèles urbains aux espaces publics laïcs. Pour ce faire, sans pouvoir les détailler ici, elle prendra appui sur :

Des lieux de pèlerinage tel Jérusalem (une ville touristique, densément peuplée, multiconfessionnelle et politiquement disputée) et en particulier sur la Via dolorosa qui constitue l'apex de ces coprésences : touristes laïcs et religieux, militaires et policiers en arme, commerçants, habitants palestiniens chrétiens, musulmans et juifs orthodoxes, etc. La charge symbolique et la configuration singulière de ces lieux, mais aussi la diversité des pratiques qu'ils induisent, contribuent à leur unicité. Pourtant, ils connaissent un nombre impressionnant de répliques dont une multitude de chemins de croix européens. On cherchera alors à montrer comment la Via dolorosa, l'église du Saint Sépulcre qui en constitue l'aboutissement et la ville de Jérusalem même, si

1 J. Maltz, « Inside the Evangelical Money Flowing into the West Bank », *Haaretz*, éd. en ligne du 20 novembre 2018.

2 51 % en 2017, mais 67 % en 2011 selon le ministère des Affaires étrangères israélien.

elles sont très ancrées dans une géographie et un récit local, sont en réalité à la fois « lieux de mobilité » que leurs visiteurs internationaux participent à produire et « lieux mobiles ». Cette idée (lieu de mobilité-mobilité des lieux) est issue d'une épistémologie de la géographie urbaine basée sur l'enquête de terrain. Elle doit également beaucoup à la lecture de *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte* de Halbwachs (1941) qui y retrace l'histoire (une histoire, un récit ?) de la construction des lieux saints chrétiens en Palestine, par échanges matériels et symboliques avec leurs répliques européennes.

Des lieux de suppléance tels le calvaire de Romans-sur-Isère dans la Drôme (sur lequel repose la démonstration d'Halbwachs) ou Yardenit, le lieu « officiel » du baptême de Jésus dans le Jourdain. Or, Yardenit (« Petit Jourdain » en hébreu) a été construit de toutes pièces dans les années 1980 par l'État israélien après la fermeture, dix ans plus tôt, du site traditionnel, lui situé près de Jéricho.

Vient ensuite la question des parcs à thème religieux qui, avec celle des lieux de suppléance est certainement la plus nouvelle. On pense par exemple au Nazareth Biblical Village (NBV), mi-musée à ciel ouvert, mi-parc à thème religieux à Nazareth[3], où l'on peut visiter depuis vingt ans la réplique d'une ferme et d'un village juif du premier siècle de notre ère, avec une synagogue « dans laquelle Jésus aurait pu officier ». Le but est d'y donner ainsi à « vivre et voir » le temps et la vie de Jésus (rejoués par des acteurs arabes de Nazareth, principalement chrétiens mais également musulmans). Fort de son succès, NBV (90 000 visiteurs par an) va être entièrement rénové et agrandi, en même temps que les autres bâtiments du Nazareth Trust (un hôpital et une école d'infirmière) basé en Écosse et dont on interrogera le rôle dans la diffusion de valeurs, d'options politiques et urbaines spécifiques dans la région. La question se pose de manière de plus en plus aiguë sachant que ces parcs à thème religieux (dont on présentera d'autres exemples aux États-Unis), ces « marges » créatrices de la mondialisation se multiplient et se diffusent, de par le monde, en même temps qu'ils connaissent un succès grandissant et démontrent une aptitude étonnante à hybrider les pratiques (loisirs, prières, etc.) et à brouiller les échelles temporelles et spatiales.

Regardés ensemble, ces lieux du religieux et leur contribution à la fabrique de la ville contemporaine dessinent des pistes de réflexion sur l'émergence d'un régime de spatialité propre au religieux et, surtout, de sa diffusion (modalités, acteurs, temporalités et processus) aux lieux publics laïcs. Ces lieux du religieux contribuent-ils, et si oui comment, à redessiner nos villes et nos attentes quant aux « expériences » urbaines ?

3. OUVERTURES

Ce dernier élément appelle à ouvrir les débats en les réinscrivant dans cette filiation que l'architecte Koolhaas pointait, dès 1978, entre parcs à thème – comme forme spatiale expérimentale – et fabrique de la ville. Il montrait en effet dans son ouvrage *New York délire* comment les promoteurs des parcs d'attractions thématiques de Coney Island du début du XXe siècle exportèrent vers Manhattan les innovations techniques (ascenseur, usage extensif de l'électricité), architecturales (tours de grande hauteur) et urbaines (déconnexion de l'environnement immédiat, simulacre, théâtralité et divertissement) qu'ils y avaient expérimentées. Si la critique de cet urbanisme du pastiche, de la copie et de l'artificiel est aujourd'hui classique, son extension aux formes produites par le religieux ouvre une nouvelle voie prometteuse. Cette question est d'autant plus importante pour nos sociétés où le religieux redessine, à l'écart des structures dites « traditionnelles », les affiliations sociales et les spatialités à toutes les échelles, du local, au global. Mais elle demande, pour tenter d'y répondre en géographe, alors même que la discipline s'est longtemps tenue à l'écart des questions religieuses, d'étudier dans une perspective transnationale des lieux, qui ne sont pas, du point de vue du sens, des pratiques ou de leur charge symbolique, comparables termes à termes. C'est donc une comparaison qui cherchera à mettre au jour des processus et élaborer un vocabulaire commun pour décrire des logiques d'interaction. Ce vocabulaire commun est fabriqué par les échanges matériels et symboliques dont les touristes religieux sont les vecteurs : en pratiquant les lieux de pèlerinage, en les répliquant chez eux, en complétant l'expérience qu'ils en font par la visite, lorsque c'est le cas, de parcs à thème religieux, mais aussi en faisant circuler, démultipliés par internet, les images et les récits qu'ils en font.

Les mobilités transnationales, notamment religieuses, permettent ainsi d'étoffer les catégories habituelles du politique pour opérer le basculement d'un « nationalisme méthodologique » vers un « cosmopolitisme méthodologique » que Beck (2002) appelait, et rendre compte d'un monde où le cosmopolitisme est devenu une réalité banale, dont les expressions le sont moins. L'attention aux effets de mobilités transnationales (et, ici, religieuses) donne également corps à la manière dont Sheller et Urry (2006) proposaient, conceptuellement, d'entreprendre et de comprendre les lieux comme des espaces de coprésences non pas seulement fixes mais également mobiles parce que produits par ceux qui les fréquentent.

3 www.nazarethvillage.com/

RÉFÉRENCES

Beck U., 2002, "The Cosmopolitan Society and its Enemies", *Theory, Culture and Society,* 19(1-2), p. 17-44.
Fleischer A., 2000, "The Tourist Behind the Pilgrim in the Holy Land", *Hospitality Management*, vol. 19, p. 311-326.
Chiffoleau, 2003, « Un champ à explorer : le rôle des pèlerinages dans les mobilités nationales, régionales et internationales du Moyen-Orient », *REMI*, 19(3), p. 285-289.
Halbwachs M., 1941[2008], *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte*, Paris, PUF.
Iogna-Prat D., 2001, « La terre sainte disputée », *Médiévales*, n° 41, p. 83-112.
Koolhaas R., 1978[2002], *New York délire, un manifeste rétroactif pour Manhattan*, Marseille, Parenthèses.
Lefebvre H., 1974[2000], *La production de l'espace*, Paris, Anthropos.
Sheller M., Urry J., 2006, "The New Mobilities Paradigm", *Environment and Planning A*, 38(2), p. 207-226.
Rozenholc C., 2017, « Penser les mobilités internationales à l'aune des lieux qu'elles produisent. Pistes de réflexions à partir du tourisme religieux (Israël-Europe-États-Unis) », *REMI*, 33(4), p. 179-196.
Willaime J.-P., 2008, *Le retour du religieux dans la sphère publique*, Lyon, Olivétan.

L'AUTEURE

Caroline Rozenholc-Escobar
ENSA Paris-Val de Seine
CRH-LAVUE
caroline.rozenholc@paris-valdeseine.archi.fr

AUTEUR
Samuel RUFAT

Roșia Montană, marges et cyber-activisme environnemental : quand les montagnes roumaines s'invitent au siège des multinationales canadiennes

RÉSUMÉ
L'activisme environnemental s'est emparé d'espaces d'action spontanée en expérimentant d'autres façons d'habiter les territoires, de résister aux injonctions politiques et/ou aux impératifs économiques, ce qui alimente la controverse autour d'internet et des réseaux sociaux numériques comme nouvelle arène permettant aux marges de réinvestir les centres, en donnant de la visibilité aux actions et aux discours sous-représentés dans les médias traditionnels. « Sauvons Roșia Montană » est la mobilisation la plus longue depuis 1989 en Roumanie, contre la multinationale canadienne Gabriel Resources et son projet de plus grande mine d'or à ciel ouvert d'Europe, impliquant de raser une partie du village et d'utiliser du cyanure pour extraire les métaux. Les outils numériques ont joué un rôle clé en facilitant les changements d'échelle, à partir des marges, jusqu'à la coordination à l'échelle globale d'une multitude de protestations locales ciblées et une mobilisation des activistes canadiens, pour faire porter les revendications jusqu'au siège social de la multinationale à Toronto.

MOTS CLÉS
global, local, marges, numérique, activisme, conflit

Roșia Montană, Margins and Environmental Cyber-Activism: When Romanian Mountains Invade the Headquarters of Canadian Multinationals

ABSTRACT
Environmental activism has seized spaces for spontaneous action, experimenting with other ways of inhabiting territories, resisting political and/or economic imperatives. Current research on the role of digital tools in citizen mobilisations is controversially fuelling the notion that the Internet and digital social networks are a new arena allowing the margins to reinvest the centres, giving visibility to actions and discourses under-represented in traditional media. The "Save Roșia Montană" mobilisation is the longest protest since the return of democracy in Romania, against the Canadian multinational Gabriel Resources and its plan to build Europe's largest open-pit gold mine, which would involve razing part of the village to the ground and using cyanide to extract the metals. Digital tools have played a key role in facilitating a change of scale from the margins to the global coordination of a multitude of targeted local protests and the mobilisation of Canadian activists to take their demands to the multinational's headquarters in Toronto.

KEYWORDS
Global, Local, Margins, Digital, Activism, Protest

Roșia Montană, márgenes y ciber-activismo ambiental: cuando las montañas rumanas se invitan a la sede de las multinacionales canadienses

RESUMEN
El activismo ambiental ha tomado espacios para la acción espontánea, experimentando otras formas de habitar los territorios, resistiendo a los mandatos políticos y/o a los imperativos económicos. Lo que alimenta la controvertida idea de que Internet y las redes sociales digitales son un nuevo ruedo que permite a los

márgenes reinvertir los centros, dando visibilidad a acciones y discursos poco representados en los medios tradicionales. La movilización "Salvemos Roșia Montană" es el movimiento de protesta más largo desde el retorno de la democracia en Rumanía, contra la multinacional canadiense Gabriel Resources y su plan de construir la mayor mina de oro a cielo abierto de Europa, lo que implicaría arrasar parte del pueblo y utilizar cianuro para extraer los metales. Las herramientas digitales han desempeñado un papel clave para facilitar los cambios de escala desde los márgenes hasta la coordinación global de una multitud de protestas locales específicas y la movilización de activistas canadienses para llevar sus demandas hasta la sede de la multinacional en Toronto.

PALABRAS CLAVES
Global, local, márgenes, digital, activismo, protesta

L'activisme environnemental s'est emparé de pratiques et d'espaces d'action spontanée ou « directe », en expérimentant d'autres façons d'habiter les territoires, de résister aux injonctions politiques et/ou aux impératifs économiques (Blanc *et al.*, 2017). L'européanisation des injonctions à la transition énergétique ou environnementale, à la résilience ou l'adaptation, à la compétitivité des territoires sont à l'origine de résistances voire de conflits (Sébastien *et al.*, 2019), sur les modalités du choix des territoires et des projets, l'accès à la prise de décision, la monétarisation ou la privatisation de la nature, la répartition des ressources, des aménités, des externalités négatives et des risques ou, lors de l'affrontement entre logiques de préservation, d'adaptation ou de transformation (Pailloux & Ripoll, 2019). Les outils numériques, l'*open data* et de nouveaux dispositifs sociotechniques de participation et de collaboration au croisement des tournants numérique et participatif permettent des changements d'échelle (Cardon *et al.*, 2014), par la coordination des actions (comme contre les « grands projets inutiles et imposés » – GPII à l'échelle européenne), la mise en commun des ressources (Anonymous & Rufat, 2015), la mobilisation, les interactions, influences et coordination entre les acteurs *via* les plateformes collaboratives et les réseaux sociaux numériques (Antolinos-Basso *et al.*, 2018). Ils participent de l'expérimentation de nouveaux modes de gouvernance et de gestion des territoires (Douay, 2014). Depuis quelques années, les recherches sur le rôle des outils numériques dans les mobilisations citoyennes et conflits environnementaux alimentent l'idée qu'internet et les réseaux sociaux forment une nouvelle arène qui permet aux marges de réinvestir les centres, en donnant de la visibilité aux actions et aux discours sous-représentés dans les médias de masse traditionnels (Mabi, 2016). Mais cette promesse d'une « démocratie internet » oppose en fait un positionnement enthousiaste sur les cyber-mobilisations environnementales et la mise en œuvre d'une intelligence collective des « médiactivistes » (Cardon *et al.*, 2014) à des conclusions plus pessimistes, qui pointent le peu d'effets des pratiques « en ligne » sur les décisions politiques et soulignent le risque de voir perdurer les inégalités de ressources entre acteurs et le maintien des positions des groupes dominants. Ces controverses semblent rejouer les débats des années 1990 autour de la « mondialisation heureuse » vue comme un processus d'homogénéisation et la promesse que la mise en réseau globale de tous les lieux du monde abolirait les distances, le temps, les frontières, les disparités, etc. alors qu'elle est à l'opposé un vecteur de différenciation spatiale et temporelle des territoires et des sous-espaces régionaux, où émergent des pôles, des zones grises, des marges (Choplin *et al.*, 2018). Ce télescopage est stimulant parce que, de Notre-Dame-des-Landes (Mabi, 2016) à la forêt de Hambach en Allemagne, en passant par Trgovska Gora à la frontière entre Croatie et Bosnie, le Val di Susa dans les Alpes (Sébastien *et al.*, 2019) ou le village de Baranów en Pologne, de nombreux conflits et mobilisations découlent justement de la valorisation des discontinuités territoriales par les dynamiques de la mondialisation et/ou de la mise en réseau des territoires, mais aussi parce qu'ils se développent sur des territoires à la marge et que les activistes mobilisent les outils numériques pour essayer de les replacer au cœur des débats. Alors comment en Europe les disparités sociales, politiques et environnementales, les inégalités à différentes échelles alimentées par les processus de mondialisation ont-elles des effets sur l'émergence de résistances, de conflits, sur les capacités des groupes à se mobiliser depuis les marges pour la transformation des territoires ? Quel est alors le rôle des outils numériques au sein de ces mobilisations et conflits. Comment permettent-ils d'articuler le local et le global, le virtuel et le présentiel, les marges et les centres du pouvoir ? Et, sans succomber à l'optimisme technique, ces outils, cyber-mobilisations et conflits multiscalaires conduisent-ils à remettre les marges au cœur de la (ré)invention des territoires, ou au moins à peser sur les processus de prise de décision et à contrarier les configurations territoriales héritées ?

Après la vallée de la Suse en 2011, puis Notre-Dame-des-Landes en 2012, le Forum européen contre les « grands projets inutiles et imposé » (GPII) s'est tenu à Roșia Montană en Roumanie en 2014. La mobilisation « Sauvons Roșia Montană » est l'un des mouvements de contestation les plus longs depuis le retour de la

démocratie en Roumanie. Mais si le conflit a émergé dans les marges, à toutes les échelles, dans un village de montagne, dans les Monts Apuseni, à l'extrémité des Carpates, en Transylvanie, qui a longtemps été une marche entre la Hongrie et la Roumanie, dans une Roumanie longtemps éloignée des centres européens, ce n'est qu'avec l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, puis le soutien des grandes associations environnementales internationales, et enfin la mobilisation de la diaspora roumaine à l'échelle globale (Anonymous & Rufat, 2015) que le conflit a trouvé les leviers d'une mobilisation de grande ampleur permettant de peser sur les décisions politiques et territoriales (Velicu & Kaika, 2017). Même s'il existe des mines de métaux précieux depuis l'Antiquité dans la région, Roșia Montană accueille encore les plus grandes réserves d'or et d'argent non exploitées en Europe. En 1997, la multinationale canadienne Gabriel Resources, basée à Toronto, plus tard rebaptisée Rosia Montana Gold Corporation (RMGC), obtient une concession pour exploiter la plus grande mine à ciel ouvert d'Europe, en rasant une partie du village et de la montagne et en utilisant du cyanure pour extraire les métaux.

En 2000, la catastrophe de Baia Mare, plus au nord, à la frontière entre la Roumanie, la Hongrie et l'Ukraine, qualifiée de « pire désastre écologique en Europe de l'Est depuis Tchernobyl » est un accident minier : la société australienne d'exploitation aurifère Esmeralda Exploration déverse accidentellement 100 000 tonnes de cyanure dans la Tisza et le Danube suite à la rupture d'un barrage qui contenait des eaux contaminées, empoisonnant le Danube jusqu'à Belgrade en Serbie (Velicu *et al.*, 2017). Les habitants de Roșia Montană prennent conscience du danger et commencent à s'opposer au projet en avançant que la mine à ciel ouvert conduirait également à la destruction d'un millier de maisons et d'églises, de nombreux sites inscrits au patrimoine national, dont des galeries minières datant de l'ère romaine. En 2002, ils créent Alburnus Maior, une association pour défendre leur mode de vie, leurs droits et leur identité, contester les conditions discutables de l'appel d'offres remporté par Gabriel Resources 1997 et alerter la population sur les effets environnementaux du cyanure. Mais Gabriel Resources réagit en saturant les médias pour gagner le monopole sur le discours légitime, en faisant passer Roșia Montană pour un village pauvre, isolé et troublé, dernier bastion de communistes nostalgiques et/ou communauté manipulée par les écologistes occidentaux, tout en assenant que la mine est la seule piste de développement pour la région et que seul ce développement pourra dégager les ressources nécessaires pour protéger l'environnement (Velicu *et al.*, 2017). Dans le contexte d'intégration de la Roumanie à l'Union européenne et avec la transcription du droit européen, les recours juridiques portent leurs fruits : en 2007 les tribunaux roumains ordonnent la suspension du projet et des études d'impact complémentaires.

Le conflit environnemental connaît une nouvelle accélération en 2012, lorsque le nouveau gouvernement décide de faire du projet une « priorité nationale » pour passer outre la préservation du patrimoine et de l'environnement, sous pression de la multinationale canadienne qui a entamé plusieurs procès. Les militants mobilisent les outils numériques et les nouveaux dispositifs sociotechniques de participation et de collaboration pour changer d'échelle, d'abord en organisant des manifestations dans les grandes villes de Transylvanie puis à Bucarest, capitale de la Roumanie, ensuite en attirant l'attention des grandes ONG internationales comme Greenpeace, Mining-Watch, WWF, Friends of the Earth, Icomos, Europa Nostra, etc., enfin en utilisant les réseaux sociaux numériques à partir de l'été 2013 pour mobiliser la diaspora roumaine et faire porter leurs revendications à Bruxelles et jusqu'au siège social de la multinationale Gabriel Ressources, à Toronto au Canada. Cet appel à l'échelon européen, contre les arbitrages politiques nationaux, se traduit par une saisie de la Cour européenne de justice à Strasbourg et est suivi par un appel à l'échelon international, avec la demande de classement du site au patrimoine de l'Unesco. C'est aussi la mobilisation de ces outils numériques qui a permis aux militants roumains de faire le lien à l'échelle européenne avec le réseau des GPII, avec les activistes de Notre-Dame-des-Landes ou ceux opposés au tunnel Lyon-Turin. En 2016, le gouvernement roumain finit par reculer face à l'ampleur et à la durée des mobilisations et classe les alentours de Roșia Montană dans un rayon de deux kilomètres site historique d'intérêt national, ce qui exclut l'exploitation minière. Depuis 2016, ce gouvernement est en conflit avec Gabriel Resources devant l'International Court System (ICS), le tribunal d'arbitrage privé prévu par le traité transatlantique entre l'Union européenne et le Canada (CETA) : elle demande 4,5 milliards de dollars de dommages pour la suspension du projet minier, mais elle a été retirée de la cote de la Bourse de Toronto en 2018. La réussite de cette mobilisation multiscalaire et l'apprentissage de la coordination entre une cyber-mobilisation et de multiples protestations locales, à l'échelle globale, ont été le creuset de la maturation de la société civile en Roumanie (Velicu & Kaika, 2017), où la diaspora joue souvent un rôle majeur ; le même mode opératoire a ensuite été employé dans les conflits contre la corruption.

Les outils numériques et de nouveaux dispositifs socio-techniques de participation et de collaboration ont joué un rôle clé en facilitant les changements d'échelle, à partir des marges jusqu'à la coordination à l'échelle globale d'une multitude de protestations locales ciblées, par exemple devant toutes les ambassades de Roumanie partout dans le monde, toutes les semaines pendant l'été 2013. C'est par l'articulation entre une cyber-mobilisation *via* les outils numériques et une multiplication des contestations et actions sur des terrains ciblés que le conflit a été en mesure de peser sur les décisions politiques, de remettre les marges au centre de la production des territoires. C'est ce qui a permis aux militants roumains de se coordonner avec les activistes canadiens pour faire porter leurs revendications jusqu'au siège social de la multinationale. Ou de créer le message de la composition ci-dessus, comme sur des cartes postales venues des quatre coins du monde :

> « Roumains, le temps des changements est venu. Le futur nous appartient. Défendons notre patrimoine, notre histoire, notre environnement, et les habitants. Solidarité. Ensemble, mettons fin aux trahisons et à la corruption. Réveillez-vous, et impliquez-vous dès aujourd'hui. Tous ensemble, en pensées et en actions, sauvons ensemble Roșia Montană. »

RÉFÉRENCES

Anonymous, Rufat S., 2015, "Open Data, Political Crisis and Guerrilla Cartography", *ACME*, 14(1), p. 260-282.

Antolinos-Basso D., Paddeu F., Douay N., Blanc N., 2018, « Pourquoi le débat #EuropaCity n'a pas pris sur Twitter ? », *RESET*, n° 7.

Blanc N., Canabate A., Douay N., Escobar A., Paddeu F., 2017, « Mobilisations environnementales et dynamiques des territoires : le cas de Plaine Commune, communauté d'agglomération d'Ile-de-France », *VertigO*, 17(2).

Choplin A., Pliez O., 2018, *La mondialisation des pauvres. Loin de Wall Street et de Davos*, Paris, Seuil.

Cardon D., Granjon F., 2014, *Médiactivistes,* Paris, Presses de Sciences Po.

Douay N., 2014, « Mouvements sociaux numériques et aménagement de l'espace », *Informations sociales*, n° 5, p. 123-130.

Mabi C., 2016, « Luttes sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, n° 2, p. 111-130.

Pailloux A. L., Ripoll F., 2019, « Géographie(s) des mobilisations. Explorer la dimension spatiale de l'action collective », *Carnets de géographes*, n° 12.

Sébastien L., Milanesi J., Pelenc J., 2019, « Résister aux projets d'aménagement, politiser les territoires », *VertigO*, 19(1).

Velicu I., Kaika M., 2017, "Undoing Environmental Justice: Re-Imagining Equality in the Rosia Montana Anti-Mining Movement", *Geoforum*, n° 84, p. 305-315.

L'AUTEUR

Samuel Rufat
Université de Cergy-Pontoise – Institut universitaire de France
samuel.rufat@u-cergy.fr

AUTEURE
Audrey SÉRANDOUR

Marges mondialisées et dynamiques de régionalisation : reconfigurations socio-spatiales autour des gisements lithinifères andins

RÉSUMÉ
À la frontière entre Argentine, Bolivie et Chili, les flux et logiques de la mondialisation provoquent des reconfigurations spatiales liées à la mise en valeur d'une ressource : le lithium. Les espaces émergeant de ces transformations peuvent être considérés comme des « marges mondialisées », c'est-à-dire des espaces intégrés dans un processus productif mondialisé mais demeurant de simples pourvoyeurs de matières premières dépendants du marché international. En ce sens, la mondialisation constitue bien un processus de différenciation spatiale, basé sur la spécialisation productive des territoires. Elle s'organise autour de centres d'impulsion et de réseaux, qui concentrent les flux économiques et lieux de pouvoir tout en accentuant la marginalité d'autres espaces. Ces derniers se transforment également, mais selon d'autres modalités. En l'occurrence, dans les marges composant le « triangle du lithium », la proximité géographique constitue un élément déterminant dans les transformations engendrées par la mondialisation ; l'une des reconfigurations spatiales observées prend la forme d'une régionalisation des échanges autour du lithium.

MOTS CLÉS
lithium, marges, mondialisation, Andes, ressource

ABSTRACT
At the border between Argentina, Bolivia and Chile, the flows and logics of globalisation are leading to spatial reconfigurations in relation to the exploitation of lithium. The spaces emerging from these transformations can be considered as "globalised margins", *i.e.* spaces that are integrated into a globalised production process, but remain mere suppliers of raw materials, dependent on the international market. In this sense, globalisation is indeed a process of spatial differentiation, based on the productive specialisation of territories. It is organised around points of impetus and networks that concentrate economic flows and places of power while accentuating the marginality of other spaces. These spaces are also being transformed, yet in other ways. In the case of the margins that make up the "lithium triangle", geographical proximity is a determining factor in the transformations brought about by globalisation. One of the observed spatial reconfigurations takes the form of a regionalisation of exchanges around lithium.

KEYWORDS
Lithium, Edges, Globalisation, Andes, Resource

À la frontière entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, les flux et logiques de la mondialisation provoquent des reconfigurations spatiales liées à la mise en valeur d'une ressource : le lithium. Les espaces émergeant de ces transformations peuvent être considérés comme des « marges mondialisées ». Par cette expression, nous désignons des espaces intégrés dans un processus productif mondialisé, mais demeurant de simples pourvoyeurs de matières premières, dépendants du marché international. En ce sens, la mondialisation constitue bien un processus de différenciation spatiale basé sur la spécialisation productive des territoires. Elle s'organise autour de centres d'impulsion et de réseaux qui concentrent les flux économiques et lieux de pouvoir, tout en accentuant la marginalité d'autres espaces. Ces derniers se transforment également, mais selon d'autres modalités. En l'occurrence, dans les marges composant le « triangle du lithium », la proximité géographique constitue un élément déterminant dans les transformations engendrées par la mondialisation. Et l'une des reconfigurations spatiales observées prend la forme d'une régionalisation des échanges autour du lithium.
L'objet de cette communication est de présenter les résultats d'une thèse doctorale sur le « triangle du lithium » (Argentine, Bolivie, Chili). Notre recherche se situe dans le champ de la géographie politique (Raffestin, 1980), proposant une réflexion à l'articulation de la géographie des ressources (Redon *et al.*, 2015) et de l'étude

des dynamiques de production de territoires régionaux dans le cadre de la mondialisation (Gana & Richard, 2014). Il s'agit de questionner l'impact de la construction des ressources et de leur exploitation sur les territoires où se situent les gisements. Cette recherche se base sur un matériel qualitatif composé de plus de 170 entretiens semi-directifs menés lors de cinq enquêtes de terrain réalisées entre 2015 et 2018 auprès d'une diversité d'acteurs (institutionnels, entrepreneuriaux, universitaires, associatifs, communautaires, etc.) dans le « triangle du lithium ».

1. LE LITHIUM, UNE RESSOURCE PARTICIPANT À L'INTÉGRATION DES MARGES DANS LA MONDIALISATION

1.1. Un intérêt mondial pour le lithium andin

La perspective de transition énergétique et le développement de nouvelles technologies de production, d'accumulation et de consommation de l'énergie provoquent un intérêt croissant pour le lithium depuis le début des années 2000. En effet, ce métal alcalin répond à l'un des principaux enjeux de la transition énergétique : le stockage de l'énergie électrique, aussi bien pour assurer le fonctionnement des véhicules électriques que pour tirer profit des centrales éoliennes ou photovoltaïques.

Dans ce contexte, les acteurs industriels, investisseurs internationaux et responsables gouvernementaux cherchent à sécuriser leurs approvisionnements en lithium. Or, les principales réserves mondiales de ce métal se situent en Amérique du sud. En effet, l'Argentine, la Bolivie et le Chili concentreraient 60 % des ressources de la planète (BRGM, 2017). L'augmentation de la demande en lithium sur le marché mondial provoque donc une multiplication des projets extractifs sur le continent sud-américain.

1.2. L'insertion de marges dans des réseaux globaux

L'expression « triangle du lithium » permet de désigner l'espace transfrontalier entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili où se situent les gisements lithinifères, qui prennent la forme de déserts de sel, les *salares*, situés sur les hauts plateaux andins entre 2 500 et 4 500 mètres d'altitude. Les *salares* se trouvent aux confins de leurs territoires nationaux respectifs, loin des principaux foyers de peuplement, des centres décisionnels et des dynamiques économiques nationales. Cet éloignement se mesure tant en distance qu'en temps de trajet et résulte à la fois d'une histoire d'occupation territoriale et des logiques d'aménagement des trois États concernés. Finalement, le « triangle du lithium » est composé de marges, c'est-à-dire des espaces périphériques caractérisés par un fort degré d'autonomie par rapport au centre (Prost, 2004), résultant d'une construction sociale et d'une trajectoire historique (Perrier Bruslé, 2014) de mise à distance.

L'implantation de projets d'extraction de lithium dans ces marges andines intègre ces espaces dans un processus productif mondialisé. En effet, l'extraction de la ressource a comme finalité l'exportation et sa mise en place est donc conditionnée par des facteurs tels que les prix du marché ou les stratégies d'entreprises transnationales. L'exploration et l'extraction minières ne constituent que les premières étapes de la chaîne de valeur du métal. Les espaces extractifs sont ainsi intégrés dans des réseaux mondiaux de production et de commercialisation, qu'ils alimentent en ressources et dont ils font intrinsèquement partie.

1.3. Le « triangle du lithium », un espace composé de marges mondialisées

Au travers de ces réseaux, les marges composant le « triangle du lithium » sont intégrées à l'espace mondial (Dollfus, 2007). Des facteurs de cohérence entre marges et espace mondial émergent, tels que des normes juridiques et techniques, des discours politiques et des représentations sociales. Local et global étant désormais indissociables (Ghorra-Gobin, 2016), les actions et décisions extérieures à un espace peuvent l'affecter autant que les faits internes.

L'intégration à la mondialisation constitue une transformation conséquente du système spatial que représentent les marges lithinifères argentines, boliviennes et chiliennes. Nous l'exprimons par la formule de « marges mondialisées », qui permet de souligner l'absence de changement de nature de ces espaces tout en exprimant les transformations impliquées par l'insertion dans des logiques, des flux et des réseaux globaux. Les configurations socio-spatiales héritées sont à la fois renforcées – les marges demeurent en marge – et contrariées – les marges subissent une forme d'intégration incomplète. En affinant notre définition de la marge et des registres de marginalité, nous montrerons quelles sont les caractéristiques socio-spatiales d'une marge mondialisée et appliquerons cette réflexion théorique à notre cas d'étude.

2. DES MARGES MONDIALISÉES AUX DYNAMIQUES DE RÉGIONALISATION : DES MARGES CRÉATRICES ?

2.1. La prégnance des relations de proximité dans les marges mondialisées

La particularité des marges composant le « triangle du lithium » réside dans le fait qu'elles sont mutuellement frontalières. Or, dans le cadre de la mondialisation, la proximité géographique continue de jouer un rôle déterminant dans les échanges économiques, les pratiques socio-spatiales ou encore les circulations d'acteurs (Hettne & Söderbaum, 2000). Notre recherche a permis de mettre en évidence la manière dont l'insertion des marges andines dans des réseaux mondiaux entraîne des dynamiques de régionalisation, cette dernière étant entendue comme un processus d'augmentation des flux et échanges entre espaces voisins, qu'il émane d'une volonté politique ou de pratiques spontanées.

Entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, aucune initiative d'intégration régionale « par le haut » n'est parvenue à se concrétiser. En revanche, une forme de régionalisation émerge « par le bas » émanant d'acteurs non étatiques, comme les universitaires, les populations locales et les entreprises extractives. La mondialisation du lithium façonne leurs pratiques et leur espace d'action, qui se déploie à l'échelle régionale. Les universitaires travaillant sur le lithium organisent des échanges académiques transfrontaliers, à travers des coopérations bilatérales formelles et l'organisation d'événements scientifiques conjoints. De même, face à la multiplication des projets extractifs, les populations locales réactivent leurs réseaux d'interconnaissance transfrontaliers afin de partager leurs expériences de voisinage avec les firmes transnationales, que ce soit pour négocier leur position dans la régulation de la ressource ou contester l'exploitation des *salares*. Enfin, les entreprises extractives structurent cet espace transfrontalier par la consolidation d'infrastructures et d'axes de transports, ainsi que la structuration de réseaux d'acteurs.

2.2. Le « triangle du lithium », fabrique d'un territoire régional

Les flux de la mondialisation façonnent les marges lithinifères andines en faisant émerger de nouveaux facteurs de cohérence entre elles. Cela participe à la constitution de nouveaux réseaux macrorégionaux, tels que ceux des acteurs universitaires, qui viennent ainsi dépasser les structures d'organisation territoriale classiques de l'échelle nationale. Cela participe également à la réactivation d'autres réseaux, comme ceux des communautés indigènes. En effet, ces dernières revendiquent l'affiliation et l'appartenance à un peuple pré-hispanique transcendant les frontières nationales et se définissent comme *Atacameños*. Leurs échanges autour du lithium se basent ainsi sur une configuration socio-spatiale héritée et le renforcement de cette identité territoriale régionale.

Finalement, les acteurs précédemment mentionnés trouvent dans l'échelle régionale un espace d'action, voire d'émancipation, qu'ils ont intégré dans leurs stratégies. Pour chacun, la régionalisation des échanges autour du lithium traduit spatialement des processus d'affirmation de leurs intérêts, qui passent parfois par l'émancipation de contraintes nationales. Ainsi, les chercheurs passent outre l'incapacité de leurs gouvernements à institutionnaliser les échanges académiques à l'échelle régionale et construisent leurs propres arènes de dialogues scientifiques. De même, les communautés indigènes organisent leur lutte contre les exploitations dans un espace d'action où elles sont davantage audibles qu'à l'échelle nationale. Enfin, les entreprises transnationales répondent à des intérêts économiques, pour lesquels elles cherchent à s'émanciper des logiques de souveraineté nationale et à façonner un espace technique et infrastructurel régional efficient.

2.3. La dimension temporelle des processus territoriaux

Depuis les années 2000, les flux mondiaux du lithium ont provoqué la fabrique d'un territoire régional à la frontière entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, qui n'émerge toutefois pas de manière inopinée puisqu'il s'ancre dans des territorialités et des configurations socio-spatiales préexistantes, certaines étant parfois antérieures à la trajectoire de marginalisation de ces espaces. Les processus de mondialisation et les dynamiques de régionalisation s'articulent à des réseaux territoriaux évolutifs dans le temps.

Cette dimension évolutive des territoires rejoint notre acception relationnelle de la marge, conçue comme un espace situé dans le temps, qui n'existe que dans un contexte. De ce fait, c'est « l'évolution du système spatial dans le temps qui la dévoile et la fait exister » (Prost, 2004 : 178). Toute marge étant liée à une conjoncture, à la fois économique, politique et sociale, des inflexions de trajectoire demeurent possibles. C'est ce que l'on observe en particulier avec les marges mondialisées, comme nous les avons nommées.

Composé de marges mondialisées frontalières, le « triangle du lithium » constitue un espace privilégié d'observation de l'articulation entre processus de mondialisation et dynamiques de régionalisation. Il peut être appréhendé comme une « marge créatrice », dans le sens où il devient effectivement une fabrique territoriale, conditionnée à la fois par la mondialisation d'une ressource et des relations de proximité entre acteurs.

RÉFÉRENCES

BRGM, 2017, *Fiche de synthèse sur la criticité des matières premières minérales. Le lithium*, Paris.
Dollfus O., 2007, *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « La bibliothèque du citoyen » [3e éd.].
Gana A., Richard Y., 2014, *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global / local*, Paris, Karthala–IRMC.
Ghorra-Gobin C., 2016, « S'approprier le "local-global" », *Tous urbains*, 14(2), p. 8-9.
Hettne B., Söderbaum F., 2000, "Theorizing the Rize of Regionness", *New Political Economy*, 5(3), p. 457-472.
Perrier Bruslé L., 2014, "Dinámicas territoriales en un margen boliviano. El Norte La Paz en la encrucijada de la integración", *in* L. Perrier Bruslé et B. Gozálvez (dir.), *El Norte La Paz en la encrucijada de la integración. Juegos de actores y de escala en un margen boliviano*, La Paz, IDH–DIPGIS–UMSA–IRD, p. 31-54.
Prost B., 2004, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, 79(2) [en ligne : journals.openedition.org/geocarrefour/695, consulté le 05/08/2020].
Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques.
Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie E. (dir.), 2015, *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne.

L'AUTEURE

Audrey Sérandour
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Prodig
audrey.serandour@etud.univ-paris1.fr

CO-PORTEURS
Guillaume CHEVILLARD
(Irdes) & Stéphane RICAN
(Ladyss)

Session C Inégalités de santé. Appréhender les logiques spatiales et temporelles des changements sanitaires

La mesure des inégalités de santé (état de santé de la population, exposition aux risques, accessibilité aux soins, etc.), la compréhension des mécanismes sociaux et territoriaux à l'œuvre dans la production et la persistance de ces inégalités, ainsi que les actions à envisager pour lutter contre, constituent des entrées incontournables de l'analyse des liens entre territoires et santé. Elles impliquent de mieux appréhender les conditions sociales, environnementales, économiques, culturelles et/ou politiques à réunir pour produire du changement sanitaire et réduire ces inégalités. De nombreuses questions méthodologiques accompagnent l'intégration de la dimension temporelle dans la compréhension d'une situation sanitaire observée en un lieu donné à un moment donné. Elles concernent l'articulation de différents intervalles de temps associées aux multiples déterminants participant à la situation observée et les modèles de temporalité auxquels se réfèrent les schémas explicatifs (temps cyclique/linéaire, boucles de rétroaction, points de rupture, etc.). Il convient aussi de réfléchir aux outils rendant compte des dynamiques spatio-temporelles (cartographie, modélisations, approches biographiques), aux indicateurs (e.g. indices de disparités, de corrélations ou de ségrégations spatiales), ainsi qu'aux fluctuations temporelles des cadres d'analyse socialement et scientifiquement construits (zonages, catégories médicales, etc.). Ces étapes sont nécessaires pour questionner notamment les moyens de saisir les inflexions dans des dynamiques en cours (e.g. une intervention publique), la diffusion spatio-temporelle d'une innovation sanitaire, la maîtrise des temporalités par les différents acteurs du changement ou bien encore pour mener des projections sur une situation donnée. Cette session vise à recueillir des travaux étudiant ces différents enjeux.

DISCIPLINES CIBLÉES
démographie, économie, épidémiologie, histoire, géographie, sociologie

Health Inequalities: Understand the Spatial and Temporal Logics of Changes in Health

Measuring health inequalities (e.g. health status, risk exposure, healthcare access, quality of care, etc.), explaining their origin and persistence and proposing measures to reduce them are essential when it comes to analysing the links between health and place. This approach involved achieving a better understanding of the social, environmental, economic, cultural and politic conditions that conduce to changes in health in order to reduce inequalities. Many methodological issues are raised by the integration of the temporal dimension in the understanding of health situations observed in a given place and time. One such issue concerns gaining an understanding of the different time-steps associated with the multiple factors involved in the situation under study and the temporal models to which the explanatory diagrams refer (cyclical/linear time, feedback loops, breaking points, etc.). It is also important to take into account the tools available for studying spatio-temporal dynamics (mapping, modelling, biographical approaches) as well as the indicators (e.g. spatial segregation index) and also temporal fluctuations in socially and scientifically constructed frameworks (e.g. zoning, social categories, medical categories, etc.). These steps are necessary to explore, for example, ways of capturing shifts in current dynamics (e.g. state intervention), the spatiotemporal dissemination of health innovations (telemedicine, standards of best practices, etc.), the management of different timescales by the various agents of change or in order to make projections regarding the future of a given situation. This session aims to bring together work that contributes to the various issues raised by this dynamic approach to the relations between health and place.

TARGETED DISCIPLINES

Demography, Economics, Epidemiology, History, Geography, Sociology

Desigualdades de salud. Comprender las lógicas espaciales y temporales de los cambios en la salud

La medición de las desigualdades en salud (estado de salud de la población, exposición a riesgos, acceso a la atención, etc.), la comprensión de los mecanismos sociales y territoriales que entran en juego en la producción y la persistencia de estas desigualdades, así como las acciones a considerar para enfrentarlas, constituyen claves esenciales para el análisis de los vínculos entre territorios y salud. Implican una mejor comprensión de las condiciones sociales, ambientales, económicas, culturales y/o políticas que deben cumplirse para producir un cambio en la salud y reducir estas desigualdades. Diversas preguntas metodológicas van acompañando la integración de la dimensión temporal en la comprensión de una situación de salud observada en un lugar determinado en un momento dado. Se refieren a la articulación de diferentes intervalos de tiempo asociados con los diversos determinantes que participan de la situación observada y los modelos de tiempo a los que se refieren los diagramas explicativos (tiempo cíclico/lineal, bucles de retroalimentación, puntos de interrupción, etc.). También es importante reflexionar sobre las herramientas que permitan dar cuenta de la dinámica espacio-temporal (cartografía, modelado, enfoques biográficos), indicadores (por ejemplo, índices de disparidades, correlaciones o segregaciones espaciales), así como de las fluctuaciones temporales de los marcos de análisis que se construyen social y científicamente (zonificación, categorías médicas, etc.). Estos pasos son necesarios para cuestionar en particular las formas de comprender las inflexiones en las dinámicas actuales (por ejemplo, una intervención pública), la difusión espacio-temporal de una innovación sanitaria, el dominio de las temporalidades por parte de los diferentes actores del cambio o incluso para elaborar proyecciones acerca de una situación precisa. Esta sesión tiene como objetivo recopilar trabajos que analicen estos diferentes problemas.

DISCIPLINAS CONSIDERADAS

Demografía, economía, epidemiología, historia, geografía, sociología

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Andrews G.J., 2017, " 'Running Hot': Placing Health in the Life and Course of the Vital City", *Social Science & Medicine*, n° 175, p. 209-214.

Coste J., Fantini B., Lambrichs L. (dir.), 2016, *Le concept de pathocénose de M. D. Grmek. Une conceptualisation novatrice de l'histoire des maladies*, Paris, Droz.

Cummins S., Curtis S., Diez Roux A.V., Macintyre S., 2007, "Understanding and Representing 'Place' in Health Research: A Relational Approach", *Social Science & Medicine*, n° 65, p. 1825-1838.

Elissalde B., 2000, « Géographie, temps et changement spatial », *L'Espace géographique*, n° 29, p. 224-236 [en ligne : www.persee.fr/doc/spgeo_0046-2497_2000_num_29_3_2008]

Lekkas P., Paquet C., Howard N.J., Daniel M., 2017, "Illuminating the Life Course of Place in the Longitudinal Study of Neighbourhoods and Health", *Social Science & Medicine*, n° 177, p. 239-247.

Pumain D., 1998. « La géographie saurait-elle inventer le futur ? », *Revue européenne des sciences sociales*, XXXVI (110), p. 53-69.

Rican S., Vaillant Z., 2017, « Investiguer le rôle du territoire dans l'analyse des inégalités sociales de santé ? », *in* T. Lang et V. Ulrich (coord.), *Les inégalités sociales de santé. Actes du séminaire de recherche de la DREES 20152016*, DREES, p. 44-60.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Erick DE OLIVEIRA FARIA – Indice de pénurie de médecins comme méthode d'évaluation espace-temps du programme *Mais Médicos* à Belo Horizonte, Minas Gerais (Brésil)

– Fanny DUCHAINE, Guillaume CHEVILLARD, Julien MOUSQUES – L'impact des zonages déficitaires sur l'évolution des disparités territoriales d'infirmiers libéraux en France entre 2006 et 2016

– Julie FREYSSENGE, Florent RENARD, Anne-Marie SCHOTT, Carlos EL KHOURY, Karim TAZAROURTE – L'accident vasculaire cérébral : caractériser les inégalités de répartition en vallée du Rhône à l'aide d'outils géographiques

– Jenny GARCIA – *The Urban Bias in Causes-of-Death Patterns in Latin America*

– Nubia Janeth RUIZ – *Mortalidad por desnutrición en niños y su relación con los determinantes territoriales* (Colombia, 2003-2012)

– Stéphane Brice SEUKAM KOUENKAP, Lionel NOGUE NZOUWO – Inégalités de chances d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun entre 2000 et 2014

AUTEUR
Erick DE OLIVEIRA FARIA

Indice de pénurie de médecins comme méthode d'évaluation espace-temps du programme *Mais Médicos* à Belo Horizonte, Minas Gerais (Brésil)

RÉSUMÉ
Pour parvenir à un système de santé capable de réaliser l'universalisation à tous les niveaux, il est essentiel que l'organisation spatiale de la santé prenne en compte les aspects sociaux et locaux. En tant qu'un des domaines d'étude de la géographie, la géographie de la santé implique l'analyse spatiale des services de santé du point de vue de l'urbanisme et peut fournir des éléments essentiels pour une meilleure organisation spatiale et la garantie de l'équité et de l'universalité d'accès aux soins. Visant la nécessité de créer des mécanismes capables d'évaluer simultanément la disponibilité des professionnels de la santé pour ceux qui en ont le plus besoin, le présent travail a cherché, à partir de l'application d'un indice, à évaluer la disponibilité des professionnels en soins de santé primaires à l'échelle intra-urbaine, en adoptant les domaines d'application des centres de santé de la ville de Belo Horizonte (Brésil) en tant qu'unité d'étude spatiale.

MOTS CLÉS
inégalités de santé, Belo Horizonte, Brésil, indice de pénurie de médecins, analyse spatiale

ABSTRACT
To achieve a health system able to achieve universalisation at all levels, it is essential that health spatial organisation takes into account social and local aspects. Being one of the branches of geography, currently called health geography, the spatial analysis of health services from the point of view of urban planning can provide essential elements for a better spatial organisation and to guarantee equity and universality of access to healthcare. Aiming for the need to create mechanisms capable of simultaneously assessing the availability of health professionals for those who need it most, this work sought to apply an index to assess the availability of professionals in primary health care on an intra-urban scale, adopting the fields of application of the health centres of the city of Belo Horizonte (Brazil) as a unit of spatial study

KEYWORDS
Health Inequalities, Belo Horizonte, Brazil, Physicians Shortage Index, Spatial Analysis

RESUMEN
Para lograr un sistema de salud capaz de lograr la universalización en todos los niveles, es esencial que la organización espacial de la salud tenga en cuenta los aspectos sociales y locales. Al ser uno de los campos de estudio de la geografía, actualmente llamada geografía de la salud, el análisis espacial de los servicios de salud desde el punto de vista de la planificación urbana puede proporcionar elementos esenciales para la mejor organización espacial y la garantía de equidad y universalidad del acceso a la atención. Con el objetivo de crear mecanismos capaces de evaluar simultáneamente la disponibilidad de profesionales de la salud para quienes más lo necesitan, este trabajo buscó aplicar un índice para evaluar la disponibilidad de los profesionales de la salud. salud en atención primaria de salud a escala intraurbana, adoptando los campos de aplicación de los centros de salud de la ciudad de Belo Horizonte (Brasil) como unidad de estudio espacial.

PALABRAS CLAVES
Desigualdades de salud, Belo Horizonte, Brasil, índice de escasez de médicos, análisis espacial

INTRODUCTION

À la recherche de l'universalisation de l'accès à la santé, les politiques publiques promues par l'État organisent la santé pour un accès équitable, c'est-à-dire rapprochant les services de santé du citoyen par l'équipement et les professionnels de la santé, en particulier les médecins dans les régions considérées comme insuffisantes

voire négligées en termes d'actions étatiques. L'étude de l'accès à ces espaces nécessite, face aux innombrables défis présents dans la géographie de la santé, l'évaluation de la présence de l'inégalité de l'offre et des services de santé dans les grands centres urbains. C'est une nouvelle étape dans laquelle la géographie, à travers ses méthodes d'analyse, peut contribuer à trouver des réponses sur les espaces urbains et la distribution spatiale des ressources physiques et humaines.

L'analyse spatiale est en mesure de fournir des résultats concernant l'efficacité de l'installation d'équipements de santé en intégrant plusieurs variables. L'analyse spatiale des services de santé et l'identification d'un cadre de ségrégation pour les services peuvent servir de base aux gouvernements pour évaluer l'efficacité de leurs politiques jusqu'à présent ; ils peuvent aussi éclaircir des questions sur l'allocation des ressources, qu'elles soient attribuées aux régions qui en ont le plus besoin ou non.

Au Brésil, l'inégalité sociale dans les métropoles ne se limite pas à la différence de revenus, mais aussi à l'accès aux services publics, comme la santé. *A priori*, le système de santé public et universel mis en place par le gouvernement brésilien doit d'offrir aux habitants l'accès aux soins de santé sans distinction de classe. Bien qu'il s'agisse de l'une des tâches de l'État brésilien, certains ouvrages comme Girardi *et al*. (2010) soulignent des inégalités dans l'offre de médecins sur le territoire national. Ces différences sont dues à certains facteurs liés à la taille du territoire brésilien, à la difficulté d'employer des médecins et de les maintenir dans des lieux socio-économiquement vulnérables.

Une solution trouvée par le ministère de la Santé pour l'affectation des médecins dans les régions éloignées et dangereuses a été la création d'un programme intitulé *Mais Médicos* (Plus de médecins) couplé à l'offre croissante de cours de médecine et « l'importation » de médecins de Cuba. Le programme visait à fournir des médecins brésiliens et étrangers pour travailler à plein temps dans les soins de santé primaires.

La municipalité de Belo Horizonte, capitale de l'état du Minas Gerais au Brésil, a accueilli 53 médecins dans le cadre de ce programme, qui ont été répartis parmi les districts sanitaires selon les critères établis par le secrétariat de Santé municipale. Le travail de Girardi *et al*. (2016) a montré l'impact du programme *Mais Médicos* sur la réduction de la pénurie des médecins dans les municipalités au Brésil, en particulier les municipalités les plus pauvres. Cependant, une analyse au niveau municipal ne suffit pas en raison des dimensions de cette grande métropole. Une analyse plus fine doit être faite au sein de la municipalité pour évaluer si les zones qui ont reçu des médecins sont en fait celles qui en ont vraiment besoin.

Par ailleurs, il ne suffit pas de compter le nombre de médecins, il est important de considérer d'autres dimensions, telles que la caractéristique socio-économique de la zone de couverture, les distances à parcourir par les patients, le besoin de médecins dans cette zone et bien sûr la disponibilité de professionnels.

Cette étude visait à adapter et appliquer la méthodologie de Girardi *et al*. (2010) à l'intérieur de la ville de Belo Horizonte, pour évaluer l'impact du programme *Mais Médicos* dans la municipalité avant et après le programme.

1. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie proposée dans ce projet a été utilisée et validée dans différents contextes spatiaux, au Canada par Pong et Pitblado (2005) et au Brésil par Girardi *et al*. (2010). Le tableau 1 est un résumé des indicateurs utilisés, la source, date de référence et l'unité spatiale.

Tableau 1. Résumé des indicateurs utilisés

Source de données	Indicateur / variable	Date de référence	Unité spatiale
Registre national des établissements de santé	Nombre de médecins, emplacement des établissements	2015	Zone d'établissement de santé de Belo Horizonte
Système d'information sur les naissances vivantes	Taux de mortalité infantile	2015	District sanitaire de Belo Horizonte
Institut brésilien de géographie et de statistique	Estimation de la population	2015	Zone d'établissement de santé de Belo Horizonte
Cadastre unique du gouvernement fédéral	Indicateur socio-économique	2015	Zone d'établissement de santé de Belo Horizonte
Algorithme de Google Maps, à partir des adresses du Registre national des établissements de santé	Distance aux services de santé	2017	Zone d'établissement de santé de Belo Horizonte

Le tableau 2 est un résumé de la classification des indicateurs et de la note respective qui leur est attribuée. Le premier indicateur – nombre d'habitants par médecin en soins de santé primaires équivalant à l'équivalent temps plein (ETP), c'est-à-dire équivalant 40 heures par semaine de travail – se réfère à un ratio minimum médecins / habitants ; le ratio de 1 médecin pour 3 000 habitants est idéal selon le ministère de la Santé du Brésil (2001).

L'indicateur du taux de mortalité infantile a pour référence le taux de mortalité infantile total de la municipalité. À partir de cet indicateur, il est possible d'identifier les régions les plus vulnérables en termes de santé publique, puisqu'il s'agit d'un indicateur internationalement utilisé qui permet de mesurer la qualité de la santé.

L'indicateur socio-économique est déterminé en fonction des critères d'éligibilité pour les personnes extrêmement pauvres. Cet indicateur est important pour identifier la vulnérabilité économique régionale ; il permet également d'identifier les régions où le nombre d'habitants dépendant du service de santé publique est supérieur à la moyenne.

Enfin, l'indicateur de distance, en minutes, mesure la moyenne de la résidence du patient jusqu'au service public de santé plus proche.

Tableau 2. Résumé des indicateurs par degrés et échelles qui composeront l'indice de pénurie médicale à Belo Horizonte sur l'échelle intra-municipale

Indicateurs	Degrés	Échelles
Nombre d'habitants par médecin en soins de santé primaires équivalent temps plein (ETP)	0	1 médecin pour 3 000 habitants ou moins
	1	1 médecin pour 3 000 à 4 000 habitants
	2	1 médecin pour 4 000 à 5 000 habitants
	3	1 médecin pour 5 000 à 10 000 habitants
	4	1 médecin pour 10 000 à 15 000 habitants
	5	1 médecin pour plus de 15 000 habitants ou absence de médecins
Taux de mortalité infantile (TMI)	0	TMI[1] en dessous de l'IMR[2] municipal
	1	TMI jusqu'à 10 % au-dessus de l'IMR municipal
	2	TMI de 10 % à 25 % au-dessus de l'IMR municipal
	3	TMI de 25 % à 50 % au-dessus de l'IMR municipal
	4	TMI de 50 % à 100 % au-dessus de l'IMR municipal
	5	TMI plus de 100 % au-dessus de l'IMR municipal
Proportion de personnes dans l'extrême pauvreté	0	Moins de 10 % des personnes dans l'extrême pauvreté
	1	De 10 % à 20 % personnes dans l'extrême pauvreté
	2	De 20 % à 30 % de personnes dans l'extrême pauvreté
	3	De 30 % à 40 % de personnes dans l'extrême pauvreté
	4	De 40 % à 50 % de personnes dans l'extrême pauvreté
	5	Plus de 50 % de personnes dans l'extrême pauvreté
Distance moyenne, en minutes, au centre de santé publique le plus proche	0	Jusqu'à 15 minutes
	1	16 à 30 minutes
	2	31 à 45 minutes
	3	46 à 60 minutes
	4	61 à 120 minutes
	5	Plus de 120 minutes

Source : adapté de Girardi *et al.* (2010)

Après avoir attribué les notes à chaque indicateur, les valeurs ajoutées correspondent à une échelle de l'indice de pénurie médicale (tabl. 3).

1 TMI : taux de mortalité infantile.
2 IMR : indice de mortalité de référence.

Tableau 3. Encadrement de l'indice de pénurie médicale à Belo Horizonte à l'échelle intra-municipale

Plage d'index	Classification
1 à 4	traces
5 à 8	Faible
9 à 12	Modéré
13 à 16	Élevé
17 à 20	Sévère

Source : adapté de Girardi *et al.*, (2010)

La méthodologie a été appliquée en tenant compte de deux scénarios : l'un avec les médecins du programme *Mais Médicos* et l'autre sans. Le domaine d'analyse choisi était les zones de couverture des centres de santé (CS) de Belo Horizonte définies par SES-BH (2010).

2. RÉSULTATS ET DISCUSSION

Dans le scénario avec les médecins du programme à Belo Horizonte, parmi les 142 zone de couverture du centre de santé (ZCCS) de la ville, 33 (23,2 %) montraient des traces de rareté de la pénurie, 6 (4,2 %) étaient classées comme de faible rareté, et 103 (72,5 %) étaient classées avec aucun degré de rareté. Aucun n'a été classé comme ayant des pénuries modérées, élevées et graves au cours de la période analysée.

Les résultats obtenus montrent qu'aucun scénario de concentration spatiale ne s'est produit dans aucune région ou district sanitaire de la ville de Belo Horizonte (fig. 1).

À travers les résultats obtenus selon l'indice de pénurie dans la ville de Belo Horizonte, le cadre de vulnérabilité sociale est la conséquence des politiques publiques sociales et de santé, notamment dans la fourniture de médecins.

Figure 1. Indice de pénurie médicale avec les médecins du programme *Mais Médicos*, Belo Horizonte, 2015

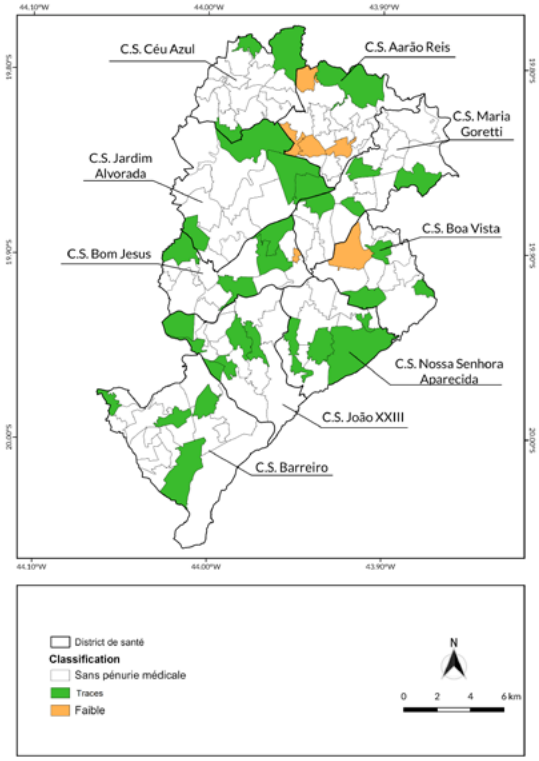
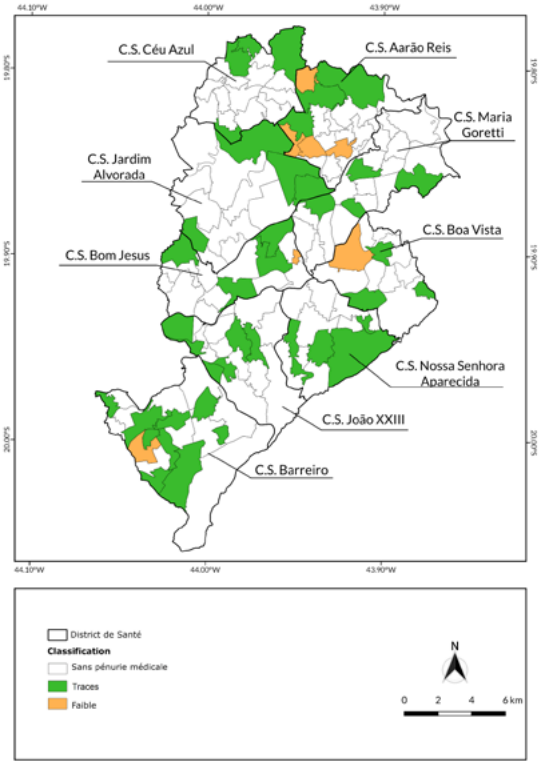


Figure 2. Indice de pénurie médicale sans les médecins du programme *Mais Médicos*, Belo Horizonte, 2015



Dans le scénario avec les médecins du programme *Mais Médicos* les résultats obtenus indiquent que les districts sanitaires CS Aarão Reis et CS Barreiro ont été les plus favorisés par le programme, car ce sont les régions où la désignation de l'indice de pénurie médicale a augmenté.

Même après la simulation de l'indice sans la présence de médecins du programme, la municipalité de Belo Horizonte a présenté des zones classées avec des traces et une faible pénurie, ce qui représente un aspect positif car la municipalité ne semble pas ressentir la fin du programme. Son importance est cependant majeure, car il a permis de transférer des médecins dans des quartiers éloignés du centre-ville avec des antécédents de pauvreté et de conflits sociaux. Ces zones sont problématiques non seulement par leur contexte social, mais aussi en ce qui concerne l'affectation des médecins qui ne souhaitent normalement pas travailler dans ces lieux.

Les résultats obtenus ici ne concernent que les médecins en soins de santé primaires, c'est-à-dire qui constituent la base du système de santé et le principal objectif des politiques de santé du Brésil. Même si Belo Horizonte n'a pas présenté une image critique de la pénurie de professionnels de la santé, il reste des défis pour la municipalité pour universaliser le système de santé. S'il ne résoud pas ce manque de médecins et d'autres problèmes de nature plus qualitative, le Brésil n'arrivera pas à atteindre les normes d'égalité en matière de santé.

D'autres questions liées aux soins secondaires se posent également, car il s'agit d'un secteur où les médecins spécialistes travaillent dans une « perspective » de marché totalement différente de celle des médecins généralistes.

Le gouvernement est le principal responsable et le seul capable de faire en sorte que des soins de santé soient dispensés aux populations pauvres et périphériques, loin des grands centres. Les programmes de fourniture de médecins dans les zones reculées sont des mesures efficaces pour réduire les inégalités, en particulier l'inégalité dans la prestation des services de santé.

3. CONSIDÉRATIONS FINALES

Les résultats obtenus dans la présente étude représentent un fait très positif puisqu'ils nous permettent de déduire que la municipalité de Belo Horizonte a une disponibilité des médecins satisfaisante en matière de soins de santé primaires. Le fait qu'aucune zone couverte par les centres de santé n'ait atteint les niveaux supérieurs de pénurie, selon la méthodologie utilisée, est un fait positif pour la gestion de la santé dans la ville de Belo Horizonte. Cependant, ce résultat a été influencé dans une plus grande mesure par le rapport du nombre de médecins par habitant : les autres indicateurs qui le composent n'ont pas pu entraîner de changements majeurs dans le calcul final. Il s'agit là d'une considération importante car elle limite la méthodologie proposée notamment par la difficulté d'obtenir des données à l'échelle intra-communale.

Une autre limite de la méthodologie adoptée dans le présent travail réside dans l'indisponibilité des données dans les périodes comprises entre le recensement démographique et la compatibilité des domaines d'analyse. Par ailleurs, des études complémentaires de nature qualitative sont nécessaires pour compléter ce travail d'analyse du système de santé principalement basé sur des données secondaires.

Enfin, la présente étude n'entend pas mettre un terme à la question de la géographie de la santé et aux problèmes qu'elle cherche à élucider. Afin d'évaluer les services de santé publique et leur relation avec l'espace, d'autres études complémentaires sont nécessaires, qui ne traitent pas seulement de la question des soins primaires, comme la présente étude, et enquêtent également sur les soins secondaires et tertiaires des services de santé. Pour le bon fonctionnement du système de santé, il est en effet indispensable d'étudier également les autres niveaux de soins. Pour la construction de l'inclusion sociale, le sujet de la santé a certainement une place prépondérante.

RÉFÉRENCES

Girardi S. N., Carvalho C. L., Araujo J. F., Maas L. W. D., Campos L. A. B., 2010, *Construção do índice de escassez de profissionais de saúde para apoio à Política Nacional de Promoção da Segurança Assistencial em Saúde,* Rapport technique, Estação de Pesquisa de Sinais de Mercado (EPSM) [en ligne : epsm.nescon.medicina.ufmg.br/epsm/Relate_Pesquisa/Index_relatorio.pdf].

Girardi S. N., de Sousa van Stralen A. C., Cella J. N., Maas L. W. D., Carvalho C. L., Faria E. D. O., 2016, "Impacto do Programa Mais Médicos na redução da escassez de médicos em Atenção Primária à Saúde", *Ciência e Saúde Coletiva*, 21(9), p. 2675-2684 [en ligne : www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1413-81232016000902675].

Ministère de la Santé, 2001, *Estabelece os princípios do Sistema Único de Saúde de universalidade do acesso e de integralidade da atenção*, Portaria nº 95, 26 de janeiro de 2001.

Pong R. W., Pitblado J. R., 2005, *Répartition géographique des médecins au Canada : au-delà du nombre et du lieu*, Ottawa, Institut canadien d'information sur la santé [1re éd.].

SES-BH, 2010, *Projeto de Qualificação da Infraestrutura da Atenção Primária à Saúde de Belo Horizonte. Caracterização do Sistema Atual*, Belo Horizonte, Secretaria Municipal de Saúde de Belo Horizonte, coll. "Documento Complementar", nº 1.

L'AUTEUR

Erick de Oliveira Faria
Université de Lille – TVES
erickolifaria@gmail.com

L'impact des zonages déficitaires sur l'évolution des disparités territoriales d'infirmiers libéraux en France entre 2006 et 2016

AUTEUR·E·S
Fanny DUCHAINE,
Guillaume CHEVILLARD,
Julien MOUSQUES

RÉSUMÉ
Dans un contexte de diminution de l'offre médicale disponible en médecins généralistes libéraux et d'augmentation du besoin de soins, les infirmiers libéraux occupent une place importante au cœur du système de santé. Néanmoins, malgré une progression constante de leurs effectifs ces dernières années, ils restent inégalement répartis sur le territoire. Notre travail a pour objectif de venir enrichir les connaissances sur la répartition de l'offre de soins dispensés par des infirmiers libéraux sur le territoire français. Nous montrons, à travers un état des lieux de son évolution entre 2006 et 2016, une amélioration de la situation et une réduction des inégalités territoriales. L'impact de l'intervention des pouvoirs publics est mesuré à travers l'étude du zonage utilisé pour appliquer des incitations financières dans les zones déficitaires ou pour limiter les installations dans les zones surdotées. Nous mettons en évidence un effet positif, bien qu'à nuancer, de ces dispositifs et la nécessité de mesures complémentaires pour attirer davantage d'infirmiers libéraux dans les zones déficitaires.

MOTS CLÉS
infirmiers, inégalités territoriales, zonages déficitaires, politiques publiques

ABSTRACT
While healthcare supply in general practitioners is decreasing and healthcare needs are increasing, liberal nurses play a significant role in the French healthcare system. However, despite a steady growth of their number in latter years, they remain unequally distributed over the territory. On the one hand, our work will analyse the geographical spread of nurses' supply in France. By studying the evolution between 2006 and 2016, we display an improvement of their global distribution, as well as a reduction of territorial inequalities. On the other hand, we describe the impact of nurses' underserved areas defined by the government. Such areas are set up to attract nurses through financial incentives, while overserved territories limit facilities provided to nurses. We show a moderate effect of these measures, and the need to deploy new ones in order to make underserved areas more attractive to nurses.

KEYWORDS
Nurses, Territorial inequalities, Deficit zoning, Public policies

INTRODUCTION

Les infirmiers libéraux constituent, avec les médecins généralistes, des piliers des soins de premiers recours, particulièrement pour la prise en charge de la dépendance, le suivi des maladies chroniques et les soins à domicile. L'augmentation de l'espérance de vie et par conséquent du nombre de personnes âgées, ainsi que la hausse de la prévalence des maladies chroniques, leur donnent une importance croissante au sein du système de soins. De plus, le temps médical disponible diminue en raison d'une baisse de l'effectif de médecins généralistes libéraux ainsi que de changements des pratiques et des caractéristiques sociodémographiques (vieillissement, féminisation, volonté de concilier vie personnelle et professionnelle, etc.). À travers le développement des pratiques avancées, de la délégation des tâches ou de l'exercice coordonné dans des structures pluriprofessionnelles, les infirmiers libéraux deviennent alors des acteurs privilégiés pour épauler les médecins. Intervenant à leurs côtés, ils réalisent par exemple des actions d'éducation thérapeutique, de prévention et certains soins pour répondre aux besoins des patients et les rendre acteur de leur parcours de soins.

Sans écarter d'autres déterminants que sont les conditions de vie et les caractéristiques socio-économiques, l'accès et l'organisation des soins primaires sont des maillons essentiels pour garantir la santé du plus

grand nombre. La répartition des professionnels de santé de premiers recours est par conséquent un facteur déterminant dans la lutte contre les inégalités de santé. La densité médicale française est comparable à celle de ses voisins européens, mais les disparités territoriales sont plus importantes, principalement au sein des régions et en particulier entre les espaces ruraux et urbains. Bien que leurs effectifs ne cessent de croître, les infirmiers sont eux aussi inégalement répartis sur le territoire.

Conscients de ces enjeux, les pouvoirs publics ont mis en place différentes mesures afin d'atteindre l'objectif d'un égal accès aux soins. C'est dans ce contexte qu'a été défini le zonage pour les infirmiers libéraux, qui sert de cadre d'application aux mesures incitatives ou restrictives d'installation. S'inscrivant dans le processus de territorialisation du système de santé, la constitution et la cohérence entre les différents acteurs et les dispositifs mis en place résultent d'un développement long et complexe (Chevillard *et al.*, 2018). Pour les infirmiers libéraux, le zonage déficitaire a été mis en place dans le cadre de l'avenant n° 1 de la convention nationale de 2008, d'abord à titre expérimental pendant 2 ans, puis pérennisé avec l'avenant n° 3 de 2011. La mesure a fait l'objet d'une négociation et a été acceptée par les syndicats en contrepartie d'une hausse tarifaire. Se basant sur les honoraires moyens sans dépassement par infirmier et la part des personnes âgées de plus de 65 ans pour définir le besoin, ainsi que la densité standardisée par âge pour 100 000 habitants et le nombre moyen d'indemnités kilométriques par infirmier libéral pour estimer l'offre, le zonage découpe le territoire en cinq zones allant de très sous-dotées à surdotées. Les principales mesures qui y sont associées sont des aides financières comme les contrats incitatifs infirmiers auxquels peuvent prétendre les professionnels qui s'installent dans les zones très sous-dotées, avec pour objectif d'attirer et de maintenir des infirmiers libéraux. À l'inverse, des limitations d'installations ont été mises en place dans les zones surdotées, qui stipulent qu'un infirmier ne peut s'y installer qu'en cas de départ d'un confrère et si son activité s'inscrit dans le prolongement de celle de son prédécesseur.

Contrairement aux médecins généralistes, les inégalités territoriales de répartition et l'impact des dispositifs mis en place sont peu renseignés pour les infirmiers libéraux. C'est pourquoi l'objectif de notre travail de recherche était dans un premier temps de faire un état des lieux de la répartition et de l'évolution de l'offre dispensée par les infirmiers libéraux sur le territoire français entre 2006 et 2016. Dans un second temps, nous souhaitions étudier la part de cette évolution qui était liée à la définition des zonages déficitaires et les dispositifs qui y sont associés afin de voir s'ils permettent effectivement de réduire les inégalités territoriales de répartition des infirmiers libéraux.

1. MATÉRIEL ET MÉTHODES

À défaut de pouvoir utiliser l'indicateur d'accessibilité potentielle localisée (Barlet *et al.*, 2012), car il n'existe que depuis 2013, nous souhaitions produire un indicateur plus poussé que la densité en mobilisant l'activité des infirmiers libéraux plutôt que leurs effectifs. Il nous a également semblé nécessaire de distinguer les actes médico-infirmiers (AMI) et les actes de soins infirmiers (AIS). En effet, la variation des AMI correspondrait plutôt à un effet de demande, généralement lié à la part de personnes âgées, alors que celle des AIS à un effet d'offre, la présence de professionnels plus nombreux les incitant à ajuster leur activité pour atteindre un revenu cible. Ces réflexions ont abouti au choix d'utiliser le nombre d'actes par habitants pour étudier l'offre disponible sur le territoire. Afin de vérifier que les tendances observées étaient bien liées à l'instauration du zonage et des dispositifs associés, nous avons réalisé une analyse en différence de différences : le principe est de comparer l'évolution dans le temps du groupe « traité » ou « cas », c'est-à-dire ayant bénéficié du dispositif, avec un groupe « témoin » ayant les mêmes caractéristiques mais qui n'y a pas eu accès. L'objectif est d'observer quelle aurait été l'évolution de l'indicateur en l'absence du dispositif. Le groupe témoin était composé des territoires de vie de la catégorie « autre » (2 190), à savoir très dotés, intermédiaires et sous-dotés dans lesquels aucunes mesures ne s'appliquent. Nous avons considéré une zone comme surdotée ou très sous-dotée si plus de 75 % de sa population résidait dans une commune sur ou sous-dotée et ainsi constitué deux groupes « cas » : un premier avec les zones surdotées (367) et un second avec les zones très sous-dotées (140).

Pour mener à bien cette étude, nous avons utilisé les données du Système national d'information inter-régimes de l'Assurance maladie (SNIIR-AM), nécessaires pour intégrer l'activité des infirmiers. Le choix de la maille géographique retenue est particulièrement important lorsque l'on s'intéresse à l'accessibilité aux soins. Nous avons ainsi choisi d'utiliser l'échelle du territoire de vie (Reynard & Vialette, 2014) afin de pouvoir tenir compte des spécificités des différents espaces sans trop restreindre la maille géographique.

2. RÉSULTATS

2.1. Une croissance positive et une réduction des inégalités

Conformément à celle de l'accessibilité potentielle localisée (APL), la cartographie de notre indicateur met en évidence une opposition Nord/Sud. Le nombre d'actes par habitant est plus faible dans la moitié nord du pays, il augmente progressivement en allant vers le sud pour atteindre les niveaux les plus hauts dans la région bordelaise et sur le pourtour méditerranéen, reflet d'une plus forte attractivité de ces régions notamment en raison du cadre de vie qu'elles offrent et de la présence importante de personnes âgées. Le littoral breton, les Hauts-de-France, l'Alsace et la Moselle se démarquent néanmoins avec un niveau de l'indicateur comparable à celui de la moitié sud. Les départements et régions d'Outre-Mer présentent globalement un nombre d'actes relativement élevé, à l'exception de la Guyane où il est plus faible et plus hétérogène.

L'analyse de l'évolution du nombre d'actes par habitant a montré une croissance positive entre 2006 et 2016, mais variable selon le type d'actes. Les actes de soins infirmiers (AIS) et les actes médico-infirmiers (AMI) n'évoluent pas avec la même intensité et parfois même en sens inverse. Ce sont les AMI, enregistrant une hausse de près de 50 %, qui portent l'évolution positive globale. En effet, les AIS sont des variables d'ajustement de l'activité alors que les AMI répondent à un effet de demande, en l'occurence croissante sur la période d'observation. Le deuxième constat positif est que les inégalités territoriales semblent se réduire. L'étude de la distribution des actes par habitant a en effet montré que le rapport interdécile[1] s'est réduit de 8,1 % entre 2006 et 2016.

Au-delà de ce constat, nous avons voulu savoir si cette réduction des inégalités était liée aux dispositifs mis en place par les pouvoirs publics, et surtout si cela correspondait à une diminution des disparités entre les zones surdotées et les zones très sous-dotées.

2.2. Un impact modéré du zonage sur l'offre de soins dispensée par les infirmiers libéraux

Quelle que soit l'année, le nombre d'actes est plus élevé dans les territoires de vie considérés comme surdotés. Néanmoins, avec le temps, l'écart se réduit avec ceux considérés comme très sous-dotés, dans lesquels la hausse du nombre d'actes se poursuit alors qu'elle stagne dans les zones surdotées. L'amélioration constatée sur l'ensemble du territoire se confirme avec une réduction des écarts entre les classes du zonage infirmier. Décomposer l'activité fait apparaître une évolution différenciée selon le type d'actes. On observe ainsi que les AIS par habitant sont plus faibles que les AMI, et que les écarts entre les deux types d'actes sont plus importants pour les zones très sous-dotées. Les espaces surdotés se distinguent par leurs niveaux d'AIS et AMI par habitant très proches en début de période, et finissant par se confondre en 2016, ce qui renvoie au constat que les différences sont plus importantes dans les zones très sous-dotées.

Si la tendance des AIS varie peu selon le type de zonage, ce n'est pas le cas pour les AMI. Le nombre d'actes AMI par habitant est croissant sur toute la période quelle que soit la zone, mais les progrès sont plus faibles dans les espaces surdotés. En conséquence, ils deviennent les territoires où le niveau moyen de l'indicateur est le plus bas en 2016, et on observe un creusement de l'écart avec les autres zones, particulièrement celles très sous-dotées.

Nous avons concentré l'analyse en différence de différences sur l'évolution des AMI, moteur de la croissance globale du nombre d'actes par habitant, et corrélée avec la demande de soins. Pour chaque groupe cas et son témoin correspondant, nous avons comparé l'évolution du nombre d'AMI par habitant et par an entre 2006 et 2016. C'est la variation de l'écart entre les courbes de chaque groupe, à partir de l'instauration du dispositif, qui nous indique s'il a eu un impact positif, négatif ou neutre. Cela nous a permis de confirmer que l'impact du zonage a un effet significativement positif sur la réduction des inégalités de répartition des actes médico-infirmiers. En effet, les résultats confirment une amélioration dans les zones très sous-dotées et un ralentissement dans les zones surdotées comparativement aux autres zones.

3. DISCUSSION

Nous avons montré à travers ce travail de recherche une amélioration globale de la répartition de l'offre dispensée par des infirmiers libéraux sur le territoire français entre 2006 et 2016, en partie grâce à la mise en place du zonage infirmier. L'étude présentée comprend toutefois des limites, qui sont autant de perspectives pour continuer à travailler sur cette problématique.

---

1 Le rapport interdécile permet de montrer la différence de dotation entre les 10 % de territoires de vie les mieux dotés et les 10 % de territoires de vie les moins bien dotés.

Dans un premier temps, les disparités de répartition de l'offre de soins pour les infirmiers libéraux sont à mettre en regard avec d'autres structures offrant des soins comme les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et les centres de soins infirmiers (CSI). Malgré la diversité des dispositifs, leur complémentarité sur le territoire semble encore difficile à mettre en œuvre et des zones sous-dotées en termes d'offre de soins persistent (Jeandet-Mengual & Reboul, 2008). Prendre en compte ces offres complémentaires ainsi que des caractéristiques socio-économiques de la population et des professionnels de santé, ou encore choisir une échelle d'analyse plus fine, permettraient de produire un indicateur plus abouti et d'améliorer ainsi le diagnostic réalisé.

Ensuite, les zonages déficitaires mis en place par les pouvoirs publics semblent avoir un effet positif sur la réduction des inégalités entre les zones surdotées et les zones très sous-dotées. Aussi, il est favorablement accueilli et accepté par la profession (Vigier, 2018). Cependant, des travaux cités par Cardoux et Daudigny (2017) ont montré que si les installations en zone surdotées ont été réduites, c'était principalement au profit des zones intermédiaires et que des mesures de contournement des dispositifs commencent à se mettre en place. Enfin, d'autres travaux ont mis en évidence que les incitations financières ne sont pas les dispositifs les plus attractifs au regard d'autres déterminants comme le cadre de vie et les conditions de travail (Chevillard *et al.*, 2018 ; Frélaut, 2018).

CONCLUSION

L'évolution croissante des effectifs d'infirmiers libéraux n'empêche pas la persistance d'inégalités territoriales de l'offre de soins d'infirmiers libéraux. L'amélioration globale de l'accessibilité aux infirmiers libéraux est un constat positif à nuancer par l'efficacité des mesures mises en place par les pouvoirs publics. Si le zonage infirmier semble apporter une amélioration de l'offre en termes d'AMI dans les zones très sous-dotées et limiter sa progression dans les zones surdotées, il est probable que les incitations financières ne soient pas suffisantes. Ces résultats plaident pour des dispositifs complémentaires dans le but de faciliter et d'inciter le maintien et l'installation des infirmiers libéraux dans les espaces très sous-dotés. Enfin, il serait intéressant de reconduire l'enquête dans quelques années afin de voir si le nouveau zonage, signé en 2019, ainsi que les mesures qui l'accompagnent permettront une accélération des progrès et une diminution plus marquée des inégalités.

RÉFÉRENCES

Barlet M., Coldefy M., Collin C., Lucas-Gabrielli V., 2012, *L'accessibilité potentielle localisée (APL) : une nouvelle mesure de l'accessibilité aux médecins généralistes libéraux*, Paris, Irdes, coll. « Question d'économie de la santé », n° 174.

Cardoux J.-N., Daudigny Y., 2017, *Accès aux soins : promouvoir l'innovation en santé dans les territoires*, Rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale de la commission des affaires sociales sur les mesures incitatives au développement de l'offre de soins primaires dans les zones sous-dotées, n° 686, Paris, Sénat.

Chevillard G., Lucas-Gabrielli V., Mousquès J., 2018, « "Déserts médicaux" en France : état des lieux et perspectives de recherches », *L'Espace géographique*, 47(4), p. 362-380.

Frélaut M., 2018, « Les déserts médicaux », *Regards*, n° 53, p. 105-116.

Jeandet-Mengual E., Reboul J.-B., 2008, *Analyse et modalités de régulation de l'offre globale en soins infirmiers. Note de synthèse des travaux du groupe de travail*, Paris, IGAS, coll. «Travaux de l'IGAS » [en ligne : bdsp-ehesp.inist.fr/vibad/controllers/getNoticePDF.php?path=/Ministere/Igas/Rapports/2008/084000329.pdf].

Reynard R., Vialette P., 2014, *Une approche de la qualité de vie dans les territoires*, Paris, Insee, coll. « Insee Première », n° 159 [en ligne : www.insee.fr/fr/statistiques/1281328].

Vigier J.-P., 2018, *Rapport sur l'égal accès aux soins des Français sur l'ensemble du territoire et sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre la désertification médicale en milieu rural et urbain*, Paris, Assemblée nationale.

LES AUTEUR·E·S

Fanny Duchaine
Irdes
duchaine@irdes.fr

Guillaume Chevillard
Irdes
chevillard@irdes.fr

Julien Mousquès
Irdes
mousques@irdes.fr

L'accident vasculaire cérébral : caractériser les inégalités de répartition en vallée du Rhône à l'aide d'outils géographiques

AUTEUR·E·S
Julie FREYSSENGE, Florent RENARD, Anne-Marie SCHOTT, Carlos EL KHOURY, Karim TAZAROURTE

RÉSUMÉ
L'accident vasculaire cérébral (AVC) est une pathologie soudaine et brutale pouvant entraîner de graves séquelles. La prévalence de la pathologie est connue, mais son incidence spatiale est moins étudiée. L'objectif de cette étude est de décrire la répartition spatiale des occurrences d'AVC et de caractériser les modèles de distribution spatiale d'AVC afin d'identifier d'éventuels territoires inégalitaires. Cette répartition est ensuite analysée à l'aide de différentes variables territoriales (socio-économiques, structurelles, environnementales) et temporelles (calendaires et climatiques) afin de comprendre les causes de la surreprésentation des AVC en certains endroits. Les analyses menées tout au long de ce travail se sont appuyées sur les données du registre des AVC thrombolysés du Réseau des urgences de la vallée du Rhône (RESUVal), ainsi que sur les données de la cohorte STROKE 69 dans le Rhône. Ce travail se veut très opérationnel, permettant de proposer des axes pour améliorer territorialement la prise en charge de l'AVC, notamment en termes de politiques publiques permettant de sensibiliser les populations à risque de survenue d'un AVC.

MOTS CLÉS
accident vasculaire cérébral, distribution spatiale, géographie, prévention, inégalités

ABSTRACT
Stroke is a sudden and brutal illness that can have serious consequences. The prevalence of the pathology is known, but its spatial incidence is less studied. The objective of this study is to describe the spatial distribution of stroke occurrences and to characterise its spatial distribution patterns in order to identify possible unequal territories. This distribution is then analysed using different territorial (socio-economic, structural, environmental) and temporal (calendar and climatic) variables in order to understand the causes of stroke over-representation in certain locations. The analyses conducted throughout this work were based on data from the Rhône Valley Emergency Network's (RESUVal) registry of thrombolysed strokes, as well as on data from the STROKE 69 cohort in the Rhône. This work is intended to be highly operational, making it possible to propose ways of improving stroke management in the region in terms of public policies to raise awareness among populations at risk of stroke.

KEYWORDS
Stroke, Spatial distribution, Geography, Prevention, Inequalities

Au cours des siècles, les disciplines de la santé, et la médecine en particulier, ont connu de grandes évolutions avec l'amélioration des pratiques et des connaissances, notamment cliniques, des pathologies. Ces évolutions ont permis le développement des différentes spécialités de la médecine et des structures de soins. Avec le temps, c'est un maillage territorial de la santé qui s'est construit et une organisation du système de soins qui s'est structurée en réseau. En effet, les différentes structures de soins sont organisées sur le territoire selon un schéma de hiérarchisation (Labasse, 1980) : de l'hôpital de proximité au centre hospitalier universitaire disposant de nombreux praticiens de différentes disciplines et spécialités médicales et d'équipements de pointe. L'organisation territoriale suit la logique suivante : plus la zone est urbanisée, plus le centre hospitalier sera de taille importante avec une grande offre de praticiens. En effet, dans le territoire français, la ville occupe une fonction sanitaire essentielle : la carte hospitalière se calque sur la carte urbaine (*ibid.*). Dans la société actuelle de plus en plus urbaine, la structuration du territoire en fonction du niveau d'urbanisation et du niveau de spécialité des structures de soins est plus que jamais un phénomène intéressant lorsqu'il s'agit de comprendre l'organisation d'une filière (Véron, 2006). Dans le cadre de cette étude, c'est la filière de prise en charge des accidents vasculaires cérébraux (AVC) qui nous intéresse.

L'AVC est une problématique sanitaire contemporaine. En effet, du fait de la transition démographique, la population des pays dits développés est vieillissante, augmentant la prévalence de l'AVC. En France, l'AVC représente la troisième cause de décès chez les hommes (13 003 décès) et la première chez les femmes (18 343 décès) en 2013 (Lecoffre *et al.*, 2017), avec 150 000 nouveaux cas chaque année. Ces nouveaux cas et les lourdes séquelles que les patients peuvent garder (altération de la motricité, de la sensibilité, du langage, de la vision, de la mémoire et des fonctions exécutives : planification, anticipation et gestion de l'activité quotidienne), font de la pathologie un enjeu de santé publique majeur. L'AVC représente ainsi un poids économique et sanitaire très lourd pour notre société. Le rapport Fery-Lemonnier (2009) estime les dépenses sanitaires et médico-sociales annuelles liées à l'AVC en France à 8,4 milliards d'euros.
Trois approches complémentaires sont développées dans cette étude, leur but étant d'appréhender au mieux les logiques spatio-temporelles de survenue d'AVC et leurs facteurs explicatifs, afin d'améliorer les réflexions sur la prise en charge et d'anticiper spatialement et chronologiquement les AVC. La présente étude s'intéresse à la phase en amont du traitement, la phase dite « pré-hospitalière ». Comme cela a été développé, les évolutions actuelles des connaissances cliniques portant sur l'AVC se répercutent directement sur les réflexions concernant la prévention et la prise en charge des patients. L'influence du territoire, les disparités géographiques et à travers cela les disparités socio-économiques, peuvent influencer le risque de survenue d'AVC chez les populations. Ainsi, le lien entre le territoire et la pathologie, et les inégalités qui en découlent, sont le sujet de cette étude, dont l'objectif est de comprendre les mécanismes liés à la prise en charge de l'AVC, notamment en termes de répartition spatiale de la pathologie. Les outils et méthodes de la géographie ont été utilisés afin d'étudier la dimension territoriale, jusqu'alors peu explorée, de la pathologie dans le département du Rhône. Les typologies de territoires qui composent le département sont diverses : zones très urbanisées, semi-rurales, rurales, plaines, montagneuses. Cette variété de territoires implique des enjeux et contextes différents dont il faut tenir compte pour la prise en charge des patients. Il faut ainsi organiser la prise en charge en fonction des zones dans lesquelles le volume de population concernée peut être considéré comme plus important et significatif. *In fine*, répondre à ces différents questionnements permettra de proposer des améliorations qui se veulent très opérationnelles pour la prise en charge en dressant un panorama des zones surreprésentées, mais également de formuler des propositions pour la prévention des AVC en identifiant les facteurs à l'origine de surreprésentations.

L'objectif de cette étude est donc de décrire la répartition spatiale des occurrences d'AVC et de caractériser les modèles de leur distribution spatiale. Cette répartition est ensuite analysée à l'aide de différentes variables territoriales (socio-économiques, structurelles, environnementales) afin de comprendre les causes de la surreprésentation des AVC en certains endroits. Afin de mener une caractérisation globale des causes explicatives de survenue de l'AVC, des analyses sur une série chronologique ont également été menées pour savoir, notamment, si un type de temps à risque de survenue d'AVC existe.
Les analyses ont été menées sur deux jeux de données. Le premier est la cohorte STROKE 69, qui inclut tous les patients consécutifs âgés de plus de 18 ans ayant été admis pour suspicion d'AVC ou AIT[1] avec début des symptômes inférieurs à 24 heures dans le Rhône, entre novembre 2015 et décembre 2016. Le *case report form* (CRF) de STROKE 69 est très complet, avec notamment des données multidimensionnelles pour chaque patient portant sur le sexe, l'âge, l'adresse de résidence, l'adresse de survenue des symptômes, la catégorie socioprofessionnelle (CSP), le niveau d'étude, les antécédents médicaux, les horaires et variables cliniques. Chacun des patients peut être localisé selon son adresse précise : numéro et nom de rue, ville et code postal. Il en est de même pour l'adresse de survenue (dans 82 % des cas identique à l'adresse de résidence). Le second jeu de données utilisé est issu d'un réseau d'urgences régional, RESUVal (Réseau des urgences de la vallée du Rhône), fondé en 2010. Ce réseau inclut les patients thrombolysés (traitement de l'AVC) de son territoire au sein d'un registre. Son aire de recrutement englobe 40 services d'urgences et six UNV[2], dont une UNV de recours à Lyon. Les patients ayant un AVC ischémique éligible à la thrombolyse sont inclus de façon prospective dans le registre. Les données, collectées dans un CRF standardisé, sont, entre autres, relatives aux caractéristiques d'identification du patient : sexe, âge, commune de survenue des symptômes, etc. Les patients analysés dans cette étude ont été thrombolysés entre 2010 et décembre 2016. Ces deux bases de données ont été approuvées par la CNIL.
Dans un premier temps, les AVC ont été étudiés grâce à des méthodes statistiques d'analyse spatiale. Jusqu'à présent ces approches ont majoritairement été utilisées dans le cadre de l'analyse de la répartition d'autres

1 Accident ischémique transitoire.
2 Unité neurovasculaire.

pathologies (Fontanella *et al.*, 2018 ; Roth *et al.*, 2017), mais peu portent sur les AVC (Karp *et al.*, 2016 ; Schieb *et al.*, 2013). Les méthodes statistiques d'analyse d'autocorrélation spatiales, dont l'objectif est de tester la répartition d'une maladie, ont été choisies afin de caractériser spatialement l'incidence d'AVC. Elles sont basées sur des algorithmes « pour déterminer quelles zones sont aberrantes par rapport à leurs voisines et peuvent prendre en compte la distribution sous-jacente de la population étudiée » (Guichard *et al.*, 2010). L'identification de phénomènes géographiques spécifiques est en effet essentielle pour comprendre les comportements spatiaux d'une maladie.

Le second temps de notre étude avait pour but de comprendre quelles pouvaient être les possibles causes et leur effet. Les inégalités sociales de santé peuvent être définies comme « toute relation entre la santé et l'appartenance à une catégorie sociale » (*ibid.*), or identifier les causes permet de réduire les inégalités sociales de santé. Dans notre cas, nous disposons de petites unités spatiales d'analyse, l'IRIS[3] ou la commune, et du nombre d'AVC, ce qui suppose d'utiliser un modèle GLM (modèle linéaire généralisé, de l'anglais *generalised linear model*) de régression log-linéaire de Poisson (Goria *et al.*, 2010). La variable dépendante est le nombre d'AVC, qui est une variable de comptage (valeurs entières positives et nulles) et suit une distribution de Poisson étant donné que la majorité des IRIS ont un petit nombre d'AVC et la minorité un grand nombre. La régression de Poisson permet d'expliquer la probabilité inconnue de survenue d'un AVC en fonction des variables sélectionnées et leur importance dans le modèle explicatif.

Le troisième temps de l'étude se penchait sur les tendances temporelles afin de savoir si des périodes étaient plus propices à la survenue d'AVC. Les paramètres du modèle ont été analysés à l'aide d'une régression log-linéaire de Poisson.

Les statistiques d'autocorrélation spatiale ont identifié une tendance à l'agrégation, avec des clusters de surincidence principalement dans le nord du Rhône pour les AVC de STROKE 69, et dans le Rhône et l'Ain pour les AVC thrombolysés de RESUVal. Ces outils ont également apporté des informations intéressantes sur l'identification des zones soumises aux effets de bords : fuite des patients vers un service d'urgence (SU) ou une UNV voisine au territoire d'étude. Le modèle a sélectionné des paramètres permettant de prédire le nombre d'AVC principalement liés à l'âge de la population. Les données de STROKE 69 n'ayant pas été ajustées sur l'âge, ces résultats sont cohérents mais apportent peu d'information nouvelle sur l'identification des facteurs. La régression réalisée avec comme seul facteur l'*European deprivation index* (EDI) et les régressions de Poisson réalisées sur les AVC thrombolysés ont permis de dégager des paramètres qui, du fait d'une surdispersion, ont tendance à être trop souvent significatifs limitant l'interprétation des résultats. Au niveau de la série chronologique d'AVC, aucune tendance n'a été trouvée que ce soit en fonction des jours, mois, saisons ou durant le pic de pollution aux PM_{10}[4]. Les résultats de la régression de Poisson n'ont pu identifier des paramètres que pour les AVC du Rhône, le jour de survenue de l'AVC. Ainsi, un type de temps semble propice aux AVC : basses températures, concentration en dioxyde d'azote (NO_2) élevée et vent de plus de 300 degrés nord.

L'étude de l'autocorrélation spatiale menée est robuste par le fait qu'elle s'appuie sur des données exhaustives de cohorte et registre, ainsi que par la complémentarité des deux outils d'analyse statistique utilisés qui permettent de confirmer les résultats et ainsi valider les agrégats, notamment de valeurs élevées. L'identification des agrégats était l'étape essentielle et indispensable à la formulation d'hypothèses sur la présence de lieux de survenue à risque d'AVC, et donc à l'identification des populations à risque. La seconde étape de notre analyse permettait de comprendre les causes de cette surincidence spatiale. Les facteurs explicatifs à l'origine des inégalités de santé sont multiples et peuvent être difficiles à identifier. Les analyses statistiques réalisées afin d'identifier les facteurs les plus pertinents pouvant expliquer l'hétérogénéité spatiale de survenue ont donné des résultats mitigés. Seules les analyses portant sur les données de STROKE 69 ont permis d'avancer quelques hypothèses, cependant de futures analyses devront mettre en place des modèles ajustés sur l'âge notamment. Il semble que le modèle de régression ne puisse correctement expliquer le risque de survenue d'un AVC, notamment pour les valeurs extrêmes (élevées et faibles). Les communes de Salles-Arbuissonnas-en-Beaujolais et Ouroux, identifiées comme des clusters de surincidence (*high-high* et *hot-spot*), n'ont par exemple pas trouvé de réelle explication à ce phénomène à travers les paramètres du modèle. Pour les données de RESUVal notamment, de futures analyses devront prendre en compte la surdispersion des données, le recours à une régression binomiale négative semblant être une solution. Ces résultats s'expliquent en partie par l'exposition inégale aux risques de maladie qui est multifactorielle. Cependant, il est essentiel d'étudier les inégalités géographiques car cela revient à essayer de comprendre les inégalités de santé.

3 Ilots regroupés pour l'information statistique.

4 Particules fines en suspension dont le diamètre est inférieur à 10 micromètres.

Si montrer une corrélation géographique était l'objectif de notre étude, il ne faut cependant pas oublier qu'elle peut être source de biais : de spécification, de confusion et écologique. Ces biais sont en partie une explication aux résultats trouvés. Par ailleurs, l'analyse de la série chronologique est également une approche complexe pour laquelle les causes sont multifactorielles. Les analyses de tendance n'ont pas trouvé de différences dans les distributions, mais analyser de telles tendances est très complexe, notamment sur un seul événement ; nous manquons ainsi certainement de cas pour avoir assez de puissance statistique. Une solution pourrait être d'analyser la survenue d'AVC sur plusieurs événements identiques à ce pic de pollution. Pour ce qui est de l'identification de paramètres explicatifs de la temporalité d'AVC, les facteurs confondants sont là aussi nombreux. Une première solution pourrait être d'ajuster les données (température moyenne, humidité, etc.) pour ensuite étudier le lien éventuel avec certains polluants (Han *et al.*, 2015). Une autre approche pourrait s'intéresser aux modèles bayésiens, qui s'appuient sur des lois de probabilités pour prédire les AVC.
Finalement, une analyse spatio-temporelle du risque de survenue de l'AVC semble une perspective intéressante pour la poursuite de ce travail. En effet, les risques liés à une pathologie peuvent varier dans l'espace et dans le temps. Ainsi, « l'inclusion de la composante temporelle permet d'étudier la stabilité de la distribution spatiale des maladies dans le temps » (Goria *et al.*, 2010).

RÉFÉRENCES

Fery-Lemonnier E., 2009, *La prévention et la prise en charge des accidents vasculaires cérébraux en France. Rapport à Madame la ministre de la Santé et des Sports*, Paris, ministère de la Santé et des Sports.
Fontanella C. A., Saman D. M., Campo J. V., Hiance-Steelesmith D. L., Bridge J. A., Sweeney H. A., Root E. D., 2018, "Mapping Suicide Mortality in Ohio: A Spatial Epidemiological Analysis of Suicide Clusters and Area Level Correlates", *Preventive Medicine*, vol. 106, p. 177-184.
Goria S., Stempfelet M., de Crouy-Chanel P., 2010, *Introduction aux statistiques spatiales et aux systèmes d'information géographique en santé environnement. Application aux études écologiques*, Paris, Institut de veille sanitaire.
Guichard A., Potvin L., 2010, « Pourquoi faut-il s'intéresser aux inégalités sociales de santé ? », *in* L. Potvin, M.J. Moquet et C. Jones (dir.), *Réduire les inégalités sociales en santé*, Saint-Denis, *Inpes*, coll. « *Dossiers santé en action »,* p. 35-51 [en ligne : www.cnle.gouv.fr/IMG/pdf/INPES_Reduire_les_inegalites_sociales_en_sante.pdf].
Han M.-H., Yi H.-J., Kim Y.-S., Kim Y.-S., 2015, "Effect of Seasonal and Monthly Variation in Weather and Air Pollution Factors on Stroke Incidence in Seoul, Korea", *Stroke*, 46(4), p. 927-935.
Karp D. N., Wolff C. S., Wiebe D. J., Branas C. C., Carr B. G., Mullen M. T., 2016, "Reassessing the Stroke Belt: Using Small Area Spatial Statistics to Identify Clusters of High Stroke Mortality in the United States", *Stroke*, 47(7), p. 1939-1942.
Labasse J., 1980, *L'Hôpital et la ville, géographie hospitalière*. Paris, Hermann.
Lecoffre C., De Peretti C., Gabet A., Grimaud O., Woimant, F., Giroud, M., Olie, V., 2017, « Mortalité par accident vasculaire cérébral en France en 2013 et évolutions 2008-2013 », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, vol. 5, p. 95-100.
Roth G. A., Dwyer-Lindgren L., Bertozzi-Villa A., Stubbs R. W., Morozoff C., Naghavi M., Murray C. J. L., 2017, "Trends and Patterns of Geographic Variation in Cardiovascular Mortality Among US Counties, 1980-2014", *JAMA*, 317(19), p. 1976-1992.
Schieb L. J., Mobley L. R., George M., Casper M., 2013, "Tracking Stroke Hospitalization Clusters Over Time and Associations with County-Level Socio-Economic and Healthcare Characteristics", *Stroke*, 44(1), p. 146-152.
Veron J., 2006, *L'urbanisation du monde*, Paris, La découverte.

LES AUTEUR·E·S

Julie Freyssenge
Université Claude Bernard Lyon 1
HESPER
j.freyssenge@resuval.fr

Anne-Marie Schott
Université Claude Bernard Lyon 1
HESPER
anne-marie.schott-pethelaz@univ-lyon1.fr

Florent Renard
Université Jean Moulin Lyon 3
EVS
florent.renard@univ-lyon3.fr

Carlos El Khoury
Université Claude Bernard Lyon 1
HESPER
c.elkhoury@resuval.fr

Karim Tazarourte
Université Claude Bernard Lyon 1
HESPER
karim.tazarourte@chu-lyon.fr

The Urban Bias in Causes-of-Death Patterns in Latin America

AUTHOR
Jenny GARCIA

ABSTRACT
In 1977, Michael Lipton introduced the Urban Bias Thesis (UBT) as a framework to understand economic and social singularities in developing countries. He identified how most macro- and microeconomic policy initiatives have historically benefited the overdevelopment of urban areas and the underdevelopment of rural areas. In recent decades, deceasing infant and maternal mortality, increasing number of deaths from external causes and an incomplete cardiovascular revolution may be changing the urban advantage in life expectancy at birth in the region. I use decomposition methods of life expectancy on the vital statistics data of five Latin American countries over the period 2000-2010 to analyse the disparities in terms of causes of death according to their amenability when urban and rural are divided. Results pointed out urban advantage continues, which is based on the largest improvement in causes of death amenable due to primary care interventions.

KEYWORDS
Urban advantage, Causes of death, Stepwise decomposition method, Life expectancy at birth, Age contributions, Urban-rural differential

Le biais urbain dans les causes des décès en Amérique latine

RÉSUMÉ
En 1977, le concept de « biais urbain » (*urban bias*) a été introduit par Michael Lipton pour servir de cadre à l'analyse des disparités observées dans les pays en développement. D'un côté, le fort développement de certaines zones urbaines et, de l'autre, le sous-développement des zones rurales constitueraient une clé de lecture essentielle pour comprendre les écarts entre les conditions de vie des populations. Au cours des dernières décennies, la baisse de la mortalité infantile et maternelle, l'augmentation du nombre de décès dus à des causes externes et une révolution cardiovasculaire incomplète pourraient modifier l'avantage urbain de l'espérance de vie à la naissance dans la région. J'utilise des méthodes de décomposition de l'espérance de vie sur les données de l'état civil de cinq pays d'Amérique latine sur la période 2000-2010 pour analyser les disparités en termes de causes de décès en fonction de leur aptitude à la division urbaine et rurale. Les résultats ont souligné que l'avantage urbain se poursuit et qu'il est basé sur la plus grande amélioration des causes de décès pouvant être imputables aux interventions de soins primaires.

MOTS CLÉS
avantage urbain, causes de décès, méthode de décomposition, espérance de vie à la naissance, contribution de l'âge à la différence, différentiel urbain-rural

INTRODUCTION

In most regions of the world, decreasing mortality has been unstoppable. Despite some small setbacks due to HIV/AIDS epidemic in Africa and the collapse of Soviet Union, trends in mortality reduction have been overwhelmingly positive worldwide. During the last century, Latin American countries have also shown accelerated changes in mortality patterns: a fast decrease in mortality rates and a cause-of-death structure in which degenerative and man-made diseases stage has become prevalent. There is a consensus among experts to ensure that the impact of economic development on the decline of mortality in the region was relevant only until the early 20th century, when the reduction was still incipient. The faster decreasing mortality period –from 1930s on– was marked by a substantial application of sanitary controls, mass vaccination and elimination of disease vectors, the distribution of antibiotics, large-scale construction of potable water and sewage disposals, and the expansion of the health system. After the 1970s, a slowdown in the fall began, as well as an increasing prevalence of deaths due to cardiovascular diseases and external causes (Frenk *et al.*,

1991; ECLAC, 2007; Sabino *et al.*, 2007). None of the changes has been observed as linear stages or homogeneous processes among a region that is mainly characterised by its heterogeneity.

When mortality study takes in consideration different countries, the most traditional approach is through national context, since undoubtedly intervention policies are often inherent in national states. However, it is also true that the analysis of composite mortality indicators and indexes at national level as a whole could obscure differentials relating to particular population groups. Where inequality takes an important place, as in the Latin American case, country level averages are far from reflecting the broad range of co-existent sub-population patterns (Metzger, 2002). To get a closer view of any phenomenon, biased for big inequalities, some distinctions have to be made. Since diseases and causes of death do not appear by chance, but rather correspond to a defined pattern of social organisation and structure, living conditions play a major role.

In this sense, even when gaps in living conditions have been historically correlated to all kind of factors (race, ethnicity, income, education, occupation, etc.) that do not necessarily correspond to some spatial categories, many studies on the living conditions in Latin American countries have highlighted their unequal development along spatial lines. A high concentration of goods and services in cities have left behind rural areas (Prata, 1992 ; Curto, 1993). This is not actually a new idea; it was in 1977 that Michael Lipton introduced the Urban Bias Thesis (UBT) as a framework to understand economic and social singularities in developing countries. He identified how most macro- and microeconomic policy initiatives have benefited the overdevelopment of urban areas and the underdevelopment of rural areas as a product of capitalist economies (Lipton, 1977). In his first iteration, the UBT claims how rural areas of developing countries suffer from too little spending on welfare and differences in taxes, salary and food prices policies that have set an unfair gap in the population and an inefficient resources distribution. Since then, different reviews and critics have been emitted to this theory; also, various stages have been identified in the way that rural-urban economics manifest into livelihood strategies (Jones & Carbridge, 2010). Although there is every reason to think that an urban bias continues to plague pricing, expenditure policies and overall resources allocation in developing countries, its magnitude remains unknown.

With the strong favouritism that urban areas have in Latin American countries, it is no surprise finding large disparities in the capacity of the populations to satisfy their basic needs according to urban and rural areas. What has been said is that, if quality of life is closely linked to urban development (ECLAC, 2009), in its own way causes-of-death analysis could provide an insight into the level of (under)development of the regions and the way strategies to gain access to health, sanitation and so on, could be translated into different epidemiological patterns coexisting when national context analysis is done. For that, this research proposal contemplates to answer the following questions: When considering urban and rural divide, do Latin American countries have different mortality patterns? Is the urban bias in resources allocation perceivable through the amenability of causes of death in Latin American countries?

1. DATA AND METHOD

To answer all questions, data from five Latin American countries have been studied. The selected countries are Brazil, Chile, Colombia, Mexico and Venezuela. They represent diverse situations in terms of life expectancy at birth and percentage of urban population (tabl. 1). The aim is to be able to characterise both the urban-rural differential in mortality in the region and the causes-of-death patterns that could explain the gap. The period of analysis obeys the common use of the International Classification of Diseases (ICD) and its 10th Revision to the causes-of-death coding in order to facilitate comparative analysis from years 2000 to 2010.

Table 1. Life expectancy for the studied countries, in 1995

% Urban Population in 1995	Higher (> 69 years)	Lower (< 69 years)
High (> 80%)	Chile Venezuela	Brazil
Medium (60% to 80%)	Mexico	Colombia

Source: CEPALSTAT. Databases and statistical publications [online: estadisticas.cepal.org/cepalstat/web_cepalstat/estadisticasIndicadores.asp?idioma=i consulted 04.02.2019].

In order to ensure comparability, the definition of "urban area" has been attached to that of "city"; in this way, "urban" is recognised as continuum categories instead of a dichotomous concept. Therefore, three types of spatial groups are specified in all countries: main and large cities (over 500,000 inhabitants), medium and small cities (20,000 to 499,000 inhabitants), and towns and rural areas

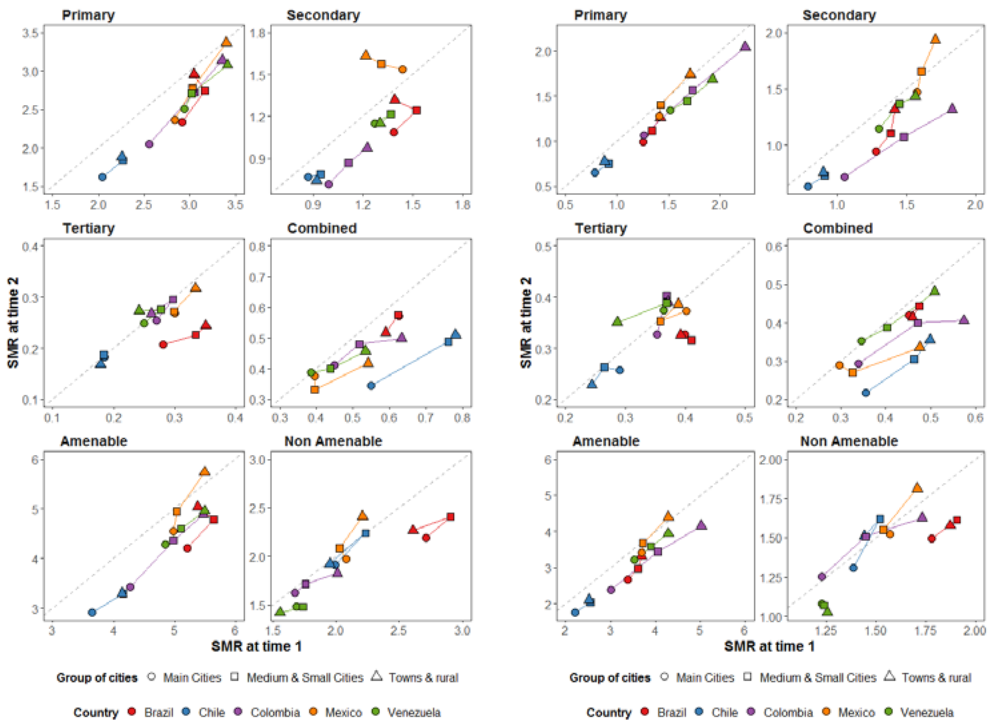
(under 20,000 inhabitants). Because comparability across time and countries is also needed, ensuring a standard of quality of data has been a priority. Subsequently, two major issues are taken into consideration when estimating age-specific mortality rates: coverage errors identified as underreporting levels, and quality errors in reported age, sex, place of residency and causes of death. Comparable and accurate estimates allow to light on urban-rural differentials in mortality; first, standardised cause-specific death rates are computed for the three spatial groups in each country. Second, life expectancy decomposition methods are calculated; in this way, it is possible to evaluate differential contributions by age and cause-of-death.

2. RESULTS

In order to study the amenability of causes of death, amenable and non-amenable deaths are first distinguished from each other. Amenable causes of death in this research are defined according to Tobias and Jackson (2001) refined "avoidable mortality" to study mortality trends in New Zealand. They classified causes of death as avoidable by one or a combination of measures categorised as primary, secondary or tertiary interventions, followed by a last group of causes of death that would have required a combination of measures and/or interventions in order to avoid death. Standardised mortality rates by their amenability are indicated in figures 1a (males) and 1a (females). On the x-axis are rates at the initial time (*t1*) corresponding to year 2000, and on the y-axis are the rates at the final time (*t2*) corresponding to year 2010. Axis scales are symmetrical, but different scales are used in each category. The goal here is to make it easy to perceive a subpopulation's progress by causes of death. Thus, the diagonal (dotted line) represents the limit that divides increasing rates (above) from decreasing rates (below) during the period. Countries are distinguished by colours and groups of cities by shape.

Figure 1. Standardised mortality rates by causes-of-death amenability, 2000 vs. 2010

1a. Males 1b. Females



There is a persistent urban advantage in mortality in Latin America, which is mostly concentrated in the main and large cities, for which initial level and trends –during the period of analysis– are the most advanced in terms of mortality decline in comparison with the rest of the country. Urban advantage remains regardless the level of urbanisation in each country. The urban advantage in Latin American mortality mainly comes from the differential impact of amenable causes of death in the spatial groups, higher in occurrence in towns and rural areas in comparison with main and large cities. Results showed that amenable causes of death exhibited a clear gradient between spatial groups, being in the main and large cities of all countries in the sample where amenable mortality achieved its lowest rates. Since amenable deaths are largely related to the existence of public infrastructures, goods and services, one can confirm the influence of the urban bias in resource allocation in the regional health outcomes through mortality pattern.

3. DISCUSSION

Having areas with urban structures and minimum access to goods and service seems to be relevant to the spatial differential in amenable mortality, because the concentration of population in main and large cities enables a larger coverage of the sewage and water systems, adequate housing, proper roads, among other goods and services. In addition to the advantage set by the urban bias in resource allocation, the urban advantage might also be relying on a composition effect of the population. Large cities concentrate most of the wealth in the region; consequently, advantage could come from a higher concentration of non-poor population rather than the setting itself, especially if changes in mortality during the studied period are more associated with individual access to commodities than to macro-policies or large-scale public investments.

The pattern of amenable causes due to primary intervention sets a dissimilar spatial threshold because of the influence of urban bias in comparison with simpler urban advantage in mortality. In the most urbanised countries, the threshold in which urban advantage was visible was set to the main and large cities, while in the less urbanised countries, it was set to all cities regardless of their size and in opposition to rural. On its side, the spatial differential impact of amenable causes of death due to primary intervention seems to be more related to the historical concentration of power and wealth in the capital city. For countries such as Chile and Colombia, the advantage of the main-and-large-cities group mostly comes from the low rates of amenable causes due to primary interventions, which does not appear when comparing how all amenable causes of death are distributed in their others spatial groups. On the contrary, in Brazil, Mexico and Venezuela, the advantage introduced by lower mortality rates due to primary interventions spreads for all cities and at lesser extent reaches towns and rural areas.

The difference between these two groups of countries might come from strategies applied for the de-concentration of their capital cities. Brazil, Mexico and Venezuela have consolidated strategies of de-concentrating their capital cities by creating new planned industrial cities, or consolidating secondary industrial metropolises and agro-industrial regions, such as Manaus in Brazil, Ciudad Guayana in Venezuela, and the system of industrial city in the Mexican northern border. With this expansion, previous isolated or remote medium-sized and small cities became important to the national population and wealth distribution, as well as beneficiary of large-scale public investments. At the same time, Colombia and Chile strategy was led to accelerate the expansion of their larger cities, thus enlarging the demographic and economic weight of the major metropolises and expanding their areas of influence.

REFERENCES

Curto S., 1993, "Geographical Inequalities in Mortality in Latin America", *Journal of Medical Science of Great Britain*, 36(10), p. 6.

ECLAC, 2007, *Mortalidad*, Santiago de Chile, CELADE-CEPAL.

ECLAC, 2009, "Urbanización en Perspectiva", *Observatorio Demografico*, Santiago de Chile, United Nations Economic Commision for Latin America and the Caribbean.

Frenk J., Frejka T., Bobadilla J., Stern C., Lozano R., Sepúlveda J., José M., 1991, *La transición epidemiológica en América Latina, Boletín de la Oficina Sanitaria Panamericana (OSP),* 111(6) [online: iris.paho.org/handle/10665.2/16560].

Jones G., Carbridge S., 2010, "The Continuing Debate about Urban Bias: The Thesis, its Critics, its Influence and its Implications for Poverty-Reduction Strategies", *SAGE Publications Progress in Development Studies*, 10(1), p. 18.

Lipton M., 1977, *Why Poor People Stay Poor: A Study of Urban Bias in World Development,* Cambridge, Harvard University Press.

Metzger X., 2002, "La agregación de datos en la medición de desigualdades e inequidades en la salud de las poblaciones", *Revista Panamericana de Salud Pública*, 12(6) [online: www.paho.org/journal/es/numeros-especiales/medicion-inequidades-salud].

Prata P., 1992, "A Transição Epidemiológica no Brasil", *Cadernos de Saúde Pública*, 8(2), p. 7.

Sabino W., Regidor E., Otero A., 2007, "Evolución desigual de las causas de muerte en las regiones de Brasil", *Gac. Sanit., Barcelona*, 21(6), p. 480-484.

Tobias M., Jackson G., 2001, "Avoidable mortality in New Zealand, 1981-97", *Aust N Z J Public Health*, 25(1), p. 12-20.

THE AUTHOR

Jenny Garcia
Ined
jenny.garcia@ined.fr

Mortalidad por desnutrición en niños y su relación con los determinantes territoriales (Colombia, 2003-2012)[1]

AUTORA
Nubia Janeth RUIZ

RESUMEN
Este estudio indaga un problema de gran relevancia en el mundo y particularmente en Colombia: la mortalidad por desnutrición, su relación con el territorio y las dinámicas económicas que allí se desarrollan. La investigación analiza las condiciones generales del país, enfocando el estudio en la región Caribe, en los departamentos del Cesar, La Guajira y el Magdalena durante 10 años en el periodo de 2003 a 2012. Se analiza con detenimiento la condición de los menores de 5 años, que son junto con los adultos mayores, las poblaciones de más vulnerabilidad. La metodología posibilitó establecer una lectura integral del fenómeno, complementando el análisis epidemiológico con las condiciones territoriales, los espacios donde habita la población. El resultado muestra las grandes asimetrías regionales que vive el país y evidenció la correlación entre los usos de la tierra, las condiciones de violencia y la mortalidad de la población más vulnerable a causa de la desnutrición.

PALABRAS CLAVES
Desnutrición, pobreza, mortalidad, seguridad alimentaria, minería

Mortalité par malnutrition chez les enfants et son rapport aux territoires (Colombie, 2003-2012)

RÉSUMÉ
Cette étude vise à approfondir un problème de grande importance au niveau mondial, et national dans le cas colombien : la mortalité par malnutrition, le rapport aux territoires et les dynamiques économiques qui s'y tiennent. Cette recherche analyse les conditions générales du pays, mettant l'accent sur la région Caraïbe, particulièrement sur les départements du Cesar, La Guajira et Magdalena. Elle présente la condition des enfants âgés de 5 ans ou moins qui sont, avec les adultes de plus de 70 ans, les populations les plus vulnérables. La méthodologie a permis d'établir une lecture intégrale du phénomène, en appuyant l'analyse épidémiologique sur les caractéristiques des territoires et les conditions de logement des habitants. Le résultat souligne les asymétries régionales qui existent en Colombie. On constate une corrélation directe entre les usages des territoires, les conditions de vie violentes et la mortalité des populations les plus vulnérables à cause de la malnutrition.

MOTS CLÉS
malnutrition, pauvreté, mortalité, sécurité alimentaire, exploitation minière

INTRODUCCIÓN

Conocer las condiciones de la mortalidad por desnutrición en Colombia, particularmente en los menores de 5 años, e indagar por las correlaciones existentes entre ésta causa y las condiciones económico-sociales-ambientales de los territorios es el propósito de la presente comunicación. Esta investigación de carácter nacional concentró su atención en las regiones de mayores tasas de mortalidad, territorios de intensa actividad extractiva y de producción minero-energético.

La mortalidad por desnutrición es una muerte evitable. Comprender la mortalidad más allá de un hecho biológico, exige abordar el paradigma social como método de análisis que permite relacionar su estudio con las condiciones del contexto y validar así la aproximación teórica que define la mortalidad como un hecho

1 El presente documento es un breve resumen de un extenso proyecto de investigación que involucra ya 20 años de análisis de la mortalidad por desnutrición en Colombia y su relación con las condiciones del territorio, la pobreza, la violencia y el cambio del uso de la tierra.

social (González, 2000). Los desarrollos teóricos del paradigma social se alimentan del paradigma histórico estructural (Behm 1992) que incorpora al debate, el método conceptual permitiendo comprender el peso de las diversas variables sociales, culturales, económicas, étnicas y de clase; presentes en la mortalidad infantil especialmente a causa de la desnutrición[2]. Es éste el paradigma conceptual que guía la presente investigación. El avance al conocimiento del problema del presente estudio, tiene que ver con la correlación demostrada entre la mortalidad por desnutrición y el uso de la tierra, la explotación minero energética y la pobreza. De esta manera, desde la perspectiva de la geográfica política (Harvey, 2006, 2007; Santos, 1996; Lefebvre, 1972); se integran acertadamente los determinantes macroeconómicos presentes en el territorio y el impacto de éstos en el nivel micro-social específicamente la mortalidad de los menores; esta perspectiva toma relevancia al momento de interpretar los hallazgos.

1. MARCO METODOLÓGICO

La metodología abordó cuatro etapas: a) se analizaron las estadísticas vitales del Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE, 2016), se determinaron las tasas de mortalidad por desnutrición para los menores de cinco años en todos los municipios del país (se establece el municipio como unidad de análisis); b) se georeferenciaron las tasas; c) se analizo la región Caribe particularmente los municipios ubicados en los departamentos de La Guajira, el Cesar y Magdalena; y d) se establecieron las relaciones existentes entre las condiciones de pobreza multidimensional, la propiedad de las tierras rurales productivas, el uso de la tierra (agrícola, minero y otros usos agroindustriales) y las tasas de mortalidad por desnutrición en los menores de cinco años; avanzando así en identificar las causalidades de la muerte.

La metodología incorporó todas las formas de mortalidad de menores de cinco años en las cuales la desnutrición estuvo presente como causa básica, causa antecedente u otro estado patológico. De igual manera, se incluyeron las defunciones en las que la infección respiratoria aguda (IRA) y la enfermedad diarreica aguda (EDA) fueron la causa básica. Todo menor que tenga un buen estado nutricional y presente una infección respiratoria u intestinal, no fallecerá y logrará superar con éxito estas patologías; pero si por en la base de su estado patológico hay una grave condición de desnutrición, resulta difícil la sobrevivencia (Puffer, 1970).

> "El carácter integral de la tasa se sustenta al incluir en el análisis defunciones cuyas causa básica son las enfermedades diarreicas agudas (EDA) y las infecciones respiratorias agudas (IRA) que, de acuerdo a las experiencias obtenidas en muchos países estudiados, son las patologías más vinculadas con la desnutrición entre los 0 y 59 meses de vida". (Longhi, 2015: 9)

El impacto de la desnutrición, como causa de mortalidad, con frecuencia se subestima, pues solo se contabiliza cuando esta es la causa directa de muerte y no se hace cuando es causa asociada a un estado patológico, que coadyuva al deterioro que lleva a la muerte (Pelletier, 1994).

Tabla 1. Códigos de causas de mortalidad incluidos en el estudio
Fuente: Código Internacional de Enfermedades CIE10

Desnutrición	E40	E41	E42	E43	E44	E45	E46	E50	E51	E52	
	E53	E54	E55	E56	E58	E59	E60	E61	E63	E64	
Infecciosas	A00	A01	A02	A03	A04	A05	A06	A07	A08	A09	J10
	J11	J12	J13	J14	J15	J16	J17	J18	J20	J21	J22

2. PRINCIPALES HALLAZGOS

La mortalidad por desnutrición está presente en todos los municipios de Colombia y en todos los grupos de población. Durante los 10 años estudiados, murieron en promedio 18 personas diariamente, de los cuales 3 tenían menos de 5 años. Las poblaciones más vulnerables, son los menores de 5 años y los adultos mayores; de estos los menores de 1 año, especialmente los menores entre 6 y 11 meses, allí están las mayores tasas. Se concluye que las condiciones prenatales y posnatales tales como el peso al nacer, el destete temprano, la ausencia de atención prenatal para la madre, la edad de la misma y las difíciles condiciones ambientales, de atención médica y de alimentación inadecuada terminan por cobrarles la vida.

El análisis detallado se concentró en los municipios de los departamentos de La Guajira, Cesar y Magdalena que configuran un zona de alta mortalidad; es este un territorio de gran riqueza natural, posee recursos

2 Son estas las bases del paradigma social de interpretación de la mortalidad infantil, "…los estudios de mortalidad infantil que incorporan lo social intentan operacionalizar distintas variables incluyendo clase social; dentro de este grupo se encuentran los estudios sobre la pobreza, procesos migratorios, sus relaciones con la salud, la relación entre crisis y salud" (Longhi, 2013:12).

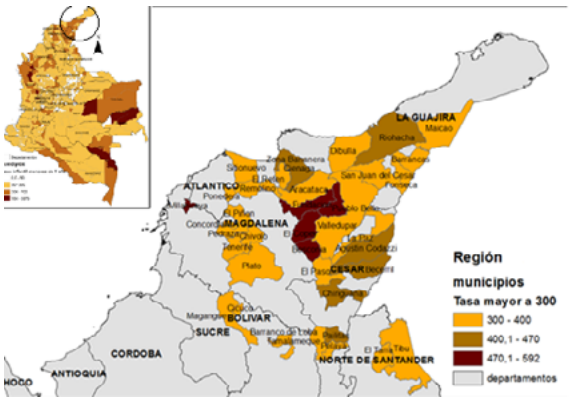


Figura 1. Tasas de mortalidad por desnutrición menores de un año. Guajira, Cesar, Magdalena 2003-2012
Fuente: elaboración propia con datos de DANE (2016)

minerales como carbón, gas, oro, metales y petróleo y grandes recursos agrícolas; se ubican allí explotaciones minero-energéticas. Se encuentran las minas de carbón a cielo abierto más grandes del mundo: el Cerrejón[3] y la Loma[4]. Este territorio ha soportado la extracción de los recursos, la transformación del uso del suelo rural, la disminución de la producción agrícola, el despojo y desplazamiento de su población. La privatización y contaminación del agua ha sido uno de los grandes impactos que tienen la actividad de la explotación minera y el monocultivo agroindustrial. Las sequias son cada vez más frecuentes y más agresivas; la explotación minera hace un uso irracional del agua[5]. Esto se ha constituido en un proceso de desterritorialización a través del desplazamiento de miles de indígenas y campesinos, quienes han sido obligados a abandonar su territorio, transformar su cultura, abandonar su vocación agrícola y proletarizarse, transformando su relación con la tierra y convirtiéndose, algunos de ellos, en mineros.

Las tasas del Cesar duplican la tasa nacional de mortalidad de los menores de 1 año por desnutrición, igualmente los otros dos departamentos. En 31 de los 68 municipios que conforman la región estudiada las tasas superan los 300 por cada mil menores de un año. Municipios del Cesar y Magdalena muestran las tasas más elevadas.

Tabla 2. Peso de la mortalidad por desnutrición respecto a la mortalidad por todas las causas
Fuente: elaboración propia con datos de DANE (2016)

Departamento	Fallecidos por Desnutrición-IRA-EDA					Fallecidos por todas las causas					Porcentaje fallecimientos por desnutrición				
	Menores de 1 mes	De 1 a 5	De 6 a 11 meses	Un año	De 2 a 4	Menores de 1 mes	De 1 a 5	De 6 a 11 meses	Un año	De 2 a 4	Menores de 1 mes	De 1 a 5	De 6 a 11 meses	Un año	De 2 a 4
Cesar	59	456	322	197	120	2.156	949	440	348	345	2,7%	48,1%	73,2%	56,6%	34,8%
La Guajira	49	353	309	281	148	1.296	608	393	371	262	3,8%	58,1%	78,6%	75,7%	56,5%
Magdalena	65	439	363	212	121	2.604	944	534	372	373	2,5%	46,5%	68,0%	57,0%	32,4%
Total Región	173	1.248	994	690	389	6.056	2.501	1.367	1.091	980	2,9%	49,9%	72,7%	63,2%	39,7%

El volumen de los casos presentados en los tres departamentos fue de 3.494 menores fallecidos; 2.415 (69.1 %) eran menores de 1año. Niños y niñas que en su mayoría mueren después de 6 o 7 meses de vida, periodo en el cual los seres humanos son mucho más vulnerables, les afecta la ausencia de atención médica y las condiciones adversas del entorno. La tabla 2, muestra un resumen del peso que tiene la mortalidad por desnutrición y otras enfermedades infecciosas, respecto al total de la mortalidad de los menores de cinco años por todas las causas.

El coeficiente de correlación de la mortalidad de las tasas con el indicador de pobreza multidimensional arroja un valor de R^2 de 0.851, resultado estadísticamente significativo. Adicionalmente, se estimaron los coeficientes en relación a variables socioeconómicas como la disponibilidad de servicios básicos (acueducto, alcantarillado), en esta variable, es el Departamento del Cesar el que mayor correlación muestra en todos sus municpios entre las tasas de mortalidad y la ausencia de dichos servicios, igualmente para este mismo departamento la correlación hallada entre el GINI de propietarios de tierras y la mortalidad de los menores es estadísticamente significativo; en la Guajira la mayor correlación se observa entre la disponibilidad de tierras para la explotación minero-energética y las tasas de mortalidad y para el Magdalena la mayor correlación esta en el indice de pobreza, ademas es el departamento para el cual la correlación entre desplazamiento forzado y mortalidad resulta importante.

3 Cerrejón pertenece a un consorcio formado por las multinacionales BHP Billiton, Anglo American y Xstrata. Es la mina de carbón a cielo abierto más grande del mundo. Cerrejón 74.888,91 hectáreas en explotación y el uso de 150 km de vía férrea, desde los tajos de explotación hasta la costa sobre el Caribe en Puerto Bolívar.

4 La Drummond Company, es la multinacional que explota la mina de la Loma, ubicada en los municipios del Paso, La Jagua de Ibirico y Chiriguana; esta compañía ha sido la responsable de grandes desastres ambientales con el vertimiento de miles de toneladas de carbón a la bahía de Santa Marta. Tiene tituladas 54.730,15 hectáreas (ANM, 2011).

5 La empresa Cerrejón gasta en promedio 17 millones de litros de agua al día. www.radionacional.co/noticia/ind-genas-de-la-guajira-acusaron-la-multinacional-cerrej-n-de-desperdiciar-agua#sthash.2LvTsjG5.dpuf

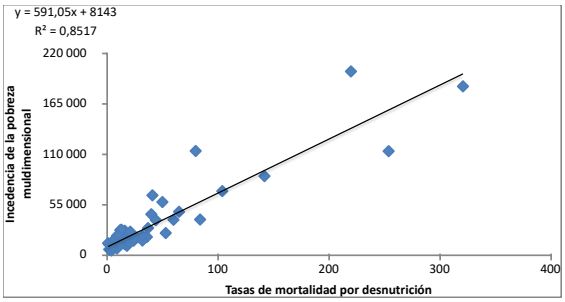


Figura 2. Correlación entre el Indicie de Pobreza Multidimensional y las tasas de mortalidad por desnutrición en los menores de cinco años. Departamentos y municipios estudiados, 2003-2012
Fuente: DANE [en linéa: dane.gov.co cuentas nacionales, consultado el 04/12/2017]

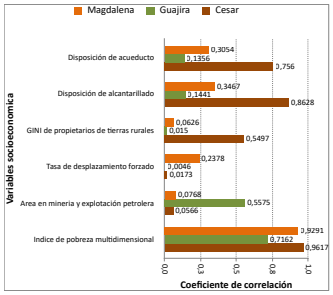


Figura 3. Coeficiente de correlación entre las variables socioeconómicas y las tasas de mortalidad por desnutrición en los menores de cinco años, 2003-2012. Fuente. Datos estimados a partir de diversas fuentes: DANE: Estadísticas vitales, Censo agropecuario, Indice de pobreza multidimensional. Atlas de propiedad rural de la tierra, registro de población desplazada, ANM, ANH.

Finalmente, Colombia en el último periodo ha sido abocado a un proceso depredador de explotación y exploración minera, razón por la cual múltiples comunidades campesinas e indígenas se han visto obligadas a abandonar su territorio de origen y a transformar su cultura alimenticia. Son obligadas a convertirse en obreros agrícolas o en mineros o en el mayor de los casos a vivir en zonas deprimidas de las grandes ciudades donde el proceso de consecución de alimentos depende directamente de la capacidad de compra, condición que incrementa la inseguridad alimentaria y expone a la población más vulnerable al hambre. La actividad minera además trae consigo una alta contaminación ambiental y destrucción de las fuentes de agua, que en muchos territorios ha tenido como consecuencia la muerte de los animales y la imposibilidad de la actividad agrícola que ha sido por mucho tiempo la fuente fundamental de abastecimiento de alimentos para la población.

REFERENCIAS

Agencia Nacional de Minería (ANM), 2011, *Base general de títulos mineros del ANM,* Bogotá, ANM.

González N., 2000, "El estudio de la muerte como fenómeno social. La reflexión metodológica y el trabajo epidemiológico", *Estudios Sociológicos*, vol. 18, n. 54.

Longhi F., 2013, "Pobreza y mortalidad infantil. Una aproximación teórica al estudio de sus relaciones", *Andes*, n. 24, p. 325-365.

Longhi F., 2015, "Magnitudes y tendencias de la desnutrición en la niñez argentina durante la primera década del siglo XXI", *Población y Salud en Mesoamérica,* 13(1), Informe Técnico 1 [en línea: dx.doi.org/10.15517/psm.v13i1.19496, consultado el 15/08/2017].

Harvey D., 2006, *Spaces of Global Capitalism*: *Towards a Theory of Uneven Geographical*, London–New York, Verso.

Harvey D., 2007, *Espacios del Capital. Hacia una geografía crítica*, Madrid, Ediciones AKAL.

Lefebvre H., 1972, *Espacio y política*, Barcelona, Península.

Santos M., 1996, *La metamorfosis del espacio habitado*, Vilassar del Mar, Oikos-Tau.

DANE (Departamento Administrativo Nacional de Estadística), 2016, *Pobreza monetaria y multidimensional en Colombia 2015*, Bogotá, "Boletín Técnico" [en linéa: www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/bol_pobreza_15_.pdf].

Puffer R., 1970, "Estudio de múltiples causas de defunción", *Boletín Oficina Sanitaria Panamericana*, n. 69, p. 93-114.

L'AUTORA

Nubia Janeth Ruiz
Universidad Nacional de Colombia (Colombia)
Departamento de Sociología
nyruizr@unal.edu.co

Inégalités de chances d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun entre 2000 et 2014

AUTEURS
Stéphane Brice SEUKAM KOUENKAP, Lionel NOGUE NZOUWO

RÉSUMÉ
Des études récentes révèlent que les vaccins soutiennent le développement des systèmes immunitaire et cognitif et améliorent la santé globale des enfants. L'un des principes directeurs du Plan d'action mondial 2011-2020 de l'OMS pour les vaccins est d'assurer un accès équitable à la vaccination, composante clé du droit à la santé. Au Cameroun, les résultats des enquêtes à indicateurs multiples (MICS) réalisées en 2000, 2006, 2011 et 2014 montrent une tendance à la hausse de la couverture vaccinale, passant de 30 % à 75,3 %. Cette tendance s'accompagne-t-elle d'une amélioration des inégalités de chances d'accès ou de leur aggravation ? Quelles sont les circonstances à l'origine de ces inégalités ? Quelles différences peut-on noter entre les régions de résidence ? Pour répondre à ces questions, cette recherche s'appuie sur le calcul de l'*indice de dissimilarité*, la décomposition de Shapley de l'indice de dissimilarité basée sur une régression logistique binaire, et la décomposition d'Oaxaca.

MOTS CLÉS
inégalités, complétude vaccinale, indice de dissimilarité, décomposition, enfants

ABSTRACT
Recent studies show that vaccines support the development of the immune and cognitive systems and improve the overall health of children. One of the guiding principles of the Global Vaccine OMS 2011-2020 Action Plan is to ensure equitable access to immunisation, a key component of the right to health. In Cameroon, the results of the Multiple Indicator Surveys (MICS) carried out in 2000, 2006, 2011 and 2014 show an upward trend in vaccination coverage, going from 30% to 75.3%. Is this trend accompanied by an improvement in inequalities of access chances or their worsening? What are the circumstances behind these inequalities? What are the differences between the regions of residence? This research relies on the calculation of the Dissimilarity index, the Shapley decomposition of the Dissimilarity index based on a binary logistic regression, and the Oaxaca decomposition to answer these questions.

KEYWORDS
Inequalities, Vaccine completeness, Dissimilarity index, Decomposition, Children

INTRODUCTION

L'importance de la complétude vaccinale dans la baisse de la mortalité infantile (Ozawa *et al.*, 2017), dans le développement cognitif (Seukam, 2017) et du système immunitaire (Freyne *et al.*, 2015) et sur le statut nutritionnel de l'enfant (Solis-Soto *et al.*, 2020) a été largement reconnue. Au début des années 1970, cinq millions d'enfants mourraient chaque année dans le monde à la suite d'une maladie évitable par la vaccination (Aubry & Gaüzère, 2019). Afin d'inverser cette tendance, de nombreuses mesures ont été prises aussi bien au niveau mondial, continental que national. Il s'agit notamment du Programme élargi de vaccination (PEV), adoption de la vision et la stratégie mondiale pour la vaccination 2006-2015, qui recommande que l'on atteigne un taux de couverture vaccinale national d'au moins 90 % (dans tous les pays) et d'au moins 80 % dans chaque district (ou unité administrative équivalente) vers l'an 2010, sinon plus tôt (OMS & Unicef, 2006). Au Cameroun spécifiquement, des plans pluriannuels de vaccination sont mis en œuvre depuis le début de la décennie 2000 pour contribuer à l'atteinte de cet objectif.

L'un des principes directeurs du Plan d'action mondial pour les vaccins, repris dans les plans de travaux annuels du Programme élargi de vaccination, stipule « l'accès équitable à la vaccination ». Pour atteindre ses cibles, le PEV repose sur quatre stratégies de vaccination : en poste fixe, en poste avancé, mobile et des semaines d'actions. L'argument central est que, dans un pays d'égalité des chances, les circonstances ne

devraient pas avoir d'importance : on s'attendrait à ce que l'accès à la vaccination chez les enfants de 12-23 mois ne soit pas influencé par le milieu de résidence, la région de résidence, le niveau d'instruction de la mère et/ou le niveau de vie du ménage.
Au Cameroun, les résultats des enquêtes à indicateurs multiples MICS 2000 et 2006, EDS-MICS 2011 et MICS 2014 réalisées par l'Institut national de la statistique montrent une couverture vaccinale de 30 %, 57 %, 53 %, et 75,3 % respectivement. Cette tendance s'accompagne-t-elle d'une amélioration des inégalités de chances d'accès ou de leur aggravation? Quelles sont les circonstances à l'origine de ces inégalités ? Quelles différences peut-on noter entre les régions de résidence ? L'objectif principal de cette étude est de contribuer à la réduction des inégalités d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun. Elle s'appuie sur la conception des inégalités de chances de Roemer (1998).

1. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

1.1. Source de données

Les données nécessaires à la réalisation de la présente réflexion sont tirées des quatre enquêtes à indicateurs multiples : MICS 2000, MICS 2006, EDS-MICS 2011 et MICS 2014, réalisées au Cameroun par l'Institut national de la statistique.

1.2. Variables et méthodes d'analyse

La variable dépendante de l'étude est le statut vaccinal de l'enfant. Elle a été recodée de la manière suivante : 1 si l'enfant est complètement vacciné ; 0 sinon. Dans le cadre de notre étude, l'enfant est complètement vacciné s'il a reçu une dose de BCG, trois doses de Polio (1, 2, 3), trois doses de DTCoq et une dose de vaccin anti-rougeleux contenant les antigènes contre la rougeole. Les variables indépendantes ou circonstances qui expliquent le statut vaccinal de l'enfant sont : son sexe, le niveau d'instruction de sa mère, le niveau de vie du ménage, son milieu de résidence et sa région de résidence (Nana, 2017).
Au regard de l'objectif principal de cette étude, trois approches méthodologiques ont été retenues : la régression logistique binomiale, le calcul et la décomposition de l'indice de dissimilarité par la méthode de Shapley, et la décomposition d'Oaxaca. Dans un premier temps, nous estimons un modèle de régression logistique, compte tenu de la nature dichotomique de notre variable dépendante, pour un enfant *i* d'être complètement vacciné. De cette estimation, nous obtenons les coefficients estimés $\hat{\beta}_k$. Par la suite, il s'agit de calculer pour chaque enfant la probabilité prédite d'être complètement vacciné $\hat{p}_i$, découlant de la relation prédite entre $\hat{\beta}_k$ et le vecteur des circonstances (variables indépendantes) X_{ki}, telle que :

$$\hat{p}_i = \frac{Exp(\hat{\beta}_0 + {}_{k=1}^{m} X_{ki}\hat{\beta}_k)}{1 + \mathrm{Exp}(\hat{\beta}_0 + {}_{k=1}^{m} X_{ki}\hat{\beta}_k)}$$

À la troisième étape, nous déterminons la probabilité d'accès observée. Elle résume les informations sur la fraction de la population qui a accès à la complétude vaccinale. $C = \sum_{i=1}^{n} w_i \hat{p}_i$

où *n* est la taille de la population totale et $w_i = \frac{1}{n}$, le poids de l'individu dans la population.

La 4e étape consiste à calculer l'indice de dissimilarité (D-index): $D = \frac{1}{2C} {}_{i=1}^{n} w_i \hat{p}_i - C$
Il s'agit de la moyenne pondérée des différences entre les probabilités prédites et la probabilité d'accès observée.
Pour capter la contribution de chaque circonstance à l'inégalité d'opportunité, la décomposition de Shapley est ensuite mise en œuvre.
La valeur de Shapley est donnée par : $D_A = {}_{S \subseteq N\{A\}} \frac{s\ !(n - |s| - 1)!}{n!}[D(S \cup \{A\}) - D(S)]$

où *N* est l'ensemble de toutes les circonstances, *n* un sous-ensemble des variables, *S* un sous-ensemble de *N* qui ne contient pas la circonstance particulière *A*, *D(S)* le D-index estimé avec l'ensemble de circonstances *S*, $D(S \cup \{A\})$ le D-index calculé avec l'ensemble des circonstances *S* et la circonstance *A*.

Ainsi, la contribution de la circonstance *A* à l'inégalité est définie par : $M_A = \frac{D_A}{D_N}$ où ${}_{i \in N} M_i = 1$.

Dans la suite, une décomposition de type Oaxaca (1973) est employée dans le but d'analyser les différences entre régions, qui permettra de dire si l'inégalité d'accès à la complétude vaccinale est due aux différences de circonstances (effet de composition) ou aux différences d'impact des circonstances sur le fait d'être complète-

ment vacciné (effet d'association). Nous proposons cette décomposition en calculant l'inégalité des chances pour chaque région, puis les mesures contre factuelles de l'inégalité des chances. Les logiciels SPSS 25, STATA 14 et Excel 2013 sont utilisés pour le traitement des données, la mise en œuvre de ces méthodes et la présentation des tableaux.

2. RÉSULTATS

2.1. Impact des inégalités d'opportunités sur le statut vaccinal entre 2000 et 2014

Idéalement, une société offrirait à ses enfants les mêmes chances de se développer et prospérer. L'analyse du tableau 1 ci-dessous révèle l'existence des inégalités d'opportunités d'être complètement vacciné chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun au fil du temps. En effet, comme le montre l'indice de dissimilarité, 21,88 % d'opportunités d'accès à la complétude vaccinale au Cameroun en 2000 doivent être réaffectées pour que l'égalité prévale, contre 5,05 % en 2006, 13,49 % en 2011 et 5,53 % en 2014. Ces résultats montrent une évolution en dent de scie des inégalités.

Tableau 1. Valeur de l'indice de dissimilarité par année

Méthode	Année			
	2000	2006	2011	2014
PdB (index de dissimilarité)	0,2188	0,0505	0,1349	0,0553
Ws (adapted DI)	0,3284	0,1718	0,303	0,1816

Source : enquêtes MICS 2000 et 2006, EDS-MICS 2011 et MICS 2014

2.2. Analyse des contributions marginales des circonstances à l'indice de dissimilarité entre 2000 et 2014

Les contributions marginales des circonstances à l'indice de dissimilarité sont présentées dans le tableau 2 ci-dessous. À l'exception de l'année 2014, la région de résidence est la circonstance qui explique le mieux les inégalités d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun. En effet, la région de résidence explique respectivement 40,35 %, 33,12 % et 49,88 % des inégalités d'opportunités pour un enfant de 12-23 mois d'être complètement vacciné en 2000, 2006 et 2011. En outre, on remarque qu'en 2014 c'est le niveau d'instruction de la mère (30,38 %) qui explique le plus ces inégalités. Par contre, quelle que soit l'année, le sexe de l'enfant est la circonstance qui les explique le moins. Le poids de la région de résidence évolue dans le même sens que l'indice de dissimilarité au fil du temps. Cependant, c'est en 2011 que la région de résidence a le plus contribué aux inégalités avec près de la moitié qui lui sont imputées.

Tableau 2. Contribution (%) de chaque circonstance à l'indice de dissimilarité, par année

Décomposition (méthode Shapley)								
Variables	2000		2006		2011		2014	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Région de résidence	0,088511	40,35	0,016719	33,12	0,063843	49,88	0,008603	15,55
Milieu de résidence	0,029891	13,63	0,007732	15,32	0,010815	8,45	0,009316	16,84
Niveau de vie du ménage	0,051821	23,63	0,009203	18,23	0,022972	17,95	0,016806	30,38
Niveau d'instruction de la mère	0,043598	19,88	0,016757	33,2	0,028712	22,43	0,016086	29,08
Sexe de l'enfant	0,004994	2,28	0,000066	0,13	0,001481	1,16	0,004483	8,1
Total	0,2193	100	0,0505	100	0,1278	100	0,0553	100

Source : enquêtes MICS 2000 et 2006, EDS-MICS 2011 et MICS 2014

2.3. Analyse des différences d'inégalités entre régions entre 2000 et 2011

L'analyse précédente montre que la région de résidence est la circonstance qui contribue le plus aux inégalités d'être complètement vacciné chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun, excepté en 2014. Pour chaque année, comprendre d'où proviennent les différences entre régions est crucial pour la conception des politiques.

2.4. Analyse des différences en 2000

Sur la diagonale, nous avons l'estimation de chaque région, avec le Grand Nord qui affiche le plus faible niveau des inégalités et la région Ouest/Nord-Ouest le niveau d'inégalités le plus élevé. Les valeurs restantes sont des estimations contre factuelles, où la colonne fait référence aux coefficients estimés, et les lignes la distribution des circonstances (tab. 3). Ainsi, 0,04679 serait le niveau d'inégalité de chances du Grand Nord avec la distribution des circonstances du Grand Sud. Cette valeur, la plus proche de celle du Grand Nord, signifie que la majeure partie de la différence est due à des différences dans le lien entre les circonstances et les résultats, tandis que très peu de différence est due à une structure de circonstances différente. Aussi, une grande partie de la différence entre le Grand Nord et la région Ouest/Nord-Ouest (région où le niveau d'inégalités est le plus élevé) est due en majorité à une structure de circonstances différentes, ainsi qu'entre le Grand Nord et la région Littoral/Sud-Ouest.

Tableau 3. Coefficients estimés par région et estimations contre factuelles entre régions en 2000

Composition par région de résidence	Région de résidence				
	Grand Nord	Grand Sud	Yaoundé/Douala	Littoral/Sud-Ouest	Ouest/Nord-Ouest
Grand Nord	*0,03465*	0,03496	0,04214	0,04704	0,06757
Grand Sud	0,04679	*0,03969*	0,05185	0,04905	0,06692
Yaoundé/Douala	0,04789	0,04610	*0,04405*	0,01626	0,05121
Zone Sawa	0,05817	0,05102	0,06466	*0,05191*	0,08415
Zone Grassfields	0,04817	0,04109	0,05723	0,05823	*0,07063*

Source: MICS 2000

2.5. Analyse des différences en 2006

Contrairement à 2000, la région Ouest/Nord-Ouest est la seule où les inégalités de chances sont les plus faibles, et le Grand Sud celle où les inégalités sont les plus fortes. Les résultats révèlent que 0,03092 serait le niveau d'inégalités au Grand Sud avec la distribution des circonstances de l'Ouest/Nord-Ouest (tab. 4). Ainsi, une partie de la différence des inégalités entre l'Ouest/Nord-Ouest et le Grand Sud est due à la structure différente des circonstances et une autre à des différences dans le lien entre les circonstances et les résultats. Cependant, faire passer les inégalités du Grand Sud à 0,02070 signifie qu'il faudrait lui accorder la distribution des circonstances de Yaoundé/Douala.

Tableau 4. Coefficients estimés par région et estimations contre factuelles entre régions en 2006

Composition par région de résidence	Région de résidence				
	Grand Nord	Grand Sud	Yaoundé/Douala	Littoral/Sud-Ouest	Ouest/Nord-Ouest
Grand Nord	*0,02842*	0,04352	0,07722	0,01201	0,02274
Grand Sud	0,02469	*0,03530*	0,05323	0,01324	0,01542
Yaoundé/Douala	0,01765	0,02070	*0,02216*	0,00609	0,00925
Zone Sawa	0,02456	0,03325	0,04353	*0,01634*	0,01382
Zone Grassfields	0,02131	0,03092	0,04583	0,01367	*0,01322*

Source: MICS 2006

2.6. Analyse des différences en 2011

Comme en 2006, la région Ouest/Nord-Ouest est la région où les inégalités sont les plus faibles et le Grand Nord celle où elles sont les plus fortes. Ainsi, 0,05619 serait le niveau d'inégalités du Grand Nord avec la distribution des circonstances de l'Ouest/Nord-Ouest. Cette valeur, beaucoup plus proche de celle du Grand Nord, signifie que la plus grande différence entre les deux régions est due à des différences dans le lien entre les circonstances et les résultats. Aussi, 0,04667 serait le niveau d'inégalités du Grand Nord avec la distribution des circonstances de Yaoundé/Douala.

Composition par région de résidence	Région de résidence				
	Grand Nord	Grand Sud	Yaoundé/Douala	Littoral/Sud-Ouest	Ouest/Nord-Ouest
Grand Nord	*0,05654*	0,02409	0,02693	0,04189	0,01468
Grand Sud	0,06027	*0,02990*	0,02802	0,03723	0,01564
Yaoundé/Douala	0,04667	0,02045	*0,01946*	0,02630	0,01153
Zone Sawa	0,07084	0,03068	0,02805	*0,03060*	0,01744
Zone Grassfields	0,05619	0,02761	0,02559	0,03003	*0,01619*

Tableau 5. Coefficients estimés par région et estimations contre factuelles entre régions en 2011
Source : EDS-MICS 2011

3. DISCUSSION

Les facteurs d'opportunités ont une influence sur le statut vaccinal des enfants au Cameroun. Cependant, malgré une baisse importante de l'indice de dissimilarité entre 2000 et 2014, l'inégalité de chances d'accès à la vaccination a presque doublé entre 2006 et 2011. Ces résultats peuvent s'expliquer par les différentes stratégies mises en œuvre pour assurer une couverture vaccinale chez les enfants de 12-23 mois. En outre, nos résultats révèlent que l'année où l'inégalité est importante, la région de résidence est la circonstance déterminante. Nana (2017) montre que la région de résidence est le principal déterminant de la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun en 2011. De plus, une grande différence entre la région où l'inégalité est forte et celle où elle est moins forte est due soit à des différences dans le lien entre les circonstances et les résultats, soit à une structure de circonstances différentes.

CONCLUSION

Pour réduire les inégalités d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun, il faudra tenir compte des circonstances dans lesquelles vivent ces enfants, en particulier la région de résidence. Aussi, les prochains plans de travaux annuels du PEV devraient tenir compte en priorité du niveau d'instruction de la mère et du niveau de vie du ménage.

RÉFÉRENCES

Aubry P., Gaüzère B.A., 2019, *Du Programme élargi de vaccinations aux programmes nationaux de vaccination systématique*, Bordeaux, Université de Bordeaux.

Freyne B., Marchant A., Curtis N., 2015, "BCG-associated Heterologous Immunity, a Historical Perspective: Experimental Models and Immunological Mechanisms", *Transactions of The Royal Society of Tropical Medicine and Hygiene*, 109(1), p. 46-51.

Nana Mbezou A.I., 2017, *Complétude vaccinale des enfants de 12-23 mois au Cameroun en 2004 et 2011 : recherche des déterminants*, mémoire de master professionnel en démographie sous la direction d'Emmanuel Ngwe, Institut de formation et de recherche démographiques, Cameroun.

Oaxaca R., 1973, "Male-Female Wage Differentials in Urban Labor Markets", *International Economic Review*, n° 14, p. 693-709.

OMS, Unicef, 2006, *La vaccination dans le monde : vision stratégique 2006-2015*.

Ozawa S., Clark S., Portnoy A., Grewal S., Stack M.L., Sinha A., Mirelman A., Franklin H., Friberg I.K., Tam Y., Walker N., Clark A., Ferrari M., Suraratdecha C., Sweet S., Goldie S.J., Garske T., Li M., Hansen P.M., Johnson H.L., Walker D., 2017, "Estimated Economic Impact of Vaccinations in 73 Low- and Middle-Income Countries, 2001-2020", *Bulletin of the World Health Organization*, 95(9), p. 629-638.

Roemer J. E., 1998, *Equality of Opportunity*, Cambridge, Harvard University Press.

Seukam Kouenkap S.B., 2017, *Malnutrition chronique et développement cognitif des enfants de 36-59 mois au Cameroun*, mémoire de master professionnel en démographie sous la direction de Didier Nganawara, Institut de formation et de recherche démographiques, Cameroun.

Shorrocks A.F., 1999, *Decomposition Procedures for Distributional Analysis: A Unified Framework based on the Shapley Value*, Colchester, University of Essex.

Solis-Soto M.T., Paudel D., Nicoli F., 2020, "Relationship between Vaccination and Nutritional Status in Children: Analysis of Recent Demographic and Health Surveys", *Demographic Research*, 42(1), p. 1-14.

LES AUTEURS

Stéphane Brice Seukam Kouenkap
MINEPAT (Cameroun) – Division des analyses démographiques et des migrations
briceseukam@gmail.com

Lionel Nogue Nzouwo
MINEPAT (Cameroun) – Division de la coopération avec les pays émergents
lionelnogue1@yahoo.com

Session D
Les réformes territoriales entre résilience et innovation. Quelle temporalité pour quelles populations ?

PORTEURE
Sylvia BRUNET (CUREJ)

L'organisation territoriale de la France est en mutation. Les réformes de la décentralisation se mêlent aux aménagements de l'État déconcentré et à d'autres changements visant à réorganiser les territoires selon différentes formules plus modernes et visibles à l'échelle européenne et mondiale (grandes régions, métropolisation…). Le temps long des normes juridiques, des transformations administratives et des constructions sociales est court-circuité par les bouleversements des réformes territoriales, pensées dans un temps court et régulièrement remises en cause. Dès lors, les périmètres sans cesse renouvelés par les politiques publiques territorialisées viennent télescoper les temporalités des cadres territoriaux et normatifs que les sociétés produisent dans le temps long. Cette session s'interrogera plus spécifiquement sur la remise en question du triptyque traditionnel communes-départements-État liées à ces nouvelles formes de coopération.
Selon une perspective institutionnelle, on se posera la question de l'avenir des communes et des départements mais on s'interrogera également sur les perspectives d'évolution des niveaux plus récents (régions et intercommunalités). Les interrogations pourront être menées à travers la dialectique inertie/innovation pour ce qui concerne la participation citoyenne. Ou bien en questionnant le futur principe constitutionnel de différenciation et son impact potentiel sur l'égalité devant la loi si l'on accède aux revendications identitaires régionales et locales.
Les réformes territoriales s'accompagnent de mutations liées au « vivre-ensemble ». Pourraient être analysés notamment la question du maintien (par des outils numériques ? des « maisons » dédiées ?) des services publics dans les territoires en déclin démographique, ou encore les nouveaux modes de mobilité comme alternatives à l'usage individuel de la voiture, afin d'évaluer dans quelle mesure les acteurs publics agissent et interagissent au service des populations et du partage de l'espace public, à l'aide soit d'outils traditionnels soit de solutions modernes et innovantes, voire futuristes. En outre pourraient être étudiées la perception par les populations des réformes en cours et l'émergence récente de mouvements plus ou moins territorialisés de type « zadistes », « bonnets rouges » ou « gilets jaunes ». Enfin, la question peut se poser de savoir si la quête du changement et de la modernité permet de préserver dans le temps la diversité du patrimoine historique local et régional (qu'il soit matériel ou immatériel : traditions locales, langues régionales…) face aux principes constitutionnels classiques d'indivisibilité de la République, d'égalité devant la loi et d'unicité du peuple français.

Territorial Reforms: A Balance between Resilience and Innovation. Which Timescale for which Populations?

France's regions are undergoing organisational change. Decentralisation measures are being implemented in conjunction with the development of decentralised State administration and other changes aimed at reorganising the regions in accordance with various more modern methods, which are more visible at European and world level (large regions, metropolitanisation, etc.). The longer timescale of legal norms, administrative transformations and social structures is being overtaken by the upheavals of regional reforms, conceived over short periods of time and regularly subjected to challenge. Consequently, the constantly evolving scope of regional public policy is coming into conflict with the timescales that apply within regional and normative frameworks produced by societies over a long period of time. This session will focus more specifically on challenges to the traditional trio of town-department-State that have arisen as a result of these new forms of interaction.

From an institutional perspective, the question of the fate of towns and departments will be raised, as will the prospects for the future of the more recent administrative tiers (regions and inter-municipal districts). These issues may be addressed in terms of the opposition between inertia and innovation with regard to citizen participation; or alternatively, by examining the future constitutional principle of differentiation and its potential impact on equality before the law if regional and local claims to identity are met.
Regional reforms are being accompanied by changes relating to social coexistence ("le vivre-ensemble"). Potential focuses for analysis include: the question of how public services are being maintained (through digital tools, dedicated "centres"?) in areas experiencing demographic decline, or of how new modes of mobility are emerging as alternatives to individual car use, with the aim of assessing to what extent public actors act (and interact) in the service of populations and in order to promote the shared use of public space, using traditional tools or modern and innovative solutions, including some futuristic ones. Other potential topics include public perception of ongoing reforms and the recent emergence of movements with varying degrees of activity depending on the region, such as "zadistes" (anti-globalisation activists), "bonnets rouges" (anti-eco-tax protesters) or "gilets jaunes" (broad-based protest movement). Finally, it may be worth asking whether the pursuit of change and modernisation will enable the diversity of local and regional historical heritage (whether tangible or intangible: local traditions, regional languages, etc.) to be preserved over time in the face of traditional constitutional principles: the indivisibility of the Republic, equality before the law and the oneness of the French people.

Reformas territoriales entre resiliencia e innovación. ¿Qué temporalidad para qué poblaciones?

La organización territorial de Francia está cambiando. Las reformas de descentralización se encuentran con los ajustes del Estado desconcentrado y otros cambios destinados a reorganizar los territorios de acuerdo con diferentes opciones más modernas y visibles a escala europea y mundial (grandes regiones, metrópolis…). El tiempo largo de las normas legales, las transformaciones administrativas y las construcciones sociales se encuentran eludidas debido a los trastornos de las reformas territoriales, pensadas en un tiempo corto y regularmente cuestionadas. En consecuencia, los perímetros constantemente renovados por políticas públicas territorializadas van chocando con las temporalidades de los marcos territoriales y normativos que las sociedades producen en el tiempo largo. Esta sesión examinará más específicamente el cuestionamiento del tríptico tradicional comuna-departamentos-Estado relacionados con estas nuevas formas de cooperación.
Siguiendo una perspectiva institucional, se planteará la cuestión del futuro de los municipios y departamentos, pero también se considerarán las perspectivas de evolución de los niveles más recientes (regiones e intercomunalidades). Estos problemas podrán considerarse a través de la dialéctica inercia/innovación en cuanto a la participación ciudadana; o cuestionando el futuro principio constitucional de diferenciación y su impacto potencial sobre la igualdad ante la ley si se accede a las demandas de identidad regionales y locales.
Las reformas territoriales van acompañadas de cambios relacionados con la "convivencia". Podría analizarse en particular la cuestión del mantenimiento (¿mediante herramientas digitales?, ¿"casas" específicamente dedicadas?) de los servicios públicos en territorios en declive demográfico, o los nuevos modos de movilidad como alternativas al uso individual del automóvil, con el fin de evaluar en qué medida los actores públicos actúan e interactúan al servicio de las poblaciones y en el compartir el espacio público, por medio o de herramientas tradicionales o de soluciones modernas e innovadoras, incluso futuristas. Además, se podrían estudiar cómo las poblaciones perciben las reformas actuales, y la reciente aparición de movimientos más o menos territorializados como "zadistes", "gorras rojas" o "chalecos amarillos". Finalmente, se puede plantearse la pregunta si la búsqueda del cambio y la modernidad permite preservar a largo plazo la diversidad del patrimonio histórico local y regional (ya sea tangible o intangible: tradiciones locales, idiomas regionales, etc.) frente a principios constitucionales clásicos de indivisibilidad de la República, igualdad ante la ley y singularidad del pueblo francés.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Auby J.-B., Renaudie O., 2016, *Réforme territoriale et différenciation(s)*, Berger-Levrault.
Brennetot A., 2018, "A Step Further Towards a Neoliberal Regionalism: Creating Larger Regions in Contemporary France", *European urban and regional studies*, 25(2), p. 171-186.
Brunet S., 2015, „Die Regionalsprachen in Frankreich: eine untergeordnete Stellung", *Die Öffentliche Verwaltung (DÖV)*, Stuttgart, Kohlhammer, p. 687-693.

Brunet S., 2019 (à paraître), « La recomposition intercommunale, entre tentative de rationalisation et cause de désorganisation », *in* B. Camguilhem & S. Pessina-Dassonville (dir.), *Le territoire*, PURH–JuriS-Seine.
Cour des Comptes, 2019, *L'accès aux services publics dans les territoires ruraux*, Rapport, Paris.
Di Meo G., 2014, *Introduction à la géographie sociale*, Paris, Armand Colin.
Dumont H., El Berhoumi M. *et al.*, 2018, « Les recompositions territoriales : aux carrefours de l'Union européenne, des États-nations et des régions », Présentation du Dossier, *Droit et société*, vol. 1, n° 98, p. 10-12.
Gerbeaux F. (dir.), 1999, *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?* La Tour d'Aigues, L'Aube.
Guichard O., Huchet-Coppinger N., 1986, *Propositions pour l'aménagement du territoire : rapport au ministre de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du territoire et des transports, Commission de réflexion sur l'aménagement du territoire*, Paris, La Documentation française.
Marie M., 1982, « Penser son territoire : pour une épistémologie de l'espace local », *in* F. Auric et R. Brunet (dir.), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard, p. 141-158.
Ost F., 1999, *Le temps du droit*, Paris, Odile Jacob.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Sergio ALVARADO VAZQUEZ, César CASIANO FLORES – *The Planning Conditions of Public Spaces in Mexico*
– Karima BENAMARA-SAIT – Entre innovation et tradition, la problématique des recompositions de la gouvernance territoriale en Algérie
– Romain BONY-CISTERNES – Le territoire et le droit. Appréhension juridique du territoire et échelle des politiques publiques
– Perrine DUMAS – Le parc naturel marin : outil de conciliation des activités maritimes avec la protection du littoral ?
– Sylvain KAHN – Les remaniements de la souveraineté territoriale nationale. Un paradoxe européen. Le cas de la France
– Éric KERGOSIEN, Flavie FERCHAUD, Damien BOONE, Marc DUMONT – Faire territoire pour la jeunesse. Le cas d'un programme à vocation innovante au sein de la Métropole européenne de Lille (France)
– Rémi LE FUR – Des recompositions territoriales à l'anticipation territoriale
– Robin THILLARD – Territoire et gouvernance face au *Brexit* : la gestion multiscalaire du *Brexit* comme témoin du *new public management*
– Véronique ZAMANT – La gouvernance urbaine face au patrimoine. Quelle place pour la société civile dans le feuilleté réglementaire, entre-temps de l'aménagement et temps de la mémoire ?

AUTHORS
Sergio ALVARADO VAZQUEZ,
César CASIANO FLORES

The Planning Conditions of Public Spaces in Mexico

ABSTRACT
The objective of this paper is to present an analysis of the current development conditions of public spaces in Mexico through the perspectives of different actors. It will also explain the main issues of the actual planning regulatory framework concerning the inclusion of civil society in the planning and design process of public spaces in Mexico. We take into account the Federal law of human settlements, territorial order, and urban development (Diario Oficial de la Federacion, 2016)presented in November of 2016, which became the first federal legislation in Mexico that defines and relates the terms "urban development", "public space" and "social participation" (ANPR & WRI México, 2018). This research aims to present a background of the current conditions of planning public spaces in Mexico according to the federal government for the period (2018-2024), non-governmental institutions, and the private sector where each actor has a different perspective of the conditions of how public spaces should be developed.

KEYWORDS
Public space, Social participation, Technology, Mexico

RÉSUMÉ
L'objectif de cet article est de présenter une analyse des conditions actuelles de développement des espaces publics au Mexique à travers l'examen des perspectives des différents acteurs. Il déterminera également les principaux problèmes du cadre réglementaire actuel de planification concernant l'inclusion de la société civile dans le processus de planification et de conception des espaces publics au Mexique. Nous prenons en compte la loi fédérale sur les établissements humains, l'ordre territorial et le développement urbain (Federacion, 2016), présentée en novembre 2016 et qui est devenue la première législation fédérale au Mexique qui définit et relie les termes « développement urbain », « espace public » et « participation sociale » (World Resource Institute, 2018). Cette recherche vise à présenter un contexte des conditions réelles de planification des espaces publics au Mexique selon le gouvernement fédéral pour la période (2018-2024), les institutions non gouvernementales et le secteur privé, où chaque acteur a une perspective différente.

MOTS CLÉS
espace public, participation sociale, technologie, Mexique

INTRODUCTION

According to different scholars and practitioners, a public space is a physical space with a shared use between the city inhabitants, where social, cultural, artistic, recreational and political functions unfold, and where social expressions and manifestations can be shared with others (Gehl & Svarre, 2013; Madanipour, 1999).
In Mexico, the development of public spaces has been a topic promoted by the federal government, the state and the municipal level. However, the lack of continuity and poor organisation and collaboration between government institutions has stopped their development on a gradual basis. In this research, we want to analyse the current conditions for the development of public spaces in Mexico at the beginning of the 21st century.
It is important to mention the regulatory framework for the development of public spaces in Mexico. Any federal, regional, and municipal programme has to follow a national plan presented by the President at the beginning of his administration with the projects that will be carried out during the administration; from there, the regulatory framework in Mexico has a hierarchy follow-up (fig. 1), according to which every law or regulation has, as a base, the constitution of Mexico.

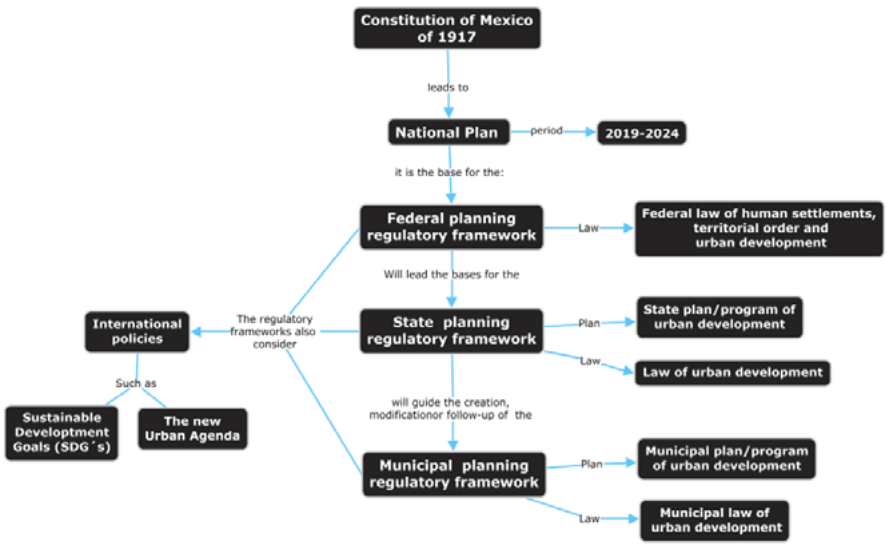


Figure 1. Regulatory planning framework of Mexico (authors' design)

During its presidential period (2012-2018), former president Enrique Peña Nieto created a federal "Ministry of Agrarian, Territorial and Urban Development" (Subsecretaría de Desarrollo Urbano y Vivienda, 2014); the acronym in Spanish referred to it as SEDATU. The same year, it presented the Federal Law of Human Settlements, Territorial Order, and Urban Development (LHSTOUDL) (Diario Oficial de la Federacíon, 2016), the first federal legislation ever in Mexico that relates the terms "human settlements", "urban development", "public space" and "social participation". For the first time, public spaces were mentioned as "open spaces or land that belong to human settlements intended for use, enjoyment or collective use, with generalized access and free transit" (*ibid.*).

1. METHODOLOGY

To understand the current conditions of public spaces in Mexico, it is necessary to know what a public space is according to different actors taking part in their development. For this reason, we planned 12 interviews in two Mexican cities, Mexico City and Puebla City, that were selected for their proximity and prior local knowledge of relevant researchers.

We used three primary groups that were part of the development of public infrastructures:

– Government agencies, institutions that work independently at state and municipal level focused on the planning, development and maintenance of public spaces; however, as there was no homologation between institutions, planning and mobility institutes were interviewed.

– Non-governmental organisations, that mostly focus on the local context as a way to represent the social needs of an urban problem and to promote the right to the city, this organizations has been studied by several scholars in order to give the power of the city to the citizens (Borja, 2012).

– Private sector (consultancy firms), which mostly focuses on developing proposals at government requests, when it does not have the technical or operational capacity to develop them (Cuenya, 2009).

Although government actors at the federal level were caught in serious corruption scandals (on August 13th, 2019, the ex-Director of the SEDATU was sent to prison for diverting public resources to universities and private companies for public service contracts, (Fierro, 2019), we managed to interview the new administration.

2. FINDINGS

We therefore led 12 interviews during five weeks, between November and December of 2019 in Mexico City and Puebla (tabl. 1).

Table 1. Interviewed actors in Puebla and Mexico City during November of 2019

Number	Type of Actor	Institution	Place
1	NGO	Barriopolis	Mexico city
2	Private	Thorsten Arquitectos	Mexico city
3	Government	Ministry of Mobility of Puebla city	Puebla city
4	Government	Municipal Institute of Planning in Puebla	Puebla city
5	NGO	College of urbanist and environmental designers of the state of Puebla	Puebla city
6	NGO	RE-Genera Espacio	Puebla city
7	Government	Ministry of Agrarian, Territorial and Urban Development	Mexico city
8	Government	Local mayor of Romero Vargas district	Puebla city
9	Private	Entorno Paisaje	Puebla city
10	NGO	TIU	Mexico city
11	Government	Ministry of Mobility of Mexico City	Mexico city
12	Government	Secretaria de Obras y Servicios	Mexico city

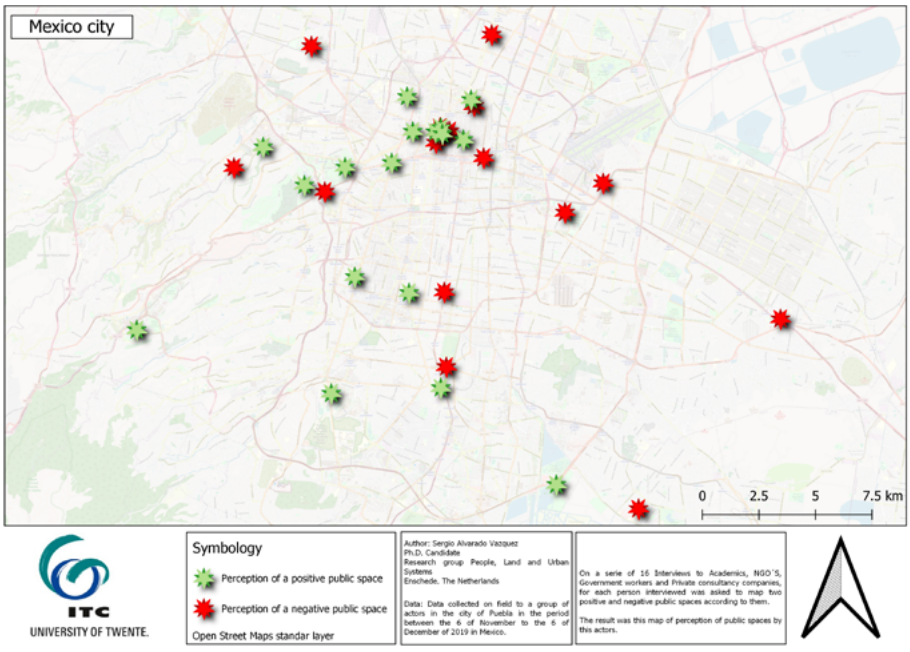
A semi-structured interview was done with each actor around four critical questions:
- How do they define a public space according to each group of actors?
- How public spaces look like currently in Mexico?
- How do they perceive the regulatory framework in Mexico concerning the development of public spaces?
- What do they think is the future of public spaces in Mexico?

It amounted to over 14 hours of audio recordings in Spanish that had to be transcribed and translated to English.

Besides the answers to the questions, the interviewed actors were asked to select two positive and negative public spaces using a tablet device. For this extra exercise, Qgis and the app Qfield, both open-source software's, were used in order to get a perception map about the positive and negative public spaces (fig. 1 & 2) (Yoshimura *et al.*, 2020).

In Mexico City (fig. 2), the perception of public spaces is more positive in the historical part of the city and the south, with more quality, design and maintenance. On the contrary, peripheral areas are perceived as neglected spaces and unsafe to visit.

Figure 2. Perception of positive and negative public spaces in Mexico City
Source: Authors' elaboration with data collected on fieldwork in November 2019



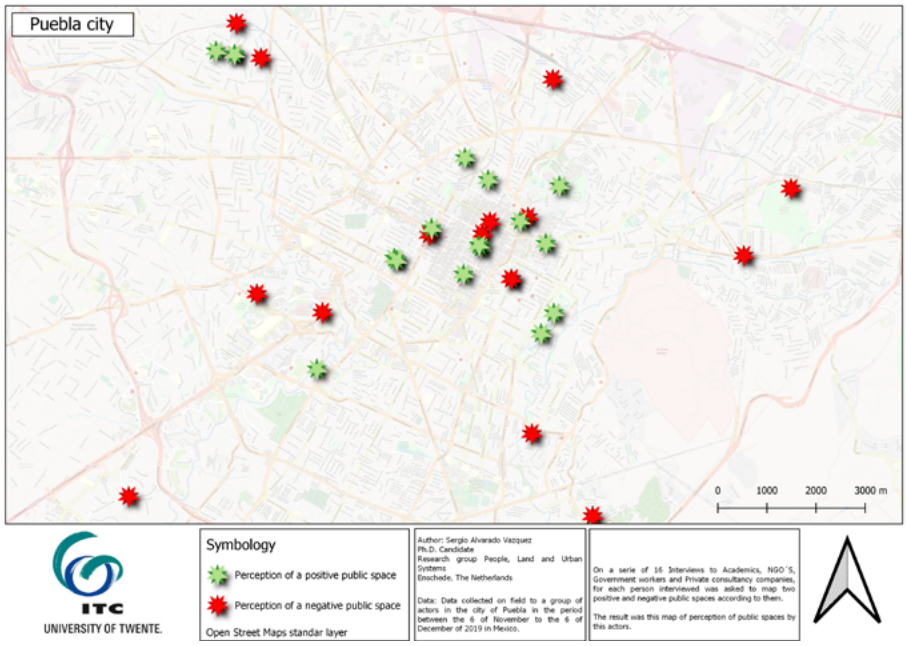


Figure 3. Perception of positive and negative public spaces in Puebla city
Source: Author's elaboration with data collected on fieldwork in November 2019

In the city of Puebla (fig. 3), the perception follows similar patterns as Mexico city, where the historical city centre presents better quality and maintenance of their public spaces while, in peripheral areas, public spaces are considered unsafe, neglected and difficult to access.

3. WHAT IS A PUBLIC SPACE THEN?

In both cities, for actors from the federal to the local government, they are defined as places where people can express and demonstrate, where they can share, learn, and understand the diversity of ideas of people living in the city. From the legal perspective, usually, it works as a donation area by a private actor to the local government compensated by a private construction with recreative functions (Secretaría de Desarrollo Sustentable, 2015).

For NGOs, public spaces are places were community converge and where social understanding is currently being lost due to the lack of attractive and safe spaces. It is understood as a space outside our home or workspace where everyone fits and all activities can happen, where people are free to realise any activity they want and where society can perform activities.

The private sector defines public spaces as all the places in a city that are not private, have a public function and involve complex multifunctionality. It is a space which enables interactions, where people do not have to consume, and which is open for everyone. It can be an open space surrounded by private buildings; it sometimes does not necessarily have to be public for everyone.

4. WHAT IS THE PHYSICAL PERCEPTION OF CURRENT PUBLIC SPACES?

For the government in Mexico, public spaces are physically perceived as neglected spaces, in inadequate conditions in general with no or poor maintenance, generally more prominent in low-income areas, with a need of being renewed. On the other hand, central, touristic or public spaces, that are attended a bigger scales, present better conditions, design and maintenance; their priority is to represent the image of the city.

For NGOs, public spaces look forgotten, and they do not coexist with the urban context. Only historic public spaces are well preserved, that have been used by the rich community in the city centre of the Mexican cities. Also, they are divided into economic zones. Poor neighbourhoods have more neglected public spaces, such as in the periphery of cities.

For the private sector working on the development of public spaces, they are perceived as areas in adverse conditions: Public spaces with green areas are in bad shape. Although Mexico City has a good quantity of vegetation, it is not well maintained and has to be improved. Some need maintenance; only public spaces at the urban or regional scale are adequately maintained.

5. HOW DO YOU PERCEIVE THE REGULATORY FRAMEWORK IN MEXICO CONCERNING THE DEVELOPMENT OF PUBLIC SPACES?

Government actors perceive that some topics are still missing in the LHSTOUDL. At local level, the regulatory framework is too widespread. They need to choose the laws, norms and regulations, according to their needs to justify a project.

Social organisations are more aware of these regulations as they need to follow them to defend against situations that affect the collective good. NGOs know the importance of the new LHSTOUDL (Diario Oficial de la Federacíon, 2016). In other states, they need to base their efforts on local regulations, and in other cases they gain from best practices at the international level.

The private sector is more straightforward. They need to follow the regulations and norms that exist from federal to local levels and consult international standards. However, depending on the region of Mexico, local regulations change: Some projects are based on the very minimum considerations that the normativity of construction of Mexico city mentions.

6. WHAT IS THE FUTURE OF PUBLIC SPACES IN MEXICO?

The different government levels agree that public spaces need to include social participation at the different stages of planning, and the promotion of more secure spaces where people can feel safer. Government institutions are trying to set public spaces as a priority of the federal and local agendas. The government is positive for the future of public spaces and the promotion of new laws and norms to promote them.

For NGOs, the future of public spaces lies in the conditions of each city and the impact of experiences in other countries. They perceive an uncertain future, with an institutional unawareness in Mexico. It seems that there is a potential to rescue them and the vision is positive despite the problems and economic interests that fall on them. NGOs mention that it is necessary to envision social participation in their development to legitimise them.

For the private sector, it constitutes a trend for their development. The improvement of the multifunctionality of the spaces is part of the new models of architecture and for proposals from the private sector, the mix-use and the diversity of spaces are necessary. However, in contrast, they feel a lack of responsibility by authorities to maintain public spaces in good conditions. There is a trend for the capitalisation of public spaces, for example by real estate developers with the promise of creating public spaces in private areas.

CONCLUSIONS

Each group of actors seems to perceive the conditions of public spaces differently and contrastingly with what the government dictates, depending on the type of work that they are doing. Government actors agree that public spaces in Mexico present an important lack of maintenance and are not developed equitably. They also try to promote and solve the issues with new proposal by each administration. There is no continuity of projects made in previous administrations which creates issues at all levels. Every six years, the change of office brings a new proposal, thus diminishing or even putting aside previous projects. The lack of continuity is something that NGOs are aware of. These organisations try to maintain continuity with their initiatives, pushing previously approved projects, but sometimes without proper continuity regarding political rivalries. The private sector wants to keep maintaining projects for being competitive in the market; they are well aware that there is significant non-attendance of the public spaces in Mexico. An integral vision would at least achieve socially aligned solutions.

REFERENCES

ANPR, WRI México, 2018, *Agenda 2025 para el espacio público y la vida pública en México. Un Llamado Colectivo a La Acción Agenda 2025*, Mexico City [online: www.wrimexico.org/sites/default/files/AGENDA2025%20EPVP%20MEXICO_VF.pdf].

Borja J., 2012, "Espacio Público y Derecho a La Ciudad", *Viento Sur*, vol. 116, p. 1-19 [online: cdn.vientosur.info/VScompletos/VS116_Borja_EspacioPublico.pdf/, retrieved 15/12/2019].

Cuenya B., 2009, "Grandes Proyectos Urbanos Latinoamericanos. Aportes para su conceptualización y gestión desde la perspectiva del gobierno local", *Cuaderno Urbano*, 8(8), p. 229-252 [online: www.redalyc.org/articulo.oa?id=369236769012].

Secretaría de Desarrollo Sustentable, 2015, *Inventario Municipal de Áreas Verdes (IMAV)*, Puebla, Honorable Ayuntamineto del Municipio de Puebla [online: www.gobiernoabierto.pueblacapital.gob.mx/transparencia_file/sdus/2015/77.fracc41a/sdus.77.41a.imav.2015.pdf, retrieved 13/02/2020].

Diario Oficial de la Federacíon, 2016, *Ley general de asentamientos humanos, ordenamiento territorial y desarrollo urbano* [online: www.senado.gob.mx/comisiones/desarrollo_social/docs/marco/Ley_GAH.pdf, retrieved 21/08/2019]

Fierro J. O., 2019, "Rosario Robles, a prisión preventiva", *Aristegui noticias website* [online: www.aristeguinoticias.com/1308/mexico/rosario-robles-a-prision-preventiva, retrieved 13/08/2019].

Gehl J., Svarre B., 2013, *How to Study Public Life*, Washington DC, Island Press [online: doi.org/10.5822/978-1-61091-525-0].

Madanipour A., 1999, "Why are the design and development of public spaces significant for cities?", *Environment and Planning B: Planning and Design*, 26(6), p. 879-891 [online: doi.org/10.1068/b260879].

Subsecretaría de Desarrollo Urbano y Vivienda, 2014, *Estrategia Nacional de Movilidad Urbana Sustentable*, Mexico [online: www.ceci.itdp.mx/assets/downloads/Sedatu-EMUS.pdf, retrieved 15/12/2019].

Yoshimura Y., He S., Hack G., Nagakura T., Ratti C., 2020, "Quantifying Memories: Mapping Urban Perception", *Mobile Networks and Applications*, 25(4), p. 1275-1286 [online: doi.org/10.1007/s11036-020-01536-0].

THE AUTHORS

Sergio Alvarado Vazquez
University of Twente (The Netherlands)
Faculty of Geo-Information Science and Earth Observation
s.alvaradovazquez@utwente.nl

Cesar Casiano Flores
University of Leuven (Belgium)
Public Governance Institute
cesar.casiano@kuleuven.be

AUTEURE
Karima BENAMARA-SAIT

Entre innovation et tradition, la problématique des recompositions de la gouvernance territoriale en Algérie

RÉSUMÉ
Longtemps en Algérie, l'État a été l'acteur principal monopolisant l'action publique. À l'échelle territoriale, les acteurs locaux sont mis à la marge et demeurent des réceptacles passifs des politiques publiques centralisées. Ce modèle de gouvernance a été soutenu et/ou produit par la centralité de la ressource économique, la rente pétrolière. Cependant, la crise que connaît le pays depuis 2014, suite à la chute des prix du pétrole, mène l'État à expérimenter dans le cadre de programmes institutionnels des formes dites « innovantes » de gouvernance territoriale, impliquant davantage les acteurs locaux et fondées sur la valorisation des ressources territoriales supposées se substituer à l'intervention de l'État et aux ressources centrales. Parallèlement, des formes traditionnelles de gouvernance subsistent où les populations prennent toujours elles-mêmes en charge – solidairement – la gestion de leurs besoins collectifs, pour pallier l'absence ou l'inefficacité de l'État. Notre contribution s'attachera à déterminer, entre innovation et tradition, les articulations qui peuvent être construites dans la recomposition des territoires en réponse au désengagement de l'État imposé par les circonstances ?

MOTS CLÉS
gouvernance territoriale, Algérie, Cap-Del, recompositions, organisations traditionnelles

ABSTRACT
For a long time in Algeria, the state has been the main actor monopolising public action. At the territorial level, local actors are marginalised and remain passive receptacles of centralised public policies. This governance model was supported and/or produced by the centrality of the economic resource, the oil rent. However, the crisis that the country has experienced since 2014, following the oil price drop, is leading the State to experiment with institutional programmes of so-called "innovative" forms of territorial governance, involving more local actors and based on the enhancement of territorial resources supposed to replace state intervention and central resources. At the same time, traditional forms of governance remain where the populations have always taken care of –jointly– the management of their collective needs, to make up for the State absent or inefficiency. Our contribution will study, between innovation and tradition, the articulations can be built in recomposing territories and in response to the state disengagement imposed by circumstances?

KEYWORDS
Territorial governance, Algeria, CAP-DEL, Recompositions, Traditional organisations

INTRODUCTION

La problématique de la gouvernance territoriale se pose avec acuité en Algérie. Longtemps, l'État a été l'acteur public majeur. Les acteurs locaux mis à la marge demeurent des réceptacles passifs des politiques publiques centralisées. Ce modèle de gouvernance a été soutenu et/ou produit par la centralité de la ressource économique fournie par la rente pétrolière. La chute des recettes publiques depuis 2014 a donné lieu à une compression des capacités financières de l'État, limitant de fait ses capacités d'intervention. Un désengagement non optionnel pousse les pouvoirs publics à chercher de nouveaux mécanismes de gouvernance. L'État procède ainsi à l'expérimentation de formes dites « innovantes » de gouvernance territoriale (programme Cap-Del), impliquant les acteurs locaux et fondées sur la valorisation des ressources territoriales (Torre, 2012 ; Hajou, 2009). À côté de cette innovation en gestation, subsistent des formes traditionnelles de gouvernance (Bourdieu, 1974), où les populations prennent toujours elles-mêmes en charge, et de façon solidaire, la gestion de leurs besoins collectifs, pouvant s'assimiler à *« la gouvernance des biens communs »*.

En croisant l'ensemble de ces données dans un souci d'efficacité économique, nous poserons la question, comme problématique de recherche, des choix publics soit d'une forme de gouvernance innovante mise en œuvre par l'État, soit de la régulation par la promotion et l'encadrement de formes traditionnelles existantes territorialement ancrées. La question centrale devient alors celle de l'option optimale dans ce processus de recomposition territoriale. Autrement dit, quelles sont les articulations possibles entre les deux modèles pour aboutir au désengagement de l'État et à la mise en œuvre d'un modèle de gouvernance territoriale construit sur les attributs réels ? Notre analyse repose sur la littérature autour de l'économie territoriale et l'analyse des politiques publiques. Le terrain d'enquête exige de faire un point sur la cadre juridico-institutionnel de l'action publique territoriale. Notre étude croisera le suivi du projet Cap-Del avec les expériences de gouvernance citoyenne sur deux régions : la Kabylie et la vallée des Mzab.

1. CARACTÉRISATION DES FORMES DE GOUVERNANCE TERRITORIALE EN ALGÉRIE

La gouvernance territoriale met en évidence un processus de gestion des affaires publiques locales.

1.1. Repères conceptuels relatifs à la gouvernance territoriale

Nous synthétiserons son processus en trois phases résumées comme suit :

Tableau 1. Les différentes phases du processus de gouvernance territoriale
Source : établi par l'auteur en synthèse de plusieurs lectures

Phase	Pourquoi ?	Comment ?
Décentralisation	– Production optimale de biens et services au sens de Paréto – Baisse des dépenses publiques – Information, adaptation offre / demande de services publics (Greffe, 1997) – Démocratie locale, développement économique/ durable	– Création d'entités décentralisées – Transfert de compétences et de ressources financières (pouvoir financier)
Participation	– Proximité (Torre, 2012) – Articulation État / société	– Mobilisation des acteurs et participation – Ouverture de l'espace public à d'autres acteurs : entreprises, associations… (Massardier, 2003) et formalisation des processus de coordination
Co-construction des politiques publiques territoriales	– Valorisation des ressources territoriales – Réponses aux besoins spécifiques	– Mise en œuvre d'un processus d'activation des ressources (Lajarge & Pecqueur, 2011)

1.2. Cadre juridico-institutionnel de la gouvernance territoriale en Algérie

Depuis l'indépendance, le pouvoir politique central s'est doté d'un appareil administratif extrêmement centralisé. L'effort de décentralisation peut être repéré à plusieurs moments, notamment dans le cadre des différentes lois relatives aux collectivités territoriales. La première (loi n° 67-24 portant le code communal) a été votée davantage pour réglementer les aspects organisationnels de la commune que pour lui conférer des compétences de gestion des services publics locaux et des affaires locales. Dans ce cadre, les prérogatives de la commune étaient très limitées et le pouvoir financier communal inexistant. L'autonomie financière n'a pas été décrétée et la commune était soumise à un lourd contrôle de la tutelle. Il en est de même pour la *wilaya* : l'ordonnance 69-38 portant code de *wilaya* ne présente pas un champ d'interventions élargies et territorialisé et ne fait référence à aucune autonomie financière.

Les réformes multidimensionnelles entreprises depuis la fin des années 1980, suite au contre-choc pétrolier de 1986, tendent à opérer un désengagement de l'État. En 1990[1], les collectivités locales ont connu un élargissement de leurs compétences dans la gestion des affaires locales. Les missions de la *wilaya* en matière de prise en charge des affaires locales ont ainsi été élargies. Les traits d'une décentralisation n'apparaissent pas uniquement dans l'importance des compétences confiées à la *wilaya*, mais surtout dans la personnalité morale et l'autonomie financière dont elle est dotée. La commune est considérée comme cellule de base et lieu de l'exercice de la démocratie et de la participation par excellence. Ses compétences portent sur tous les domaines de la vie économique et sociale. Cependant, l'exercice de ces compétences et la responsabilisation des communes restent flous. Le législateur utilise souvent la phrase « dans la limite de ses moyens » dans l'énumération des missions de la commune, et fait référence au rôle de la commune en employant les verbes « initier », « favoriser », « assister », « encourager » et « promouvoir ». Ceci conduit à des interprétations assez diverses quant à la nature des moyens et des seuils dont il faut disposer pour exercer une mission.

1 Loi n° 90-08 du 07/04/1990 relative à la commune et la loi n° 90-09 du 07/04/1990 relative à la *wilaya*.

L'autonomie financière et la personnalité morale ont été également décrétées pour la commune, mais en réalité les collectivités territoriales demeurent dépendantes de l'action et du financement de l'État.

1.3. Forme actuelle de gouvernance territoriale en Algérie

Le processus de gouvernance territoriale s'arrête à la première phase de l'étape de création d'entités décentralisées et de transferts de compétences. L'évolution réelle du dispositif de financement, de 1990 à nos jours, permet d'observer qu'il n'est pas en mesure de couvrir les charges communales ou de *wilaya*, d'où la conclusion qu'il existe un décalage significatif entre les ressources des collectivités territoriales et les missions qui leur sont assignées. On constate une dépendance presque totale des ressources locales aux subventions de l'État. À titre d'exemple, pour l'année 2015, les attributions de péréquation ont concerné 94 % des communes et 67 % des *wilayas*. Le déficit budgétaire concerne 1 184 communes en 2000 et aucune en 2014 grâce à l'effacement des dettes opéré par l'État.

Le territoire est juridiquement reconnu comme espace institutionnel d'interaction entre les acteurs, c'est-à-dire le lieu des proximités organisées. Mais les voies et les modalités d'exercice de cette participation ne sont pas clairement définies. Le dirigeant communal se trouve donc devant un vide juridique.

En ce qui concerne les ressources territoriales, le vide juridique est plus conséquent car aucune référence ne figure dans les textes quant à leurs définitions ou au cadrage des modalités de leur valorisation. L'initiative locale est discrétionnaire en la matière.

La caractérisation appropriée à cette forme de gestion est celle de « gouvernance territorialisée », qui fait référence à une *déconcentration* de politiques publiques centralisées.

2. ENTRE TRADITION ET INNOVATION, LES VOIES DES RECOMPOSITIONS TERRITORIALES.

Deux expériences de gouvernance des territoires co-évoluent en Algérie avec les formes centralisées d'interventions publiques. La première découle d'initiatives citoyennes ancestrales territorialement ancrées, alors que la seconde s'inscrit dans une démarche volontariste de l'État sous la forme d'un dispositif de soutien à l'initiative locale.

2.1. De « *Tajmâât* » ou « *Halquat al azaba* » à l'association : la gouvernance citoyenne des affaires locales

L'organisation sociale traditionnelle en Algérie repose sur la solidarité familiale fondée sur la segmentarité (Masqueray, 1987) qui se présente comme un ferment social. Elle est loin d'avoir disparu avec les mutations qu'a connues la société moderne. Dans leur formulation traditionnelle en entités, *Tajmâât* en Kabylie et *Halquat al azaba* chez les Béni M'zab, s'institutionnalisant davantage en association aujourd'hui, elles continuent à jouer un rôle important dans la vie quotidienne du village et suppléent aux défaillances des autorités publiques pour la réalisation de certains services : gestion des déchets, revêtement des routes, électrification des villages, irrigation, alimentation en eau potable, transport scolaire, funérailles, mariages, règlement de litiges, organisation d'événements pour la promotion de produits locaux, fêtes et aides pour les plus démunis. Elles réalisent des activités sur la base du volontariat et des participations financières des membres du village. Elles sont consultées, de temps à autre, par les élus locaux et l'administration déconcentrée. Elles jouent également un rôle important dans l'expression des besoins. Les acteurs territoriaux concernés structurent leur organisation sur la base des modes de solidarités traditionnelles « mécaniques », meilleur aboutissement de ces dynamiques. Pour la Kabylie, cela concerne notamment la dotation des villages en différents équipements et en service public de l'environnement, la dynamisation de l'activité touristique et la valorisation des ressources territoriales ; pour la vallée des Mzab, la réalisation de projets en réponse au besoin de logement, le « ksar[2] de Tafilalt ».

2.2. Cap-Del, une innovation en vue du désengagement de l'État

Le gouvernement algérien en coopération avec le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) conduit depuis 2017 le projet « Capacités-développement local », dit Cap-Del, pour le renforcement des capacités locales de développement. Il est cofinancé jusqu'à fin 2020 par trois partenaires : l'État algérien, le PNUD et l'Union européenne, pour un coût de plus 10 millions d'euros. Il expérimente sur 10 communes la mise en place des conditions d'une gouvernance concertée à l'échelon communale, par le développement de la démocratie participative et d'un travail conjoint des acteurs locaux, *via* une « charte communale de participation citoyenne ». Elle prévoit ainsi l'élaboration participative d'un plan communal de développement rassemblant les orientations de développement et d'aménagement du territoire communal et la définition

2 Équivalent de « village ». Le « ksar de Tafilalt » est un projet innovant de ville nouvelle réalisé avec la contribution d'institutions sociales traditionnelles dans le respect des normes architecturales millénaires et des écosystèmes locaux.

des projets prioritaires de développement économique et d'amélioration des services publics locaux. Elle envisage enfin la conduite conjointe de certaines actions-projets dans le cadre d'un partenariat local pouvoirs publics-mouvement associatif de nature à assurer le suivi et l'évaluation des projets participatifs et de leur impact sur le développement communal.

2.3. Entre potentialités et enjeux : quelles conditions de recompositions ?

Une synthèse de l'analyse comparative des deux modèles est proposée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2. La gouvernance territoriale entre tradition et innovation (établi par l'auteur)

Condition	Organisation traditionnelle	Cap-Del
Décentralisation	Auto-réalisée faute de prise en charge centralisée	Transfert accordé par l'État
Condition d'émergence	Lien social mécanique	Impulsé par l'État
Composition	Acteurs localement élus sans intervention centralisée	Acteurs localement élus avec intervention centralisée
Rôle / attributs	À la discrétion de la collectivité / selon le besoin	Défini par l'État
Lien avec l'État / Proximité Co-construction	Limitée : organisation-consultation – possible encouragement	Fort : dispositif institutionnel
Financement	Autonomie de financement + possibilité de subventions publiques pour les organisations associatives	Étatique / absence d'autonomie financière
Ancrage territorial	Vérifié et spontané, action endogène du territoire	Absent, dispositifs exogènes à la l'initiative territoriale

Les conditions de la construction d'un processus de gouvernance territoriale telle que nous l'appréhendons ne sont pas totalement vérifiées dans les deux modèles. Cependant, des potentialités et prédispositions sont présentes d'un côté comme de l'autre. En résumé, dans la forme traditionnelle, c'est l'absence de l'acteur État qui fait défaut, ce qui empêche la mise œuvre du processus de co-construction des politiques publiques ; dans la forme innovante, la forte présence de l'État rend la centralité dominante et reproduit le modèle territorialisé, c'est l'ancrage territorial fait défaut. Nous admettons qu'une reconnaissance institutionnelle des formes traditionnelles est primordiale. L'État exige de ces organisations de se conformer aux normes des associations. L'enjeu ici épouse la conception de Desroches de l'économie sociale, qui distingue l'« économie sociale instituante » de l'« économie sociale instituée » (repris dans Draperi, 2007). Il considère que dans l'économie sociale instituée, l'organisation est un frein à l'innovation et à la créativité. Appliqué à *Tajmâât* et à *Halquat al azaba*, il y aura donc un risque d'instrumentalisation, d'isomorphisme institutionnel ou de banalisation. Nous pensons qu'un encadrement juridique optimal régulant ces interactions peut nous laisser rejoindre l'analyse développée par Draperi qui montre, à travers certaines rénovations apportées par de grandes organisations de l'économie sociale, que « le processus d'institutionnalisation et de banalisation n'est ni continu, ni irréversible » (2007 : 43).

CONCLUSION

Les recompositions territoriales en Algérie sont très complexes. Les réformes nécessitent la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux et des ressources territoriales. Les dispositifs à mettre en œuvre, notamment porteurs d'innovation, devraient se construire sur un ancrage territorial. N'est-il pas intéressant de promouvoir l'existant en le soutenant là où il est présent, et d'essayer d'induire un impact positif sur le reste des territoires passifs. Le désengagement de l'État doit se faire progressivement par le processus de décentralisation. Il faut prioriser l'efficacité, sans laquelle ce désengagement serait désastreux notamment pour les territoires passifs. Le chantier des réformes doit s'inscrire sur les deux échelles macro et microterritoriales. L'État-providence en crise doit muter en stratège pour une population et des territoires actifs.

RÉFÉRENCES

Bourdieu P., 1974, *Sociologie de l'Algérie*, Paris, PUF.
Draperi J-F., 2007, *Comprendre l'économie sociale. Fondements et enjeux*, Paris, Dunod.
Greffe X., 1997, *Économie des politiques publiques*, Paris, Dalloz.

Lajarge R., Pecqueur B., 2011, *Ressources territoriales : politiques publiques et gouvernance au service d'un développement territorial générant ses propres ressources,* Rhône-Alpes, Projet Ressterr, coll « Les 4 pages », PSDR3.
Hajou L., 2009, « Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et gouvernance territoriale », *Développement durable et territoires*, Varia (2004-2010) [en ligne : www.développementdurablerevues.org/b208, consulté le 30/09/2016].
Masqueray E., 1987, *La formation des cités chez les populations berbères. Les Kebaïles, les chouias de l'Aurès et le Mzab*, Saint-Rémy-de-Provence, EDISUD.
Massardier G., 2003, *Politiques et actions publiques*, Paris, Armand Colin.
Torre A., 2012, *Proximités territoriales*, Paris, Économica.

L'AUTEURE

Karima BENAMARA-SAIT
Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (Algérie)
Université Akli Monhand Oulhadj Bouira
karimasaitbenamara@gmail.com

Le territoire et le droit. Appréhension juridique du territoire et échelle des politiques publiques

AUTEUR
Romain BONY-CISTERNES

RÉSUMÉ
Élément fondamental de souveraineté et composante de l'État, le territoire fait nécessairement l'objet d'une appropriation par les sciences juridiques. Ces dernières l'appréhendent néanmoins généralement au travers de notions connexes, telles que les frontières ou les découpages administratifs (États, circonscriptions, collectivités territoriales). Les politiques publiques liées aux territoires (urbanisme, aménagement, égalité des territoires, mobilités, délivrance des services publics) sont donc nécessairement liées à la conception même du territoire retenue par les pouvoirs publics. Or, les définitions les plus récentes du territoire, considéré comme un système ouvert qui se définit non plus par des frontières administratives mais par des flux structurants (Moine, 2006 ; OCDE, 2013), bouleversent la conception traditionnelle retenue par le droit et viennent, partant, questionner l'échelle de conception et de mise en œuvre des politiques publiques de développement territorial.

MOTS CLÉS
territoire, droit, administration territoriale, décentralisation, politiques publiques

ABSTRACT
As a core element of state sovereignty, territory has necessarily been questioned by legal studies. However, legal studies refer to territory mainly through the lens of boundaries or administrative units (state, local governments). Public policies at territorial scale (urban planning, mobility, public services delivery, equality between territories) depend a lot on the definition of territory adopted by state entities. The most recent definitions of territory, seen as a complex open-system defined by structuring flows instead of administrative boundaries (Moine, 2006; OCDE, 2013), question the traditional legal definition and, therefore, public policies scales.

KEYWORDS
Territory, Law, Local administration, Decentralisation, Public policies

Le territoire, *unité géographique*, ne revêt en droit français aucune juridicité particulière autre que celle qui lui est conférée par la carte administrative et l'implantation de collectivités territoriales (*unités juridiques ou administratives*) compétentes pour le ressort déterminé par la loi (Caillosse, 2009). Pourtant, cette question mérite d'être posée puisque l'approche retenue par le droit en général, et le droit français en particulier, paraît ignorer un certain nombre de réalités matérielles, encore que ce droit ait recherché, au travers des réformes territoriales successives (intercommunalité, notamment) à faire en sorte que les frontières administratives n'obèrent pas, lorsque les nécessités territoriales l'exigent, la coopération entre collectivités ou la détermination et la conduite de politiques publiques transfrontalières.

D'une certaine manière, les rigidités de la carte administrative sont, en droit français, compensées par la liberté octroyée aux collectivités territoriales dans la détermination des politiques publiques relevant de leurs domaines de compétences, cette liberté faisant l'objet d'un contrôle, notamment du Conseil constitutionnel dans le cadre de la question prioritaire de constitutionnalité (Pontier, 2019). L'État français n'intervenant pas, ou de manière résiduelle, dans les blocs de compétences transférés, la loi n'empêche pas les collectivités territoriales de disposer de leur autonomie afin de s'abstraire des limites administratives là où les nécessités attachées à un territoire donné commandent des politiques publiques à l'échelle d'un territoire qui recoupe plusieurs unités administratives (*ibid.*).

L'interconnexion des territoires, le parachèvement de leur existence « en tant que tel », provient de leur caractère complexe et dynamique que l'approche systémique, bien éloignée de la conception statique retenue

par le droit et notamment le droit administratif, permet d'appréhender. Initialement née dans le cadre de la recherche en biologie, l'approche systémique a pour autant été facilement transposable à la matière géographique et ainsi aux territoires.

Selon Alexandre Moine (2006), professeur de géographie et partisan de la redéfinition de cette notion, le territoire est un système, « un tout, composé de sous-systèmes, d'éléments, et surtout de relations multiples, notamment des boucles de rétroaction positive ou négative, qui évoluent dans le temps. […] Une boucle de rétroaction domine, liant deux sous-systèmes ». Ce système complexe est ainsi composé de deux sous-systèmes : les acteurs, d'une part, réunis par des jeux consistant à l'utilisation, à l'aménagement et à la gestion d'un second sous-système qui est l'espace géographique, composé « d'objets qui interagissent au gré de leurs localisations et surtout par le biais des aménités et des contraintes que ces derniers offrent aux acteurs » (*ibid.*). Le système territorial est dit complexe car il se caractérise par l'importante diversité des relations entre les éléments qui le composent, relations souvent aléatoires et imprévisibles. Elles n'obéissent en effet pas aux principes de causalité simple mais davantage de causalité circulaire. « Des caractéristiques physiques de l'espace appréhendé (topographie, étendue, substrat, climat, etc.) aux écosystèmes locaux, à la répartition de la population, en passant par ses caractéristiques (sexe, âge, localisation, etc.), aux réseaux, en passant par les flux qui les parcourent, aux caractéristiques socio-économiques (emploi, chômage, entreprises, etc.) en passant par les habitudes des populations locales (consommation, migrations, etc.), c'est une multitude d'informations et de données qui vont permettre de décrire un espace à des échelles différentes qui dépendent des mailles d'observation que l'on va retenir (commune, intercommunalité, canton, département, région, etc.) » (*ibid.*).

Ces considérations demeurent pour autant l'apanage des géographes (*ibid.*), les juristes ne s'étant pas passionnés, à de rares exceptions, pour la qualification juridique du territoire (Auby, 2016), bien qu'elle intéresse par nature le droit des collectivités territoriales et plus largement le droit administratif, garant de la carte administrative (Caillosse, 2009). Le droit aurait en effet un intérêt marqué à s'assurer de la correspondance entre un territoire perçu en tant que système et l'échelon administratif qui le renferme, cela facilitant, par un mécanisme de coïncidence, la détermination et la conduite de politiques publiques d'aménagement (Gilbert & Guengant, 2002).

La complexité des territoires, désormais définis et perçus en tant que systèmes, provient de l'existence, entre les sous-éléments qui le composent (acteurs, espaces géographiques, unités économiques, institutions politiques), de flux. Ces flux sont d'importance majeure dans la mesure où ils constituent les forces permettant d'intégrer le territoire et, en négatif, de délimiter, sinon administrativement du moins géographiquement, ce dernier par rapport à son environnement et aux autres subdivisions administratives adjacentes : ce sont les flux qui structurent le caractère compact et délimité du territoire et permettent de le distinguer de l'environnement dans lequel il s'insère. Ce faisant, les flux permettent d'agréger acteurs et espaces au sein d'un système complexe qui sera forcément dynamique, puisque caractérisé par des mouvements (Moine, 2006). Pour autant, leur existence ne suffit pas toujours à délimiter l'aire urbaine, tant leur dispersion a pu conduire à parler de « ville diffuse » (Desjardins, 2007), difficile à gouverner, alors que la gouvernance des villes n'a fait, en droit, l'objet que de peu de travaux, les administrativistes préférant se focaliser sur la notion juridique de commune (Moreau, 2009 ; Caillosse, 2009 ; Auby, 2016). De ce fait, les politiques publiques ne peuvent adéquatement traiter le phénomène de la métropolisation (Ascher, 1995), y compris au niveau de la planification, soulignant, alors, une certaine forme d'obsolescence du droit.

L'OCDE propose une approche davantage fonctionnelle qu'administrative, dynamique que statique, qui s'affranchit d'ailleurs du découpage administratif territorial et se concentre sur la notion « d'aires urbaines fonctionnelles » ou *functional urban areas* (2013) : les aires urbaines sont, du fait de l'existence de processus de métropolisation et de flux structurants à l'échelle du territoire, des unités non pas administratives mais fonctionnelles, caractérisées par des centres urbains densément peuplés et des périphéries en étroite interrelation, notamment par l'existence de flux de mobilité qui déterminent l'existence d'une aire urbaine fonctionnelle polycentrique. Les périphéries intègrent ainsi les municipalités adjacentes, conduisant alors à l'émergence d'une pluralité de centralités. L'OCDE retient l'existence d'une mobilité quotidienne de 15 % de la population d'une zone vers une autre comme critère pour caractériser l'intégration d'une aire urbaine fonctionnelle (*ibid.*).

Bien que taxé d'obsolescence en la matière, le droit français n'est pas resté muet devant le dépassement des concepts juridiques par les réalités géographiques. Désireux d'amorcer le passage d'une approche statique à une approche dynamique du territoire, certaines réformes de l'administration territoriale reflètent la volonté de mener une réflexion sur l'échelle de délivrance des politiques publiques et, partant, témoignent d'une prise en compte grandissante, au sein de la loi, des unités géographiques par-delà les divisions administratives préétablies.

Ainsi, si la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) eut à cœur de clarifier les mécanismes de répartition des compétences en réintroduisant la clause générale de compétence pour les départements et les régions que la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales avait supprimée, espérant ainsi stabiliser le cadre juridique afférant à la méthode de répartition des compétences, cette réintroduction ne dura pas puisque la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) l'enterra finalement pour les régions et départements en consacrant le principe d'attribution. Ce faisant, en rationalisant autour d'une seule méthode les mécanismes de répartition, la loi espérait tout à la fois redonner de la lisibilité à l'organisation administrative et territoriale française et éliminer les risques de doublons qui obéraient les finances publiques locales. Principalement destinées à reconfigurer l'organisation administrative et territoriale française pour donner un second souffle à un mouvement de décentralisation sclérosé par l'inertie liée à des incohérences et des lourdeurs bureaucratiques, ces lois portent en germe le souhait de mettre en avant certaines collectivités locales au détriment d'autres, les mesures étant justifiées par un raisonnement s'appuyant sur la recherche de la meilleure échelle d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques locales.

Or, la délivrance des services publics, *a fortiori* locaux, repose plus que pour les services publics nationaux (y compris régaliens) sur une réflexion de périmètre, d'échelle, et de champ. En effet, c'est la mise en perspective du territoire auquel il s'applique et de l'autorité en charge de sa délivrance qui, combinée à la nature du service à pourvoir, permet au décideur public d'attribuer à telle collectivité plutôt qu'une autre cette compétence. Cette réflexion est d'autant moins aisée qu'elle intervient dans un contexte où, à la complexité de la répartition des compétences, s'est adjoint l'impératif de rationaliser les finances de l'État et des collectivités, et où les dispositions des contribuables à payer deviennent inversement proportionnelles à leurs exigences vis-à-vis de la qualité du service délivré.

Si la délivrance des services publics locaux n'était pas, au moment de leur création, l'apanage des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, tel n'était pas le cas d'autres domaines du droit, en l'espèce plus avant-gardistes, qui ont très tôt profité de l'institutionnalisation de la coopération intercommunale pour faire de cet échelon le postulat de base de leur branche du droit. Ainsi, le droit de l'urbanisme et de l'aménagement profita de la réfaction de l'obsolète loi de 1967 sur la planification urbaine pour s'inscrire dans le sillage de la loi Chevènement. En effet, un an plus tard, la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU) tendait à faire de l'échelon intercommunal, intermédiaire entre la commune et le département, le postulat de base de l'élaboration du document stratégique de planification urbaine, à savoir le schéma de cohérence territoriale (SCoT), précisément parce que cet échelon épouse davantage les contours d'un bassin de vie (unité de base de la planification en géographie) qu'une commune ou un département. De la sorte, la création d'une hiérarchie des normes urbaines au sein de laquelle le document communal par excellence, le plan local d'urbanisme (PLU) est supplanté par le document intercommunal (le SCoT), sous le contrôle des services de l'État, atteste du basculement d'échelle entre l'échelon communal et intercommunal pour, sinon la conduite, au moins l'élaboration des politiques d'aménagement urbain. Si le droit de l'urbanisme a donc montré l'exemple, il a fallu attendre au moins une dizaine d'années pour que la délivrance des services publics locaux n'entame, quoique de façon moins nette, une transition analogue.

La lecture croisée des exposés des motifs des lois MAPTAM et NOTRe suggère alors que la première amorce une réflexion sur l'intercommunalité que poursuit la seconde. En ce sens, ces deux lois sont complémentaires, sinon dans les modalités, du moins dans les finalités. En effet, si la loi MAPTAM introduit la notion « d'échelon pertinent » des politiques publiques, au titre desquelles on trouve les services publics locaux, la seconde prévoit, dans le cadre d'une rationalisation de l'organisation administrative, le regroupement de collectivités. Ces évolutions du droit administratif, désormais plus perméable aux réalités géographiques, plaident désormais en faveur de la consécration juridique du territoire, futur pivot d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques.

RÉFÉRENCES

Ascher F., 1995, *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob.

Auby J.-B., 2016, *Droit de la ville. Du fonctionnement juridique des villes au droit à la Ville*, Paris, LexisNexis [2e éd.].

Caillosse J., 2009, *Les « mises en scène » juridiques de la décentralisation. Sur la question du territoire en droit public français*, Paris, LGDJ.

Desjardins X., 2007, *Gouverner la ville diffuse, la planification territoriale à l'épreuve*, thèse de doctorat en géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne [en ligne : tel.archives-ouvertes.fr/tel-00250015/file/These-Desjardins.pdf].

Gilbert G., Guengant A., 2002, « L'économie publique locale quinze ans après : entre espace et territoire », *RERU*, n° 1, p. 157-182 [en ligne : www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2002-1-page-157.htm].
Moine A., 2006, « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie », *L'Espace géographique*, 35(2), p. 115-132 [en ligne : www.cairn.info/revue-espace-geographique-2006-2-page-115.htm].
Moreau J., 2009, « Esquisse d'une théorie juridique de la territorialisation », *RDSS*, n° 2, p. 16-27.
OCDE, 2013, *Definition of Functional Urban Areas (FUA) for the OECD metropolitan database* [en ligne : www.oecd.org/cfe/regional-policy/Definition-of-Functional-Urban-Areas-for-the-OECD-metropolitan-database.pdf].
Pontier J-M., 2019, « L'État et la cohésion des territoires », *AJDA*, n° 25, art. 1439.

L'AUTEUR

Romain Bony-Cisternes
Aix-Marseille Université — Centre de recherches administratives
romain.bony-cisternes@univ-amu.fr

Le parc naturel marin : outil de conciliation des activités maritimes avec la protection du littoral ?[1]

AUTEURE
Perrine DUMAS

RÉSUMÉ
Le parc naturel marin (PNM) est un cadre territorial d'action publique créé en 2006 en vue de concilier les activités humaines maritimes avec l'objectif de préservation de la biodiversité. Treize ans après la création du premier PNM, cette communication vise à évaluer si l'objectif a été atteint par cette nouvelle forme de territorialisation de l'action publique. Il ressort de l'analyse qu'il est indéniablement un outil intéressant pour organiser une concertation entre acteurs publics et usagers de la mer. Néanmoins, la concertation ne suffisant pas toujours pour garantir une conciliation des activités humaines avec la protection du littoral, il convient de s'interroger sur les autres moyens dont il dispose. S'il n'est pas doté d'une compétence réglementaire, cette lacune est comblée par la possibilité qui lui est offerte d'exercer une compétence normative et opérationnelle, laquelle lui permet d'atteindre globalement l'objectif ambivalent de concilier les activités maritimes avec la protection de la biodiversité sur le littoral.

MOTS CLÉS
parc naturel marin, biodiversité, activités maritimes

ABSTRACT
The Marine Natural Park (NMC) is a territorial framework for public action created in 2006 with the aim of reconciling maritime human activities with the objective of preserving biodiversity. Thirteen years after the creation of the first NMC, this communication aims to assess whether the objective has been achieved by this new form of territorialisation of public action. The analysis shows that it is undeniably an interesting tool for organising consultation between public stakeholders and sea users. However, as consultation is not always sufficient to guarantee the reconciliation of human activities with coastal protection, it is necessary to consider the other means available to the NMC. While it does not have regulatory competence, this gap is filled by the possibility of exercising normative and operational competence, which enables it to achieve the ambivalent overall objective of reconciling maritime activities with the protection of coastal biodiversity.

KEYWORDS
Marine Natural Park, Biodiversity, Maritime activities

INTRODUCTION

Cette communication a pour objet d'analyser, d'un point de vue juridique, l'aire marine protégée que constitue un parc naturel marin (PNM) pour déterminer si la création de ce dispositif permet d'atteindre l'objectif d'un développement durable des territoires littoraux. Ce concept, qui s'avère dans nombre de cas « le véhicule de l'ambivalence de la norme juridique » (Van Lang, 2016), implique ici une conciliation d'activités humaines maritimes ancestrales (par exemple, la pêche) ou récentes (par exemple, le kitesurf ou les randonnées de plongée sous-marine), entre elles et avec le temps, plus ou moins long, de la préservation de la biodiversité. L'analyse de ce nouveau cadre territorial de l'action publique (Jolivet, 2019) s'inscrit dans la perspective retenue par le colloque d'une interrogation sur le lien population–temps–territoire. En effet, les neuf PNM relèvent de temporalités, de territorialités et d'acteurs différents : certains ont une existence ancienne, tandis que d'autres n'ont été créés que récemment ; leur taille et leurs écosystèmes, comme leurs systèmes de gouvernance, varient. La raison d'être de tout PNM est néanmoins la même : résoudre les « conflits d'usage » entre professionnels et/ou particuliers qui peuvent se développer sur le littoral, selon la manière dont les popu-

1 Cette communication s'inscrit dans la lignée des travaux menés dans le cadre du projet Fondation de France « Quels littoraux pour demain ? Inventaire et gestion des pratiques sportives et de loisirs sur les littoraux métropolitains français », sous la responsabilité scientifique de Ludovic Martel, LISA/Université de Corse. Pour une courte présentation de ce projet, voir Martel & Roux, 2016.

lations s'approprient cet espace, et concilier ces activités avec la protection, à long terme, de la biodiversité, dans un contexte où le changement climatique accélère le bouleversement des écosystèmes. Ainsi, treize ans après la création du premier PNM, l'évaluation de cette forme de territorialisation de l'action publique, sous l'angle d'une interrogation au sujet de son impact sur le « vivre-ensemble » et le partage de l'espace public vulnérable qu'est le littoral, renseigne sur l'articulation du triptyque temps–population–territoire.
Il sera montré que ce dispositif, créé par les autorités administratives centrales[2] et placé sous la tutelle d'un établissement public administratif, l'Office français de la biodiversité[3] (OFB), assure une concertation entre acteurs publics et usagers de la mer, destinée à favoriser la protection du littoral (1). Importante, la concertation peut néanmoins s'avérer insuffisante pour parvenir à la conciliation de l'objectif de protection du littoral avec certaines activités. Dès lors que les organes des PNM ne disposent pas d'une compétence réglementaire pour restreindre, le cas échéant, la liberté d'aller et venir ou celle d'exercer une activité économique, l'intérêt de l'outil « parc », par rapport à d'autres types de dispositifs juridiques, semble limité. Toutefois, le fait que les organes des PNM soient impliqués dans la « fabrique » et la mise en œuvre de réglementations leur permet de combler les lacunes liées à leur incompétence en matière réglementaire (2).

1. LA FONCTION DE CONCERTATION ENTRE ACTEURS PUBLICS ET USAGERS DE LA MER

Si la décision de créer un PNM est prise par l'État, cet outil a été conçu comme un « outil de concertation adapté à la gestion d'une aire maritime d'une superficie conséquente, soumise à de multiples conflits d'usage » (Assemblée nationale, 2015). Son système de gouvernance et les modalités d'élaboration du plan de gestion destiné à orienter son action en font un outil adéquat pour parvenir à organiser cette concertation.

1.1. Le système de gouvernance des PNM

Le PNM est parfois présenté comme une sorte de « parlement de la mer »[4]. Tout PNM comprend en effet un conseil de gestion, dont les membres ne sont cependant pas élus mais nommés par arrêté[5]. Le fait que ladite procédure puisse être menée à son terme témoigne, en soi, d'une volonté des acteurs publics et privés de former un agrégat : ainsi, le parc normand-breton reste, à ce jour, un « non-parc », la procédure de création n'ayant pas abouti faute d'une volonté des acteurs locaux. Le PNM d'Iroise n'a, quant à lui, pu voir le jour qu'au terme d'un processus long et révélateur des difficultés d'une gouvernance participative en matière de protection de l'environnement en présence d'usages spatiaux concurrents (Boncoeur *et al.*, 2007).
Chaque parc est composé « de représentants locaux de l'État de façon minoritaire, de représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements compétents, du représentant du ou des parcs naturels régionaux intéressés, du représentant de l'organisme de gestion d'une aire marine protégée contiguë, de représentants d'organisations représentatives des professionnels, d'organisations d'usagers, d'associations de protection de l'environnement et de personnalités qualifiées »[3]. Leur nombre n'est pas déterminé avec précision, si bien que la composition du conseil de gestion varie d'un parc à l'autre[6]. Elle reflète le poids que chaque groupe d'intérêt a pesé lors des négociations ayant précédé l'adoption du décret de création du parc (Martel *et al.*, 2019). *In fine*, cette composition renseigne sur la « population » de chaque parc. Elle explique également les orientations de gestion adoptées par le décret de création de chaque parc, qui sont mises en œuvre par le « plan de gestion ».

1.2. La concertation lors de l'élaboration et la mise en œuvre du plan de gestion

Au-delà des trois missions communes à l'ensemble des parcs naturels marins (amélioration de la connaissance du milieu marin, préservation des écosystèmes marins, développement durable des activités maritimes), le plan de gestion adopté par chaque PNM doit décliner les orientations figurant dans le décret de création. Il fait l'objet d'une consultation du public[7] et est ensuite soumis à l'approbation de l'OFB[8]. Ses orientations révèlent la manière dont les représentants envisagent leur lien au territoire du parc et au grand public le fréquentant.

---

2 Art. R. 334-27 Code de l'environnement (C. env.).

3 Art. L. 334-4 C. env.

4 Voir www.aires-marines.fr/Les-aires-marines-protegees/Categories-d-aires-marines-protegees/Parc-naturel-marin

5 Art. R. 334-31 C. env.

6 Cette composition fait du parc un outil bien différent des réserves naturelles. Si elles sont également dotées d'un système de gouvernance, ce « comité consultatif » est composé à part égale de représentants de l'État, d'élus locaux, de représentants des propriétaires et des usagers, et de personnalités scientifiques qualifiées et de représentants d'associations agréées ayant pour principal objet la protection des espaces naturels.

7 Article 7 de la Charte de l'environnement.

8 Art. R. 334-33 C. env.

De nombreux acteurs sont impliqués dans sa mise en œuvre, qui s'inscrit dans la durée puisque le plan est révisé tous les quinze ans. Outre les agents du parc et donc de l'OFB, l'État, les collectivités territoriales sont tenus de veiller « à la cohérence de leurs actions et des moyens qu'ils y consacrent avec les orientations et les mesures du plan de gestion »[9]. Le plan de gestion de certains parcs identifie ainsi les acteurs susceptibles de contribuer à la mise en œuvre des différents principes d'actions retenus. Les listes de partenaires pressentis restent ouvertes et adaptables en fonction des évolutions du contexte local, des besoins et opportunités[10], et donc de la temporalité.

Le parc n'a toutefois pas vocation à se substituer aux acteurs dans leurs domaines de compétence. En particulier, au sein du périmètre d'un PNM, le préfet et le maire exercent leurs pouvoirs de police (spéciale ou générale) pour organiser, réglementer ou sécuriser les activités maritimes. Cette absence de compétence de police administrative ne les empêche néanmoins pas d'influer sur les modalités de conciliation de ces activités avec la protection de la biodiversité, conciliation qui reste toutefois opérée principalement par l'État.

2. LA COMPÉTENCE NORMATIVE ET OPÉRATIONNELLE

La compétence de proposition et de consultation reconnue au conseil de gestion d'un PNM lui permet d'exercer indirectement une fonction normative, tandis que la compétence répressive reconnue aux agents des PNM sous-tend l'exercice de fonctions opérationnelles.

2.1. La compétence de proposition et de consultation

Le conseil de gestion d'un PNM peut « proposer aux autorités de l'État compétentes en mer toute mesure nécessaire à la protection et à la gestion durable du parc naturel marin »[8]. Si elles décident de l'opportunité de ces mesures, elles sont tenues, à l'instar d'autres autorités, au respect de l'obligation de cohérence de leurs actions avec le plan de gestion[9].

L'influence des organes des parcs sur les autorités réglementaires est difficile à mesurer, dès lors que leur fonction de proposition et d'aide à la décision s'exerce principalement de façon informelle. Néanmoins, il est certain qu'elle n'est pas inexistante, qu'il s'agisse d'ailleurs d'élaborer ou, à l'inverse, d'éviter d'élaborer une mesure juridiquement contraignante. Dans le premier cas, elle est importante pour les autorités réglementaires, car le juge administratif prend en considération les constats des organes des PNM lorsqu'il contrôle la proportionnalité d'une mesure d'interdiction d'une activité récréative[11]. Dans le second cas, l'adoption par exemple d'une charte à caractère non contraignant, telle que celle du PNM d'Iroise[12], peut permettre d'influer sur le comportement d'usagers ou de professionnels de la mer en évitant les crispations liées à des mesures obligatoires.

Par ailleurs, la possibilité d'obtenir communication de tout document susceptible d'avoir des effets notamment sur la qualité du milieu permet au conseil de gestion des parcs d'être tenu informé des activités susceptibles de s'y dérouler. Elle lui permet aussi d'exercer la prérogative d'avis qui lui est reconnue de façon éclairée. En effet, il peut donner un avis sur les autorisations d'activités[13] et, lorsqu'une activité est susceptible d'altérer de façon notable le milieu marin d'un PNM (y compris si elle se déroule en dehors), cet avis est un avis conforme, sauf exceptions[14]. Si la plupart des avis rendus sont des avis simples, le fait que cette prérogative ait été supprimée après l'avis défavorable donné en octobre 2017 par le Parc des estuaires picards sur un projet éolien off-shore au Tréport, puis rétablie, témoigne de son importance. En effet, cette prérogative, couplée à la compétence de proposition et à l'obligation d'information, permet globalement de pallier l'absence de compétence réglementaire des organes des parcs dans l'exercice de leur mission de conciliation des activités maritimes avec la protection du littoral, et ce d'autant plus que les parcs sont dotés d'agents qui exercent une fonction répressive.

2.2. La compétence répressive

Les agents des PNM ont vocation à surveiller, en priorité, les activités en relation avec les finalités identifiées dans le plan de gestion. Néanmoins, ils peuvent être commissionnés par l'autorité administrative et asser-

9 Art. L. 334-5 C. env.

10 Voir, par exemple, le plan de gestion du parc naturel marin de l'estuaire de la Gironde et de la mer des Pertuis, dans sa version validée par le conseil de gestion du 13 avril 2018, p. 36 [en ligne : www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/plan_de_gestion_pnm_egmp.pdf].

11 Cour administrative d'appel, Nantes, 4e chambre, 7 décembre 2018 – n°17NT02656.

12 www.parc-marin-iroise.fr/Documentation/Charte-Natura-2000-de-bonnes-pratiques

13 Notamment celles visées à l'art. R. 331-50 C. env.

14 Décret n° 2018-565 du 2 juillet 2018 relatif aux attributions du conseil de gestion d'un parc naturel marin.

mentés pour rechercher et constater d'autres types d'infractions (Van Lang, 2014)[15]. Ils reçoivent l'appellation d' « inspecteurs de l'environnement »[16] (Leost, 2015) et travaillent en coopération avec d'autres autorités compétentes en matière de police administrative ou judiciaire, souvent dans le cadre d'un « plan de contrôle » élaboré en concertation.

La part que représente l'activité de surveillance et de contrôle dans l'activité des agents du service opérations varie selon les parcs, ce qui peut s'expliquer par la diversité de leurs cadres historiques et géographiques, mais également temporels, dès lors qu'à la naissance d'un parc l'action scientifique est prioritaire par rapport à l'action opérationnelle. Dans ceux où cette dernière est significative, elle est essentiellement dissuasive et tend plus à la sensibilisation qu'à la répression[17]. Cette mission de sensibilisation des usagers de la mer, qui ne relève pas uniquement des missions de contrôle mais peut, par exemple, impliquer l'organisation d'ateliers pédagogiques, est commune à l'ensemble des parcs, et particulièrement importante. Elle reflète bien l'esprit dans lequel leurs organes exercent les compétences qui leur sont reconnues.

CONCLUSION

L'analyse du PNM en tant que nouveau cadre de l'action publique montre d'abord que la création et la composition des organes du parc permettent d'identifier une « population » mue par une volonté de se concerter pour parvenir à concilier les activités maritimes avec la protection du littoral, dans un cadre qui permet de prendre en considération diverses temporalités liées, par exemple à l'émergence de nouvelles pratiques ou à des bouleversements des écosystèmes. Ensuite, malgré les faibles moyens juridiques mis à sa disposition, il a pu être constaté qu'il est un outil de conciliation des diverses activités marines entre elles et avec la protection du littoral. Le système de gouvernance et les compétences reconnues aux organes des parcs, l'utilisation de la *soft law* plutôt que le recours à des réglementations contraignantes, l'accent mis sur la prévention et la sensibilisation plutôt que sur la répression, sont les clés de la réussite du « vivre-ensemble » des usagers de la mer. Les résultats obtenus sont difficiles à évaluer tant la conciliation reste informelle, et parfois récente, et la protection liée à l'existence d'autres types d'aires marines protégées à l'intérieur d'un PNM. Les PNM restent largement inconnus du « grand public » du fait de leur faible visibilité globale, liée à leur fréquente absence de signalisation et à une médiatisation et une communication limitées. La méconnaissance générale de ce cadre de l'action publique ne doit toutefois pas être regrettée. En effet, elle peut permettre d'éviter une hyperfréquentation de sites naturels sensibles, comme dans les réserves naturelles de Corse, qui est susceptible de nuire à la biodiversité et d'aller à l'encontre de leurs objectifs.

RÉFÉRENCES

Assemblée nationale, 2015, *Rapport n° 2347 relatif aux parcs nationaux et aux parcs naturels marins*, 22 novembre 2015 [en ligne : www.assemblee-nationale.fr/12/pdf/rapports/r2687.pdf].

Boncœur J., Noël J.-F., Sabourin A., Tsang King Sang J., 2007, « La gouvernance des aires marines protégées : le projet de parc marin en Iroise, un exemple de processus participatif ? », *Mondes en développement*, n° 138, p. 77-92.

Jolivet S., 2020, « Parcs nationaux, régionaux et marins », *JCl. Environnement et d*éveloppement durable, Fascicule n° 4530.

Léost R., 2015, « Les inspecteurs de l'environnement : d'importants pouvoirs d'enquête et d'investigation », *AJ pénal*, n° 3, p. 121-125.

Martel L., Roux F., 2016, « Espaces gestionnaires et pratiques sportives littorales », *Juris tourisme*, n° 191, p. 27-28.

Martel L., Sébileau A., Jouve J., 2019, « Les légitimités politiques à l'épreuve des aires marines protégées. Le cas des usages récréatifs de la nature et de leurs représentants », *in* L. Martel et A. Sébileau (dir.), *Les « sports de nature » comme actions publiques. Regards croisés d'experts et d'analystes*, Voiron, PUS, p. 192-223.

Van Lang A., 2014, « Droit répressif de l'environnement : perspectives en droit administratif », *Revue juridique de l'environnement*, numéro spécial « Le droit répressif : quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? », p. 33-46.

Van Lang A., 2016, « La loi Biodiversité du 8 août 2016 : une ambivalence assumée », *AJDA*, n° 44, p. 2492-2498.

L'AUTEURE

Perrine Dumas
Université de Corse — LISA & CUREJ
dumas@univ-corse.fr

15 Art. L. 334-2-1 C. env.

16 Art. L. 172-1 C. env.

17 Voir par exemple le rapport d'activités du PNM d'Iroise, 2018, p. 23 [en ligne : fr.calameo.com/read/00350294807b3b498f640?page=1].

Les remaniements de la souveraineté territoriale nationale. Un paradoxe européen. Le cas de la France

AUTEUR
Sylvain KAHN

RÉSUMÉ
Il y a territoire français dans la mesure où du pouvoir européen participe de la production de territoire. Aussi le rond-point ou l'autoroute ou le réseau internet cofinancé par des crédits communautaires de la politique dite régionale de l'UE est-il autant du territoire européen que du territoire municipal ou local. De même, la totalité de chaque territoire national de tout État membre de la zone euro est du territoire européen – communautaire. Dans l'exercice de la politique monétaire de la zone euro, toute décision et toute politique publique fait du territoire national un territoire européen. Il est en même temps l'un et l'autre. Cette évolution est contemporaine d'un remaniement de la souveraineté territoriale française par multiplication des échelles et des dispositifs au niveau des collectivités territoriales. Tout cela est vrai en même temps ; et est l'effet d'un projet très simple : la mutualisation des politiques publiques et de l'exercice devenu multiscalaire de la souveraineté territoriale.

MOTS CLÉS
Union européenne, territorialité, souveraineté, France, collectivités territoriales

ABSTRACT
There is French territory insofar as European power participates in the production of territory. Therefore, the roundabout or the motorway or the internet network co-financed by credits from the so-called EU regional policy is as much European territory as it is municipal or local territory. In the same way, the whole national territory of any member state of the euro zone is European territory. In the exercise of the monetary policy of the euro area, any decision and any public policy make the national territory a European territory. It is both at the same time. This development is contemporary with a reshaping of French territorial sovereignty through the multiplication of scales and mechanisms at the level of territorial authorities. All this is true at the same time; and it is the effect of a very simple project: the mutualisation of public policies and the now multiscalar exercise of territorial sovereignty.

KEYWORDS
European Union, Territoriality, Sovereignty, France, Local state

INTRODUCTION

L'intégration régionale européenne est un projet qui est au mieux en crise profonde, au pire à bout de souffle. Ses fragilités ont été révélées à l'occasion de plusieurs chocs récents (crise financière, crise économique, crise politique liée à l'afflux de réfugiés, conflits dans le voisinage). Outre l'insuffisance démocratique des institutions communautaires et les vacillements de la gouvernance européenne dans plusieurs domaines, ces fragilités sont aussi liées au fait que l'UE n'est pas devenue un référent identitaire pour les citoyens européens. Ce problème est crucial car la relance de la construction européenne pourrait passer précisément par une plus grande appropriation par les citoyens. Or la construction du territoire communautaire européen pourrait être un pilier de ce processus. Dans cette présentation, on explore une hypothèse fondée sur un paradoxe : la carence identitaire de l'UE est constitutive de sa territorialité, et plus elle se construit, moins l'UE peut être appropriée comme un référent identitaire. Cette hypothèse amène une question. Pourquoi la manière dont le territoire européen se construit, avec la mise en œuvre des politiques communautaires, ne favorise-t-elle pas cette appropriation ? Dans un premier temps, on définit l'UE comme un type particulier d'empire : un auto-empire consociatif post-nationaliste qui possède une base territoriale associée à un principe de mutualisation de la souveraineté. Dans un deuxième temps, on montre que l'originalité de l'Union européenne réside dans une combinaison *sui generis* de plusieurs régimes de territorialité qu'on identifie en s'appuyant sur une

analyse géohistorique. Dans un troisième temps, on montre que les effets géographiques de la construction européenne en font un territoire difficile à identifier.

1. SOUVERAINETÉ ET TERRITOIRE

Dans le projet de communication ici proposé, la signification du terme « territoire » est restreinte. Il désigne l'espace en tant qu'il est un fait politique. Le territoire est l'espace construit par les représentations idéologiques et politiques, et par la vie politique, à toutes ses échelles. Le territoire désigne donc également l'effectivité des politiques publiques, en tant qu'elles déploient leurs effets dans la société ici et maintenant. Le territoire est enfin l'espace de la souveraineté, c'est-à-dire l'espace que construit l'exercice du pouvoir et de l'autorité politiques (Lebon, 2015). Il est la souveraineté et le pouvoir effectivement exercés dans les sociétés humaines par les sociétés politiques. L'objet de cette communication est d'appréhender les effets de la construction européenne comme projet politique foncièrement géographique que déclinent et étayent un nombre certain de politiques publiques, sur la souveraineté territoriale de ses États membres, en prenant notamment la France comme étude de cas. En effet, l'UE mutualise les souverainetés territoriales de nombreuses unités politiques (Kahn, 2017). D'ailleurs, la première des politiques publiques est précisément de créer du territoire. Dans le cas de l'UE, chaque nation régente son territoire avec les autres nations tout en participant à la production des territoires nationaux des autres États-nations membres. Ce fonctionnement territorial mutualisé fluidifie la mise en œuvre d'une souveraineté multiscalaire au sein de laquelle le niveau de l'État central s'articule avec d'autres niveaux territoriaux de plus en plus nombreux et à géométrie variable (Mamadouh, 2001).

2. LE TERRITOIRE FRANÇAIS DEVIENT UN TISSAGE COMPLEXE DE SOUVERAINETÉS

Ce changement de paradigme se décline donc dans la géographie politique de la France : depuis 1997, l'approfondissement de la décentralisation, les expérimentations et la différenciation des collectivités territoriales (dans le sens d'un *empowerment* différencié en fonction de la demande sociale au niveau des territoires), et la montée en puissance des intercommunalités ont radicalement modifié la réalité de « la République une et indivisible ». Le territoire de la France se rapproche de plus en plus d'un assemblage, voire d'un fédéralisme géographique.

On doit pouvoir ici discuter ce que Beaud (2009) nomme le « fédéralisme par désagrégation », c'est-à-dire le processus par lequel un État *unitaire* se transforme en fédération, une déconstruction très différente de la construction conventionnelle de l'État fédéral décrite par Alain Gagnon (2012). Dans le cas français, cette dynamique relève d'un retour de formes d'autonomie et de respiration de la souveraineté en fonction des échelles et des territoires, ou d'un processus d'érosion et de fragilisation du territoire national. Le cas français sera ici comparé aux cas belge, espagnol et britannique qui proposent des formes variées de fédéralisation du territoire national favorisées par le fait même que les territoires nationaux sont parties prenantes d'une fédéralisation de la construction et de l'échelle européenne. Il convient de décomposer ce processus dialectique de construction / déconstruction de la souveraineté. S'agit-il d'un remaniement ou d'un affaiblissement ?

Le changement de paradigme par européanisation affecte aussi la structure de l'espace français. Au fur et à mesure que l'UE s'élargit et se construit, les logiques de réseaux se superposent et s'intriquent de plus en plus au pavage national de l'espace européen. Cette évolution modifie les hiérarchies classiques du territoire français. En premier lieu, la construction européenne renforce autant qu'elle accompagne la métropolisation à l'œuvre dans les sociétés et l'économie européennes. Le rôle de Paris et de l'Île-de-France est devenu d'autant plus important que la centralité et les fonctions de commandement de la région capitale française s'exercent à l'échelle de l'espace européen. Dans ce contexte, Paris – et donc indirectement la France – est devenue l'une des localisations les plus recherchées par les entreprises étrangères pour y établir leur siège européen. Elle demeure la première ville mondiale de congrès et de tourisme d'affaire. Cet accroissement de son internationalisation va de pair avec celui de son cosmopolitisme social et culturel. La carte des votes « oui » et « non » aux deux derniers référendums français sur l'Europe est corrélée à cette double évolution : l'intensité du vote « oui » décroît au fur et à mesure qu'on s'éloigne des centres urbains, c'est-à-dire au fur et à mesure que l'homogénéité culturelle et sociale (« l'entre-soi ») est plus forte (Kahn & Lévy, 2019).

Ce faisant, pour réactualiser une image qui fut parlante en son temps, la province de Paris s'est considérablement étendue. C'est un réseau de territoires métropolitains dont Paris est l'une des têtes. La hiérarchie des aéroports comme la carte des flux de transport aérien – et, de plus en plus, ferroviaire avec le TGV – témoignent de cette insertion dans l'espace européen que la plus grande des régions françaises contribue puissamment à organiser. C'est pourquoi il serait inexact de considérer que l'élargissement de l'UE marginaliserait la France, ou qu'il déséquilibrerait le rapport entre la France et l'Allemagne. Paris et l'Île-de-France

partagent cette évolution avec ses homologues : Londres, Essen (conurbation Rhin-Rhur), Milan et, dans une moindre mesure, Barcelone et Amsterdam, autant de régions métropolitaines devenues ses partenaires et concurrentes.

Ce polycentrisme européen, dont la capitale française est l'une des principales animatrices et bénéficiaires, déploie aussi ses effets à l'échelle des métropoles française dites « régionales ». Des villes comme Lyon, Lille, Toulouse, Strasbourg, voire Nantes, s'inscrivent dans un espace européen. Les témoignages de ces évolutions sont perceptibles dans différents registres : création d' « eurorégions » par les élus locaux, programmes Interreg de l'UE, maillage de sites de conception et de production d'entreprises à l'échelle européenne, comme EADS… Comparé aux espaces hollandais, belge, allemand ou italien, l'espace français souffre encore de macrocéphalie, tandis que Lyon, seule autre métropole française de rayonnement européen, ne joue pas tout à fait dans la même catégorie que Milan (Lévy, 2013). Néanmoins l'européanisation de la France contribue incontestablement au remodelage de son territoire.

3. L'EUROPÉANISATION DE L'INDÉPENDANCE DU TERRITOIRE NATIONAL

Le territoire de la nation française a ceci de particulier en Europe qu'il est l'un des plus anciennement construits. Cette antériorité qui remonte au XVIIe siècle est indissociable de la double tradition française d'un État fort et centralisé. Le quadrillage et la croissance du territoire se sont nourris des prélèvements sur les deux principales ressources : les hommes et l'agriculture.

Les dirigeants français contemporains ont mis à profit la construction européenne pour remodeler de fond en comble les structures agricoles françaises et maintenir le rôle historique de la production agricole, en particulier céréalière. Il en résulte aujourd'hui une spécialisation et surtout une concentration accrues des espaces agricoles. Le Bassin parisien, grenier à blé de la France depuis l'Ancien régime, est devenu grenier à blé de la Communauté économique européenne (CEE) puis de l'UE, et l'un des greniers à blé du monde. Ce faisant, les acteurs politiques et du secteur professionnel n'ont pas seulement accéléré l'exode rural et l'urbanisation, ils les ont accompagnés et orientés.

Comparée à un État-nation aussi ancien, comme la Grande Bretagne, ou à une puissance agricole de même catégorie, comme les USA, la France a maintenu, ces dernières décennies un taux de population active agricole remarquablement élevé, allant de pair avec une surface moyenne des exploitations remarquablement modeste. Les réformes de la politique agricole commune (PAC) et les vifs débats autour des exigences environnementales témoignent moins d'une obsolescence de ce paradigme que de son évolution : campagnes et agricultures demeurent en France un champ de passions politiques qui donnent le ton à Bruxelles comme à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Avec la construction de l'Europe, la France est devenue une puissance agricole mondiale – ce qui, au XXIe siècle plus encore qu'au XXe, contribue à en faire une puissance moyenne à capacité mondiale.

La sublimation de sa puissance par l'Europe n'a pas ôté à la France les caractères spécifiques de son inscription dans les espaces européen et mondial. Dans une Europe à la masse relative en recul que compensent à peine les élargissements, la France a hérité de la plus grande superficie (et avec sa densité, d'une des plus grandes marges de manœuvre d'espace utile) et d'une démographie dynamique : au 22e rang mondial par sa population, elle est l'un des deux pays de l'UE à renouveler ses générations.

Elle est le seul État de l'UE qui entretient des intérêts militaires et des préoccupations stratégiques à des milliers de kilomètres (d'autant que les îles britanniques des Falkland sortent du territoire européen avec le Brexit). Le territoire de la Nouvelle Calédonie est un cas singulier qui permet d'appréhender la dynamique de la souveraineté française. Avant la Corse, avant les expérimentations régionales, il est d'ores et déjà une collectivité territoriale si dérogatoire qu'elle est comme une entité territoriale autonome et fédérée au sein du territoire français. En même temps, elle est elle-même organisée comme une fédération de trois territoires disposant de larges prérogatives, et un territoire d'appui et de manifestation privilégié de la souveraineté régalienne de la France. Elle l'est enfin dans la politique mondiale non seulement de la France mais aussi et surtout de l'Europe, tant sur le plan du commerce, de la politique étrangère, de l'aménagement du territoire, que de la politique environnementale.

Ainsi, il y a territoire français dans la mesure où du pouvoir européen participe de la production de territoire. Aussi le rond-point, l'autoroute ou le réseau internet cofinancé par des crédits communautaires de la politique dite régionale de l'UE est-il autant du territoire européen que du territoire municipal ou local. De même, la totalité de chaque territoire national de tout État membre de la zone euro est du territoire européen – communautaire (Magnette, 2000). Dans l'exercice de la politique monétaire de la zone euro, toute décision et toute politique publique fait du territoire national un territoire européen. Il est en même temps l'un et l'autre et il l'est d'autant plus que l'exercice du pouvoir européen – la souveraineté communautaire – est coproduit et

co-exercé par les gouvernements des États membres en même temps et collectivement. Chaque « Bercy[1] » est ainsi à la fois le bras armé d'un pouvoir national qui s'exerce sur le seul territoire national et celui d'un pouvoir communautaire qui s'exerce sur le territoire national, le co-concepteur d'un pouvoir communautaire qui va s'exercer sur 18 autres territoires nationaux et enfin le bras armé d'un pouvoir communautaire qui s'exerce sur un territoire européen dont le territoire national est alors un territoire provincial (régional). Tout cela est vrai en même temps. Et l'effet d'un projet très simple : la mutualisation des politiques publiques et l'exercice conjoint de la souveraineté territoriale. Cette mutualisation, le plus souvent nommée délégation ou transfert, est parfois présentée comme une facette de l'érosion de la souveraineté de l'État-nation entraînée par la globalisation. Il convient pourtant de distinguer l'une de l'autre. John Agnew (2005) a en effet montré que la souveraineté parfaite, complète, n'existait qu'en théorie, et ce bien avant l'actuelle mondialisation.

RÉFÉRENCES

Agnew J., 2005, "Sovereignty Regimes: Territoriality and State Authority in Contemporary World Politics", *Annals of the Association of the American Geographers*, vol. 95, p. 437-461.
Beaud O., 2009, *Théorie de la fédération*, Paris, PUF.
Gagnon A., 2012, *L'âge des incertitudes. Essai sur le fédéralisme et la diversité nationale*, Québec, Presses de l'Université Laval.
Kahn S., 2017, *La territorialité de l'Union européenne,* thèse de doctorat à l'Université Paris Diderot.
Kahn S., Lévy J., 2019, *Le pays des Européens*, Paris, Odile Jacob.
Lebon L., 2015, *La territorialité et l'Union européenne : approches de droit public*, Bruxelles, Bruylant.
Lévy J., 2013, *Réinventer la France*, Paris, Fayard.
Mamadouh V., 2001, "The Territoriality of the European Integration and the Territorial Features of the European Union: The First 50 Years", *TESG*, 92(4), p. 420-436.
Magnette P., 2000, *L'Europe, l'État et la démocratie. Le souverain apprivoisé*, Bruxelles, Complexe.

L'AUTEUR

Sylvain Kahn
Sciences Po — Institut d'études politiques de Paris/CHSP
sylvain.kahn@sciencespo.fr

1 Siège du ministère français de l'Économie et des Finances.

Faire territoire pour la jeunesse. Le cas d'un programme à vocation innovante au sein de la Métropole européenne de Lille (France)

AUTEUR.E.S
Éric KERGOSIEN,
Flavie FERCHAUD,
Damien BOONE,
Marc DUMONT

RÉSUMÉ
Ce travail s'inscrit dans l'évaluation du projet PIA porté par la Métropole européenne de Lille (MEL), entrant dans un programme d'expérimentations menées en faveur de la jeunesse lancé par l'État en 2015. Sa mise en œuvre correspond aussi au transfert de compétence du fonds d'aide aux jeunes du département à la MEL à la suite de la loi NOTRe en 2015. Nous nous demandons ici dans quelle mesure sa mise en œuvre amène les acteurs métropolitains à « faire territoire » dans le champ de l'action sociale et de la jeunesse. Nous développons une approche combinant cartographie des réseaux sociaux et cartographie géographique. Nos résultats mettent en avant la capacité de la MEL à structurer une stratégie en matière de jeunesse alors même qu'elle ne dispose pas de la compétence jeunesse. Reste que la temporalité courte du programme ne permet pas de faire territoire, tant le réseau d'acteurs, les actions et jeunes touchés ne s'inscrivent pas suffisamment à l'échelle métropolitaine.

MOTS CLÉS
métropole, innovation, expérimentations, jeunesse, acteurs, réseaux, Lille

ABSTRACT
This work has its origin in the evaluation of a experimental programme carried out in favour of young people and supported by the European Metropolis of Lille (North of France). As part of an "Innovative Project for Youth" (PIA) launched by the state in 2015, the implementation of this programme also corresponds to the transfer of competence of the Youth Support Fund from the department to the Metropolis, following the French NOTRE law in 2015. We thus wonder to what extent the arrival of a programme of experimentation launched by the state leads metropolitan actors to "make territory" in the field of social action and youth. We are developing an original methodological approach combining social network mapping and geographic mapping. The results make it possible to highlight the ability of metropolitan institutions to take advantage of the opportunities presented to them to organise and structure a youth strategy, even though they do not have the youth expertise. However, the short time frame of the experimental programme does not make it possible to "make territory", as the network of actors, actions and young people concerned by these actions are not sufficiently integrated at the metropolitan level.

KEYWORDS
Metropolis, Innovation, Experiments, Youth, Stake-holders, Networks, Lille

INTRODUCTION

Cette proposition de contribution trouve son origine dans l'évaluation d'un programme d'actions expérimentales en faveur de la jeunesse. Illustrant la montée en puissance de la place de l'expérimentation dans l'action publique (Bureau *et al.*, 2013), il constitue la réponse de la Métropole européenne de Lille (MEL) à un appel à « projets innovants en faveur de la jeunesse » lancé par l'État et porté par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) en 2015 dans le cadre du Programme d'investissement d'avenir (PIA). Ce programme est composé de 35 actions réparties au sein d'axes thématiques (mobilités, engagement, insertion professionnelle, pratiques numériques) et d'une équipe de chercheurs pour l'évaluation du projet. Mis en œuvre en 2017, pour une durée de quatre années, son portage par la MEL s'inscrit dans le contexte des réformes territoriales (loi de loi modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles / MAPTAM en 2014, et loi portant nouvelle organisation territoriale de la République / NOTRe en 2015) contribuant au renforcement du rôle des métropoles dans les territoires (Rivière, 2015). En matière de jeunesse, si la région des Hauts-de-France reste cheffe de file, la MEL a acquis la gestion du fonds d'aide aux jeunes (FAJ) en 2015. L'arrivée

du PIA « Jeunesse » permet ainsi à la MEL de s'adresser d'une manière nouvelle à une population cible (les jeunes) et à un réseau d'acteurs travaillant avec.
Dans ce cadre, nous analysons les effets territoriaux du PIA de manière plurielle à travers (1) les institutions et leurs rôles dans ce projet ; (2) le système de relations entre les acteurs impliqués dans les actions expérimentées ; (3) la provenance des jeunes ciblés par ces actions ; et (4) la spatialisation des actions. Nous cherchons ainsi à savoir en quoi ce programme témoigne de la montée en puissance des métropoles. Dans quelle mesure l'arrivée d'un programme d'expérimentations lancé par l'État (recentralisation au plan méthodologique) amène-t-elle les acteurs métropolitains à « faire territoire » dans le champ de l'action sociale et de la jeunesse ?
Ces questionnements s'inscrivent dans un contexte spécifique, mais commun à bien des métropoles dans le champ de la jeunesse comme dans d'autres, au regard des temporalités : temps long de la construction territoriale, temps plus récents de la décentralisation, temporalité plus courte des réformes de ces dernières années, et temporalité bien plus courte encore d'un programme d'expérimentations supposé impulser une structuration innovante de l'action publique en faveur de la jeunesse.

1. CADRE THÉORIQUE

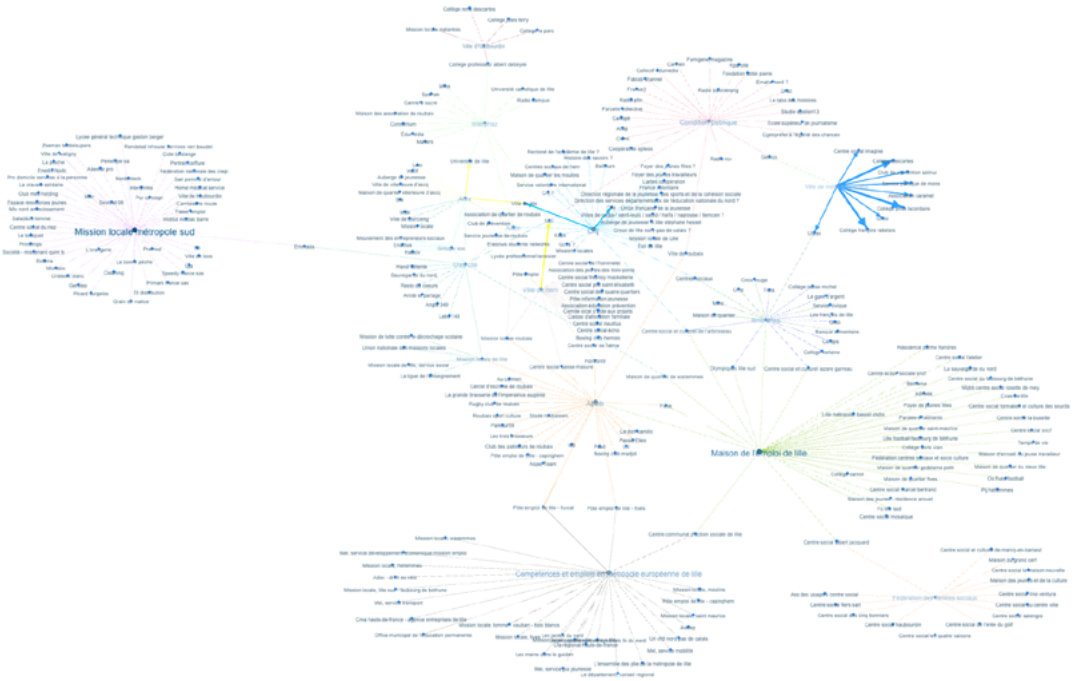
La recherche présentée ici repose sur un corpus de travaux pluridisciplinaires. La littérature principalement mobilisée, tant en science politique qu'en aménagement, porte sur les mutations de l'action publique, mutations en prise avec la transformation du rôle de l'État et des institutions locales sous l'effet des réformes territoriales. Rivière (2015) s'interroge ainsi sur la portée de l'institutionnalisation du pouvoir métropolitain sur le paradigme de la flexibilité qui caractérise la gouvernance métropolitaine jusqu'alors (Le Galès, 2003) et qui n'a pas su avancer sur la question de solidarité. Or, cette question est centrale dans la MEL, une des plus inégalitaires de France, qui compte nombre de marqueurs alarmants sur les difficultés des jeunes, i.e. les taux de chômage et taux de précarité (Collectif Degeyter, 2017). De plus, si les travaux de Rivière soulignent l'inscription de l'institutionnalisation du pouvoir métropolitain dans des rapports entre des échelles infra et supra métropolitaines, ils indiquent le repositionnement des acteurs métropolitains et inframétropolitains au fil des opportunités et des impulsions en partie contraires (européanisation d'un côté, recentralisation de l'autre). Dans la littérature, les mutations de l'action publique sont également analysées au prisme des appels à projet, qui rythment et fragmentent l'action publique mais permettent aussi la mobilisation collective d'acteurs (Epstein, 2015).
Dans le but d'analyser au plus près les rapports entre des échelles multiples, les positionnements et re-positionnements des acteurs, nous nous aidons des travaux portant sur l'analyse de réseaux, qui connaît un essor important ces dernières années (Beauguitte, 2016). Aussi, notre recherche s'appuie sur le paradigme de la *social network analysis* (analyse des réseaux sociaux), mais est aussi inspirée par l'analyse des réseaux techniques en géographie, qui sont valués et spatialement contraints.

2. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Les résultats restitués s'appuient sur des matériaux recueillis dans le cadre de deux enquêtes. La première est composée de l'observation et la participation à une série de réunions, d'ateliers, ainsi que d'une dizaine d'entretiens auprès d'acteurs et d'élus de la MEL afin de comprendre la genèse du PIA, ainsi que sa place au sein des politiques publiques menées par la MEL.
La seconde, visant à l'analyse des relations entre les acteurs du PIA, repose sur une méthodologie originale basée sur un travail de cartographie des acteurs. L'outil de cartographie est central dans cette évaluation transversale dans la mesure où l'un de ses axes de travail est d'évaluer la capacité à construire une politique métropolitaine en direction de la jeunesse, de façon partenariale et participative. Un autre enjeu majeur est d'appuyer la collectivité dans la difficulté récurrente de lisibilité et de visibilité de ses actions, ainsi que de l'ensemble des acteurs associés, dans un domaine (politiques sociales et de jeunesse) qui rassemblent souvent un très grand nombre d'acteurs et de dispositifs (Loncle, 2011). Concrètement, l'objectif est d'identifier un réseau d'acteurs participant de près ou de loin au projet sur les périodes 2017-2018 (phase d'expérimentation) puis 2019-2020 (phase de déploiement), de proposer à l'ensemble des partenaires une vue précise du réseau d'acteurs mobilisés, de les localiser spatialement et d'analyser ce réseau selon différents critères : typologie des acteurs, zones de déploiement des actions, provenance des jeunes, etc. L'ambition est à terme d'analyser dans quelle mesure le PIA Jeunesse fédère le réseau des acteurs de l'action sociale et de la jeunesse sur la période 2017-2020, puis d'étudier ses effets territoriaux.
La collecte des données se réalise en nous appuyant sur des méthodes qualitatives (analyse des documents administratifs et entretiens semi-directifs auprès des acteurs porteurs d'actions : 29 acteurs interrogés à ce

stade) afin de réaliser une étude fine et précise. Pour représenter et analyser le réseau d'acteurs participant au projet, nous combinons deux techniques cartographiques correspondant aux deux approches de l'analyse des réseaux qui sous-tendent notre réflexion. D'une part, une cartographie des collaborations[1] réalisée à partir des informations récoltées *via* les entretiens sur la période 2017-2018 (fig. 1), puis sur la période 2019-2020 (travail en cours d'analyse) ; d'autre part, une cartographie géographique (Smith *et al.*, 2007) de la distribution des acteurs sur le territoire de la MEL, et plus généralement des Hauts-de-France. Ces techniques provenant de différentes disciplines permettent d'obtenir une vision stéréoscopique de l'objet d'étude en combinant une représentation globale du réseau d'acteurs avec une vision locale spatialisée.

Figure 1. Cartographie des collaborations entre acteurs du projet (01/11/2018)



3. PRINCIPAUX RÉSULTATS

3.1. Organisation de l'institution métropolitaine et structuration des actions en faveur de la jeunesse

En plus du portage du PIA par la MEL, l'application de la loi NOTRe débouche concrètement sur un transfert de compétence du fonds d'aide aux jeunes du département vers la Métropole. Même si la région reste cheffe de file en matière de jeunesse, l'arrivée des jeunes comme nouvelle cible de ses politiques publiques amène l'institution à affirmer un positionnement particulier et à s'organiser. En témoigne ainsi la création d'une « unité fonctionnelle jeunesse » intégrée à la Direction relations usagers citoyenneté (DRUC), qui devient alors Direction relations usagers citoyenneté jeunesse (DRUCJ). Est observée également la structuration des actions en direction des jeunes. En effet, la DRUCJ s'est lancée, à partir de 2017, dans l'élaboration d'une stratégie en matière de jeunesse dont le but est de formaliser des intentions quant au rôle de la métropole sur ces questions.

Par une délibération votée en conseil métropolitain en juin 2018, la MEL a adopté le schéma « Jeunes en métropole » censé permettre « une meilleure prise en compte de la jeunesse dans les différentes politiques portées par la MEL, de mieux coordonner les nombreuses actions et politiques publiques existantes sur le territoire et concourant à l'accompagnement des jeunes vers l'autonomie, mais aussi de mettre en œuvre des actions complémentaires répondant au mieux à leurs besoins ».

Cette stratégie est composée de trois axes articulés autour d'un dispositif d'aide en réponse aux besoins essentiels des jeunes (logement, mobilité…), ainsi que d'actions favorisant l'accès au sport, aux loisirs et à la culture, et d'actions de communication et de participation pour associer les jeunes aux projets métropolitains qui les concernent. Ce dispositif correspond à la transformation du FAJ afin de faire coïncider son contenu et son règlement avec sa nouvelle échelle territoriale d'application. La nouvelle réglementation a été adoptée en juin 2019.

1 Usage de graphes (logiciel Gephi, www.gephi.org).

Au regard de la littérature existante, cette nouvelle organisation et structuration en faveur de la jeunesse révèle d'abord que le paradigme de la flexibilité perdure. En effet, la souplesse propre à la gouvernance métropolitaine permet à la MEL de s'organiser en dépit d'un transfert complet de compétence en matière de jeunesse. Si en théorie la réforme territoriale vient accentuer la concurrence avec la région, nous n'en observons pas les signes au niveau des acteurs. Enfin, il apparaît bien que l'État, à travers deux instruments distincts, réforme territoriale d'un côté et PIA de l'autre, diligente les métropoles à prendre en charge, à travers les jeunes, les questions sociales et de solidarité. Maintenant, en quoi l'organisation de l'institution et la structuration des actions en faveur des jeunes amènent-elles à faire territoire dans ce champ de l'action publique ?

3.2. Renforcement d'un réseau d'acteurs existant

L'analyse longitudinale du réseau d'acteurs indique qu'au démarrage du projet le réseau est conséquent (365 résultent des premières séries d'entretiens, fig. 1). Certaines actions expérimentées ne sont pas nouvelles et certains acteurs se connaissaient déjà avant le PIA. Au fur et à mesure de l'avancée du projet, des relations existantes se renforcent et de nouvelles se créent. En effet, la dimension transversale du programme, qui porte à la fois sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, leurs pratiques numériques ou leurs mobilités, incite les acteurs à se décloisonner de leur thématique première. Ces nouvelles relations sont ensuite à mettre en lien avec les événements organisés par la MEL pour l'ensemble des acteurs (comités techniques et de pilotages, ateliers en partenariat avec les chercheurs, etc.). La figure 1 met en avant un premier ensemble de collaborations qui sont nées dans le cadre du projet, formalisées par des liens (arcs) entre les acteurs (les nœuds). Au final, le rôle de l'institution métropolitaine paraît central dans l'extension et la fédération d'un réseau d'acteurs dans le champ de la jeunesse.

3.3. Des difficultés à faire territoire

L'analyse longitudinale montre la structuration d'un réseau d'acteurs important dont les actions ciblent les jeunes. Cependant, le territoire de la MEL est inégalement investi. En effet, ce réseau est dans sa grande majorité localisé sur les 10 communes situées du sud de Lille jusqu'à Tourcoing, alors que la MEL en compte plus de 90. Les territoires investis sont principalement urbains, bien connectés au réseau de transport public et regroupent les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

La combinaison entre deux indicateurs (provenance des jeunes touchés par les actions et lieux de mise en œuvre des actions) permet de mettre en évidence une typologie d'actions. Les actions à faible inscription métropolitaine touchent des jeunes d'une seule commune, voire d'un seul quartier et leur mise en œuvre est localisée au sein de ce même territoire. Les actions à moyenne inscription métropolitaine touchent des jeunes de plusieurs communes, limitrophes ou non, et sont mises en œuvre dans plusieurs communes. Ces deux premières catégories rassemblent 18 actions. Les actions à forte inscription métropolitaine se caractérisent par des jeunes qui viennent de plus de 10 communes de la MEL ou d'ailleurs non limitrophes, et par une mise en œuvre dans plus de 10 communes non limitrophes de la MEL et ailleurs (11 actions). Au final, il apparaît donc qu'à ce stade du programme le PIA ne permet pas (encore) de faire territoire dans le champ de la jeunesse.

CONCLUSION

L'ambition de cette communication est de proposer, à l'aide de l'analyse de réseaux, un éclairage sur les recompositions territoriales et les mutations de l'action publique, tant sous l'effet des réformes territoriales que des logiques d'appels à projets, dont les temporalités sont opposées. Notre recherche vient d'abord conforter les travaux existants. En effet, la MEL a profité de l'impulsion donnée à la fois par la loi NOTRe et le transfert du FAJ et par l'État dans le cadre de « Projets innovants pour la jeunesse » pour s'organiser et structurer une politique publique en faveur de la jeunesse. Malgré la réforme territoriale, le paradigme de la flexibilité semble perdurer en matière de gouvernance, la région laissant la métropole agir, au sein de son territoire institutionnel, en faveur des jeunes.

Cependant, contrairement à ce qui était attendu des réformes territoriales de 2014 et 2015, le programme d'actions expérimentées dans le cadre du PIA ne suffit pas à « faire territoire », tant le réseau d'acteurs, les actions et les jeunes touchés par ces actions ne s'inscrivent pas assez à l'échelle métropolitaine. La question de la temporalité est bien sûr majeure. Comment attendre d'un programme dont la temporalité est circonscrite à une durée de 4 années des effets relevant de la construction territoriale, dont la temporalité est longue ? Des signaux positifs sont malgré tout observés : renforcement de la coopération entre acteurs et arrivée de nouveaux acteurs dans le réseau. Or, les travaux sur l'innovation considèrent positivement l'arrivée de nouveaux acteurs au sein d'un réseau structuré (D'Almeida *et al.*, 2008). Ces indicateurs invitent

donc à plaider pour le temps long et pour la poursuite du rôle endossé par la MEL pour animer le réseau d'acteurs de la jeunesse.

RÉFÉRENCES

Beauguitte L., 2016, « L'analyse de réseaux en sciences sociales et en histoire. Vocabulaire, principes et limites », *in* R. Letricot, M. Cuxac, M. Uzcategui et A. Cavaletto (dir.), *Le réseau. Usages d'une notion polysémique en sciences humaines et sociales*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, p. 9-24.

Bureau M-C., Sarfati F., Simha J., Tuchszirer C., 2013, « L'expérimentation dans l'action publique », *Travail et emploi*, n° 135 [en ligne : journals.openedition.org/travailemploi/6070, consulté le 24/02/2020].

Collectif Degeyter, 2017, *Sociologie de Lille*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », n° 692.

D'Almeida N., Griset P., Proulx S., 2008, « Introduction », *Hermès,* 50(1), « Communiquer, innover. Réseaux, dispositifs, territoires », p. 11-17 [en ligne : www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2008-1-page-11.htm?contenu=resume, consulté le 24/02/2020].

Epstein R, 2015, « La gouvernance territoriale : une affaire d'État. La dimension verticale de la construction de l'action collective dans les territoires », *L'Année sociologique*, 65(2), p. 457-482.

Le Galès P., 2003, *Le retour des villes européennes. Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de SciencesPo.

Loncle P., 2011, « La jeunesse au local : sociologie des systèmes locaux d'action publique », *Sociologie*, 2(2), p. 129-147 [en ligne : www.cairn-info-s.fennec.u-pem.fr/revue-sociologie-2011-2-page-129.htm, consulté le 24/02/2020].

Rivière D., 2015 « Métropoles et territoires institutionnels : quelques pistes d'analyse à partir des cas français et italien », *L'Espace politique*, n° 27 [en ligne : journals.openedition.org/espacepolitique/3642, consulté le 24/02/2020].

Smith B., Silva T., Khumar A. (dir.), 2007, *Proceedings du 15e colloque européen de géographie théorique et quantitative ECTQG*, Montreux, Presses de l'Université de Lausanne.

LES AUTEUR.E.S

Éric Kergosien
Université de Lille — GERiiCO
eric.kergosien@univ-lille.fr

Flavie Ferchaud
Université Gustave Eiffel — Lab'urba
flavie.ferchaud@u-pem.fr

Damien Boone
Université de Lille — CERAPS
damien.boone@univ-lille.fr

Marc Dumont
Université de Lille — TVES
marc.dumont@univ-lille.fr

AUTEUR
Rémi LE FUR

Des recompositions territoriales à l'anticipation territoriale

RÉSUMÉ
Les recompositions territoriales et l'évolution du contexte législatif français ont généré une recomposition dans le temps des figures historiques de la planification territoriale, de la prospective territoriale et autres projets de territoire. Un rapprochement s'est opéré entre ces figures par l'hybridation des pratiques, l'imbrication renforcée des échelles spatiales et le recouvrement des sujets traités. Ce rapprochement complexifie leur définition et rend aujourd'hui peu opérationnelle la distinction usuelle entre ces différentes figures. C'est dans ce contexte qu'est proposé le recours à la notion d' « anticipation territoriale » pour qualifier ces différentes démarches. Nous proposons également une nouvelle typologie pour tenter de mieux distinguer les différentes catégories de démarches conduites aujourd'hui.

MOTS CLÉS
anticipation territoriale, recomposition, typologie

ABSTRACT
The French territories recompositions and legislative context evolution have generated over time a recomposition of the historic figures of land planning, territorial foresight and other territorial projects. A rapprochement took place between these figures by the hybridisation of practices, the interweaving of spatial scales and the recovery of the topics covered. This convergence complicates their definition and makes the usual distinction between these different figures unoperational today. It is in this context that we propose to use the notion of "territorial anticipation" to qualify these various approaches. We also propose a new typology to try to better distinguish the different categories of approaches that are led today.

KEYWORDS
Territorial anticipation, Recomposition, Typology

INTRODUCTION

Tournée vers l'avenir, à plus ou moins long terme, l'anticipation territoriale – et ses différentes figures historiques de la planification, de la prospective et autres projets de territoire – a accompagné en France, dans le temps, les recompositions territoriales depuis les lois de décentralisation. En retour, les recompositions territoriales et l'évolution du contexte législatif ont généré des recompositions des démarches d'anticipation territoriale.

Leurs recompositions ont été telles que les différentes figures historiques se sont fortement rapprochées, au point de rendre leur distinction aujourd'hui peu évidente, d'autant plus que ces figures sont chacune caractérisées par un certain flou, des confusions et des difficultés même de définition. Boutinet souligne ainsi que « les concepts qui gravitent dans le champ de l'anticipation sont fréquemment l'objet d'un glissement sémantiques capricieux : souvent utilisés les uns pour les autres, parfois confondus, parfois opposés » (1990 : 60).

Notre communication analyse la façon dont l'évolution institutionnelle et législative a impacté la recomposition de ces démarches et permis leur rapprochement. Ce contexte renouvelé nous amène à proposer, à partir de l'étude d'une dizaine d'exercices d'anticipation territoriale conduits en France, une nouvelle typologie pour ces démarches regroupées au sein de la notion d' « anticipation territoriale » dont nous précisons la définition.

1. UNE HYBRIDATION DES PRATIQUES

Si la recomposition des démarches de planification territoriale, prospective territoriale ou autres projets de territoire est surtout postérieure aux lois de décentralisation du début des années 1980, les évolutions sont plus anciennes et se sont déroulées dans d'autres sphères que les institutions territoriales. La planification

française, conduite par l'État et le Commissariat général au plan, s'est ainsi appropriée la prospective au début des années 1960, avant que la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ne le se l'approprie à son tour et l'applique aux études sur l'aménagement du territoire.
C'est surtout suite aux lois de décentralisation que ces démarches deviennent territoriales et évoluent. Comme l'a constaté Rio (2015), la planification spatiale (qui n'est pas encore territoriale) se rapproche ainsi de la prospective au mi-temps des années 1980. Ce rapprochement permet un tournant stratégique de la planification qui augure du futur cadre législatif de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) promulguée une dizaine d'années plus tard. Elle permet surtout une évolution des pratiques de planification, avec la formalisation de visées prospectives (Dugua, 2015) et plus tard des pratiques plus souples et davantage négociées (Zepf & Andres, 2011).
Ce rapprochement est aujourd'hui si marqué que, même si des différences peuvent persister entre les méthodes mobilisées pour les différentes démarches, les pratiques sont très proches et se sont véritablement hybridées. Ainsi le diagnostic, les scénarios, la concertation avec une implication croissante des acteurs socio-économiques et plus largement des populations, sont devenus des modalités classiques inhérentes à la majorité des démarches.

2. UN RECOUVREMENT DES SUJETS TRAITÉS

Si la prospective territoriale, tout comme les projets de territoire, traitent depuis leurs origines des différentes composantes territoriales, l'évolution principale concerne la planification territoriale qui s'est ouverte à tous les champs sectoriels (*ibid.*).
L'instauration du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) dans les documents d'urbanisme marque une évolution significative de la planification (Desjardins, 2007). Il ne s'agit plus seulement de conduire une réflexion sur l'occupation des sols, ni sur quelques projets d'aménagement (Motte, 2006), mais bien d'élaborer un projet de territoire, touchant de nombreux domaines. Cette extension des sujets traités accentue le rapprochement entre la planification et la prospective, ainsi qu'avec le projet de territoire qui émerge dans la foulée de l'instauration de la loi Voynet de 1999.
Si cette ouverture thématique remonte à l'instauration de la loi SRU de 2000, elle a été amplifiée par la promulgation des lois de 2009 et 2010 issues du Grenelle de l'environnement, avec une référence explicite aux objectifs du développement durable.
Ainsi, alors que la planification se distinguait des autres figures par son attention spécifique à l'usage des sols, depuis la loi SRU ce sont tous les secteurs territoriaux qui sont abordés dans de tels exercices. Cette évolution a ainsi opéré un recouvrement des thématiques traitées par ces différentes démarches.

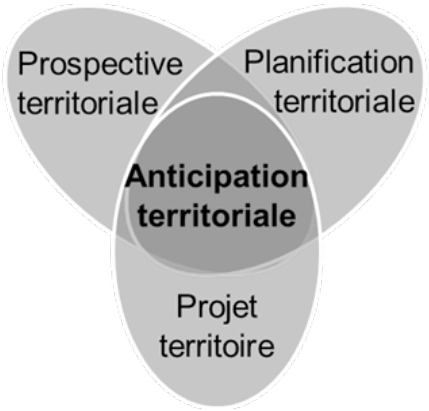
3. UNE IMBRICATION RENFORCÉE DES ÉCHELLES SPATIALES

La Loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe) a attribué aux régions l'élaboration d'un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET). Si ce schéma ne constitue pas un document d'urbanisme, son élaboration s'inscrit néanmoins dans les mêmes objectifs généraux de développement durable auxquels doivent se conformer les collectivités publiques en matière d'urbanisme (article L. 4251-1 du Code général des collectivités territoriales). Mais, et c'est là la principale nouveauté, il est prescriptif pour les documents d'urbanismes locaux.
Cette prescriptivité est une évolution majeure puisque les anciens schémas régionaux d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT), qui faisaient eux même suite aux schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire (SRADT), n'étaient pas prescriptifs. Comme ses prédécesseurs, le SRADDET sert toujours de cadre stratégique aux contrats de plan État-région, mais il rentre également dorénavant dans une relation de prescriptivité avec les documents de planification territoriaux infrarégionaux, levant ainsi un des principaux reproches formulés à l'encontre des précédents schémas régionaux, SRADT et SRADDT.
La loi NOTRe de 2014 permet ainsi une imbrication des échelles spatiales autours de la colonne vertébrale constituée du SRADDET et du schéma de cohérence territoriale (SCoT). L'aménagement régional et la planification territoriale, qui jusqu'alors s'ignoraient globalement, s'articulent désormais, le SCoT devant s'articuler au SRADDET, les deux étant rendus opposables aux autres documents de planification. Le SRADDET offre également un cadre aux relations contractuelles entre les régions et l'État, d'une part, mais aussi entre les régions et leurs territoires, englobant ainsi les projets de territoires.

4. DES FIGURES HISTORIQUES À L'ANTICIPATION TERRITORIALE

Avec ces évolutions, les figures historiques de la planification territoriale, de la prospective territoriale et du projet de territoire sont devenues si proches, imbriquées, que leur distinction n'est aujourd'hui plus toujours possible. La frontière entre ces différentes figures est poreuse, les trois pouvant se recouvrir tout en ayant des formes de pratiques susceptibles d'être également distinctes. Il y a lieu de pouvoir nommer la zone de recouvrement entre ces différentes figures, ce qui nous amène à proposer la notion d'« anticipation territoriale » (fig. 1).

Figure 1. Anticipation territoriale



Notre proposition acte ce triple constat d'hybridation des pratiques, de recouvrement des sujets traités et d'imbrication renforcée des échelles spatiales. Ce constat est récent puisqu'il date de la loi NOTRe de 2014 pour l'imbrication des échelles.

Cette notion nous permet d'en parler collectivement sans juxtaposer les noms des deux ou trois figures historiques les unes après les autres, comme certains auteurs ont pu le faire (par exemple Mutombo *et al.*, 2007 ou Loinger & Spohr, 2005 à propos de la planification et de la prospective).

Nous aurions pu faire le choix de privilégier l'une de ces trois figures pour englober les deux autres. C'est ce que propose par exemple Boutinet lorsqu'il écrit que le projet est « apte à désigner les nombreuses situations d'anticipation que suscite notre modernité » (1990 : 6). La planification devenant territoriale, s'élargissant aux dimensions autres que spatiales, aurait également pu convenir. La prospective de même. Mais cela aurait été faire fi de leurs histoires respectives, de leur inscription dans des champs disciplinaires différents pour, au final, privilégier l'un au détriment des autres. En retenant le terme d'anticipation, nous faisons, comme le souligne Boutinet, le choix d'un « terme relativement neutre dans ses connotations qui puissent regrouper indifféremment cette gamme d'activités projectives que l'on observe actuellement » (1990 : 59).

5. ANTICIPATION TERRITORIALE : PROPOSITION DE DÉFINITION

Cette notion n'est pas nouvelle. Pris séparément, les concepts d'anticipation et de territoire ont déjà été largement investis par de nombreux auteurs. En revanche, la notion d'anticipation territoriale, rapprochant les deux termes, si elle a déjà été usitée, reste peu investie.

Nous proposons de la définir comme un ensemble diversifié de pratiques visant à appréhender les processus territoriaux en cours ou à venir et/ou à identifier les actions à entreprendre au regard des évolutions souhaitées ou attendues. L'anticipation porte sur le territoire entendu comme un système complexe évolutif, résultant d'une construction socio-spatiale dans un espace géographique donné. Le caractère territorial de l'anticipation la distingue des approches sectorielles.

La première phrase de la définition renvoie à l'idée que l'anticipation territoriale peut être mobilisée uniquement pour appréhender les processus territoriaux à l'œuvre. Le « et/ou » complète l'idée précédente par le fait que l'anticipation territoriale peut aussi, mais pas obligatoirement, consister à identifier des actions à mettre en œuvre au profit d'un futur souhaité ou d'évolutions attendues. Elle peut aussi ne consister qu'à cela, sans le volet précédent d'appréhension des processus.

Afin d'appréhender cette diversité d'approches, nous empruntons à Zepf et Andres la formule « un ensemble diversifié de pratiques » (2011 : 16) qu'ils utilisent à propos de la planification territoriale.

Concernant l'adjectif « territorial », nous retenons qu'il renvoie à la définition de « territoire » dont nous proposons une synthèse construite autour de quelques mots clés. Cette synthèse nous suffit pour préciser le périmètre des anticipations sur lesquelles il porte.

Le caractère territorial de l'anticipation le distingue des approches sectorielles comme pourrait l'être une anticipation démographique, des mobilités, économique ou encore énergétique. Le référence au territoire renvoie au fait d'embrasser collectivement toutes ces dimensions et de les appréhender comme un système complexe où elles sont en interaction.

Ce caractère territorial peut aussi être un indicateur d'échelle spatiale, par distinction d'une anticipation qui serait exclusivement urbaine, voire de quartier. L'anticipation territoriale renvoie ainsi à une approche plutôt supra-communale.

6. UNE NOUVELLE TYPOLOGIE POUR LES DÉMARCHES D'ANTICIPATION TERRITORIALE

Si la notion d'anticipation territoriale permet de nommer sous une même appellation les différentes catégories de démarches relevant de sa définition, elle ne permet pas de les distinguer. Des caractères distinctifs résiduels des figures historiques demeurent. Cependant le triple processus d'hybridation des pratiques, de recouvrement des sujets traités étendus à toutes les composantes territoriales et d'imbrication des échelles spatiales fragilise la pertinence de ces figures historiques pour distinguer les différentes catégories des démarches actuelles. Les critères qui différenciaient ces figures sont pour partie obsolètes et il convient d'en redéfinir de nouveaux : une nouvelle typologie nous semble nécessaire.

Sa construction repose sur la méthode de réduction de l'espace d'attributs (Grémy & Le Moan, 1977). De l'analyse de quelques démarches auxquelles nous avons été associés en France, nous avons retenus deux dimensions : la première renvoie à l'objectif de l'anticipation, la seconde concerne la portée de l'anticipation. Les différents types d'anticipation territoriale sont issus du croisement de ces dimensions, de façon matricielle.

La première dimension, portant sur l'objectif de l'anticipation, est exclusive : l'anticipation ne peut appartenir qu'à une seule catégorie, celle de son objectif principal. Trois catégories sont distinguées : opératoire, formelle, exploratoire.

La seconde dimension concerne la portée de la démarche. Cette dimension est cumulative : une démarche d'anticipation territoriale peut appartenir à une ou plusieurs catégories de cette dimension. Elle appartient à une catégorie dès lors qu'elle en revêt le caractère. Nous avons retenu quatre catégories pour cette seconde dimension : prescriptive, programmatique, partenariale et spatialisée.

Nous pouvons illustrer la typologie ainsi obtenue en croisant ces deux dimensions (fig. 2).

Figure 2. Typologie des anticipations territoriales

Objectif / Portée	Opératoire	Formelle	Exploratoire
Prescriptive			
Programmatique			
Partenariale			
Spatialisée			

Certains types des colonnes formelle et exploratoire du tableau sont grisés. En effet, une anticipation territoriale formelle, se limitant au souhait, ne peut être prescriptive ou programmatique. Elle sera soit uniquement formelle, soit formelle partenariale et/ou spatialisée. De la même manière une anticipation territoriale peut être uniquement exploratoire, ou exploratoire spatialisée.

Le caractère partenarial traduit davantage le degré d'implication des acteurs institutionnels et socio-économiques à l'anticipation territoriale que celle des populations. L'implication des populations s'est amplifiée et est devenue la norme pour une majorité de démarches, ce qui ne permet pas d'en faire un caractère distinctif. Par contre, l'engagement, ou non, des acteurs institutionnels et socio-économiques aux côtés du maître d'ouvrage pilote de la démarche nous semble davantage discriminant.

CONCLUSION

Si les recompositions institutionnelles territoriales semblent marquer une pause après une période de fortes évolutions, les recompositions des démarches d'anticipation territoriale vont-elles connaître également une période de stabilisation ? Rien n'est moins sûr, les moteurs de ces évolutions n'étant pas qu'institutionnels ou législatifs. D'une part, l'hybridation des pratiques observée hier peut se poursuivre demain autour de nouvelles pratiques, comme le design ou l'innovation, qui montent en puissance dans l'action publique territoriale. D'autre part, le souhait grandissant d'implication des populations dans la vie démocratique ou encore le développement des outils numériques appellent et permettent de nouvelles modalités. Enfin, la mise à l'agenda de nouveaux enjeux, à l'image du climat ou de l'alimentation, poursuivra l'extension du périmètre des sujets traités. La typologie des démarches d'anticipation territoriale proposée sera alors à son tour probablement à ajuster.

RÉFÉRENCES

Boutinet J.-P., 1990, *Anthropologie du projet*, Paris, PUF.

Desjardins X., 2007, *Gouverner la ville diffuse. La planification territoriale à l'*épreuve, thèse de doctorat à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Dugua B., 2015, *Entre mise en œuvre et mise à l'épreuve de la planification territoriale : dynamique des lieux de projets dans l'inter-Scot de l'aire métropolitaine lyonnaise*, thèse de doctorat à l'Université Grenoble Alpes.

Gremy J.-P., Le Moan M.-J., 1977, « Analyse de la démarche de construction de typologies dans les sciences sociales », *Informatique et sciences humaines*, n° 35.

Loinger G., Spohr C., 2005, *Prospective et planification territoriales. État des lieux et prospective*, Paris, Travaux et recherche de prospective, n°24.

Motte A., 2006, *La notion de planification stratégique spatialisée (Strategic Spatial Planning) en Europe (1995-2005)*, Paris, PUCA.

Mutombo E. J. K., Bauler T., Wallenborn G., 2007, *Méthodes participatives de prospective et de planification pour un développement durable : analyse d'approches et de réalisations*, Rapport final de l'Université libre de Bruxelles, IGEAT–Centre d'étude du développement durable.

Rio N., 2015, *Gouverner les institutions par le futur. Usages de la prospective et construction des régions et des métropoles en France (1955-2015)*, thèse de doctorat à l'Université Lumière Lyon 2.

Zepf M., Andres L. (dir.), 2011, *Enjeux de la planification territoriale en Europe,* Lausanne, PPUR, coll. « Espace en société, logique territoriale ».

L'AUTEUR

Rémi Le Fur
Université Grenoble Alpes — Pacte
remi.lefur@univ-grenoble-alpes.fr

Territoire et gouvernance face au *Brexit*: la gestion multiscalaire du *Brexit* comme témoin du *new public management*

AUTEUR
Robin THILLARD

RÉSUMÉ
La politique territoriale du nouveau management public, en renforçant les compétences des régions sans leur transférer une marge de manœuvre suffisante, fragilise les pouvoir locaux et rend complexe l'élaboration de stratégies résilientes. Face au *Brexit* qui bouleverse les territoires et réseaux, les acteurs doivent élaborer des stratégies pour prévenir les risques et bénéficier des opportunités, mais sont limités par leurs capacités administratives. Cette communication cherche à mettre en évidence ce processus de construction stratégique en réponse au *Brexit* tout en soulignant les contraintes apportées par les politiques territoriales étatiques par une comparaison entre les actions et discours des acteurs normands et franciliens. Elle propose des pistes explicatives quant aux différences de gestion par une approche néoinstitutionnaliste croisée et la théorie du blâme.

MOTS CLÉS
Brexit, gouvernance, institutionnalisme, réforme territoriale, gestion du risque

ABSTRACT
The new public management territorial policies, by enhancing the French regions responsibilities without transferring enough means to manage them, weakens the local authorities and makes it hard to produce resilient strategies. In order to manage the *Brexit* which destabilises the territories and networks, actors have to define a strategy to manage the risk and seize the opportunities, although they are restrained by the (in) efficiency of their administration. This paper tries to highlight this process of strategy construction to manage the *Brexit* while underlining the restrains from the states territorial policies, by comparing the actions and the discourses of actors from the Normandie and Île-de-France regions. We suggest some explanatory tracks about the management differences between the two regions by a crossed neo-institutionalist approach and blame theory.

KEYWORDS
Brexit, Governance, Institutionalism, Territorial reform, Risk management

INTRODUCTION

Le processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE), ou *Brexit*, représente un bouleversement pour l'organisation des territoires membres pour qui le Royaume-Uni est un partenaire important. Il remet en cause les réseaux préexistants pensés pour la libre circulation et génère des incertitudes sur le statut de la future frontière et la relation entre les territoires britanniques et ceux membres de l'UE, que doivent prendre en compte les acteurs territoriaux dans l'évaluation des enjeux du phénomène et la mise en place de stratégies. Cette réorganisation territoriale entraîne des processus de définition et d'application de stratégies à différentes échelles, qui cherchent à limiter les risques induits par la sortie du Royaume-Uni du marché unique européen, tels que la complication, voire la réduction des échanges nécessitant des mesures pour les interfaces d'échanges frontaliers et intérieurs. Le *Brexit* constitue aussi des opportunités pour des territoires qui mettent en place des stratégies de communication et d'attraction à destination des entreprises situées au Royaume-Uni souhaitant garder un accès au marché unique. La réorganisation du système de flux va mobiliser des acteurs de natures et d'échelles différentes que nous allons étudier à travers les réformes législatives qu'ils sollicitent ou mettent en place, des projets urbains ou portuaires, et la production de discours et d'actions de communications relatives à la gestion du *Brexit*. Cependant, le *Brexit,* perçu tantôt comme un risque, tantôt comme une opportunité, contraint les acteurs à adopter une stratégie résiliente et

adaptative, selon les besoins des territoires et les moyens politiques, que ne permettent pas les dernières réformes territoriales.
En effet, la production de ces stratégies s'inscrit dans un contexte de renforcement de la décentralisation et de retrait de l'État stratège, c'est pourquoi nous mettrons en relation ces processus stratégiques et les ajustements structurels des institutions décentralisées apportés par les réformes du *nouveau management public* (NPM) afin de comprendre en quoi elles conditionnent l'élaboration de stratégies territoriales de gestion du *Brexit*. Les régions en tant que collectivités territoriales sont les acteurs territoriaux les plus actifs sur ce sujet, cherchant à identifier à la fois les risques et les opportunités du *Brexit*. Elles sont censées pouvoir produire et appliquer des stratégies de gestion de façon autonome ou en sollicitant le soutien du gouvernement et nous semblent ainsi être un cas d'étude pertinent. Ces attentes stratégiques sont d'autant plus justifiées que les institutions décentralisées ont récemment vu leurs compétences renforcées par la loi Nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) de 2015 tout en étant soumises à une logique de performance par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Cependant, la succession de réformes territoriales d'optimisation des dépenses publiques et de mise en place d'objectifs à court terme, couplée avec le processus de décentralisation vers les régions et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de la loi NOTRe, indique que la délégation des compétences et des responsabilités aux collectivités territoriales motivée par l'idéologie néolibérale ne s'est pas nécessairement accompagnée d'un transfert équivalent d'outils administratifs et d'une marge de manœuvre suffisante puisque les territoires restent dépendants des hautes administrations françaises (Brennetot, 2018). La gouvernance française influencée par le NPM, mettant en avant un retrait de l'État et une optimisation des dépenses publiques, va modifier le rôle de l'État stratège comme l'explique Philippe Bezès (2005a). On assiste avec ces réformes à une « désagrégation de l'État administratif par fragmentation, privatisation, déconcentration ou décentralisation » et en parallèle au renforcement du contrôle interétatique des opérateurs de l'État par le moyen de suivi d'objectifs comme les rapports annuels de performance (RAP) et d'allocation de ressources aux services sous forme de contractualisation. Ce décalage entre les compétences des régions et leurs moyens se ressent dans la construction des stratégies en réponse au *Brexit*, puisque leur manque d'autonomie entraîne des procédures de négociations avec l'État et d'autres administrations (grand port maritime, EPCI). Nous verrons donc dans cette communication, à travers l'étude de la gestion du *Brexit* par les acteurs régionaux, en quoi les réformes territoriales du nouveau management public et de décentralisation des compétences, sans le transfert des outils administratifs et moyens suffisants, contraignent la production de stratégies efficaces et résilientes face à un bouleversement structurel. Nous verrons aussi que ce mode de gestion induit une temporalité dans la construction des stratégies en réponse au *Brexit* incompatible avec la souplesse nécessaire à la gestion d'un processus évolutif et incertain. Pour tester cette hypothèse, nous étudierons ce processus d'élaboration stratégique avec le cas des acteurs normands, que nous comparerons à la différence de gestion par un territoire doté de plus d'outils et de moyens (Île-de- France); enfin nous proposerons des facteurs explicatifs quant à ces différences de gestion.

1. DU DIAGNOSTIC À L'APPLICATION DE LA RÉFORME

Le processus de décision et d'application des mesures en Normandie est un cas illustratif des contraintes apportées par les réformes territoriales du nouveau management public parfois inadaptées aux échéanciers mouvants imposés par le *Brexit*. Nous avons cherché à le représenter à travers une sélection de déclarations, d'actions et de processus organisationnels pour mettre en évidence les réseaux d'acteurs (Crozier & Friedberg, 1977) et leurs comportements en réponse au *Brexit* (fig. 1).

On constate un décalage entre les temporalités du *Brexit*, du territoire normand et de l'action gouvernementale. Un an sépare l'annonce des résultats du référendum du 23 juin 2016 de la première réaction des acteurs normands. À titre de comparaison, la Bretagne a saisi le Conseil économique social et environnemental régional (CESER) le 30 juin 2016 et a obtenu un rapport en décembre. Les régions Hauts-de-France et Île-de-France ayant déjà mis en place une stratégie d'attractivité territoriale depuis juin 2016, la Normandie cherche à intervenir à son tour et multiplie les mesures d'attractivité territoriale à partir de 2018 en mobilisant les différentes collectivités avec par exemple la création d'une zone économique spéciale (ZES). Ces stratégies cherchant à rendre le territoire plus résilient aux changements du *Brexit* arrivent tardivement et témoignent du manque de moyens de la région pour produire et appliquer ces mesures, et de l'absence de l'État stratège qui ne semble intervenir que lorsque les régions le sollicitent. Les demandes de soutien des régions Bretagne, Hauts-de-France et Normandie illustrent ce phénomène, avec la tribune du 9 octobre 2018 qui fédère une majeure partie des acteurs portuaires normands demandant un soutien du gouvernement

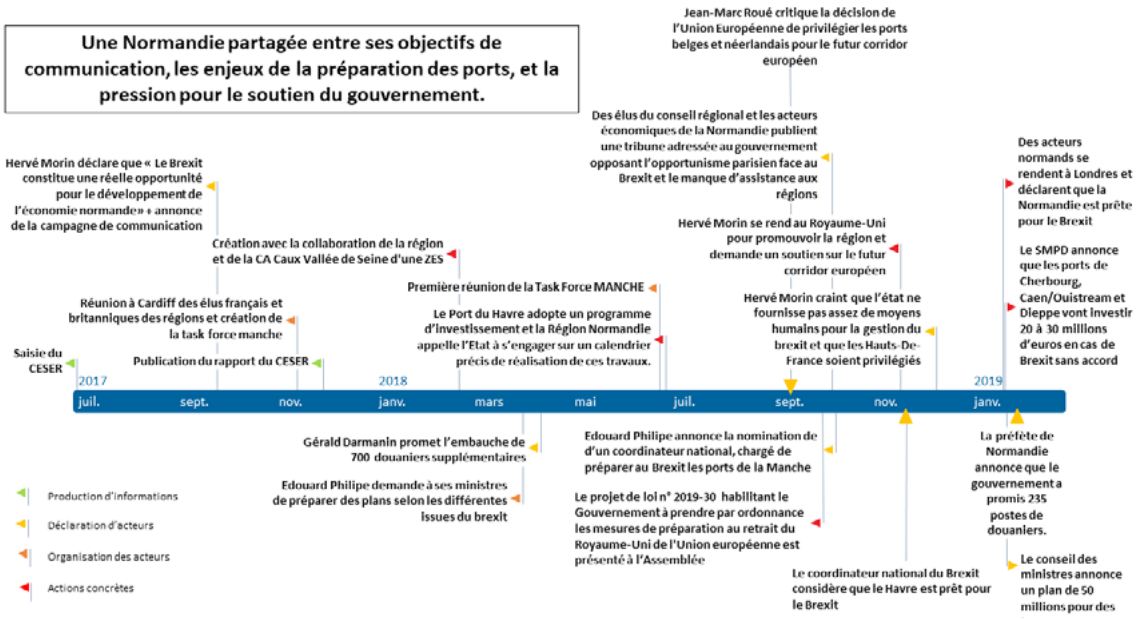
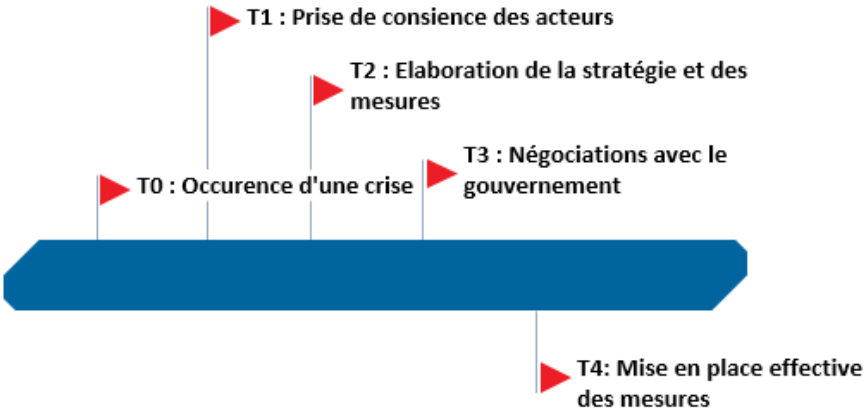


Figure 1. Chronologie des préparatifs des acteurs normands au *Brexit*

aux régions françaises face à la gestion du *Brexit*: « L'urgence à laquelle la Normandie et les régions voisines sont confrontées est aussi une urgence nationale » (Morin, 2018). Les réponses du gouvernement, bien que tardives et jugées insuffisantes par plusieurs acteurs, ont tout de même permis la mise en place de plusieurs dispositifs pour les acteurs portuaires qui se déclarent prêts pour le 30 mars 2019, bien que certaines mesures ne soient pas encore effectives. Ce décalage entre l'élaboration des réformes et leur mise en application est, selon nous, l'une des conséquences de la nouvelle forme organisationnelle du système politique français, fruit des réformes de la LOLF et de la loi NOTRe auxquelles s'ajoutent les luttes de pouvoir au sein de l'État (Bezès, 2005b). Les réformes récentes empêchent une réponse rapide à une crise et réduisent la souplesse des mesures d'adaptation aux évolutions du processus de sortie du Royaume-Uni que nous avons cherché à modéliser par le séquençage suivant (fig. 2).

Figure 2. Séquençage du processus de construction stratégique des acteurs régionaux



On cherche à exprimer à travers ce modèle que dans la gestion d'une crise évolutive comme le *Brexit*, c'est-à-dire variable selon les possibles accords de sortie, la réforme pensée au temps 1 pourra se révéler totalement inadaptée au temps 4, montrant l'absence de mesures d'ajustements face aux incertitudes et évolutions de la crise et leur résilience provoquée par le nouveau management public.

2. UNE TEMPORALITÉ QUI VARIE SELON LES TERRITOIRES

Une comparaison avec l'Île-de-France nous permet d'étudier les variations au regard des capacités organisationnelles et du pouvoir des institutions régionales (fig. 3).

Nous pouvons ainsi constater que les acteurs franciliens sont plus réactifs que les acteurs normands puisqu'avant même que le *Brexit* ne soit confirmé plusieurs campagnes de communication étaient en préparation. Si les actions de communication sont communes aux deux régions, la stratégie des Franciliens s'applique

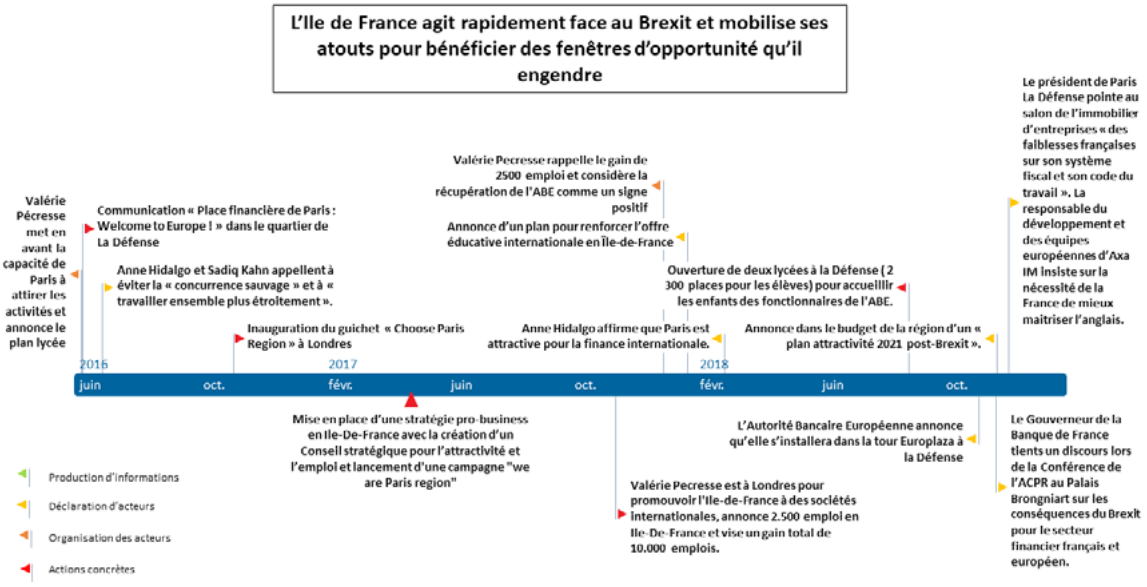


Figure 3. Chronologie des préparatifs de l'Île-de-France au *Brexit*

directement sur l'urbanisme et l'organisation de la ville, avec le renfort de l'offre éducative qui fait partie intégrante de la stratégie de la présidente de région, Valérie Pécresse. Pour mettre en place ses actions, la région ne semble pas avoir besoin de solliciter le soutien du gouvernement ou de négocier avec lui, ce qui permet des actions rapides et qui présentent déjà plusieurs résultats, comme l'Autorité bancaire européenne anciennement basée à Londres qui choisit de s'installer à la Défense et une partie des postes de la banque HSBC qui vont être transférés à Paris. La différence de gestion entre ces deux régions peut être expliquée par plusieurs facteurs que nous allons maintenant détailler.

3. LES FACTEURS EXPLICATIFS DE CES VARIATIONS

La comparaison des stratégies normandes et parisiennes dans le cas de la gestion du *Brexit* indique que le phénomène a des conséquences variables sur les territoires, montrant la nécessité d'une approche territoriale comparative sur sa gestion et l'étude des mesures mise en place. La théorie néoinstitutionnelle des choix rationnels (Hall & Taylor, 1997) propose des facteurs explicatifs sur les variations d'orientation stratégique selon les intérêts rationnels des acteurs. L'une des explications que l'on peut être tenté d'apporter est que, les acteurs franciliens, étant moins exposés aux risques du *Brexit*, ils économisent des moyens dans la gestion du risque qu'ils peuvent investir pour saisir les opportunités, tandis que les Normands doivent inclure l'exposition des ports (en partie gérés par l'État) en plus de la promotion du territoire, ce qui expliquerait leur réticence à s'investir sur la gestion du *Brexit*. Dans le cadre d'une approche territoriale comparative, nous avons débuté une étude sur la gestion du *Brexit* par l'Andalousie, territoire bien plus exposé aux risques qu'aux opportunités et qui a pourtant mis en place une stratégie de gestion rapide, résiliente et ce de façon quasi-autonome. La différence, peut s'expliquer par le fait que les communautés autonomes d'Espagne bénéficient de plus de compétences et de moyens que les régions françaises, ce qui tend à confirmer l'hypothèse selon laquelle la capacité des collectivités territoriales à élaborer et appliquer une stratégie dépend de leur capacité administrative et du pouvoir qu'elles ont à disposition (Raffestin, 1981). Cette hypothèse suppose que le territoire exposé ait conscience de son degré d'exposition, d'où la nécessité d'intégrer dans les facteurs explicatifs la culture du risque qui relève du néoinstitutionnalisme sociologique, qui considère que le comportement d'un individu n'est jamais purement stratégique, mais limité par sa vision du monde. Quelle que soit l'importance ou l'échelle d'une institution, elle va avoir sa propre culture du risque. Dans le cas présent, cela signifie une perception de sa relation au Royaume-Uni en tant que partenaire territorial susceptible d'influencer ses choix stratégiques.

Le jeu du blâme (Hood, 2002) en tant qu'élément constitutif des jeux de pouvoirs internes à l'État et conséquence du nouveau management public, croisant à la fois une approche néoinstitutionnaliste des choix rationnels et sociologiques, est un élément à prendre en compte dans l'étude de la production des réformes territoriales. La théorie se base sur *Le Prince* (Machiavel, 2019) qui suggère que « le prince doit déléguer aux autres l'application des mesures impopulaires et garder le contrôle de celles ayant la faveur du peuple » et voit dans la déconcentration des compétences un moyen pour le gouvernement de rejeter, sinon partager le blâme d'une mauvaise gestion avec un autre acteur, tout en revendiquant les réussites comme un bienfait

de la politique déconcentrée. Cependant il s'expose au retour de blâme (*blame boomerang*) de la part de ceux ayant hérité des politiques déléguées. Nous avons un exemple avec les acteurs normands qui, jugeant insuffisant le soutien de l'État, publient une tribune publique afin de faire pression et obtenir plus d'aide. Nous considérons que cette théorie explique en partie la gestion du *Brexit* par les acteurs. Elle mobilise à la fois des éléments relevant de la théorie institutionnelle des choix rationnels, comme le gain politique, et l'institutionnalisme sociologique sur la mobilisation des codes culturels du jeu du blâme par les acteurs, qui permet une compréhension des logiques et enjeux politiques des différents échelons administratifs mobilisés dans la gestion du *Brexit*.

CONCLUSION

Cette étude nous apporte des éléments sur la gestion du *Brexit* en France dans le contexte des réformes territoriales pour affirmer la nécessité d'étudier les processus organisationnels à l'origine des stratégies territoriales en réponse au *Brexit* et de prendre en compte les contraintes apportées par le nouveau management public. Couplée avec une approche néoinstitutionnaliste croisée, elle permettrait de mettre en évidence les processus à l'origine de ces choix stratégiques, d'en fournir des pistes d'explications et d'évaluer la résilience de ces mesures au bouleversement qu'est le *Brexit*.

RÉFÉRENCES

Bezès P., 2005a, « Le renouveau du contrôle des bureaucraties : l'impact du *New Public Management* », *Informations sociales*, n° 126, p. 26-37.

Bezès P., 2005b, « Le modèle de "l'État-stratège" : genèse d'une forme organisationnelle dans l'administration française », *Sociologie du travail*, Vol. 47, p. 431-450.

Brennetot A., 2018, "A Step Further Towards a Neoliberal Regionalism: Creating Larger Regions in Contemporary France", *European Urban and Regional Studies*, 25(2), p. 171-186.

Crozier M., Friedberg E., 1977, *L'acteur et le système, Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.

Hall Peter A., Taylor Rosemary C. R., 1997, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, n° 3-4, p. 469-496.

Hood C., 2002, "The Risk Game and the Blame Game", *Government and Opposition*, 37(1), p. 15-37.

Machiavel N., 2019, *Le prince*. Paris, Belles lettres.

Morin H. Gastinne J.-P., Roué J.-M., de Chalus V., Segain M., Louzeau D., Verna A., Blanchard G., Clavaud O., Collin M., Le Yondre J.-L., 2018, « *Brexit* : le cri d'alarme des ports et des compagnies maritimes », *La Tribune* [en ligne : www.latribune.fr/opinions/tribunes/Brexit-le-cri-d-alarme-des-ports-et-des-compagnies-maritimes-793241.html, consulté le 10/01/2020].

Raffestin C., 2019, *Pour une géographie du pouvoir,* Lyon, ENS éd.

L'AUTEUR

Robin Thillard
Université de Rouen Normandie — IDEES
robin.thillard@univ-rouen.fr

AUTEURE
Véronique ZAMANT

La gouvernance urbaine face au patrimoine. Quelle place pour la société civile dans le feuilleté réglementaire, entre-temps de l'aménagement et temps de la mémoire ?

RÉSUMÉ
La mise en place du plan de gestion du bien « cathédrale Notre-Dame, palais du Tau, ancienne abbaye Saint-Rémi » inscrit à l'Unesco en 1991 amène à repenser la place de la société civile dans la gouvernance urbaine à travers les divers échelons impliqués. Effectivement, les spécificités patrimoniales des territoires rémois sont régies à la fois par la commune de Reims, l'intercommunalité du Grand Reims, la DRAC Grand Est et le ministère de la Culture. Cette imbrication scalaire nécessite d'identifier les verrous méthodologiques institutionnels concernant la gestion d'une pièce urbaine reconnue comme patrimoine de l'humanité. Plus spécifiquement, l'enjeu est d'identifier dans quelles mesures les décalages entre, d'une part, les temps de l'urbanisme réglementaire et des réformes territoriales et, d'autre part, ceux de la gestion d'un patrimoine mondial orientent l'implication des populations concernées par ce patrimoine et par le contexte urbain dans lequel il s'insère.

MOTS CLÉS
gouvernance, urbanisme réglementaire, patrimoine, Reims, commun, temporalités

ABSTRACT
The management plan's implementation of "Cathedral of Notre-Dame, Palace of Tau, Former Abbey of Saint-Rémi" inscribed at UNESCO in 1991 questions the place of civil society in urban governance through the various levels involved. Indeed, heritage characteristics of Reims territories are governed by the municipality of Reims, the inter-municipality of Greater Reims, the DRAC Grand Est and the French Ministry of Culture. This scale imbrication requires to identify the institutional methodological locks concerning the management of an urban piece recognised as world heritage. We propose to identify how the differences between times of regulatory urbanism and territorial reforms and times of world heritage management condition the involvement of populations concerned by this heritage and by the urban context in which it is situated.

KEYWORDS
Governance, Regulatory urbanism, Heritage, Reims, Common, Timeline

INTRODUCTION

L'ensemble « cathédrale Notre-Dame, palais du Tau, ancienne abbaye Saint-Rémi »[1] fut inscrit à l'Unesco en 1991 sur la liste du patrimoine mondial en tant que bien culturel[2]. Le dossier de nomination avait alors été porté par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Champagne-Ardenne et le ministère de la Culture. En 2006, l'Unesco recommande aux États partis de mettre en place un plan de gestion pour tout bien inscrit sur la liste, afin d'en préserver la valeur universelle exceptionnelle tout en répondant aux besoins de développement des territoires. L'un des objectifs principaux des plans de gestion consiste en la coordination stratégique et opérationnelle des différentes temporalités (court, moyen et long termes) en jeu autour d'un bien patrimonial. Cet enjeu de coordination influant la gestion d'un bien Unesco est repris dans les guides élaborés par l'Unesco à destination des gestionnaires des biens (Wijesuriya *et al.*, 2014). En 2016, la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) stipule que tout bien inscrit doit comporter un plan de gestion. Dès lors les propriétaires des biens inscrits s'attellent à leur élaboration devenue réglementairement obligatoire. C'est ainsi que presque trente ans après son inscription, les propriétaires des

1 Nous nommerons l'ensemble « cathédrale Notre-Dame, palais du Tau, ancienne abbaye Saint-Rémi » « bien 91 ».
2 whc.unesco.org/fr/list/601, consulté le 22/01/2020.

édifices composant le bien 91 commencent une réflexion devant aboutir à la formalisation de ce plan afin d'inscrire la préservation de sa valeur universelle exceptionnelle dans une perspective de développement et de valorisation du territoire rémois.

Dans le contexte français, le corpus réglementaire et législatif évolue considérablement depuis les années 1980 afin d'une part de redistribuer les compétences urbanistiques aux collectivités territoriales, d'autre part de permettre une meilleure participation de la société civile, et finalement de prendre davantage en compte les enjeux liés à la préservation du patrimoine urbain et naturel dans le développement des territoires. Dans ce contexte, le bien 91 se trouve au centre d'un feuilleté réglementaire à travers notamment la mise en place du site patrimoine remarquable (SPR) Saint-Nicaise en 2015, la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la ville de Reims en 2019 et l'élaboration en cours du SPR centre-ville, et au centre d'une redistribution des compétences décentralisées entre la ville de Reims, l'intercommunalité du Grand Reims et la région Grand Est. Cette imbrication scalaire invite à questionner les verrous méthodologiques institutionnels concernant la gestion d'une pièce urbaine reconnue comme patrimoine de l'humanité. C'est selon une posture anthropologique qui s'intéresse à ce qui fait la ville (Agier, 2009), que nous proposons de décrypter les enjeux de gouvernance et de temporalités soulevés par la mise en œuvre d'un plan de gestion pour le bien 91. Pour ce faire, cette communication s'appuie sur les matériaux ethnographiques recueillis dans le cadre d'une recherche post-doctorale portant sur l'élaboration du plan de gestion du bien 91[3]. L'enquête de terrain est structurée au travers d'une part de l'analyse d'un ensemble de documents écrits et cartographiques institutionnels, réglementaires et législatifs produits et mobilisés par les acteurs impliqués dans la gestion du territoire rémois et de son patrimoine et d'autre part d'entretiens semi-directifs réalisés auprès des gestionnaires et affectataires des édifices concernés, d'acteurs des services de la municipalité de Reims, de l'intercommunalité du Grand Reims, de la DRAC et du ministère de la Culture. L'analyse comparative de plans de gestion déjà effectifs pour d'autres biens Unesco aux typologies diverses permettra de replacer le questionnement dans un contexte élargi.

Finalement, ces matériaux nous invitent à comprendre, à partir des discours et pratiques propres aux sphères d'acteurs, comment s'imbriquent implication de la société civile, réformes territoriales et gestion patrimoniale, et à déterminer la diversité des temporalités influant la mise en place de stratégies de gestion d'un patrimoine architectural et urbain. Plus spécifiquement, l'enjeu est d'identifier dans quelles mesures les décalages entre d'une part les temps de l'urbanisme réglementaire et des réformes territoriales et d'autre part ceux de la gestion d'un patrimoine mondial conditionnent l'implication des populations concernées par ce patrimoine et par le contexte urbain dans lequel il s'insère.

Les résultats de cette recherche invitent à questionner la notion de commun en lien avec celles d'appropriation et d'implication au regard d'un corpus normatif et réglementaire, ainsi que les notions de territorialité, d'identité et de mémoire. En cela, ils nous amènent à placer leur discussion dans un cadre théorique se situant à la croisée entre aménagement de l'espace et urbanisme, droit de l'urbanisme, anthropologie de la ville ou encore sciences politiques. Ils s'inscrivent dans la continuité de recherches portant d'une part sur l'imbrication entre temps et espace à travers notamment la notion de chronotopie (Guez, 2017), d'autre part sur l'articulation entre droit de l'urbanisme et politiques patrimoniales (Gigot, 2016 ; Pontier, 2017) et pour finir sur la place de la gouvernance dans la construction des communs (Dardot, 2014 ; Lascoumes & Le Bourhis, 1998 ; Auclair *et al.*, 2017).

1. DISCUSSION DES RÉSULTATS

Nous proposons de structurer la discussion des résultats de cette recherche à partir de quatre des « 5C »[4] œuvrant pour une meilleure prise en compte des orientations stratégiques devant guider la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondiale.

1.1. La crédibilité et la conservation d'un patrimoine à l'épreuve des temporalités des réformes territoriales

La construction d'un patrimoine renvoie à des notions telles que la mémoire et l'identité, qui s'inscrivent dans un temps très long. Lors de cette construction, les relations entre le passé, l'actuel et l'avenir s'imbriquent avec les temporalités des réformes territoriales, elles-mêmes en prise avec des injonctions de marchandisation urbaine. Ainsi, les porteurs de candidature à l'Unesco tentent d'inscrire leur démarche dans un rythme scandé par les agendas événementiels, politiques et de grands travaux. Cependant, cette procédure de patrimonialisa-

3 Projet de recherche post-doctorale intitulé «WHeRe-WHat-Reims (World Heritage Research for Application on Territory)» réalisé dans le cadre d'un partenariat entre l'Ensa de Nancy, la mairie de Reims et la DRAC Grand Est.

4 Les « 5C » sont cinq termes commençant par la lettre « c »: crédibilité, compétences, conservation, communication et communautés. Nous mobiliserons ici les termes de crédibilité, compétences, conservation et communautés.

tion d'échelon internationale, au regard de la complexité de la formalisation du contenu et de la gouvernance nécessaire, s'étend le plus souvent sur une dizaine d'années, dépassant ainsi la temporalité des agendas cités précédemment. Dans une perspective de préservation de la valeur universelle exceptionnelle d'un bien Unesco, tout dossier de nomination doit par ailleurs comporter un plan de gestion qui coordonne la diversité de ces temporalités. Cette gestion est elle-même inscrite dans un rythme de révision tous les six ans. Cette rythmicité nous amène à interroger les influences réciproques entre l'accélération des temporalités de l'aménagement et les horizons temporels lointains de la préservation d'un patrimoine (Tomas, 2004). L'élaboration du plan de gestion devient dès lors un temps de négociation entre les différents régimes d'historicités créés et mobilisés par les acteurs et leurs articulations avec les temps des réformes territoriales pouvant impacter la crédibilité du bien Unesco et sa conservation.

1.2. La gestion d'un commun face au contexte normatif : quelle place pour les communautés ?

Le plan de gestion vise la coordination des différentes temporalités à l'œuvre sur le territoire du bien reconnu comme patrimoine mondial. Il nécessite par ailleurs la prise en compte des communautés concernées par le bien et/ou le territoire dans lequel il se situe. Reconnaissant la dimension commune de tout bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial, cette seconde entrée se propose de questionner les enjeux de la gestion d'un commun face au feuilleté réglementaire régissant les réformes territoriales françaises. Quelle imbrication entre cette dimension commune et celle de propriété qui distribue la responsabilité de chacun des édifices du bien 91 entre l'État et la commune ? Quelle place peut être laissée à l'appropriation collective ?

1.3. Entre décentralisation et déconcentration : de la répartition à la réévaluation des compétences patrimoniales et urbanistiques ?

Nous souhaitons décrypter les impacts des changements réglementaires et législatifs progressifs de l'organisation territoriale sur la gestion croisée des enjeux urbains et patrimoniaux. Ces reconfigurations territoriales invitent à donner plus de place aux grandes échelles (intercommunalité, métropole et région) dans une perspective de visibilité à l'échelon international. Ainsi la création de l'intercommunalité du Grand Reims permet à la ville de Reims d'affirmer une identité territoriale compétitive à l'échelon régionale, quand ses atouts patrimoniaux, directement retranscrits dans la maxime de l'office du tourisme « Reims, cité des sacres et du champagne », objectivent de positionner Reims comme un « territoire *premium* » à l'échelon international. L'analyse du cas de Reims nous permet de mettre en exergue le fait que les questions urbanistiques sont gérées par l'échelon intercommunal quand les questions patrimoniales sont gérées par l'échelon départemental (architecte des bâtiments de France), communal (service patrimoine de la municipalité) et national (service déconcentré de l'État *via* la DRAC). Que devient dès lors la légitimité de chacun de ces échelons quand il s'agit de mettre en place une gestion située à l'articulation entre patrimoine et urbanisme ? Cette entrée s'articule autour de l'hypothèse que le temps long des politiques patrimoniales invite les tenants de la fabrication de la ville à réévaluer leurs discours, outils réglementaires et manières de faire concernant la coopération et la gouvernance urbaine au-delà d'une réorganisation territoriale. Par ailleurs, les réglementations et stratégies opérationnelles qui régissent leur intervention sont réévaluées afin notamment de prendre en compte la participation des populations dans la fabrique des territoires.

2. CONSIDÉRATIONS FINALES : LE DÉCALAGE TEMPOREL COMME FREIN OU LEVIER DE L'IMPLICATION DES POPULATIONS DANS LA FABRIQUE DE LA VILLE ?

Notre intérêt pour l'articulation entre les temporalités de la gestion du patrimoine et celles des réformes territoriales, nous conduit aux implications socio politiques du décalage temporel que nous pouvons observer pour le devenir des tissus urbains historiques, entre conservation et développement. La place laissée aux populations au sein des rapports de force et de pouvoir qui s'y manifestent peut être envisagée comme le miroir des structures de fonctionnement de notre société contemporaine. Ainsi, face à l'accélération, voire la saturation des réformes territoriales qui semblent nous maintenir dans un présentisme (Hartog, 2003), l'élaboration du plan de gestion d'un bien patrimonial ne peut-elle devenir un entre-temps permettant aux populations de manifester leur volonté d'implication et de prendre part à la fabrique de leur territoire ?

RÉFÉRENCES

Agier M., 2009, *Esquisses d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant.

Auclair E., Herzog A., Poulot M.-L. (dir.), 2017, *De la participation à la co-construction des patrimoines urbains. L'invention du commun ?*, Paris, éd. Le Manuscrit.

Dardot P., 2014, « La norme et le collectif », *in* P. Chemla (dir.), *Politiques de l'hospitalité*, Toulouse, ERES, p. 81-98.

Dauges Y., 2016, *Plan national en faveur des nouveaux espaces protégés*, rapport de mission pour le Gouvernement français.

Gigot M., 2016, « Labels et outils d'urbanisme patrimonial : quelle articulation ? », *Juris art etc.,* n° 41, « Labels : satisfaction garantie ? », p. 27-30.

Guez A., 2017, « Note pour une approche chronotopique multiscalaire », *in* G. Drevon, L. Gwiazdzinski et O. Klein, 2017 (dir.), *Chronotopies. Lecture et écriture des mondes en mouvement*, Seyssinet-Pariset, Elya éd., p.121-125 [en ligne : halshs-01710636, consulté le 22/02/2020].

Hartog F., 2003, *Régimes d'historicité. Présentisme et expérience du temps,* Paris, Seuil.

Lascoumes P., Le Bourhis J.-P., 1998, « Le bien commun comme construit territorial. Identités d'action et procédures », *Politix*, vol. 11, n° 42, p. 37-66.

Pontier J.M., 2017, « Les enjeux de la loi LCAP en matière de patrimoine », *Juris art etc.*, n° 44, « Fin de chantier », p.18.

Tomas F., 2004, « Les temporalités du patrimoine et de l'aménagement urbain », *Géocarrefour*, 79(3), p. 213-221.

Wijesuriya G., Thompson J., Young C., 2014, *Gérer le patrimoine mondial culturel. Manuel de référence*, Paris, Unesco.

L'AUTEURE

Véronique Zamant
Ensa Nancy — LHAC
v.zamant@gmail.com

CO-PORTEUR·E·S
Catherine BONVALET &
Guillaume LE ROUX (Ined),
Christophe IMBERT (IDEES)

Session E
Trajectoires des individus et trajectoires des territoires. Approches longitudinales et interactions

Cette session rassemblera des contributions mettant en relation les trajectoires des individus et les trajectoires des territoires, sur des champs d'étude variés (le logement, l'emploi, la santé, etc.). Celles-ci se centreront tant sur les rôles des contextes spatiaux et de l'offre de services dans les trajectoires individuelles (géographiques, sociales), que sur les transformations des territoires analysées sous l'angle des trajectoires individuelles (la gentrification, la périurbanisation). Plusieurs décennies après la formalisation des approches biographiques en démographie (Courgeau & Lelièvre, 1989) et de la time geography (Hägerstrand, 1970), il s'agira de faire un point sur les apports des approches longitudinales pour mieux comprendre, d'une part, les destinées et comportements individuels en les inscrivant dans leurs contextes territoriaux présents et passés (Authier & Lévy, 2010 ; Bonvalet & Bringé, 2010 ; de Vuijst *et al.*, 2016), d'autre part, les dynamiques de peuplement des territoires à partir de temporalités biographiques et générationnelles (Dureau *et al.*, 2000).
Outre les difficultés soulevées par la complexité des interactions en jeu entre individus et territoires, ces approches doivent relever également des défis d'ordre conceptuel et méthodologique : rendre compte des contextes spatiaux au moment où les individus y résident, choisir des niveaux d'agrégation géographique pertinents pour caractériser leurs effets, ou encore envisager l'inscription spatiale multiple des individus. Néanmoins, ces approches bénéficient aujourd'hui du perfectionnement des outils de collecte et d'analyse des trajectoires (Dureau & Imbert, 2010), ainsi que du développement considérable de bases de données géolocalisées susceptibles de faire progresser tant les méthodes que les apports théoriques.

Individual and Territorial Trajectories: Longitudinal Approaches and Interactions

This session will bring together contributions linking individual trajectories and the trajectories of territories in various fields of study (housing, employment, health, etc.). They will focus both on the role of spatial contexts and resources with regard to individual trajectories (geographical, social) and on the transformations of the territories under study as a result of individual trajectories (gentrification, peri-urbanisation). Several decades after the formalisation of the life course approach in demography (Courgeau & Lelièvre, 1989) and time-geography (Hägerstrand, 1970), the aim will be to review the contributions of longitudinal approaches in order to better understand individual destinies and behaviours by placing them in their present and past territorial contexts (Authier & Lévy, 2010; Bonvalet & Bringé, 2010; de Vuijst *et al.*, 2016) and on the other hand, the dynamics of territorial settlement based on biographical and generational timescales (Dureau *et al.*, 2000). In addition to the difficulties raised by the complexity of the interactions between individuals and territories, these approaches must also meet conceptual and methodological challenges: studying spatial contexts in which individuals reside, choosing relevant levels of geographical aggregation to characterise their effects, or considering individuals' multiple spatial anchors. Nevertheless, these approaches now benefit from the improvement of tools for collecting and analysing trajectories (Dureau & Imbert, 2010), as well as from a considerable increase in geo-localised data that can improve both methods and theoretical contributions.

Trayectorias de individuos y trayectorias de territorios. Enfoques longitudinales e interacciones

Esta sesión reunirá contribuciones que relacionen las trayectorias de los individuos con las trayectorias de los territorios, en distintos campos de estudio (vivienda, empleo, salud, etc.). Los trabajos se enfocarán tanto en los roles de los contextos espaciales y el suministro de servicios en trayectorias individuales (geográfi-

cas, sociales), como en las transformaciones de territorios analizados desde la perspectiva de trayectorias individuales (gentrificación, periurbanización). Varias décadas después de la formalización de los enfoques biográficos en demografía (Courgeau & Lelièvre, 1989) y de la *time geography* (Hägerstrand, 1970), se tratará de realizar un balance de las contribuciones de los enfoques longitudinales para comprender mejor, por un lado, los destinos y comportamientos individuales al inscribirlos en sus contextos territoriales presentes y pasados (Authier & Lévy, 2010; Bonvalet & Bringé, 2010; de Vuijst *et al.*, 2016), y por otro lado, las dinámicas de asentamiento de territorios basadas en temporalidades biográficas y generacionales (Dureau *et al.*, 2000). Además de las dificultades planteadas por la complejidad de las interacciones que actúan entre individuos y territorios, estos enfoques también deben afrontar desafíos conceptuales y metodológicos: informar sobre contextos espaciales en los que los individuos están asentados, elegir niveles de agregación geográfica relevantes para caracterizar sus efectos, y también considerar la multiplicidad de inscripciones espaciales de los individuos. Sin embargo, estos enfoques ahora gozan de herramientas mejoradas para la recopilación y análisis de trayectorias (Dureau & Imbert, 2010), así como del considerable desarrollo de bases de datos geolocalizadas que permiten avances tanto en métodos como en aportes teóricos.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Authier J.-Y., Lévy J.-P., 2010, « Rester ou partir ? La construction sociale des choix résidentiels des habitants des quartiers anciens centraux en France », *in J.-Y. Authier, C. Bonvalet et J.-P. Lévy (dir.), Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels,* Lyon, Presses universitaires de Lyon, p. 123-148.

Bonvalet C., Bringé A., 2010, « Les trajectoires socio-spatiales des Franciliens depuis leur départ de chez les parents », *Temporalités, Revue de sciences sociales et humaines, n° 11.*

Courgeau D., Lelièvre E., 1989, *Analyse démographique des biographies, Paris, Éditions de l'Ined.*

de Vuijst E., van Ham M., Kleinhans R., 2016, "A Life Course Approach to Understanding Neighbourhood Effects", *IZA Discussion Paper,* n° 10276.

Dureau F., Dupont V., Lelièvre E., Lévy J.-P., Lulle T. (coord.), 2000, *Métropoles en mouvement : une comparaison internationale,* Paris, Anthropos, coll. « Villes ».

Dureau F., Imbert C., 2014, *« L'approche biographique des mobilités résidentielles »,* in C. Imbert, H. Dubucs, F. Dureau et M. Giroud, *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen,* Paris, Armand Colin, coll. « Recherches », p. 33-79.

Hägerstrand T., 1970, "What about People in Regional Science?", 9th European Congress of the Regional Science Association, *Regional Science Association Papers*, vol. XXIV.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Pierre-Yves BUARD, Thibaut DELVAL, Maximilien LHOMEL, Sylvain RASSAT, François-Joseph RUGGIU, Mélanie TUAL – Des archives démographiques à un écosystème numérique : l'enquête « Charleville »

– Laurent CAILLY, Marie HUYGHE, Nicolas OPPENCHAIM – Trajectoires mobilitaires et contextes résidentiels : quelles interactions pour les habitants périurbains et ruraux ?

– Françoise DUREAU, Jean-Pierre LÉVY, Thierry LULLE – Trajectoires familiales et transformations des anciennes périphéries des métropoles latino-américaines : le cas de Gustavo Restrepo à Bogotá (Colombie)

– Aurore FLIPO – Les tiers-lieux et espaces de coworking en Drôme et en Ardèche : entre utopie villageoise et métropolisation

– Jérôme GENSEL, Marlène VILLANOVA-OLIVER, Pierre LE QUEAU, David NOËL – Un modèle multi points de vue pour représenter les trajectoires de vie

– Cristina LÓPEZ-VILLANUEVA, Arlinda GARCIA-COLL – *Movilidad y estrategias residenciales de las personas de edad en el proceso de sprawl en España*

– Léa PROST – Reconstituer les trajectoires résidentielles de patients atteints de lymphome non hodgkinien pour appréhender les réalités des risques d'exposition cancérogène (basse vallée du Rhône)

– Pascal SEBILLE, France GUÉRIN-PACE, Florent DEMORAES – Des trajectoires individuelles aux dynamiques migratoires nationales : enseignements de l'enquête démographique rétrospective mexicaine (EDER 2017)

AUTEUR.E.S
Pierre-Yves BUARD,
Thibaut DELVAL,
Maximilien LHOMEL,
Sylvain RASSAT,
François-Joseph RUGGIU,
Mélanie TUAL

Des archives démographiques à un écosystème numérique : l'enquête « Charleville »

RÉSUMÉ
Charleville est une ville exceptionnelle car liée à une ressource archivistique inconnue ailleurs : des recensements exhaustifs annuels, de sa fondation par Charles de Gonzague (1606) à la veille de la seconde guerre mondiale. Le projet « Charleville » est la seule enquête socio-démographique française, et l'une des très rares en Europe, à réaliser un suivi nominatif annuel des habitants d'une ville sur plus de trois siècles. Une base de données socio-démographique nominative dite MPF a été constituée grâce au projet ANR « Mobilités, populations, familles en France du Nord »[1] mené au sein du Centre Roland Mousnier. Depuis 2016, les informations de MPF et leur structuration ont été profondément renouvelées et repensées pour profiter des possibilités offertes par les humanités numériques. L'un des premiers résultats sensibles est l'articulation entre MPF et un système d'information géographique en 2 et 3D. Ce nouvel outil permet l'analyse croisée de l'histoire de la population carolopolitaine et de son espace urbain.

MOTS CLÉS
données massives, B.IM, démographie, histoire, urbanité

ABSTRACT
Charleville is an exceptional city because it is linked to an archival resource unknown elsewhere: exhaustive annual censuses, from its foundation by Charles de Gonzague (1606) to the eve of the Second World War. The "Charleville" project is the only French socio-demographic survey, and one of the very few in Europe, to carry out annual nominal monitoring of the inhabitants of a city over more than three centuries. A nominative socio-demographic database known as MPF was created thanks to the ANR project "Mobilités, Populations, Familles en France du Nord"1 conducted within the Roland Mousnier Centre. Since 2016, MPF's information and its structuring have been profoundly renewed and redesigned to take advantage of the opportunities offered by the digital humanities. One of the first sensitive results is the articulation between MPF and a geographical information system in 2 and 3D. This new tool allows to cross-analyse the history of the Carolopolitan population and its urban space.

KEYWORDS
Big data, B.IM, Demography, History, Urbanity

INTRODUCTION

Le projet « Charleville » vise à articuler l'enquête « Mobilités, populations, familles en France du Nord »[1] avec une maquette numérique 3D de manière à offrir un outil d'analyse croisée de l'histoire d'une population et d'un espace urbain.

Porté par le Centre Roland Mousnier, il présente une double originalité au sein de la recherche socio-démographique. La première est son arc chronologique, qui est celui de la longue durée (XVIIe s.-XIXe s.). La seconde est la possibilité d'étudier en quatre dimensions, dans un cadre urbain finement cartographié, les parcours de vie des individus recensés.

Les autorités municipales carolopolitaines ont fait réaliser, de la fin du XVIIe siècle au début du XXe siècle, un recensement nominatif annuel des habitants de la ville. L'essentiel de ces documents a été conservé, à l'exception des premières décennies du XIXe siècle pour lequel les lacunes sont nombreuses.

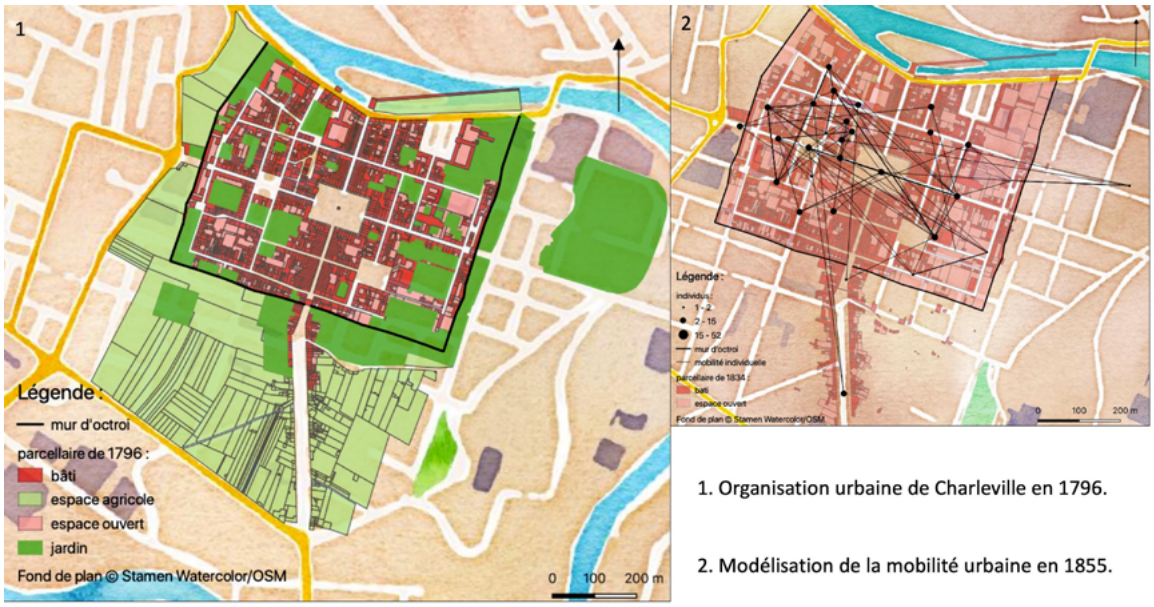
1 L'enquête « Mobilités, populations, familles en France du Nord », dirigée par F.-J. Ruggiu, est un projet ANR 06-CORP-0005 mené au Centre Roland Mousnier [présentation du projet : anr.fr/Projet-ANR-06-CORP-0005].

L'agrégation des informations individuelles issues des recensements, registres paroissiaux et d'état civil (dès 1792) a été effectuée dans une première structuration de la donnée dite « Fichoz »[2] (Dedieu, 2005). Cette dernière a permis une reconstitution des ménages, des mobilités urbaines (Boudjaaba & Gourdon, 2017) et une approche qualitative de leurs trajectoires sociales.
À l'issue de l'ANR et à partir d'un échantillon de 10 % de la population globale (individus au patronyme commençant par « B »), 106 813 personnes et 25 190 ménages sont enregistrés de 1738 à 1876 (Rathier & Ruggiu, 2013).

1. BASE DE DONNÉES, SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET *BUILDING INFORMATION MODEL*

Suite à la migration du projet d'un environnement propriétaire non interopérable à la sphère des logiciels libres (Pandolfi & Rassat, 2019), un nouvel outil « Démo-Hist » (pour « démographie historique ») a été créé et breveté[3] auprès de l'Agence de protection des programmes.
Axée sur les données historiques massives ou *big data* (Clavert, 2014), Démo-Hist lie le temps et l'espace aux individus et aux documents. Cette structuration de données est transposable à d'autres problématiques scientifiques (archéologie, géographie, etc.) et à d'autres langages informatiques (VBA, R, Python, etc.).
Démo-Hist offre également la possibilité d'exploiter les données démographiques carolopolitaines au sein d'un système d'information géographique (SIG) mis en place pour exploiter les archives cartographiques carolopolitaines.
Un SIG 2D alliant des données cartographiques à la base de données a été réalisé à partir du cadastre de 1834, de plans de 1796 à 1906 et d'une maquette urbaine de 1727. Dans un registre de 200 folios allant de 1836 à 1843, les parcelles cadastrales numérotées de 1834 sont associées à toutes les informations issues des différents logements. Chaque chef de famille est signalé dans un tableau détaillant la composition de son logement (chambres, cabinets, cuisines, boutiques, par exemple).

Figure 1. Exemples de productions cartographiques issus du SIG (S. Rassat)



1. Organisation urbaine de Charleville en 1796.

2. Modélisation de la mobilité urbaine en 1855.

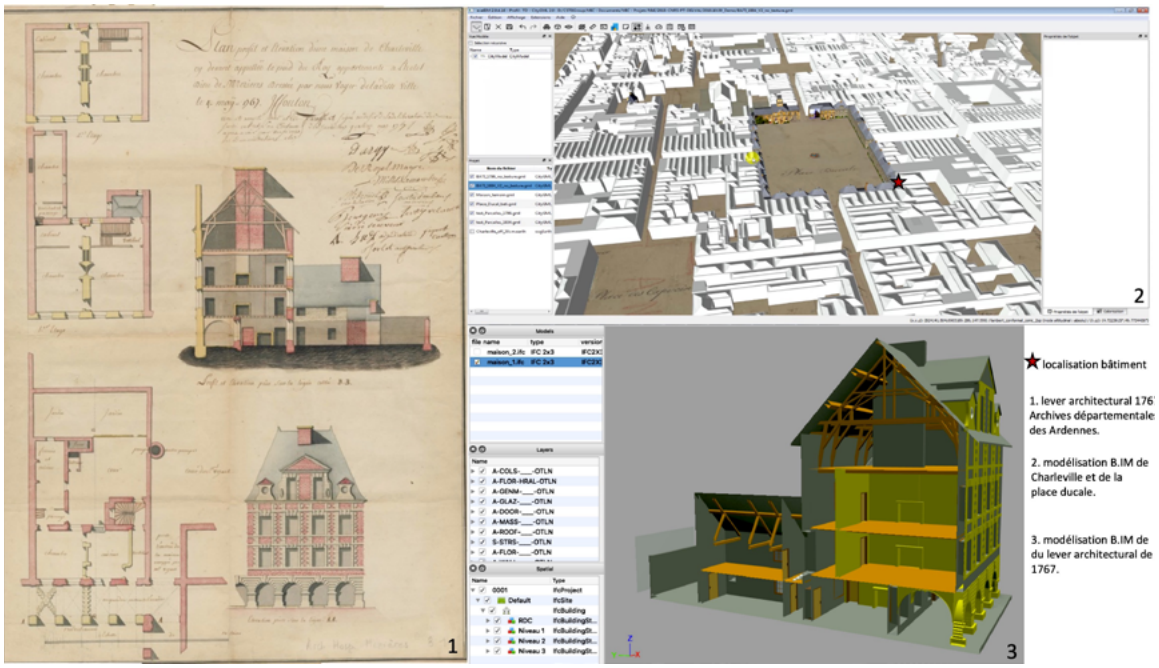
Ces éléments archivistiques, associés à d'autres sources toutes aussi exceptionnelles (levers architecturaux du XVIIIe siècle, cadastre napoléonien et plan maquette), ont permis d'entamer la modélisation 3D de la ville, de 1727 à nos jours, en employant le *building information model* (B.IM).
Chaque parcelle, îlot ou habitation devient porteur d'informations comme le type d'objet, sa datation ou son rôle. Le B.IM permet d'exploiter en simultané la composition architectonique et socio-démographique de chaque élément urbain comme un vrai système d'information géographique en 3D (Rassat & Ruggiu, 2019). Ce nouveau champ d'intervention apporte une manière inédite de définir, gérer et sauvegarder les différents aménagements patrimoniaux.

2 L'environnement « Fichoz » fut créé et développé par Jean-Pierre Dedieu (CNRS) [fichoz.org].

3 Logiciel Démo-Hist : licence CeCill-B ; titulaires des droits : CNRS, Sorbonne Université, B. Pandolfi ; co-auteurs : B. Pandolfi, S. Rassat, F.-J. Ruggiu ; numéro de dépôt : IDDN.FR.001.230018.000.S.P.2019.000.31235 ; dépôt le 29/05/2019.

Grâce au recours à cette technologie comme véritable aide à la décision, un individu entré dans la base non seulement verra retracer son parcours de vie mais sera resitué dans l'espace urbain en 3D permettant une visualisation et une analyse spatiale des mobilités, des réseaux sociaux et des modes d'habitat sur trois siècles.

Figure 2. Numérisation, intégration et exploitation de données archivistiques dans la maquette urbaine B.IM de Charleville (T. Delval, M. Lhomel, S. Rassat), logiciel EveBim



Pour les sciences humaines et sociales, les possibilités d'une utilisation conjointe de base de données *big data open source* et du B.IM sont extrêmement étendues. La conservation numérique de patrimoines architecturaux, l'analyse longitudinale des liens individuels sont, désormais, associables aux problématiques d'aménagement du territoire, historiques ou encore archéologiques.

2. VERS L'*OPEN DATA* ET L'OUVERTURE AUX PUBLICS DES DONNÉES SCIENTIFIQUES

Afin d'exploiter simultanément l'espace urbain, la temporalité des recensements, les liens entre personnes et événements (naissance, mariage, décès, etc.), les méthodologies et technologies issues du web sémantique sont appliquées à « Charleville », selon les principes du *FAIR data* (*findable*, *accessible*, *interoperable*, *reusable*). Signe le plus évident de cette orientation, l'évolution de la structure informelle d'origine vers le format XML et le triplet RDF[4] doté d'une syntaxe OWL[5] pour le million d'entrées (Tounsi Dhouib *et al.*, 2014). La conservation numérique, l'ouverture à d'autres champs d'intervention scientifique (archéologie, architecture) et le lien données socio-démographiques–maquette 3D ont motivé le choix d'évoluer vers le *triplestore*. Le format et environnement *triplestore* utilisé est, en soi, un gage de pérennisation et d'insertion méthodologique dans l'action plus large menée par la très grande infrastructure de recherche (TGIR) CNRS en humanités numériques « Huma-Num ».

De plus, l'équipe Charleville teste actuellement l'alignement sémantique de ses données sur l'ontologie CIDOC CRM pour rendre le plus interopérable possible la base de données et la maquette 3D (Beretta *et al.*, 2019).

4 Le RDF est un modèle de structuration informelle à base de triplets décomposant toute connaissance en sujet, prédicat et objet.

5 Syntaxe informatique dédiée à la définition des hiérarchies de classes d'information et des caractéristiques des relations entre classes.

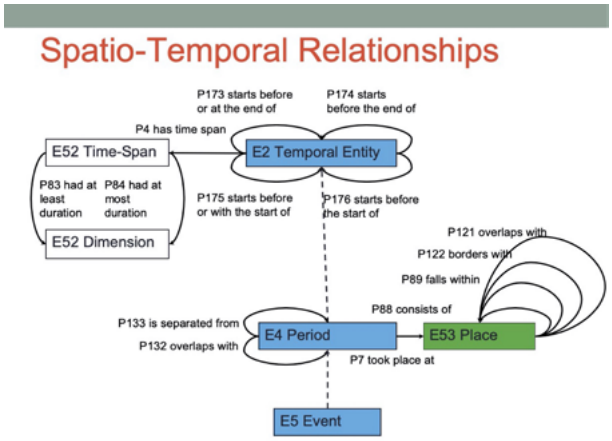


Figure 3. Exemple de modélisation *sémantique standardisée* selon l'ontologie CIDOC CRM de la relation entre entités temporelles et spatiales (Beretta *et al.*, 2019)

Ces choix d'ouverture des données et d'inscription de l'action scientifique dans le durable se retrouvent dans la volonté constante d'associer des acteurs patrimoniaux tant locaux que nationaux. Cette association représente ainsi un fort potentiel de développement et d'appropriation par et pour d'autres publics de « Charleville » grâce à des actions collectives variées.

En effet, de ces trois années d'engagements a émergé et s'est structuré un véritable écosystème numérique à Charleville-Mézières. Ses éléments moteurs sont la mairie de Charleville-Mézières, le musée de l'Ardenne, la communauté d'agglomération Ardenne Métropole, les archives départementales des Ardennes, le Centre Roland Mousnier, l'association HackArdennes et l'école Simplon Charleville.

Dans cette optique de retour vers les communautés et d'inscription dans le mouvement des sciences citoyennes, l'équipe « Charleville » a été partie prenante dans l›organisation du marathon de données, ou hackathon, ayant eu lieu à Charleville-Mézières[6] (27-29 août 2019). La tenue de ce hackathon est le fruit d'une collaboration entre acteurs institutionnels, associatifs et éducatifs mais aussi la manifestation du dynamisme et volontarisme de cet écosystème numérique ardennais. Grâce au transfert complet des données scientifiques du projet Charleville, les programmeurs de l'école Simplon ont « fait parler les données »[7] en codant (langages Python, Javascript, etc.) et en ouvrant les données MPF à la sphère du web sémantique. À l'issue de ces trois jours de programmation sous le parrainage d'Ardenne Métropole, furent créées six applications (mallette pédagogique scolaire interactive, géolocalisation historique, etc.) dédiées spécifiquement aux données historiques, démographiques et cartographiques de Charleville.

Figure 4. Un outil d'ouverture des données issues du hackathon à Charleville-Mézières (Buard *et al.*, 2020).

1. Requête en ligne pour l'extraction des patronymes « Cliquot » et « Baudet » en 1748 dans le quartier Notre-Dame de Charleville.
2. Lignes de code rédigées à l'occasion de l'hackathon pour l'outil de consultation.

6 L'événement a été valorisé par Sorbonne Université [science-ensemble.org/articles/le-hackaton-de-charleville-mezieres-aout-2919-un-succes-pour-les-jeunes-programmeurs].

7 Les apprenants étaient encadrés par l'association HackArdennes animant le numérique sur le territoire et par l'équipe du Centre Roland Mousnier de Sorbonne Université pour la partie scientifique. [Données mises en ligne sur historique.simplon-charleville.fr]

CONCLUSION

Depuis quelque temps, les notions de modélisation, de transfert et d'interopérabilité ont profondément influencé l'usage des données en SHS. Ces profonds bouleversements s'observent par l'émergence de projets transdisciplinaires liant champs exploratoires extrêmement étendus et acteurs d'horizons socio-professionnels parfois très éloignés. La conservation numérique de patrimoines architecturaux ou de tissus urbains est, désormais, associable aux problématiques d'aménagement du territoire, historiques ou archéologiques.
Outil d'appropriation de l'espace par ses occupants, « Charleville » est un atout majeur pour la mise en valeur patrimoniale et pour l'aide à l'action publique. Il doit maintenant relever le défi majeur de pérenniser durablement les synergies, interactions et engouements à l'origine des différents résultats obtenus ces trois dernières années. Les différentes conventions de partenariat signées ou en cours de finalisation seront, à coup sûr, des éléments déterminants pour lui permettre de s'inscrire sur le long terme.

RÉFÉRENCES

Beretta F., Bruseker G., Riechert T., 2019, *Proceedings of the Doctoral Symposium on Research on Online Databases in History co-located with 3rd Data for History Workshop*, *RODBH 2019*, Leipzig (Allemagne), 4-5 avril 2019.
Boudjaaba F., Gourdon V., 2017, *« Mobilité urbaine et service domestique à Charleville (années 1850-1870) »*, *in* I. Dubert et V. Gourdon (dir.), *Inmigración, trabajo y servicio doméstico : En la Europa urbana, siglos XVIII-XX*, Madrid, Casa de Velázquez.
Clavert F., 2014, *Patrick Manning, Big Data in History. Lectures*, Lyon, Centre Max Weber.
Dedieu J.-P., 2005, « Les grandes bases de données. Une nouvelle approche de l'histoire sociale. Le système Fichoz », *Revista da Faculdade de Letras HISTÔRIA*, III(5), p. 99-112.
Buard P.-Y., Montat E., Petit R., Rassat S., Ruaud P., Ruggiu F.-J., 2020, « Le projet « Charleville » : de l'ancien régime à l'apprentissage du code informatique », communication au colloque « Humanistica 2020 », Bordeaux.
Pandolfi B., Rassat S., 2019, « Centraliser et gérer les données plus simplement : Demo-Hist un modèle de conception de base de données », *in* A. Fornasin et M. Gasperoni (dir.), *De la source à la base de données : pour une histoire économique et sociale des populations du passé. Actes des journées d'étude*, 22 et 23 juin 2017, San Marin, éd. de l'Université des études de la République de San Marin, p 167-217.
Rassat S., Ruggiu F.-J., 2019, *« Big Data*, maquette 3D et patrimoine numérique comme instruments d'étude démographiques et historiques : l'exemple de l'enquête "Charleville" », *In situ, Revue des Patrimoines,* n° 39 [en ligne : journals.openedition.org/insitu/22296].
Rathier C., Ruggiu F.-J., 2013, « La population de Charleville de la fin du XVIIe siècle à la fin du XIXe siècle, une enquête sur l'histoire de la démographie », *Histoire et mesure*, XXVIII(2), p. 3-16.
Tounsi Dhouib M., Faron Zucker C., Zucker A., Corby O., Jacquemard C., 2014, «Transformation et visualisation de données RDF à partir d'un corpus annoté de textes médiévaux latins », communication à *IHM'14, 26e conférence francophone sur l'Interaction Homme-Machine*, Lille, octobre 2014, p. 63-68.

LES AUTEUR.E.S

Pierre-Yves Buard
Université de Caen Normandie
Pôle document numérique
pierre-yves.buard@unicaen.fr

Thibaut Delval
Centre scientifique et technique du bâtiment
Direction technologies de l'information
thibaut.delval@cstb.fr

Maximilien Lhomel
Cabinet géomètre topographe expert
maximilien.lhomel@laposte.net

Sylvain Rassat
Université Sorbonne Université
Centre Roland Mousnier
sylvain.rassat@cnrs.fr

François-Joseph Ruggiu
Université Sorbonne Université
Centre Roland Mousnier
francois-joseph.ruggiu@cnrs-dir.fr

Mélanie Tual
Centre scientifique et technique du bâtiment
Direction technologies de l'information
melanie.tual@cstb.fr

Trajectoires mobilitaires et contextes résidentiels : quelles interactions pour les habitants périurbains et ruraux ?

AUTEUR.E.S
Laurent CAILLY,
Marie HUYGHE,
Nicolas OPPENCHAIM

RÉSUMÉ
Dans cette communication, nous analysons les changements de comportements de mobilité qui s'opèrent dans les territoires périurbains et ruraux. Pour ce faire, nous présentons la notion de trajectoire mobilitaire qui permet d'étudier, dans une perspective qualitative, individuelle et longitudinale, l'évolution des pratiques de mobilités quotidiennes au cours de l'existence et les nombreux paramètres qui participent à leurs dynamiques d'évolution. Nous nous intéressons en particulier aux interactions entre la trajectoire mobilitaire des individus et l'évolution de leurs contextes d'habitat. À partir d'une soixantaine d'entretiens, nous mettons en évidence le rôle de la socialisation à la mobilité attachée à l'histoire résidentielle enfantine, les effets des changements de résidence sur l'acquisition de nouvelles dispositions ou encore les processus d'appropriation de l'offre locale de mobilité qui engagent un large spectre de facteurs. Les trajectoires font également apparaître un « effet retour » lorsque le vécu négatif qui entoure les pratiques de mobilité infléchit la trajectoire résidentielle et engendre un déménagement vers un territoire mieux desservi.

MOTS CLÉS
mobilité spatiale, trajectoire résidentielle, changement de comportement, approche biographique

ABSTRACT
This paper aims at better documenting the changes in mobility practices taking place in peri-urban and rural areas. To do this, we present the notion of mobility trajectory which makes it possible to study, from a qualitative, individual and longitudinal perspective, the evolution of daily mobility practices over the course of existence and the many parameters that participate in their evolution. We are particularly interested in the interactions between the mobility trajectory of individuals and the evolution of their living contexts. Based on around sixty interviews, we highlight the role of socialisation in mobility in relation to children's residential history, the effects of changes in residence on the acquisition of new arrangements or the processes of appropriation of the local mobility offer, which involves a wide spectrum of factors. The trajectories also reveal a "return effect" when a negative experience surrounding mobility practices changes the residential trajectory and generates a move to a better-served area.

KEYWORDS
Spatial mobility, Residential trajectory, Changes in mobility practices, Biographical approach, Mobility biographies

INTRODUCTION

Notre réflexion porte sur les changements de comportements de mobilité qui s'opèrent dans les territoires périurbains et ruraux, ainsi que la diversité des facteurs qui les déterminent. Elle privilégie une approche qualitative, individuelle et longitudinale fondée sur l'exploitation d'entretiens biographiques retraçant le parcours résidentiel et l'évolution des pratiques de mobilité depuis l'enfance. Pour approcher les ressorts des changements observables au cours du temps, nous développons la notion de trajectoire mobilitaire qui « fait référence aux différentes pratiques de mobilité quotidienne réalisées par un individu au cours de son existence et à la manière dont s'enchaînent et évoluent ces pratiques, envisagées sous l'angle d'un continuum et non comme une série de ruptures sans liens les unes avec les autres » (Cailly *et al.*, 2020). Suivant cette conception, la notion de trajectoire mobilitaire considère que les différentes caractéristiques de la mobilité quotidienne d'un individu forment un système susceptible de se recomposer au cours de l'existence en fonction d'un grand nombre de paramètres. Elle postule par ailleurs que son évolution obéit à un ordre intelligible dont on peut restituer les logiques et les dynamiques d'évolution. Ce faisant, cette notion permet d'introduire une perspective biographique et longitudinale, moins développée dans le champ des

études des mobilités quotidiennes que dans celui des mobilités résidentielles (Imbert & Dureau, 2014). Le développement de cette notion s'appuie sur un outil de représentation graphique qui, à partir de l'analyse d'un entretien biographique, permet de schématiser l'évolution des stratégies de mobilité d'un individu tout au long de sa vie et les différents facteurs à l'origine de ses changements de pratiques (fig. 1). Dans cette communication, nous allons nous centrer sur un de ces facteurs : le contexte résidentiel. Après avoir présenté le concept de trajectoire mobilitaire et précisé sa valeur heuristique, nous montrerons que les changements de comportement de mobilité des habitants périurbains et ruraux sont fortement influencés par leur propre histoire résidentielle mais aussi par les systèmes de contraintes et les opportunités qu'offre leur contexte actuel de résidence. Les interactions entre la trajectoire mobilitaire et les contextes de résidence successifs s'établissent sur quatre plans :

– La socialisation à la mobilité, attachée à l'histoire résidentielle enfantine ;
– Les effets d'un changement de résidence sur l'acquisition de nouvelles dispositions ;
– Les processus d'expérimentation et d'appropriation de l'offre modale dans le contexte résidentiel actuel ;
– Les effets retour : lorsque l'insatisfaction concernant les pratiques de mobilité infléchit la trajectoire résidentielle et engendre un déménagement vers un territoire mieux desservi.

Si l'analyse longitudinale des changements de comportements de mobilité montre qu'ils interagissent fortement avec l'histoire résidentielle, ces différentes articulations ne sont pas mécaniques et s'opèrent à l'intérieur d'un système qui compte bien d'autres paramètres, dans lequel la réflexivité et l'activité stratégique des individus exercent un rôle majeur. Ce système complexe explique une forte individualisation des processus de transformation des pratiques mobilitaires.

1. LA NOTION DE TRAJECTOIRE MOBILITAIRE

La notion de trajectoire mobilitaire a été développée à partir de la réanalyse d'une soixantaine d'entretiens menés dans deux recherches avec des habitants de l'espace périurbain et rural d'Indre-et-Loire présentant une réelle diversité en termes socio-démographiques, de contexte d'habitat ou d'usages des modes. Trois hypothèses centrales en ont émergé.

La première hypothèse repose sur l'idée que le déclenchement et le déroulement des processus de changement s'expliquent à la fois par des déterminations à long terme, propres à l'individu et aux contextes dans lesquels il évolue, mais aussi par des événements pouvant déstabiliser les routines individuelles. Nos matériaux permettent ainsi d'identifier quatre grandes familles de facteurs pouvant rendre intelligibles l'engagement d'un individu dans un processus de changement modal, et son déroulé :

– tout d'abord, les ressources, valeurs, compétences et dispositions acquises par l'individu au cours de son existence dans différentes sphères de socialisation ;
– l'évolution des contextes (sociaux, familiaux, professionnels ou géographiques) qui caractérisent son parcours biographique et peuvent éprouver le système de mobilité ;
– les éléments fortuits ou contingents qui surviennent au cours de l'expérience et influencent de manière décisive les pratiques de mobilité d'un individu, tels qu'une grève ferroviaire, l'arrivée d'un nouveau collègue faisant du covoiturage, etc. ;
– enfin, le vécu de la mobilité, en particulier de l'espace et du temps de déplacement, et les représentations associées par l'individu aux différents modes et déplacements.

La deuxième hypothèse est d'envisager les pratiques individuelles de mobilité comme une succession de processus d'expérimentation au cours desquels les individus peuvent passer par des phases de préparation, d'action, de réflexivité, pour aboutir à la pérennisation de nouvelles routines ou, au contraire, à un retour aux routines antérieures. Nous nous appuyons pour cela assez librement sur le modèle de psychologie sociale de Prochaska et Di Clemente (1982), qui permet de mieux comprendre la dynamique très individualisée du changement, tantôt marquée par un enchaînement progressif des phases, tantôt par le saut d'une ou de plusieurs étapes, notamment lorsque le changement est contraint, tantôt par un retour avant la fin de l'expérimentation à l'ancien mode, qui, parfois, pose néanmoins les bases de changements ultérieurs.

Cela nous conduit à formuler une troisième hypothèse, celle de l'absence de linéarité des processus de changements qui rompt avec la conception du changement de pratiques comme moment de rupture entre deux routines de déplacements, particulièrement forte dans les politiques publiques visant à réduire la part modale de la voiture. Nos matériaux montrent que cette conception du changement n'est guère fidèle aux pratiques de nos enquêtés, qui se caractérisent notamment par des allers-retours entre les différents modes ou leur utilisation conjointe durant une même période.

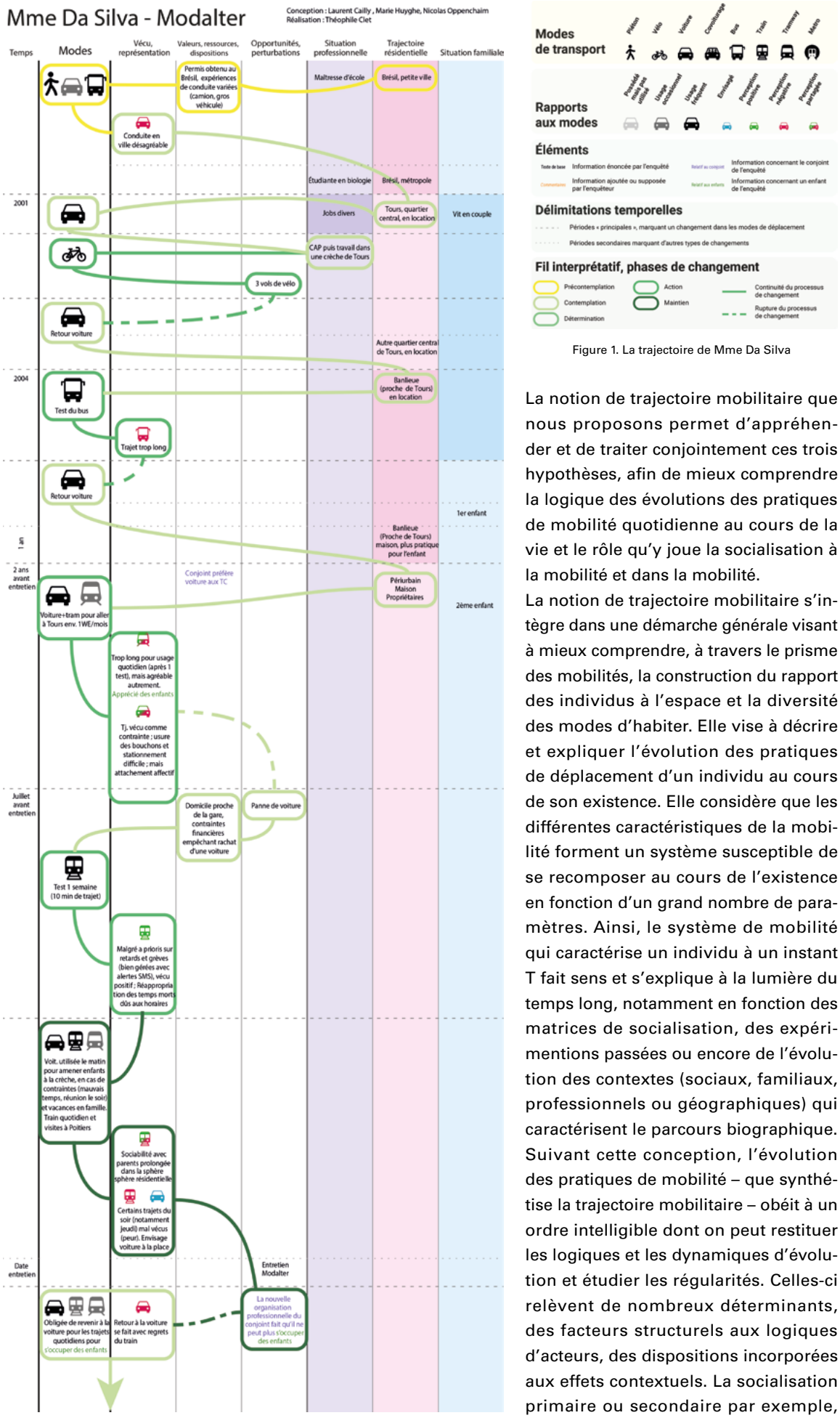


Figure 1. La trajectoire de Mme Da Silva

La notion de trajectoire mobilitaire que nous proposons permet d'appréhender et de traiter conjointement ces trois hypothèses, afin de mieux comprendre la logique des évolutions des pratiques de mobilité quotidienne au cours de la vie et le rôle qu'y joue la socialisation à la mobilité et dans la mobilité.

La notion de trajectoire mobilitaire s'intègre dans une démarche générale visant à mieux comprendre, à travers le prisme des mobilités, la construction du rapport des individus à l'espace et la diversité des modes d'habiter. Elle vise à décrire et expliquer l'évolution des pratiques de déplacement d'un individu au cours de son existence. Elle considère que les différentes caractéristiques de la mobilité forment un système susceptible de se recomposer au cours de l'existence en fonction d'un grand nombre de paramètres. Ainsi, le système de mobilité qui caractérise un individu à un instant T fait sens et s'explique à la lumière du temps long, notamment en fonction des matrices de socialisation, des expérimentions passées ou encore de l'évolution des contextes (sociaux, familiaux, professionnels ou géographiques) qui caractérisent le parcours biographique. Suivant cette conception, l'évolution des pratiques de mobilité – que synthétise la trajectoire mobilitaire – obéit à un ordre intelligible dont on peut restituer les logiques et les dynamiques d'évolution et étudier les régularités. Celles-ci relèvent de nombreux déterminants, des facteurs structurels aux logiques d'acteurs, des dispositions incorporées aux effets contextuels. La socialisation primaire ou secondaire par exemple,

l'évolution dans le cycle de vie (effet de la parentalité et de l'accompagnement des enfants), la dynamique des choix résidentiels ou encore de l'évolution des localisations et des besoins de mobilité à titre professionnel participent à définir la trajectoire mobilitaire. La notion se donne donc pour ambition de mettre l'accent sur les conditions structurelles tramées au long cours comme sur les logiques d'opportunité et contextuelles inscrites dans le temps court, qui participent aussi à modifier les logiques d'action. Elle accorde une place déterminante au rôle de l'expérimentation, de l'acquisition de compétences et de la réflexivité dans l'analyse des changements de comportement de mobilité.

2. TRAJECTOIRE MOBILITAIRE, PARCOURS ET CONTEXTES RÉSIDENTIELS : QUELLES INTERACTIONS ?

L'entrée par la trajectoire mobilitaire permet de reprendre l'hypothèse d'une relation constitutive entre contexte de résidence et mobilité quotidienne (Gallez & Orfeuil, 1998 ; Cailly, 2008), en la développant dans une perspective biographique. Nous identifions ainsi quatre types d'interactions entre l'évolution des pratiques mobilitaires et les contextes résidentiels successivement habités.

2.1. L'importance relative de la socialisation enfantine

L'analyse des trajectoires mobilitaires confirme l'importance des formes de socialisation à la mobilité qui s'opèrent durant l'enfance. Cette socialisation est fortement reliée au contexte de résidence qui a marqué la jeunesse. Ainsi, nous constatons quasi-systématiquement qu'une enfance dans le périurbain ou dans le rural prédestine à un usage important de la voiture à l'âge adulte. La trajectoire mobilitaire permet d'objectiver les mécanismes d'apprentissage : les routines qui ont marqué l'enfance et les événements fondateurs, à forte charge affective (passage du permis de conduire à 18 ans, voiture offerte dans la foulée, etc.). Inversement, les périurbains socialisés à d'autres modes, souvent d'origine citadine, témoignent d'un rapport moins univoque à l'automobile et plus ouvert à d'autres modes. Ils sont manifestement plus enclins à tester voire adopter des solutions alternatives à la voiture en réactivant des fragments dormants de leur culture modale d'origine.
Ce premier constat montre que la lecture en termes de socialisation et de dispositions demeure d'une grande efficacité pour décrire les trajectoires mobilitaires, l'appropriation modale relevant tout autant de l'apprentissage, de l'incorporation, mais aussi d'une vie des dispositions qui se manifeste par le maintien, l'actualisation ou la réactivation de certains schèmes. Pour autant, il ne s'agit pas de négliger plus largement la dimension d'apprentissages dans la pratique et l'émergence au cours de la vie de schèmes d'action dissonants (Aguiléra & Cacciarri, 2020). Au cours de l'expérience, l'individu découvre des ressources, acquiert des compétences, incorpore des dispositions lorsque lui, ou un autre membre de son ménage, modifie son système de mobilité. Dans ces processus d'expérimentation au fil l'eau, les changements de résidences jouent un rôle déterminant.

2.2. Les changements de résidence : de l'épreuve à l'acquisition de nouvelles dispositions

L'analyse des trajectoires mobilitaires révèle que les changements de résidence sont des moments importants de remise en jeu des pratiques mobilitaires. Ceci est manifeste lorsque le déménagement implique un changement de géotype de résidence et expose l'individu à de nouvelles conditions de mobilité. Les trajectoires montrent ainsi que les changements de résidence donnent lieu à de nouvelles expériences et à l'acquisition de nouvelles compétences, qui participent à augmenter l'aptitude des individus à être mobiles et favorisent les changements de comportement de mobilité. Dans notre panel, c'est particulièrement net chez les natifs du périurbain que l'accès aux études ou aux premiers emplois – qui impliquent très souvent une installation dans le centre ou la périphérie immédiate d'une grande ville – peut amener à expérimenter de nouvelles pratiques modales. Ces expériences ne sont pas toujours bien vécues, mais généralement marquantes : elles jettent les bases d'une familiarisation aux transports en commun (TC) par exemple que l'on peut retrouver active dans les expériences mobilitaires ultérieures. Ceci nous amène à faire l'hypothèse que la diversité des expériences résidentielles et mobilitaires élargit le répertoire de compétences et d'expériences en matière de mobilité. Celles-ci rendent possible voire favorisent un processus d'expérimentation modale qui peut s'exprimer lors du retour ou d'une installation en périurbain.

2.3. L'appropriation de l'offre locale et des ressources *in situ* : un temps nécessaire

Un troisième type d'interaction entre le contexte résidentiel et la trajectoire mobilitaire relève de l'offre locale de mobilité, de son évolution et de ses conditions d'appropriation par les habitants. Dans les territoires que nous étudions, l'offre de mobilité alternative à la voiture est très mal répartie et assez hétérogène. Il est manifeste que la structure de l'offre conditionne la trajectoire mobilitaire, au sens où elle rend plus ou moins possible le développement d'altermobilités. Pour autant, cette relation n'est pas mécanique : il ne suffit pas que l'offre de mobilité se développe sur un territoire pour qu'elle trouve automatiquement l'adhésion

des usagers. La notion de trajectoire mobilitaire permet d'examiner les conditions d'expérimentation et d'appropriation des solutions de mobilité qui existent ou se développent sur un territoire. Dans les trajectoires que nous avons étudiées, il apparaît que l'appropriation d'une offre de mobilité alternative à la voiture individuelle dépend d'un grand nombre de paramètres, relevant pour partie de facteurs contextuels (lieu de travail, situation familiale par exemple), des dispositions et compétences précédemment évoquées, du rôle de l'entourage, de logiques d'opportunités qui sont parfois décisives, mais aussi et surtout d'un travail psychologique d'appropriation modale qui s'opère en plusieurs étapes.

2.4. L'effet retour : lorsque la trajectoire mobilitaire infléchit la trajectoire résidentielle

L'examen des trajectoires mobilitaires permet parfois d'observer un « effet retour », lorsque le vécu négatif de la mobilité rétroagit et alimente un projet de déménagement ou un changement effectif de lieu de résidence. Dans les espaces périurbains et ruraux observés, ce processus n'est pas rare. Il confirme que mobilité quotidienne et mobilité résidentielle sont puissamment connectées, et s'intègrent dans une stratégie d'habiter qui peut se définir et se penser de manière globale. Face à une situation de mobilité difficilement vécue, plutôt que d'envisager des changements dans le seul champ des mobilités quotidiennes, l'individu peut envisager un changement de contexte de résidence plus favorable aux déplacements alternatifs à la voiture individuelle. Dans ce cas précis, la trajectoire mobilitaire infléchit la trajectoire résidentielle et les deux trajectoires se trouvent associées dans une stratégie conjointe où le choix d'habitat est déterminé par les conditions de mobilité recherchées. Remarquons toutefois que cette finalité n'est jamais isolée et séparée d'autres types de facteurs.

Ces situations « d'effets retour » montrent qu'un enjeu scientifique, pour l'approfondissement des approches biographiques des mobilités spatiales (Imbert & Dureau, 2014), réside dans cette imbrication entre la trajectoire résidentielle d'une part, et la trajectoire mobilitaire de l'autre, lesquelles relèvent tantôt d'une activité stratégique propre à chacun des champs, avec des effets d'implication de l'une sur l'autre, tantôt suivant une perspective plus globale qui relève – au sens large – des choix d'habiter. Ces interactions ouvrent une fenêtre pour travailler l'entrée biographique et longitudinale à un niveau supérieur du système, intégrant les différents champs de la mobilité spatiale autour d'une autre notion que l'on pourrait qualifier de *trajectoire d'habiter*.

RÉFÉRENCES

Aguiléra A., Cacciari J., 2020, "Living with Fewer Cars: Review and Challenges on Household Demotorization », *Transport Reviews* [en ligne : doi.org/10.1080/01441647.2020.1772405].

Cailly L., Oppenchaim N., Huyghe M., 2020, « Les trajectoires mobilitaires : une notion clef pour penser et accompagner les changements de modes de déplacements ? », *Flux,* n° 121 [à paraître].

Cailly L., 2008, « Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ? L'exemple de l'aire urbaine d'une ville française (Tours) », *EspacesTemps.net*, «Travaux » [en ligne : www.espacestemps.net/articles/mode-habiter-periurbain/].

Imbert C., Dureau F., 2014, « L'approche biographique des mobilités résidentielles », *in* C. Imbert, H. Dubucs, F. Dureau et M. Giroud, *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, Paris, Armand Colin, p. 33-79.

Gallez C., Orfeuil J.-P., 1998, « Dis-moi où tu habites, je te dirai comment tu te déplaces », *in* D. Pumain et M.-F. Mattei (dir.), *Données urbaines*, n° 2, Paris, Anthropos.

Prochaska J.O., Di Clemente C., 1982, "Trans-Theoretical Therapy. Toward a More Integrative Model of Change", *Psychotherapy: Theory, Research, and Practice*, n° 19, p. 276-288.

LES AUTEUR.E.S

Laurent Cailly
Université de Tours – Citeres
laurent.cailly@univ-tours.fr

Nicolas Oppenchaim
Université de Tours – Citeres
nicolas.oppenchaim@univ-tours.fr

Marie Huyghe
Université de Tours – Citeres
huyghe.marie@gmail.com

AUTEUR·E·S
Françoise DUREAU,
Jean-Pierre LÉVY,
Thierry LULLE

Trajectoires familiales et transformations des anciennes périphéries des métropoles latino-américaines : le cas de Gustavo Restrepo à Bogotá (Colombie)

RÉSUMÉ
En Amérique latine, l'extension des villes intègre les anciennes périphéries dans l'espace métropolitain en modifiant leurs fonctions dans le système urbain. Notre étude porte sur un secteur du péricentre sud de Bogotá, urbanisé à partir des années 1930, composé d'activités productives, d'un parc de logement diversifié et bénéficiant de la présence de transports collectifs performants. La constitution d'un corpus d'informations reposant sur une méthodologie plurielle permet de mettre en évidence les liens entre les trajectoires physiques et fonctionnelles des territoires et celles des individus et de leurs familles. Les résultats montrent le côtoiement d'une population fortement ancrée localement et d'habitants très mobiles aux trajectoires résidentielles complexes. La mobilité sociale intergénérationnelle au sein des familles les plus enracinées favorise l'émergence d'entrepreneurs intervenant dans le développement immobilier du secteur étudié.

MOTS CLÉS
anciennes périphéries, espaces péricentraux, mobilité résidentielle, trajectoires familiales, mobilité sociale, ancrage

RESUMEN
En América latina la extensión de las ciudades integra las antiguas periferias en el espacio metropolitano modificándoles sus funciones en el sistema urbano. Nuestro estudio se refiere a un sector del pericentro sur de Bogotá, urbanizado desde los años 1930 y que se compone de actividades productivas, un parque de vivienda diversificado, y se beneficia de transportes colectivos eficientes. La constitución de un corpus de informaciones a partir de una metodología plural permite evidenciar las relaciones entre las trayectorias físicas y funcionales de los territorios y las de los individuos y de sus familias. Los resultados muestran la coexistencia de una población fuertemente anclada localmente y habitantes muy móviles con trayectorias residenciales complejas. La movilidad social intergeneracional dentro de las familias más ancladas favorece la emergencia de empresarios que intervienen en el desarrollo inmobiliario del sector estudiado.

PALABRAS CLAVES
Antiguas periferias, espacios pericentrales, movilidad residencial, trayectorias familiares, movilidad social, anclaje

La communication porte sur les transformations qui marquent actuellement les « anciennes périphéries » des métropoles latino-américaines à travers le cas d'un secteur de Bogotá urbanisé à partir des années 1930, situé à proximité du centre historique (quartiers de Gustavo Restrepo et environnants). La démarche mise en œuvre dans le cadre d'un projet de recherche comparatif sur 3 métropoles (Bogotá, Santiago, São Paulo) place au centre de l'analyse les pratiques des habitants. La diversité du bâti et des usages et la grande complexité des dynamiques à l'œuvre dans ces quartiers impliquent d'innover à la fois dans la collecte de données et dans la constitution des catégories d'observation et d'analyse. La grande diversité du corpus d'informations constitué (recensements, deux enquêtes biographiques quantitatives sur les mobilités réalisées à 16 ans d'intervalle, des entretiens approfondis et des observations répétées au cours de différentes campagnes de terrain) permet de croiser les trajectoires des territoires et celles des individus et de leurs familles. Cette étude de cas a mis en évidence les transformations en cours dans une périphérie ancienne d'une métropole latino-américaine, tout en interrogeant les limites et les apports de notre démarche.

1. LES PÉRIPHÉRIES ANCIENNES DES GRANDES VILLES LATINO-AMÉRICAINES : DES ESPACES DÉLAISSÉS PAR LA RECHERCHE ET L'ACTION PUBLIQUE

Quels que soient les pays et les continents, la diversité des termes pour caractériser les espaces situés entre les centres et les périphéries actuelles illustre la méconnaissance de ces territoires : *« periferias históricas o primeros suburbios »* (Tomé Fernández, 2003), *« first suburbs », « older suburbs »*, ou plus récemment *« inner suburbs »* ou *« innerburbs »* (Ward, 2015 : 4) pour ne citer que quelques exemples. Concrètement, et plus spécifiquement en Amérique latine, il s'agit de quartiers urbanisés entre les années 1930 et 1970 dans lesquels se sont installés les premières industries et des lotissements dans une période de forte croissance urbaine. Avec l'étalement urbain, ces périphéries anciennes ont été progressivement intégrées dans les métropoles, d'un point de vue territorial et fonctionnel, en se densifiant et se consolidant.

Si ces périphéries ont connu des trajectoires variables, elles ont néanmoins en commun une diversité de leurs activités d'un point de vue résidentiel, industriel, commercial et plus largement des services offerts. Compte tenu de leur histoire, on y trouve également une hétérogénéité morphologique des types d'habitat qui les composent : logements ouvriers de la première moitié du XXe siècle, premiers habitats informels, ensembles de logements sociaux des années 1960 et 1970 et ceux construits plus récemment.

Au cours des dernières décennies, ces espaces ont subi d'importants changements ; il y a donc lieu de s'interroger sur : le rôle qu'ils occupent dans le système métropolitain actuel, la redéfinition des relations entre centre et périphéries, la façon dont ils se sont transformés, les types de population qui y habitent, les modes d'installation des habitants, leurs systèmes de mobilité et leurs pratiques, etc. Pourtant, et malgré l'importance de ces territoires dans les processus de métropolisation en Amérique latine, de leur superficie, du stock de population qui y réside et de leur dynamique économique, les recherches qui les concernent sont encore rares. Pendant des décennies marquées par des études focalisées sur la croissance, le plus souvent informelle, des périphéries et le dépeuplement des espaces centraux, « les analyses ont peu fait référence à la dynamique de peuplement dans le continuum de la ville et aux processus de peuplement localisés dans les espaces « péricentraux » des agglomérations » (Dureau *et al.*, 2014 : 83). Le manque d'intérêt de la recherche peut être attribué à leur situation d'espaces intermédiaires / de transition en termes spatial, social et fonctionnel, mais aussi au manque de méthodes permettant de les étudier.

2. UNE RECHERCHE COMPARATIVE CENTRÉE SUR LES PRATIQUES DE MOBILITÉ DES HABITANTS

Afin d'avancer dans la connaissance des transformations propres à ces espaces, nous développons depuis 2015 une recherche dont l'objectif est d'étudier, dans trois métropoles latino-américaines (Bogotá, Buenos Aires, Santiago du Chili), des quartiers sélectionnés en fonction de leur valeur exemplaire comme anciennes périphéries urbaines[1]. À Bogotá, il s'agit du secteur de Gustavo Restrepo, où des activités économiques liées au cuir et au textile et à des équipements de santé coexistent avec la fonction résidentielle ; à Buenos Aires, le quartier de Villa Lugano, une des zones les plus dynamiques de la ville en termes de démographie et d'offre de logement social, où l'on trouve des activités industrielles, commerciales et de service ; enfin, à Santiago du Chili, un secteur à cheval sur les communes de Recoleta et Independencia, où se concentrent des activités commerciales et sanitaires, ainsi qu'une forte proportion de l'immigration internationale de la ville. À travers ces trois études de cas, nous disposons d'éclairages complémentaires sur les transformations qui traversent les anciennes périphéries latino-américaines : réorganisations des secteurs d'activité, diversification des formes de production du logement, intensification de l'immigration internationale peu qualifiée. Notre positionnement est de considérer ces anciennes périphéries comme des objets d'étude à part entière : leur histoire et leur localisation dans la ville leur confèrent des rôles particuliers dans le système métropolitain et sont à l'origine de transformations spécifiques que notre projet cherche à mettre en évidence. La mobilité spatiale constitue l'élément central de notre étude et nous nous attachons tout particulièrement à comprendre les pratiques habitantes : usages de l'espace urbain et systèmes de mobilité des individus et de leurs familles, depuis les circulations internationales jusqu'aux déplacements quotidiens, en passant par les mouvements résidentiels. Nous prenons également en considération leurs relations avec les différents registres de l'action publique : politique migratoire, actions sur le logement, le transport et les espaces publics. L'enjeu est de comprendre comment l'action combinée de ces facteurs contribue à transformer le modèle métropolitain hérité des années 1990.

---

1 Le projet « Mobilités spatiales et transformations dans les anciennes périphéries urbaines des métropoles d'Amérique latine (Bogotá, Buenos Aires et Santiago du Chili) : la ville latino-américaine entre le centre et la périphérie actuelle » est financé par ECOS-Sud Chili, PICS CNRS Argentine, ECOS-Nord Colombie. Il est co-dirigé par Y. Contreras (Universidad de Chile), M. Di Virgilio (Universidad de Buenos Aires), F. Dureau (Migrinter) et T. Lulle (Universidad Externado de Colombia).

3. LE CORPUS DE DONNÉES RÉUNI SUR LE SECTEUR DE GUSTAVO RESTREPO

L'analyse comparée des quartiers choisis dans chaque métropole repose sur des corpus de données très similaires rassemblant des informations secondaires géolocalisées (recensements, cadastre…) ; des enquêtes biographiques sur les mobilités menées dans le cadre du projet ANR METAL[2] à Bogotá et Santiago et, à Buenos Aires, d'un projet CONICET, qui font toutes trois l'objet de nouvelles exploitations centrées sur l'articulation des fonctions résidentielles, économiques et sociales de ces territoires ; et des informations nouvelles produites au cours de missions de terrain réalisées depuis 2015. Ce corpus offre les conditions pour saisir à la fois les trajectoires résidentielles, familiales et professionnelles des habitants, et les transformations physiques et fonctionnelles de ces périphéries anciennes.

À Bogotá, les premières sources mobilisées ont été les recensements de 1993 et 2005 : leurs données intégrées dans un SIG permettent d'appréhender les transformations du parc de logements et les évolutions démographiques à un niveau très fin au sein de la zone d'étude, tout en les replaçant dans celles observées au niveau métropolitain. Les données du recensement de 2018, disponibles depuis quelques mois, ont également été exploitées ponctuellement.

La deuxième source correspond à deux enquêtes biographiques sur les mobilités réalisées en 1993[3] et 2009[4] selon une méthodologie très proche. Le système d'enquêtes appliqué en 2009 dans 11 zones de Bogotá articule : i) une approche quantitative, par application d'un questionnaire à un échantillon représentatif de la zone ; ii) une approche qualitative, à travers la réalisation d'entretiens approfondis auprès d'un sous-échantillon des individus enquêtés par questionnaire ; iii) une approche qualitative en Europe, auprès d'émigrés identifiés à partir des ménages enquêtés par questionnaire. Dans la zone de Gustavo Restrepo, 92 ménages ont été enquêtés (soit 351 individus) et 9 ont fait l'objet d'entretiens approfondis. Outre la collecte d'informations sur les conditions de logement et de transport du ménage ainsi que les caractéristiques socio-démographiques et les pratiques de mobilités de chacun de ses membres, le questionnaire comporte un module biographique qui recueille pour une personne adulte du ménage, depuis sa naissance jusqu'à l'enquête, ses trajectoires spatiale, éducative, professionnelle et familiale ; ce module recueille aussi le lieu de naissance, le lieu de résidence et l'activité de sa parentèle non corésidente au moment de l'enquête.

Le troisième ensemble d'informations correspond aux données recueillies annuellement à partir de 2016, avec un dispositif qui articule des observations, des collectes photographiques et vidéo, des entretiens semi-directifs et des questionnaires courts auprès d'habitants, de commerçants et de différents acteurs institutionnels ou privés. Cette observation suivie, basée sur des passages répétés, permet d'appréhender les trajectoires et les pratiques des nouveaux habitants et d'autres acteurs de la zone d'étude. Elle permet également de saisir le changement « en train de se faire » au niveau de l'ensemble de la zone et, de façon plus approfondie, sur un échantillon d'îlots, d'espaces publics et de bâtiments.

4. RÉSULTATS SUR LA ZONE ÉTUDIÉE À BOGOTÁ ET ENSEIGNEMENTS MÉTHODOLOGIQUES

Nos résultats portent sur trois aspects principaux : le processus d'urbanisation et de diversification des fonctions du secteur depuis les années 1930 ; la diversification du parc de logements, les changements de composition socio-démographique ; la redéfinition du rôle de cette ancienne périphérie dans les trajectoires migratoires et résidentielles[5]. Les trajectoires de bâtiments et celles d'habitants pointant le rôle des familles d'entrepreneurs dans les changements en cours ont également été mis en évidence

Les premiers lotissements de logements individuels pour ouvriers et employés apparaissent dans le secteur à partir des années 1930. Suivront d'autres types de lotissements pour classes moyennes en même temps que de l'habitat informel et, dans les années 1960, les premiers ensembles d'immeubles à étages. Ces constructions ont permis d'urbaniser l'ensemble du secteur. Par ailleurs, à partir des années 1950, des activités économiques (cuir, textile, etc.) s'y installent ainsi que, par la suite, des services. Durant cette phase initiale, le secteur est peuplé par la migration interne et par des ménages en provenance des espaces centraux.

La métropolisation de Bogotá affecte le secteur de diverses façons. Sa position de plus en plus centrale au sein de l'aire métropolitaine contribue à son attractivité à la fois sur le plan résidentiel et celui des activités économiques, d'autant plus qu'il est doté depuis 2000 d'un système de transport performant. Le bâti initial est quant à lui soumis à un processus de densification physique à différentes échelles : subdivision d'anciennes maisons, intensification des usages résidentiels et non résidentiels dans des bâtiments existants rénovés

2 Le projet METAL, financé par l'ANR et l'AIRD, dirigé par F. Dureau, portait sur Bogotá, Santiago et São Paulo (Dureau *et al.* 2014).

3 Enquête réalisée dans le cadre du programme *« La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá »*, CEDE-ORSTOM, sous la direction de F. Dureau et C.E. Flórez.

4 Enquête réalisée dans le cadre du projet METAL.

5 Une partie de ces résultats ont été produits dans le cadre de la communication de F. Dureau et G. Le Roux (2014) et dans la thèse de G. Le Roux (2015).

ou agrandis, remplacement d'anciennes maisons par des immeubles, production d'ensembles résidentiels nouveaux dans les espaces interstitiels non construits.

En termes socio-démographiques, le secteur ne joue pas un rôle particulier en matière de réception de migrants, en dépit de la forte composante locative de son parc de logements. Mais les trajectoires résidentielles intra-urbaines se diversifient : à côté d'une population stabilisée aux familles concentrées dans le secteur et le péricentre sud, nombre d'habitants sont très mobiles à travers des trajectoires résidentielles complexes. On constate notamment une diversification démographique et sociale des habitants provoquée par une diversification progressive du parc de logements. Enfin la mobilité intergénérationnelle ascendante au sein de familles ancrées localement provoque l'émergence d'entrepreneurs qui (s') investissent dans le développement immobilier du secteur.

La très grande complexité des dynamiques à l'œuvre dans ces périphéries anciennes implique de diversifier les approches pour les cerner de façon satisfaisante. Ainsi, au-delà des résultats produits, cette communication offre l'opportunité de s'interroger sur la qualité d'une démarche méthodologique qui se veut innovante. D'abord, dans une forme de réactualisation d'une démarche proche de la géographie régionaliste du début du XXe siècle dans laquelle les professions des occupants étaient lues à travers la morphologie de l'habitat (Fijalkow & Lévy, 2008). Ensuite, sur l'articulation de trois échelles (métropole, quartier, bâtiment) s'appuyant sur un corpus diversifié : les recensements, des enquêtes biographiques quantitatives pour étudier les mobilités, des entretiens approfondis et des observations répétées permettant d'évaluer en temps réel les changements en cours. Enfin, sur l'intérêt d'associer une analyse des dynamiques résidentielles à celles des dynamiques économiques à partir d'entretiens approfondis et d'observations répétées.

RÉFÉRENCES

Dureau F., Le Roux G., 2014, *Dinámicas socio-espaciales en las antiguas periferias urbanas: el caso de Restrepo y barrios colindantes en Bogotá*, communication au XIe séminaire ACIUR (Bogotá, Universidad del Rosario, 1-3 septembre 2014).

Dureau F., Lulle T., Souchaud S., Contreras Y., 2014, *Mobilités et changement urbain : Bogotá, Santiago, São Paulo*, Rennes, PUR, coll. « Espace et territoires ».

Fijalkow Y., Lévy J.-P., 2008, « Un siècle d'étude sur l'habitat français en géographie urbaine (1900-2000) », *Annales de géographie*, 2008/4, n° 662, p. 20-41.

Le Roux G., 2015, *(Re)connaître le stade de peuplement actuel des grandes villes latino-américaines. Diversification des parcours des habitants et des échelles du changement urbain à Bogotá (Colombie),* thèse de doctorat en géographie à l'Université de Poitiers.

Tomé Fernández S., 2003, "Vivienda y clase: la prosperidad, el suburbio histórico en el Madrid actual", *Scripta Nova*, vol. VII, n° 146 (073).

Ward P., 2015, "Latin America's 'Innerburb'. Towards a New Generation of Housing Policies for Low-Income Consolidated Self-Help Settlements", *in* P. Ward, E. Jimenez et M. Di Virgilio (dir.), *Housing Policy in Latin American Cities: A New Generation of Strategies and Approaches for 2016 UN-Habitat III*, New York, Routledge, p. 1-19.

LES AUTEUR·E·S

Françoise Dureau
Migrinter
f.dureau@gmail.com

Jean-Pierre Lévy
CNRS — LATTS
jean-pierre.levy@enpc.fr

Thierry Lulle
Universidad Externado de Colombia — CIDS
thierry.lulle@uexternado.edu.co

AUTEURE
Aurore FLIPO

Les tiers-lieux et espaces de *coworking* en Drôme et en Ardèche : entre utopie villageoise et métropolisation

RÉSUMÉ
Phénomène à l'origine associé aux hypercentres urbains, les espaces de *coworking* ont connu un développement important au cours des cinq dernières années dans les territoires ruraux et les petites villes. Dans leur très grande majorité, leurs usagers se caractérisent par des migrations résidentielles récentes des villes vers les campagnes, de même que des liens conservés avec les grandes métropoles. Ainsi, l'apparition des espaces de *coworking* peut s'interpréter comme le signe de l'extension de la métropolisation des campagnes à l'échelle régionale et nationale (Paris en particulier), mais aussi comme des laboratoires de nouvelles formes d'habiter le territoire qui, si elles peuvent poser question quant à leur véritable originalité, sont néanmoins vécues comme des transitions spatiales et biographiques marquées par un double refus : celui de la métropole et celui du mode de vie périurbain. Enfin, ces espaces semblent promouvoir une forme particulière d'ancrage au territoire, où les ressources locales sont particulièrement prisées, tout en relevant de formes d'appartenance « distanciée » (Sencébé, 2004) plurielles et multilocalisées.

MOTS CLÉS
coworking, ruralité, proximités sociales et spatiales, réseaux, autochtonie, mobilité

ABSTRACT
Originally associated to big cities' centres, coworking spaces have been blooming in rural regions and small towns over the past five years. In their vast majority, coworkers have experienced recent residential migrations with relocation from big cities to rural regions, though they maintain professional and social ties with cities. The emergence of coworking spaces in rural areas can thus be interpreted as an indicator of the continuing extension of metropolisation phenomena at regional and national level. However, the coworkers' ways of living also testifies from distinctive forms of inhabiting and practicing the territory. Although their uniqueness can be contested, those ways of living are nonetheless experienced as spatial and biographical transitions proceeding from a refusal both from the metropolitan and the peri-urban ways of life. Finally, coworking spaces seem to promote a particular spatial anchorage in which local resources are particularly valued, though combined with forms of "distanced belonging" (Sencébé, 2004), plural and multilocalised.

KEYWORDS
Coworking, Rural settings, Social and spatial proximity, Networks, Mobility

INTRODUCTION

Cette proposition de communication s'intéresse à l'émergence récente des « tiers-lieux » et « espaces de *coworking* » dans les territoires situés hors des grandes agglomérations. Phénomènes à l'origine associés aux hypercentres urbains, les espaces de *coworking* ont connu un développement important au cours des cinq dernières années dans les territoires ruraux et les petites villes, en particulier dans les régions dans lesquelles les dynamiques démographiques sont les plus favorables (Sud-Ouest et Sud-Est). À la fois symptômes d'une extension de la métropolisation des villes voisines (Lyon, Grenoble et Marseille pour ce qui est de notre champ d'étude, la Drôme et l'Ardèche) et de Paris, ces espaces sont aussi des laboratoires de nouvelles formes d'habiter le territoire qui, si elles peuvent poser question quant à leur véritable originalité, sont néanmoins vécues comme des transitions spatiales et biographiques marquées par un double refus : celui de la métropole et celui du mode de vie périurbain, en particulier des déplacements pendulaires. Enfin, ces espaces semblent promouvoir une forme d'ancrage particulière au territoire, où les ressources locales sont particulièrement prisées tout en relevant de formes d'appartenance « distanciée » (Sencébé, 2004), plurielles et multilocalisées à grande échelle (y compris à l'international).

Cette communication propose de mettre en miroir la transformation des territoires à la fois en voie d'urbanisation et à forte attractivité résidentielle et touristique d'une part, et les trajectoires individuelles de télétravailleurs, indépendants et freelances néoruraux, en prenant comme base d'analyse les espaces de *coworking* en tant que dispositifs de médiation entre individus et territoires. Il s'agira de comprendre à la fois les modes d'habiter et de pratiquer le territoire des individus concernés et de montrer en quoi ces espaces sont autant produits qu'acteurs des contextes territoriaux étudiés. Les espaces de *coworking* exemplifient en effet la montée en force des sociabilités choisies et de l'intégration relationnelle des territoires, où l'on peut être plus ou moins bien connecté, non tant en fonction de son lieu de résidence que par son appartenance à divers réseaux.

1. MÉTHODOLOGIE

Cette communication se base sur 19 entretiens semi-directifs et une vingtaine d'entretiens informels effectués avec les fondateurs et les usagers de 15 espaces de *coworking* et tiers-lieux situés dans la Drôme et en Ardèche, hors des agglomérations rhodaniennes (Valence et Montélimar), dans des communes allant de 393 à 12 248 habitants. Ces données sont complétées par une enquête par questionnaires administrée auprès de 369 coworkers, dont 55 situés en zone rurale. Enfin, une enquête ethnographique (observation participante) a été menée dans un tiers-lieu de la Drôme pendant plus de deux ans[1].

2. LES TIERS-LIEUX RURAUX, DES OBJETS TERRITORIAUX NON IDENTIFIÉS SUJETS DE CONVOITISES

Définis comme de nouveaux lieux de travail intermédiaires entre le domicile et le bureau, basés sur le partage d'un espace de travail et d'un réseau de travailleurs encourageant la collaboration, les espaces de *coworking* sont apparus au tournant des années 2000 aux États-Unis. Depuis, ils se sont largement développés dans l'ensemble des grandes villes occidentales. En France, on constate l'apparition plus récente du concept de « tiers-lieux », englobant différentes formes de lieux partagés (espaces de *coworking*, mais aussi *fablabs*, *repair* cafés, etc.) qui se sont développés avec le soutien des pouvoirs publics, en particulier hors des agglomérations. Ainsi, d'après le rapport de la mission sur le coworking (Lévy-Waitz, 2018), pas moins de 1 118 lieux « à dominante *coworking* » ont été recensés en France, dont 43 % se situent hors métropoles.

Ce processus récent interroge sur la question d'une diffusion territoriale du modèle du *coworking* , sous l'impulsion de politiques publiques volontaristes telles que celle de la région Nouvelle-Aquitaine, qui ambitionne d'atteindre 300 tiers-lieux d'ici à 2020 *via* un programme de subventions de 1,2 million d'euros, ou encore le programme «Tiers-lieux fabriques de territoire » de l'Agence des territoires, qui vise expressément les zones rurales et les zones urbaines sensibles. Ainsi, dans les campagnes, ces initiatives se situent bien souvent dans la continuité des politiques d'accueil d'urbains souhaitant développer leurs activités en milieu rural (Sajous, 2015). Dans cette communication, nous proposons donc de nous intéresser dans un premier temps aux trajectoires des fondateurs et des usagers des espaces de coworking, puis dans un second temps aux espaces de coworking comme dispositifs de médiation entre ces nouveaux arrivants et le territoire, contribuant à l'hybridation croissante des territoires entre « rural » et « urbain ».

3. TRAJECTOIRES INDIVIDUELLES DE FONDATEURS ET D'USAGERS D'ESPACES : CONTINUITÉS ET RENOUVEAUX DES FIGURES DE LA NÉORURALITÉ

L'analyse de la population fréquentant ces espaces montre tout d'abord qu'elle diffère relativement peu, que ce soit en termes de métiers, de niveau de diplôme ou de statut professionnel, des populations fréquentant les espaces de *coworking* en zone urbaine. On a bien affaire, ici, aux fameuses « classes créatives » tantôt glorifiées ou décriées, mais dont la présence sur ces territoires est nouvelle, bien que se situant dans la continuité de migrations résidentielles précédentes.

En s'intéressant aux trajectoires individuelles, on constate la centralité des choix résidentiels dans les logiques qui conduisent à choisir le *coworking* comme mode de travail. Bien qu'ils correspondent parfois à un retour au pays, la grande majorité des *coworkers* que nous avons interrogés sont des nouveaux résidents venus des grandes villes voisines (Marseille, Lyon et Grenoble) mais aussi de Paris ou de Lille, attirés par les aménités environnementales de ces campagnes attractives sur le plan résidentiel et touristique[2] (Pistre, 2012) et par la perspective d'y construire de nouveaux modes de vie. Les espaces de travail partagé et les tiers-lieux constituent alors des exemples d' « utopies concrètes locales » (Rouvière, 2016) qui aspirent à constituer des modèles de relocalisation de l'économie tertiaire, sur le modèle du circuit court. Ces trajectoires semblent

1 Ce travail a été mené dans le cadre de l'ANR COWORKWORLDS, convention n° 17-CE22-0004.

2 Nous tenons à remercier Pierre Pistre (Géographie-cités/Université de Paris-Diderot) de nous avoir permis de disposer de sa typologie.

ainsi se situer à mi-chemin entre migrations de style de vie et figures renouvelées de la néoruralité, dans lesquelles le rapport à la nature tient toujours un rôle central. L'apparition des espaces de *coworking* se situe donc dans la continuité des recherches sur les migrations résidentielles en zone rurale, pour lesquelles il a déjà été mis en évidence que le télétravail pouvait jouer un rôle particulier (Ortar, 2009 ; Sajous, 2015). Enfin, les *coworkers* que nous avons rencontrés ne choisissent pas cette ruralité au hasard : c'est aussi la présence d'une certaine « dynamique locale », que l'on peut rapporter à une longue histoire de néoruralité en ce qui concerne la Drôme et l'Ardèche, qui attire ces nouveaux venus. Dans ce sens, ces migrations récentes viennent renforcer des dynamiques sociales, culturelles et démographiques existantes (Cognard, 2006 ; Rouvière, 2016). La notion de « laboratoire des territoires ruraux » parfois avancée au sujet des espaces de *coworking* (Pineau, 2018) doit ainsi être replacée dans une histoire longue qui en fait également une héritière du passé.

4. LE *COWORKING* À LA CAMPAGNE : RÉVÉLATEUR D'UNE URBANISATION DU RURAL OU D'UNE RURALISATION DE L'URBAIN ?

Si ces nouveaux modes de vie revendiquent un ancrage dans la notion de ruralité, de manière quelque peu paradoxale l'idéal du *coworking* se loge à la fois dans une « ruralisation de l'urbain » et dans une « urbanisation du rural ». Du village, les *coworkers* valorisent les liens en face à face et le primat des relations interpersonnelles, par opposition à la ville bureaucratique et anonyme (c'est le fameux « global village ») ; de l'urbanité, ils retiennent la sérendipité et la diversité. Depuis les premiers travaux sur la néoruralité, la notion de ruralité s'y définit comme une « forme de rapport à l'espace, une inscription dans le local, voire une familiarité avec les lieux » (Poulot, 2015). En outre, les entretiens avec les *coworkers* montrent qu'ils rejettent à la fois la grande ville, jugée invivable, et le mode de vie périurbain jugé individualiste et peu durable. Il s'agit plutôt d'une manière de conjuguer urbanité et ruralité, dans un idéal parfaitement similaire à ce que Monique Poulot *(ibid.)* nomme la « ville rurale » : « une idylle paysagère et le désir de vivre dans des unités à taille humaine avec les pratiques sociales afférentes, soit la convivialité attribuée aux petites communautés du fait d'une interconnaissance généralisée et de la solidarité qui débouche sur l'échange de services ».

Dans cette configuration, la connaissance du territoire est capitale puisqu'elle permet de donner corps à cet idéal de proximité. Elle est également essentielle dans la re-création des réseaux nécessaires à l'activité économique des indépendants (Saleilles, 2010), qui sont majoritaires parmi les *coworkers*. Les espaces de *coworking* agissent alors comme des médiateurs entre ces populations nouvellement arrivées et le territoire. Conjuguant proximité sociale et spatiale, ils permettent l'accès rapide à un capital social local particulièrement recherché (Banos & Candau, 2015). Il s'agira ici de discuter de la nature de ce capital. S'agit-il d'un capital uniquement social, ou d'un véritable capital d'autochtonie ? Entre-t-il en concurrence avec celui qui est détenu par d'autres franges de la population ? Nos recherches montrent que ce capital social s'apparente à un véritable capital d'autochtonie pour l'accès au logement et à l'emploi, pour lequel le réseau des *coworkers* est particulièrement actif, ainsi qu'à une certaine notabilité, notamment politique. Cependant, il demeure davantage transférable, parce que les réseaux des *coworkers* sont vastes : ayant gardé des liens avec leurs lieux de vie précédents, ils disposent d'un capital social fortement étendu. On constate que l'interpénétration entre différents cercles sociaux est plutôt faible : en se démultipliant sur différentes scènes (agriculture, culture, politique, tourisme, loisirs…), les différentes facettes de la néoruralité sont aussi susceptibles de produire un renforcement de l'entre-soi.

Enfin, on observe que les usagers des espaces de *coworking* conjuguent un ancrage fort au territoire avec des formes de mobilité qui peuvent fréquemment s'étendre jusqu'à l'espace international. Néanmoins, les migrations résidentielles vers ces campagnes s'accompagnent d'un désir de « poser ses valises » qui se traduit par la reconstruction de formes de proximité dans un nouvel espace de vie volontairement « rétréci ». Dans ce processus, les espaces de *coworking* sont centraux puisqu'ils agissent comme un nœud autour duquel s'organisent les mobilités quotidiennes, marquées par une recherche de sédentarité mais parfois vécues en alternance avec des périodes de très grande mobilité, et permettant de conjuguer les bénéfices de la mobilité et de l'autochtonie. On note ainsi une interaction à double sens entre stratégies résidentielles et espaces de *coworking* : si ceux-ci se sont d'abord implantés sous l'impulsion d'actifs déjà présents sur le territoire, ils ont aussi attiré de nouveaux habitants séduits par la possibilité de travailler à l'extérieur de leur domicile, mais près de leur lieu de vie. Ces espaces contribuent donc à façonner les territoires dans lesquels ils sont implantés, bien qu'à des échelles modestes.

5. CONCLUSION : UNE RENAISSANCE DES PETITES VILLES ?

L'hybridité des formes de localisation du télétravail à grande distance, balançant entre « finistères périurbains » et « renaissance des espaces ruraux » (Sajous, 2015) se reflète également dans l'hybridation des lieux, des pratiques et des territoires. Ainsi, les espaces de *coworking* sont toujours situés dans l'hypercentre des villes et des villages, à proximité des services et des commerces, rappelant en tout point leur homologue de l'hypercentre urbain.

Cette manière de conjuguer caractéristiques urbaines et rurales s'apprécie dans la diversité des catégories statistiques dans lesquelles on est susceptible de retrouver les localités concernées : à la fois peu denses et peu métropolisées, ce sont néanmoins souvent des centralités locales, des petits pôles urbains qui, pour n'être pas proches des grandes métropoles, ne sont pas pour autant à l'écart des grands axes (autoroutes et TGV). Il s'agit donc d'être ancré « quelque part », mais aussi proche de tout, dans une forme d'appartenance « distanciée » (Sencébé, 2004) qui témoigne d'une « maîtrise des rapports à l'espace » (*ibid.*) et se traduit, au niveau du territoire, par une forte attractivité et peut-être les prémisses d'une reprise des petites villes et de leurs centres, jusqu'ici parents pauvres des dynamiques démographiques dans les campagnes.

En conclusion, cette communication a vocation, en se basant sur l'exemple des espaces de *coworking* et de leurs usagers, à discuter des recompositions sociales des campagnes contemporaines, dans la continuité de ce qui a été observé ailleurs dans la littérature. Il s'agit également de discuter de la diversité des manières d'habiter et de vivre les campagnes, des espaces pluriels dans lesquels urbanité et ruralité s'hybrident, et ce de manière de plus en plus individualisée. Il s'agit, enfin, de saisir l'importance renouvelée du territoire et de l'autochtonie comme nouvelles formes de distinction sociale, vis-à-vis d'un idéal d'hypermobilité qui ne cesse de s'épuiser.

RÉFÉRENCES

Banos V., Candau J., 2015, « L'appartenance au territoire, une ressource convoitée ? », *Pour*, n° 228, p. 77-85.

Cognard F., 2006, « Le rôle des recompositions sociodémographiques dans les nouvelles dynamiques rurales : l'exemple du Diois », *Méditerranée*, n° 107, p. 5-12.

Levy-Waitz P., 2018, *Faire ensemble pour mieux vivre ensemble. Rapport de la mission* Coworking*, travail et numérique*, Paris, CGET [en ligne : s3files.fondation-ta.org.s3.amazonaws.com/Rapport%20Mission%20Coworking%20-%20Faire%20ensemble%20pour%20mieux%20vivre%20ensemble.pdf, consulté le 05/10/2018].

Ortar N., 2009, « Entre choix de vie et gestion des contraintes : télétravailler à la campagne », *Flux*, n° 78, p. 49-57 [en ligne : www.cairn.info/revue-flux1-2009-4-page-49.htm, consulté le 05/10/2018].

Pineau J.-Y., 2018, « Les tiers-lieux et les cafés associatifs, laboratoires des territoires ruraux », *Nectart*, n° 7, p. 100-109.

Pistre P., 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris Diderot [en ligne : tel.archives-ouvertes.fr/tel-00764869/file/These_Pistre_2012_renouveaux_campagnes.pdf, consulté le 10/01/2019].

Poulot M., 2015, « Être ou ne pas être rural… », *Pour*, n° 228, p. 69-76.

Rouvière C., 2016, « Migrations utopiques et révolutions silencieuses néorurales depuis les années 1960 », *Cahiers d'histoire*, n° 133, p. 127-146 [en ligne : journals.openedition.org/chrhc/5597, consulté le 09/10/2019].

Sajous P., 2015, « Télétravail à temps complet : la liberté de choisir ses routines. L'action de développement local "Soho solo», Gers", *Espace populations sociétés*, 2015(1-2) [en ligne : journals.openedition.org/eps/5983, consulté le 22/11/2019].

Sencébé Y., 2004, « Être ici, être d'ici », *Ethnologie française*, 34(1), p. 23-29 [en ligne : www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2004-1-page-23.htm, consulté le 22/11/2019].

L'AUTEURE

Aurore Flipo
Université de Lyon — LAET / ENTPE
aurore.flipo@entpe.fr

AUTEUR.E.S
Jérôme GENSEL, Marlène VILLANOVA-OLIVER, Pierre LE QUEAU, David NOËL

Un modèle multi points de vue pour représenter les trajectoires de vie

RÉSUMÉ
Dans diverses sciences sociales (sociologie, urbanisme…), une trajectoire de vie est un objet d'études qui sert de support à l'analyse des motivations déterminant les choix d'un individu dans son parcours biographique. Avec l'avènement des capteurs en tout genre, modéliser des trajectoires sémantiques en informatique est une problématique aujourd'hui largement abordée, notamment dans le domaine des transports, qui permet de mieux comprendre les mouvements d'objets ou les mobilités généralement quotidiennes de personnes. Les études qui s'attachent à modéliser et analyser la notion de trajectoire de vie sont, en revanche, peu nombreuses. Nous présentons ici un modèle multi points de vue dédié à la représentation des trajectoires de vie qui en capture à la fois le caractère multidimensionnel et les facteurs explicatifs associés.

MOTS CLÉS
trajectoire de vie, web sémantique, facteur explicatif, modèle multidimensionnel

ABSTRACT
In various social sciences (sociology, urban planning…), a life trajectory is an object of study that serves as a support to analyse the motivations that determine the choices of an individual in his/her biographical journey. With the advent of sensors, modelling semantic trajectories in computer science is an issue that is now widely addressed, particularly in the field of transportation, in order to better understand the movements of moving objects or people (mainly daily mobility). On the other hand, there are few studies that attempt to model and analyse the notion of life trajectory. In this paper, we present a multi-point of view model dedicated to the representation of life trajectories, that captures both their multidimensional characteristics and the associated explanatory factors.

KEYWORDS
Life trajectory, Semantic Web, Explanatory factor, Multidimensional model

INTRODUCTION

La notion de *trajectoire de vie* est utilisée dans diverses sciences sociales (sociologie, urbanisme…) pour analyser les trajectoires des individus selon une approche biographique, c'est-à-dire en mettant en perspective dans le temps les informations disponibles pour mieux comprendre et expliquer ce qui détermine leurs choix et, par conséquent leurs parcours. Selon Hélardot (2006), la trajectoire de vie ou parcours de vie, « peut être considérée comme un entrecroisement de multiples lignes biographiques plus ou moins autonomes ou dépendantes les unes des autres ». Chacune de ces lignes biographiques correspond à un domaine de l'existence, par exemple « le parcours scolaire, le rapport au travail et à l'emploi, la vie familiale, la vie sociale, la santé, la trajectoire résidentielle, l'itinéraire politique, religieux ou spirituel, etc. ». Une des applications de l'étude des trajectoires de vie concerne l'étude du choix résidentiel. Ces choix résidentiels sont en effet grandement influencés par les phases de la vie professionnelle et familiale des individus. Ainsi, les couples avec enfants privilégient un habitat éloigné des centres métropolitains tandis que ceux-ci attirent en plus grande proportion à la fois les jeunes nouvellement indépendants et les retraités (Robette *et al.*, 2012). Pour les décideurs politiques et les spécialistes de l'aménagement urbain, disposer d'outils logiciels leur permettant d'observer, comprendre et caractériser les trajectoires de vie des individus est donc essentiel pour une meilleure connaissance des dynamiques résidentielles.

En informatique, la notion de trajectoire fait l'objet de nombreux travaux, notamment depuis l'essor des technologies à base de localisation par GPS d'objets mobiles de toutes sortes (véhicules, humains, animaux, etc.). Au-delà du stockage de données GPS dans des bases dédiées de nombreux travaux se sont orientés

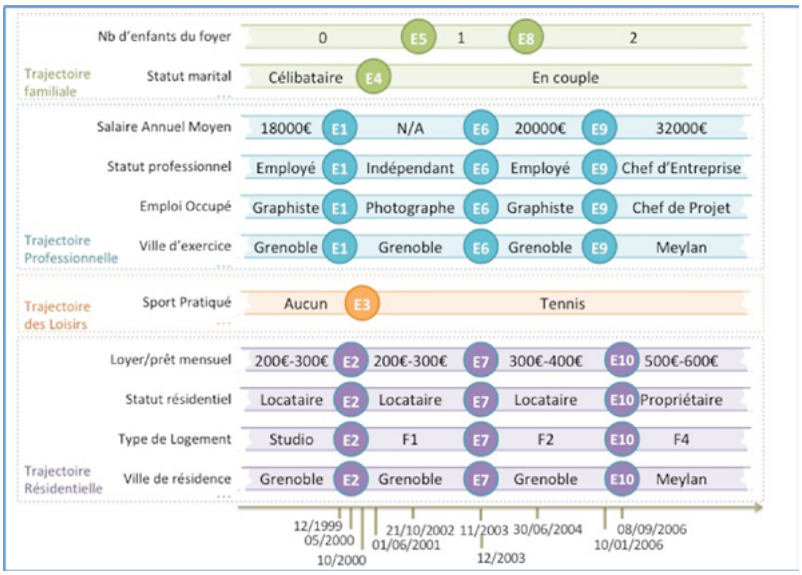
vers l'expression de la sémantique associée à des trajectoires, à des fins d'exploration et d'analyse des mouvements observés.

La modélisation des *trajectoires sémantiques* vise à enrichir les données de mobilités « brutes » avec des informations susceptibles d'apporter du sens (Alvares *et al.*, 2007). Ainsi, en s'inspirant de la « *time-geography* » (Hägerstrand, 1970), des chercheurs ont modélisé les trajectoires spatio-temporelles grâce à des périodes de déplacement et à des périodes d'activité, autrement qualifiées de mouvements (move) et d'arrêts (stop) (Spaccapietra *et al.*, 2008). Ce premier niveau de structuration est ensuite utilisé pour associer des informations comme le mode de transport lors d'un déplacement, ou la nature d'une activité lors d'une période étiquetée comme telle (Bogorny *et al.*, 2014). Cette approche repose sur un modèle qui présente une trajectoire sémantique comme composition de sous-trajectoires sémantiques, chacune traduisant une vision particulière (un aspect) de la trajectoire complète. Cependant, il s'agit ici d'une proposition adaptée à l'enrichissement de données de trajectoires brutes, acquises pour des objets mobiles, comme en témoignent les concepts employés dans le modèle.

Les travaux initiés par Marius Thériault font référence dans le domaine de la modélisation de trajectoire de vie d'individus. Le modèle spatio-temporel pour l'analyse des trajectoires de vie (Thériault *et al.*, 1999) présente trois trajectoires (professionnelle, familiale et résidentielle) modélisées selon une approche relationnelle, par des *épisodes* – des statuts stables pendant un intervalle de temps – et des *événements* qui viennent altérer un ou plusieurs de ces statuts. La figure 1 montre un extrait d'une trajectoire de vie d'un individu adaptée de l'approche de Thériault. Quatre trajectoires thématiques sont décrites le long d'une ligne de temps, chacune définie par un ensemble d'attributs. L'évolution de chaque attribut est représentée par une succession d'épisodes (valeur inchangée) et d'événements (qui change une ou plusieurs valeurs d'un épisode).

Cette approche présente très clairement les fondements conceptuels sur lesquels nous nous appuyons pour la représentation des trajectoires de vie. Ces travaux ont initié une approche multidimensionnelle de la notion de trajectoire de vie ; ils visaient aussi un objectif d'exploration des choix résidentiels. Néanmoins, les propositions des auteurs n'offrent pas de support natif pour l'application de l'approche à d'autres contextes : seules trois dimensions prédéfinies sont prévues (sémantique familiale, professionnelle et résidentielle) avec, comme dimension à analyser, la dimension résidentielle. Pour notre analyse, nous visons plus de généricité dans la définition du modèle afin de nous affranchir des domaines d'application cibles. De plus, nous mettons l'accent sur la prise en compte de facteurs explicatifs dans la modélisation des trajectoires.

Figure 1. Extrait de la trajectoire de vie d'un individu inspiré des travaux présentés dans (Thériault *et al.*, 1999)



1. UN MODÈLE MULTI POINTS DE VUE DE TRAJECTOIRES DE VIE

Notre approche (Noël, 2019) reprend les principes des patrons de conception d'ontologie (*ontology design patterns,* Blomqvist & Sandkuhl, 2005) qui visent à décrire de manière générique une construction basée sur un ensemble de composants d'ontologie organisés en concepts et prédicats, qui, une fois implémentés, constituent une partie de l'ontologie finale.

Nous proposons un patron de conception d'ontologie de trajectoire de vie, appelé LTOP (*life trajectory ontology pattern*), qui sera utilisé autant de fois que nécessaire pour représenter les différentes dimensions ou points de vue d'une trajectoire. De fait, le LTOP permet de modéliser des trajectoires de vie comprenant de multiples trajectoires thématiques, qu'elles soient géographiques ou *agéographiques* (sans références

spatiales). Nous faisons correspondre, à chaque sous-trajectoire ou trajectoire thématique, la notion de *point de vue* (professionnel, résidentiel, familial, etc.) qui capture elle-même les concepts d'*épisode*, qui décrit un état stable dans une trajectoire auquel est associée une période de temps, et d'*événement*, qui survient lors d'un changement d'état à un instant donné (fig. 2).

Le second élément central de notre approche est un modèle de *facteur explicatif* pour expliquer un changement d'état de chaque dimension d'une trajectoire. Ce modèle intègre une typologie qui permet de caractériser des facteurs de natures différentes, selon qu'ils sont *internes* ou *externes* à la trajectoire de vie et qu'ils se réfèrent notamment à un événement ou à un épisode de la trajectoire (fig. 3), les deux pouvant contenir des explications pertinentes. Tous les épisodes et les événements, et par suite les trajectoires, sont intrinsèquement temporels car liés à une ligne de temps selon laquelle on peut les ordonner. La datation des événements permet de borner les épisodes des trajectoires. Le temps est un référentiel commun à toutes les trajectoires thématiques qui permet l'exploitation croisée des informations. L'espace peut lui aussi jouer un rôle de référentiel commun exploité dans la représentation et l'étude des trajectoires. Néanmoins, la dimension spatiale (au sens géographique du terme) n'est pas intrinsèque à toute information comme l'est le temps. Ainsi, une trajectoire *agéographique* ou métaphorique caractérise une évolution dans un espace abstrait (par exemple, une trajectoire représentant les différents métiers occupés dans l'espace abstrait de la nomenclature des catégories socio-professionnelles / CSP de l'Insee).

D'autre part, les niveaux de *granularité* auxquels sont représentées les informations déterminent les phénomènes qui seront révélés. Le modèle proposé supporte également des degrés de précision différents dans les dimensions temporelle, spatiale et plus généralement thématiques.

Figure 2. Le patron de conception LTOP

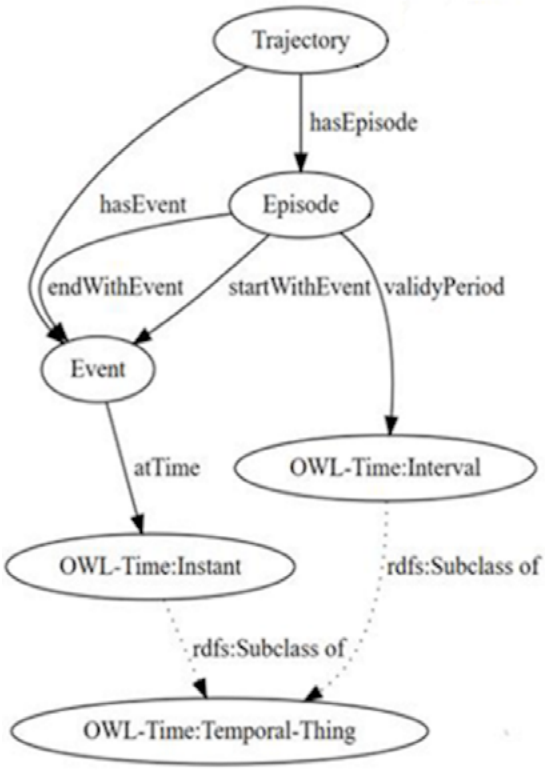
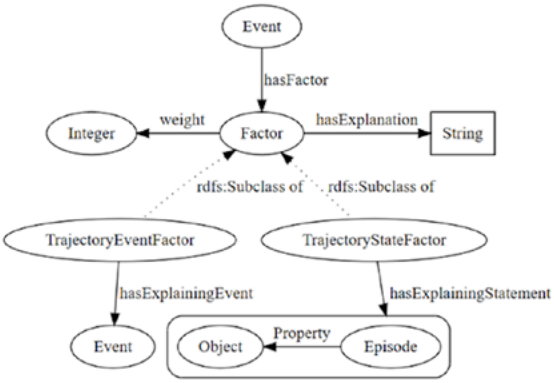


Figure 3. Le modèle de facteur explicatif



Enfin, notre approche supporte la représentation de *facteurs explicatifs* de natures diverses, éventuellement combinés intervenant à différents degrés et en lien avec n'importe quelle thématique. Premièrement, un facteur explicatif vient expliquer un autre événement de la trajectoire, non forcément attaché au même point de vue. Des liens de causalité entre événements et épisodes attachés à différents points de vue d'une même trajectoire sont ainsi établis par le biais de facteurs explicatifs. Deuxièmement, les facteurs explicatifs sont fournis par les individus eux-mêmes et peuvent être pondérés pour permettre ainsi des analyses fines des trajectoires de vie. Les facteurs explicatifs peuvent être internes ou externes, c'est-à-dire qu'ils peuvent soit être relatifs aux circonstances de vie de l'individu, soit dépendre de circonstances qui n'y sont pas liées directement. Les facteurs explicatifs externes ne sont représentés que dans la mesure où l'individu se sent influencé par eux et l'exprime comme une (des) raison(s) ayant entraîné un événement dans sa trajectoire. Sur l'exemple de la figure 4, l'événement *E5* (un déménagement) est expliqué par deux facteurs : *F1* qui associe l'événement *E5* à un épisode (type de logement Studio) et *F2* qui associe l'événement *E5* à un autre événement *E2* (la naissance d'un enfant). Le facteur *F3* est un facteur externe (par exemple, un sentiment d'insécurité) qui explique l'événement *E6* (autre déménagement).

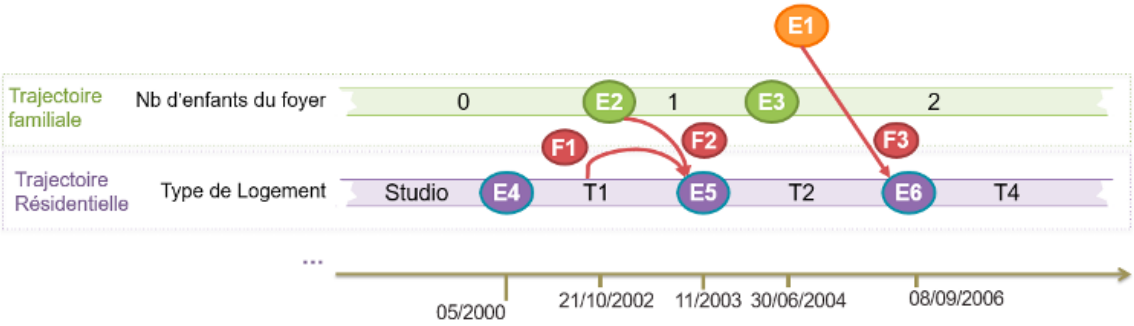


Figure 4. Exemples de facteurs explicatifs

2. ILLUSTRATION : MODÉLISATION D'UNE ONTOLOGIE DÉDIÉE AUX DYNAMIQUES RÉSIDENTIELLES

Le modèle présenté dans la section 1 a été implémenté dans un *framework* (ensemble de modules logiciels) dont l'architecture est illustrée dans la figure 5.

Ce *framework* s'appuie sur les langages et technologies du web sémantique et rend opérationnelle une méthodologie qui comprend 3 étapes :

1. La modélisation permet la création d'une ontologie de trajectoire de vie comprenant de multiples thématiques adaptées à un cas d'étude. L'utilisateur est invité à instancier le patron de conception autant de fois qu'il existe de dimensions (trajectoires) thématiques à considérer. La figure 6 montre la partie de l'ontologie obtenue pour la représentation de la trajectoire résidentielle. L'acquisition des données consiste à collecter des données pour peupler l'ontologie à partir d'interfaces adaptées et stocker les données des trajectoires de vie dans un *triple store* (bases de données dédiées au web sémantique sous forme de triplets RDF ou *resource description framework*).

Figure 5. Architecture générale du *framework*

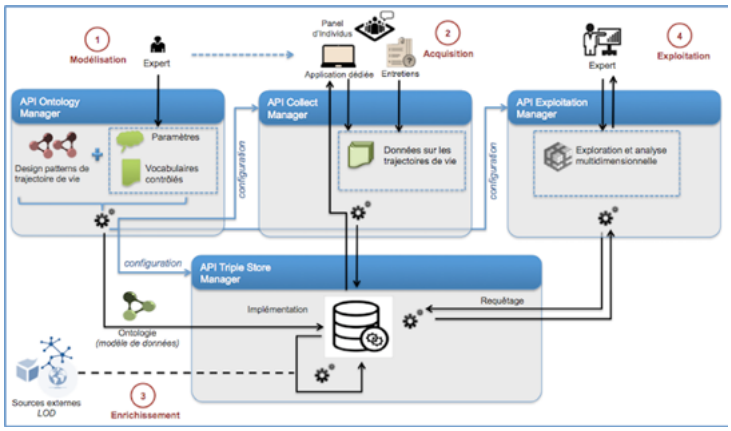
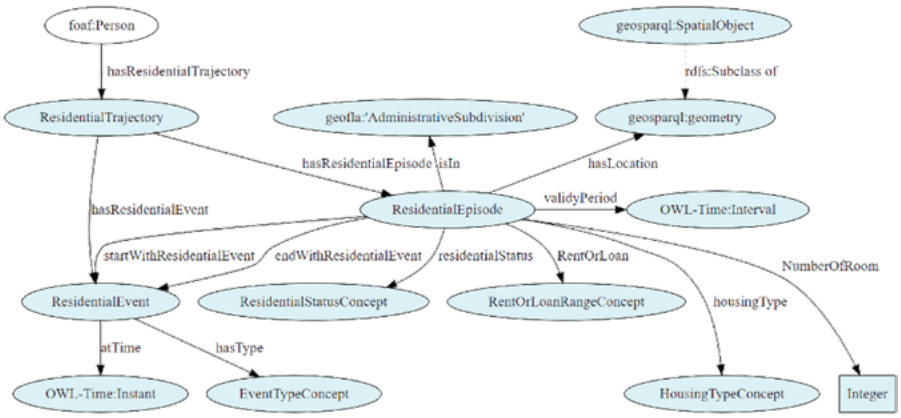


Figure 6. Instanciation du patron LTOP pour obtenir la trajectoire thématique résidentielle



2. L'exploitation des données en permet l'analyse à partir d'opérateurs autorisant la manipulation d'un ensemble de trajectoires et, particulièrement, l'exploitation des facteurs explicatifs tirant ainsi parti d'une particularité de notre modèle. Ces opérateurs sont implémentés dans le langage de requêtes SPARQL pour les triplets RDF.

3. L'architecture logicielle que nous proposons comprend une API (interface de programmation d'application) pour chacune des 3 étapes. Elle est implémentée en utilisant le langage Java et repose sur Jena, une librairie *open source* dédiée au web sémantique.

Le *framework* a été utilisé dans le cas d'étude sur les dynamiques résidentielles. L'ontologie a été créée en appliquant successivement le patron LTOP pour créer, à l'aide de spécialistes du domaine, 3 ontologies reliées correspondant respectivement aux trajectoires thématiques résidentielle, professionnelle et familiale. Une interface de collecte de trajectoires de vie a été développée. Pour ce cas d'application, nous avons choisi de collecter des données auprès d'un échantillon de la population de la métropole grenobloise. Lors de la phase d'exploitation, les modèles de requêtes élaborés ont permis de valider et de comprendre la situation résidentielle des individus dans le centre métropolitain et les zones péri-urbaines de l'agglomération grenobloise.

CONCLUSION

Dans cet article, nous avons présenté un modèle multi points de vue pour la représentation et l'étude de trajectoires de vie. Ce modèle repose sur un patron de conception d'ontologie qui permet de construire chaque thématique ou dimension considérée dans les trajectoires de vie observées. Une des particularités du modèle est également d'intégrer le concept de facteur explicatif lié aux notions d'événements et d'épisodes qui jalonnent une trajectoire. Ce modèle a été implémenté dans un *framework* à l'aide de langages et de technologies du web sémantique, ce choix étant motivé par la possibilité de lier les données des trajectoires de vie à d'autres données ouvertes de ce qui constitue le *LOD (linked open data) cloud*. Afin de faciliter l'analyse des trajectoires de vie et de leurs facteurs explicatifs, un ensemble d'opérateurs de haut niveau est mis à disposition des utilisateurs. Les perspectives de ce travail sont nombreuses. Parmi elles, nous étudions l'exploitation de la multi-granularité (échelles multiples) de l'information, induite dans les dimensions spatiale, temporelle, mais aussi thématique, par les opérateurs d'analyse et de comparaison de trajectoire de vie. Des mesures de similarité et de distance entre trajectoires, intégrant les facteurs explicatifs, sont également à étudier, en ayant recours ou non à des outils de traitement spécialisés (la bibliothèque TraMineR de R, notamment). Enfin, il serait intéressant d'utiliser le modèle de trajectoire de vie dans d'autres domaines, celui de la santé notamment.

RÉFÉRENCES

Alvares L. O., Bogorny V., Kuijpers B., de Macêdo J. A. F., Moelans B., Valsman A., 2007, "A Model for Enriching Trajectories with Semantic Geographical Information", *Proceedings of the 15th annual ACM International Symposium on Advances in Geographic Information Systems*, *GIS-07*, article n° 22.

Blomqvist E., Sandkuhl K., 2005, "Patterns in Ontology Engineering. Classification of Ontology Patterns", *Proceedings of the Seventh International Conference on Enterprise Information Systems*, p. 413-416.

Bogorny V., Renso C., de Aquino A.R., de Lucca Siqueira F., Alvares L.O., 2014, "CONSTAnT. A Conceptual Data Model for Semantic Trajectories of Moving Objects", *Transactions in GIS*, 18(1), p. 66-88.

Hägerstrand T., 1970, "What about People in Regional Science?", *Papers of the Regional Science Association*, n° 24, p. 6-21.

Hélardot V., 2006, « Parcours professionnels et histoires de santé : une analyse sous l'angle des bifurcations », *Cahiers internationaux de sociologie*, 120(1), p. 59-83.

Noël D., 2019, *Une approche basée sur le web sémantique pour l'étude de trajectoires de vie*, thèse d'informatique à l'Université Grenoble Alpes.

Robette N., Bonvalet C., Bringé A., 2012, «Chapitre 9. Les trajectoires géographiques des Franciliens depuis leur départ de chez les parents », *in* C. Bonvalet et E. Lelièvre (dir.), *De la famille à l'entourage. L'enquête Biographies et entourage*, Paris, Ined, coll. « Grandes enquêtes », p. 177-202.

Spaccapietra S., Parent C., Damiani M. L., de Macedo J. A., Porto F., Vangenot C., 2008, "A Conceptual View on Trajectories", *Data and Knowledge Engineering*, 65(1), p. 126-146.

Thériault M., Seguin A. M., Aubé Y., Villeneuve P. Y., 1999, "A Spatio-Temporal Data Model for Analyzing Personal Biographies", *Proceedings of the 10th International Workshop on Database and Expert Systems Applications*, p. 410-418.

LES AUTEUR.E.S

Jérôme Gensel
UGA – LIG
jerome.gensel@univ-grenoble-alpes.fr

Marlène Villanova-Oliver
UGA – LIG
marlene.villanova-oliver@univ-grenoble-alpes.fr

Pierre Le Quéau
UGA – Pacte
pierre_le-queau@univ-grenoble-alpes.fr

David Noël
UGA – LIG
david.noel@univ-grenoble-alpes.fr

Movilidad y estrategias residenciales de las personas de edad en el proceso de sprawl en España

AUTORES
Cristina LÓPEZ-VILLANUEVA,
Arlinda GARCÍA-COLL

RESUMEN
El aumento de la movilidad residencial registrado en España ha generado nuevos comportamientos migratorios entre los que destaca, el proceso de dispersión residencial *(sprawl).* Esta dinámica es muy intensa en las grandes áreas urbanas como la Región Metropolitana de Barcelona (RMB), donde alcanza su máxima expresión en la etapa de ciclo económico expansivo y continúa, más débil, tras el inicio de la crisis. El estudio de la dispersión residencial *(sprawl)* ha focalizado su atención en las etapas de formación de los hogares, siendo menos estudiadas las pautas migratorias de las personas de edad. Este trabajo analiza la movilidad residencial de las personas de edad en la RMB desde la perspectiva de sus estrategias residenciales a partir de los Microdatos de la Estadística de Variaciones Residenciales entre 2002 y 2017 que permiten estudiar la intensidad y direccionalidad de los flujos de mayores y se complementan con la información de dos Encuestas *ad hoc* realizadas en 2005 y 2017 a personas que viven en áreas dispersas que aportan datos sobre motivos y previsión de cambio de residencia y permiten un análisis longitudinal.

PLABRAS CLAVES
Movilidad residencial, *sprawl*, estrategias residenciales, migración de mayores, Región Metropolitana de Barcelona

Mobilité et stratégies résidentielles des personnes âgées dans le processus de *sprawl* en Espagne

RÉSUMÉ
L'augmentation de la mobilité résidentielle enregistrée en Espagne a généré de nouveaux comportements migratoires parmi lesquels se distingue le processus de *sprawl*. Cette dynamique est très intense dans les grandes zones urbaines comme la région métropolitaine de Barcelone (RMB), où elle atteint son expression maximale au début du cycle économique expansionniste et, plus faible, après la crise. Les études de la mobilité associée au *sprawl* se sont généralement focalisées sur les étapes de la formation des ménages plutôt que sur les schémas de migration des personnes âgées. Cette proposition analyse la mobilité résidentielle des personnes âgées dans la RMB du point de vue de leurs stratégies résidentielles basées sur les microdonnées des statistiques des variations résidentielles entre 2002 et 2017. Celles-ci permettent d'étudier l'intensité et la directionnalité des flux et sont complétées par des informations provenant de deux enquêtes *ad hoc* menées en 2005 et 2017 auprès de personnes vivant dans des zones de *sprawl* qui fournissent des données sur les raisons et les prévisions de changement de résidence pour une analyse longitudinale.

MOTS CLÉS
mobilité résidentielle, *sprawl*, stratégies résidentielles, migration des personnes âgées, région métropolitaine de Barcelone

INTRODUCCIÓN
El aumento de la movilidad residencial registrado en España en los últimos años ha generado nuevos comportamientos migratorios en las grandes áreas urbanas, tal como sucede en la Región Metropolitana de Barcelona (RMB). Entre ellos destaca el protagonismo de los movimientos asociados al proceso de dispersión residencial *(sprawl)*.
Los trabajos sobre movilidad que abordan el estudio de la dispersión residencial han mostrado mayor atención al papel de las familias que se encuentran en etapas de formación y expansión, y poco interés por las pautas seguidas por las edades pre y postjubilación, las denominadas *migration in Later-Life* (Tyrell & Kraftl,

2015). Aunque la literatura sobre movilidad residencial pone énfasis en los comportamientos a edades avanzadas (motivaciones y estrategias residenciales) que difieren de las pautas manifestadas en etapas vitales anteriores (Evendrou *et al.*, 2010; Clark, 2013) esta dimensión de la movilidad hacia el *sprawl* residencial ha sido escasamente abordada, a pesar de su trancendencia en las trayectorias de los territorios.

El comportamiento estándar de la migración por edad (Wilson, 2010) establece la existencia de un ligero incremento de la movilidad en la etapa de prejubilación –propio de los reajustes vitales relacionados con la salida de la actividad–, seguido de una etapa de descenso de la intensidad migratoria y una final marcada por una reactivación en las edades más avanzadas –fruto de nuevas necesidades o de entrada en una situación de dependencia.

Países como España se han visto afectados, desde el año 2008, por una profunda crisis económica y financiera; esta recesión ha provocado una disminución de la movilidad en general y hacia el urbanismo disperso en particular. El sobrecoste de la vida en una urbanización de baja densidad en términos de gastos ordinarios; el riesgo asociado al importante endeudamiento de las familias por la adquisición de la vivienda; el déficit de servicios públicos en estas áreas; la lejanía de las redes familiares o la pérdida de valor de la vivienda por un debilitamiento del mercado inmobiliario desincentivarían la migración hacia el *sprawl* (García-Coll & López-Villanueva, 2018).

El papel disuasorio de la crisis económica en la tendencia a la dispersión de la población (Salvati, 2018) y la menor propensión de la dispersión en las edades más avanzadas (Champion, 2001) por ser un momento en el cual se intensificarían los flujos de retorno a la ciudad central buscando proximidad a los servicios, menor dependencia del transporte privado, viviendas más reducidas o proximidad a los familiares constituirían dos de las premisas de esta investigación.

El objetivo que se propone el trabajo es analizar la movilidad residencial –identificada a partir de la migración intrametropolitana– de las personas de edad en la RMB desde la perspectiva de sus estrategias residenciales hacia o desde el urbanismo disperso durante el período 2002-2017.

Se pretende: a) mostrar el comportamiento diferencial de la movilidad residencial de las personas de edad hacia y desde el *sprawl*; b) describir algunos efectos de la crisis y post-crisis económica en esta franja de edad para y c) poner de manifiesto las estrategias residenciales de las personas que envejecen en el *sprawl* de la RMB.

1. METODOLOGÍA

Uno de los principales retos ha sido operacionalizar el *sprawl*. A pesar de haber sido objeto de diversos estudios, teóricos y aplicados, su definición y medición presenta limitaciones en el caso español:

a) No existe una definición de consenso y ello dificulta la fijación de criterios para su delimitación territorial. En general, se ha utilizado la ocupación extensiva del suelo relacionándola con la baja densidad añadiendo la presencia de elementos urbanos aislados morfológicamente y funcionalmente, donde la tipología dominante son las viviendas unifamiliares aisladas o adosadas (Indovina, 2007).

b) No existe una correspondencia entre las distintas divisiones administrativas y estadísticas con las urbanizaciones residenciales y no cabe la posibilidad de reconstruir las características sociodemográficas a partir de la agregación de secciones censales de los registgros de población que ofrecen información a nivel inframunicipal.

Frente a estas limitaciones se desarrollan dos estrategias metodológicas: Primero, se clasifican los municipios de la RMB según la presencia de urbanismo disperso a partir de su densidad residencial neta y del porcentaje de superficie residencial destinada a vivienda unifamiliar empleando los datos que proceden del Mapa Urbanístic de Catalunya (MUC) elaborado por la *Direcció General d'Ordenació del Territori i Urbanisme de la Generalitat de Catalunya*. Esta clasificación ha sido utilizada en trabajos anteriores (García-Coll & López-Villanueva, 2018) y permite identificar categorías municipales, desde muy compactas a muy dispersas. Para este trabajo, se han agrupado los municipios con una densidad residencial neta más baja y un porcentaje más alto de superficie residencial destinada a viviendas unifamiliares, creando una categoría denominada "municipios con alta presencia de urbanismo disperso" (fig. 1). Se identifican 106 municipios con un nivel de dispersión alto o muy alto que, a fecha de 1 de enero de 2018, reúnen un total de 730.994 habitantes. Esta clasificación permite emplear fuentes municipalizadas como los microdatos de la Estadística de Variaciones Residenciales (EVR) entre 2002 y 2017 o los datos padronales. Las EVR posibilitan estudiar la intensidad y direccionalidad de los flujos migratorios hacia municipios dispersos, contrastarlos con las pautas del conjunto de la RMB y evidenciar el patrón etario de los mismos.

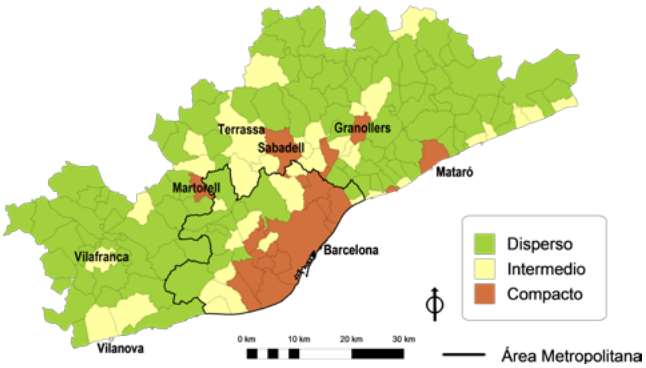
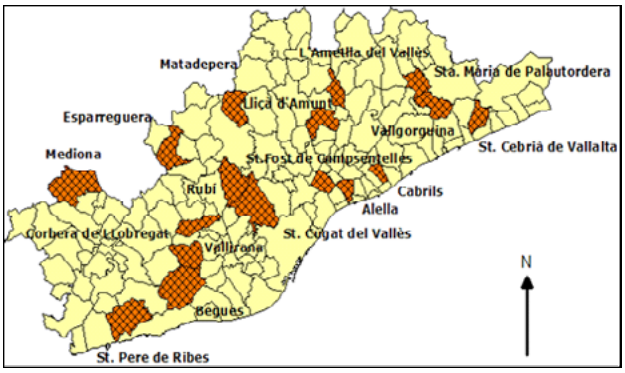


Figura 1. Localización de los municipios dispersos de la RMB
Fuente: Elaboración propia. MUC (2015) e INE, Padrón Continuo 2015

Segundo, con la finalidad de analizar las transformacines experiementadas por los residentes en las urbanizaciones residenciales, la información anterior se completa con los resultados de dos encuestas de realización propia efectuadas en dos momentos, 2005 y 2017. Ambas se realizaron a una muestra de 600 hogares residentes en 24 urbanizaciones de 17 municipios de la RMB (fig. 2) categorizados como dispersos según la clasificación anterior, la primera encuesta aporta información sobre 1.924 individuos; la segunda sobre 1.759. El trabajo empírico buscó la perspectiva longitudinal entrevistando el mismo hogar, o en su defecto una muestra de substitución, en los dos momentos. Ambas abordan aspectos que permiten una visión comparativa de los cambios desde una perspectiva objetiva y subjetiva (estructura familiar, relaciones familiares y sociales, viviend o movilidad). Aquí se analizan los datos que proporcionan información sobre los proyectos de movilidad futura y satisfacción residencial.

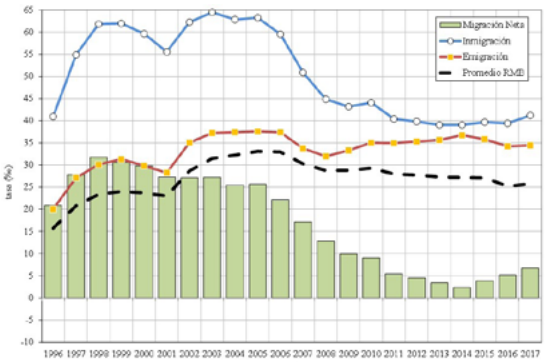
Figura 2. Identificación de los municipios con urbanizaciones encuestadas
Fuente: Elaboración propia



2. RESULTADOS

El análisis de los flujos migratorios a partir de los datos de las EVR muestra el indiscutible atractivo residencial de los municipios con elevada presencia de *sprawl* pese a la gravedad de la crisis económica. Estos registran la intensidad más elevada de la RMB tanto cuando se considera la inmigración intrametropolitana como cuando se observa la migración neta (fig. 3). Durante 1998-2005, sus tasas son muy elevadas (60‰) duplicando el promedio metropolitano; entre 2005 y 2011 los municipios dispersos frenan abruptamente la intensidad de sus entradas. A pesar de ello, su inmigración se sitúa en un 40‰, contrastando con la media intrametropolitana que alberga tasas en torno al 26‰.

Figura 3. Evolución de los componentes migratorios. Municipios dispersos RMB (1996-2017)
Fuente: Elaboración propia a partir de INE: Estadística de Variaciones Residenciales (1996-2017); Padrón Municipal de Habitantes, 1996, y Padrón continuo (1998-2018)



El comportamiento migratorio por edad en las tres etapas estudiadas (2002-2007, crecimiento económico; 2008-2014, crisis; y, 2015 y 2017, postcrisis) permite observar que: a) la crisis actúa como freno de la dispersión sobre todo de adultos-jóvenes (fig. 4), debido a las restricciones de acceso al crédito hipotecario y al empeoramiento de sus ingresos; b) la recuperación económica reciente no logra reactivar la dispersión; únicamente se aprecia un ligero repunte y un retraso en la edad de máxima intensidad; c) el débil impacto del cambio de ciclo económico en los movimientos de salida de los municipios dispersos (fig. 5); las curvas de emigración por edades presentan alteraciones imperceptibles durante los tres ciclos.

El dinamismo del *sprawl* residencial supuso un fuerte impacto para los municipios dispersos que vieron incrementar de manera acelerada el número de habitantes y variar su estructura demográfica sobredimensionando los grupos de edad adulta-joven e infantil y generando nuevas necesidades a las cuales las administraciones locales debieron dar respuesta con nuevos equipamientos.

Contrariamente a las previsiones, la crisis no genera un abandono de los municipios dispersos pese al envejecimiento de los que llegaron en etapas aneriores. El colapso del mercado inmobiliario –que impide una venta fácil– junto con unos elevados índices de satisfacción por la vivienda y el entorno donde se reside, explican que no se acentúe el abandono de estas áreas, pese al sobrecoste de residir en las mismas.

A partir de los 70 años, los índices de llegada se disparan. Esta circunstancia ya había sido identificada en trabajos anteriores (García-Coll & López-Villanueva, 2018), así como analizada por Pujadas *et al.* (2016). Esta sobremovilidad se atribuiría a la existencia de una oferta de residencias geriátricas en algunos de estos municipios pero también a desplazamientos de reagrupación familiar en la que los padres se trasladarían a dichas áreas siguiendo la trayectoria realizada por sus hijos u otros familiares anteriormente. Se aprecia un débil impacto de la crisis económica en la movilidad de los mayores

Figura 4. Tasa de migración por edades simples. Municipios dispersos RMB (‰)
Fuente: Elaboración propia a partir de INE: Estadística de Variaciones Residenciales (1996-2017) y Padrón continuo (2002-2018).

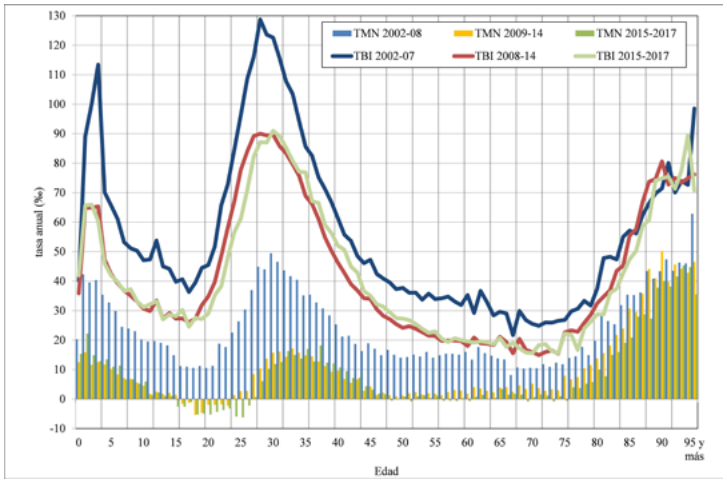
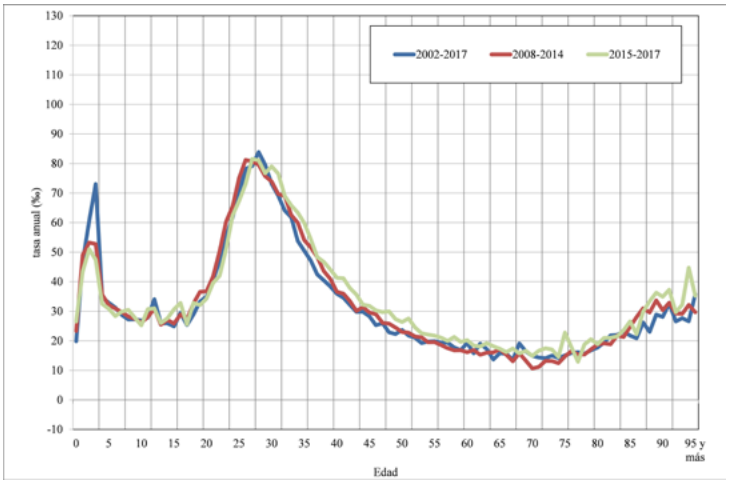


Figura 5. Tasa de emigración por edades simples. Municipios dispersos RMB (‰)
Fuente: Elaboración propia a partir de INE: Estadística de Variaciones Residenciales (1996-2017) y Padrón continuo (2002-2018)



Los resultados de las encuestas realizadas a personas de edad que viven en urbanizaciones residenciales muestran las estrategias seguidas y evidencian que se plantean envejecer en la urbanización, y en su hogar *ageing in place*. Se ratifica que el porcentaje de personas mayores de 65 años que tienen intención de realizar

un nuevo cambio de residencia es muy bajo y, además, disminuye con la edad: el 12% en el caso de la edad prejubilación (55-65 años), el 11 % en edades próximas a la jubilación y únicamente el 6% para los mayores de 74 años (tabl. 1). Estos resultados cabe contextualizarlos en el elevadísimo nivel de satisfacción residencial. Más del 80% se muestra satisfecho o muy satisfecho de la urbanización donde reside y asciende hasta el 85% en el grupo de mayores de 74 años (tabl. 2). En el caso de la vivienda (tabl. 3), el porcentaje de valoración satisfactoria se dispara, superando el 98,7%.

Tabla 1. Intención de realizar un nuevo cambio de residencia según edad, 2017
Fuente: Encuesta *Movilidad, solidaridad familiar y ciudadanía en las Regiones Metropolitanas,* 2017

	Total			%		
Edad	**SI**	**NO**	**TOTAL**	**SI**	**NO**	**TOTAL**
<35 años	12	3	15	80,0	20,0	100,0
35-54 años	147	50	197	74,6	25,4	100,0
55-64 años	136	20	156	82,2	12,8	100,0
65-74 años	135	18	153	88,2	11,8	100,0
75 y más años	74	5	79	93,7	6,3	100,0
Total	504	96	600	84,0	16,0	100,0

Tabla 2. Nivel de satisfacción por la urbanización donde se reside, 2017
Fuente: Encuesta Movilidad, solidaridad familiar y ciudadanía en las Regiones Metropolitanas, 2017

	Satisfacción manifestada (%)						
Edad	**Muy insatisfecho**	**Insatisfecho**	**Bastante satisfecho**	**Satisfecho**	**Muy satisfecho**	**NS/NC**	**Total**
<35 años	0,0	0,0	6,7	66,7	26,7	0,0	100,0
35-54 años	2,5	4,6	16,2	36,5	40,1	0,0	100,0
55-64 años	1,9	2,6	12,8	37,2	44,9	0,6	100,0
65-74 años	2,0	2,0	11,8	36,6	47,7	0,0	100,0
75 y más años	1,3	1,3	15,2	27,8	54,4	0,0	100,0
Total	2,0	2,8	13,8	36,3	44,8	0,2	100,0

Tabla 3. Nivel de satisfacción por la vivienda donde se reside. 2017
Fuente: Encuesta Movilidad, solidaridad familiar y ciudadanía en las Regiones Metropolitanas, 2017

	Satisfacción manifestada (%)				
Edad	**Muy insatisfecho/ insatisfecho**	**Bastante satisfecho**	**Satisfecho**	**Muy satisfecho**	**Total**
<35 años	0,0	0,0	40,0	60,0	100,0
35-54 años	1,0	7,6	28,9	62,4	100,0
55-64 años	1,3	5,1	26,9	66,7	100,0
65-74 años	0,0	4,6	24,8	70,6	100,0
75 y más años	0,0	1,3	21,5	77,2	100,0
Total	0,7	5,2	26,7	67,5	100,0

Las estrategias de movilidad de los mayores muestran el arraigo y la proximidad a los familiares: el 14% de las personas que se incorporaron entre 2005 y 2017 a los hogares ya creados se desplazaron para buscar cuidados (7%) o para prestar ayuda (7%). Esta práctica se concentró en hogares de mayores de 55 años.
El 10% de los encuestados afirman que en este período se ha trasladado algún familiar o conocido a la urbanización o municipio (tabl. 4); el porcentaje se eleva hasta el 17% en los mayores de 54 años, mostrando la

estrategia de hijos/as que se desplazan a vivir con sus padres (8%) y de padres/madres o suegros/as que realizan migraciones de aproximación para buscar cuidados (6%). Estas relocalizaciones muestran la solidaridad intergeneracional principalmente entre familiares, a partir de la proximidad de sus viviendas, de acuerdo con el concepto de *entourage* (Bonvalet & Lelièvre, 2012).

Tabla 4. Relación con conocidos/familiares que se han traslado a vivir cerca entre 2005 y 2017
Fuente: Encuesta *Movilidad, solidaridad familiar y ciudadanía en las Regiones Metropolitanas,* 2017

Persona que se despaza	Total	<55 años	≥ 55 años	Total	<55 años	≥ 55 años
Padre o madre	4	1	3	0,7	0,3	1,4
Hermano/a	17	7	10	2,8	1,8	4,7
Hijos/as	18	1	17	3,0	0,3	8,0
Suegro/a	1	0	1	0,2	0,0	0,5
Otro familiar	3	3	0	0,5	0,8	0,0
Amigos/as	15	9	6	2,5	2,3	2,8
Total entourage	58	21	37	9,7	5,4	17,5
Sin movimientos	542	367	175	90,3	94,6	82,5
Total	600	388	212	100,0	100,0	100,0

CONCLUSIONES

A pesar del papel disuasorio de la recesión económica en el proceso de dispersión residencial patente en el descenso de la movilidad, los movimientos residenciales de las personas de edad en el *sprawl* en la RMB entre 2002 y 2017 difieren de las pautas habituales y presentan unas tasas de inmigración muy elevadas, que aumentan con la edad y notan el impacto de la crisis de forma más moderada. Los niveles de movilidad de los mayores mantienen valores similares durante los períodos observados (pre-crisis; crisis; post-crisis) a diferencia de los adultos.

Frente a las hipótesis que avalan que el envejecimiento sería una de las razonas para abandonar su residencia en el disperso los resultados ponen de manifiesto que las personas que migraron hacia estas áreas en su etapa adulta-joven no muestra intención de volver cuando envejecen. Los equipamientos otrora generados para una población joven y en crecimiento han debido redimensionarse para una población que envejece.

Los bajos índices de movilidad de la población española, relacionados con una mayor presencia del régimen de propiedad de la vivienda y con el papel jugado por el arraigo al barrio y al vecindario, se reproducen también entre las personas que se han trasladado a vivir al disperso. Éstos se muestran decididos a envejecer en su domicilio. En el caso del *sprawl* esta circunstancia cabe relacionarla con el elevado nivel de satisfacción residencial (urbanización y vivienda).

Se evidencian rasgos de "mediterraneidad" en el *sprawl* español a diferencia del modelo anglosajón: baja movilidad y estrategias basadas en el acercamiento de familiares que se incorporan al mismo domicilio o se aproximan para residir en viviendas cercanas, persiguiendo una cercanía que facilitaría que puedan prestar/recibir ayuda en caso de necesidad. Estos reajustes residenciales refuerzan el peso de las propias familias en la prestación de cuidados a perasonas de edad o de ayuda intergeneracional propio de sociedades como la española. Las trayectorias residenciales han transformado los territorios y espacios del *sprawl* residencial.

REFERENCIAS

Bonvalet C., Lelièvre E. (dir.), 2012, *De la famille à l'entourage. L'enquête biographies et entourage*, Paris, Ined.

Champion A., 2001, "Urbanization, Suburbanization, Counterurbanization and Reurbanization", en R. Paddison (ed.), *Handbook of Urban Studies*, London, SAGE, p. 143-161.

Clark W., 2013, "Life Course Events and Residential Change: Unpacking Age Effects on the Probability of Moving", *Journal of Population Research*, 30(4), p. 319-334.

Evandrou M., Falkingham J., Green M., 2010, "Migration in Later Life: Evidence from de British Household Panel Study", *Population Trends,* n. 141, p. 74-91.

García-Coll A., López-Villanueva C., 2018, "The Impact of Economic Crisis in Areas of Sprawl in Spanish Cities", *Urban Science*, 2(4), p. 113.

Indovina F., 2007, *La ciudad de baja densidad. Lógicas, gestión y contención*, Barcelona, Diputación de Barcelona.
Pujadas I., Bayona J., Rubiales M., 2016, "Movilidad residencial en edades avanzadas en España. Una perspectiva metropolitana", *Finisterra*, n. 102, p. 121-142.
Salvati L., 2018, "Urban Dispersion and Economic Crisis: Empirical Evidence from a Mediterranean Region", *Journal of Environmental Planning and Management*, 62(7), p. 1205-1226.
Tyrrell N., Kraftl P., 2015, "Lifecourse and Internal Migration", en D. Smith, N. Finney y N. Waldorf (eds), *Internal Migration. Geographical Perspectives and Processes,* London, Routledge, p. 16-29.
Wilson T., 2010, "Model Migration Schedules Incorporating Student Migration Peals", *Demographic Research*, 23(8), p. 191-222.

LAS AUTORAS

Cristina López-Villanueva
Univeristat de Barcelona
Departament de Sociologia
clopez@ub.edu

Arlinda García-Coll
Universitat de Barcelona
Departament de Geografia
arlindagarcia@ub.edu

AUTEURE
Léa PROST

Reconstituer les trajectoires résidentielles de patients atteints de lymphome non hodgkinien pour appréhender les réalités des risques d'exposition cancérogène (basse vallée du Rhône)

RÉSUMÉ
La reconstitution de la trajectoire résidentielle de 18 patients atteints d'un lymphome non-hodgkinien (LNH) résidant actuellement en basse vallée du Rhône (Bouches-du-Rhône, Drôme, Gard et Vaucluse) vise à rendre compte des réalités des risques cancérogènes. Il s'agit de cerner les circonstances dans lesquelles les expositions cancérogènes peuvent avoir eu lieu. Ces circonstances sont à l'articulation des trajectoires spatiales individuelles, marquées par les lieux de résidence, de loisirs, etc., et des trajectoires des territoires, caractérisées par l'évolution du tissu productif, de l'occupation du sol, etc. On s'intéresse ici aux manières dont les patients parlent des différents lieux dans lesquels ils s'inscrivent. Il s'agit de compléter un travail du groupement d'intérêt scientifique sur les Cancers d'origine professionnelle en Vaucluse (GISCOP 84), dont un des objectifs est la reconstitution des parcours professionnels de ces mêmes patients pour caractériser les expositions pathogènes.

MOTS CLÉS
risques cancérogènes, circonstances d'exposition, entretiens biographiques, trajectoires résidentielles, perceptions des territoires

ABSTRACT
By retracing the residential trajectories of 18 Non-Hodgkin Lymphoma patients who currently live in four departments of the lower Rhône valley (Bouches-du-Rhône, Drôme, Gard and Vaucluse), this work aims to report the realities of exposure risk to carcinogens. It is also a way to identify its potential circumstances, which are understood as the meeting point between individual spatial trajectories (places of living, places of leisure, etc.) and territorial trajectories (productive fabric, etc.). This work is also concerned with the way patients speak about these places. It intends to complete the reconstruction of these patients' career paths, which is carried out by the Groupement d'Intérêt Scientifique sur les Cancers d'Origine Professionnelle in the department of Vaucluse (GISCOP 84) in order to characterise potential pathogen exposures in real work environments.

KEYWORDS
Carcinogen Risks, Exposure Circumstances, Biographical Interview, Residential Trajectories, Territories Perceptions

INTRODUCTION

En 2018, le nombre de nouveaux cas de cancer en France a été estimé à près de 382 000 (INCa, 2019), faisant de la lutte contre ces affections une priorité de santé publique. L'identification des facteurs de risque (internes et externes) et des circonstances d'exposition aux cancérogènes, reconnus pour leur implication dans le développement de tel ou tel type de cancer, constituent à ce jour un enjeu majeur. Dans le cas des lymphomes non-hodgkiniens[1] (LNH), causes et circonstances restent encore peu étudiées.

1 Le groupe des LNH rassemble une multiplicité de sous-types d'hémopathies malignes. Parmi eux, les lymphomes diffus à grandes cellules B (LDGCB), les lymphomes folliculaires (LF), les lymphomes T (LT), les lymphomes de la zone marginale (LZM) et les lymphomes à cellules du manteau (MCL).

Dans la basse vallée du Rhône, le groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle (GISCOP 84)[2], rattaché au centre hospitalier d'Avignon, tente de connaître, reconnaître et prévenir les hémopathies malignes de manière générale, les LNH en particulier, d'origine professionnelle. Il s'intéresse également à la dimension environnementale des potentielles expositions. Replacé au centre du dispositif de production des connaissances, le patient est ainsi invité à faire le récit rétrospectif de son activité de travail et de ses lieux de résidence. Cette communication vise à montrer l'intérêt de mobiliser l'analyse des trajectoires résidentielles de patients atteints de LNH pour appréhender les réalités des risques cancérogènes[3].

1. LE CANCER ICI ET MAINTENANT, REFLET D'EXPOSITIONS AILLEURS ET AVANT

1.1. Des entretiens biographiques rétrospectifs…

Pour appréhender les réalités du risque cancérogène, il est nécessaire de replacer les récits des patients dans leur contexte car « raconter, c'est dire le monde dans lequel on vit et on a vécu, le monde auquel on croit, qui est aussi «son monde» » (Berger & Luckmann, 1966). Les entretiens réalisés témoignent de ces histoires singulières, qui ont en commun le diagnostic d'un LNH mais qui s'inscrivent dans des contextes économiques, sociaux ou spatiaux particuliers. L'analyse des trajectoires permet en effet de donner à voir ces singularités qui influencent les perceptions et représentations des environnements face au risque cancérogène. Comme dans tout entretien biographique, il est important de rappeler que « la personne qui raconte son parcours à un chercheur s'expose au regard d'un tiers, et est engagée dans un processus de construction de soi » (Demazière, 2007). La trajectoire résidentielle constitue le fil directeur de l'entretien, même si « dans l'interaction caractéristique d'un entretien biographique » (Coupié & Demazière, 1995) « la reconstitution ne s'ordonne pas forcément selon un fil chronologique » (Demazière, 2007).

Fiche 1. Exemple de reconstitution d'une trajectoire résidentielle d'un.e patient.e par un.e enquêteur.ice du GISCOP 84

RECONSTITUTION DE L'HISTOIRE RESIDENTIELLE

Numéro d'enregistrement : ***LN180102*** *Date de l'entretien : 07/03/2018* *Enquêteur : -*

Adresse	De	A	Commentaires
Place de l'Eglise **Sablet** (84410)	Mai 1950	Août 1955	La patiente habite sur la place de l'église, en centre-ville.
Place de la chapelle Saint Andéol **Camaret-sur-Aigues** (84850)	Sept. 1955	Août 1957	Habitation en centre-ville.
Rue de l'église **Violès** (84150)	Sept. 1957	Août 1964	La patiente habite près de l'église, en centre-ville.
Quartier Saint Antoine **Violès** (84150)	Sept. 1964	Fin 1969	L'habitation est située à l'extérieur de la ville, dans la campagne, elle est entourée de vignes. Ils sont à proximité (à 800 m environ) de la distillerie Mottet (Distillerie du Bois des Dames) dans laquelle le père de la patiente travaille : ils sont suffisamment proches pour sentir les odeurs, très fortes et désagréables, du marc de raisin.
Route de Roquemaure **Orange** (84100)	Début 1970	Oct. 1976	L'habitation est entourée de vignes qui sont traitées (la famille sent les odeurs des traitements).
Chemin de la chapelle **Camaret-sur-Aigues** (84850)	Oct. 1976	Juillet 1982	La patiente habite une maison qu'ils ont fait construire, juste derrière l'usine Buitoni.
Chemin de Malijay **Violès** (84150)	Août 1982	Août 1987	Maison en pleine campagne, il y a des vignes autour, qui sont traitées.
- rue Alphonse Daudet **Camaret-sur-Aigues** (84850)	Sept. 1987	Aujourd'hui (Mars 2018)	La patiente habite dans une maison qu'elle a fait construire, un peu à l'écart du centre-ville.

Industries proches des lieux d'habitation (citées) :
- *Distillerie du Bois des Dames (MOTTET) (1 681 le plan de dieu – 84 150, Violès) (NAF 11.01Z – Production de boissons alcooliques distillées)*
- *Usine BUITONI (devenue Raynal et Roquelaure) (Vieux Chemin de Piolenc – 84 850, Camaret-sur-Aigues) (NAF 10.85Z – Fabrication de plats préparés)*

Il faut « insister sur le fait que qu'il n'y a pas de «signature» du cancer permettant de choisir, pour un individu atteint de cancer, entre différentes causes » (Thébaud-Mony, 2008). Parmi les facteurs de risque aujourd'hui reconnus comme impliqués dans le développement des LNH figurent les expositions professionnelles aux solvants organiques (Wang *et al.*, 2009) ou encore aux pesticides (Zahm *et al.*, 1990). Dans le cadre de cette recherche, il s'agit de cerner les circonstances d'exposition à ces cancérogènes avérés. Pour l'étude des perceptions et représentations, il semble également intéressant d'appréhender ce qui, pour le patient, constitue un risque cancérogène, au-delà des expositions aux cancérogènes avérés.

Dans la basse vallée du Rhône, l'enquête permanente mise en place depuis janvier 2017 auprès de patients atteints de LNH et présentée devant la réunion de concertation pluridisciplinaire (RCP) du centre hospitalier d'Avignon (CHA) « prend comme point de départ les patients atteints de cancer, [qu'elle considère] comme

2 Le GISCOP 84 s'appuie sur une méthodologie développée par une équipe de recherche en santé publique de Seine-Saint-Denis (GISCOP 93, voir giscop93.univ-paris13.fr/).

3 Les réflexions présentées ici s'inscrivent dans le cadre d'une thèse en géographie intitulée *Approches géographiques des variations spatio-temporelles des cas de lymphomes non hodgkiniens dans la basse vallée du Rhône*, co-encadrée par Myriam Baron, Lab'Urba/Upec, et Benjamin Lysaniuk, chargé de recherche CNRS/Prodig.

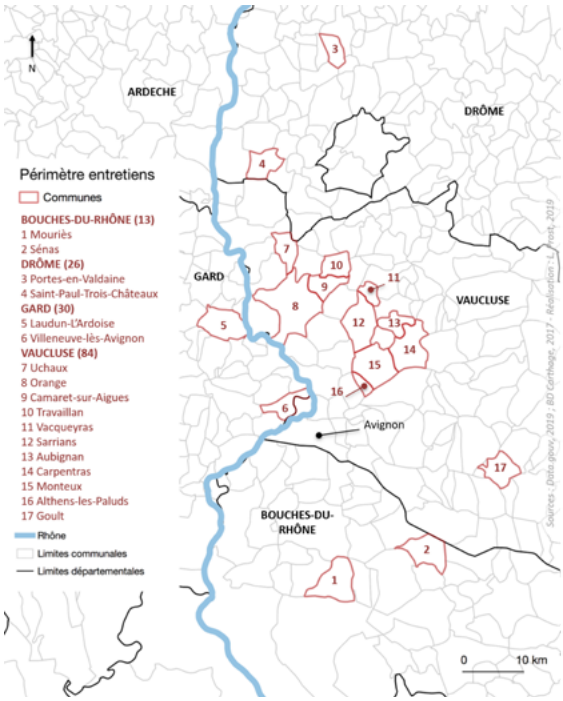


Figure 1. Localisations des entretiens réalisés entre juillet et novembre 2019

les premiers détenteurs de connaissances sur leur parcours de vie » (Hunsmann & Lysaniuk, 2019). Ce dispositif permet de produire des connaissances inédites, *via* l'expertise des parcours. Si la reconstitution du parcours professionnel est au cœur de l'entretien réalisé par les enquêteur.rices du GISCOP 84, une reconstitution de la trajectoire résidentielle est aussi effectuée. Ainsi, pour 119 patients inclus dans l'enquête GISCOP 84, les adresses successives de résidence, les dates de début et de fin de résidence à chaque adresse, ainsi qu'une rapide description de l'habitation et de l'environnement immédiat ont été collectées (fiche 1).

Pour cerner plus spécifiquement la dimension environnementale des potentielles expositions, des entretiens ont été réalisés entre juillet et novembre 2019 auprès de 18 patients diagnostiqués entre 2017 et 2019. Effectués aux dernières adresses de résidence, 12 entretiens l'ont été dans le Vaucluse et les 6 autres dans les Bouches-du-Rhône, la Drôme et le Gard (fig. 1).

1.2. … Pour reconstituer l'histoire des circonstances des expositions cancérogènes

Si s'intéresser aux expositions « environnementales » est complexe du fait de la dilution des substances cancérogènes et de l'effet à bas bruit[4], ces reconstitutions permettent d'identifier de possibles coprésences, voire de possibles interactions individus / activités exposantes. Si le lieu de résidence peut être générateur d'expositions (du fait de la proximité d'activités exposantes extérieures au lieu – par exemple épandage – ou d'une activité exposante sur le lieu – par exemple désherbage), d'autres lieux ont également été identifiés comme tels dans le cadre des entretiens, comme ceux des vacances :

> « On allait aussi à la mer, à Carry-le-Rouet, en fait je ne sais pas si vous voyez, mais en fait c'est Fos, Martigues. Ça pue. Ça pue très fort […]. On a dû faire ça quelques années. 2000-2007. Voilà. Front de mer, et Carry-le-Rouet, à gauche c'est Marseille, à droite c'est Fos, Martigues. Donc c'est les usines, c'est Total. […] Et puis les odeurs, pour arriver sur la côte bleu, Sausset-les-Pins, Carro, etc. C'est pas possible l'odeur. » (entretien, septembre 2019)

Certains loisirs (randonnée, chasse, pêche, etc.) ou déplacements (domicile–travail) peuvent multiplier les moments et les lieux d'expositions ; ils sont pourtant rarement retenus dans l'évaluation des expositions cancérogènes. L'identification et la caractérisation de ces circonstances questionnent ainsi l'espace-temps voire les espaces-temps où se rencontrent trajectoires individuelles et trajectoires des territoires.

2. TRAJECTOIRE RÉSIDENTIELLE, RISQUES ET TERRITOIRES

L'objectif n'est pas de quantifier ces expositions mais d'identifier les circonstances – lieu(x), date(s) – au cours desquelles elles ont eu lieu. Les récits laissent en effet entrevoir l'ambivalence de ces territoires, tout à la fois attractifs et porteurs de risques.

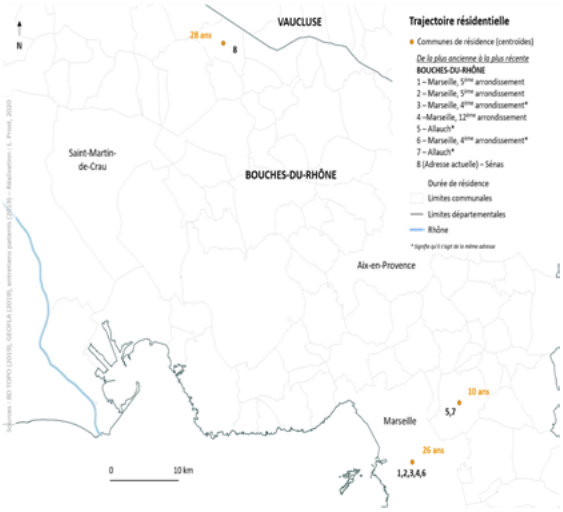
2.1. De la trajectoire résidentielle aux perceptions des risques

Ces récits sont ceux d'individus. Ils sont uniques et doivent être analysés en tenant compte des caractéristiques de chacun. Âge, sexe, profession(s), expériences vécues, croyances, etc., participent à modeler la manière dont est perçu et représenté le risque cancérogène pour ces patients. La maladie peut, ici particulièrement, faire partie de ces facteurs modifiant cette perception. Ces histoires permettent également de caractériser les pratiques et l'inscription spatiale des enquêtés, à différents moments et selon différentes temporalités. Pour les 18 patients rencontrés, 7 adresses différentes de résidence ont en moyenne été renseignées, variant de 2 à 16. Cette variation importante traduit des trajectoires résidentielles très hétérogènes. La représentation graphique de deux d'entre elles, et les durées de résidence associées, illustre cette diversité. La première est celle d'une personne née à Marseille, résidant actuellement dans le nord des Bouches-du-Rhône et dont les

4 Signifie que l'exposition à un ou plusieurs cancérogènes est toujours effective mais de manière « cachée, sans faire de bruit », jouant malgré tout un rôle dans l'expression du cancer, plusieurs décennies après.

7 adresses de résidence s'inscrivent dans un périmètre d'une soixantaine de kilomètres autour de son lieu de résidence actuel (fig. 2).

Figure 2. Cartographie de la trajectoire résidentielle de P. (entretien en octobre 2019)

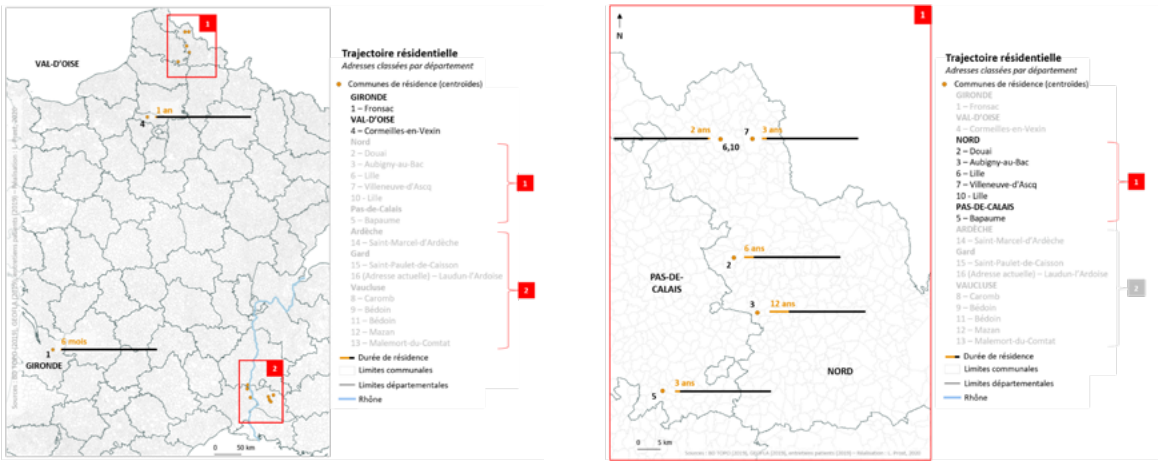


L'attachement au lieu de résidence éclate dans le discours dans la mesure où il constitue l'aboutissement d'une vie (achat d'un mas provençal, rénovation, accueil de la famille et de nombreux animaux) : « Mon rêve : avoir la maison et avoir tout ce qu'il y a dedans […]. Tous les matins, pour tout l'or du monde, tous les matins, c'est moi qui vais ouvrir à mes bêtes, c'est la vie qui s'éveille quand vous ouvrez les boxes, que les poules partent, que les pintades, l'âne, je le mets dans son parc… c'est un truc de fou. » (entretien, octobre 2019)

D'autres facteurs peuvent expliquer les changements résidentiels, comme les événements familiaux par exemple (mise en ménage, divorce, décès, etc.). Dans la trajectoire résidentielle de ce patient, une même adresse apparaît à deux moments distincts (fig. 2) : il s'agit de l'adresse dans le 4e arrondissement de Marseille (résidence des parents), à laquelle le patient a vécu étant jeune et est revenu 10 ans plus tard après une séparation.

Or – et c'est cela qui nous intéresse ici – le discours produit sur les risques est fonction d'un périmètre géographique plus ou moins vaste (en fonction du nombre d'adresses de résidence et de leur localisation) (fig. 2 & 3).

Figure 3. Cartographie de la trajectoire résidentielle de Q. (entretien en novembre 2019)

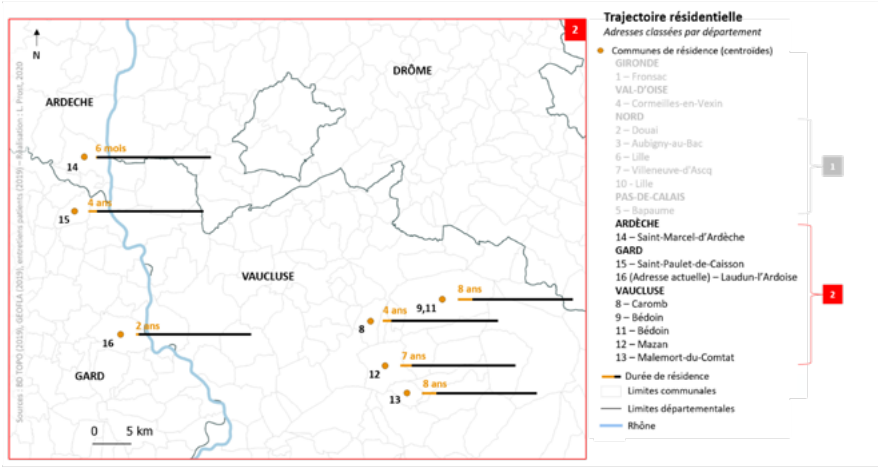


Le discours est en effet plus ou moins précis, notamment en fonction du temps passé à chacune des adresses, mais aussi de l'attachement aux lieux. Ces lieux chargés d'affects, empreints d'expériences vécues et d'histoires sont également des lieux potentiellement générateurs d'expositions cancérogènes, au regard des activités (productives, de loisirs, etc.) qui y sont implantées.

2.2. La basse vallée du Rhône : de l'attractivité au territoire à risque

Il convient de préciser que, si chez ces patients la maladie s'exprime en basse vallée du Rhône, les réalités du risque cancérogène s'inscrivent, quant à elles, dans l'ensemble des lieux fréquentés au cours de la vie. En effet, la résidence en basse vallée du Rhône est présentée comme un choix, qu'il s'agisse des patients y habitant depuis toujours ou des patients originaires d'autres départements, voire d'autres pays. Le récit d'un patient né en Angleterre en témoigne :

> « Nous sommes venus ici… il y a plusieurs années, on a parcouru la France en caravane euh… dès que nous avions des congés, c'est ce que nous faisions. Et donc, nous connaissions assez bien toutes les régions de France. Nous sommes […] arrivés ici et nous avons beaucoup aimé. […] Nous nous sommes demandé où nous voulions nous installer pour la retraite et nous avons décidé d'essayer ici. » (entretien, septembre 2019)



Diversité et attractivité s'expriment à travers les paysages mais aussi selon les orientations économiques des territoires. Parmi elles, l'arboriculture, le maraîchage et la viticulture jouent un rôle majeur. En 2009, pour le Vaucluse, cette dernière représentait 46 % de la surface agricole utile (SAU) départementale et en 2005 36 % de son produit brut agricole[5]. La viticulture est aussi grande consommatrice de pesticides, dont les effets sur la santé suscitent inquiétudes et controverses. Si, en 2016, « les vignes du Var-Vaucluse figurent parmi les bassins viticoles les moins traités de France [du fait d'une] plus forte part d'agriculture biologique que la moyenne nationale ainsi qu'à une pression parasitaire modérée, induite par le climat méditerranéen » (Simonovici, 2019), certains patients s'interrogent :

> « J'en connais un justement, c'est un cousin […] et il va chercher ses produits en Espagne. Il se fait livrer d'Espagne, tous les produits qui sont interdits en France… Il se les fait livrer chez lui. Des produits qui ne se vendent pas en France donc… » (entretien, juillet 2019).

Il faut aussi préciser ici que la situation de 2016 est sans doute très différente de celle des années 1980 en matière d'utilisation de produits phytosanitaires. Par ailleurs, dans une région où le vent est partie intégrante de la vie des populations et des territoires, la dispersion des pesticides (entre autres) dans l'air ne peut être sous-estimée[6]. Plusieurs patients s'interrogent ainsi sur la possibilité pour une parcelle d'être « véritablement bio » :

> « Le bio moi je veux bien, mais quand il y a du mistral hein… la serre elle prend comme le reste… C'est comme ceux qui font du vin bio. Nous on a un copain qui fait du vin bio, et bah je lui ai dit «mais comment tu peux faire du vin bio avec le mistral ?» J'ai jamais compris cette façon de faire […] C'est pas logique. Après, j'y connais rien, je peux me tromper hein… Mais pour moi c'est pas logique… Enfin je veux dire, du bio qui est placé à côté [de parcelles en conventionnel]… […] Je pense que la vigne bio elle prend autant de traitements hein… » (entretien, juillet 2019).

CONCLUSION

Si proposer une typologie des trajectoires ne semble ici pas envisageable (du fait du petit nombre d'entretiens entre autres), ces trajectoires permettent toutefois de saisir la multiplicité et la complexité des contextes vécus et perçus – potentiellement porteurs de risques – dans lesquels s'inscrivent les individus, autrement dit ces espaces-temps où trajectoires des individus et trajectoires des territoires se croisent. À l'articulation des dimensions professionnelles et résidentielles, il existe des circonstances rarement considérées dans l'évaluation des expositions cancérogènes (déplacements domicile–travail, loisirs). Ce constat nous amène à nous inspirer du concept proposé par Letté, le « débordement industriel », défini comme « tout ce qui, du fait de l'existence d'une activité de production et de son insertion dans l'environnement immédiat, impose son existence matérielle et symbolique par des externalités dont les populations environnantes contestent la légitimité » (Le Roux & Letté, 2013). Dans notre cas, le patient est (re)placé au centre, là où converge possiblement une multiplicité d'expositions liées à un cumul de « débordements ».

5 Chambre d'agriculture Provence-Alpes-Côte-d'azur, « Chiffres clés » [en ligne : paca.chambres-agriculture.fr/notre-agriculture/chiffres-cles/, consulté le 21/12/2019].

6 Bien que la réglementation impose l'application des pesticides au moment où il n'y a pas de vent,1. la réalité des pratiques peut être différente, 2. la dispersion de ces molécules peut se faire également à différents moments de l'application (effet de ré-envol).

RÉFÉRENCES

Berger P., Luckmann T., 1966 [trad. fr. 1986], *La construction sociale de la réalité*, Paris, Meridiens Klincksieck.

Coupié T., Demazière D., 1995, « Se souvenir de son passé professionnel. Appel à la mémoire des enquêtes rétrospectives et construction sociale des données », *Bulletin de méthodologie sociologique,* n° 49, p. 23-57 [en ligne : www.researchgate.net/publication/250961918_Se_Souvenir_de_son_passe_professionnel_Appel_a_la_Memoire_dans_les_enquetes_retrospectives_et_construction_sociale_des_donnees, consulté le 21/12/2019].

Demazière D., 2007, « Quelles temporalités travaillent les entretiens biographiques rétrospectifs », *Bulletin de méthodologie sociologique,* n° 93, p. 5-27 [en ligne : journals.openedition.org/bms/506, consulté le 21/12/2019].

Hunsmann M., Lysaniuk B., 2019, « Faire entrer en résonance santé-travail et santé-environnement. Une recherche-action sur les cancers d'origine professionnelle et environnementale dans la basse vallée du Rhône », *Écologie et politique,* 58(1), p. 83-106.

Institut national du cancer (INCa), 2019, *Estimations nationales de l'incidence et de la mortalité par cancer en France métropolitaine entre 1990 et 2018. Étude à partir des registres des cancers du réseau Francim. Synthèse*, Paris [en ligne : www.e-cancer.fr/Expertises-et-publications/Catalogue-des-publications/Synthese-Estimations-nationales-de-l-incidence-et-de-la-mortalite-par-cancer-en-France-metropolitaine-entre-1990-et-20182, consulté le 21/12/2019].

Le Roux T., Letté M. (dir.), 2013, *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit (XVIIIe-XXIe siècle),* Rennes, PUR [nouvelle édition] [en ligne : books.openedition.org/pur/111260, consulté le 22/12/2019].

Simonovici M., 2019, « Enquête pratiques phytosanitaires en viticulture en 2016. Nombre de traitements et indicateurs de fréquence de traitement », *Agreste. Les dossiers,* n° 2019-2 [en ligne : www.agreste.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Dossier2019-2.pdf, consulté le 21/12/2019].

Thébaud-Mony A., 2008, « Construire la visibilité des cancers professionnels. Une enquête permanente en Seine-Saint-Denis », *Revue française des affaires sociales,* n° 2, p. 237-254 [en ligne : www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2008-2-page-237.htm, consulté le 21/12/2019].

Wang R., Zhang Y., Holford T.R., Leaderer B., Zahm S.-H., Boyle P., Dosemeci N., Rothman N., Zhu Y., Qin Q., Zheng T., 2009, "Occupational Exposure to Solvents and Risk of Non-Hodgkin Lymphoma in Connecticut Women", *American Journal of Epidemiology*, 169(2), p. 176-185 [en ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/19056833, consulté le 21/12/2019].

Zahm S.-H., Weisenburger D.-D., Babbitt P.-A., Saal R.-C., Vaught J.-B., et coll, 1990, "A Case-Control Study of non-Hodgkin's Lymphoma and the Herbicide 2,4-Dichlorophenoxyacetic Acid (2,4-D) in Eastern Nebraska", *Epidemiology*, n° 1, p. 349-356 [en ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/2078610, consulté le 22/12/2019].

L'AUTEURE

Léa Prost
Université Paris Est Créteil — Lab'Urba
prost.lea@gmail.com

AUTEUR.E.S
Pascal SEBILLE,
France GUÉRIN-PACE,
Florent DEMORAES

Des trajectoires individuelles aux dynamiques migratoires nationales : enseignements de l'enquête démographique rétrospective mexicaine (EDER 2017)

RÉSUMÉ
Cette communication s'articule autour de deux axes. Le premier interroge les enjeux de l'exploitation des données d'une enquête rétrospective pour l'analyse des parcours individuels et aborde leurs caractéristiques ainsi que les contextes locaux dans lesquels ils s'inscrivent ; le second s'intéresse aux dynamiques migratoires comme résultat de l'inscription spatiale des parcours migratoires individuels. L'exploitation repose sur les données de l'enquête démographique rétrospective mexicaine de 2017, menée auprès de 24 000 répondants représentatifs de la population vivant sur le territoire mexicain. Des questions d'ordre méthodologique sont soulevées sur les échelons d'analyse et leur significativité et sur la façon de passer des observations individuelles à un niveau agrégé. On s'interroge aussi sur l'apport de l'analyse des étapes migratoires individuelles rétrospectives pour la compréhension des dynamiques migratoires du Mexique. Si cette analyse dresse un portrait fidèle de l'inscription spatiale des trajectoires migratoires des personnes enquêtées en 2017, il convient d'être prudent dans l'interprétation que l'on peut en faire sur les dynamiques migratoires régionales passées.

MOTS CLÉS
parcours, trajectoires, migration, enquête rétrospective, dynamique, inscription spatiale, Mexique

ABSTRACT
This communication is structured around two axes. The first questions the issues involved in using data from a retrospective survey for the analysis of individual migratory trajectories, and considers their characteristics and the local contexts in which they take place; the second is concerned with migration dynamics as a result of the spatial pattern of individual migratory trajectories. The analysis relies on data from the Mexican Retrospective Demographic Survey of 2017 (EDER) that includes 24,000 respondents who are representative of the population living on the Mexican territory. Methodological issues are raised about the levels of analysis and their significance. Questions are also addressed on how to proceed from individual observations to an aggregate level, and on what can be said about Mexico's migration dynamics through the analysis of individual retrospective migration stages. While this analysis accurately portrays the spatial pattern of migration trajectories for the individuals surveyed in 2017, caution should be exercised in interpreting past regional migration dynamics.

KEYWORDS
Trajectories, Migration, Retrospective survey, Dynamics, Spatial pattern, Mexico

RESUMEN
Esta comunicación está estructurada en torno a dos ejes. En el primero se examinan cuestiones relativas a la utilización de los datos de una encuesta retrospectiva para el análisis de las trayectorias migratorias individuales y se analizan sus características y los contextos locales en que se producen; el segundo se refiere a la dinámica de la migración como resultado de la inscripción espacial de las trayectorias migratorias individuales. El análisis se funda en datos de la Encuesta Demográfica Retrospectiva Mexicana de 2017 (EDER) dirigida a 24.000 personas representativas de la población que vive en territorio mexicano. Se plantean cuestiones metodológicas sobre los niveles de análisis y su significatividad. Se formulan también preguntas sobre cómo pasar de observaciones individuales a un nivel agregado, y sobre lo que se puede decir de la dinámica de la migración de México mediante el análisis de las etapas migratorias individuales retrospectivas. Si bien este análisis ofrece un panorama preciso de la inscripción espacial de las trayectorias

migratorias de las personas encuestadas en 2017, cabe notar que se debe tener cuidado al interpretar las dinámicas migratorias regionales pasadas.

PALABRAS CLAVE
Trayectorias, migraciones, encuesta retrospectiva, dinámica, inscripción espacial, México

1. CONTEXTE DE L'ÉTUDE, OBJECTIFS ET HYPOTHÈSE

Depuis le milieu du XXe siècle, la société mexicaine a vécu de profondes évolutions économiques, démographiques et sociales. L'industrialisation, l'urbanisation et la transition démographique ont modifié en profondeur les modes de vie, les dynamiques familiales et les comportements des individus. La population mexicaine n'a cessé de croître pour atteindre 120 millions d'habitants en 2015 (INEGI[1]). Les migrations vers les villes et les grandes métropoles, comme celles vers les États-Unis se sont affirmées, illustrant l'attraction des zones économiquement les plus actives. La répartition spatiale de la population s'est modifiée et la population urbaine est aujourd'hui largement majoritaire puisqu'on recense 80 % de citadins (ONU, 2014). Les évolutions du marché du travail ont eu un impact considérable sur la stratification sociale (Coubès *et al.*, 2016) et territoriale, qui se traduisent par des différences marquées entre un monde rural, traditionnel et marginalisé, et un monde urbain qui porte les principales transformations économiques et sociales du pays. Ces transformations se sont manifestées jusqu'au milieu des années 1980 par d'importants flux migratoires des campagnes vers les grandes villes, qui ont peu à peu laissé place à des mouvements migratoires entre pôles urbains. Aujourd'hui les dynamiques de migration au Mexique sont composites. À des mouvements entre zones rurales s'associent ceux toujours présents entre campagne et villes. Mais les migrations contemporaines les plus caractéristiques sont sans aucun doute les migrations internationales avec les États-Unis et celles qui relient les grandes métropoles, ou encore celles associées aux grands pôles d'attraction économique. Pour ne mentionner que les plus emblématiques, la capitale Mexico et sa région, les villes des grands pôles touristiques, ou celles dotées d'une économie connectée au marché économique mondial, sont aujourd'hui des composantes majeures des dynamiques territoriales nationales. Ceci s'observe aussi bien à la frontière nord que le long des corridors de circulation des marchandises qui jalonnent le pays du nord au sud.

L'objet de cette communication est d'étudier les dynamiques migratoires d'un pays sur plusieurs décennies à partir des données de l'enquête démographique rétrospective EDER 2017, une enquête nationale de la statistique publique mexicaine conduite par l'INEGI auprès de 24 000 répondants âgés de 20 à 54 ans. Les biographies individuelles recueillies révèlent des interactions complexes entre caractéristiques individuelles et facteurs contextuels (Courgeau & Lelièvre, 1989). Cette enquête s'inscrit dans la lignée de deux enquêtes antérieures du même type, menées en 1997 et en 2011, qui avaient permis de montrer les relations étroites entre les transformations économiques, sociales et démographiques du pays et les trajectoires migratoires, familiales et professionnelles, des générations nées après 1950 (Coubès *et al.*, 2005 ; 2016). Dans le prolongement de ces travaux, nous souhaitons ici apporter une réflexion sur l'intérêt heuristique d'étudier, à partir des parcours géographiques des individus de l'EDER 2017, les dynamiques territoriales mexicaines, passées et présentes. Si l'analyse des trajectoires migratoires est au cœur de cette communication, il convient de préciser en premier lieu que plus de la moitié des hommes et femmes, interrogés en 2017 n'ont jamais quitté leur *municipe* de naissance. Ces « immobiles » ou « non-migrants » se localisent plutôt dans les grandes métropoles et illustrent le caractère « captif » de ces grandes aires urbaines économiquement attractives (Sebille, 2016).

La première difficulté de cette étude renvoie aux questions de représentativité à la fois pour les échelles territoriales mais aussi pour les données rétrospectives. La seconde difficulté a trait à la manière de prendre en compte les contextes passés. La troisième réside dans le passage des parcours individuels aux dynamiques collectives, à la fois en termes méthodologiques et du point de vue de la représentation des résultats.

L'hypothèse centrale de ce travail questionne donc la possibilité d'utiliser une enquête démographique rétrospective conçue avec une représentativité nationale en 2017, pour comprendre les dynamiques migratoires mexicaines depuis 1962. Si les données recueillies permettent de dresser un portrait de l'inscription spatiale des trajectoires migratoires des personnes vivant sur le territoire mexicain en 2017, il convient d'être prudent dans l'interprétation que l'on peut en faire sur les dynamiques migratoires régionales passées. Par ailleurs, les histoires migratoires individuelles, multiples par leur nature, s'inscrivent dans des espaces géographiques marqués au cours du temps par des transformations sociales, économiques et démographiques. Ces trajectoires individuelles portent ainsi en elles les dynamiques migratoires actuelles et passées, ainsi que leurs contextes de réalisation ; l'un des défis a été de les restituer. Dans la mesure où nous privilégions une

1 Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática.

analyse géographique des trajectoires, il nous a semblé pertinent de considérer la taille des localités (nombre d'habitants) comme marqueurs des contextes des entités spatiales en jeu dans la migration au moment où elle se produisait (Guérin-Pace, 2009). Pour cela nous avons reconstitué chacune des trajectoires individuelles en indiquant pour chaque étape migratoire la taille des localités d'origine et de destination au recensement le plus proche de la migration. De ce fait le caractère rural ou plus ou moins urbain de chacune des localités est pris en compte et nous permet d'analyser les mouvements entre types de localités. Certes, on pourrait recourir à d'autres données économiques ou sociales contextuelles, mais il nous a semblé que la population des localités, outre l'accessibilité aux données, constituait un indicateur pertinent des dynamismes territoriaux au Mexique (Unikel, 1978). L'ensemble des trajectoires recueillies donne lieu à un fichier de 20 164 étapes migratoires pour lesquelles on dispose de tout un ensemble de caractéristiques individuelles : âge à la migration, niveau d'étude, statut d'activité auxquelles s'ajoutent les caractéristiques des localités de départ et d'arrivée, et les périodes de la migration.

2. DES ÉTAPES MIGRATOIRES AUX MIGRATIONS ENTRE ÉTATS

L'analyse des étapes migratoires des personnes vivant sur le territoire mexicain en 2017 poursuit ainsi deux objectifs. Le premier objectif est de caractériser finement les étapes migratoires rétrospectives qui composent les parcours pour en dresser une typologie. Le second est d'étudier l'inscription spatiale de ces différents types de mouvements migratoires et leur configuration sur le territoire mexicain.

En premier lieu, nous avons donc cherché à identifier, au moyen d'une analyse typologique, des grandes catégories d'étapes migratoires constitutives des trajectoires des individus. Ceci étant, afin de vérifier en deuxième lieu l'éventuelle existence d'espaces géographiques de circulation propres aux catégories constituées, nous avons été amenés à mettre en œuvre une démarche analytique spécifique. En effet, si l'unité d'observation initiale est bien l'étape migratoire recueillie à l'échelon des localités (194 992 localités au Mexique), l'enquête n'est représentative qu'à l'échelle des états (32 états). Ceci nous a conduits à établir l'analyse typologique, non pas sur les étapes migratoires individuelles, mais sur les couples d'états d'origine et de destination de ces migrations. Un tableau de contingence a ainsi été élaboré avec en ligne les couples origine-destination d'états selon plusieurs modalités caractérisant à la fois les mouvements migratoires (période de réalisation de la migration, tailles des localités d'origine et de destination) et les caractéristiques individuelles des migrants (âge, statut d'activité, niveau d'étude) (tabl. 1). Au total, le tableau de contingence comprend 1 024 lignes (32 états d'origine pour autant d'états de destination) et 29 variables. Les migrations enregistrées à l'intérieur d'un même état sont conservées. Sur la base de ce tableau, nous avons mis en œuvre une analyse typologique qui combine une analyse des correspondances multiples (ACM) et une classification ascendante hiérarchique (CAH) sur les 4 premiers facteurs de l'ACM. Une catégorisation des mouvements migratoires agrégés par couple d'états a ainsi été obtenue.

Tableau 1. Description des variables de l'analyse typologique
Champ : ensemble des étapes (20 164) / Source : enquête EDER (2017)

Caractéristiques de l'individu au moment de la migration (variables illustratives)	
avant 18 ans	43,1 %
de 18 à 35 ans	50,5 %
de 36 ans et plus	6,4 %
aucune étude	15,1 %
primaire	27,8 %
secondaire	21,2 %
lycée, «preparatoria»	18,3 %
études supérieures au bac	17,6 %
n'a jamais été en emploi	48,2 %
en emploi	42,5 %
sans emploi	9,3 %
situation d'emploi inconnue	0,0 %
depuis une localité de 100 00 habitants et plus	39,3 %
depuis une localité de 15 000 à 99 999 habitants	18,6 %
depuis une localité de 2 500 à 14 999 habitants	16,1 %
depuis une localité de moins de 2 500 habitants	23,7 %
depuis une localité dont la taille est inconnue	2,2 %

Caractéristiques des migrations (variables actives)	
vers une localité de 100 00 habitants et plus	46,6 %
vers une localité de 15 000 à 99 999 habitants	20,1 %
vers une localité de 2 500 à 14 999 habitants	14,0 %
vers une localité de moins de 2 500 habitants	18,1 %
vers une localité dont la taille est inconnue	1,2 %
avant 1980	7,9 %
entre 1980 et 1999	46,6 %
à partir de 2000	45,5 %

L'analyse typologique des étapes migratoires réalisées entre 1962 et 2017 par la population enquêtée dans l'enquête EDER, agrégées par couples d'états, conduit à mettre en évidence 7 types de mouvements migratoires qui peuvent être décrits en fonction des caractéristiques des migrants, des époques de la migration et des caractéristiques des localités entre lesquelles s'effectuent les migrations (tabl. 2).

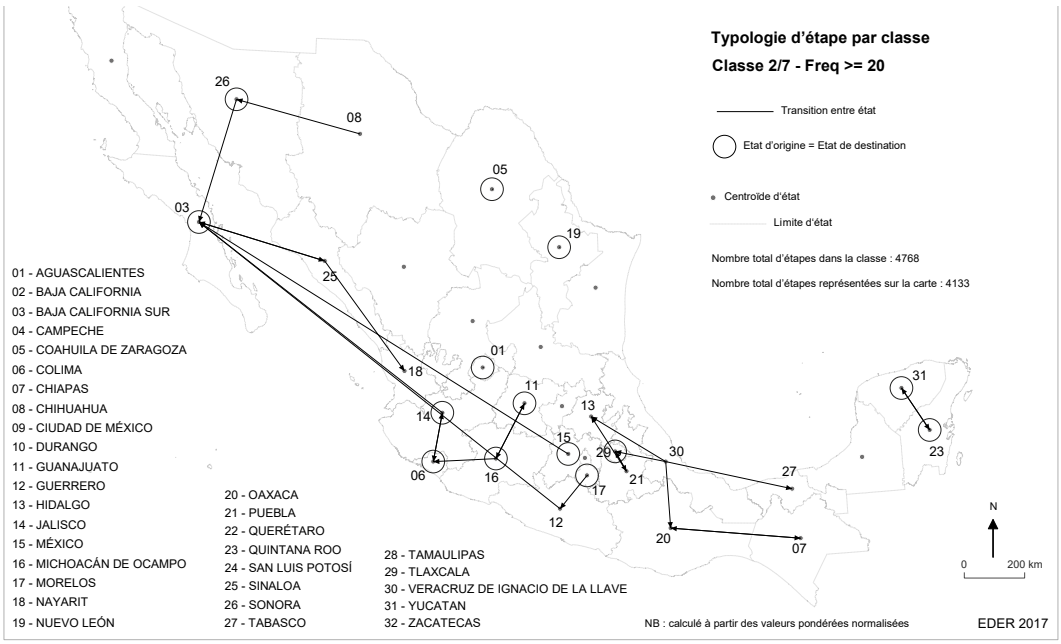
Tableau 2. Description des classes de mouvements
Champ : ensemble des migrations inter-états (1 024) / Source : enquête EDER (2017)

Qualificatif synthétique de la classe	Modalités caractéristiques et commentaires
1. Migrations récentes entre métropoles de diplômés	— migrations de personnes en emploi ou sans emploi en quête d'opportunités économiques
2. Migrations urbaines récentes de jeunes	— migrations entre petites villes et villes moyennes — migrations de jeunes adultes diplômés sans emploi, à la recherche d'opportunités économiques dans les pôles urbains de niveau intermédiaire
3. Anciennes migrations en milieu rural pendant la jeunesse	— migrations de jeunes en cours de scolarisation — migrations des plus anciennes générations
4. Anciennes migrations des campagnes vers les métropoles pendant la jeunesse	— migrations entre 1980 et 2000 : période d'attraction des métropoles en plein essor économique — migrations de jeunes (- 18 ans) en cours de scolarisation — migrations des plus anciennes générations
5. Migrations de jeunes adultes entre métropoles	— migrations entre métropoles, principalement de jeunes adultes (18-35 ans) détenteurs d'un niveau scolaire de bac
6. Migrations des métropoles vers les villes de taille intermédiaire	— migrations récentes depuis les métropoles à destination des villes de plus petites tailles
7. Anciennes migrations métropolitaines pendant la jeunesse	— migrations des plus anciennes générations réalisées à un jeune âge (- 18 ans)

3. UNE GÉOGRAPHIE DES DYNAMIQUES MIGRATOIRES

Afin de réintroduire une dimension géographique dans la typologie précédente, nous avons considéré l'ensemble des liens entre états qui composaient chacune des classes, pour observer s'il existait des inscriptions spatiales privilégiées des différents types migratoires mis en évidence précédemment. Pour illustrer cette démarche, nous avons retenu les classes 2 et 5 qui renvoient à des groupes de liens entre états particulièrement bien différenciés. Afin de fournir des cartes non surchargées et lisibles, nous ne représentons que les dynamiques les plus importantes : seuls les couples d'origines et de destinations auxquels sont associés au moins 20 mouvements sont tracés. Pour autant, l'application de ce filtre n'entraîne pas une grande perte d'information puisqu'au moins 74 % des étapes constitutives de chacune des classes y figurent. Par ailleurs, ces dynamiques les plus importantes sont aussi les plus caractéristiques de chacune des classes (la distance de ces couples au barycentre de chaque classe est faible). Nous précisons enfin que, lorsque dans une classe les flux enregistrés à l'intérieur d'un même état sont surreprésentés, nous avons fait le choix de les symboliser par des cercles placés sur le centroïde de l'état.

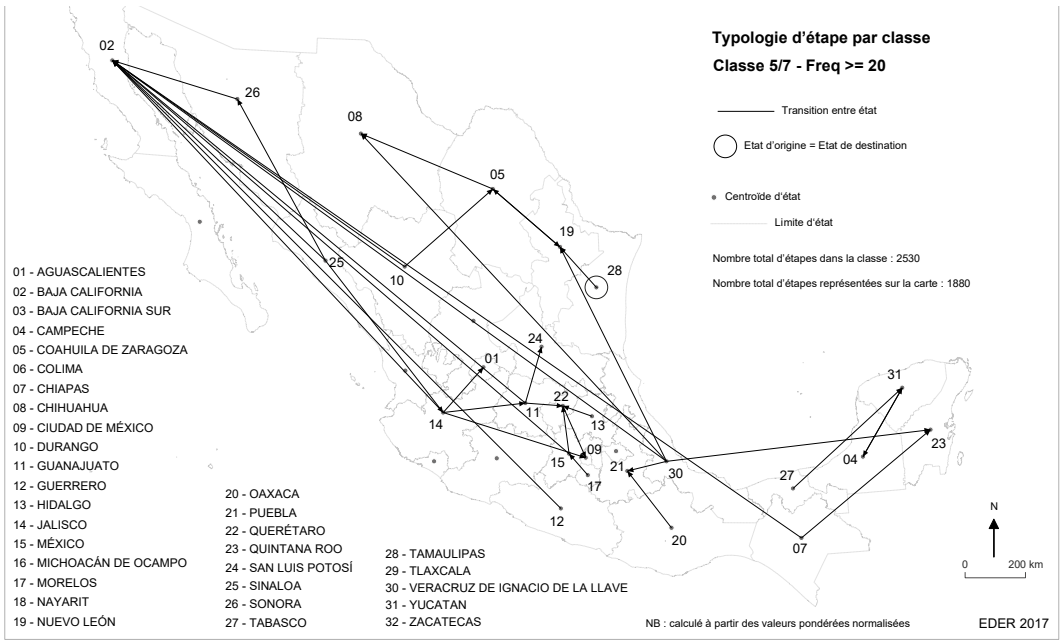
Figure 1. Inscription spatiale des étapes migratoires entre états pour la classe 2



La première carte (fig. 1) représente les migrations de la deuxième classe. Elles correspondent aux étapes migratoires urbaines réalisées récemment après 2000 entre les villes de petite et moyenne tailles (2 500-15 000 et 15 000-100 000 habitants). Elles ont été effectuées par de jeunes adultes diplômés, sans emploi, qui migrent en grande partie à la recherche d'opportunités économiques dans des villes de taille intermédiaire. On constate que ce type de migrations interurbaines se réalise fréquemment à l'intérieur même des états. C'est ce que représentent les cercles dessinés dans les états de Coahuila, Nuevo León, Aguascalientes, Jalisco, ou l'état de Mexico, pour n'en mentionner que quelques-uns. Ces migrations récentes de jeunes diplômés à la recherche d'emploi en zone urbaine révèlent des dynamiques propres de certains sous-ensembles régionaux attractifs au plan économique, au sein même des états, comme nous venons de le voir, mais aussi entre états voisins ou vers d'autres espaces économiques, comme ceux du tourisme en Baja California Sur ou dans la péninsule du Yucatán. Ces dynamiques migratoires récentes sont bien évidemment plus le fait des jeunes générations, âgées de 20 à 30 ans en 2017.

La deuxième carte (fig. 2) représente la cinquième classe de la typologie. Il s'agit de migrations bien différentes des précédentes puisqu'elles correspondent aux départs de villes de plus de 100 000 habitants à destination d'autres grandes métropoles. Si elles ne se caractérisent pas par une période historique spécifique, ces migrations s'observent au Mexique depuis les années 1970 et se distinguent par le profil des migrants, jeunes adultes ayant terminé leurs études secondaires. Cette catégorie de migrations est très certainement celle qui a été la plus révélatrice des transformations récentes des dynamiques migratoires au Mexique. Au-delà de leurs caractéristiques métropolitaines, ces mouvements ont représenté d'importants flux migratoires ces dernières décennies. La croissance économique et démographique de grands pôles métropolitains, comme ceux de la ville de Mexico, la capitale, des états de Mexico et de Puebla apparaissent clairement sur la carte. Plusieurs états apparaissent au premier plan dans ces fortes migrations métropolitaines. L'état de Querétaro et sa capitale ont attiré, grâce au développement de leurs industries connectées au marché international (par exemple automobile) de nombreux métropolitains issus d'autres grandes villes de la région. Le pôle touristique des Caraïbes, de Cancún et de la route maya ont aussi été la destination de très nombreuses migrations venues d'autres métropoles. De même, les grandes villes des états de la frontière nord ressortent aussi en attirant des migrants d'autres métropoles lointaines dans le pays (par exemple la ville de Monterrey dans l'état de Nuevo León). La destination la plus emblématique de ces migrations métropolitaines est sans aucun doute la Baja California et sa principale ville Tijuana à la frontière ouest avec les États-Unis. La carte montre la forte attraction que représente depuis de nombreuses décennies cette région frontalière. Les migrations y sont très nombreuses tout comme leurs lieux d'origine. C'est sans conteste le flux migratoire le plus important observé dans les trajectoires de la population enquêtée dans l'EDER en 2017. On retrouve ici l'effet marqué des grandes inégalités sociales et économiques entre des espaces urbains peu dynamiques, ou caractérisés par un marché de l'emploi saturé, et les grands pôles attractifs connectés au marché économique mondial, disposant d'importantes opportunités d'emplois et des salaires supérieurs au reste du pays.

Figure 2. Inscription spatiale des étapes migratoires entre états pour la classe 5



RÉFÉRENCES

Coubès M.L., Cosío-Zavala M.E., Zenteno R. (dir.), 2005, *Cambio demográfico y social en México del siglo XX. Una perspectiva de historias de vida,* Mexico, COLEF–Miguel Angel Porrúa.

Coubès M.L., Solís P., Zavala de Cosío M.E. (dir.), 2016, *Generaciones, curso de vida y desigualdad social en México,* Mexico, Colegio de México–Colegio de la Frontera Norte.

Courgeau D., Lelièvre E., 1989, *Analyse démographique des biographies*, Paris, Ined.

Guérin-Pace F., 2009, « La diversité des ancrages territoriaux au regard des parcours individuels », *in* F. Guérin-Pace, O. Samuel et I. Ville (dir.), *En quête d'appartenances,* Paris, Ined, coll. « Grandes enquêtes ».

INEGI, 2015, *Principales resultados de la Encuesta Intercensal 2015.* Estados Unidos Mexicanos, México.

ONU, 2014, *World Urbanization Prospects: The 2014 Revision,* New York, United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division.

Sebille P., 2016, "La migración en México: ¿Una historia de familia? ¿Un asunto de género?", *in* M.L. Coubès, P. Solís, M.E. Zavala de Cosío (dir.), *Generaciones, curso de vida y desigualdad social en México,* Mexico, Colegio de México–Colegio de la Frontera Norte, p. 255-279.

Unikel L., 1978, *El desarrollo urbano de México: diagnóstico e implicaciones futuras, D. F.*, Mexico, Centro de Estudios Económicos y Demográficos/Colegio de México.

LES AUTEUR.E.S

Pascal Sebille
Université Rennes 2 – ESO
pascal.sebille@univ-rennes2.fr

France Guérin-Pace
Ined – UR12
guerin@ined.fr

Florent Demoraes
Université Rennes 2 – ESO
florent.demoraes@univ-rennes2.fr

CO-PORTEUR·E·S
Damase MOURALIS &
Dominique TODISCO
(IDEES), Julie GRAVIER
(Géographie-cités),
Maria Elena CASTIELLO
(University of Bern, Suisse)

Session F Les temps « longs » des territoires. Évolution diachronique de l'organisation des territoires et des peuplements

De nombreuses recherches récentes, menées par des équipes de divers horizons (géographes, géoarchéologues, archéologues ou écologues, etc.), s'intéressent à la structuration des territoires et à la mise en place progressive des peuplements dans la longue durée. Ces recherches portent sur les modes d'occupations d'un point de vue diachronique saisis par exemple à partir des flux de matières premières, des indicateurs biologiques de l'évolution des paysages, etc. En s'appuyant sur divers documents archéologiques, archives textuelles, planimétriques et naturalistes, il est ainsi possible de reconstituer les dynamiques de l'occupation du sol et des peuplements.
Cette session s'adresse donc (sans limitation) à des géographes, géoarchéologues, archéologues, écologues dont les recherches interdisciplinaires portent sur la structuration et l'organisation des territoires et des peuplements et pour lesquels l'étude des évolutions diachroniques est essentielle. La session porte donc sur la diachronie et les temporalités, quelles que soient les périodisations traditionnelles propres à chaque champ disciplinaire.
Les communications pourront notamment porter sur :
– la compréhension de la progressive organisation des territoires et des peuplements sur le temps long en s'appuyant sur la diversité des indices et des informations à la disposition des chercheur·e·s ;
– la diversité des méthodes utilisées pour reconstituer les évolutions des territoires qu'il s'agisse d'approche « de terrain » résolument naturalistes, d'approches davantage fondées sur l'étude des archives historiques, ou encore de méthodes numériques intégrant ou privilégiant la modélisation.

Long-Term Evolution of Territories and Settlements

Many recent studies, carried out by teams from various backgrounds (geographers, geo-archaeologists, archaeologists or ecologists, etc.) have focused on the development of territories and the gradual establishment of populations over time. This research focuses on diachronic settlement patterns, raw material exchanges, biological indicators of landscape changes and spatial dynamics in all their multiscalar complexity. By drawing on various archaeological documents, textual archives, planimetric and naturalistic records, it is thus possible to reconstruct the dynamics of land use and settlements.
This session aims to gather contributions from (among others) geographers, geo-archaeologists, archaeologists and ecologists whose interdisciplinary researches focus on the structuration and progressive organisation of territories and settlement patterns and for whom the study of diachronic changes is essential. This session may include any research dealing with temporal changes, regardless of traditional categories of periodisation.
Contributions may include the following:
– Understanding the progressive organisation of territories and populations over time based on the diversity of evidence and information available to researchers;
– The diversity of methods used to retrace the "long-time" history territories, whether they are mainly based on naturalistic approaches, on the study of historical archives, or on numerical methods involving modelling.

Los tiempos "largos" de los territorios. Evolución diacrónica de la organización de territorios y asentamientos humanos

Muchas investigaciones recientes, llevadas a cabo por equipos de diversos campos (geógrafos, geoarqueólogos, arqueólogos o ecólogos, etc.), analizan la estructuración de territorios y el establecimiento gradual de asentamientos en la larga duración. Estas investigaciones se centran en formas de ocupación desde un punto de vista diacrónico considerado, por ejemplo, a partir de los flujos de materia prima, indicadores biológicos de la evolución del paisaje, etc. Basándose en diversos documentos arqueológicos, archivos textuales, planimétricos y naturalistas, es posible reconstruir las dinámicas de uso del suelo y los asentamientos.

Por lo tanto, esta sesión está dirigida (sin limitación) a geógrafos, geoarqueólogos, arqueólogos, ecologistas cuya investigación interdisciplinaria se centra en la estructuración y organización de territorios y asentamientos y para los cuales resulta esencial el estudio de las evoluciones diacrónicas. La sesión se centra pues en la diacronía y las temporalidades, independientemente de las periodizaciones tradicionales específicas de cada campo disciplinario.

Las comunicaciones pueden considerar:

– la comprensión de la organización progresiva de territorios y asentamientos en el tiempo largo, basándose en la diversidad de pistas e informaciones disponibles para los investigadores;

– la diversidad de métodos utilizados para reconstruir la evolución de los territorios, ya sea con un enfoque de "campo" decididamente naturalista, con enfoques basados en el estudio de archivos históricos, o con métodos numéricos que integran o favorecen la modelización.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Chouquer G., 2007, *Quels scénarios pour l'histoire du paysage ? Orientations de recherches pour l'archéogéographie*, Coimbra–Porto, CEAUCP.

Fusco J., 2017, « "Les passés possibles" : exploration et modélisation de l'occupation du sol et de ses dynamiques spatio-temporelles en contexte incertain », *13es rencontres de Théo Quant*, Besançon, 17-19 mai 2017, p. 86-90.

Ibáñez J.J., Ortega D., Campos D., Khalidi L., Méndez V., 2015, "Testing Complex Networks of Interaction at the Onset of the Near Eastern Neolithic using Modelling of Obsidian Exchange", *Journal of The Royal Society Interface,* n° 12.

Kohler T.A., Van Der Leeuw S. E. (dir.), 2009, *The Model-Based Archaeology of Socionatural Systems*, Santa Fe, School for Advanced Research Press.

Noizet H., Mirlou L., Robert S., 2013, « La résilience des formes. La ceinture urbaine de la rive droite à Paris », *Études rurales*, n° 191, p. 193-220.

Ortega D., Ibañez J.J., Khalidi L., Méndez V., Campos D., Teira L., 2013, "Towards a Multi-Agent-Based Modelling of Obsidian Exchange in the Neolithic Near East", *Journal of Archaeolical Method Theory*, n° 21, p. 461-485.

Rasse M., 2008, « La diffusion du Néolithique en Europe (7000-5000 av. J.-C.) et sa représentation cartographique », *M@ppemonde,* n° 90, p. 1-22.

Robert S. (coord.), 2012, « Archéologie et géographie », *L'Espace géographique*, 41(4), p. 289-351.

Rodier X. (dir.), 2011, *Information spatiale et archéologie. Archéologiques*, Paris, Errance.

Tobler, 1971, « A Cappadocian Speculation », *Nature*, n° 231, p. 39-41.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Célia BASSET – Rythmes et processus d'occupation des territoires au cours de l'âge du fer dans les zones médianes et avales du bassin versant de la Seine

– Cyril CASTANET, Philippe NONDÉDÉO, Lydie DUSSOL, Marc TESTÉ, Louise PURDUE, Julien HIQUET, Éva LEMONNIER, Aline GARNIER, Hemmamuthé GOUDIABY, Antoine DORISON, Noémie TOMADINI, Sandrine GROUARD, Carlos MORALES-AGUILAR, Nicole LIMONDIN-LOZOUET, Julien CAVERO, Anne-Lise DEVELLE-VINCENT, Christine HATTÉ, Philippe LANOS, Fatima MOKADEM, György SIPOS – Dynamique du socio-écosystème maya du territoire de subsistance de la cité de Naachtun (Petén, Guatemala) entre 1500 av. et 1000 apr. J.-C. Développements méthodologiques et résultats préliminaires d'une approche systémique multiscalaire

– Agnès GAUTHIER, Emmanuèle GAUTIER, Anaëlle VAYSSIÈRE, Clément VIRMOUX, Ségolène SAULNIER-COPARD, Laëtitia COUTINHO DA SILVA, Serge GRESSETTE – Le marais de Chavannes : longue histoire d'un petit marais

– Alexis LITVINE, Isabelle SÉGUY, Thomas THÉVENIN – À la recherche des maillages communaux d'antan. Présentation du projet ANR COMMUNES et de quelques résultats préliminaires
– Laure NUNINGER, Thibault SAINTENOY, Philip VERHAGEN, Thérèse LIBOUREL, Pablo MENDEZ-QUIROS, Xavier RODIER, MoveScape, Redes Andinas – Une archéologie du mouvement pour la compréhension des dynamiques de peuplement
– Luc SANSON, Sylvie THOMAS, Perrine TOUSSAINT – Les dynamiques de peuplement dans la longue durée en Lorraine
– Claude TATUEBU TAGNE, Athanase BOPDA – L'Ouest-Cameroun et l'héritage du maquis (1955-1971). Temps « longs », « moyens » et « courts » de la géographie d'une population de territoire terrorisé
– Cécile VERDELLET – L'évolution culturelle d'un territoire ou l'histoire de son peuplement : l'apport de la céramologie. Exemple des piémonts occidentaux du Zagros au Bronze ancien (2900-2000 av. J.-C.)

Rythmes et processus d'occupation des territoires au cours de l'âge du fer dans les zones médianes et avales du bassin versant de la Seine

AUTEURE
Célia BASSET

RÉSUMÉ
Étudier l'évolution du peuplement à partir des données archéologiques implique la prise en compte d'échelles spatiales et temporelles étendues afin de mettre en évidence les dynamiques d'occupation et d'organisation des territoires. Au cours de l'âge du fer, une structuration accrue de l'espace occupé est attestée mais la temporalité et les rythmes de ces changements sont encore en partie liés à la précision des marqueurs chronologiques régionaux. Pourtant, une comparaison des trajectoires et des modalités d'occupation de plusieurs secteurs géographiques suggère que ces dynamiques dépassent le cadre strictement local et s'inscrivent dans des processus de peuplement à plus large échelle (polarisation, densification, essaimage…). Une première modélisation de ces résultats permet de réfléchir aux facteurs de cette structuration et à l'insertion de ces territoires dans des réseaux de communication et de circulation plus vastes.

MOTS CLÉS
multiscalaire, âge du fer, bassin versant de la Seine

ABSTRACT
The study of the evolution of settlement based on archaeological evidence involves working on long-term and long-distance scales in order to identify the dynamics of territorial occupation and organisation. Over the Iron Age, settlement structuring is certified to increase but the timeline and rhythms of these changes still partially relate to specific regional chronological markers. Yet, comparing trajectories and modalities of occupation of several geographical areas suggest that these dynamics exceed the strictly local framework and are part of larger settlement processes (polarisation, densification, swarming…). A first modelling of these results enables to ponder the structuring factors and place these territories within wider communication and travel networks.

KEYWORDS
Multiscalar, Iron Age, Drainage basin of the Seine River

INTRODUCTION

L'objectif de cette communication est de présenter les méthodes utilisées pour étudier les dynamiques d'occupation d'un territoire sur près d'un millénaire (de -800 au tournant de notre ère) (fig. 1). La pertinence du cadre chronologique retenu, l'âge du fer, tient au fait que cette période rend compte d'un lien de plus en plus marqué entre l'Homme et son environnement à travers une structuration progressive des espaces habités, exploités et parcourus visible à partir des vestiges archéologiques. Les processus de complexification socio-économique des trois derniers siècles avant notre ère sont étroitement liés à la construction des terroirs et des territoires comme cela a été démontré pour l'habitat rural au nord de la Loire (Malrain *et al.*, 2013) et pour plusieurs terroirs reconnus grâce aux interventions d'archéologie préventive (Cony, 2017). La question des échelles spatiales et temporelles se pose toutefois pour analyser l'émergence et l'évolution de ces dynamiques ainsi que leur représentativité.

1. LE CHOIX DES ÉCHELLES SPATIALES ET TEMPORELLES

L'échelle d'un bassin versant, ou d'une portion de bassin versant, paraît adaptée aux études de peuplement dans la mesure où les formations géologiques et la topographie qui en découle influent sur l'accès à la ressource en eau et sur les axes de circulation préférentiels reliant les sites d'habitat. Les zones médianes et avales du bassin versant de la Seine présentent une topographie modérée en dehors de la jonction entre le lit majeur du fleuve et les principaux plateaux. Cette large échelle spatiale permet d'appréhender une diversité de contextes (vallée, versant, plateau) et de la confronter à l'évolution des choix d'implantation des

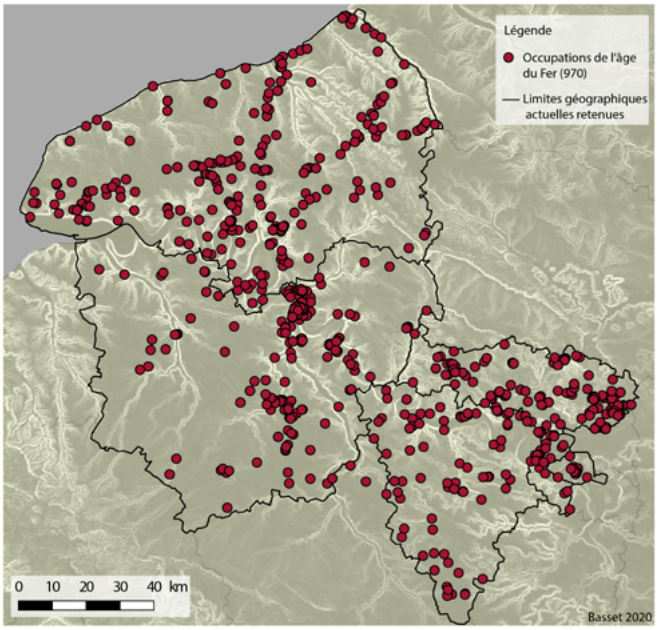


Figure 1. Occupations archéologiques de l'âge du fer retenues dans le cadre de cette étude

populations de l'âge du fer. Il est cependant nécessaire de changer de focale pour aborder des thématiques plus précises à l'échelle de l'occupation, du terroir ou de fenêtres d'analyse de plusieurs centaines à plusieurs milliers de kilomètres carrés.
De même, le choix d'une temporalité longue facilite la mise en évidence de dynamiques et de processus globaux mais ne rend pas toujours compte des trajectoires et des rythmes particuliers de certains groupes humains. Pour la fin de l'âge du fer par exemple, la densification du maillage d'établissements agropastoraux ne peut être dissociée de l'émergence d'habitats groupés dédiés à l'artisanat et/ou au commerce (Basset, 2019). Les facteurs de cette interconnexion sont à rechercher dans des processus enclenchés sur la longue durée mais aussi dans des dynamiques plus courtes. Les rythmes de création et d'abandon des occupations, calculés à l'échelle d'une ou de deux générations de 25 ans, offrent un nouveau regard sur les principales ruptures et continuités entre les occupations, les terroirs et les territoires. Reste à définir la granularité ou le pas de temps le plus pertinent pour percevoir ces changements sans extrapoler la donnée chronologique au-delà de sa précision actuelle (Verdier *et al.*, 2020). Certains découpages typo-chronologiques, comme celui de La Tène C1 (280-180 av. J.-C.), ne permettent pas une appréhension temporelle à l'échelle générationnelle sans avoir recours à une pondération statistique. L'outil Chronophage, développé par Bruno Desachy permet ainsi de calculer des probabilités d'existence à un temps *t* et de répartir l'incertitude engendrée par l'imprécision en la pondérant (2017).

2. DES DYNAMIQUES DE PEUPLEMENT AUX PROCESSUS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Cette approche diachronique et multiscalaire offre la possibilité de confronter les dynamiques de peuplement et d'appréhender les processus socio-économiques qui en résultent (Basset, 2019).
À l'échelle du bassin versant médian et aval de la Seine, un décalage spatio-temporel des modalités d'occupation a été mis en évidence de l'amont vers l'aval du fleuve et de la vallée vers les principaux plateaux attenants. Un premier essor des phases intervient entre le VIe et le Ve siècle av. J.-C. (Hallstatt D - La Tène A) en contexte de vallée et jusqu'au début du IIIe siècle sur les plateaux (La Tène B), principalement dans la zone médiane du bassin versant. Les habitats non enclos s'organisent en pôles nucléaires ou en ensembles denses sur des superficies atteignant jusqu'à 1 hectare. Ces implantations marquent un ancrage pionnier sur des terroirs exploités jusqu'au moins la fin de l'âge du fer. La présence récurrente d'armement, d'éléments de char et de mobilier exogène déposés dans les tombes questionne sur l'origine, le statut et le rôle de ces individus dans l'organisation de ces terroirs qui émergent. Le IIIe siècle (La Tène C1) marque une rupture dans les schémas d'organisation précédents. La délimitation de l'espace habité est alors principalement enclose et les secteurs topographiques investis se diversifient.
Un tournant quantitatif et qualitatif notable caractérise le IIe siècle (La Tène C2-D1). Le nombre d'habitat contemporain par génération triple, notamment dans les contextes de plateau peu investis auparavant. Cette extension spatiale pourrait correspondre à une réorganisation du maillage territorial en lien avec une recherche de nouvelles terres agricoles et un essaimage des unités familiales au fil des générations. Une structuration rapide des espaces exploités est documentée à travers l'aménagement cohérent de vastes réseaux parcellaires sur plusieurs dizaines d'hectares suggérant une gestion « concertée ». À partir de la fin du IIe et du début du Ier siècle, toutes les conditions économiques semblent être réunies pour la création de sites dont la fonction principale n'est plus centrée sur la production alimentaire. Ils correspondent à des habitats « aristocratiques », à des indices d'agglomérations ouvertes et à des sites fortifiés dont certains peuvent être qualifiés d'*oppida*. Ces lieux de « consommation » sont aussi des zones de production insérées dans les réseaux d'échanges régionaux et à longues distances. Au cours du Ier siècle, deux dynamiques distinctes régissent les territoires étudiés. Une forte continuité caractérise les occupations des plateaux de la zone avale

du bassin versant : le maillage des occupations se densifie et se complexifie et aucune rupture majeure n'est perceptible jusqu'à la période augustéenne. Au contraire, dans les vallées, une profonde réorganisation des pôles habités est visible : les occupations se rétractent sur l'aménagement d'un pôle unique dont la superficie atteint plusieurs hectares. Cette apparente désertion doit être envisagée à une autre échelle en intégrant l'émergence de nouveaux pôles attracteurs que sont, par exemple, les agglomérations ouvertes et les sites fortifiés.

Ce bilan diachronique permet d'observer les changements d'échelles qui interviennent à partir du IIIe siècle dans la structure du territoire. En se focalisant sur ces derniers siècles, trois principaux processus ont été mis en évidence :

– l'expansion de l'occupation du territoire de la fin du IIIe et du début du IIe siècle av. J.-C.,
– la densification du maillage des établissements agropastoraux au cours du IIe siècle av. J.-C.,
– la distinction fonctionnelle des habitats, effective au Ier siècle av. J.-C.

Il est important de garder à l'esprit que ces processus ne sont pas linéaires et que des boucles de rétroactions peuvent intervenir dans ces trajectoires. L'hypothèse d'une pression démographique ne peut être étayée à cette échelle mais une redistribution des terres en lien avec un essaimage des habitats est plausible. L'intégration progressive de cet espace dans de nouveaux réseaux commerciaux locaux régionaux et extra-régionaux stimulerait une augmentation et une spécialisation des productions, elles-mêmes favorisées par des innovations techniques. La complémentarité de ces productions nécessite des lieux d'échanges et des acteurs qui les organisent engendrant une distinction fonctionnelle des habitats.

3. VERS UNE MODÉLISATION DES RYTHMES ET DES MODALITÉS D'OCCUPATION

À partir de ces résultats, la variabilité des modalités d'occupation et d'organisation de ces territoires au cours de l'âge du fer dépend de la durée et de la complexification des formes d'habitat, de la diversité fonctionnelle des occupations (agropastorale, artisanale, funéraire, rituelle) et de leur insertion dans un réseau de communication et d'échanges locaux à extra-régionaux. La modélisation de ces réseaux pourrait être testée à partir du mobilier retrouvé ou bien du maillage des types de sites rencontrés mais une approche globale, incluant l'ensemble des composantes territoriales (habitat rural et urbain, sphère funéraire et rituelle), semble plus pertinente. En effet, partant du constat que les populations interagissent avec leur environnement, une étude à l'échelle des bassins versants replace les choix d'implantation dans leur contexte topographique et hydrographique. Leur imbrication autorise à changer de focale en réfléchissant aux axes préférentiels de circulation à moyenne et longue distance et en les comparant au maillage de sites actuellement mis au jour.

Une restitution du fonctionnement de la Seine et de son lit majeur à partir des données géoarchéologiques, cartographiques et archéologiques offre la possibilité de poser des hypothèses sur les conditions de navigation et sur la répartition de certains sites, dits majeurs, comme les agglomérations, les sites fortifiés ou les *oppida* (Basset & Lepert, à paraître 2020). Leur apparente concentration devient ainsi plus cohérente à l'échelle de ces bassins versants dont les limites doivent être envisagées en tant que zones d'interfaces.

Espaces de contact et de circulation, l'élaboration de plusieurs modèles théoriques autorise à questionner sous un nouvel angle les choix d'implantation et l'impact de certains sites sur l'organisation des territoires sur un temps long.

CONCLUSION

En somme, la question de la complexification progressive du maillage territorial ne peut ainsi être comprise sans intégrer une étude des modalités d'occupation sur le temps long. L'imbrication des échelles d'études et des composantes territoriales permet d'intégrer les microphénomènes locaux aux macrophénomènes historiques et de modéliser des trajectoires socio-économiques plausibles.

RÉFÉRENCES

Basset C., 2019, *Des confluences à l'estuaire : modalités d'occupation des territoires du bassin versant de la Seine, en aval de Paris, au cours de l'âge du fer. Environnement, économie et société*, thèse de doctorat à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Basset C., Lepert T. [à paraître en 2020], « Entre mer et terre, les sites fortifiés de la vallée de la Seine du cœur du Bassin parisien à l'estuaire », *Actes du colloque ArkéAube* (Troyes, 17-19 septembre 2019).

Cony A., 2017, *Les terroirs en Gaule à la fin de l'âge du fer*, thèse de doctorat à l'Université de Tours François Rabelais.

Desachy B., 2017, *Chronophage 3_0 mode d'emploi* [en ligne : www.abp.hypotheses.org/le-programme-bassin-parisien/les-projets/axe-3-systemes-dinformation-et-referentiels-geohistoriques/rct, consulté le 16/06/17].

Malrain F., Blancquaert G., Lorho T. (dir.), 2013, *L'habitat rural du second âge du fer. Rythmes de création et d'abandon au nord de la Loire*, Paris, CNRS éd.–Inrap, coll. « Recherches archéologiques », nº 7.
Verdier N., Gravier J., Nahassia L., Michelet D., 2020, « Chapitre 2. Échelles : niveaux d'observation et de représentation », *in* L. Sanders, A. Bretagnolle, P. Brun, M.-V. Ozouf-Marignier et N. Verdier (dir.), *Le temps long du peuplement : concepts et mots-clés*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.

L'AUTEURE

Célia Basset
Trajectoires
Service Archéologie préventive d'Eure-et-Loir
celia.basset00@gmail.com

Dynamique du socio-écosystème maya du territoire de subsistance de la cité de Naachtun (Petén, Guatemala) entre 1500 av. et 1000 apr. J.-C. Développements méthodologiques et résultats préliminaires d'une approche systémique multiscalaire

AUTEUR·E·S
Cyril CASTANET, Philippe NONDÉDÉO, Lydie DUSSOL, Marc TESTÉ, Louise PURDUE, Julien HIQUET, Éva LEMONNIER, Aline GARNIER, Hemmamuthé GOUDIABY, Antoine DORISON, Noémie TOMADINI, Sandrine GROUARD, Carlos MORALES-AGUILAR, Nicole LIMONDIN-LOZOUET, Julien CAVERO, Anne-Lise DEVELLE-VINCENT, Christine HATTÉ, Philippe LANOS, Fatima MOKADEM, György SIPOS

RÉSUMÉ
Dans le cœur des Basses Terres mayas, plusieurs verrous scientifiques et techniques constituent des obstacles à la connaissance des dynamiques socio-environnementales, survenues aux échelles des territoires des cités sur la longue durée. L'étude du socio-écosystème de Naachtun, cité maya de la période Classique, n'échappe pas à ces contraintes. Quelles furent les évolutions des ressources (eau, sol et vivant) et de leurs gestions dans ce territoire, en regard du climat, de la demande sociale et du rapport à la nature des anciens Mayas ? Quels furent les risques socio-environnementaux associés à ces évolutions ainsi que la résilience du socio-écosystème ? Afin de répondre à ces questions en levant ces obstacles, de nouveaux développements méthodologiques systémiques, interdisciplinaires et multiscalaires sont mis en œuvre (géoarchéologie, archéogéographie, paléoécologie, archéobotanique, archéozoologie, archéologie et géochronologie). Les résultats préliminaires révèlent la complexité des territoires palimpsestes mayas produits durant l'épisode ~ 1500 av.-1000 apr. J.-C. et renseignent les dynamiques croisées des hydrosystèmes, des agrosystèmes et des socio-systèmes.

MOTS CLÉS
socio-écosystème, territoire, Maya, ressources, risques, résilience

ABSTRACT
In the centre of the Mayan Lowlands, several scientific and technical obstacles hinder the understanding of long-term socio-environmental dynamics, at the scale of the territories of the cities. The study of the socio-ecosystem of Naachtun, a Maya city of the Classic period, is not exempt from these constraints. How did natural resources (water, soil and living resources) along with management strategies change, in the past in the territory of this city, with special respect to climate, social demands and relation with nature of the ancient Mayas? What were the associated socio-environmental risks and how did the resilience of the socio-ecosystem change? In order to answer these questions by removing these obstacles, new systemic, interdisciplinary and multiscalar, methodological research is being implemented (geoarchaeology, archaeogeography, palaeoecology, archaeobotany, archaeozoology and geochronology). Preliminary results reveal the complexity of the Mayan palimpsest territories produced during the ~ 1500 BCE-1000 CE period and inform the cross dynamics of hydrosystems, agrosystems and sociosystems.

KEYWORDS
Socio-ecosystem, Territory, Maya, Resources, Risks, Resilience

INTRODUCTION

Dans le cœur des Basses Terres mayas (Petén, Guatemala), plusieurs verrous scientifiques et techniques ont durablement constitué des obstacles à la connaissance des dynamiques environnementales et socio-environnementales passées et des enjeux qui leur étaient associés. Le premier d'entre eux est la forêt tropicale du Petén qui couvre l'intégralité du secteur et contraint fortement les travaux de recherche. Un second concerne la complexité des objets de recherche hybrides que sont les systèmes socio-environnementaux, situés à l'interface des milieux et des sociétés, aux échelles du territoire. Un troisième concerne la taphonomie et les discontinuités spatiales et temporelles des archives morphologiques et sédimentaires, ces dernières étant la mémoire des systèmes étudiés. Cela explique la relative rareté des travaux réalisés dans cette région sur l'analyse diachronique des systèmes socio-environnementaux, aux échelles des territoires. Les études portant sur le socio-écosystème du territoire de Naachtun, cité régionale maya de la période Classique entre 150 entre 950 apr. J.-C. (fig. 1), n'échappent pas à ces contraintes. Les milieux biophysiques de ce territoire situé au nord du Petén offraient aux populations mayas une ressource en eau caractérisée par de fortes variabilités des précipitations et l'absence de réserve hydrologique souterraine exploitable. La couverture pédologique était contrastée, les sols drainés des zones de collines alternant avec les sols argileux épais des poljés karstiques (ces derniers sont nommés les *bajos*). Les formations végétales correspondaient en partie à une forêt développée sous climat tropical humide et sec. Les principales questions posées dans le cadre de cette étude sont les suivantes. Quelles furent les évolutions des ressources (eau, sol et vivant) et de leurs gestions par les anciens Mayas dans ce territoire, en regard de la demande sociale et du climat ? Quels furent les risques socio-environnementaux associés à ces évolutions ainsi que la résilience du socio-écosystème ? Quels rôles a joué le rapport à la nature des anciens Mayas dans la dynamique du socio-écosystème ? Cette étude bénéficie de travaux interdisciplinaires, amorcés en 2012[1,2,3,4] et portant sur les dynamiques environnementales et socio-environnementales, dans le centre et à proximité immédiate de Nacchtun (Castanet *et al.,* 2016 ; Nondédéo *et al.*, sous presse). Depuis 2016, l'usage de la technologie LiDAR (*light detection and ranging*) dans le Petén a levé partiellement le verrou technique lié à la forêt, permettant la découverte de densités et diversités exceptionnelles d'aménagements hydrauliques et agraires et de structures d'habitat, aux échelles du territoire (fig. 1) (Canuto *et al.*, 2018 ; Castanet *et al.*, sous presse). Cette communication vise à expliciter et discuter les développements méthodologiques qui ont été élaborés pour l'étude de ce socio-écosystème maya à l'échelle du territoire, ainsi que quelques résultats préliminaires.

1. UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE : CONCEPTION DU SOCIO-ÉCOSYSTÈME MAYA DU TERRITOIRE DE NAACHTUN

Le concept de socio-écosystème (Lévêque *et al.*, 2003 ; Collins *et al.*, 2011) favorise l'étude d'un système complexe positionné à l'interface des sociétés et des milieux biophysiques. Mobilisé pour cette étude aux échelles du territoire de Naachtun (Castanet *et al.,* 2016), il permet d'étudier les dynamiques environnementales et socio-environnementales et les enjeux qui leur sont associés, en termes de ressources, de risques socio-environnementaux, de dynamiques paysagères et de résilience. Le socio-écosystème est positionné à l'interface des modèles sociétal et biophysique du territoire de Naachtun. La diversité des interactions survenues entre ces deux modèles se joue essentiellement autour d'une boucle de services dits écosystémiques et d'une boucle de gestion. Le socio-écosystème est dit « ouvert » et « à processus réponses ». Il interagit avec les socio-écosystèmes des territoires des autres cités des Basses Terres centrales mayas. Il connaît ainsi un forçage externe anthropique mais également un forçage externe d'origine climatique (climats régional et global). Ses dynamiques évoluent dans l'espace et dans le temps, à différentes échelles, à différents niveaux d'organisation et, donc, à plusieurs niveaux d'intégration.

2. UNE ANALYSE MULTISCALAIRE : DES RECONSTITUTIONS SYNCHRONIQUES ET DIACHRONIQUES AUX DIFFÉRENTES ÉCHELLES SPATIALES DU TERRITOIRE

Au sein du territoire de Naachtun, les contextes biophysiques et archéologiques sont spatialement contrastés. Des milieux et des paysages de collines alternent avec ceux des *bajos*, relativement bas et plats. Dans les zones de collines, les anciens Mayas ont développé des centres urbains alternant avec des espaces périurbains

1 Projet MAYANAT – Dynamique d'un socio-écosystème maya dans le territoire de subsistance de la cité de Naachtun (Petén, Guatemala) entre 1500 av. et 1000 apr. J.-C. : ressources, risques, résiliences et rapports à la nature en Mésoamérique précolombienne (2020-2021), coordonné par C. Castanet. Soutien CNRS INEE, PEPS NOURANAT.

2 Projet Petén Norte NAACHTUN (2010-2022), dirigé par P. Nondédéo.

3 Projet PAYAMA – Paysages agraires d'hier et d'aujourd'hui en terre maya (2017-2018), coordonné par A. Garnier et E. Lemonnier.

4 Projet HYDROAGRO – Dynamiques croisées des sociétés et des milieux dans les basses terres mayas : coévolution, crises et résiliences à Naachtun (Guatemala) (2014-2016), coordonné par E. Lemonnier et C. Castanet.

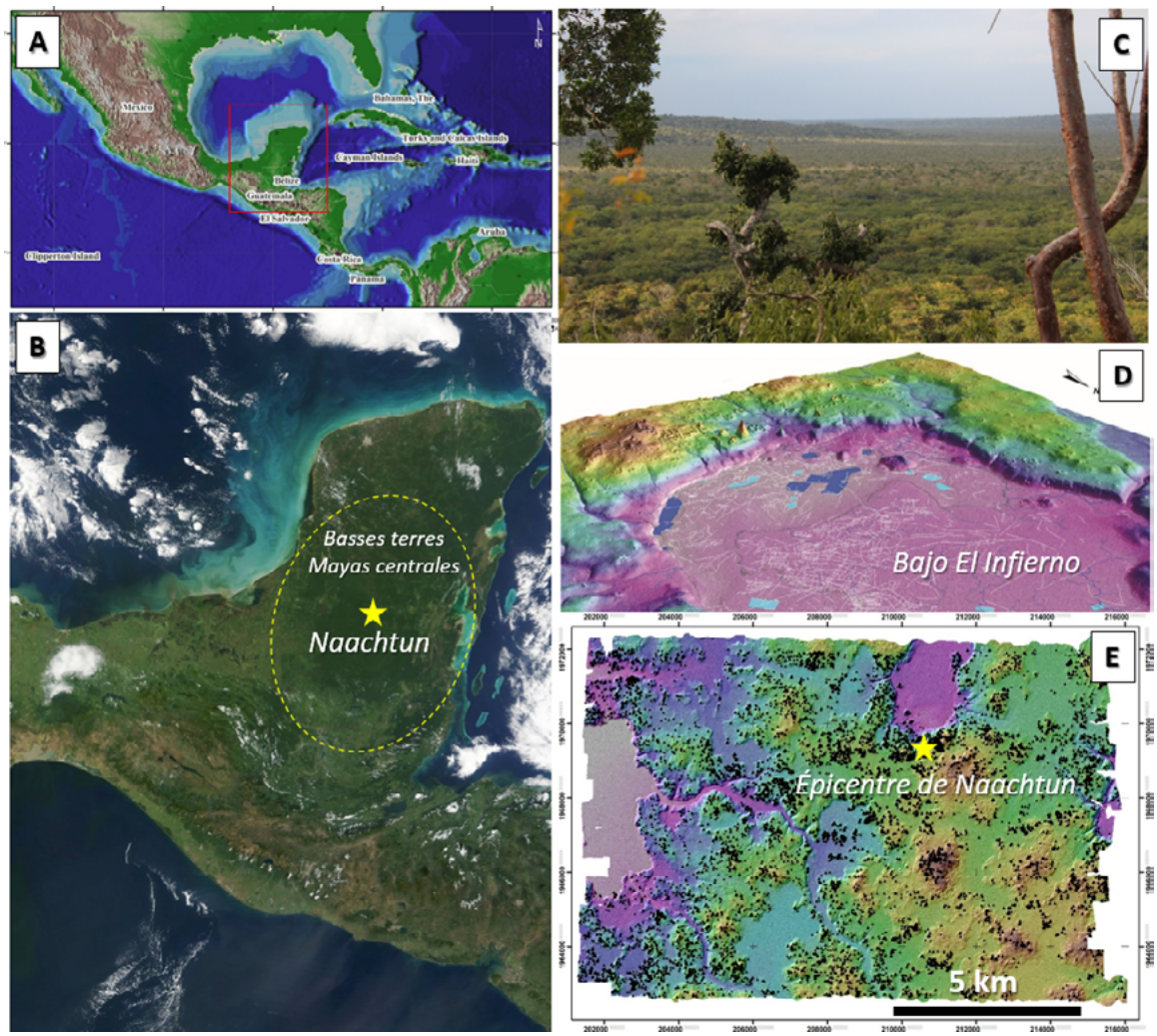


Figure 1. Territoire de subsistance de Naachtun, cité régionale maya de la période Classique
A – Localisation en Mésoamérique
B – Localisation dans la péninsule du Yucatán
C - Canopée de la forêt tropicale du Petén à Naachtun (cœur de réserve de biosphère maya)
D – Vue des aménagements hydrauliques et agraires du *bajo El Infierno*, situé au nord de l'épicentre de Naachtun (MNT LiDAR PLI)
E – Vestiges des occupations mayas (habitat) identifiés dans le territoire (points noirs sur fond MNT LiDAR PLI)

et des espaces relativement plus ruraux. Différentes échelles spatiales sont donc considérées afin d'étudier les singularités de ce socio-écosystème et cela à différents niveaux d'organisation du territoire : échelles micro-locale (du m² à plusieurs ha), locale (> 1 km²) et microrégionale (échelle du territoire, > 100 km²). Plusieurs paramètres temporels sont pris en compte dans cette étude : âge, durée, vitesse, cyclicité, linéarité des processus et des faits environnementaux et socio-environnementaux survenus. L'approche diachronique couvre les 5 derniers millénaires et se focalise sur la fourchette 1500 av.-1000 apr. J.-C. Elle concerne les périodes mayas du Préclassique et du Classique et permet de considérer les trajectoires sur le « temps long » ainsi que les héritages. Les périodes renseignées par les archives et la résolution temporelle des reconstitutions diffèrent d'une séquence sédimentaire à une autre, qu'elles soient environnementales et/ou archéologiques. Les archives sont complémentaires et font l'objet de combinaisons à des fins analytiques. La stratégie d'échantillonnage, permettant de croiser les données environnementales et archéologiques aux différentes échelles d'espace et de temps, est déterminante pour la qualité des reconstitutions synchroniques et diachroniques.

3. DES ARCHIVES MORPHOLOGIQUES ET SÉDIMENTAIRES : MÉMOIRE DU SOCIO-ÉCOSYSTÈME MAYA DU TERRITOIRE DE NAACHTUN

Les reconstitutions établies reposent sur l'étude d'archives morphologiques (microtopographie) et sédimentaires (sédiments naturels et anthropiques). L'étude microtopographique du relief actuel, à large échelle et sous couvert forestier dense, a été rendue possible grâce à l'acquisition, au traitement et à l'analyse

de données LiDAR[5]. L'accès à l'ensemble des microreliefs, hérités des dynamiques environnementales et socio-environnementales passées, constitue une clé analytique nouvelle et déterminante pour la connaissance de la dynamique du socio-écosystème de Naachtun (fig. 1). Des archives sédimentaires de nature, d'âge, d'état de conservation et de localisation variées ont été découvertes, fouillées et échantillonnées, en contextes hors sites et en contextes archéologiques. Il s'agit en particulier de dépôts de plateaux, de versants, de vallons et de vallées, de marais (colluvions, alluvions fluviatiles et lacustres…), de réservoirs, de canaux, de champs surélevés et drainés, de jardins, de terrasses, d'habitats, de contextes funéraires, cérémoniels, etc. Des référentiels actuels et pré-anthropiques (hydrologiques, pédologiques et écologiques) ont été établis, qui permettent de renforcer les analyses et les interprétations multi-proxies des archives sédimentaires, en regard des processus actuels (approche actualiste) et des processus passés (non encore soumis aux emprises des populations sur les milieux biophysiques).

4. DES TRAVAUX INTERDISCIPLINAIRES DE TERRAIN ET DE LABORATOIRE : APPROCHE INTÉGRÉE DES DYNAMIQUES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES DU TERRITOIRE

L'approche développée est interdisciplinaire et positionnée au carrefour de la géographie, des biogéosciences et de l'archéologie. Les travaux archéogéographiques portent sur des analyses LiDAR et des analyses spatiales multithématiques, favorisées par l'usage des systèmes d'informations géographiques (Canuto *et al.,* 2018 ; Castanet *et al.,* sous presse). Le nuage de points 3D LiDAR sol permet de générer et d'analyser des modèles numériques de terrain dont les résolutions sont comprises entre 0,5 et 1 m et dont la précision est de quelques décimètres, sur une superficie supérieure à 135 km^2 (fig. 1). Ces investigations sont croisées avec des travaux de géoarchéologie alluviale et agraire (stratigraphie, pédologie, géomorphologie, hydrologie, sédimentologie, géochimie…). Des développements sont également menés dans les domaines de la paléoécologie et de l'archéobotanique. Ils comprennent l'étude des phytolithes, l'anthracologie, l'étude du signal incendie et la pédoanthracologie, ainsi que la malacologie. Des investigations en archéozoologie portant sur des restes de faune se focalisent en particulier sur la diète des populations. Des travaux bioanthropologiques et isotopiques des populations visent l'étude des carences et des pathologies. Les travaux archéologiques permettent de caractériser les dynamiques de l'occupation et de l'aménagement du territoire (processus d'agglomération, relais de pouvoir…) tout en posant des hypothèses sur les évolutions paléodémographiques. Le cadre chronologique de ces reconstitutions repose sur des éléments de chronologie relative (tels que la morpho-stratigraphie et la typo-chronologie de la céramique), de géochronologie (datations par le radiocarbone ^{14}C sur matière organique et datations par la méthode OSL – *optically stimulated luminescence* sur matière minérale) et des modélisations (logiciels ChronoModel et ChronoCurve – en cours de développement – pour les courbes âge-profondeur).

5. RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES : DYNAMIQUES CROISÉES DES HYDROSYSTÈMES, DES AGROSYSTÈMES ET DES SOCIO-SYSTÈMES

Les développements méthodologiques ont permis de révéler la complexité des territoires palimpsestes mayas qui ont été construits à Naachtun et ses alentours, entre 1500 av. et 1000 apr. J.-C. (Canuto *et al.,* 2018 ; Castanet *et al.,* sous presse ; Nondédéo *et al.*, sous presse). À l'échelle du territoire de Naachtun, les analyses LiDAR ont mis au jour une trame d'habitat quasiment continue, concentrée dans les zones de collines, laissant les *bajos* globalement dépourvus d'indices de résidences. En l'état des investigations de terrain, les vestiges archéologiques (céramique, architecture) les plus anciens découverts à ce jour dans la microrégion de Naachtun remontent au Préclassique moyen (Nondédéo *et al.,* sous presse). C'est durant la période Classique que Naachtun y devient le centre politique et rituel majeur. Des évaluations de la population de Naachtun en diachronie sont proposées à partir de l'analyse des vestiges d'habitats (Hiquet, 2020). L'apogée de l'occupation est connu au Classique récent. Ultérieurement, Naachtun et son *hinterland* n'échappèrent pas aux dynamiques touchant le pays maya à partir du Classique terminal. Un déclin de la population est très nettement perceptible et aboutit alors à l'abandon de la cité, à la fin du Classique terminal. Durant les périodes Préclassique et Classique, les flux hydrologiques et sédimentaires ont fluctué au sein du territoire de Naachtun, en réponse aux changements climatiques et aux impacts anthropiques (emprises et déprises des populations sur les milieux biophysiques). Les fluctuations décrites dans cette étude ont largement contrôlé les dynamiques spatio-temporelles des ressources des populations mayas en eau et en sol. De plus, tous les compartiments de l'hydrosystème ont fait l'objet d'aménagements hydrauliques par les anciens

5 Acquisition faite par le *National Center for Airborne Laser Mapping* (NCALM), dans le cadre de la *Pacunam LiDAR Initiative* (PLI), développée par la fondation *Pacunam* (*Fundación Patrimonio Cultural y Natural Maya).*

Mayas pour des usages domestiques et agricoles (réservoirs, canaux et fossés, digues…) (fig. 1) (Castanet *et al., sous presse*). Une mosaïque de stratégies agricoles et agroforestières a été développée dans le territoire de Naachtun, durant les périodes préclassique et classique (Castanet *et al.*, sous presse ; Dussol *et al.*, sous presse ; Nondédéo *et al.*, sous presse ; Testé, 2020 ; Dussol, 2017*)*. Les vestiges morphologiques et sédimentaires des aménagements à finalités agraires sont observés dans les divers contextes pédologiques et géomorphologiques du territoire. Un premier échantillon de cas d'*étude permet de renseigner* différents types de systèmes agraires et agroforestiers *établis* durant les périodes Préclassique et Classique (morphologies agraires, pratiques agraires et agroforestières, systèmes de cultures, *économie des combustibles ainsi que leurs âges d'émergence* et d'abandon). Les interactions survenues entre les hydrosystèmes, les agrosystèmes et les socio-systèmes ont ainsi contrôlé la nature du socio-écosystème et ont rythmé sa dynamique dans le territoire. Le rapport à la nature des anciens Mayas, les ressources du territoire de Naachtun et leur gestion ont contribué à la subsistance des populations et *à* la durabilité du socio-écosystème durant le Préclassique et jusqu'à la fin de la période Classique.

6. ENJEUX DES RECHERCHES SOCIO-ENVIRONNEMENTALES À VENIR : VERS UN NOUVEAU PARADIGME DANS L'ÉTUDE DU SOCIO-ÉCOSYSTÈME DE NAACHTUN

L'analyse des territoires palimpsestes construits à Naachtun et ses alentours par les anciens Mayas, a révélé une quantité, une diversité et une répartition spatiale exceptionnelles des vestiges des aménagements liés à la gestion des ressources environnementales. Cette découverte modifie profondément nos représentations des dynamiques socio-environnementales survenues dans les Basses Terres centrales mayas durant le Préclassique et le Classique. Dès lors, les actuelles et futures études environnementales et socio-environnementales des anciens territoires mayas de Naachtun s'inscrivent dans un nouveau paradigme et peuvent être enfin menées aux échelles du territoire. Pour cela, de nouvelles phases d'acquisition et de traitement de données LiDAR et de données de terrain sont programmées et en cours de réalisation[6]. Elles permettront de renforcer les reconstitutions synchroniques et diachroniques du socio-écosystème, aux échelles du territoire de Naachtun.

RÉFÉRENCES

Canuto M.-A., Estrada-Belli F., Garrison T. G., Houston S-D., Acuna M-J., Kovac M., Marken D., Nondédéo P., Auld-Thomas L., Castanet C., Chatelain D., Chiriboga C-R., Drapela T., Lieskovsky T., Tokovinine A., Velasquez A., Fernandez-Diaz J-C., Shrestha R., 2018, "Ancient Lowland Maya Complexity as Revealed by Airborne Laser Scanning of Northern Guatemala", *Science*, n° 361 [en ligne : doi.org/10.1126/science.aau0137].

Castanet C., Nondédéo P., Lemonnier E., Purdue L., Dorison A., Cuenot J.-F., Pageau J., Hiquet J., Michelet D., Begel J., Morales-Aguilar C., Garrido L. 2019, "El LiDAR como herramienta para un acercamiento a la gestión de los recursos naturales Mayas (agua y suelos): el caso de Naachtun, Petén, Guatemala", *in* B. Arroyo, L. Méndez Salinas et G. Ajú Álvarez (dir.), *Actes XXXII Simposio de Investigaciones Arqueológicas en Guatemala*, Guatemala city, MUNAE (Guatemala, 23-27 juillet 2018), p. 665-677.

Castanet C., Purdue L., Lemonnier E., Nondédéo P., 2016, « Dynamiques croisées des milieux et des sociétés dans les basses terres tropicales mayas : hydrosystème et agrosystème à Naachtun (Guatemala) », *Les Nouvelles de l'archéologie*, n° 142, F. Giligny et Z. Tsirtsoni (coord.), « Changements sociaux, changements climatiques », p. 32-37 [en ligne : journals.openedition.org/nda/3275].

Collins S.L., Carpenter S.R., Swinton S.M., Orenstein D.E., Childers D.L., Gragson T.L., Grimm N.B., Grove J.M., Harlan S.L., Kaye J.P., Knapp A.K., Kofinas G.P., Magnuson J.J., McDowell W.H., Melack J.M., Ogden L.A., Robertson G.P., Smith M.D., Whitmer A.C., 2011, "An Integrated Conceptual Framework for Long-Term Social-Ecological Research", *Frontiers in Ecology and the Environment,* n° 9, p. 351-357 [en ligne : doi.org/10.1890/100068].

Dussol L., Elliott M., Michelet D., Nondédéo P. 2020, "Fuel Economy, Forest Management and Adaptation Strategies in a Classic Maya City: Applying Anthracology to Urban Settings in High Biodiversity Tropical Environments", *Vegetation History and* Archaeobotany [en ligne : doi.org/10.1007/s00334-020-00776-0].

Dussol L., 2017, *Feux et forêts mayas. Usages et gestion des combustibles ligneux dans les Basses Terres centrales mayas à la période Classique. Le cas du site de Naachtun, Petén, Guatemala : approche anthracologique*, thèse d'archéologie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

6 Les travaux sont soutenus par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le CNRS (INEE et InSHS), la fondation Pacunam, la société Perenco, la fondation Cino del Duca, le LabEx DynamiTe (ANR-11-LABX-0046, programme Investissements d'avenir) et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les travaux font partie des activités du Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) en Amérique centrale. Les travaux de terrain ont été entrepris avec l'autorisation de l'Instituto de Antropología e Historia (IDAEH) de Guatemala.

Hiquet J., 2020, *Essor monumental et dynamiques des populations. Le cas de la cité maya de Naachtun, Guatemala, au Classique ancien 150-550 apr. J.-C.*, thèse d'archéologie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Lévêque C., Muxart T., Abbadie L., Weill A., Van der Leeuw S., 2003, « L'anthroposystème : entité structurelle et fonctionnelle des interactions sociétés-milieux », *Quelles natures voulons-nous ? Pour une approche socio-écologique du champ de l'environnement. Actes du colloque du PEVS* (Lille, 11-14 novembre 2001), Paris, Elsevier.

Nondédéo P., Castanet C., Purdue L., Lemonnier E., Dussol L., Hiquet J., Garnier A., Testé M., 2020, "Archaeological and Paleo-Environmental Reconstructions in the Tropical Maya Area: The Case of Naachtun (Guatemala)", *in* C. Kuzucuoğlu, P. Nondédéo et O. Weller (dir.), *Different Times? Archaeological and Environmental Data from Intra-Site and Off-Site Sequences, Proceedings of the XVIII UISPP World Congress* (4-9 juin 2018, Paris), vol. 4, session II-8, Oxford, Archaeopress, p. 94-110.

Testé M., 2020, *Reconstitution des paléo-environnements et des interactions Homme-milieux à l'Holocène récent dans les basses terres tropicales mayas*, thèse de géographie de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

LES AUTEUR·E·S

Cyril Castanet
Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis – LGP
cyril.castanet@lgp.cnrs.fr

Philippe Nondédéo
ARCHAM
philippe_nondedeo@yahoo.com

Lydie Dussol
CEPAM
Lydie.Dussol@cepam.cnrs.fr

Marc Testé
UP1 – LGP
marc.teste@lgp.cnrs.fr

Louise Purdue
CEPAM
louise.purdue@cepam.cnrs.fr

Julien Hiquet
UP1 – ARCHAM
julien.hiquet@hotmail.fr

Éva Lemonnier
UP1 – ARCHAM
eva.lemonnier@univ-paris1.fr

Aline Garnier
UPEC – LGP
aline.garnier@lgp.cnrs.fr

Hemmamuthé Goudiaby
ARCHAM
mursili@live.fr

Antoine Dorison
UP1 – ARCHAM
antoine.dorison@gmail.com

Noémie Tomadini
MNHN – AASPE
noemie.tomadini@gmail.com

Sandrine Grouard
AASPE
grouard@mnhn.fr

Carlos Morales-Aguilar
UP1 – ARCHAM
cmoragui@gmail.com

Nicole Limondin-Lozouet
LGP
nicole.limondin@lgp.cnrs.fr

Julien Cavero
LGP
julie.cavero@lgp.cnrs.fr

Anne-Lise Develle-Vincent
Edytem
anne-lise.develle@univ-smb.fr

Christine Hatté
LSCE
christine.hatte@lsce.ipsl.fr

Philippe Lanos
Université Bordeaux-Montaigne, IRAMAT-CRP2A
Université Rennes 1, Géosciences-Rennes
philippe.lanos@univ-rennes1.fr

Fatima Mokadem
LGP
fatima.mokadem@lgp.cnrs.fr

György Sipos
University of Szeged (Hongrie)
Physical Geography and Geoinformatics, OSL Hungary ltd.
gysipos@geo.u-szeged.hu

Le marais de Chavannes : longue histoire d'un petit marais

AUTEUR·E·S
Agnès GAUTHIER,
Emmanuèle GAUTIER,
Anaëlle VAYSSIÈRE,
Clément VIRMOUX,
Ségolène SAULNIER-COPARD,
Laëtitia COUTINHO DA SILVA,
Serge GRESSETTE

RÉSUMÉ
Le marais de Chavannes (région Centre) fait l'objet d'un dialogue pluridisciplinaire non seulement entre chercheurs de spécialités différentes, mais aussi entre chercheurs et gestionnaires du marais. Nous cherchons à décrire les dynamiques des paysages de ce territoire, ainsi que la variabilité des flux hydro-sédimentaires, tout au long de l'Holocène, à partir d'analyses polliniques, chimiques et sédimentaires. Afin d'identifier les phases de défrichement et de mise en culture à partir du Néolithique, une analyse du signal incendie est conduite. Le marais, classé en espace naturel sensible (ENS), est géré par le Conservatoire d'espaces naturels de la région Centre. Deux raisons expliquent cette protection : la disparition quasi-totale des zones humides en France et la présence d'une des plus grandes cladiaies (végétation des marais composée principalement de marisque). L'histoire de cette plante, le *Cladium*, reste donc à écrire ! La population locale, qui n'utilise plus la zone humide depuis plus de 70 ans, est en attente de cette longue histoire, qui lui permettra de se réapproprier un milieu délaissé et méprisé.

MOTS CLÉS
zones humides, Holocène, paléoenvironnements, Néolithique, *Cladium*

Marais de Chavannes : The Long Story of a Small Marsh

ABSTRACT
The "Marais de Chavannes" (a small marsh located in French Region Centre) is the subject of a multidisciplinary dialogue between researchers in palaeoenvironment, hydrogeomorphology and archeology, but also between researchers and managers of the marsh. The aim of the study is to reconstruct landscape changes and variability of the hydro-sedimentary fluxes, during the Holocene. For this, pollen, chemical and sediment analyses are carried out. In order to identify the land clearing and cultivated crops from the Neolithic period, the micro- and macro-charcoal analysis is conducted. The marsh, classified as a Sensitive Natural Area, is managed by the Conservatory of Natural Areas in the Region Centre. There are two reasons for this protection: the almost total disappearance of wetlands in France and the presence of one of the largest herbaceous fen vegetation mainly composed of saw-sedge (*Cladium*). The *Cladium* story has to be written! The local population, who has abandoned the marsh for over 70 years, is waiting for this long story that will allow them to reclaim a disregarded environment.

KEYWORDS
Wetlands, Holocene, Palaeoenvironments, Neolithic, *Cladium*

INTRODUCTION

Le Centre de la France, hormis les vallées de la Loire et du Cher (Castanet, 2008 ; Vayssière, 2018) est un angle mort de la connaissance paléoenvironnementale : les études y sont peu nombreuses et relativement anciennes (Despriée et *al.*, 2007 ; Macaire, 1976 ; Vannière & Martineau, 2005). Par ailleurs, si des investigations archéologiques ont démontré un fort potentiel (Batardy et *al.*, 2001), le Néolithique en particulier est mal connu. Ainsi, les recherches conduites tant sur le plan hydrogéomorphologique qu'archéologique ont permis d'appréhender les dynamiques environnementales et sociétales à des pas de temps variés. En revanche, les dynamiques de la végétation sous contrôle climatique et surtout anthropique (premiers défrichements, pratiques d'abattis-brûlis, mise en place des systèmes agropastoraux, changement des modes d'occupation des sols) demeurent peu connues et constituent pourtant un pivot essentiel de l'étude des relations sociétés-milieu.

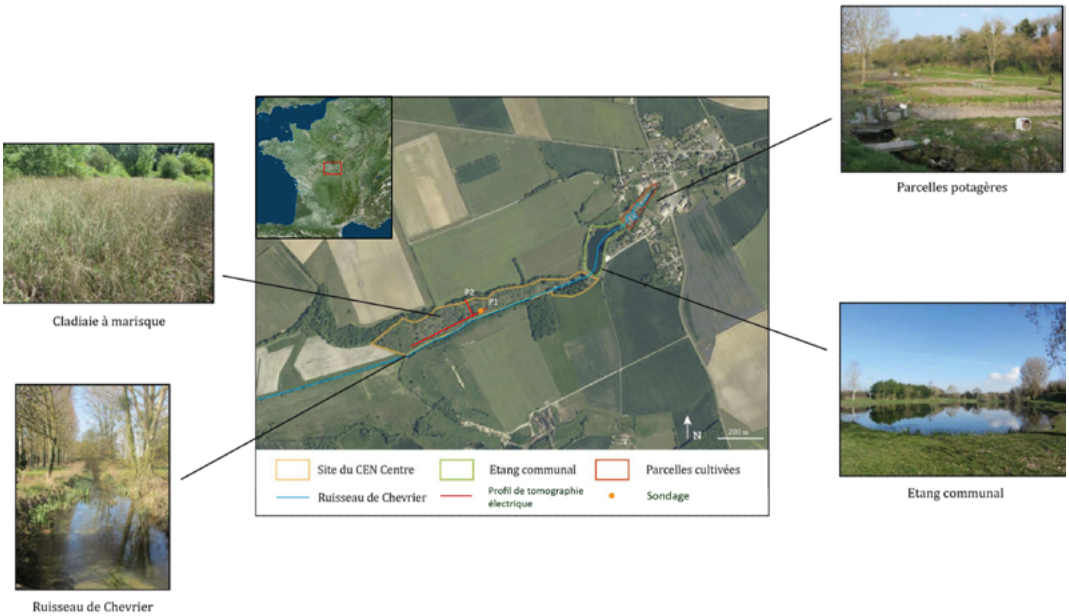
C'est pour cette raison qu'un projet de recherche pluridisciplinaire a été mis en place sur le marais de Chavannes (région Centre, département du Cher) avec pour premier objectif de proposer une reconstitution paléoenvironnementale, paléohydrologique et paléoclimatique en Champagne berrichonne sur le long terme. Le second objectif est lié au statut actuel du marais en « espace naturel sensible » (ENS). Propriété de la commune de Chavannes, le marais est géré par le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) de la région Centre-Val de Loire[1] grâce à un bail emphytéotique. Deux raisons expliquent cette protection : la disparition quasi-totale des zones humides en France et la présence d'une des plus grandes cladiaies, végétation des marais composée principalement de marisque (Chorein *et al.*, 2013). L'histoire de cette plante, le *Cladium*, reste donc à écrire !

La population locale, qui n'utilise plus la zone humide depuis plus de 70 ans, est en attente de cette longue histoire, qui lui permettra de se réapproprier un milieu délaissé et méprisé.

1. PRÉSENTATION DU SITE

Le marais de Chavannes est une petite zone humide située en Champagne berrichonne à cinq kilomètres à l'est de Châteauneuf-sur-Cher. D'une longueur de près de 900 m et d'une largeur maximale d'environ 150 m, il a une superficie d'environ huit hectares (fig. 1). Entouré par des cultures intensives de plateau, c'est un marais de type alcalin encaissé dans la petite vallée du Chevrier, ruisseau affluent du Cher traversant le marais. La vallée est faiblement encaissée dans les plateaux Eocène-Oligocène (calcaires et argiles lacustres du Berry). Le site héberge une faune et une flore inféodées à ce type d'habitat devenu rare en région Centre, et en particulier une des rares cladiaies terrestres de Champagne berrichonne (*ibid.*). Cette zone humide s'est fortement boisée depuis les années 1950 avec le développement d'une saulaie et d'une fruticée, et ce en raison de la déprise agropastorale.

Figure 1. Les différentes unités paysagères du marais de Chavannes et localisation des profils de tomographie électrique et du sondage (d'après Martin, 2014)



Le marais comprend plusieurs entités situées sur le tracé du ruisseau de Chevrier (Martin, 2014). Au plus proche de la source, se trouvent des parcelles cultivées entre lesquelles circule le Chevrier dans un système de fossés mis en place pour drainer cette zone anciennement marécageuse. En aval de cette zone potagère, se trouve l'étang communal de Chavannes créé à l'emplacement d'une ancienne exploitation de tourbe. Enfin, à l'exutoire de l'étang communal se trouve le marais proprement dit.

Le marais de Chavannes a fait l'objet d'une convention de collaboration scientifique entre LGP et le CEN de 2014 à 2018, ce qui a permis de caractériser le fonctionnement hydrologique dont dépendent les biotopes du marais (Gautier et *al.*, 2018). Il apparaît ainsi que le marais est alimenté en eau par l'exsurgence de la nappe présente dans le calcaire tertiaire de la Champagne berrichonne. Il est drainé par le ruisseau de Chevrier qui a été recreusé dans les années 1970-1980 dans la volonté d'assécher le marais. L'objectif du plan de gestion du CEN est de restaurer le fonctionnement du marais de Chavannes, ce qui a demandé un diagnostic préliminaire.

1 www.cen-centrevaldeloire.org

2. MATÉRIEL ET MÉTHODES

2.1. Le sondage

Un sondage carotté à l'aide d'un carottier à percussion de type Cobra et d'un extracteur hydraulique (carottes de 1 m de long avec un diamètre de 7,5 cm) a été réalisé en juin 2019. L'emplacement (46° 50' 49"N, 2° 21' 55"E) a été déterminé selon l'épaisseur la plus importante de sédiments organiques (fig. 1).

Pour estimer l'épaisseur du remblaiement organique et minéral de la dépression, deux profils de résistivité électrique ont été mesurés avec une géométrie d'électrode de type Wenner-Schlumberger. Le profil P1 orienté ouest-est mesure 381 m et a été réalisé avec un espacement entre électrodes de 3 m permettant d'atteindre une profondeur d'investigation de 20 m. Le profil P2 orienté sud-nord mesure quant à lui 90 m et a été réalisé avec un espacement entre électrodes de 2 m pour une profondeur d'investigation de 17 m (fig. 1). L'appareil utilisé est un système multi-électrodes Abem Terrameter LS composé de 64 électrodes.

La qualité des données a d'abord été évaluée par le logiciel X2ipi. L'inversion des données a par la suite été effectuée par le logiciel Res2Dinv par une technique d'inversion par moindres carrés pour obtenir un modèle de la sub-surface. Sur les deux profils, l'erreur quadratique moyenne issue de l'inversion est inférieure à 2 %, ce qui est jugé très satisfaisant pour l'interprétation des données.

Le sondage a permis d'obtenir une séquence sédimentaire de 12 m d'épaisseur composée d'une alternance de niveaux minéraux et de tourbe.

2.2. Datations radiocarbone et chronologie

La chronologie de la séquence se fonde pour l'instant sur quatre datations radiocarbone de type AMS à partir d'échantillons de macrorestes végétaux et de sédiment brut. Les échantillons datés ont été prélevés à la base, au sommet et en position intermédiaire au sein de la carotte. La calibration des âges obtenus a été effectuée avec le logiciel Oxcal[2], en utilisant la courbe de calibration IntCal13 (Reimer et *al.*, 2013). Un modèle âge-profondeur a été construit à l'aide du programme Clam dans R (Blaauw, 2010) avec une interpolation linéaire.

2.3. Analyses sédimentaires

Une analyse de susceptibilité magnétique a été réalisée à l'aide d'un appareil Bartingon MS2F par double mesure (premier passage tous les 0,5 cm et second passage tous les 1 cm).

Des analyses granulométriques ont été menées dans chaque unité sédimentaire. Après destruction de la matière organique par H_2O_2, les échantillons ont été mis en suspension dans l'hexamétaphosphate de sodium avant le passage au granulomètre laser LS 13330XR.

Enfin des mesures de calcimétrie et de perte au feu (PAF) ont été réalisées tous les 11 cm afin d'estimer le taux de matière organique des sédiments.

2.4. Analyses palynologiques

Pour l'analyse palynologique, les échantillons ont été sélectionnés avec une maille de 8 cm en moyenne. Ce pas est amené à être affiné en fonction des résultats. Les échantillons ont été préparés selon un protocole incluant tamisage et tri densimétrique. Au comptage des pollens s'ajoute celui des spores de champignons et d'algues. Cette analyse permettra d'aborder l'évolution des paysages végétaux, d'établir la part de la variabilité climatique et celle des activités anthropiques dans les changements environnementaux, de détecter la présence de bétail et caractériser le début de l'agriculture en région Centre et enfin d'expliquer l'évolution de la structuration actuelle de la zone humide.

2.5. Analyses hydrogéologiques

La hauteur de la nappe étant un facteur essentiel de l'écologie des milieux humides, un suivi des hauteurs de la nappe (pas de temps horaire) a été entrepris depuis 2014, au moyen de sondes de hauteurs d'eau implantées en 5 points du marais.

3. PREMIERS RÉSULTATS

La première étape du travail de recherche sur le marais de Chavannes a été la reconstitution des usages. L'étude de Vannière et Martineau (2005) sur l'histoire des feux en région Centre, au sud du site du marais de Chavannes, met en évidence des traces de défrichement par le feu, correspondant au Néolithique supérieur.

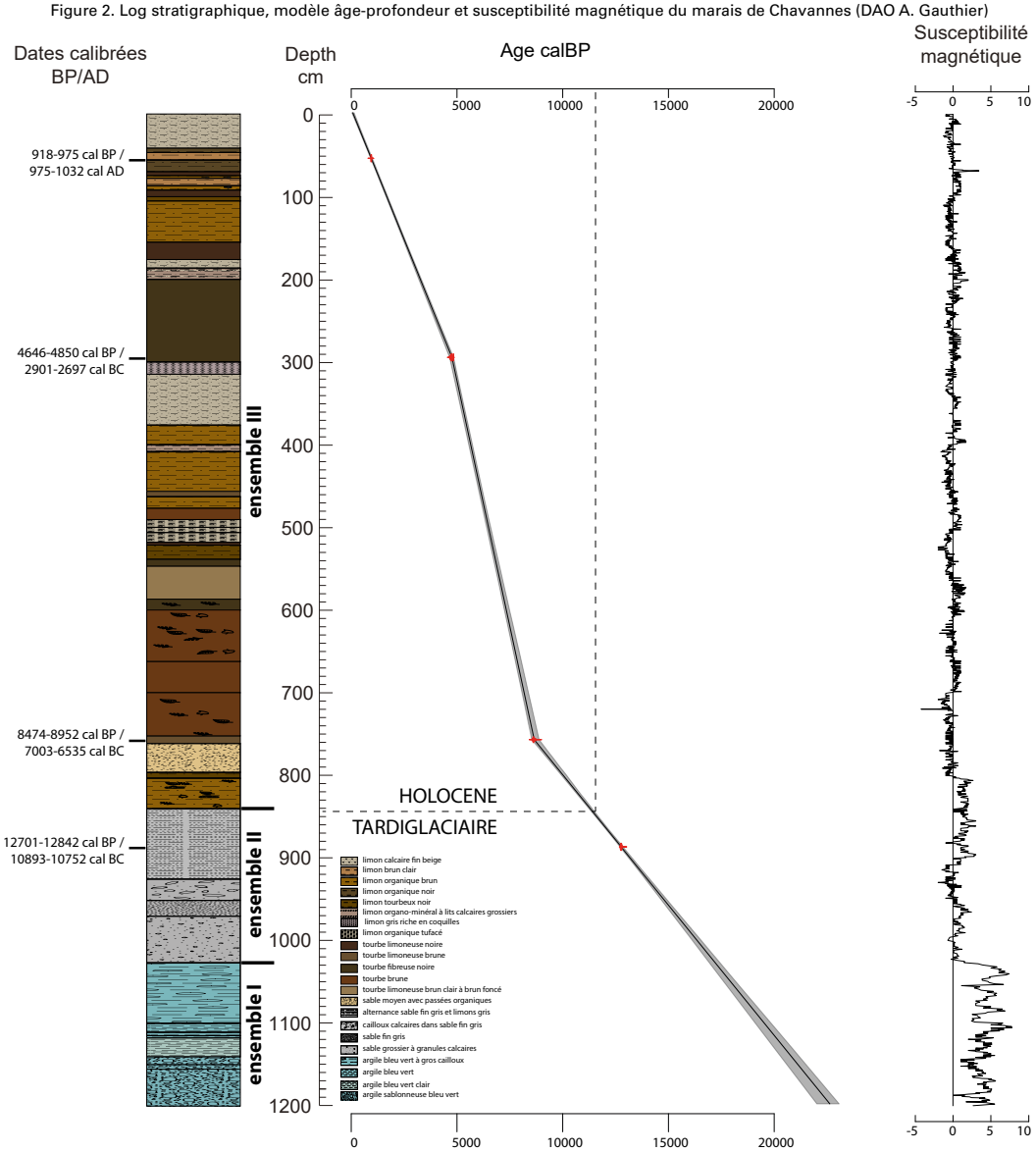
2 c14.arch.ox.ac.uk/oxcal.html

De plus, des vestiges gallo-romains ont été retrouvés à proximité (Chorein *et al.*, 2013). Localement, il est dit que le marais aurait été donné par Colbert aux habitants, sans qu'aucune archive vienne attester ce don. Les cartes anciennes (XVIIIe-XIXe siècles) montrent que la vallée a été équipée d'un barrage afin de créer un étang qui a empiété sur la moitié avale de la vallée, l'amont restant en zone humide. Cet étang était dévolu au fonctionnement du moulin situé en aval, puis a été asséché à la fin du XIXe siècle et mis en culture. La partie amont du marais, plus humide, a alors été utilisée majoritairement pour du pâturage et la culture de l'osier. Abandonné dans les années 1960, la végétation spontanée recolonise rapidement le marais (fig. 1). Deux unités écologiques se succèdent d'amont en aval. En amont, une roselière à phragmites croit sur un sol très humide, où le suivi hydrogéologique montre un faible battement de la nappe toujours située à moins de 70 cm de profondeur. Progressivement vers l'aval, se développe une mégaphorbiaie où la cladiaie (composée de marisque) prend une part de plus en plus croissante. En raison du creusement du ruisseau, la nappe se rabat fortement l'été, ce qui à terme peut mettre en péril la cladiaie. Actuellement, bien que classé ENS, le marais est chassé.

La seconde étape se fonde sur une approche interdisciplinaire, diachronique et à haute résolution temporelle de la séquence sédimentaire, dont les premiers résultats seront discutés.

Les premières datations ^{14}C obtenues permettent d'envisager un enregistrement continu des derniers 15 000 ans soit depuis la fin du Tardiglaciaire jusqu'à la période actuelle (fig. 2). Ce calage chronologique permet d'envisager un taux de sédimentation important, relativement constant (entre 0,0314 et 0,1189 cm/an) et une haute résolution temporelle.

Figure 2. Log stratigraphique, modèle âge-profondeur et susceptibilité magnétique du marais de Chavannes (DAO A. Gauthier)



L'étude de la séquence sédimentaire a permis de distinguer et de décrire 34 unités lithologiques que l'on peut d'une manière schématique regrouper en 3 grands ensembles stratigraphiques (fig. 2). L'ensemble stratigraphique 1 (1 200-1 029 cm) est composé d'argiles bleu-vert parfois très grossières qui correspondent au substrat oligocène. L'ensemble stratigraphique 2 (1 029-840 cm) se caractérise par des sables limons gris grossiers à la base et devenant de plus en plus fins au sommet. Cet ensemble 2 signale probablement la limite Pléniglaciaire-Tardiglaciaire et s'appuie sur un âge radiocarbone (12 701-12 842 cal BP) obtenu à 887 cm de profondeur. Le dernier ensemble stratigraphique 3 (840-0 cm) montre la mise en place de la tourbification alternant avec des phases carbonatées. La transition Tardiglaciaire-Holocène se situe probablement au passage entre les ensembles stratigraphiques 2 et 3 (fig. 2). Un hiatus sédimentaire n'est pas à exclure. De nouvelles datations radiocarbone permettront de le vérifier.

Les mesures de la susceptibilité magnétique montrent un profil relativement homogène (fig. 2) qui permet toutefois de distinguer les trois ensembles stratigraphiques. Les plus fortes valeurs sont observées pour l'ensemble stratigraphique 1. Une forte baisse des valeurs est observée à 1 030 cm de profondeur avec le passage à l'ensemble stratigraphique 2. Le début de l'ensemble stratigraphique 3 à 840 cm de profondeur est marqué par une plus faible diminution des valeurs de la susceptibilité magnétique qui restent globalement stables jusqu'au sommet de la séquence sédimentaire, illustrant le fait que les sédiments calcaires et organiques sont peu favorables à un enregistrement clair du signal magnétique. Ces valeurs uniformes soulignent également que les apports détritiques d'origine terrigène et l'érosion dans le bassin versant ne semblent pas *a priori* contribuer de manière significative à l'accumulation sédimentaire. Cependant, la baisse des valeurs enregistrées à la limite des ensembles stratigraphiques 2 et 3 correspondant à la limite Tardiglaciaire-Holocène suggère une baisse du détritisme en lien avec le développement de la végétation, ce qui corrobore l'attribution de l'ensemble stratigraphique 3 à l'Holocène.

Les premiers résultats de l'étude palynologique montrent qu'entre 886 et 846 cm de profondeur (fin de l'ensemble stratigraphique 2), la végétation régionale est essentiellement steppique, dominée par *Artemisia* et les Poaceae et d'autres héliophiles et xérophiles (*Ephedra*, Chenopodiaceae, *Helianthemum*, *Thalictrum*, Cichorioideae entre autres) et au sein de laquelle quelques bosquets épars de *Juniperus*, *Betula*, *Salix* sont peu développés. La végétation locale palustre apparaît comme une prairie humide avec Cyperaceae, *Filipendula*, Apiaceae, *Rumex* entre autres. La présence d'une steppe froide conforte l'attribution au Tardiglaciaire de cette partie de l'ensemble stratigraphique 2. Les résultats préliminaires obtenus pour les deux mètres supérieurs de la séquence sédimentaire illustrent l'intérêt d'une étude pluridisciplinaire. Les données polliniques correspondantes montrent un paysage ouvert où les arbres peu abondants bien que diversifiés sont dominés par *Quercus*. La végétation locale correspond à une prairie humide du type roselière à Cyperaceae dominantes (dont *Cladium*) et Poaceae, rappelant celle des bas marais alcalins. Les points intéressants sont la présence d'indices polliniques d'anthropisation (*Triticum*, *Hordeum*, *Plantago lanceolata*, *Rumex*) signalant des activités agropastorales à proximité du site. On y relève également une flore d'algues d'eau douce très diversifiée dont les changements dans les assemblages paraissent répondre à des fluctuations rapides du niveau d'eau. Ces modifications pourraient être mises en rapport avec les variations du taux de carbonates, dont deux baisses significatives sont enregistrées à 170 et 59 cm de profondeur dans les niveaux les plus organiques. Elles semblent indiquer des changements dans l'origine et la formation des carbonates.

Ces résultats préliminaires sont encourageants pour la poursuite de l'étude pluridisciplinaire à haute résolution de la séquence de Chavannes. Ils doivent être complétés par des analyses déjà programmées.

Afin d'identifier les dépôts issus de l'érosion du plateau et de discriminer le signal détritique (signe d'événements climatiques ou/et d'actions anthropiques susceptibles de générer l'érosion des versants) du signal authigène, une analyse de la fluorescence X (XRF) sera réalisée avec un core scanner Avaatech au laboratoire Edytem avec un pas d'échantillonnage de 1 cm. Elle pourra aussi éventuellement permettre de retracer des paléopollutions. En complément de cette analyse, des mesures du rapport carbone/azote (éléments trop légers pour être détectés par fluorescence X) réalisées tous les 10 cm permettront d'estimer le degré d'évolution de la matière organique (degré de dégradation). Une analyse micromorphologique ciblée sur quelques échantillons pourra identifier les traits sédimentaires (mode de mise en place du sédiment) et les traits pédologiques (transformations post-dépositionnelles) et on décèlera ainsi potentiellement les apports détritiques et les signaux d'assèchement de la tourbière (formation de carbonates palustres ou indices de pédogenèse). Enfin, pour aborder l'histoire des feux en termes climatiques et écologiques et ainsi appréhender les types d'actions humaines sur le milieu (déforestation, fréquences et types de feux), l'analyse du signal incendie sera réalisée tous les cm par comptage des particules charbonneuses supérieures à 160 µm.

La poursuite de notre approche interdisciplinaire, diachronique et à haute résolution temporelle de la séquence de Chavannes devrait ainsi permettre de proposer une reconstitution paléoenvironnementale et paléoclimatique en Champagne berrichonne pour les derniers 15 000 ans.

RÉFÉRENCES

Batardy C., Buchsenschutz O., Dumasy F. (dir.), 2001, « Le Berry Antique, Atlas 2000 », *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément nº 21, p. 1-190.

Blaauw M., 2010, "Methods and Code for 'Classical' Age-Modelling of Radiocarbon Sequences", *Quaternary Geochronology*, nº 5, p. 512-518.

Castanet C., 2008, *La Loire en val d'Orléans : dynamiques fluviales et socio-environnementales durant les derniers 30 000 ans, de l'hydrosystème à l'anthroposystème,* thèse de doctorat à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Chorein A., Gonzaga S., Patrigeon A., Colombo J.-B., Serré F., Gravrand I, Gressette S., 2013, *Plan de gestion 2014/2023 du marais de Chavannes*, Orléans, CEN région Centre,.

Despriée J., Voinchet P., Bahain J.-J., Tissoux H., Falguères C., Dépont J., Dolo J.-M., 2007, « Les nappes alluviales pléistocènes de la vallée moyenne du Cher (région Centre, France) : contexte morphosédimentaire, chronologie ESR et préhistoire. Premiers résultats », *Quaternaire*, 18(4), p. 349-368.

Gautier E., Martin L., Plaisant B., Vayssière A., 2018, *Fonctionnement hydrologique du marais de Chavannes,* Rapport pour le CEN Centre-Val de Loire.

Macaire J.-J., 1976, « Sur les alluvions du Cher dans son cours inférieur (de Chabris à Tours) », *Revue de géographie physique et de géologie dynamique*, nº 18, p. 19-48.

Martin L., 2014, *Étude du fonctionnement hydrologique du marais de Chavannes (région Centre, France): premiers résultats et éléments d'identification*, mémoire de master 1 en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Reimer P.J., Bard E., Bayliss A., Beck J.W., Blackwell P.G., Ramsey C.B., Buck C.E., Cheng H., Edwards R.L., Friedrich M., Grootes P.M., Guilderson T.P., Haflidason H., Hajdas I., Hatté C., Heaton T.J., Hoffmann D.L., Hogg A.G., Hughen K.A., Kaiser K.F., Kromer B., Manning S.W., Niu M., Reimer R.W., Richards D.A., Scott E.M., Southon J.R., Staff R.A., Turney C.S.M., van der Plicht J., 2013, "IntCal13 and Marine13 Radiocarbon Age Calibration Curves 0–50,000 Years cal BP", *Radiocarbon*, nº 55, p. 1869-1887.

Vannière B., Martineau R., 2005, « Histoire des feux et pratiques agraires du Néolithique à l'âge du fer en région Centre : implications territoriales, démographiques et environnementales », *Gallia préhistoire*, nº 47, p. 167-186.

Vayssière A., 2018, *Trajectoires et processus fluviaux dans la moyenne vallée du Cher du Tardiglaciaire à la période actuelle. Métamorphose fluviale, réponses aux forçages sociétaux et ajustements des chenaux et des bras morts*, thèse de doctorat à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

LES AUTEUR·E·S

Agnès Gauthier
CNRS – LGP
agnes.gauthier@lgp.cnrs.fr

Ségolène Saulnier-Copard
CNRS – LGP
segolene.saulniercopard@lgp.cnrs.fr

Emmanuèle Gautier
UP1 – LGP
emmanuele.gautier@lgp.cnrs.fr

Laëtitia Coutinho Da Silva
UP1 – LGP
laetitia.coutinho-da-silva@etu.univ-paris1.fr

Anaëlle Vayssière
La Rochelle Université – LIENSS
anaelle.vayssiere@univ-lr.fr

Serge Gressette
CEN Centre-Val de Loire
serge.gressette@cen-centrevaldeloire.org

Clément Virmoux
CNRS – LGP
clement.virmoux@lgp.cnrs.fr

À la recherche des maillages communaux d'antan. Présentation du projet ANR COMMUNES et de quelques résultats préliminaires

AUTEUR·E·S
Alexis LITVINE,
Isabelle SÉGUY,
Thomas THÉVENIN

RÉSUMÉ
Le projet COMMUNES a trois objectifs : 1) produire le premier système d'information géographique historique SIG-H au monde restituant, année par année, de la Révolution à nos jours, les *délimitations les plus fidèles possibles* des communes en y associant les données de population et l'accès aux réseaux de transports ; 2) développer les bases d'un modèle multimodal du réseau de transports, support de l'analyse des changements économiques et démographiques de la fin du XVIIIe siècle à nos jours ; 3) représenter et analyser à une échelle très fine quelques-uns des phénomènes démo-socio-économiques. Notre méthode pour reconstituer les limites administratives historiques avec efficacité et précision associe l'étude de sources historiques et cartographiques, ainsi que d'autres documents cartographiques issus d'archives administratives locales et de plans cadastraux. La partie « infrastructure de transport » met à profit l'expérience du laboratoire ThéMA, acquise lors de la constitution du SIG historique sur le réseau ferré français, pour compléter le réseau routier et reconstituer les voies navigables. Enrichi d'autres informations historiques, ce SIG-H sera un outil de référence pour les chercheurs en sciences humaines et sociales.

MOTS CLÉS
SIG-H, limites administratives historiques, système multimodal de transport, accessibilité, géographie économique, impacts démographiques

ABSTRACT
The COMMUNES project aims: 1) to produce the first H-GIS in the world providing annualised boundary data for all French municipalities from the Revolution to the present day. Each spatial unit will include population data and metrics of access to networks of transport; 2) to develop a multimodal model of transport to allow the dynamic analysis of the relationship between economic and demographic changes and accessibility from the end of the 18th century to the present day; 3) to represent and analyse on a very fine scale some key demographic and socio-economic phenomena. Our method for reconstructing historic administrative boundaries combines the study of historical and cartographic sources, as well as other cartographic documents from local administrative archives and cadastral maps. The effort to produce new transport data will be spearheaded by ThéMA, which created the first H-GIS of the French railway network, and will complete the road network and reconstruct the waterways for this project. Enriched with other historical information, this H-GIS will be a reference for researchers in the humanities and social sciences.

KEYWORDS
H-GIS, Historical administrative boundaries, Multimodal model of transport, Accessibility, Economic geography, Demographic impact of transport infrastructure

Des SIG historiques au niveau municipal (H-GIS) existent d'ores et déjà dans plusieurs pays (Angleterre et Pays de Galles, Portugal, Pays Bas, Belgique), autorisant l'analyse et la représentation spatiale des phénomènes démographiques et socio-économiques au niveau le plus fin. La France n'est pas encore dotée d'un tel instrument de recherches, en dépit de précédentes tentatives qui, faute de s'être appuyées sur des documents historiques pourtant disponibles, n'ont pas pu produire une base de données cartographique fiable et précise de tous les changements de limites administratives.
Le projet COMMUNES[1] a précisément pour but de combler ce vide en s'appuyant sur les documents cartographiques et textuels produits à l'appui de la demande de modification des territoires communaux,

1 Ce projet ANR associe des chercheurs de l'Institut national d'études démographiques (Ined), du Cambridge Group for the History of Population and Social Structure (CAMPOP, University of Cambridge), du laboratoire ThéMA (Théoriser et modéliser pour aménager)

systématiquement collectés. Il ambitionne de produire le premier et unique ensemble de données SIG retraçant, année par année, les limites territoriales des 41 000 communes métropolitaines existant ou ayant existé depuis 1801.

1. POURQUOI CRÉER UN SIG HISTORIQUE DES COMMUNES FRANÇAISES ?

Pourquoi ne pas utiliser la carte 2004 des limites des communes, voire la version 1999 (BDCARTO®) qui existe à une résolution inférieure ? Parce que, premièrement, un niveau de précision de l'ordre de 70 % (proportion de communes dont le territoire est resté stable sur toute la période) n'est pas suffisant pour pouvoir mettre en œuvre les méthodes quantitatives modernes sur des sources historiques qui sont calquées sur les unités administratives du moment. L'analyse de recensements, d'enquêtes industrielles et agricoles, de données d'état civil requiert en effet un niveau de résolution communal. Deuxièmement, tenter d'ajuster les données historiques aux limites administratives modernes introduit des biais importants qui ne peuvent pas être corrigés, ni même rigoureusement estimés. Les études basées sur les limites communales actuelles sont ainsi fortement biaisées, en faveur des zones plus stables.

2. COMMENT CRÉER UN TEL SIG-H ?

La méthode proposée s'appuie sur le savoir-faire développé par le *Cambridge Group for the History of Population and Social Structure* (CAMPOP, University of Cambridge) qui a réalisé le SIG-H anglais et gallois de 1851, et sur le travail pionnier de Motte, Séguy et Théré qui ont recensé, dans une base de données qui est à la source du site Cassini[2], tous les changements ayant affecté les circonscriptions territoriales de 1801 à 2001. La plupart des documents historiques utilisés par Motte, Séguy et Théré sont issus d'une source unique, le *Bulletin des lois*, qui a l'inconvénient de ne pas fournir la documentation cartographique ni le dossier d'enquête constitués durant la procédure. La collecte de ces informations dans les archives départementales permettra de compléter ces omissions du *Bulletin des Lois* (notamment avant la loi du 18 juillet 1837 réglementant les fusions, scissions et créations de communes). Elle permettra aussi de construire le premier inventaire systématique de toutes les communes françaises et de leurs modifications territoriales au cours de leur première décennie d'existence, dans la période critique 1790-1801.

Partant de la base de données constituée (base HAC « Histoire administrative des communes »), nous avons conçu une méthode pour reconstruire efficacement et avec précision les limites administratives historiques. Nous utilisons une combinaison de sources historiques et cartographiques constituées à partir de documents administratifs, de cartes officielles du service géographique de l'Armée (SGA) et de l'IGN, de cadastres napoléoniens et de levés topographiques. La plupart des modifications communales (1 481) peuvent être traitées simplement en éditant la BDTOPO® ; pour les communes disparues, retracer leurs limites ne pose vraiment un problème que pour les changements survenus avant 1820. Ces communes (15 %) nécessitent une recherche archivistique exhaustive afin de numériser les cartes contemporaines des modifications territoriales ou de les retracer à partir des descriptions textuelles (séries L et M des archives départementales). Là où cela sera possible, nous envisageons d'explorer les archives du XVIIIe siècle, pour relier les communes à leurs anciennes paroisses et intégrer les chiffres de population issus des dénombrements d'Ancien Régime (séries C et O).

Grâce à la collaboration avec l'IGN, nous avons accès à quatre bases de données essentielles : BDCARTO®, BDALTI®, BDTOPO® et TOPAZE®. Le *shapefile* (fichier de formes) de la BDTOPO® 2008-2019 de l'IGN sert de couche de base pour l'affichage des limites communales dans ArcGIS. Il est également utilisé pour géoréférencer les scans et les photographies des cartes historiques de délimitations communales. Sa précision quasi-métrique en fait le point de départ le plus fiable pour ce projet.

3. POURQUOI CRÉER UN SYSTÈME MULTIMODAL DE TRANSPORT, CONNECTÉ AU NIVEAU COMMUNAL ?

La transformation des transports, depuis le XVIIIe siècle, résulte à la fois d'une accélération des vitesses par les progrès techniques, d'une expansion des réseaux routiers et fluviaux et de l'apparition de nouveaux moyens qui créent une concurrence et une complémentarité dans les modes de transport. Les facilités d'accès aux réseaux et les coûts d'utilisation associés sont donc très différents selon les modes et selon les époques. Ces données doivent être intégrées à l'analyse des mutations socio-économiques et démographiques des territoires, à travers un modèle multimodal de réseaux de transport produit à la même finesse de résolution que le SIG-H COMMUNES.

de l'université de Bourgogne-Franche-Comté, du laboratoire MRTE (Mobilités, réseaux, territoires, environnement) de l'Université de Cergy-Pontoise. Il bénéficie en outre de l'implication de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), des Archives nationales et de la société de généalogie Geneanet [en ligne : www.anrcommunes.fr].

2 cassini.ehess.fr/cassini/fr/html/1_navigation.php

Cette interconnexion permettra d'analyser de façon dynamique les évolutions et les mutations socio-économiques et démographiques qui se sont produites sur le territoire national, deux siècles et demi durant, en incluant les effets que les changements d'infrastructure, de vitesse et d'accessibilité peuvent entraîner sur la structuration des territoires et la distribution spatiale de la population. Cela nous permettra également d'introduire des variables de représentation des aires économiques, en fonction des coûts de transport de différents produits intermédiaires et biens de consommation, et de la disponibilité de ressources primaires (agricoles, minérales) produites ou importées.

4. COMMENT CRÉER UN SYSTÈME MULTIMODAL DE TRANSPORT ?

Pour répondre à ces enjeux, la méthodologie s'appuie sur l'expérience précédemment acquise sur la reconstitution du réseau ferré français pour retracer les voies navigables sur la base de cartes, de sites web (projet Babel[3]), de sources de référence et d'archives départementales (série 3S). Les bases de données BDTOPO® et TOPAGE® de l'IGN serviront de support pour retracer l'évolution des aménagements selon la méthode de rétropolation, en partant de 2020 pour arriver à 1700.

La reconstitution des routes sera effectuée sur la base des cartes de Cassini pour le XVIIIe siècle, des cartes d'état-major pour les XIXe-XXe siècles et des documents d'archives. La BDTOPO® sera également utilisée pour bâtir cette source géohistorique. Une fois les trois modes de transport retracés, la mise en intermodalité des réseaux sera opérée en mobilisant la théorie des graphes pour créer des connecteurs entre les différents réseaux. Les vitesses de déplacement seront estimées d'après les évolutions technologiques relevées dans la littérature. Sur cette base, des temps de parcours pourront être évalués pour chaque décennie entre 1700 et 2020, rendant compte de l'incroyable évolution des vitesses sur le temps long. Ces mesures seront également mises à profit pour étudier des relations de causalité selon les évolutions démographiques, agricoles et économiques issues de la base de données communales.

5. PREMIERS RÉSULTATS

Nous présenterons une première application de nos outils à travers une étude pilote, basée sur la reconstitution des limites communales de trois départements. La présentation prendra en compte non seulement les aspects techniques (production de couches SIG pour chaque changement de territoire), mais également les méthodologies de documentation des données et de partage des documents (modèles conceptuels de données et plan de gestion), dans la mesure où nous prévoyons de mettre notre outil à la disposition de l'ensemble de la communauté scientifique en assurant à la fois la traçabilité, la fiabilité et la reproductibilité des résultats.

CONCLUSION

Outre le fait que ce SIG-H permettra de combler une grande lacune dans l'historiographie et l'infrastructure de données françaises, sa mise en œuvre repose sur une méthodologie nouvelle qui pourra être appliquée en d'autres lieux ou pour d'autres époques – certains projets sont déjà à l'étude.

Pouvoir lier données démographiques, socio-économiques, environnementales, etc. à des unités spatiales fines à travers le temps et, surtout, analyser leurs interactions offrira une avancée majeure dans l'application de l'analyse quantitative de grands ensembles de données à l'histoire française. La production de données désagrégées à haute résolution spatiale ouvre la voie de nouvelles questions de recherche en sciences humaines et sociales.

RÉFÉRENCES

Dietze L., Kunz A., Zipf A., 2007, "The 'Historical GIS Germany'. A Time Enabled Information System for Germany and Central Europe, 1820-1914", communication présentée à l'International Cartographic Conference de Moscou [en ligne : www.geog.uni-heidelberg.de/md/chemgeo/geog/gis/hgis_germany.icc2007.ld.ak.az.final.pdf]].

Gregory I. N., 2002, "Time Variant Databases of Changing Historical Administrative Boundaries: A European Comparison", *Transactions in GIS,* nº 6, p. 161-178.

Gregory I. N., Healey R. G., 2007, "Historical GIS: Structuring, Mapping and Analysing Geographies of the Past", *Progress in Human Geography*, 31(5), p. 638-653.

Kain R. J., Oliver R. R., 2001, *The Historic Parishes of England and Wales: An Electronic Map of Boundaries before 1850 with a Gazetteer and Metadata*, History Data Service, UK Data Archive.

3 projetbabel.org/fluvial

Motte C., Séguy I., Théré C., 2003, *Communes d'hier, communes d'aujourd'hui. Les communes de la France métropolitaine, 1801-2001. Dictionnaire d'histoire administrative,* Paris, Ined.
Mimeur C., Queyroi F., Banos A., Thévenin T., 2018, "Revisiting the Structuring Effect of Transportation Infrastructure: An Empirical Approach with the French Railway Network from 1860 to 1910", *Historical Methods*, 51(2), p. 65-81.
Schwartz R. M., 2010, "Rail Transport, Agrarian Crisis, and the Restructuring of Agriculture: France and Great Britain Confront Globalization, 1860-1900", *Social Science History,* 34(2), p. 229-255.
Schwartz R., Gregory I., Thévenin T., 2011, "Spatial History: Railways, Uneven Development, and Population Change in France and Great Britain, 1850-1914", *Journal of Interdisciplinary History*, 42(1), p. 53-88.
Thévenin T., Mimeur C., Schwartz R., Sapet L., 2016, "Measuring One Century of Railway Accessibility and Population Change in France. A Historical GIS Approach", *Journal of Transport Geography,* nº 56, p. 62-76.
Thévenin T., Schwartz R., Sapet L., 2013, "Mapping the Distortions in Time and Space: The French Railway Network 1830-1930", *Historical Methods*, nº 46, p. 134-143.

LES AUTEUR·E·S

Alexis Litvine
Cambridge University
CAMPOP
adl38@cam.ac.uk

Isabelle Séguy
Ined
Histoire et populations
seguy@ined.fr

Thomas Thévenin
Université de Bourgogne
ThéMA
thomas.thevenin@u-bourgogne.fr

Une archéologie du mouvement pour la compréhension des dynamiques de peuplement

AUTEUR·E·S
Laure NUNINGER,
Thibault SAINTENOY,
Philip VERHAGEN,
Thérèse LIBOUREL,
Pablo MENDEZ-QUIROS,
Xavier RODIER, MoveScape,
Redes Andinas

RÉSUMÉ
En archéologie, la mobilité est souvent étudiée à partir de voies spécifiques structurant implicitement notre compréhension du système de peuplement. À l'inverse, l'approche spatiale des systèmes de peuplement régionaux, fondée sur les lieux, tend à structurer notre vision des flux de circulation. Or, lorsqu'il s'agit de comprendre comment un paysage s'est développé ou transformé, cette dichotomie rend notre raisonnement circulaire. Le carrefour se développe-t-il à partir de la distribution de l'habitat ou l'habitat choisit-il le carrefour comme opportunité de développement ? En privilégiant une approche de la mobilité basée sur l'analyse des pratiques de déplacement des agents humains ou non humains, deux projets internationaux, MoveScape et Redes andinas, travaillent sur une approche méthodologique visant à associer au mouvement différentes conceptions de l'espace vécu par les sociétés et mobilisant des traces matérielles, classiquement non intégrées dans l'étude des flux de circulation.

MOTS CLÉS
archéologie spatiale, système de peuplement, mobilité, territoire, réseau, maillage

An Archaeology of Movement to Understand Settlement Dynamics

ABSTRACT
In archaeology, movement is often studied on the basis of evidence for specific roads, which implicitly structures our understanding of the settlement system. Conversely, spatial analysis of regional settlement systems, based on locations, also tends to structure our understanding of movement. However, when it comes to studying the development or transformation of a landscape, this dichotomy makes our reasoning circular. Does a crossroads emerge from the habitat or is the habitat located at the crossroads because it is an opportunity for development? By favouring an approach to mobility that is based on the analysis of movement practices of human or non-human agents, two international projects, MoveScape and Redes andinas, work on a methodological approach in which various conceptions of space experienced by societies can be associated to movement, and that incorporates material traces that are traditionally not integrated into the study of movement.

KEYWORDS
Spatial archaeology, Settlement system, Movement, Territory, Network, Meshwork

Una arqueología del movimiento para comprender los sistemas de asentamiento y sus dinámicas

RESUMEN
La arqueología de los antiguos sistemas de movilidad se basa generalmente en el estudio de vías específicas, las cuales son relacionadas implícitamente al patrón de asentamiento regional. Recíprocamente, la aproximación a partir de los patrones de asentamiento tiende a condicionar a priori nuestra visión de los flujos de movilidad. Esta dicotomía tiende a producir razonamientos circulares que no contribuyen al estudio de la morfogénesis de los territorios. Este problema puede resumirse en una simple pregunta: los cruces de caminos se desarrollan en función de los sistemas de asentamiento, o bien condicionan la estructuración de estos sistemas? À partir de protocolos de análisis de vestigios arqueológicos de prácticas de movilidad de agentes (humanos y no-humanos) en distintas regiones, los proyectos MoveScape y Redes andinas están

desarrollando una metodología para modelizar los procesos de estructuración entre sistemas de movilidad y asentamiento, en el tiempo largo.

PALABRAS CLAVES
Arqueología, Sistema de asentamiento, movilidad, territorio, red/malla

Contemplant son propre paysage, l'archéologue s'interroge sur ce qui a permis de définir le territoire de la société dans laquelle il vit. Au-delà des signes matériels de son temps, il repère les vestiges de ce qui a préexisté, de ce qui a disparu, de ce qui a donné forme à l'espace qu'il parcourt aujourd'hui. Reconstruire la manière dont les sociétés passées ont occupé l'espace passe par l'observation et la collection des traces matérielles que l'on assemble, que l'on connecte méthodologiquement afin de proposer des scénarios d'occupation de l'espace physique et de son appropriation. C'est l'enchaînement de ces scénarios qui autorise l'archéologue à penser la dynamique du peuplement dans la longue durée, notamment à partir des sites d'habitat. Le modèle consistant à collecter, décomposer et recomposer en phase les vestiges d'habitat observés est utile pour appréhender les changements de configurations spatiales des lieux occupés, voire les interactions entre ces lieux dans la très longue durée (Archaeomedes, 1998 ; Nuninger *et al.,* 2017).
Dans cette approche, la focale est essentiellement fixée sur les lieux de résidence, incluant parfois les zones d'activité. La dynamique de déplacement est considérée depuis et vers ces lieux comme autant de connexions entre des origines et des destinations bien identifiées. Dans ce schéma, les lieux circonscrivent l'espace territorial et définissent plus ou moins sa temporalité. À la répartition des lieux (points de peuplement) répond celle des lignes tracées par le déplacement et les activités en mouvement des sociétés qui habitent un espace et le définissent (Ingold, 2011). Quitter l'habitat, aller travailler, s'approvisionner, rencontrer d'autres personnes ne se résume pas à la simple connection ou distance physique entres des lieux ; le temps du déplacement intègre les rythmes et les interactions sociales et environnementales des agents (Hagerstrand, 1970 ; Lefebvre, 1974). Aussi, l'archéologue est-il face à un dilemme important dès lors qu'il tente de recomposer l'image de l'espace habité à partir des traces matérielles des lieux occupés et des espaces parcourus. En effet, les deux informations – lieux et parcours – peinent à être analysées ensemble avec les méthodes classiques de l'archéologie, y compris spatiale, pour plusieurs raisons : le niveau d'information chronologique entre l'habitat et les traces de mobilité est différent ; les traces matérielles de la mobilité sont très nombreuses, variées et encapsulées de manière plus ou moins évidente dans le paysage actuel ; la temporalité de la construction et de l'usage des axes de circulation est hétérogène, non linéaire et souvent bien plus longue que celle de l'habitat ; enfin, certaines modalités de déplacement ne laissent pas de traces alors qu'elles contribuent à structurer les configurations spatiales du peuplement sur des durées parfois très longues.
Par conséquent, malgré son omniprésence dans le raisonnement et l'interprétation archéologique, la mobilité est rarement traitée comme une composante à part entière dans l'analyse des systèmes de peuplement régionaux ou elle reste ciblée sur l'étude de rares vestiges de voies spécifiques confrontées ensuite aux données du peuplement.

1. HABITAT *VS* VOIES ? VOIES *VS* HABITATS ?

La dichotomie observée dans l'approche, habitat *vs* voies et *vice versa*, nous amène inlassablement dans un raisonnement circulaire dès qu'il s'agit de comprendre comment un territoire s'est développé. Est-ce la circulation des biens et des personnes qui a favorisé leur implantation durable ou leur implantation qui a favorisé le développement d'un réseau de circulation ?
Si ces questions ne sont pas nouvelles, le développement récent de la modélisation spatiale et le progrès des méthodes de détection, notamment LiDAR (*light detection and ranging*) permet de reposer le problème sous un angle nouveau. C'est l'objectif que se sont donné deux projets internationaux, MoveScape et Redes andinas, visant à développer une approche plus intégrée de la mobilité des individus et des formes du peuplement, dans la longue durée et dans une perspective transculturelle.
Quelles que soient les régions du monde, l'assemblage des traces matérielles laissées dans le paysage (notamment topographique) par les déplacements passés et actuels se présente à l'archéologue comme l'image d'une toile compilant en réalité des milliers d'années de trajectoires individuelles et collectives. Cette image en deux dimensions est en effet le résultat compressé d'un enchevêtrement de lignes, de parcours qu'il faudrait pouvoir lire en trois dimensions. Sachant qu'une partie des traces matérielles a disparu ou que le déplacement n'a pas forcément laissé de trace matérielle, reconstruire des parcours plausibles représente un réel défi. L'image laissée par les infrastructures viaires, produites et contrôlées politiquement ou économiquement, est la partie la plus visible de l'iceberg mais il appartient à l'archéologue de démêler les

autres bribes de lignes accumulées et de les agencer logiquement en fonction de connaissances historiques et comportementales pour reconstruire des objets « trajectoires » de parcours potentiels. L'analyse de ces multiples parcours intégrant dans leur construction la relation à l'habitat devrait permettre d'aborder dynamiquement la formation des espaces habités, et ce à de multiples échelles.
Des cas d'étude différents illustreront quelques formes d'enchevêtrement de parcours observés sur le terrain ou dans les données numériques (modèle numérique de terrain). Nous présenterons ensuite l'hétérogénéité matérielle des systèmes de mobilité liée à des motivations et des pratiques variées de l'espace. Enfin, nous exposerons les pistes de réflexion développées pour élaborer un cadre conceptuel commun visant à analyser des modalités de parcours similaires, à partir de données hétérogènes et transculturelles.

2. SYSTÈMES DE MOBILITÉ ANDINS DANS LE TEMPS LONG

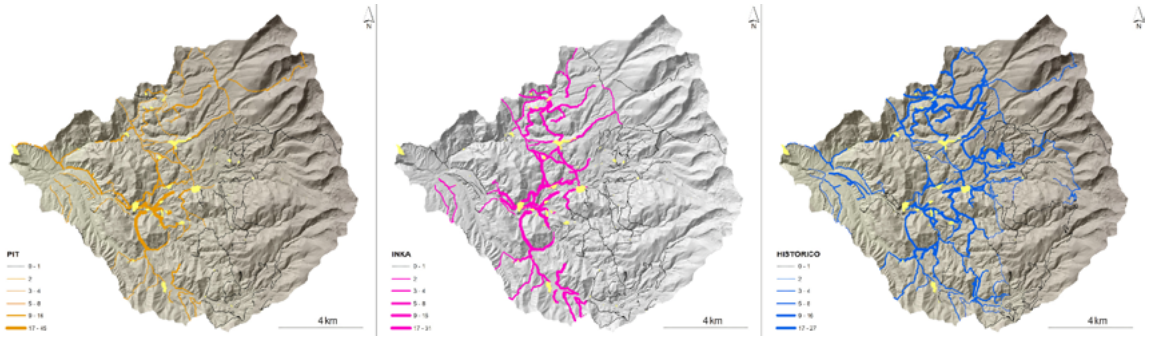
Redes andinas vise à expliquer les processus de formation et transformation des systèmes de mobilité, dans le temps long, depuis l'époque préhispanique récente (XVe siècle) jusqu'à nos jours. Dans les Andes centre-sud, la circulation humaine à travers les déserts et les régions montagneuses, espaces isolés souvent peu anthropisés, a produit l'accumulation de traces formant un enchevêtrement de lignes dont l'évolution diachronique est complexe. Aussi, décrire la structure du système de mobilité d'une conjoncture historique donnée requiert de cerner sa relation avec le système de peuplement, afin de connecter les voies et les lieux, soit les lignes et les points. Ce faisant, il s'agit de considérer deux types de dynamiques de formation des systèmes de circulation: la planification (*top-down*) des réseaux de mobilité par un pouvoir d'aménagement du territoire et la formation organique (*bottom-up*) des circuits de circulation des acteurs locaux.
Selon les périodes, une dynamique peut être plus structurante que l'autre, mais dans une perspective diachronique leurs produits se trouvent souvent imbriqués au sein des formations territoriales. Il n'est donc pas rare que l'aménagement d'une route commerciale impériale (d'envergure macrorégionale), emprunte ou soit aménagée à partir d'itinéraires de circulation locale. Réciproquement, les communautés locales intègrent des tronçons de voie impériale dans leurs pratiques de mobilité locale. L'aspect matériel d'une voie de circulation n'est donc pas déterminant pour son interprétation. Hyslop (1991) souligne qu'un même itinéraire inca combine des sections construites et d'autres pas. Les fouilles effectuées le long de voie romaine en France conduisent à la même conclusion (Robert & Poirier, 2014). Ainsi, les voies ne sont pas toujours construites, mais modelées par les trajectoires réitérées dans un temps, plus ou moins long et continu (fig. 1). Dans ces conditions, le diagnostic chronologique des traces de circulation est complexe car difficile à dater ou positionner dans une relation stratigraphique et car l'usage d'une voie peut être éphémère comme résiliente dans le temps long, son tracé au sol favorisant sa réutilisation. La formation et la transformation des systèmes de mobilité ne relèvent donc pas tant de la description de la matérialité des voies que de l'analyse de leur topologie dans le temps, c'est-à-dire de leur implication dans les structures socio-spatiales qui composent les territoires.

Figure 1. Documentation ethno-archéologique d'une voie de circulation dans l'Altiplano (photo Thibault Saintenoy)

La coévolution des systèmes de mobilité et de peuplement est ici appréhendée *via* une méthodologie de type archéogéographique consistant à compiler et analyser de façon croisée un maximum de données géolocalisées : historiques et actuelles, relatives aux peuplements, aux réseaux viaires, aux caractéristiques biogéographiques et aux modalités d'utilisations du sol. À ces données spatiales sont associées des informations ethnohistoriques et ethnographiques sur les modèles territoriaux, les modes de résidence et les pratiques de mobilité. Sur le terrain, des prospections archéologiques permettent de décrire la matérialité des systèmes de mobilité, et des enquêtes ethnographiques donnent une connaissance fine des territoires et servent à documenter la mémoire des pratiques de mobilité non motorisée. En laboratoire, la structuration des données dans un système d'information géographique (SIG) permet des analyses de réseaux pour modéliser

l'évolution des systèmes viaires (fig. 2), en fonction de plusieurs conjonctures historiques de l'impérialisme inca (XVIe siècle) à la formation des États-nations (XIXe-XXe siècles). Une plateforme websig ouverte[1] est aussi en cours de développement pour mettre en commun ces données avec celles d'autres projets.

Figure 2. Modélisation de l'évolution du réseau viaire de la vallée de Belén (Altos de Arica, Chili) depuis le XIVe siècle, selon la probabilité d'utilisation des voies en fonction de leur distance topologique aux établissements de chronologie déterminée (par Thibault Saintenoy et Ruben Santos)

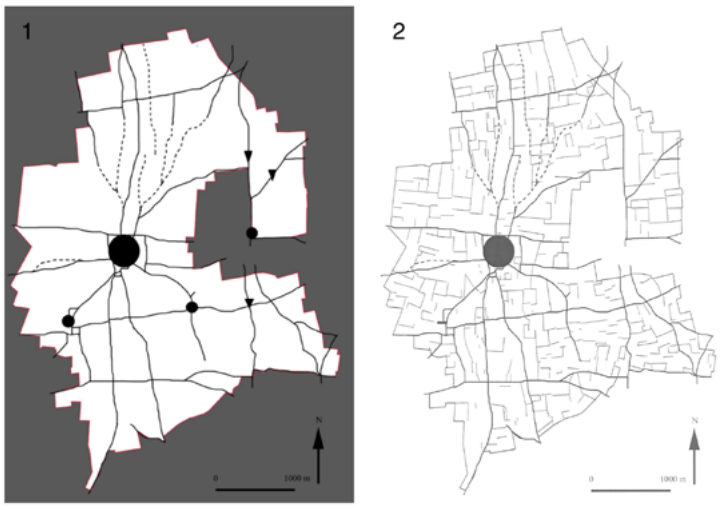


3. SYSTÈMES DE MOBILITÉ ET PRATIQUES AGRAIRES EN EUROPE DU NORD MÉDIÉVALE ET MODERNE

Dans le projet MoveScape, un autre cas d'étude permet d'aborder le lien entre les pratiques agraires et les axes de circulation dans l'espace habité par des communautés rurales. Les paysages de champs ouverts (*openfield)*, caractéristiques des périodes médiévales à moderne (XIIe-XIXesiècle) en Beauce (France) mais également dans d'autres régions d'Europe du Nord, posent la question de l'accès aux parcelles (Leturcq, 2008). L'étude de cartes anciennes ou de tronçons de routes observées dans le paysage révèle généralement un réseau routier local dispersé dans de vastes zones agricoles continues composées de multiples petites parcelles contiguës. Dans ces conditions, comment un paysan pouvait-il atteindre sa parcelle de terre enclavée dans un système parcellaire où aucun chemin n'apparaît?

Pour le comprendre, il faut d'abord décrire la pratique agraire qui permet d'identifier morphologiquement les parcelles qui composent le paysage d'*openfield*. Un quartier de culture regroupe en réalité plusieurs parcelles d'une forme allongée qui sont des lanières de même longueur labourées dans le même sens. En bout de parcelle, là où la charrue se retourne pour entamer une nouvelle ligne de labour, s'accumule de la terre qui, par la juxtaposition des parcelles contiguës, forme progressivement un talus continu, dit crête de labour (Zadora-Rio, 1991). S'appuyant sur des sources historiques écrites, Leturcq (2008) a démontré, pour la petite région de Toury en Beauce, que ces crêtes de labour pouvaient être utilisées comme chemins pour accéder aux champs au sein du territoire cultivé. La distribution de ces axes de déplacement complète le réseau routier local et explique mieux la localisation de certaines fermes isolées par rapport au village (fig. 3). Si certaines de ces crêtes de labour se sont pérennisées sous la forme de routes et de chemins actuels, d'autres en revanche ont disparu dès 1950 avec le remembrement et l'action des labours mécanisés nivelant le terrain.

Figure 3. Cartes du réseau routier
1) mentionné sur le plan terrier de Toury-en-Beauce de 1696

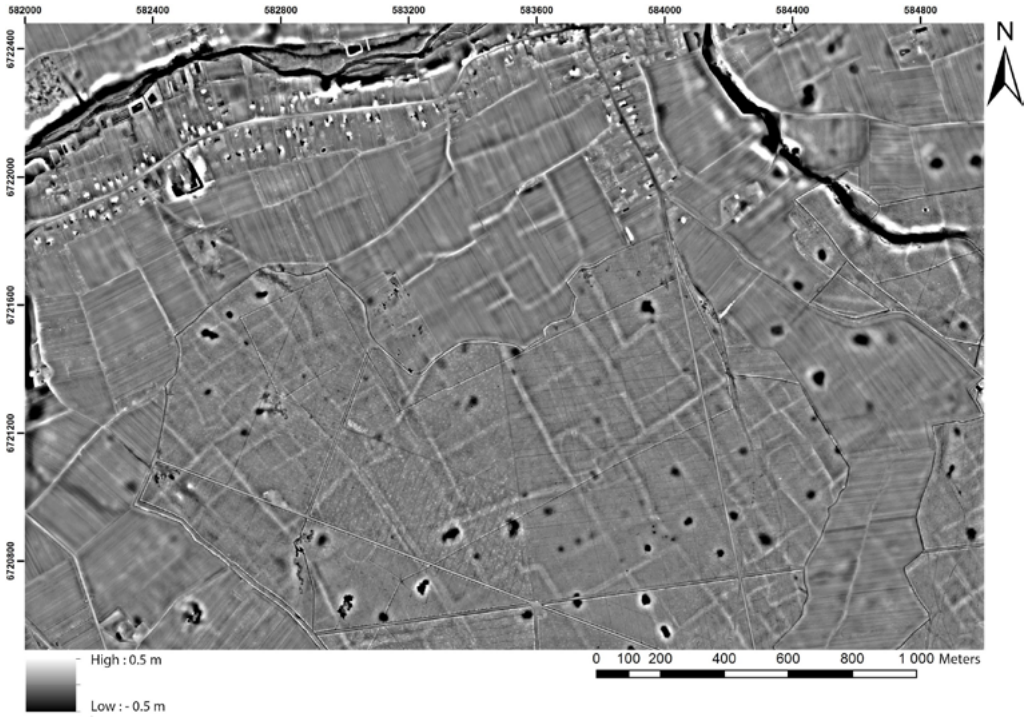


2) complété par le réseau de crêtes de labour d'après les déclarations des tenanciers dans le registre terrier de 1696
Source : Leturcq (2008)

1 redesandinas.hypotheses.org/carto

Toutefois, grâce à la production de modèle numérique de terrain LiDAR à très haute résolution, ces éléments microtopographiques, même très érodés, ont pu être mis en évidence par dizaine de milliers sur plusieurs centaines à milliers de km², dans de nombreuses régions d'Europe du Nord (fig. 4). Ces nouvelles données autorisent, avec toutes les précautions que cela implique sur les plans archéologique et historique, une relecture spatiale des axes de circulation par rapport à la distribution des lieux d'habitats pour des territoires dont on ne connaissait que les axes routiers les plus structurants du paysage.

Figure 4. vidences topographiques de crêtes de labour visibles sur un MNT LiDAR (linéaires épais en gris très clair à blanc). Visualisation: LRM (*local relief model*) avec valeurs étendues entre -0,5 et 0,5 m. Cet exemple est situé à la limite de la forêt de Boulogne (Huisseau-sur-Cosson, Loir-et-Cher, France)



Source : Projet SoLidar, N. Levoguer, C. Laplaige

À partir de cet exemple, notre démarche vise à décrire des entités (données, connaissances) hétérogènes selon des propriétés et des relations répondant à différents points de vue (l'agent fermier local, l'agent arpenteur qui a cartographié les chemins…). En précisant le cadre, les propriétés et les relations des entités nommées mobilisées dans nos modèles archéologiques et historiques, nous nous inscrivons dans une démarche ontologique à forte valeur heuristique et, nous l'espérons, à terme opérationnelle dans le respect des principes FAIR (*findable, accessible, interoperable, reusable*) (Nuninger *et al.*, 2020a). L'identification des entités nommées et l'analyse de leur mise en relation dans ce cas d'ont ensuite permis une généralisation sous la forme d'un objet composite abstrait appelé « track graph ». Ce concept vise à structurer des données et des connaissances logiquement comme autant d'agencements possibles permettant de reconstruire des parcours et d'appréhender le système de circulation dans son ensemble à de multiples échelles mais sans hiérarchie initiale des traces matérielles de circulations.

4. VERS UN CADRE CONCEPTUEL COMMUN

La réflexion menée dans les deux projets nous a conduits à élaborer un cadre conceptuel commun permettant de définir la manière dont les individus se meuvent dans l'espace, par leur déplacement ou leur activité, et le rôle de cette mobilité dans la structuration de l'espace habité.

Ce cadre est fondé sur une approche ontologique à partir de plusieurs cas d'études régionaux, d'horizons géographique et culturel extrêmement variés. Son objectif est d'abord de favoriser une lecture éclairée des agencements logiques développés par différentes équipes sur leur propre terrain d'observation. À partir de ces observations (archéologiques, planimétriques, topographiques, imagerie…), il s'agit de proposer un modèle générique sous la forme d'un graphe mathématique (track graph) dont les nœuds sont actifs ou inactifs pour recomposer des logiques de mobilité variées reposant parfois sur les mêmes observations matérielles. En d'autres termes, les mêmes entités observées peuvent être interprétées différemment et contribuer à une logique de circulation ou à une autre, selon le concept que l'on associe à cette observation matérielle, par exemple le mur d'une terrasse agricole ou une voie de passage entre deux lieux d'activité. Ce modèle générique vise à développer des modèles d'analyse spatiale opérationnels sur différents jeux de

données (issus de simulations, de détection de traces matérielles…) mais comparables car intégrés dans un cadre conceptuel cohérent.

RÉFÉRENCES

Archaeomedes (Durand-Dastès F., Favory F., Fiches J.-L., Mathian H., Pumain D., Raynaud C., Sanders L., van der Leeuw S.), 1998, *Des oppida aux métropoles. Archéologues et géographes en vallée du Rhône*, Paris, Anthropos, coll. « Villes ».

Hagerstrand T., 1970, "What about People in Regional Science?", *Papers in Regional Science*, n° 24, p. 7-24.

Hyslop J., 1991, "Observations about Research on Prehistoric Roads in South America", *in* C.D. Trombold (dir.) *Ancient Road Networks and Settlement Hierarchies in the New World*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 28-33.

Ingold T., 2011, *Being Alive: Essays on Movement, Knowledge and Description*, London, Routledge.

Lefebvre H., 1974[2000, 4e éd.], *La production de l'espace,* Paris, Anthropos, coll. « Ethnosociologie ».

Leturcq S., 2008, « Fonction et devenir d'un réseau invisible : les crêtes de labours dans les terroirs beaucerons (XIVe-XXe siècles) », *in* R. Compatangelo-Soussignan, J.-R. Bertrand, J. Chapman, et P.-Y. Laffont (dir.), *Marqueurs des paysages et systèmes socio-économiques*, Rennes, PUR, p. 163-174.

Nuninger L., Opitz R., Verhagen P., Laplaige C., Leturcq S., Levoguer N., Libourel T., Rodier X., Fruchart C., Kokalj Ž., 2020a, "Developing FAIR Ontological Pathways: Linking Evidence of Movement in LiDAR to Models of Human Behaviour", *Journal of Computer Applications in Archaeology,* 3(1), p. 63-75.

Nuninger, L., Sanders, L., collectif Transmondyn, 2017, « Un cadre conceptuel générique pour décrire des transitions dans les systèmes de peuplement », *in* L. Sanders L. (dir.), *Peupler la terre : de la préhistoire à l'*ère des métropoles, Tours, Presses universitaires François Rabelais, p. 55-88.

Robert S., Poirier B., 2014, « La chaussée Jules César, résilience d'une grande voie antique dans le Vexin français (Val d'Oise) », *Revue archéologique du Centre de la France*, supplément n° 5, S. Robert et N. Verdier (coord.), « Dynamique et résilience des réseaux routiers : archéogéographes et archéologues en Île-de-France », p. 151-167.

Zadora-Rio E., 1991, « Les terroirs médiévaux dans le Nord et le Nord-Ouest de l'Europe », *in* J. Guilaine (dir.) *Pour une archéologie agraire : à la croisée des sciences de l'homme et de la nature*, Paris, Armand Colin, p. 165-192.

LES AUTEUR·E·S

Laure Nuninger
MSHE Claude Nicolas Ledoux
Chrono-environnement
laure.nuninger@univ-fcomte.fr

Philip Verhagen
VU Amsterdam / CLUE+
(Pays-Bas)
j.w.h.p.verhagen@vu.nl

Xavier Rodier
MSH Val de Loire
Citeres
xavier.rodier@univ-tours.fr

Thibault Saintenoy
Université des Antilles / AIHP-GEODE Caraïbe
CSIC / Incipit, Espagne
thibault.saintenoy@incipit.csic.es

Thérèse Libourel
Université de Montpellier 2
ESPACE-DEV
therese.libourel@umontpellier.fr

Pablo Mendez-Quiros
Universidad autónoma de Barcelona (Espagne)
mendez.quiros@gmail.com

Les dynamiques de peuplement dans la longue durée en Lorraine

AUTEUR·E·S
Luc SANSON,
Sylvie THOMAS,
Perrine TOUSSAINT

RÉSUMÉ
Trente années de pratique assidue d'archéologie préventive en Lorraine ont constitué un stock de données que l'on peut utiliser pour de nombreuses problématiques archéologiques à dominante spatiale. Le stock est constitué des archives Inrap-AFAN[1] de toutes les opérations. L'étude des dynamiques de peuplement est directement issue des travaux du projet Archaeomedes[2], mais principalement avec les données de l'archéologie préventive. Le périmètre géographique lorrain se focalise sur six zones test. C'est une échelle raisonnable qui doit nous permettre d'estimer la faisabilité d'une analyse plus large. Le cadre temporel, lui, est celui de la longue durée, du Néolithique à la constitution du réseau villageois du second Moyen Âge. Les données constituées sont homogènes et peuvent être traitées en masse à travers un traitement statistique et spatial. L'étude s'attache donc à replacer les occupations archéologiques à travers leurs dynamiques de création, développement et abandon, dans leur environnement paysager et géologique. Le croisement de ces informations fournit des trajectoires d'implantations préférentielles dans la longue durée.

MOTS CLÉS
archéologie préventive, archéologie spatiale, longue durée, dynamiques de peuplement

Settlements Dynamics Over the Long Term in Lorraine

ABSTRACT
Thirty years of diligent practice in preventive archaeology in Lorraine have enable to build up a database that can be used for many archaeological issues that are predominantly spatial. The Inrap-AFAN archives of all operations constitute the data stock. The study of settlement dynamics over the long term comes directly from the Archaeomedes project, but mainly with data from preventive archaeology. The Lorrain geographic perimeter focuses on six test areas. This is a reasonable scale, which should allow us to estimate the feasibility for a broader analysis. The period is that of the "longue durée", from the Neolithic to the constitution of the village network of the second Middle Ages. The data created are thus homogeneous and can be processed through statistical and spatial processing. The study therefore endeavours to place the archaeological occupations through their dynamics of creation, development and abandonment, in their landscaped and geological environment. Cross-referencing this information provides preferential long-term settlement trajectories.

KEYWORDS
Preventive archaeology, Spatial archaeology, Longue durée, Settlement dynamics

INTRODUCTION

La communication se donne pour but d'examiner les dynamiques de peuplement dans six zones test de Lorraine, dans la longue durée braudélienne (Braudel 1958), du Néolithique au second Moyen Âge. Les dynamiques de peuplement seront examinées d'après les occupations archéologiques résultant de plus de trente ans de pratique assidue d'archéologie préventive.

À l'instar du projet européen *Archaeomedes*, notre travail doit permettre de visualiser les processus de création, stabilisation et abandon des occupations archéologiques, réparties en trois groupes : les habitats, le funéraire, l'exploitation du territoire. La problématique, centrée sur les dynamiques des occupations étudiées,

1 Inrap : Institut national de recherche en archéologie préventive. AFAN : Association pour les fouilles archéologiques nationales, établissement prédécesseur de l'Inrap.

2 Un des premiers projets d'étude à échelle large sur les peuplements anciens d'après des données archéologiques, dans la vallée du Rhône.

s'attache cependant, et dans une mesure importante, à estimer la représentativité des données archéologiques manipulées, au sein de six secteurs géographiques bien définis, aux caractéristiques diverses, mais néanmoins complémentaires.

1. L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Telle qu'elle se pratique actuellement en France et depuis la fin des années 1970, l'archéologie préventive est organisée autour de deux activités principales : le diagnostic et la fouille. *Le diagnostic* consiste à explorer 10 % environ d'une parcelle afin de détecter la présence de vestiges, ou non. Il peut être mené sur des surfaces parfois très importantes (plusieurs centaines d'hectares, dans le cas d'un tracé comme le TGV) ou plus petites (comme par exemple les points d'apports volontaires, autre nom pour les poubelles enterrées, en contexte urbain). *La fouille*, quant à elle, consiste à décaper intégralement une surface prescrite par les services de l'État et à étudier exhaustivement le gisement archéologique. En découlent deux types d'observations différentes : des fenêtres discontinues et une vision fragmentaire, mais sur une grande surface explorée, en général à la suite d'un diagnostic ; un décapage intégral et donc une vision complète, mais sur une surface plus restreinte, dans le cas d'une fouille. On peut ajouter également que, dans la majorité des cas, la fouille succède au diagnostic, bien que de nombreux contre-exemples viennent nuancer cette affirmation.

Les occupations archéologiques identifiées au cours des diagnostics et des fouilles sont donc fortement corrélées aux développements d'aménagements actuels (autoroutes, TGV, lotissements, carrières…). Ces occupations seront dans un premier temps discutées afin d'estimer leur représentativité spatiale. En effet, il est dans la nature des aménagements actuels, et donc de l'archéologie préventive, de privilégier certains types d'implantations spatiales au détriment d'autres. L'analyse de la distribution des occupations archéologiques doit donc en tenir compte dans un premier temps.

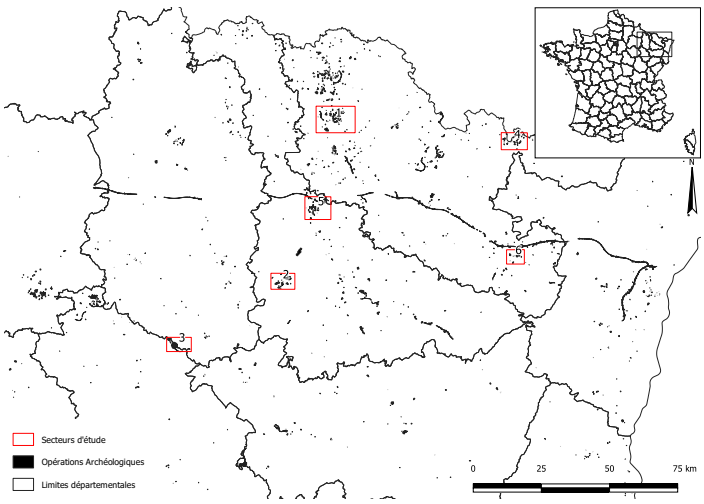
On peut également, à l'issue de cet examen, caractériser des types d'interventions archéologiques qui vont au-delà de la simple caractérisation diagnostic / fouille, comme l'urbain densément stratifié, le périurbain ou encore le rural érodé. Une typologie des occupations archéologiques en fonction de cette première caractérisation peut être proposée.

Ce préambule technique et réglementaire est bel et bien nécessaire avant d'aller plus en avant. En effet, les occupations archéologiques et les résultats mis en évidence sont fortement tributaires des conditions d'intervention (diagnostic ou fouille), mais également du contexte de découverte (urbain, rural, stratifié ou non…). Ces précautions prises, l'analyse proprement dite peut enfin être menée dans un second temps.

2. LE PROJET DE RECHERCHE

La problématique concerne les dynamiques de peuplements des occupations archéologiques, dans la longue durée. Six secteurs test ont donc été définis (fig. 1).

Figure 1. Localisation des secteurs d'étude (source : Caviar, Inrap)



1. *Hauconcourt et le nord de Metz* (57, Moselle), une zone localisée dans le fond de la vallée de la Moselle, là où le lit majeur de la rivière atteint sa plus grande largeur. L'occupation humaine est ici quasiment continue depuis le Néolithique et des gisements très importants ont fait l'objet d'opérations de diagnostic et de fouille conséquentes et parfois continues, comme la villa gallo-romaine et la nécropole mérovingienne de Norroy-le-Venneur ou les grands bâtiments sur poteaux plantés néolithiques d'Ay-sur-Moselle.

2. *Toul et ses environs* (54, Meurthe-et-Moselle), une zone située à la fois dans la vallée de la Moselle, mais également sur le relief de cuesta qui lui est associé. L'occupation humaine est ici aussi très ancienne. Une attention particulière peut être accordée au développement urbain de la ville de Toul à partir du Haut-Empire et sa croissance progressive pour devenir au Moyen Âge le siège d'un important évêché.

3. *Bure-Saudron* (55, Meuse), une zone de plateau forestier vallonné à l'interface entre les départements de la Meuse et de la Haute-Marne. Cette zone a été majoritairement investiguée par des campagnes importantes

de diagnostic archéologique sur des surfaces conséquentes. Si les fenêtres d'études sont plus restreintes que les décapages de fouilles, des occupations non négligeables ont été mises au jour, comme un important fossé d'enclos néolithique, ou des vestiges gallo-romains à mettre en lien avec une probable agglomération secondaire.

4. *Sarreguemines et ses environs* (57, Moselle), en plein cœur du bassin houiller, un paysage marqué très tôt par l'empreinte industrielle. Les fenêtres d'observations archéologiques (diagnostics et fouilles) sont ici assez discontinues, mais des occupations importantes ont pourtant été mises en évidence, comme un habitat carolingien à Grosbliederstroff.

5. *Pont-à-Mousson et ses environs* (54, Meurthe-et-Moselle), dans la vallée de la Moselle, avec relief de cuesta, mais également la butte témoin de Mousson. C'est encore une fois une zone dont l'occupation humaine est quasiment continue et des occupations importantes, de la protohistoire au Moyen Âge, ont pu être mises en évidence au cours de diagnostics et de fouilles.

6. *Sarrebourg et ses environs* (57, Moselle), une zone en limite d'un plateau argileux dénommé parfois « le pays des étangs » ou « saulnois ». C'est un plateau mal drainé mais occupé très anciennement à cause des nombreuses résurgences salines exploitées dès la Protohistoire. Très riche archéologiquement, cette zone connaît non seulement un développement urbain notable, mais également d'importantes occupations pré- et protohistoriques dans la couronne périphérique de Sarrebourg.

Ces secteurs ont été définis à la fois car de nombreuses opérations archéologiques y ont été menées et ont livré de nombreux résultats, mais également car la donnée spatiale est bien saisie dans le serveur national Caviar[3]. Le choix, enfin, de zones très différentes d'un point de vue géologique, topographique et paysager (plateau, vallée, cuesta…) est pleinement conscient et permet de souligner çà et là les particularités, ou les originalités, des implantations archéologiques.

La problématique des dynamiques de peuplement s'inspire largement des travaux réalisés dans le cadre du Programme collectif de recherche (PCR) de la plaine de Troyes (Riquier, 2016) et, plus largement, de l'expérience Archaeomedes (Archaeomedes, 1998 ; Leeuw & Favory, 1998 ; Van der Leeuw *et al.,* 2003), à la différence qu'ici les données proviennent quasi exclusivement de l'archéologie préventive.

3. MÉTHODOLOGIE

D'un point de vue technique, les occupations archéologiques sont des polygones englobant les structures archéologiques cohérentes entre elles. Pour une nécropole mérovingienne, un seul polygone global est donc dessiné, même chose pour une batterie de silo laténien, une villa gallo-romaine ou un ensemble de greniers protohistoriques sur poteaux plantés. C'est l'analyse de l'ensemble de ces polygones d'occupation, réunis dans un système d'information géographique (SIG), qui est le cœur de la démarche. La table attributaire associée, un simple tableur, permet de décrire de manière formalisée la nature de ces occupations.

Elle permet également de réunir par grande catégorie les différentes occupations archéologiques. Les trois grandes catégories sont : l'habitat (au sens large, du bâtiment sur poteau planté à la *pars urbana* d'une villa gallo-romaine), le funéraire (nécropole à inhumation, à incinération, sépulture isolée…) et l'exploitation du territoire (parcellaire, voirie, carrière…).

Figurent dans ce tableau des variables relatives au nombre de structures, à la surface estimée de l'occupation, au nombre de bâtiments, de sépultures, aux matériaux de constructions employés… En somme, des variables qualitatives et quantitatives qui se prêtent à un exercice d'exploration statistique multivarié. Quelques colonnes donnent également des informations administratives et bibliographiques (lien .html ou .ark).

La construction d'un polygone d'occupation passe par une zone tampon englobant les vestiges à une distance de 10 mètres. La réunion de tous ces tampons dessine une zone de forme irrégulière (patatoïdale) qui donne l'emprise estimée d'une occupation archéologique suite à la spatialisation de ses vestiges.

Sur la figure 2, quelques polygones ont été créés dans le secteur de Norroy-le-Venneur (secteur n° 1, au nord de Metz) : un habitat du second âge du Fer, deux villas romaines et une nécropole mérovingienne. L'échelle est donc dynamique : au plus près des vestiges pour le dessin des polygones d'occupation, à l'échelle d'un des six secteurs ensuite pour observer les implantations des occupations, à l'échelle de la Lorraine enfin pour tenter de mettre en évidence des grandes conjonctures.

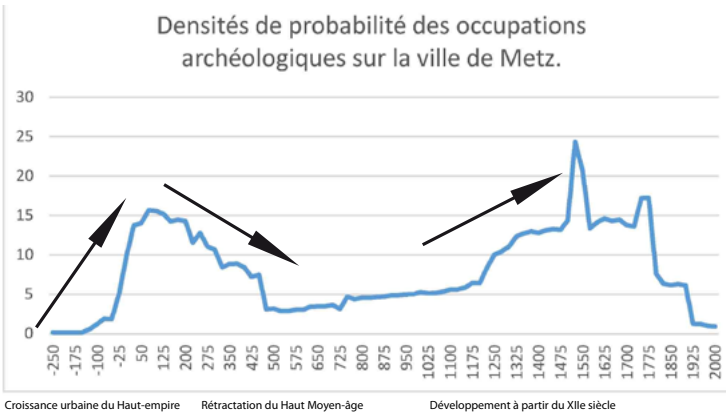
3 Le serveur national Caviar (catalogue de visualisation de l'information archéologique) est le serveur Post-GIS de l'archive topographique de l'Inrap.

Figure 2. Les occupations archéologiques de Norroy-le-Venneur (57) (source : Caviar, Inrap)

Le volet spatial permet de visualiser les zones d'implantation préférentielles. Réciproquement, on peut mettre en évidence les zones de répulsion ou de désintérêt et les changements respectifs d'attraction à répulsion, ou inversement, à travers le temps.

Le volet temporel, *via* la méthode des sommes des densités de probabilité, permet de synthétiser les rythmes de création, de développement et d'abandon de ces occupations archéologiques. En effet, pour s'affranchir du découpage en grandes périodes chronologiques académiques (La Tène, Antiquité, Moyen Âge…), la méthode des sommes des densités de probabilité est mise à contribution. Le principe consiste à donner une valeur à toutes les occupations archéologiques, divisée par le nombre d'intervalles de temps occupé, selon un pas de temps arbitraire de 25 ans. Il faut par la suite faire la somme de l'intégralité des résultats. Le script automatique, réalisé avec le logiciel R, permet d'une part d'appréhender l'ensemble des datations proposées quelle que soit la méthode employée, mais également de reproduire le script sur tout ou partie du corpus des occupations afin de mettre en évidence des phénomènes particuliers. D'autre part, cette méthode permet, dans une certaine mesure, de s'affranchir du découpage chronologique conventionnel et de proposer un séquençage reposant plus explicitement sur la distribution temporelle de nos données. Enfin, la méthode des densités de probabilité permet d'aboutir à un graphique permettant la visualisation des différents rythmes d'occupations (fig. 3).

Figure 3. Densités de probabilité des occupations sur la ville de Metz



CONCLUSION

Le croisement de ces méthodes aboutit à une modélisation des scenarii des modes d'occupations, depuis le Néolithique jusqu'au second Moyen Âge, et permet d'observer les configurations d'implantations préférentielles et leurs dynamiques selon les périodes chronologiques dans chaque zone test, en tenant compte de ses particularités propres (caractère de l'aménagement initial à l'origine de l'opération archéologique préventive, contexte topographique et géologique et influence sur l'état de conservation des vestiges, nature de l'intervention archéologique, etc.). La communication conclura enfin sur les perspectives à envisager à ce qui n'est, pour le moment, qu'une étude des faisabilités.

RÉFÉRENCES

Archaeomedes, 1998, *Des oppida aux métropoles*: *archéologues et géographes en vallée du Rhône*, Paris, Anthropos.

Braudel F., 1958, « Histoire et sciences sociales : la longue durée », *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 13(4), p. 725-753.

Der Leeuw S.V., Favory F., 1998, « Archaeomedes, la dynamique spatio-temporelle de l'habitat antique dans la vallée du Rhône : bilan et perspectives », *Revue archéologique narbonnaise*, 31(1), p. 257-298.

Riquier V., 2016, *La Plaine de Troyes. Évolution d'un territoire rural des premiers agriculteurs au premier réseau villageois. Rapport final d'activité*, Saint-Martin-sur-le-Pré, Inrap.

Van der Leeuw S.E., Favory F., Fiches J.-L., 2003, *Archéologie et systèmes socio-environnementaux : études multiscalaires sur la vallée du Rhône dans le programme Archaeomedes*, Paris, éd. du CNRS, coll. « Monographie du CRA ».

LES AUTEUR·E·S

Luc Sanson
Inrap
luc.sanson@inrap.fr

Sylvie Thomas
Inrap
sylvie.thomas@inrap.fr

Perrine Toussaint
Inrap
perrine.toussaint@inrap.fr

AUTEURS
Claude TATUEBU TAGNE,
Athanase BOPDA

L'Ouest-Cameroun et l'héritage du maquis (1955-1971). Temps « longs », « moyens » et « courts » de la géographie d'une population de territoire terrorisé

RÉSUMÉ
Cette étude s'intéresse à la manière dont s'est traduite la guerre d'indépendance du Cameroun dans l'évolution et la répartition de la population et des territoires en pays Bamiléké à l'Ouest-Cameroun. Entre 1955 et 1971, cette région fait face aux turbulences des indépendances du Tiers Monde qui enflamment populations et pays. Les déplacements forcés systématiquement prônés par le pouvoir colonial et mis en application dans les camps de regroupements dans les zones troublées modifient durablement la distribution spatiale, la structure démographique et les mobilités des populations touchées. Les impacts observés traduisent plus les effets de guerre et les déplacements forcés que les périodes longues. Ce sont des secousses telluriques aux conséquences lourdes dans les vies des populations, mais plus discrètes dans certains pas de temps de l'observation statistique du nombre total des populations.

MOTS CLÉS
guerre, Cameroun, Bamiléké, maquis, populations, regroupements forcés

ABSTRACT
This study is interested in the way the war of independence of Cameroon was translated in the evolution and the distribution of the population and the territories in the Bamileke region, West Cameroon. Between 1955 and 1971, this region faced many turbulences linked to the independences in the Third World, which inflamed populations and countries. Forced displacements systematically advocated by the colonial authorities, and implemented through regrouping camps in troubled areas, durably modify the spatial distribution, the demographic structure and the mobilities of affected populations. The observed impacts reflect the effects of war and forced displacement more than the long periods. These are troubles with heavy consequences in the lives of people, but more discreet in certain time steps from the statistical observation of the total number of populations.

KEYWORDS
War, Cameroon, Bamiléké, Maquis, Populations, Forced regroupings

INTRODUCTION

Dans les pays d'Afrique en général et particulièrement ceux sous domination française, les récits de la lutte pour l'indépendance du pays moderne se sont bien opérés à des endroits et sur des territoires précis. Au Cameroun, entre 1957 et 1971, la région Bamiléké fait face aux turbulences des indépendances du Tiers Monde qui enflamment populations et pays. Engagés dans des revendications de libération de la domination coloniale, les nationalistes regroupés au sein de l'Union des populations du Cameroun (UPC) ou upécistes mènent une guerre révolutionnaire contre des forces françaises. Connaissant mieux le territoire qu'ils contrôlaient au début de la rébellion, mais sous-équipés, sans couverture aérienne et confrontés à des divisions internes, les nationalistes ont du mal à tenir tête à un groupe colonial adverse mieux équipé, disposant totalement du domaine aérien, aux objectifs clairs mais à l'affichage volontairement ambigu. Gramscien sur le long terme de l'émergence de l'État-nation, le contexte d'entre-deux alors en cours imbrique une lutte indigène entre sociétés camerounaises traditionnelles et modernes, de machiavéliques coalitions coloniales européennes déterminées à garder leur emprise impériale, et la témérité indigène non naïve d'une courageuse néo-élite africaine nationale assistée par des acteurs de gauche du côté de la métropole. L'ultra détermination des camps en présence s'est cristallisée dans une terrifiante guerre, « temps des monstres » : la terreur marquée

par la multiplication des atrocités et des exactions contre les populations civiles et les administrations, autant importées que du cru. En effet, la puissance coloniale fit venir les troupes armées de ses colonies africaines, évitant ainsi toute alliance armée-population, mobilisant d'importants moyens militaires et des techniques de lutte antiguérilla, compensant leur minorité numérique par la violence et la terreur, comme en témoignent les rapports des opérations militaires ; la tactique de la tutelle coloniale – tortures, exécutions publiques, meurtres, ratissages et surtout les regroupements forcés des populations (Dongmo, 1971 ; Njassep & Nganya, 2005 ; Kateb *et al.*, 2018) et bombardements aveugles – en fit pour longtemps un territoire terrorisé. C'est ce que de hauts-officiers, stratèges recyclés des guerres d'Indochine et d'Algérie, vont baptiser « la guerre révolutionnaire » (Deltombe *et al.*, 2016 ; 2017). Souvent méconnus des populations, ces techniques et équipements modernes de l'armée frappaient les esprits tout autant que leur nocivité. La démographie du nombre des lutteurs croise celle des agresseurs, des innocents, des enfants et des parents, des jeunes, des adultes et des oubliés d'un temps ou pour toujours.

Se matérialisant en maints endroits de l'Ouest-Cameroun, les confrontations participent du temps long des résistances des vieux pays à la pénétration coloniale européenne, du temps moyen des tourmentes de la guerre cachée de l'indépendance dans l'État-nation ici transplanté en Afrique, du temps court de la géographie des conséquences de « la guerre révolutionnaire » sur un Cameroun « moderne » en « chantier ». Ces impacts révèlent plus les effets de guerre et les déplacements forcés que les périodes longues. Ce sont des secousses telluriques aux conséquences lourdes dans les vies des individus (cf. la carte des populations entre 1950 et 1970), mais plus discrètes dans certains pas de temps de l'observation statistique du nombre total des populations et dans la structure démographique. Cette étude s'intéresse à la manière dont s'est traduite la guerre d'indépendance dans la répartition et l'évolution de la population et des territoires en pays Bamiléké à l'Ouest-Cameroun. Combien étaient-ils, ces habitants du pays Bamiléké, entraînés de force dans des regroupements et des déplacements forcés engendrés par les turbulences de l'indépendance du Cameroun proclamée le 1er janvier 1960 ? Si le dénombrement simple en catégories démographiques classiques a été effectué, l'analyse des variables traduit les profondeurs du sinistre sur le pays Bamiléké en général et à des endroits précis du territoire. L'étude exploite les données de la population de la région Bamiléké disponibles dans les archives, les recensements de la population au Cameroun et les travaux scientifiques relatifs à la thématique.

1. POPULATION BAMILÉKÉ ET RÉPARTITION TERRITORIALE

Le pays Bamiléké est situé au Cameroun entre le 5e et le 6e degré de latitude Nord, le 9e et le 10e degré de longitude Est. Sa superficie est d'environ 5 990 km². Sa population est passée de 464 113 habitants en 1952 à 642 683 en 1967 (Dongmo, 1971) et 1 405 650 en 2010 (INS, 2010), sans compter la population émigrée. En 1959, il est constitué d'une centaine de chefferies traditionnelles indépendantes les unes des autres et divisé en vingt districts.

Les densités sont très élevées dans la région et sont fonction des chefferies. Elles varient de 80 à plus de 350 hab./km². Le recensement de 1976 montre que parmi les 102 chefferies que compte le pays Bamiléké, 6 ont des densités qui dépassent 350 hab./km² et 14 autres 200 hab./km². En 2015, les départements de la région présentent encore des densités records : la Mifi (750 hab./km²), le Bamboutos (250 hab./km²), la Menoua (207 hab./km²), alors que la moyenne nationale est de 45 hab./km². Les fortes densités ont pour corollaire le déséquilibre entre les ressources disponibles et la population, aboutissant à un exode rural et une émigration massive.

La région Bamiléké est caractérisée par un habitat essentiellement dispersé. La cellule d'habitat correspond à la famille restreinte, une unité autonome et distincte. Chaque famille vit sur sa concession foncière. Avant la guerre d'indépendance, la population de cette région est essentiellement rurale. En 1952, la population urbaine ne représente que 3,2 % de la population totale contre 14 % en 1967 (Dongmo, 1971). Les regroupements forcés (1960-1967) imposés suite aux troubles et à la guerre vont modifier substantiellement cette répartition. En 2015, la population urbaine est passée à 51 % (MINEPAT, 2016).

2. REGROUPEMENTS FORCÉS ET INCIDENCES SUR L'ÉVOLUTION DES POPULATIONS ET DES TERRITOIRES

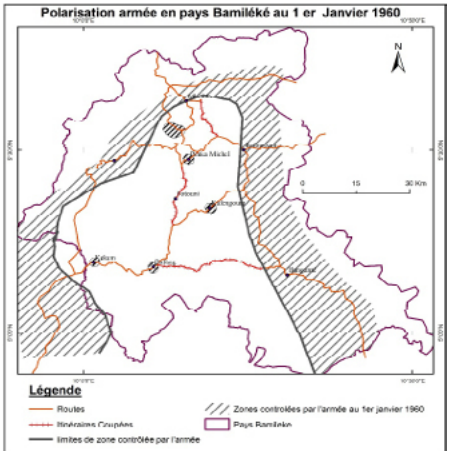
Engagés dans des revendications de libération de la domination coloniale, les nationalistes upécistes engagent une guerre révolutionnaire qui les oppose aux forces franco-camerounaises. La région Bamiléké est cernée par l'armée franco-camerounaise (fig. 1a). Comme en Algérie, les camps de regroupement de la population civile des zones troublées sont imposés à partir 1960 ; ils concernent 4 681 km², soit 76 % de la superficie du pays Bamiléké et 382 507 habitants, soit 72 % de la population rurale Bamiléké (Dongmo, 1971). L'objectif est de rassembler la population pour la protéger, et d'isoler les rebelles (nationalistes) afin de les éliminer plus facile-

ment. Une grande majorité de la population reste hostile à l'idée du regroupement forcé. Simultanément sont aussi créés de nombreux camps de torture et d'extermination dans la région et ailleurs (Bangou, Dschang, Tcholliré, Yoko, etc.) pour les nationalistes capturés et, plus généralement, tous ceux soupçonnés d'appartenir au mouvement nationaliste. En février 1960, 56 % de la population bamilékée est considérée comme rebelle, soit 280 600 des 510 600 habitants (SDH 6H239[1]) avec des districts entièrement acquis aux causes nationalistes. Les autorités françaises « s'inspirent des méthodes préconisées par les colonels Lacheroy et Trinquier, apprises en Indochine et mises en application en Algérie » (Poilbout, 2015) : elles créent des postes de gendarmerie et des camps commandos dans les chefferies où le mouvement nationaliste est en plein essor et où les troubles et les agressions sont intenses. Des raids aériens, des bombardements aveugles couplés aux nombreuses opérations de ratissage et de bouclage sont orientés sur les chefferies non collaboratrices ; la destruction des villages abritant des opposants est systématique.

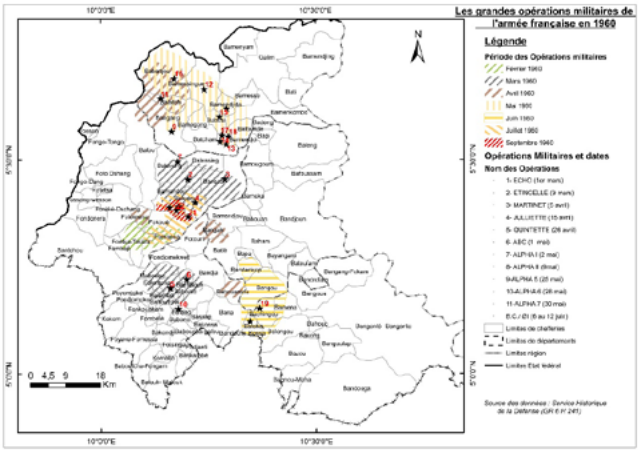
L'information selon laquelle les populations doivent se déplacer vers les camps n'a pas été reçue par tous ; la dispersion de l'habitat n'a pas facilité sa diffusion. Les personnes âgées et celles ayant des difficultés de mobilité ont été surprises par les bombardements. Certaines, considérées comme « rebelles » alors qu'elles n'avaient pas eu le temps de quitter leur habitat, ont été surprises par la terreur (incendie de toutes les cases et assassinat de ceux qui veulent protester). Une trentaine d'opérations militaires (Écho, Charlie, Alpha, Marinet, Étincelle, etc.) sont lancées sur tous les secteurs où les renseignements attestent la présence de « rebelles » entre mars et octobre 1960 (fig. 1b). Le napalm est répandu sur les paysans en fuite. Des villages sont totalement détruits avec ceux qui n'avaient pu les fuir.

Figure 1. Progression de l'armée française en pays Bamiléké en 1960

1a. Polarisation armée en pays Bamiléké au 1er janvier 1960 (Source : Service historique de la Défense (GR 6H241)



1b. Opérations militaires de l'armée française en pays Bamiléké en 1960



En 1962, le pays Bamiléké compte environ 90 camps de regroupement dans les chefferies troublées (fig. 2). Certains regroupent les populations des chefferies voisines ; dans celles où la population est trop nombreuse plusieurs sous-camps sont créés. Les effectifs dans ces regroupements varient de près de 500 pour les moins peuplés (Bandjoun : 220 ; Folencha : 320 ; Fotsi : 380) à plus de 10 000 pour les plus importants (Bamendou : 14 824 ; Batcham : 17 300 ; Banganté : 19 609). Les populations y sont régulièrement victimes des attaques des nationalistes maquisards qui exigent leur retour dans les concessions d'origine. La tyrannie et la répression des belligérants sont en effet le quotidien de ces populations civiles. On enregistre de nombreux départs à la recherche d'une situation plus pacifique.

Les conditions de vie dans les lieux de regroupements sont de fait extrêmement difficiles : promiscuité, précarité de l'habitat – les abris y sont de qualité médiocre par rapport aux maisons détruites dans les concessions –, manque de ressources, maladies, etc. Les sorties sont extrêmement limitées. Un couvre-feu est imposé : toute personne rencontrée le soir hors du camp est alors considérée comme rebelle et exécutée. En 1967, on note que la population de ces lieux a considérablement diminué (fig. 3) à cause de nombreux facteurs : émigrations, conditions de vie difficile, retour à l'accalmie dans certaines chefferies. Cette diminution va continuer à être observée dans certains camps jusqu'au recensement de 1976, où la population est inférieure à celle de 1967.

Ces regroupements et déplacements forcés sont à l'origine du déracinement des victimes et de leurs descendants, et de nombreux bouleversements dans les pratiques culturelles locales. La répartition spatiale de

1 SDH (Service historique de la Défense), carton 6H239 : Rapport de présentation.

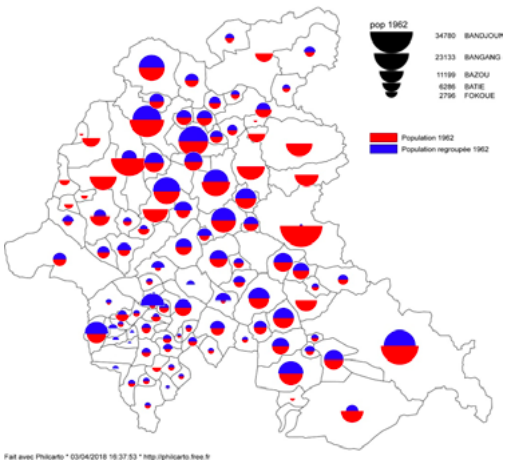


Figure 2. Population totale vs population regroupée par chefferie en 1962 (Données : Dongmo, 1971)

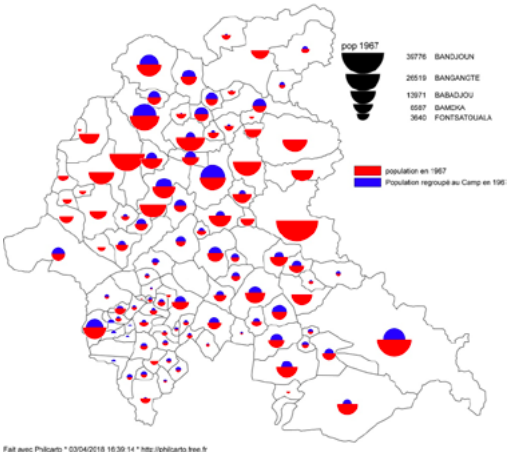


Figure 3. Population totale vs population regroupée par chefferie en 1967 (Données : Dongmo, 1971)

l'habitat et de la population est profondément modifiée dans toute la région. Les concessions sont abandonnées, les cases détruites, les villages rayés de la carte, alors que de nouvelles zones d'habitation apparaissent avec les regroupements, de nouveaux centres administratifs (Bazou, Bangou, Santchou) devenus des villes. De simples carrefours sont devenus des lieux stratégiques où se développent de nombreuses activités économiques (Bangoua, Bangou Carrefour).

Depuis 1955, l'évolution de la population dans les districts de la région Bamiléké est marquée par ces troubles sanglants. Entre 1952 et 1958, les arrondissements où les troubles sont intenses, comme Bana, Kompagny et Mbouda, connaissent une évolution régressive de la population (fig. 4). Dès 1956, les troubles sanglants commencent dans la chefferie Baham et embrassent rapidement plusieurs chefferies de la région ; de nombreuses exactions (crimes, règlements de compte, vols, massacres, viols et enrôlements forcés) sont commises contre ceux qui ne soutiennent pas le mouvement nationaliste.

Figure 4. Évolution de la population dans certains arrondissements entre 1952 et 1958 (Données : Dongmo, 1971)

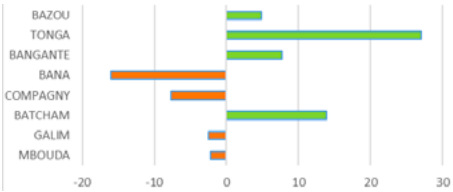
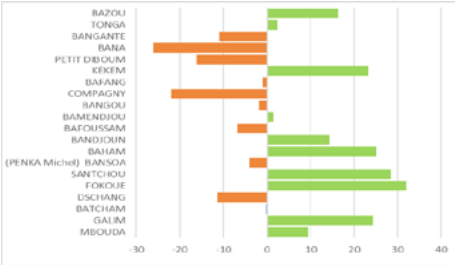


Figure 5. Évolution (%) de la population dans les arrondissements Bamiléké entre 1962 et 1967 (Données : Dongmo, 1971)



L'intensification de la guerre à partir de 1959, les regroupements forcés et les migrations de survie vont avoir pour incidences une régression de la population dans plusieurs arrondissements (fig. 5).

Le bilan humain de cette période tragique en pays Bamiléké n'a jamais été fait, notamment sur le nombre de décès. Il faut s'appuyer sur des données démographiques fiables. Dès 1959, le colonel Lamberton affirme que la région a été vidée de 50 % de ses habitants. La qualifiant de génocide, Verschave (1999) avance le chiffre de 300 000 à 400 000 morts. Le bilan des archives de défense fait état d'environ 20 000 morts pour la seule année 1960 (tabl. 1), ne tenant pas compte des pertes humaines avant et après 1960, ni dans les localités voisines, ni des décès liés aux bombardements aveugles, aux raids aériens et à l'utilisation du napalm. Champaud (1983) dit à cet effet qu'il paraît impossible de chiffrer les pertes exactes en vies humaines, mais plus facile par contre d'évaluer les conséquences sur les déplacements des hommes. Il précise tout de même que les départs vers les villes et les « maquis » pour les maquisards et ceux qui fuyaient les contrôles incessants sont aussi difficiles de chiffrer.

Tableau 1. Bilan général des pertes humaines pour l'année 1960 en pays Bamiléké
Source : SDH 6H239 Rapport de présentation

Pertes amies	Pertes totales de la population Bamiléké
614 tués dont 583 civils africains	5 000 tués au combat
615 blessés dont 530 civils africains	1 000 morts des suites de blessures
Pertes rebelles : 4 440 tués	10 000 tués dans la lutte intérieure
	5 000 morts des suites de maladie

3. INCIDENCES DES DÉPLACEMENTS FORCÉS ET MIGRATIONS DE SURVIE SUR LA STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE

L'analyse des données par sexe et par âge pour la population Bamiléké permet de voir les stigmates de la guerre d'indépendance (1955-1971) et les catégories sociales les plus affectées. En fonction des tranches d'âge et de la date du recensement, les impacts sont révélateurs d'une période dont les séquelles subsistent dans la mémoire des survivants. En effet, le profil de la pyramide des âges de la région comme celui de l'ensemble du pays sont de type pyramidal, caractéristique d'une population jeune. Mais le recensement effectué dans la région en 1965 permet d'observer un écart considérable dans la répartition par tranches d'âge et par sexe selon le lieu, particulièrement pour la population masculine (figures 6 à 9). On constate une réduction générale du sexe masculin de la tranche comprise entre 15 et 55 ans dans toute la région par rapport au sexe féminin. En effet, c'est la tranche d'âge la plus impliquée dans les combats alors que d'autres ont fuit pour ne pas être enrôlés. Au niveau des zones de dénombrement, la baisse est plus criante en zone rurale et dans les camps de regroupement que dans les villes, plus paisibles parce que généralement sécurisée par l'armée tandis que le milieu rural, considéré dans la majorité des cas comme refuge des maquisards, subissait une répression aveugle.

Figure 6. Structure par sexe de la population de la zone rurale en 1965 (source: République fédérale du Cameroun, 1966)

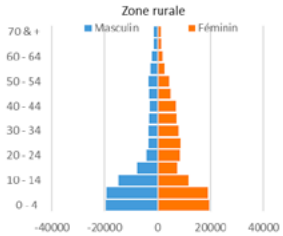


Figure 7. Structure par sexe de la population des camps de regroupement en 1965 (source: République fédérale du Cameroun, 1966)

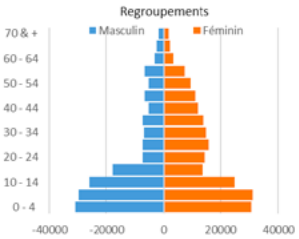


Figure 8. Structure par sexe de la population en milieu urbain en 1965 (source: République fédérale du Cameroun, 1966)

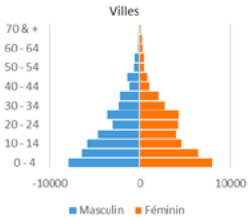


Figure 9. Structure par sexe de la population totale du pays Bamiléké en 1965 (source: République fédérale du Cameroun, 1966)

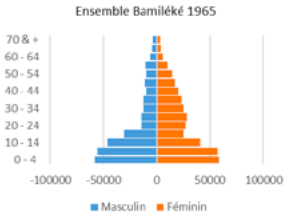


Figure 10. Structure par sexe de la population totale du pays Bamiléké en 1976

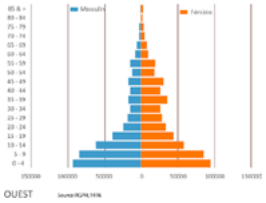
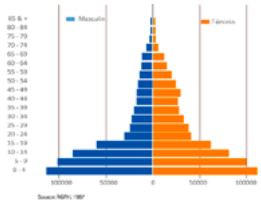


Figure 11. Structure par sexe de la population totale du pays Bamiléké en 1987



Aux recensements de la population de 1976 et 1987, les stigmates sont clairement observables sur les tranches d'âges. En 1976, les hommes représentent 45,59 % de la population totale. Ceci traduit leur forte implication au combat et leur émigration massive hors de la région. Les moins de 15 ans sont dominés par le sexe masculin soit 50,26 %. On note une reprise des naissances après les « années de braise » (1959-1960) signe d'un retour à l'accalmie. Les 15-59 ans sont plus fortement des femmes (59,49 %). En 1987, la base de la pyramide traduit une reprise normale des naissances dans la région.

CONCLUSION

Cette étude avait pour objectif d'étudier les conséquences de la guerre d'indépendance du Cameroun sur la répartition et l'évolution de la population en pays Bamiléké entre 1955 et 1971. Les déplacements et les regroupements forcés dans les camps, les migrations de survie hors de la région sont autant de facteurs qui ont entraîné des modifications profondes dans la répartition spatiale et au sein des tranches d'âge et par sexe. Par ailleurs, les camps de regroupement ont donné naissance à de nouveaux points de concentration humaine et parfois à des villes, combinant ainsi la terreur d'une violente reconfiguration géographique au traumatisme démographique et sociologique de milliers de morts sans deuils ni funérailles.

RÉFÉRENCES

Champaud J., 1983, *Villes et campagnes du Cameroun de l'Ouest*, Paris, Orstom, coll. « Mémoires », n° 98.

Deltombe T., Domergue M., Tatsitsa J., 2016, *La guerre du Cameroun : l'invention de la Françafrique, 1948-1971*, Paris, La Découverte.

Deltombe T., Domergue M., Tatsitsa J., 2017, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, Paris, La Découverte.

Dongmo J. L., 1971, *L'aménagement de l'espace rural en pays Bamiléké (Ouest-Cameroun)*, thèse de doctorat en géographie à l'Université de Lille 1.

Kateb K., Melhani N., Rebah M., 2018, *Les déracinés de Cherchell. Camps de regroupement dans la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Paris, éd. Ined.
MINEPAT (ministère de l'Économie de la Planification et de l'Aménagement du territoire), 2016, *Élaboration du plan de zonage du territoire national du Cameroun. Rapport de la phase 1. Situation de l'occupation du territoire national.*
Njassep M., Nganya F., 2005, *L'avenir nous donnera raison. Témoignages d'anciens combattants de l'ALNK.*
Poilbout, 2015, *La stratégie française en Afrique subsaharienne pendant la Guerre froide : le rôle de l'armée de l'air, entre présence et intervention, vol. 1*, thèse de doctorat à l'Université Montpellier 3 Paul Valéry.
République fédérale du Cameroun, 1966, *La population Bamiléké et des départements limitrophes. Principaux résultats de l'enquête de 1965*.
Verschave F.-X., 1999, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock.

LES AUTEURS

Claude Tatuebu Tagne
Université de Yaoundé 1 (Cameroun)
Ined / UR 12
claudetagne86@gmail.com

Athanase Bopda
Université Le Havre Normandie
IDEES Le Havre
bopda20001@yahoo.com

AUTEURE
Cécile VERDELLET

L'évolution culturelle d'un territoire ou l'histoire de son peuplement : l'apport de la céramologie. Exemple des piémonts occidentaux du Zagros au Bronze ancien (2900-2000 av. J.-C.)

RÉSUMÉ
L'organisation des peuplements et des territoires étant indissociable de leur composition culturelle, le matériel archéologique est une donnée fondamentale pour les études historiques. L'étude céramique menée depuis 2011 sur le matériel de Kunara (Kurdistan, Irak) et de sa région fut l'occasion de se rendre compte de la complexité culturelle des territoires situés sur les piémonts du Zagros, en marge de la plaine mésopotamienne. Par la combinaison de plusieurs approches (typologique, fonctionnelle et technique), cette étude a identifié une tradition potière locale et révélé l'existence d'une population aux traits culturels particuliers, pourtant intégrée dans le système économique et social mésopotamien de la fin du Bronze ancien (2200-2000 av. J.-C.). Les résultats de cette étude ont permis de mieux comprendre cette région, à la lumière des données matérielles, contredisant parfois l'image que les sources textuelles avaient pu en donner.

MOTS CLÉS
organisation des territoires, aires culturelles, peuplement, céramologie, archéologie, Mésopotamie

ABSTRACT
The organisation of settlements and territories are inseparable from their cultural composition. Archaeological material is therefore a fundamental datum for historical studies. Since 2011, the pottery study made on the material of Kunara (Kurdistan, Iraq) and its surroundings has been an opportunity to emphasise the complexity of these territories, which are located on the Zagros foothills, at the border of the Mesopotamian plain. The study combined several approaches (typological, functional and technical) and has revealed the existence of a local pottery tradition and a population with specific cultural characteristics although it seemed to be integrated into the Mesopotamian economic and social system, at the end of the Early Bronze Age (2200-2000 BC). The results of this study allow to better understand this region, in the light of material data, sometimes contradicting the image that textual sources could have given.

KEYWORDS
Organisation of territories, Cultural areas, Settlements, Ceramology, Archaeology, Mesopotamia

L'étude des populations sur le temps long oblige le chercheur à user de divisions chronologiques et géographiques afin de situer un phénomène dans son espace-temps. Comment alors considérer l'importance de la culture dans ce découpage parfois arbitraire ? Les traits culturels perdurent, se transmettent entre générations, s'adaptent au gré des contacts et des événements et sont indissociables de l'organisation même des peuplements et des territoires. L'intérêt porté à la culture matérielle, qui élargit l'étude de l'objet à tout ce qu'il représente culturellement, s'est développé tardivement, au cours du XIXe siècle en Europe pour devenir, dans les années 2000, une notion indispensable à la réflexion historique. L'aire culturelle, définie comme l'espace « où les différents peuples adoptent des coutumes et des modes de vie semblables ou apparentés » par l'encyclopédie Universalis[1], devient ainsi une donnée pertinente pour étudier les territoires, en posant la question de l'importance de l'aspect culturel dans sa définition.

1 X. Rose, www.universalis.fr/encyclopedie/aires-culturelles

1. L'APPORT DE LA CÉRAMOLOGIE DANS L'IDENTIFICATION DES POPULATIONS ANCIENNES ET LA STRUCTURATION DE LEUR TERRITOIRE

La céramologie, en concentrant son attention sur les objets et en particulier sur le vaisselier du quotidien, fait partie du mouvement qui vise à définir les traits caractéristiques d'une société (Demoule *et al.*, 2002 : 228-231). L'objet d'étude, le récipient, concentre à lui seul une série de manifestations culturelles (Shepard, 1980 : 348-352). Il matérialise des pratiques quotidiennes, elles-mêmes régies par un ensemble de connaissances adaptées à l'environnement et aux besoins d'une époque particulière. Depuis le traitement de la matière première jusqu'à l'objet fini, les artisans font des choix soumis à des acquis culturels (Shepard, 1980 : 348-363). Par l'identification des traditions potières, on définit une partie des traits culturels d'une population (Roux, 2016 : 18-19).

La reconnaissance d'assemblages céramiques caractéristiques permet de cartographier les populations anciennes qui partagent une même culture matérielle, et de définir ainsi des aires culturelles. Le territoire dans lequel évolue une population devient alors lui-même un critère culturel puisqu'il oriente les choix des potiers. En céramologie, l'étude des critères techniques et typologiques, couplée aux données géographiques et historiques, donne la possibilité de reconstruire un territoire qui tient compte de ce qui définit intrinsèquement les groupes humains, comme leurs pratiques, leurs croyances ou leurs traditions. La modification, l'adaptation et la structuration de ce territoire sont de fait inextricablement liées à l'évolution culturelle des populations. En graduant les ressemblances et les dissemblances, la comparaison d'une culture céramique à une autre permet d'étudier ces entités territoriales dans le temps et l'espace.

Au Proche-Orient, le travail effectué par le projet ARCANE[2] depuis 1998 sur les aires culturelles de la Mésopotamie a révélé la complexité de cette région. Parfois en contradiction avec les divisions territoriales classiques, le projet a distingué des grands ensembles à l'identité propre. Ces derniers, qui fluctuent sur le temps long, sont eux-mêmes composés de microrégions aux particularismes locaux.

2. LES PIÉMONTS DU ZAGROS ET LE SITE ARCHÉOLOGIQUE DE KUNARA (KURDISTAN, IRAK)

En Irak actuel, les piémonts du Zagros, récemment mis en lumière par plusieurs projets scientifiques, offrent l'opportunité d'approfondir cette problématique en analysant, encore une fois, la complexité de la culture mésopotamienne. Depuis 2011, la fouille du site archéologique de Kunara[3] (fig. 1) met progressivement au jour une ville de la fin du IIIe millénaire dans le gouvernorat de Soulaimaniyeh, situé entre la plaine mésopotamienne et les reliefs iraniens.

Figure 1. Kunara (Kurdistan, Irak) - © Mission archéologique française du Peramagron

Figure 2. Carte de localisation : les grands ensembles chrono-culturels du projet ARCANE

2 www.arcane.uni-tuebingen.de/presentation.html, consulté le 10/01/2020.

3 La fouille de Kunara est menée par la Mission archéologique française du Peramagron sous la direction d'Aline Tenu (CNRS, UMR7041) [voir en ligne : www.arscan.fr/haroc/espaces-et-territoires-le-pouvoir-et-les-cultures-locales/mission-archeologique-du-peramagron, consulté le 10/01/2020].

Cette région mal connue du fait du manque de données de terrain a été intégrée par défaut dans la région de la Transtigrine du projet ARCANE mais se trouve en réalité au croisement de plusieurs grands ensembles chrono-culturels (fig. 2).
Historiquement, elle est essentiellement documentée par des sources textuelles extérieures. À la fin du Bronze ancien (ca. 2200-2000), alors que le Sud mésopotamien se réunifie progressivement après la chute de l'empire d'Akkad (2 334-ca. 2 200), à travers la dynastie Guti (2200-2111) d'abord puis la Troisième Dynastie d'Ur (Ur III, 2111-2004), et que des voies de communication à longue distance sont de plus en plus exploitées, le pays du *Lullubum* fait régulièrement l'objet de campagnes militaires. Cette entité géographique et/ou ethnique fut localisée dans les régions montagneuses du Zagros, à proximité de la ville de Soulaimaniyeh (Frayne, 1990 : 703 ; Verdellet 2018b : 187-188). Si l'existence du *Lullubum* (Steinkeller, 1995 : 53) n'est pas en doute, force est de constater, qu'à ce jour, rien ne permet de l'identifier matériellement.

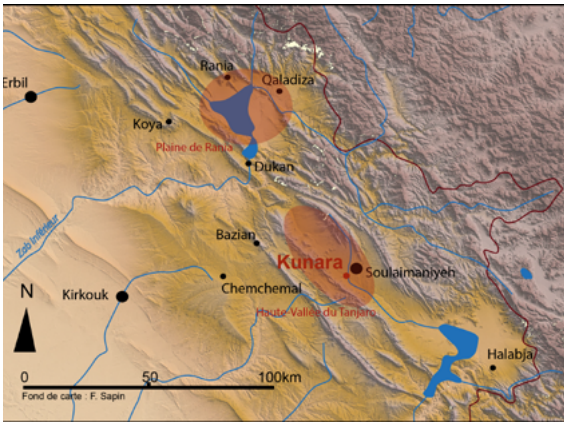
3. ÉTUDES CÉRAMIQUES ET INTERPRÉTATIONS CULTURELLES : QUI OCCUPAIENT LES PIÉMONTS DU ZAGROS AU IIIE MILLÉNAIRE ?

Le travail entrepris depuis 2011 sur le matériel céramique de Kunara et de sa région vise à en identifier les traits culturels. L'objectif est de mieux comprendre cette zone en tentant de distinguer les différents composants (cultures matérielles, groupes sociaux et aires culturelles) d'un espace considéré avant le début des fouilles comme relativement homogène.

3.1. Étude typologique : entre affinités et indépendance culturelles, une région adaptée à l'évolution socio-économique de ses territoires

En 2011, il n'existait pas de référentiel céramique local. Une typologie établie à partir des données archéologiques de Kunara (Verdellet, 2018b) fut comparée à d'autres corpus céramiques afin de déterminer les affinités culturelles entre les régions. La similarité formelle fut interprétée comme la preuve de traits culturels communs : l'existence de références culturelles communes (symboles, croyances, connaissances) et l'attestation de pratiques identiques (mode de consommation, moyen de stockage, pratique cultuelle). À l'inverse, l'absence de similarité fut interprétée comme une absence de contact visible entre les populations et l'expression d'une différence culturelle. Enfin, l'identification de critères locaux témoigne de l'existence d'une culture régionale spécifique à la population locale.
À l'échelle macrorégionale, la comparaison entre le corpus céramique local et ceux issus des régions limitrophes a montré que la région de Kunara est située à la frontière de plusieurs grands ensembles culturels (fig. 2). Ainsi, si très peu de contacts ont été observés avec les populations iraniennes, il semble que Kunara ait été intégrée dans le maillage socio-économique de la plaine mésopotamienne. Les nombreuses correspondances typologiques établies avec les corpus céramiques des régions voisines montrent que, loin d'être isolée ou en opposition avec ses voisins, comme le sous-entendent les textes, Kunara et son territoire étaient insérés dans des réseaux d'échanges et de circulations denses. Les formes et les décors des récipients céramiques et leur bagage culturel, voyageaient le long des voies de communication héritées de périodes plus anciennes (Uruk : 3500-2900) et intensivement exploitées au Bronze ancien (2900-2004). Au IIIe millénaire, la culture matérielle de l'espace mésopotamien tend vers un certain degré de standardisation, perceptible dans l'utilisation de récipients aux formes et décors comparables par des groupes sociaux parfois distants de plusieurs centaines de kilomètres.

Figure 3. Carte de localisation : les zones de prospection - © C. Verdellet



Dans un second temps, les études menées à l'échelle microrégionale ont révélé la diversité et la complexité de ces espaces montagnards. Bien que les données ne permettent pas encore de cartographier précisément la totalité des spécificités microrégionales du Kurdistan irakien, l'étude du matériel céramique collecté dans la haute vallée du Tanjaro[4] (Verdellet, 2018b : 161-169) autour de Kunara et dans la plaine de Rania[5] (Verdellet, 2018b : 170-176 ; Verdellet, 2018a) située à une cinquantaine de kilomètres au nord (fig. 3), a montré la coexistence, dans un espace géographique restreint, de plusieurs populations aux

4 Prospections archéologiques dirigées par C. Kepinski, 2011 ; étude du matériel par C. Verdellet.
5 Prospections archéologiques dirigées par J. Giraud, 2012-2016 ; étude du matériel par C. Verdellet.

traits culturels distincts. D'un côté, la haute vallée du Tanjaro semble structurée par des entités urbaines régulièrement espacées qui forment, en un axe sud-nord, une voie de communication reliant la Mésopotamie centrale aux régions du Nord (Verdellet, 2018b : 167-168). De l'autre côté, la région de Rania, « isolée » par le relief qui l'entoure, semble tournée vers l'exploitation agricole de la plaine, avec une répartition régulière de villes de taille moyenne (environ 20 hectares) (Verdellet, 2018a : 89-90). Là où l'organisation urbaine semble s'adapter aux conditions locales, la culture matérielle diffère également. Les traits culturels mésopotamiens sont bien présents dans les deux cas mais des critères culturels locaux, qui révèlent justement l'existence de microrégions pouvant s'apparenter à des territoires, diffèrent. Cela marque ainsi l'existence au Bronze ancien d'au moins deux groupes humains géographiquement proches mais distincts, sans doute en relation l'un avec l'autre bien que culturellement dissociables.

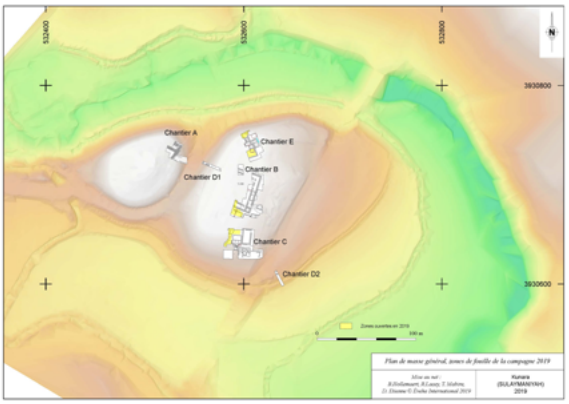
3.2. Étude technique : à l'échelle d'un site, plusieurs traditions potières, plusieurs populations ?

L'étude technique menée sur un échantillon d'artefacts retrouvés à Kunara a révélé la coexistence de plusieurs traditions potières sur le site (Verdellet, 2018b, vol. I : 143 ; vol. II : 115-123). L'identification de variantes dans la chaîne opératoire n'est pas anodine puisque la tradition technique, parce qu'elle se construit à partir des connaissances empiriques d'un groupe de potiers et se transmet par l'apprentissage, est « l'expression d'un groupe social » (Roux, 2016 : 21).

La majorité des récipients retrouvés à Kunara s'inscrit dans une tradition potière attestée sur l'ensemble de la Mésopotamie à la fin du IIIe millénaire et confirme que les habitants de Kunara partageaient les connaissances techniques de la population mésopotamienne. Les variations observées lors de la préparation de la pâte sont liées à la matière première disponible : les récipients ont donc été fabriqués sur place puisqu'aucune importation n'a pu être identifiée à ce jour, et les potiers se sont adaptés aux ressources de leur territoire. L'observation des macrotraces (traces de façonnage, visibles à l'œil nu) (Méry *et al.*, 2010) a révélé au moins deux autres chaînes opératoires (Roux, 2016 : 63). La première consiste en un polissage au galet. Cette technique, proche de ce qui caractérise la céramique Kura-Araks suggère une possible influence iranienne. La seconde variante utilise la technique de jointure de plaques d'argile par battage et n'est pas attestée au Proche-Orient pour l'instant. Cette tradition technique est originale et pourrait révéler l'existence d'un savoir-faire local qui ne se serait pas propagé au-delà du territoire et n'aurait pas perduré dans le temps.

À l'échelle du territoire, l'analyse technique du matériel céramique de Kunara a montré la diversité culturelle de la population locale. Sur le temps long, il est possible d'envisager que différents groupes sociaux, possédant chacun leurs propres traits culturels, se soient progressivement rassemblés. À la fin du IIIe millénaire, ils exploitent alors un territoire organisé autour de Kunara.

Figure 4. Localisation des chantiers ouverts à Kunara (2012-2019) - © Mission archéologique française du Peramagron



3.3. Étude fonctionnelle : Kunara, un urbanisme planifié au cœur du territoire

L'étude fonctionnelle du matériel céramique vise à comprendre l'organisation interne de Kunara. À partir de la reconnaissance de marqueurs fonctionnels, qui présentent des caractéristiques formelles et/ou techniques associables à une fonction particulière, l'étude céramique couplée aux données de terrain et à la réflexion interdisciplinaire a montré que Kunara était organisée autour de plusieurs pôles d'activité (fig. 4).

Au sud du site, le bâtiment 519 était consacré au stockage de denrées provenant de la région environnante et identifiées par les textes comme étant des farines (Tenu, 2018 : 62-63). Immédiatement au nord, l'espace 517 devait quant à lui servir à des pratiques cultuelles (Tenu, 2019 : 36-40) (fig. 5 et 6). À l'extrémité nord du tell, la fouille a mis au jour des traces d'activités artisanales, avec la découverte de larges récipients de mesure (fig. 7) et de stockage (Tenu, 2019 : 34-35). Enfin, au centre du tell, un bâtiment monumental possède un vaisselier de réception. La monumentalité de ce bâtiment, la découverte d'un sceau et de scellements ainsi que la mention d'un personnage d'autorité dans les textes (ENSI$_2$) tendent à montrer le caractère officiel de Kunara (Tenu, 2018 : 65 ; 2019 : 31-33, 55).

La ville a été organisée afin de répartir au mieux les différentes activités jugées nécessaires à son bon fonctionnement. L'urbanisme planifié semble adapté aux ressources environnantes et aux besoins de la population. Il permet l'exploitation du territoire par le stockage des denrées en grande quantité et la produc-

Figure 5. Matériel de l'espace 517 évoquant des pratiques cultuelles : motifs chtoniens (Kunara, Chantier C) - © Mission archéologique française du Peramagron

Figure 6. Matériel de l'espace 517 évoquant des pratiques cultuelles : *Internal Handled Bowl* (Kunara, Chantier C) - © Mission archéologique française du Peramagron

Figure 7. Récipient de mesure (Kunara, Chantier E) - © Mission archéologique française du Peramagron

tion artisanale ainsi que le maintien de la cohésion sociale par la pratique cultuelle et la centralisation des pouvoirs locaux. Kunara semble donc intégrée dans un territoire qu'elle régit et plus largement dans le réseau d'échange mésopotamien.

Si l'étude céramique n'a pas mis en lumière une population aux traits culturels radicalement différents de ceux de la population mésopotamienne, que les habitants sud-mésopotamiens auraient qualifiée de « montagnards du *Lullubum* » (Frayne 1993 : 144), les différentes approches céramologiques associées à une réflexion interdisciplinaire ont montré la complexité de la région. Les textes décrivaient les piémonts comme une zone non civilisée, en marge de la culture mésopotamienne et du fonctionnement complexe des sociétés de la plaine. Or il n'en est rien. Les découvertes faites à Kunara, dans la haute vallée du Tanjaro et dans la plaine de Rania attestent que, malgré le pluriculturalisme régional, des villes importantes à l'urbanisme planifié, structurées et adaptées à leur environnement étaient implantées dans les zones de piémonts, au centre de territoires qu'elles contrôlaient. Ces villes et leur territoire étaient alors intégrés dans un vaste réseau d'échange en lien direct avec l'essor économique du Proche-Orient.

RÉFÉRENCES

Demoule J.-P., Giligny F., Lehöerff A., Schnapp A., 2002, *Guide des méthodes de l'archéologie*, Paris, La Découverte, coll. « Guides repères ».

Frayne D.R., 1990 & 1993, *Royal Inscriptions of Mesopotamia, Early Periods 2. Sargonic and Gutian Periods (2334-2113 BC)* & *Early Periods 4. Old Babylonian Period (2003-1595 BC),* Toronto, University of Toronto Press.

Méry S., Dupont-Delaleuf A., Van der Leeuw S., 2010, « Analyse technologique et expérimentations. Les techniques de façonnage céramique mettant en jeu la rotation à Hili (Émirats arabes unis) à la fin du IIIe millénaire (âge du Bronze ancien) », *Les Nouvelles de l'archéologie,* n° 119, p. 52-57.

Roux V., 2016, *Des céramiques et des hommes. Décoder les assemblages archéologiques*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest.

Shepard A.O., 1980, *Ceramics for the Archaeologist*, Washington, Carnegie Institution of Washington [5e éd.].

Steinkeller P., 1995, "Sheep and Goat Terminology in Ur III Sources from Drehem", *Bulletin on Sumerian Agriculture,* n° VIII, "Domestic Animals of Mesopotamia. Part. II", p. 49-70.

Tenu A., 2018, « Kunara. Rapport préliminaire sur la quatrième campagne (2016) », *Akkadica*, n° 139(2), p. 1-72.

Tenu A., 2019, « Kunara. Rapport préliminaire sur la cinquième campagne (2017) », *Akkadica,* n° 140, p. 5-71.

Verdellet C., 2018a, "The Foothill of Zagros during the Bronze Age: SGAS Preliminary Results", *in* B. Horejs, C. Schwall, V. Müller, M. Luciani, M. Ritter, M. Giudetti, R.B. Salisbury, F. Höflmayer et T. Bürge (dir.), *Proceedings of the 10th International Congress on the Archaeology of the Near East (ICAANE, Vienne, 25-29 avril 2016),* Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, p. 83-96.

Verdellet C., 2018b, *Les piedmonts du Zagros au Bronze ancien : une étude céramique (2 tomes),* thèse de doctorat à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, soutenue le 7 juillet 2018 [en ligne : tel.archives-ouvertes.fr/tel-02149761v1].

L'AUTEURE

Cécile VERDELLET
MAE René-Ginouvès – ArScAn
boursière / Gerda Henkel Foundation
c.verdellet@gmail.com

Session G Les villes petites et moyennes, services et territoires. Une perspective internationale sur la décroissance

CO-PORTEUR·E·S
Sophie BAUDET-MICHEL (Géographie-cités),
Sophie BUHNIK (MFJ Tokyo),
Emmanuèle CUNNINGHAM-SABOT &
Victoria PINONCELY (ENS),
Hélène ROTH (Territoires)
& Manuel WOLFF (Humboldt-Universität)

Les villes petites et moyennes n'ont pas fait l'objet d'un grand intérêt de la part de la recherche urbaine internationale (Bell & Jayne, 2009). Même si leurs dynamiques démographiques et économiques sont très diverses, la décroissance urbaine semble particulièrement affecter cette catégorie de villes (Cauchi-Duval, 2017 ; Wolff *et al.*, 2013). Certaines petites villes ont été affaiblies par les processus de désindustrialisation et de réorganisation des services publics. Elles jouent cependant encore un rôle essentiel dans le système urbain et dans la structuration des territoires (Santamaria, 2012). Certain·e·s auteur·e·s ont commencé à explorer les relations entre décroissance démographique et décroissance économique pour expliquer la décroissance urbaine (Friedrichs, 1993 ; Cauchi-Duval *et al.*, 2017). D'autres ont souligné la variété des facteurs de la décroissance (Haase *et al.*, 2016). Le rôle des pouvoirs publics et des collectivités territoriales pour répondre à la décroissance est parfois exploré (Grossmann *et al.*, 2012 ; Wolff *et al.*, 2017) tandis que des voies alternatives de réponse à la décroissance émergent par ailleurs (Paddeu, 2012 ; Béal & Rousseau, 2016).
L'objectif de cette session est de mettre en perspective les travaux sur le rôle des petites et moyennes villes dans les systèmes urbains et sur leur environnement local. La question de la décroissance urbaine des villes petites et moyennes sera particulièrement explorée. Les propositions viseront à identifier les transformations spécifiques de ce type de ville en termes économiques, sociaux et démographiques et dans la fourniture d'équipements et de services. Quelle sont les temporalités de la décroissance urbaine des villes petites et moyennes ? Comment s'organisent les relations entre décroissance économique et démographique ? L'une précède-t-elle systématiquement l'autre ? Dans quelle mesure les collectivités territoriales des villes petites et moyennes prennent-elles en compte les phénomènes de décroissance dans la planification et la prospective territoriale à différentes échelles – du local au régional ? Nous testerons en particulier la notion de « périphérisation » développée par la recherche allemande pour décrire l'évolution de ces villes.
Les contributions de sociologues, planificateur·rice·s sociaux·ales, juristes géographes, et politistes sont bienvenues.

Small and Medium-Sized Cities, Services and Territories: An International Perspective on Urban Shrinkage

In recent decades, the topic of small and medium-sized cities has not drawn much international research interest within the field of urban studies (Bell & Jayne, 2009). Even though small and medium size towns follow different demographic and economic trends, shrinking cities make up a larger proportion in these categories (Cauchi-Duval, 2017; Wolff *et al.*, 2013). Some have been weakened by processes of de-industrialization, as well as by State retrenchment and the restructuring of public services. However, small and medium-sized cities still play an important role, whether in terms of local economic development or in terms of infrastructure and service provision (Santamaria, 2012). Authors started to explore causalities between demographic and economic shrinking in order to explain urban shrinkage (Friedrichs, 1993). Others have underlined the variety of shrinkage factors (Haase *et al.*, 2016). Local public authorities sometimes play a role in slowing or even stopping shrinkage (Großmann *et al.*, 2012; Wolff *et al.*, 2017). Some authors have been looking for alternatives to urban shrinkage (Paddeu, 2012; Béal & Rousseau, 2016).

This session aims at putting into international perspective works dealing with the role of small and medium-sized cities in urban systems and with their influence over local organisations and communities in various countries. Urban shrinkage in small and medium size towns will be a major focus. Our goal is to contribute to a better understanding of the specific transformations that this type of city is currently undergoing in economic, social and demographic terms, with particular emphasis on the provision of equipment and services. What are the timescales involved when it comes to urban decline in small and medium-sized cities? What are the links between economic and demographic shrinkage? Does one systematically precede the other? To what extent do local authorities in small and medium size cities take into account urban shrinkage in planning at different scales –from the local to the regional? We shall examine in particular the notion of "peripheralisation" developed by German researchers to describe the evolution of certain types of territories.
This session will combine contributions from geographers, sociologists, social planners, jurists and political scientists.

Pequeñas y medianas ciudades, servicios y territorios. Una perspectiva internacional sobre el declive

Las pequeñas y medianas ciudades no han sido objeto de mucho interés por la investigación urbana internacional (Bell-Jayne, 2009). Aunque su dinámica demográfica y económica es muy diversa, el declive urbano parece afectar particularmente a esta categoría de ciudades (Cauchi-Duval, 2017; Wolff *et al.*, 2013). Algunas pequeñas ciudades se han visto debilitadas por los procesos de desindustrialización y reorganización de los servicios públicos. Sin embargo, siguen desempeñando un papel esencial en el sistema urbano y en la estructuración de los territorios (Santamaria, 2012). Algunos autores han comenzado a explorar la relación entre el declive demográfico y el declive económico para explicar el declive urbano (Friedrichs, 1993; Cauchi-Duval *et al.*, 2017). Otros han señalado la variedad de factores de declive (Haase *et al.*, 2016). A veces se explora el papel de las autoridades públicas y las autoridades locales en su respuesta al declive (Grossmann *et al.*, 2012; Wolff *et al.*, 2017), mientras que otras formas de responder a la descomposición surgen en otros lugares (Paddeu, 2012; Béal & Rousseau, 2016).
El objetivo de esta sesión es poner en perspectiva el trabajo sobre el papel de las ciudades pequeñas y medianas en los sistemas urbanos y su entorno local. Se explorará la cuestión del decrecimiento urbano de las ciudades pequeñas y medianas. Las propuestas buscarán identificar las transformaciones específicas de este tipo de ciudad en términos económicos, sociales y demográficos y en la provisión de infraestructuras y servicios. ¿Cuáles son las temporalidades del decrecimiento urbano de las ciudades pequeñas y medianas? ¿Cómo se organizan las relaciones entre decrecimiento económico y demográfico? ¿Uno precede sistemáticamente al otro? ¿En qué medida las autoridades locales de las ciudades pequeñas y medianas tienen en cuenta los fenómenos de decrecimiento en la planificación y la prospectiva territoriales a diferentes escalas, de local a regional? En particular, probaremos la noción de "periferización" desarrollada por la investigación alemana para describir la evolución de estas ciudades.
Contribuciones de sociólogos, planificadores sociales, juristas, geógrafos, y politólogos son bienvenidas.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Batunova E., Gunko M., 2018, "Urban Shrinkage: An Unspoken Challenge of Spatial Planning in Russian Small and Medium-Sized Cities", *European Planning, Studies* [en ligne : doi.org/10.1080/09654313.2018.1484891].
Baudet-Michel S., Commenges H., Delage M., Vallée J., à paraître, « Rétraction du commerce de détail dans les villes petites et moyennes : l'érosion de la diversité commerciale des communes entre 1979 et 2014 », *in* S. Deprez (dir.), *Actes du colloque « Commerce du futur, Futurs du Commerce », Le Havre, mai 2018*, Rennes, PUR.
Béal V., Rousseau M., 2014, « Alterpolitiques ! », *Métropoles*, n° 15 [en ligne : metropoles.revues.org/4948].
Bernt M., Liebmann H. (Hrsg.), 2013, *Peripherisierung, Stigmatisierung, Abhängigkeit? Deutsche Mittelstädte und ihr Umgang mit Peripherisierungsprozessen,* Wiesbaden, Springer.
Berroir S., Fol S., Quéva C., Santamaria F., 2019, « Villes moyennes et dévitalisation des centres : les politiques publiques face aux enjeux d'égalité territoriale », *Belgeo*, 3/2019, numéro spécial "Small European Cities as Stages for Territorial Equity" [en ligne : journals.openedition.org/belgeo/33635].
Buhnik S., 2016, « Géographie de la décroissance démographique et évolution des mobilités quotidiennes dans la conurbation Ōsaka-Kyōto-Kōbe », *Espace populations sociétés,* 2015/3-2016/1 [en ligne : doi.org/10.4000/eps.6150].

Cauchi-Duval N., Cornuau F., Rudolph M., 2017, « La décroissance urbaine en France : les effets cumulatifs du déclin », *Métropolitiques*, 26/04/2017 [en ligne : www.metropolitiques.eu/La-decroissance-urbaine-en-France,1093.html].

Cunningham-Sabot E., Fol S., Grasland C., Roth H., Van Hamme G., « *Shrinking cities* et *shrinking regions*. Définitions et typologies », *in* M. Baron, E. Cunningham-Sabot, C. Grasland, D. Rivière et G. Van Hamme (dir.), *Villes et régions européennes en décroissance : maintenir la cohésion territoriale*, Paris, Hermès/Lavoisier, p. 67-95.

Fischer-Tahir A., Naumann M., 2013, *Peripheralization: The Making of Spatial Dependencies and Social Injustice*, Wiesbaden, Springer.

Großmann K., 2012, "European and US Perspectives on Shrinking Cities", Conference Report, *Urban Research & Practice*, 5(3), p. 360-363.

Haase A., Bernt M., Großmann K., Mykhnenko V., Rink D., 2016, "Varieties of Shrinkage in European Cities", *European Urban and Regional Studies*, 23(1), p. 86-102.

Nelle A., Großmann K., Haase D., Kabisch S., Rink D., Wolff M., 2017, "Urban Shrinkage in Germany: An Entangled Web of Conditions, Debates and Policies", *Cities* [en ligne : doi.org/10.1016/j.cities.2017.02.006].

Roth H., 2016, « Du déclin à la périphérisation : quand les courants constructivistes et critiques revisitent les différenciations spatiales en Allemagne », *Cybergeo* [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/27389].

Santamaria F., 2012, « Les villes moyennes françaises et leur rôle en matière d'aménagement du territoire : vers de nouvelles perspectives ? », *Norois*, n° 223, 2012/2, p. 13-30.

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « *Shrinking cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo* [en ligne : cybergeo.revues.org/26136].

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2017, "Is Planning Needed? Shrinking Cities in the French Urban System", *Town Planning Review*, 88(1), p. 131-145 [en ligne : doi.org/10.3828/tpr.2017.10].

Wolff M., Wiechmann Th., 2017, "Urban Growth and Decline: Europe's Shrinking Cities in a Comparative Perspective, 1990-2010", *European Urban and Regional Studies*, 25(2), p. 122-139 [en ligne : doi.org/10.1177/0969776417694680].

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Sophie BAUDET-MICHEL, Anne-Claire CHANTAL, Benoit CONTI, Charlène LE NEINDRE – La transformation des équipements hospitaliers se fait-elle au détriment des villes petites et moyennes ?

– Julie CHOURAQUI, Élie GUÉRAUT – Définir et classifier les villes moyennes françaises. Les enseignements de l'articulation des approches géographique et sociologique dans l'analyse du déclin urbain

– Peter DEHNE, Jens HOFFMANN – *New Ideas for Small Towns in Peripheral Locations in Germany. Experiences from a Participative Scenario-Based Approach*

– Ivan GLITA – Les trajectoires de décroissance démographique des villes petites et moyennes en France (1962-2016)

– Julie GRAVIER – Reconfigurations territoriales des services publics dans les villes françaises (2009-2018)

– Maria GUNKO, Aleksandr SHELUDKOV, Anastasia NOVKUNSKAYA – Demographic and Services-Related Dimensions of Urban Shrinkage in Russian Small Cities

– Keiro HATTORI – *The Analysis of Japanese Shrinking Small and Mid-Sized Municipalities*

– Antoine LAPORTE, Hélène MATHIAN – L'enseignement secondaire dans les zones de basse densité en France et en Allemagne : étude de la répartition des établissements scolaires dans les petits centres et les espaces ruraux isolés

– Solène LE BORGNE – Habiter un centre-ville en déclin : réseaux de sociabilité et parcours résidentiels

– Joséphine LÉCUYER – Petites villes et périphérisation dans l'est de l'Allemagne : quelles perspectives de développement ?

– Yoan MIOT, Sylvie FOL – Des villes condamnées à la décroissance ? Mise à l'agenda de la décroissance urbaine et stratégies locales dans cinq villes de Champagne-Ardenne

– Frédérique MOREL--DORIDAT – Enjeux des villes moyennes en décroissance dans les espaces frontaliers du nord-est de la France. Exemple des villes jumelées franco-allemandes de Forbach et de Völklingen

– Ana RUIZ-VARONA, Javier NOGUERAS-ISO, Javier LACASTA – *Diseño y aplicación metodológica para la caracterización multidimensional y análisis de la trayectoria del proceso de decrecimiento a nivel municipal en España*

– Bruna VENDEMMIA, Agim KËRÇUKU – *Internal Migration in Italy: Mapping Shrinking in Medium-Size Cities*

– Constanze ZÖLLTER, Stefanie RÖßLER, Robert KNIPPSCHILD – *Medium-Sized Cities as Attractive Residential and Living Places. A Case Study from the German City of Görlitz*

AUTEUR·E·S
Sophie BAUDET-MICHEL,
Anne-Claire CHANTAL,
Benoit CONTI,
Charlène LE NEINDRE

La transformation des équipements hospitaliers se fait-elle au détriment des villes petites et moyennes ?

RÉSUMÉ
Les fermetures de lits d'hospitalisation (séjours de plus de 24 heures) peuvent s'accompagner en France d'une augmentation du nombre de places d'hospitalisation (séjours de moins de 24 heures). Ces changements s'inscrivent dans une double transformation, technique (dans la manière de dispenser les soins) et gestionnaire (qui vise à réduire la durée d'hospitalisation des patients). Ces transformations ont notamment opéré dans le secteur de la chirurgie. Parallèlement, le système urbain se transforme au profit des métropoles tandis que certaines villes petites et moyennes semblent souffrir de pertes de population, activités et services. Nous proposons d'interroger l'évolution de l'offre en lits et places de chirurgie dans sa relation au système urbain : les places remplacent-elles les lits dans toutes les villes de la même manière ou ces modifications participent-elles des différenciations interurbaines en cours ? Quelles catégories de taille de villes affectent-elles ? Existe-t-il un lien avec la dynamique démographique urbaine ? Plusieurs indicateurs seront proposés pour répondre à ces questions. Les résultats seront discutés au regard des transformations en cours dans le système urbain et de la manière de penser l'organisation des services publics sur le territoire.

MOTS CLÉS
hôpital, chirurgie, système urbain, Nouvelle gestion publique, petites et moyennes villes, décroissance urbaine

Hospital Equipment's from Beds to Places: Are Small and Medium Size Cities at Stake?

ABSTRACT
The closure of hospital beds (stays over 24 hours) may be accompanied in France by an increase in the number of places (stays below 24 hours). These changes are part of a twofold transformation, technical (in the way care is provided) and managerial, which aims to reduce the length of hospitalisation for patients. These transformations have taken place in the surgery sector. At the same time, the urban system is being transformed to the benefit of metropolises, while some small and medium-sized towns seem to be suffering from a loss of population, activities and services. We will question the evolution of the supply of surgical beds and places in its relation to the urban system: Do places replace beds in all cities in the same way or do these changes contribute to ongoing inter-urban differentiations? What categories of city size do they affect? Is there a link with urban demographic dynamics? Several indicators will be used to answer these questions. The results will be discussed with regard to the transformations taking place in the urban system and the way of thinking the organisation of public services on the territory.

KEYWORDS
Hospital, Surgery, Urban system, New Public Management, Small and medium cities, Urban shrinking

Depuis la fin des années 1990, l'offre hospitalière de soins a considérablement évolué au sein du système de soins français. Ces transformations peuvent être envisagées comme relevant de deux catégories. D'une part, des transformations organisationnelles et institutionnelles visent à limiter les dépenses de santé en s'inscrivant dans l'ensemble des réformes touchant les services publics (Révision générale des politiques publiques / RGPP de 2007 et loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles / MAPTAM de 2014). Celles-ci conduisent souvent à une disparition des établissements de santé dans les petites villes. D'autre part, des transformations techniques et technologiques ont permis une pratique plus rapide d'une grande partie des activités chirurgicales. Ces dernières sont à l'origine du développement de l'activité ambulatoire. Elles ont contribué à transformer l'offre en équipement de soins dans les territoires.

La diminution du nombre de lits d'hospitalisation à temps complet (c'est-à-dire pour des séjours de plus de 24 heures) et l'augmentation du nombre de places d'hospitalisation alternative (de jour, de nuit, ambulatoire ou à domicile) constituent deux facettes très visibles des transformations dans la manière de dispenser des soins hospitaliers.

Par ailleurs, depuis les années 1980, à l'échelle interurbaine, certaines villes du système urbain français accusent des trajectoires très différenciées. Dans les grandes villes, le processus de métropolisation conduit à une concentration des activités et des individus (Pumain, 1999), alors que certaines villes, plus petites, sont touchées par un tout autre processus, la décroissance urbaine, caractérisé par une augmentation de la vacance des commerces et des logements, du taux de chômage et de la paupérisation et une baisse de la population et de l'emploi dans le même temps (Wolff *et al.*, 2013).

L'objectif principal de cet article est de proposer un parallèle entre ces deux évolutions : dans le système urbain et dans la répartition de l'équipement hospitalier sur le territoire. Plusieurs travaux ont déjà souligné l'impact territorial des transformations organisationnelles et institutionnelles, notamment en termes de regroupements ou de fermetures d'établissements (Baillot & Evain, 2013). Nous souhaitons poursuivre ces travaux en interrogeant l'évolution de la répartition urbaine des lits et places d'hospitalisation en chirurgie au regard des transformations en cours dans le système urbain. À partir de l'exploitation de la base de données de la Statistique annuelle des établissements de santé (SAE) sur la période récente (2000-2018), nous nous demanderons quelle relation peut être établie entre cette transformation et l'évolution de l'organisation du système urbain français. Nous défendons l'hypothèse selon laquelle deux éléments auraient guidé la façon dont cette transformation s'est opérée : d'un côté les évolutions récentes du système urbain, de l'autre la conception managériale de l'hôpital. Selon cette hypothèse, les petites villes et les villes en décroissance ont été particulièrement affectées de deux façons particulières : d'une part, elles ont été écartées du processus de substitution des lits par des places, d'autre part, elles ont été touchées par des suppressions complètes de leur équipement hospitalier (lits et places).

1. TRANSFORMATIONS DU SYSTÈME URBAIN ET TRANSFORMATIONS HOSPITALIÈRES

Au cours des 30 dernières années, l'analyse des variations de population dans les villes françaises a mis en évidence deux processus de redistribution simultanés : la métropolisation et le déclin urbain. Paulus a défini la métropolisation comme « le processus par lequel les métropoles s'affirment de plus en plus comme des centres de décision, au fur et à mesure que se réunissent les personnes et les institutions chargées de la gestion et de la réglementation, ainsi que les leaders d'opinion » (2004 : 36). Pour Pumain (1999), l'évolution vers des hiérarchies plus accentuées (c'est-à-dire l'inégalité croissante de la taille des villes en faveur des centres métropolitains et des grandes villes) est un phénomène qui pèse sur la durabilité du développement des villes de taille moyenne et petite : face à la mondialisation, les zones métropolitaines consolident leurs positions tandis que les villes de petite et moyenne taille sont davantage sur le chemin de la stagnation ou du déclin démographique. En effet, Paulus (2015) a récemment observé que la concentration de la population dans les aires urbaines a augmenté dans les grandes villes (plus de 320 000 habitants) de 52 % à 55 % de 1968 à 2011. Pendant ce temps, certaines villes – en particulier les petites – sont confrontées à un déclin urbain. En 2015, un tiers des aires urbaines françaises de moins de 10 000 habitants étaient en déclin et un cinquième en stagnation ; la concentration de la population dans les petites villes est passée de 10 % à 8,5 % entre 1968 et 2011 (*ibid.*). Mais il a également constaté que 18 % de ces petites villes avaient connu une croissance plus rapide que la moyenne, notamment les villes de moins de 5 000 habitants. Cauchi-Duval *et al.* (2016) ont montré que la population de 283 (sur 771) aires urbaines a diminué depuis 1990, deux tiers étant de petite taille. Cette tendance n'est pas limitée à la France : en Europe la diminution urbaine est généralisée dans les petites villes de moins de 25 000 habitants.

En France, l'héritage d'un maillage administratif fin et d'une vision égalitaire de l'accès aux services publics a longtemps favorisé un maillage de petites villes dont les activités de service public constituaient souvent la base du développement. Mais récemment, tant le processus de métropolisation que la remise en cause des politiques égalitaires de planification par la mise en œuvre des principes de la NGP (nouvelle gestion publique) ont affaibli les villes de petite et moyenne taille (Berroir *et al.,* 2019). À partir des années 2000, les villes de petite et moyenne taille ont été mises de côté dans l'agenda politique : elles ont été confrontées à la fermeture de services publics, alors que beaucoup d'entre elles l'étaient déjà lors de la désindustrialisation. Plus encore, depuis cette période, les politiques d'aménagement du territoire privilégient les aires métropolitaines, considérées comme les seules villes capables de maintenir la France dans la compétition internationale (*ibid.*). Courcelle *et al.* (2017) qui ont analysé les méthodes et les critères retenus pour réorganiser les cartes des services publics, ont constaté que les villes et les zones rurales étaient touchées. En effet, l'utilisation

d'un seuil pour décider de la fermeture d'établissements (par exemple la fermeture d'un service hospitalier d'obstétrique de moins de 300 accouchements par an) a mécaniquement ouvert la voie à la fermeture des établissements des petites villes. De façon plus générale, en France, depuis les années 1990, de moins en moins de communes sont équipées de services publics et ce processus affecte particulièrement les petites villes et les communes rurales. Dans ce processus, certaines petites ou moyennes villes ont même été qualifiées de villes « martyres » : Joigny (Yonne) a subi la fermeture de ses deux tribunaux de justice, de son enceinte militaire, de ses installations chirurgicales et obstétriques. Montluçon (Allier) a combiné la fermeture de l'hôpital obstétrique et du tribunal administratif de justice. Châlons-en-Champagne a perdu son enceinte militaire et ses services régionaux, qui ont été transférés à Strasbourg (capitale régionale). Toutes ces villes sont de taille petite ou moyenne et comptent moins de 80 000 habitants.

À la différence d'autres services publics qui tendent vers un modèle d'organisation en réseau, l'offre de soins hospitalière est marquée par une conception hiérarchisée du territoire, calquée sur la taille des villes et un modèle christallerien[1]. Cette répartition hospitalière tient son origine des réformes menées par Robert Debré en 1958. Toutefois, le modèle christallerien n'épuise pas la réalité de la distribution spatiale de l'offre hospitalière, qui souffre de déformations aux extrémités de la hiérarchie urbaine, ainsi que de spécificités régionales. Trotta (2009), dans le cas de la Belgique, affirme ainsi que « la présence d'une université et de sa faculté de médecine est sans nul doute un des facteurs les plus importants » qui perturbe le modèle de hiérarchie urbaine dans le sens d'une concentration de l'offre de soins. En France, les villes sièges de centre hospitalier universitaire (CHU) et de centre hospitalier régional (CHR) présentent souvent un niveau d'équipement en lits plus élevé que la moyenne. Mais de petites villes aussi présentent un niveau d'équipement qui surpasse leur taille. En effet, dans le cas des petites villes, la localisation des hôpitaux, en tant que service public, reflète des enjeux, des choix politiques et un compromis entre l'efficacité et l'équité géographique qui doit rendre le service accessible à l'ensemble des citoyens.

L'organisation spatialement hiérarchisée des hôpitaux peut aussi être interprétée comme une conséquence de l'accumulation de différentes réformes et lois. Si les premiers schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS), en 1991, avaient pour objectif de moderniser l'offre de soins et de l'adapter aux besoins de la population en la pensant au niveau des régions, à partir des années 2000, les objectifs de réduction des dépenses de santé deviennent une priorité. Les établissements hospitaliers doivent désormais répondre à des objectifs de maîtrise des dépenses (dotation globale de fonctionnement puis tarification à l'activité, dite T2A, au sein de l'Objectif national des dépenses d'Assurance maladie) qui incitent entre autres les agences régionales de santé (ARS) à concentrer les activités dans un nombre restreint de grands établissements. Ces réformes émanent d'un processus plus global de transformation des services publics visant une réduction des coûts de fonctionnement dont la RGPP de 2007 constitue l'un des points d'orgue. Inspiré par le modèle du *new public management*, ce mouvement ne touche pas seulement le système hospitalier français : les gouvernements de Nouvelle-Zélande, des États-Unis, du Royaume-Uni ou du Canada se sont également fixés pour objectif une meilleure maîtrise des coûts par une transformation de l'organisation de leur offre hospitalière. En France, l'orientation gestionnaire des établissements hospitaliers est passée par un changement de leurs modes de financement et notamment par le passage à la T2A. Celle-ci a fait l'objet de nombreuses critiques car elle apparaît productrice d'effets pervers et d'opportunités. Par ailleurs, le développement de la pratique ambulatoire, commun à l'ensemble des pays de l'OCDE, notamment en chirurgie, apparaît comme une autre manière pour l'État d'envisager une réduction des dépenses et une augmentation de la productivité.

2. DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE, HIÉRARCHIE URBAINE ET TRANSFORMATIONS DE L'ÉQUIPEMENT HOSPITALIER : QUELLES RELATIONS ?

Face aux questions et débats soulevés par les impacts territoriaux des réformes hospitalières, cet article propose de répondre à la problématique suivante : dans quelle mesure les évolutions du système urbain peuvent-elles être mises en relation avec la transformation de l'équipement hospitalier ? Les travaux sur la rétraction des lits hospitaliers (Conti *et al.*, 2020) ont montré que la quasi-totalité des aires urbaines françaises équipées en hôpitaux a enregistré des fermetures de lits depuis le début des années 2000. Pour certaines petites villes, cette évolution s'est traduite par une disparition complète. L'appréhension de l'évolution de l'équipement par les lits additionnés des places plutôt que par les seuls lits vient-elle moduler ce constat ?

Les établissements sélectionnés pour cette étude appartiennent à l'ensemble des hôpitaux, publics et privés à but lucratif ou non, qui possèdent des lits et places en chirurgie. L'hypothèse principale défendue dans cet

1 Cette théorie repose sur l'idée que deux contraintes s'exercent sur la répartition des activités banales sur le territoire : une contrainte d'espace et une contrainte de seuil de marché. La contrainte d'espace est la distance que les consommateurs sont prêts à franchir pour se procurer un service : plus le recours est fréquent, plus la contrainte est forte, plus le service doit être proche des consommateurs.

article est celle d'une relation entre l'organisation hiérarchisée des villes, leur dynamique démographique et l'évolution de l'équipement en lits et places de chirurgie. Les hypothèses suivantes seront testées :

– La substitution de l'équipement hospitalier des lits vers les places se traduit dans l'espace urbain par des formes différenciées, allant de la substitution partielle des lits par les places à la disparition totale des deux types d'équipement.
– L'augmentation du nombre de places privilégie le haut de la hiérarchie urbaine tandis que les villes petites et moyennes subissent plutôt une diminution de l'ensemble de leur équipement (lits et places).
– Il existe une relation entre l'évolution de la population et la transformation de l'équipement : là où la population diminue, l'équipement diminue, et les lits ne sont pas remplacés par des places dans les mêmes proportions que sur l'ensemble du territoire.

3. BASE DE DONNÉES

Afin de tester ces trois hypothèses, nous mobilisons la SAE, la base de données produite à partir d'une enquête annuelle, exhaustive et obligatoire menée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) auprès des établissements de santé publics et privés localisés en France. Elle contient des informations relatives aux structures de soins : capacités, équipements, personnels et activités. Les informations de 2018 renseignent l'effectif de lits et places par discipline au niveau des établissements pour les secteurs privé et public. En 2000, les informations sont connues au niveau des établissements pour le secteur privé, au niveau des établissements ou des entités juridiques pour le secteur public. Nous reprendrons la méthodologie utilisée dans les travaux sur la rétraction des lits pour affecter les lits et places au niveau des aires urbaines pour l'année 2000 (Conti *et al.*, 2020). Concernant les informations propres aux dynamiques démographiques du système urbain, nous nous appuierons sur les données du recensement de 1999 et 2016, distribuées par l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques). Nous utilisons une délimitation fonctionnelle de la ville et menons nos analyses au niveau des aires urbaines, dont la dernière définition par l'Insee est millésimée 2010. Ce zonage, fondé en partie sur les mobilités quotidiennes des actifs, nous apparaît pertinent pour considérer la zone d'influence des établissements de santé.
Cette base de données est en cours de finalisation, aussi nous n'avons pas de résultats encore disponibles concernant les tests de corrélation (linéaire et du Chi2) qui seront réalisés afin de tester nos hypothèses.

RÉFÉRENCES

Baillot A., Evain F., 2013, « Les maternités : un temps d'accès stable malgré les fermetures », *Journal de gestion et d'économie médicales*, 31(6), p. 333-347.
Berroir S., Fol S., Quéva C., Santamaria F., 2019, « Villes moyennes et dévitalisation des centres : les politiques publiques face aux enjeux d'égalité territoriale », *Belgeo*, 2019/3 [en ligne : www.journals.openedition.org/belgeo/33736].
Cauchi-Duval N., Béal V., Rousseau M., 2016, « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique », *Espace populations sociétés*, 2015/3-2016/1 [en ligne : journals.openedition.org/eps/6112].
Conti B., Baudet-Michel S., Le Neindre C., 2020, « Envisager la rétraction d'un équipement dans le système urbain français : le cas des lits d'hospitalisation en court séjour », *Géographie, économie, société*, vol. 22, p. 5-33 [en ligne : www.cairn-info.extranet.enpc.fr/revue-geographie-economie-societe-2020-1-page-5.htm].
Courcelle T., Fijalkow Y., Taulelle F., 2017, *Services publics et territoires : adaptations, innovations et réactions*, Rennes, PUR, coll. « Espace et territoires ».
Paulus F., 2004, *Coévolution dans les systèmes de villes : croissance et spécialisation des aires urbaines françaises de 1950 à 2000*, thèse de doctorat à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
Paulus F., 2015, « Croissance et déclin dans le système des villes françaises : la population des aires urbaines françaises entre 1968 et 2011 », communication au séminaire du groupe de travail « Réseaux et territoires : entre déclin et croissance » (Labex DynamiTe), 28 mai 2015.
Pumain D., 1999, « Quel rôle pour les villes petites et moyennes des régions périphériques ? », *Revue de géographie alpine*, 87(2), p. 167-184.
Trotta M., 2009, « Évolution (1979-2008) des services d'hospitalisation en Belgique. Quels liens avec la hiérarchie urbaine ? », *Bulletin de la société géographique de Liège*, vol. 53, p. 35-45.
Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « *Shrinking Cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo* [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/26136].

LES AUTEUR·E·S

Sophie Baudet-Michel
Université de Paris – Géographie-cités
sophie.baudet-michel@univ-paris-diderot.fr

Benoit Conti
Université Gustave Eiffel – LVMT
benoit.conti@enpc.fr

Anne-Claire Chantal
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – Géoprisme
anneclaire.chantal@gmail.com

Charlène Le Neindre
Irdes
leneindre@irdes.fr

Définir et classifier les villes moyennes françaises. Les enseignements de l'articulation des approches géographique et sociologique dans l'analyse du déclin urbain

AUTEUR·E·S
Julie CHOURAQUI,
Élie GUÉRAUT

RÉSUMÉ
Depuis la fin des années 2000, la question de la fragilisation des villes moyennes françaises est devenue centrale dans le débat public. Cette inscription à l'agenda médiatique et politique présente cependant deux écueils : se focaliser sur la dévitalisation des centres-villes uniquement et présupposer l'homogénéité de ces espaces. À rebours de ces représentations, cette communication défend les apports d'une approche multivariée : elle permet en effet de saisir l'hétérogénéité des villes moyennes sans pour autant renoncer à une analyse fine des phénomènes de déclin urbain. Il s'agira ainsi de croiser les résultats de deux classifications des villes moyennes françaises ancrées dans des traditions disciplinaires différentes, la géographie et la sociologie. Nous explorerons d'abord les spécificités et complémentarités de ces deux classifications avant de rendre compte des vertus de leur articulation.

MOTS CLÉS
villes moyennes, déclin urbain, décroissance, classification

ABSTRACT
Since the end of the 2000s, the question of the weakening of French medium-sized cities has become central within the public debate. This inclusion in the media and political agenda presents two pitfalls: excessively focusing on the devitalisation of city centres and assuming the homogeneity of these spaces. Opposite to these representations, we defend a multivariate approach. This approach allows to show the heterogeneity of medium-sized cities, without renouncing to a detailed analysis of the phenomena of urban decline. Thus, this presentation will combine the results of two classifications of French medium-sized cities anchored in different disciplinary traditions, geography and sociology. We will first explore the specificities and complementarities of these two classifications, before explaining the virtues of their articulation.

KEYWORDS
Medium-sized cities, Urban decline, Shrinkage, Classification

INTRODUCTION

Depuis la fin des années 2000, la question de la fragilisation des villes moyennes est devenue centrale dans le débat public et scientifique. Le phénomène de « dévitalisation » des centres-villes des villes moyennes a ainsi fait l'objet de plusieurs rapports institutionnels (par exemple CGEDD & IGD, 2016 ; Marcon & Lestoux, 2017) et est devenu un enjeu important des discours politiques et médiatiques. Cette dévitalisation des centres-villes se caractérise notamment par des fermetures de commerces et une baisse de la fréquentation, mais aussi par une hausse de la part des logements vacants et une paupérisation des habitants. Il s'agit donc d'une crise multiforme, qui touche les fonctions commerciales du centre-ville mais aussi le tissu urbain et la population. Cette focalisation sur la dévitalisation des centres-villes des villes moyennes pose question : peut-on résumer la situation des villes moyennes à cette seule caractéristique ? À rebours de ces représentations, cette communication se donne comme premier objectif de rendre compte de l'hétérogénéité des villes moyennes, en actualisant les résultats des travaux existants (Floch & Morel, 2011 ; Léger, 2012). Dans le prolongement des travaux sur la « décroissance urbaine » (Béal *et al.*, 2017), il s'agit de défendre les apports d'une approche multivariée, qui permet de saisir simultanément les différentes dimensions du déclin urbain

(démographique, géographique, sociologique, etc.) entendu comme un processus à la conjonction de dynamiques sociales, urbaines et politiques, qui se manifeste par la décroissance démographique, la dégradation de la valeur symbolique et économique de l'espace, ainsi que la paupérisation de ses habitants (Bradbury *et al.*, 1982). Toutes les villes moyennes sont-elles sujettes à des dynamiques défavorables ? Existe-t-il un ou plusieurs déclins urbains, dont les formes caractéristiques varient, s'opposent et parfois se combinent ? Afin de répondre à ces questions, cette communication se propose de croiser les résultats de deux classifications des villes moyennes françaises ancrées dans des traditions disciplinaires différentes, la géographie et la sociologie.

1. LES APPORTS DE LA TYPOLOGIE POUR APPRÉHENDER LE DÉCLIN DES VILLES MOYENNES FRANÇAISES

La réalisation des classifications présentées dans cette communication vise plusieurs objectifs. En premier lieu, celui de se départir de cette représentation homogénéisante et caricaturale des villes moyennes sans renoncer à mettre au jour les phénomènes de déprise qui les concernent plus volontiers que d'autres types d'espaces (Baudet-Michel *et al.*, 2017). Les classifications donnent ainsi la possibilité d'appréhender empiriquement ces dynamiques de déclin (quelles en sont les caractéristiques ?) ainsi que de les circonscrire à un ensemble d'espaces (quels sont les territoires concernés ?). Elles permettent ensuite de proposer une approche plus fine du phénomène et plus particulièrement de rendre raison des dynamiques plurielles qui le composent. L'ambition est ainsi de définir différentes sous-classes de villes moyennes en déclin où le phénomène se donne à voir selon des modalités variées, en lien avec les caractéristiques de ces espaces (position dans le système urbain, situation géographique, spécialisation économique du territoire, etc.). Enfin, l'objectif est de dépasser une approche démographique du déclin en appréhendant les différentes formes sous lesquelles le phénomène s'apprécie (la transformation matérielle de l'espace, la diminution de sa valeur économique et symbolique, les phénomènes de décroissance démographique ainsi que les recompositions sociales des populations). Les méthodes de classification se présentent comme des outils particulièrement adaptés à cet objectif puisqu'elles permettent de regrouper des individus semblables au regard d'un groupe de variables. Couplées à des analyses factorielles, elles permettent également de saisir simultanément différentes dimensions d'une réalité sociale. Cette articulation permet par ailleurs une représentation relationnelle des phénomènes étudiés, en raison du raisonnement structural qu'elle implique. Nous montrerons ainsi que le déclin des villes moyennes est non seulement multidimensionnel, mais qu'il s'oppose structurellement à d'autres dynamiques – celle d'*embourgeoisement* et celle de *touristification* – saisies par les mêmes axes synthétiques. Outre ces objectifs communs, cette communication sera l'occasion de discuter du statut et des usages différenciés des classifications dans nos disciplines respectives. En effet, la première typologie présentée s'inscrit dans une tradition de recherche qui privilégie le raisonnement par cas, l'« ethnographie sociologique ». Comme l'explique Florence Weber, ce cadre théorique implique de resituer avec réflexivité les conditions de possibilité des faits observés (2012 : 54) et donc de qualifier l'espace géographique. Dans ce cadre, les classifications permettent de situer et de caractériser les espaces où sont réalisées des enquêtes de types ethnographiques, de manière à faciliter l'exercice délicat de la montée en généralité. Autrement dit, il s'agit de rendre compte des différents types d'« espaces sociaux localisés » qui composent l'ensemble des villes moyennes françaises de manière à proposer une matrice d'interprétation de matériaux d'enquête collectés dans une démarche monographique. En géographie, la typologie peut également servir de préalable à des études de terrain. Néanmoins, elle constitue aussi un résultat en elle-même, puisqu'elle permet d'approcher la diversité des villes moyennes et d'analyser la localisation des classes obtenues. C'est également un outil pour interroger la spécificité des villes moyennes dans le système urbain, en affectant les autres villes françaises aux classes de la typologie obtenue.

2. UNE MISE EN ŒUVRE EMPIRIQUE QUI PORTE L'EMPREINTE DES DISCIPLINES D'ORIGINE

Réaliser une typologie des villes moyennes suppose d'identifier et de sélectionner ces villes parmi les villes françaises. Nos travaux divergent dans l'attention portée à ce travail de définition et dans les choix des mailles retenues pour considérer ces villes. La classification réalisée dans le cadre d'une approche sociologique s'appuie sur une définition uniquement démographique et morphologique de ces villes (en reprenant la nomenclature des unités urbaines de l'Insee). La typologie s'ancrant dans une approche géographique repose quant à elle sur une définition théorique des villes moyennes construite à partir des nombreux travaux portant sur ces villes, qui constituent un champ d'études à part entière dans cette discipline. Cette définition s'appuie sur le croisement de plusieurs variables afin de rendre compte des multiples critères possibles et du flou

propre à cette catégorie de ville. Elles ont été choisies pour refléter les deux principales caractéristiques des villes moyennes relevées dans la littérature : d'une part leur position intermédiaire dans la hiérarchie urbaine et les fonctions de centralité qu'elles assurent, d'autre part leur histoire et leurs liens étroits aux politiques publiques.

Nos typologies reposent sur plusieurs principes communs. L'attention portée aux temporalités du déclin est commune aux deux approches qui cherchent à comparer les profils des villes à différentes dates et à situer les dynamiques de déclin dans le temps. Des variables similaires sont également mobilisées, ce qui s'explique par une volonté commune de remettre en perspective la fragilisation actuelle de certaines villes moyennes et d'inscrire leur évolution dans des processus plus larges, comme les transformations de l'économie et des systèmes productifs, mais aussi les évolutions politiques et migratoires observées à l'échelle mondiale. Nous faisons ainsi l'hypothèse que plusieurs mécanismes peuvent alimenter un déclin des villes moyennes. Le choix des variables retenues dans nos typologies découle en partie de cette réflexion commune. En premier lieu, la mondialisation est une transformation fondamentale de l'économie qui change la géographie des espaces productifs. Elle induit une baisse de l'emploi des industries manufacturières des premiers pays industrialisés du fait de la division internationale du travail, ainsi que des phénomènes d'agglomération des personnes et des richesses vers des espaces métropolisés, renforçant ainsi des disparités territoriales (Scott & Storper, 2003). L'évolution des politiques publiques et l'abandon progressif des politiques fordistes de régulation et redistribution sont une autre évolution clé qui contribue également à renforcer les inégalités territoriales. La répartition équilibrée des investissements publics dans tous les territoires se réduit ainsi progressivement au profit d'une concentration qui se réalise au détriment de certains espaces affectés par un « retrait territorial de l'État » (Artioli, 2017). La périurbanisation a par ailleurs impliqué une transformation de l'urbanisation qui peut affaiblir les centres urbains du fait d'un développement croissant de l'habitat et d'autres fonctions de polarité en périphérie (Beauregard, 2006). Ces processus peuvent entraîner, localement, un déclin qui comporte diverses modalités et dimensions étudiées notamment dans la littérature sur la décroissance urbaine et la dévitalisation des centres-villes. Ces travaux relèvent différentes dimensions du déclin, que nos typologies prennent en compte en incluant des variables visant à qualifier le désinvestissement immobilier, la perte de vitesse économique, l'appauvrissement de la population et la baisse démographique des villes moyennes. L'usage des données du recensement de la population permet de rendre compte en partie de ces aspects, mais d'autres sources de données récemment ouvertes à la recherche, comme le Fichier foncier produit par la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) ou les données Demande de valeurs foncières » (DVF) issues de la Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature (DGALN), sont également exploitées. Au-delà de ce socle qui découle d'hypothèses communes sur le déclin des villes moyennes, des variables spécifiques ont été retenues dans chacune des typologies. La classification réalisée dans le cadre d'une approche géographique retient des variables sur l'évolution de la présence territoriale des services publics afin d'articuler la typologie avec les questionnements sur le retrait de l'État et ses effets territoriaux. La classification qui privilégie l'approche sociologique intègre quant à elle davantage de variables rendant compte de la structure sociale (les taux des professions et catégories socio-professionnelles (PCS) dans la population active à date fixe) et de ses dynamiques récentes (taux d'évolution de la part des PCS dans la population active entre deux dates). L'objectif est d'analyser finement les recompositions sociales à l'œuvre dans ces espaces afin de tester l'hypothèse selon laquelle ces espaces se distinguent de moins en moins selon leurs spécialisations économiques et productives, et de plus en plus selon le degré d'exposition des populations aux processus de paupérisation et de désaffiliation sociale. Elle intègre également des données relatives aux résultats des élections municipales de 1983 à 2014, de manière à rendre compte d'une éventuelle relation entre déclin urbain et « droitisation » des élus locaux mise en évidence par Luc Rouban (2015)[1].

Si elles mobilisent des variables similaires, ces typologies sont dans le même temps ancrées dans les questionnements de nos disciplines d'origine. Ainsi, l'attention portée aux échelles spatiales et à la structure sociale diffère fortement entre nos deux approches. D'un côté, une réflexion approfondie est proposée pour s'appuyer sur les dimensions spatiales du déclin, avec une typologie multi-échelles qui vise à prendre en compte de façon systématique trois sous-ensembles des aires urbaines (commune-centre, banlieue – qui correspond à l'unité urbaine moins la commune centre – et couronne périurbaine – qui correspond à l'aire urbaine moins l'unité urbaine). Ce dispositif vise à observer le déploiement spatial du déclin et à tester l'hypothèse d'une plus forte fragilité des centres urbains dans certaines villes moyennes. La typologie ancrée en sociologie s'appuie quant à elle sur une échelle constante, mais appréhende les professions et catégories socio-professionnelles

1 Luc Rouban affirme en effet que les questions du déclin des centres-villes (décroissance, vacances commerciale et résidentielle, paupérisation) et de la périurbanisation ont souvent été au cœur des campagnes qui ont donné lieu à une victoire de la droite dans les villes moyennes.

de façon plus fine. L'objectif est de rendre compte de l'évolution de la structure sociale au sein des villes moyennes et d'observer avec précision la dimension sociale du déclin urbain.

3. DES RÉSULTATS COMPLÉMENTAIRES

Cette communication sera l'occasion de confronter et de discuter les résultats des deux typologies, qui se rejoignent et se complètent à différents égards. Toutes deux montrent que les villes moyennes sont très hétérogènes au regard des variables choisies et valident ainsi l'hypothèse d'une diversité des villes moyennes françaises. Ces typologies font également émerger des profils semblables, dont un groupe de villes moyennes très fragilisées avec des localisations similaires, notamment dans le quart nord-est et le centre de la France. Au sein de ce groupe, une sous-classe spécifique cumule différents indicateurs de déprise (décroissance, dégradation de la valeur de l'espace et paupérisation des populations), en particulier dans les communes centres. Ce résultat vient valider l'hypothèse de l'existence d'une forme particulière de déclin urbain s'établissant plus volontiers dans les centres, tout en la circonscrivant à un nombre de cas limité dont nous rendrons compte. Les temporalités du déclin observées convergent également, avec une première période de déclin à partir des années 1980, et une seconde depuis la fin des années 2000. Au-delà de ces constats communs, ces deux typologies présentent aussi des résultats complémentaires. L'approche multi-échelles montre que le déclin ne s'observe pas de façon homogène dans les aires urbaines. Les communes centres sont particulièrement affectées par certaines formes de déclin. L'approche par l'évolution des structures sociales des villes moyennes montre que ces villes tendent à se distinguer de moins en moins en fonction de leur spécialisation économique et de plus en plus en fonction de leur degré d'exposition aux dynamiques de paupérisation des populations.

RÉFÉRENCES

Artioli F., 2017, « Les politiques du retrait territorial de l'État. Réformes de la carte militaire et gestion des mobilisations locales (1989-2012) », *Gouvernement et action publique*, 6(1), p. 81-106.

Baudet-Michel S., Berroir S., Fol S., Quéva C., Santamaria F., 2017, *Acteurs et logiques de la rétraction dans les villes moyennes : un regard comparatif à partir des cas de Forbach, Nevers et Vichy*, Rapport du programme de recherche « Rétraction des commerces et services dans les villes petites et moyennes », financé par la CDC, le CGET et le LabEx DynamiTe.

Béal V., Collet A., De Filippis J., Ocejo R.E., Rousseau M., 2017, «Villes en décroissance », introduction au dossier «Villes en décroissance », *Métropolitiques* [en ligne : www.metropolitiques.eu/+-villes-en-decroissance-1795-+.html].

Beauregard R.A., 2006, *When America Became Suburban*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

Bradbury K.L., Downs A., Small K.A., 1982, *Urban Decline and the Future of American Cities*, Washington DC, Brookings Institution.

CGEDD, IGF, 2016, *La revitalisation commerciale des centres-villes*, Rapport au ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité et des Collectivités territoriales et à la secrétaire d'État chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire, Paris.

Floch J.-M., Morel B., 2011, *Panorama des villes moyennes*, Paris, Insee, coll. « Document de travail ».

Léger J.-F., 2012, « Les villes moyennes en perdition ? », *Population & avenir*, n° 706, p. 4-8.

Marcon A., Lestoux D., 2017, *Revitaliser son cœur de ville : l'adapter au commerce de demain*, Rapport de la Mission prospective sur la revitalisation des centres-villes saisie par la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances et du ministre de la Cohésion des territoires, Voiron, Territorial éd.

Rouban L., 2015, « Les sommets de l'exécutif urbain : les maires des villes de plus de 30 000 habitants entre 1983 et 2014 », *Revue française d'administration publique*, n° 154, p. 377-390.

Scott A.J., Storper M., 2003, "Regions, Globalization, Development", *Regional Studies*, 37(6-7), p. 579-593.

Weber F., 2012, « De l'ethnologie de la France à l'ethnographie réflexive », *Genèses*, n° 89, p. 44-60.

LES AUTEUR·E·S

Julie Chouraqui
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Géographie-cités
julie.chouraqui@hotmail.fr

Élie Guéraut
Université de Strasbourg/Ined – Sage/Unité
Logements, inégalités spatiales et trajectoires
elie.gueraut@gmail.com

New Ideas for Small Towns in Peripheral Locations in Germany. Experiences from a Participative Scenario-Based Approach

AUTEURS
Peter DEHNE,
Jens HOFFMANN

ABSTRACT
Since the 1990s, small towns in peripheral locations of Germany are losing population and face the task to reconstruct and adapt to an aging population. For the future development of these towns, external factors will only be of little importance. To shape the processes of change, the focus has to be set on identifying and using their own local potential precisely. The identification of specific conditions for action and potentials of small towns in peripheral locations were the main goals of the research programme. It focused on scenario-based processes with the goal of a future vision. The scenario processes in 8 pilot projects have shown that intense participation of citizens and the use of creative techniques are major factors to open up new ideas. The results display how local people imagine the future of "their" small town. They are visions and potentials resulting from their own possibilities, take general developments into account and can be transferred to other small towns. 7 fields of action and factors of success can be summarised.

KEYWORDS
Small town, Peripheralisation, Scenario, Cooperative planning, Germany

RÉSUMÉ
Depuis les années 1990, les petites villes allemandes de zones périphériques voient diminuer leur population. Les facteurs externes joueront peu d'importance dans le développement futur de ces villes. Une identification préalable et une utilisation du potentiel local sont essentielles pour donner forme à ce changement. L'objet d'une des recherches a été d'identifier le potentiel de ces petites villes de zones périphériques, leurs conditions spécifiques puis de considérer les marges d'intervention dans le but d'établir des prévisions en modélisant le processus *via* des scénarios afin d'obtenir une vision prospective. Les processus à base de scénario de 8 projets pilotes ont montré que la participation intensive des habitants ainsi que l'utilisation de technologies créatives sont les facteurs clés qui déclenchent les nouvelles idées. Les résultats montrent comment les résidents voient le futur de « leur » petite ville.

MOTS CLÉS
petite ville, périphérisation, scénario, planification coopérative, Allemagne

INTRODUCTION

Germany is a country of small towns, with currently 2,112 small towns, 1,187 of which in central and 925 in peripheral locations (BMI & BBSR, 2018). Over a long period of time, small towns primarily functioned as service locations for their mostly agrarian surroundings. Factors such as increased mobility, changes of trade and logistics, new working worlds and an enhanced appreciation of living in big cities have had an impact on the appeal and development of small towns and decreased the tie to their immediate surroundings considerably. The location plays an important role here. Small towns close to big cities are still gaining population on average and have to react to the increasing need for places to live, and technical and social infrastructure. The situation of many small towns away from big centres is very different. Since the 1990s, they are losing population and face the task to maintain infrastructures and supply, to reconstruct and adapt to an aging population (Gatzweiler, 2012). For a long time, new jobs were considered to be the key for stabilisation and development. But statistics show that this is not correct in every case. Obviously, the situation of small towns in peripheral locations is more complex (BBSR, 2019). For a prospective development path, literature points out the need to strengthen small towns' capacities in peripheral locations. The discussion about peripheralisation should also be pointed out (Kühn, 2016). It arised out of some discomfort regarding the distinction of areas

as central or peripheral, and the associated internal and external messages. The discussion criticises that, in a sense, periphery is a static condition that can only be overcome through an enhanced accessibility of the centres –therefore periphery is geographical fate. Peripheralisation is understood as a socio-spatial descent not only affecting rural areas but also parts of metropolitan regions. The particular charm of the concept is its dynamic characteristic as a process that describes the descent –opposite to de-peripheralisation understood as a rise– and the fact that it attributes competence to the local people. In general opinion, external factors will only be of little importance in the future. To shape the processes of change in an early stage, the focus has to be on identifying and using own local potential precisely, which takes a joint discourse of politics, administration, citizenship and economy to open up new paths of small-town-development.
The presentation points out how new paths for small towns in peripheral areas can be developed with a scenario-based approach. Additionally, the future topics and success factors of a cooperative small-town development gained in the field of research will be presented. The authors had two functions in the process: the work as research assistance responsible for the analysis of the research and the local participation processes, and the work as a moderator of the local processes.

1. A RESEARCH PROGRAMME ON SMALL TOWNS IN PERIPHERAL LOCATIONS. GOALS, TOPICS, SCENARIO-BASED APPROACH

From 2016 to 2018, the nationwide research programme "Potentials of small towns in peripheral regions" has been performed in Germany to meet the significance of small towns in peripheral regions. The identification of specific conditions for action and their potentials, as well as the development of a methodological framework for a cooperative small-town planning were the main goals of the programme. Recommendations for the federation, the states and municipalities, about a sustainable urban development policy derived from this. In addition, it contributed to the advancement of small-town research as well as to raising the (professional) public awareness for challenges and potentials of small towns in Germany.
In a selection process, 8 pilot projects were selected out of 76 proposals: Bad Lobenstein (Thuringia), Beverungen (North Rhine-Westphalia), Großschönau (Saxony), Kastellaun (Rhineland-Palatinate), Malente (Schleswig-Holstein), Mücheln (Saxony-Anhalt), Rodewisch (Saxony) and Zell am Harmersbach (Baden-Wuerttemberg). The population of the towns ranges from 5,000 up to 13,000 inhabitants (BBSR, 2019). The programme was structured using four topics: (1) Cooperative small-town planning, (2) Learning network, (3) Small-town research as well as (4) Public relations and transfer. It focused on the processes of a joint small-town planning with the goal of a (new-) orientation and a future vision the small-town community can bear and implement. The central questions were: How to keep small towns sustainable and livable or make them livable for others; which potential not yet recognised or used can contribute to this, and what inherited patterns of behaviour have to be changed or left behind. The programme was responsible for enabling this process, providing professional support and creating an organisational and methodological framework. It focused on two essential starting points to enable new approaches: the use of creative- and future-techniques that are attributed to playing a special role for finding new paths especially related to small towns; and participation as an important issue for finding new paths (Selle, 2005). Both points were incorporated in the design and the implementation of a scenario process.
The selection of its methods in the 8 pilot projects was based on: local acceptance, holistic view, possibility of imaginative leaps into the future, and a communicable prospective vision as a result. Moreover, the guiding principle was to construct the process as an open and transparent way of civic participation rather than as a strategic and explorative expert-process. Against this backdrop, the design of a narrative normative scenario has been selected. In normative scenarios, positive visions of the future are formed, and wishes and visions are described. "Narrative" means that literary scenarios are built and a story is being told that is suitable to let the participants' emotions work as a catalyst for the planning process; it is good to connect to implementation with the help of little stories about persons, places and actions (van Hulst, 2012; Rasmussen, 2005).
In all pilot projects, a 20-to-25-member "scenario group" was formed as the core of participation in the cooperative process. Overall, about 180 to 200 local players were involved in the scenario processes, whose framework was structured into five phases (Meyr & Günter, 2011; Kosow & Gaßner, 2008) with their own goals and functions:

1. Entry and determination of the scenario field: Initiation of the scenario group, presentation of the process self-concept, clarification of the basic conditions (main question, reference area, time horizon);
2. Analysis of the status quo: Common discussion about the factors influencing the development of the town (from the local up to the global level, put together in the form of a mind map presenting an integrated picture of the current situation), determination of key factors as basis for the next phase;

3. Mental leap into the future: Development of future headlines (What would you like to read about your city in the newspaper in 2030?), presentation and assessment of the future headlines, compilation of basic points underpinning the selected best headlines (keywords, places, activities, persons) –subsequent formulation of a scenario-exposé;
4. Discussion of the scenario-exposé (Does the paper fulfill the ideas of the scenario group? Are there any additions necessary?) and an alternative negative scenario (mostly based on unforeseeable external factors influencing the development of the town) –subsequent formulation of a final version of the scenario 2030;
5. Scenario transfer: Final discussion of the scenario (topics and atmosphere, desirable and critical aspects) as a foundation for the implementation selection of leader and starter projects consistent with the ideas of the scenario, definition of responsibilities for the implantation process, evaluation of the participation process.

The approach functioned well in the pilot projects. The substantive goals could be achieved; especially working with future headlines and the technique of storytelling with a narrative scenario turned out as a good way to encourage the players to participate actively. Also working with an alternative scenario proved to be an important step in most cases. This way, consisting ideas could be reconsidered, augmented or confirmed.

2. RESULTS

2.1 Future topics for small towns

The results of the scenario processes display how local people imagine the future of "their" small town. They are visions and potentials resulting of their own possibilities, take general developments and influences into account and can be transferred to other small towns. Seven fields of action can be underlined: (1) quality of life, housing and lifestyle –it is about good circumstances for ones' own life and new inhabitants, not so much about jobs, (2) well linked, alternative and flexible ways of mobility and accessibility of close centres, (3) a local environment of associations and places for community and communication as major pillars of social cohesion and engagement, (4) education and economy based on knowledge economy, services and creative places and people, (5) tourism as a cross-sectoral issue touching many aspects of life quality with its offers and infrastructures that tourists as well as inhabitants can benefit from, (6) digitisation as part of new solutions and strategies with its possibilities of different kinds of availability, networking and offers, (7) cooperation to the inside and outside as a major approach, if goals of small-town development cannot be reached with formerly used instruments.

2.2 Factors of success of a cooperative small-town planning

The scenario processes and other formats of participation used in the pilot projects of the programme have shown that intense citizens' participation, communication and the use of creative techniques are major factors to open up new sustainable potentials. Cooperative small-town planning is the path to be shaped into a permanent task. This is a cooperative process between town community, local economy, politics and administration with the goal of a good life in a small town. It usually needs an impulse and opportunities, as well as places for learning and experimenting to initiate the transformative potential of change of citizens, economy, politics and administration. It is about building structures and spaces to allow the players to exchange and develop different ideas and initiatives equally and from their own perspectives. Such spaces can be Youth-Bar Camps and scenario processes as tested in the programme. Finally, major factors of success of processes of cooperative small-town planning can be summarised: (1) support from local politics, (2) good external mentoring, (3) participation and information with appropriate instruments, (4) motivation and engagement of all players in the process, (5) financial and human resources to secure the main process, (6) realisation of the project as a sign of a successful process, (7) experience exchange and corporate learning.

2.3 Central recommendations for a sustainable policy for small towns in Germany

It became obvious that especially small towns with their limited financial and human resources need more attention, support and mentoring. They have to be supported by federation and states to maintain their vitality, social and economic strengths, as well as their function as a centre in the region, and extend it collaboratively. This takes the safety of a basic funding for small towns in first place, so that they can complete their standard tasks as well as their important strategic voluntary tasks.

The federation and the states funding programmes aim more and more at supporting small towns on the path of a "cooperative small-town development" with the goal of a vivid, diverse and functional town with an individual urbanity borne by the citizens. Accordingly, two fields of funding should be strengthened and developed: (1) funding of planning and process: "Cooperative small-town planning", and (2) investment-related

funding focuses: small-town urbanity following the discussions in the pilot projects and the composition of the existing funding initiatives, e.g. in urban development funding.
Beyond that, the implementation of the idea of a "small-town academy" is recommended, as an open learning network for knowledge transfer –about small-town relevant current and future topics, and about methods for a joint small-town development– and the promotion of a sustainability and resilience.
Besides, two more interventions are recommended to improve knowledge and public attention about small towns: (1) a small-town campaign or initiative making lifestyle and life quality in small towns and the special challenges for securing and developing these small-town-specific qualities a public topic, (2) the continuation and strengthening of the informal network of researchers formed in this programme. All things considered, the federation and the states should systematically and preferably promote basic and applied interdisciplinary research on small towns (ARL, 2019).

CONCLUSION

As a result of the scenario method, it can be noted that a normative, narrative scenario process adjusted on ideals can provide a good opening impulse for a cooperative urban development process. The special strengths of the scenario method are the playful examination with the future and quality of life in the town. Group dynamics, a joint consensus and the holistic easy to understand result are added. Participants experience a new quality of togetherness and a more conscious confrontation with the diversity of their town. This way, a new culture of planning can be promoted locally: participative, holistically oriented and strategically focused. However, creative techniques as narrative scenarios do not replace analytic thinking. Rather they can be seen as a bridge between analytic-oriented planning and creativity-oriented development of visions. They have to be reasonably linked to "classical" techniques of urban planning and integrated urban development. Accordingly, action plans and strategy papers have been worked out parallel to or following the scenario process in the pilot projects to strategically pool the results (fields of action, leader projects, starter projects being implemented in the short-term) and operationalise them for their following implementation.

REFERENCES

ARL (Academy for Spatial Research and Planning), 2019, *Small Town Research in Germany. Status quo and recommendations*, Hanover, "Position Paper of the ARL" series, n. 114.
BBSR (Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung), 2019, *Zukunft Kleinstadt. Potenziale von Kleinstädten in peripheren Lagen*, Bonn.
BMI, BBSR (Bundesministerium des Innern, für Bau und Heimat, Bundesinstitut für Bau, Stadt- und Raumforschung), 2018, *Kleinstädte in Deutschland. Urbanität. Vielfalt. Perspektiven. Hintergrundinformationen zum Kongress*, Bonn.
Gatzweiler H.-P., 2012, „Klein- und Mittelstädte in Deutschland. Eine Bestandsaufnahme", *Analysen Bau. Stadt.Raum*, n. 10, Bonn.
Kosow H., Gaßner R., 2008, *Methoden der Zukunfts- und Szenarioanalyse.* Überblick*, Bewertung und Auswahlkriterien*, Berlin, Institut für Zukunftsstudien und Technologiebewertung, "Werkstattbericht" series, n. 103, Berlin.
Kühn M., 2016, *Peripherisierung und Stadt. Städtische Planungspolitiken gegen den Abstieg*, Bielefeld, Transcript.
Meyr J., Günter E., 2011, „Denken in Zukünften – Möglichkeiten der Szenariotechnik", *in* A. Karczmarzyk and R. Pfriem (eds.), *Klimaanpassungsstrategien von Unternehmen*, Marburg, Metropolis, p. 203-222.
Selle K., 2005, *Planen. Steuern. Entwickeln.* Über *den Beitrag* öffentlicher *Akteure zur Entwicklung von Stadt und Land*, Dortmund, Dortmunder Vertrieb.
Rasmussen L.B., 2005, "The Narrative Aspect of Scenario Building. How Storytelling May Give People a Memory of the Future", *AI & Soc*, n. 19, p. 229-249.
van Hulst M., 2012, "Storytelling, a Model of and a Model for Planning", *Planning Theory*, 11(3), p. 299-318.

THE AUTHORS

Peter Dehne
University of Applied Sciences, Neubrandenburg (Germany)
dehne@hs-nb.de

Jens Hoffmann
University of Applied Sciences, Neubrandenburg (Germany)
jenshoffmann@hs-nb.de

Les trajectoires de décroissance démographique des villes petites et moyennes en France (1962-2016)

AUTEUR
Ivan GLITA

RÉSUMÉ
En France, les villes petites et moyennes ont connu un regain d'intérêt pour les chercheurs sur la décroissance. On observe que le nombre de villes en décroissance augmente depuis une dizaine d'années et vient s'ajouter à l'ensemble important de celles qui ont décru depuis les crises des années 1970-1980. Une analyse quantitative de leurs trajectoires démographiques est menée à différentes échelles en tenant compte de leur évolution et de leur environnement local. Elle montre la continuité d'un processus de décroissance démographique depuis les années 1970-1980 touchant les bassins industriels et la partie nord de la diagonale des faibles densités. Elle montre aussi l'apparition, depuis 2000, de phénomènes où la décroissance démographique est aussi liée à l'éparpillement de la population dans les espaces ruraux environnants, surtout dans la périphérie des zones d'influence des métropoles. Ces deux processus se conjuguent dans plusieurs régions.

MOTS CLÉS
décroissance urbaine, villes petites et moyennes, bassins de vie, espaces de faible densité, appareillement optimal

ABSTRACT
In France, small and medium-sized cities have known a renewed interest from research on shrinking cities. We observe that the number of declining cities has increased over the past ten years and adds up to the large number of those that have lost population since the crises of the 1970s and 1980s. A quantitative analysis of their demographic trajectories is carried out at different scales taking into account their evolution in population inside the city and in their local environment. It shows the continuity of a process of demographic decline since the 1970s affecting industrial living areas and the northern part of the empty diagonal, but also the appearance, since 2000, of phenomena where demographic decline is also linked to inhabitants moving to the surrounding rural areas, especially in the metropolises' periphery of the areas of influence. These two processes are combined in several regions.

KEYWORDS
Urban shrinkage, Small and medium-sized cities, Living areas, Low population density, Optimal matching

INTRODUCTION

L'étude de la décroissance urbaine s'est principalement portée sur les villes confrontées à un déclin démographique. En France sont concernées particulièrement les villes petites et moyennes dans un contexte de désindustrialisation. Or les derniers travaux de recherche ont mis au jour une augmentation récente du nombre de villes françaises en décroissance démographique, sans qu'elle soit liée à des phénomènes de désindustrialisation (Delpirou, 2019). L'objectif de cette communication est de présenter les résultats d'analyse des trajectoires démographiques des villes françaises et de leur environnement rural local sur des données issues des recensements 1962 à 2016, pour comparer la décroissance remontant à la crise des années 1970 à la décroissance observée depuis une dizaine d'années.

1. UN REGAIN D'INTÉRÊT SCIENTIFIQUE PORTÉ PAR DES DYNAMIQUES RÉCENTES

Longtemps considérées comme délaissées par la recherche (Périgois, 2008), les villes petites et moyennes connaissent un regain d'intérêt qui se traduit par une double approche. Ces deux catégories de villes sont associées dans les études dédiées à la décroissance urbaine pour montrer leur surreprésentation. Au contraire, elles sont opposées lorsqu'on évoque les petites villes des espaces de faible densité présentées comme attractives et dynamiques. Ces deux constats ne sont contradictoires qu'en apparence et dépendent de l'échelle d'observation des processus démographiques.

1.1 Des villes petites et moyennes particulièrement touchées par la décroissance urbaine

La notion de décroissance urbaine est mobilisée pour décrire un phénomène complexe dans lequel déclin démographique et affaiblissement économique résultent de caractéristiques structurelles de la ville (Fol & Cunningham-Sabot, 2010). Les enchaînements mis en évidence pour les grandes villes sont aussi valables pour les villes de plus petite taille. Les travaux portés sur la France se démarquent car les villes y paraissent moins touchées par la composante démographique de la décroissance, ce qui s'explique par des soldes naturels positifs et l'incorporation de nombreuses petites villes aux aires métropolitaines par périurbanisation. Des débats ont d'ailleurs portés sur l'applicabilité de la notion de décroissance urbaine dans le contexte français, alors même que 20 % des villes françaises ont perdu des habitants depuis les années 1970 (Cauchi-Duval *et al.,* 2016 ; Wolff *et al.,* 2017).

1.2 Des dynamiques récentes plutôt en faveur des petites villes

Les recherches consacrées aux espaces de faible densité nuancent l'impact de la désindustrialisation et montrent une revitalisation liée à l'attractivité résidentielle (Pistre, 2011). Les petites villes continuent en effet de constituer une maille importante à l'échelle locale. Ces recherches insistent ainsi sur la complémentarité de systèmes productivo-résidentiels : l'économie résidentielle vient y compenser la diminution de l'économie de production (Davezies & Talandier, 2014). Cette évolution repose sur l'augmentation des mobilités qui rend les petites villes plus accessibles (Hilal, 2007 ; Hubert *et al.,* 2016). Or ce dynamisme touche des régions très diverses : certains espaces ruraux isolés connaissent un regain démographique alors même que les villes y subissent plutôt des processus de décroissance. Une telle évolution peut être l'expression d'un éparpillement de la population dans des zones situées au-delà des couronnes périurbaines comme constaté dans les années 2000 (Brès *et al.,* 2017). De ce fait, ces petites villes sont opposées, dans la recherche, aux villes moyennes qui ne profitent pas de ce regain d'attractivité et sont plus susceptibles de subir un processus de décroissance. Notre objectif ici est de rendre compte de manière systématique de la distribution spatiale de ces processus pour montrer les liens entre cette recomposition de la population et la décroissance urbaine afin de nuancer l'opposition apparente entre ces deux dynamiques.

2. LES FORMES DE LA DÉCROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Les recherches sur la décroissance urbaine ont insisté sur son aspect multifactoriel. De nombreuses variables sont considérées pour montrer les effets de la décroissance : diminution du nombre d'habitants et d'emplois, dégradation des paysages urbains. Toutefois l'entrée démographique reste mise en avant et considérée comme caractéristique commune à la plupart des villes en décroissance même si elle ne constitue pas une condition suffisante à l'apparition du phénomène (Miot, 2016).

2.1 Analyse de la décroissance urbaine au prisme de l'évolution démographique

Dans cette communication, nous cherchons à mobiliser une approche qui consiste à partir de l'évolution de la population totale pour mettre en place un cadre comparatif des trajectoires démographiques des villes. Une telle approche permet d'identifier un sous-ensemble des villes qui serait plus particulièrement touché. En reprenant les modèles de décroissance urbaine qui se fondent sur l'importance des transformations économiques consécutives à la fin des Trente Glorieuses, nous observons les trajectoires démographiques sur le long terme, depuis les années 1960, pour mettre en évidence la continuité de phénomènes de décroissance dans les villes petites et moyennes, mais aussi souligner la place de formes plus récentes de décroissance démographique.

2.2 Construction d'une typologie des trajectoires démographiques de décroissance

L'étude quantitative de la décroissance démographique des villes petites et moyennes sur les dernières décennies soulève des problèmes méthodologiques liés à des effets de taille. Les petites variations de population entraînent des taux de variation très élevés dont les ordres de grandeur ne sont pas comparables avec ceux de villes plus grandes. Pour analyser la décroissance démographique, nous avons choisi des méthodes d'analyses de trajectoire par *optimal matching* qui permettent de mesurer les périodes de décroissance à l'échelle des villes. L'intensité de la décroissance n'est alors pas prise en compte. Cela est possible car aucune ville ne connaît de diminution brutale de sa population sur une seule période intercensitaire : l'intensité de la décroissance est corrélée avec sa durée. Mais pour ne pas considérer en décroissance des villes dont les périodes de croissance compensent la baisse de la population, nous complétons cette analyse par une mesure de la différence de population entre plusieurs dates initiales et le dernier recensement de 2016. Ces

analyses sont appliquées sur l'ensemble des unités urbaines morphologiques pour tenir compte de tous les objets considérés comme villes petites et moyennes et ainsi confirmer leur surreprésentation parmi celles en décroissance démographique. Des typologies similaires sont construites à partir des bassins de vie pour considérer conjointement les trajectoires démographiques des villes et celles de leur environnement local.

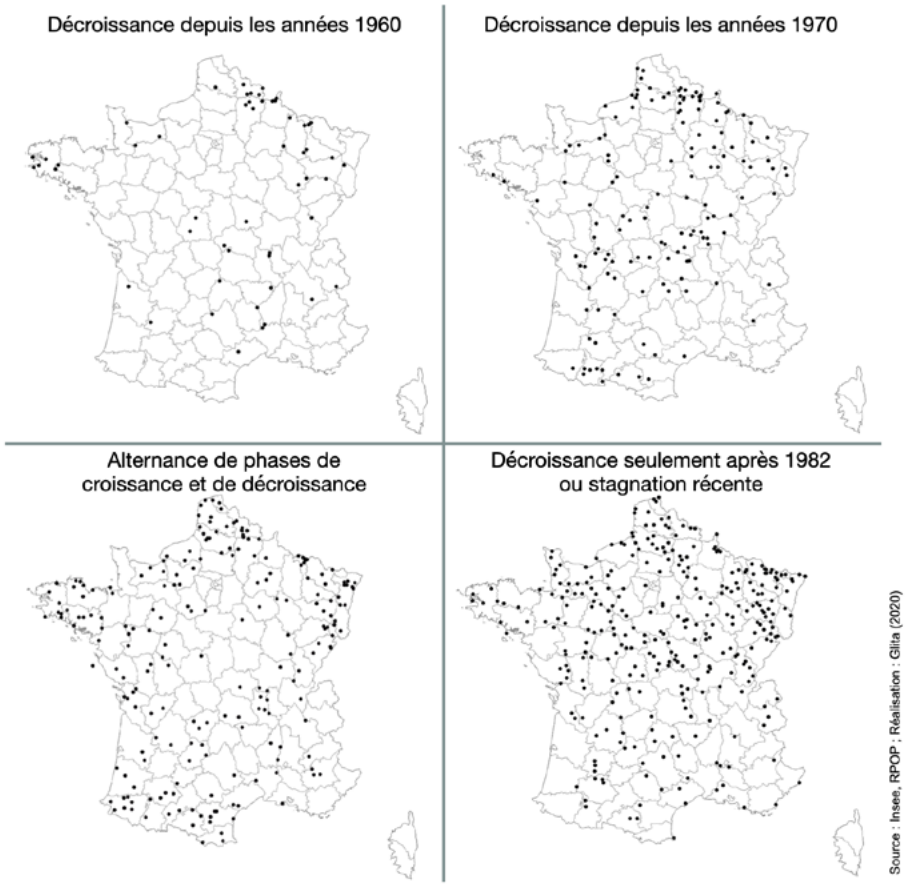
3. LES TRAJECTOIRES DE DÉCROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE DES VILLES FRANÇAISES

Sur la dernière période intercensitaire (2011-2016), on retrouve le même ordre de grandeur de villes en décroissance démographique que sur 1975-1982, au pic de la crise, avec plus de 800 villes en décroissance. Ces moments ne sont pourtant pas comparables : si l'analyse des trajectoires montre une surreprésentation des villes petites et moyennes parmi les 707 présentant des phases de décroissance de plus de 10 ans, quatre profils se distinguent, liés à différents processus multiscalaires de recomposition de la population.

3.1 Hétérogénéité des trajectoires, homogénéité des composantes démographiques

Les quatre trajectoires de décroissance identifiées dans la typologie sont hétérogènes (fig. 1) mais certaines caractéristiques communes émergent. Un profil se distingue notamment par la présence de phases de décroissance dans les années 1960, cas rare dans cette période de forte croissance. Il s'agit de petites villes industrielles touchées par des crises sectorielles (textile, mines). L'inflexion lors des recensements 1975 et 1982 est visible dans les trois autres profils regroupant des villes de la diagonale des faibles densités et de certains bassins industriels (métallurgie, chimie). Pour ces cas, il y a concomitance entre décroissance démographique et économique. Les deux profils « Décroissance depuis les années 1970 » et « Alternance de phases de croissance et de décroissance » se distinguent par leur situation durant les années 1990-2000 : dans le premier profil, la décroissance est continue ou quasi-continue depuis les années 1970. Au contraire, dans le second, des phases de croissance marquent une rupture entre la décroissance des années 1970-1980 et celle des années 2010. Le profil « décroissance seulement après 1982 ou stagnation récente » est le plus dissemblable : pour ces villes, il n'y a pas de décroissance avant les années 1980. Une partie connaît également une phase de stagnation de leur population dans les années 1980-1990 avant une période de décroissance récente. Leur répartition spatiale est aussi très différente puisqu'on trouve des villes industrielles issues de bassins ayant profité de la décentralisation industrielle (Orne) comme des villes du pourtour du bassin Parisien, sans que la spécialisation industrielle soit significative.

Figure 1. Typologie des 707 unités urbaines connaissant des phases de décroissance (1962-2015)

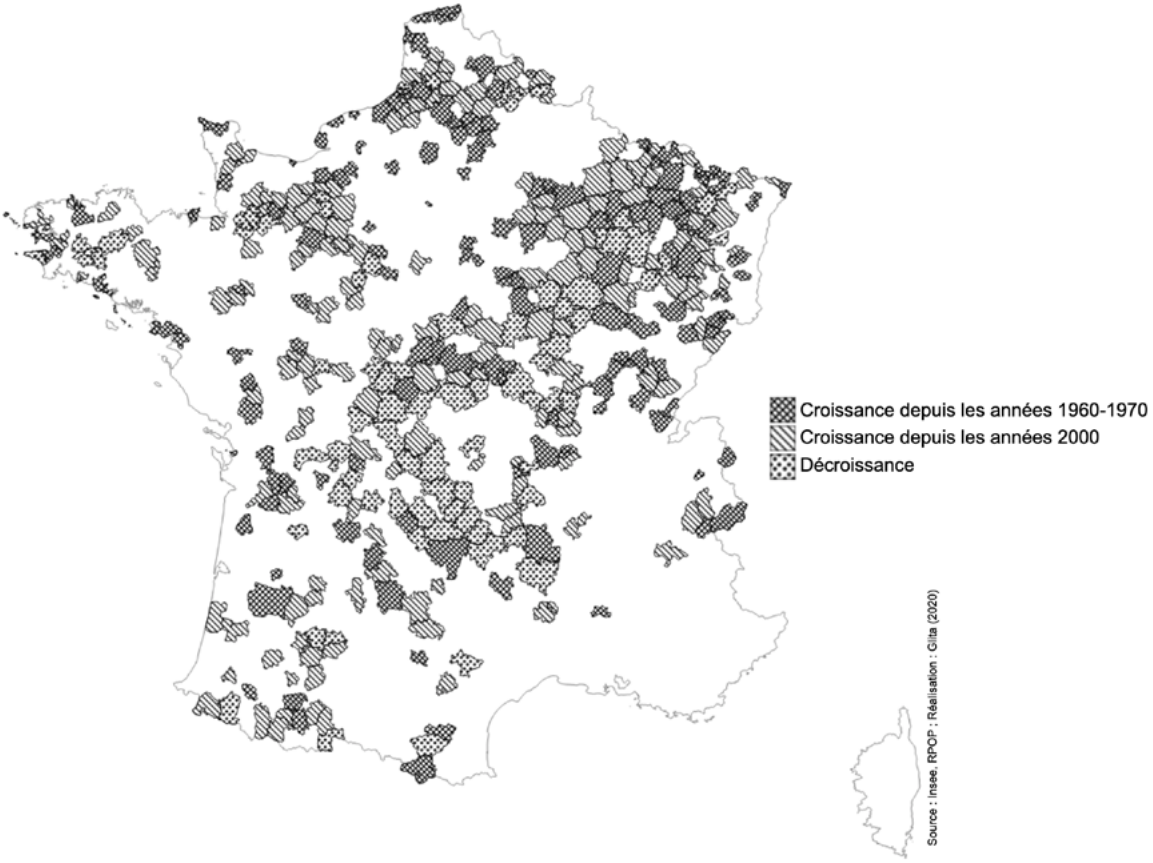


Toutefois, dans le quart des unités urbaines de la typologie, les phases de croissance de la population ont compensé les diminutions. Il reste 524 villes dont la population a diminué depuis au moins une dizaine d'années, ce qui représente 18 % des unités urbaines. Parmi elles, les villes petites et moyennes sont largement surreprésentées, avec seulement 11 villes de plus de 100 000 habitants pour 458 villes de moins de 20 000 habitants. Malgré la diversité des profils, on observe une grande homogénéité dans les composantes démographiques de ces trajectoires : elles sont dues en majorité à des soldes migratoires négatifs, éventuellement doublés d'une décroissance des soldes naturels à partir des années 2000.

3.2 Spécificités de la décroissance récente : l'apport d'une analyse multiscalaire des trajectoires

La comparaison des analyses sur différents périmètres permet de nuancer le lien entre décroissance démographique récente et crise industrielle. Elle montre la combinaison de phénomènes multiscalaires de redistribution de la population. L'analyse de l'évolution de la population rurale des bassins de vie permet de rendre compte des évolutions démographiques de l'environnement local des villes en décroissance. Les profils sont plus homogènes que pour l'évolution des villes. Trois cas apparaissent (fig. 2) : des bassins de vie en croissance à partir des années 1960-1970 à la suite d'une phase de dépeuplement de l'espace rural, d'autres en croissance à partir des années 2000 qui correspondent à l'attractivité retrouvée évoquée précédemment, et des bassins de vie en décroissance continue. En raison de leur distribution spatiale, on observe une corrélation forte entre le profil décroissance récente des villes et croissance récente du bassin de vie. Les villes en décroissance récente subiraient donc plutôt un éparpillement de leur population dans leur environnement local qu'une décroissance urbaine comparable à celle des années 1970. Toutefois les deux processus ne sont pas exclusifs : on observe une conjonction des deux en Champagne ainsi que dans les Vosges. Par contre, dans le détail des trajectoires, de nombreux bassins de vie en croissance récente connaissent une décroissance démographique durant la première moitié de la décennie 2010, sans que l'on puisse encore évaluer s'il s'agit véritablement d'un point d'inflexion qui marquerait un accroissement important du nombre de villes en décroissance dans des contextes locaux désormais en décroissance.

Figure 2. Évolution de la population rurale des bassins de vie des 524 villes en décroissance



CONCLUSION

En suivant les trajectoires démographiques des villes depuis les années 1960, il y a bien un regain de la décroissance démographique sur la période récente, en particulier à partir des années 2010, touchant l'ensemble des régions françaises. La comparaison multiscalaire des formes de trajectoires démographiques montre que ce regain est dû à une combinaison de différents processus qui ne s'excluent pas et impliquent une pluralité de liens entre décroissance démographique et décroissance économique. Dans les villes industrielles en décroissance depuis les années 1970-1980, la décroissance démographique ancienne liée à des soldes migratoires négatifs se double d'une décroissance liée à des soldes naturels négatifs dans les années 2000. S'ajoutent des villes plus dépendantes de l'économie résidentielle, situées aux confins des zones d'influence des grandes métropoles, subissant un éparpillement de leur population dans leur environnement rural immédiat. Dans certaines régions, les deux phénomènes apparaissent conjointement, en lien avec l'extension de l'aire d'influence des métropoles, augmentant d'autant le nombre de villes en décroissance.

RÉFÉRENCES

Brès A., Beaucire F., Mariolle B., 2017, *Territoire frugal : la France des campagnes à l'heure des métropoles*, Les Acacias, Metis Presses.

Cauchi-Duval N., Béal V., Rousseau M., 2016, « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique », *Espace populations sociétés*, n° 2015/3-2016/1 [en ligne : www.journals.openedition.org/eps/6112, consulté le 20/02/2020].

Davezies L., Talandier M., 2014, *L'émergence de systèmes productivo-résidentiels territoires productifs, territoires résidentiels, quelles interactions ?*, Paris, La Documentation française–CGET.

Delpirou, A., 2019, « Enjeux et écueils de l'action publique dans les villes moyennes en déclin : une comparaison entre Bourges, Moulins et Nevers », *Géographie, économie, société*, 2019/1-2, p. 67-87 [en ligne : www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2019-1-page-67.htm, consulté le 20/02/2020].

Fol S., Cunningham-Sabot E., 2010, « "Déclin urbain" et *shrinking cities* : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine », *Annales de géographie*, n° 674, p. 359-383 [en ligne : www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2010-4-page-359.htm, consulté le 20/02/2020].

Hilal M., Barczak A., Tourneux F.-P., Schaeffer Y., Houdart M., Cremer-Schulte D., 2011, *Typologie des campagnes françaises et des espaces à enjeux spécifiques (littoral, montagne et DOM)*, Paris, Datar, coll. «Travaux en ligne », n° 12.

Miot Y., 2016, « Le rôle du facteur démographique dans les processus de décroissance urbaine. Le cas de trois villes de tradition industrielle françaises », *Espace populations sociétés*, 2015/3-2016/1 [en ligne : www.journals.openedition.org/eps/6192, consulté le 20/02/2020].

Périgois S., 2008, « La mobilisation du champ patrimonial dans l'élaboration d'une identité "petite ville" », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 85(1), p. 23-32 [en ligne : www.persee.fr/doc/bagf_0004-5322_2008_num_85_1_2594, consulté le 20/02/2020].

Pistre P., 2011, « Migrations résidentielles et renouveaux démographiques des campagnes françaises métropolitaines », *Espace populations sociétés*, 2011/3, p. 530-555 [en ligne : www.journals.openedition.org/eps/4696, consulté le 20/02/2020].

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2017, "Is Planning Needed? Shrinking Cities in the French Urban System", *Town Planning Review*, 88(1), p. 131-145.

L'AUTEUR

Ivan Glita
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Géographie-cités
ivan.glita@univ-paris1.fr

AUTEURE
Julie GRAVIER

Reconfigurations territoriales des services publics dans les villes françaises (2009-2018)

RÉSUMÉ
Cette communication s'intéresse à la place des villes petites et moyennes dans les réorganisations des services publics en France depuis la mise en place de la révision générale des politiques publiques (RGPP) en 2007. Partant du double constat, d'une part, que la décroissance urbaine paraît fortement toucher ces catégories de villes et, d'autre part, que la fermeture de services publics peut avoir des effets particulièrement néfastes à échelle locale, nous interrogeons certaines boucles de rétroaction entre rétraction des services publics et décroissance urbaine. L'exploration s'effectue à partir d'une approche quantitative sur l'ensemble des villes de France métropolitaine. Issue d'une recherche en cours dans le cadre d'un post-doctorat, cette communication propose des résultats intermédiaires mais non définitifs.

MOTS CLÉS
services publics, révision générale des politiques publiques, système de villes, décroissance, France

ABSTRACT
This paper focuses on the place of small and medium-sized towns in the restructuring of public services in France since the general reorganisation of public policies was implemented in 2007. Starting from a dual observation, on the one hand, that urban decline appears to strongly affect these categories of cities, and, on the other hand, that the closure of public services has harmful effects for local communities, we question some feedback loops between the retraction of public services and urban decline. The exploration is based on a quantitative approach on all cities in continental France. This paper is the result of a post-doctoral research in progress and proposes intermediate but not definitive results.

KEYWORDS
Public services, General reorganisation of public policies, System of cities, Shrinking cities, France

INTRODUCTION

Les villes petites et moyennes tiennent des rôles et des places multiples au sein des territoires dans lesquels elles s'inscrivent – notamment régionaux – et des systèmes de villes de proximité auxquels elles appartiennent. Toutefois, dans un contexte socio-économique de métropolisation, impliquant la concentration des résidents et des activités dans les grandes villes du système de villes français – en particulier les activités innovantes telles que la R&D (Pumain *et al.*, 2010) –, les villes petites et moyennes sont en situation défavorable dans ce système. De plus, dans un contexte politique visant la transformation de l'action publique, notamment depuis 2007 avec la mise en place de la RGPP ayant conduit à la fermeture ou au transfert de services publics relevant de plusieurs domaines (judiciaire, hospitalier et militaire), certaines villes petites et moyennes apparaissent encore plus fragilisées. En particulier, au-delà des effets dominos entraînés par la fermeture d'un service public dans un territoire – menant *de facto* à des pertes d'emploi, à une mobilité résidentielle de familles, à des pertes financières pour les commerçants, etc. –, l'inexistence de concertation lors de la mise en œuvre des nouvelles cartes sectorielles des services publics a pu avoir des effets cumulatifs particulièrement néfastes pour certaines collectivités locales (de Legge, 2011 : 119-156).

Dans ce contexte, la communication vise, d'une part, à étudier la place des villes petites et moyennes face à la réorganisation des services publics en France depuis la fin des années 2000 et, d'autre part, à en analyser les recompositions territoriales au regard des situations antérieures de croissance et de décroissance démographiques des villes. La proposition se situe conceptuellement dans le cadre de la géographie théorique et quantitative et, en particulier, de la systémique urbaine (Berry, 1964 ; Pumain, 1997) ; d'un point de vue thématique, elle s'inscrit dans la continuité des travaux récents sur les services publics et leurs reconfigurations

territoriales (Courcelle *et al.*, 2017 ; Taulelle, 2012 ; Baudet-Michel *et al.*, 2019). Enfin, pratiquement, elle relève d'un travail en cours d'élaboration au sein d'un post-doctorat.

1. LA RÉTRACTION DES SERVICES PUBLICS DANS LES VILLES FRANÇAISES : CADRE THÉORIQUE ET HYPOTHÈSES

Nous proposons d'étudier les reconfigurations territoriales des services publics dans les villes françaises en considérant que ces dernières font système.

1.1. Les villes en système

De manière générale, les relations entre les villes d'un même système sont plus intenses et diverses qu'avec d'autres villes. En effet, dans un système de villes, ces dernières entretiennent en particulier des relations de coopération, de subordination et de concurrence, qui forment des interactions. Les villes sont de ce fait interdépendantes et leurs évolutions inséparables (Pumain, 1997). Dès lors, nous pensons que le redéploiement spatial et la réorganisation des services publics des villes ne peuvent être analysés qu'en étudiant l'ensemble des villes françaises. La place des villes petites et moyennes est par conséquent analysée en considérant aussi les grandes villes du système.

Sachant par ailleurs que les villes et les systèmes de villes incorporent du temps dans leurs structures, il nous paraît efficace d'étudier les reconfigurations des services publics depuis la fin des années 2000 au regard des situations antérieures des villes, et ce dans le but de mettre au jour des trajectoires de reconfigurations et d'en questionner les processus sous-jacents.

1.2. Villes petites et moyennes, rétraction des services publics et héritage d'une situation de décroissance démographique

Deux hypothèses sont testées dans cette communication. Premièrement, si l'impact de la réorganisation des services est au cœur des préoccupations de nombreux concitoyens, notamment des élus, ce sont ceux des villes petites et moyennes qui ont été les premiers à s'en préoccuper (Courcelle *et al.*, 2017). Nous faisons ainsi l'hypothèse que la rétraction des services publics – au sens de la disparition ou de la diminution (Baudet-Michel *et al.*, 2019) – a principalement touché ces villes. Nous tâcherons d'y répondre à travers une analyse quantitative de l'évolution de la desserte des services publics à échelle inter et intra-urbaine (cf. 3.1) sur l'ensemble des villes de France métropolitaine (ce qui autorise aussi d'identifier des différenciations régionales), en considérant la hiérarchie urbaine selon les populations des villes.

Secondement, nous faisons l'hypothèse que la décision de fermer un service public dans un lieu est prioritairement effectuée dans des territoires en décroissance / déclin, que ce soit sciemment ou non. Nous y répondrons d'un point de vue quantitatif en considérant, d'un côté, l'évolution démographique des villes entre 1999 et 2009 et, de l'autre, l'évolution de la desserte des services publics entre 2009 et 2018. La démographie est ici envisagée comme un *proxy* des fonctions économiques des villes, compte tenu des propriétés économiques des effets d'agglomération. Nous pensons toutefois que les limites de l'analogie ainsi constituée sont réelles car une population ne permet en rien d'inférer une portée commerciale, voire économique. Cet indicateur nous donne cependant des indices utiles au suivi de l'évolution des villes en système et a l'intérêt d'être relativement aisé à construire. Nous mettrons par ailleurs qualitativement en perspective nos résultats avec la typologie des villes françaises en décroissance élaborée par Wolff *et al.* (2013).

2. DE QUELS SERVICES PUBLICS PARLE-T-ON ?

Les deux hypothèses que nous proposons de tester s'inscrivent plus généralement dans les travaux menés par Courcelle, Fijalkow et Taulelle qui ont étudié les adaptations des services publics dans les territoires, d'abord dans les espaces ruraux du Midi-Pyrénées (Taulelle, 2012), puis dans les villes petites et moyennes (Courcelle *et al.*, 2017).

2.1. Des services publics symboliques de l'État social aux réorganisations administrées à échelle supra-locale

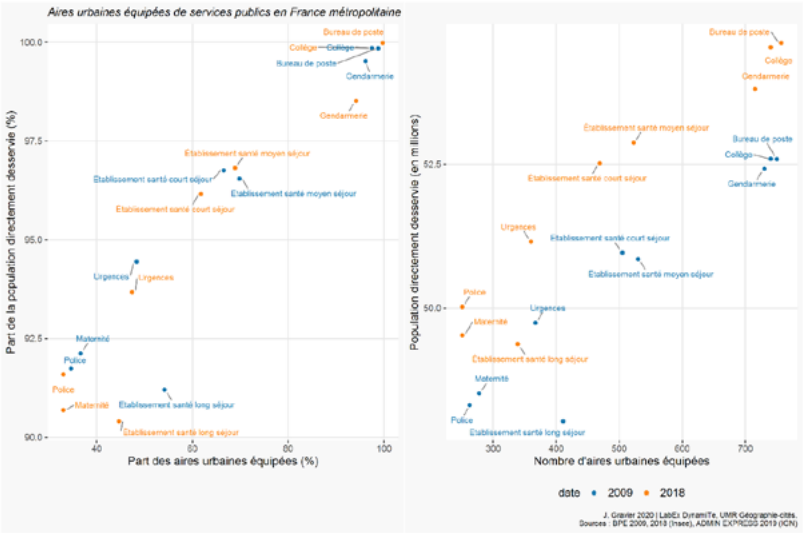
Dans ces travaux, il s'est agi de « considérer l'importance des services régaliens, terminaisons nerveuses de l'État dans les territoires, que ce soit la gendarmerie, les écoles, les médecins ou encore La Poste » (Courcelle *et al.*, 2017 : 25). S'il nous semble que l'expression de « service régalien » pour désigner les écoles ou les médecins mérite d'être discutée[1], il n'en reste pas moins que l'étude de ces services nous paraît majeure à

1 En particulier d'un point de vue juridique puisque la mission de l'État relative aux « administrations régaliennes » est classiquement assurée par les ministères de la Justice, de l'Intérieur, des Armées, des Affaires étrangères et de l'Économie et des Finances (voir notamment l'article 5 de l'arrêté du 13 juillet 1998 relatif à l'organisation de la délégation interministérielle à la réforme de l'État).

deux titres. D'une part, comme indiqué en introduction, la fermeture d'un service public peut avoir des effets néfastes en cascade sur l'économie locale, l'attractivité des territoires et les recettes fiscales. D'autre part, la charge symbolique de tels services publics est forte. En effet, « tout abandon ou retrait de ces services a des conséquences lourdes pour les usagers. Nous sommes ici dans un domaine sensible où la perception peut avoir des effets dévastateurs sur les populations concernées » (*ibid.* : 27). Dit autrement, les services publics étudiés sont ceux qui relèvent de l'État social dont la vocation « est d'assurer un certain bien-être social [à la population] et non seulement un filet de protection minimum » (Ramaux, 2012 : 297).

Cela étant, la délimitation précise des services publics relevant ou non de l'État social peut être complexe à dessiner précisément. Pour ce faire, nous avons établi une sélection de services à partir d'une triple procédure. Tout d'abord, nous envisageons cette étude au regard des politiques nationales relatives à la réorganisation des services publics. Ainsi, nous avons exclu les services dont l'organisation est très largement assurée par des acteurs locaux, tels que les équipements sportifs dont la construction et la gestion relèvent, dans les faits, principalement des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Ensuite, nous avons sélectionné des services dont les maillages respectifs ont du sens par rapport aux objets analysés, à savoir ici les villes françaises. Ainsi, pour le secteur éducatif par exemple, nous n'avons pas étudié les écoles maternelles et primaires mais nous avons choisi de considérer les collèges et les lycées. Enfin, l'analyse quantitative des reconfigurations territoriales des services publics entre 2009 et 2018 se fonde sur les données de la base permanente des équipements (BPE), impliquant nécessairement certaines contraintes dans le choix des services étudiés.

Figure 1. Population desservie et aires urbaines équipées de services publics (2009-2018)



2.2. Des services publics appréhendés à partir de la base permanente des équipements de l'Insee

La BPE est produite chaque année depuis 2007 par l'Insee et recense un ensemble d'équipements et de services rendus par un territoire à la population. Les équipements sont dénombrés à une échelle infracommunale (Iris) et communale. Par ailleurs, la BPE présente l'intérêt d'être globalement harmonisée pour l'ensemble du territoire métropolitain.

Toutefois, sa construction relève d'une compilation de données provenant de différentes bases, plus ou moins fiables dans le temps et dans l'espace, et mérite dès lors d'être étudiée de manière systématique. Elle implique en particulier que les catégories d'équipements compilées sont tributaires de la manière dont l'Insee a pu récupérer les données. Dit autrement, les catégories évoluent selon les années, que ce soit du fait de la réorganisation interne de certains services, telle que La Poste qui a créé des relais-poste commerçant ou des agences postales communales pour suppléer la fermeture des bureaux, ou du fait de la fusion de services entre eux, telle que la création de Pôle Emploi en 2008 qui découle de la fusion de l'ANPE et de l'Assedic. Somme toute, établir une étude quantitative dans le temps à partir de la BPE suppose de se poser systématiquement deux questions pour chaque catégorie de service (Mathian & Sanders, 2014) :

– Existe-t-il une pérennité de l'objet spatio-temporel étudié au fil du temps ?
– Si ce n'est pas le cas, peut-on regrouper certaines catégories afin d'être en mesure d'obtenir un ensemble cohérent dont on puisse étudier la trajectoire ?

En l'état actuel du travail, nous avons identifié neuf services publics aisément comparables entre 2009 et 2018 (fig. 1) et une dizaine d'autres dont nous évaluons actuellement la comparabilité dans le temps.

Enfin, précisons que l'utilisation de la BPE implique que le service est uniquement appréhendé par l'infrastructure nécessaire à la réalisation de l'activité, mais que cela ne nous dit que peu de choses sur la qualité du service rendu et absolument rien sur les effectifs des agents en place, leurs compétences, les capacités d'accueil (par exemple, pour les hôpitaux), les horaires d'ouverture, etc. L'information qualitative est donc relativement pauvre. En revanche, le nombre des équipements et la résolution spatiale de la BPE permettent d'identifier des tendances de desserte des services publics. Pour l'année 2018 par exemple, ce sont presque 46 000 équipements qui sont recensés pour la France métropolitaine, et ce pour 28 services publics identifiés selon les critères sus-évoqués.

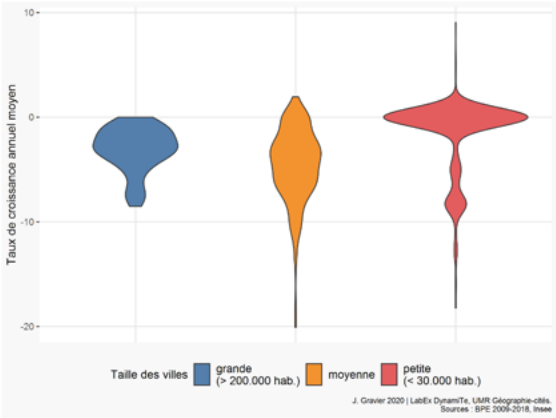
3. RECONFIGURATIONS TERRITORIALES DE SECTEURS DE SERVICE PUBLIC OBSERVÉES À DEUX ÉCHELLES

3.1. Combiner deux échelles : les aires urbaines et les communes des aires urbaines

Les reconfigurations territoriales des services publics sont appréhendées à deux échelles : celle des aires urbaines selon la délimitation proposée par l'Insee en 2010 et celle des communes de ces mêmes aires urbaines. La combinaison de ces deux échelles nous paraît efficace pour identifier les phénomènes de rétraction des services publics dans l'espace et, par-delà, explorer leurs processus sous-jacents. Prenons l'exemple de l'évolution des bureaux de poste pour illustrer cela.

La figure 2 représente les taux de croissance annuelle moyens des bureaux de poste inclus dans les aires urbaines (AU), ces dernières ayant été distinguées en trois catégories de taille. Deux éléments sont notables : tout d'abord, la plupart des aires urbaines subissent une diminution du nombre des bureaux de poste (taux de croissance annuel moyen / TCAM globalement compris entre 0 et -10 %) ; par ailleurs, les villes moyennes sont les plus touchées par ce phénomène entre 2009 et 2018. En particulier, on remarque que l'essentiel des petites villes ont des TCAM autour de 0 % tandis que ceux des villes moyennes sont principalement compris entre -3 et -7 %. En termes de processus, cette différenciation se comprend peut-être au regard du fait que les fermetures des bureaux de poste et leurs remplacements – quand ce fut le cas – par des relais-postes ou des agences postales communales ont pu être effectuées précédemment dans les petites villes (depuis 2003). Le relatif maintien des bureaux dans les petites villes ne vient pas du fait que la densité d'équipement est initialement plus faible que pour les villes moyennes car la densité moyenne en 2009 était respectivement de 1,73 bureau pour 10 000 habitants et de 1,47.

Figure 2. Évolution des bureaux de postes dans les aires urbaines (2009-2018)



L'évolution des bureaux de postes à cette échelle ne nous dit cependant rien de la répartition intra-urbaine de la rétraction. La cartographie des communes des AU desservies par un bureau permet d'observer que les communes dont l'équipement disparaît entièrement sur cette période sont principalement situées dans les espaces périphériques des aires urbaines, et ce quelle que soit la taille des AU (fig. 3). Bien entendu, cela a pour conséquence une baisse générale de l'accessibilité à ce service, dont les différenciations régionales semblent s'être accentuées (fig. 4).

3.2. Considérer les services les uns par rapport aux autres

Notons enfin que les hypothèses sont testées en envisageant les reconfigurations des services les uns par rapport aux autres. Il paraît par exemple relativement peu pertinent d'étudier l'évolution des gendarmeries sans celle des services de police compte tenu de la volonté politique de rapprocher leurs fonctionnements (e.g. rattachement organique et budgétaire de la gendarmerie au ministère de l'Intérieur depuis 2009). D'ailleurs, quand on étudie les communes des AU qui ne sont plus desservies par un service de gendarmerie en 2018 mais qui l'étaient en 2009, on observe qu'il s'agit principalement de communes centrales, là où existait déjà un service de police (fig. 5).

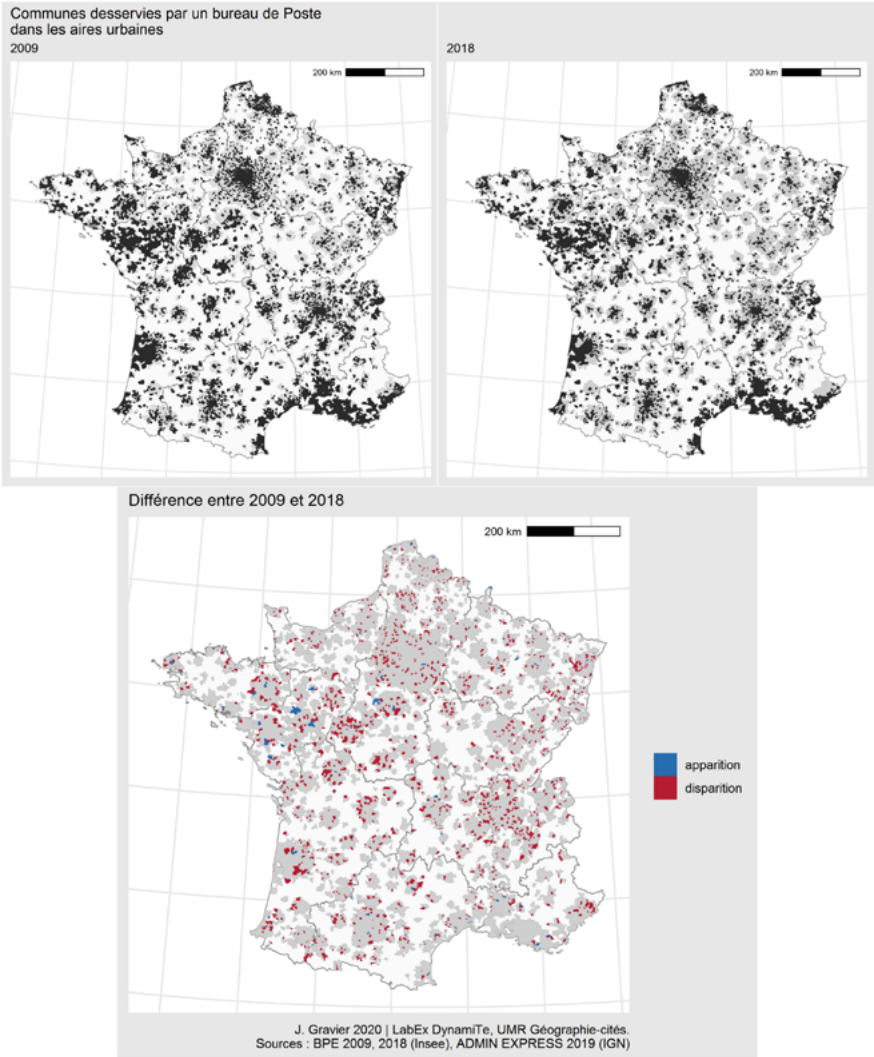
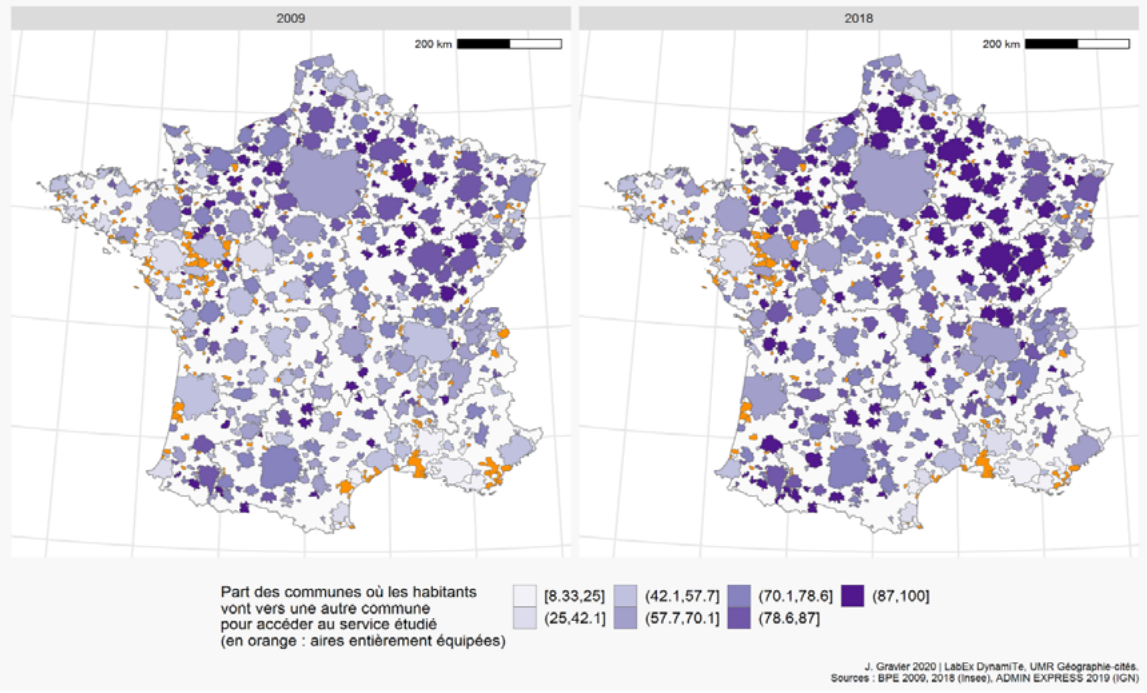


Figure 3. Évolution des bureaux de postes dans les communes des aires urbaines (2009-2018)

Figure 4. Évolution de l'accessibilité à un bureau de poste au sein des villes françaises (2009-2018)



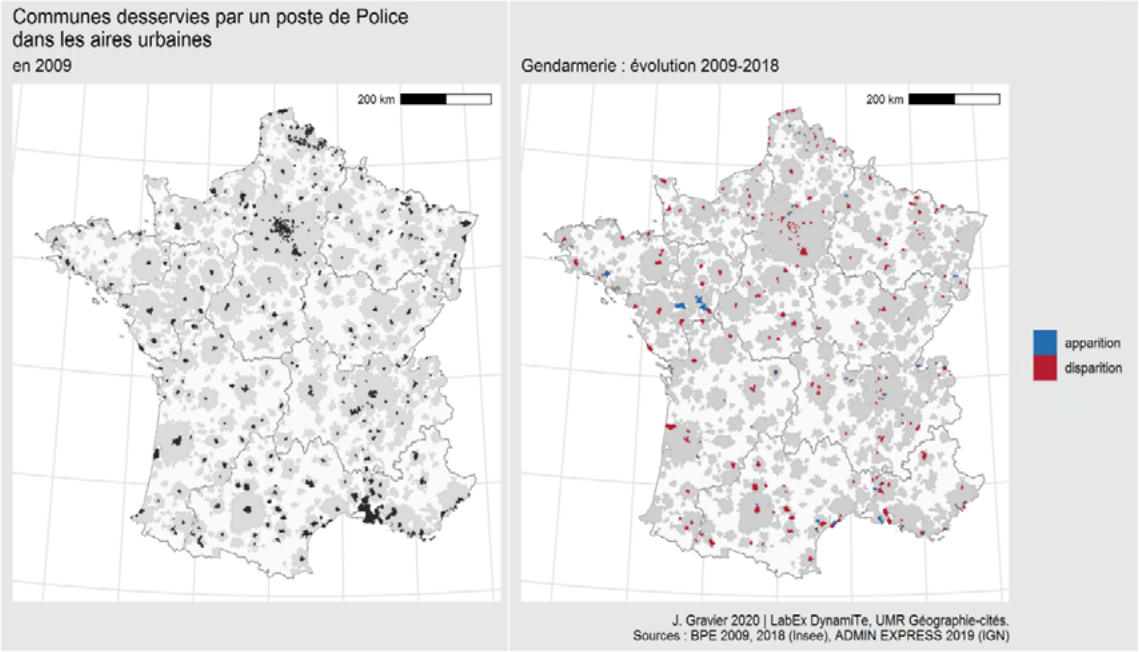


Figure 5. Police et gendarmerie : exemple de deux services à considérer concomitamment

RÉFÉRENCES

Baudet-Michel S., Conti B., Chouraqui J., Commenges H., Delage M., Guérois M., Guiraud N., Le Neindre C., Madry P., Paulus F., Pavard A. Toutin G., Vallée J., Fol S., Quéva C., 2019. *La rétraction des services et commerces dans les villes petites et moyennes : modalités et logiques à l'échelle interurbaine*, Rapport auprès du CGET et de la CDC, Paris.

Berry B. J. L, 1964, "Cities as Systems within Systems of Cities", *Papers of the Regional Science Association*, 13(1), p. 146-163.

Courcelle T., Fijalkow Y., Taulelle F. (dir.), 2017, *Services publics et territoires : adaptations, innovations et réactions,* Rennes, PUR.

De Legge D., 2011, Rapport d'information du Sénat n° 666, fait au nom de la mission commune d'information sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux, Paris.

Mathian H., Sanders L., 2014, *Objets géographiques et processus de changement : approches spatio-temporelles*, Londres, ISTE.

Pumain D., 1997 « Pour une théorie évolutive des villes », *L'Espace géographique*, 26(2), p. 119-134.

Pumain D., Paulus F., Vacchiani-Marcuzzo C., Lobo J., 2010, "An Evolutionary Theory for Interpreting Urban Scaling Laws", *Cybergeo*, n° 343.

Ramaux C., 2012, *L'État social. Pour sortir du chaos néolibéral,* Paris, Fayard–Mille et une nuits.

Taulelle F. (dir.), 2012, numéro thématique « Le délaissement du territoire. Quelles adaptations des services publics dans les territoires ruraux ? », *Sciences de la société*, n° 86.

Wolff, M., Fol, S., Roth, H., Cunningham Sabot, E., 2013, « *Shrinking Cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo*, n° 661.

L'AUTEURE

Julie Gravier
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Géographie-cités & LabEx DynamiTe
julie.gravier@parisgeo.cnrs.fr

AUTHORS
Maria GUNKO,
Aleksandr SHELUDKOV,
Anastasia NOVKUNSKAYA

Demographic and Services-Related Dimensions of Urban Shrinkage in Russian Small Cities

ABSTRACT
Urban shrinkage refers to a trajectory of development opposite to "normal" and desirable growth; depopulation is its distinct feature. Besides demographic shrinkage, economic shrinkage and shrinkage of public services indicate the settlements' loss of urban characteristics and functions. The correlation between the dimensions of urban shrinkage is not linear, i.e. depopulation can justify services "optimisation" by policy-makers, but if the amount of services decreases below population needs it could foster further depopulation, thus creating a vicious circle. We focus on the interrelation of demographic and public services-related (healthcare) dimensions of urban shrinkage with evidence from *ca* 600 Russian cities, as well as on policies that engage with the above issues aiming to figure whether small and medium-cities are most vulnerable to such change.

KEYWORDS
Urban shrinkage, Shrinkage of services, Healthcare system, Healthcare reforms, Small and medium-sized cities, Russia

RÉSUMÉ
La décroissance urbaine désigne une trajectoire de développement opposée à la croissance « normale », le dépeuplement en est la caractéristique distinctive. Outre la décroissance démographique, le déclin économique et la décroissance des services publics indiquent la perte de fonctions urbaines par les villes. La corrélation entre les dimensions de la décroissance n'est pas linéaire, c'est-à-dire que le dépeuplement peut justifier une « optimisation » des services par les décideurs publics, mais si la quantité de services diminue en dessous des besoins de la population, cela pourrait favoriser un dépeuplement supplémentaire créant alors un cercle vicieux. Nous nous concentrons sur le lien entre la dimension démographique de la décroissance urbaine et celle liée aux services (par exemple, soins de santé) en se basant sur des données provenant d'environ 600 villes russes. Nous analyserons également les politiques qui traitent de ces questions, en cherchant à déterminer si les petites et moyennes villes sont plus sujettes à ces changements que les grandes villes.

MOTS CLÉS
décroissance urbaine, décroissance des services, services de santé, réformes des soins médicaux, petites et moyennes villes, Russie

1. INTRODUCTION AND STATE OF THE ART

Urban shrinkage refers to a trajectory of development, which is opposite to the "normal" and desirable growth. Long-term persisting depopulation is a rather distinct feature of urban shrinkage. However, the phenomenon may encompass other, interrelated dimensions. Along with demographic shrinkage, economic shrinkage and the shrinkage of public services (e.g. healthcare, education, social security, etc.) indicate the settlements' loss of urban characteristics and functions.

The number of shrinking cities grows worldwide (e.g. Béal *et al.*, 2019). As the negative effects of urban shrinkage (abandonment, fragmentation of "urban fabric", degrading infrastructures, declining tax revenues, among the most common) become evident, planners and policy-makers seek solutions for counteracting shrinkage or for mitigating its effects. But because of the predominant assumption that only rapidly growing cities are successful and attractive, planning approaches and tools have been long focused on promoting urban growth (Martinez-Fernandez *et al.*, 2012) and it is still not precisely clear how they should change when shrinkage is taking place even though the necessity of such changes seems obvious. Due to place specificity of urban shrinkage, the development of "one fits all" approach is a hard task. Thus, responses to urban shrinkage vary widely depending on the planning system, knowledge of planners and policy-makers, as well as on the

dominant discourses of desirable spatial development (Pallagst *et al.*, 2019). In relation to urban services, the literature describes several approaches aimed at planning for shrinkage. One of them is a "right-sizing" (LaFrombois *et al.*, 2019) which means among other elements bringing the urban services down to match the new population number. Another one is loosely referred to as "planned shrinkage" and implies a deliberate withdrawal of services due to general budget austerity and declining tax revenues (Reardon *et al.*, 2008).
Against the above background, we analyse the relationship between demographic and services-related dimensions of urban shrinkage in Russia. The analysis is carried out on the example of healthcare system using the methodology developed within the project "Rétraction des services et commerces dans les villes petites et moyennes en France" (Baudet-Michel *et al.*, 2019). While the tendency of considerable transformation of the healthcare sector is a worldwide phenomenon (Currie & Spyridonidis, 2016), the domination of state regulation in the field of healthcare, as well as the hierarchical organisation of the latter (local –rural and urban–, regional and federal hospitals) make the case of Russian healthcare quite specific.
Prior research conducted mostly based on examples from the Global North indicates that small cities are the ones vulnerable to urban shrinkage not only in terms of demographic (Martinez-Fernandez *et al.*, 2012) but also services-related aspects (Baudet-Michel *et al.*, 2019); we aim to figure out whether this tendency holds true for Russia.

2. URBAN SHRINKAGE IN RUSSIA

Russian demographic crisis began in the 1990s, a little after the collapse of state socialism, and was caused by a significant drop of fertility and a simultaneous sharp increase in mortality. Against the background of global reasons underlying depopulation, i.e. globalisation, post-Fordist deindustrialisation, and demographic transition, the negative population trends in Russia were predetermined by past historical events that transformed the population structure and were reinforced by the collapse of the politico-economic system. About 70% of the country's cities have lost population between 1989 (the year of the last Soviet population census) and 2019 both due to natural decline and out-migration; some at an average pace over 1% per year. Along with demographic shrinkage, Russia is facing a major reshaping of urban public services. In regard to the healthcare system, the overall number of hospital beds decreased from 2,037.6 thousand in 1991 to 1,182.7 thousand in 2017 (Rosstat). A specific feature of the health organisation and reformation in Russia is the duration and inconsistency of the policy implemented. During the post-Soviet period, healthcare underwent significant changes: from the liberalisation and regionalisation of management in the 1990s to the re-centralisation of regulation in the 2000s. Currently, despite the state's claims about its responsibility for financing, modernising amenities, and improving the quality of medical services, the key principle of healthcare regulation is the New Public Management. Optimisation of medical services, staff and beds is primarily based on the logic of economic profitability.

3. METHODOLOGICAL APPROACH

The research questions of the current study are as follows: (1) does the decrease in hospital beds number in Russia correspond to the population dynamics of the cities? (2) does the decrease in hospital beds number relate to the city size? (3) does the decrease in hospital beds number relate to the position of city within agglomeration? In other words, what units –core or peripheral– face a stronger decline in hospital services?
In our analysis[1], we used publicly available data on hospital beds number and population in 1991-2013 for 574 municipal units with urban status in 46 regions of the European part of Russia, that were aggregated to 495 agglomerations according to Cottineau (2014). The data originated from the reports of the Russian State Statistics Service.
For the purpose of the analysis, we divided cities into:

- 4 groups according to their size (average for the study period): <20 thousand people, 20-50 thousand people, 50-200 thousand people, and >200 thousand people;
- 3 groups according to the mean annual population change: shrinking (<-0.1%), stable (-0.1%-0.1%), and growing (>0.1%);
- 3 groups according to the bed numbers change for the overall period: strong decrease (<=-50%), decrease (-50%-1%), and stable or growing (>-1%).

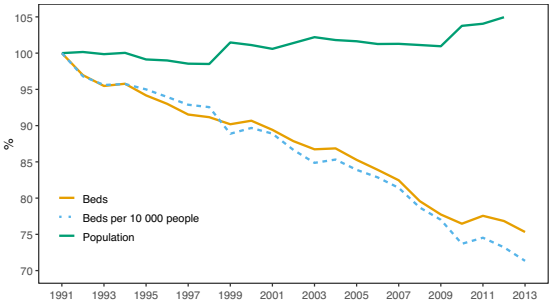
We also highlighted core (largest) and peripheral units of agglomerations; however, since the data was already aggregated by municipal units (not settlements), we identified only 34 cores and 71 peripheral units. The largest agglomerations in our dataset were Moscow (27 units) and Nizhny Novgorod (12 units).

1 Here and after "urban agglomerations" and "cities" will be used as synonyms.

4. RESULTS

The overall population of the observed urban agglomerations grew from 62.6 million in 1991 to 65.7 million people in 2013. At the same time, the number of beds decreased from 923 thousand to 689 thousand, which means that the provision of health services in terms of number of beds per 10,000 people decreased by 29% (fig. 1).

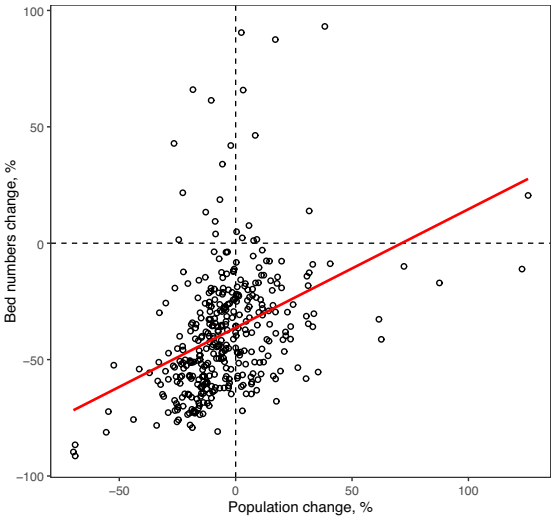
Figure 1. Relative changes in population and bed numbers in the observed cities



Despite the overall growth, the population dynamics varied among cities of different size so that smaller cities tended to lose more people, while larger cities tended to grow. This redistribution of population resulted in a more polarised urban system: whereas in 1991, 11.5% of the urban residents lived in small cities, by the end of the period, in 2013, this share decreased to 9.8%, while the large cities (over 200 thousand people) accounted for 77% of urban population.

Although the decrease in beds number was observed in most cities, its intensity largely depended on population dynamics. 227 out of 495 cities suffered a strong (>50%) decrease in beds number; 182 (80%) of them were shrinking cities. With a few exceptions, the more city suffered depopulation, the more was a decline in beds number. This relationship is illustrated by figure 2.

Figure 2. Population change (%) vs. beds number change (%) in observed cities, 1991-2013



We also found a significant difference in the beds number changes among the cities of different size. The shrinkage in healthcare services was rather pronounced in small cities, which lost 57% (<20 thousand people cities) and 49% (20-50 thousand) of the initial hospital beds, while large (over 200 thousand) and medium-sized (50-200 thousand) cities lost only 18.5% and 38% of the hospital beds, respectively. However, since the smaller cities were losing population faster, it is difficult to distinguish the effect of the city size on the beds number from the effect of population dynamics. In order to do so, we modelled the beds number change (%, 1991-2013) as a function of average (for the study period) population size and population dynamics (%, 1991-2013). To avoid the random effects of regional differences, we built a linear mixed-effects model with the region as a grouping variable. The independent variables were scaled, that allowed us to compare their effect sizes. The modelling results suggest that the decrease in beds number was largely following the decrease in population, even so the shrinkage of hospital care was over-represented is small cities.

The comparison of the beds number changes in central and peripheral units of agglomerations revealed that the shrinkage in hospital care was over-represented in the peripheral units. These results were confirmed with the exact Wilcoxon-Mann-Whitney Test: $U = 2.9995$, p-value < 0.01.

5. DISCUSSION

The aim of the current research was to analyse the patterns of demographic and services-related dimensions of urban shrinkage in Russia. To do so, we used official data on population and hospital beds dynamics in *ca* 600 cities during 1991-2013. The results of the study suggest that small cities with population below 50 thousand people are the most vulnerable to both dimensions of urban shrinkage in Russia. Population dynamics and changes in healthcare services seem to be interrelated: Small cities losing population are on average more prone to an acute decrease in hospital beds number. However, this interrelation does not mean straightforward causation.

We found that the beds number decrease occurs in both growing and shrinking cities which contradicts the idea of a "right-sizing" policy for shrinking cities but is indicative of a separate phenomenon presumably

caused by the lack of material and social resources. Healthcare in Russia is becoming more and more spatially polarised. Our analysis showed that the decrease of beds number was over-represented in small and peripheral locations. While in large hospitals predominantly located in regional centres the range of services is broadening and technological aspects are being improved (Cook, 2017), in small cities access to medical facilities is being hampered. The population of small cities either has to refer to units providing a narrow range of services with no scope for choice, or travel long distances to reach alternative facilities. The decrease of healthcare services in small cities could well be one of the factors fostering depopulation both due to the rising mortality and amenities-related out-migration. However, further research is required to support this assumption.

FUNDING

Research has been supported by the Russian Science Foundation (grant # 19-17-00174).

REFERENCES

Baudet-Michel S., Conti B., Chouraqui J., Commenges H., Delage M., Guérois M., Guiraud N., Le Neindre C., Madry P., Paulus F., Pavard A., Toutin G., Vallée J., Fol S., Quéva C., 2019, *La rétraction des services et commerces dans les villes petites et moyennes : modalités et logiques à l'échelle interurbaine*, Rapport auprès du CGET et de la CDC.

Béal V., Cary P., Fol S., Rousseau M., 2019, « Introduction. Les villes en décroissance à la croisée des chemins », *Géographie, économie, société*, nº 21, p. 5-22.

Cook L. J., 2017, "Constraints on Universal Health Care in the Russian Federation: Inequality, Informality and the Failures of Mandatory Health Insurance Reforms", *in* Y. Ilcheong (ed.), *Towards Universal Health Care in Emerging Economies,* London, Palgrave Macmillan, p. 269-296.

Cottineau C., 2014, DARIUS Database "Harmonised Urban Database of Agglomerations in the Post-Soviet Space, 1840-2010", Figshare [online: doi.org/10.6084/m9.figshare.1108081].

Currie G., Spyridonidis D., 2016, "Interpretation of Multiple Institutional Logics on the Ground: Actors' Position, their Agency and Situational Constraints in Professionalized Contexts", *Organization studies*, 37(1), p. 77-97.

LaFrombois M., Park Y., Yurcaba D., 2019, "How U.S. Shrinking Cities Plan for Change: Comparing Population Projections and Planning Strategies in Depopulating U.S. Cities", *Journal of Planning Education and Research* [online: doi.org/10.1177/0739456X19854121].

Martinez-Fernandez C., Audirac I., Fol S., Cunningham-Sabot E., 2012, "Shrinking Cities: Urban Challenges of Globalization", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36(2), p. 213-225.

Pallagst K., Fleschurz R., Nothof S., Uemura T., 2019, "Shrinking Cities: Implications for Planning Cultures?", *Urban Studies* [online: doi.org/10.1177/0042098019885549].

Reardon K., Ionescu-Heroiu M., Rumbach A., 2008, "Equity Planning in Posthurricane Katrina New Orleans: Lessons from the Ninth Ward", *Cityscape*, 10(3), p. 57-76.

Rosstat, Russian Federal statistical agency website [online: www.gks.ru].

THE AUTHORS

Maria Gunko
Russian Academy of Sciences / Institute of Geography (Russia)
National Research University Higher School of Economics
msgunko@igras.ru

Aleksandr Sheludkov
Russian Academy of Sciences / Institute of Geography (Russia)
a.v.sheludkov@gmail.com

Anastasia Novkunskaya
European University, Saint-Petersburg (Russia)
Gender Studies Programme
anovkunskaya@eu.spb.ru

AUTHOR
Keiro HATTORI

The Analysis of Japanese Shrinking Small and Mid-Sized Municipalities

ABSTRACT
Japan's population peaked in 2008; the country has been losing inhabitants since then, with geographical disparities in terms of degree of demographic shrinking and territorial devitalisation. Metropolitan areas like Tokyo are still demographically growing whereas many small and mid-sized cities have been losing their population, but this is under-investigated in literature on shrinking cities and urban dynamics, especially in English. This paper attempts to clarify the types of indicators that correlate with social population change in "non-metropolitan urban Japan": we have tried to identify potential correlations between social migratory population change (measured by net migration) and some social and economic indicators in small and mid-sized cities (population under 50,000). From 2010 to 2019, we picked 30 municipalities that have registered the biggest demographic gains thanks to social migratory increase (in-migration), and 30 others that have suffered the biggest population losses out of social migratory decrease (out-migration), so as to see if there is any statistical difference between these groups with regards to certain economic or social indicators.

KEYWORDS
Shrinking small and mid-sized municipalities, Social migratory population increase, T-Test, Japanese shrinking and aging phenomena

L'analyse des villes petites et moyennes en décroissance au Japon

RÉSUMÉ
La population japonaise a atteint son maximum historique en 2008 et ne cesse de décroître depuis. Cependant, il existe des inégalités géographiques dans l'ampleur de cette décroissance. Les aires métropolitaines telles que Tokyo continuent de croître démographiquement, tandis que de nombreuses villes petites et moyennes ont perdu de la population ; mais cela fait l'objet de très peu de publications, notamment en langue anglaise. Cette communication propose de tester différents facteurs explicatifs grâce à un ensemble d'indicateurs économiques et sociaux. À cette fin, l'auteur a cherché à identifier des corrélations entre le changement démographique et des indicateurs économiques et sociaux dans l'ensemble de ces villes (moins de 50 000 habitants). Il a ensuite sélectionné, sur 2010-2018, les 30 municipalités qui ont gagné le plus d'habitants et les 30 qui en ont perdu le plus, afin de vérifier s'il existe une différence statistique significative entre ces groupes sur la base de plusieurs indicateurs socio-économiques.

MOTS CLÉS
municipalités petites et moyennes en décroissance, croissance démographique par soldes migratoires, T-test, phénomènes de décroissance et de vieillissement au Japon

Japan's population peaked in 2008 and the country has been losing inhabitants since then. However, there exist geographical disparities in terms of degree of shrinking. Metropolitan areas like Tokyo are still demographically growing whereas rural villages in remote regions are shrinking rapidly (Hattori, 2015), and many small and mid-sized Japanese cities as well. In Japan, there are now 588 municipalities whose population is between 20,000 to 80,000 in 2019. Among these, only 23% gained population since 2010, while 24% have registered a demographic loss equivalent to more than 10% of their total population, mostly by natural decrease: Their combined natural decrease of population amounts to 1,019,201, whereas that of social migratory decrease amounts to mere 189,162.
For these analyses, data come from the National Censuses (2010; 2015), Commercial statistics from the Ministry of Economy, Trade and Industry (2014), Office statistics (2016) and Basic Resident Register (2019) from the Ministry of Internal Affairs and Communication.

Table 1 depicts these small and mid-sized cities population data by "natural increase (or decrease)" and "social migratory increase (or decrease)". Only 87 municipalities (15%) experienced natural population increase whereas 202 (34%) experienced a social migratory population increase (that is population gains caused by in-migration from 2010 to 2019). The municipalities that has gained their population from 2010 to 2019 were mostly by the increase of social migratory population. Therefore, one can assume that the social migratory population change plays a more important role than natural population change.

Table 1. Number of municipalities by ratio of population change (2010-2019)
Source: Basic Resident Register (2010-2019), Japanese Ministry of Internal Affairs and Communications

	Total Population	Natural Increase	Social Migratory Increase
More than 20% Growth	3	0	1
10% to 20% Growth	27	0	16
0 to 10% Growth	107	87	185
0 to 10% Decrease	291	483	384
10 to 20% Decrease	160	18	2
More than 20% Decrease	0	0	0

Since the control of natural decrease of population is barely possible, it is essential to look at social migratory population change for making public policy. This cannot be overemphasized for small to mid-sized cities that are affected by population decline. Some researches regarding shrinking of small and mid-sized cities population focus on their land use changes (Asano *et al.,* 2014; 2015; Inohae *et al.,* 2013). Others look at the characteristics of these cities' total population change (Esaki, 2016; Koike *et al.,* 2015). However, no research specifically look into the social migratory population change of these Japanese small and mid-sized cities.

It is all the more relevant to analyse in-migrations at this level that small to mid-size cities find themselves at the losing end of a metropolisation process that has contributed to strengthen the economic and symbolic power of Japan's biggest urban areas. Despite growing discussions on social and spatial disparities generated by austerity-oriented policies favouring larger urban regions in Japan (Chiavacci *et al.,* 2016; Buhnik, 2017), cities populated from 20,000 to 100,000 inhabitants are not subject to many investigations, especially in the literature accessible to English audiences, and when compared to a renewed attention for mid-size cities in Europe (Berroir *et al.,* 2019). From a statistical point of view, the enforced municipal mergers of the Heisei era (1990-2018) have led to the incorporation of many mid-size localities (Koike *et al.,* 2015). Their political and cultural importance within larger cities remains strong, but mapping their evolution has become increasingly difficult.

Therefore, this research focuses on small and mid-sized cities social migratory population change and its correlative relation to social economic indicators. Its objective is to understand the factors that contribute or harm their social migratory population change. Several correlation analyses were thus conducted to find out what were the main contributors to gain a social migratory population.

As shown in table 2, no industry displays a strong correlation. However, information, transportation, and real estate are relatively higher than others. It is worthwhile to note that municipalities with higher percentage of construction workers seem to have a tendency to decrease social migratory population. In Japan, construction works are mostly provided by public sector. High dependency in government subsidised construction industry may contribute to net decrease of social migratory population for small and mid-sized cities.

Table 2. Correlation coefficient between social migratory population change and percentage of workers in several industries (2010-2019)

	Correlation Coefficient with Social Migratory Population Change
Agriculture, Forestry	-0.280
Fishery	-0.259
Mining	-0.193
Construction	-0.350
Manufacturing	0.145

Electricity, Gas	-0.156
Information	0.202
Transportation	0.252
Retail	0.101
Sales	0.001
Finance	-0.246
Real Estate	0.253
Research	0.030
Tourism, Food Service	0.053
Daily Service, Entertainment	0.003
Education	0.066
Health, Medical	-0.156
Miscellany Services	-0.398
Other Services	0.012
Government Service	-0.269

Besides, the more shops per capita a city have, the more likely the city will lose its social migratory population. It also suggests that large retailers such as supermarkets may help to increase the social population. However, this needs further investigation (tabl. 3).

Table 3. Correlation coefficient between social migratory population change and indicators for commercial services (number of stores, eateries, large-scale retail surface per capita) (2010-2019)

	Correlation Coefficient with Social Migratory Population Change
stores	-0.53
eateries	-0.30
large retails	0.15

We also underline that there is a positive relation between social migratory population increase and municipalities with a sound fiscal condition (tabl. 4).

Table 4. Correlation coefficient between social migratory population change and indicators for fiscal condition of municipalities (2010-2019)

	Correlation Coefficient with Social Migratory Population Increase
Financial Capability Index	0.66
Future Burden Ratio	-0.18

According to table 5, either people tend to move out of a municipality that has low share of young generations or municipalities that have attracted people from outside have higher share of young generations.

Table 5. Correlation coefficient between social migratory population change and age structure (2010-2019)

	Correlation Coefficient with Social Migratory Population Increase
Percentage of population under 15 years old	0.62
Percentage of population from 15 to 64 years old	0.54
Percentage of population over 65 years old	-0.63

As for medical facilities, there seem to be no or negative relation between people's migrations and the ampleness of medical facilities (tabl. 6). This fact implies that people would move out from small and mid-sized cities despite the ampleness of medical facilities or people would move to these cities although medical facilities are scarce.

Table 6. Correlation coefficient between social population change and medical facilities (2010-2019)

	Correlation Coefficient with Social Migratory Population Increase
Hospitals per capita	-0.34
Clinics per capita	-0.22

There is a positive correlation between number of traffic accidents per capita and social migratory population change (tabl. 7). There is also a somewhat positive correlation between number of crimes occurred per capita as well. This result is difficult to comprehend. However, it does imply that people moving to small and mid-sized municipalities may not consider safety issues as seriously as other factors.

Table 7. Correlation coefficient between social population change and indicators for safety condition (2010-2019)

	Correlation Coefficient with Social Migratory Population Increase
Traffic accident per capita	0.21
Crimes occurred per capita	0.35

There is no correlation with unemployment rate, however there is a negative correlation between ratio of people who live and work in the same municipality (tabl. 8). This indicates that either people tend to avert from moving to a municipality with a self-sufficient economy or people tend to move out when there are few work opportunities beyond the boundaries of the municipality that they live in.

Table 8. Correlation coefficient between social migratory population change and indicators for workforce (2010-2019)

	Correlation Coefficient with Social Population Increase
Percentage of unemployment	-0.03
Percentage of employees who live and work in same municipalities	-0.57

There is a relatively strong positive correlation between population density and social migratory population change (tabl. 9). Density in Density Inhabited District (DID) also has a relatively strong positive correlation. This result indicates that either people tend to move to a municipality that have higher density or a municipality with lower population density tends to lose population to outside. Especially, in order to have a net gain of social migration, density in urban area seem to play an important role.

Table 9. Correlation coefficient between social migratory population change in 2019 and indicators of spatial characteristics (2019)

	Correlation Coefficient with Social Population Increase
Density in Habitable Area	0.40
Density in Density Habited Area	0.43

From the above results, the survey found out that, for small to mid-sized cities in Japan, the following indicators may contribute to social migratory population increase: higher density, job opportunity in surrounding region, financial stability of a local government, high percentage of younger generation in total population (lower percentage of older generation in total population).

It also found that shops, restaurants, clinics do not play a significant role to attract people from outside. A smaller number of traffic accidents or crime committed does not influence the migratory population either.

In order to further understand the components that have strong or negative effects, the research has picked 30 municipalities that displayed high social migratory population gain and 30 municipalities that had high social migratory population loss (according to the data between 2010 and 2019). They are presented in tables 10 and 11.

Table 10. 30 municipalities that had high social population gain (2010 to 2019)

Municipality	Prefecture	Japanese	Population (2019)	Population (2010)	Growth rate			Contribution rate of migration in growth
					Total	Natural	Social migration	
Shingu Town	Fukuoka	新宮町	32,930	24,649	35.2%	7.2%	28.1%	79.7%
Nakagusukuson	Okinawa	中城村	21,284	17,144	24.4%	5.1%	19.2%	78.9%
Ohizumi-machi	Gunma	大泉町	41,785	34,925	19.5%	0.6%	18.9%	96.7%
Fukutsu	Fukuoka	福津市	64,729	55,979	16.1%	-0.8%	16.9%	105.1%
Nagakute	Aichi	長久手市	58,452	48,069	22.2%	7.5%	14.7%	66.3%
Daiwa-Cho	Miyagi	大和町	28,564	24,825	15.3%	0.9%	14.4%	94.0%
Showa–Cho	Yamanashi	昭和町	20,227	17,016	18.4%	4.3%	14.1%	76.6%
Tsukuba Mirai	Ibaragi	つくば みらい市	51,630	44,889	15.3%	1.2%	14.1%	92.3%
Agui-Cho	Aichi	阿久比町	28,767	25,229	14.6%	2.3%	12.3%	84.2%
Minokamo	Gifu	美濃加茂市	56,987	50,114	13.0%	1.2%	11.7%	90.4%
Takahama	Aichi	高浜市	48,579	42,784	13.8%	2.2%	11.6%	84.4%
Warabi-Shi	Saitama	蕨市	75,261	68,455	10.1%	-1.1%	11.2%	110.7%
Yaese-Cho	Okinawa	八重瀬町	31,338	27,318	15.2%	4.4%	10.8%	70.9%
Karuizawa	Nagano	軽井沢町	20,389	18,993	7.5%	-3.1%	10.6%	140.6%
Koushi	Kumamoto	合志市	62,215	54,944	13.4%	2.9%	10.4%	78.1%
Kyoutanabe	Kyoto	京田辺市	69,804	62,730	11.2%	0.8%	10.4%	92.7%
Kikkawa	Saitama	吉川市	72,891	65,147	12.1%	1.9%	10.2%	84.4%
Kouta-Cho	Aichi	幸田町	41,947	36,477	13.7%	3.8%	9.9%	72.5%
Kizugawa	Kyoto	木津川市	77,188	69,310	11.5%	1.7%	9.8%	85.3%
Yosioka-Machi	Gunma	吉岡町	21,447	19,284	11.4%	1.8%	9.7%	84.5%
Kikuyo-Machi	Kumamoto	菊陽町	41,976	36,389	16.0%	6.5%	9.5%	59.5%
Tokoname	Aichi	常滑市	59,037	54,679	8.3%	-1.1%	9.4%	112.7%
Natori	Miyagi	名取市	78,544	72,150	9.1%	0.0%	9.1%	100.5%
Suemachi	Fukuoka	須恵町	28,554	26,014	9.9%	1.0%	8.9%	89.9%
Tomiya	Miyagi	富谷市	52,569	47,211	11.7%	3.2%	8.5%	72.6%
Ohzu-Machi	Kumamoto	大津町	34,788	31,158	12.0%	3.9%	8.2%	67.8%
Oharucho	Aichi	大治町	32,636	29,380	11.4%	3.7%	7.8%	68.0%
Shiki	Saitama	志木市	76,303	69,711	9.2%	1.4%	7.7%	84.4%
Nonoichi	Ishikawa	野々市市	52,610	46,293	14.1%	6.4%	7.7%	54.5%
Nanjo	Okinawa	南城市	43,945	40,728	8.0%	0.3%	7.7%	95.9%

Table 11. 30 municipalities that had high social migration population loss (2010 to 2019)

Municipality	Prefecture	Japanese	Population (2019)	Population (2010)	Growth rate			Contribution rate of migration in decline
					Total	Natural	Migration	
Rumoi	Hokkaido	留萌市	21,310	25,021	-15.9%	-4.8%	-11.2%	70.2%
Minami Souma	Fukushima	南相馬市	60,585	71,732	-16.2%	-6.2%	-10.0%	61.6%
Bibai	Hokkaido	美唄市	21,602	26,449	-19.1%	-9.8%	-9.4%	48.9%
Wakkanai	Hokkaido	稚内市	34,249	39,005	-13.4%	-4.2%	-9.2%	68.9%
Nemuro	Hokkaido	根室市	25,953	29,868	-13.8%	-5.0%	-8.8%	63.9%
Otsuki	Yamanashi	大月市	24,289	28,911	-16.9%	-8.2%	-8.7%	51.5%
Tsushima	Nagasaki	対馬市	31,005	35,724	-14.6%	-5.9%	-8.7%	59.6%
Shin Hidaka	Hokkaido	新ひだか町	22,677	25,791	-12.8%	-4.5%	-8.4%	65.3%
Nayoro	Hokkaido	名寄市	27,582	30,608	-11.1%	-3.3%	-7.8%	70.1%
Kamiamakusa	Kumamoto	上天草市	27,311	32,193	-16.0%	-8.5%	-7.6%	47.3%
Abashiri	Hokkaido	網走市	35,704	39,384	-10.6%	-3.2%	-7.4%	69.7%
Gojo	Nara	五條市	30,729	35,832	-14.8%	-7.6%	-7.2%	48.6%
Uenohara	Yamanashi	上野原市	23,370	26,947	-13.9%	-6.7%	-7.2%	51.7%
Uda	Nara	宇陀市	30,439	35,815	-15.5%	-8.4%	-7.1%	45.9%
Iiyama	Nagano	飯山市	21,114	24,401	-14.3%	-7.2%	-7.0%	49.3%
Oga	Akita	男鹿市	27,626	33,164	-17.5%	-10.6%	-6.9%	39.6%
Yawatahama	Ehime	八幡浜市	33,850	39,499	-15.3%	-8.4%	-6.9%	45.2%
Kesennuma	Miyagi	気仙沼市	63,867	74,926	-15.4%	-8.6%	-6.8%	44.3%
Gose	Nara	御所市	25,997	30,526	-15.4%	-8.6%	-6.8%	44.1%
Ainancho	Ehime	愛南町	21,485	25,585	-16.8%	-10.1%	-6.8%	40.3%
Kama	Fukuoka	嘉麻市	38,371	44,544	-14.4%	-7.7%	-6.7%	46.6%
Shisou	Hyogo	宍粟市	38,013	43,313	-12.8%	-6.2%	-6.6%	51.9%
Hirado	Nagasaki	平戸市	31,530	36,584	-14.7%	-8.2%	-6.5%	44.4%
Furano	Hokkaido	富良野市	21,921	24,270	-10.4%	-3.9%	-6.5%	62.8%
Uonuma	Niigata	魚沼市	36,368	41,634	-13.4%	-7.3%	-6.1%	45.4%
Ibigawacho	Gifu	揖斐川町	21,274	24,685	-14.4%	-8.3%	-6.1%	42.1%
Inocho	Kouchi	いの町	23,024	26,595	-14.0%	-8.0%	-6.0%	42.9%
Sakaemachi	Chiba	栄町	20,773	23,150	-10.7%	-4.7%	-6.0%	56.1%
Yabu	Hyogo	養父市	23,723	27,524	-14.5%	-8.6%	-6.0%	41.2%
Miyoshi	Tokushima	三好市	26,230	31,758	-18.3%	-12.3%	-5.9%	32.5%

To see if there is any difference among municipalities that has gained social migratory population and that has lost it, the author had conducted T-test over these two groups with several indicators (tabl. 12). The population seems to play a big role in terms of social population change: people tend to move in or not to leave from municipalities that have bigger population, even in the realm of small and mid-sized municipalities.
Shops, restaurants and clinics per capita also do seem to influence the social population change, however the affluence of the number seem to help people avert to come in or encourage to move out of from a municipality. Unemployment per capita does not influence the social population change, however percentage of employment who reside and work in the same municipality seem to have some. The higher the percentage of employment who reside and work in the same municipality, the higher the chance of municipality to lose its population to other municipalities.
The population density in habitable area seem to be crucial for gaining and not losing social population. Foreigners per capita also seem to play a key role for gaining social migratory population as well as percentage of population under 15, and from 15 to 64. Accordingly, the percentage of population over 65 does help to lose population by social migration.

The ratio of workers in secondary and tertiary industry seems to have no or less influence, however ratio of primary industry may have some negative effect in terms of gaining or not losing the social migratory population.

In terms of financial capability index, municipalities with better figures happen to attract or not lose their population.

Table 12. Results of P-value by the T-test

Indicators	P-value
Population	0.000
Shops per capita	0.000
Restaurants per capita	0.000
Clinics per capita	0.000
Unemployment per employment	0.338
Percentage of employment who reside and work in the same municipality	0.000
Population density in habitable area	0.000
Foreigners per capita	0.026
Percentage of population under 15 years old	0.000
Percentage of population from 15 to 64 years old	0.000
Percentage of population over 65 years old	0.000
Ratio of workers in primary industry	0.000
Ratio of workers in secondary industry	0.178
Ratio of workers in tertiary industry	0.456
Financial capability index	0.000

REFERENCES

Asano J., Hara N., 2015, "A Study on Occurrence Factors and Residential Environment in Shrinkage of Densely Inhabited Districts in Local Non Area-divided Cities", *Journal of the City Planning Institute of Japan*, 50(3), p. 886-891.

Asano J., Hara N., 2014, "A Study on Characteristics of Shrinkage of Densely Inhabited Districts in Local Cities", *Journal of the City Planning Institute of Japan*, 49(3), p. 651-656.

Berroir S., Fol S., Quéva C., Santamaria F., 2019, Villes moyennes et dévitalisation des centres : les politiques publiques face aux enjeux d'égalité territoriale, *Belgeo*, 3 | 2019 [online: www.journals.openedition.org/belgeo/33736].

Buhnik S., 2017, "The dynamics of urban de-growth in Japanese metropolitan areas: What are the outcomes of urban recentralisation strategies?", *Town Planning Review*, 88(1), p. 79-92.

Chiavacci D. (dir.), 2016, *Social Inequality in Post-Growth Japan. Transformation during Economic and Demographic Stagnation*, Abingdon, Routledge.

Esaki Y., 2016, "Population Trends of Cities in Rural Regions of Japan", *Journal of Geography (Chigaku Zasshi)*, 125(4), p. 443-456.

Hattori K., 2015, "Future Vision of Cities and Regions in Shrinking Era", *Shiso*, n. 1097, p. 103-123.

Inohae T., Nagaie T., Hokao K., 2013, "A Study on Reality of Urbanization and Urban Shrinkage in Terms of Land Use and Characteristics of Transport Networks. A Case Study of Saga Lowland Area", *Journal of the City Planning Institute of Japan*, 48(3), p. 531-536.

Koike S., Yamauchi M., 2015, "Demographic analysis of population change in the pre-merger municipality area around the period of the 'big merger of Heisei' ", *Journal of Population Problems (Jinko Mondai Kenkyu)*, n. 71, p. 201-215.

THE AUTHOR

Keiro Hattori
Ryukoku University (Japan)
Faculty of Policy Studies
hattori@policy.ryukoku.ac.jp

L'enseignement secondaire dans les zones de basse densité en France et en Allemagne : étude de la répartition des établissements scolaires dans les petits centres et les espaces ruraux isolés

AUTEUR·E·S
Antoine LAPORTE,
Hélène MATHIAN

RÉSUMÉ
Cette communication vise à décrire les conditions de répartition des établissements scolaires dans les contextes de basse densité en France et en Allemagne. Cette recherche est évidemment empirique, car elle travaille à mettre en évidence un tableau récent de l'équipement en enseignement secondaire dans des États à la population vieillissante. Le fait que dans les deux pays s'observent des contrastes entre métropoles où les jeunes sont nombreux et des situations de déclin démographique dans les centres modestes par vieillissement rapide pose la question de la capacité des deux États à conserver de nombreux établissements partout sur le territoire, y compris dans les zones peu denses. La recherche est également méthodologique. Dans le domaine de l'éducation, les recherches quantitatives aux échelles nationales sont rares tout comme les entreprises de comparaison. L'ambition de la recherche est de pouvoir utiliser des indicateurs semblables pour proposer une observation continue du territoire sur les deux pays et sa couverture en services éducatifs.

MOTS CLÉS
Allemagne, France, éducation, service public, division urbain-rural, densité

ABSTRACT
This paper aims to describe the location conditions of schools in low-density contexts in France and Germany. At first, this study has an empirical ambition, as it seeks to detail the equipment in both countries with secondary schools. It is particularly accurate in countries where the population is aging. As a matter of fact, contrasts can be observed in France and in Germany between metropoles where young people constitute a large part of the population and smaller and often shrinking towns. Consequently, the capacity of the public sphere to maintain many schools throughout the territory and especially in low-populated areas must be questioned. This research is also methodological. In the education sector, only few quantitative studies are launched at national scale or with international comparisons. Our ambition is to use common indicators to propose a continuous observation of both countries and its education service coverage.

KEYWORDS
Germany, France, Education, Public service, Urban-rural division, Density

INTRODUCTION

Cette communication a pour objectif de confronter l'encadrement du territoire par l'enseignement secondaire en France et en Allemagne afin d'observer les comportements de leurs maillages du territoire dans les plus petits centres et dans les zones à la densité démographique la plus basse. Elle cherche à interroger la manière dont les deux pays gèrent les différentiels de densité de population jeune qui façonnent leurs territoires et à mettre en évidence d'éventuels écarts régionaux.

La thématique abordée est au cœur de deux questions vives dans la gestion territoriale de l'Allemagne et de la France. La première concerne la pérennité d'une répartition régulière des services publics sur le territoire par l'État, dans un contexte de crise structurelle des finances publiques. Le maintien des services publics constitue d'ailleurs un des éléments d'inquiétude les plus importants, notamment en France, chez les élus locaux comme lors de mouvements plus spontanés à l'exemple des « gilets jaunes ». Le deuxième phénomène impactant les deux États et la manière dont les services publics se répartissent est évidemment celui

d'une baisse du nombre de jeunes dans les sociétés françaises et surtout allemandes et d'un vieillissement accéléré des zones les moins denses et des centres les moins bien dotés, conduisant à des phénomènes de rétraction de centres petits ou moyens (Cauchi-Duval *et al.*, 2017).
L'intérêt du secteur éducatif parmi tous les services publics, peu ou prou en prise avec les mêmes problématiques territoriales, tient aux besoins spécifiques et évidents d'accès quotidien à la scolarisation pour une population à la fois très peu mobile et présente sur l'ensemble du territoire, même en effectifs limités. Notre communication s'intéresse en particulier aux établissements du second degré (collèges et lycées en France, établissements du *Sekundärbereich* en Allemagne), pour lesquels la question de l'accessibilité est redoublée par le fait qu'il s'agit de services requérant un nombre d'élèves bien supérieur à celui attendu pour l'ouverture d'une école primaire.

1. DES SERVICES PUBLICS DE L'ÉDUCATION EN TENSION ET INTÉRÊTS EMPIRIQUES DE LA COMPARAISON

La question sensible de la disparition des services publics a nourri une littérature importante tant en Allemagne qu'en France. Elle reflète des évolutions intrinsèques récentes et communes aux deux États comme le recours plus généralement à des économies d'échelle ou la délégation de certaines fonctions au secteur privé. Le domaine éducatif, bien que faisant *a priori* partie des plus régaliens, n'échappe pas à cette évolution. La fermeture d'écoles primaires a d'ailleurs été massive dans les deux pays (-19 % en France sur la période 1980-2010 ; jusqu'à -40 % dans certains *Länder* allemands). Par contre, le phénomène semble encore absent ou marginal pour ce qui concerne l'enseignement secondaire.
Les deux États font face aux mêmes dilemmes territoriaux. De plus en plus, la littérature scientifique assimile les petites et moyennes villes aux problématiques rurales, afin d'interroger ce qu'on nomme en Allemagne la « périphérisation », pour désigner des effets conjoints de marginalisation socio-économique et de rétraction démographique dans les espaces situés hors et/ou loin des grands centres (Kühn, 2015 ; Wolff *et al.*, 2013). La clé de lecture tend cependant à différer entre les deux États. En Allemagne, le moment de référence est celui de la réunification, associée à une libéralisation très rapide, voire brutale, des services publics dans la partie orientale du pays, par ailleurs structurellement plus rurale. Côté français, les niveaux de densité mesurés dans certains espaces reculés (sud des Alpes, massifs les plus élevés du Massif central, Corse) sont à l'évidence bien plus faibles que ce qui peut être mesuré en Allemagne. Ce sont donc davantage des questions relatives aux conditions d'accessibilité aux services et à l'opportunité de les conserver qui sont soulevées (Jouan, 2015 ; Alpe & Barthes, 2014).
Au-delà des questions méthodologiques qui se poseraient pour n'importe quelle comparaison internationale, rapprocher France et Allemagne a plusieurs intérêts. Tout d'abord, si les systèmes scolaires sont structurés de manière très différente, en particulier pour le niveau secondaire, il n'en reste pas moins que la sphère publique y est prépondérante et le souci des institutions publiques pour une couverture continue du territoire y est constant. D'autre part, dans les deux cas, les écarts entre grandes villes et zones rurales reculées y sont perçus comme grandissants, à la fois en termes de répartition des générations jeunes et âgées et en termes socio-économiques. Cette opposition entre grands centres ou métropoles et les autres parties du territoire est à lire, côté allemand, comme une invitation à réinterroger une classique lecture est-ouest des écarts régionaux.
Autre différence notable entre les deux États, la manière dont l'éducation est organisée. En France, l'éducation constitue un secteur à l'organisation centralisée, régi par des administrations déconcentrées – les rectorats – mais qui met en place un système uniforme de par les programmes scolaires, la forme des examens et l'éventail des compétences acquises par les élèves. En Allemagne, en revanche, l'éducation est prise en charge par les *Länder*, qui ont des compétences très élargies dans l'organisation des cursus et le recrutement des personnels.
Un souci commun dans les deux États pour le service public de l'éducation tout comme une divergence dans l'organisation de l'institution nous amène à poser trois hypothèses à tester :

– le présupposé qu'il y aurait moins d'inégalités entre régions dans la répartition des établissements en France qu'en Allemagne ;
– le présupposé, concernant l'Allemagne, que la division entre anciens et nouveaux *Länder* ne permet pas de décrire tous les contrastes en termes d'accès à des services de base ;
– le présupposé que, malgré des zones de basses densités de jeunes, on observe une continuité du maillage du territoire en établissements scolaires dans les deux États.

La confirmation ou l'infirmation de ces hypothèses permettront de mettre en évidence des insuffisances du maillage en établissements dans les zones de basse densité ou au contraire un suréquipement dont on pourra se demander s'il s'agit de la conséquence de phénomènes de rétraction démographique.

2. MÉTHODOLOGIE : L'ANALYSE COMPARATIVE DE DONNÉES À L'ÉCHELLE NATIONALE

Dans le domaine éducatif, la littérature insiste en général sur la difficulté de comparer des contextes nationaux forcément particuliers. Souvent, elle se contente, dans le domaine des études sur le supranational, d'analyser les résultats et les réponses à des tests normalisés comme le programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) réalisé sous l'égide de l'OCDE. Les données à l'échelle européenne fournies par des organismes de type EUROSTAT sont par ailleurs assez pauvres en indicateurs communs à l'ensemble des membres de l'Union européenne.

Cette communication vise à explorer ces échelles nationales de couverture en services publics, à la fois dans une perspective de description du phénomène comme de développement d'une méthodologie spécifique. La comparaison internationale s'avère particulièrement motivante, car elle permet de mettre en perspective l'accès aux sources et de confronter des indicateurs statistiques consolidés dans des contextes différents.

À ce stade, il est en effet impossible de proposer une analyse diachronique qui serait indispensable pour toute analyse de processus, telle la rétraction urbaine ou d'un maillage en services. Cela est dû à la difficulté, surtout côté français, à trouver des bases de données exhaustives et libres, avec les lieux d'implantation des établissements et leur taille, avant 2010. Ainsi, nous proposons ici davantage une photographie de la géographie des établissements dans les deux pays. Les éventuelles sous-dotations ou surdotations en établissements pourront par la suite être interprétées comme des conséquences ou non de phénomènes de rétraction.

La collecte statistique est plutôt meilleure pour la France quant à l'étude de la répartition des jeunes ainsi que celle des établissements, pour lesquels on trouve des bases géoréférencées en ligne, mais qui sont inaccessibles pour des périodes passées, même relativement récentes. Cela rend l'étude d'un processus très difficile. En Allemagne, la collecte statistique s'opère pour chacun des *Länder* sur des tableaux résumant la géographie des établissements à l'échelle communale et avec une profondeur historique plus importante qu'en France (remontant jusqu'en 2005 environ). À l'inverse, les sources démographiques disponibles pour les tranches d'âge les plus jeunes sont moins fines qu'en France. La comparaison entre les deux pays doit aussi intégrer la dissociation des deux systèmes scolaires avec d'un côté, en France, un collège unique et des lycées souvent polyvalents et, en Allemagne, une pluralité d'établissements spécialisés.

Sur le plan statistique, la configuration administrative dans les deux États pousse à ne pas utiliser *a priori* les limites communales bien que, dans les deux cas, on ait une vision complète du nombre d'établissements à ce niveau de maillage. Seulement, les récentes réformes au niveau local des découpages administratifs en France, avec l'émergence des « communes nouvelles », rend l'utilisation des statistiques communales plus hasardeuses pour rendre compte de contextes démographiques très localisés et créent des contrastes statistiques un peu artificiels entre les régions aux communes de grande taille, qui passeraient pour surdotées, alors que les zones aux communes de taille modeste apparaîtraient sous-dotées. En Allemagne, la surface des communes, bien plus étendue qu'en France, connaît surtout d'immenses contrastes régionaux, entraînant le même type de biais statistiques. Nous nous proposons donc de nous affranchir des maillages en utilisant une base de données géoréférencée des établissements (ou *via* leur assignation à des communes ou des quartiers dans le cas allemand) et en leur attribuant une valeur correspondant à la densité démographique dans leur environnement calculée à partir de recensements sur carroyage avec une grille aux carreaux d'1 km sur 1 km. Utiliser la densité permet aussi d'approcher les divisions urbain / rural et celles entre petits centres et grands centres (la densité augmentant à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie urbaine). En effet, ces divisions varient entre les deux États et aucune définition fondée sur un maillage (par exemple, les unités urbaines de l'Insee en France) ne fait l'unanimité.

3. PREMIERS RÉSULTATS ET ENSEIGNEMENTS CONCLUSIFS

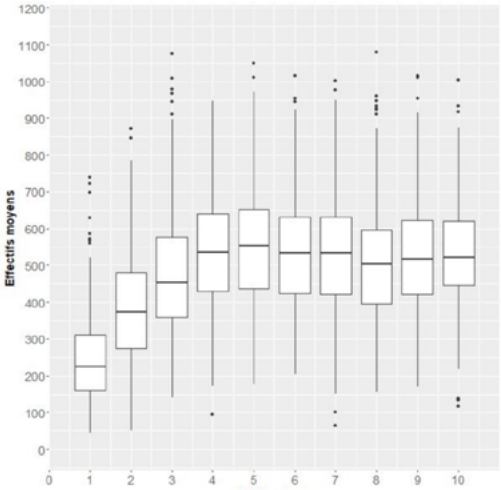
Au moment de la rédaction de ce texte, les traitements n'ont pas encore été opérés pour l'Allemagne et donc il n'est pas encore possible de conclure à des résultats concernant une comparaison des géographies des établissements dans les deux pays. En revanche, un travail exploratoire plus avancé pour la France a permis de montrer :

– pour la moitié environ des établissements situés dans les contextes les moins denses démographiquement, une tendance à avoir de petits établissements et donc une couverture du territoire en établissements supérieure par élève (fig. 1) ;

– des écarts significatifs entre académies dans la taille des établissements, parfois dans des contextes de densité comparables.

Si nos hypothèses sont confirmées, nous pourront conclure que, malgré des densités parfois basses, il y a jusqu'à l'époque la plus récente maintien des établissements et qu'on évite, dans les deux pays, et malgré une baisse importante de la population dans les plus petits centres, une désertion des établissements scolaires, à la différence d'autres types de service, notamment privés. À l'inverse, si la densité d'établissements s'avère faible dans ces zones, donc si les logiques institutionnelles ont conduit à renoncer à des établissements fréquents sur le territoire, même avec peu d'élèves, nous pourrons conclure que l'éducation participe au processus de rétraction des activités. D'autre part, ce premier travail de comparaison permettra également de souligner si les logiques institutionnelles nationales conduisent à des maillages homogènes ou hétérogènes et si, typiquement, France et Allemagne se distinguent davantage l'une de l'autre que ne le font des régions au sein de leurs propres territoires.

Figure 1. Taille moyenne des collèges en France selon les niveaux de densité dans leurs environnements proches (discrétisés par déciles)



Lecture : pour la « boîte à moustaches » la plus à gauche, le décile des collèges situés dans les environnements les 10 % les moins denses présente un effectif médian de 225 élèves et 50 % des établissements y ont entre 160 et 310 élèves.

RÉFÉRENCES

Alpe Y., Barthes A., 2014, « Les élèves ruraux face à la stigmatisation de leurs territoires », *Agora débats / jeunesses*, 68(3), p. 7-23.

Cauchi-Duval N., Cornuau F., Rudolph M., 2017, « La décroissance urbaine en France : les effets cumulatifs du déclin », *Métropolitiques* [en ligne : www.metropolitiques.eu/La-decroissance-urbaine-en-France-les-effets-cumulatifs-du-declin.html].

Kühn M., 2015, "Peripheralization: Theoretical Concepts Explaining Socio-Spatial Inequalities", *European Planning Studies*, 23(2), p. 367-378.

Jouan, 2015, *La classe multiâge d'hier à aujourd'hui : archaïsme ou école de demain ?*, Issy-les-Moulineaux, ESF éditeur.

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « *Shrinking cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo*, n° 661 [en ligne : www.journals.openedition.org/cybergeo/26136].

LES AUTEUR·E·S

Antoine Laporte
ENS de Lyon – EVS
antoine.laporte@ens-lyon.fr

Hélène Mathian
ENS de Lyon – EVS
helene.mathian@ens-lyon.fr

Habiter un centre-ville en déclin : réseaux de sociabilité et parcours résidentiels

AUTEURE
Solène LE BORGNE

RÉSUMÉ
Le travail présenté porte sur l'impact de la dégradation du bâti ancien sur les trajectoires et expériences habitantes, dans le centre-ville d'une ville moyenne en déclin. Nous nous appuyons sur le concept de décroissance urbaine, mais aussi sur certaines études ayant pointé la méconnaissance des conséquences sociales de la décroissance. Quel est l'impact sur la vie quotidienne des habitants ? Nous approfondissons deux dimensions essentielles du phénomène : l'une de ses conséquences les plus manifestes, la dégradation de l'environnement bâti, et l'un des espaces les plus affectés, le centre de la ville. Cette étude ethnographique est basée sur des entretiens réalisés auprès d'habitants, ainsi que l'observation et l'étude systématique du bâti. Nos recherches mettent en évidence l'importance des réseaux de sociabilité dans les trajectoires résidentielles. À travers l'analyse de deux groupes d'habitants, nous tentons d'expliquer l'importance du capital social comme ressource permettant de limiter l'impact du déclin de la ville, au niveau individuel.

MOTS CLÉS
décroissance urbaine, villes moyennes, centres-villes, trajectoires résidentielles, capital social

ABSTRACT
This presentation investigates the impact of the deterioration of old buildings on residential trajectories and inhabitants' experiences, in the city centre of a medium-sized shrinking city. We rely on the concept of urban shrinkage, but also on previous studies which pointed out the lack of research on the social consequences of shrinkage. What impact does it have on the inhabitants' daily life? We explored two main dimensions of the phenomenon: one of its most visible consequences, the deterioration of the built environment, and one of the most affected areas, city centres. This ethnographic study is based on interviews with residents, and the observation and analysis of the buildings. Our results highlight the importance of sociability networks in residential trajectories. Through the analysis of two groups of inhabitants, we explain the importance of social capital as a resource to limit, at the individual level, how one is affected by the city's decline.

KEYWORDS
Urban shrinkage, Medium-sized cities, City centres, Residential trajectories, Social capital

Le travail que nous présentons porte sur les trajectoires et expériences habitantes, dans le centre-ville d'une ville moyenne en décroissance. Plus particulièrement, nous abordons la question de l'impact de la dégradation du bâti ancien sur ces parcours habitants. En dialogue avec le grand nombre de travaux portant sur la décroissance urbaine, cette présentation vise à mettre en valeur la diversité des villes moyennes, la spécificité de certaines, mais également les problèmes auxquels une grande partie doit communément faire face. Nous présentons d'abord le cadre théorique qui a déterminé notre objet et l'éclairage qu'il apporte sur des dynamiques qui affectent aujourd'hui une part importante des villes moyennes. Nous en venons ensuite à une dimension spécifique de nos résultats : le rôle des réseaux de sociabilité dans les trajectoires résidentielles.

1. CADRE THÉORIQUE

Malgré des études pionnières sur le sujet, réalisées dès les années 1970 (Göb, 1977), la littérature scientifique sur la décroissance urbaine s'est particulièrement développée à partir des années 2000, et plus récemment encore en France, à la fin de cette décennie (Oswalt, 2005 ; Wolff *et al.*, 2017). Il faut avant tout préciser que la définition du concept fait elle-même débat. Ainsi, dans le cadre de ce travail, nous nous sommes intéressées aux « villes faisant face à une crise structurelle, dont les symptômes se traduisent par une perte de population, un ralentissement économique, un déclin de l'emploi, et des problèmes sociaux » (Martinez-Fernandez *et al.*, 2012 : 214).

Le concept de décroissance urbaine permet une analyse globale des problèmes auxquels sont confrontées ces villes. Il rend possible l'étude d'un aspect spécifique, tout en tenant compte des dynamiques générales intervenant à différentes échelles – internationale, nationale, régionale et locale – qui affectent ces villes et causent leurs problèmes. Ainsi, nous avons étudié les changements affectant le centre-ville, au prisme de l'évolution plus générale de la ville et de son territoire.

Néanmoins, les travaux sur la décroissance urbaine ont majoritairement porté sur ses manifestations économiques et spatiales les plus visibles ou bien sur les enjeux de gouvernance. Les conséquences sociales du phénomène sont moins connues. Parmi les chercheurs avançant cette critique, Maja Ročak, aux Pays-Bas, a réalisé sa thèse sur les liens entre société civile et gouvernance, ce que le capital social apportait à l'action civique, ainsi que les perceptions et la réaction citoyenne au déclin (Ročak, 2018 ; Ročak *et al.*, 2016). De même, Élie Guéraut a dépeint la manière dont, à Nevers, la petite bourgeoisie culturelle s'était vue fragilisée, dans un contexte de déclin de la ville aggravé par le retrait de l'état et des fonds publics (2018). Il a aussi montré comment certains jeunes, rencontrant des difficultés à s'intégrer professionnellement là où ils avaient fait leurs études, pouvaient revenir dans leur ville d'origine pour bénéficier sur place d'un capital social qui les aide, localement, à surmonter ces difficultés. Ces travaux ont mis en évidence les conséquences de la décroissance urbaine sur la structure sociale des villes affectées, et ont attiré notre attention sur le rôle de ressource que peut jouer le capital social localisé, dans ce contexte.

2. MÉTHODOLOGIE ET CAS D'ÉTUDE

Notre analyse s'appuie sur une étude ethnographique réalisée en 2018, en particulier sur 40 entretiens semi-directifs, à la fois biographiques et thématiques, d'une durée d'environ deux heures. Ces entretiens ont été conduits principalement auprès d'habitants du centre-ville, mais également avec des propriétaires bailleurs privés, ainsi que, pour des entretiens plus informatifs, avec certains membres du personnel de la municipalité, de l'agglomération et de la société d'économie mixte d'aménagement.

Ce travail a porté sur la ville de Nevers, chef-lieu du département de la Nièvre (33 000 habitants en 2016). Ce choix s'est d'abord effectué selon un critère de taille. Malgré des définitions variant fortement selon les travaux, Nevers appartient à la strate des unités urbaines de 20 000 à 100 000 habitants définies comme « moyennes » selon plusieurs typologies (CGET, 2018 ; Guéraut, 2018). Par ailleurs, son statut de ville-préfecture et sa première position parmi les villes du département lui confèrent importance et centralité, rassemblant fonctions administratives, commerciales, services publics et privés. Elle joue donc un rôle crucial pour le département, et plus largement pour le territoire alentour dont une partie appartient à la région voisine Centre-Val de Loire (Cher). Nevers se situe relativement à l'écart des grands axes ferroviaires ou autoroutiers, notamment de l'axe Paris–Lyon. Si la ville dans son ensemble connaît un déclin démographique durable, la ville centre a de plus souffert d'une forte périurbanisation et a perdu 25 % de sa population depuis 1975. Elle présente aujourd'hui un fort taux de vacance résidentielle (18 % en 2016) et commerciale. En conséquence, la ville voit s'opérer dans une certaine mesure un vieillissement et une paupérisation de sa population.

Nos recherches ont porté plus particulièrement sur le centre-ville, car celui-ci compte parmi les quartiers concentrant les difficultés, notamment liées à la vacance résidentielle. Par ailleurs, cela permettait de poser la question spécifique du bâti ancien et des relations entre locataires et bailleurs privés. Le marché immobilier y est particulièrement détendu et se caractérise par la petitesse des logements, mais également par l'hétérogénéité des types de parcelle (taille et découpage) et de qualité du bâti. Ce dernier est particulièrement dégradé ou mal entretenu par endroits et, par conséquent, il est plus difficile de se loger en centre-ville dans les conditions souhaitées. La population s'y compose quant à elle d'une forte proportion de jeunes (à l'inverse des dynamiques générales affectant la ville !) et de personnes âgées, tandis que les familles s'y font rares. Enfin, les locataires sont surreprésentés au regard des propriétaires occupants.

3. RÉSULTATS

L'objectif de notre analyse est de comprendre par quelles logiques et stratégies les habitants du centre-ville peuvent parvenir à s'aménager des conditions de logement qu'ils perçoivent comme satisfaisantes, dans ce contexte particulier. Au cours de notre enquête sur les trajectoires résidentielles et les expériences habitantes en centre-ville, l'intégration à des réseaux de sociabilité nous a semblé avoir une influence particulière. Nous avons donc interrogé le rôle du capital social dans le succès de la trajectoire résidentielle des nouveaux arrivants. Cette ressource nous est apparue comme permettant de limiter, ou compenser, la manière dont les habitants sont affectés par la dégradation générale du bâti, qui est en réalité l'une des conséquences des dynamiques de décroissance urbaine.

Afin d'appuyer ce propos, nous analysons les trajectoires de deux groupes d'habitants. Le premier est composé de résidents ayant réussi leur trajectoire résidentielle – ces personnes sont satisfaites de leurs conditions de logement – qui se trouvent également appartenir à la bourgeoisie économique locale. Nous les comparons à un second groupe constitué de personnes qui au contraire rencontrent des problèmes particuliers avec leur logement et n'en sont pas satisfaites, qui sont également plus socialement diversifiées que dans le premier groupe.

3.1. Une coïncidence ? Le rôle des réseaux de sociabilité dans l'obtention du logement souhaité

Dans ce contexte structurel de départ de la population, notamment des jeunes et des diplômés, il nous a semblé intéressant d'étudier des trajectoires inverses : d'examiner les logiques conduisant de jeunes familles et professionnels qualifiés à s'installer durablement en centre-ville. Reprenons quelques éléments importants et récurrents de ces trajectoires. Ces ménages sont arrivés entre les années 1970 et 1990, dans une ville relativement petite, selon leurs dires. Ils souhaitaient par conséquent vivre dans une maison familiale, individuelle et en centre-ville. Or, ce type de bien est rare (12 % des logements) et cela s'est souvent avéré plus difficile que prévu. *In fine*, si le capital économique est bien sûr une condition nécessaire pour acheter ces maisons, cela ne suffit pas. Que ce soit grâce à une connaissance travaillant chez un notaire, ou parce que des amis déménageant proposent de racheter leur maison, il y a un marché du logement informel, basé sur le bouche-à-oreille. C'est donc en réalité leur capital social, qui au final permet cette installation durable. Il est alors intéressant de retracer comment cette ressource a été acquise par ces nouveaux venus, qui ne connaissaient personne ou presque à leur arrivée. Comment se sont-ils « intégrés » aux réseaux de sociabilité locaux ? Nous avons identifié deux éléments d'intégration clés dans leur trajectoire : ce que l'on pourrait appeler la « bonne société »[1] et l'école primaire. Bien sûr, ces membres de la bourgeoisie du centre-ville ne sont pas les seuls à bénéficier d'un réseau de sociabilité large et très actif. En revanche, la facilité à s'intégrer fait plutôt figure d'exception, en comparaison des récits des nouveaux arrivants n'appartenant pas à ce groupe. Ainsi, ce qui distingue ces discours, c'est le fait que tous partagent et mettent en avant cette expérience d'intégration et de relations solides établies rapidement, et que tous considèrent cet aspect comme un élément important de leur arrivée et de leur trajectoire dans la ville.

3.2. La faible intégration sociale : une difficulté supplémentaire face aux problèmes de logement

Comment ces trajectoires nous ont-elles aidés à comprendre les mécanismes à l'œuvre dans le centre-ville, au-delà de ce groupe ? Nous les avons comparées à celles de certains habitants du centre-ville qui au contraire rencontrent divers problèmes avec leur logement ou son environnement immédiat. Il peut s'agir de logements exigus, mal entretenus et vétustes, dont le loyer est trop élevé par rapport aux prix du marché, du délabrement (ou de la ruine) d'une copropriété ou des bâtiments voisins, ou encore de nuisances causées par le voisinage. Le discours des habitants de ce second groupe traduit un sentiment d'abandon, d'isolement ou de peur de la solitude, souvent associé à un manque d'information et de contrôle sur leur situation. Le recours à des réseaux de sociabilité pour obtenir une quelconque aide n'apparaît ni dans leur discours, ni dans leur trajectoire. Ceux qui se disent entourés d'amis ne semblent pas les considérer comme une possible source d'aide. D'autres affirment tout simplement ne connaître personne.

Les habitants de ce second groupe sont socialement divers et appartiennent à des générations différentes. Certains sont de jeunes professionnels diplômés du supérieur, d'autres sont âgés, bénéficiant d'une très faible retraite, d'autres encore ont déménagé après un divorce. Les habitants les plus affectés dans leurs conditions de vie par la dégradation du bâti ancien en centre-ville ne sont pas systématiquement les moins dotés en capital économique, mais plutôt les plus socialement précaires, fragiles ou isolés. En réalité, derrière la capacité à s'aménager un cadre de vie perçu comme souhaitable et confortable, se trouve la capacité à tirer parti d'un réseau.

Ainsi, les centres-villes en déclin comme celui de Nevers sont souvent présentés comme souffrant d'un manque d'attractivité. Or au contraire, notre enquête montre que c'est que le centre qui attire un certain type d'habitants, notamment les jeunes ou les personnes âgées : des personnes recherchant des logements petits et abordables, mais également la proximité des services, les facilités de déplacement, ou voulant compenser un isolement. Mais le corollaire de l'abondance de logements abordables est leur grand nombre offrant un piètre confort ou entretien. Si les habitants les mieux dotés en capital social peuvent alors faire appel à leur réseau pour trouver un « bon plan », tous n'en ont pas les capacités, et certains se retrouvent parfois à devoir rester et subir, ou partir du centre-ville vers un quartier ou une ville où les logements sont en meilleur état.

1 Cela se concrétise par une première invitation à un dîner auquel plusieurs « notables » sont conviés, suivie de l'intégration à ces cercles sociaux.

4. DISCUSSION

Le contexte présenté ici – petites surfaces, forte proportion de jeunes et de personnes âgées, bâti dégradé ou mal entretenu par endroits – n'est pas propre à la ville de Nevers. Au contraire, ce sont des caractéristiques communes aux centres-villes des villes moyennes en décroissance. Ainsi, ce travail a permis de montrer comment le capital social des habitants leur permettait de limiter l'impact, au niveau individuel, des conséquences du déclin de la ville. À travers l'exemple de la recherche de logement et des trajectoires résidentielles, nous pouvons supposer que, dans ce contexte de décroissance urbaine, le capital social prend une importance nouvelle pour compenser la diminution d'autres ressources, notamment économiques (déclin de l'emploi) (Coquard, 2019 ; Renahy, 2005).

Néanmoins, nous pouvons aussi supposer que certaines de ces caractéristiques puissent se retrouver dans des villes moyennes connaissant au contraire des dynamiques socio-économiques positives. En effet, le bâti en centre-ville étant plus dense, les logements plus petits, les jardins moins nombreux, tandis que les quartiers pavillonnaires se situent souvent à une distance raisonnable du centre-ville, contrairement aux grandes villes, ces derniers représentent une forme de « concurrence » pour le logement de centre-ville. Il serait également utile de questionner l'influence de la taille de la ville sur la manière dont se construisent les réseaux d'interconnaissance. Les villes moyennes seraient-elles un cadre privilégié pour le développement de ces réseaux d'entraide, en comparaison par exemple avec des villes en déclin de taille plus importante ? Ces interrogations nous amèneraient alors à considérer les villes moyennes dans leurs points communs plutôt que dans leur diversité, et à nous interroger sur les dynamiques qui transcendent les catégories, que celles-ci classent les villes par leur dynamique de développement socio-économique ou par leur taille.

Cette hypothèse du rôle particulièrement important du capital social dans les villes moyennes en décroissance a ainsi vocation à être réinterrogée de manière plus approfondie. Cela peut être fait en explorant le rôle du capital social, au-delà de l'accès au logement, au-delà du contexte du centre-ville, et à travers différents cas d'étude, mais aussi, par une approche comparative, entre des villes de différentes tailles et connaissant des dynamiques différentes, notamment de croissance ou décroissance.

RÉFÉRENCES

CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires), 2018, *Regards croisés sur les villes moyennes : des trajectoires diversifiées au sein des systèmes territoriaux*, Paris, La Documentation française.

Coquard B., 2019, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte, coll. « L'envers des faits ».

Göb R., 1977, „Die Schrumpfende Stadt", *Archiv für Kommunalwissenschaften*, n° 16, p. 149-177.

Guéraut E., 2018, *Ascension et fragilisation d'une petite bourgeoisie culturelle. Une enquête ethnographique dans une ville moyenne en déclin*, thèse de doctorat à l'Université Paris Descartes.

Martinez-Fernandez C., Audirac I., Fol S., Cunningham-Sabot E., 2012, "Shrinking Cities: Urban Challenges of Globalization", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36(2), p. 213-225.

Oswalt P., 2005, *Shrinking Cities*, Ostfildern-Ruit, Philipp Oswalt for the Kulturstiftung des Bundes.

Renahy N., 2005, *Les gars du coin : enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, coll. «Textes à l'appui, série Enquêtes de terrain ».

Ročak M., 2018, "Urban Shrinkage in Old Industrial Regions: The Importance of Software", in G.-J. Hospers et J. Syssner (dir.), *Dealing with Urban and Rural Shrinkage: Formal and Informal Strategies*, Zürich, Lit Verlag, p. 45-56.

Ročak M., Hospers G.-J., Reverda N., 2016, "Searching for Social Sustainability: The Case of the Shrinking City of Heerlen, The Netherlands", *Sustainability*, 8(4), p. 382.

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2017, "Is Planning Needed? Shrinking Cities in the French Urban System", *Town Planning Review*, 88(1), p. 131-145.

L'AUTEURE

Solène Le Borgne
University of Amsterdam (Pays-Bas)
Department of Geography, Planning and Development Studies
s.f.leborgne@uva.nl

Petites villes et périphérisation dans l'est de l'Allemagne : quelles perspectives de développement ?

AUTEURE
Joséphine LÉCUYER

RÉSUMÉ
Cette communication teste la notion de périphérisation comme clé de lecture des dynamiques des petites villes du Mecklembourg-Poméranie-occidentale, un *Land* rural du nord-est de l'Allemagne. Elle montre comment ces petites villes sont touchées par les quatre grandes dimensions de la périphérisation que sont les pertes migratoires, le décrochage sur le plan des infrastructures et de l'économie, la dépendance (au sens politique) et la stigmatisation. Cette approche met donc l'accent sur l'asymétrie des flux et les relations de dépendances des régions périphériques, qui influencent les perspectives de développement des petites villes : certaines cherchent à lutter contre ces processus en mettant en place de nouvelles stratégies pour attirer des habitants et pour changer l'image de leur territoire, à la fois auprès des habitants et du reste du pays. D'autres semblent se résigner et sont incapables de mettre en place de telles stratégies.

MOTS CLÉS
périphérisation, développement local, stigmatisation, Allemagne orientale

ABSTRACT
This paper questions the notion of peripheralisation as a key to analyse the dynamics of small cities in the Land of Mecklenburg-West-Pomerania, a rural region in North-Eastern Germany. It will be shown how small cities can be affected by the four dimensions of peripheralisation: loss of population, economic and infrastructural weakening, dependence (in a political meaning) and stigmatisation. This approach stresses the asymmetry of flows and the dependency relationships of peripheral regions. Development perspectives of small cities are influenced by these trends: some cities try to go against them and set up new strategies to attract inhabitants and to change the image of their territory, both at the local and federal scale. On the contrary, others seem to be resigned and are unable to implement such strategies.

KEYWORDS
Peripheralisation, Local development, Stigmatisation, Eastern Germany

INTRODUCTION

En Allemagne, le débat scientifique récent porte de plus en plus sur la pertinence même de la notion de décroissance : le terme de « périphérisation », qui insiste davantage sur l'aspect relationnel, est ainsi préféré par les courants constructivistes (Roth, 2016). On désigne alors par « territoires périphériques » des territoires touchés par la périphérisation, définie par les processus conjoints de pertes migratoires, de décrochage économique, de dépendance, ainsi que de stigmatisation (Kühn & Weck, 2013). Cette approche est fondée sur l'asymétrie des flux, et les relations de dépendance des régions périphériques (Bernt *et al.*, 2009). De plus, l'analyse par la décroissance (*Schrumpfung*), un terme traduisant à la fois l'idée de rétrécissement et de diminution (Florentin *et al.*, 2009), a été popularisée par des urbanistes, tandis que le processus de périphérisation a d'abord été étudié par des sociologues ruralistes (Keim, 2006) et est donc plus adapté à l'analyse de la trajectoire des espaces ruraux.

Nous proposons dans cette communication de tester la notion de périphérisation comme clé de lecture des dynamiques des petites villes du Mecklembourg-Poméranie-occidentale, un *Land* du nord-est de l'Allemagne à dominante rurale. Sa situation périphérique à l'échelle de l'Allemagne et ses caractéristiques d'espace périphérique marqué par la décroissance en font un laboratoire d'analyse particulièrement intéressant pour étudier les différentes dimensions de ce processus et leurs conséquences sur les petites villes. Cette communication s'appuie sur plusieurs mois de terrain dans le Mecklembourg-Poméranie-occidentale en 2018 et 2019, en particulier dans les régions de Demmin (centre du *Land*) et de Penkun (frontière polonaise), 30 entretiens

semi-directifs avec des acteurs du développement local et l'observation de 14 réunions de développement local.

1. LES PETITES VILLES D'UN *LAND* RURAL COMME OBSERVATOIRES DES DYNAMIQUES DE PÉRIPHÉRISATION

1.1. Des pertes migratoires particulièrement importantes *(Abwanderung)*

Les *Länder* de l'Allemagne orientale ont enregistré des baisses de population drastiques au cours des deux décennies qui ont suivi la réunification. Entre 1991 et 2011, le Mecklembourg-Poméranie-occidentale a ainsi perdu 13 % de ses habitants. La quasi-totalité (95 %) des villes du *Land* a perdu de la population entre 1991 et 2011, quelle que soit leur taille : la ville de Demmin, ancienne préfecture d'arrondissement, a ainsi perdu 28 % de sa population, passant de 16 500 à 11 800 habitants, et la petite ville de Penkun (2 460 habitants), proche de la frontière polonaise, en a perdu 21 %.

Cette émigration généralisée a principalement profité aux grandes villes de l'Ouest et concerne en particulier les jeunes femmes entre 18 et 25 ans (Werz & Nuthmann, 2004). Ces départs posent d'abord des problèmes de renouvellement des générations : le *Land* est celui qui a vieilli le plus rapidement après la Réunification. Ils posent également des problèmes de main-d'œuvre : de nombreux postes, en particulier qualifiés, restent vacants faute de candidats, puisque les jeunes partis faire leurs études ne reviennent que rarement.

1.2. Le décrochage économique des petites villes (*Abkopplung*)

La deuxième grande dimension de la périphérisation est le « décrochage » (*Abkopplung*), qui peut avoir lieu sur le plan de l'économie et des infrastructures. Ce terme est préféré à la notion « d'affaiblissement » (*Schwächung*), qui renvoie davantage à la définition normative des « espaces défavorisés » du ministère en charge de l'Aménagement (Kühn & Weck, 2013). Il met principalement l'accent sur le déficit de la capacité d'innovation de certains espaces, en particulier par manque de pôles de recherche et développement.

Le décrochage n'est en effet pas à envisager uniquement comme un processus actif, un espace peut aussi simplement se laisser distancier passivement, se tenir à l'écart des innovations ; ainsi, certaines régions rurales peu peuplées n'ont toujours pas de liaisons rapides à internet (*ibid.*). Le décrochage sur le plan des infrastructures est également sensible dans la lutte de certaines petites villes pour rester « centre de base » (*Grundzentrum*) dans la hiérarchie allemande des lieux centraux car cela leur permet de conserver certaines infrastructures de services publics (Küpper, 2011). Demmin a par exemple perdu la fonction de préfecture d'arrondissement lors de la réforme territoriale de 2011, ce qui a contribué à sa perte de rayonnement (perte de fonctions et d'emplois).

1.3. La dépendance des petites villes (*Abhängigkeit*)

La dépendance est une des principales causes de la périphérisation. Caractérisée par un manque d'autonomie des périphéries, elle est sensible sur les plans économique et politique. D'un point de vue économique, elle se manifeste par la délocalisation des sièges des grandes entreprises présentes dans la région ; le territoire est donc contrôlé à distance, à travers les décisions de fermetures de filiales par exemple. La dépendance est cependant également politique : les communes affaiblies structurellement sont dépendantes des transferts financiers de l'État et éloignées des centres de décisions (parlement, gouvernement, tribunaux).

Le *Land* de Mecklenbourg-Poméranie dans son ensemble se trouve éloigné des grands centres décisionnels allemands et n'appartient à aucune des onze régions métropolitaines du pays. Sa capitale elle-même, Schwerin, fait partie des quelques capitales de *Länder* qui n'ont qu'un très faible pouvoir décisionnel et de contrôle (Kühn & Weck, 2013).

1.4. Stigmatisation des petites villes (*Stigmatisierung*)

La dernière grande dimension de la périphérisation se trouve dans les processus de communication, en particulier dans le discours public, qui peut contribuer à une « périphérisation dans les têtes » (*ibid.* : 39). La stigmatisation peut être à la fois une cause et une conséquence d'une mise à l'écart sociale, car il s'agit souvent d'un processus qui s'auto-entretient. Elle a lieu sur deux plans : l'image négative véhiculée entre autres par les médias d'une part, la « culture du désespoir » portée par les habitants eux-mêmes de l'autre (*ibid.*)

À nouveau, l'ensemble du *Land* de Mecklembourg-Poméranie peut être considéré comme stigmatisé par sa représentation médiatique, ainsi que par le sentiment des habitants sur la région. D'après Claudia Neu, les reportages sur le *Land* font état de ses difficultés sur un mode chargé d'émotion et dramatisant. Il y règne

également un fort sentiment « d'être laissé pour compte », « d'être oublié » (2006). La stigmatisation pour des raisons de vote d'extrême droite est fréquente dans les espaces périphérisés, ce qui est alors d'autant plus difficile qu'elle repousse les immigrants potentiels qui pourraient venir combler les pertes migratoires. La petite ville de Demmin et ses environs sont particulièrement stigmatisés en raison des départs massifs depuis la Réunification, mais aussi pour les « manifestations du 8 mai », un rassemblement de néonazis qui s'y déroule chaque année (Iost, 2012). La petite ville de Penkun est elle aussi stigmatisée, principalement pour son appartenance à la Poméranie-occidentale qui obtient régulièrement les taux de vote les plus élevés pour le parti néonazi NPD (parti national démocrate). De plus, sa situation en marge d'un arrondissement rural, en marge du *Land* et même en marge de l'Allemagne, contribue à un sentiment d'oubli général de la population par les pouvoirs publics.

2. CONSÉQUENCES DE LA PÉRIPHÉRISATION POUR LES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES VILLES

2.1. Tester de nouvelles coopérations, l'espoir d'une renaissance tournée vers la Pologne

Dans la petite ville de Penkun, qui ne dispose pas d'atouts particuliers, les espoirs de développement sont, comme dans les villes voisines, tournés vers la Pologne. En effet, la frontière polonaise proche et surtout la métropole voisine de Szczecin pourraient être un vecteur de redynamisation. Si la barrière de la langue reste un obstacle pour les Allemands, le lycée germano-polonais qui a ouvert dans une commune voisine peut pallier progressivement ce problème.

L'immigration polonaise a déjà eu un impact très positif sur la région frontalière depuis le milieu des années 2000 : les prix de l'immobilier étant très élevés dans l'ouest de la Pologne, de nombreuses familles polonaises rachètent des maisons à l'abandon côté allemand et contribuent ainsi à repeupler certaines communes, à faire rouvrir des écoles et des commerces (Barthel, 2010). Cette immigration est donc plutôt perçue favorablement par les habitants côté allemand.

2.2. Se distinguer pour limiter la dépendance au contexte régional

Le contexte général de décroissance peut être perçu comme un facteur limitant. Cependant, le cas de Demmin et d'une ville voisine vient appuyer l'idée selon laquelle un contexte de périphérisation n'est pas forcément un frein au développement et n'empêche pas certaines exceptions d'avoir des dynamiques positives, qu'elles soient démographiques, économiques ou socio-culturelles.

Si la ville de Demmin (11 000 habitants) correspond parfaitement aux critères d'une ville périphérisée, la petite ville voisine de Dargun (5 000 habitants) connaît une trajectoire très différente. Bien que ne bénéficiant pas des fonctions administratives d'ancienne préfecture d'arrondissement, la petite ville a su attirer et maintenir un grand nombre d'emplois sur sa commune, principalement par des politiques favorables à l'implantation de grandes entreprises (en particulier une laiterie). En outre, la réputation de ville en déclin que subit Demmin (« les gens y sont tous en jogging », « ceux qui sont intelligents en sont partis ») ne touche pas Dargun, qui a au contraire la réputation d'une petite ville dynamique, plutôt jeune et disposant d'une bonne offre culturelle. Un ancien cloître y est ainsi réhabilité en lieu de manifestations culturelles qui attire des visiteurs au-delà de la commune et donne une image positive de la ville.

2.3. Miser sur le dynamisme des acteurs locaux

Dans le cas de Dargun comme dans le cas de Penkun, la question de figures locales *leaders* est centrale dans les stratégies de développement. Une seule personne y est souvent à l'origine d'une impulsion. Le maire jeune et dynamique de Dargun a su maintenir les entreprises sur sa commune et attirer de jeunes habitants, contrairement au maire de Demmin.

À Penkun, c'est la figure du pasteur qui est centrale dans la vie de la commune : en contact avec toutes les générations, il est à l'origine de nombreux projets qui dépassent le cadre de l'Église. C'est par exemple le seul de la région à avoir porté un projet LEADER (programme de développement rural européen fonctionnant par appel à projets) qui a permis en 2019 la rénovation d'une partie du presbytère en centre d'accueil pour les cyclotouristes, fréquents dans la région.

2.4. Contrer la stigmatisation en agissant sur son image

Face à la stigmatisation de la Poméranie-occidentale comme territoire reculé, en déclin et xénophobe, la ville de Demmin ne met pas en valeur le patrimoine historique, pourtant riche, lié à son appartenance au duché de

Poméranie. Au contraire, la région de Demmin se cherche une nouvelle identité centrée autour du paysage vallonné, sous le nom de « suisse mecklembourgeoise » davantage tourné vers l'ouest du *Land*.
Dans la petite ville de Penkun et ses environs, le changement d'image est également au cœur des stratégies de développement. Il s'agit de refuser le terme de « déclin » au motif que les statistiques récentes montrent une stabilisation de la population, voire une légère croissance dans la région, principalement grâce à l'immigration polonaise. La peur d'un discours performatif sur la décroissance est très présente et l'ensemble des acteurs politiques lutte activement pour donner l'image d'un renouveau récent de la région dans son ensemble.

CONCLUSION

La périphérisation est un processus multidimensionnel qui paraît adapté pour analyser les logiques de développement de petites villes du Mecklembourg-Poméranie-occidentale. Derrière une image globale de décroissance, les tendances locales sont plus contrastées. Certaines petites villes tentent de lutter, avec plus ou moins de succès, contre leurs pertes migratoires, leur perte de pouvoir économique et politique, leur image négative. Mais si parfois un facteur de marginalisation devient une source de développement, comme la proximité d'une frontière, ce n'est pas toujours le cas et certaines villes particulièrement stigmatisées semblent résignées à devenir toujours plus périphériques.

RÉFÉRENCES

Barthel F., 2010, *Auswirkungen der Immigration polnischer Bürger auf den Landkreis Uecker-Randow am Beispiel von Löcknitz: im Fokus: Wohnungsmarkt, Siedlungsentwicklung sowie Bildungs- und Erziehungseinrichtungen*. Neubrandenburg, Hochschule Neubrandenburg.
Bernt M., Kühn M., Sommer H., Liebmann H., Bürk T., 2009, *Stadtkarrieren in peripherisierten Räumen. Problemstellung, theoretische Bezüge und Forschungsansatz*, Erkner, Leibniz Institut für Regionalentwicklung und Strukturplanung, coll. « Working Paper », n° 42.
Florentin D., Fol S., Roth H., 2009, « La "*Stadtschrumpfung*" ou "rétrécissement urbain" en Allemagne : un champ de recherche émergent », *Cybergeo* [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/22123, consulté le 20/12/19].
Iost D., 2012, *Géopolitique de l'extrême droite dans les nouveaux* Länder, thèse de doctorat à l'Université Paris 8.
Keim K.-D., 2006, „Peripherisierung ländlicher Räume. Essay", *APUZ*, vol. 37, p. 3-7.
Kühn M., Weck S., 2013, „Peripherisierung. Ein Erklärungsansatz zur Entstehung von Peripherien", *in* M. Bernt et H. Liebmann (dir.), *Peripherisierung, Stigmatisierung, Abhängigkeit? Deutsche Mittelstädte und ihr Umgang mit Peripherisierungsprozessen*, Wiesbaden, Springer, p. 24-46.
Küpper P., 2011, *Regionale Reaktionen auf den demographischen Wandel in dünn besiedelten, peripheren Räumen*, Berlin, Rhombos-Verl, coll « IÖR-Schriften », n° 53.
Neu C., 2006, „Territoriale Ungleichheit. Eine Erkundung", *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 37, p. 8-15.
Roth H., 2016, « Du déclin à la périphérisation : quand les courants constructivistes et critiques revisitent les différenciations spatiales en Allemagne », *Cybergeo* [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/27389, consulté le 20/12/19].
Werz N., Nuthmann R. (dir.), 2004, *Abwanderung und Migration in Mecklenburg und Vorpommern*. Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften.

L'AUTEURE

Joséphine Lécuyer
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Géographie-cités
josephine.lecuyer@univ-paris1.fr

Des villes condamnées à la décroissance ? Mise à l'agenda de la décroissance urbaine et stratégies locales dans cinq villes de Champagne-Ardenne

AUTEUR·E·S
Yoan MIOT, Sylvie FOL

RÉSUMÉ
La communication vise à discuter des rapports entre décroissance régionale et décroissance urbaine dans l'ancienne région Champagne-Ardenne. Alors que ce territoire, appartenant à la région Grand Est, est le dernier à perdre des habitants depuis 1990 et que son déclin est annoncé dans les prospectives démographiques nationales, comment se déroulent les processus de mise à l'agenda d'une politique adaptée aux problèmes de la décroissance urbaine. Pour cela, la communication s'appuie sur un premier temps d'analyse du phénomène de la décroissance urbaine *via* des explorations quantitatives permettant de décrire les évolutions démographiques et économiques des territoires étudiées. Elle se fonde ensuite sur la réalisation d'enquêtes qualitatives dans cinq agglomérations de petite et moyenne taille de cette région afin de documenter tant le processus de mise à l'agenda de la décroissance urbaine que la nature des actions entreprises. Nous montrerons, dans cette perspective, le rôle d'un processus de déclin démographique de longue durée dans la mise à l'agenda des problèmes liés à la décroissance et à sa reconnaissance comme processus systémique, tout en soulignant que les politiques menées, appuyées par l'État, demeurent ancrées sur un paradigme d'attractivité et de retour à la croissance.

MOTS CLÉS
décroissance urbaine, mise à agenda, villes petites et moyennes

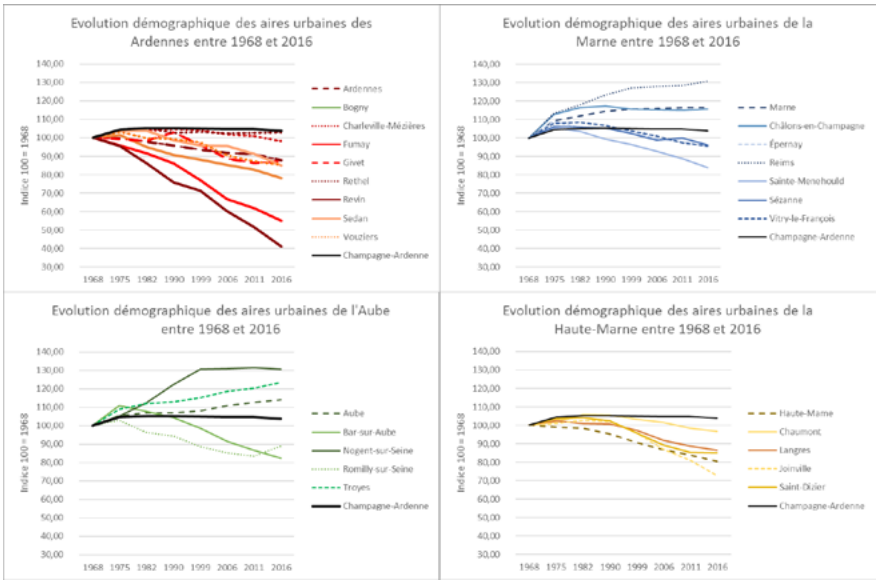
ABSTRACT
The communication discusses the relationships between regional and urban shrinkage in the former Champagne-Ardenne region. While this territory, belonging now to the French Grand Est Region, is the last to lose inhabitants since 1990 and its decline is announced in the national demographic forecasts, how are the processes of policy agenda setting adapted to urban shrinkage. The communication is based on a phenomenon analysis of shrinkage through quantitative explorations allowing to describe the demographic and economic evolutions of the region. It is then based on qualitative investigation of five small and medium-sized agglomerations in this region, making it possible to document both the process of agenda-setting and the nature of undertaken actions. We will show, in this perspective, the role of a process of long-term demographic decline in putting on the agenda problems linked to shrinkage and its recognition as a systemic process while stressing that the pursued policies, supported by the French state, remain anchored on a paradigm of attractiveness and growth.

KEYWORDS
Urban shrinkage, Policy and political agenda, Small and medium-size cities

L'ancienne région Champagne-Ardenne connaît un processus de décroissance démographique ancien dont les premières manifestations ont commencé à la fin du XIXe siècle et qui a été particulièrement prononcé lors des deux phases de conflits mondiaux. Après un retour à la croissance au cours des Trente Glorieuses, cette décroissance démographique, peu intense, s'est à nouveau manifestée depuis le début des années 1980. Constituant l'unique ensemble régional français en déclin démographique lors des derniers recensements, ses projections sont fortement négatives d'ici 2040. Cette décroissance concerne d'abord les aires urbaines dont les trajectoires de décroissance sont plus marquées que la région (fig. 1). Ainsi, au recensement de 1999, les trois quarts des aires urbaines de la région étaient touchées (Wolff *et al.*, 2013). Comme c'est le cas de façon générale en France (Cauchi-Duval *et al.*, 2016), les villes petites et moyennes sont particulièrement affectées

par ce processus, tandis que les aires urbaines plus grandes comme Reims ou Troyes semblent davantage protégées par leur taille, leur statut et leurs fonctions.

Figure 1. Évolution démographique des aires urbaines de Champagne-Ardenne entre 1968 et 2016 (Ardennes, Marne, Aube et Haute-Marne)



Dans ce contexte défavorable, nous souhaitons interroger les processus de mise à l'agenda du problème de la décroissance urbaine et les stratégies mises en œuvre par les acteurs locaux pour y faire face. Dans quelle mesure l'existence d'un contexte régional de décroissance facilite-t-elle ou transforme-t-elle la mise à l'agenda de la décroissance urbaine et dans quelle mesure les stratégies pour y faire face s'adaptent-elles à cette réalité ? Des travaux antérieurs ont montré que la décroissance urbaine reste un problème largement ignoré en France au niveau national (Cauchi-Duval *et al.*, 2016 ; Dormois & Fol, 2017). À l'échelle locale, la littérature internationale sur les *shrinking cities* montre que, même dans des situations très difficiles, les acteurs des villes concernées par la décroissance urbaine manifestent beaucoup de réticences voire de résistances à identifier, reconnaître et nommer ce problème (Béal *et al.*, 2016). Néanmoins, c'est bien dans les contextes nationaux et locaux les plus sévèrement affectés que cette question a émergé comme problème politique et a été progressivement mise à l'agenda. En France, des travaux antérieurs (Béal *et al.*, 2017) ont montré que l'absence de construction politique au niveau national n'a pas empêché la mise en place, localement, de « coalitions de décroissance » (*degrowth coalitions*) qui ont appliqué, selon des modalités et sur la base d'orientations politiques diverses, des stratégies de *right-sizing*. Ces stratégies, qui produisent des « formes hybrides d'austérité » (*ibid.*), sont fortement dépendantes des dynamiques et des contextes locaux. Il nous semble donc intéressant d'analyser les processus de mise à l'agenda de la décroissance urbaine et la forme que prennent les stratégies locales d'adaptation dans des contextes marqués par sa forte prégnance.

Pour cela, nous chercherons à analyser les effets du contexte régional et local sur les processus de mise à l'agenda de ce problème, d'une part, et sur la nature des stratégies locales mises en place, d'autre part. Nous analyserons ses modalités d'émergence et de construction locale, les coalitions d'acteurs qui s'en sont saisies et la variété des stratégies de *right-sizing* mises en œuvre. Afin de mener cette recherche, nous étudierons cinq villes de la région présentant des caractéristiques variées, situées dans deux départements différents et présentant des dynamiques démographiques contrastées : il s'agit de trois agglomérations en Haute-Marne, le département le plus touché par le processus de décroissance démographique, et de deux agglomérations dans la Marne, le département ayant eu sur la période d'étude la démographie la plus dynamique de la région. Deux de ces agglomérations sont des villes moyennes, Saint-Dizier et Châlons-en-Champagne et trois sont des petites villes, Joinville, Langres et Vitry-le-François. Trois villes ont un profil industriel marqué (Vitry-le-François, Saint-Dizier et Joinville), tandis que les deux autres sont caractérisées par l'activité tertiaire (Châlons-en-Champagne et Langres). Les résultats développés se fonderont sur une analyse documentaire et des entretiens approfondis avec les acteurs locaux menés dans les cinq villes, qui ont également fait l'objet de diagnostics territoriaux détaillés.

1. UN CONTEXTE DE DÉCROISSANCE RÉGIONALE, UNE DIVERSITÉ DE SITUATIONS

Premièrement, le processus de décroissance urbaine des cinq villes est profondément marqué par le contexte régional de décroissance propre à la Champagne-Ardenne. Il constitue d'abord un processus historique,

faisant de la période de forte expansion démographique et économique de l'après seconde guerre mondiale une exception. En effet, la Champagne-Ardenne est marquée à la fois par un exode rural de longue durée touchant ses départements les plus ruraux et par les effets des deux derniers conflits mondiaux. La période des Trente Glorieuses est une période de forte expansion urbaine et économique pour le territoire régional et les agglomérations étudiées : l'agriculture locale se développe sur un modèle productiviste, des entreprises, notamment du secteur secondaire, s'implantent dans le cadre de la politique de déconcentration industrielle dans des zones industrielles dédiées tandis que des quartiers neufs, souvent d'habitat social, se construisent autour des centres anciens. La période d'expansion pour les agglomérations moyennes perdure jusqu'au début des années 1980 tandis que les villes des vallées industrielles métallurgiques de la Marne et de la Meuse entrent en crise dès la fin des années 1960.

À partir des années 1980, hormis les plus grandes aires urbaines, le processus de décroissance démographique reprend, nourri d'abord par un processus de désindustrialisation et de gains de compétitivité puis de retrait territorial de l'État. Dans les cas nous concernant, il touche les villes aux secteurs industriels anciens telles que Joinville et Saint-Dizier ; les gains de compétitivité s'effectuent dans les industries nées dans la période de déconcentration industrielle comme c'est le cas à Vitry-le-François. De plus, le retrait de l'État (Artioli, 2017) affecte particulièrement la strate des villes moyennes dont Châlons-en-Champagne est l'emblème par la perte de son statut de ville militaire et de préfecture régionale en 2015. Enfin, le caractère durable de la décroissance conduit à un vieillissement accéléré de la population qui, dans les cas les plus sévères, se traduit par l'émergence d'un solde naturel négatif. C'est particulièrement le cas des petites villes de Joinville et Langres et constitue un horizon prochain pour les villes de Vitry-le-François et Saint-Dizier.

Cependant, si ces causes se retrouvent à des degrés divers dans chacune de nos études de cas, les manifestations du problème sont nettement différenciées, rappelant la nécessité de porter une attention très forte aux contextes territoriaux dans l'analyse du processus de décroissance. En effet, tantôt il se manifeste par une crise des centralités (Châlons-en-Champagne, Joinville et Langres) et des quartiers anciens, tantôt on assiste à une crise des quartiers de logements sociaux (Saint-Dizier et Vitry-le-François).

2. UN FATALISME GÉOGRAPHIQUE ET DES CRISES LOCALES FAVORISANT UNE MISE À L'AGENDA DU PROBLÈME DE LA DÉCROISSANCE

Même dans les contextes locaux où elle a eu une intensité et des effets particulièrement forts comme dans les régions de l'ex-Allemagne de l'Est ou dans la *rust belt* aux États-Unis, la construction de la décroissance urbaine comme problème public et sa mise à l'agenda ont été difficiles. En l'absence de solutions pour y faire face, les acteurs locaux ont parfois adopté des attitudes de déni (Brachman, 2012), confirmant les analyses qui insistent sur le lien entre la construction politique des problèmes et la disponibilité des solutions pour y faire face (Zittoun, 2013). Par ailleurs, comme Bernt *et al.* (2014) l'indiquent, la mise à l'agenda de la décroissance urbaine n'est pas seulement liée à la reconnaissance du problème mais renvoie également à des enjeux de pouvoir entre des acteurs aux intérêts politiques contradictoires. Dans certains cas, le déni peut être plus payant et moins risqué que des politiques fondées sur l'acceptation de la décroissance. De plus, le processus de mise à l'agenda exige que les acteurs disposent de ressources techniques et politiques et d'une capacité d'action suffisante pour leur permettre de mobiliser des coalitions efficaces à différentes échelles. Dans le cas des villes allemandes, Bernt (2009) souligne la mise en place de « coalitions subventionnées » (*grant coalitions*), liées aux moyens financiers importants dégagés par les acteurs publics à toutes les échelles pour faire face à la décroissance urbaine. En France, des travaux antérieurs (Béal *et al.*, 2017) ont mis en évidence l'émergence, dans certains contextes, de coalitions de décroissance (*degrowth coalitions*).

Dès lors, dans nos cinq cas, nous souhaitons tout d'abord souligner l'importance du contexte régional et national dans le processus de mise à l'agenda. En effet, les acteurs locaux, qu'ils soient élus ou techniciens, décrivent le processus de décroissance urbaine qui frappe ces agglomérations selon des logiques communes, avec un discours empreint d'un certain fatalisme géographique. D'une part, la décroissance urbaine de ces villes s'inscrit à leurs yeux dans le long terme : celui du dépeuplement de la « diagonale du vide ». Dans cette perspective, ils tendent à considérer la période de croissance des Trente Glorieuses comme l'exception dans un long processus de déclin, de marginalisation ou de stagnation. D'autre part, il s'agit d'une crise qui affecterait spécifiquement la strate des villes moyennes en lien avec le processus de métropolisation du territoire national. Cependant, derrière ces motifs récurrents, ce sont surtout des crises locales aiguës ainsi que des alternances politiques qui expliquent la mise à l'agenda de la décroissance urbaine comme problème public. Ces éléments rendent d'ailleurs intelligible la temporalité différenciée de sa mise à l'agenda alors même que les causes restent communes. Par exemple, à Châlons-en-Champagne, alors que la décroissance démographique de la ville centre est présente depuis 1975, ce n'est que la double perte du statut de ville militaire et de capitale

régionale qui conduit à mettre cette question au cœur de l'agenda politique. À Vitry-le-François, c'est le risque de faillite du bailleur social local qui amène les acteurs locaux à prendre la mesure des déséquilibres démographiques du territoire. À Langres, Joinville et Saint-Dizier, ce sont des alternances politiques qui conduisent à la prise en considération de ces processus.

3. DES POLITIQUES AMBIGUËS, ENTRE PRISE EN COMPTE DE LA DÉCROISSANCE ET RETOUR À LA CROISSANCE, APPUYÉES PAR L'ÉTAT

Face au processus de décroissance urbaine, les villes champardennaises étudiées présentent une relative hétérogénéité dans les stratégies conduites. Malgré cela, il convient d'abord de souligner l'importance des financements et des instruments de l'État dans la conduite des actions entreprises par les collectivités. À Saint-Dizier et à Vitry-le-François, des politiques volontaristes de démolition des quartiers de logements sociaux sont engagées tandis qu'à Langres, Joinville et Châlons-en-Champagne, les actions se focalisent sur la revitalisation des centres. Dans les deux premiers cas, la politique de rénovation urbaine mise en place par l'État à partir de 2003 sert de cadre à une stratégie de résorption de la vacance résidentielle et de diminution du parc de logement social. Langres et Joinville sont parmi les 54 villes lauréates de l'appel à manifestation d'intérêt sur les centre-bourgs lancée par l'État en 2014, tandis qu'à Châlons-en-Champagne un contrat de revitalisation militaire permet de bénéficier d'aides importantes de l'État. De fait, bien qu'à des degrés divers, les cinq villes reçoivent des financements d'État qui sont à l'origine de la constitution de coalitions subventionnées (Bernt, 2009), voire de coalitions de décroissance mettant en œuvre des stratégies de *right-sizing* (Béal *et al.*, 2017). Le rôle de l'État apparaît donc comme essentiel dans la mise en œuvre de stratégies locales qui restent diversifiées. Les coalitions de décroissance peuvent faire des questions écologiques des leviers de développement endogène comme à Vitry-le-François ou faire le choix de diversifier l'économie comme à Châlons-en-Champagne. Cependant, alors que ces coalitions prennent acte du processus de décroissance urbaine et en font même parfois une opportunité pour construire des stratégies de *right-sizing*, les actions menées restent conduites dans une perspective de retour à la croissance. Certaines d'entre elles se démarquent assez peu des stratégies classiques fondées sur l'attractivité.

RÉFÉRENCES

Artioli F., 2017, « Les politiques du retrait territorial de l'État. Réformes de la carte militaire et gestion des mobilisations locales (1989-2012) », *Gouvernement et action publique*, 1(1), p. 81-106.

Béal V., Fol S., Miot Y., Rousseau M., 2017, "Varieties of Right-Sizing Strategies: Comparing Degrowth Coalitions in French Shrinking Cities", *Urban Geography* [en ligne : doi.org/10.1080/02723638.2017.1332927].

Béal V., Fol S., Rousseau M., 2016, « De quoi le "*smart shrinkage*" est-il le nom ? Les ambiguïtés des politiques de décroissance planifiée dans les villes américaines », *Géographie, économie, société*, 18(2), p. 211-234.

Bernt M., 2009, "Partnerships for Demolition: The Governance of Urban Renewal in East Germany's Shrinking Cities", *International Journal of Urban and Regional Research*, 33(3), p. 754-769.

Bernt M., Haase A., Großmann K., Cocks M., Couch C., Cortese C., Krzysztofik R., 2014, "How does (n't) Urban Shrinkage get onto the Agenda? Experiences from Leipzig, Liverpool, Genoa and Bytom", *International Journal of Urban and Regional Research*, 38(5), p. 1749-1766.

Brachman L., 2012, "New State and Federal Policy Agendas: Realizing the Potential of America's Legacy Cities and Their Regions", *in* A. Mallach (dir.), *Rebuilding America's Legacy Cities: New Directions for the Industrial Heartland*, New York, American Assembly, p. 284-301.

Cauchi-Duval N., Béal V., Rousseau M., 2016, « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique », *Espace populations sociétés*, 2015/3-2016 [en ligne : www.eps.revues.org/6112, consulté le 19/10/2016].

Dormois R., Fol S., 2017, « La décroissance urbaine en France : une mise à l'agenda difficile », *Métropolitiques* [en ligne : www.metropolitiques.eu/La-decroissance-urbaine-en- France.html].

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « *Shrinking Cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo*, document 661 [en ligne : www.cybergeo.revues.org/26136].

Zittoun P., 2013, *La fabrique politique des politiques publiques, une approche pragmatique de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po.

LES AUTEUR·E·S

Yoan Miot
Université Gustave Eiffel – LATTS
yoan.miot@u-pem.fr

Sylvie Fol
UP1 Panthéon-Sorbonne – Géographie-cités
sylvie.fol@univ-paris1.fr

Enjeux des villes moyennes en décroissance dans les espaces frontaliers du nord-est de la France. Exemple des villes jumelées franco-allemandes de Forbach et de Völklingen

AUTEURE
Frédérique
MOREL--DORIDAT

RÉSUMÉ
La décroissance urbaine est un sujet récent et en pleine émergence dans la littérature scientifique bien qu'embryonnaire en France. En l'étudiant en contexte transfrontalier, la communication cherche à faire progresser la connaissance sur la complexité du processus et des dynamiques à la frontière, par définition discontinue et cause de cloisonnement. La méthodologie employée a trait à la fois à des analyses d'ordre statistique et cartographique et à des enquêtes sur les procédures d'aménagement. Ce travail donne alors à voir les manifestations de la décroissance et la variété de leurs répercussions en termes d'aménagement et d'urbanisme dans les espaces transfrontaliers du nord-est de la France. Mais, alors que la décroissance apparaît comme partagée de part et d'autre de la frontière franco-allemande, aucune réponse politique commune n'est pour l'heure envisagée comme le démontre l'exemple des villes jumelées de Forbach (Moselle, France) et de Völklingen (Sarre, Allemagne).

MOTS CLÉS
espace transfrontalier, décroissance urbaine, villes jumelées, Forbach, Völklingen

ABSTRACT
Urban shrinkage is a recent and emerging subject in the scientific literature, although embryonic in France. By studying it in a cross-border context, the paper seeks to advance knowledge on the complexity of the process and the dynamics at the border, by definition discontinuous and causes for partitioning. The employed methodology involves both statistical and cartographic analyses and surveys of planning procedures. This work then shows the manifestations of the shrinkage and the variety of their repercussions in terms of development and urban planning in North-East of France cross-border spaces. However, while the decline appears to be shared on both sides of the French -German border, no common political response is currently envisaged, as shown by the example of the twin cities of Forbach (Moselle, France) and Völklingen (Saarland, Germany).

KEYWORDS
Cross-border space, Shrinking cities, Twin cities, Forbach, Völklingen

INTRODUCTION

Les années 2000 marquent le renouvellement de la production scientifique sur le thème de la décroissance urbaine en particulier en Europe (Morel-Doridat & Hamez, 2019). Un tel engouement pour cet espace géographique n'est pas sans fondement. L'Europe fait aujourd'hui partie des espaces qui, avec la Russie et le Japon, « devraient connaître la plus faible croissance démographique dans les années à venir [jusqu'à 2030] » (RIATE *et al.,* 2008). Cette situation s'appuie sur des trajectoires démographiques déjà négatives pour un certain nombre de territoires. Alors que l'Union européenne (UE) à 28 a connu une augmentation de 8,06 % de sa population entre 1990 et 2019, neuf pays, essentiellement localisés en Europe de l'est, ont vu leur population baisser de plus de 15 % (Eurostat). Les pays d'Europe occidentale ne sont pas épargnés par le processus. Néanmoins, malgré la réalité de la perte en population dans l'UE, les espaces à la frontière ne retiennent pas l'attention des chercheurs. Les opportunités de recherche sont pourtant nombreuses comme le démontre cette communication centrée sur les espaces transfrontaliers du nord-est de la France. L'enjeu partagé de la décroissance permet-il de dépasser les cloisonnements liés à la frontière ? Une gestion partagée du processus

est-elle envisageable ? Afin de répondre à ces grandes interrogations, nous nous pencherons sur le cas des villes moyennes et jumelées de Forbach (Moselle, France) et de Völklingen (Sarre, Allemagne), toutes deux liées de longue date par l'histoire en particulier sidérurgique et houillère.

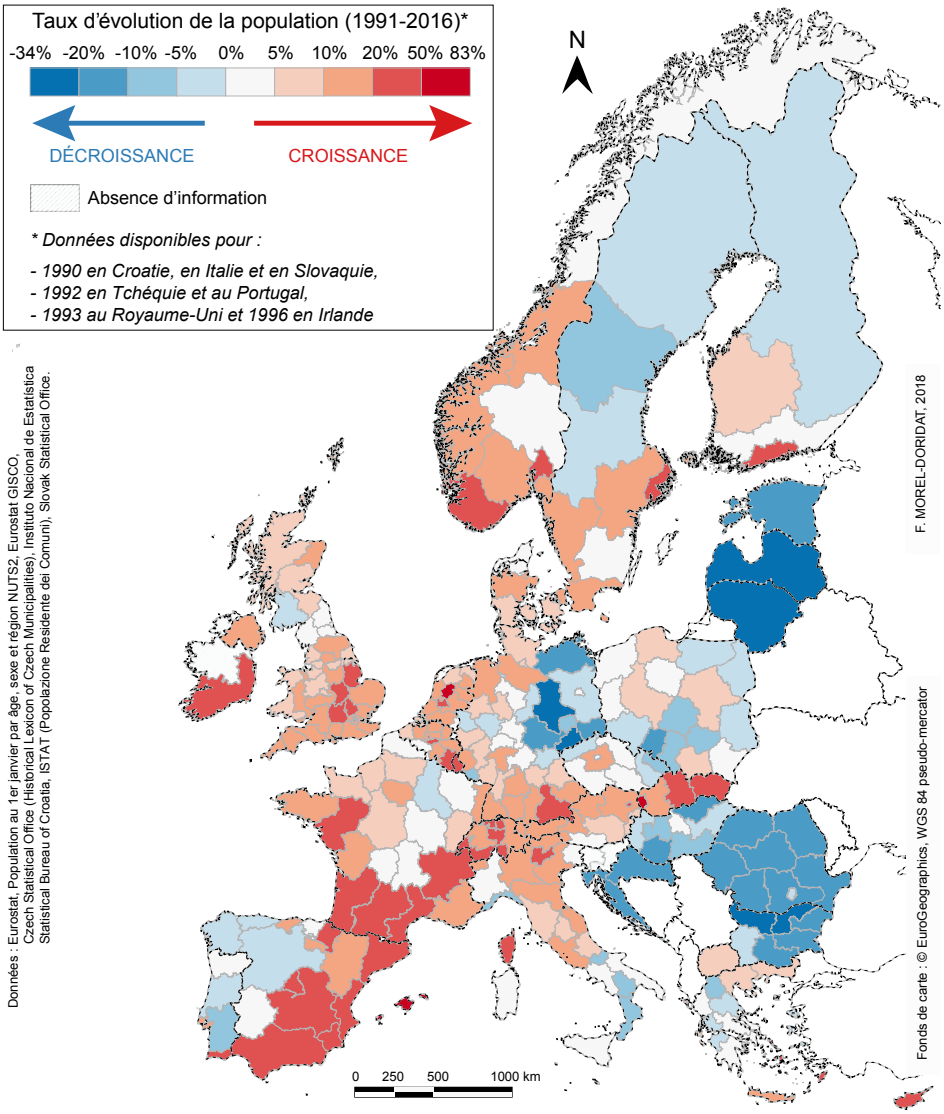
1. LA DÉCROISSANCE URBAINE, UN PROCESSUS EUROPÉEN ET TRANSFRONTALIER

La population est aujourd'hui un critère majeur de classification et de détermination du poids d'un pays à l'international. Dans un tel contexte, les changements démographiques à l'œuvre depuis les années 1970 sur le continent européen se présentent comme un enjeu politique de premier ordre. Au-delà de telles considérations sur le plan des relations internationales, se pose la question des causes et des effets nationaux, régionaux et locaux de la perte en population des territoires.

1.1. Une hétérogénéité des formes et des causes de décroissance en Europe

La décroissance affecte l'ensemble de l'espace communautaire. Pour autant, les causes et les manifestations du processus divergent d'un territoire à un autre. À une échelle nationale et régionale, le déclin démographique s'avère être une réalité des pays d'Europe de l'est et des Pays baltes (fig. 1), confrontés dès le début des années 1990 à la chute des régimes socialistes et au « choc des systèmes » qui s'ensuit. Les pays d'Europe du Sud présentent à leur tour des trajectoires démographiques négatives, dictées par les changements économiques à l'œuvre en particulier depuis 2008 et par les modèles culturels familiaux (Baron *et al.,* 2010).

Figure 1. La décroissance une réalité de l'espace européen



En Allemagne, la situation est davantage contrastée. Dans son ensemble le pays enregistre une hausse de 4,90 % de sa population entre 1990 et 2019 (Eurostat, 2020), malgré un vieillissement généralisé de sa population. Cette croissance démographique tient essentiellement à l'attractivité des anciens *Länder* autres que la

Sarre et la Ruhr (régions industrielles). À l'inverse, l'ex-RDA s'enlise dans la décroissance dans un contexte de changements politiques, de crise du secteur secondaire, d'émigrations et de faible natalité.
La France s'avère relativement épargnée par la décroissance, malgré des pertes démographiques notables au niveau des villes moyennes, des anciens bassins industriels et des zones rurales (Wolff *et al.,* 2013).

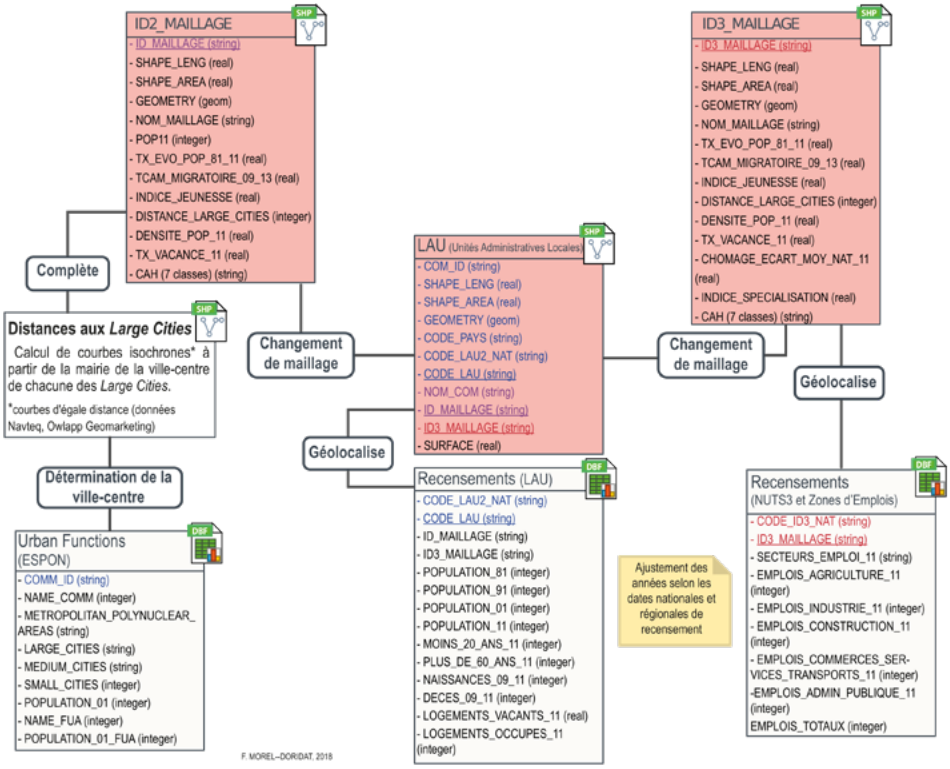
1.2. Les espaces transfrontaliers du nord-est de la France comme opportunité de recherche

Malgré cette réalité de la perte en population au sein de l'espace communautaire européen et six études majeures réalisées à cette échelle transnationale, les espaces à la frontière n'ont que peu retenu l'attention des chercheurs. Les opportunités de recherches sont pourtant nombreuses. Tout d'abord, les espaces à la frontière sont le lieu de l'interculturalité permise par le rapprochement de cultures nationales différentes dont celles de l'aménagement. Ensuite, l'hétérogénéité des systèmes politico-administratifs et l'ouverture des frontières ont favorisé les flux et les transferts de part et d'autre des frontières nationales, au cœur des démographies des territoires en situation de voisinage (de Ruffray *et al.,* 2008). Pour finir, ils sont le lieu de la coopération et de partage de bonnes pratiques. Les espaces transfrontaliers sont ainsi d'importants observatoires des pratiques en termes de gestion d'un même enjeu d'aménagement, ici la décroissance.
Parmi les espaces transfrontaliers européens, ceux du nord-est de la France, au point de contact avec les espaces wallons, luxembourgeois, allemands et suisses, présentent un intérêt notable. Ils offrent la possibilité de comparer les dynamiques à l'œuvre dans cinq pays (fig. 3) partageant un passé récent commun. L'histoire charbonnière et sidérurgique en constitue la clé de voûte.

1.3. Une mesure de la décroissance en contexte transfrontalier

Mesurer la décroissance à l'échelle locale et transfrontalière est source de nombreux défis méthodologiques. Le problème le plus récurrent dans ce type d'analyse reste le *modifiable areal unit problem* (MAUP) (de Ruffray *et al.,* 2008), conséquence de la grande hétérogénéité des maillages territoriaux. La deuxième difficulté tient au manque d'harmonisation des données statistiques de part et d'autre des frontières nationales. Les définitions divergent au même titre que les dates de recensement et les maillages de référence. Il s'avère dès lors compliqué de croiser des variables statistiques autres que démographiques pour mesurer la décroissance (Turok & Mykhnenko, 2007 : 166) (fig. 2).

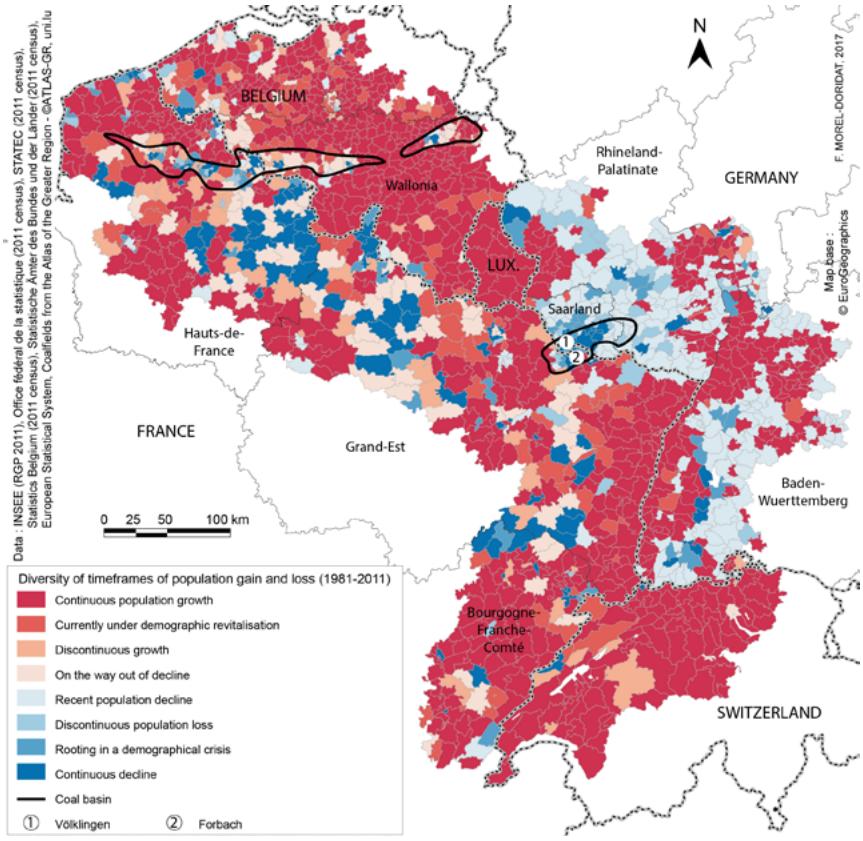
Figure 2. Schéma de la base de données transfrontalière



Les principaux résultats de cette analyse démontrent la présence de réelles dialectiques croissance-décroissance rappelant la réalité discontinue de la frontière. En outre, ils mettent en exergue le caractère partagé de la décroissance de part et d'autre des frontières nationales, en particulier entre France et Allemagne (fig. 3).

Les villes jumelées de Forbach (Moselle, France) et de Völklingen (Sarre, Allemagne) sont prometteuses pour la suite de l'analyse. Toutes deux partagent un passé industriel charbonnier et sidérurgique, qui est autant la cause du développement économique et démographique local passé que de leur décroissance actuelle (baisse de 18,31 % de la population de Völklingen entre 1970 et 2018 et de 25,71 % pour Forbach entre 1982 et 2018) (fig. 3 et 4).

Figure 3. Trajectoires démographiques discontinues entre 1981 et 2011 dans les espaces transfrontaliers du nord-est de la France



2. UNE HÉTÉROGÉNÉITÉ DES POLITIQUES ET DES OUTILS D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE GESTION DE LA DÉCROISSANCE DE PART ET D'AUTRE DES FRONTIÈRES

Malgré des trajectoires communes, les réponses politiques en termes de planification urbaine et d'aménagement demeurent très hétérogènes des deux côtés de la frontière, principalement parce que l'aménagement du territoire reste une compétence régalienne et non européenne. De ce fait, « transfrontalier » et « aménagement du territoire » sont davantage des antonymes que des synonymes.

2.1. Décroissance urbaine et cultures de l'aménagement

Pour une majorité de cultures, le déclin urbain est perçu comme une « pathologie », un symbole de « l'échec politique » à l'ère des villes en croissance comme modèle de réussite urbaine (Béal *et al.*, 2016). Les zones urbaines qui expérimentent des politiques de gestion de la décroissance deviennent dès lors des laboratoires d'évaluation des politiques et de leurs outils de planification (Jessen, 2012).

2.2. Du déni du processus à son acceptation, les exemples français et allemand

L'Allemagne est un exemple révélateur des changements de paradigme à l'œuvre. En effet, jusqu'à la fin des années 1990, la décroissance des villes et des régions était un tabou national. Toutefois, les échecs répétés des réponses politiques tournées vers la croissance ont conduit les municipalités à revoir leurs stratégies urbaines, dès lors davantage intégratrices du processus et des problématiques de rénovation urbaine. Ces initiatives sont rapidement aidées par l'État et les gouvernements fédéraux par le biais de programmes de financement, dont les programmes « *Bund-Länder Soziale Stadt* » (ville sociale) et « *Stadtumbau* » (restructuration urbaine). À l'inverse, la France et ses politiques publiques n'identifient pas la décroissance comme un enjeu national. Dans ce contexte particulier, aucune politique nationale n'a été menée pour gérer le déclin démographique avant le programme national « Action cœur de ville », annoncée le 28 mars 2017. Elle soutient aujourd'hui les

projets territoriaux de 222 villes moyennes françaises et cherche à « redonner de l'attractivité et du dynamisme aux centres de ces villes » (ministère de la Cohésion territoriale).
Deux cultures de l'aménagement s'opposent alors de part et d'autre de la frontière franco-allemande. Tandis que l'Allemagne et ses territoires ne placent plus toujours la croissance urbaine au cœur de leurs politiques d'aménagement, la France a du mal à s'en défaire. Il en va de même dans des espaces frontaliers où les causes et les formes de décroissance sont relativement similaires.

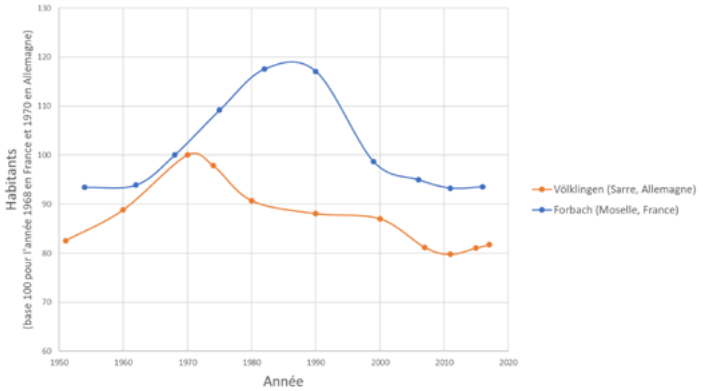
3. LES ESPACES TRANSFRONTALIERS, DES ZONES D'ÉCHANGES DE BONNES PRATIQUES ? L'EXEMPLE DES VILLES DE FORBACH ET DE VÖLKLINGEN

Les villes moyennes et jumelées de Forbach et Völklingen sont toutes deux localisées dans une agglomération transfrontalière de 700 000 habitants, centrée sur la ville de Sarrebruck (183 663 habitants en 2017). Ce système urbain se traduit par des flux interrégionaux et transfrontaliers notables à destination de la capitale sarroise. Quotidiennement ce sont près de 6 400 travailleurs mosellans qui franchissent la frontière pour se rendre à Sarrebruck. Malgré l'importance de la capitale sarroise, l'espace est largement confronté à la décroissance comme en atteste la figure 3.

3.1. Völklingen, un exemple allemand de gestion politique du processus de décroissance

La ville moyenne de Völklingen, limitrophe de la ville de Sarrebruck, est un exemple de ville industrielle allemande en décroissance (fig. 3 et 4). Son déclin démographique est dû au recul de l'activité sidérurgique et la fermeture des hauts fourneaux de la *Hütte*, survenue en 1986. Ils sont encore aujourd'hui un symbole fort de la ville : témoins de son passé sidérurgique, ils constituent un atout touristique majeur depuis leur inscription en 1994 à la liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Pour autant, à elle seule cette labellisation ne suffit pas à résoudre le problème du déclin démographique et de la relance économique, d'autant plus que les touristes ne se rendent guère dans le centre-ville voisin après leur visite de la *Hütte* (Stadt Völklingen, 2010).

Figure 4. Trajectoires démographiques des villes de Forbach et Völklingen (1951-2017)



Sources : Statistik Internetpräsenz der Stadt Völklingen (2019) et Insee (2019)

La fermeture de la *Hütte*, bien que progressive, a changé le paysage local de la ville. La baisse du pouvoir d'achat des ménages, inhérent à la suppression des emplois qualifiés, s'est soldée par une détérioration générale des bâtiments et l'augmentation de la vacance.
Dans une posture de rénovation urbaine et d'amélioration générale de l'image de la ville, la municipalité s'est lancée dans une importante campagne de démolition des bâtiments à l'abandon, de rénovation des bâtiments de style Art nouveau et de création d'espaces verts et de loisirs (*ibid.*). La *Rathausstraße* (rue de la mairie) a ainsi particulièrement bénéficié du programme de rénovation urbaine *Stadtumbau West*, redonnant à la mairie son charme d'antan. En complément, des initiatives innovantes voient le jour telle que l'entreprise *Fresh*. Située sur une ancienne friche industrielle, elle est le lieu d'un projet d'un nouveau genre : une pisciculture loin de la mer.

3.2. Forbach, une ville en déclin face aux politiques de croissance

La ville de Forbach, bien que jumelée avec la ville de Völklingen, est encore loin de tels positionnements politiques. Contrairement à sa voisine, elle cherche encore à relancer son attractivité. Cela se traduit par la construction de grands complexes commerciaux périphériques et de logements dans l'espoir d'attirer de nouvelles populations et de dynamiser la ville. Cette politique s'est avérée un échec à la lumière du dépeuplement du centre-ville et de l'importante vacance commerciale, à laquelle s'ajoutent aujourd'hui les effets

de la crise de la COVID-19. Pour reprendre les mots de la 2e adjointe au maire de la ville, « les personnes ne croient pas en leur territoire ».
Des changements sont toutefois en cours en lien avec le programme national « Action cœur de ville ». Les initiatives sont nombreuses et les chantiers municipaux sont lancés à l'instar de la transformation de l'artère principale de la ville, l'avenue Saint-Rémy ou l'ouverture à la circulation de l'ancienne rue piétonnière. Des solutions à court terme sont également proposées pour masquer les cellules commerciales vacantes. Mais malgré des conseils municipaux communs entre les deux villes jumelées et l'échange acté de personnels des collectivités locales, aucune réponse partagée au processus n'est proposée ni même envisagée : « Pour le commerce, on ne peut regarder ce qui se passe à Völklingen parce que nos villes ne sont pas comparables » (entretien avec la 2e adjointe au maire de la ville de Forbach).

CONCLUSION

L'étude de la décroissance en contexte transfrontalier permet ainsi de faire progresser la connaissance sur la complexité du processus et des dynamiques à la frontière. Tout au long de l'analyse, les cloisonnements liés aux frontières persistent. Les données statistiques et cartographiques demeurent nationales et non transfrontalières. Il en va de même pour les cultures de l'aménagement et les réponses politiques dans des espaces peut-être proches géographiquement, mais éloignés du fait de la présence d'une frontière nationale. Les réflexions ne dépassent guère les limites territoriales de compétence. En outre, les politiques de chaque côté de la frontière ignorent presque tout des cultures de l'aménagement du voisin que ce soit en termes d'outils ou de réponses politiques à des enjeux similaires.

RÉFÉRENCES

Baron M., Cunningham-Sabot E., Grasland C., Rivière D., Van Hamme G. (dir.), 2010, *Villes et régions européennes en décroissance, maintenir la cohésion territoriale*, Paris, Lavoisier–Hermès.
Béal V., Fol S., Rousseau M., 2016, « De quoi le "*smart shrinkag"* est-il le nom ? Les ambiguïtés des politiques de décroissance planifiée dans les villes américaines », *Géographie, économie, société*, 18(2), p. 211-234 [en ligne : www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=GES_182_0211, consulté le 01/02/17].
de Ruffray S., Hamez G., Meddahi D., Moron E., Smits F., 2008, *La comparaison des territoires transfrontaliers à l'échelle nationale. Vers une typologie fondée sur les logiques d'intégration*, rapport pour le RIATE et la DIACT [en ligne : www.researchgate.net/publication/264159089_La_comparaison_des_territoires_transfrontaliers_a_l%27echelle_nationale_Vers_une_typologie_fondee_sur_les_logiques_d%27integration, consulté le 14/03/16].
Eurostat, 2020, « Population au 1er janvier par âge, sexe et région NUTS 2 » [en ligne : www.ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database, consulté le 13/01/2020].
Jessen J., 2012, "Conceptualization Shrinking Cities. A challenge for Planning Theory", *in* R. Ganser et R. Piro (dir.), *Parallel Patterns of Shrinking Cities and Urban Growth: Spatial Planning for Sustainable Development of City Regions and Rural Areas*, Burlington, Ashgate, p. 45-58.
Morel-Doridat F., Hamez G., 2019, « La recherche scientifique sur les *shrinking cities* : apport de la bibliométrie », *Cybergeo*, « Espace, société, territoire », document 902 [en ligne : www.journals.openedition.org/cybergeo/32354, consulté le 07/06/19].
RIATE, Géographie-cités, LIG, IGEAT, Université d'Umea, Département de sciences sociales / Université de Naples « L'Orientale », Université de Naples, CUGUAT-TIGRIS, 2008, *Régions en déclin : un nouveau paradigme démographique et territorial*, Étude pour le Parlement européen [en ligne : www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/etudes/join/2008/408928/IPOL-REGI_ET(2008)408928_FR.pdf, consulté le 25/01/16].
Turok I., Mykhnenko V., 2007, "The Trajectories of European Cities, 1960-2005", *Cities*, 24(3), p. 165-182 [en ligne : linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S0264275107000212, consulté le 25/01/16].
Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « *Shrinking Cities*, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo*, « Aménagement, urbanisme », document 661 [en ligne : www.cybergeo.revues.org/26136, consulté le 27/11/17].

L'AUTEURE

Frédérique Morel--Doridat
Université de Lorraine – Loterr
frederique.morel-doridat@univ-lorraine.fr

Diseño y aplicación metodológica para la caracterización multidimensional y análisis de la trayectoria del proceso de decrecimiento a nivel municipal en España

AUTORES
Ana RUIZ-VARONA,
Javier NOGUERAS-ISO,
Javier LACASTA

RESUMEN
Esta contribución propone un análisis multidimensional y espacio temporal del proceso de decrecimiento experimentado para el caso del territorio español durante el periodo 1991- 2011. El diseño de la metodología se basa en la potencialidad de los mapas auto organizados. A través de su aplicación se evalúa la trayectoria de cambio experimentada a nivel municipal, para el conjunto de los 8.124 términos municipales que, a fecha presente, conforman administrativamente el territorio de España. Los resultados obtenidos revelan los municipios que han experimentado los índices más altos de pérdida de población y de aquellos que presentan cierta estabilidad en los valores de población, así como los cambios que se han producido en aquellos municipios que han iniciado la década de los años 90 con un determinado perfil de decrecimiento. Además, esta técnica de análisis estadístico y espacial permite perfeccionar e interpretar un modelo de predicción de escenarios de decrecimiento. Esta cuestión constituye un avance con respecto a otras metodologías aplicadas en estudios que abordan estas cuestiones.

PALABRAS CLAVES
Decrecimiento, Mapa autoorganizado, análisis espacial, trayectoria, escala municipal, España

Conception et application méthodologique pour la caractérisation multidimensionnelle et l'analyse de la trajectoire de décroissance au niveau municipal en Espagne

RÉSUMÉ
Cette contribution propose une analyse multidimensionnelle temporelle du processus de décroissance entre 1990 et 2011 dans le cas du territoire espagnol. La méthodologie s'appuie sur le potentiel des cartes auto-organisées. Grâce à son application, la trajectoire de changement au niveau municipal est évaluée pour l'ensemble des 8 124 termes municipaux qui, à ce jour, constituent administrativement le territoire de l'Espagne. Les résultats obtenus révèlent les municipalités qui ont connu les taux de perte de population les plus élevés et celles qui ont une certaine stabilité dans leur population, ainsi que les changements qui se sont produits dans les municipalités qui ont commencé la décennie des années 1990 avec un certain profil de diminution. De plus, cette technique d'analyse statistique et spatiale permet d'affiner et d'interpréter un modèle de prédiction de scénarios de diminution. Cette question constitue une avancée par rapport aux autres méthodologies appliquées dans les études qui traitent de ces questions.

MOTS CLÉS
décroissance, carte auto-adaptative, analyse spatiale, trajectoire, échelle municipale, Espagne

INTRODUCCIÓN
La dinámica de pérdida de población en las ciudades es un proceso al que se le está otorgando, por su actualidad, una importancia creciente por parte de la disciplina del urbanismo. En España, las ciudades han experimentado a lo largo de la historia una pérdida de población de diferente intensidad, en ocasiones vinculada con fuerte dependencia a fenómenos migratorios de concentración con fortalecimiento y promoción de los núcleos principales de actividad industrial. Pero la realidad es más amplia y encontramos desde ciudades

que han perdido toda su población, y se encuentran totalmente deshabitadas (vinculadas fundamentalmente al ámbito rural), hasta sectores de ciudades degradados, pasando por suelos urbanizados sin edificar o edificados, pero sin habitantes, por un exceso en las previsiones de nueva vivienda.

Esta cuestión es importante, puesto que, en términos generales, se impone la idea de que la capacidad de desarrollo de una ciudad está asociada al incremento de población. Un ejemplo de esta cuestión lo encontramos en las políticas de mejora en la prestación equivalente de servicios básicos para un territorio en desequilibrio o afectado por el declive urbano, centradas la mayor parte de ellas en la reducción y concentración de estos servicios en torno a puntos desde donde poder asegurar su accesibilidad en un tiempo determinado de una mínima masa crítica. Frente a esta perspectiva, existen algunos estudios con una trayectoria todavía no tan dilatada como la anterior, que dan soporte a no asociar la capacidad de desarrollo de una ciudad de manera exclusiva al incremento de población, ni de asociar la falta de este factor como algo negativo (Barreira *et al.*, 2017), sino a la capacidad e intensidad de cambio y de nuevos factores que entran en juego a la hora de entender el proceso acelerado de concentración urbana y de movilidad en un territorio cada vez más transformado, con tiempos de desplazamiento menores.

Sea como fuere, esta pérdida de población está asociada a diferentes dinámicas económicas, sociales o ambientales: recesión económica, declive del empleo y problemas sociales (Martínez-Fernández *et al.*, 2012). En realidad, esta asociación provoca que debamos introducir el concepto de "retrenchment" o "*shrinkage*", que encontramos en estudios sobre crisis estructurales que dan lugar a procesos urbanos asociados con una pérdida de población notable en el entorno estadounidense a finales del segundo tercio de siglo XX (Bradbury *et al.*, 1982) o en un contexto europeo en torno a los primeros años del nuevo siglo (Oswalt, 2005). En el marco del debate internacional en torno a estos procesos de « encogimiento », « declive urbano » o « decrecimiento », términos más empleados para su denominación en español, la experiencia en España dista mucho de haber podido concretar el objeto de estudio, ni desde un punto de vista conceptual, tal como refieren Fernández-Ágreda y Cunningham-Sabot (2018), ni desde un punto de vista operativo.

Desde este punto de vista operativo podemos encontrar algunos trabajos que abordan el análisis de este fenómeno a partir de casos específicos de estudio (Sánchez-Moral *et al.*, 2012) o de identificación, delimitación y determinación del sistema urbano, diferenciando entre las principales metrópolis (*hubs* físicos de infraestructuras), ciudades medias (de gran complejidad y diversidad) o pequeñas ciudades, en función de factores demográficos, jerárquicos y funcionales y, en menor medida, de los instrumentos de planeamiento que los acompañan (López-Trigal, 2013; 2014; 2016). Sin embargo, todavía queda por explorar desde un punto de vista multidimensional las tendencias de decrecimiento que pueden detectarse para el territorio peninsular. Este es precisamente el objeto de estudio que se aborda en esta investigación.

1. PLANTEAMIENTO DEL PROBLEMA Y DISEÑO METODOLÓGICO

Esta contribución aborda desde un punto de vista multidimensional la identificación y caracterización del fenómeno del decrecimiento para el conjunto del territorio peninsular, tomando como unidad mínima de desagregación el nivel municipal. En concreto, ha sido necesario un trabajo previo de consulta y creación de una base de datos formada por 36 variables de diferente naturaleza que da razón de la condición residencial, socioeconómica y formativa de la población, así como al nivel de especialización en las actividades económicas y productivas para el conjunto de los 8.124 términos municipales que, a fecha presente, conforman administrativamente el territorio de España. La base de datos toma como fecha inicial de estudio la década de los años 90 y como fecha final la década de los años 2000, coincidiendo con los censos de población y vivienda que proporciona el Instituto Nacional de Estadística. El periodo temporal abarca, por tanto, los últimos 20 años.

En concreto, las variables consideradas, que se han homogeneizado con valores en tantos por uno, responden a lo referido en el cuadro siguiente (tabl. 1).

La posibilidad que brindan los avances en las técnicas de análisis, centradas en la minería de datos, permite poder evidenciar las relaciones no lineales que se producen entre las variables consideradas, de manera tal que el trabajo no parte de una hipótesis previa a comprobar, sino que se centra en su condición de análisis exploratorio de datos: el interés central reside precisamente en poder identificar posibles patrones y tendencias generadas dentro de este complejo conjunto de datos espaciales, temporales y multidimensional.

En concreto, la técnica de análisis se basa en el análisis estadístico y espacial de resultados para poder dar respuesta a las siguientes cuestiones: cuál es el perfil de municipios que han experimentado los índices más altos de pérdida de población y de aquellos que presentan cierta estabilidad en los valores de población; cómo han cambiado los municipios que han iniciado la década de los años 90 con un determinado perfil de decrecimiento; y, complementariamente, dónde se localizan aquellos municipios que han sufrido un cambio de tendencia durante estos últimos 20 años.

Tabla 1. Variables analizadas para la caracterización del fenómeno de decrecimiento, descripción de las variables y código identificador empleado

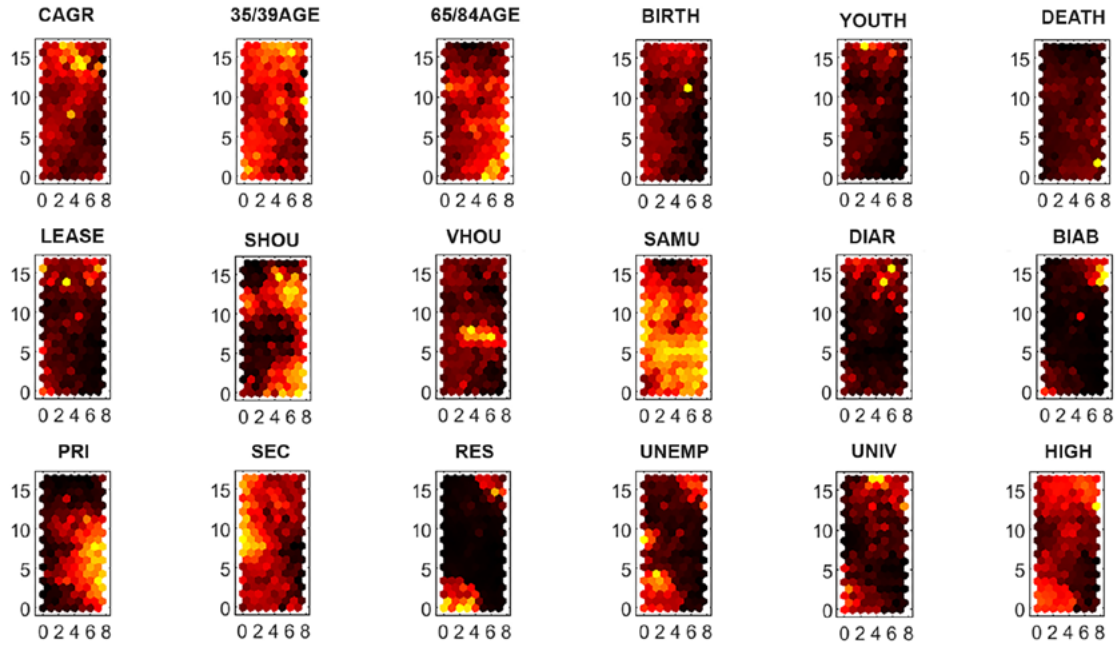
Dimensión	Variable	Descripción	Etiqueta
Residencial	Valor de la propiedad del suelo	Valor de la propiedad del suelo con respecto a su superficie	LAND
	Porcentaje de vivienda en propiedad	Número de viviendas en propiedad con respecto al total de viviendas	OWN
	Porcentaje de segunda vivienda	Número de segundas viviendas con respecto al total de viviendas	SHOU
	Porcentaje de vivienda vacía	Número de viviendas vacías con respecto al total de viviendas	VHOU
Socioeconómica	Estructura de la población	% de población de 0 a 14 años; 15 a 19; 20 a 24; 25 a 29; 30 a 34; 40 a 64; 65 a 84; más de 85	X_X_AGE
	Tasa de masculinidad	Relación del número de hombres con respecto al de mujeres	GEND
	Tasa de natalidad	Número de nacimientos ocurridos en un año con respecto al total de población existente	BIRTH
	Tasa de mortalidad	Número de defunciones a lo largo del año respecto al total de población existente	DEATH
	Índice de Juventud	Porcentaje que representa la población menor de 15 años sobre la población mayor de 65 años	YOUTH
	Índice de envejecimiento	Porcentaje que representa la población mayor de 64 años sobre la población menor de 16 años	AG
	Índice de sobre-envejecimiento	Porcentaje que representa la población mayor de 84 años sobre la población mayor de 64 años	OAG
	Porcentaje de población extranjera	Número de personas de nacionalidad extranjera con respecto al total de población	IMM
	Población cuya residencia no se ha desplazado con respecto al municipio de origen	Número de personas que residen en el mismo municipio donde nacieron con respecto al conjunto de la población	SAMU
	Población cuya residencia no se ha desplazado con respecto a la provincia de origen	Número de personas que residen en la misma provincia donde nacieron con respecto al conjunto de la población	SAPR
	Población cuya residencia no se ha desplazado con respecto a la comunidad autónoma de origen	Número de personas que residen en la misma comunidad autónoma donde nacieron con respecto al conjunto de la población	SAAR
	Población cuya residencia actual es distinta de la comunidad autónoma de origen	Número de personas que residen en una comunidad autónoma distinta a la que nacieron con respecto al conjunto de la población	DIAR
	Población cuya residencia actual es distinta del país de origen	Número de personas que han nacido en el extranjero con respecto al conjunto de la población	BIAB
	Tasa de desempleo	Número de personas mayores de 15 años en desempleo con respecto al conjunto de población mayor de 15 y menor de 65 años	UNEMP
	Tasa de desempleo en búsqueda del primer trabajo	Número de personas mayores de 15 años en búsqueda de su primer empleo con respecto al conjunto de población mayor de 15 y menor de 65 años	UNEMPF
	Condición económica media	Media aritmética de valores categorizados de ocupación cualitativa, actividad y variables de situación profesional	SOC
Productiva	Tasa de actividades vinculadas al sector primario	Número de personas mayores de 15 años dedicadas al sector primario con respecto al conjunto de población mayor de 15 y menor de 65 años	PRI
	Índice de actividades vinculadas al sector secundario	Número de personas mayores de 15 años dedicadas al sector secundario con respecto al conjunto de población mayor de 15 y menor de 65 años	SEC
	Índice de actividades vinculadas al sector terciario	Número de personas mayores de 15 años dedicadas al sector terciario con respecto al conjunto de población mayor de 15 y menor de 65 años	TER
	Índice de actividades dedicadas a la restauración	Número de personas mayores de 15 años dedicadas al sector de la restauración con respecto al conjunto de población mayor de 15 y menor de 65 años	RES
Formativa	Tasa de graduados en educación primaria	Número de personas con estudios de primaria como nivel de formación alcanzado con respecto al conjunto de población mayor de 15 años	JUNIOR
	Tasa de graduados en educación secundaria	Número de personas con estudios de secundaria como nivel de formación alcanzado con respecto al conjunto de población mayor de 15 años	HIGH
	Tasa de graduados en educación superior	Número de personas con estudios de educación superior como nivel de formación alcanzado con respecto al conjunto de población mayor de 15 años	UNIV

Los mapas auto organizados (SOM) están basados en redes neuronales para reducir la dimensionalidad de grandes conjuntos de datos y revelan potenciales estructuras incrustadas, además de generar una salida visual como resultado de la detección de estas estructuras no lineales.
El análisis visual permite precisamente identificar aquellos municipios cuya tendencia ha experimentado variaciones significativas con respecto a aquellos municipios que, inicialmente, presentaban similares características. La combinación de estas dos técnicas de análisis -estadístico avanzado y visual- constituye una novedad en este tipo de estudios, donde hasta el momento es más común la aplicación de técnicas de análisis factorial o de componentes principales como fase previa para la determinación de dependencias entre variables. En realidad, esta aproximación permite perfeccionar un modelo de predicción de escenarios, cuestión que se pretende desarrollar para conocer la tendencia futura de los principales territorios de decrecimiento, de manera tal que puedan definirse políticas de mejora y fortalecimiento integral.

2. RESULTADOS Y DISCUSIÓN

Los resultados preliminares han sido obtenidos con un diseño de matriz de 8 x 20 nodos, menor que el número de nodos tomados como entrada, para permitir la agrupación donde las observaciones son muy similares, pero creando suficiente espacio de salida para visualizar el cambio longitudinal (Vesanto *et al.*, 2000). Cada entrada es entrenada tantas veces como información por año contamos, de tal modo que la red neuronal entrena al modelo para obtener como salida una vista de los planos de componentes, tal como refleja la siguiente imagen (fig. 1), donde podemos detectar correlaciones parciales y no lineales entre las variables.

Figura 1. Selección de planos de componentes obtenidos, con las conexiones más negativas representadas en negro, en rojo aquellas con apenas conexión y en amarillo con la conexión positiva de mayor intensidad



La agrupación de resultados obtenidos en diferentes conjuntos en función de las distancias entre nodos y su grado de activación facilita la interpretación de los planos de los componentes obtenidos, de manera que podemos llegar a conocer la interacción de cada una de las variables con respecto a las otras, así como su traducción espacial. Precisamente este análisis espacial proporciona, además, la posibilidad de conocer cuáles de los municipios han sufrido variación en su pertenencia a uno de estos grupos con respecto a la tendencia de los 20 años considerados. Un análisis más pormenorizado de estos resultados, con especial interés en las ciudades medias y pequeñas españolas, nos permite concluir cuestiones de interés, como el peso de las variables de desempleo y formación, además del sector de actividades económicas y del porcentaje de vivienda vacía, en la determinación espacial de los diferentes niveles de decrecimiento. Esta cuestión será desarrollada a mayor detalle y extensión durante el congreso.

REFERENCIAS

Barreira A.P., Panagopoulos D. A., Guimarães M. H., 2017, "Exploring Residential Satisfaction in Shrinking Cities: A Decision-Tree Approach", *Urban Research & Practice*, 10(2), p. 156-177 [en línea: doi.org/10.1080/17535069.2016.1179784].

Bradbury K. L., Downs A., Small K. A., 1982, *Urban Decline and the Future of American Cities,* Washington DC, Brookings Institution.

Fernández-Ágreda B., Cunningham-Sabot E., 2018, "Del declive al decrecimiento urbano: un debate en construcción", *Anales de Geografía*, 38(2), p. 341-356 [en línea: doi.org/10.5209/AGUC.62483].

López-Trigal L., 2013, "Estrategias de recualificación e innovación en las metrópolis ibéricas: una revisión en tiempo de crisis", *Ciudad y Territorio: Estudios territoriales*, n. 175, p. 45-64 [en línea: www.apps.fomento.gob.es/CVP/handlers/pdfhandler.ashx?idpub=BP1003].

López-Trigal L., 2014, "Identificación y caracterización estratégica de las ciudades y aglomeraciones medias ibéricas", *Ciudad y Territorio: Estudios territoriales*, n. 182, p. 625-648 [en línea: www.apps.fomento.gob.es/CVP/handlers/pdfhandler.ashx?idpub=BP1010].

López-Trigal L., 2016, "Las pequeñas ciudades y aglomeraciones ibéricas: identificación, dinámicas y estrategias", *Ciudad y Territorio: Estudios territoriales*, n. 187, p. 25-42 [en línea: apps.fomento.gob.es/CVP/handlers/pdfhandler.ashx?idpub=BP1015].

Martínez-Fernández C., Audirac I., Fol S., Cunningham-Sabot E., 2012, "Shrinking Cities: Urban Challenges of Globalization", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36(2), p. 213-225 [en línea: doi.org/10.1111/j.1468-2427.2011.01092.x].

Oswalt P., 2005, *Shrinking Cities, vol. 1*, Ostfildern-Ruit, Hatje Cantz Verlag.

Sánchez-Moral S., Méndez R., Prada J., 2012, "El fenómeno de las 'shrinking cities' en España: una aproximación a las causas, efectos y estrategias de revitalización a través del caso de estudio de Avilés", *New Trends in the XXIst century Spanish Geography. Contribución española al 32º Congreso de la Unión Geográfica Internacional*, p. 252-266.

Vesanto J., Himberg J., Alhoniemi E., Parhankangas J., 2000, *SOM Toolbox for Matlab 5. Technical Report n. A57*, Espoo, Neural Networks Research Centre [en línea: www.cis.hut.fi/projects/somtoolbox/package/papers/techrep.pdf].

LOS AUTORES

Ana Ruiz-Varona
San Jorge University
(España)
Department of Urban Planning
nruiz@usj.es

Javier Nogueras-Iso
Universidad de Zaragoza
(España)
I3A
jnog@unizar.es

Javier Lacasta
Universidad de Zaragoza
(España)
I3A
jlacasta@unizar.es

AUTHORS
Bruna VENDEMMIA,
Agim KËRÇUKU

Internal Migration in Italy: Mapping Shrinking in Medium-Size Cities

ABSTRACT
This paper aims at analysing the causes of internal migrations in Italy that provoke population decline and shrinking in some areas of the country, with a particular regard to medium-sized cities that, despite being considered in many cases central places for accessing services provision, are experiencing phenomena of shrinking. These territories are characterised by a recent but strong process of demographic contraction, poor mobility and lack of services, yet these areas have historically made the country's wealth and diversity. Contrasting and comparing different statistical data at national scale, this work projects to identify the emerging geographies of demographic loss in Italy, with particular reference to medium-sized cities. As matter of fact, observing these places and their populations allows us to grasp more radically the fragility linked to population shrinking in urban contexts, the reason behind it and the extent of the ongoing transformations.

KEYWORDS
Internal migrations, Territorial fragilities, Population decline, Accessibility, Research methods

RÉSUMÉ
Cette communication vise à analyser les causes des migrations internes en Italie, qui provoquent le déclin de la population et une contraction dans certaines régions du pays, en particulier dans les villes de taille moyenne qui, bien qu'elles soient considérées comme des lieux centraux pour l'accès aux services, connaissent des phénomènes de rétrécissement. Ces territoires sont caractérisés par un processus récent, mais fort, de contraction démographique, de faible mobilité et de manque de services, alors que ces régions ont historiquement fait la richesse et la diversité du pays. Contrastant et comparant les différentes données statistiques à l'échelle nationale, ce travail vise à identifier les géographies émergentes de la perte démographique dans les villes de taille moyenne. En effet, l'observation de ces lieux permet de saisir plus précisément la fragilité liée au rétrécissement de la population dans les contextes urbains, la raison qui la sous-tend et l'ampleur des transformations en cours.

MOTS CLÉS
migrations internes, fragilités territoriales, déclin de la population, accessibilité, méthodes de recherche

INTRODUCTION

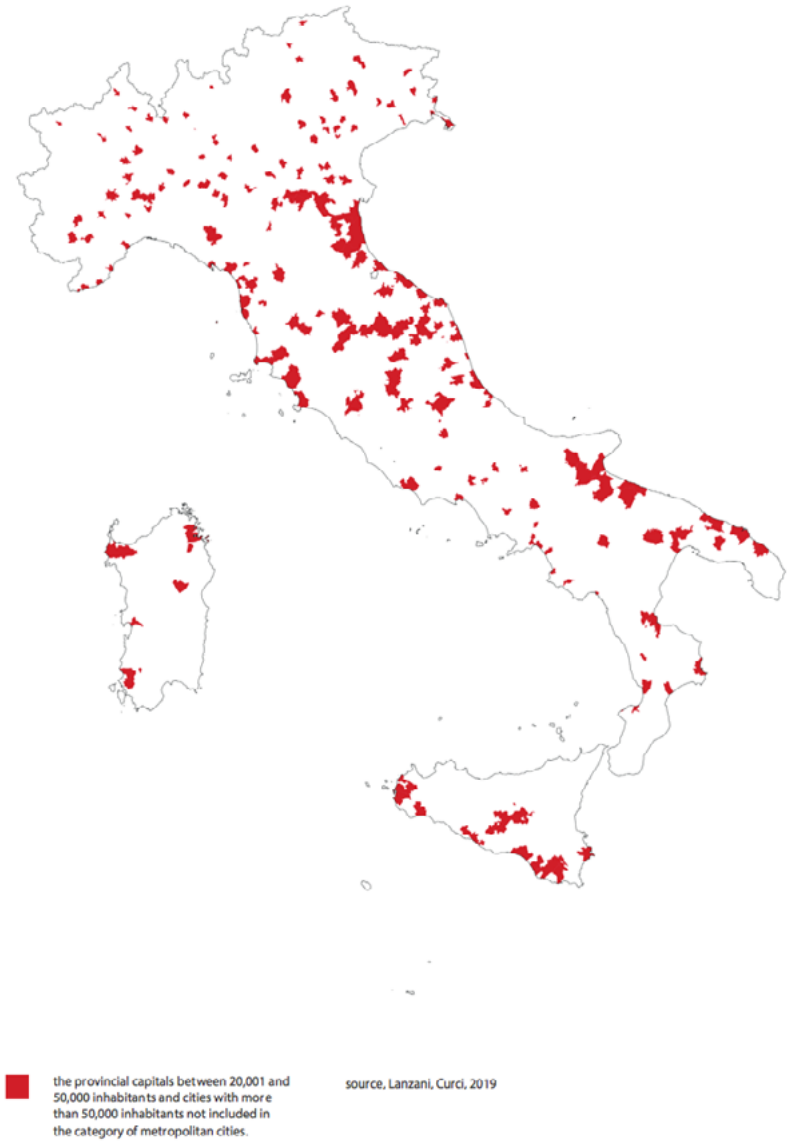
Demographic phenomena are shaping and changing spaces. Observing people, the way they live and move, allows us to better understand how territories work and how they are represented. At national scale, population migration arises in a fragmented and contrasting social topography which imposes new forms of economics, and shapes new structures of society (Piketty, 2014). Subject to the same dynamics, forms of living change according to population's growth and contraction. After years of obsession with growth and expansion, contemporary territories have to radically reorganise their identity based on the new obsession of demographic decline, and more generally shrinking.

Shrinking has a strong social and scientific value: it affects the field of economics, urban planning and politics; of course it is related to populations mobility at national and international scale (Franklin, 2019). Furthermore it may contribute to the development of a process of territorial fragilisation, which concerns not only the socio-demographic decline but also the retreat of the anthropic presence, the degradation of the social fixed capital and the abandonment of built and infrastructural heritage.

This paper aims at defining the geography of internal migrations in Italy, analysing the causes that determine it, provoking population decline and shrinking in some areas of the country, while concentration and accumulation in others. It pays a particular attention to the medium-sized cities that are experiencing phenomena of

population decline and shrinking, despite being considered in many cases central according to the National Strategy for Inner Areas (SNAI). The Strategy has been made by the Italian Agency for Territorial Cohesion and produced a map that distinguishes Italian municipalities in Poles (fig. 2) and Inner Areas. Poles host a station, secondary schools and a hospital, while Inner Areas are at least 20 minutes apart from these services (Barca *et al.*, 2014).

Figure 1. Medium-size cities in Italy



1. RESEARCH METHODS

The work will focus on medium-size cities, since observing these places and their populations allows us to grasp more radically the fragility linked to population shrinking in urban contexts, the reason behind it (such as for example lack of services or low level of accessibility), and the extent of the ongoing transformations. From a methodological point of view, following a definition of Lanzani and Curci (2018), we have built a map of medium-size cities in Italy which includes the provincial capitals between 20,001 and 50,000 inhabitants, and cities over 50,000 inhabitants not included in the category of metropolitan cities (fig. 1). Contrasting and comparing this map with different statistical data at national scale allows first of all to define a geography of medium-size cities in Italy; then to consider if, at national scale, they are classified as poles or inter-municipalities poles[1] (fig. 2); and to understand if these cities are losing population and to what extent (fig. 3), or as counter-stories if some medium-size cities are gaining population and why; finally to look at socioeconomic factors and mobility practices in order to understand if they are describing the same conditions of fragility (fig. 4).

1 According to the SNAI, "Poles" are the municipalities hosting all the selected services (station, secondary school and hospital), while if those services are located in an agglomeration of different municipalities they are defined "Inter-municipality poles" (Barca *et al.*, 2014).

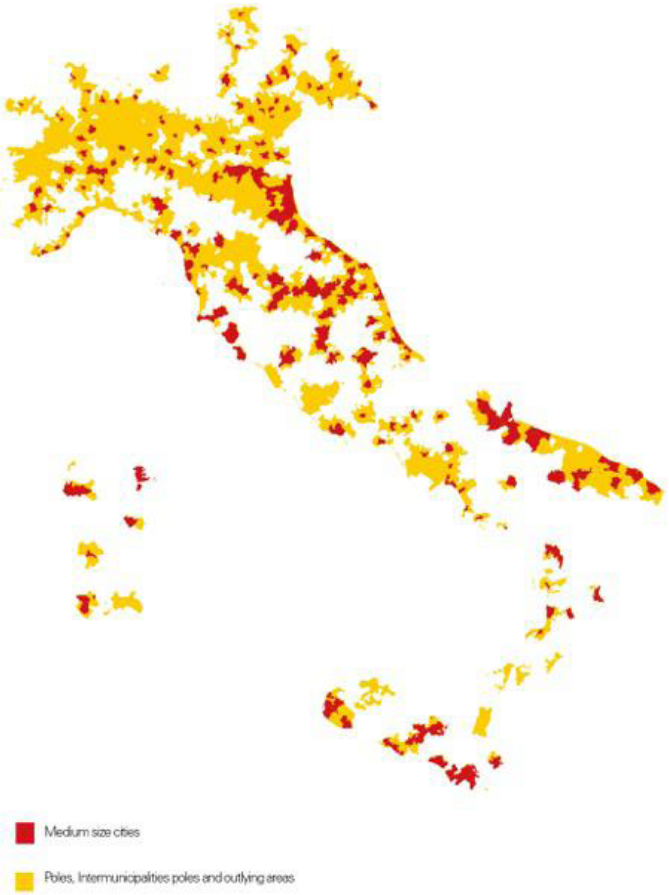
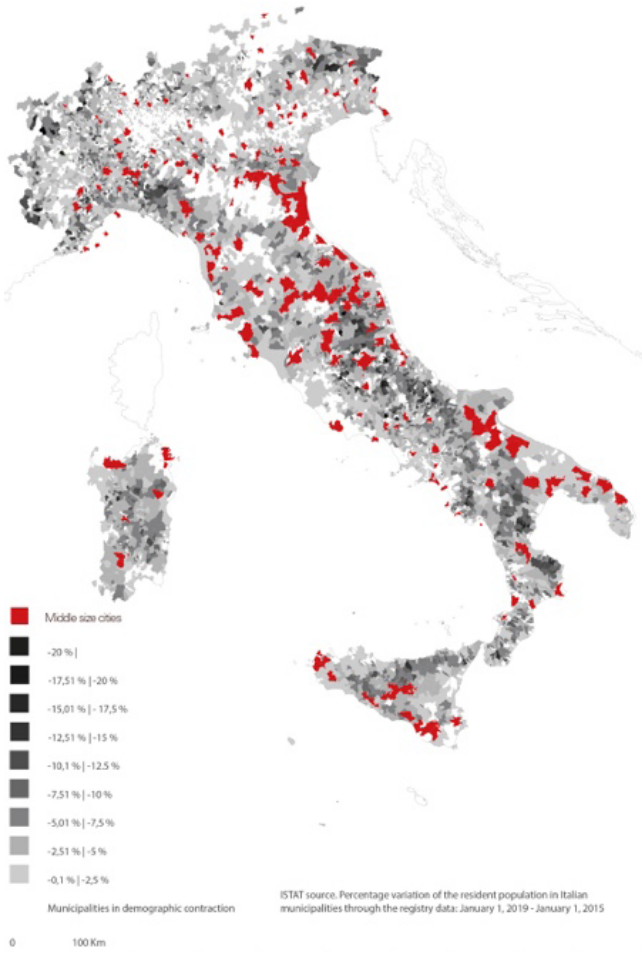


Figure 2. Poles (SNAI) and medium-size cities

Figure 3. Shrinking and medium-size cities



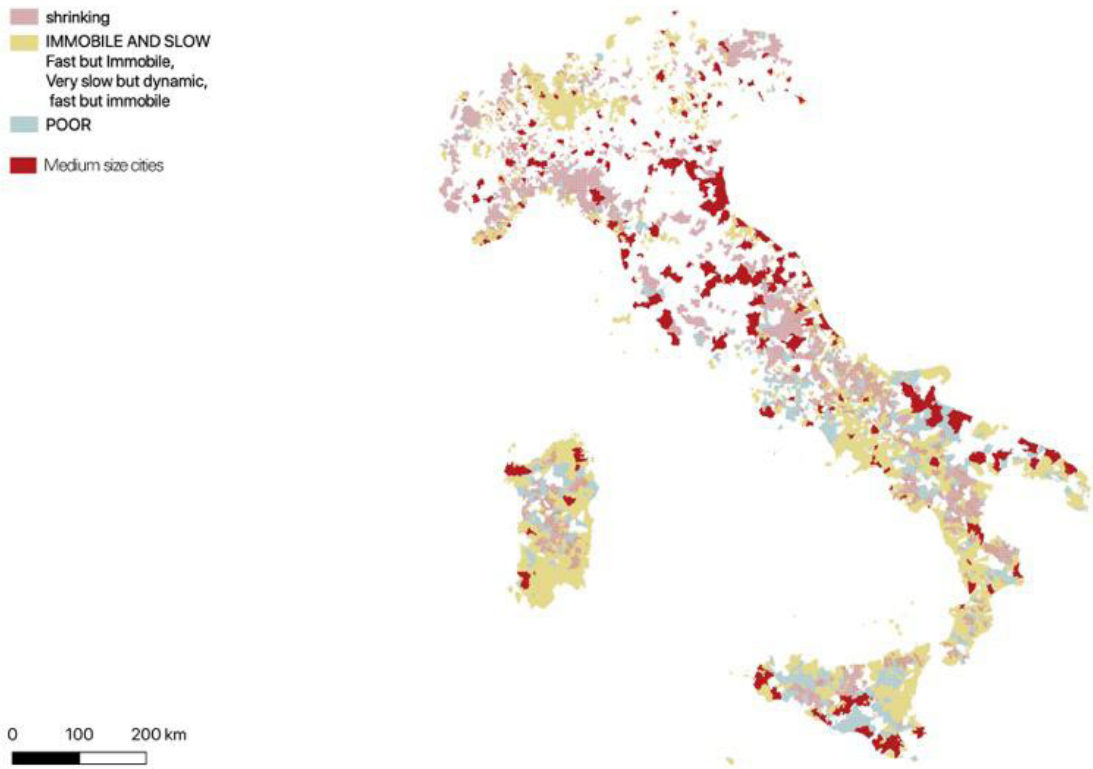


Figure 4. Fragilities and medium-size cities

2. CHOOSING ITALY TO ANALYSE SHRINKING IN MEDIUM-SIZE CITIES

Italy seems to be an interesting case study for several reasons. According to the most recent statistical data available at national level[2], in the period that goes from January 1st, 2015 to January 1st, 2019, 5,848 of the 7,926 Italian municipalities (74%) are in demographic contraction, 20% of which are medium cities and, according to the latest estimates from ISTAT, it is a process that will not decrease in upcoming years, so that nowadays de-growth and contraction are conquering urban agendas.

Even though Italy has not experienced harsh shrinking phenomena due to crises in the Fordist industrial systems (as seen in some North American contexts), nor to strong political upheavals (as in the case of Eastern European countries), Italian territories are characterised by both consolidated shrinking phenomena and emerging shrinking dynamics, that remain still little explored, especially in their 2008 post-crisis configuration. Furthermore, shrinking processes in Italy have never been historically linear neither homogeneous: At the beginning of the 20th century, there has been a gradual reduction of shrinking in some territories affected by the phenomena of "epochal" rural exodus (Lanzani, 2015), while, nowadays, demographic shrinking is accompanied by a city-country duality that seems to condemn rural areas and medium-sized cities to a condition of profound marginality and decline (Indovina *et al.,* 2005). Additionally, emerging shrinking has been not yet thoroughly described, and it is possible to recognise signs that could characterise, in a problematic way, some areas of the country in the upcoming decades. At national scale, for example, it is possible to identify a geography of articulated and molecular contraction that needs a clarification effort: some mountain villages but not all of them, some territories of the valley, some production territories, some pieces of widespread urbanisation and industrial districts, some areas of coastal unauthorised and mass tourism, some suburbs.

A last consideration needs to be done on policies. It is useful to consider that in Italy policies have been mainly polarised on two differing and opposing situations. On the one side, the Plan for the regeneration and security of peripheral areas in metropolitan and capital cities (*Piano per la riqualificazione urbana e la sicurezza delle Periferie nelle aree metropolitane e nelle città capoluogo*, promoted by the Italian government in 2016) offered financial support for the development of 120 projects distributed mainly into the 14 Italian metropolitan areas. On the other side, the National Strategy for Inner Areas (Barca *et al.*, 2014) concentrated interventions on those areas defined "Inner", *i.e.* over 20 minutes apart from the three main citizenship rights. However, the concentration towards both metropolitan cities and inner areas contributed to consolidate a rough image that has left behind a whole part in the middle. This in-between country is made of medium cities that may raise importance at national scale even more considering that they are distributed along a

2 Statistical data are issued by National Statistical Institute (ISTAT).

thick interconnected network that could be the country's backbone, both for the provision of services and as points of exchange between different mobility systems. It seems clear that the specificity of the Italian shrinking cannot be addressed only through understanding and contrasting central and remote contexts; it must also take into account territorial conditions that differ both from the central and the inner when considering settlements and socio-economic systems. Those in-between territories are included in the so-called "*Italia di mezzo*", a representation of Italy that has been suggested by Arturo Lanzani (Lanzani & Curci, 2018), characterised by poor mobility and lack of services, yet a part of Italy that had historically made the country's wealth and diversity, although in some forgotten cases, and considered as "places left behind" (Rodríguez-Pose, 2017) in Italian geography. Italy is what its places are, and the ability of medium cities to modify their vocations is what defines and gives strength to the Italian territory. Medium-sized cities over the years, have also become a place of attraction for foreign populations and, at the same time, a place where a recent but strong demographic contraction, together with economic, social and environmental crises, make these territories increasingly fragile. This investigation has been carried out by comparing a set of indicators that help to explain the phenomenon of shrinking in medium-size cities at national scale, in particular the indicator of accessibility developed by SNAI with an indicator of population decline based on national statistical data[2] and calculated over a 5-year period (2014-2019). Alongside a form of cognitive-quantitative research at national scale, some territorial biographies have been identified, to be analysed through a qualitative research method and direct observation in a more advanced phase of the work.

3. PRELIMINARY RESULTS

A first comparison between the map of inner areas elaborated by SNAI and the map of medium-size cities (fig. 2), elaborated by the authors, open some further questions. As a matter of fact, the National Strategy for Inner Areas (SNAI) classifies Italian territory in six main categories. Although this classification conceals many ambiguities as it includes in the same categories places that can barely be considered similar, such as Milan and Benevento[3]. Different tools and research methods are needed to highlight these differences and underline the specificity of medium-size cities on the geography of shrinking and territorial fragilities at national level. Shrinking or population growth also solicits, albeit with diametrically opposite effects, medium-sized cities, which sometimes also react dissimilarly to big metropolitan city. Nonetheless, it could critically be observed counter-stories experiences developed in some contexts of medium-sized cities that have reacted to decline, as underlined by the comparison between the map of medium-size cities and the map of population decline.

REFERENCES

Barca F., Casavola P., Lucatelli S., 2014, "Strategia Nazionale per le Aree Interne: definizione, obiettivi, strumenti e governance", *Materiali Uval,* n. 31.

Benrt M., 2014, "The Limits of Shrinkage: Conceptual Pitfalls and Alternatives in the Discussion of Urban Population Loss", *International Journal of Urban and Regional Research*, 40(2), p. 441-450 [online: doi.org/10.1111/1468-2427.12289].

Esposito A., 2018, *Voragine,* Milano, Il Saggiatore.

Franklin, R., S., 2019, "The demographic burden of population loss in US cities, 2000-2010", *Journal of Geographical Systems* [online: doi.org/10.1007/s10109-019-00303-4].

Indovina, F., Fregolent, A., Savino, M., 2005, *L'esplosione della città,* Bologna, Editrice compositori.

Lanzani A., 2015, Città territorio urbanistica tra crisi e contrazione, Milano, Franco Angeli.

Lanzani A., Curci F., 2018, "Le Italie in contrazione, tra crisi e opportunità", *in* A. De Rossi (ed.), *Riabitare l'Italia. Le aree interne tra abbandoni e riconquiste*, Roma, Donzelli.

Piketty T., 2014, *Il capitale del XXI secolo*, Torino, Bompiani.

Rodríguez-Pose A., 2017, "The Revenge of the Places that don't Matter (and What to Do About it)", *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 11(1), p. 189-209 [online: doi.org/10.1093/cjres/rsx024].

THE AUTHORS

Bruna Vendemmia
Politechnic University of Milan (Italy)
bruna.vendemmia@polimi.it

Agim Kërçuku
Politechnic University of Milan (Italy)
agim.kercuku@polimi.it

3 Milan and Benevento are both classified as poles by SNAI although they are completely different from the socio-economic, demographic and mobility aspects: it is enough to say that Milan has a population of around 1,250,000 inhabitants, 3 airports, and 2 railway stations, while Benevento counts 59,200 inhabitants, no airport, and a train station without connection to the HSR network.

Medium-Sized Cities as Attractive Residential and Living Places. A Case Study from the German City of Görlitz

AUTHORS
Constanze ZÖLLTER,
Stefanie RÖßLER,
Robert KNIPPSCHILD

ABSTRACT
The contribution relates to two major trends that currently dominate urban development in Germany. While large cities are experiencing an increase in population, more than half of the German municipalities have stagnating population rates or have to cope with a decrease in population. High vacancy rates lead to further challenges for cities, such as a deterioration of the building fabric or endangered social infrastructure due to low capacity rates. However, studies show that, only for some specific population groups, large cities are preferred locations. Regardless of other conditions, many people would choose a residential location away from the big cities. In the context of an ongoing dissertation, options for a future development for medium-sized cities are analysed within the case study of Görlitz. By highlighting location factors that contribute to a residential and living location with a high quality of life, recommendations on how medium-sized cities can develop in a future-oriented manner can be derived.

KEYWORDS
Medium-sized cities, Revitalisation, Urban experiment, Housing market, Living environment

RÉSUMÉ
La contribution porte sur deux grandes tendances qui dominent actuellement le développement urbain en Allemagne. Les grandes villes connaissent une croissance démographique au contraire de plus de la moitié des municipalités allemandes qui ont un taux de population stagnant ou doivent faire face à une diminution de leur population. Les taux d'inoccupation élevés entraînent d'autres défis pour les villes, tels que la détérioration structurelle des immeubles ou la mise en danger des infrastructures sociales en raison des faibles taux d'utilisation. Cependant, des études montrent que les grandes villes ne sont que des lieux privilégiés pour certains groupes de population. Indépendamment des autres conditions, beaucoup de gens choisiraient un lieu de résidence loin des grandes villes. Dans le cadre d'une thèse de doctorat en cours, des options pour le futur du développement des villes moyennes sont analysées *via* l'étude du cas de Görlitz. En mettant en évidence les facteurs associés à l'emplacement qui contribuent à un lieu d'habitation et résidentiel proposant une qualité de vie élevée, on peut en déduire des recommandations sur la manière dont les villes moyennes peuvent se développer de manière prospective.

MOTS CLÉS
villes moyennes, revitalisation, expérience urbaine, marché du logement, milieu de vie

INTRODUCTION

Two major trends currently dominate urban development in Germany. On the one hand, large cities and university towns are experiencing population increase due to the diversity of their offers for work, education, culture, and leisure. In particular, the so-called "Big Seven" (Berlin, Hamburg, Munich, Cologne, Frankfurt, Stuttgart, Düsseldorf) recorded high population growth rates between 2005 and 2015 (BBSR, 2018: 12). Their effects on local housing markets are currently subject of many discussions. Many cities face a tense housing market, as the existing supply meets much greater demand. This is also associated with rising rents, which have the most significant impact in those large cities. In addition to changes in the housing market, there are further constraints, such as a lack of green space due to increased sealing, increased traffic, noise and environmental pollution, and congestion of social infrastructure facilities.

In contrast, the situation in many other German municipalities is falling into oblivion. More than half of the German municipalities have stagnating population rates or have to cope with decreasing population. In addition to decreasing birth rates, internal migration is a main reason for population losses. In particular, small

and medium-sized cities in Eastern Germany have had to accept heavy population losses over the past 25 years due to migration to Western Germany or suburbanisation. However, there is an increasing number of West German areas that have to deal with shrinking to a greater extent too (BBSR, 2018: 12-13; Gatzweiler & Milbert, 2009: 445-448). Vacancies in residential and commercial buildings lead to a worsening of the building fabric. Many social infrastructures are endangered due to low capacity rates, although an aging population, especially in these cities, requires adequately equipped supply services (Brabazon, 2015: 35). New innovative and creative approaches are needed to ensure the continued supply of social infrastructure.
However, studies show that only for some specific population groups large cities are preferred locations. Regardless of other conditions, many people would choose a residential location away from these. Particularly after the educational phase, people indicate that they would prefer to live in a small or medium-sized cities. Urban structures are still desired, while many negative aspects of a large city, such as tense housing markets, noise and traffic congestion are critically assessed (Federal Foundation of Baukultur, 2016: 37). Drastic changes in the world of work in terms of digitalisation, flexibilisation and the steadily growing trend towards knowledge work could create conditions that would provide people with more freedom in their location choice and enable the realisation of the above-mentioned wishes.

1. EXCURSUS: MEDIUM-SIZED CITIES

In Germany, cities between 20,000 and 100,000 inhabitants are classified as medium-sized cities. Especially in the context of international research, this classification does not hold up, and there are also discussions about a delimitation of cities up to 250,000 inhabitants. Furthermore, it is pointed out that a delimitation based solely on the number of inhabitants is insufficient and neglects aspects of location, function or urban structure. However, this category groups together very different cities, that nevertheless share certain characteristics. They are denoted by a clear size in both spatial and social aspects, and a clear multifunctional centre that is used by all inhabitants and urban actors. The inner city remains a clearly recognisable urban centre, with a wide range of cultural, leisure and shopping facilities, and most importantly contact point for residents and a wide variety of actors (Brabazon, 2015: 40).
However, urban research has studied little about medium-sized cities so far. Demazière (2017) shows that the importance of medium-sized cities as places to live and work for large parts of the European population is in danger of being forgotten. This would be serious, especially against the background of the current discussion about equal living conditions. In order to understand these cities and their future challenges, a theoretical and conceptual examination is required. The findings of urban research, which focus primarily on large cities and metropolitan areas, cannot be transferred to smaller cities and their specific characteristics, and thus ignores the heterogeneity of cities. Future research on medium-sized cities should move away from the perspective of bigger cities and pay more attention to the specific development processes in these cities and their functions in global process. By highlighting the specific political, economic, but also spatial, cultural and social characteristics, strategies and processes can be explored that have received little attention in previous urban research (Demazière, 2017: 57; Bell & Jayne, 2009: 690).

2. RESEARCH QUESTION AND THEORETICAL FRAMEWORK

The initial situation described in the first section illustrates a social challenge in both large growing cities and medium-sized cities affected by shrinking. In the context of an ongoing dissertation, options for future development of medium-sized cities are analysed. Consequently, future developments also have positive effects on large cities, without completely eliminating their problems. With an increased focus on medium-sized cities as residential locations, factors will be analysed that could attract potential new residents. By highlighting location factors that contribute to a high quality of life residential and living location, recommendations can be derived as to how medium-sized cities can develop in a future-oriented manner. The following research question is raised: What location factors make medium-sized cities affected by shrinkage to attractive residential and living locations and for what target groups?
Based on location theories of economic geography, it becomes apparent that the so-called soft location factors are increasingly important. The predominant application of these theories to companies and their choice of location shows that the hard factor of costs must be supplemented by a soft factor such as living and environmental conditions, political climate or location image. Thießen proved that companies are increasingly concerned in choosing a location where their employees can live well (2005: 19, 23). Besides, Grabow demonstrated that the most important soft location factors in a company's choice of location included housing and the residential environment (2005: 43). His study also related its results to cities of various sizes and showed

that, although large cities generally performed better in a direct comparison, mainly smaller cities scored well in these two most important soft location factors.
Additionally, migration research deals with the complex process of residential location decisions by private households. For migrations beyond the municipal boundaries or to other countries, economic incentives are usually cited as motivation. However, particularly in the case of migration of highly skilled persons, the question is increasingly being asked of whether, in addition to economic reasons, amenities lead to a decision to migrate and then, above all, to the choice of a particular location. As amenities, are mentioned amongst others the natural environment, attractiveness of the landscape, social infrastructure, the housing market and housing supply, opportunities for leisure and consumption (Buch & Hamann, 2014).

3. METHODOLOGY

For the empirical work, data from the project "Testing the City. Living and Working in Görlitz"[1] has been used. The project has been running since July 2018 in Görlitz. The easternmost city in Germany, located directly on the Polish border, is well known for its great architectural heritage. After the fall of the Berlin Wall, the city lost about a quarter of its population and is still struggling with high vacancy rates, especially in the so called "Gründerzeit", neighbourhoods in Wilhelminian style from the end of the 19th century. The project is based on a series of "testing-projects" that aim to gain new insights in urban research by using an experimental approach which enables people from elsewhere to test the city for a certain period of time (Zöllter *et al.*, 2017), by providing them an apartment and a workplace for a period of four weeks free of charge. The project targets a group of people who are not tied to a particular location, e.g. those who are freelance and possibly work in the creative industries. The aim is to spark their enthusiasm for the city of Görlitz as a place to live and work. Within the framework of a scientific study, they become experts for the evaluation of the residential, working and living conditions from an outside perspective. In addition to a standardised online questionnaire, a guideline-based interview is conducted with each participant at the end of the stay. This allows a detailed comparison of the previously named requirements for a location, and the evaluation of real experiences in the city of Görlitz, in order to analyse different aspects of the choice of location. A secondary analysis of the data highlights how the participants weight the different factors and whether there are location factors that can compensate the disadvantages of a medium-sized city affected by shrinking.

4. PRELIMINARY FINDINGS

An interim evaluation of the data obtained in the project shows that the hard location factors of costs –accommodation, but also the costs of living, as well as mobility and transport infrastructure– are still important aspects in the location choice. However, equally important are the soft location factors, e.g. green spaces and the availability of leisure and recreational facilities. It is shown that a medium-sized city like Görlitz has considerable potential, especially as a residential location. The supply and prices for apartments are perceived very positively, the location in a scenic environment increases the quality of life.
With regard to the working location, it is clear that the existing urban community and networks offer significant opportunities and potential. Nevertheless, these aspects do not replace the need for an economic basis or markets in conventional terms. For professional activities, which need above all peace, inspiration and little distraction, a city like Görlitz is a great advantage. Initial analyses indicate that there is a desire for a second home or temporary residence in Görlitz.
The data collection will be completed by June 2020 and detailed results will be available towards the end of the year.

RÉFÉRENCES

BBSR (Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung im Bundesamt für Bauwesen und Raumordnung), 2018, *Raumordnungsbericht 2017. Daseinsvorsorge sichern,* Bonn.
Bell D., Jayne M., 2009, "Small Cities? Towards a Research Agenda", *International Journal of Urban and Regional Research,* 33(3), p. 683-699.
Brabazon T., 2015, *Unique Urbanity? Rethinking Third Tier Cities, Degeneration, Regeneration and Mobility*, Singapore, Springer Briefs in Geography.
Buch T., Hamann S., Niebuhr A., Rossen A., 2014, "What Makes Cities Attractive? The Determinants of Urban Labour Migration in Germany", *Urban Studies,* 51(9), p. 1960-1978.

1 www.stadt-auf-probe.ioer.eu/pl/english

Demazière C., 2017, "Small- and Medium-Sized Towns: The Ignored Challenge of the Next Decades?", *disP. The Planning Review,* 53(2), p. 56-57.
Federal Foundation of Baukultur, 2016, *Baukultur Report 2016/17. City and Village*, Potsdam.
Gatzweiler H.-P., Milbert A., 2009, „Schrumpfende Städte wachsen und wachsende Städte schrumpfen", *Information zur Raumentwicklung*, n. 7, p. 443-455.
Grabow B., 2005, „Weiche Standortfaktoren in Theorie und Empirie - ein Überblick", *in* F. Thießen, O. Cernavin, M. Führ and M. Kaltenbach (eds.), *Weiche Standortfaktoren. Erfolgsfaktoren regionaler Wirtschaftsentwicklung,* Berlin, Interdisziplinäre Beiträge zur regionalen Wirtschaftsforschung, "Volkswirtschaftliche Schriften" series, n. 541, p. 37-52.
Thießen F., 2005, „Zum Geleit: Weiche Standortfaktoren - die fünf Sichtweisen", *in* F. Thießen, O. Cernavin, M. Führ and M. Kaltenbach (eds.), *Weiche Standortfaktoren. Erfolgsfaktoren regionaler Wirtschaftsentwicklung,* Berlin, Interdisziplinäre Beiträge zur regionalen Wirtschaftsforschung, "Volkswirtschaftliche Schriften" series, n. 541, p. 9-34.
Zöllter C., Rößler S., Knippschild R., 2017, *Probewohnen Görlitz-Altstadt*, "IÖR-Schriften" serie, n. 75, Berlin, Rhombos Verlag.

THE AUTHORS

Constanze Zöllter
IOER (Germany)
c.zoellter@ioer.de

Dr.-Ing. Stefanie Rößler
IOER (Germany)
s.roessler@ioer.de

Prof. Dr.-Ing Robert Knippschild
IOER (Germany)
r.knippschild@ioer.de

Session H
Les nouveaux dispositifs de régionalisation. Le laboratoire latino-américain

CO-PORTEUR·E·S
Silvina Cecilia CARRIZO (CONICET, Universidad nacional de la Plata, Argentine), Christian GIRAULT (CREDA), Laetitia PERRIER BRUSLÉ (Loterr–Prodig), Aldomar RÜCKERT & Roberto UEBEL (UFRGS, Brésil), Sébastien VELUT (IHEAL)

L'Amérique latine a connu différents dispositifs politiques et économiques d'intégration dans les années 1990 avec notamment la création du Mercosur (1991), de l'ALENA (1993) ou encore la relance de la CAN *via* la création d'une zone de libre commerce (1993). Cette effervescence régionaliste s'enracinait dans l'essor du néolibéralisme. Avec l'arrivée des gouvernements de gauche dans les années 2000, le régionalisme prend un tour plus politique : il s'agit moins d'étendre les aires commerciales que de créer des poches de résistance anti-hégémonique. L'échec de la zone de libre-échange des Amériques (ALCA ou FTAA), témoigne de ce tournant. Le retour de la droite dans les années 2010, comme le changement de positions des États-Unis, ralentit le déploiement de ces dispositifs institutionnels, voire conduit à leur démantèlement (UNASUR). Dans le même temps, les grands programmes d'infrastructures censés connecter le continent sont critiqués pour leurs conséquences territoriales et environnementales, et pour avoir été des vecteurs de corruption.
Comment repenser l'intégration dans ce contexte troublé ? Assiste-t-on à la mise en place de nouveaux dispositifs, plus focalisés et plus souples ? Voit-on se dessiner des sous-ensembles régionaux fondés sur de nouvelles logiques (PROSUL), tels que la mise en valeur des ressources, la sécurité régionale, les questions migratoires ?
Les États repensent la question des intégrations, parallèlement les entreprises, la société civile, les gouvernements locaux configurent d'autres territorialités et des rapports différents de coopération. Les fronts et les frontières qui ont caractérisé les modèles de développement latino-américains sont réactivés par ces dynamiques de valorisation et/ou la protection de ressources (mines, biodiversité, eau, énergie, tourisme). Ainsi, l'Amérique latine reste un laboratoire d'expérimentation pour des dispositifs de régionalisation.
Cette session abordera ces questions en privilégiant notamment, les actions liées à la mise en valeur et/ou la protection de certaines ressources, les échanges et les migrations internationales en étudiant notamment :
– les anciens et nouveaux ensembles géopolitiques,
– les acteurs et temporalités de l'intégration/régionalisation,
– les réseaux de coopération et dispositifs d'intégration,
– les fronts et frontières, les nouvelles configurations.

New Systems of Regionalisation. The Latin American Laboratory

Latin America underwent various political and economic integration processes in the 1990s, including the creation of Mercosur (1991), NAFTA (1993) and the relaunch of the Andean Community through the creation of a free trade area (1993). This regionalist effervescence was rooted in the rise of neoliberalism. With the arrival of left-wing governments in the 2000s, regionalism took a more political turn: it was less a question of expanding commercial zones than of creating pockets of anti-hegemonic resistance. The failure of the Free Trade Area of the Americas (FTAA) is a testament to this turning point. The return of the right in the 2010s, along with the change in the stance of the United States, has slowed down the implementation of these institutional arrangements, and sometimes even led to them being dismantled (UNASUR). At the same time, major infrastructure programmes that are supposed to connect the continent are criticised for their impact on regions and the environment, and for having been vectors of corruption.

How can integration be rethought in this troubled context? Are we witnessing the establishment of new, more focused and flexible processes? Are there any regional sub-systems based on new approaches (PROSUL), such as resource development, regional security, migration issues?
States are rethinking the issue of integration, while at the same time companies, civil society and local governments are creating other types of territories and new forms of cooperation. The boundaries and borders that have marked Latin American development models have been reactivated by these development dynamics and/or the protection of resources (mining, biodiversity, water, energy, tourism). Thus, Latin America remains an experimental laboratory for such regionalisation systems.
This session will address these issues by focusing in particular on activities related to the development and/or protection of certain resources, as well as international trade and migration by studying the following:
– geopolitical blocs, both old and new,
– the actors and timescales of integration/regionalisation,
– cooperation networks and integration processes,
– boundaries and borders: changing patterns.

Los nuevos dispositivos de regionalización. El laboratorio latinoamericano

América Latina ha experimentado varios mecanismos de integración, incluyendo la creación del Mercosur y el TLCAN. Desde el "giro a la derecha" del continente en 2010, y el cambio de posición de Estados Unidos con D. Trump, esos dispositivos institucionales están en declive o incluso en proceso de desmantelamiento (UNASUR). Los grandes programas de infraestructura pensados para conectar el continente se han criticado por sus consecuencias sociales y ambientales, y por haber sido vectores de corrupción.
¿Esto invalida todas las iniciativas dirigidas a fortalecer la cooperación entre los Estados? ¿Se implementan nuevos dispositivos, más focalizados y más flexibles? La integración regional se ve trastocada por eventos geopolíticos, ¿esto cuestiona las lógicas de sus tiempos? ¿Surgen (sub)conjuntos regionales basados en una nueva lógica (PROSUL), como la del desarrollo de recursos, de seguridad regional o para enfrentar problemas migratorios?
Los Estados reconsideran las integraciones, al mismo tiempo que las empresas, la sociedad civil, los gobiernos locales forjan otras territorialidades y diferentes relaciones de cooperación. Los frentes y las fronteras que han caracterizado los modelos de desarrollo latinoamericanos se reactivan con estas dinámicas de valorización y/o protección de recursos (minas, biodiversidad, agua, energía, turismo). América latina sigue siendo un laboratorio para los dispositivos de regionalización.
Esta sesión tratará, en particular, de las acciones relacionadas con el desarrollo de recursos, intercambios y migraciones internacionales, abordando:
– conjuntos geopolíticos;
– actores y temporalidades de la regionalización;
– redes de cooperación y esquemas de integración;
– frentes y fronteras, nuevas configuraciones.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Cargnin A., Rückert A., de Oliveira Lemos B. (dir.), 2018, *Territorial planning and La Plata Basin borders,* Porto Alegre, Letra 1 [en ligne : www.editoraletra1.com/epub/9788563800350/files/9788563800350-09.pdf].
Gardini G. L., 2005, "Critical Investigations on Integration in South America: Hidden Past, Uncertain Present and Controversial Future", *Cambridge Review of International Affairs,* 18(3), p. 403-404.
Gardini G. L., 2011, "MERCOSUR: What You See Is Not (Always) What You Get", *European Law Journal,* 17(5), p. 683-700 [en ligne : doi.org/10.1111/j.1468-0386.2011.00573.x].
Malamud A., Gardini G. L., 2012, "Has Regionalism Peaked? The Latin American Quagmire and its Lessons", *The International Spectator,* 47(1), p. 116-133 [en ligne : doi.org/10.1080/03932729.2012.655013].
Malamud A., Schmitter P., 2007, *The experience of European integration and the potential for integration in South America*, Barcelona, IBEI, coll. « Working Papers », n° 6.
Parthenay K., 2019, *A political Sociology of Regionalism: perspectives for a comparison*, Palgrave MacMillan.
Perrier Bruslé L., 2013, "The Border as a Marker of Territoriality: Multi-Scalar Perspectives and Multi-Agent Processes in a South American Borderland Region", *Geopolitics*, 18(3), p. 584-611 [en ligne : doi.org/10.1080/14650045.2012.749242].

Perrier Bruslé L., 2014, « L'intégration sud-américaine : des enjeux continentaux aux réalités locales. Un exemple à la tri-frontière Bolivie-Pérou-Brésil », *in* Y. Richard et A. Gana (dir.), *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local*, Paris, IRMC–Karthala, p. 211-232.
Perrier Bruslé L., 2015, « La integración continental suramericana, inscripción espacial y marco ideológico. Apuntes desde Bolivia, el país de contactos », *Journal of Latin American Geography,* 14(2), p. 101-127 [en ligne : doi.org/10.1353/lag.2015.0025].
Rivarola Puntigliano A., 2011, " 'Geopolitics of Integration' and the Imagination of South America", *Geopolitics*, n° 16, p. 846-864 [en ligne : doi.org/10.1080/14650045.2010.549863].
Rückert A., Carneiro Filho C., 2018, « Quelle intégration de l'Amérique du Sud ? Les infrastructures de liaison des régions périphériques et les tendances », *Diploweb.com, La Revue géopolitique* [en ligne : www.diploweb.com/Quelle-integration-de-l-Amerique-du-Sud-Les-infrastructures-de-liaison-des-regions-peripheriques-et.html].
Yates J. S., Bakker K., 2014, "Debating the 'Post-Neoliberal Turn' in Latin America", *Progress in Human Geography*, 38(1), p. 62-90 [en ligne : doi.org/10.1177/0309132513500372].

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Silvina CARRIZO, Marie FORGET, Vincent BOS – *Frentes mineros para la transición energética. Regionalizaciones invisibles entorno a los salares altoandinos*
– Silvina CARRIZO, Sébastien VELUT – Régionalisations énergétiques sud-américaines
– Claudio A. G. EGLER – *Crisis y transición energética en América del Sur*
– Lucile MEDINA, Tania RODRÍGUEZ ECHAVARRÍA – L'intégration d'une marge frontalière dans la mondialisation : la frontière Costa Rica–Nicaragua face au développement des cultures d'ananas
– Nina MONTES DE OCA – Projets d'infrastructures gazières et perspectives d'intégration : le cas péruvien
– Xiomara-Lorena ROMERO-PÉREZ – *La integración regional en las Antillas: el papel de la energía*
– Aldomar A. RÜCKERT, Luísa A. CAYE – *Transborder Processes and Transborder Regions in South America. The Case of the Triple Border between Brazil, Argentina and Uruguay*
– Audrey SÉRANDOUR – Du régionalisme à la régionalisation, le cas de la mise en valeur du lithium (Argentine, Bolivie, Chili)
– Facundo SOLANAS – *Los Estados y los MERCOSURes ¿Una pluralidad de dinámicas de integración/desintegración en América Latina?*
– Hervé THÉRY – L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ?

AUTORES
Silvina CARRIZO,
Marie FORGET,
Vincent BOS

Frentes mineros para la transición energética. Regionalizaciones invisibles entorno a los salares altoandinos

RESUMEN
Las transiciones energéticas abren lugar a nuevas tecnologías, entre ellas nuevos dispositivos de almacenamiento energético. La obtención de materiales para su fabricación promueven frentes mineros. En Bolivia, Argentina y Chile avanzan en los salares altoandinos, ricos en litio, cuya explotación, se acompaña de procesos socio-espaciales de frontera. En estos países las estrategias de desarrollo de recursos minerales son diversas. Chile, líder en exportación de cobre, apostó de forma pionera a vender litio a distintos mercados. Argentina, con matices provinciales, busca que crezca su producción y su puesta en valor. Bolivia, sostiene una política de industrialización para contribuir, al proyecto de universalización del acceso a electricidad y de exportación al mercado mundial. Las nuevas dinámicas socio-espaciales arman micro-regiones en el Triángulo del litio y alianzas a otras escalas. Se trata de un proceso de integración transfronterizo, de abajo hacia arriba, delineado por los actores, por las infraestructuras y los flujos de recursos. Modelan una regionalización, aún invisible.

PALABRAS CLAVES
Energía, litio, frentes, frontera, regionalizaciones

ABSTRACT
Energy transitions lead to new technologies, including new energy storage devices. The demand for the raw materials needed to manufacture them implies the opening of new mining frontiers. These move forward in Bolivia, Argentina and Chile in the lithium rich salt desert of the Andean highlands, accompanied by frontier socio-spatial processes. The mineral resource development strategy is different in the three countries. Chile, a leader in copper export, was the first to sell lithium on the global market. Argentina, with provincial nuances, seeks to increase its production and its value. Bolivia supports an industrialisation policy aiming at contributing both to the universal access to electricity and the exportation to world market. New socio-spatial dynamics set up micro-regions within the lithium triangle as well as alliances at other scales. This bottom-up integration process crosses the borders, mainly led by stakeholders, infrastructures development and flows of resources, modelling a still invisible regionalisation.

KEYWORDS
Energy, Lithium, Frontiers, Borders, Regionalisations

RÉSUMÉ
Les transitions énergétiques amènent de nouvelles technologies, notamment celles concernant les nouveaux dispositifs de stockage de l'énergie. La demande en matières premières nécessaires à leur fabrication entraîne à son tour l'ouverture de nouveaux fronts miniers. Ces derniers avancent en Bolivie, en Argentine et au Chili dans les hauts plateaux andins, dont les déserts de sels sont riches en lithium. Leur exploitation s'accompagne de processus socio-spatiaux frontaliers. Les stratégies de développement des ressources minérales sont différentes dans les trois pays. Le Chili, chef de file des exportations de cuivre, a été le premier à vendre du lithium sur le marché. L'Argentine, avec des nuances provinciales, cherche à accroître sa production et sa valeur. La Bolivie soutient une politique d'industrialisation visant à contribuer au projet d'accès universel à l'électricité, ainsi que sa valorisation sur le marché mondial. Les nouvelles dynamiques socio-spatiales conforment des microrégions dans le Triangle du lithium et des alliances à d'autres échelles. Il s'agit d'un processus d'intégration transfrontalière, de bas en haut, tracé par les acteurs, les infrastructures et les flux, modélisant une régionalisation encore invisible.

MOTS CLÉS
énergie, lithium, fronts, frontières, régionalisations

En el siglo XXI, las preocupaciones por la sustentabilidad alientan una transición a modelos energéticos menos contaminantes y más inclusivos, basados en eficiencia y renovables. Estas abren lugar a nuevas tecnologías, entre ellas nuevos dispositivos de almacenamiento energético. La obtención de materiales para su fabricación promueven frentes mineros. En Bolivia, Argentina y Chile avanzan en los salares altoandinos, ricos en litio. El despliegue de la explotación de litio, se acompaña de procesos socio-espaciales de frontera. Esta reúne y separa a la vez, actores que negocian conflictos e intereses. La misma puede ser entendida como ese proceso que avanza para propiciar la co-construcción (Amilhat Szary, 2018).
En Sudamérica, las estrategias de desarrollo de recursos minerales son diversas. Chile, líder en exportación de cobre, apostó de forma pionera a vender litio a distintos mercados. Argentina, con matices provinciales, busca que crezca su producción y su puesta en valor. Bolivia, sostiene una política de industrialización para contribuir, al proyecto de universalización del acceso a electricidad y su exportación al mercado mundial.
Este estudio se enmarca en los proyectos LabEx TESLA[1] y PICT TESLA[2]. Estudiar la transición energética en los territorios de montaña de Sudamérica y Europa, permite cuestionar su papel, especificidades y oportunidades, en las trayectorias hacia una «sociedad de sostenibilidad». Estas investigaciones exploran el doble desafío de la energía, como motor económico y como servicio para el bienestar social. Los territorios de montaña están en la encrucijada de estos dos frentes, a la vez sitios ricos en recursos energéticos y con consumos dispersos o restringidos. El objetivo de este trabajo es analizar la apertura en Sudamérica, de frentes mineros, asociados a la transición energética global. Se estructura en tres partes abordando 1) las políticas nacionales que los encauzan, 2) los actores que los conducen y 3) las dinámicas regionales que se dan entorno a los salares altoandinos.

1. EN POS DEL MINERAL

En forma de salmueras, en acuíferos de salares y en forma sólida, en la espodumena, una veintena de países poseen litio. En los salares altoandinos, el litio se obtiene por la combinación de procesos de evaporación de la salmuera, que se extrae del subsuelo y se concentra en piletas al aire libre (pozas solares), entre 18 y 24 meses, para que precipiten las sales. Si la técnica utilizada es equivalente; a nivel regional, Chile, Argentina y Bolivia siguen trayectorias distintas en tiempos, formas y lógicas de valorización del recurso.
Chile y Argentina avanzaron en las investigaciones en la década de 1960. Chile, donde la actividad quedó reservada a actores públicos, es el primer país de la región en producirlo industrialmente. Argentina lo produce desde finales del siglo XX y en Bolivia, el litio comienza a ser puesto en valor en el siglo XXI. En 2018, Chile y Argentina producen un cuarto del litio extraído en el mundo: 19% y 7% de 85.000 T, respectivamente[3]. El volumen aportado por Chile es equivalente al aumento en la producción mundial, respecto de 2017, cuando era de 69.000 T (USGS, 2020).
En *Chile*, el litio fue declarado de interés nuclear, en 1965. La Comisión Chilena de Energía Nuclear, CChEN, se convierte en el organismo que regula y autoriza su explotación; supervisa la producción y las ventas. En 1969, el Instituto de Investigaciones Geológicas inició la exploración del salar de Atacama. Un año después, la Corporación de Fomento de Producción, CORFO desarrolló un programa de prospección. CORFO y la Corporación Nacional del Cobre, CODELCO, obtienen concesiones en los salares de Atacama, y de Pedernales y Maricunga, respectivamente. Desde 1982, por Ley, la explotación del litio no puede otorgarse en forma de concesión minera. Queda reservada al Estado, y pueden extraerlo sus empresas o empresas privadas a través de un Contrato Especial de Operación del Litio CEOL (Ministerio de Minería, 2018). Desde el siglo XX, Sociedad Química y Minera de Chile, SQM (24% de la empresa china Tianqi Lithium) y Albemarle (estadounidense), extraen el litio del salar de Atacama.
En *Argentina*, en la década de 1960, la Comisión de Energía Atómica pública un informe sobre el litio en las provincias de Córdoba y San Luis (Angelelli & Rinaldi, 1963) y la Dirección General de Fabricaciones Militares comenzó estudios sobre el litio en los salares de la Puna (Fornillo, 2018). El interés en el recurso estaba asociado fundamentalmente al conocimiento del territorio. En 1991, se aprueba un contrato entre la Provincia de Catamarca y la Dirección General de Fabricaciones Militares, con FMC (estadounidense) –especializada en química agroindustrial y militar– y su filial Minera del Altiplano para explotar el yacimiento del salar del Hombre Muerto. Cierta heterogeneidad caracteriza la gobernanza del litio en Argentina, donde "corresponde

1 Trajectoires énergétiques dans les Alpes et les Andes. Une approche comparée de territoires en transition (directora Marie Forget).
2 Transition énergétique sud-américaine et valorisation du lithium andin (directora Marie Forget).
3 Australia y China produjeron 60% y 9% respectivamente.

a las provincias el dominio originario de los recursos naturales existentes en su territorio" (Constitución Nacional 1994, art. 124). La producción en comenzó en 1998, el Salar de Hombre Muerto, con Minera del Altiplano, y en 2014, en Olaroz (Jujuy), con Sales de Jujuy (sociedad australiana, japonesa y jujeña).
En *Bolivia*, se trabaja sobre el litio, en la década de 1970, cuando la Universidad Nacional de San Andrés lo investiga con el *Office de la recherche scientifique et technique outre-mer* – ORSTOM (Risacher & Ballivián, 1981) y el salar de Uyuni recibe el estatus de "reserva fiscal". Los minerales aparecen como un factor de desarrollo, en torno a una industria nacional, diversificada. En 1984, se creó una Comisión Interministerial de Salares, reemplazada por el Complejo Industrial de los Recursos Evaporíticos del Salar de Uyuni, CIRESU, autorizado a convocar a licitación pública internacional, a fin de concretar su explotación (Ley 719/1985). En 1989, se invita a FMC a explotar Uyuni, lo que no se concretó. Manifestaciones populares y oposiciones políticas conducen a cambiar la regulación. Bajo la presidencia de Evo Morales (2006-2019), los salares devienen reservas fiscales, la extracción del litio queda reservada al Estado y se impulsa una estrategia industrialización. Al sur del salar de Uyuni, se construyeron las plantas semi-industrial e industrial de cloruro de potasio (foto 1) y en instalaciones de Llipillipi, una planta piloto de carbonato de litio. En el complejo industrial de La Palca (Potosí) se instalarían las plantas pilotos de materiales catódicos y de baterías Ion Litio. Las primeras baterías fabricadas fueron entregadas a familias sin conexión a redes eléctrica. El litio se vuelve identidad nacional (Sérandour, 2018).

2. TRANSNACIONALES Y ALIANZAS LOCALES EN LOS FRENTES

Foto 1. Instalaciones industriales YLB en el Salar de Uyuni, Bolivia, 2019

Descubierto científicamente en 1817, es investigado fundamentalmente, en torno a la Segunda Guerra Mundial, por militares y en las décadas de 1970 y 1980, por empresas privadas para su uso en cerámica, metalurgia, vidrios, aleaciones de aluminio, grasas lubricantes y medicamentos. Estos destinos, en 2019, representan 35% de la demanda mundial de carbonato de litio equivalente. El 65% restante sirve a la fabricación de dispositivos de almacenamiento de energía, que crece a partir de los años 2000 (USGS, 2020).
Chemetall (alemana) la primera en producir carbonato de litio a escala industrial (1923) y la química Lithco (estadounidense) lideraron la producción mundial de litio por décadas. Sus sucesoras, Albemarle y SQM, respectivamente, se posicionaron en el salar de Atacama. Estas 2 y la heredera de FMC, Livent fueron conocidas como *The Big Three* o Big3.
En el top del ranking estaba también Rockwood Holdings que sería comprada por Albemarle. Esta gigante en química, surgida en 1887, extrae litio en el salar de Atacama desde la década de 1970. Obtiene carbonato y cloruro de litio en su planta La Negra, cerca de Antofagasta.
SQM creada en Chile como asociación pública-privada en 1968, nacionalizada en 1971 y privatizada a partir de 1983, especializada en la producción de fertilizantes de potasio (foto 2). Produce carbonato e hidróxido de litio, desde 1997 y 2005 respectivamente, en sus instalaciones en el Salar del Carmen. SQM expandió sus actividades a Argentina, para operar con Lithium Americas Corporation LAC (canadiense), Mina Exar. En 2018, Tianqi Lithium adquirió de Nutrien (canadiense) un cuarto de los activos de la empresa.

Foto 2. SQM en Salar de Atacama, Chile, 2018

Livent (LTMH) opera en el Salar del Hombre Muerto (Argentina), donde FMC y su filial local Minera del Altiplano, habían obtenido derechos de exploración en 1991 y cuyos depósitos explotan desde 1998. FMC adquirió Lithco en 1985 y su escisión (*spin-off)* en 2018 dio origen a Livent.
Durante dos décadas, *The Big Three* concentraron entorno al 85% del mercado mundial de litio. Este porcentaje bajó a 53%. Las chinas Tianqi Lithium y Jiangxi Ganfeng Lithium se posicionaron como las mayores, entrando ambas, a los salares altoandinos.
En la década de 2010, llegaron también Eramine Sudamérica (francesa); Minera Salar Blanco (filial de Lithium power) y Orocobre (australianas); Toyota Tsuho Corporation (japonesa), Posco (surcoreana); Lithium Americas

Corporation (LAC) y Millennial Lithium Corporation (canadienses). En la región, se crean Litica ressources (subsidiaria de la petrolera argentina Pluspetrol); Liex SA (argentina) y SIMCO SpA (con capitales chilenos) y las empresas estatales, Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB) y Jujuy Energía, Minería Sociedad del Estado (JEMSE[4]). Estas dos promueven por vías diferentes, distintas actividades para la puesta en valor del mineral. De alianzas entre empresas, surgen otras como Minera Exar SA (Lithium America, Ganfeng y JEMSE) (foto 3) o Sales de Jujuy SA (Orocobre, Toyota Tsuho Corp y JEMSE). Provienen de sectores líticos, automotriz, energéticos u otros y entran ya siguiendo estrategias locales de industrialización, ya de asegurar el insumo e integrar verticalmente la cadena de valor; ya de incursionar en el sector, para producir o revender un proyecto.

Foto 3. Minera Exar en Salar Caucharí, Argentina, 2019

El juego de actores –históricos y nuevos- a inicios del año 2020, se traduce en proyectos A) en producción en los salares de Atamaca (1. Albemarle; 2. SQM/Tqianqi), Hombre Muerto (3. Livent), Olaroz (4. Sales de Jujuy) y Uyuni (5. YLB) y B) proyectos que podrían avanzar de la exploración a la fase productiva, en los salares de Maricunga (6. Minera Salar Blanco y 7. SIMCO SpA); Caucharí (8. EXAR); Tres Quebradas (9. Liex et 10 Neo Lithium); en Centenario y Ratones (11. ERAMINE); Hombre Muerto (12. Posco); Pastos Grandes (13. Millenial Lithium) y Arizaro (14. Litica ressources).

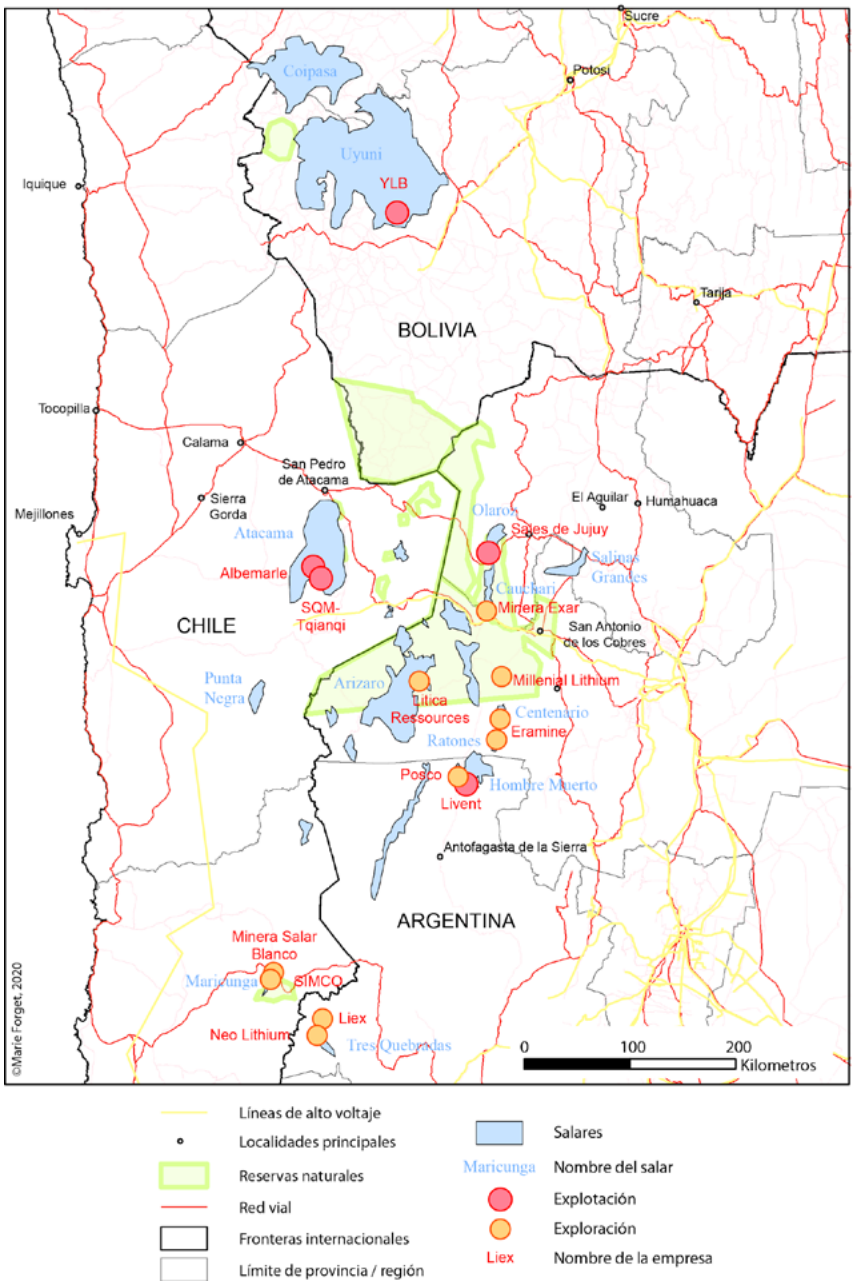
3. FRONTERAS EN EXPANSIÓN Y REGIONES EN CO-CONSTRUCCIÓN

En la nueva transición energética, el almacenamiento de energía es un servicio clave, para proporcionarla cuando se necesita, independientemente del momento y lugar en que se produce. Esto permite a los distribuidores gestionar mejor la oferta y la demanda, y facilita la incorporación de energía renovable producida por usuarios residenciales y otros. Esto refuerza las posibilidades de que en Sudamérica continúen expandiéndose los frentes mineros en los salares.

La industria del litio re-valoriza los salares, donde se ha explotado el "salitre del desierto" con métodos intensivos en energía y la producción especializada de potasio, también para fertilizantes. De forma artesanal, durante muchos años las poblaciones que bordean los salares han aprovechado la extracción de sodio, por sus propiedades conservantes y como ingrediente en su farmacopea. Algunas comunidades se han organizado en cooperativas para su comercialización. El turismo a los "desiertos de sal" ha sido otra industria global que avanzó en la región.

La intensificación de la explotación del litio induce la ampliación y multiplicación de plantas industriales, y la construcción de infraestructura vial y energética (mapa 1), financiada en parte en asociaciones público-privadas. Rutas, puertos o incluso ferrocarriles completan la infraestructura de transporte, conectando los salares para la exportación de los recursos. Parques fotovoltaicos y eólicos se suman a las infraestructuras de energía convencional que vienen a servir necesidades mineras y/o de la población. Las nuevas conexiones físicas, multiplican los flujos y con ella las demandas en los pueblos e instalaciones existentes, generando tensiones y/o sinergias con las actividades tradicionales y atrayendo otras nuevas.

4 JEMSE de la Provincia de Jujuy, participa con un 8.5% de las acciones, en la explotación de los salares Olaroz y en Caucharí, a través de Sales de Jujuy S.A. y de Minera Exar SA respectivamente y en 2019, firmó un convenio con la empresa italiana Seri Industrial SpA, que produce baterías de litio en Europa, para la instalación de una fábrica en Jujuy.



Mapa 1. Salares, infraestructura y actores en el Triángulo del litio

En Bolivia, Chile y las provincias argentinas, la territorialización de las actividades toma matices diferentes que van desde la expansión de sitios consolidados, como aquellos históricos ya construidos en los espacios en juego, hasta la concertación previa de las acciones entre los distintos actores involucrados, tendiente a favorecer una co-construcción. Por ejemplo, se organizan foros y mesas de discusión que reúnen autoridades públicas, empresas y representantes de las poblaciones aledañas a los sitios de extracción.

La integración regional se reafirma en los discursos nacionales y permanece en la vocación de cooperación a distintas escalas. Las imbricaciones existen, con presencia de empresas, profesionales y representantes de unos y otros países a cada lado de la frontera. Existe un proyecto común para cuantificar las reservas entre los tres países, con financiamiento internacional. Los intercambios académicos y empresariales en el marco de congresos y eventos regionales e internacionales se multiplican.

CONCLUSIÓN

Procesos de regionalización se dan de cada lado de los límites internacionales y provinciales en el Triángulo del litio, sin que hayan procesos institucionales "de arriba hacia abajo". Se trata de un proceso de integración transfronterizo, de abajo hacia arriba, delineado por los actores, por las infraestructuras y los flujos de recursos. Dispersos en la inmensidad, los salares ricos en minerales para la transición energética, resultan atractivos a actores globales y locales. Guardan centralidad las compañías pioneras de litio, a las que se suman otras más jóvenes, de tamaños, procedencias y especialidades diversas. Esos actores empujan las

fronteras productivas y espaciales, avanzando en espacios de negociación para hacer converger intereses en el proceso de expansión de sus actividades. Las nuevas dinámicas socio-espaciales arman micro-regiones en el Triángulo del litio y alianzas a otras escalas. Vínculos y dinámicas nuevos se generan en los frentes líticos, que modelan una regionalización, aun invisible.

REFERENCIAS

Angelelli V., Rinaldi C. A., 1963, *Yacimientos de minerales de litio en las Provincias de San Luis y Córdoba*, Informe n. 91, Buenos Aires, Comisión Nacional de Energía Atómica [en línea: www.cnea.gob.ar/nuclea/bitstream/handle/10665/540/cicacInformeCNEA091ocrA9.pdf?sequence=1&isAllowed=y, consultado el 05/02/2020]

Amilhat Szary A., 2018, « Cartographier des frontières mobiles ? L'antiAtlas des frontières », *en* P. Picouet (ed.), *La carte invente le monde*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Fornillo B., 2018, "La energía del litio en Argentina y Bolivia: comunidad, extractivismo y posdesarrollo", *Colombia Internacional,* n. 93, p. 179-201 [en línea: doi.org/10.7440/colombiaint93.2018.07, consultado el 10/01/2020]

Ministerio de Minería, 2018, *Reimpulso a la industria chilena del litio* [en línea: www.ftc.cl/Archivos/otros/CEOL%20FTC.pdf, consultado el 04/02/2020].

Risacher F., Ballivián O., 1981, *Los salares del Altiplano boliviano. Métodos de estudio y evaluación económica*, Paris–La Paz, Orstom–Universidad Mayor de San Andres.

Sérandour A., 2018, « Quand les savoirs font ressource : constructions sociales et intégrations territoriales », *EchoGéo*, n. 46 [en línea: www.journals.openedition.org/echogeo/16400, consultado el 10/02/2020].

USGS (US Geological Survey), 2020, *Lithium. Mineral Commodity Summaries, 2020* [en línea: pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2020/mcs2020-lithium.pdf, consultado el 11/02/2020].

LOS AUTEURES

Silvina Carrizo
CONICET (Argentina)
UNLP / CIUT
scarrizo@conicet.gov.ar

Marie Forget
Université Savoie Mont Blanc
Edytem
marie.forget@univ-smb.fr

Vincent Bos
Université Savoie Mont Blanc
Edytem
vincent.bos@univ-smb.fr

AUTEUR·E·S
Silvina CARRIZO,
Sébastien VELUT

Régionalisations énergétiques sud-américaines

RÉSUMÉ
En Amérique du sud, l'énergie a été au XXe siècle une des dimensions des intégrations supranationales. Avec la crise des institutions d'intégration, la place de l'énergie doit être repensée. Les évolutions des systèmes énergétiques se font actuellement en fonction de trajectoires nationales de transition vers des systèmes moins carbonés et plus distribués, avec la croissance des énergies renouvelables. Cette transition peut donner lieu tant à des coopérations comme à des dissensions frontalières. Néanmoins, des projets d'interconnexion électrique restent sur la table et pourraient contribuer à la transition.

MOTS CLÉS
énergies, intégrations, transition énergétique

ABSTRACT
In South America, in the 20th century, energy was a fundamental dimension of regional integration. With the crisis of institutional integration, energy should be thought anew. The evolution of energy systems is currently driven by national strategies of energy transition towards energy systems with less emissions and a broader spatial distribution, including the growth of renewable energies. This transition can give way to transborder cooperation or conflicts. Nevertheless, projects for electric connexion are still being discussed and might contribute to the energy transition.

KEYWORDS
Energy, Integration, Energy transition

RESUMEN
En América del Sur, en el siglo XX, la energía ha sido una dimensión fundamental de los procesos de integración regional. Con la crisis de las instituciones de integración, el papel de la energía debe ser examinado nuevamente. La evolución de los sistemas energéticos está siendo dirigida por las estrategias nacionales de transición energética, hacia sistemas menos emisores de GEI y más distribuidos, incluyendo el crecimiento de las energías renovables. Esta transición puede dar lugar tanto a relaciones de cooperación como a conflictos transfronterizos. No obstante, los proyectos de interconexión eléctrica permanecen vigentes y podrían contribuir a la transición energética.

PALABRAS CLAVES
Energía, integración, transición energética

En Amérique du Sud, les processus politiques d'intégration régionale sont rentrés dans une période critique à la fin de la décennie 2010, qui a coïncidé avec des alternances politiques dans plusieurs pays et la remise en cause, voire le démantèlement de structures multilatérales d'intégration politiques, comme l'UNASUR (Union des nations du sud). D'autres, davantage orientées sur les échanges commerciaux et une meilleure insertion dans la mondialisation, prétendent les remplacer ou proposer un nouvel agenda régional d'intégration, bien plus ouvert : c'est notamment le cas pour l'Alliance du Pacifique. On peut interpréter ces changements comme la marque d'une alternance entre des moments historiques plus favorables aux coopérations au sein de la grande région et d'autres, plus tournées vers l'ouverture internationale. Néanmoins, les dynamiques d'intégration régionale ne se limitent pas à des accords politiques : elles se traduisent également par l'inscription dans les territoires concrets de flux et d'infrastructures, le renforcement de coopérations de voisinage, la circulation des biens et des personnes. Comme l'avait montré jadis Juillard (1968) à propos de l'espace rhénan, qui se structure comme un corridor d'intégration et d'échange sur le temps long, bien avant la création du marché

commun européen, dont il devient un des axes principaux. Dans le cas sud-américain, l'intégration entre les nations s'inscrit aussi dans la durée, suivant des logiques de coopération technique ou d'échanges. C'est en partie le cas pour les dynamiques liées à la transition énergétique, entendue comme le changement de modèle d'approvisionnement et d'usage de l'énergie, en lien avec la recherche de sources nouvelles, moins coûteuses, plus durables et qui apparaît comme une réponse au problème du changement climatique.

Les chercheurs qui ont étudié ces processus depuis les sciences politiques insistent généralement sur l'évolution des structures multilatérales des coopérations entre les États et sur le fonctionnement des bureaucraties (Parthenay & Dabène, 2019), alors que les géographes s'intéressent davantage aux formes concrètes prises par les échanges et la mobilité (Rückert & Carneiro, 2018) et aux questions frontalières (Amilhat-Szary & Giraut, 2015 ; Schweitzer, 2013). Concernant l'intégration énergétique, elle a été étudiée dans le cas européen à partir d'une vision de ses principaux acteurs et de réalisations d'infrastructures, dans un contexte bien différent de l'Amérique latine puisque la question centrale est de savoir comment l'Union européenne peut accéder à des sources d'énergie fiables et diversifiées. Pour l'Amérique du Sud, les liens entre intégration régionale et intégration énergétique ont été appréhendés à partir de la relation entre infrastructures et projets politiques, mais aussi de la mise en valeur de ressources frontalières et d'approvisionnement des périphéries. Dans cette communication, nous poursuivons des réflexions entamées sur l'interaction entre dynamiques du secteur énergétique, organisations territoriales et processus d'intégration supranationale (Carrizo & Velut, 2018) dans le nouveau contexte.

L'objectif spécifique de ce travail est de mettre en relation des projets politiques d'intégration régionale et de transition énergétique. Sur un plan pratique, il faut caractériser les conséquences du démantèlement des structures existantes d'intégration et l'émergence d'une nouvelle géographie de l'énergie à plusieurs échelles. Sur un plan plus théorique, cette situation conduit à reposer la question du rôle des États, au moment où ils ne jouent plus un rôle moteur pour l'intégration : peut-elle être portée soit par l'inertie des structures, par d'autres acteurs (entreprises, gouvernements locaux, société) ou par d'autres objectifs ou d'autres rationalités ? Si c'est bien le cas, quelle est la nature de cette étape de l'intégration ?

Pour aborder ces questions nous présentons dans un premier temps les impasses des modèles d'intégration existants. Nous insistons ensuite sur les changements liés à la transition énergétique, qui s'impose comme un objectif transversal aux différents pays et sur la permanence d'initiatives techniques ou locales qui, sans avoir le poids des grands projets structurants, font exister des coopérations et des échanges, sur une nouvelle régionalisation énergétique.

1. LES IMPASSES DE L'INTÉGRATION POLITIQUE

L'intégration politique de l'Amérique latine a connu plusieurs phases contrastées depuis les indépendances. Au long du XXe siècle, les structures multilatérales d'intégration se sont multipliées, portant aussi bien sur des projets politiques d'ensemble que des thématiques sectorielles, notamment l'énergie. Celle-ci a été abordée notamment par la *Comisión Interamericana de Energía Nuclear* (CIEN, dépendant de l'Organisation des États américains) en 1959, la *Comisión de Integración Eléctrica Regional* (CIER) en 1964, *Asistencia Recíproca Petrolera Estatal Latinoamericana* (ARPEL, devenue l'*Asociación Regional de Empresas de petróleo, gas y biocombustibles en Latinoamérica y el Caribe*) en 1965 et la *Organización Latinoamericana de Energía* (OLADE) en 1973. Ces organismes sectoriels se sont articulés aux structures politiques multilatérales, telles que le *Mercado Común del Sur* (MERCOSUR), la *Comunidad Andina* (CAN) et, plus récemment, l'UNASUR, qui portait notamment le programme *Iniciativa de integración regional sudamericana* (IIRSA) de réalisation d'infrastructures d'intégration.

L'énergie était une dimension centrale des processus d'intégration dans les années 1960 et 1970 avec la construction de grands barrages binationaux qui non seulement installe des grands objets techniques conjoints et cogérés entre pays, mais amène aussi à des interconnexions électriques. Le gaz a pris le relais dans les années 1990, en lien avec le renforcement des rapports commerciaux et la construction de grands gazoducs binationaux, notamment entre la Bolivie, l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Chili, doublés par des interconnexions électriques et l'échange de carburants. Les grandes entreprises de l'énergie, qu'elles soient nationales ou internationales, à capitaux privés ou publics, ont également cherché à mettre en valeur les ressources disponibles avec une vision d'ensemble du continent.

Néanmoins, malgré ces efforts, l'intégration énergétique entre les pays du continent est demeurée incomplète. Les réseaux existent mais ne constituent ni un maillage unique, ni des systèmes suffisants. Les interconnexions électriques restent des dispositifs d'échange point à point, sans constitution d'un grand réseau partagé, comme c'est le cas en Europe. Certaines réalisations bilatérales ont entraîné des fragilités provoquant des pénuries de gaz ou des pannes électriques, qui ont suscité la méfiance face aux grands projets internationaux.

À ces difficultés pratiques s'ajoutent les impasses politiques des intégrations. Elles font les frais des changements d'orientation politique qui se produisent dans la plupart des pays de la région dans la seconde moitié des années 2010 et amènent au pouvoir des gouvernements privilégiant l'ouverture internationale au détriment de l'intégration. Elles font par ailleurs le constat que les structures multilatérales n'ont pas amené la croissance espérée. Ce revirement coïncide avec la fin des gouvernements « bolivariens », mettant en avant d'autres visions de l'économie politique, justifiant un retour de l'État et du politique pour organiser des mécanismes de redistribution et de coopération active avec les pays partenaires. La relance de la croissance qui permet d'accroître la redistribution repose sur une reprimarisation des économies, l'exportation de matières premières vers de nouveaux marchés, à commencer par la Chine.
Ce modèle comprend l'exploitation de nouvelles ressources, et donc de nouveaux espaces, qui rend indispensable l'amélioration des infrastructures, justifiant les grands programmes de construction de réseaux, et entre en crise sous l'effet d'une réduction de la demande chinoise qui fait baisser les prix des matières premières et ralentit la croissance de l'ensemble de la région. Outre la recherche de solutions économiques plus libérales, les équipes au pouvoir affichent leur défiance vis-à-vis de structures d'intégration qui leur paraissent trop bureaucratiques ou trop politisées. De surcroît, les scandales de corruption liés aux grands projets d'infrastructures font perdre leur légitimité à ces programmes.
Aujourd'hui, il subsiste de nombreux projets d'interconnexions possibles pour le gaz, qui peuvent répondre à des logiques d'accès aux ressources ou à des visions géopolitiques mais n'ont pas été mis en œuvre, comme par exemple l'idée de faire de la Bolivie un hub gazier et énergétique pour le continent. De même, les organismes techniques dressent de longues listes d'interconnexions électriques internationales souhaitables.
L'intégration régionale est un cadre où se déploient, à différents moments, des stratégies de coopérations, avec des effets différenciés sur les territoires. L'intégration énergétique peut être repensée en lien avec les processus de transition vers un modèle plus soutenable.

2. L'AVANCÉE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Au XXIe siècle, la transition énergétique implique le passage vers des systèmes moins carbonés et moins centralisés, grâce aux énergies renouvelables et à la recherche de l'efficacité énergétique. Des projets à diverses échelles et suivant différentes logiques sont conçus pour universaliser et renforcer les services, notamment vers les populations non connectées. Ces initiatives s'inscrivent principalement dans les cadres nationaux.
En Amérique latine et aux Caraïbes, 19 millions de personnes n'ont pas d'accès à l'électricité (Iorio & Sanin, 2019). Les politiques publiques visent à universaliser l'accès à l'électricité avec de petites installations pour les populations isolées non desservies par les réseaux. Des régimes tarifaires spéciaux ont été mis en place pour les usagers résidentiels à faible pouvoir d'achat. La génération distribuée est encouragée avec des résultats pratiques et des cadres juridiques en évaluation.
Des grands projets se reproduisent par la baisse des coûts, les incitations octroyées par les États et l'abondance de ressources. Des niveaux extraordinaires d'ensoleillement de la Puna, la qualité des vents sur les littoraux patagoniens, ainsi que le potentiel de biogaz et de biocarburants dans les régions d'élevage ou de grande agriculture attirent des investissements. De grands projets existent tels que la centrale photovoltaïque Cauchari (500MW) à Jujuy (Argentine) et le parc éolien Lagoa dos Ventos (716 MW) dans le Piauí (Brésil). Mais il existe également une multitude de petits centres de génération, comme les *feed lots* qui récupèrent du biogaz ou les usines de transformation de la canne à sucre qui développent des centrales de cogénération. Ils font apparaître de nouveaux territoires de l'énergie, comme l'altiplano entre la Bolivie, le Chili et l'Argentine où coexistent, sans s'articuler, les projets de génération solaire et ceux d'extraction du lithium pour les batteries.
La construction de grands barrages promue dans les années 1970, a été reprise au XXIe siècle. Ces projets pharaoniques se localisent sur les plus grands fleuves comme l'Amazone, le Paraná ou le Marañon, dans des territoires périphériques et favorisent leur intégration ou des coopérations transfrontalières, mais peuvent aussi entraîner des conflits (Forget & Velut, 2015).
Les énergies renouvelables non conventionnelles renforcent les avantages potentiels de la complémentarité entre les pays. Elles complètent le *mix* énergétique et élargissent les possibilités d'intégration régionale. Cependant, dans les années 2010, l'incidence de la capacité installée dans les projets d'interconnexion par rapport à la puissance totale tend à diminuer : la part de l'électricité échangée par rapport à celle produite reste de l'ordre de 4 à 5 % et l'utilisation des interconnexions n'a pas dépassé 25 % de leur capacité totale (Batista & Rodríguez, 2017).
La transition progresse grâce à des investissements nationaux locaux et le financement d'organismes multilatéraux ou d'autres pays. Parmi ceux-ci, la Chine avec son initiative « La ceinture et la route » vise à bâtir un

réseau de commerces et d'infrastructures le long de « nouvelles routes de la Soie » et renforcer la connectivité globale. Il s'agit d'une coopération intergouvernementale intégrant divers domaines, tels que la technologie, le commerce et l'énergie.

Pour avancer vers un système mondial d'interconnexion énergétique, l'Organisation mondiale de coopération et de développement pour l'interconnexion énergétique (GEIDCO, basée à Pékin) cherche à mettre en œuvre des projets techniques et commerciaux d'application des technologies clés, dont la transmission à très haute tension, les réseaux intelligents et l'utilisation de l'énergie propre. À l'échelle continentale, le Forum pour le progrès de l'Amérique du sud (PROSUR, créé en 2019) promeut la flexibilité institutionnelle pour développer la coopération en infrastructure et énergie, entre autres. L'intégration énergétique sud-américaine favoriserait la valorisation et la coordination des énergies renouvelables de la région pour la complémentarité géographique et la continuité des flux.

CONCLUSION – LA NOUVELLE CARTE ÉNERGÉTIQUE

Les États d'Amérique du Sud partagent l'objectif et le besoin de chercher des services électriques durables, universels, sûrs et bon marché. L'incorporation de sources renouvelables fait émerger de nouveaux territoires énergétiques. Des espaces éloignés acquièrent une nouvelle centralité. De grands centres de consommation ont aussi la possibilité de devenir producteurs d'énergie renouvelable et de contribuer à l'efficacité des systèmes. Malgré les impasses de l'intégration régionale et le renforcement des logiques nationales, dans le mouvement des accords et des dynamiques internationales, la transition énergétique avance, territorialisée dans l'altiplano et les peuples solaires, les littoraux éoliens ou le « triangle du lithium ». Sur la carte énergétique, de nouvelles régions productives s'ajoutent aux bassins pétroliers et fluviaux. Une nouvelle géographie de l'énergie émerge, très centrée pour le moment sur les États et les entreprises. Néanmoins, les projets d'intégration par l'électricité restent sur la table et pourraient, s'ils se réalisent, contribuer à la transition vers des modèles énergétiques plus durables.

RÉFÉRENCES

Amilhat-Szary A.-L., Giraut F., 2015, *Borderities and the Politics of Contemporary Mobile Borders,* Londres–New York, Palgrave Macmillan.

Batista G., Rodríguez I., 2017, "Reflexiones sobre la evolución y uso de las interconexiones de electricidad en América del Sur", *Revista CIER,* nº 74, numéro thématique "Integración energética", p. 49-57.

Carrizo S., Velut S., 2013, « Les défis de l'intégration énergétique en Amérique latine », communication au colloque régional de l'International Geographical Union (IGU, Kyoto, 4-9 août 2013).

Carrizo S., Velut S., 2018, "Energy Transitions and Regional Integration in South America", *in* A. Rucker, A. Cargnin et B. de Oliveira Lemos (dir.), *Territorial Planning and La Plata Basin borders,* Porto Alegre, Editora Letra, p. 167-188

Forget M. E., Velut S., 2015, « Grands barrages, frontières et intégration en Amérique du Sud », *Bulletin de l'association des géographes français*, 92(2), p. 245-260.

Iorio P., Sanin M. E., 2019, *Acceso y asequibilidad a la energía eléctrica en América Latina y El Caribe*, Washington DC, Banco Interamericano de Desarrollo [en ligne : www.publications.iadb.org/es/acceso-y-asequibilidad-la-energia-electrica-en-america-latina-y-el-caribe, consulté le 11/10/2020]

Juillard E., 1968, *L'Europe rhénane, géographie d'un grand espace*, Paris, Armand Colin.

Parthenay K. S., Dabène O., 2019, « Régionalisme pragmatique en Amérique centrale », *Études internationales,* 50(1), p. 7-184.

Rückert A., Carneiro C., 2018, "América do Sul: infraestruturas em regiões periféricas e tendências atuais", *Revista Brasileira de Estudos de Defesa,* 5(1), p. 329-361.

Schweitzer A., 2013, "Desarrollando el desierto. procesos de frontera en la provincia de Santa Cruz", *Revista de ciencias sociales*, 5(24), p. 51-69 [en ligne : www.ridaa.unq.edu.ar/handle/20.500.11807/1579].

LES AUTEUR·E·S

Silvina Carrizo
CONICET
UNLP / CIUT
scarrizo@conicet.gov.ar

Sébastien Velut
Université Sorbonne Nouvelle Paris 3
IHEAL / CREDA
sebastien.velut@sorbonne-nouvelle.fr

AUTOR
Claudio A. G. EGLER

Crisis y transición energética en América del Sur

RESUMEN
Los impactos de la crisis económica, intensos desde 2014, con la reversión del super-ciclo de "commodities" que impulsó la expansión económica de la primera década del siglo XXI, tuvieron un efecto desigual en América del Sur. El sector minero-agrario-exportador mantuvo la primacía en la base económica de las naciones sudamericanas, que en algunos casos sufrieron un revés en su estructura industrial. Las consecuencias de este proceso están también presentes en la forma y la velocidad de la transición energética en el continente sudamericano, donde se presentan diferentes opciones con respecto a la sustitución de derivados del petróleo por fuentes alternativas de energía, especialmente biocombustibles, energía eólica y solar. La retracción de la participación del estado en la economía, que refleja la opción de políticas públicas de austeridad fiscal y financiera, impactó directamente el ritmo y el nivel de las inversiones en opciones energéticas con bajas emisiones de gases de efecto invernadero.

PALABRAS CLAVES
Crisis, energía, transición energética, América del Sur

RÉSUMÉ
Les impacts de la crise économique, intense depuis 2014, avec l'inversion du super-cycle de produits de base qui a stimulé l'expansion économique de la première décennie du XXIe siècle, ont eu un effet inégal en Amérique du Sud. Le secteur minier-agricole-exportateur a maintenu la primauté de la base économique des nations sud-américaines qui, dans certains cas, ont subi un revers dans leur structure industrielle. Les conséquences de ce processus sont également présentes dans la forme et la rapidité de la transition énergétique sur le continent sud-américain, où différentes options sont présentées concernant la substitution des dérivés du pétrole à des sources d›énergie alternatives, notamment les biocarburants et les énergies éolienne et solaire. Le retrait de la participation de l'État à l'économie, qui traduit le choix des politiques publiques d'austérité budgétaire et financière, a directement influencé le rythme et le niveau des investissements dans les options énergétiques à faibles émissions de gaz à effet de serre.

MOTS CLÉS
crise, énergie, transition énergétique, Amérique du Sud

El presente trabajo es el resultado preliminar de la investigación "Crisis e integración regional en América del Sur" con el apoyo del Consejo Nacional para el Desarrollo Científico y Tecnológico (CNPq), cuyo objetivo principal es analizar los impactos geoeconómicos y geopolíticos de la crisis financiera mundial en las economías sudamericanas. con especial atención a los países del Mercosur.
La principal referencia teórica está en la aplicación de la geoeconomía como práctica estratégica y estructura analítica. Como marco analítico, reconoce que "las características geográficas específicas de los lugares y espacios configuran las relaciones internacionales (y las políticas exteriores), no solo la distribución del poder entre los estados". Como práctica estratégica –o geoeconomía práctica– "se refiere a la aplicación de medios económicos de poder por parte de los estados, para alcanzar objetivos geoestratégicos". En otras palabras, significa el uso geoestratégico del poder económico (Scholvin & Wigell, 2019: 9).

1. LA CRISIS RECIENTE Y SUS IMPACTOS

Los efectos de la crisis económica tuvieron un impacto diferente en la estructura territorial de América del Sur. Se puede hacer un primer acercamiento a esta diferenciación considerando el eje Atlántico, formado por

Mercosur, y el eje Pacífico definido por la Alianza del Pacífico. Estos son los dos pactos comerciales que han cobrado importancia en el continente sudamericano en el período reciente (Ventura, 2017).

El Mercado Común del Sur (Mercosur), formado por Brasil, Argentina, Uruguay y Paraguay, se estableció a través del Tratado de Asunción en 1991. Desde entonces, se han realizado pocos progresos con respecto a la profundidad del proceso efectivo de integración regional, que todavía está muy lejos (Da Costa, 2019). Se espera que la unión aduanera se consolide en el siglo pasado. La entrada de Venezuela, y la subsiguiente suspensión indefinida en 2016, refleja el ascenso y el reflujo de la ola progresiva en América del Sur (Dos Santos, 2018).

La Alianza del Pacífico es mucho más reciente, comenzó en abril de 2011 con la reunión de los presidentes de Colombia, Perú, Chile y México en Lima, se implementó como un acuerdo de libre comercio en junio de 2012 con tres objetivos principales: 1) construir un área de libre circulación de bienes, capitales, servicios y personas, 2) impulsar el desarrollo económico y social de los países miembros y 3) convertirse en una plataforma para la articulación política, la integración económica y comercial con el mundo y en particular con Asia (Pastrana Buelvas, 2015: 15).

Desde el punto de vista de la dinámica económica, el cuadro 1 muestra la trayectoria reciente de la tasa de crecimiento del Producto Interno Bruto de los países de América del Sur y de los pactos comerciales que se estructuraron en el subcontinente: Mercosur y la Alianza del Pacífico. Es notorio el efecto de la crisis económica que azota a la región después del final del super-ciclo de productos básicos impulsado por la rápida industrialización y la creciente urbanización en China que ocurrió en la primera década del siglo XXI. Teniendo en cuenta las economías nacionales más grandes de América del Sur, se observa que los impactos más profundos ocurrieron en Argentina y Brasil, lo que indica una fuerte retracción en la actividad económica entre 2014 y 2016, que afecta directamente al Mercosur y a toda América del Sur, que presentó desempeño negativo en 2015 y 2106. Los efectos de la crisis fueron particularmente sensibles en Venezuela, directamente afectada por la caída de los precios internacionales del petróleo entre 2012 y 2016. La dependencia de las rentas petroleras y la incapacidad de diversificar la base de producción nacional hicieron que la economía venezolana tuviese un crecimiento negativo del PIB a partir de 2015, siendo suspendida del Mercosur en diciembre de 2016.

Cuadro 1. Tasa de crecimiento del Producto Interno Bruto (2010-2018). Fuente de datos básicos: CEPAL, 2020

Pais	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Argentina	10,1	6,0	-1,0	2,4	-2,5	2,7	-2,1	2,7	-2,5
Bolivia	4,1	5,2	5,1	6,8	5,5	4,9	4,3	4,2	4,2
Brasil	7,5	4,0	1,9	3,0	0,5	-3,5	-3,3	1,3	1,3
Chile	5,8	6,1	5,3	4,0	1,8	2,3	1,7	1,3	4,0
Colombia	4,3	7,4	3,9	4,6	4,7	3,0	2,1	1,4	2,6
Ecuador	3,5	7,9	5,6	4,9	3,8	0,1	-1,2	2,4	1,4
Guyana	4,1	5,2	5,3	5,0	3,9	3,1	3,4	2,2	4,1
Paraguay	11,1	4,2	-0,5	8,4	4,9	3,1	4,3	5,0	3,4
Perú	8,3	6,3	6,1	5,9	2,4	3,3	4,0	2,5	4,0
Surinam	5,2	5,8	2,7	2,9	0,3	-3,4	-5,6	1,8	2,6
Uruguay	7,8	5,2	3,5	4,6	3,2	0,4	1,7	2,6	1,6
Venezuela	-1,5	4,2	5,6	1,3	-3,9	-6,2	-17,0	-15,7	-19,6
América del Sur	6,79	4,8	2,44	3,25	0,54	-1,58	-2,61	0,76	0,47
Mercosur (1)	7,97	4,32	1,45	2,99	0,12	-2,46	-2,92	1,61	0,73
Al. del Pacífico (2)	5,35	4,82	4,12	2,66	2,96	3,1	2,7	1,91	2,63

(1) Excluido Venezuela (2) Incluido México

Por otro lado, los miembros de la Alianza del Pacífico, a pesar de haber sufrido el impacto de la crisis, tuvieron sus efectos parcialmente amortiguados, ya sea por la reducción más gradual de los flujos de comercio exterior de China en comparación con los de la Unión Europea, esto representaba una diferencia significativa entre los flujos comerciales del Atlántico en relación con el Pacífico.

Teniendo en cuenta las economías nacionales más grandes de América del Sur, se observa que los impactos más profundos ocurrieron en Argentina y Brasil, lo que indica una fuerte retracción en la actividad económica

entre 2014 y 2016, que afecta directamente al Mercosur y a toda América del Sur, que presentó desempeño negativo en 2015 y 2106.

2. LA TRANSICIÓN ENERGETICA EN AMERICA DEL SUR

¿La matriz energética actual se apoya en una formidable base de recursos naturales y la cuestión central es se está adecuada para la base técnica que se necesita para el siglo XXI? Al parecer, la respuesta es no, en muchos sentidos. Primero, la eficiencia del proceso de convertir las diversas fuentes de energía primaria en electricidad y energía mecánica deja mucho que desear, y su dependencia de una gama limitada de recursos naturales distribuidos de manera desigual conduce a conflictos geopolíticos y geoeconómicos por su control. Segundo, porque la flexibilización y el fraccionamiento del proceso de producción requieren una mayor autonomía espacial y, en consecuencia, nuevas redes de generación y distribución con alta confiabilidad y bajas pérdidas.

En síntesis, debido al volumen de fuentes de energía requeridas, la baja eficiencia del proceso de conversión y distribución, la configuración actual de la matriz energética es altamente dañina para el medio ambiente, tanto con respecto a la contaminación en las áreas de extracción y generación, como en emisión de calor y gases de efecto invernadero, que están cambiando las condiciones climáticas a nivel mundial.

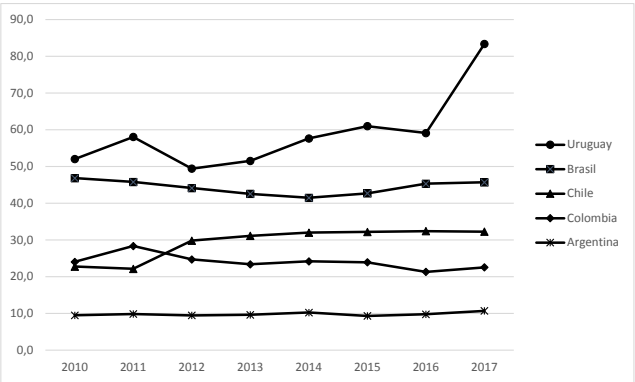
Fornillo (2017) muestra que en América del Sur la transición energética va mucho más allá de un desafío técnico y económico, ya que implica una ruptura profunda con los patrones de producción y reproducción social. Para él, es "una transición socio-energética como el pasaje hacia una sociedad comunitaria, autónoma y autoorganizada. Las renovables son difusas, y articuladas en redes inteligentes, dúctiles para propiciar el autoconsumo energético y la inyección del sobrante a las redes colectivas" (Fornillo, 2017: 50).

La importancia de los recursos naturales como base de la inserción internacional de la región sigue siendo muy elevada. En efecto, la región tiene una riqueza de recursos naturales renovables y no renovables que ha sido explotada sin criterios de sostenibilidad social, ambiental y económica. En materia energética, cuenta con un gran potencial en el ámbito de las fuentes renovables (como la hidráulica, la solar o la eólica), que presentan, además, una notable complementariedad geográfica y estacional. Sin embargo, la región depende principalmente de los hidrocarburos: tres cuartas partes de la oferta energética provienen de esta fuente (CEPAL, 2018: 165).

El petróleo y el gas natural desempeñan un papel decisivo en la matriz energética de las principales economías de América del Sur. Segundo los datos de CEPALSTAT (2020), la dependencia de los hidrocarburos fósiles en 2017 llega al extremo en Venezuela, donde el 93% del suministro de energía primaria proviene principalmente del petróleo, seguido de Bolivia (90%) y Argentina (87%) ambos con gran dependencia del gas natural. Colombia (77%) y Chile (67%) destacan por la importante presencia de carbón mineral en el suministro de energía primaria. En Brasil (53%) es relevante el peso de la energía hidráulica y considerando la importancia que tiene la planta de Itaipú en el suministro de energía en el Mercosur, hace que Paraguay tenga una participación de hidrocarburos por debajo del 1%. Uruguay (16%), que mostró una baja dependencia del gas natural, habiéndose destacado en el contexto sudamericano por la creciente participación de fuentes alternativas de energía.

La evolución de la participación de las fuentes renovables en el suministro de energía primaria en países seleccionados de América del Sur se puede ver en la figura 1. Es sorprendente que los valores registrados al comienzo de la década se han mantenido estables para las principales economías sudamericanas. Solo Chile y Uruguay mostraron cambios significativos, en el caso chileno, que aumentaron entre 2011 y 2013, principalmente debido al suministro de energía hidráulica y solar, mientras que, en Uruguay, el cambio fue radical desde 2016, cuando el suministro de La energía eólica juega un papel importante en la matriz energética uruguaya.

Figura 1. Proporción renovable de la oferta energética primaria
Fuente de datos básicos: CEPAL, 2020



Brasil, con la exploración de petróleo en aguas ultraprofundas del Pré-sal, y Argentina, con la extracción de "shale gas" en los campos de Vaca Muerta, están reforzando las tendencias pasadas y retrasando cambios significativos en sus respectivas matrices de energía. Informe de ONUDI (2014: 7) muestra que el 70% del suministro de energía primaria en Argentina aún proviene de fuentes térmicas. En el caso de Brasil, es bastante sintomá-

tico que la producción y exportación de petróleo crudo está creciendo al mismo tiempo que aumenta la importación de productos derivados del petróleo, principalmente nafta y gasoil, que son vitales para la circulación de personas y bienes.

Estas tendencias refuerzan la prioridad para la extracción de recursos naturales a expensas de invertir en fuentes de energía alternativas más intensivas en tecnología. Datos de McCrone *et al.* (2019) muestran que en 2019 Brasil sufrió una caída del 44% en inversión en energías renovables, el más bajo valor para ese país desde allá por 2005. El mismo se pasó en Chile que tuvo una disminución del 38% en nuevas inversiones en fuentes limpias, por debajo del promedio de los últimos cinco años.

La crisis acentúa las tendencias históricas en América del Sur, reforzando el papel de la tierra como fuente primaria de riqueza y transfiriendo una parte significativa de sus costos sociales al trabajo, acentuando el desempleo y el empleo precario.

REFERENCIAS

CEPAL (Comisión Económica para América Latina y Caribe) (ed.), 2018, *La ineficiencia de la desigualdad*, Santiago, Naciones Unidas–CEPAL [en línea: www.cepal.org/es/publicaciones/43442-la-ineficiencia-la-desigualdad, consultado 15/01/2020].

CEPAL (Comisión Económica para América Latina y Caribe), 2020, *CEPALSTAT Estadísticas e Indicadores*, Santiago [en línea: www.estadisticas.cepal.org/cepalstat/web_cepalstat/estadisticasIndicadores.asp?idioma=e, consultado 08/01/2020].

Da Costa W. M., 2019, "Crise da integração e tendências geopolíticas na América do Sul", *in* W. M. Costa y D. B. Vasconcelos (eds.), *Geografia e geopolítica da América do Sul: integrações e conflitos,* São Paulo, Universidade de São Paulo, p. 16-32.

Fornillo B. M., 2017, "Hacia una definición de transición energética para Sudamérica: Antropoceno, geopolítica y posdesarrollo", *Practicas de Oficio*, 2(20), p. 46-53 [en línea: www.ides.org.ar/publicaciones/practicasdeoficio, consultado 15/12/2019].

ONUDI, 2014, Informe Técnico Argentina *Observatorio de Energías Renovables en América Latina y el Caribe*, Viena [en línea: www.renenergyobservatory.org/uploads/media/Argentina_Producto_4__Esp__04.pdf, consultado 25/01/2020].

Pastrana Buelvas E., 2015, *La Alianza del Pacífico: de cara a los proyectos regionales y las transformaciones globales*, Bogotá, Konrad Adenauer Stiftung.

Dos Santos, F. L. B., 2018, *Uma história da onda progressista sul-americana (1998-2016)*, São Paulo, Editora Elefante.

Scholvin S., Wigell M., 2019, "Geo-Economic Power Politics: An Introduction", *in* M. Wigell, S. Scholvin y M. Aaltola (eds.), *Geo-Economics and Power Politics in the 21st Century: The Revival of Economic Statecraft*, London, Routledge, "Routledge Global Security Studies", p. 1-13.

Ventura C., 2017, *Transition géoéconomique en Amérique latine. Note de conjoncture*, Paris, AFD [en linéa: www.afd.fr/fr/transition-geoeconomique-en-amerique-latine, consultado 30/06/2019].

EL AUTOR

Claudio A. G. Egler
UFRJ (Brasil)
CNPq
egler@ufrj.br

AUTEURES
Lucile MEDINA,
Tania RODRÍGUEZ ECHAVARRÍA

L'intégration d'une marge frontalière dans la mondialisation : la frontière Costa Rica–Nicaragua face au développement des cultures d'ananas

RÉSUMÉ
Depuis une trentaine d'années, le nord du Costa Rica connaît une extension rapide des cultures d'ananas et se trouve ainsi aujourd'hui connecté au marché mondial. Cette communication interroge les mutations qui affectent cette périphérie frontalière par son intégration dans les marchés internationaux. Les transformations rapides (foncières, sociales, environnementales) questionnent le caractère de marge de cette région frontalière telle que l'on en trouve beaucoup dans les Suds. Elles traduisent l'approfondissement de dynamiques d'intégration fonctionnelle aux frontières, fondée sur l'exploitation d'une ressource, bien loin des processus institutionnels classiques de coopération que le processus d'intégration régionale avait suscité. Nous cherchons ainsi à montrer 1) comment cette marge frontalière longtemps peu investie se trouve aujourd'hui intégrée à la mondialisation *via* son insertion dans la filière de l'ananas ; 2) que l'intégration dans la filière de production se fait au prix d'atteintes à l'environnement et de l'aggravation des inégalités foncières et sociales et enfin 3) comment les recompositions territoriales à l'œuvre questionnent la relation complexe entre la transformation de cette région frontalière en front extractif et son caractère de marge.

MOTS CLÉS
marge, frontière, Costa Rica, culture commerciale, extractivisme

ABSTRACT
Over the past 30 years, northern Costa Rica has experienced a rapid expansion of pineapple cultivation and is now connected to the world market. This paper examines the changes affecting this border region through its integration into international markets. The rapid transformations (land, social, environmental) question the marginal nature of the border region, which can be found in many parts of the Global South. They reflect the deepening dynamics of functional integration at the borders, based on the exploitation of a resource, far from the traditional institutional processes of cooperation that the process of regional integration had given rise to. We thus seek to show 1) how this border region, which has long been little invested, is now integrated into globalisation through its integration into the pineapple sector ; 2) that integration into the production chain comes at the cost of environmental damage and the aggravation of land and social inequalities ; and finally 3) how the territorial recomposition at work questions the complex relationship between the transformation of this border region into an extractive front and its marginal character.

KEYWORDS
Margin, Border, Costa Rica, Commercial culture, Extractivism

RESUMEN
En los últimos 30 años, la zona Norte de Costa Rica ha experimentado una rápida expansión del cultivo de la piña y ahora está conectada al mercado mundial. En el presente documento se examinan los cambios que afectan a esta región fronteriza a través de su integración en los mercados internacionales. Las rápidas transformaciones (terrestres, sociales, ambientales) ponen en duda la naturaleza marginal de esta región fronteriza, característica de muchos países del Sur. Reflejan la dinámica cada vez más profunda de la integración funcional en las fronteras, basada en la explotación de un recurso, muy alejada de los procesos institucionales tradicionales de cooperación que había generado el proceso de integración regional. De esta manera, buscamos mostrar 1) cómo esta región fronteriza, que durante mucho tiempo ha contado con poca inversión por parte de los estados, se integra ahora a la globalización a través de su integración en la cadena de valor de la piña ; 2) que esta integración en la cadena de producción se produce a costa de daños ambientales y del agravamiento de las desigualdades territoriales y sociales ; y, finalmente, 3) cómo la recomposición territorial

en juego complejiza la relación entre la transformación de esta región fronteriza en un frente extractivo y su carácter marginal.

PALABRAS CLAVES
Margen, frontera, Costa Rica, cultura comercial, extractivismo

INTRODUCTION

La frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua est marquée par les conflits limitrophes que les deux pays entretiennent de longue date liés au fleuve San Juan. Les régions qui la bordent sont les plus isolées et pauvres des deux pays. Cependant, depuis une trentaine d'années, le côté costaricien de la frontière connaît une extension très importante des cultures d'ananas grâce à laquelle il se trouve aujourd'hui de fait connecté au marché mondial par la présence d'importantes entreprises nationales et transnationales. Elles sont à la base de la filière globale de ce fruit, entendue comme un système agricole qui englobe « des acteurs assurant des fonctions techniques et économiques particulières dans le processus d'élaboration d'un bien, depuis la matière première jusqu'au produit final » (Lançon *et al.*, 2016 : 29).

L'analyse proposée ici des changements sectoriels et territoriaux dans la région frontalière nord du Costa Rica est menée en croisant les approches des *border studies* et de la *political ecology*. Cette communication souhaite présenter et interroger les mutations d'une périphérie frontalière et son intégration dans les marchés internationaux par la vente des ananas costariciens que l'on trouve désormais dans les supermarchés du monde entier. Ces transformations rapides questionnent le caractère de marge de cette région frontalière telle que l'on en trouve beaucoup dans les Suds. Le travail repose sur des recherches menées conjointement par les deux auteures depuis plusieurs années sur cette frontière. Il se nourrit notamment de deux programmes qui ont permis de réaliser un grand nombre d'entretiens des deux côtés de la frontière et de collecter nombre de données[1].

1. L'EXTENSION MASSIVE DE LA CULTURE DE L'ANANAS SUR LES MARGES FRONTALIÈRES DU COSTA RICA

La frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica est issue du processus d'indépendance de la couronne espagnole au début du XIXe siècle. Elle a fait l'objet de revendications contradictoires entre les deux jeunes États-nations en construction et, malgré le traité frontalier de 1858, elle reste conflictuelle comme le prouve le dépôt de trois requêtes devant la Cour internationale de justice de La Haye (2005, 2010, 2011) pour différents motifs relatifs à la navigation sur le fleuve qui fait frontière et à des aménagements controversés (Medina, 2015). Le manque de coopération pour gérer le bassin partagé du fleuve San Juan est une conséquence directe des conflits limitrophes. Ce secteur frontalier a été délaissé du point de vue de la conservation de l'environnement et des politiques publiques de développement (Rodríguez, 2014). Les cantons costariciens et districts nicaraguayens frontaliers sont restés les plus ruraux et les plus pauvres de leur pays respectif et leur retard de développement ne tend pas à se réduire.

Pourtant, depuis les années 1980, le nord du Costa Rica a vécu l'expansion, sans régulation de la part de l'État et des gouvernements locaux, de la monoculture d'ananas (Obando, 2017). À l'échelle nationale, l'ananas est devenu aujourd'hui le produit le plus exporté par le Costa Rica, ce qui a permis au pays d'accéder au rang de premier producteur au monde de ce fruit. Selon le ministère de l'Agriculture du Costa Rica, les superficies dédiées à la production d'ananas sont passées de 9 300 hectares en 1998 à plus de 23 000 en 2004, soit une augmentation de 90 % en six ans (Aravena, 2005 : 15 ; Cubero Acevedo & Soto Acosta, 2010 : 44). Cependant le système de suivi des changements d'utilisation dans les paysages productifs[2] financé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estime à 58 000 ha la superficie d'exploitation dédiée à cette activité. Les différentes sources présentent des écarts (tabl. 1) qui soulignent la difficulté d'avoir des données fiables sur le développement des surfaces réellement cultivées, et sans doute une tendance à la sous-estimation.

Tableau 1. Surfaces estimées de culture d'ananas au Costa Rica par différents organismes

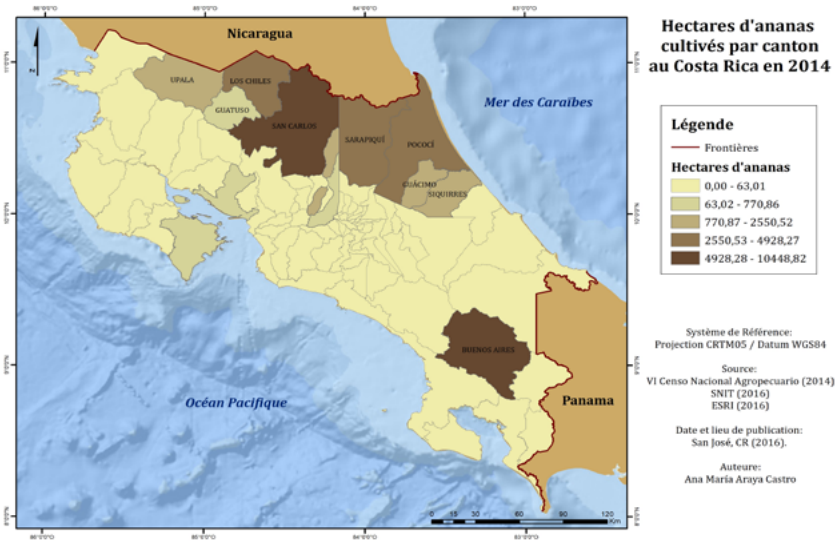
Recensement agricole national (2013)	37 669 ha
Chambre nationale des producteurs et exportateurs d'ananas (2015)	40 000 ha
Secrétariat exécutif de planification sectorielle agricole (2013)	45 000 ha
Nations unies (Système de suivi des changements d'utilisation dans les paysages productifs)	58 000 ha

1 Le PICS Bassins transfrontaliers en Mésoamérique (BATRAM, 2013-2015) et le programme actuel « Comprendre l'extractivisme dans des régions frontalières » du Centre de recherche et d'études politiques (CIEP) de l'Université du Costa Rica.

2 www.mocupp.org

La culture de l'ananas ne s'étend pas sur tout le pays. On voit sur la carte (fig. 1) qu'elle touche surtout les frontières nord et sud du pays. Selon les chiffres du PNUD à travers son programme Mocupp (*Monitoreo de cambio de uso de la tierra en paisajes productivos*), 53 % des champs d'ananas du Costa Rica sont localisés sur trois cantons frontaliers dans le bassin du fleuve San Juan : Los Chiles, San Carlos et Sarapiquí (Aravena, 2005).

Figure 1. Superficies d'ananas cultivées au Costa Rica (2014)



2. UNE INTÉGRATION DANS LA FILIÈRE DE PRODUCTION AU DÉTRIMENT DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

L'introduction de l'ananas revient surtout à l'entreprise PINDECO, filiale de la firme agro-alimentaire transnationale Del Monte, qui a introduit la variété d'ananas *Sweet Golden* M-12 (génétiquement modifiée), ainsi que des nouvelles technologies et de nouveaux styles de production plus intensifs (Rodríguez *et al.*, 2018). On peut observer dans les cantons frontaliers d'autres formes de production : une coopérative (Coopepiña) et une association (AsoNorte) qui rassemblent des petits et moyens producteurs, ainsi que des entreprises au capital national (Upala Agrícola, Piña Pavón, Exportaciones Norteñas, Compañía Agropecuaria Las Brisas, Finca 11) qui sont affiliées à la Chambre nationale de producteurs et exportateurs d'ananas (CANAPEP). Malgré tout, ce sont les grandes entreprises qui définissent les règles du jeu et sont les seules à avoir accès aux crédits et aux aides données par l'État (Obando, 2017), renforçant ainsi leur hégémonie. Les acteurs transnationaux ont ainsi un rôle majeur dans les formes de gouvernance et de coordination de la filière, à travers des relations de pouvoir et dans la définition de normes.

Or, ces activités ont des impacts négatifs très importants. La production d'ananas entraîne déboisement, drainage des zones humides et irrigation et utilisation de grandes quantités de produits agro-chimiques, pesticides et herbicides, qui polluent les rivières et les nappes phréatiques (Aravena, 2005). Au début des années 1980, 50,2 % de la zone nord du Costa Rica était couverte par des forêts ; en huit ans, la surface forestière est tombée à 34,5 % (Granados & Jiménez, 2002). Sur les photographies de la figure 2, on peut apprécier l'extension des cultures mais aussi l'importance des épandages de produits phytosanitaires sur les cultures.

Figure 2. Extension et traitement des parcelles d'ananas près de la frontière (canton d'Upala) (clichés des auteures)

Or, le bassin hydrographique du fleuve San Juan, partagé entre le Costa Rica et le Nicaragua, est le deuxième bassin d'Amérique centrale en superficie et l'un des plus importants réservoirs d'eau douce de l'Isthme centraméricain, non seulement par ses eaux superficielles (dont le grand lac Cocibolca) mais aussi par l'importance de la nappe phréatique transfrontalière dont les dimensions précises sont encore mal étudiées. Une partie des eaux polluées s'écoulant vers le grand Lac du Nicaragua, les conséquences impactent donc une très large région. Le CICA (Centre de recherches sur la pollution de l'environnement) de l'Université du Costa Rica étudie depuis 2015 le comportement de 22 sites d'eaux superficielles et 10 sites d'eaux souterraines (puits et sources) ; il a relevé une présence importante de produits chimiques, notamment Bromacil et Ametryn utilisés dans la culture de l'ananas. D'autres recherches ont démontré également la présence de pesticides dans les cours d'eau Papaturro, La Palma et La Cucaracha, ainsi que dans le Rio Frio. En outre, la croissante expansion des champs d'ananas dans la zone nord menace aussi les périmètres protégés, comme le refuge de vie sauvage Caño Negro. Le tribunal administratif de San José a dénoncé en 2013 les mauvaises pratiques des entreprises d'ananas relatives à l'utilisation de produits chimiques et au déboisement.

3. MARGINALITÉ *VS* MONDIALISATION ?

Les impacts sont également très importants sur les communautés frontalières. On commence à s'apercevoir des conséquences en termes de santé sur les populations *via* les puits et autres sources d'eau potable. Les entretiens réalisés, ainsi que l'observation de réunions d'acteurs organisés pour faire face à l'expansion des champs d'ananas, nous permettent d'affirmer que le principal conflit socio-environnemental qui se pose aujourd'hui dans le bassin est bien l'expansion agressive des champs d'ananas. Ainsi la grande majorité des acteurs interrogés (80 %) identifient ces monocultures comme la principale cause de pollution.

Les habitants des villages frontaliers dénoncent aussi la destruction des cultures paysannes face aux grandes entreprises et aux champs d'ananas. En effet, le laisser-faire de l'État costaricien, des municipalités et de la coopération internationale qui a facilité une expansion sans régulation de l'ananas, a aussi complètement modifié le paysage de cette frontière, ainsi que les dynamiques socio-territoriales. Les champs d'ananas ont déplacé l'agriculture paysanne et produit d'importants changements dans le foncier, obligeant les paysans locaux à vendre ou à louer leurs terres aux grandes entreprises. En outre, la localisation frontalière permet aux entreprises d'employer facilement et majoritairement des migrants irréguliers venant du Nicaragua, qui travaillent en situation d'exploitation.

Autour de l'ananas, souvent surnommé le « fruit de la discorde » par les groupes environnementalistes et les paysans, commencent ainsi à se nouer de nombreux conflits. En réaction, le Front de résistance contre l'expansion de l'ananas a été créé. Il dénonce les mécanismes d'accaparement de terres, producteurs de déséquilibres environnementaux et socio-territoriaux préoccupants et de nouvelles logiques circulatoires, qui accompagnent le développement des activités dites extractives dans le monde et l'avancée des fronts extractifs vers des territoires jusque-là considérés comme improductifs. L'expansion des cultures commerciales peut être en effet considérée comme une forme d'extractivisme selon une définition large (Gudynas, 2009).

Notre communication cherche ainsi à montrer comment cette région frontalière, durablement restée une marge nationale peu investie, se trouve aujourd'hui intégrée à la mondialisation *via* son insertion dans la filière agricole de l'ananas. De là, elle entend questionner la relation complexe entre les mutations de cette région frontalière et son caractère de marge, dans ses dimensions à la fois géographique et sociale étudiées par Bailly *et al.* (1983), réinterrogées il y a peu par une question de géographie aux concours d'enseignement.

La situation de marginalité des régions frontalières a permis à ces espaces de conserver une importante biodiversité et des ressources encore abondantes (eau, bois, terres…). C'est ce qui fait qu'elles soient vues aujourd'hui comme des territoires d'opportunité par les firmes transnationales. Se développent ainsi des formes d'enclaves productives qui ne remettent d'ailleurs pas forcément en cause le caractère de marge nationale. En même temps, la marginalité a accentué la vulnérabilité des populations et des territoires de frontières face à l'avancée des cultures d'exportation (et des activités extractives de façon générale), par différents biais à développer : l'existence de ressources encore abondantes dans ces régions (bois, terres, eau…), une faible capacité des autorités locales à lutter contre ces processus quand bien même elles le souhaiteraient, une faiblesse de la part de l'État dans la surveillance des aires protégées loin des centres urbains et touristiques, une précarité des populations et un manque d'opportunités d'emplois qui en font une main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché, des droits des groupes indigènes pas toujours garantis, et une porosité frontalière qui permet l'utilisation d'une main-d'œuvre migrante illégale. Enfin, la marginalité de cette région continue de favoriser l'invisibilisation des changements brutaux qui s'y déroulent (atteintes à l'environnement et aggravation des inégalités sociales), ce qui fait l'intérêt de mener des recherches et de communiquer sur ce thème.

RÉFÉRENCES

Aravena J., 2005, *La expansión piñera en Costa Rica: La realidad de los perdedores en la agroindustra exportadora de la piña,* San José, Publicación de COECOCeiba–ONG Amigos de la Tierra Costa Rica.

Bailly A., Aydalot P., Godbout J., Hussy C., Raffestin C., Turco A., 1983, « La marginalité : réflexions conceptuelles et perspectives en géographie, sociologie et économie », *Géotopiques*, 1983, nº 1, p. 73-115.

Cubero Acevedo J., Soto Acosta W., 2010, "Una unidad, dos países: Caracterización socioeconomica y ambiental de la cuenca del río San Juan", *in* J. Escalera et N. Benavides (dir.), *Turismo sostenible, desarrollo local y articulación regional transfronteriza en el río San Juan, Costa Rica-Nicaragua*, San José, FLACSO Costa Rica, p. 35-51.

Granados C., Jiménez A., 2002, *Ambiente, conflicto y cooperación en la cuenca del río San Juan,* San José, Funpadem.

Gudynas E., 2009, "Diez tesis urgentes sobre el nuevo extractivismo", *in* J. Schuldt, A. Acosta, A. Barandiarán, M. Folchi, CEDLA-Bolivia, A. Bebbington, A. Alayza et E. Gudynas (dir.), *Extractivismo, política y sociedad*, Quito, CAAP–CLAES, p. 187-225.

Lançon F., Temple L., Biénabe E., 2016, « Chapitre 1. La notion de filière. Un cadre d'analyse pour les politiques et les stratégies de développement », *in* E. Biénabe, A. Rival et D. Loeillet (dir.), *Développement durable et filières tropicales*, Paris, Quæ, p. 11-13.

Medina L., 2015, "The Nicaragua-Costa Rica Border Conflict: The Never-Ending Story of the San Juan River", *in* E. Brunet-Jailly (dir.), *Border Disputes. A Global Encyclopedia, Vol. 2. Positional Disputes*, Santa Barbara, ABC Clio, p. 550-562.

Obando A., 2017, *El Estado detrás de la piña: El conflicto socioambiental del monocultivo de piña en los cantones de Upala, Guatuso y Los Chiles (2000-2015)*, thèse en sciences politiques à l'Universidad de Costa Rica.

Rodríguez T., 2014, *Gouverner l'environnement dans des régions frontalières. Coopération et conflits dans les bassins du fleuve San Juan (Costa Rica-Nicaragua) et du fleuve Sixaola (Costa Rica-Panama)*, thèse de doctorat en géographie à l'Université Paris Diderot.

Rodríguez T., Obando A., Acuña M., 2018, "Entender el extractivismo en regiones fronterizas. Monocultivos y despojo en las fronteras de Costa Rica", *Sociedad y Ambiente*, nº 17, p. 165-200.

LES AUTEURES

Lucile Medina
Université Paul Valéry Montpellier 3
ART-Dev
lucile.medina@univ-montp3.fr

Tania Rodríguez Echavarría
Universidad de Costa Rica
CIEP
tania.rodriguezechavarria@ucr.ac.cr

Projets d'infrastructures gazières et perspectives d'intégration : le cas péruvien

AUTEURE
Nina MONTES DE OCA

RÉSUMÉ
Dans les années 2000, l'exploitation des gisements gaziers de Camisea marque un tournant dans la politique énergétique péruvienne et donne au Pérou les moyens de s'intégrer efficacement au marché mondial. Cet article analyse la manière dont le gaz naturel est tantôt mobilisé comme un moyen d'insertion dans les flux d'échanges mondiaux, tantôt comme un vecteur d'intégration sud-américaine, tantôt comme un instrument de diffusion nationale des services énergétiques. Or, dans un contexte de recompositions politiques et de remise en question des mégaprojets d'infrastructure énergétique, certains programmes liés au gaz naturel péruvien, parfois contradictoires, n'aboutissent pas. Néanmoins, la création de l'Alliance du Pacifique, repensant l'intégration et concevant un régionalisme ouvert vers l'extérieur, peut se révéler un dispositif efficace pour stabiliser la scène énergétique sud-américaine et renforcer la continuité des initiatives d'intégration gazière dans les années à venir.

MOTS CLÉS
gaz naturel, Pérou, intégration énergétique, gazoduc, Alliance du Pacifique

ABSTRACT
Since the 2000s, the exploitation of the Camisea gas fields has marked a turning point in Peruvian energy policy at all levels and has given Peru the means to integrate effectively into the world market. This article analyses the way in which Peruvian natural gas is mobilised as a means of insertion into world trade flows, as a vector of integration at the South American level, and as an instrument for the dissemination of energy services at national level. However, in a context of political changes and questioning of energy infrastructure megaprojects, some Peruvian natural gas-related programmes, sometimes contradictory, are not succeeding. Nevertheless, the creation of the Pacific Alliance, rethinking integration and designing an outward-looking regionalism, may prove to be an effective mechanism for stabilising the South American energy scene and strengthening the continuity of gas integration initiatives in the years to come.

KEYWORDS
Natural gas, Peru, Energy integration, Gas pipeline, Pacific Alliance

RESUMEN
En los años 2000, la explotación de los yacimientos de gas de Camisea ha marcado un cambio en la política energética peruana y ha dado al Perú los medios para integrarse de forma más eficiente al mercado mundial. Este artículo analiza la forma en que se utiliza el gas natural peruano ya sea como medio de inserción en los flujos comerciales mundiales, como vector de integración sudamericana y como instrumento de difusión nacional de los servicios energéticos. Sin embargo, en un contexto de recomposición política y de cuestionamiento de los megaproyectos de infraestructura energética, algunos programas acerca del gas peruano, que a veces pueden ser contradictorios, no se concretizan. No obstante, la creación de la Alianza del Pacífico, replanteando la integración y diseñando un regionalismo orientado hacia el exterior, puede resultar ser un mecanismo eficiente para estabilizar el escenario energético sudamericano y reforzar la continuidad de las iniciativas de integración gasífera en los próximos años.

PALABRAS CLAVES
Gas natural, Perú, integración energética, gasoducto, Alianza del Pacífico

Depuis deux décennies, l'Amérique du Sud a vu l'apparition de vastes projets d'exploitation des ressources naturelles et d'infrastructures dans le cadre du modèle néo-développementaliste (Bresser-Pereira, 2007 ; Svampa, 2011) promouvant des politiques redistributives, en se référant au développementalisme des années 1970. L'idée principale avancée est qu'en Amérique latine la conjonction des inégalités sociales, de l'abondance des ressources naturelles et de la faiblesse généralisée des acteurs économiques locaux rendent l'intervention étatique indispensable pour insérer les pays latino-américains dans les flux mondiaux d'échanges, tout en générant simultanément une croissance économique et une redistribution équitable / sociale. Ainsi, dans le domaine énergétique, de vastes projets d'infrastructures gazières voient le jour en Amérique du Sud depuis les années 2000 (Carrizo & Velut, 2014) pour favoriser une intégration aux flux de commerce mondiaux et faire face aux futures crises énergétiques. C'est le cas du gazoduc sud péruvien (GSP), associé dans un premier temps à l'anneau énergétique sud-américain (AESA). Néanmoins, dans un contexte d'instabilité politique et de corruption, ces projets n'aboutissent pas toujours. Leur échec semble découler de divergences plus profondes entre les intérêts, les visions et les valeurs apposées au gaz naturel. La géographie relative à la régulation des ressources naturelles, à travers l'approche scalaire et la notion de « ressource mondialisée », nous fournit les outils pour comprendre ces discordances. Cette approche permet d'appréhender les asymétries à l'origine des tensions observées dans la régulation des ressources naturelles, et la manière dont non seulement les États, mais aussi les acteurs locaux et transnationaux, interviennent dans la définition de leur valeur et leur contrôle (Redon *et al.*, 2015).

En se basant sur des entretiens réalisés au cours de différents terrains entre 2015 et 2018 au Pérou et l'analyse de la documentation disponible, nous proposons une analyse multi-scalaire afin de comprendre comment le gaz naturel (GN) est conçu comme un instrument d'intégration énergétique au marché mondial, comme un outil d'interconnexion continentale et comme un vecteur de diffusion de services énergétiques à l'échelle locale. Nous nous focalisons sur le rôle du GN péruvien dans l'intégration énergétique à l'échelle mondiale et continentale, et cherchons à comprendre pourquoi les programmes associés n'aboutissent pas. Face à ces difficultés, nous verrons que l'Alliance du Pacifique (AP), en repensant l'intégration sous forme d'un régionalisme ouvert vers l'extérieur, se présente comme une solution pour assurer la continuité des projets d'intégration énergétique.

1. LE GAZ NATUREL, ÉNERGIE DE L'INTÉGRATION AU MARCHÉ GLOBAL

La découverte par Shell des gisements gaziers de Camisea dans la région de Cusco dans les années 1980 constitue un tournant majeur dans l'organisation du système énergétique national et de la politique énergétique péruvienne. Ces gisements ne sont exploités qu'à partir de 2004, dès que les financements et les moyens matériels et techniques ont été réunis.

L'exploitation débute alors dans un contexte néolibéral qui s'est renforcé depuis les années 1990. À l'instar des réformes mises en place dans d'autres pays sud-américains, la Loi organique des hydrocarbures de 1993 instaure dans le secteur énergétique péruvien un régime facilitant les exportations et les importations, ainsi que les alliances public-privé (APP), une modalité de contrats encore en vigueur. Ces mesures considèrent que des marchés « libres » seraient les plus indiqués pour allouer les ressources économiques et techniques nécessaires afin d'exploiter les ressources naturelles disponibles. Plutôt qu'à un retrait de l'État, on assiste à une redéfinition de son rôle en tant que régulateur, avec la création de l'Organisme superviseur de l'investissement en énergie (OSINERG) en 1996, et de l'Agence de promotion des investissements étrangers (Proinversión) en 2002.

Contrairement à l'Argentine et la Bolivie qui nationalisent leurs hydrocarbures dans les années 2000, la politique énergétique péruvienne ne dévie pas d'un modèle économique orthodoxe en matière énergétique. Un consortium réunissant Pluspetrol (Argentine), Hunt Oil (USA), SK Corporation (Corée du Sud), Tecpetrol (Argentine-Italie), Sonatrach (Algérie) et Repsol-YPF (Espagne) lance l'exploitation des gisements de Camisea en 2004. Aujourd'hui, la Corporation nationale de pétrole de Chine (CNPC) est également présente dans le secteur.

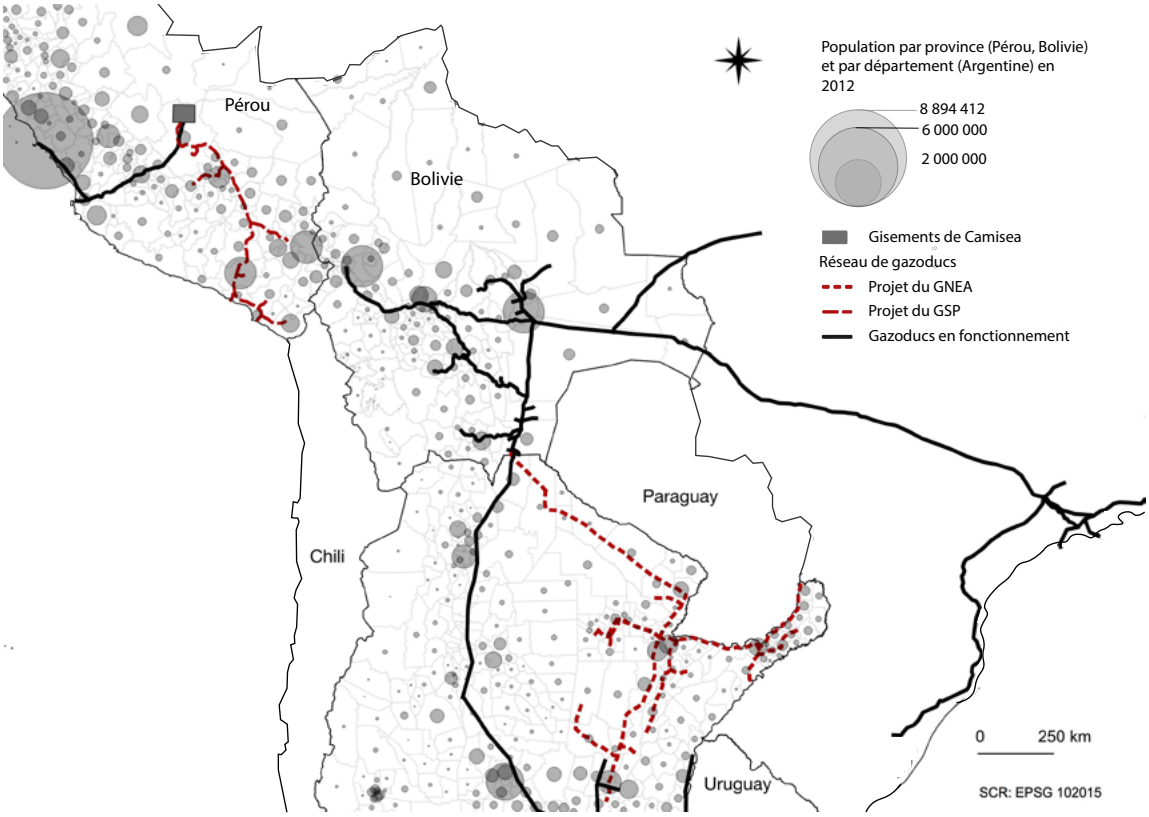
Dès lors, se met en place un type de système spatial standardisé et reproductible, fréquemment observé sur la côte Pacifique (comme les nombreux ports d'exportation de minerais) et spécialement construit pour le site extractif (Carrizo *et al.*, 2016). Il articule les gisements de Camisea comme lieu de production, les nœuds urbains de Lima et Pisco et le point d'exportation du port méthanier Pampa Melchorita, reliés par le gazoduc de Camisea, construit pour acheminer le GN vers la capitale liménienne, ainsi que pour l'exportation. Le projet d'exportation *Peru liquefied natural gas* (LNG) est implémenté par un consortium réunissant Hunt Oil (50 %),

SK Energy (20 %), Marubeni (10 %), Shell Gas BV (20 %). Dans un premier temps, le gaz naturel liquéfié (GNL) est exporté vers le Mexique, les États-Unis, l'Espagne et la Corée du Sud.
L'extraction et l'exportation du GN sont alors largement facilitées par le gouvernement et certaines concessions, comme le champ gazier n° 56, sont attribuées directement au consortium Camisea, sans concours et uniquement pour l'exploitation (laissant de côté les obligations de financer l'exploration). En outre, le gouvernement d'Alejandro Toledo flexibilise les obligations légales d'approvisionnement du marché interne pour favoriser l'exportation (décret 031-2003-EM de 2003 et loi 28552 de 2005). Cet enthousiasme étatique pour les exportations de GNL réactive d'anciennes logiques extractives et le rôle traditionnel d'exportateur de matières premières (comme ce fut le cas pour le salpêtre, le cuivre, l'or et les produits agricoles « exotiques »); l'État s'approprie le discours global autour de l'indispensable « solvabilité » pour entrer en position de force sur le marché mondial. Le GN est donc rapidement instrumentalisé économiquement et politiquement afin de rendre le Pérou de nouveau solvable : dans un discours prononcé face au Congrès, l'ex-président Ollanta Humala souligne qu'au-delà de la sécurité énergétique, qui n'est plus vraiment un sujet de préoccupation, c'est la « solvabilité énergétique » et la « capacité du Pérou à pouvoir exporter de l'énergie » qui comptent (28/07/2015). La présence des gisements gaziers rend le pays attractif aux investissements directs étrangers (IDE) et de nouveau l'État peut se porter garant pour des emprunts lancés auprès des grandes instances financières, comme la Banque mondiale.

2. INSTABILITÉ DES MÉGAPROJETS ÉNERGÉTIQUES SUR LE LONG TERME

Bien que les projets d'interconnexion énergétique soient constamment évoqués, de manière concrète l'intégration énergétique régionale sud-américaine s'est limitée, depuis les années 1990, à quelques interconnexions électriques bilatérales et une intégration gazière plus poussée de l'Argentine avec la Bolivie et le Chili.
Le projet de l'AESA (fig. 1), impulsé principalement par le Chili, impliquait l'injection du gaz péruvien dans un circuit de gazoducs atteignant le nord du Chili, où une interconnexion existe avec les gazoducs d'exportation argentins Gas-Atacama et Norandino, pour suivre un réseau parvenant jusqu'au Brésil et l'Uruguay à travers le gazoduc du nord-est argentin (GNEA).

Figure 1. Projets de gazoducs dans l'anneau énergétique sud-américain (AESA)



Source : élaboration de l'auteure sur QGIS à partir de l'INEI, INE, INDEC et ministères de l'Énergie, 2020

Cependant, l'exportation du gaz vers le Chili n'est pas conciliable avec les objectifs nationaux et régionaux. Tout d'abord, les projets d'exportation vers le Chili envisagés par les gouvernements de Toledo et García Pérez entraînent une forte réaction d'une partie de l'opinion publique péruvienne cristallisée autour de l'extrême

droite conservatrice et de la gauche. Une majorité de la population péruvienne rejette l'idée d'exporter une ressource précieuse, source potentielle du développement d'une industrie pétrochimique et de l'amélioration des conditions de vie, vers le Chili. Dans les faits, la viabilité de l'AESA est aussi fragilisée par la priorisation des accords d'exportation déjà en vigueur avec le Mexique, par le constat des limites des réserves gazières prouvées et par les tensions diplomatiques existantes entre le Chili et le Pérou sur d'autres fronts.

Le gazoduc sud-péruvien (GSP) se présente comme un vestige de l'ancien projet de l'AESA. Depuis 2011 et l'arrivée au pouvoir d'Humala, il est pensé dans une tout autre optique : avec un objectif social affiché, il transporterait le gaz de Camisea vers la population du sud, qui réunit deux bastions de la résistance face la capitale liménienne, Arequipa et Cusco. En fin de compte, malgré une trajectoire majoritairement orthodoxe et néolibérale, l'État péruvien projette un gazoduc qui se fonde sur la même vision que le GNEA : intégrer des territoires, développer des régions périphériques, donner accès à de meilleures conditions de vie à des populations qui n'ont pas directement bénéficié des retombées économiques de la croissance péruvienne. Le GSP s'insère alors dans une stratégie d'apaisement des relations entre les régions du sud et le gouvernement central de Lima, et est repris par les gouvernements successifs pour attirer les votes de ces importants foyers de population et « gagner » en légitimité.

Néanmoins, les scandales de corruption révélant le financement, par l'entreprise brésilienne Odebrecht, des ex-présidents Toledo, García Pérez, Humala et Kuczynski, ainsi que de plusieurs ex-ministres ont profondément remis en cause la gestion de ce mégaprojet d'infrastructure gazière. Depuis mai 2016, sa construction est interrompue. Cet échec met en cause la viabilité et la rationalité économique de ce mégaprojet d'orientation sociale, et l'on ne sait pas si son existence résulte plus d'une instrumentalisation politique que d'un besoin réel des populations.

Par ailleurs, les initiatives d'intégration gazière à l'échelle continentale entrent en concurrence avec des projets d'intégration à l'échelle nationale et régionale, étant donné le caractère limité des ressources gazières péruviennes, qui s'élèvent à 12,4 *trillion cubic feet* (TCF) en 2019 selon British Petroleum, dont 11,2 TCF dans les gisements de Camisea, même si celles-ci dépassent les réserves boliviennes (10,3 TCF)[1].

En outre, les mégaprojets d'infrastructures énergétiques échouent, successivement, à l'échelle transnationale et nationale, affectés par des revirements politiques successifs. En effet, l'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri en Argentine de 2017 à 2019, le coup d'État porté à Evo Morales en novembre 2019 et la condamnation des ex-présidents péruviens, dont Humala soutien fervent du GSP accusé d'avoir reçu des financements de la part d'Odebrecht pour sa campagne de 2011, altèrent les projets d'intégration sud-américains, en particulier les projets du GSP et du GNEA.

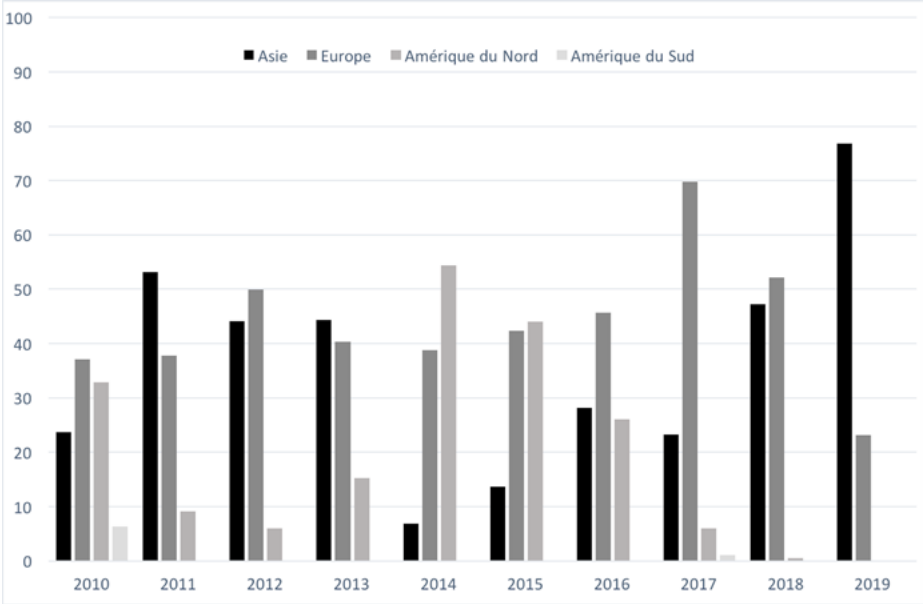
3. LE RÔLE DE L'ALLIANCE DU PACIFIQUE DANS LA PÉRENNISATION DES PROJETS

La création de l'Alliance du Pacifique (AP), initiative lancée en 2011 par l'ex-président péruvien García Pérez, comprenant le Chili, le Pérou, la Colombie et le Mexique, rend compte de la volonté politique d'impulser les échanges commerciaux et la consolidation des infrastructures d'intégration, et de renforcer l'attraction des IDE comme moyens d'insertion dans la globalisation (Malamud, 2015). Cette alliance relève d'un régionalisme ouvert vers l'extérieur (Rodríguez Aranda & Vieira Posada, 2015), en particulier vers l'Asie pacifique. De fait, il s'agit de créer un environnement légal encourageant l'attraction d'IDE en établissant des normes claires et prévisibles, favorisant la sécurité juridique. Parmi les projets promus par les documents officiels de l'AP se trouve la massification de l'usage de GN dans les régions du centre et du sud du Pérou. L'AP représente alors un gage de stabilité et de continuité de l'environnement légal sur le temps long, hors d'atteinte des changements politiques qui se produisent sur le temps court. Elle contribue ainsi à garantir un cadre légal et politique propice à l'arrivée de nouveaux investissements susceptibles de relancer la machine du GSP, devenu depuis le système intégré de transport gaz du sud (SITGAS).

En matière d'exportation, ses effets s'avèrent positifs pour le Pérou, qui a pris le dessus de la croissance des exportations avec une progression de 23 % et une hausse de 70 % des exportations d'hydrocarbures en 2017. Le graphique (fig. 2) montre la percée de l'Asie comme principale destination des exportations de GNL péruviennes, alors que des destinations traditionnelles, telles que l'Espagne, sont en recul. La Corée du Sud est devenue la principale destination avec 43 % des exportations en 2019 (selon PromPeru, la Commission de promotion du Pérou pour l'exportation et le tourisme de l'AP) ; plus largement, l'Asie (Corée du Sud, Japon, Chine, Thaïlande et Taïwan) en concentre 77 %.

1 Soit, en milliards de m^3 (1 TCF = 28 milliards de m^3), 348 au Pérou, 313 dans les réserves de Camisea et 290 en Bolivie.

Figure 2. Exportations péruviennes de GNL par destination de 2010 à 2019
Source : élaboration de l'auteure à partir des données statistiques publiées par le site de PromPeru, 2020



CONCLUSION

Les gouvernements successifs projettent la construction de gazoducs et s'appuient sur la matérialité de ces tubes comme supports des initiatives d'intégration énergétique des territoires. Ces tubes sont-ils suffisants pour assurer l'intégration énergétique ? Il semblerait que, sans une intégration technique, politique et économique plus poussée, il est impossible d'envisager une intégration gazière effective entre le Pérou et ses voisins, d'autant plus que l'échiquier politique et énergétique est aujourd'hui en recomposition et les incertitudes progressent quant à l'avenir de l'intégration gazière dans la région.

Dans ce contexte, le rôle de l'AP s'avère déterminant : la consolidation du marché asiatique et la garantie un cadre légal et administratif stable et hors d'atteinte des recompositions politiques que peuvent subir les gouvernements génèrent un climat favorable pour l'attraction des IDE pouvant relancer les mégaprojets d'infrastructures énergétiques, en particulier le SITGAS.

RÉFÉRENCES

Bresser-Pereira L.C., 2007, "Estado y Mercado en el nuevo desarrollismo", *Nueva Sociedad*, nº 210, p. 110-125.

Carrizo S., Forget M.-E., M. Denoël, 2016, "Implantaciones mineras y trayectorias territoriales. El noroeste argentino, un nuevo centro extractivo mundial", *Revista de Estudios Sociales*, nº 55, p. 120-136.

Carrizo S., Velut S., 2014, "Energy Networks and Regional Integration in South America", *Proceedings CIST2014* « *Fronts et frontières des sciences du territoire* », Paris, CIST, p. 88-94 [en ligne : www.cel.archives-ouvertes.fr/CIST/hal-01353445].

Malamud C., 2015, "Regional Integration and Cooperation in Latin America: Diagnosis and Proposals", *Global Journal of Emerging Market Economies*, 7(2), p. 92-120.

Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie E., 2015, *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris, Éd. de la Sorbonne.

Rodríguez Aranda I., Vieira Posada E., 2015, *Perspectivas y oportunidades de la Alianza del Pacífico*, Bogotá, éd. CESA.

Solís de Ovando L., Larraín S., 2005, *Anillo Energético Sudamericano. Desafíos para la integración energética del Conosur*, Santiago du Chili, Programa Chile Sustentable.

Svampa M., 2011, « Néo-"développementalisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, vol. 3, nº 81, p. 101-127.

L'AUTEURE

Nina Montes de Oca
Université Sorbonne Nouvelle Paris 3
CREDA
nina.montes-de-oca@sorbonne-nouvelle.fr

AUTORA
Xiomara-Lorena
ROMERO-PÉREZ

La integración regional en las Antillas: el papel de la energía

RESUMEN
Los contornos de las Antillas se reinterpretan continuamente para tratar, por lo general, temas de su pasado común, relativos a la colonización, o a su presente más reconocido, asociado principalmente al turismo, los paraísos fiscales, el tránsito de drogas y las catástrofes naturales. Sin embargo, los escritos que plantean una aproximación conjunta desde la perspectiva energética son excepcionales. Nuestra investigación doctoral sobre transición energética y geopolítica en las Antillas nos condujo a reflexionar sobre la posibilidad y pertinencia de considerar una posible integración regional de estas islas desde esa perspectiva. El propósito de esta comunicación es exponer de manera crítica la forma en que las Antillas se presentan en la segmentación regional de las estadísticas energéticas mundiales, y cómo esta percepción se replica asimismo en las iniciativas de integración energética de las Américas.

PALABRAS CLAVES
Antillas, Caribe, panorama energético, estadísticas energéticas, integración energética, región energética

RÉSUMÉ
Les contours des Antilles sont sans cesse réinterprétés pour traiter, en général, des questions de leur passé commun, liées à la colonisation, ou de leur présent le plus reconnu, principalement liées au tourisme, aux paradis fiscaux, au transit de la drogue et aux catastrophes naturelles. Cependant, les écrits qui proposent une approche commune du point de vue énergétique sont exceptionnels. Nos recherches doctorales sur l'énergie et la transition géopolitique aux Antilles nous ont amenés à réfléchir sur la possibilité et la pertinence d'envisager une éventuelle intégration régionale de ces îles dans cette perspective. Le but de cette communication est d'exposer de manière critique la manière dont les Antilles sont présentées dans la segmentation régionale des statistiques énergétiques mondiales, et comment cette perception est également reproduite dans les initiatives d'intégration énergétique dans les Amériques.

MOTS CLÉS
Antilles, Caraïbes, panorama énergétique, statistiques énergétiques, intégration énergétique, région énergétique

ABSTRACT
The contours of the Antilles are continually reinterpreted to deal, in general, with issues of their common past, related to colonisation, or of their most recognised present, mainly associated with tourism, tax havens, drug transit and natural disasters. However, the writings that propose a joint approach from the energy perspective are scarce. Our doctoral research on energy and geopolitical transition in the Antilles led us to reflect on the possibility and relevance of considering a possible regional integration of these islands from that perspective. The purpose of this communication is to critically expose the way in which the Antilles are presented in the regional segmentation of world energy statistics, and how this perception is also replicated in energy integration initiatives in the Americas.

KEYWORDS
Antilles, Caribbean, Energy panorama, Energy statistics, Energy integration, Energy region

INTRODUCCIÓN

El Caribe es un espacio geográfico cuyos límites se reinterpretan constantemente (Girvan, 2008) para tratar, por lo general, temas de su pasado común, relativos a la colonización, o a su presente más reconocido, asociado principalmente al turismo, los paraísos fiscales, el tránsito de drogas y las catástrofes naturales.

De allí la necesidad de precisar los territorios a los que se hace referencia. Nuestro estudio se centra en las Antillas, el Caribe insular o la América insular. Circunscribiendo las Antillas a las islas, sean éstas Estados o entidades territoriales vinculadas, bañadas por el mar Caribe o situadas en el océano Atlántico, pero ligadas a este gran archipiélago por su proximidad, como las Bahamas, las islas Turcas y Caicos, y Barbados; o por su reconocimiento político, como las Bermudas que en el año 2003 fueron aceptadas por la Comunidad de Estados del Caribe (CARICOM) como miembro asociado (tabl. 1).

Tabla 1. Territorios que integran las Antillas

Estados	Entidades territoriales vinculadas
1. Antigua y Barbuda	1. Anguila (Territorio británico de ultramar)
2. Bahamas	2. Aruba (Reino de Países Bajos)
3. Barbados	3. Bermudas (Territorio británico de ultramar)
4. Cuba	4. Bonaire (Reino de Países Bajos)
5. Dominica	5. Curazao (Reino de Países Bajos)
6. Granada	6. Guadalupe (Francia)
7. Haití	7. Islas Caimán (Territorio británico de ultramar)
8. Jamaica	8. Islas Turcas y Caicos (Territorio británico de ultramar)
9. República Dominicana	9. Islas Vírgenes Británicas (Territorio británico de ultramar)
10. San Cristóbal y Nieves	10. Islas Vírgenes de los Estados Unidos (Estados Unidos)
11. Santa Lucía	11. Martinica (Francia)
12. San Vicente y las Granadinas	12. Monserrat (Territorio británico de ultramar)
13. Trinidad y Tobago	13. Navaza (Estados Unidos c. Haití)
	14. Puerto Rico (Estados Unidos)
	15. Saba (Reino de Países Bajos)
	16. San Bartolomé (Francia)
	17. San Eustaquio (Reino de Países Bajos)
	18. San Martín (Francia)
	19. Sint Maarten (Reino de Países Bajos)

En específico, en el marco de nuestra investigación doctoral sobre transición energética y geopolítica en las Antillas, nos interesamos por conocer la situación energética de todos estos territorios, encontrando que en este ámbito es posible identificar rasgos dominantes comunes que conllevan a que la mayoría de estas islas enfrenten dificultades similares. Entre estas dificultades resaltamos tres: su dependencia energética en el petróleo y sus derivados, así como la ausencia de producción de hidrocarburos, con excepción de Barbados, Cuba, y Trinidad y Tobago, aunque solo estos dos últimos países tienen capacidad para exportarlos (ONU, 2018); la exposición de su infraestructura energética a catástrofes naturales periódicas (Turbout & Buleon, 2017); y la imposibilidad física, y sobre todo económica, de generalizar soluciones de interconexión o de explotación masiva de ciertas fuentes de energía renovable para solventar su demanda interna, la única excepción hubiera sido Trinidad y Tobago, país que en 2016 se asoció con Venezuela para construir un gasoducto que los conectara, pero este proyecto se canceló a inicios de este año (EFE, 2020).

Dadas estas similitudes marcadas, nos preguntamos si es posible y pertinente considerar una integración regional de las Antillas fundada en una nueva lógica focalizada sobre la perspectiva energética; y si esta aproximación conduciría a replantear las iniciativas de esta naturaleza adelantadas en las Américas, en las cuales la participación de estos territorios ha sido menor.

A este respecto, mediante esta comunicación quisiéramos exponer algunos de los hallazgos y límites sobre la manera en que la información energética de las Antillas se presenta al público, desvirtuando su unidad, particularidad e importancia en este ámbito; y cómo estos territorios han sido tradicionalmente marginados

en las iniciativas regionales de integración energética y tampoco han logrado concretar una integración propia alrededor de esta temática.

1. INVISIBILIZACIÓN DE LAS ANTILLAS EN LAS ESTADÍSTICAS ENERGÉTICAS

En el ámbito internacional hay cuatro organizaciones claves que informan sobre las situaciones energéticas mundial y regionales. Estas entidades son la Agencia Internacional de la Energía (AIE), la Organización de las Naciones Unidas (ONU), el Banco Mundial (BM) y el Consejo Mundial de la Energía (CME). Todas, sin excepción, incluyen a las Antillas en segmentos regionales más amplios sin ofrecer una explicación o justificación de su preferencia. Esta manera de presentar los datos energéticos al público tiene, al menos, dos efectos. El primero, que ciertos Estados ajenos a este espacio geográfico, dominan las cifras totales y, por tanto, hacen prevalecer su realidad energética en los resultados finales. El segundo, las Antillas se adhieren a regiones cuyas realidades y contextos son muy diferentes, en especial en lo que concierne al tema energético, como sucede al asociárseles a América del Norte o América del Sur.

En el caso de la AIE (2017), las Antillas se incorporan al segmento regional denominado "las Américas" que corresponde a América central, América del sur y las Antillas. América del norte, conformada por Canadá, Estados Unidos y México, hace parte de la OCDE cuyos miembros integran un segmento regional independiente. Esto genera que las cifras de "las Américas" se centren en países como Brasil, Venezuela y Trinidad y Tobago. La ONU (2018), por su parte, agrupa las Antillas con "los Estados de América del norte". Por tanto, las cifras energéticas totales están dominadas por los Estados Unidos, Canadá y México. El BM, en cambio, suma las Antillas a distintos segmentos. Primero, al segmento rotulado como "América latina y el Caribe"; luego, al de "Países de América latina y el Caribe en Desarrollo", sin precisar cuáles son sus miembros; y, por último, al de "Pequeños Estados del Caribe", incluyendo en este grupo solo a Antigua y Barbuda, Bahamas, Barbados, Belice, Guyana, Suriname, Dominica, Granada, Jamaica, San Cristóbal y Nieves, Santa Lucía, San Vicente y las Granadinas, y Trinidad y Tobago. Para terminar, el CME (2019) engloba las Antillas en el segmento "América latina y el Caribe", aún así en su publicación más destacada, el Trilema energético, solo hace referencia a Jamaica, la República Dominicana y Trinidad y Tobago.

Otras fuentes de información pública también reconocidas en el sector energético son la Administración de información energética de los Estados Unidos (IEA U.S.) y la Agencia central de inteligencia de los Estados Unidos (CIA). Las Antillas no figuran como una región de interés de la IEA U.S. y solo se tiene el detalle de tres entes territoriales, a saber, Cuba, Trinidad y Tobago y las Islas Vírgenes de los Estados Unidos. No obstante, esta Administración tiene una base de datos en la que puede consultarse la información energética de la mayoría de estos territorios. En lo que respecta a la CIA, ésta cuenta con una publicación anual llamada The World Factbook en la cual figuran los datos energéticos básicos de casi todos los territorios de las Antillas.

Finalmente, entre las fuentes de información del sector privado destacan los reportes y las estadísticas anuales elaborados por las compañías British Petroleum, hoy BP plc, y Exxon Mobil. BP plc incluye las Antillas en el segmento llamado "Sur y Centro América", aun cuando la referencia a estos territorios es escasa, salvo en el caso de Trinidad y Tobago. La situación es muy similar en los reportes y las estadísticas de Exxon Mobil. A lo anterior se suma el hecho de que en todas estas estadísticas se carece de la información energética de la totalidad de los territorios de las Antillas, especialmente de las entidades territoriales vinculadas, y que, en muchos casos, estos informes se conforman con presentar cifras aproximativas que se repiten año tras año. Esto, aun cuando, casi todos los territorios de ese espacio geográfico cuentan con sistemas de generación y consolidación de datos energéticos propios. El caso más representativo de esta dificultad es Haití.

De lo expuesto se desprende que las organizaciones encargadas de sistematizar la información energética mundial y regional no realizan una recolección exhaustiva de los datos energéticos de estas islas y tampoco se interesan en señalar el por qué adhieren estos territorios a un determinado segmento regional, punto sobre el cual lo único claro es que no hay unanimidad. Esto podría deberse al escaso peso que las Antillas tienen en la consolidación de este tipo de información, con todo esta apreciación inicial no es acertada siempre y no constituye una excusa para omitir el panorama energético de este espacio geográfico. Por ejemplo, de acuerdo con las estadísticas de la ONU (2018), y sistematizando los datos de las Antillas, resulta que, si bien estos territorios representan el 2% del aprovisionamiento energético total del segmento regional América del Norte, es interesante observar que su participación se incrementa al 4% en cuanto a la producción energética de gases y que concentran casi el 25% de la importación de fuel oil, combustible que se usa esencialmente para la generación eléctrica. Ahora bien, se debe poner de presente que hay igualmente una responsabilidad de las autoridades estatales y locales de estos territorios, en la medida en que éstas tampoco se han preocupado por remitir los datos energéticos respectivos a estas organizaciones.

2. MARGINALIZACIÓN DE LAS ANTILLAS EN LA INTEGRACIÓN ENERGÉTICA DE LAS AMÉRICAS

El concepto de integración suele asociarse con acuerdos económicos, comerciales y/o arancelarios entre los Estados. Algunos de estos acuerdos abordan explícitamente el sector energético (Martínez-Becerra, 2010). ¿Qué ejemplos encontramos en las Américas? ¿participan las Antillas?

Entre los tratados de libre comercio (TLC) tenemos el Área de Libre Comercio de las Américas (ALCA) que excluye a Cuba y a las entidades territoriales vinculadas de las Antillas; y la Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América - Tratado de Comercio de los Pueblos (ALBA-TCP) que incorpora solo algunos países de este espacio geográfico como Antigua y Barbuda, Cuba, Dominica, Granada, y San Cristóbal y Nieves. Aunque estos tratados pudieron ahondar en el tema energético, hoy están en un punto muerto porque los países firmantes han perdido interés en su ejecución.

De las Antillas, solo la República Dominicana pertenece a un TLC operativo, aquel celebrado con los Estados Unidos y los países de Centro América, sin considerar México, conocido bajo las siglas de DR-CAFTA. Aun así, los dominicanos excluyeron de la aplicación de los principios de trato nacional y de acceso a los mercados en los capítulos de inversión y comercio los servicios relacionados con energía y electricidad (Cfr. Anexo I del tratado). Motivo por el cual su incidencia en el sector energético de este territorio no es fuerte.

Otros acuerdos, esta vez netamente políticos, han intentado promover la integración energética en las Antillas. Nos referimos al Programa de Cooperación Energética para los Países de Centro América y el Caribe o Acuerdo de San José de 1980; el Acuerdo de Cooperación Energética de Caracas de septiembre del 2000; el Convenio Integral de Cooperación entre Venezuela y Cuba de octubre del 2000; y, por supuesto, Petrocaribe de 2005. Empero, más que plantear una integración del sector, estos acuerdos se limitaban a ofrecer ventajas para el suministro de hidrocarburos con la prevalencia de un actor, Venezuela.

De otra parte, en las Américas existen organizaciones regionales que favorecen la integración de estos territorios, incluidas las Antillas. Estas organizaciones han venido demostrando su interés en el tema energético. La Organización de los Estados Americanos (OEA) es un ejemplo. Así, en 1994, año en el cual se lanzó la Iniciativa Hemisférica Energética, la OEA insistió en que la energía debería constituirse en un factor de integración para sus países miembros. La iniciativa dio algunos frutos en cuanto a la estandarización del sector en la región: aumento de privatizaciones, liberalización del mercado, promoción de la inversión extranjera directa, delimitación de autoridades de regulación y control, y legislación especializada. Pese a estos esfuerzos, la dependencia energética continúa, en especial, en las Antillas, espacio que concentra, como se mencionó, los territorios con mayor importación de derivados de petróleo en las Américas.

Así mismo, a partir de la década de 2010, la Comunidad de Estados Latinoamericanos y del Caribe (CELAC), la CARICOM y la Organización de Estados del Caribe Oriental (OECS) comenzaron a incluir la energía entre sus áreas prioritarias. A pesar de esto, las iniciativas, hasta el momento se dan solo territorio por territorio, por lo que no se observa una orientación tendiente a «integrar» a todos sus miembros desde ese ámbito.

Por terminar, notamos que la integración energética en las Américas se plantea en términos de interconexión, bien sea a través de oleoductos y/o gasoductos entre territorios vecinos o, simplemente, interconexiones de redes eléctricas. Hay proyectos en estudio, como el gasoducto del sur entre Argentina, Brasil y Venezuela; o el gasoducto entre México y Centroamérica. Y otros funcionando, como el gasoducto entre Argentina y Brasil o el de Argentina y Chile. Así mismo, Ecuador y Perú tienen un proyecto para interconectar sus redes eléctricas y, en Centroamérica, este tipo de interconexiones son una realidad (Kozulj, 2013). En el caso de las Antillas no figura ningún proyecto de este tipo. En algún momento se habló de un gasoducto desde Trinidad y Tobago hacia los demás territorios del arco de las Antillas (Chardon, 2007), pero este proyecto nunca se concreto y no se pasó de un acuerdo de suministro de hidrocarburos entre Venezuela y esa isla.

CONCLUSIÓN

La energía puede constituirse en un factor que favorezca un proceso de integración regional en las Antillas. Sin embargo, es claro que en el tema energético hay distintas percepciones de este espacio geográfico. Desde el ámbito mundial, se les resta unidad, particularidad e importancia, como se refleja en las estadísticas energéticas. Esto entorpece que sus características y retos comunes se reconozcan y socialicen con mayor facilidad y, por tanto, que se contemplen soluciones conjuntas. En contraste, desde el ámbito regional (las Américas), se les considera como una unidad espacial aparte y distante, tanto así que sus territorios no han sido incluidos en ninguna de las iniciativas de integración energética. Desde el ámbito subregional (las Antillas), se observan como territorios fragmentados en grupos, en lo que nos atañe, según su régimen político sea de autonomía absoluta o parcial, esto es, Estados o entidades territoriales vinculadas; de acuerdo a si tienen o no recursos energéticos fósiles, caso en el cual Trinidad y Tobago, por ejemplo, tendría un rol

protagónico; o en consideración a sus aliados sean países del norte (*v.gr.* DR-CAFTA), del sur del continente (*v.gr.* Petrocaribe), o europeos (en el caso de ciertas entidades territoriales vinculadas).
De allí que, si bien podría pensarse en un nuevo dispositivo de integración de las Antillas enfocado en esta temática, éste tendría que ser un dispositivo menos rígido que los actuales para no limitarse a proposiciones basadas en la interconexión física y para dar cabida a la participación tanto de Estados como de entidades territoriales vinculadas. El primer paso, independientemente de este diseño, es garantizar la posibilidad de tener acceso a los datos energéticos reales y actuales de todos estos territorios.

REFERENCIAS

AEI (Agencia Internacional de la Energía), 2017, *Data Tables*, "Data & Statistics" [en línea: www.iea.org/data-and-statistics/data-tables, consultado el 10/06/2020].
BM (Banco Mundial), *Datos de libre acceso del Banco Mundial*, "Datos" [en línea: datos.bancomundial.org, consultado 10/06/2020].
Chardon J.-P., 2007, «Vers l'intégration énergétique du bassin (2004-2007)», *Atlas Caraïbe* [en línea: atlas-caraibe.certic.unicaen.fr/fr, consultado 19/02/2020].
EFE, 2020, *Trinidad y Tobago y Venezuela cancelan su acuerdo de gas transfronterizo*, San Juan, Edición América [en línea: www.efe.com/efe/america/economia/trinidad-y-tobago-venezuela-cancelan-su-acuerdo-de-gas-transfronterizo/20000011-4165291, consultado 19/02/2020].
Girvan N., 2008, *Creating and Recreating the Caribbean*, Kingston, Ian Randle Publishers.
Kozulj R. (ed.), 2013, *Integración energética*, "Energía: una visión sobre los retos y oportunidades en América Latina y el Caribe" [en línea: scioteca.caf.com/handle/123456789/606, consultado 19/02/2020].
Martínez-Becerra C., 2010, "Integración energética y geopolítica", *Revista CIFE: Lecturas de Economía Social*, 12(16), p. 11-42 [en línea: dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=5061193, consultado 19/02/2020].
ONU (Organización de las Naciones Unidas), 2018, *Statistical Yearbook*, 61a ed., New York, United Nations Publication [en línea: unstats.un.org/unsd/publications/statistical-yearbook/files/syb61/syb61.pdf, consultado 10/06/2020].
Turbout F., Buleon P., 2017, «Cyclones, une vulnérabilité très liée au développement», *Atlas Caraïbe* [en línea: atlas-caraibe.certic.unicaen.fr/fr, consultado 19/02/2020].
CME (Consejo Mundial de la Energía), 2019, *World Energy Trilemma Index*, Informe annual [en línea: www.worldenergy.org/assets/downloads/WETrilemma_2019_Full_Report_v4_pages.pdf, consultado 10/06/2020].

L'AUTORA

Xiomara-Lorena ROMERO-PÉREZ
Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 – IHEAL/CREDA
Universidad Externado de Colombia – Facultad de Derecho (Colombia)
xiomara.romero01@est.uexternado.edu.co

Transborder Processes and Transborder Regions in South America. The Case of the Triple Border between Brazil, Argentina and Uruguay

AUTHORS
Aldomar A. RÜCKERT,
Luísa A. CAYE

ABSTRACT
This work deals with some territorial repercussions of transborder processes on transborder regions in the southest triple border in South America between Brazil, Argentina, and Uruguay. This region encompasses the twin cities of Barra do Quaraí (Brazil), Monte Caseros (Argentina) and Bella Unión (Uruguay). The work focuses on identifying the actions of territorial actors who seek integration between the three cities. South American macro-regional policies are still not sufficient for the daily problems of border populations, mainly rural and distant from the main centres. Territorial actors, whether from the organised civil society or local governments, develop actions that seek integration between the three cities. For the analysis of their actions, we study the contemporary scenario of the processes and policies of opening/closing the South American borders, as well as the historical and territorial construction of the triple twin cities.

KEYWORDS
Transborder regions, Territorial actors, Territorial policies, Integration, South America

RÉSUMÉ
Ce travail examine quelques répercussions territoriales des processus transfrontaliers à l'œuvre dans la région transfrontalière de la triple frontière la plus au sud des Amériques entre le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay. Cette région comprend les triples villes jumelles de Barra do Quaraí (Brésil), Monte Caseros (Argentine) et Bella Unión (Uruguay). Le travail est centré sur l'identification des actions des acteurs territoriaux en quête d'intégration entre les trois villes. Les politiques macrorégionales sud-américaines ne sont toujours pas suffisantes pour les problèmes quotidiens des populations frontalières, essentiellement rurales et éloignées des principaux centres. Sur les triples villes jumelles, les acteurs territoriaux, issus de la société civile et des collectivités locales, développent des actions qui visent l'intégration entre les trois villes. Pour l'analyse des actions de ces acteurs territoriaux locaux, le scénario contemporain des processus et politiques d'ouverture / fermeture des frontières sud-américaines a été analysé, ainsi que la construction historique et territoriale des triples villes jumelles.

MOTS CLÉS
régions transfrontalières, acteurs territoriaux, politiques territoriales, intégration, Amérique du Sud

1. GENERAL GUIDANCES AND CONTEXTS

The current course of territorial policies, mainly for regional development and more recently for transborder processes in transborder regions, either in the scenario of Europe or of South America, is referenced in the general principles of the European integrationist model and the New Regionalist Orthodoxy. In this article, "border regions" are to be understood as unstable spaces, which refers more to a process than to a place. (Amilhat-Szary, 2015: 29, translation by the authors). It aims, among other objectives, to attribute importance to regions and their territorial actors (Raffestin, 1980; Rosière, 2007) with strong focus on their actions with a view to the development and transformation of regions by macro policies (e.g. large infrastructure connections) and/or micro policies (e.g. *place-based policies*) for local/regional development.

Supranational and national actions, in general, have had trends in recent political and economic uses of territories leading to territorial transformations –in contexts with or without instabilities, especially in South America, for example– in regional integration processes. One of the tendencies of regional policies has been to try to insert remote regions –bi or tri-national transborder regions and "internationalised" border

regions– into the dynamics of development and globalisation, even when peripheral. This trend was seen in the 2000s and following years when the guidelines of the foreign Brazilian policy-makers of the Lula da Silva governments, mainly, turned to actions to build South-American infrastructure through South American Regional Infrastructure Integration Initiative (IIRSA), Infrastructure and Planning Council (COSIPLAN), South American organisations belonging to the Union of South American Nations (UNASUL). This perspective of the Brazilian diplomacy adopted the understanding that the bi-oceanic infrastructure corridors should not only serve for transportation but should also induce regional development in South American hinterland regions. The continent, after a period of relative political stability in recent years, is once again an unstable region in which government policies tend to be ephemeral without producing the results of significant territorial transformations (Da Costa, 2018). UNASUL is now facing a crisis and the integration projects of infrastructure are slow. In this context, we focus on the central question of territorial policies applied to transborder regions: what kind of territorial policies have emerged in rapidly evolving multi-scale territorial scenarios taking into account recent national and international experiences in Brazil in interface with Mercosur?

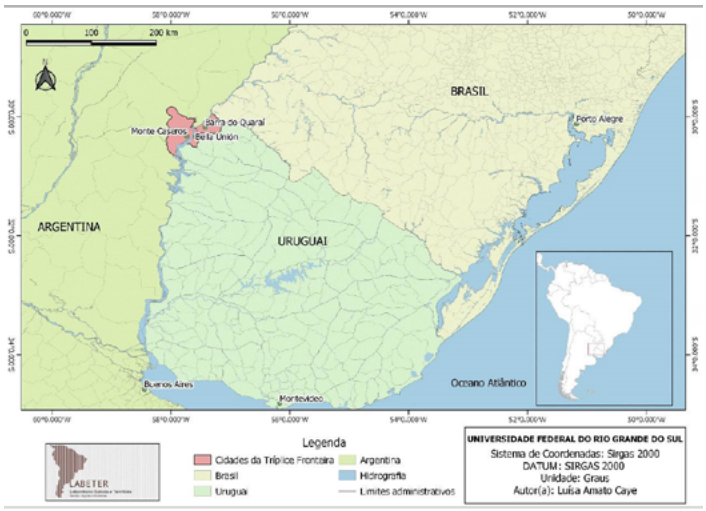
This article deals with a specific case of territorial transborder integration on the most southern triple border in South America between Brazil, Argentina, and Uruguay. Three small rural cities –Barra do Quaraí (Brazil), Bella Unión (Uruguay) and Monte Caseros (Argentina)– are located in this sort of *territorial international corner* in the La Plata Basin along two international rivers. Integration processes in South America are quite different from the European integrationist model, dealing with long distances along the borders, relative isolation and direct dependence of their national governments, less to Mercosur. Therefore, this article explores a rural transborder micro-region where local civil territorial actors are quite active, trying to push forward international connections to cooperate in environmental, educational and cultural issues, even if living quite isolated from their national power centres.

2. THE CASE OF TRIPLE TWIN CITIES IN A FARAWAY TERRITORIAL INTERNATIONAL CORNER

This specific case deals with local and micro-regional transborder triple twin cities in the faraway international corner of Brazil, Argentina and Uruguay: Barra do Quaraí (BR), Bella Unión (UY) and Monte Caseros (ARG). We especially focus on how local and regional civil territorial actors move their propositions to promote transborder integration, even in the absence of prominent territorial policies. The case is located in the La Plata Basin, the most important South American transborder macro-region, as a large background scope (fig. 1). 33 twin cities are located on the borders of Brazil with neighbouring countries, on 15,735 km of international borderlines, and more specifically 11 on the borders of the most southern state of Brazil, Rio Grande do Sul and its neighbours Argentina and Uruguay. The choice of this case responds to the need of examples of transborder regions in dynamic and non-dynamic, or non-central regions. Besides, this research lays on the only triple border that brings together three countries in South America.

Non-central and even peripheral transborder rural micro-regions in integration processes show different aspects that are quite unknown in national decision centres, such as the high mobility of civil territorial actors promoting integration processes between the three countries. The case highlights, as well, not only internal disparities and asymmetries in transborder regions, but also the imbalances of regional policies for these regions in these Mercosur countries.

Figure 1. Localisation of the triple twin cities in Brazil, Uruguay and Argentina



3. DESCRIPTION OF THE TRANSBORDER REGION OF THE TRIPLE TWIN CITIES

The borderlines between Brazil, Argentina, and Uruguay are fluvial: between Brazil and Argentina lays the Uruguay River, while the Quaraí River separates Brazil and Uruguay. The cities Barra do Quaraí (BR) and Bella Union (UY) are connected by an international bridge over the Quaraí River, built next to an ancient railway line. The crossing from Uruguay to Argentina is made by private boats or by a ferry that runs from Monday to Friday. This aspect demonstrates the fractured character of this transborder region that, besides, lacks an effective connection between the three cities. The request for the recognition of the cities of Barra do Quaraí (BR), Monte Caseros (ARG) and Bella Union (UY) as twin cities was proposed in 2017, during the meeting of the Movement for the Tri-national Border Committee. The definition of twin cities can be found in the Federal Official Newspaper published by the Ministry of National Integration of the Brazilian federal government.

> "Twin cities will be considered the municipalities cut by the borderline, whether dry or fluvial, articulated or not by infrastructure work. They have great potential for economic and cultural integration, with or without a conurbation or semi-conurbation with a locality neighbouring country, as well as 'condensed' manifestations of the characteristic problems of the border, which acquire greater density there, with direct effects on regional development and citizenship." (Brasil, 2014. Translation by the authors)

Several political, economic and social processes formed the transborder region. The most important political process concerns the 1851 Treaty of Limits when the borders between Brazil, Uruguay, and Argentina were legally established. An important economic aspect of the region was the presence of the *Saladero* industry (salted meat), in Barra do Quaraí, in the 19th century which. In addition to boosting the economy of the region, it stimulated the building of the railway lines that connected Brazil and Montevideo (Uruguay) for the exportation of salted meat to England. The economic activities of the region are currently concentrated in agriculture, with high rates of rice crops. The triple border has been facing a diplomatic dispute between Brazil and Uruguay since 1851 over the *Brazilian Island,* a 200 hectares Brazilian territory located at the mouth of the Quaraí River when entering the Uruguay River. Uruguayan government has been claiming, since 1940, that the treaty was carried out without considering the Uruguayan interests. The island has been uninhabited since the death of its only resident in 2011. The main reason for this contestation is due to the understanding by the Uruguayan government that it is in the Uruguay River and not in the mouth of the Quaraí River. The presence of a Brazilian Imperial Landmark, 13-P, built-in 1862 during the construction of the border, is also contested. Currently, the island is an environmental protected land used by NGOs for educational activities, tourism and catalogue of fauna and flora by Brazilian and Uruguayans.

4. LOCAL TERRITORIAL ACTORS IN TRANSBORDER COOPERATION POLICIES

Many joint actions between the three countries have started in the 2000s from the movement of local territorial actors interested in the integration and resolution of problems common to the three cities. (Movimento Transfronteiriço de ONGs). It led to the creation of the Tri-national Border Integration Committee Barra do Quaraí (Brazil)–Monte Caseros (Argentina)–Bella Unión (Uruguay), e.g. a committee formed by government representatives and organised civil society (in this case, mainly NGOs) from all three countries. The Committee was recognised in 2019 by the three countries as the *first tri-national committee in Brazil*. Its three main lines of action are education, environment, and culture. The table below shows all NGOs active in the transborder region.

Chart 1. NGOs that integrate the Transborder Movement
Source: Field research (2019)

NGOs	City/country
NGOs *Atelier Saladero*	Barra do Quaraí/Brazil
Binational Commission for the Environment and Renewable Natural Resources Paso de Los Libres and Uruguaiana	Uruguayana/Brazil
Friends of Rio Uruguay Association	Monte Caseros/Argentina
Pro Tri-national Committee	Barra do Quaraí/Brazil
Friends of the River	Uruguaiana/Brazil
GrupAma	Bella Unión/Uruguay
Rio Mocoretá Ecological Association	Chajarí/Argentina
Quaraí River Basin Committee	Uruguaiana/Brazil
Nautical Club Monte Caseros	Monte Caseros/Argentina

The main axis is environmental since the dialogue between local territorial actors from the three countries started from the identification of common environmental problems. Its most important project is the creation of a tri-national biological corridor that would encompass environmental areas on the border of the three countries to act together in a single area of environmental preservation. The project includes the mouth of the Miriñay River (Argentina), the Uruguay and Quaraí Island (Argentina, Brazil, and Uruguay), Parque do Espinilho (Brazil), Rincón de Franquía (Uruguay) and Reserva Mocoretá (Argentina). As for education, the project "Tri-national University Diploma in Cultural Policy Management" is a course held by regional universities from the three countries (National University of Quilmes, Argentina, University of the Republic, Uruguay, and Federal University of Pampa, Brazil). The cultural axis refers mainly to the realisation of projects that address the cultural characteristics of the region and the three countries.

CONCLUSION

Border regions usually have low population density, and are socially and economically needy due to the lack of resources and policies for economic and social development. It is mainly up to the local authorities to identify the problems so that, supported by their national legislation, they can develop joint policies and actions. We can give a partial answer to our initial questions on the kind of territorial policies that have emerged in rapidly evolving multi-scale territorial scenarios taking into account recent national and international experiences in Brazil in terms of interface with Mercosur: it is possible to assert that, in the specific case of the triple border Brazil–Argentina–Uruguay, many integration actions between the three cities are mainly pushed on by social organisations composed by a tri-national border committee, due to the lack of national policies to supply their local needs. Therefore, despite the sharing of common cultural values and the constant flows of local population between the three countries, the three twin cities are not fully integrated. The lack of connection infrastructures between the three cities is an obstacle to cross from Brazil to the Argentine side and *vice versa*. In addition, local territorial actors face different legal systems and legislation in the three countries. Territorial repercussions are not strongly territorialised so far. The recent official recognition of the Tri-national Border Integration Committee Barra do Quaraí (Brazil)–Monte Caseros (Argentina)–Bella Unión (Uruguay) by the three national governments is a significant institutional step forward for this *faraway international corner* and its active communities for territorial integration in the La Plata Basin, South America.

REFERENCES

Amilhat-Szary A.-L., 2015, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui ?*, Paris, PUF.

Brasil, 2014, *Diário Oficial da União*, Brasília, Ministério da Integração Nacional, Portaria n. 125 [online: www.pesquisa.in.gov.br/imprensa/jsp/visualiza/index.jsp?jornal=1&pagina=45&data=24/03/2014, retrieved on 21/01/2019].

Da Costa W. M., 2018, "Crise da integração e tendências geopolíticas na América do Sul", *in* W. M. Da Costa and D. B. Vasconcelos (eds.), *Geografia e geopolítica da América do Sul. Integrações e conflitos,* São Paulo, FFLCH–Humanitas, p. 17-36 [online: www.livrosabertos.sibi.usp.br/portaldelivrosUSP/catalog/book/340, retrieved on 06/11/2019].

Movimento Transfronteiriço de ONGs, website [online: www.trinacional.com/trinacional/transfronteirico.html, retrieved on 12/2019].

Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir,* Paris, Litec.

Rosière S., 2007, *Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*, Paris, Ellipses [2nd ed.].

THE AUTHORS

Aldomar A. Rückert
UFRGS (Brazil)
Master and Doctoral Programme in Geography – CNPq
aldomar.ruckert@gmail.com

Luisa A. Caye
UFRGS (Brazil)
Master and Doctoral Programme in Geography
luisa.a.caye@gmail.com

Du régionalisme à la régionalisation, le cas de la mise en valeur du lithium (Argentine, Bolivie, Chili)

AUTEURE
Audrey SÉRANDOUR

RÉSUMÉ
Si durant la décennie 2010 les dispositifs politiques et économiques d'intégration régionale latino-américains peinent à se déployer et à se consolider, les logiques de régionalisation demeurent structurantes pour le continent. À la frontière entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, la géographie politique du « triangle du lithium » illustre ce double mouvement d'affaiblissement des régionalismes et de réinvention d'un ensemble régional basé sur la mise en valeur d'une ressource. En effet, avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes considérant le régionalisme comme un moyen de consolider des structures anti-hégémoniques, des propositions d'intégration régionale ont émergé autour du lithium. Mais les divergences de vision de la régulation de la ressource et les alternances politiques du milieu de la décennie 2010 ont contrarié ces projets. Pour autant, les difficultés à mettre en place un régionalisme « par le haut » n'empêchent pas l'émergence de dynamiques de régionalisation « par le bas », basées sur des acteurs non gouvernementaux.

MOTS CLÉS
lithium, Andes, ressource, régionalisation, intégration régionale

ABSTRACT
Throughout the 2010s, the political and economic mechanisms of Latin American regional integration have struggled to deploy and consolidate. However, the logic of regionalisation remains structuring across the continent. At the border between Argentina, Bolivia and Chile, the political geography of the "lithium triangle" illustrates this double movement of weakening regionalisms along with the reinvention of a regional setting based on the development of a resource. Indeed, with the coming to power of progressive governments that consider regionalism as a way to consolidate anti-hegemonic structures, proposals for a regional integration have emerged around lithium. However, the divergent visions of resource regulation and the political alternations in the mid-2010s thwarted these projects. Nevertheless, the difficulties in establishing a "top-down" regionalism do not inhibit the emergence of "bottom-up" regionalisation dynamics based on non-governmental actors and on the construction of new territorialities.

KEYWORDS
Lithium, Andes, Resource, Territoriality, Regionalisation, Regional integration

Si durant la décennie 2010 les dispositifs politiques et économiques d'intégration régionale latino-américains peinent à se déployer et à se consolider, les logiques de régionalisation demeurent structurantes pour le continent. À la frontière entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, la géographie politique du « triangle du lithium » illustre ce double mouvement d'affaiblissement des régionalismes et de réinvention d'un ensemble régional basé sur la mise en valeur d'une ressource.

Cet espace transfrontalier concentrerait 60 % des réserves de lithium de la planète, un métal pour lequel l'intérêt des industriels et des gouvernements ne cesse de croître dans le contexte de transition énergétique. En conséquence, de nombreux pays cherchent à sécuriser leurs approvisionnements et de nombreux investisseurs se tournent vers le « triangle du lithium » depuis le début des années 2010. Dans ce contexte et avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes considérant le régionalisme comme un moyen de consolider des structures anti-hégémoniques, des propositions d'intégration régionale émergent autour de la valorisation du lithium. Ces propositions prennent forme aussi bien dans le cadre d'organisations régionales d'ores et déjà institutionnalisées (UNASUR et ZICOSUR, voir infra) que de manière plus spontanée (proposition de constitution d'une Opproli, voir infra). Mais les divergences de vision de la régulation de la ressource et les alternances politiques du milieu de la décennie 2010 contrarient ces projets. Pour autant, les

difficultés à mettre en place un régionalisme « par le haut » n'empêchent pas l'émergence de dynamiques de régionalisation « par le bas », basées sur des acteurs non gouvernementaux et sur la mise en place de pratiques, circulations et réseaux transfrontaliers.
L'objet de cette communication est de présenter les résultats d'une thèse doctorale sur le « triangle du lithium » (Argentine, Bolivie, Chili). Notre recherche se situe dans le champ de la géographie politique (Raffestin, 1980), proposant une réflexion à l'articulation de la géographie des ressources (Redon *et al.*, 2015) et de l'étude des dynamiques de production de territoires régionaux dans le cadre de la mondialisation (Gana & Richard, 2014). Il s'agit de questionner l'impact de la construction des ressources et de leur exploitation sur les territoires où se situent les gisements. Cette recherche s'appuie sur un matériel qualitatif composé de plus de 170 entretiens semi-directifs, menés lors de cinq enquêtes de terrain réalisées entre 2015 et 2018 auprès d'une diversité d'acteurs (institutionnels, entrepreneuriaux, universitaires, associatifs, communautaires, etc.) dans le « triangle du lithium ».

1. D'UN INTÉRÊT MONDIAL POUR LE LITHIUM ANDIN AUX PROJETS D'INTÉGRATION RÉGIONALE

1.1. Le « triangle du lithium », un gisement partagé par trois pays

Les gisements lithinifères andins se concentrent entre le nord-ouest argentin, le sud-ouest bolivien et le nord chilien. Ils se présentent sous la forme de *salares*, c'est-à-dire de déserts de sel d'altitude, qui se situent dans des espaces isolés, aux confins de leurs territoires nationaux respectifs, que nous qualifions de marges. C'est la dimension frontalière des marges où se situent les *salares* qui a donné naissance à l'expression « triangle du lithium » pour les désigner, chacun des angles du « triangle » étant représenté par le principal *salar* de chaque pays : le *salar* d'Hombre Muerto en Argentine, celui d'Uyuni en Bolivie et celui d'Atacama au Chili.
À l'origine, l'expression présente un intérêt descriptif. Toutefois, son appropriation par les différents acteurs de la régulation du lithium sud-américain (gouvernements, entreprises, acteurs associatifs…) en a fait une représentation, c'est-à-dire une construction sociale et mentale d'un schéma de perception de l'espace. Or, cette représentation confère une dimension régionale aux gisements lithinifères, qui sont désormais pensés comme un ensemble transfrontalier et non plus comme une juxtaposition de *salares*.

1.2. Quels projets politiques pour un régionalisme du lithium ?

L'intérêt mondial pour le lithium sud-américain a entraîné une multiplication des projets extractifs dans le « triangle du lithium ». En Argentine, les investissements étrangers foisonnent, tandis que le Chili a augmenté sa capacité de production et que la Bolivie reçoit de nombreuses propositions de coopération. Cette situation interroge les acteurs politiques argentins, boliviens et chiliens sur le modèle de développement qu'ils souhaitent mettre en place autour de cette ressource : la région doit-elle encore se limiter au rôle de pourvoyeur en matières premières, exportées vers l'Asie et l'Europe sans valeur ajoutée ? Ou peut-elle penser et impulser un processus d'industrialisation régional et souverain ?
Au début des années 2010, une réflexion a ainsi émergé dans le cadre de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) sur la place que pourrait occuper le lithium dans la stratégie régionale d'exploitation et de valorisation des ressources naturelles du continent. En 2013, les débats menés au sein de l'UNASUR conduisent au constat de la nécessité d'élaborer rapidement une politique régionale pour l'industrialisation du lithium (Bruckmann, 2013). Pourtant, au-delà de l'organisation de conférences et forums propices aux échanges d'idées, aucune proposition politique n'est formulée et aucun projet concret n'est mis à l'agenda. La coopération entre les gouvernements argentin, bolivien et chilien se heurte à de profondes divergences de visions et de stratégies politiques, notamment avec l'arrivée au pouvoir du libéral Macri en Argentine début 2016.
Parallèlement à ces discussions entre États nationaux, des échanges prennent forme à une autre échelle, dans le cadre de la Zone d'intégration du centre-ouest de l'Amérique du Sud (ZICOSUR). Cette organisation sous-régionale rassemble des gouvernements départementaux, provinciaux et régionaux d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et du Pérou. Elle intègre toutes les entités administratives dans lesquelles se situent les *salares* du « triangle du lithium » et vise le développement commercial et infrastructurel de cet espace composé de périphéries nationales et mondiales. Le lithium a été placé à l'agenda du ZICOSUR et des propositions ont été formulées autour de la quantification des gisements de la région, de la systématisation de l'information, de la formation des ressources humaines ou encore de la coordination des efforts sur divers plans (production, transport, distribution). Toutefois, là encore, les concrétisations peinent à voir le jour.

1.3. L'Opproli, un projet d'alliance stratégique qui demeure en suspens

En parallèle à ces discussions au sein d'arènes existantes, un projet de construction d'une nouvelle organisation régionale spécifiquement dédiée au lithium a également pris forme. Il s'agirait de former une Organisation des pays producteurs de lithium (Opproli), inspirée de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et dont la vocation serait d'organiser la défense des intérêts de l'Argentine, de la Bolivie et du Chili sur le marché mondial du lithium, dans un contexte de compétition internationale pour la production de cette ressource.

Le projet de création d'une telle alliance stratégique a été formulé en 2014 par le ministère des Mines argentin. Quelques réunions ont eu lieu entre des représentants des trois pays. Mais leurs divergences de visions stratégiques, puis l'alternance politique en Argentine (Macri succède à Kirchner) ne permettent pas au projet d'Opproli de se déployer.

2. DES DYNAMIQUES DE RÉGIONALISATION « PAR LE BAS »

2.1. Les relations de proximité à l'origine d'échanges régionaux

Comme mentionné précédemment, les gisements de lithium argentins, boliviens et chiliens se situent dans des espaces frontaliers. Or, la proximité géographique constitue un facteur déterminant dans les échanges économiques, les circulations d'acteurs et les pratiques socio-spatiales (Hettne & Söderbaum, 2000). Ainsi, même si les projets de régionalisme du lithium « par le haut » peinent à aboutir, des dynamiques de régionalisation « par le bas » prennent forme à la frontière entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, la régionalisation étant ici comprise comme l'augmentation des flux et des échanges entre des unités territoriales voisines, qu'elle émane d'une volonté politique ou de pratiques davantage spontanées (Mareï & Richard, 2018).

La régionalisation des échanges dans le « triangle du lithium » ne procède pas d'une stratégie politique, mais plutôt de pratiques d'acteurs non étatiques. En l'occurrence, ce sont des acteurs universitaires, des représentants de communautés indigènes et des entreprises extractives qui créent des dynamiques de régionalisation par leurs relations de coopération, leurs circulations et leurs rapports à l'espace. Elles s'appuient parfois sur des configurations socio-spatiales héritées, comme c'est le cas pour les communautés indigènes revendiquant l'appartenance au peuple pré-hispanique et transfrontalier *atacameño*, qui renforcent cette identité territoriale et réactivent des réseaux d'interconnaissances. À l'inverse, ces dynamiques peuvent également provenir de la constitution de nouveaux réseaux, comme ceux des entreprises extractives, qui ont mis en place des infrastructures et des axes de transports répondant à un besoin récent.

2.2. Le rôle des universitaires dans la régionalisation du lithium

Les acteurs académiques jouent un rôle clé dans les échanges régionaux autour du lithium. Par acteurs académiques nous entendons les professeurs et chercheurs, aussi bien issus d'universités publiques que privées, qui mènent des recherches sur le lithium. Leurs travaux s'inscrivent dans des disciplines variées : chimie, électrochimie, physique, géologie, hydrogéologie, ingénierie des mines, ingénierie électrique ou encore écologie politique. À la faveur de l'intérêt porté au lithium aussi bien par des investisseurs internationaux que par les gouvernements nationaux, un certain nombre d'universitaires des trois pays concernés se sont rencontrés et ont entamé un dialogue autour de cette ressource.

Au début des années 2010, ces échanges ont été formalisés par la signature d'accords bilatéraux entre des universités d'Argentine, de Bolivie et du Chili. Cependant, au-delà de ces accords, l'exemple le plus significatif des pratiques régionales entre universitaires du « triangle du lithium » est celui des séminaires IWLIME (*International Workshop on Lithium, Industrial Minerals and Energy*), qui se tiennent à tour de rôle dans l'un des trois pays. Chaque année depuis 2014, cet événement scientifique rassemble durant plusieurs jours des chercheurs argentins, boliviens et chiliens qui l'organisent conjointement. Le chimiste chilien ayant initié cette dynamique régionale, Mario Grágeda (directeur du CELIMIN), avait comme intention de donner vie au « triangle du lithium » et de générer une dynamique d'intégration à l'échelle régionale. De fait, une régionalisation des pratiques s'est mise en place et a même donné lieu à des réunions entre autorités universitaires pour envisager une institutionnalisation de ces pratiques et s'accorder sur un agenda de travail commun sur le lithium.

En conclusion, le « triangle du lithium » constitue un espace régional dans lequel l'affaiblissement des projets politiques d'intégration régionale n'a pas mis un terme aux pratiques, circulations et échanges régionaux. Au contraire, des dynamiques de régionalisation « par le bas » ont pris forme et cherchent maintenant à s'institutionnaliser. Ainsi, la mise en valeur d'une ressource peut-elle susciter de nouvelles formes de coopérations régionales en Amérique latine.

RÉFÉRENCES

Bruckmann M., 2013, "Recursos naturales, biodiversidad y medio ambiente en UNASUR: Una visión estratégica", communication à la conférence de l'UNASUR sur les ressources naturelles et le développement intégral de la región (Caracas, Venezuela, 29 mai 2013).

Gana A., Richard Y., 2014, *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global / local*, Paris, Karthala–IRMC.

Hettne B., Söderbaum F., 2000, "Theorizing the Rize of Regionness", *New Political Economy*, 5(3), p. 457-472.

Mareï N., Richard Y. (dir.), 2018, *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Paris, Atlande.

Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques.

Redon M., Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie E. (dir.), 2015, *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne.

L'AUTEURE

Audrey Sérandour
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Prodig
audrey.serandour@etud.univ-paris1.fr

Los Estados y los MERCOSURes ¿Una pluralidad de dinámicas de integración/desintegración en América Latina?

AUTOR
Facundo SOLANAS

RESUMEN
Desde su creación en 1991, el MERCOSUR atravesó por situaciones muy diversas donde es posible establecer diferentes temporalidades según el nivel de intervención estatal de sus principales socios. El propósito de este trabajo es analizar los diversos cambios experimentados por el MERCOSUR y plantear de qué forma convive la pluralidad de dinámicas de integración/desintegración por las que atraviesa la región. Para ello, haremos hincapié en sus últimas temporalidades, donde ha primado la fragmentación y desintegración en diversos ámbitos, pero la continuidad de determinadas políticas en otras. A diferencia de las precedentes etapas, donde ha existido una sintonía política entre los gobiernos de los principales países del bloque, los últimos cambios gubernamentales preanuncian un gran desafío regional, dado que institucionalmente representa la primera vez en la historia que convivirán gobiernos de signo político distinto, casi antagónico, en Argentina y Brasil.

PALABRAS CLAVES
Estado, MERCOSUR, Integración Regional, Política

Les États et les MERCOSUDs. Une pluralité de dynamiques d'intégration / désintégration en Amérique latine ?

RÉSUMÉ
Depuis sa création en 1991, le MERCOSUR a traversé des situations très diverses pour lesquelles il est possible d'établir des temporalités différentes selon le niveau d'intervention de ses principaux partenaires étatiques. Le but de ce travail est d'analyser l'ensemble des changements que connaît le MERCOSUR et de discuter la façon dont la pluralité des dynamiques d'intégration / désintégration coexiste à travers la région. Pour cela, nous soulignerons les dernières temporalités, où la fragmentation et la désintégration ont prévalu dans divers domaines, et la continuité de certaines politiques dans d'autres. Contrairement aux étapes précédentes, où les gouvernements des principaux pays du bloc avaient trouvé une certaine harmonie politique, les derniers changements de gouvernement annoncent un grand défi régional, étant donné que, pour la première fois dans l'histoire, des gouvernements de bords politiques différents, presque antagonistes, coexisteront en Argentine et au Brésil.

MOTS CLÉS
État, MERCOSUR, intégration régionale, politique

Tomando en cuenta algunos trabajos realizados previamente (Solanas, 2011; Solanas & Pérez, 2019), nos proponemos analizar la evolución del MERCOSUR (gráf. 1) a la luz de las diferentes formas que adopta el Estado en Argentina y Brasil, para lo cual privilegiaremos en nuestro análisis tres dimensiones o variables: los intereses, las instituciones y las ideas o tres i (Palier & Surel, 2005). Nos proponemos diferenciar las diversas temporalidades (Dubar, 2014) por las que han atravesado estos países, que concuerdan con una reconfiguración de la idea y presencia del Estado en los diversos ámbitos económicos, políticos y sociales. Si bien, nos focalizamos en los casos de los dos principales socios fundantes del bloque (sobre todo por los límites espaciales de esta comunicación), tanto en Uruguay como, en menor medida, en Paraguay, han transitado por trayectorias políticamente similares a las de Argentina y Brasil.
Esta comunicación se divide en dos partes: en la primera presentamos sucintamente las cinco temporalidades del MERCOSUR vinculándolas a grandes rasgos con las formas que adquieren sus principales Estados. Y en la segunda, caracterizamos la evolución que tuvieron nuestras tres variables de análisis en esas temporalidades.

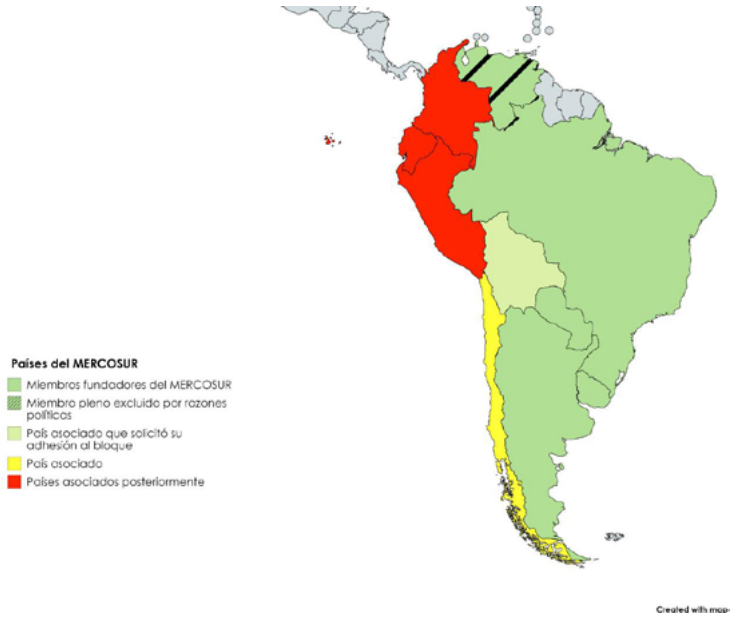


Gráfico 1:Países del MERCOSUR y países asociados

1. LAS TEMPORALIDADES DEL MERCOSUR

Desde sus orígenes hasta la actualidad es posible diferenciar cinco etapas en el MERCOSUR: la primera, se encuentra constituida por los antecedentes que preceden a su creación y que dan cuenta de las dinámicas de cooperación entre Argentina y Brasil, desde el año 1985 hasta la creación del bloque en 1991. La segunda, arranca con la firma del tratado de Asunción en 1991 y se remonta hasta la crisis del modelo neoliberal en 2002. La tercera comienza con esta crisis y abarca el periodo más progresista del bloque en paralelo a la creación de otras instancias de integración como la UNASUR y la CELAC. La cuarta, se consuma con el cambio de gobierno en Argentina a fines de 2015 y el golpe de Estado "blando" en Brasil en 2016, acompañado de un viraje conservador y desintegración institucional de la UNASUR. La quinta y última, comienza a escribirse este año, con el reciente cambio de gobierno en Argentina y la convivencia con el gobierno ultraconservador y neoliberal en Brasil.

Cada una de estas cinco temporalidades coincide con diferentes concepciones de Estado en los socios principales del bloque y en menor medida en Paraguay y Uruguay. Desde sus antecedentes inmediatos donde se da ese acercamiento entre dos adversarios históricos como Argentina y Brasil en 1985 y las subsiguientes reuniones y acuerdos, se preveía que el Estado ocupara un papel importante en el proceso de integración que sería gradual. Si bien, el Estado en ambos países no contaba con todas las herramientas de intervención que caracterizaron a los llamados Estados nacional-populares, poseían un importante margen de maniobra y capacidades de regulación, hoy bastante lejanas.

Los cambios de gobierno en los países del bloque en pleno auge del neoliberalismo durante la década del 90, lleva a los Estados a ocupar un papel marginal en ese escenario: es ante todo la etapa de la integración de las grandes empresas multinacionales y la apertura económica indiscriminada, sin ponderar los efectos sociales y el quebranto de buena parte de las economías regionales. Hasta comienzos del nuevo milenio primaba claramente la lógica de mercado y los Estados serían reestructurados con mucha mayor intensidad en el caso argentino, hasta reducirlo prácticamente a un "ente anémico" (O'Donnell, 1993).

El fin del modelo con la abrupta crisis financiera hacia fines del 2001 en Argentina, con eco en toda la región, caracterizó buena parte del cambio de paradigma. Los cambios gubernamentales en la mayor parte de los Estados del MERCOSUR a comienzos del nuevo milenio implicaron la reorientación política del bloque hacia una etapa postneoliberal, aunque sin lograr profundizar demasiado en nuevas interdependencias. La mística de la integración se traduce en proyectos más amplios que dan lugar a la incorporación de más Estados "asociados al bloque", la creación de otras instituciones como el parlamento, la creación de la UNASUR y la CELAC y donde el Estado logra recuperar en algunas áreas un papel central.

Con el gobierno de la coalición Cambiemos en Argentina a fines de 2015 y el golpe de Estado "blando" en Brasil en 2016, comienza la "bajada de la marea rosa" (Pereira Da Silva, 2018), la política regional empieza a reorientarse y a ganar fuerza la idea de desarticular buena parte de sus instituciones, como fue el caso de la UNASUR, de excluir por motivos exclusivamente políticos a Venezuela del MERCOSUR –no existen precedentes jurídicos que puedan avalar dicha exclusión basados en sus "supuestos" incumplimientos de la normativa vigente, cuando en ese caso la mayoría de sus miembros también deberían quedar excluidos–, así como debilitar la capacidad de intervención del Estado en diversos ámbitos, como ha sido el caso de la política financiera y monetaria en Argentina. El fracaso de estas políticas en el caso argentino se vio reflejado en la derrota electoral del gobierno, mientras que, en Brasil con la proscripción jurídica del principal candidato de oposición, Lula Da Silva, el electorado se inclinó por la opción neoliberal más extrema.

De esta manera, se inicia un escenario tan incierto como inédito, en donde en el caso argentino el Estado ha comenzado a recuperar herramientas de intervención, mientras que en Brasil pareciera estar ocurriendo todo

lo contrario, contexto en el cual el MERCOSUR es la gran incógnita. Recapitulando, las cinco temporalidades diferentes en el seno del bloque se corresponden con cinco formas de Estado en los principales países de la región (cuadr. 1).

Cuadro 1. Las temporalidades del MERCOSUR y las características de los Estados en Argentina y Brasil

Temporalidades	Argentina	Brasil
1985-1989	Estado bastante fuerte	Estado bastante fuerte
1990-2002	Estado neoliberal	Estado neoliberal
2003-2015	Estado post-neoliberal	Estado post-neoliberal
2015-2019	Estado neoliberal híbrido pragmático	Estado post-neoliberal híbrido \ Estado neoliberal
2020-	Estado post-neoliberal?	Estado neoliberal

2. LAS TRES I EN LAS TEMPORALIDADES DEL MERCOSUR

Teniendo presente las cinco temporalidades del MERCOSUR, nos focalizaremos en analizar cómo evolucionan nuestras tres variables. En primer lugar, en la primera temporalidad existe un interés mutuo de Argentina y Brasil de alejarse de la hipótesis de conflicto mutuo y cooperar con el fin de consolidar un objetivo político estratégico: el régimen formalmente democrático y sostener el desarrollo económico. Por lo que la presencia de los partidos políticos es importante, pero también de los empresarios, los medios de comunicación, a la vez que Estados Unidos –luego de la experiencia de la guerra de las Malvinas-, mira con mayor desconfianza el sector castrense. La idea de integración regional es bien vista y comienza a instalarse en la agenda. Institucionalmente, ello se vería reflejado en diversos documentos: la Declaración de Foz de Iguazú (1985), el Programa de Integración y Cooperación Económica (PICE, 1986) y el Tratado de Integración, Cooperación y Desarrollo entre Argentina y Brasil (1988).

En la segunda temporalidad, existe la clara determinación de algunas empresas de ampliar su mercado y de aprovechar las ventajas comparativas de los socios comerciales: el caso de la industria automotor es uno de los más paradigmáticos, pero son sobre todo las grandes empresas multinacionales, las que multiplican sus beneficios, mientras buena parte de las PyMEs argentinas sucumben ante la competencia y un tipo de cambio que las desfavorece notoriamente. Por su parte, Estados Unidos busca ampliar su mercado y lanza la idea del ALCA que es bien vista sobre todo por el gobierno argentino. Se crean las primeras instituciones del bloque con fuerte carácter intergubernamental. En este sentido y a diferencia de otros procesos de integración regional, como el europeo, el MERCOSUR nunca previó la creación de instituciones supranacionales, sino que sus marchas y contramarchas se basan exclusivamente en un esquema institucional fuertemente intergubernamental, lo que se explica fundamentalmente por las grandes asimetrías existentes entre los países del bloque. En un capitalismo donde el ejercicio de la soberanía en el propio territorio se desdibuja permanentemente, quizás una de las grandes paradojas del MERCOSUR sea que sus Estados miembros han sido sumamente celosos de su delegación en favor de los demás socios. Resulta sumamente difícil imaginar un país de dimensiones cuasi-continentales, como Brasil, que en algún momento se disponga a sentarse a negociar "cuotas de soberanía" con los demás Estados del bloque.

La tercera etapa representa el relanzamiento del MERCOSUR sobre nuevas bases, más políticas. Se retoma la mística de la integración de los padres fundadores: la Patria Grande. El cambio político se expresa en el rechazo al ALCA y al libre mercado. Se crea el Parlamento del MERCOSUR y crece la participación de los movimientos sociales, a la vez que este bloque se complementa con la UNASUR y la CELAC, donde algunos actores claves ven la forma de contrapesar el peso de Estados Unidos en la región.

La cuarta temporalidad esta signada por un importante acercamiento a Estados Unidos, un fuerte desprecio a los gobiernos progresistas de la región y a las instituciones democráticas, la exclusión política de Venezuela, la no condena por parte del gobierno argentino a ninguno de los golpes de Estado regionales: Brasil, Bolivia, así como la pasividad frente a los diferentes conflictos regionales: Colombia y Venezuela, Ecuador, Chile, Bolivia, etc. La idea es priorizar el libre mercado, se impulsa el tratado de libre comercio con la Unión Europea, así como acuerdos bilaterales. Brasil toma medidas unilaterales, mientras que Argentina prioriza el mundo financiero por sobre el productivo.

La quinta temporalidad resulta tan incierta como inédita. Hasta el momento en el que cambia el gobierno en Argentina a fines de 2019, los principales miembros del bloque contaban con gobiernos políticamente relativamente afines. Por primera vez, si se completan institucionalmente los periodos presidenciales en curso, se estaría dando una situación en la cual Brasil priorizaría el libre mercado y la apertura sin privilegiar

el bloque regional, mientras que Argentina buscaría lo contrario, con lo cual el panorama regional resulta bastante incierto.

De esta forma y a modo de cierre recapitulativo, vemos sucintamente la evolución que han tenido nuestras tres variables a lo largo de las cinco temporalidades (cuadr. 2).

Cuadro 2. Las temporalidades del MERCOSUR y la evolución de las 3 i

Temporalidades	Intereses	Instituciones	Ideas
1985-1989	Políticos y económicos: Partidos políticos, opinión pública, empresas	Acuerdos de cooperación entre Argentina y Brasil	Integración regional en agenda, desaparece hipótesis de conflicto
1990-2002	Económicos: Grandes empresas multinacionales. Estados Unidos con fuerte presencia	Primeras instituciones del MERCOSUR, fuertemente intergubernamentales	Apertura económica, Libre mercado, ALCA
2003-2015	Políticos: gobiernos progresistas	Se crea el Parlamento, la UNASUR y la CELAC	Patria grande, mística de la integración
2015-2019	Económicos y políticos: Estados Unidos como aliado, mercados financieros	Desprecio institucional, desintegración de la UNASUR,	Libre mercado, condena a lo progresista. Ratificación del Acuerdo con la UE
2020-	Contrapuestos	Desequilibradas	Disimiles

REFERENCIAS

Dubar C., 2014, « Du temps aux temporalités : pour une conceptualisation multidisciplinaire », *Temporalités*, n. 20 [en línea: temporalites.revues.org/2942, consultado el 09/03/2015].

O'Donnell G., 1993, "Estado, democratización y ciudadanía", *Nueva Sociedad*, n. 128, p. 62-87.

Palier B., Surel Y., 2005, « Les "trois i" et l'analyse de l'État en action », *Revue française de science politique*, 55(1), p. 7-32.

Pereira Da Silva F., 2018, "La bajada de la marea rosa en América Latina. Una introducción", *Revista de la Red de Intercátedras de Historia de América Latina Contemporánea*, 5(8), p. 59-66.

Solanas F., 2011, "MERCOSUR, UNASUR y después… ¿convergencia o competencia?", *Revista Studia Politicae*, n. 23, p. 11-29. [en línea: www.revistas.bibdigital.uccor.edu.ar/index.php/Prueba2/article/view/886/790, consultado el 20/12/2019].

Solanas F., Pérez P.E., 2019, "Del Estado Postneoliberal al Estado neoliberal híbrido pragmático en Argentina en perspectiva histórica: Definiciones y herramientas para analizar el Estado en América Latina", *Revista Argentina de Ciencia Política*, n. 22, p. 113-132 [en línea: publicaciones.sociales.uba.ar/index.php/revistaargentinacienciapolitica/article/view/4389, consultado el 20/12/2019].

EL AUTOR

Facundo Solanas
CONICET (Argentina)
Universidad de Buenos Aires / IIGG
Universidad Nacional de Mar del Plata
fsolanas@yahoo.com

L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ?

AUTEUR
Hervé THÉRY

RÉSUMÉ
Depuis leur indépendance, les pays d'Amériques du sud considéraient chacun leur part d'Amazonie comme un espace tampon les protégeant de voisins lointains. Les intégrations tentées à la fin du XXe siècle et les projets de grandes infrastructures ont fait penser que l'Amazonie reprendrait une place centrale dans la géométrie du continent. Vingt ans plus tard, l'occupe-t-elle et est-elle un nouvel ensemble géopolitique, parcouru de réseaux de coopération et de dispositifs d'intégration ? Revenant d'abord sur l'époque où les géopoliticiens brésiliens voyaient dans la mainmise sur l'Amazonie le moyen de contrôler tout le nord du continent, puis un risque « vulnérabilité » stratégique nationale, le texte analyse les raisons d'être de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), puis ceux de l'Initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA) et analyse quelques effets sur un cas précis : la frontière entre la France et le Brésil sur l'Oyapock.

MOTS CLÉS
Amazonie, intégration continentale, géopolitique, OTCA, IIRSA

ABSTRACT
Since their independence, the countries of South America have each considered their share of the Amazon as a buffer space protecting them from distant neighbours. Attempted integrations at the end of the 20th century, and major infrastructure projects, suggested that the Amazon would resume a central place in the geometry of the continent. Twenty years later, is Amazonia fulfilling this position and is it a new geopolitical object, traversed by networks of cooperation and integration mechanisms? This paper returns first to the time when Brazilian geopoliticians saw occupying the Amazon basin as a means of controlling the entire north of the continent, then as a national strategic "vulnerability" risk. It then analyses the reasons for being of the Organization of the Amazon Cooperation Treaty (OTCA), and of the Infrastructure Integration Initiative of the South American region (IIRSA), and points out some effects on a specific case, the border between France and Brazil on Oyapock.

KEYWORDS
Amazonia, Continental integration, Geopolitics, OTCA, IIRSA

RESUMO
Desde a independência, os países da América do Sul consideraram sua parcela da Amazônia como um espaço de proteção para protegê-los de vizinhos distantes. As integrações tentadas no final do século XX e os principais projetos de infraestrutura deixaram esperar que a Amazônia retomaria um lugar central na geometria do continente. Vinte anos depois, ela está se ocupando este lugar e passou a ser um novo conjunto geopolítico, atravessado por redes de mecanismos de cooperação e integração? Voltando primeiro ao tempo em que os geopolíticos brasileiros viam o ocupação da Amazônia como um meio de controlar todo o norte do continente, e depois como um risco de "vulnerabilidade" estratégica nacional, o texto analisa as razões de ser da Organização do Tratado de Cooperação Amazônica (OTCA), depois da Iniciativa de Integração de Infra-estrutura da região da América do Sul (IIRSA) e analisa alguns efeitos em um caso específico, a fronteira entre a França e o Brasil em Oiapoque.

PALAVRAS CHAVES
Amazônia, integração continental, geopolítica, OTCA, IIRSA

Depuis les indépendances du début du XIXe siècle, les pays d'Amériques du sud se tournaient le dos et considéraient chacun leur part d'Amazonie comme une arrière-cour, un espace tampon les séparant (et les

protégeant) de voisins lointains et avec lesquels ils n'entretenaient que peu de relations. Les intégrations tentées à la fin du XXe siècle et les projets – en partie réalisés – de grandes infrastructures de transport reliant plusieurs des pays du bassin ont fait penser qu'elle reprendrait, dans la topologie des relations internationales, la place centrale qui est la sienne dans la géométrie du continent.

Vingt ans plus tard, l'Amazonie occupe-t-elle maintenant cette place centrale, dans les projets d'intégration et dans la mise en place de circulations à travers le bassin amazonien ? Est-elle un nouvel ensemble géopolitique, parcouru de réseaux de coopération et de dispositifs d'intégration ?

Revenant d'abord sur le passé, pas si lointain, où les géopoliticiens brésiliens voyaient dans la mainmise sur l'Amazonie le moyen de contrôler tout le nord du continent, puis un risque de « vulnérabilité » stratégique nationale, on analysera les raisons d'être et les effets de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), puis ceux de l'Initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA). On en analysera quelques effets à l'échelle régionale et locale sur un cas précis, la frontière entre la France et le Brésil sur l'Oyapock

1. L'AMAZONIE DANS LA GÉOPOLITIQUE BRÉSILIENNE

Pour les penseurs militaires de l'époque du régime militaire brésilien (1964-1985), l'Amazonie était, comme d'autres régions de l'Amérique du Sud, destinée à être absorbée par le débordement naturel de l'influence du Brésil. Cette affirmation était déjà présente dans les ouvrages de Mario Travassos, dont l'une des principales références pour la géopolitique brésilienne classique, *Projeção Continental do Brasil*, publié en 1931. Avec lui se dessine pour la première fois la stratégie appliquée dans les décennies suivantes dans les politiques brésiliennes pour l'Amérique du Sud. Il a été suivi sur cette même trajectoire par deux autres militaires, les généraux Golbery (voir Couto e Silva, 1952) et Meira Mattos (1975).

Le point commun entre ces trois « généraux géopoliticiens » est l'idée que le Brésil devait chercher à étendre son influence sur les pays voisins d'Amérique du Sud, par une double stratégie déjà esquissée par Travassos : d'une part, le resserrement des relations économiques et politiques principalement avec l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie et le Pérou, afin de contrer l'influence argentine, qui était alors clairement le rival géopolitique du Brésil ; d'autre part, la promotion de « l'intégration territoriale » entre les deux grands bassins fluviaux du Brésil (l'Amazone et La Plata) et les façades de l'Atlantique et du Pacifique. Pour cela, comme Golbery l'expose, il était nécessaire d'occuper et de peupler les zones frontalières, de promouvoir l'occupation du plateau central du pays (amorcée par le projet de création de Brasília) et, à partir de là, d'intégrer l'Amazonie et de peupler les frontières du nord ; enfin, comme le préconisait Meira Mattos, de rechercher la coopération avec d'autres pays amazoniens et de promouvoir ce qu'il appelait la « pan-Amazonie », une idée qui serait réalisée plus tard par le Traité de coopération amazonienne (Da Costa & Théry, 2010).

Le général Travassos est encore considéré comme un des inspirateurs de l'armée brésilienne, Golbery a été l'un des créateurs de l'École supérieure de guerre, l'un des architectes du coup d'État militaire de 1964 et le créateur du SNI (Service national d'information), le bras principal de la politique du régime militaire. Meira Mattos a enseigné durant des décennies à l'École du commandement de l'état-major de l'armée. Dans son livre *Uma Geopolítica Panamazônica* (1980), l'enjeu – la satellisation de toute l'Amazonie, au-delà des frontières du Brésil – et le moyen de l'obtenir – la construction de routes transamazoniennes – sont annoncés dès la couverture (fig. 1).

Figure 1. Couverture de l'un des livres du général Meira Mattos

2. L'AMAZONIE «VULNÉRABILITÉ» STRATÉGIQUE NATIONALE

L'Amazonie a été l'un des principaux objets de préoccupation et de recherche au cours des 80 ans de réflexion géopolitique brésilienne (Becker, 1982). À l'apogée du régime militaire, la géopolitique dans cette région s'était matérialisée essentiellement par le *Plano de Integração Nacional* (Plan d'intégration nationale) de 1971, qui comportait des investissements dans les infrastructures de circulation, de production d'énergie et de télécommunications, ainsi que la création de « pôles de développement », fondés sur l'industrie, l'agro-industrie et des programmes de colonisation dirigée. Cette stratégie d'occupation, principalement destinée à la défense de la souveraineté nationale, a été vivement critiquée par la nouvelle géopolitique qui s'est développée dans le pays à partir des années 1980.

Tel est le cas avec l'ouvrage de Becker *Geopolítica da Amazônia* (Géopolitique de l'Amazonie, 1982) qui énonce clairement les tensions entre, d'une part, les impératifs de la défense de la souveraineté nationale par l'occupation et l'intégration à tout prix et, de l'autre, les conséquences de ce modèle de planification territoriale autoritaire et centralisé, parmi lesquels on peut citer les conflits fonciers liés à l'expansion agricole, l'expropriation et la violence exercées sur les populations traditionnelles, en particulier les communautés autochtones, et les dommages à l'environnement, notamment la déforestation accélérée.

Ce qu'on pourrait appeler une seconde phase d'études de l'Amazonie dans une perspective géopolitique a été largement inspirée par le débat international sur l'avenir de la région engagé au cours de la Conférence de Rio en 1992. Elle a été très sensible dans la production universitaire et dans les politiques territoriales, et plus particulièrement de l'environnement. C'est notamment le cas du programme de zonage écologico-économique de l'Amazonie, qui a engendré des recherches approfondies sur les aspects physiques, biotiques et socio-économiques de la région, soutenant ainsi les politiques d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement dans les neuf états fédérés de l'Amazonien brésilienne. D'autres études ont cherché à explorer la transversalité des questions environnementales dans les politiques pour le territoire amazonien, le travail qui exprime le mieux cette tendance étant celui de Neli Aparecida de Mello, *Território e gestão ambiental na Amazônia* (2011).

Toujours dans cette perspective, on peut citer l'initiative du *Centro de Gestão de Estudos Estratégicos*[1] qui approfondit les études engagées dans *le Plano Amazônia Sustentável* (Plan pour une Amazonie durable), dont est né le livre *Um projeto para a Amazônia do século XXI*, qui résume ce que serait un projet de développement durable pour la région : un effort conceptuel et analytique pour maintenir l'impératif de la souveraineté brésilienne sur ce territoire tout en intégrant les défis de sa gestion décentralisée, participative et fondée sur la coopération internationale (CGEE, 2009).

3. OTCA ET IIRSA

Assistant à la poussée brésilienne (ouverture de routes, colonisation agricole, mise en valeur minière), les pays hispanophones voisins avaient donné des signes d'inquiétude, dont le plus net avait été le refus de prolonger au-delà de leur frontière les nouvelles routes brésiliennes. À partir de 1973, l'Itamaraty, le ministère brésilien des Relations extérieures, avait entrepris de les tranquilliser en les associant au projet d'une action commune. Il présenta au Pérou, au Venezuela, à la Bolivie, à l'Équateur et à la Colombie le projet d'un organisme multinational commun chargé d'une intégration frontalière fondée sur le développement économique et social des régions frontalières, jusque-là pratiquement désertes. Le changement de régime au Pérou, conduisant au pouvoir des militaires idéologiquement proches de leurs homologues brésiliens, facilita un rapprochement qui aboutit en 1978 à la signature du Traité de coopération amazonienne.

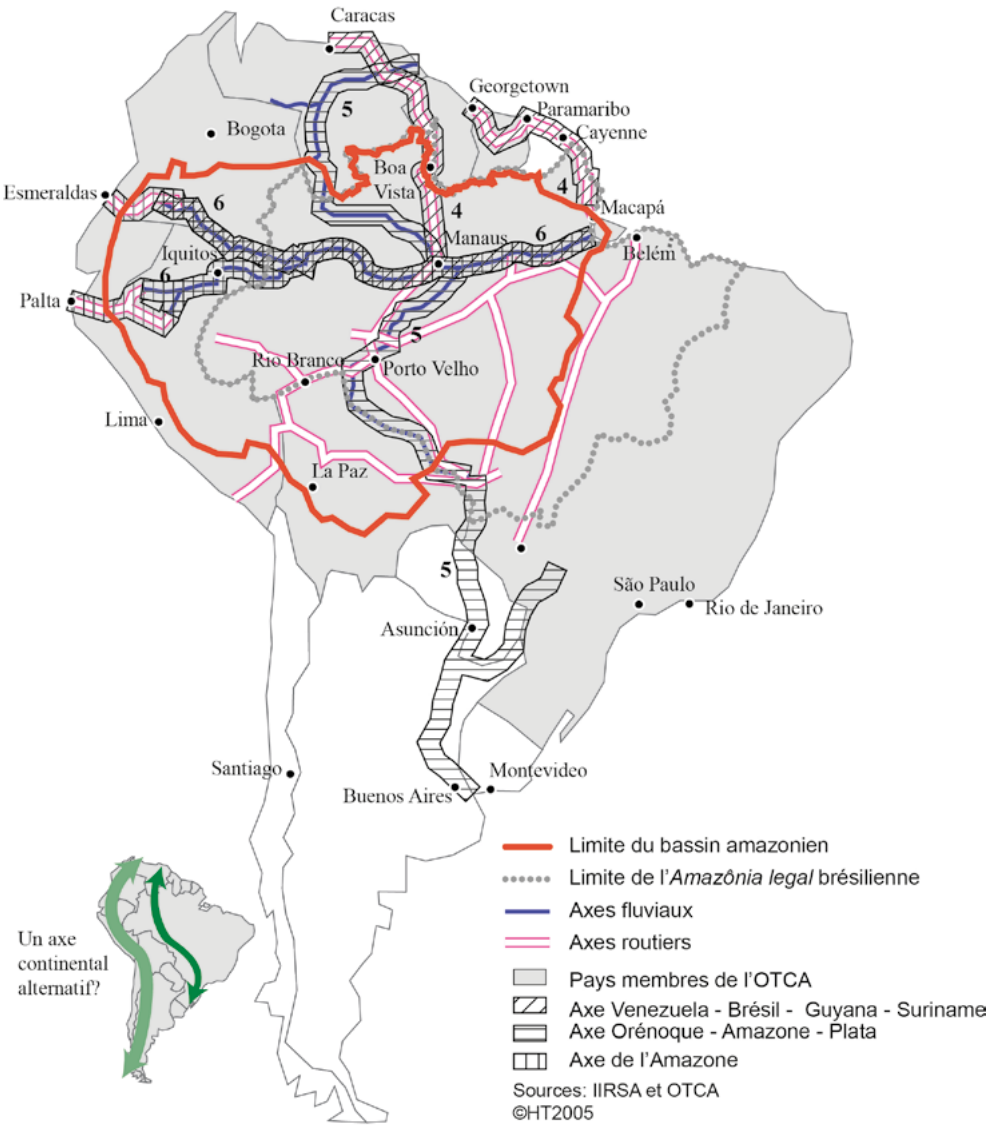
Le processus n'est pendant longtemps pas allé beaucoup plus loin, notamment parce que le Pérou et la Bolivie rejetaient l'idée d'« intégration physique » des régions frontalières contenue dans le texte, mais le but visé était atteint : l'initiative du Brésil avait été acceptée et un texte liait pratiquement tous les pays du continent, isolant ainsi l'Argentine, le rival traditionnel. En 2003, comme le prévoyaient les textes fondateurs, le secrétariat du traité, jusque-là périodiquement transféré d'une capitale à l'autre, a été définitivement fixé au Brésil, à Brasília (avec la condition expresse que son secrétaire exécutif ne soit pas un Brésilien), et une nouvelle structure a été créée, l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA).

Entretemps avait été lancée une initiative proposée par la Banque interaméricaine de développement (BID) et la *Corporación Andina de Fomento* (CAF) au sommet de Brasília d'août 2000, l'*Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana* (IIRSA). Elle avait pour objectif d'intégrer tous les moyens de communication existants et en projet (routes, aéroports, voies navigables, chemins de fer, liaisons à fibre optique, etc.) en Amérique du Sud, dans le but de promouvoir le commerce et les échanges et d'offrir les meilleures conditions pour la libre exportation. Après des études menées sur l'ensemble du continent, le plan annoncé en 2011 comprenait 335 projets d'infrastructure de transport, d'énergie et de télécommunications pour un montant de l'ordre à 37,47 milliards de dollars US, financés par des prêts de la CAF, de la BID et du Fonds financier pour le développement du bassin de la Plata (FONPLATA).

Dans l'étude des « axes d'intégration et de développement » réalisé par l'IIRSA pour sélectionner ceux qui mériteraient attention et investissements, on note que l'Amazonie est concernée par plusieurs : deux directement, l'axe de l'Amazone (Colombie, Équateur, Pérou, Brésil) et l'axe du bouclier guyanais (Venezuela, Brésil, Guyana et Suriname), et un autre indirectement, l'axe de la route fluviale Paraguay–Paraná, qui dans certaines versions rejoignait l'Amazone par le Guaporé, le Mamoré et le Madeira (fig. 2).

1 Centre de gestion pour les études stratégiques, un *think tank* dans l'orbite du gouvernement.

Figure 2. L'Amazonie dans le continent, OTCA et IIRSA



4. UN EXEMPLE DES EFFETS RÉGIONAUX, LA FRONTIÈRE FRANCE–BRÉSIL SUR L'OYAPOCK

Même si les axes amazoniens sont loin d'avoir eu la même importance pour l'intégration continentale que d'autres situés plus au sud, comme l'« axe Mercosud-Chili » (Chili, Argentine, Uruguay, Brésil), ils ont du moins aidé à créer des contacts et faire naître des collaborations locales, comme l'initiative MAP (Madre de Dios, Acre, Pando) à la triple frontière Pérou–Bolivie–Brésil. Un autre effet notable est l'impact régional provoqué à la frontière France–Brésil par la construction d'un pont sur l'Oyapock, en grande partie liée à la mise en place de l'axe qui relie les Guyanes au Brésil. Pourquoi en effet un pont aussi grandiose pour un trafic très limité, qui aurait pu être absorbé sans difficulté – à un coût infiniment moindre – en renforçant le service des bacs qui assuraient déjà la traversée ? Cela ne s'explique que dans une perspective géopolitique régionale de liaison entre le Brésil et ses voisins du nord.

Ces derniers se sont longtemps méfiés de l'expansionnisme brésilien, notamment la France qui s'est abstenue de construire la liaison routière de 80 km entre Régina (déjà reliée à Cayenne) et Saint-Georges de l'Oyapock. Ce n'est que plusieurs années après le retour de la démocratie au Brésil, en 1985, que les travaux ont été entrepris ; ils n'ont été achevés qu'en 2003 et complétés par la liaison entre Saint-Laurent du Maroni et la frontière du Suriname, à l'ouest, et Saint-Georges de l'Oyapock et la frontière brésilienne, à l'est.

Avec la construction du pont, la route côtière constitue désormais une alternative à la « panaméricaine atlantique », qui double désormais celle qui parcourt le continent sur le versant Pacifique, de la Terre de Feu à l'isthme de Panamá (fig. 2, carton). Il faut toutefois noter que le Brésil n'avait pas attendu pour se doter d'une autre sortie vers les Caraïbes puisque l'ouverture de la route BR174 Manaus–Caracas dans les années 1980 avait déjà permis la liaison Venezuela–Buenos Aires sans passer par la Guyane.

Cet axe guyanais n'est pas pour autant inutile pour le Brésil : il est inclus dans ses projets d'aménagement à l'échelle continentale désignés sous le nom d'« Arc nord », qui ne rejoint toutefois pas Belém et l'axe amazonien, car il reste un obstacle à franchir entre Macapá et Belém, la vallée de l'Amazone. On peut se faire une idée des distances en question si l'on se rappelle que l'île de Marajó, qui en occupe l'embouchure, a sensiblement la taille des Pays-Bas…

L'Amazonie, traversée par ces axes, se trouve donc bien au centre du continent et, même si la réalité n'est toujours pas à la hauteur des espérances, elle est incluse dans le plan *Prospectiva, estratégias e cenários globais – visões do Atlântico Sul, Africa lusófona, América do Sul e Amazônia* (potentiels, stratégies et scénarios globaux – visions de l'Atlantique Sud, de l'Afrique lusophone, de l'Amérique du Sud et de l'Amazonie, IPEA, 2011) qui souligne que le défi est précisément la capacité du pays, dans les années à venir, à combiner habilement deux politiques. Le pouvoir évocateur de son nom est tel qu'il apparaît dans un tout autre sujet géopolitique : les eaux territoriales brésiliennes et l'Atlantique sud. Il s'agit d'un thème stratégique pour le pays depuis la découverte de gisements de pétrole sous la couche de sel (dit *petróleo pré-sal*). Son importance a été soulignée par le programme de modernisation de la flotte brésilienne, en particulier l'Accord stratégique entre le Brésil et la France en 2008, qui comprend la construction de cinq nouveaux sous-marins, dont un à propulsion nucléaire, qui devrait être lancé en 2020 : ses promoteurs ont choisi de nommer « Amazonie bleue » leur vision de ce nouvel espace à contrôler et protéger.

RÉFÉRENCES

Becker B. 1982, *Geopolítica da Amazônia: A nova fronteira de recursos*, Rio de Janeiro, Zahar.

Da Costa W. M., Théry H., 2010, « Les politiques territoriales brésiliennes dans le contexte de l'intégration sud-américaine », *in* C. Girault (dir.), *Intégrations en Amérique du Sud*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle.

Da Costa W. M., Théry H., 2012, « Quatre-vingts ans de géopolitique au Brésil : de la géographie militaire à une pensée stratégique nationale », *Hérodote,* n° 146-147, « La géopolitique des géopolitiques », p. 253-276.

Da Costa W. M., 1999, "Políticas territoriais brasileiras no contexto da integração Sul-Americana", *Território*, n° 7, p. 25-41.

Couto e Silva G., 1952, *Geopolítica do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora José Olímpio.

De Meira Mattos C., 1975, *Brasil, geopolítica e destino*, Rio de Janeiro, Editora José Olímpio.

De Meira Mattos C., 1980, *Uma Geopolítica Pan-Amazônica*, Rio de janeiro, Biblioteca do Exército.

De Mello N. A., 2011, *Território e gestão ambiental na Amazônia*, São Paulo, Edusp.

IPEA, 2001, *Prospectiva, estratégias e cenários globais. Visões do Atlântico Sul, Africa lusófona, América do Sul e Amazônia*, Brasília.

Travassos M., 1931, *Projeção continental do Brasil*, Rio de Janeiro, Cia Editora Nacional.

L'AUTEUR

Hervé Théry
CNRS – CREDA
USP – PPGH
hthery@aol.com

CO-PORTEURES
Francesca DI PIETRO
(Université de Tours),
Sarah DUBEAUX (ENS)
& Cécile MATTOUG
(Géographie-cités)

Session I
Les friches urbaines. Territoires d'innovations ou temps de conflits ?

Définies comme des espaces urbains temporairement dépourvus d'un usage officiel, les friches sont produites par de nombreux mécanismes sociaux, économiques, fiscaux, voire par des dynamiques urbaines plus générales comme le renouvellement, l'étalement urbain ou la désindustrialisation. Ainsi, les friches font partie intégrante de l'évolution des villes.
Elles sont souvent un support pour des usages dits informels et d'appropriations de la part d'habitants. Par exemple, les friches végétalisées réduisent, sans compenser, la faiblesse des espaces verts publics. Si certaines initiatives locales semblent répondre aux attentes des citadins et d'associations en matière de nature en ville et d'espaces de liberté, en permettant notamment l'accès au sol, elles se heurtent aux politiques de densification engagées par les pouvoirs publics au nom de la lutte contre l'étalement urbain.
Cette session vise à interroger les possibles processus d'intégration dans les politiques publiques des initiatives locales sur des friches urbaines et à en questionner les temporalités. Plusieurs questions peuvent être abordées : quelles formes prennent les pratiques d'appropriation des friches urbaines ? En quoi ces pratiques relèvent-elles, ou non, d'une expérimentation voire d'une innovation à travers les processus, acteurs et temporalités à l'œuvre ? Comment s'intègrent les temps courts, ponctuels, voire instantanés de ces pratiques dites informelles et spontanées avec les temps institutionnels des politiques publiques ? Quels conflits cela induit entre institutions et société civile ? Cela illustre-t-il une transformation des enjeux fonciers ? En quoi les usages informels rencontrent/s'opposent-ils à la conservation de la biodiversité urbaine ? Quelles sont les répercussions de ces engagements individuels et collectifs sur les friches urbaines et sur le renouveau de la planification et de l'aménagement ?

Urban Wastelands: Spaces of Innovation or Times for Conflicts?

Urban wastelands are defined as urban spaces that are both temporally and officially unused. These spaces are the product of several social, economic and fiscal mechanisms or of urban dynamics like renewal or sprawl. Wastelands are therefore an integral part of the process of urban transformation.
Often informally used or appropriated by certain inhabitants or communities, they are utilised, for instance, to mitigate or compensate for the lack of public green spaces. But these uses sometimes go against densification policies being conducted by public actors to preserve natural spaces against urban sprawl.
This session discusses the inclusion of local urban wasteland initiatives into public policies and their attendant timescales. The following questions will be addressed: What types of appropriation by inhabitants take place in urban wastelands? Are these uses experimental or innovative in terms of processes, stakeholders, and timescales? How do these short time practices get integrated with long term institutional public policy processes? What kind of conflicts arise between authorities and communities? Does this process raise new challenges when it comes to the transformation of land use? Does informal use provide ways for producing or handling urban biodiversity? Finally, to what extent do local initiatives in urban wastelands enable new urban planning approaches to emerge?

Páramos urbanos. ¿Territorios de innovación o tiempos de conflicto?

Definidos como espacios urbanos que temporalmente se encuentran desprovistos de uso oficial, los páramos son producidos por muchas dinámicas urbanas sociales, económicas, fiscales o incluso más generales, como la renovación, la expansión urbana o la desindustrialización. Por lo tanto, los páramos forman integralmente parte de la evolución de las ciudades.
A menudo son un apoyo para los usos y apropiaciones que se consideran informales de los habitantes. Por ejemplo, páramos vegetalizados reducen, sin compensar, la falta de espacios verdes públicos. Si bien algunas

iniciativas locales parecen cumplir con las expectativas de ciudadanos y asociaciones en términos de naturaleza en la ciudad y áreas de libertad, permitiendo el acceso al suelo, chocan con las políticas de densificación iniciadas por las autoridades públicas en nombre de la lucha contra la expansión urbana.
Esta sesión tiene como objetivo considerar los posibles procesos de integración en las políticas públicas de iniciativas locales sobre páramos urbanos y cuestionar sus temporalidades. Se pueden abordar distintas preguntas: ¿qué formas toman las prácticas de apropiación de los páramos urbanos? ¿Cómo se relacionan, o no, estas prácticas con una experimentación o incluso una innovación a través de los procesos, actores y temporalidades en el trabajo? ¿Cómo se integran los tiempos cortos, puntuales o incluso instantáneos de estas prácticas llamadas informales y espontáneas con los tiempos institucionales de las políticas públicas? ¿Qué conflictos crean estos procesos entre las instituciones y la sociedad civil? ¿Esto ilustra una transformación de las cuestiones relativas a la tenencia del suelo? ¿Cómo los usos informales se encuentran/se oponen a la conservación de la biodiversidad urbana? ¿Cuáles son los impactos de estos compromisos individuales y colectivos respecto a los páramos urbanos y en la renovación de la planificación y el desarrollo urbano?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Ambrosino C., Andrès L., 2008, « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace », *Espaces et sociétés,* 3-134, p. 37-51 [en ligne : doi.org/10.3917/esp.134.0037].
Bonthoux S., Brun M., Di Pietro F., Greulich S., Bouché-Pillon S., 2014, "How Can Wastelands Promote Biodiversity in Cities? A Review", *Landscape and Urban Planning,* n° 132, p. 79-88 [en ligne : doi.org/10.1016/j.landurbplan.2014.08.010].
Brun M., Di Pietro F., Bonthoux S., 2018, "Residents' Perceptions and Valuations of Urban Wastelands are Influenced by VegÉtation Structure", *Urban Forestry and Urban Greening*, n° 29, p. 393-403 [en ligne : doi.org/10.1016/j.ufug.2017.01.005].
Dubeaux S., Cunningham Sabot E., 2018, "Maximizing the Potential of Vacant Spaces within Shrinking Cities, a German Approach", *Cities*, vol. 75, p. 6-11 [en ligne : doi.org/10.1016/j.cities.2017.06.015].
Hofmann M., Westermann J.R., Kowarik I., van der Meer E., 2012, "Perceptions of Parks and Urban Derelict Land by Landscape Planners and Residents", *Urban Forestry and Urban Greening*, n° 11, p. 303-312 [doi:10.1016/j.ufug.2012.04.001].
Lemoine G., 2017, « Usages temporaires des friches urbaines de l'Établissement public foncier Nord–Pas-de-Calais : une contribution aux villes durables ? », *Techniques Sciences Méthodes,* n° 3, p. 1-8 [en ligne : doi.org/10.1051/tsm/20173051].
Mathey J., Arndt T., Banse J., Rink D., 2018, "Public Perception of Spontaneous Vegetation on Brownfields in Urban Areas. Results from Surveys in Dresden and Leipzig (Germany)", *Urban Forestry and Urban Greening*, n° 29, p. 384-392 [en ligne : doi.org/10.1016/j.ufug.2016.10.007].
Mattoug C., 2019, « Le temps des vides urbains. Pratiques d'appropriations, usages et représentations divergents des vides dans la fabrique de la ville », *in* A. Jazouli, *La relève scientifique saison #1*, Paris, CGET.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Charles AMBROSINO, Emmanuelle GANGLOFF, Hélène MORTEAU – De la friche à la ville ou l'art de permacultiver les innovations urbaines : un jeu à la nantaise ?
– Nadia ARAB, Yoan MIOT – Réoccuper l'immobilier vacant : enjeux territoriaux et problèmes opérationnels
– Émeline BAILLY, Sylvie LAROCHE – Les lisières urbaines : lieux de reliance urbaine et sensible
– Franck DORSO, Stela MUÇI – Temps longs, temps courts, temps absent. Histoire et temporalités d'une friche centrale promise à la transformation à Tirana
– Cécile GAUTHIER, Pierre PECH, Richard RAYMOND – Les acteurs intermédiaires dans l'occupation temporaire des friches urbaines : entre rapports de pouvoir et essaimage de nouvelles manières de « faire »
– Jonas HANSSENS, Aurélien HUCQ, Fiorella QUADU – Conflits et mutabilité des délaissés urbains en région de Bruxelles-Capitale
– Aurélien HUCQ – Le rôle du droit belge dans la mobilisation des friches à des fins écologiques
– Isabelle IMHOF, Sarah DUBEAUX, Yoan MIOT – Quand les politiques publiques suscitent de la réactivation citoyenne de locaux vacants : le cas du Livradois-Forez
– Christine LIEFOOGHE – Tiers-lieux et transition urbaine. Le pari de la co-création de valeur(s) sur les friches industrielles de Saint-Sauveur et Fives-Cail à Lille (France)
– Kristel MAZY – Utilité publique et apports pédagogiques d'un atelier de projet urbain, axé sur la requalification d'une friche sidérurgique (La Louvière, Belgique)

– Hugo ROCHARD – Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions
– Camila VAN DIEST – Reconversion culturelle d'une friche carcérale à Valparaíso (Chili). Les temporalités d'une « cause citoyenne » à l'épreuve des processus de rénovation urbaine
– Julien WATINE – Entre idéal alternatif et récupération spéculative, quelle place pour le « droit à la ville » dans la requalification des friches industrielles en lieux culturels ?

De la friche à la ville ou l'art de permacultiver les innovations urbaines : un jeu à la nantaise ?

AUTEUR·E·S
Charles AMBROSINO,
Emmanuelle GANGLOFF,
Hélène MORTEAU

RÉSUMÉ
Cette communication propose de considérer les friches comme des lieux propices à l'innovation dans la manière de penser le projet urbain. À travers une lecture historique, nous exposerons l'exemple nantais suivant un double régime d'analyse : l'évolution des formes de couplage entre culture, créativité et fabrique urbaine d'une part, la caractérisation des urbanismes auxquels ces couplages donnent naissance d'autre part. De l'expérimentation initiale à l'institutionnalisation d'une manière de faire, nous retracerons les différentes étapes d'une « fabrique à friches » à la nantaise qui voit aujourd'hui apparaître de nouveaux acteurs issus de la société civile. Cette périodisation nous amènera à questionner l'art de la « mise en culture » des friches au regard des « types d'urbanisme » (Fromonot, 2012) qu'elle convoque depuis la fin du XXe siècle : (1) le temps de l'exploration (fin 1980-fin 1990) avec la mise en culture des friches (art et urbanisme de révélation), (2) le temps des modèles (2000-2010) avec la ville créative (urbanisme de programme), (3) le temps de l'héritage (depuis 2010) avec la jachère métropolitaine (expérimentation et urbanisme permacole).

MOTS CLÉS
études urbaines, friches culturelles, innovation, projet urbain

ABSTRACT
This paper proposes to consider wastelands both as incubators of urban innovations and revealers of the evolution of place-shaping practices. The example of Nantes will be presented according to a double approach: on the one hand, the evolution of the forms of linkage between culture, creativity and urban production; on the other hand, the characterisation of the urban planning to which these linkages give rise. From the initial experimentation to the institutionalisation, we will retrace the different stages of a Nantes-style "wasteland factory" which now sees the emergence of new actors from civil society. Finally, this periodisation will lead us to question this art of "putting wastelands into culture" with regard to the "types of urban planning" (Fromonot, 2012) that it has been conjuring up since the end of the 20th century : (1) the time of exploration (late 1980s - late 1990s) with the cultivation of wastelands (art and revelation urban planning); (2) the time of models (2000s-2010s) with creative city (programme urban planning); (3) the time of heritage (since 2010s) with metropolitan fallow (experimentation and permacultural urban planning).

KEYWORDS
Urban studies, Cultural wastelands, Innovation, Urban project

INTRODUCTION

La mise en culture des friches en France est une pratique relativement ancienne puisque la création du premier lieu culturel hybride dans un entrepôt date du milieu des années 1980. C'est à cette époque que naît le Confort moderne de Poitiers, ouvert par Fazette Bordage qui est devenue entre-temps une incarnation militante et internationale de ces friches culturelles. Le sujet est par ailleurs couvert par une production académique conséquente sur les temporalités et trajectoires des friches culturelles (Ambrosino & Andrès, 2008 ; Andrès & Grésillon, 2011), sur le rôle des friches dans les villes en décroissance (Dubeaux, 2017), sur l'urbanisme transitoire (Pradel, 2010) ; sur l'esthétique des friches, ou encore sur les questions de gouvernance de projet (Andrès & Chapain, 2013) ainsi que sur l'évolution des pratiques professionnelles et l'innovation des pratiques en urbanisme (Arab & Vivant, 2018). En outre, depuis la parution du rapport Lextrait en 2000 sur les nouveaux territoires de l'art, les friches culturelles ont connu un regain d'intérêt de la part des sphères institutionnelles, à tel point qu'elles sont devenues un artefact de la production urbaine et par là même un outil pour interroger

la fabrique urbaine. En partant de ce postulat, notre communication propose un nouveau regard sur le sujet en interrogeant les friches comme les conditions préalables d'un régime urbain de l'innovation.
En s'intéressant aux principales friches présentes sur le territoire nantais, il s'agira d'observer les différentes modalités de gouvernance et manières de faire qui émanent de la « mise en culture » des friches. Alors que de nombreux travaux dans le champ des études urbaines s'intéressent à ce sujet, nous souhaitons mettre en évidence le rôle de la gouvernance dans la production d'innovations urbaines à partir de la mise en culture des friches.

> Comme le soulignent Andrès et Grésillon, « les friches culturelles mettent donc en question les manières de reconstruire la ville et de piloter ces projets car elles permettent d'introduire une certaine inventivité dans les formes de réinvestissement de ces espaces tout en renouvelant assez fondamentalement dans certains cas (comme à la Belle de Mai ou au Flon) la manière de conduire ces projets au sein de processus de gouvernance plus complexes et dans lesquels les acteurs culturels s'avèrent avoir un rôle à tenir qui n'est pas anodin » (2011).

Plus particulièrement, nous nous intéresserons à l'imbrication des politiques urbaines et culturelles comme vecteur de développement territorial.
Depuis la fin des années 1980 et la fermeture des chantiers navals, Nantes a connu une transformation radicale et continue incarnée entre autres par le projet urbain de l'île Nantes. À l'ouest de l'île, les friches industrielles dépourvues d'usage étaient légion avant d'accueillir des événements (Les allumées à la Fabrique à glace), des équipements culturels (Stéréolux, Trempolino, Hab galerie) ou touristiques (la nef Dubigeon accueille le Grand éléphant et la galerie des machines), des écoles (les Beaux-Arts dans les anciennes halles Alstom) ou des incubateurs d'entreprises dans le champ très vaste des industries culturelles et créatives (Karting, La centrale, Labo Diva). Les friches ont permis à l'aménageur de l'île de Nantes (SAMOA) de tester et de préfigurer des opérations le temps que le projet urbain soit réalisé, avant de dupliquer voire d'institutionnaliser l'exercice. Les espaces en friche, colonisés par des propositions artistiques, sont ainsi devenus des supports de préfiguration du projet urbain grâce à une alliance étroite entre trois figures principales : la métropole, l'aménageur et des opérateurs culturels installés (Jean Blaise, la compagnie La machine, notamment). Aujourd'hui, presque 15 ans après l'inauguration du Grand éléphant, le projet d'Arbre aux hérons dans la carrière Miséry, point d'orgue du projet urbain du Bas-Chantenay, semble perpétuer cette manière de faire, quitte à ne plus tellement innover dans la méthode. La question qui se pose est donc la suivante : après un temps d'exploration, les friches nantaises sont-elles toujours le réceptacle d'innovations dans la manière d'appréhender et de concevoir le projet urbain ? Peut-on encore parler d'un régime urbain de l'innovation par ses friches ?
Ce travail d'enquête s'inscrit au croisement de deux programmes de recherche : l'ANR Scaena[1] et le PUCA Demextra[2]. Il a été entamé en 2011 par deux des auteurs alors doctorantes et a consisté en 80 entretiens semi-directifs complétés par de nombreux échanges informels avec les principaux acteurs, activistes, dirigeants des friches culturelles dont il sera question et les aménageurs concernés.

1. LE TEMPS DE L'EXPLORATION : MISE EN CULTURE DES FRICHES, ART ET URBANISME DE RÉVÉLATION

À la fin des années 1980, Nantes, la « belle endormie », montre quelques soubresauts. L'année 1989 voit l'élection de Jean-Marc Ayrault à la tête de la municipalité ; sa première tâche consiste à rendre désirable leur ville aux Nantais. Pour cela, il s'entoure de quelques personnalités du milieu culturel en leur donnant carte blanche. Par l'entremise de Jean Blaise, Nantes est alors saisie par la culture. Grâce au festival Les allumées (une préfiguration de la future Nuit Blanche parisienne, qui se déroule de 1990 à 1995), la ville se met en scène et permet aux Nantais de découvrir des lieux oubliés de leur territoire, notamment une partie des friches de l'île de Nantes (les halles Alstom, la Fabrique à glace). C'est une première expérience fondatrice de cette relation particulière des Nantais à la culture et à l'art dans l'espace public. Elle découle directement d'une prise de risque et d'un pari politique.
Quelques années plus tard, au tournant des années 2000, le projet urbain de l'île de Nantes démarre porté par Laurent Théry à la SAMOA et le duo de maîtrise d'œuvre d'Alexandre Chemetoff–Jean-Louis Berthomieu. Une complicité se crée et rapidement une méthode et quelques invariants s'imposent : une pensée « par le projet et non par la règle » incarnée par le plan guide, la conservation des bâtiments les plus remarquables

1 En s'appuyant sur le concept de scènes culturelles, le projet Scaena a pour objectif d'analyser les encastrements complexes qui s'opèrent entre une offre culturelle et artistique située, la présence de *start-ups* ou d'entrepreneurs créatifs, les configurations urbaines et l'organisation sociale d'un territoire. Au-delà d'une réflexion théorique et méthodologique sur le concept de scène, le projet analyse des conditions d'émergence, de mise en visibilité et de développement des scènes et étudie leurs enjeux stratégiques, notamment pour les gouvernements urbains [en ligne : scaena.hypotheses.org].

2 Le projet Demextra vise à caractériser les modes de gouvernance urbaine par et de l'innovation [en ligne : www.pacte-grenoble.fr/programmes/demextra].

d'un patrimoine industrialo-portuaire, la promesse d'un espace public le plus perméable possible, la reconquête des berges de Loire, un éclectisme dans la construction et une exigence qualitative pour les matériaux utilisés. Une double expérimentation est alors à l'œuvre. Elle concerne d'une part la méthode du projet urbain et d'autre part l'intervention artistique dans l'espace public ; les ambitions des deux parties se rejoignent et se nourrissent mutuellement dans un jeu collectif « à la Nantaise » souvent décrit depuis. La friche est alors le réceptacle de la préfiguration du projet urbain, c'est bien le site qui fait le programme en s'adaptant aux propositions des acteurs culturels. En partant de l'existant (qualité paysagère du site, histoire, patrimoine, acteurs en place), le projet se dessine progressivement dans un urbanisme de la révélation (Fromonot, 2012). De cette agilité peu commune dans la fabrique de la ville naquit le parc des Chantiers où déambule le Grand éléphant des Machines de l'île, ou le Hangar à bananes livré en 2007 pour l'inauguration de la première édition de la biennale d'art contemporain Estuaire. Le fait culturel devient urbain et le fait urbain devient culturel (Gangloff, 2017) ; la ville se met en ordre de marche dans une logique de synchronisation de politiques urbaines et culturelles.

2. LE TEMPS DES MODÈLES : FRICHES EXPLOITÉES, « VILLE CRÉATIVE » ET URBANISME DE PROGRAMME

Une décennie après le lancement du projet urbain de l'île de Nantes, l'équipe change et insuffle une nouvelle ambition pour le projet. Jean-Luc Charles prend la tête de la SAMOA et s'entoure d'une nouvelle maîtrise d'œuvre urbaine avec les architectes Marcel Smets et Anne Mie Depuydt. Au même moment, la ville s'inscrit dans des réseaux européens de villes créatives ECCE (*European Clusters for Cultural Entreprises*) puis ECIA (*European Creative Industries Alliance*). Au contact de ces réseaux internationaux et portée par une ambition de faire de la culture un moteur économique, c'est la figure du cluster culturel qui s'impose pour la pointe ouest de l'île. À travers son quartier de la création, considéré comme la vitrine du projet urbain, un nombre important d'équipements publics voit le jour pour accueillir des étudiants, des universitaires, des acteurs culturels et économiques. La juxtaposition de ces différents acteurs et équipements dans un périmètre géographique restreint créera les frictions nécessaires à la vie du quartier et au développement économique des petites entreprises culturelles et créatives qui s'y installent. C'est en tout cas l'ambition portée à ce moment-là. Pour rendre tangible le cluster et lui donner corps, l'aménageur décline un programme avec des lieux de formation (école d'architecture, école des Beaux-Arts, pôle des arts graphique, Halle 6 pour l'université, école de design), des lieux d'incubation de projets (les Écossolies, le Karting, La centrale), des équipements culturels (la Fabrique, Stéréolux, Trempolino). Les friches qui parsèment encore le quartier deviennent progressivement des outils de développement économique de l'aménageur qui y loge sur des baux précaires un cortège d'entreprises ou de collectifs de divers horizons (industries culturelles et créatives, numérique, santé). Ces friches industrielles pour la plupart deviennent des éléments de programme. L'aménageur systématise une manière de faire et, à l'inverse de la période précédente, c'est le programme qui fait le site. C'est le temps d'un urbanisme de programmation (Fromonot, 2012).

3. LE TEMPS DE DÉPASSER L'HÉRITAGE ? EXPÉRIMENTATIONS, JACHÈRE MÉTROPOLITAINE ET URBANISME PERMACOLE

Depuis 2014, le périmètre géographique des friches a changé. Alors que la gestion des friches a d'abord été appréhendée à l'échelle de la ville de Nantes, nous assistons aujourd'hui à une métropolisation des friches avec l'idée qu'elles viennent renforcer l'attractivité du territoire et contribuent à nourrir un récit métropolitain. Les acteurs se sont diversifiés : Nantes métropole aménagement qui pilote quatre importants projets urbains à l'ouest de Nantes (Bas-Chantenay), au sud à Rezé (Pirmil-les-Isles), à l'est (Doulon-Gohards) et à Nantes (La Caserne Mellinet) ; des acteurs culturels (Pick up production) et des collectifs citoyens (opération 15 lieux à réinventer en 2018 qui portait sur une série de friches bâties et vertes). Le récit des friches est désormais porté par différentes voix : le récit de l'aménageur qui continue, celui des artistes et celui des collectifs citoyens militants qui s'érigent contre la densification de la ville et promeuvent des zones à défendre. Après vingt ans d'expérimentation et une institutionnalisation progressive des pratiques et des manières de faire la ville, trois tendances se dégagent aujourd'hui dans la manière de convoquer les friches pour faire projet, qui pourraient déboucher sur un nouveau type d'urbanisme, à la fois héritier de modes de faire et susceptible de nourrir les stratégies et projets à venir :

– Une première tendance s'appuie sur la prise en compte d'un régime événementiel lié à une activité artistique sur le territoire. Dans une forme de pérennisation de l'éphémère, la ville a soutenu la création d'équipements avec à leur tête des artistes devenus acteurs culturels de la ville. Étant donné le succès et la visibilité très forte du modèle de l'île de Nantes et des Machines de l'île, ces acteurs culturels ont la possibilité de faire perdurer un mode de faire et d'aller explorer de nouvelles friches. Ainsi, le projet de L'Arbre aux

hérons s'inscrit parfaitement dans la continuité des Machines de l'île et vise à accompagner dans son volet touristico-ludique le projet d'aménagement du Bas-Chantenay. De ce projet phare naît un débat public sur la nécessité à désormais « ménager le territoire » plutôt qu'à l'aménager en questionnant la capacité (et la nécessité) pour Nantes d'accueillir toujours plus de touristes.

– Une deuxième tendance, de plus en plus affirmée, consiste en une hybridation des pratiques entre acteurs culturels et monde de l'urbanisme dans une forme de recyclage des savoir-faire *in situ*. Le projet culturel est soutenu par la ville et préexiste au projet d'aménagement, comme cela a pu être le cas pour Transfert. Sur un territoire laissé en jachère, la présence d'un acteur culturel participe de la renaturalisation d'un territoire en vue d'une transformation urbaine.

– Enfin, une dernière tendance consiste à diversifier les cultures. Le substrat du territoire, accompagné par des processus d'innovation de méthodes ou des contre-projets, est irrigué par des acteurs plus diversifiés. Au-delà des acteurs culturels, des citoyens et des collectifs militants s'affirment comme parties prenantes de la fabrique urbaine dont ils rebattent les cartes. Les acteurs historiques doivent composer, mettre en place de nouveaux dispositifs pour une fabrique de la « ville dialoguée »[3] et réinventer le modèle éprouvé de la ville créative. Les pratiques en lien font exister un écosystème relationnel propice à la montée en puissance d'un urbanisme permacole.

La situation actuelle nous oblige à décaler notre regard sur la figure de la friche afin de mieux caractériser la façon dont les stratégies métropolitaines se recomposent et permettent à de nouvelles formes d'innovations urbaines d'émerger. Suivant cette perspective, l'application de concepts hérités de l'agroécologie ou de la permaculture au monde de l'urbanisme peut s'avérer éclairante. Comme le montre Marot (2018), il y a, dans ces modèles de révision de l'agriculture industrielle, les germes de ce qui pourrait bien dessiner les contours d'un urbanisme permacole à venir. Leurs tenants (citons par exemple Holmgren, 2014) invitent les agriculteurs à ménager plutôt qu'à aménager les sols en se souciant plus de leur reproduction que de leur (seule) fonction productive, à éviter la course effrénée à la monoculture et l'emploi systématique des intrants artificiels pour mieux se concentrer sur les traditions vernaculaires et les modes d'enrichissement des sols plus attentifs à leurs structures. Ce serait donc le recours aux savoir-faire *in situ*, au recyclage, à la jachère, aux approches systémiques plutôt que tubulaires et à la diversification / rotation / association de cultures complémentaires sur un même sol qui conduirait à une production de qualité, au respect de l'environnement et de la biodiversité, et au maintien d'une pluralité de types de « mises en culture ». Bien que la bascule au profit du champ de l'urbanisme ne relève pas mécaniquement de l'évidence, on voit néanmoins à travers l'exemple nantais comment certains de ces principes résonnent avec la réalité locale. Être capable de lire et de saisir les logiques écosystémiques des innovations actuelles et futures, leurs cycles et la fragilité de leur (re)production voire de leur ancrage terrestre, autant de compétences nécessaires à une culture urbanistique de la permanence (urbanisme permacole), fidèle aux héritages mais ouverte sur la nouveauté. Finalement, la « mise en culture » des friches questionne la façon dont aujourd'hui le récit est partagé et incarné par la société civile. Les opérateurs urbains ne sont plus les seuls prescripteurs et doivent composer avec une gestion des friches à la fois multi-partenariale et multiscalaire.

RÉFÉRENCES

Ambrosino C., Andrès L., 2008, « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace. Acteurs informels, planification et mutabilité urbaine dans le quartier Berriat à Grenoble », *Espaces et société*, n° 134, p. 37-51.

Andrès L., Grésillon B., 2011, « Les figures de la friche dans les villes culturelles et créatives. Regards croisés européens », *L'Espace géographique*, vol. 40, p. 15-30.

Andrès L., Chapain C., 2013, "The Integration of Cultural and Creative Industries into Local and Regional Development Strategies in Birmingham and Marseille: Towards a More Inclusive Governance?", *Regional Studies*, 47(2), p. 161-182.

Arab N., Vivant E., 2018, « L'innovation de méthodes en urbanisme : freins et leviers d'une entreprise incertaine », *Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère*, 1 | 2018 [en ligne : www.journals.openedition.org/craup/324].

Dubeaux S., 2017, *Les utilisations intermédiaires des espaces vacants dans les villes en décroissance, transfert et transférabilité entre l'Allemagne et la France*, thèse de doctorat en géographie et aménagement à l'Université Paris Sciences et Lettres.

3 En référence au titre du Carnet de route « La fabrique de la ville dialoguée » rédigé par Hélène Morteau pour le Pôle dialogue citoyen évaluation et prospective, Direction générale des services de Nantes Métropole, 2019.

Fromonot F., 2012, « Manière de classer l'urbanisme », *Criticat*, n° 8, p. 41-61.
Gangloff E., 2017, *Quand la scénographie devient urbaine, Nantes comme cas exploratoire des fonctions du scénographe dans la fabrique de la ville*, thèse de doctorat en aménagement du territoire et urbanisme à l'Université d'Angers.
Holmgren D., 2014, *Permaculture. Principes et pistes d'action pour un mode de vie soutenable*, Paris, Rue de l'échiquier.
Marot S., 2018, « De l'art de la mémoire à l'art d'espérer », P. Mantziaras et P. Viganò (dir.), *Urbanisme de l'espoir : projeter des horizons d'attente*, Genève, MétisPresses, p. 189-217.
Pradel B., 2010 *Rendez-vous en ville ! Urbanisme temporaire et urbanité événementielle : les nouveaux rythmes collectifs*, thèse de doctorat à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne.

LES AUTEUR·E·S

Charles Ambrosino
IUGA/Université Grenoble Alpes
Pacte
charles.ambrosino@
univ-grenoble-alpes.fr

Emmanuelle Gangloff
IUGA/Université Grenoble Alpes
Pacte
emmanuelle.gangloff@
univ-grenoble-alpes.fr

Hélène Morteau
IUGA/Université Grenoble Alpes
Pacte
helene.morteau@
univ-grenoble-alpes.fr

AUTEUR·E·S
Nadia ARAB,
Yoan MIOT

Réoccuper l'immobilier vacant : enjeux territoriaux et problèmes opérationnels

RÉSUMÉ
Cette communication examine la manière dont la vacance immobilière affecte les territoires et souligne les défis opérationnels soulevés pour la résorber. La vacance est un phénomène ancien mais son actualité est particulièrement renouvelée par l'accroissement, la diversification sectorielle et la diffusion spatiale du bâti inoccupé, et cela dans les villes dynamiques comme dans les territoires en déclin. En nous appuyant sur une revue de littérature et sur une recherche-action menée avec la ville de Roubaix, nous établirons le constat de l'inoccupation immobilière pour montrer son caractère protéiforme, transterritorial et multicausal. Nous expliquerons ensuite pourquoi l'inoccupation bâtie doit susciter une attention spécifique au regard de ses enjeux territoriaux et de ses conséquences financières et urbaines. Enfin, nous interrogerons la remise en cause des modalités d'action relatives à la production des connaissances utiles et au renouvellement des opérateurs de la réutilisation des locaux inoccupés.

MOTS CLÉS
immobilier vacant, revalorisation et réoccupation, cadres d'action, politiques publiques

ABSTRACT
This presentation deals with the consequences of unused buildings on urban territories and associated operational challenges. Vacancy is not a new urban issue but it has been renewed recently by the increase in the number, diversity and spatial sprawl of unused buildings. It occurs in shrinking cities as much as in dynamic ones. The presentation draws on a literature review and a research-action with the Roubaix municipality. It will account for the building vacancy phenomenon, its diversity, transterritoriality and multicausality. Then we will explain why building vacancy should get a peculiar attention in relation with its territorial challenges, and urban and financial consequences. Finally, we will question the form of intervention, from the production of actionable knowledge to the renewal of the operators in charge of the abandoned buildings reuse.

KEYWORDS
Vacant buildings, Reuse, Political and technical frameworks, Public policies

L'objet de cette communication est de rendre compte de la manière dont la vacance immobilière affecte les territoires urbains et des défis opérationnels qu'elle soulève pour la résorber. Nous appuyant sur une revue de littérature et sur une recherche-action menée avec la ville de Roubaix et la Métropole européenne de Lille, nous répondons à ces questions en trois temps. Nous reviendrons d'abord sur le phénomène de la vacance immobilière pour en dresser les caractéristiques et établir le constat de son caractère protéiforme, transterritorial et multicausal (1) avant d'examiner les enjeux territoriaux qu'elle soulève en matière de développement durable, économique et de cadre de vie (2) et de traiter de la question du renouvellement des modes d'action sur cette vacance (3).

1. LA VACANCE IMMOBILIÈRE : UN PHÉNOMÈNE URBAIN MULTIFORME ET MULTICAUSAL

La notion d'espaces vacants désigne des espaces bâtis ou non bâtis qui ont été construits et ont fait l'objet d'une activité avant d'être non utilisés ou sous-utilisés, voire démolis. Ce phénomène concerne les métropoles comme les villes moyennes et petites, les territoires dynamiques comme les villes en décroissance où la situation est cependant plus alarmante. Une des formes de la vacance concerne l'inoccupation du bâti. Elle reste sous-explorée alors qu'elle gagne en importance. L'inoccupation des propriétés bâties renvoie à différents types de vacance. Il peut s'agir d'une inutilisation transitoire ordinaire correspondant au temps de latence plus ou moins incompressible de relocation ou de travaux. La vacance devient préoccupante lorsqu'elle est

liée à un retournement temporaire de marché, comme ce fut le cas au moment de la crise immobilière de 1974 caractérisée par une surproduction temporaire de bureaux (Chesneau, 2004). Reste la vacance structurelle qui résulte de l'obsolescence du bâti (énergétique, aménagement des espaces intérieurs) et/ou de la perte d'attractivité des zones d'implantation, ou encore du délaissement par les acteurs dominants de l'intermédiation immobilière (Chesneau, 2004 ; Arab & Crague, 2020). Même si l'on rencontre les trois formes de vacances, la vacance immobilière structurelle occupe désormais une place préoccupante dans les centres urbains.
Elle se manifeste diversement, par la présence d'immeubles partiellement ou entièrement vacants et/ou de linéaires commerciaux mités, selon des formes concentrées ou diffuses. Ces espaces bâtis sans usages peuvent être petits ou grands, il n'y a aucune norme. Il en va de même de leur état de conservation ou de dégradation, ou de leur durée d'inoccupation. Cette diversité vaut tout autant pour leurs propriétaires : collectivités locales ou intercommunalités, établissement public foncier, entreprises publiques locales, État, bailleurs sociaux publics ou privés, grands propriétaires privés fonciers, industriels et surtout nombreux petits propriétaires privés (Arab & Miot, 2020).
Enfin, la vacance immobilière est aussi le reflet de dynamiques économiques sectorielles, la réorganisation du secteur du commerce ou du secteur bancaire impliquant par exemple leur lot de fermetures qui perturbent visiblement le fonctionnement des petites et moyennes centralités urbaines.
L'immobilier vacant couvre ainsi un large spectre de situations, à la fois transterritoriales, protéiformes et multicausales. Le phénomène préoccupe car, après la friche industrielle, c'est bien la vacance immobilière qui se diffuse et se diversifie dans les centres urbains. Elle soulève des enjeux territoriaux et des problèmes opérationnels singuliers auxquels le modèle de revalorisation inventé en France pour les friches industrielles ne sait pas répondre.

2. LA RÉUTILISATION DE L'IMMOBILIER VACANT : UN ENJEU TERRITORIAL, ÉCONOMIQUE ET URBAIN

La réutilisation des espaces bâtis vacants est un enjeu à trois titres : un enjeu pour le développement durable des territoires, un enjeu financier pour les marchés immobiliers et les activités économiques, ainsi qu'un enjeu urbain en matière de mixité fonctionnelle et de qualité du cadre de vie.
En premier lieu, l'inoccupation des espaces bâtis fait écho aux enjeux de développement durable des territoires. Tout d'abord, les préoccupations environnementales et climatiques, qui se traduisent notamment par des objectifs de zéro artificialisation nette du foncier, militent pour le recul d'un urbanisme d'extension et de consommation foncière. Cela donne une nouvelle valeur au foncier déjà urbanisé et vacant, et invite au développement de pratiques de recyclage immobilier. De la même façon, la loi Accès pour le logement et un urbanisme rénové de 2014 incite les pouvoirs publics à recenser les possibilités de densification intra-urbaine et à les intégrer à la planification réglementaire. Cette évolution des politiques publiques françaises amène à prendre en considération des espaces urbains vacants et notamment l'immobilier inoccupé alors qu'ils étaient jusque-là plutôt ignorés par les politiques publiques. Autre préoccupation, la reconnaissance en France et à l'international de l'existence de villes en déclin (Martinez-Fernandez *et al.*, 2012), en particulier dans de nombreuses villes petites et moyennes, attire l'attention sur ces espaces vacants considérés comme « le sous-produit le plus visible de la décroissance urbaine » (Hollander *et al.*, 2009).
La massification et la diversification des immeubles inutilisés provoquent également des risques économiques et de dégradation du cadre de vie qui expliquent aussi pourquoi les autorités publiques doivent s'interroger sur la façon de résorber cette situation. La vacance immobilière se traduit par des pertes de revenus pour les propriétaires des locaux vacants alors même que les charges perdurent (assurances, taxes foncières, etc.) voire se créent (surveillance, etc.). Cela touche davantage les petits ou mono-propriétaires que les grands propriétaires investisseurs dont les portefeuilles d'actifs, plus diversifiés et moins risqués, permettent de compenser les pertes. Cependant de grands propriétaires, comme les bailleurs sociaux en France, peuvent être touchés au point de courir des risques de faillite dans les marchés détendus. L'inoccupation des propriétés bâties, parce que cela affecte l'image et l'attractivité d'un site, induit également une baisse des valeurs locatives et immobilières dans les zones situées à proximité des sites fortement marqués par la vacance et plus encore sur la durée (Koppels & Remov, 2012). Par exemple, le mitage du parcours commercial par des cellules vacantes abaisse la fréquentation de l'espace commercial, provoque des anticipations de fermetures d'enseignes, renforce les appréciations négatives sur un quartier particulièrement en cas de vacance des rez-de-chaussée. Remoy et Van der Voort (2007) montrent que la dégradation de l'image d'un site et d'un immeuble générée par la vacance pèse en effet sur les choix d'implantation des entreprises et d'achat des investisseurs, mais des explorations complémentaires mériteraient d'être menées pour les locaux d'activité et les bureaux.
Enfin, du point de vue du fonctionnement urbain, la vacance fragilise la mixité fonctionnelle des centres et provoque ainsi des dysfonctionnements pour les résidents, qu'ils soient habitants, salariés ou entreprises.

Résidentielle, commerciale ou tertiaire, l'inoccupation immobilière se traduit par des pertes d'habitants et d'usagers, par des baisses de fréquentation des commerces et des services publics. Les propriétaires concernés investissent moins dans l'entretien de leur patrimoine, de même que les propriétaires de biens non vacants mais situés dans une zone marquée par la vacance. Il s'ensuit une dégradation progressive de certaines zones urbanisées, pouvant couvrir une large part de la ville en contexte de décroissance. Ces conséquences techniques sur le cadre bâti sont aggravées par des phénomènes connexes bien connus. Le bien vacant est plus fortement exposé à des risques de dégradation par les *squats*, tandis que l'inutilisation des fluides sur des périodes longues fragilise les canalisations : ainsi, une banale fuite d'eau, parce que non détectée rapidement, voit ses effets augmenter, les bâtiments présentent des risques (effondrement, incendie…) et des activités illégales peuvent s'y déployer, l'ensemble contribuant à un sentiment d'insécurité (Nussbaum, 2015). *In fine*, la conjonction de ces manifestations et de leurs effets pèse parfois lourdement sur l'animation des espaces publics et plus encore sur la qualité du cadre de vie.

3. LA RÉUTILISATION DES ESPACES IMMOBILIERS VACANTS APPELLE DES MODES DE FAIRE NOVATEURS

Alors que la démolition a largement été pratiquée pour la revalorisation des friches industrielles, elle n'est pas satisfaisante pour traiter des immeubles vacants dont les tailles et les insertions urbaines varient fortement et s'éloignent du cas relativement cerné de la friche industrielle. En effet, l'inoccupation immobilière qui nous préoccupe ne concerne plus de grandes parcelles industrielles, mono-propriétaire ou presque, aisées à démolir, mais des tissus urbains constitués, dans des secteurs à forte densité où la vacance immobilière est à la fois diffuse ou concentrée, distribuée et imbriquée dans des espaces urbains et immobiliers en fonctionnement. Cette caractéristique rend la démolition peu praticable et appelle non à la remise à nu mais à la revalorisation du bâti existant et à sa réutilisation, ce qui soulève cependant deux difficultés spécifiques entravant les capacités opérationnelles : l'une liée à la connaissance de cet immobilier vacant, l'autre aux opérateurs de la réutilisation.

3.1. Pouvoir réhabiliter une valeur d'usage : le besoin de production de connaissances nouvelles

L'immobilier vacant est un objet mal cerné alors même que la connaissance fine de ces locaux conditionne la capacité à agir sur leur revalorisation. D'abord, la connaissance de la vacance est principalement abordée sous l'angle de recensements sectoriels – tertiaire vacant, résidentiel vacant ou locaux commerciaux vacants – qui cloisonnent les mesures et produisent une représentation spatiale arcellaire du problème alors que les enjeux territoriaux, financiers et de cadre de vie en appellent une vision globale et spatialisée. Ensuite, la vacance est aujourd'hui principalement approchée sous l'angle du fonctionnement des marchés immobiliers et à partir d'indicateurs d'intensité (Arab & Miot., 2020). Il en est ainsi de l'inoccupation tertiaire : la vacance de ces immeubles n'est pas considérée en tant que telle mais comme un indicateur de la santé du marché des bureaux et de la relation entre l'offre et la demande tertiaire, faisant abstraction des caractéristiques immobilières du bâti vacant et de son insertion urbaine (Crague, 2020). Ce constat d'une mauvaise connaissance des caractéristiques des biens inoccupés prolonge les conclusions de la mission ministérielle Boquet commanditée par l'État pour évaluer sa politique de mobilisation des logements et bureaux vacants: les banques de données font défaut et, lorsqu'elles existent, proposent une vision réductrice du problème. Remettant en cause ces approches finalement indirectes de la vacance immobilière, nous défendons le point de vue selon lequel l'action sur la vacance immobilière est conditionnée par la capacité à produire une connaissance fine des locaux vacants – propriété, typologie, taille, durée d'inoccupation et état de dégradation –, ce qui impose aussi le renouvellement des méthodes de l'intelligence territoriale en matière de vacance.

3.2. Réhabiliter une valeur d'usage et réoccuper : vers de nouveaux types d'opérateurs ?

Dès lors que la revalorisation du site vacant ne repose plus sur la démolition-reconstruction mais sur la réhabilitation d'une valeur d'usage du bâti, cela met en cause le système d'acteurs structuré, en France au moins, autour de la construction neuve, assorti d'opérateurs de la démolition et de la dépollution dans le cas de la revalorisation des friches industrielles. Plusieurs constats empiriques témoignent d'une remise en cause profonde de ces opérateurs dans la revalorisation de l'immobilier vacant.

D'une part, celui des transformations observables d'opérateurs classiques comme les bailleurs sociaux qui, confrontés à la vacance résidentielle de leur patrimoine et plus encore dans des secteurs en décroissance, réinventent des façons d'intervenir et de gérer leur parc (Miot & Mondain, 2020). C'est également le cas des opérateurs privés de la construction qui ouvrent des filiales nouvelles et développent des compétences nouvelles en matière de restructurations immobilières.

D'autre part, on assiste à l'émergence de nouveaux opérateurs de l'intermédiation immobilière, autre indicateur du nécessaire renouvellement des acteurs en mesure de porter la revalorisation des immeubles inoccupés et leur réoccupation. On reviendra ainsi dans la communication sur deux types d'acteurs émergents qui investissent un nouveau rôle d'intermédiaires entre le propriétaire des locaux vacants et les futurs occupants, et cela selon deux modèles d'action. Le premier modèle est représenté par des entreprises privées de l'occupation temporaire des espaces vacants qui ne sont pas adossées à des subventions publiques et sont tendues vers la réalisation d'un profit. C'est le cas de Camelot Europe, une entreprise néerlandaise, qui se développe à l'échelle européenne : elle s'adresse aux propriétaires publics et privés auxquels elle propose une prestation consistant à optimiser la gestion des coûts directs et indirects de la vacance (dégradation par infraction, vol de matériau, gardiennage, murage…) par une occupation à coût modéré. Au plan territorial, elle privilégie l'immobilier tertiaire dans des secteurs métropolitains à marchés tendus ou dans des villes moyennes actives. Son intervention porte sur des locaux très peu dégradés, sans restructurations lourdes ni coûteuses pour être occupés. C'est une condition de la viabilité du modèle économique de ce type d'opérateur. Enfin, loin de ce que revendiquent les pratiques d'urbanisme transitoire, ce modèle de valorisation se déploie indépendamment des projets urbains et n'est pas associé à des objectifs d'expérimentation ou de préfiguration.

Dans un genre différent, le cas de l'association Rue du développement durable (RDD) illustre un modèle de revalorisation des rez-de-chaussée commerciaux par la société civile et l'économie sociale et solidaire (ESS) dans un quartier de Saint-Étienne caractérisé par un taux de vacance élevé des rez-de-chaussée qui affecte la qualité du cadre de vie des habitants. L'association intervient comme intermédiaire entre des porteurs de projets d'activité et des propriétaires de locaux vacants en activant simultanément plusieurs modalités d'intervention. Forte d'une expérience inédite, elle a d'ailleurs été reconnue par l'aménageur public du secteur qui lui a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'aider à redynamiser un autre quartier de la ville. La reconnaissance de sa capacité à occuper une telle fonction témoigne du vide professionnel que rencontre le problème de la réactivation des espaces vacants.

Ces cas de figure en apparence éloignés mettent l'accent sur le renouvellement de la fonction d'intermédiation et plus largement du système d'acteurs interpellés par la résorption de la vacance et jouant un rôle opérationnel impératif dans la revalorisation et la réoccupation (et non plus la démolition) de l'immobilier vacant, et plus encore dans les marchés détendus.

CONCLUSION

La vacance immobilière est un enjeu croissant. Elle témoigne de l'extension des formes de la vacance qui, désormais, dépasse largement le seul cas des friches industrielles. Le problème est aussi bien urbain qu'économique et nécessite de renouveler les formes d'interventions. Au regard des exemples succinctement mobilisés, agir sur la vacance immobilière implique à la fois de produire de nouveaux types de connaissances mais aussi de renouveler les formes de l'intermédiation entre offre et demande d'immobilier. Aborder les espaces vacants demande en effet de repenser les critères de mesure et les catégories d'analyse, de sortir d'une approche par le fonctionnement des marchés immobiliers et d'aller bien au-delà du simple recensement quantitatif pour entrer dans des démarches de diagnostic urbain et immobilier à l'échelle de la parcelle, de l'immeuble et même du local.

L'évolution d'opérateurs classiques et l'émergence de nouveaux opérateurs de l'intermédiation immobilière invitent, par ailleurs, à conclure à l'émergence des espaces urbains vacants comme nouveau marché urbain et conduit à défendre que leur revalorisation implique la transformation du système d'acteurs existant.

RÉFÉRENCES

Arab N., Crague G., 2020, « Quand des intermédiaires immobiliers fabriquent la vacance tertiaire », *in* N. Arab et Y. Miot (dir.), *La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants,* Paris, Presses des Ponts, p. 159-175.

Arab N., Miot Y. (dir), 2020, *La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants*, Paris, Presses des Ponts.

Chesneau I., 2004, « Le renouvellement des immeubles de bureaux. Le cas de l'Île-de-France », *Annales de la recherche urbaine*, n° 97, p. 67-94

Crague G., 2020, « La vacance tertiaire et ses mesures : déséquilibre du marché immobilier ou problème urbain ? », *in* N. Arab et Y. Miot (dir.), *La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants*, Paris, Presses des Ponts, p. 65-84.

Hollander J.B., Pallagst K., Schwaerz T., Popper F.J., 2009, "Planning Shrinking Cities", *Progress in Planning*, 73(4), p. 223-232.

Katyuska M., Wyatt P., 2008, "An Investigation of the Nature of Vacant Commercial and Industrial Property", *Planning Practice and Research*, n° 1, p. 125-145

Koppels P., Remoy H., 2012, *Negative Externalities of Structurally Vacant Offices: The Story Continues*, Nottingham, ERES.

Miot Y., Mondain M., 2020, « Agir sur la vacance résidentielle. L'expérience des organismes de logements sociaux français dans les territoires en décroissance », *in* N. Arab et Y. Miot (dir.), *La ville inoccupée. Enjeux et défis des espaces urbains vacants*, Paris, Presses des Ponts, p. 123-140.

Nussbaum F., 2015, « Quartiers fantômes et propriétaires invisibles. Les propriétés abandonnées, symptômes de la crise des villes américaines », *Géoconfluences*, dossier « États-Unis, espaces de la puissance, espaces en crise » [en ligne : www.geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/etats-unis-espaces-de-la-puissance-espaces-en-crises/corpus-documentaire/quartiers-fantomes-et-proprietaires-invisibles].

Remoy H., Van der Voort T., 2007, "Conversion of Office Buildings. A Cross-Case Analysis based on 14 Conversions of Vacant Office Buildings", communication au colloque "Building Stock Activation" (Tokyo).

LES AUTEUR·E·S

Nadia Arab
Univ Paris Est Créteil – Lab'Urba
nadia.arab@univ-paris-est.fr

Yoan Miot
Université Gustave Eiffel – LATTS
yoan.miot@u-pem.fr

Les lisières urbaines : lieux de reliance urbaine et sensible

AUTEURES
Émeline BAILLY,
Sylvie LAROCHE

RÉSUMÉ
Parmi les friches urbaines, les lisières urbaines se créent à l'interface des milieux urbains et naturels et se démultiplient à mesure que la métropole s'étend, dilatant les anciens fronts urbains, mitant les milieux agricoles et forestiers. Ont-elles rôle un urbain, écologique, social, voire sensible au sein des territoires urbanisés ? La recherche-projet « Lisières et paysages urbains » menée sur le territoire du Grand Genève vise à mieux définir leurs enjeux urbains, leurs caractéristiques et dynamiques de formation, leurs rôles et vécus à l'échelle métropolitaine, territoriale et locale. Nous faisons l'hypothèse qu'elles constituent des trames et des lieux tiers au sein de la métropole. Elles créent des cheminements, ambiances, paysages, pratiques et expériences singulières. Elles pourraient permettre de penser des stratégies territoriales réconciliant les potentialités urbaines et naturelles.

MOTS CLÉS
lisière urbaine, lieux, ambiance, paysage, enjeu urbain

ABSTRACT
Among urban wastelands, urban edges are created at the interface of urban and natural environments. They constitute an increasingly important network as the metropolis expands, dilating the former urban fronts and piercing the agricultural and forest environments. Do they play an urban, ecological, social, or even sensitive role within urbanised territories? In the framework of a research-project "Urban Landscapes and Urban Edges" carried out in the Greater Geneva area, we investigated their urban issues, characteristics and dynamics of formation, roles and experiences at the metropolitan, territorial and local levels. Our hypothesis is that these constitute frames and places in their own right. They create third places and links within the metropolis, with pathways, atmospheres, landscapes, practices and experiences. They could allow us to think over territorial strategies that reconcile urban and natural potentialities.

KEYWORDS
Urban edge, Places, Atmosphere, Landscape, Urban policies

Les friches prennent de multiples formes. Nous proposons de nous intéresser à celles qui se créent à l'interface des milieux urbains et naturels : les lisières urbaines. Leur analyse permet d'interroger la diversité des lieux composites, comme les espaces abandonnés, les franges urbaines, les entre-deux ou encore les délaissés (Aragau & Toublanc, 2020). Elle permettrait de caractériser l'apparition et le devenir de ces espaces en marge (Janin & Andres, 2008) et de lire ces différents paysages urbains en les « contextualisant simultanément et dans une même tournure, l'ensemble et le détail, le proche et le lointain » (Corajoud, 1982 : 270).
Les lisières urbaines se démultiplient à mesure que la métropole s'étend, dilatant les anciens fronts urbains, mitant les milieux agricoles et forestiers. Elles sont peu perçues comme un enjeu territorial, apparaissant plus comme des délaissés de l'urbanisation, ou *a minima* des espaces en creux, sans fonctionnalité, au sein de la métropole. Or, selon nous, ce vide n'est pas une réserve foncière et encore moins une négation du monde : il est une ressource, un possible pour les Hommes et le Vivant. D'ailleurs, l'espace public lui-même (rue, place, esplanade) est défini étymologiquement par un vide qualifié par les habitations et activités qui le bordent (dictionnaire Littré). Il est potentiellement une condition qui rend possible la perception sensible du monde (Maldiney, 2003). Du rien émerge le tout, la possibilité d'appréhender le monde, de sentir et d'« être le monde ». C'est de ce vide que les hommes inventent l'espace, qui peut se charger de significations culturels, imaginaires, sensibles. C'est de ce vide que les espaces urbains se charge de qualités, de valeurs et représentations communes (Bailly, 2013).

Nos premières analyses ont montré que les lisières urbaines sont peu définies et que leurs sens varient selon les disciplines (écologie, géographie, urbanisme…). Elles apparaissent comme un impensé des politiques publiques qui les envisagent selon leurs enjeux propres (réserve foncière à urbaniser, réserve écologique, marge pour l'accueil de personnes indésirables).

Dès lors, comment définir et caractériser les lisières urbaines ? Jouent-elles un rôle urbain, écologique, social et/ou sensible au sein des territoires urbanisés ? Sont-elles l'enjeu de représentation, de pratiques et d'expériences singulières pour les habitants ? Peuvent-elles constituer un enjeu pour les politiques publiques à l'échelle métropolitaine ou locale ?

Pour répondre à ces questions, nous avons initié la recherche-projet « Lisières et paysages urbains »[1] qui cherche à analyser la formation et la spécificité des lisières urbaines dans le contexte genevois, de les caractériser selon leurs formes, leurs dynamiques d'évolution, leurs vécus et ressentis. Cette recherche questionne leur rôle et leurs sens en tant que lieu urbain et milieu écologique singulier, et en tant que liaisons et mises en relation entre différents environnements et paysages. Elles ne sont donc pas appréhendées comme des limites entre des environnements naturels et aménagés mais comme des territoires résultant de l'interpénétration des milieux habités et naturels.

Notre recherche pluridisciplinaire croise les approches urbaines et paysagères, climatiques et écologiques, sociologiques et sensibles. Elle se centre sur la métropole du Grand Genève, soumise à une forte pression foncière et à une évolution territoriale franco-suisse qui favorise la présence de multiples lisières urbaines.

Elle se structure en plusieurs étapes pour permettre de les caractériser. Après une revue de littérature pluridisciplinaire sur l'acception du terme, un arpentage collectif en vue de réaliser un transect (Laroche, 2018), une analyse cartographique et un repérage territorial ont été menés. Cette démarche a permis d'identifier 12 types lisières pour la métropole du Grand Genève. Dans un deuxième temps, une analyse disciplinaire approfondie des terrains d'étude pour lever les questions de compatibilité des échelles d'observation, de définition et de méthodologie a conduit à décider de trois types d'analyse : une analyse urbaine par les chercheurs en urbanisme, architecture et du paysage ; une analyse écologique par les chercheurs en sciences de la nature et en écologie ; et une analyse des ambiances par les acousticiens, ingénieurs lumières, climatologues et urbanistes. Cette phase d'approfondissement fût menée sur une trame de lisières le long de la frontière, en bordure de bois privés et cordons boisés des communes de Puplinge et Présinge en Suisse et sur Ville-la-Grand en France, qui offre une série de situation de lisières : une friche située entre une infrastructure routière et ferroviaire, des espaces intermédiaires (Bachimon, 2014) entre un bois et un environnement construit comprenant des maisons pavillonnaires, des immeubles collectifs et des usines. Nous y avons fait en parallèle une enquête auprès d'habitants et usagers afin de comprendre les enjeux sociaux et subjectifs associés à ces lieux, notamment liés à leur perceptions, représentations et expériences sensibles.

Dans cette communication, en tant qu'urbaniste et architecte, notre hypothèse est que ces lisières urbaines constituent des liaisons urbaines singulières à l'échelle métropolitaine et des lieux à part entière à l'échelle locale. Elles créent des lieux et des liens tiers au sein de la métropole, avec leurs représentations, pratiques et expériences singulières. Elles mettent en relation différentes entités des territoires habités et naturels, permettant de vivre et ressentir les ambiances des lieux et leurs paysages urbains (Bailly, 2016). Elles pourraient permettre de penser des stratégies d'aménagement réconciliant les potentialités urbaines et naturelles, tant à l'échelle locale que métropolitaine, tout en étant créatrice de lieux, d'ambiances et paysages communs.

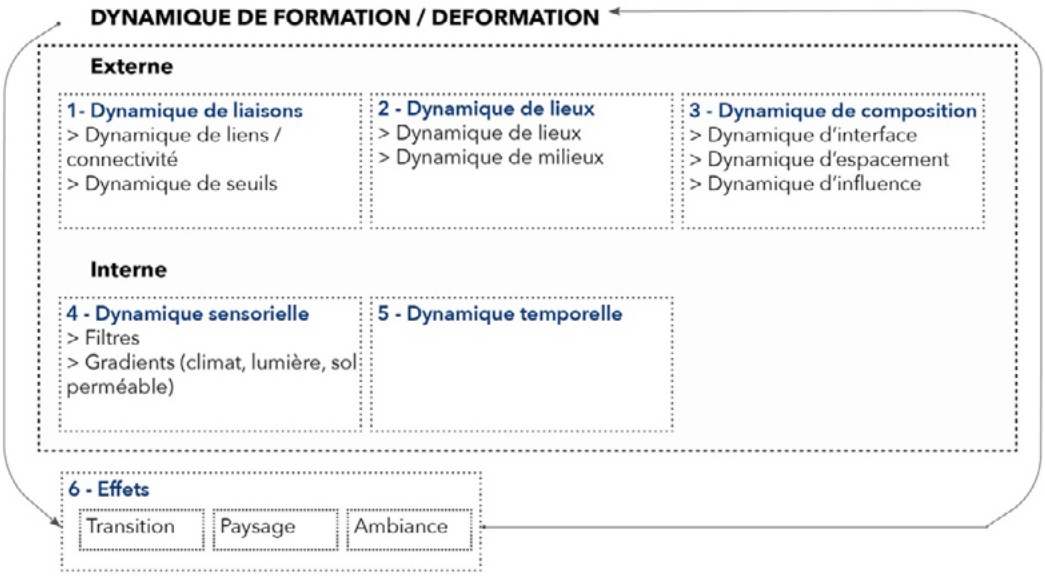
Le terme de « lisière » renvoie de fait à la limite. Du latin *licium*, il décrit d'abord les bordures d'une étoffe et par extension la limite, la frontière d'un pays, d'un territoire. Cette notion de frontière est loin d'être neutre, renvoyant à l'espace à défendre. À l'inverse de l'appréhension naturaliste des environnementaux (espace tampon protecteur) ou réglementaire des juristes (ligne de démarcation), nous avons considéré les lisières urbaines en tant que lieux et liens singuliers, en référence aux notions de « tiers-lieux » et de « tiers-paysages » (Clément, 2004) dans la mesure où elles résultent de dynamiques d'hybridation plus ou moins spontanées.

Nos analyses spatiales et sur le vécu et ressenti des lisières, nous ont permis de mieux les caractériser d'un point de vue urbain. Elles renvoient à des échelles multiples (du grand paysage et corridor biologique au lieu, voire au seuil) et sont liées à une série de dynamiques métropolitaines (pression immobilière en tension avec la préservation des milieux pour des enjeux agricoles, de biodiversité ou même d'adaptation au changement climatique), locales, voire situées (enjeu d'hybridation ou de dilution, de liaison ou de coupure, de ressources

1 Le projet Interreg France–Suisse « Lisières et paysages urbains » (2017-2020) est piloté par le Centre scientifique des techniques du bâtiment (Cstb) et la Haute École du paysage, d'ingénierie et d'architecture (Hepia) de Genève en partenariat avec le Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie (Asters) [plus d'informations sur lisieresurbaines.wixsite.com/lisieres-urbaines].

ou de conflits…). Ainsi, plus qu'un espace vide, les lisières urbaines relèvent plutôt de dynamiques externes et internes de formation, et d'effets sensibles comme la transition, le paysage et l'ambiance perçus par les usagers. (fig. 1).

Figure 1. Processus de création des lisières urbaines



Ce principe de création urbaine et paysagère de la lisière urbaine favorise l'identification de quatre singularités inscrites dans un processus de rétroaction :

– La composition de « tiers-lieux » communs (voire « hors-lieux » dans certaines situations), favorables aux pratiques spontanées et bricolages vernaculaires. Ces lieux révèlent des spatialités en partie informelles entre un espace public et privé suite à une négociation par les usagers. Il s'agit aussi d'un foncier peu clair, souvent flou et indéterminé.

– Une accentuation des expériences sensibles, produisant pour les usagers un ancrage multi-sensoriel. Ces configurations sont produites par des variations d'ambiances et des effets de contrastes et de superposition de plans.

– La formation d'un méandre urbain ouvert sur le paysage, où se créent un jeu d'espacement, des épaisseurs en lacet plus ou moins continues et des ouvertures sur les horizons proches ou lointains. Il s'agit aussi de prendre en compte les tiers-paysages (*ibid.*) définis par une hybridation avec les milieux contigus, des interfaces poreuses et des relations aux paysages environnants.

– Une dynamique de liaisons favorisant une transition entre les territoires habités par les humains et les non-humains sous la forme de cheminements piétons, mais aussi de liaisons naturelles qui serpentent dans la ville, voire pénètrent ponctuellement dans le tissu urbain, offrant ainsi une respiration dans l'urbanisation. Ces liaisons sont aussi marquées par une série de seuils qui assurent le passage et la rencontre entre les différents environnements.

Cette analyse urbaine fait apparaître des lieux de lisières avec leur identité et ambiance singulières, mais aussi leurs liens urbains, paysagers et sociaux, à différentes échelles. Elle révèle un tiers urbain, dans l'envers de la métropole.

L'analyse des parcours commentés menés avec des habitants et usagers de la lisière urbaine étudiée a aussi révélé en quoi la lisière urbaine constituait un lieu singulier. Elle apparaît comme un ensemble de trames et de lieux qui complètent le maillage des espaces publics et privés, vécu autant comme extension de son logement et espace commun à ses usagers et riverains. Elle se décline selon les configurations de lieux et des saisons. Elle se caractérise par sa naturalité, en tant que milieu naturel qui fait lieu. Elle offre surtout une opportunité de vivre en lien avec la nature, en partie sur un mode métaphorique avec une nature lointaine, qui favorise la filiation avec le monde sensible. Elle est en effet considérée comme une ressource pour se promener, s'isoler, s'échapper, respirer, pour sentir et ressentir…

Ces singularités spatiales et sensibles sont aujourd'hui quasiment invisibles des politiques publiques. Leur donner une lisibilité et une qualité peut s'avérer essentiel pour les écosystèmes métropolitains et la qualité de vie urbaine. De fait, elle offre une perspective de « reliance » définie par Edgar Morin et reprise dans la notion de « métaphore urbaine » proposée par Chris Younès (2015) comme « le travail des liens », « l'acte de relier et de se relier et son résultat ». L'intérêt pour les lisières urbaines n'est donc pas uniquement lié à leur composition ou formation, mais à leurs dynamiques internes et externes favorisant une désintégration ou régénération

« entre les temps longs et les courts, entre les permanences, les stabilités et les instabilités » (Younès, 2015 : 54), pour relier les multiples lieux et milieux de la métropole et penser des espaces d'interrelations urbaines et naturelles. Elles apparaissent ainsi comme des lieux de reliance urbaine dans la mesure où elles renouent avec « la nature sauvage », le monde rural, les expériences et imaginaires d'autres paysages. Elles introduisent un possible dialectique entre l'urbain et la nature, le spontané et le contrôlé, le privé et le public, le pratique et l'idéel. Elles invitent dès lors à penser des stratégies territoriales et envisager des politiques de qualification et de préservation des lisières urbaines comme enjeu de reliance urbaine.

RÉFÉRENCES

Aragau C., Toublanc M., 2020, « La lisière : un outil de la fabrique agriurbaine. Lecture francilienne », *Territoires en mouvement*, « Articles » [en ligne : journals.openedition.org/tem/6334, consulté le 27/04/2020].

Bachimon P., 2014, « Paradoxales friches urbaines », *L'Information géographique*, 2014/2, p. 42-61 [en ligne : www.cairn.info/revue-l-information-geographique-2014-2-page-42.htm, consulté le 21/01/2020].

Bailly E., 2013, « Des espaces publics aux espaces paysagers de la ville durable », *Articulo,* numéro thématique « Le nouveau récit du paysage », n° 4 [en ligne : journals.openedition.org/articulo/2233, consulté le 21/01/2020].

Bailly E., 2016, « Franges intra-urbaines à l'épreuve des projets de paysage », *Projets de paysage*, numéro thématique « Paysages des franges urbaines en projet », n° 13 [en ligne : www.projetsdepaysage.fr/fr/_franges_intra_urbaines_l_preuve_des_projets_de_paysage, consulté le 21/01/2020].

Clément G., 2004, *Manifeste du tiers-paysage*, Paris, Sujet / Objet.

Corajoud M., 1982, « Le paysage, c'est l'endroit où le ciel et la terre se touchent », *in* F. Dagognet (dir.), *Mort du paysage ? Philosophie et esthétique du paysage*, Seyssel, Champ Vallon, p. 37-53.

Janin C., Andres, L., 2008, « Les friches : espaces en marge ou marges de manœuvre pour l'aménagement des territoires ? », *Annales de géographie*, 663(5), p. 62-81 [en ligne : doi.org/10.3917/ag.663.0062].

Laroche S., 2018, « Représenter les temporalités : outils et méthodes pour saisir les phénomènes de vacance commerciale », *Développement durable et territoires,* 9(2) [en ligne : journals.openedition.org/developpementdurable/12153, consulté le 21/01/2020].

Maldiney H., 2003, *Art et existence*. Paris, Klincksieck, « Collection d'esthétique ».

Younès C., 2015, « Métamorphes », *in* S. Franceschelli, M. Gribaudi et H. Le Bras (dir.), *Morphogène et dynamiques urbaines. Les ateliers de morphologie,* Paris, EHESS–EnsAD, p. 54-62.

REMERCIEMENTS

Nous remercions l'équipe Hepia du EM projet de recherche « Lisières et paysages urbains » : Andréa Finger-Stich, Claude Fischer, Laurence Cremel, Alain Dubois, Xavier Gegout et Ewa Renaud.

LES AUTEURES

Émeline Bailly
Cstb
Lab'urba-EUP
emeline.bailly@cstb.fr

Sylvie Laroche
Cstb
Ambiances architectures urbanités / Cresson
sylvielaroche.archi@gmail.com

Temps longs, temps courts, temps absent. Histoire et temporalités d'une friche centrale promise à la transformation à Tirana

AUTEUR·E·S
Franck DORSO,
Stela MUÇI

RÉSUMÉ
La communication propose d'articuler les thématiques populations, temps et territoire en explorant les temporalités paradoxales d'une friche urbaine centrale de Tirana, en Albanie. Le quartier Stacioni i Trenit accueille et désigne une friche de vingt-cinq hectares en lisière de l'hyper-centre. La friche est appropriée par la population locale et existe depuis trente ans, en dépit d'une forte pression foncière et de grands projets d'aménagement. À partir d'une recherche de terrain pluridisciplinaire, la communication interroge la question du temps sous deux angles. D'abord en présentant les grandes phases temporelles de ce territoire urbain, ce qui conduit à distinguer des temps longs et des temps courts et met en évidence l'absence d'un temps intermédiaire qui serait celui du conflit (explicite ou institué). Ensuite en explorant ce que cette analyse par les temporalités peut apporter aux modèles et méthodes d'analyse des friches urbaines, en proposant trois figures à la discussion : le temps absent, le récit et l'attente.

MOTS CLÉS
temporalités, friche, appropriation, attente, Tirana, Albanie

ABSTRACT
The paper proposes to articulate the themes of populations, time and territory through the exploration of the paradoxical temporalities of an inner city wasteland in Tirana, Albania. The Stacioni i Trenit district designates a twenty-five-hectare wasteland on the edge of the hyper-centre; It has been used freely and appropriated by the local community for thirty years, despite the sharp land pressure and large-scale urbanisation of the capital. By the means of a multidisciplinary research field, this communication explores the subject of time from two angles. First by presenting the main temporal phases of this urban territory, which leads to a distinction between long times and short times, and highlights the absence of an intermediate time which would be that of the explicit or instituted conflict. Then by exploring how this analysis by temporality can enrich the models and methods of analysis of urban wastelands, through three figures for discussion: the absent time, the "storytelling" about a territory and the pending time.

KEYWORDS
Temporalities, Wasteland, Appropriation, Pending time, Tirana, Albania

La communication propose d'explorer les temporalités spécifiques d'une friche urbaine de Tirana, en Albanie. Le quartier Stacioni i Trenit accueille une vaste friche de 25 ha située en lisière de l'hyper-centre et appropriée par la population locale. Elle existe depuis trente ans, en dépit d'une forte pression foncière et de grands projets d'aménagement. À partir d'une recherche de terrain associant urbanisme, anthropologie et sociologie, la communication interroge la question du temps sous deux angles. D'abord en présentant les grandes phases temporelles de ce territoire urbain, ensuite en montant en généralité pour explorer ce que cette analyse par les temporalités apporte aux modèles et méthodes d'analyse des friches urbaines, ouvrant sur des pistes de réflexion sur le plan opérationnel.

1. LES TEMPS LONGS DE STACIONI I TRENIT

Dans cette première partie, nous commençons par situer le quartier dans l'histoire de la ville, du pays et du peuplement local et national (Jarne, 2018).

Trois temps longs sont identifiables :

– *Le terrain agricole*. Ancienne zone périphérique, le quartier conserve sa fonction agricole pendant la période communiste. De part et d'autre de la voie ferrée et de la gare qui donne son nom au quartier s'étendent une

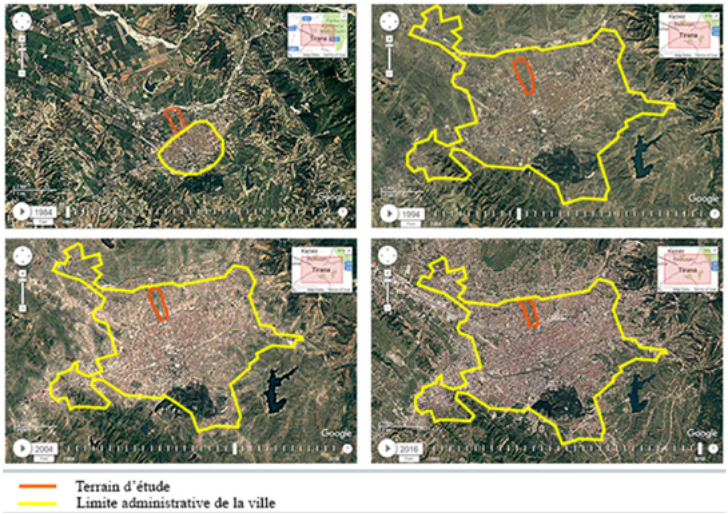


Figure 1. Carte de situation de la friche de Stacioni i Trenit dans l'expansion urbaine de l'agglomération de Tirana en 1984, 1994, 2004 et 2016 (Muçi & Dorso, 2020, d'après Monitor, 2017)

Figure 2. Usages quotidiens de Stacioni i Trenit (photos Muçi & Dorso, 2018-2020)

zone de production maraîchère sous serre et un marché aux bestiaux.

– *La friche urbaine*. Après deux années de bouleversement politique et urbain, en 1991 et 1992, les activités agricoles disparaissent, puis plus tard la gare. Les 25 ha de friches prennent la forme de deux vastes prairies empierrées accueillant une fine bande de constructions spontanées et plusieurs types d'usages : un marché informel, des pâturages, des déambulations, des extensions domestiques, des jeux d'enfants et de personnes âgées, sociabilités mixtes en genre et en âge. Cette phase dure depuis une trentaine d'années.

– *Le projet «Tirana 2030»*. À partir des années 2000, le gouvernement national et la municipalité de Tirana engagent des opérations de transformation urbaine dans l'ensemble de l'agglomération (Aliaj, 2009). Plusieurs projets de hautes tours sont réalisés, un nouveau stade au sud de l'axe central et le grand projet «Tirana 2030» qui doit notamment porter sur l'axe nord de la capitale. Le nom renvoie à une temporalité moyenne ou longue. Les pouvoirs publics en confient l'aménagement à une société britannique sur le mode de la mise à disposition de terrains publics, s'inscrivant dans le modèle international de délégation de service à un partenariat public-privé ou à un opérateur privé.

La communication aborde quelques jalons et facteurs explicatifs du maintien paradoxal de cette friche pendant trente ans dans ce contexte : latence organisée associée à un processus complexe de reprivatisation du foncier après la collectivisation (Triantis & Vatavali, 2016), intérêts croisés des parties en présence pour le *statu quo*, processus d'attente.

2. LES TEMPS COURTS

Deux temps courts sont identifiables dans la chronologie de Stacioni i Trenit.

– *La naissance de la friche en 1991-1992*. À la chute du régime communiste succèdent deux années de forte instabilité et d'exode rural vers la capitale (Pojani, 2011). Des constructions spontanées créent de vastes quartiers informels (Lubonja, 2015). Sur Stacioni i Trenit, les installations agricoles sont abandonnées et une période de conflit oppose les migrants ruraux aux anciens propriétaires des terrains. Après une phase aiguë, la situation se stabilise autour d'un petit ensemble de constructions tolérées et de compromis pratiques autour des usages informels des lieux, qui se développent (et empêchent ainsi de nouvelles arrivées).

– *Le lancement des chantiers de «Tirana 2030»*. Les chantiers démarrent sans information des occupants non régularisés (qui vont être déplacés) ou de ceux dont les terrains vont être préemptés. Le nouveau boulevard, construit sur l'emplacement des anciennes voies ferrées, est aujourd'hui presque achevé. Mais les derniers percements au nord buttent sur les constructions semi-formelles et non régularisées datant des années 1990. La communication rendra compte des expulsions et des brefs affrontements avec les forces de l'ordre. Le

site de la friche longe ce boulevard sur son côté ouest. Dans le projet «Tirana 2030», les 25 ha sont destinés à devenir un parc central entouré de barres et de tours proposants des habitations de standing.

Dans ces temps courts, on observe une disjonction entre les acteurs et, sur certains points, une atomisation. En l'absence d'un échange formalisé entre les acteurs impliqués, chacun, dans sa position et ses ressources, élabore des stratégies disparates. Les aménageurs maintiennent une situation d'attente favorable à leurs objectifs (spéculation foncière, mécanismes de préemption). Les propriétaires et les occupants tentent de maintenir leur situation ou de minimiser leurs pertes dans un contexte de défiance et d'opacité.

Figure 3. Carte et vue du projet de parc affichées sur les palissades du nouveau boulevard (photos Muçi & Dorso, 2018-2019)

3. LE TEMPS ABSENT : COMPROMIS TACITES, IMPOSSIBLE NÉGOCIATION ET ABSENCE DE MOBILISATION COLLECTIVE

On constate à Tirana un passage plus net et sans transition que sur d'autres terrains entre un temps long de la tolérance et du *statu quo* et un temps court de la mise en œuvre du projet, qui arrive presque subitement. Certains expulsés disent avoir engagé et attendu jusqu'à la veille de l'expulsion le résultat de démarches de régularisation des titres de propriété (du bâti ou du sol). La situation soulève deux nouveaux paradoxes, outre sa durée : l'absence du temps du conflit ouvert entre résidents et aménageurs et la quasi-absence de mobilisation collective des résidents ou des usagers de la friche. Autrement dit, l'absence de ce temps intermédiaire du conflit explicite est autant à chercher du côté des acteurs en position dominante, que du côté des occupants menacés de déplacement. Peut-être a-t-elle d'autres sources qu'un rapport de force déséquilibré ? La communication présentera des pistes d'explication qui doivent être reliés au temps long, à l'histoire politique et sociale du pays et aux modes d'agir et de penser dans le contexte albanais global.

4. MONTÉE EN GÉNÉRALITÉ ET CONCLUSION

L'étude d'une friche urbaine sur un temps long dans un contexte de forte pression foncière permet d'explorer plusieurs figures analytiques.

– *Le temps absent*. Il renvoie aux modes de construction des conflits et des compromis. Considéré sous l'angle du paradigme de la transaction sociale (Gibout *et al.*, 2009), il éclaire deux processus concomitants : la disparition brutale de compromis établis sur le long terme et l'articulation complexe entre l'implicite et l'explicite. Nombre d'acteurs placent en effet des espoirs dans le non-dit, qui peut laisser imaginer plus de gains (présents ou potentiels). Un point sensible sur lequel faire porter l'analyse est alors le moment problématique du passage de l'implicite à l'explicite.

– *Le récit*. Les acteurs évoluent dans un environnement caractérisé par une forte croissance urbaine et des évolutions démographiques rapides (transition d'une population rurale vers une population urbaine, migra-

tions vers l'Union européenne) qui contribuent à produire des images et des représentations différenciées des territoires urbains, notamment d'une friche comme Stacioni i Treniit : figure positive d'un champ du possible au quotidien *vs* relique négative d'un monde rural opposé au rêve européen. L'analyse peut explorer la façon dont ces images se cristallisent en récits urbains que les différentes catégories d'acteurs manipulent et actualisent en vue de la transformation annoncée de la friche.

– *L'attente*. La communication conclut sur les implications de ces analyses dans le champ de l'action. Elle envisage notamment la figure de l'attente, pour voir en quoi elle pourrait enrichir ou se différencier de la figure de la latence. Dans l'attente, les parties prenantes sont en prise avec les faits et savent qu'une action est envisagée à moyen terme. Durant le temps long de la friche, deux temps de l'attente se succèdent : un premier où les habitants attendent que l'État agisse sur le foncier formel (reprivatisation) et les constructions illégales et informelles (démolition) ; un second où l'on attend que l'État régularise les situations en achevant le processus de reprivatisation-restitution du sol (achevé ailleurs) et en légalisant les constructions informelles. Dans ce temps d'attente les propriétaires ne peuvent faire usage de leur terrain sur la friche et construisent des accords et compromis informels pour louer ou autoriser l'occupation gratuite de leur terrain. La friche devient un lieu d'habitation, de production économique, de sociabilité et de vie quotidienne.

Cette figure de l'attente permet de poser plusieurs questions sur l'usage, l'occupation et le devenir des friches. Par exemple : comment un territoire en attente est-il habité et pratiqué ? Comment les aspects physiques et végétaux évoluent-ils en attendant l'action des pouvoirs publics ? L'attente oriente-t-elle plus que la latence ou la déprise l'existence de telle ou telle installation ?

L'attente peut être source d'incertitude, d'instabilité ou de grandes déceptions (comme pour le percement du boulevard). Mais elle peut aussi favoriser la création d'espaces alternatifs et permettre l'accès temporaire à la ville pour certaines catégories d'acteurs, offrir un support au conflit et un cadre à des formes de résistances (dans des contextes sans dispositifs institués de participation), ou au contraire les apaiser, en offrant des formes et des supports de compromis. Autant de pistes ouvertes vers l'agir : certains éléments peuvent être des supports ou des inspirations pour une démarche opérationnelle différente, ou simplement pour l'action citoyenne ordinaire.

5. NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les données présentées sont issues de trois phases de recherches de terrain menées en 2018, 2019 et 2020 sur les périodes de décembre et d'avril-mai. Elles croisent enquêtes *in situ* et auprès des acteurs institutionnels. En 2019 les travaux ont associé autour d'un dispositif expérimental de diagnostic des étudiants de master de l'université polytechnique de Tirana et de l'École d'urbanisme de Paris. Les auteurs sont architecte-urbaniste et socio-anthropologue.

RÉFÉRENCES

Aliaj B., 2009, *Hapësira qytetare drejt fundit të tranzicionit?! Këndvështrime filozofike dhe teknike*, Tirana, Botime Afrojdit.

Gibout C. Blanc M., Foucart J., 2009, « Transactions et sciences de l'homme et de la société », *Pensée plurielle*, n° 20, p. 7-11.

Jarne A., 2018, « La fragmentation de l'espace urbain postsocialiste en Albanie », *Belgeo*, 4 | 2018 [en ligne : journals.openedition.org/belgeo/30849].

Lubonja F., 2015, *Libri i deshtuar i arkitektures shqiptare*, Tirana, Perpjekja.

Monitor, 2017, « Fotot satelitore nga 1984: Tirana, ç'ka qenë, ç'është… dhe kushedi ç'do të bëhet! », 5 septembre 2017 [en ligne : www.monitor.al/fotot-satelitore-nga-1984-tirana-cka-qene-ceshte-dhe-kushedi-cdo-te-behet/].

Pojani D., 2011, "Urban and Suburban Retail Development in Albania's Capital After Socialism. Land Use Policy", *Land and Use Policy*, 28(4), p. 836-845.

Triantis L., Vatavali F., 2016, "Informality and Land Development in Albania: Land Reforms and Socioeconomic Dynamics in a Coastal Settlement", *Geografiska Annaler, Series B. Human Geography*, 98(4), p. 289-303.

LES AUTEUR·E·S

Franck Dorso
UPEC – Lab'Urba
franck.dorso@u-pec.fr

Stela Muçi
APPUII – Lab'Urba
smuci.appuii@gmail.com

Les acteurs intermédiaires dans l'occupation temporaire des friches urbaines : entre rapports de pouvoir et essaimage de nouvelles manières de « faire »

AUTEUR·E·S
Cécile GAUTHIER,
Pierre PECH,
Richard RAYMOND

RÉSUMÉ
Le mode de gouvernance de l'occupation temporaire des friches urbaines se rapproche d'un système d'auto-organisation décentralisée. S'il implique souvent une démarche collaborative entre les différentes parties prenantes (propriétaires, collectivités, acteurs associatifs et habitants), la gestion du site est tout de même traversée par des phases de tensions voire de conflits entre ces acteurs. On interrogera les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre sur ces espaces, aussi bien les relations de dépendance entre les acteurs institutionnels et les gestionnaires des espaces, que le pouvoir d'essaimage de formes d'engagement, des manières de « faire » et de mettre en mouvement des acteurs à partir de ces ancrages locaux temporaires que sont les friches urbaines. Conscients que les espaces étudiés et observés offrent un grand nombre d'usages formels et informels, nous avons fait le choix de nous focaliser sur les activités de type chantier participatif.

MOTS CLÉS
urbanisme temporaire, gouvernance, acteur intermédiaire, engagement, réseaux

ABSTRACT
The mode of governance of the temporary occupation of urban wastelands is close to a system of decentralised self-organisation. Although it often involves a collaborative approach between the various stakeholders (owners, local authorities, associations and inhabitants), the management of the site is nevertheless subject to phases of tension and even conflict between actors. Thus, we will examine the social and political dynamics at work in these areas, as well as the relations of dependence between institutional actors and managers of these areas, and the spin off power of engagements, of ways of proceeding and of setting actors in motion from these temporary local territories that are the urban wastelands. Aware that the spaces studied and observed offer a large number of formal and informal uses, we have chosen to focus on participatory workshops.

KEYWORDS
Temporary urbanism, Governance, Intermediate actor, Engagement, Networks

INTRODUCTION

L'urbanisme temporaire ou transitoire est devenu une nouvelle forme de gestion des friches urbaines et de l'action publique territoriale. Son succès est perceptible à travers la multiplication des appels à projets ou à manifestations d'intérêt lancés par les collectivités territoriales, les acteurs privés propriétaires voire gestionnaires de nombreux sites urbains. Ce mode de gouvernance bénéficie à ces mêmes acteurs, notamment parce qu'il permet de répondre à l'injonction de démocratie participative encouragée ces dernières années (Carrel, 2017), de favoriser les initiatives locales, mais aussi d'éviter le *squat* non contrôlé d'un espace en attente de valorisation urbaine. L'urbanisme temporaire ou transitoire implique ainsi un encadrement par des conventions d'occupation temporaire ou précaire entre, d'une part, des collectivités ou des propriétaires privés et, d'autre part, un acteur associatif ou entrepreneurial. Ce dernier devient alors gestionnaire et responsable du site (Andres, 2010). Ce mode de gestion des friches urbaines ou des délaissés temporaires s'inscrit dans le nouveau management public (*new public management*, Jouve, 2007), c'est-à-dire l'externalisation ou la délégation de compétences et de services à un acteur intermédiaire, animateur de ces tiers-lieux. Ces occupations temporaires institutionnalisées et conventionnés sont à replacer dans un contexte post-politique, c'est-à-dire dans des rapports de pouvoirs où les conflits ont été plus ou moins neutralisés, où la politique est réduite à la gestion consensuelle de la nécessité économique, et qui pourrait se résumer de la manière suivante : « une société sans trouble, sans division, cohésive

et pleine de bon sens […] s'organise à travers une diversité de formes institutionnalisées de gouvernement représentatif, aidée et soutenue par des arrangements de gouvernance participative » (Wilson & Swyngedouw, 2014). Nous proposons d'interroger les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre sur ces espaces de friches urbaines. Quels systèmes d'acteurs se construisent autour de l'animateur de ces tiers-lieux ? Ces systèmes d'acteurs préfigurent-ils une superposition de carrières institutionnelles et d'usages originaux de ces interstices urbains (Tonnelat, 2016) ? Sur quelles formes d'engagement et de mise en réseau se construisent ces carrières et usages ? Enfin, quelles nouvelles formes urbaines de (re)territorialisations émergent à partir de ces espaces et des acteurs qui les animent ?

Cette analyse s'appuiera sur un travail de terrain minutieux et répété au sein de la friche « Vive les groues » à Nanterre (92), de l'Agrocité à Bagneux (92) et du jardin « Récolte urbaine » à Montreuil (93) depuis leur ouverture en novembre 2017. Ces trois sites sont exemplaires de ce qui se déroule actuellement dans le tissu urbain de la Métropole du Grand Paris, dans des communes qui ont été des banlieues populaires et industrielles et où la baisse d'activité laisse place à des délaissés. Une participation régulière aux réunions et aux événements publics, mais aussi des rencontres et des discussions plus informelles au cœur de ces friches, ont permis de révéler la complexité des dynamiques qui traversent le système des acteurs de ces lieux. Ces observations sont complétées par une quarantaine d'entretiens réalisés auprès d'acteurs divers de l'urbanisme temporaire de la Métropole du Grand Paris. Une mise en perspective avec les dynamiques d'expériences d'occupation temporaire à Glasgow en Écosse étaie nos résultats.

1. SYSTÈME D'ACTEURS ET MODES DE GESTION DES OCCUPATIONS TEMPORAIRES : UNE INNOVATION SOUS TUTELLE DES DÉCIDEURS URBAINS

Sur les friches urbaines, l'animateur des lieux est désigné par une convention d'occupation temporaire signée avec le propriétaire du site. Cette convention permet de déléguer la responsabilité du site au gestionnaire et opérateur qui devient l'interlocuteur principal identifié par les autorités locales. Il joue un rôle d'intermédiaire entrele propriétaire et, d'une part, ces autorités locales et, d'autre part, les usagers de ce lieu. Ainsi, dans les discours habituels relayés par les grands médias, les lieux d'occupation temporaire se rapprocheraient d'une forme de *système d'auto-organisation décentralisée* dans lequel les pouvoirs de décision, de gestion et de responsabilité sont donnés à un tiers acteur (l'acteur intermédiaire).

Le réseau d'acteurs qui se dessine autour des animateurs de ces « friches urbaines » révèle, d'une part, des partenariats étroits entre quelques acteurs associatifs, collectivités, autorités locales ou acteurs publics et, d'autre part, des liens plus nébuleux ou incertains avec une grande diversité d'acteurs : des acteurs économiques (souvent des petites structures types *starts-ups*), des collectifs d'artistes, des artisans, des acteurs associatifs, des bénévoles, des voisins, des visiteurs, etc. L'analyse de la gouvernance et du mode de gestion de ces lieux d'occupation temporaire permet d'éclairer les ambiguïtés du rôle et de la place prise par les collectivités territoriales à l'échelle micro-locale.

Bien qu'il y ait délégation de la responsabilité de la gestion de ces espaces urbains, on observe un certain flottement concernant le rôle des acteurs intermédiaires qui gardent très souvent un rôle d'assistant voire d'associé vis-à-vis des acteurs publics. Ainsi, ces lieux qui semblent parfois vouloir refléter une quasi-autogestion ou auto-organisation, révèlent au contraire une *démarche collaborative étroite entre les acteurs intermédiaires et les autorités locales*. Bien souvent l'aide et l'expertise de ces acteurs de l'urbanisme professionnel sont requis pour diverses tâches : raccordement en eau, électricité, travaux de dépollution des sols, communication auprès des habitants, maintien des collectifs engagés sur place etc. Une relation de dépendance peut alors apparaître. Elle s'explique parfois par une *proximité* très forte entre les élus locaux et les employés municipaux avec les animateurs de ces lieux. La *démarche peut être parfois quasi-partenariale* avec les autorités locales comme c'est le cas de l'Agrocité à Bagneux : sa création est née d'une rencontre à l'université d'été du parti Europe écologie les verts (EELV) en 2011 puis d'une collaboration entre une élue EELV de Bagneux, ancienne membre de l'association Bagneux Environnement, et le co-fondateur de l'association AAA (Atelier d'architecture autogérée). En outre, l'implication et l'engagement des élus sur ce lieu sont très forts. En effet, on observe à plusieurs reprises la présence de plusieurs élus lors des journées d'inauguration et leur participation à des tables rondes. Ces présences répétées sont la conséquence des liens étroits que ces élus entretiennent avec les acteurs associatifs locaux ; elles en sont la conséquence et, en même temps, en l'absence de conflits, elles renforcent ces liens. Cet exemple invite à interroger l'implication des collectivités au sein de ces initiatives qui se veulent émancipatrices, « citoyennes », « en autogestion », mais qui finalement gardent un lien fort avec les autorités locales.

La place du propriétaire de site est plus délicate à saisir. Elle peut parfois être marquée par la non-implication voire le désintérêt du propriétaire du site et aménageur du futur quartier aux alentours. C'est le cas notam-

ment pour le jardin Récolte urbaine dans le quartier de la Boissière à Montreuil où les membres de l'association n'ont que très peu de contact avec l'entreprise qui se manifeste rarement et ne les a pas aidés pour les aspects pratiques d'aménagement du site, les collectivités locales ayant pris le relais. Pour autant, cela n'empêche pas ce propriétaire, acteur central de la gestion privée de l'immobilier urbain, de communiquer sur les activités des sites accueillant diverses formes d'occupations temporaires. Cette *orchestration de l'attractivité urbaine* à travers les stratégies d'occupation d'espaces vacants et de friches urbaines est vivement critiquée notamment parce qu'elle participe à la gentrification de quartier (Faburel, 2018). Il peut s'agir d'occupations très courtes et d'événementiel (*pop-up cinema* par exemple) pour redonner une belle image de la ville en particulier dans des contextes de ville en décroissance comme ce fut le cas à Glasgow ; ces opérations sont cependant très décriées car elles ne servent pas sur le long terme aux habitants riverains. Ces initiatives locales peuvent aussi servir de vitrine aux communes et aux différents acteurs institutionnels concernés, à l'instar de l'événement organisé par l'équipe municipale de Nanterre intitulé « Nanterre s'empare des Groues » : en plus d'un affichage massif dans la ville mentionnant cet événement, l'équipe municipale avait affrété plusieurs bus du centre-ville de Nanterre pour que les Nanterriens se déplacent et y participent. Ainsi, si le transfert de compétences formalisé à la fois par l'appellation « friches urbaines » et la convention de gestion peut apparaître comme une garantie d'une certaine autonomie de gestion, les autorités locales et les institutions publiques gardent, d'une certaine manière, leur pouvoir de surveillance. On peut ainsi y déceler une *forme d'autorité de tutelle*.

2. UNE PRÉCARITÉ ÉCONOMIQUE QUI IMPLIQUE DES PHASES DE TENSIONS ET DE NÉGOCIATION ENTRE ACTEURS

La subordination apparente des animateurs des tiers-lieux urbains aux puissances instituées n'est cependant pas exempte de *phases de tensions et de négociation* voire de conflits. Ces tensions sont très souvent liées à la précarité des modèles économiques de l'occupation et ainsi de l'acteur intermédiaire. En voie de professionnalisation quasi-forcée, les intermédiaires démarrent très souvent le projet d'occupation de la friche sans modèle économique viable : ils sont en permanence à la recherche de subventions publiques, d'appels à projet (multiplication des sources), mais aussi tournés vers des partenariats public-privé. L'exemple de Récolte urbaine est révélateur de ces dynamiques. Les gestionnaires de cet espace multiplient les sources de financement sans pour autant réussir à financer de salaire à plein temps depuis 2017. De même, à Nanterre, l'association gestionnaire du site (*Yes We Camp*) a dû chercher de nouvelles sources de financement pour stabiliser son modèle économique qui n'était pas soutenable pour le nombre de salariés présents. Elle a donc volontairement mis en veille son activité sur ce site pour rentrer dans une phase de négociation avec l'aménageur et propriétaire afin qu'il contribue aux coûts de fonctionnement (gestion et animation) de cette « friche urbaine ». Elle a également privatisé le site pour des activités à caractère commercial (séminaires d'entreprises par exemple) plus lucratives. À Glasgow, le programme *Stalled Spaces* ne finance que le lancement d'un projet associatif (essentiellement les travaux d'aménagement), mais ne prévoit pas de financer un salarié et se repose donc totalement sur le bénévolat. À Montreuil, suite aux évaluations et retours d'expériences dans le cadre d'appels à manifestation d'intérêt d'occupation temporaire, l'établissement public en charge de l'urbanisme (Est Ensemble) souhaite désormais subventionner les frais de fonctionnement (mais pas d'investissement) des associations. En effet, la plupart du temps, ces lieux sont animés et orchestrés par des jeunes diplômés en stage ou service civique, des emplois précaires souvent non renouvelés, qui impliquent un *turn-over* important ce qui n'aide pas forcément ni au fonctionnement, ni à l'ancrage territorial du lieu.

3. DU RÉPERTOIRE D'ACTION DES ACTEURS INTERMÉDIAIRES AUX FORMES D'ENGAGEMENT DES BÉNÉVOLES, L'ESSAIMAGE TERRITORIAL ?

Les animateurs de ces « friches urbaines » sont probablement sous la dépendance des acteurs institutionnalisés mais ils jouent également un rôle d'interface avec le public. Des événements ouverts au public font émerger de nombreuses dynamiques impliquant une autre catégorie d'acteurs : les bénévoles. L'animateur fait souvent appel à eux pour la construction et l'aménagement du lieu.

S'il est difficile de quantifier la part de bénévoles « riverains » du lieu et la part d'habitants plus éloignés, le fait qu'une grande partie des bénévoles rencontrés fasse souvent une heure de trajet pour participer aux activités est révélateur de la *mobilité* de cette catégorie. En effet, ils sont souvent *familiers* du mode de fonctionnement de ce type de lieux. Ils se tiennent informés de l'actualité par les réseaux sociaux ou les *newsletters* et connaissent les codes et normes sociales (style vestimentaire, partage et repas en commun etc.). D'autre part, leur présence et leur implication sont aussi révélatrices de leur *motivation pour* « faire » en commun (Berrebi-Hoffman *et al.*, 2018), pour « l'apprentissage par le faire ». On vient rarement par hasard

pour participer à ces chantiers participatifs. Les bénévoles interrogés expriment d'une part leur recherche de nature sur la friche, mais aussi leur motivation de participer à des activités de bricolage, de débrouille, d'apprentissage de nouvelles techniques de construction, comme le terre-paille, qui leur rappelle un mode de vie plus « rural » aux allures de campagnes.

Les profils des participants sont très variés : un étudiant en droit, des intermittents du spectacle, un infirmier, un kinésithérapeute, des informaticiens, etc. Leur participation à ce type d'activités de co-construction, d'expérience sensible du lieu, permet de signifier *un passage à l'acte* de la réflexion (engagement par l'idée) à une participation active (prendre part à) voire d'un engagement par actes, c'est-à-dire un acte par lequel on s'engage à accomplir quelque chose, une sorte de contrat que l'on s'impose (Bernard, 2014). Les chantiers participatifs comme répertoire d'action des acteurs intermédiaires (Tilly, 1995) apparaissent comme des lieux d'expérimentation à partir desquels de nouvelles manières de faire et d'habiter peuvent essaimer. En effet, si ce type d'activités les attirent, un grand nombre de bénévoles rencontrés a déjà un projet connexe à celui initié sur la friche ou s'y projette dans un futur proche. Un bénévole de Bagneux projette d'ouvrir un éco-lieu dans les Cévennes. À Montreuil, un retraité part construire sa maison en Bretagne et souhaite se former en amont à la construction en terre-paille. À Nanterre, beaucoup de jeunes dans la vingtaine / trentaine sont impliqués dans des projets similaires, un père de famille prend part à la vie du lieu tandis qu'il vit la moitié de l'année dans un village dans les Cévennes…

Enfin, cette mobilité et la motivation du « faire soi-même » (*Do it Yourself*) sont encore plus marquées au sein de la catégorie des acteurs intermédiaires de l'urbanisme temporaire, animateurs des sites. En effet, sur le site de la friche Vive les groues, on observe beaucoup de passages de courte durée, particulièrement depuis l'organisation du *Stun Camp* en octobre 2020 qui a réuni des collectifs européens de l'urbanisme temporaire et a permis la création d'un réseau européen qui commence à se structurer. Si l'identité de ces lieux se construit notamment autour de ces trois registres de la familiarité, de la mobilité et de l'engagement des acteurs, elle va de pair avec une dimension *communautaire* de l'habiter de ces lieux, conduisant notamment à la consolidation d'un réseau d'acteurs (d'un groupe d'intérêt, *lobbying*).

Ainsi, ce travail d'enquête révèle l'ambiguïté de la transformation des friches urbaines pour supporter l'innovation de nouvelle territorialité. En effet, les dynamiques observées ne permettent pas de soutenir l'existence de nouvelles territorialités dont la « friche urbaine » serait un des ancrages locaux. Cependant, ces lieux sont des relais d'essaimages de nouveaux « arts de faire », de nouveaux « modes d'habiter » qui trouvent, ailleurs, des espaces de déploiement.

RÉFÉRENCES

Andres L., 2010, « Reconquête culturo-économique des territoires délaissés : de l'importance du temps de veille et de ses acteurs transitoires », *Méditerranée*, n° 114, p. 51-62.

Berrebi-Hoffmann I., Bureau M.-C., Lallement M., 2018, *Makers : enquête sur les laboratoires du changement social*, Paris, Seuil.

Bernard F., 2014, « Imaginaire, participation, engagement et *empowerment* », *Communication & organisation*, 45(1), p. 87-98.

Carrel M., 2017, « Injonction participative ou *empowerment* ? Les enjeux de la participation », *Vie sociale*, 19(3), p. 27-34.

Faburel G., 2018, *Les métropoles barbares : démondialiser la ville, désurbaniser la terre*, Lyon, Le Passager clandestin.

Jouve B., 2007, « La gouvernance urbaine : vers l'émergence d'un nouvel instrument des politiques ? », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 193-194, n° 3, p. 387-402.

Tilly C., 1995, "Contentious Repertoires in Great Britain, 1758-1834", *in* M. Traugott (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action,* Durham, Duke University Press, p. 15-42.

Tonnelat S., 2016, « La carrière d'un interstice urbain à New York. Deux rôles distincts de l'espace dans les mobilisations autour d'un projet d'aménagement », *in* H. Combes, D. Garibay et C. Goirand (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, p. 211-234.

Wilson J., Swyngedouw E., 2014, "Seeds of Dystopia: Post-Politics and the Return of the Politica", *in* J. Wilson et E. Swyngedouw, *The Post-Political and Its Discontents: Spaces of Depoliticisation, Spectres of Radical Politics*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 1-22.

LES AUTEUR·E·S

Cécile Gauthier
UP1 – Ladyss
cecile.gauthier@univ-paris1.fr

Pierre Pech
UP1 – Ladyss
pierre.pech@univ-paris1.fr

Richard Raymond
CNRS – Éco-anthropologie
richard.raymond@mnhn.fr

Conflits et mutabilité des délaissés urbains en région de Bruxelles-Capitale

AUTEUR·E·S
Jonas HANSSENS,
Aurélien HUCQ,
Fiorella QUADU

RÉSUMÉ
Avec l'émergence des occupations temporaires, l'usage temporaire d'un lieu par l'être humain ou la nature amène des conflits potentiellement contraignants aux projets de développement urbain. Pour assurer une densification durable de Bruxelles, la recherche *biodiv.temp* a identifié différents types de conflits dans les délaissés urbains et les facteurs susceptibles de les influencer. Ces résultats ont permis d'alimenter la construction d'un « indice de mutabilité » envisagé comme moyen d'aide à la résolution des conflits. Nous l'appliquerons à des études de cas ; des recommandations concernant les règles en vigueur dans la région de Bruxelles-Capitale seront notamment proposées pour atteindre les objectifs de densification durable tout en prenant en compte la temporalité des mutations urbaines et de la biodiversité.

MOTS CLÉS
occupations et usages temporaires, conflits, délaissés urbains, mutabilité

ABSTRACT
With the emergence of temporary occupations, the temporary use of a place by human being or nature leads to potentially restrictive conflicts for urban development projects. To ensure the sustainable densification of Brussels, *biodiv.temp* research has identified different types of potential conflicts in the urban wastelands and the factors that influence them. These results have fed the construction of a "mutability index" considered as a means of helping to resolve conflicts. This mutability index will be applied to case studies and implemented to the rules in force in the Brussels-Capital Region will be proposed to achieve the objectives of sustainable densification taking into account the temporality of urban mutations and biodiversity.

KEYWORDS
Temporary occupations and uses, Conflicts, Urban wastelands, Mutability

1. LA RECHERCHE *BIODIV.TEMP*

Financée par Innoviris[1] dans le cadre de l'appel à projets de recherches prospectives « Une ville verte et compacte », la recherche *biodiv.temp* (Temporalités et interactions de la biodiversité et des projets urbains dans une ville en mutation) est programmée sur 4 ans (2019-2022) et menée par des chercheurs urbanistes, juristes, bio-ingénieurs, sociologues ou encore architectes[2].

Elle entend contribuer à la réflexion sur la densification durable de la région de Bruxelles-Capitale, en vue de répondre aux défis de sa croissance démographique et de son développement socio-économique, tout en préservant la biodiversité et les innombrables services qu'elle rend à la collectivité urbaine. Elle s'inscrit directement dans les objectifs de l'article 2 du CoBAT[3] : « Le développement de la r*égion, en ce compris l'*aménagement de son territoire, est poursuivi pour rencontrer de manière durable les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux et de mobilité de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ».

1 Organisation régionale bruxelloise pour la recherche et l'innovation.

2 Yves Hanin, professeur d'urbanisme et d'aménagement du territoire et directeur du Centre de recherches et d'études pour l'action territoriale de l'UCLouvain, et Charles-Hubert Born, professeur de droit et directeur adjoint du séminaire de recherche en droit de l'environnement et de l'urbanisme de l'UCLouvain, en coordonnent les travaux.

3 Code bruxellois de l'aménagement du territoire.

Pour parvenir à ces objectifs, nous proposons de prendre en compte les atouts de la biodiversité temporaire, le potentiel de biodiversité temporaire des délaissés urbains et les interactions positives ou conflictuelles entre cette biodiversité temporaire et le développement de projets d'urbanisme à Bruxelles.
Nous tenterons notamment de répondre aux questions suivantes :

– Comment faire contribuer au réseau écologique une gestion dynamique et temporelle des délaissés ?
– Quels instruments adéquats mobiliser pour rencontrer des objectifs d'aménagement potentiellement conflictuels et comment assurer leur cohérence ?
– Comment les usages liés à la gestion des temporalités dans les délaissés peuvent-ils être un levier au développement urbain plutôt qu'un facteur de risques ?

2. MÉTHODOLOGIE

Afin de répondre de manière transversale à nos questions de recherche éminemment liées au temps, nous avons établi une méthodologie qui peut être envisagée telle un sablier.
Une première phase de la recherche, la phase exploratoire, a permis de définir un cadre théorique et d'ensuite l'adapter au cadre territorial de la recherche : la région bruxelloise. Pour ce faire, nous avons d'abord précisé les types de délaissés pris en compte et avons constitué notre corpus d'un peu plus de 2000 items. Nous avons établi les services écosystémiques potentiellement fournis par ces délaissés et relevé des types de temporalités influant tant la capacité d'accueil de la biodiversité que le développement urbanistique sur ces sites ; ces temporalités comprennent notamment les temporalités de colonisation et de développement de la biodiversité en différentes phases, les occupations et usages temporaires des délaissés, les temporalités des projets de développement urbain et le cadre juridique de ces différentes formes d'appropriation disposant lui-même de ses propres temporalités. Notre cadre théorique adapté au cadre territorial de la recherche a été confronté aux connaissances et expériences des experts de terrain qui parrainent notre recherche[4], notamment dans le cadre de séminaires.
La deuxième phase, qui fait l'objet de notre communication, consiste principalement en l'élaboration d'un indice de mutabilité et, grâce à cet indice, en l'évaluation du potentiel de biodiversité des délaissés bruxellois. Si l'on suit l'image du sablier, cette phase correspond à la partie resserrée de l'objet. Dans le cadre de notre recherche, il s'agit d'assembler un grand nombre de contraintes et de potentiels applicables aux délaissés bruxellois en un outil permettant, sur cette base, d'évaluer leur mutabilité.
Enfin, suite à l'élaboration et aux essais d'application de l'indice de mutabilité, nous évaluerons dans une phase à venir les mesures à prendre afin de considérer les délaissés urbains bruxellois comme des réservoirs temporaires de biodiversité et d'y développer cette dernière. Cette phase nécessitera de rouvrir le champ de la recherche afin de tenir compte des adaptations à mener dans différents cadres juridiques et opérationnels liés aux stratégies de développement urbain (notamment les différents plans et stratégies de développement régionaux et communaux), à la préservation et au développement de la biodiversité (par exemple *via* des mesures à intégrer au Plan nature de la région bruxelloise), à l'instruction des permis d'urbanisme (en lien avec les règlements d'urbanisme) ou encore à la propriété et aux droits et devoirs qui en découlent.

3. DÉFINITION ET IDENTIFICATION DES DÉLAISSÉS

Dans le cadre de la recherche *biodiv.temp*, nous nous intéressons à une partie des interstices urbains : les sites *a priori* bâtissables (selon leur affectation au PRAS[5]) qui ne sont pas construits durant un temps dit « de veille »[6], qui peut s'étaler de plusieurs mois à plusieurs années. Cette définition des délaissés, qui n'en englobe en réalité qu'une partie, est liée au cadre de notre recherche et facilite le ciblage de notre corpus. Moins négatif que le terme « friche », la notion de délaissé est de plus en plus utilisée dans les sphères professionnelles de l'urbanisme, de l'architecture et de l'écologie urbaine. On y fait ainsi référence dans le Plan nature de la région bruxelloise (2016) comme l'« ensemble des espaces abandonnés (friches, terrains vagues, platebandes, petites surfaces, dents creuses) » tandis que les friches sont définies comme « terrains vagues résultant de la démolition de bâtiments ou de l'arrêt d'activités agricoles ou industrielles. […] Ce sont des zones résiduaires où une végétation spontanée peut se développer librement » dans le Rapport sur l'état de la nature (2012), en apportant la précision de développement potentiel de la biodiversité sur ces sites. Nous verrons que ces

4 À savoir des membres de Bruxelles-Environnement, de urban.brussels et de l'équipe du *Bouwmeester* bruxellois.

5 Plan régional d'affectation du sol de la région de Bruxelles-Capitale.

6 Pour Charles Ambrosino et Lauren Andres (2008), le temps de veille se situe entre l'abandon d'un espace et sa réinsertion dans un projet encadré.

sites génèrent souvent différents types de conflits d'appropriations, liés à la colonisation par la biodiversité, d'appropriations anthropiques, ou encore liés aux spéculations[7].
Afin de définir notre corpus, ont donc été repris les sites cadastrés au PRAS comme zones bâtissables, sur lesquels aucune construction n'est mentionnée officiellement. Des espaces non cadastrés, principalement situés en zones de chemin de fer, ont été ajoutés. Différentes typologies ont été établies, notamment en fonction de la dimension des sites, de leur localisation (au sein du pentagone – hyper-centre bruxellois –, en première couronne ou en seconde couronne) et de leur stade de végétation (jeune friche : prairie ou stade pionnier et herbacé ; friche d'âge moyen : prairies de hautes herbes et d'arbres isolés ou stade arbustif ; vieille friche : forêt ou stade forestier). L'indice de mutabilité induit de nombreux autres indicateurs permettant d'affiner la typologie et ainsi de prendre en compte les apports potentiels des délaissés au réseau écologique bruxellois.

4. MUTABILITÉ ET INDICE

L'urbaniste Anne Durand définit la mutabilité urbaine comme la capacité des villes à accueillir le changement, à accepter l'incertitude et à favoriser les inventivités locales (2017). La mutabilité d'un délaissé peut être définie comme sa capacité à accueillir une nouvelle activité ou affectation (y compris la nature). Dès lors, l'indice de mutabilité fournit le niveau de capacité d'un délaissé à muter vers une nouvelle activité ou occupation. Il s'agit d'un indice composite, constitué d'indicateurs pondérés contenant chacun des sous-indicateurs. Sa construction nécessite quatre étapes : la définition du cadre théorique, le choix des indicateurs et sous-indicateurs, leur pondération, leur normalisation et leur agrégation.

5. INDICE DE MUTABILITÉ ET APPROPRIATIONS

Notre recherche visant à identifier non seulement le potentiel de mutabilité des délaissés bruxellois mais aussi leur capacité d'accueil de la biodiversité, nous avons choisi de définir en plus de l'indice de mutabilité en tant que tel trois indices intermédiaires, d'appropriation, que sont la capacité de colonisation du délaissé par la nature, sa capacité d'appropriation anthropique et sa capacité d'appropriation spéculative. Ces différentes appropriations concernent uniquement le temps de veille. L'appropriation spéculative apparaît donc dès l'acte d'abandon avec les premières réflexions sur l'usage du délaissé et se termine avec la mise en œuvre effective d'un projet ; cette dernière forme d'appropriation n'est pas visible physiquement.

6. INDICATEURS ET PARAMÈTRES

Les indicateurs utilisés sont regroupés en deux catégories principales : les caractéristiques propres au site et le contexte dans lequel s'insère le délaissé. Chacune regroupe cinq indicateurs[8]. Parmi les caractéristiques propres au site, se trouvent les paramètres physiques, écologiques, environnementaux, anthropiques, ainsi que fonciers et urbanistiques. Parmi les caractéristiques de contexte se trouvent la connectivité, l'accessibilité, les équipements, le cadre de vie ainsi que les plans stratégiques et réglementaires et périmètres d'intervention. Chaque indicateur reprend plusieurs variables. Il s'agit de paramètres observables sur place ou grâce aux données disponibles : on retrouve notamment les dimensions du site, son âge, son intensité de gestion, des caractéristiques de son sol, sa valeur sociale ou paysagère, le type de propriété, son affectation au PRAS, sa place au sein des plans stratégiques. Pour chacun, des valeurs seuils et niveaux de contrainte sont attribuées sur la base de la littérature, de même que pour l'indice de mutabilité comme pour les trois types d'appropriations qui constituent les indices intermédiaires.

7. PONDÉRATION ET RECOURS AUX EXPERTS

Si les valeurs seuils et niveaux de contraintes peuvent être justifiés grâce à la littérature, la pondération des indicateurs relève pour beaucoup d'un jugement de valeur et reflète la contribution de chaque indicateur à l'indice. La pondération, ou affectation du budget aux différents indicateurs, est une étape en cours de notre recherche, qui revient à classer les indicateurs par ordre d'importance relative. Il est demandé aux experts de répartir un budget de 100 points entre les indicateurs en se basant sur leur expérience et leur jugement de l'importance relative des indicateurs dans la mutabilité d'une friche urbaine. Cette importance relative est jugée en fonction de la pertinence de l'indicateur par rapport à la temporalité d'une friche. 15 experts ont été sélectionnés de manière à couvrir, par leurs profils, l'ensemble des dimensions thématiques liées à la mutabilité des friches : propriété ou gestion de foncier, aménagement et développement, environnement,

7 Évolution des projections que se font, pour un site, des acteurs aux intérêts souvent divergents.

8 Il est important de préciser que notre communication porte sur un travail en cours. Les résultats présentés ici sont donc provisoires.

élaboration des stratégies, de la planification et des règlements, instruction des permis, développement socio-économique, militance. Ils sont issus des domaines public et parapublic, d'associations professionnelles et de conseils, ou encore du milieu associatif.
Les poids de chaque indicateur seront calculés en faisant la moyenne des budgets alloués. En cas de divergences significatives d'affectation du budget par les experts, le processus est relancé, et ce de manière itérative jusqu'à convergence.

8. POURSUITE ET PERSPECTIVE DES TRAVAUX

L'élaboration d'un indice de mutabilité constitue une étape importante de la recherche *biodiv.temp*. Une fois la première version de l'outil disponible, nous pourrons lancer les phases d'application aux délaissés bruxellois composant notre corpus. Dans un premier temps, nous travaillerons sur un échantillonnage, ce qui permettra d'apporter d'éventuelles corrections à l'outil de définition de l'indice. Ensuite, nous appliquerons le processus à l'ensemble des sites de notre corpus. Nous pourrons alors observer leur potentiel de mutabilité et en tirer de premières conclusions sur le potentiel de développement de la biodiversité temporaire sur les délaissés urbains bruxellois. Partant de ces différents résultats, nous établirons les corrélations entre les caractéristiques typologiques des délaissés, les paramètres et indicateurs qui composent l'indice, la mutabilité des sites, leur potentiel d'accueil de la biodiversité temporaire ou encore les temporalités d'appropriations de ces sites. Enfin, nous établirons des recommandations politiques, notamment d'adaptation de réglementations et outils stratégiques, opérationnels ou de planification, afin de développer la biodiversité à Bruxelles grâce à la prise en compte et au développement de la biodiversité temporaire sur les délaissés urbains, en conciliation avec les besoins de développement urbain de la région de Bruxelles-Capitale.

RÉFÉRENCES

Ambrosino C., Andres L., 2008, « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace », *Espaces et sociétés*, 2008/3, n° 134, p. 37-51 [en ligne : doi.org/10.3917/esp.134.0037].
Clément G., 2004, *Manifeste du tiers paysage*, Paris, Sujet / Objet.
Diguet C., 2018, *L'urbanisme transitoire : optimisation foncière ou fabrique urbaine partagée ?* Paris, IAU ÎdF [en ligne : www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/lurbanisme-transitoire.html, consulté le 23/01/2020].
Durand A., 2017, *Mutabilité urbaine. La nouvelle fabrique des villes*, Gollion, Infolio éd.
Lemoine G., 2016, « Flores et pollinisateurs des villes et des friches urbaines… Entre nature temporaire et biodiversité en mouvement », *Bull. Soc. Bot. N. Fr.*, 69(1-4), p. 103-116.
Noury A., 2004, « Le réaménagement des friches urbaines », *Les cahiers du GRIDAUH*, numéro thématique « Droit et politiques de renouvellement urbain », n° 10, p. 169-190.
Serre M., 2017, *Le tiers foncier–ressources, controverses et expérimentations. L'exemple de la ville de Marseille*, thèse à Aix Marseille Université.

LES AUTEUR·E·S

Jonas Hanssens
UCLouvain – CREAT
jonas.hanssens@uclouvain.be

Aurélien Hucq
UCLouvain – SERES
aurelien.hucq@uclouvain.be

Fiorella Quadu
UCLouvain – CREAT
fiorella.quadu@uclouvain.be

Le rôle du droit belge dans la mobilisation des friches à des fins écologiques

AUTEUR
Aurélien HUCQ

RÉSUMÉ
Les fondements du régime juridique exclusiviste de la propriété sont de plus en plus interrogés en Belgique. Imputée d'une fonction environnementale, on attend de la propriété qu'elle prenne part aux politiques environnementales. Le droit y joue un rôle primordial en ce qu'il permet de favoriser voire d'imposer ces tendances auprès des propriétaires. Cependant, les caractéristiques des friches mettent à mal les modalités d'intervention classiques du droit de l'environnement. Le temps de veille des friches, temporalité finie parfois indéterminée, conjugué aux usages (in)formels s'y développant est difficilement appréhendé par le droit. La mobilisation de ces friches à des fins écologiques appelle le droit à innover. Cette contribution propose que cette innovation passe par la mobilisation du temps de veille de ces friches, perçu comme un « commun temporaire », en interrogeant tant le droit en l'état (*de lege lata*) que le droit prospectif (*de lege ferenda*).

MOTS CLÉS
droit, friche, commun temporaire

ABSTRACT
The foundations of the exclusivist legal system of property are being increasingly contested in Belgium. Charged with an ecological function, we are expecting property to take part in the environmental policies. Law plays an essential role by valorising if not imposing those trends on the owners. Nevertheless, the features of wastelands pull the plug on the classical ways of intervention of environmental law. Their "standby time", a finite and sometimes undetermined temporality, coupled with the (in)formal uses growing on it are hardly grasped by the legislation. The mobilisation of the ecological interests of wastelands calls for the law to evolve. This contribution suggests that this innovation be achieved through the apprehension of the "standby time" of the wastelands as "temporary commons", by interrogating the law as it is (*de lege lata*) and as it should be (*de lege ferenda*).

KEYWORDS
Law, Wastelands, Temporary commons

1. DROIT DES FRICHES, DROIT EN FRICHE ?

Cette contribution interroge le rôle que peut jouer le droit belge dans la mobilisation des friches afin de saisir l'indéniable intérêt écologique qu'elles présentent. Espaces aux usages (in)formels, nous ne nous intéressons qu'au développement de la nature sur ces friches pour en mobiliser l'intérêt écologique. Cette appropriation par le droit permettrait la gestion écologique de la friche et ouvrirait des possibilités d'aménagement en faveur de la nature selon les modalités de gestion octroyées sur la friche. Notre objectif est de questionner l'adéquation des outils juridiques que les acteurs engagés en faveur de la nature sont en mesure d'actionner afin de concrétiser leurs intentions écologiques. Les aspects juridiques de la maîtrise foncière sont déterminants à cet égard. Notre régime juridique belge de la propriété se définit par une exclusivité dogmatique. On fait également découler de l'article 544 du Code civil une portée absolue de ce droit de propriété, qui dispose que « [l]a propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements ». Cependant, cette vision absolutiste de la propriété n'est à vrai dire qu'une vue de l'esprit, qui s'est vue graduellement reconnaître certaines limites. L'exclusivité est quant à elle toujours de principe, même si des possibilités de démembrement existent. Face à ces constats, il convient de questionner l'adéquation des outils du droit de l'environnement à mobiliser écologiquement les friches. Ses modalités d'intervention, dans ses pans public et privé, pensées au sein du paradigme de la propriété exclusive s'accordent-elles avec le « temps de veille » de la friche ? Ou, les friches,

de par leurs caractéristiques particulières, n'illustreraient-elles pas l'inadéquation d'un cadre juridique faisant dogme et ne constitueraient-elles pas le terreau fertile d'innovations juridiques ? Ces questionnements, qui orientent notre recherche, nous offrent l'opportunité de nous interroger sur la pertinence de considérer ces friches autrement, au travers du « commun », concept en vogue et abondamment abordé dans la littérature juridique. Cette contribution propose une mise en cohérence des différents outils juridiques qui peuvent matérialiser l'approche conceptuelle retenue au sein du droit existant (*de lege lata*) et souhaité (*de lege ferenda*). Cette contribution espère pouvoir constituer un argument supplémentaire quant à la pertinence de faire évoluer le cadre juridique de la « propriété ».

2. LA TEMPORALITÉ DE LA FRICHE, RÉVÉLATRICE DES LIMITES DU CADRE JURIDIQUE ACTUEL ?

Il est inexact de considérer que le droit actuel ne permet pas la mobilisation temporaire des friches à des fins écologiques. Cela dit, cette mobilisation devra nécessairement passer dans le cadre actuel de la propriété exclusive privée ou publique, et sera donc, en principe, soumise aux velléités du propriétaire. Ce principe est néanmoins atténué par les possibilités régaliennes d'imposition, par la loi, de limites visant à activer le potentiel écologique des friches. Les servitudes légales d'utilité publique illustrent parfaitement cette possibilité. Sur la base des raisonnements qui précèdent, il revient dès lors d'analyser les différents outils que le droit belge offre en prenant comme critère leur prise en compte de la temporalité de la friche. Une telle analyse fait ressortir que le droit de l'environnement s'acclimate mal à une temporalité finie et incertaine dans sa durée. Deux écueils peuvent être distingués. Premièrement, le droit n'est actuellement pas suffisamment équipé pour mobiliser de manière temporaire les friches lorsque leur propriétaire les délaisse. On épinglera cependant la convention d'occupation précaire (Bernard, 2017) qui recèle selon nous un potentiel intéressant de prise en compte de cette temporalité. Il s'agit d'une convention qui se définit par la « faculté accordée à une personne pour l'utilisation d'un immeuble déterminé contre le paiement d'un prix, et ce jusqu'à révocation » et qui n'offre aucune garantie quant à sa durée. Initialement prévue en matière de logement, son utilisation ne peut s'épuiser dans ce domaine et gagnerait à imprégner la pratique du droit de l'environnement. En outre, et cela constituera notre second écueil, il ressort des développements ci-dessus que la mobilisation des friches, fonciers appropriés, est nécessairement circonscrite par les propres limites de la conception juridique de la propriété. Cela ne signifie pas qu'une telle mobilisation est vouée à l'échec, mais qu'elle est sujette à certaines forces structurantes qui, si contraires, lui sont difficilement surmontables. Enfin, cette mobilisation juridique des friches permet-elle d'appréhender toute la complexité des appropriations qui s'y mettent en place ? Il est certain que la mobilisation écologique des friches n'est pas assurée, ce qui semble être la perte d'une chance d'assurer la maximalisation du potentiel écologique de la friche. Il convient de penser l'évolution du droit au travers des difficultés qu'inspirent la mobilisation de ces friches. Pourquoi ne pas dès lors penser la friche comme un « commun » ? Une telle perception ne constituerait-elle pas la mise en cohérence bienvenue de tous ces outils juridiques en leur rendant un sens de faire en « commun » ? N'ouvrirait-elle pas, en outre, à la protection d'une multiplicité d'usages, pas seulement écologiques, mais également anthropiques au sein de ces espaces ? En ce sens, ne pourrait-elle permettre une multiplication des possibilités d'accès pour la population à des espaces végétalisés ?

3. LA FRICHE, TERREAU D'INNOVATIONS JURIDIQUES

3.1. Ébauche conceptuelle du commun et de la friche

Concepts aux contours hésitants, la perspective disciplinaire oriente nécessairement leurs compréhensions. Le « commun » est appréhendé différemment selon les disciplines visées (Cornu *et al.*, 2017). Nous préférerons, dans cette contribution, l'approche du « commun » qui vise l'action collective (Dardot & Laval, 2014). Cette préférence résulte de l'objectif de protéger juridiquement les usages qui se développent sur l'espace en « friche » qui en constitue le support. Nous retiendrons une conception du « commun » qui réunit trois caractéristiques (Coriat, 2015) : une ressource, un régime de propriété particulier et original, et une structure de gouvernance appropriée. La diversité des réalités que recouvrent les friches ne permet pas aisément de les unifier à l'aune d'un seul concept juridique unificateur (Noury, 2004). Partant de la définition retenue d'« espace urbain temporairement dépourvu d'un usage officiel », nous en proposons une définition juridique qui la voit comme un espace foncier, bâti ou non, délaissé pendant un certain temps, déterminé ou non, par son propriétaire. Pour nous, il importe que le droit de l'environnement investisse ce temps de veille sous un nouveau paradigme, ce que les communs pourraient instituer comme nous le proposons.

3.2. La friche en tant que ressource temporaire

Il paraît évident de prime abord que la ressource mise en commun est la friche en tant que ressource foncière. Néanmoins, arrêter le raisonnement à ce constat ne permet pas de rencontrer les spécificités des friches. Plus qu'un espace, la friche est affectée d'une temporalité propre, par définition temporaire. On peut donc raisonnablement se demander si la mise en commun sur une friche porte sur la ressource elle-même ou si elle ne se double pas d'une dimension temporelle finie. Ne pourrait-on pas considérer dès lors que le « temps de veille » de la friche fait partie intégrante de la ressource mise en commun, menant dès lors à un « commun temporaire » ? Cette perspective semble intéressante en ce qu'elle s'émancipe de la ressource foncière pour adresser le cœur de ce qui peut être mis en commun : la temporalité de veille de l'espace en attendant son affectation future. La valorisation de ce temps de veille pourrait par ailleurs juridiquement fonder la mise en commun de la friche.

3.3. Propriété(s) et friches

Le régime juridique de propriété de la friche mise en « commun » peut se concevoir à l'aune soit d'une appropriation collective soit d'une modulation d'accès à la propriété privée. Le faisceau de droits (*bundle of rights*), qui est une conception de la propriété qui vise à la détricoter en différents droits ou usages, nous apparaît comme une piste à privilégier. On y distingue, dans la lignée ostromienne (Ostrom, 2015), les droits d'accès et prélèvement, gestion, exclusion et aliénation. Les deux premiers droits constituent des droits d'usage tandis que les trois derniers reflètent des droits exercés collectivement. Extrêmement intéressante, cette vision n'a pas encore formellement imprégné notre régime juridique de la propriété mais permet de la repenser (Orsi, 2013). Il est néanmoins possible de procéder, à l'heure actuelle, à des constructions juridiques plus ou moins complexes qui tendent à assurer de manière artificielle ce faisceau de droits qui, bien qu'artificiel, serait à même de multiplier les possibilités de gestion commune de la ressource – ici la friche – dans le respect des caractéristiques qu'on lui reconnaît, notamment au niveau de la temporalité. Il pourrait en outre octroyer un droit d'accès aux populations à la friche.

3.4. Gouvernance

La structure de gouvernance devra adresser les objectifs qu'on investit potentiellement sur cette friche : la mobilisation de l'intérêt écologique, d'une part, mais également la reconnaissance des autres usages informels anthropiques. Il ne s'agit pas de faire des friches des espaces sanctuarisés temporaires de la nature où l'humain n'aurait pas sa place. Les conflits qui pourraient résulter de la multiplicité de ces intérêts doivent pouvoir être arbitrés. Il semble qu'à cet égard le droit existant soit mieux fourni, ce qui n'est point étonnant car ces problématiques de gouvernance dépassent le simple cadre du droit de l'environnement. Il n'existe pas de cadre théorique général de gouvernance idoine, celui-ci se façonnant aux besoins rencontrés par la pratique (Weston & Bollier, 2013) ainsi que par les possibilités pratiques qu'offre la morphologie de la friche. La gestion par une personne morale de droit privé ou de droit public semble une piste intéressante en l'état du droit belge actuel. Du reste, il importe de préciser que la structure de gouvernance n'exclut pas d'elle-même les pouvoirs publics. Un exemple éloquent à ce sujet est le « Commons Josapahat » qui s'est établi sur la friche éponyme : cette friche de 24 ha située en région de Bruxelles-Capitale est occupée par une plateforme indépendante d'habitants du quartier, de militants et d'associations qui occupe le terrain pour produire la ville différemment. Ce collectif a porté aux pouvoirs publics une proposition de développement de la friche qui propose de s'appuyer pour la gouvernance de son développement sur des moyens en droit déjà existants, en l'occurrence un organisme créé par voie législative.

4. PERSPECTIVES D'AVENIRS

4.1. Évolution juridique

Face aux limites du cadre juridique actuel énoncées plus haut, quelles sont les perspectives d'une meilleure prise en compte de l'intérêt écologique de ces friches ? Il y a à vrai dire deux voies possibles : l'évolution ou la révolution juridique. L'évolution juridique reste dans le carcan de la propriété privée pour l'astreindre d'une destination environnementale, tandis que la révolution juridique conçoit une appropriation collective temporaire de la friche. Dans le cadre de cette contribution, nous nous situons au sein du cadre de la propriété exclusiviste, tout en la modulant afin d'y intégrer des considérations environnementales au travers de différents outils juridiques. Cette évolution pourrait, à nos yeux, utilement se nourrir des innovations juridiques provenant d'ordres juridiques étrangers (Lafaye & Vanuxem, 2015). Ce mouvement est d'ailleurs déjà en marche et commence à intégrer le droit positif notamment par le biais de la thèse de la fonction écologique

de la propriété (Millet, 2015). Du reste, l'approche prise reste volontariste. Serait-il permis de considérer que les propriétaires soient tenus comme obligés de valoriser écologiquement ces temps de vacance sur la base de la théorie de la fonction écologique ? On pourrait imaginer une obligation de gestion écologique de son terrain selon un cahier des charges approuvé par les autorités publiques compétentes. Le droit actuel ne permet pas (encore ?) cette possibilité.

4.2. Quelques difficultés et limites aux évolutions juridiques

Les développements qui précèdent ne peuvent cacher les difficultés d'une telle entreprise. Nous en soulignons ici quelques-unes. La principale difficulté relève à nos yeux de la détermination du temps de veille de la friche. Alors que la fin du temps de veille pourrait correspondre à la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme, le moment de vacance, éminemment factuel, est plus difficilement appréhendable par le droit. Il nous semble que cela doit être déterminé à l'occasion de la conclusion ou de la délivrance d'actes juridiques qui concerne l'espace. Somme toute, le droit de l'urbanisme pourrait tout à fait intégrer cette temporalité lors de la délivrance d'un permis d'urbanisme, sous la forme d'une charge d'urbanisme, moyennant certaines adaptations pour rendre le régime cohérent. Deuxièmement, il ne s'agit pas de remettre en cause la temporalité limitée de la friche, il s'agit seulement de mobiliser le « temps de veille ». Cette contribution ne prend pas position sur la légitimité ou l'opportunité de la mutabilité de la friche. Troisièmement, la nécessité d'une volonté politique constitue la clé de voûte de cette évolution. L'exemple de la friche Josaphat est paradigmatique à cet égard ; elle fait d'ailleurs défaut en l'espèce : un plan d'aménagement directeur de la friche, proposant une vision tout autre que celle défendue par le Commons Josaphat est aujourd'hui en cours de finalisation. Enfin, cette contribution n'épuise pas les différentes questions juridiques qui pourraient se poser. Ainsi, les questions de troubles de voisinage, de responsabilité(s) en cas d'incident sur la friche ou d'arbitrage des différents usages restent-elles encore à élucider. C'est, pour ainsi dire, un travail titanesque qui attend le juriste qui souhaite s'engager dans cette voie.

RÉFÉRENCES

Bernard N., 2017, « Les occupations temporaires : guide juridique et pratique », *Revue pratique de l'immobilier*, vol. 2, p. 8-172.

Coriat B. (dir.), 2015, *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire*, Paris, Les Liens qui Libèrent.

Cornu M., Orsi F., Rochfeld J., 2017, *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF.

Dardot P., Laval C., 2014, *Commun : essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte.

Lafaye C. G., Vanuxem S. (dir.), 2015, *Repenser la propriété, un essai de politique écologique*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille.

Millet L., 2015, *Contribution à l'étude des fonctions sociale et écologique du droit de propriété : enquête sur le caractère sacré de ce droit énoncé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789*, thèse en droit à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Noury A., 2004, « Le réaménagement des friches urbaines. Droit et politiques de renouvellement urbain », *in* Collectif, *La Documentation française*, coll. « Les cahiers du GRIDAUH », nº 10 p. 169-190.

Orsi F., 2013, « Elinor Ostrom et les faisceaux de droits : l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune », *Revue de la régulation*, nº 14, p. 1-27.

Ostrom E., 2015, *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action,* Cambridge, Cambridge University Press, coll. « Canto Classic ».

Weston B. H., Bollier D., 2013, *Green Governance: Ecological Survival, Human Rights, and the Law of the Commons*, Cambridge, Cambridge University Press.

L'AUTEUR

Aurélien Hucq
UCLouvain – SERES
aurelien.hucq@uclouvain.be

Quand les politiques publiques suscitent de la réactivation citoyenne de locaux vacants : le cas du Livradois-Forez

AUTEUR·E·S
Isabelle IMHOF,
Sarah DUBEAUX,
Yoan MIOT

RÉSUMÉ
Cette communication vise à analyser un processus de réactivation de bâtis vacants par des collectifs habitants dans le Livradois-Forez en lien avec une politique publique de revitalisation des centres-bourgs. En effet, ce territoire rural, caractérisé par une décroissance territoriale séculaire, abrite une démarche inédite depuis 2012. En focalisant l'attention sur l'enjeu de la vacance et privilégiant une approche participative et expérimentale, l'étude attire une catégorie d'acteurs extérieurs et transforme le rapport à la vacance qu'entretient une partie des élus et habitants du territoire. Afin de mieux analyser ce processus, nous étudierons trois cas : la transformation d'un immeuble d'activités en colocation (l'Épaisse Cargne de Cunlhat), la création d'un tiers-lieu dans une maison de bourg (les Lococotiers d'Ambert) et la création d'un commerce à Sauxillanges (l'Alternateur). De nature diverse, ces trois projets sont issus de rapports contrastés avec les élus locaux et les politiques publiques.

MOTS CLÉS
espaces vacants, action publique, revitalisation rurale, collectifs d'habitants, décroissance

ABSTRACT
This communication aims to analyse a process of reactivation of vacant buildings by resident's collectives in Livradois-Forez in connection with a public policy of town centre revitalisation. Indeed, a new approach has been developed since 2012 in this rural territory characterised by a secular territorial decline. By focusing attention on the stake of the vacancy and favouring a participative and experimental approach, the study attracts outside stakeholders and transforms the relationship with the vacancy of some of the elected officials and residents of the territory bears. In order to better analyse this process, we will study three cases: the transformation of an office bank into a co-living (the Cunlhat savings bank), the creation of shared activity building in a town house (the Lococotiers of Ambert) and the re-creation of a shop in Sauxillanges (the Alternateur). Of a diverse nature, these three projects come from contrasting relationships with local elected officials and public policies.

KEYWORDS
Vacant spaces, Public policies, Rural regeneration, Local organised community, Shrinkage

INTRODUCTION

Au-delà de la question bien étudiée des friches industrielles, le problème des espaces vacants en France est une question ancienne mais à l'actualité renouvelée (Arab & Miot, 2020). Trois facteurs principaux expliquent ce regain : le paradigme de la ville durable considérant ces espaces en opportunités foncières, le phénomène de décroissance urbaine (Martinez-Fernandez *et al.*, 2012), et l'accroissement et la diversification des espaces vacants. L'ensemble de ces facteurs appelle à un renouvellement des approches, notamment vers une prise en compte transversale de la vacance (Arab & Miot, 2020 ; Dubeaux, 2017), mais interpelle aussi les cadres actuels de l'action publique et ses dispositifs. À l'échelle nationale, les espaces vacants sont abordés de manière sectorielle et dans une perspective de remise sur le marché jamais questionnée, alors même que l'hétérogénéité des trajectoires de développement territorial interroge ce postulat. L'action sur la vacance implique de mobiliser une diversité de politiques, d'acteurs et d'instruments d'horizons variés (habitat, commerce, aménagement, espaces publics…). Dès lors, agir sur la vacance appelle à des innovations d'autant plus fortes que les expertises et les connaissances sont rares ou éparses, que les dispositifs d'action restent à élaborer, que les expériences sont inexistantes (Arab, 2015 ; Rufat, 2019).

Dans cette optique, notre communication a pour objectif de documenter des modalités de réactivation de bâtis vacants par des collectifs habitants. Ce type de démarche s'inscrit dans le modèle ancien des friches culturelles (Vivant, 2006 ; Andres & Grésillon, 2011) et la mobilisation croissante de l'urbanisme transitoire (Pinard & Vivant, 2017). Cependant, ces actions se déploient plutôt dans des territoires métropolitains caractérisés à la fois une densité d'acteurs culturels et des besoins non pourvus pour des activités classiques aux modèles économiques fragiles. Dans quelle mesure ces démarches de collectifs habitants peuvent-elles émerger dans d'autres contextes, comme par exemple des territoires décroissants et ruraux ? Selon quel lien avec la puissance publique ?

Pour étudier ces questions, nous nous intéresserons au cas du parc naturel régional (PNR) du Livradois-Forez où depuis 2015 un ensemble de bâtis vacants ont été réactivés par des collectifs habitants. Nous commencerons par rendre compte de trois projets en décrivant leur nature et les acteurs qui les portent. Puis nous montrerons les conditions de leur émergence, avec notamment le rôle essentiel des études participatives de revitalisation des centres-bourgs portées par le PNR et les communes. Nous terminerons par souligner que, si leur émergence prend racine dans ce contexte de politiques publiques favorables, le soutien politique à ces démarches n'est pas pour autant acquis, questionnant le rapport culturel, social, voire politique aux espaces vacants et à leurs nouvelles formes d'occupation.

Cette communication s'inscrit une recherche-action fondée sur une enquête qualitative de 13 entretiens, d'observations de réunions et d'analyses de documents d'action publique. Financée par le programme Plateforme d'observation des projets et des stragégies urbaines (POPSU) Territoires, débutée en janvier 2020, elle est menée avec et dans l'intercommunalité d'Ambert-Livradois-Forez, en partenariat avec le PNR du Livradois-Forez et la ville d'Ambert.

1. TROIS RÉACTIVATIONS SINGULIÈRES DE BÂTIS VACANTS : TIERS-LIEU, COLOCATION ET MAGASIN CITOYEN

Depuis 2015, des réactivations de bâtis vacants ont été portées collectivement par des associations d'habitants au sein du PNR. Ces associations créées pour l'occasion ont fait l'acquisition de différents bâtis alors vacants : une maison de bourg de 300 m² à Ambert, une ancienne antenne de la Caisse d'épargne à Cunlhat et un rez-de-chaussée commercial vide à Sauxillanges.

Les projets sont de natures différentes. Le premier est un tiers-lieu associatif (Les Lococotiers) regroupant des travailleurs dans le domaine de l'architecture, du design, du graphisme et accueillant également diverses associations dans des salles mises à disposition. Il est né de la volonté de professionnels de l'architecture et de l'urbanisme de démontrer les possibilités de développement d'activités dans le centre-bourg d'Ambert en s'alliant avec des associations locales qui avaient des besoins non pourvus. Le deuxième projet est un logement en colocation (L'Épaisse Cargne), auto-réhabilité, regroupant onze personnes plutôt jeunes issues de la région et exerçant des professions diverses en lien avec l'architecture, la médecine, l'enseignement ou encore le domaine artistique. Le troisième est un magasin associatif centré sur la vente de produits locaux bio (l'Alternateur), dont une partie du local fait par ailleurs office de lieu de convivialité. Tenu par des bénévoles, le projet est issu de la mobilisation d'un groupe d'habitants face à la fermeture et relocalisation de l'épicerie du centre-bourg en entrée de commune. Ces trois projets ont en commun de se situer aux franges des marchés urbains classiques (François, 2008) ; ils répondent à des besoins et des demandes dont les formes habituelles de commerce, de lieu de travail ou de logement répondent difficilement, particulièrement dans les espaces ruraux. Ils sont par ailleurs permis par des prix de marchés très faibles ; la maison de 300 m² a été acquise pour 50 000 € et la future colocation pour 22 500 €.

Au-delà, ces projets de réactivation ont tous en commun de prendre racine dans la démarche de revitalisation des centres-bourgs du Livradois-Forez, très centrée sur les enjeux de réactivation des lieux vacants.

2. HABITER AUTREMENT LES CENTRES-BOURGS DU LIVRADOIS-FOREZ : UN CONTEXTE FAVORABLE À L'ÉMERGENCE DE COLLECTIFS D'HABITANTS DANS UNE PERSPECTIVE DE REVITALISATION

Créé en 1986, le PNR du Livradois-Forez opte pour une perspective de développement et de lutte contre « la déprise sociale, économique et démographique » du territoire (PNR LF, 2011). Dans le cadre de l'élaboration de sa charte en 2011-2012, les élus du territoire se sont interrogés sur les causes d'une vacance de plus en plus visible à l'échelle des centres-bourgs, qui est apparue d'autant plus problématique que le territoire, après plus d'un siècle de décroissance démographique, connaissait pour la première fois un solde migratoire positif mais insuffisant pour contrebalancer la tendance générale. Dans ce cadre, le syndicat mixte du PNR a créé

un atelier rural d'urbanisme centré sur les enjeux de revitalisation des centres-bourgs et la lutte contre la vacance. Sa mission consiste à porter des études à la fois stratégiques et opérationnelles.
Intitulées « Habiter autrement les centres-bourgs », les études stratégiques sont issues d'une phase d'expérimentation menée en 2011-2012. Elles poursuivent plusieurs objectifs : élaborer des projets pré-opérationnels de revitalisation mais aussi construire un cadre prospectif et méthodologique. L'enjeu ici est de changer le regard des habitants, des usagers et des élus sur l'habiter du centre-bourg. Cette dimension se retrouve tant dans les cahiers des charges de la phase expérimentale que dans les études conduites ensuite. Elle se traduit par des démarches participatives de formes diverses. Ainsi, à Cunlhat, la production d'une étude et d'un projet a été accompagnée de la réalisation d'un film participatif d'une quinzaine de minutes, intitulé « La glace à la fourme », qui met en scène les Cunlhatois face à l'arrivée potentielle dans le centre-bourg d'un nouvel habitant qu'il s'agit de convaincre. À Ambert, l'étude est menée en résidence pour l'équipe de maîtrise d'œuvre. Cette dernière a également tenu un local dans un ancien commerce et a expérimenté des projets d'espaces publics avec des habitants dans diverses parties du bourg. À Sauxillanges, l'équipe de maîtrise d'œuvre a résidé une semaine par mois dans le bourg en mobilisant un ancien garage comme lieu d'échanges et d'accueil de la population.
Les trois projets de réactivation de bâtis vacants décrits précédemment s'inscrivent pleinement en continuité de cette dynamique. Deux types de positionnement par rapport aux politiques publiques existent. Dans le cas du tiers-lieu et de la colocation, il fallait démontrer des idées avancées dans les études de revitalisation des centres-bourgs, ces projets étant en partie portés par des membres des collectifs d'architectes recrutés comme maîtres d'œuvre. Il s'agissait en quelque sorte d'actes militants de jeunes professionnels, plutôt néo-ruraux. Dans le cas du magasin associatif, c'est le processus participatif ouvert par l'étude qui a conduit à l'émergence du projet porté par des habitants. Les architectes urbanistes de l'étude ont accompagné, dès le deuxième mois de l'étude, un groupe d'habitants opposés à la fermeture de l'épicerie du bourg dans la création du nouveau magasin. Formées à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire, elles apportent auprès des habitants certains outils indispensables à la concrétisation de ce magasin (statuts associatifs, modèle économique, etc.) et les accompagnent dans l'auto-réhabilitation du local. Ainsi, ces trois projets ont en commun d'avoir en leur sein ou d'être suscité par des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme engagés dans les études de revitalisation des centres-bourgs.

3. DES ACTEURS POLITIQUES ACCUEILLANT DIVERSEMENT CES RÉAPPROPRIATIONS INHABITUELLES : DU SOUTIEN À L'OPPOSITION

Si ces réactivations découlent en partie des études « Habiter autrement les centres-bourgs », les relations entre les porteurs de projets et les acteurs publics ne sont pas pour autant simples. Ainsi, trois attitudes se dessinent du côté des élus municipaux :

– Une mise à distance et une absence de soutien aux projets. C'est le cas à Ambert à propos de la création du tiers-lieu. D'une part, la démarche participative de l'étude a suscité l'inconfort chez les élus : une partie de l'opposition s'est saisie du processus pour critiquer l'équipe municipale tandis que quelques expérimentations menées par le collectif d'architectes ont pu créer des points de frictions avec certains habitants. D'autre part, une partie des conclusions de l'étude s'est vue peu appropriée par les élus, notamment concernant les activités en centre-bourg. De ce fait, lorsque le collectif leur a proposé de soutenir la création d'un tiers-lieu, il a obtenu une fin de non-recevoir : le projet ne s'est concrétisé que grâce au soutien de la sous-préfète et aux apports personnels des différents membres de l'association.
– Une neutralité bienveillante. C'est le cas de la colocation collective à Cunlhat où le maire a participé activement à l'étude notamment en apparaissant dans le film. Il reconnaît l'impact et la dynamique créés par l'étude et se saisit de certaines conclusions, notamment sur la nécessité de faire baisser les prix du marché immobilier local pour susciter des projets de réactivation. Constatant des réussites rapides *via* la vente du patrimoine immobilier communal « à prix cassés », le projet porté par le collectif est favorablement accueilli, d'autant plus qu'il évite la vacance d'un nouveau bâtiment sur la place centrale et commerciale du bourg. Il suscite cependant des craintes dans la majorité municipale face à un profil d'occupant proche des néo-ruraux. Le maire choisit cependant de ne pas préempter le bien : échaudé par d'autres projets municipaux, il considère en effet qu'il est plus efficace de faire faire que de porter des projets publics de réactivation de lieux vacants. Cependant, l'engouement du collectif conduit à la mise en minorité de l'élu à propos de la réappropriation d'un four à pain abandonné. Ainsi, le soutien à ces réappropriations n'est pas sans risque politique.
– Un soutien municipal plein et entier. C'est le cas à Sauxillanges pour la réactivation du commerce. Sollicités par l'équipe de maîtrise d'œuvre pendant l'étude stratégique, le maire et l'équipe municipale acceptent la constitution d'un groupe spécifique pendant l'étude pour accompagner le projet de magasin associatif.

CONCLUSION

Au final, à travers cette communication, on constate une porosité entre les politiques publiques et les initiatives locales sur les friches, à la fois territoires d'innovation et temps de conflit. Ainsi, l'étude « Habiter autrement les centres-bourgs » s'est caractérisée par une ouverture forte, en particulier à travers les cahiers des charges et donc les critères de recrutement de la maîtrise d'œuvre, ainsi qu'une démarche participative et une expérimentation. Par ce positionnement, les acteurs publics ont pleinement contribué à l'émergence de projets « alternatifs » et à la (re)création d'une dynamique locale habitante en lien avec des besoins non pourvus. L'étude se traduit par l'écriture d'un nouvel imaginaire des centres-bourgs ; elle produit également, par l'extériorité qu'elle apporte, un autre regard sur les bâtis vacants et leurs usages possibles. Elle peut être analysée comme un processus inabouti d'acculturation d'une partie des habitants, techniciens et élus par rapport à des utilisations plus classiques des espaces en friche.

RÉFÉRENCES

Andres L., Grésillon B., 2011, « Les figures de la friche dans les villes culturelles et créatives. Regards croisés européens », *L'Espace géographique*, 40(1), p. 15-30.

Arab N., 2015, *L'urbanisme et l'innovation*, HDR à l'Université Paris-Est, vol. 2/3.

Arab N., Miot Y. (dir.), 2020, *La ville inoccupée. Les espaces vacants : enjeux et défis opérationnels*, Paris, Presses des Ponts.

Dubeaux S., 2017, *Les utilisations intermédiaires des espaces vacants. Transferts et transférabilité entre l'Allemagne et la France,* thèse de doctorat à l'ENS [en ligne : www.aurh.fr/prospective/utilisations-intermediaires-des-espaces-laisses-vacants/].

Martinez-Fernandez C., Audirac I., Fol S., Cunningham-Sabot E., 2012, "Shrinking Cities: Urban Challenges of Globalization", *International Journal of Urban and Regional Research*, 36(2), p. 213-225 [en ligne : doi.org/10.1111/j.1468-2427.2011.01092.x].

Pinard J., Vivant E., 2017, « La mise en événement de l'occupation temporaire : quand les lieux artistiques *off* inspirent les opérateurs *in* de la production urbaine », *L'Observatoire*, 50(2), p. 29-32.

PNR LF, 2011, *Charte du parc naturel régional du Livradois-Forez.*

Rufat S., 2019, « Qu'est-ce que l'expérimentation dit ou fait des territoires ? », *L'Espace géographique*, 48(1), p. 57-76.

Vivant E., 2006, *Le rôle des pratiques culturelles « off » dans les dynamiques urbaines*, thèse de doctorat à l'Université Paris 8.

LES AUTEUR·E·S

Isabelle Imhof
Université Gustave Eiffel – LATTS
iisabelle.imhof@sciencespo.fr

Sarah Dubeaux
Université Gustave Eiffel – LATTS
sarah.dubeaux@gmail.com

Yoan Miot
Université Gustave Eiffel – LATTS
miot.yoan@gmail.com

Tiers-lieux et transition urbaine. Le pari de la co-création de valeur(s) sur les friches industrielles de Saint-Sauveur et Fives-Cail à Lille (France)

AUTEUR
Christine LIEFOOGHE

RÉSUMÉ
Le modèle de la ville durable, dense et mixte, et les objectifs de « zéro artificialisation des sols » font des friches urbaines et industrielles une ressource foncière à forte valeur potentielle pour les acteurs de la fabrique urbaine. La communication interroge la création de valeur(s) dans des espaces économiquement obsolètes et aux coûts de réhabilitation élevés. Au-delà de l'occupation temporaire des friches et d'urbanisme transitoire, les exemples de tiers-lieux créés sur les friches Saint-Sauveur et Fives-Cail à Lille montrent que la co-création de valeur avec les usagers n'est pas que l'expression d'acteurs transitoires participant à la revalorisation symbolique d'une friche en attente de projet. Ces acteurs font le pari de tiers-lieux viables fondés sur une économie collaborative, sociale et solidaire tout en revendiquant un rôle à part entière dans la fabrique du projet urbain.

MOTS CLÉS
tiers-lieux, friches industrielles, co-création de valeur, projets urbains, transition

ABSTRACT
The model of a sustainable, dense and mixed city, and the objective of "zero waterproofing» of new urban surface make brownfields a land resource with high potential value for the urban planning stakeholders. The paper questions the creation of value(s) in economically worthless spaces that have also to support high rehabilitation costs. Beyond the question of temporary or even transitory town planning, the examples of third places created on the brownfields of Saint-Sauveur and Fives-Cail in Lille (France) show that co-creation of value(s) with users is not only the result of transient actors participating in the symbolic revaluation of a wasteland awaiting a project. These actors are betting on viable third-places based on a collaborative and inclusive economy while claiming a full role in the making of the urban project.

KEYWORDS
Third Places, Industrial brownfields, Value co-creation, Urban projects, Transition

La fabrique d'une ville dense et durable passe par le recyclage des friches, en particulier celles issues de l'obsolescence des modes de production. De nombreux projets urbains ont misé sur l'économie culturelle et créative ou l'économie de la connaissance (Liefooghe, 2015). Plus récemment, le concept de tiers-lieux a attiré l'attention des politiques, dans une quête de modèles alternatifs mobilisant les usagers. La création de valeur(s) est au cœur de la requalification des friches. La communication propose d'analyser la polysémie de la notion de valeur dans la fabrique urbaine, notamment dans le cadre d'une transition écologique et inclusive. Les exemples de deux projets de tiers-lieux dans des friches industrielles polluées de la métropole lilloise nous permettront d'explorer la capacité des initiatives citoyennes à s'immiscer dans le jeu de la fabrique urbaine au-delà de l'urbanisme transitoire. Ces tiers-lieux en émergence font le pari d'une co-création de valeur(s) et jouent un rôle d' « objet transitionnel » (Liefooghe, 2018) pour revisiter les modèles technico-juridiques et financiers de la requalification des friches. La gouvernance des projets urbains peut-elle intégrer les porteurs de tiers-lieux comme des acteurs à part entière ?

1. DES TIERS-LIEUX POUR REVALORISER LES FRICHES URBAINES : UN PARI ÉCONOMIQUE

La mise en friche d'un espace urbain est le reflet de son obsolescence économique et technologique dans un contexte national ou international en mutation. Le traitement de ces friches passe par leur requalification,

leur régénération, leur revitalisation, leur recyclage : ces mots parlent de valeur mais pas seulement économique. La littérature sur le devenir des friches montre l'ambivalence de la création de valeur(s). L'urbanisme s'en empare comme ressource pour fabriquer la ville de demain reste la question de la valorisation de ces espaces comme porteurs de nouveaux modèles productifs.

1.1. Valeur(s) des friches urbaines : de l'obsolescence fonctionnelle aux nouveaux usages

La friche urbaine est un passif économique et engendre des coûts de maintenance dans l'attente d'un projet de substitution. La perte de valeur économique touche l'immobilier et le foncier sur le site en friche mais affecte aussi l'image et l'attractivité d'un quartier voire d'une ville. L'enjeu de la revalorisation – littéralement création de valeur nouvelle – est une question de gestion sur le long terme des délaissés urbains (Chaline, 1999). La temporalité des mutations, dans l'attente de nouvelles fonctions à implanter, autorise la recherche de valeurs nouvelles (perçue, symbolique, économique, financière) par la « mise en culture des friches » ou par des opérations d'occupation temporaire (Janin & Andres, 2008 ; Ambrosino & Andres, 2008). Mais, à terme, les projets urbains visent une valorisation économique (quartier créatif, quartier numérique, etc.). La densification des espaces urbains, la pression immobilière et foncière rendent ces friches attractives pour des investisseurs, sur le modèle de la ville néo-libérale et entrepreneuriale tandis que des modèles alternatifs plaident pour une création de valeur fondée sur l'environnement et l'inclusion sociale.

1.2. Les friches urbaines comme ressources pour la fabrique de la ville dense et mixte

Les horizons d'attente des acteurs publics évoluent en fonction des modèles économiques et urbanistiques en vogue. Les outils de la planification urbaine intègrent ces modèles et l'évolution des lois (loi relative à la solidarité et renouvellement urbains / SRU, loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové / ALUR, loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique / ELAN) engendre des obligations pour les acteurs locaux. Les friches urbaines sont un enjeu foncier et nécessitent une ingénierie spécifique pour y répondre (dépollution, portage foncier, etc.) pendant le temps long du projet. D'une vision en termes d'effacement des « séquelles » (les friches) aux pratiques de l'occupation temporaire et de l'urbanisme transitoire (Guigou & Cunningham-Sabot, 2018), de nouvelles coalitions d'acteurs de la fabrique urbaine ont des approches différentes de la friche comme ressource (Diguet, 2017).

1.3. Tiers-lieux et urbanisme de transition : la friche comme pari socio-économique

Parmi ces nouveaux acteurs, les futurs usagers ne se contentent plus de la traditionnelle participation. L'occupation temporaire d'initiative citoyenne fait émerger des tiers-lieux, espace pour créer de la valeur économique mais aussi sociale, culturelle, voire environnementale (Andres, 2011). Ces opérations disparaissent souvent quand le « vrai » projet, à vocation économique, passe en phase opérationnelle. La logique de l'urbanisme planificateur et celle des tiers-lieux sont souvent en contradiction (Besson, 2017). Comment alors envisager dans les projets urbains la consolidation de projets de tiers-lieux conçus pour et par leurs futurs usagers ? Ces tiers-lieux, qui proposent des modèles alternatifs de fabrique de la ville en transition, sont des prototypes qui questionnent aussi la gouvernance des projets urbains.

2. TIERS-LIEUX ET RECYCLAGE DES FRICHES : REVISITER LE RÔLE DES USAGERS DANS LA FABRIQUE DE LA VILLE

Les friches lilloises de Saint-Sauveur et Fives-Cail sont représentatives de la complexité de vastes sites industriels pollués à requalifier pour créer des « morceaux de ville » (ADULM, 2019). La temporalité de la mutation, sur une période de plus de dix ans, explique le pilotage par des sociétés d'économie mixte (SEM) ou des sociétés publiques locales (SPL). À partir de documents d'aménageurs, de rapports d'étude, d'articles de presse et d'entretiens avec des porteurs de projets, ce point expose les enjeux de ces deux friches puis le cas particulier des projets de tiers-lieux, qui associent des citoyens à la conception d'espaces dont ils seront les usagers.

2.1. Fives-Cail et La Loco : de la friche d'industrie ferroviaire au tiers-lieu d'initiative citoyenne

Dans le quartier ouvrier de Fives-Lille, l'entreprise Fives-Cail a fabriqué jusqu'en 2001 des locomotives, des charpentes métalliques et des tunneliers. Sur ses 17 ha va naître un éco-quartier qui se veut exemplaire : le patrimoine des halles industrielles va servir de cadre à un programme de logements, un lycée hôtelier international, des « halles gourmandes », de nouveaux espaces publics et La Loco, un tiers-lieu d'initiative

citoyenne. La Loco vise à inventer pour 2021 un lieu unique « pour et par les habitants » autour de l'économie de la fonctionnalité, avec café citoyen, épicerie bio et bureaux partagés à loyer modéré.

2.2. Saint-Sauveur et le Saint-So Bazaar : de la gare de marchandise au tiers-lieu d'économie collaborative

La friche ferroviaire de Saint-Sauveur, un espace de 23 ha, va devenir un quartier créatif et « un morceau de ville intense » à forte mixité fonctionnelle et sociale. Les enjeux fonciers et financiers de cet espace à fort potentiel opposent les aménageurs et promoteurs immobiliers d'une part, les citoyens favorables à une transition écologique, d'autre part. Au cœur de cette friche, la requalification de la « gare Saint-Sauveur » en lieu culturel et festif est un succès populaire. À proximité, une autre partie des halles de marchandise va accueillir en 2020 un tiers-lieu d'économie collaborative, associant des espaces de *coworking*, *fablabs* et autres espaces hybrides.

2.3. Quelle place pour les usagers dans la fabrique de la ville en transition ?

Les friches de Saint-Sauveur et Fives-Cail sont des espaces complexes à transformer pour créer de nouveaux « morceaux de ville ». En 2012, la Métropole européenne de Lille a confié le pilotage de l'aménagement de Fives-Cail à la SEM SORELI tandis que le projet Saint-Sauveur est porté par la SPL Euralille. Ces acteurs classiques de la fabrique urbaine associent futurs usagers et habitants, soit dans le cadre de « démarches de concertation » (participation, ateliers projet), soit dans le cadre d'un urbanisme transitoire (événementiels, préfiguration d'usages). D'autres coalitions d'acteurs mobilisent des associations d'habitants, des collectifs d'artistes, de designers et d'architectes ou des collectifs de *coworkers* et de *makers* pour proposer des visions alternatives. La gouvernance de la fabrique urbaine, formatée au partenariat public-privé (PPP), doit adapter ses pratiques pour associer les usagers potentiels dans un travail de co-création, selon le concept international du PPPP (*public-private-people partnership* ou partenariat public-privé-citoyens-ONG).

3. LA FORCE DES FAIBLES : AU-DELÀ DE L'URBANISME TRANSITOIRE, LA TRANSITION URBAINE

Ces exemples lillois sont emblématiques de la difficulté d'intégrer les initiatives citoyennes dans la phase aval, opérationnelle, d'un urbanisme de la transition urbaine. Les acteurs « alternatifs » qui ambitionnent d'utiliser les friches industrielles au service de la transition socio-économique et environnementale ne veulent pas seulement être acteurs d'une occupation temporaire dans les phases transitoires de la transformation des friches ; ils veulent aussi devenir des acteurs à part entière de la transition urbaine et de la création d'une valeur économique fondée sur l'économie sociale et solidaire (ESS) et les communs urbains. La fabrique urbaine leur laisse-t-elle cette place ?

3.1. Modèle 1 : de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) de la ville de Lille au portage du tiers-lieu par un cluster d'entreprises de l'ESS

Ce modèle est celui du Saint-So Bazaar voulu par la ville de Lille qui a lancé un appel à manifestations d'intérêt auprès des acteurs du *coworking* et des *makers* de la métropole, particulièrement actifs pour promouvoir un développement autour des principes de l'ESS et de communs. Compte tenu de la complexité technique du site à réhabiliter, la ville a choisi une solution assurantielle en proposant le portage du projet à un cluster d'entreprises qui avait l'envergure financière et les réseaux pour mener à bien le projet. Le pari du Saint-So Bazaar est d'associer *coworking*, *fablab* et espaces d'innovation ouverte (*living labs*) dans un tiers-lieu où serait co-construit un modèle d'économie créative et collaborative fondée sur l'économie sociale et solidaire.

3.2. Modèle 2 : La Loco de Fives-Cail ou l'activisme des acteurs associatifs pour un projet alternatif

Le projet urbain de Fives-Cail est multiforme et les orientations fonctionnelles, architecturales et urbanistiques ont émergé au gré d'expérimentations (événementiels, projet européen de cuisine de quartier, etc.). Le projet de La Loco est un des éléments de la revitalisation de cette friche industrielle en éco-quartier. Il a émergé en mode *bottom-up* (par le bas), avec des habitants d'un quartier populaire et des acteurs de l'ESS, dans le cadre d'une négociation avec les acteurs publics. La Loco se veut un chantier participatif exemplaire pour co-construire un tiers-lieu au service de la transition économique, sociétale et environnementale.

3.3. Co-construction de projets urbains avec les usagers-citoyens : le casse-tête technico-juridique et financier de la requalification des friches industrielles

Au-delà des ambitions sociétales et économiques de Saint-So Bazaar et de La Loco, les coalitions d'acteurs « alternatifs » ont été confrontés à de nombreux obstacles pour parvenir à réaliser leur ambition d'un tiers-lieu de la transition urbaine : les outils et les procédures de la fabrique de la ville ne sont pas adaptés à

l'intégration des usagers et des initiatives citoyennes dans la phase opérationnelle de la requalification d'une friche, au-delà de l'occupation temporaire, voire d'un processus d'urbanisme transitoire. Se pose alors la question de l'expertise : expertises professionnelles *vs* expertise des acteurs-usagers qui doivent se former aux problématiques technico-juridiques et financières au fur et à mesure qu'ils passent de l'utopie à la réalité du projet urbain.

RÉFÉRENCES

ADULM (Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole), 2019, *Une approche renouvelée des lieux vacants dans la métropole lilloise* [en ligne : www.adu-lille-metropole.org/wp-content/uploads/2019/05/etude_approche_vacance_web.pdf].

Ambrosino C., Andres L., 2008, « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace », *Espaces et sociétés*, n° 134, p. 37-51.

Andres L., 2011, « Les usages temporaires des friches urbaines, enjeux pour l'aménagement », *Métropolitiques* [en ligne : www.metropolitiques.eu/Les-usages-temporaires-des-friches.html].

Besson R., 2017, « Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines », *Territoire en mouvement,* n° 34 [en ligne : doi.org/10.4000/tem.4184].

Chaline C., 1999, *La régénération urbaine*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je », n° 3496.

Diguet C., 2017, L'urbanisme transitoire, optimisation foncière ou fabrique urbaine partagée ?, Paris, IAU ÎdF.

Guigou B., Cunningham-Sabot E., 2018, « Urbanisme transitoire : une nouvelle manière de fabriquer la ville *?», Actes du séminaire ENS-IAU sur les questions urbaines*, Paris, ENS–PSL–IAU ÎdF.

Janin C., Andres L., 2008, « Les friches : espaces en marge ou marges de manœuvre pour l'aménagement des territoires ? », *Annales de géographie*, n° 663, p. 62-81.

Liefooghe C., 2015, « Des quartiers dédiés à l'économie créative : concepts et enjeux pour les métropoles régionales françaises », *in* E. Campagnac-Ascher (dir.), *Économie de la connaissance : une dynamique métropolitaine ?*, Paris, Le Moniteur–POPSU, p. 193-235.

Liefooghe C., 2018, « Le tiers-lieu, objet transitionnel pour un monde en transformation », *L'Observatoire. La revue des politiques culturelles*, n° 52, p. 9-11.

L'AUTEURE

Christine Liefooghe
Université de Lille – TVES
christine.liefooghe@univ-lille.fr

Utilité publique et apports pédagogiques d'un atelier de projet urbain, axé sur la requalification d'une friche sidérurgique (La Louvière, Belgique)

AUTEURE
Kristel MAZY

RÉSUMÉ
Un projet de coopération transfrontalière, financé par le programme Interreg de l'Union européenne, dénommé BLUE, vise la valorisation et la sensibilisation aux ressources qu'intègrent les friches en bordure de voie d'eau. L'objectif de cette communication sera d'interroger l'utilité publique et pédagogique d'un moment de ce projet de coopération transfrontalière, axé sur un atelier de projet urbain mêlant acteurs professionnels, chercheurs, habitants et étudiants en urbanisme et architecture autour du devenir d'une vaste friche sidérurgique, située à La Louvière (Belgique). D'abord, nous préciserons les motivations de ce projet de coopération transfrontalière. Ensuite, nous exposerons les contours de cet atelier intensif de projet urbain. Finalement, nous ferons un retour réflexif sur l'utilité publique et pédagogique de cet atelier.

MOTS CLÉS
friche sidérurgique, ressources territoriales, atelier de projet urbain, pédagogie, utilité publique

ABSTRACT
A cross-border cooperation project, funded by the Interreg programme of the European Union, called BLUE, aims to enhance and raise awareness on the resources embedded by wastelands on a riverside. The aim of this paper is to explore the public and educational utility of a moment of this cross-border cooperation project, focused on an urban project workshop, which combines the intervention of professional actors, researchers, residents and students in urban planning and architecture around the future of a vast brownfield, located in La Louvière (Belgium). First, we will specify the motivations for this cross-border cooperation project. A second phase will expose the outlines of this intensive urban project workshop. Thirdly, we will discuss the public and educational interests of this workshop.

KEYWORDS
Brownfield, Territorial resources, Urban project workshop, Pedagogy, Public interests

INTRODUCTION

Très présentes en Wallonie et dans le nord de la France, les ressources des friches fluviales sont variées : zones humides, patrimoines industriels, infrastructures logistiques, espaces publics, gisements fonciers, ce qui en fait des espaces soumis à la pression immobilière. Vu l'objectif de la Commission européenne visant à supprimer d'ici à 2050 l'extension des surfaces urbanisées et sa déclinaison dans les politiques régionales, la pression foncière risque de croître sur ces friches, qui risquent d'être considérées à court et moyen terme uniquement sous l'angle du gisement foncier et du développement immobilier, au détriment d'autres ressources, moins rentables, mais néanmoins nécessaires au bon fonctionnement territorial. C'est à partir de ce constat qu'est née l'idée d'un projet de coopération transfrontalière, visant, d'une part, l'échange des connaissances à travers des journées rassemblant des chercheurs issus de disciplines variées, des étudiants, des collectivités et gestionnaires locaux et, d'autre part, la valorisation et la dissémination de ces échanges grâce à l'élaboration d'un atlas pédagogique commenté, ainsi qu'un jeu vulgarisant le rôle des acteurs et une exposition.

L'objectif de cette communication sera d'interroger l'utilité publique et pédagogique d'un moment de ce projet de coopération transfrontalière, axé sur un atelier de projet urbain mêlant acteurs professionnels, chercheurs, habitants et étudiants en urbanisme et architecture autour du devenir d'une vaste friche sidérurgique, située à La Louvière (Wallonie, Belgique). Quel(s) rôle(s) ce temps court mais intensif peut-il jouer sur la réflexion

territoriale, sur le jeu d'acteurs en place, mais aussi sur la formation des étudiants architectes et urbanistes, futurs concepteurs et opérateurs des territoires ?
D'abord, nous présenterons les intérêts progressifs manifestés pour les friches, en regard notamment de la notion de recyclage urbain. Ensuite, nous préciserons les motivations de ce projet de coopération transfrontalière. Un troisième temps exposera les contours de cet atelier intensif constituant une des deux actions phares de ce projet de coopération transfrontalière. Finalement, nous ferons un retour réflexif sur l'utilité publique et pédagogique de cet atelier.

1. FRICHE, RECYCLAGE ET PROJET URBAIN

L'expression « friche urbaine » désigne un espace inclus dans la dynamique des villes aux facteurs d'apparition multiples (déprise agricole et industrielle, multiplication d'emprises routières ; Brun, 2015). L'apparition de friches peut être comprise comme la dernière séquence d'un processus linéaire d'artificialisation des sols vers un usage unique qui aboutit, une fois cet usage éteint, à des friches urbaines ou des sols délaissés (Grisot, 2020). Ces espaces peuvent être valorisés, réaffectés pour reconstruire la ville sur elle-même. Dans le cadre de l'émergence de l'urbanisme de projet, ou le tournant post-fordiste en urbanisme, le recyclage urbain, à travers les requalifications de friches, ont rencontré progressivement plusieurs enjeux, d'ordre :

- culturel, avec l'émergence de la notion de patrimoine industriel (à partir des années 1970) ;
- politique, économique et environnemental, avec la volonté d'un retour vers les centres urbains de manière à contrer les conséquences négatives de l'étalement urbain (à partir des années 1980) ;
- social, culturel et économique, avec les initiatives d'occupations temporaires des friches connaissant un engouement ces dernières années.

Aujourd'hui, la pression foncière, lorsqu'elle s'exerce, doublée de la division fonctionnelle des sols à travers leurs affectations, risque de mettre en péril la diversité des ressources portées par les friches, notamment les réservoirs de biodiversité dont elles sont le support.

2. GENÈSE DU MICRO-PROJET INTERREG BLUE

Plusieurs moteurs sont à l'origine de ce projet de coopération transfrontalière, financé par le programme Interreg de l'Union européenne, dénommé BLUE « Les berges comme leviers d'actions urbanistiques et environnementales ».

2.1. Des projets locaux d'aménagement

Des projets de développement territorial en cours le long des cours d'eau de l'espace transfrontalier franco-belge, notamment à La Louvière et Marquette-lez-Lille, impliquent des choix d'économie territoriale, résidentielle ou productive, de valorisation paysagère, patrimoniale et environnementale. Dans d'autres régions de l'espace transfrontalier, des projets visent à renforcer la capacité des cours d'eau à connecter les territoires, à l'instar du parc bleu de l'eurométropole Lille-Tournai-Kortrijk (Grosjean, 2019).

2.2. Une thèse de doctorat en urbanisme

Un travail de thèse, réalisé en 2014, à partir des cas de Bruxelles et Lille, interrogeait la capacité du projet, comme outil opérationnel d'aménagement, à opérer une reconnexion entre villes, ports et fleuves (Mazy, 2014).

2.3. Le réseau inter-friches

Un réseau international de chercheurs et de professionnels, né en 2018 et soutenu par la Maison des sciences de l'homme de Paris Nord vise, à travers l'organisation d'ateliers centrés sur les friches, à dépasser les regards disciplinaires qui tendent à ne sélectionner qu'une de leurs dimensions : leurs matérialités, les pratiques sociales, leurs imaginaires, les formes d'engouement associatives ou politiques, etc.

2.4. La sensibilisation aux métiers de l'aménagement

La conviction partagée d'enseignants en urbanisme que la diversification des métiers de l'aménagement du territoire, particulièrement riches en ressources comme les espaces fluviaux, impose une sensibilisation à ces métiers, prenant des formes différenciées, de part et d'autre des frontières européennes.
Ces motivations ont consolidé l'importance de valoriser la diversité des ressources portées par les friches fluviales. Manquer ce temps de sensibilisation pourrait entraîner la construction d'une représentation de ces territoires en friche sous l'angle unique de l'opportunité foncière qu'ils constituent, au détriment d'autres ressources.

3. LES ATELIERS DE PROJET : LA LOUVIÈRE 2019 & MARQUETTE 2020

3.1. Objectifs des ateliers au sein du micro-projet Interreg

Une semaine intensive d'atelier, organisée à partir du cas de La Louvière en 2019, et une autre semaine, organisée à partir du cas de Marquette-Lez-Lille en 2021, visent à rassembler des étudiants de la faculté d'architecture et d'urbanisme (FA+U) de l'Université de Mons (UMons) et de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Université de Lille (IAUL). Les objectifs ont été conçus par emboîtement successif. Les ateliers de projet visent, comme points de départ, l'élaboration de scénarios prospectifs de développement projetés sur le recyclage de friches fluviales, à travers l'élaboration de schémas directeurs, qui vont ensuite alimenter deux dispositifs de sensibilisation : d'une part, un atlas commenté des ressources portées par les friches fluviales (dimension prospective) et, d'autre part, un jeu de rôle visant la vulgarisation des métiers de l'aménagement différenciés de part et d'autre de la frontière franco-belge. Ces deux dispositifs de sensibilisation seront présentés au sein d'une exposition dupliquée à La Louvière et Tourcoing, prévues à l'automne 2021.

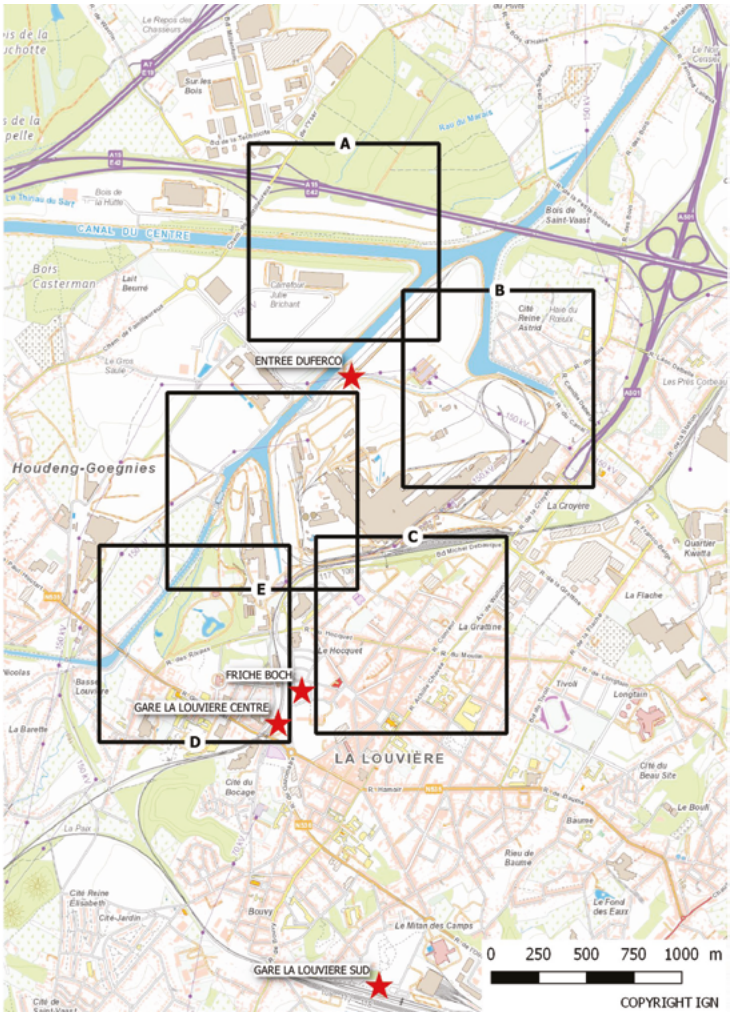
3.2. Questions

Au centre des ateliers se situe la diversité des ressources qu'intègrent les friches fluviales :

- des zones humides, riches en biodiversité,
- des espaces publics, en lien avec l'eau,
- du gisement foncier pour des opportunités immobilières,
- des infrastructures logistiques et portuaires,
- des traces patrimoniales.

La cohabitation, juxtaposition, superposition de ces ressources posent différentes questions. Comment éviter le développement d'une de ces ressources au détriment des autres ? Comment sensibiliser le grand public à ces ressources ? Comment favoriser une gestion intégrée de ces territoires ? Comment sensibiliser les futurs actifs aux métiers de l'aménagement du territoire capables de valoriser ces ressources ?

Figure 1. Périmètre des zones charnières, dans le cadre de l'atelier « La Louvière », novembre 2019



4. PROGRAMME ET DISPOSITIFS PÉDAGOGIQUES DE L'ATELIER « LA LOUVIÈRE », 2019

4.1. Programmation

Pour créer des liens entre enseignement, recherche et sphère professionnelle, les deux premiers jours de cette semaine intensive sont dédiés à la rencontre d'opérateurs, chercheurs et partenaires associés wallons et français en lien avec la gestion des différentes ressources fluviales (protection des milieux naturels, renouvellement urbain, développement portuaire ou valorisation du patrimoine, etc.). Si des habitants étaient également invités, ils ont finalement été peu représentés.

Alimentés par les témoignages des deux premières journées, les étudiants sont baignés ensuite dans un atelier de projet intensif. Nous présentons ci-dessous l'organisation de cette semaine d'atelier. Dix équipes mixtes Umons–Université de Lille sont composées de cinq étudiants, chaque étudiant défendant une des cinq thématiques territoriales au sein de son équipe :

- espaces logistiques et portuaires,
- espaces de biodiversité,
- espaces publics,
- traces patrimoniales,
- gisements fonciers : espaces à habiter.

À chaque équipe est attribuée une « zone charnière », située entre la friche sidérurgique « Duferco » et la ville de La Louvière (fig. 1). Selon Lardon et Piveteau, les « zones charnières » sont considérées comme « des zones d'interface, suffisamment spécifiques et structurées pour infléchir durablement les dynamiques de développement des territoires auxquelles elles sont rattachées » (2005).

4.2. Objectifs et délivrables

Trois délivrables étaient attendus en fonction d'objectifs pré-définis (tabl. 1).

Tableau 1. Programme, objectifs et délivrables de l'atelier « La Louvière », novembre 2019

Dates	Temps	Objectifs	Délivrables
04/11/2019	1/ Visite déambulatoire des « zones charnières »	Appréhender de manière sensible la zone charnière sous le prisme d'une thématique territoriale	Remise individuelle : 3 photos (10x15 cm) marquées d'une phrase ou d'une interrogation courte, exprimant une observation ou un étonnement en regard d'une thématique territoriale spécifique
05/11/2019	2/ Journées d'échanges rassemblant chercheurs, habitants et acteurs professionnels	Comprendre les enjeux relatifs d'une thématique territoriale à partir de discours d'acteurs (professionnels, chercheurs, habitants)	Remise individuelle : schéma (A4) présentant les enjeux d'une thématique territoriale (les ressources à valoriser, à protéger / les acteurs à mobiliser)
06-08/11/2019	3/ Atelier par groupes	Proposition d'un schéma directeur pour répondre aux enjeux identifiés au niveau de la zone charnière (élargi si nécessaire) Présentation publique dans la salle du conseil communal, en présence du Bourgmestre et des échevins	Remise de groupe : schéma directeur (A3) pour le développement de la zone charnière schéma synthétisant les arguments par thématique (favorable ou non au schéma directeur)

5. RETOURS D'EXPÉRIENCE DE L'ATELIER « LA LOUVIÈRE » 2019

5.1. Quelle portée pédagogique ?

Un premier objectif pédagogique est la prise de conscience des conflits d'intérêts ou d'usages entre les différents acteurs qui interviennent sur le territoire. Dans le cas de La Louvière, les stratégies urbanistiques semblent juxtaposées aux stratégies de développement économique et logistique, elles-mêmes détachées de la gestion environnementale de ces territoires.

> À l'instar d'autres expériences d'atelier de projet urbain, ces juxtapositions, voire contradictions ou conflits (exclusion, abandon, mutations rapides subies…) nécessitent « une aide pour révéler, faire exister, valoriser, puis donner un nouveau souffle à des situations […]. Face à un décalage et ces conflits, nos ateliers

urbains tentent de se placer entre stratégies officielles (politiques urbaines, documents stratégiques) et réalités de terrain (actions nécessaires, projets utiles, demandes et attentes avérées). Les ateliers de projet urbain peuvent initier puis soutenir la prise en charge de parties de ville et d'enjeux urbains qui sont peu considérés par les politiques publiques et les grands investisseurs privés. Ils peuvent éveiller et informer le débat public dans ce sens » (Bouché *et al.*, 2016).

Un deuxième apport pédagogique que les étudiants appréhendent, parfois de manière abstraite, sur les bancs de l'université est la dimension politique de l'aménagement du territoire. Par exemple, au sein des schémas directeurs produits pour le territoire louviérois, de nombreux groupes avaient retiré une activité sidérurgique dans une logique à long terme alors que l'entreprise venait de réaliser de nouveaux investissements. Lors de la présentation publique, l'échevin en charge de l'économie n'a pas manqué de s'exprimer choqué par ce choix, permettant aux étudiants d'intégrer la dualité court terme / long terme et les effets très concrets de choix de développement territorial, notamment sur l'emploi. « L'atelier permet aux étudiants de comprendre l'urbanisme comme activité technique et sociale avec un rapport tout particulier au politique ; et c'est à cette intersection que des compétences pratiques transversales et néanmoins fondamentales sont à acquérir pendant la formation » (Gomes & Bognon, 2018).

Un troisième bénéfice pédagogique concerne la formation de groupes d'étudiants issus de disciplines différentes.

Dans le cas de l'atelier de La Louvière, les urbanistes et les architectes se sont enrichis mutuellement de leurs approches territoriales et leurs méthodologies de travail différentes. Pour faire progresser un projet ensemble, ils ont également pris conscience de l'importance de la communication, notamment par l'utilisation d'un vocabulaire précis et adéquat.

5.2. Quelle utilité publique ?

En préalable, la question de l'utilité publique d'un atelier de projet urbain nous semble devoir faire l'objet d'une réflexion par les enseignants, à travers l'énoncé de l'exercice, de manière à assurer l'équilibre subtil entre implication et distanciation nécessaire à une approche pédagogique, intégrant aussi une dimension critique de l'aménagement du territoire. En effet, il peut exister une tension entre l'assujettissement à l'action et le refus de l'utilitarisme (Scherrer, 2010). Par exemple, dans le cas de La Louvière, le choix du périmètre d'étude ne s'est pas arrêté au périmètre strict de la friche industrielle, sujet à part entière des enjeux du développement du territoire louviérois. Des « zones charnières » ont été privilégiées entre la ville et la friche, permettant ainsi de déplacer le regard sur les liens à tisser entre ville et friche plutôt que sur le renouvellement urbain d'une vaste friche industrielle.

Le premier intérêt public d'un atelier de projet urbain est l'expérimentation du rôle d'acteur temporaire de la transformation urbaine et territoriale (Bouché *et al.*, 2016), à travers l'exploration d'un certain nombre d'hypothèses sur le devenir des territoires (Parin, 2016). Par exemple, les schémas directeurs produits par les étudiants ont été transmis au bureau d'études en charge de l'élaboration du schéma de développement communal (SDC).

Le second bénéfice public se situe dans la constitution d'un cadre de dialogue plus décontracté et libre entre les différents acteurs du territoire. Ce dispositif ouvert, observable dans le cadre de l'atelier de La Louvière, peut s'expliquer, d'une part, car il n'est pas associé à une directe et nécessaire prise de décision sur le devenir du territoire et, d'autre part, car l'exercice de vulgarisation auquel se livrent les différents acteurs du territoire face aux étudiants, et la présence même d'étudiants, stimule des débats plus apaisés. Néanmoins, la faible présence des habitants nous invite à interroger les conditions d'une participation citoyenne accrue.

RÉFÉRENCES

Bouché B., Lebarbey, C., Moimas V., Secci C., Weber B., 2016, « Construire des situations de projet : de l'utilité publique des ateliers de projets urbain », *in* X. Guillot (dir.), *Ville, territoire, paysage, vers un nouveau cycle de pensée du projet*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, p. 164-171.

Brun M., *Biodiversité végétale et délaissés dans l'aménagement urbain. Contribution potentielle des délaissés urbains aux continuités écologiques,* thèse de doctorat en aménagement de l'espace–urbanisme à l'Université François Rabelais de Tours [en ligne : www.applis.univ-tours.fr/theses/2015/marion.brun_5590.pdf].

Gomes P., Bognon, S., 2018, « L'atelier pédagogique en urbanisme : apport des commanditaires à l'apprentissage par problèmes appliqués », *Territoire en mouvement,* n° 39-40, p. 1-18 [en ligne : doi.org/10.4000/tem.4814, consulté le 13/01/2020].

Grisot S., 2020, *Manifeste pour un urbanisme circulaire : pour des alternatives concrètes à l'étalement de la ville*, Paris, dixit.net [en ligne : urbanismecirculaire.fr].

Grosjean B., 2019, « Les ambiguïtés de l'eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, à travers ses représentations régionales », *Belgeo*, n° 2, p. 1-21 [en ligne : doi.org/10.4000/belgeo.33151, consulté le 13/01/2020].
Lardon S., Piveteau V., 2005, « Méthodologie de diagnostic pour le projet de territoire : une approche par les modèles spatiaux », *Géocarrefour*, 80(2), p. 75-90 [en ligne : doi.org/10.4000/geocarrefour.980, consulté le 14/01/2020].
Mazy K., 2014, *Villes et ports fluviaux : le projet comme dispositif de reconnexion ? Regards croisés sur Bruxelles et Lille*, thèse de doctorat en art de bâtir et urbanisme à l'Université libre de Bruxelles–Université Lille I [en ligne : www.theses.fr/2014LIL10049].
Parin C., 2016, « La mise en boucle projet-recherche, une nécessité pour ancrer les pratiques professionnelles dans la réalité des territoires contemporains », *in* X. Guillot (dir.), *Ville, territoire, paysage, vers un nouveau cycle de pensée du projet*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, p. 206-213.
Scherrer, F., 2010, « Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale », *Tracés*, n° 10, p. 187-195 [en ligne : doi.org/10.4000/traces.4805, consulté le 12/012020].

L'AUTEURE

Kristel Mazy
Université de Mons (Belgique)
Centre URBAInE
kristel.mazy@umons.ac.be

Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions

AUTEUR
Hugo ROCHARD

RÉSUMÉ
Le récent engouement de mouvements citoyens et d'acteurs institutionnels pour la renaturation des espaces publics semble reposer la question du statut des espaces délaissés en milieu urbain. Ces initiatives recouvrent un spectre très large de modes d'action allant du permis de végétaliser encadré par les autorités municipales à l'action informelle et micro-locale. À partir d'une enquête ethnographique menée auprès d'un collectif parisien de *green guerrilla*, nous proposons d'abord de lire cette forme de mobilisation citoyenne informelle comme une innovation socio-écologique visant à transformer des espaces semi-naturels apparemment dépourvus de gestion et de soin. Le vide urbain aux contours flous est requalifié en un micro-territoire de socialisation de la nature spontanée contre certains mésusages. Cependant, l'enquête montre que si le délaissé semble devenir un approprié et sa nature à nouveau désirée, sa durabilité n'en reste pas moins incertaine. Pris entre une normalisation institutionnelle et une résistance citoyenne réclamant un droit à la ville, l'espace investi collectivement garde son statut précaire.

MOTS CLÉS
délaissé urbain, action citoyenne, renaturation, innovations socio-écologiques, droit à la ville

ABSTRACT
The relatively new enthusiasm of civic movements and institutional actors for the renaturation of public spaces seems to reframe the issue of the status of urban wasteland in the city. These initiatives cover a broad spectrum of actions, from institutionally-driven permits to informal and grassroots initiatives. Based on an ethnographic survey with a Parisian group of green guerrilla, we suggest to interpret this form of informal civic engagement as a social-ecological innovation aiming to transform semi-natural spaces apparently devoid of maintenance and care. The blurry space is requalified as a micro-territory socialising spontaneous nature against some misuses. However, the study shows that if the urban wasteland seems to be in the process to be reclaimed and nature to be anew desired, its durability remains uncertain. Caught in between institutional normalisation and civic resistance claiming a right to the city, the space collectively invested still keeps its precarious status.

KEYWORDS
Urban wasteland, Civic engagement, Renaturation, Social-ecological innovations, Right to the city

« Friches », « délaissés », « interstices », « vacants »… les appellations sont nombreuses pour désigner ces espaces aux contours vagues, *a priori* dénués d'appropriation sociale ou d'usages reconnus par les institutions, notamment en ville. Ces étendues invisibilisées ou charriant des représentations négatives semblent pourtant de plus en plus investies par des collectifs citoyens (associations, collectifs informels…). À partir de ces constats et dans le cadre de cette communication, nous proposons de retenir le terme de « délaissé » (Brun *et al.*, 2017) entendu ici comme une surface interstitielle caractérisée par un apparent abandon de gestion et de soin par une pluralité d'acteurs institutionnels et habitants. Ces zones, souvent en attente d'aménagement, n'échappent pas aux tentatives de réappropriation par les acteurs de la ville et les formes d'hybridation connaissent un succès de plus en plus important à l'heure de l'écologie urbaine. La dénomination de « friche paysagée » (Lizet, 2010) montre l'ambiguïté des rapports à la nature que pose toute tentative d'encadrement de dynamiques spontanées. Dans le même temps, ces espaces de nature marginalisés semblent progressivement investis par des actions à la fois citoyennes et institutionnelles comme en témoigne l'essor des permis de végétaliser dans de nombreuses municipalités (Maurel, 2017). Les friches urbaines sont concernées par une diversité de pratiques de renaturation, c'est-à-dire de transformation de l'espace visant à favoriser

l'occupation par des éléments naturels et leurs interactions. Ainsi, la municipalité de Paris, malgré un foncier très contraint, s'était fixée d'augmenter de 30 ha les espaces verts et de créer 200 « lieux de proximité à végétaliser » sur la mandature 2014-2020 ; chiffres qu'elle a dépassés. Ainsi mises en œuvre dans le cadre de politiques environnementales (Rochard *et al.*, 2018) et impliquant des expertises techniques, ces pratiques sont donc aussi le fait de collectifs de citadins sur les espaces publics (Blanc, 2013). Le développement récent dans la littérature anglo-saxonne des innovations socio-écologiques Denis & James, 2018) nous invite à considérer ces pratiques ordinaires renouvelant les formes de citoyenneté au regard de leur impact sur le renouveau de la production publique de socio-natures en ville. Dans un premier temps, nous verrons, à travers l'exemple d'un activisme né à New York dans les années 1970, que ces initiatives bénévoles, mettant en œuvre des méthodes de renaturation de milieux urbains perçus comme dégradés, relèvent d'une forme d'innovation socio-écologique. Puis, nous évoquerons les défis posés par cette nouvelle irruption citoyenne sur l'espace public délaissé, notamment à travers la complexité des rapports aux institutions (municipalités et services techniques gestionnaires) de collectifs informels qui persistent malgré les politiques participatives mises en œuvre par les institutions. *In fine*, la forme d'environnementalisme décrite semble interroger le statut même de l'objet « délaissé urbain ». Celui-ci se trouve requalifié par l'investissement de militants qui y réintroduisent une nature « désirable » et valorisent un enfrichement contrôlé et entretenu contre des tentatives de normalisations institutionnelles. Le propos sera illustré par une enquête qualitative à partir d'observations participantes et d'entretiens menés entre les mois d'octobre 2018 et novembre 2019 auprès d'un collectif informel de *green guérilla* à Paris.

1. RENATURER LES DÉLAISSÉS : DE NOUVELLES SOCIO-NATURES

La complexité des représentations sur les délaissés invite à relativiser leur utilité sociale à l'aune de différentes configurations territoriales. Comme l'ont montré de nombreux travaux, bien qu'elle puisse effectivement rendre des services écosystémiques multifonctionnels en ville, la présence de délaissés, pour la majorité des habitants enquêtés, est source d'appréciations différenciées selon l'aspect du couvert végétal, leur localisation ou leur fréquentation. Elles sont ainsi souvent présentées comme des désaménités environnementales (Brun *et al.*, 2017). En lien avec ces représentations mitigées, il existe aujourd'hui des collectifs de citadins qui souhaitent transformer l'image de ces espaces perçus comme dégradés pour y introduire d'autres formes de natures misant notamment sur la restauration d'une biodiversité végétale. La *green guerrilla* ou *guerrilla gardening* fournit un exemple d'un possible renversement des perceptions grâce à une action collective impliquant des citadins. Dès son origine, ce mouvement contestataire s'inscrit dans la volonté de réappropriation d'espaces vacants par des communautés habitantes dans un contexte de crise urbaine influençant notamment le foncier. Richard Reynolds, journaliste activiste, écrit dans son ouvrage (2008 : 39) dédié au mouvement : *Most guerrilla gardeners are up against two main enemies. These are not people or organizations but two conditions of the landscape: scarcity and neglect, problems that come from how we all use the land"*[1].

En 2009, un collectif français se réclamant du même courant a vu le jour. Huit sessions d'observations participantes ont mis en évidence plusieurs éléments en rapport avec le caractère original de ces démarches engagées. Certains traits ont été mis en évidence par ailleurs (Baudry, 2012) et nous proposons de les remettre en lumière dans le contexte parisien contemporain. Le groupe rencontré est majoritairement composé de jeunes individus, entre 25 et 35 ans, habitant le nord-est parisien. Il a investi depuis 2013, sans l'autorisation de la municipalité, une bande de terre d'environ 90 m^2, située au bord du canal Saint Martin dans le 10e arrondissement ; l'espace était régulièrement piétiné et y survivait une végétation rase (fig. 1). Ses caractéristiques rassemblent plusieurs signes du délaissé : bien que propriété de la mairie de Paris, sa pollution récurrente ainsi que l'importance des espèces végétales spontanées y étaient notables. Dès l'origine, les actions collectives ont consisté à dépolluer puis à planter arbres, arbustes et plantes herbacées, afin d'en faire « un jardin ». Il s'agit principalement d'espèces méditerranéennes, résistantes à la sécheresse, et, plus à la marge, de comestibles. Au fil des saisons et de l'investissement des bénévoles – variant selon les périodes[2] –, l'espace a évolué au gré des dégradations, des piétinements et des aléas climatiques. L'objectif des bénévoles reste bien d'occuper cet espace en y plantant et en y semant le plus de végétaux possibles, en jouant sur leur diversité taxonomique pour progressivement transformer le paysage en y intégrant des plantes rudérales

1 « La plupart des *guerrilla gardeners* sont vent debout contre deux principaux ennemis. Il ne s'agit pas de personnes ni d'organisations, mais d'une double configuration du paysage : la pénurie et la négligence, des problèmes qui proviennent de la façon dont nous utilisons tous la terre » [traduction de l'auteur].

2 Le rythme était d'environ une fois par mois mais variait du simple au double entre l'hiver et l'été, moment où le délaissé nécessitait le plus de soin selon les bénévoles enquêtés.

(fig. 2). Cette biodiversité créée est donc ponctuellement entretenue par le collectif qui souhaite y maintenir plusieurs strates de végétation, notamment en taillant les arbres à hautes tiges. Sont mises à contribution certaines propriétés des végétaux, comme celles urticantes des chardons (*Carduus*). Des rameaux sont coupés afin d'édifier des barrières protégeant les plantations des passages intempestifs. Ce mode de jardinage sur ce terrain contraignant permet ainsi une forme d'enfrichement maîtrisé. Par exemple, les membres du collectif taillent, sans éradiquer, les ailantes (*Ailanthus altissima*), arbres spontanés exotiques et souvent considérés comme invasifs par les services gestionnaires. Un membre actif précise que « les plantes sont libres mais on doit leur trouver une place ». Enfin, remettant en cause les circuits longs de production des végétaux, les bénévoles sélectionnent des plants d'origines diverses : pépinières citoyennes locales, rebus des cimetières à proximité ou encore foires aux plantes. Les galeries formées par les rats sont tolérées. Lors de nos études de terrain, plusieurs riverains et passants ont interpellé les bénévoles pour les féliciter de leur travail, et beaucoup se sont interrogés sur la responsabilité de la municipalité quant à l'entretien de ce délaissé. Les jardiniers informels les invitaient alors à participer à leur action.

Figure 1. Délaissé urbain avant l'investissement du collectif de *green guerrilla* en octobre 2013 dans le 10e arrondissement de Paris (Source : www.guerilla-gardening-france.fr/wordpress/)

Figure 2. Délaissé urbain après l'investissement du collectif de *green guérilla* en juillet 2019 dans le 10e arrondissement de Paris (Source : ©Hugo Rochard)

Cet exemple d'investissement collectif sur ces espaces abandonnés semble témoigner du fait que les représentations négatives inhérentes au délaissé ne sont pas figées et peuvent se transformer au fil des pratiques collectives, initiant d'autres formes de végétalisation. Cette forme de mobilisation relève aussi d'une circulation internationale qui inscrit les *green guerrilleros* dans un réseau de pratiques multi-situées et ouvertes à l'itinérance. D'ailleurs, l'ouvrage de Reynolds (2008), qui esquisse une cartographie mondiale de la *green guérilla*, fait référence pour certains acteurs rencontrés. Ainsi, avec Dennis et James (2018), peut-on interpréter ces formes d'actions directes sur les milieux urbains comme des innovations sociales et écologiques en contexte parisien. En effet, ces initiatives sont à la fois issues d'une gouvernance collaborative des ressources naturelles incluant des habitants et fondée sur la capacité d'une réponse adaptative et collective à des perturbations environnementales plus ou moins importantes. Enfin, le mouvement de *green guérilla* peut être vu comme une illustration d'une citoyenneté environnementale marquée par des modalités éthiques et esthétiques, notamment celle du soin accordé aux espaces de nature ordinaire où se tissent de nouvelles relations entre des communautés humaines et non-humaines (Blanc, 2013).

2. DU DÉLAISSÉ À L'APPROPRIÉ : DES TENSIONS ENTRE NORMALISATION ET RÉSISTANCE AU NOM D'UN DROIT À LA VILLE

L'investissement citoyen que nous avons décrit n'est pas dépourvu de défis. Si la *green guérilla* est une forme d'action infrapolitique militante (Baudry, 2012), ses activistes se disent réagir à un contexte de « mise en normes » de la participation citoyenne et de privatisation perceptible sur l'espace public (Ernwein & Tollis, 2017). Certains militants rencontrés dénoncent le permis de végétaliser[3] qui a été instauré par la mairie de

3 Les tribunes publiées dans l'espace blog du site internet de Guerrilla Gardening France soutiennent cette idée d'une normalisation et d'une privatisation [en ligne : www.guerilla-gardening-france.fr/wordpress].

Paris depuis l'été 2015 pour encourager la végétalisation des rues, tout en imposant un certain nombre de règles au moyen de la signature d'une charte. Ils les décrivent comme des dispositifs de contrôle biologique aux procédures qui contraignent les pratiques spontanées. En effet, si la liste des plantes et la forme des aménagements sont soumises à l'avis des services gestionnaires, ceux-ci opèrent aussi une sélection justifiée par des critères techniques (présence de réseaux souterrains, exposition…) qui empêchent certaines initiatives habitantes de voir le jour. Ainsi, durant la campagne « Du vert près de chez moi » de 2014, les services de la municipalité de Paris ont identifié 1 093 propositions « non réalisables techniquement », sur un total d'environ 1 500 demandes[4]. Les jardiniers militants, eux, investissent sans l'autorisation des autorités publiques un espace qu'il leur revient, *de jure*, d'entretenir. D'ailleurs, les membres actifs discutent de l'utilité d'apposer des panneaux de signalisation signifiant l'intervention du collectif, à la manière des dits permis. Il en résulte, dans ce cas, une invisibilisation de l'action militante aux yeux des services publics comme des habitants et une augmentation du risque de destruction du travail bénévole par les services des espaces verts. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit à l'été 2019, lors du réaménagement d'un autre site plus récemment investi par le groupe informel dans le quartier de Ménilmontant. « On sait qu'on prend des risques […] mais nous on souhaite que l'appropriation soit du côté du public et éventuellement plus des habitants mais pas des services de la mairie » précise le fondateur du collectif. Il semble donc que, par l'investissement des délaissés, les bénévoles, ici au discours revendicatif, défendent un droit à la ville, c'est-à-dire non seulement l'accès mais aussi le droit à transformer l'espace urbain à travers des initiatives collectives et spontanées (Baudry, 2012). En dénonçant une appropriation institutionnelle, cet activisme environnemental pourtant discret relève aussi du pari. S'il reste très minoritaire au regard de l'élan des habitants contractualisant – parfois collectivement – des permis de végétaliser ou des conventions de partenariat, ces actions révèlent les tensions autour du délaissé en ville. Auparavant espace vide de sens et dénigré, il est pour un nombre grandissant de citadins un potentiel lieu à investir. Au risque de rentrer dans le cadre d'une gestion citoyenne réglementée qui peut brider certains esprits créatifs, la réappropriation des délaissés se retrouve au centre de dynamiques complexes. Nos réflexions rejoignent donc les conclusions de Maurel sur la fragilité de ces communs d'un nouveau genre dans un contexte parisien : « les espaces végétalisés de Paris oscillent constamment entre tragédie et comédie » (2017). Ces tensions, comme l'incertitude qui caractérise l'appropriation, pourraient s'expliquer à la fois par le caractère informel et spontané du collectif qui, sans conduire à un entre-soi *stricto sensu*, ne conditionne pas une ouverture à d'autres citoyens en attente d'un cadre officiel. Comme le soulignent Hardman *et al*. (2018) à travers des cas britanniques, les apports de la *green guérilla* en termes de renouvellement des mobilisations collectives sont à mettre en regard avec les limites posées par certains usages exclusifs de minorités militantes. Enfin, aux côtés des permis de végétaliser parisiens, coexiste une diversité d'autres formes d'appropriation citoyenne où les institutions sont partenaires des collectifs d'habitants. Quant au statut spatial du délaissé, il mute une fois investi : celui-ci devient un lieu à protéger contre certains mésusages, un micro-territoire accueillant une nature à nouveau désirée et partiellement maîtrisée. Pour autant, comme nous l'avons vu dans le cas des pratiques de *green guérilla* à Paris, la présence des espèces végétales et animales spontanées ne s'efface pas. Ces communautés humaines et végétales occupent un espace qui perd sa vacuité pour les acteurs engagés dans l'action environnementale contre l'institutionnalisation des pratiques. C'est donc là une nouvelle forme de socialisation du sauvage (Lizet,2010), mais qui se construit à partir de visions concurrentes d'une « bonne gestion » des espaces de nature en ville. Il en ressort donc que, de par sa grande ambiguïté territoriale, le délaissé est un espace à l'appropriation disputée, comme toute friche dans un paysage foncier sous le joug d'un jeu multi-acteurs et en constant remaniement.

RÉFÉRENCES

Baudry S., 2012, "Reclaiming Urban Space as Resistance: The Infrapolitics of Gardening", *Revue française d'études américaines*, 131(1), p. 32-48.

Blanc N., 2013, « Le face-à-face citadins / nature », *Multitudes*, 54(3), p. 84-101.

Brun M., Vaseux L., Martouzet D., Di Pietro F., 2017, « Usages et représentations des délaissés urbains, supports de services écosystémiques culturels en ville », *Environnement Urbain / Urban Environment,* vol. 11 [en ligne : journals.openedition.org/eue/1906].

Dennis M., James P., 2018, "Urban Social-ecological Innovation: Implications for Adaptive Natural Resource Management", *Ecological Economics*, vol. 150, p. 153-164.

Ernwein M., Tollis C., 2017, « Produire la ville vivante : le travail des citadins et des non-humains », *L'Information géographique*, 81(3), p. 13-31.

4 Source : Mairie de Paris, 2016 [opendata.paris.fr/explore/dataset/du-vert-pres-de-chez-moi/information].

Hardman M., Chipungub L., Magidimishab H., Larkhamc P., Scottd A., Armitagea R., 2018, "Guerrilla Gardening and Green Activism: Rethinking the Informal Urban Growing Movement", *Landscape and Urban Planning*, vol. 170, p. 6-14.
Lizet, B., 2010, « Du terrain vague à la friche paysagée. Le square Juliette-Dodu, Paris 10e », *Ethnologie française*, 40(4), p. 597-608.
Maurel L., 2017, « La végétalisation des villes et la tragi-comédie des communs », *Vacarme*, 81(4), p. 46-52.
Reynolds R., 2008, *On Guerrilla Gardening: A Handbook for Gardening Without Boundaries*, New York, Bloomsbury.
Rochard H., About C., Frascaria-Lacoste N., Jacob P., Simon L., Pech P., 2018, « Politiques urbaines et biodiversité en ville : un front écologique ? Le cas de la MGP, Métropole du Grand Paris », *VertigO*, 18(1) [en ligne : journals.openedition.org/vertigo/19753].

L'AUTEUR

Hugo Rochard
Université de Paris
Ladyss / LabEx DynamiTe
hugo.rochard@gmail.com

AUTEURE
Camila VAN DIEST

Reconversion culturelle d'une friche carcérale à Valparaíso (Chili). Les temporalités d'une « cause citoyenne » à l'épreuve des processus de rénovation urbaine

RÉSUMÉ
Les formes d'appropriation sociale des friches entrent souvent en tension avec les temporalités institutionnelles de la gestion urbaine. Les politiques et discours publics locaux ainsi que les anciennes fonctions des sites désaffectés constituent des facteurs nous permettant de saisir la singularité de ces processus de transformation. La reconversion des prisons est particulièrement amenée à composer avec les dynamiques d'interaction entre la ville et les espaces d'enfermement et, plus précisément, avec le stigmate que ces derniers assignent à leurs milieux d'implantation. Cette communication présente les résultats d'une recherche sur la trajectoire de l'ancienne prison publique de Valparaíso (Chili), désaffectée en 1999 et progressivement réaffectée à des usages culturels, artistiques et associatifs. Il s'agit d'examiner la manière dont cette friche carcérale, située dans un terrain convoité de cette ville portuaire classée sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 2003, devient un objet fédérateur d'action collective. Nous mettons au jour les temporalités et les enjeux démocratiques et urbains à l'œuvre dans la construction d'une « cause citoyenne » autour de cet ancien espace pénitencier.

MOTS CLÉS
friches urbaines, ancienne prison, conflit urbain, Valparaíso

RESUMEN
Las formas de apropiación social de los espacios urbanos abandonados o baldíos entran generalmente en tensión con las temporalidades institucionales de la gestión urbana. Tanto las políticas y discursos públicos locales como las antiguas funciones de los sitios desocupados nos permiten aprehender la singularidad de estos procesos de trasformación. La reconversión de espacios carcelarios debe particularmente hacerse cargo de las dinámicas de interacción entre la ciudad y los espacios de encierro y, más precisamente, del estigma que estos últimos asignan a su entorno. Esta ponencia presenta los resultados de una investigación sobre la trayectoria de la cárcel pública de Valparaíso, desafectada en 1999 y orientada progresivamente a usos culturales, artísticos y asociativos. Estudiaremos la manera en que esta cárcel abandonada, situada en un terreno codiciado de esta ciudad portuaria – inscrita en la lista de patrimonio mundial de la Unesco en 2003 – se transforma en un objeto de acción colectiva. Mostraremos las temporalidades y dilemas democráticos y urbanos que participan de la construcción de una "causa ciudadana" en torno a este antiguo espacio penitenciario.

PALABRAS CLAVES
Eriales urbanos, antigua cárcel, conflicto urbano, Valparaíso

INTRODUCTION

La production des friches urbaines est directement liée aux mutations des villes, aux processus de désindustrialisation et aux projets de renouvellement qui accompagnent ces transformations. Si les formes d'appropriation sociale des friches entrent souvent en tension avec les temporalités institutionnelles de la gestion urbaine, les politiques et discours publics locaux ainsi que les anciennes fonctions des sites désaffectés constituent des facteurs nous permettant de saisir la singularité de ces processus de transformation. La reconversion des prisons est particulièrement amenée à composer avec les dynamiques d'interaction entre la ville et les espaces d'enfermement (Combessie, 2009) et, plus précisément, avec le stigmate que ces derniers laissent à leurs milieux d'implantation.

Les travaux consacrés aux anciennes prisons ou maisons d'arrêt – détruites, à l'abandon ou réaffectées – s'intéressent souvent à l'histoire pénitentiaire, aux caractéristiques des populations autrefois emprisonnées et aux multiples dilemmes que l'intégration de ces lieux dans leurs territoires suppose. Cette tendance est, par exemple, illustrée dans les études sur les prisons de Punta Carretas à Montevideo, désaffectée en 1986 et remplacée par un grand centre commercial, de Santiago du Chili, désaffectée en 1990, ou encore de Carabanchel à Madrid, démolie en 2008. Quant aux édifices carcéraux restaurés et requalifiés pour de nouveaux usages, comme c'est notamment le cas de l'ancienne prison de Johannesburg, la gestion des héritages difficiles (King & Flynn, 2012) se trouve souvent au cœur des questionnements.

Au croisement de la sociologie et de la géographie sociale, cette communication interroge la trajectoire de l'ancienne prison publique de Valparaíso (connue comme « Ex carcel de Valparaíso »), désaffectée en 1999 et progressivement réaffectée à des usages culturels, artistiques et associatifs. Notre travail s'appuie sur un corpus d'une soixantaine d'entretiens approfondis semi-directifs auprès des acteurs qui ont pris part à sa réhabilitation et à son occupation culturelle et/ou aux controverses soulevées. Ces entretiens ont été effectués auprès d'acteurs associatifs et institutionnels, d'artistes issus de différents métiers et d'habitants entre mars 2012 et septembre 2013 dans le cadre d'une thèse de sociologie. Notre cible n'étant pas tant l'histoire de la prison que la manière dont cette friche devient un objet fédérateur d'action collective, nous aborderons deux questions principales. D'abord seront analysées les modalités de coopération entre les pouvoirs publics et la société civile ayant permis d'enclencher ce processus d'occupation fondé sur l'activité associative locale, la valorisation patrimoniale et les pratiques artistiques. Nous soulignerons ainsi le rapport paradoxal existant entre, d'une part, ces formes de coopération pensées initialement comme transitoires et, d'autre part, les discours mettant en exergue la « participation citoyenne » alors dominants au Chili. En second lieu, nous explorerons dans quelle mesure les différentes étapes de l'appropriation sociale de l'ancienne prison, à mi-chemin entre l'institution et la société civile, sont rythmées par différents conflits, d'imaginaires et d'usages (Ambrosino & Andres, 2008) à l'origine desquels se trouve la promotion par les pouvoirs publics de projets d'infrastructure prévus sur les terrains de la prison. Décriés de par leur nature centraliste, leur perspective managériale ainsi que leurs modalités de gestion descendantes et peu participatives, ces projets s'inscrivent dans des processus de renouvellement urbain entraînant des formes de privatisation et de marchandisation de la ville.

À partir de ces deux angles d'approche, nous mettrons enfin en évidence les temporalités et les enjeux démocratiques et urbains à l'œuvre dans la construction d'une « cause » (Boltanski & Claverie, 2007) autour de l'ancienne prison de Valparaíso qui s'est érigée, au fil du temps, comme l'étendard d'une cause citoyenne. Comme nous le verrons, elle s'inscrit dans un spectre plus large de contestations du projet néolibéral sur le plan territorial, au regard desquelles Valparaíso, cadre géographique de notre étude, est dotée d'une valeur emblématique (Rojas Alcayaga & Bustos Urbina, 2015). Port principal du Chili et capitale de la région et de la province du même nom, Valparaíso a en effet subi les effets de la désindustrialisation, avant d'être érigée en « ville culturelle » à partir des politiques de patrimonialisation par le biais du label de l'Unesco.

La ville se caractérise par une topographie vallonnée, composée d'une quarantaine de collines et d'une plaine littorale étroite ; la place de l'ancien pénitencier y témoigne des recompositions de la morphologie et du peuplement urbain. Alors que la prison était, à l'époque de sa construction vers 1846, située en haut d'une colline, loin des secteurs les plus peuplés, au fil des années et comme résultat de l'urbanisation, elle s'est trouvée prise dans le tissu urbain. L'insécurité et l'insalubrité d'installations devenues vétustes ont conduit à sa désaffectation en 1999 ; en termes administratifs, la prison était propriété de la municipalité, qui la vend à l'État, incluant tant les terrains que les différents bâtiments et installations. La prison désaffectée reste donc sous la tutelle du secrétariat régional du ministère des Biens nationaux jusqu'en 2005, avant d'être rattachée au gouvernement régional (2005-2008) puis au ministère des Arts et de la Culture à partir de 2008.

1. UNE GESTION COOPÉRATIVE FAÇONNÉE PAR LA NOTION DE « PARTICIPATION CITOYENNE »

La notion de « participation citoyenne » s'installe avec une prégnance singulière à partir de la restauration de la démocratie au Chili, et surtout avec les deux derniers gouvernements de la « Concertation des partis pour la démocratie », coalition de centre gauche au pouvoir entre 1990 et 2010. Cette consigne participative s'enracine dans la reconfiguration progressive d'un espace public affaibli par 17 ans de dictature (1973-1990), période marquée par les violations des droits humains et par la suppression des droits civiques. Plusieurs auteurs ont néanmoins souligné qu'inscrite dans le contexte de la réarticulation démocratique, la participation citoyenne reste une consigne « politiquement correcte » dans le panorama des années 1990 et du début des années 2000 au Chili (Delamaza, 2010 ; Cleuren, 2007 ; Garretón, 1996). En effet, malgré ses limites et ambivalences, force est de constater qu'une volonté participative, en phase avec ces discours dominants, a déterminé les

premières formes de l'appropriation citoyenne de l'ancienne prison désaffectée, ainsi que les modalités de contestation forgées par la suite.
Dans l'idée de gérer les risques associés à une infrastructure d'une telle envergure (2,2 ha) laissée à l'abandon, le secrétariat du ministère des Biens nationaux fait appel à des professionnels culturels habitant à Valparaíso pour créer une association capable de contribuer à l'animation et à la restauration progressive du site. Des musiciens, plasticiens, gens de cirque et de théâtre – pour la plupart à la marge des circuits de légitimation artistique situés à Santiago – sont ainsi invités à se servir des anciennes installations pour leurs pratiques créatives ou pour exposer leurs travaux au public. Cette idée de coopération amènera à la création d'une Association des amis chargée de piloter une administration hybride qui doit composer avec l'incertitude quant aux usages officiels du lieu (van Diest, 2017).
Les passerelles entre le ministère des Biens nationaux et l'Association des amis sont alors manifestes et leurs perspectives tendent à converger. Les trajectoires des différents acteurs qui transitent d'une sphère à l'autre (Dagnino *et al.*, 2006) sont l'une des raisons principales de cette confluence. Par exemple, comme le suggère l'enquête de terrain effectuée, certains professionnels employés au ministère qui militent aussi dans des associations locales de défense du patrimoine font des allers-retours entre l'institution et l'Association des amis, mettant au service de cette dernière leur capital d'expertise. Soutenues par les autorités locales, ces formes d'appropriation de l'ancienne prison fondées sur la devise assez consensuelle de « participation citoyenne » seront ensuite mises au profit de la contestation des projets d'infrastructure urbaine promus par les pouvoirs publics centraux.

2. DE LA PARTICIPATION À LA « CAUSE » CITOYENNE : TEMPORALITÉS ET CONFLITS

L'arrangement consensuel entre les pouvoirs publics locaux et les acteurs citoyens est perturbé par deux projets d'infrastructure culturelle qui n'ont, au final, pas vu le jour. En premier lieu, une vaste opération immobilière – promue par le gouvernement de Ricardo Lagos (2000-2006) – prévoyant la construction de logements et d'équipements hôteliers, universitaires et culturels, impliquant aussi la disparition des installations carcérales, est annoncée en 2002. Le processus vertical de décision par lequel le niveau central présidentiel s'impose alors aux acteurs locaux, ainsi que l'objectif de profit économique affiché dans ce projet, sont fortement contestés. Ces aspects viennent dévoiler aux yeux des acteurs associatifs et culturels engagés dans la réhabilitation du site la fragilité des discours officiels sur la participation citoyenne, discours sur lesquels prend appui la coopération entre la société civile et l'institution. La promotion de cette opération immobilière révèle en outre un clivage au sein des discours officiels : si la position des autorités locales s'approprie et fait sienne la consigne de la participation citoyenne, le niveau central de la présidence promeut surtout la relance économique de Valparaíso. La question de la « participation citoyenne » est désormais mobilisée en opposition aux démarches officielles de la présidence à l'égard de l'ancienne prison, façonnant une bonne partie des argumentaires de rejet à ce projet. On reconnaît alors à la prison une portée politique plus conflictuelle et explicite.
Une fois ce projet écarté, principalement en raison des actions collectives entreprises, un deuxième projet est annoncé en 2007, signé par le célèbre architecte brésilien Oscar Niemeyer. Des occupants de l'ancienne prison, mais aussi des associations locales et des habitants, blâment les promoteurs du projet pour l'absence de tout dispositif « participatif » – même pas une simple « consultation » – auprès des groupes engagés dans la vie sociale et culturelle de l'ancienne prison qui découvrent le projet dans la presse. L'approche centraliste et verticaliste est ainsi dénoncée. Les actions collectives entreprises contre le projet de Niemeyer comprennent, entre autres, des lettres aux autorités, des assemblées, la recherche de soutiens politiques dans un contexte d'élections municipales imminentes, des publications d'articles dans des journaux locaux, des cortèges et manifestations. Mais c'est surtout la condition précaire du travail artistique développé par les occupants de l'ancienne prison, délogés du site durant ces controverses, qui prend le devant de la scène et qui rejoint les significations à l'œuvre dans la revendication citoyenne de cet espace. Ce projet est finalement écarté en 2008. Un espace culturel est bâti sur les terrains de la prison en 2011, préservant les anciennes installations.
À partir des entretiens réalisés, les analyses développées dans cette communication nous permettront de conclure que l'ancienne prison, théâtre de multiples usages sociaux, de spéculations et de luttes urbaines, devient l'objet d'une « cause » fondée principalement sur quatre argumentaires : le rejet de la marchandisation et de la privatisation urbaines, le rejet du centralisme, le droit au travail des artistes locaux et – un aspect que nous avons dû laisser entre parenthèses – les enjeux du patrimoine et de la mémoire sociale.

RÉFÉRENCES

Ambrosino C., Andres L., 2008, « Friches en ville : du temps de veille aux politiques de l'espace », *Espaces et sociétés*, vol. 3, n° 134, p. 37-51 [en ligne : www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2008-3-page-37.htm, consulté le 07/01/2020].

Boltanski L., Claverie E., 2007, « Du monde social en tant que scène d'un procès », *in* L. Boltanski, E. Claverie, N. Offenstadt et S. Van Damme (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes*, Paris, Stock, p. 395-452.

Cleuren H., 2007, "Local Democracy and Participation in Post-Authoritarian Chile", *European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 83, p. 3-18.

Combessie P., 2009, « Flux migratoires, villes, prisons : analyse sociologique d'une forme de canalisation des circulations humaines », *in* M. Herzog-Evans (dir.), *La prison dans la ville*, Toulouse, Eres, p. 15-44.

Dagnino E., Olvera A.J., Panfichi A., 2006, "Introducción. Para otra lectura de la disputa por la construcción democrática en América Latina", *in* E. Dagnino, A.J. Olvera et A. Panfichi (dir.), *La disputa por la construcción democrática en América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, p. 15- 99.

Delamaza G., 2010, "La disputa por la participación en la democracia elitista chilena", *Latin American Research Review*, 45(4), p. 274-297.

Garretón M.A., 1996, "Human Rights in Democratization Processes", *in* E. Jelin et E. Hershberg (dir.), *Constructing Democracy. Human Rights, Citizenship and Society in Latin America,* Boulder, Westview Press, p. 39-56.

King T., Flynn M. K., 2012, "Heritage and the Post-Apartheid City: Constitution Hill, Johannesburg", *International Journal of Heritage*, 18(1), p. 65-82.

Rojas Alcayaga M., Bustos Urbina V., 2015, "Valparaíso : El derecho al patrimonio", *Revista Antropología del sur*, vol. 3, p. 155-173.

Van Diest C., 2017, « Mémoire collective, participation citoyenne et contestations urbaines : la construction de l'Ex cárcel de Valparaíso (Chili) comme un espace patrimonial », *in* E. Auclair, A. Hertzog et M.L. Poulot (dir.), *De la participation à la co-construction des patrimoines urbains*. Paris, Éd. Le manuscrit, p. 107-131.

L'AUTEURE

Camila van Diest
CERLIS
camila.vandiest@gmail.com

AUTEUR
Julien WATINE

Entre idéal alternatif et récupération spéculative, quelle place pour le « droit à la ville » dans la requalification des friches industrielles en lieux culturels ?

RÉSUMÉ
Cette proposition de communication s'intéressera aux friches industrielles urbaines et aux dynamiques qui conduisent à leur requalification en tiers lieux, espaces florissants de nos jours dans les villes. Il s'agira de montrer comment ces sites, censés initialement permettre aux citadins de se réapproprier des structures à l'abandon pour en faire des lieux de vie partagés, se transforment souvent dans les faits en espaces de consommation à la clientèle ciblée, parfois éloignés des principes de mixité et de partage originellement invoqués. Combinant étude empirique dans différents sites d'Île-de-France et recherches bibliographiques, ce travail tentera d'explorer plus profondément le concept de friche et les idées qu'il véhicule. De même, en explorant la nouvelle vogue de l'urbanisme transitoire qui vise à valoriser des espaces vacants en vue d'un projet urbain ultérieur, cette présentation tentera de montrer comment des approches qui se présentent comme créatives et alternatives semblent en réalité s'inscrire dans une dynamique commerciale largement codifiée.

MOTS CLÉS
squat, urbanisme transitoire, tiers-lieux, réappropriation urbaine

ABSTRACT
This communication will focus on urban brownfields and their requalification as "third places", spaces that are flourishing in cities today. The aim will be to show how these sites, that were initially intended to enable city dwellers to reappropriate abandoned structures and turn them into shared living spaces, are often transformed into consumption areas for a target clientele; and are thus sometimes far removed from the principles of mixing and sharing that were originally invoked. Combining field studies from different sites on the Île-de-France region together with bibliographical research, this work will attempt to explore in greater depth the concept of wasteland and the ideas it conveys. Additionally, by studying the new vogue of "temporary use" projects, which aims to valorise vacant spaces in preparation for a future urban project, this paper will attempt to show how approaches that present themselves as creative and alternative actually appear to be part of a largely codified commercial dynamics.

KEYWORDS
Squat, Temporary use, Third places, Urban space reclaiming

INTRODUCTION

Le déclin industriel et la tertiarisation de l'économie occidentale ont rendu nécessaire la requalification de nombreux sites industriels désaffectés au cours des dernières décennies. Ces lieux, symboles par excellence d'une société en mutation, cristallisent de nombreuses attentes quant à la manière de repenser la ville, et sont le miroir de diverses réflexions sur la société actuelle : comment les citoyens peuvent-ils se réapproprier des espaces vacants ? Comment transformer des sites autrefois symboliques de la division du travail en lieux de partage, qui incarneraient désormais la mixité et le vivre-ensemble ? À l'image des anciens entrepôts de Brooklyn, des usines désaffectées de Berlin Est ou des vestiges de l'industrie automobile de Detroit, devenus ou en passe de devenir des lieux « branchés », presque chaque ville française a vu se développer depuis les années 1990 sa friche culturelle « alternative ». Ces requalifications, bien que redonnant vie à des pans entiers de ville à l'abandon, ne vont pas sans soulever certains paradoxes.

Si la réussite apparente de ces espaces est indéniable, peut-on parler, comme les concepteurs de ces « tiers lieux » le revendiquent, de réussite sociale, ou davantage de succès commercial ? Cette présentation tentera de montrer comment, en s'inspirant du concept de *squat,* les promoteurs et les municipalités ont su tirer parti

du déclin industriel et des friches urbaines pour proposer au public de nouveaux lieux de consommation, surfant sur un certain « exotisme » populaire dont la clientèle aisée est souvent friande. En tentant de mettre en lumière un certain recyclage institutionnel des initiatives citoyennes, ce travail explorera l'idée que la dynamique conduisant à l'aménagement de nombreuses friches urbaines n'est pas toujours aussi spontanée qu'elle souhaite le laisser croire.

1. *SQUAT*, URBANISME TRANSITOIRE, FRICHES CULTURELLES : RÉAPPROPRIATION URBAINE OU INSTITUTIONNALISATION DES INITIATIVES POPULAIRES ?

Beaucoup de paramètres semblent pouvoir expliquer l'engouement actuel pour les friches urbaines. Outre la mise à disposition d'interstices inexploités de la ville et la valorisation d'un patrimoine industriel dont la valeur symbolique s'accroît avec le temps, les friches semblent à même d'apporter un espace de liberté aux citadins en marquant une rupture avec le mouvement urbain.

Alors que la ville industrielle se caractérisait par une distinction nette entre espaces privés et publics, entre lieux résidentiels et lieux de travail, les friches permettent de brouiller les pistes : tout serait potentiellement remis à plat dans une logique d'ouverture et de réappropriation de l'espace où les échanges humains remplaceraient les échanges marchands. Cependant, avant de devenir un leitmotiv de l'urbanisme contemporain, cette nécessaire réappropriation urbaine trouve l'une de ses inspirations dans le mouvement du *squat*, où la volonté de se réapproprier des lieux vacants coïncide souvent avec la nécessité d'accueillir des personnes n'ayant pas accès au logement, ou de proposer des activités (culturelles ou politiques) en dehors des cadres institutionnels.

Si de nombreux *squats* sont actifs aujourd'hui, la guerre que leur mènent les pouvoirs publics et leur difficulté à se pérenniser peuvent interroger sur la survivance du mouvement. Outre les expulsions, l'une des menaces pourrait se matérialiser par le nouveau mode d'occupation de l'espace promu par les acteurs de la ville : « l'urbanisme transitoire ». Celui-ci consiste à mettre à profit le temps de latence (souvent de plusieurs années) entre l'acquisition d'un lieu et le début des travaux en vue de son usage futur, en louant souvent pour des sommes symboliques l'espace à des occupants qui s'engagent à le faire vivre provisoirement puis à le quitter au moment venu. Solution miracle, l'urbanisme transitoire permet ainsi de combler tous les vides : l'interstice temporel entre l'acquisition d'un espace et la réalisation du projet auquel il est voué, l'interstice urbain laissé par des lieux inoccupés… Il permet surtout d'éviter que le bénéfice des espaces n'échoie à des occupants illégaux, potentiellement incontrôlables et difficiles à expulser, et par la même il est l'occasion d'économiser d'importants frais d'entretien et de surveillance. Les pouvoirs publics ne cachent pas cette volonté préventive, comme la Fédération des entreprises publiques locales qui en définit le principe sur son site internet : « Puisant au squat ce qu'il a de meilleur (la force du collectif), l'urbanisme transitoire légitime ce qui, jusqu'alors, faisait rimer spontanéité avec illégalité »[1].

Ainsi les politiques d'urbanisme transitoire se réclament de l'héritage du *squat*, tout en contribuant à la fin du mouvement dont elles s'inspirent ouvertement. Ce paradoxe illustre la nouvelle stratégie d'aménagement des friches urbaines : plutôt que de démolir le passé (qu'il s'agisse des murs ou des idées), il s'agit de le recycler pour le rendre compatible avec la logique du marché, si possible en s'appuyant sur un *ethos* libertaire voire transgressif vendeur. Car la logique sous-jacente de ces friches et espaces éphémères est bien de valoriser les territoires, de « dynamiser » des quartiers en mutation, en dépit de la gentrification que cela peut induire. Sous cet angle, il a pu être défini comme la « valorisation capitalistique d'espaces vacants pour des usages postérieurs souvent plus rentables » (Faburel, 2018).

2. UNE MIXITÉ SÉLECTIVE : VERS UNE INEXORABLE GENTRIFICATION ?

Les exemples d'urbanisme transitoire se sont multipliés ces dernières années, notamment en Île-de-France où la forte pression foncière impose une optimisation de l'espace à laquelle la reconversion des friches urbaines se propose de contribuer. Parmi les exemples emblématiques, l'on pourrait citer celui de « La Miroiterie », ancien *squat* du quartier de Ménilmontant où un collectif libertaire occupait des ateliers désaffectés en y organisant concerts et autres événements culturels alternatifs. Successivement racheté par un promoteur privé puis par le bailleur social Paris Habitat, le lieu est vidé de ses occupants puis reconverti en « terrasse éphémère », en attendant la réalisation d'un nouveau projet immobilier qui prévoit la construction de logements, de bureaux et d'un sauna. Ainsi, la friche qui voit le jour en lieu et place de l'ancien *squat* n'est qu'un intermède assumé, destiné à rentabiliser la période de latence précédent le projet urbain, tout en profitant de l'aura alternative des anciens occupants pour attirer de nouveaux publics aisés. En effet, le coût des consom-

1 www.servirlepublic.fr/dossier/lurbanisme-transitoire-pierre-angulaire-dune-ville-durable

mations contraste avec la logique non lucrative du *squat* fraîchement expulsé, et ne laisse que peu de place à la mixité pourtant prônée par le nouveau repreneur, Cultplace, spécialiste de « la fabrique de lieux de vie à dimension culturelle et sociale ».

Dans ces requalifications urbaines, la culture joue en effet un rôle essentiel par sa propension à valoriser l'image d'un lieu et à drainer un public ciblé, composé généralement des « classes créatives ». C'est en ce sens que la culture est souvent employée comme créatrice de valeur, dans le but de redynamiser des territoires en perte de vitesse, à l'image du Louvre de Lens, du centre Pompidou de Metz ou du Guggenheim de Bilbao. Ce levier économique efficace à l'échelle des territoires l'est aussi à l'échelle des quartiers, notamment par le biais des friches culturelles s'installant dans les interstices urbains. En dépit de leurs vertus supposément émancipatrices, les politiques culturelles semblent ainsi davantage profiter à la spéculation immobilière qu'aux habitants déjà présents : « Plutôt que d'aller de manière volontariste vers des populations qu'il s'agirait d'amener à la culture ou de rendre fières de leurs formes expressives, il s'agit [...] de conformer la ville aux attentes de publics potentiels qu'il s'agit d'attirer » (Genard, 2014).

L'exemple canonique de cette gentrification est celui de Berlin, où le foisonnement culturel de multiples espaces industriels réaménagés en lieux de vie a contribué à attirer un public international et de nombreux promoteurs, responsables d'une flambée des prix immobiliers de plus de 50 % en quelques années, au point de provoquer la colère des habitants qui s'organisent pour tenter de contrer cette inflation galopante. En France, les villes de la petite couronne parisienne sont aussi concernées par cette envolée des prix et, tout comme Berlin, elles voient se multiplier ces nouvelles friches, dont de nombreuses s'installent sur des espaces ferroviaires désaffectés gérés par SNCF Immobilier. L'une des dernières en date, la Cité fertile à Pantin, a pris place sur une ancienne gare de fret et organise des actions autour de l'écologie et de la culture, dans un lieu où doit sortir de terre dès 2022 un gigantesque écoquartier mêlant logements, bureaux et commerces. Ainsi, elle apparaît comme une superbe opération de valorisation de la future zone d'aménagement concertée (ZAC), notamment auprès des populations aisées, dans une ville où l'ouverture récente de plusieurs tiers lieux de ce genre coïncide avec une hausse des prix au mètre carré de plus de 21 % entre 2013 et 2018.

Cependant, sans réduire cette gentrification à la simple « voracité » de promoteurs, il semble que la « renaissance » d'espaces dépréciés soit une conséquence immanente aux dynamiques capitalistiques de l'espace. Comme le développait Neil Smith dans son étude des cycles de valorisation-dévalorisation-revalorisation des espaces (1996), les lieux, du fait de leur dévalorisation, acquièrent un nouveau potentiel de rentabilité propice à la spéculation appelé « écart de rente » (*rent gap*), qui contribue généralement à un retour des investissements et à une inévitable hausse des prix.

3. LE PARADOXE DE LA «VILLE CRÉATIVE» : UNE CRÉATIVITÉ EN VOIE DE STANDARDISATION ?

Outre le processus de gentrification qui semble accompagner la reconversion des friches, se pose la question de l'originalité de la démarche qui tend à s'uniformiser. Ainsi, une poignée d'entreprises culturelles se partagent aujourd'hui le lucratif marché des friches en région parisienne, parmi lesquelles Cultplace, La Lune Rousse ou Sinny & Ooko qui contribuent à l'apparition d'un modèle unique loin de conduire à la réappropriation spontanée des lieux par les habitants.

Siny & Ooko, qui gère notamment La Recyclerie – espace à visée écologique soutenu par le groupe Véolia qui participe dans le même temps au scandale énergétique de la station de ski de Dubaï – propose des formations destinées à la création de tiers lieux facturées 2 000 euros la semaine, avec pour objectif affiché : « un tiers lieu dans chaque commune ». Le modèle tend donc à se généraliser, à l'image des gares désaffectées de la petite ceinture qui, comme la Recyclerie, se transforment les unes après les autres en lieux de vie branchés portés par la vague post-industrielle.

Les stratégies de communication des différentes friches parisiennes peuvent illustrer ce phénomène de standardisation : ainsi, le tiers lieu se définit tantôt comme « bar éphémère, libre et curieux », « lieu de vie pluridisciplinaire », « fabrique de ville, fabrique de vie » ou « laboratoire vivant d'utopie concrète ». La rhétorique de l'ouverture se mêle ainsi généralement à celle de l'engagement, pour vanter des espaces « autorisants » voués à accueillir un public en « mal de solidarité ».

Cependant, contrairement aux *squats* qui se veulent ouverts à tous, l'entrée des friches est généralement gardée par des vigiles qui filtrent les entrées et s'assurent notamment qu'aucune consommation ne provienne de l'extérieur. De même, il existe souvent des jurys chargés de sélectionner les artistes et les intervenants qui souhaitent se produire dans le cadre des conventions d'urbanisme transitoire, afin de s'assurer qu'ils sont en accord avec l'image que souhaitent véhiculer les lieux et remplissent les critères pour les occuper. De fait, même l'art et les activités proposées sont soumis à une standardisation, notamment à travers la généralisation systématique du *street art* et de l'imaginaire du *squat* (murs décrépits, graffitis, palettes de bois…). La

scénographie de l'alternatif s'incarne par les matériaux de récupération et la vogue du « *Do it Yourself* », où le client oublie son rôle de consommateur en pensant participer à un projet collaboratif et novateur. Il semble ainsi que derrière cette mise en scène se cache un recyclage commercial des initiatives populaires, où la liberté d'occuper de nouveaux lieux se transforme en nouvelle liberté de consommer.

Plus largement, l'aspect novateur et pionnier des friches semble coïncider avec la conversion « néo-managériale » du monde de l'entreprise, matérialisée par le développement des *open spaces* et des plateformes de *coworking* qui prônent la mise en commun, le décloisonnement et la synergie collective. Ce nouveau discours entrepreneurial paraît concorder parfaitement avec celui des friches qui se développent de manière exponentielle dans les interstices urbains, au point qu'il soit possible de se demander si celles-ci, sous un verni alternatif et transgressif, n'incarnent pas le simple prolongement d'une dynamique néolibérale contemporaine.

CONCLUSION

Bien que la reconversion des friches en milieu urbain permette de redécouvrir des lieux atypiques et du foncier caché, que les initiatives sociales et écologiques y soient parfois sincères et efficientes, il semble que leur institutionnalisation et leur recyclage commercial privent souvent les citoyens d'une réelle opportunité de se réapproprier la ville.

Dans *Le droit à la ville*, Henri Lefebvre évoquait l'« apparence caricaturale d'appropriation et de réappropriation de l'espace urbain que le pouvoir autorise », qu'il oppose à « la véritable appropriation, [...] combattue par les forces répressives » (1968). Il semble que cette distinction soit particulièrement significative eu égard aux friches « institutionnelles » qui prennent le pas sur les *squats* autogérés. Quand les premières sont souvent contraintes de se conformer au marché et doivent attirer des publics aisés dans une logique lucrative, les seconds tentent généralement de remédier au problème du logement et concernent avant tout les « oubliés » de la ville, et plus largement tous ceux qui souhaitent construire un rapport à l'urbain et un mode d'habiter réellement alternatif.

Si cette pure distinction « axiologique » entre squat et friches institutionnelles est parfois plus complexe qu'il n'y paraît, il semble néanmoins que la dynamique menant à la reconversion des friches industrielles soit le témoin de nombreux paradoxes, en premier lieu celui de la fétichisation de l'identité populaire qui conduit souvent à sa disparition, comme celui de la « ville créative » (Vivant, 2009) qui, à force de vouloir systématiquement attirer les « créatifs », peut finir par annihiler toute créativité.

RÉFÉRENCES

Faburel G., 2018, *Les métropoles barbares*, Paris, Le Passager clandestin.

Genard J.-L., 2014, « Cultures urbaines et politiques culturelles », *SociologieS*, dossier « Diversification artistique et politiques culturelles » [en ligne : journals.openedition.org/sociologies/4575, consulté le 03/11/2019].

Lefebvre H., 1968, *Le droit à la ville,* Paris, Anthropos.

Smith N., 1996, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, London, Routledge.

Vivant, E., 2009, *Qu'est-ce que la ville créative ?*, Paris, PUF.

L'AUTEUR

Julien Watine
Sorbonne Université (Paris IV)
julienwatine@gmail.com

CO-PORTEURES
Eleonora ELGUEZABAL
(INRA-Cesaer),
Olivia VIEUJEAN
(EHESS-CMH)
& Florence WEBER
(PSLENSCMH)

Session J Politiques territoriales et temporalités individuelles et familiales. Pour une coopération entre ethnographes, économistes, historiens et géographes

La session proposée vise à confronter plusieurs monographies locales, en milieu rural ou en milieu urbain, dans des zones soumises à des modifications structurelles brutales des emplois locaux (retour, abandon ou modifications des pratiques agricoles, industrielles et touristiques). Pour construire des outils statistiques adaptés à l'analyse de l'articulation entre trajectoires individuelles et familiales et politiques territoriales, on espère mettre à jour des processus économiques de grande extension et leurs effets sur les individus en fonction des politiques publiques adoptées à différentes échelles.
On suggère d'examiner les trajectoires résidentielles et familiales des individus en fonction de leur statut juridique résidentiel et de la nature de leurs revenus. Selon les dynamiques d'emploi des territoires considérés, on se demandera à quel moment le logement familial représente, pour les individus, une ressource, une contrainte ou un piège, à la fois du point de vue économique et du point de vue moral (obligation sociale intériorisée).
Dans quelle mesure les politiques appliquées sur un territoire donné (emploi, cadre de vie, culture, éducation et santé, logement et transport, aménagement du territoire) sont-elles influencées par la façon dont les acteurs politico-administratifs se représentent les pratiques de mobilité des individus (travailleurs salariés, travailleurs indépendants, ayants-droits ou rentiers) ? Dans quelle mesure différents acteurs économiques (notaires, propriétaires, entrepreneurs…) peuvent-ils influencer, plus ou moins efficacement, les processus de valorisation et de dévalorisation des espaces ? Quels indicateurs indigènes de la valeur sont-ils produits et à quelles échelles ? Comment ces indicateurs peuvent-ils être analysés, modélisés, quantifiés ?

Local Public Policies Faced with Household Timescales. Towards Cooperation between Ethnographers, Economists, Historians and Geographers

This session aims to compare several local studies focused on rural or urban areas undergoing abrupt structural changes in the area of local employment (individuals returning or leaving, changes in agricultural, industrial and tourism practices). By developing statistical tools adapted to the analysis of the articulation between individual and family trajectories and local public policies, the aim is to bring to light large-scale economic processes and their effects on individuals depending on the territorial policies adopted at different local scales. The idea is to examine the residential and family trajectories of individuals according to their residential legal status and the nature of their income. Depending on the employment dynamics of the places under study, we shall investigate to what extent, for the individuals involved, housing represents a resource, a constraint or a trap, both from the economic and moral point of view (internal social obligation).
To what extent are policies applied in a given place (employment, living environment, culture, education and health, land use, housing and transport) influenced by regulatory representations of the mobility practices of individuals (employed, self-employed, right holders or annuitants)? How do various economic actors (notaries, owners, entrepreneurs, etc.) influence, with varying levels of success, spatial pricing processes? What native indicators of value are produced and at what scales? How might these indicators be analysed, modelled, quantified?

Políticas territoriales y temporalidades individuales y familiares: para una cooperación entre etnógrafos, economistas, historiadores y geógrafos

La sesión propone una confrontación de varias monografías locales, en medios rurales y urbanos, en zonas que son objeto de transformaciones estructurales brutales en términos de empleo local (retorno, abandono o modificaciones radicales de prácticas agrícolas, industriales y turísticas). Para elaborar instrumentos estadísticos propicios al análisis de la articulación entre trayectorias individuales y familiares y políticas territoriales, proponemos evidenciar procesos económicos de gran amplitud y sus efectos sobre los individuos y los territorios según las políticas territoriales adoptadas.

Sugerimos examinar las trayectorias residenciales y familiares de los individuos según su estatus jurídico residencial y la naturaleza de sus ingresos. En función de las dinámicas de empleo en los territorios considerados, nos preguntaremos si la vivienda familiar representa para los individuos, en un momento dado, un recurso, una fuente de coerción o una trampa, tanto desde un punto de vista económico como moral (interiorización de la obligación social).

¿En qué medida se encuentran las políticas aplicadas en un territorio dado (de empleo, cultura, educación, salud, vivienda, transporte) influenciados por la manera con la que los actores político-administrativos consideran las prácticas de movilidad de los individuos (asaladiaros, trabajadores independientes, rentistas, allegados)? ¿En qué medida diferentes actores económicos (escribanos, propietarios, empresarios…) llegan a influenciar, de manera más o menos eficiente, los procesos de valorización y de desvalorización de los espacios? ¿Qué indicadores nativos del valor se van produciendo y en qué escala? ¿Cómo pueden esos indicadores ser analizados, modelizados y cuantificados?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Bargel L., 2016, « Une carte, trois communes et deux États. Conflits pour l'appropriation institutionnelle de pâturages alpins frontaliers », *Norois,* 238-239(1), p. 85-95.

Chamboredon J.-C., 2019, *Territoires, culture et classes sociales, textes choisis et présentés par G. Laferté et F. Weber,* Paris, éd. Rue d'Ulm, coll. « Sciences sociales ».

Collectif, 2012, dossier « Conflits d'usage dans les espaces ruraux et périurbains », *Économie rurale,* n° 332.

Cribier F., Kych, A., 1992, « La migration de retraite des Parisiens : une analyse de la propension au départ », *Population,* 47(3), p. 677-717.

Dufy C., Weber F., 2007, *L'ethnographie économique. Repères,* Paris, La Découverte.

Elguezabal E., 2015, *Frontières urbaines : les mondes sociaux des copropriétés fermées,* Rennes, PUR.

Laferté G., 2014, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, n° 4, p. 423-439.

Martínez Alier J., 2014, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde,* Les petits matins–Inst. Veblen [2002, trad. de l'espagnol par A. Verkaeren].

Renahy N., 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale,* Paris, La Découverte.

Weber F., 1989, *Le travail à côté. Étude d'ethnographie ouvrière,* Paris, INRA–éd. de l'EHESS.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Jean-Robert DANTOU, Olivia VIEUJEAN, Florence WEBER – Mobilités sociales et résidentielles en France. Une approche ethnographique dans deux petites villes aux marges du Bassin parisien

– Clara DEVILLE – Gouverner par la distance : retrait de l'État social et inégalités d'accès au RSA des classes populaires rurales

– Julie FROMENTIN – Politiques territoriales et transformations socio-spatiales de l'immigration dans les espaces peu denses en France : apports d'une approche géographique

– Simon GAUTHIER – Polarisation économique et trajectoires d'occupation territoriale en périphérie : le cas du Québec

– Adèle PIERRE, Alexandre LECLERCQ – Le Registre national, un outil pertinent à l'heure de la mondialisation ? Confrontation au contexte territorial bruxellois

– Quentin SCHNAPPER – Animer le bourg et son commerce. Engagements patronaux, action publique locale et compétitions territoriales dans un bourg rural périurbain de l'ouest de la France (1960-2017)

– Martial VIALLEIX, Thomas CORMIER – Des signaux faibles de déclin en contexte métropolitain ? Exemple(s) en Île-de-France

AUTEUR·E·S
Jean-Robert DANTOU,
Olivia VIEUJEAN,
Florence WEBER

Mobilités sociales et résidentielles en France. Une approche ethnographique dans deux petites villes aux marges du Bassin parisien

RÉSUMÉ
L'anthropologie de la parenté et des migrations internationales a renouvelé l'analyse des mobilités sociales dans le monde. Ce texte propose de combiner leurs outils, appliqués à l'analyse des mobilités sociales et des migrations internes de longue distance en France, avec ceux de l'histoire économique et de la géographie sociale, pour étudier la décroissance démographique, depuis 2000, de trois « petites villes centres » aux marges du Bassin parisien, et ses effets contrastés sur la population résidente. La première section présentera les histoires économiques et administratives de ces bourgs industriels et ruraux. La deuxième section exposera plusieurs trajectoires de migrants : une récente migration de pauvres dans la ville de Fredonne, qui s'est effondrée démographiquement entre 2005 et 2011 ; une périurbanisation plus ancienne, portée par les classes moyennes et populaires locales autour de Monceau ; dans les deux cas, des migrations de retour et de conquête en fonction des opportunités perçues. La troisième section esquisse une modélisation des processus à l'œuvre, susceptible d'éclairer les politiques territoriales pour contrer, à l'échelle locale, les éventuels effets destructeurs de la décroissance.

MOTS CLÉS
ethnographie, parenté, migrations internes de longue distance, petites villes en déclin, politiques territoriales

ABSTRACT
Anthropology of kinship and migration studies have opened new roads to think world-wide social mobility. This text uses these ethnographic approaches to analyse social mobility and domestic migrations in France, combined with local economic history and spatialised demography. It focuses on three small nearby shrinking cities at the edge of Bassin parisien, and studies the various consequences, on the resident population, of their demographic decline. The first section presents economic and administrative contexts. The second section exposes several trajectories of long and short distance domestic migrants: Poverty migration from and towards Fredonne after its 2005-2011 demographic collapse; Small distance middle-class and working-class migration around Monceau; In both cases, long distance conquest and return migrations, depending on perceived opportunities. The third section outlines a modelling of ongoing processes, in order to inform territorial policies able to counter the potential destructing effects of local decline.

KEYWORDS
Ethnography, Kinship, Long distance domestic migrations, Small shrinking cities, Territorial policies

L'anthropologie de la parenté contemporaine (Déchaux, 2006) et les travaux interdisciplinaires sur les migrations internationales ont renouvelé l'analyse des mobilités sociales dans le monde (par exemple en Afrique, Noret, 2020). Ce texte propose d'appliquer ces approches ethnographiques de la parenté et des migrations à l'analyse des mobilités sociales et des migrations internes en France.

Notre enquête depuis 2017 dans deux petites villes en déclin, que nous nommerons Fredonne et Monceau, aux marges du Bassin parisien, visait à analyser les effets sur les individus et les familles de l'application, à l'échelle micro-locale, d'un ensemble de politiques sociales au sens large (aide sociale, logement, santé, école) dans un contexte de transformations des politiques qui s'appliquent aux collectivités territoriales de faible densité. L'analyse de la complexité des migrations domestiques, déjà entamée par Guéraut (2018) dans le cas des villes moyennes en déclin, s'est finalement imposée pour rendre compte des variations locales du phénomène analysé récemment sous le terme de « petites villes françaises en décroissance » (Wolff *et al.*, 2013 ; Insee, 2018).

Nous proposons d'abord (1re section) de confronter l'histoire sociale, économique et administrative de ces deux bourgades dont la population oscille entre 4 000 et 9 000 habitants depuis la Révolution, pour comprendre la nature de leur « déclin démographique » depuis 2000, et ses effets contrastés sur la population résidente. Nous nous appuierons ensuite (2e section) sur quelques trajectoires résidentielles pour analyser les mouvements de population récents. Nous serons amenés à observer conjointement l'appartenance de classe, la place dans le cycle de vie et le rapport à la localité des personnes rencontrées. Dans quelles conditions l'autochtonie (Renahy, 2005) est-elle une ressource à différents moments du parcours de vie, y compris pour des émigrés qui reviennent ? Dans quelles conditions ne suffit-elle plus à supporter les effets de la crise locale (faillite des petites entreprises, départ des jeunes, arrivée d'une population pauvre rejetée de la métropole, fermeture de services aux particuliers à vocation généraliste, ouverture de services sociaux spécialisés) ? Il nous semble important de comprendre la diversité des logiques sociales et les effets de leur coexistence locale pour éclairer les discussions en cours sur les politiques territoriales dans les petites villes en déclin.

1. DEUX DESTINS TERRITORIAUX DIVERGENTS

En bordure du Bassin parisien, ces deux villes sont marquées de longue date par leurs relations commerciales avec Paris : dès l'époque moderne la vallée navigable passe à proximité de Monceau, au XIXe siècle le canal et la ligne de chemin de fer qui desservent la capitale régionale passent à Fredonne, au XXe siècle deux routes nationales desservent les deux villes, puis la construction de l'autoroute rapproche Monceau de Paris, enfin la construction du TGV déclasse la gare de Fredonne. Aujourd'hui encore, ni ligne de bus ni chemin de fer ne relient Monceau à la capitale régionale, elle-même fragilisée dans la nouvelle carte des régions.

1.1. De 1950 à 2000 : une configuration locale stable

Jusqu'aux années 1990, ces deux villes présentaient des profils analogues dans un contexte de production agricole et industrielle stable depuis 1950. Monceau, qui tirait sa richesse de l'exportation vers Paris des produits d'une région enclavée (forêt, élevage, carrières…), était dotée dès le XVIIIe siècle d'un collège de haut niveau, d'un tribunal et d'une bourgeoisie locale intellectuelle et antiquaire qui resta longtemps proche de l'aristocratie et du catholicisme. Fredonne, desservie dès le XIXe siècle par le train et le canal, dotée d'un hôpital, d'un tribunal et d'un lycée, se trouve au XXe siècle au cœur d'une région agricole relativement prospère. Monceau et Fredonne sont deux villes de notables qui se sont modernisées après 1950 avec l'implantation de plusieurs petites usines et la construction de quartiers HLM (habitations à loyer modéré) dans leurs faubourgs. À partir de 1981, le pouvoir socialiste y a largement remplacé les anciennes élites locales.

1.2. 2000-2020 : des trajectoires urbaines divergentes

Comme dans beaucoup d'autres petites villes, les deux tribunaux ont fermé en 2010, les hôpitaux et les lycées sont à la peine. Mais le déclin démographique, marqué depuis 2000, a eu des conséquences très différentes sur le bâti, sur l'espace public et sur les populations. La ville de Fredonne a subi un effondrement spectaculaire à partir de 2006, démographique (le nombre de logements vacants a presque doublé entre 1990 et 2011) et urbanistique (avec plusieurs tentatives ratées d'amélioration du cœur historique et des faubourgs). À Monceau, les hésitations urbanistiques du centre-ville n'ont pas empêché une alliance politico-administrative de la municipalité avec ses communes périurbaines et la zone attire, pour un temps du moins, des nouveaux venus très qualifiés, originaires de la région ou non.

2. ÉTUDES DE CAS

Nous avons regroupé les cas que nous analysons ici en quatre trajectoires migratoires.

2.1. Fredonne : des migrations de pauvreté

Fredonne a subi une baisse de population de 10 % entre 2011 et 2016, pour une population qui oscillait au-dessus de 6 000 habitants depuis 1975. La ville apparaît désormais comme un espace de relégation pour une population pauvre, arrivée depuis la métropole francilienne pour occuper des logements sociaux, anciens ou récents, et des « logements sociaux de fait » caractéristiques des zones dégradées. La proportion de logements vacants représente un bon indicateur du phénomène : elle a d'abord cru considérablement puis s'est réduite, parce que de nouveaux habitants pauvres sont venus les remplir.

Une filière inattendue repose sur l'arrivée à Fredonne de petits investisseurs privés attirés par les prix très bas, disposant de liquidités mais non de revenus réguliers. Ils achètent à des héritiers locaux qui cherchent à réaliser leur bien pour fuir la région et découvrent, tardivement, qu'ils ont fait un très mauvais calcul. Ainsi,

Jean explique qu'il a investi en 2008, « trop tard » ou peut-être trop tôt : s'il essayait de revendre l'immeuble aujourd'hui il ne pourrait en obtenir que la moitié du prix payé il y a 12 ans.
D'autres filières attirent localement des prestataires sociaux sous mandat judiciaire, depuis la capitale départementale voire depuis la région Île-de-France : les administrations se saisissent de ces opportunités de logement bon marché pour « relancer des trajectoires », les bailleurs locaux, publics et privés, apprécient le paiement garanti du loyer malgré les difficultés de gestion de ces populations.

2.2. Fredonne : l'énergie des émigrés de retour

Un autre phénomène inattendu a émergé des rencontres que nous avons effectuées à Fredonne : l'énergie d'hommes et de femmes, dotés de ressources sociales et économiques diverses, originaires de la ville ou y ayant effectué leurs études secondaires, qui ont investi des ressources financières et une énergie considérable pour rénover ou « retaper » les maisons abandonnées et « relancer la ville ».

2.3. Monceau : une ville centre peu attractive et un centre historique en attente de valorisation

La commune de Monceau a elle aussi perdu 9 % de sa population entre 2011 et 2016. Son taux de logements vacants (16 % des logements principaux) est moins élevé que celui de Fredonne (20 %), mais il a bondi entre 2011 et 2016. Le quartier d'immeubles sociaux des années 1970 y a été partiellement réhabilité en 2018. Les jeunes qui y habitent, en quête de formation et d'emploi, s'y sentent « coincés » par le manque de transports publics et de formations locales. Les pavillons de la même époque, regroupés dans un autre quartier, peinent à trouver preneur au moment de la retraite ou du décès de leurs propriétaires vieillissants. Quant aux maisons anciennes et aux immeubles « bourgeois » du centre-ville, dont certains sont vacants et dégradés alors que d'autres ont bénéficié de subventions de revalorisation du bâti par l'Agence nationale de l'habitat, ils se vendent à des prix largement supérieurs aux capacités des classes populaires et moyennes locales.

2.4. Autour de Monceau : ruralisation et périurbanisation

Des cas rencontrés à Château-Rouge, village excentré de la communauté de communes de Monceau, incitent à analyser l'évolution des prix de l'immobilier en tenant compte des reconfigurations politiques du territoire. Depuis les années 1990, des familles de classes populaires se sont installées dans plusieurs communes périurbaines (l'aire urbaine de Monceau compte en 2014 deux fois plus d'habitants que la ville centre), soutenues par des solidarités locales et familiales. Ainsi, Annabelle, Nathalie et Sophie ont connu toutes les trois de petites mobilités résidentielles qui ont amélioré les conditions de vie de leurs familles, à la faveur de petites propriétés agricoles héritées et grâce à des investissements professionnels féminins dans le service public fragilisé de la petite enfance et dans l'emploi public local, contractuel et à temps partiel.

2.5. Des quadragénaires urbains diplômés en quête d'avenir

La région de Monceau a vu arriver récemment des cadres supérieurs poussés hors des métropoles européennes par des conditions de vie difficiles, ou par l'expérience d'une impasse professionnelle. La migration se fait en couple avec enfants. Elle repose sur un ancrage familial local combiné à des opportunités professionnelles pour l'un des membres du couple (l'épouse dans les deux cas que nous avons rencontrés). Le succès d'une telle stratégie est loin d'être assuré. Il repose, comme souvent, sur la stabilité conjugale. Le secteur professionnel et le niveau des revenus et du patrimoine offrent des opportunités différentes, et la capacité de les saisir est inégalement répartie parmi les nouveaux venus.

CONCLUSION

La comparaison avec des bassins d'emploi spécialisés en marge du Bassin parisien (Gilli, 2005), parfois de très petite taille, est intéressante pour comprendre, par contraste, la complexité des trajectoires résidentielles qui se croisent dans des bourgades touchées de plein fouet par le déclin des petites industries implantées après 1950 (automobile, textile, électroménager) et par la disparition des familles de notables qui s'étaient maintenues « dans leur ville » jusqu'à la génération née en 1920. Certaines de ces villes en déclin (dont Fredonne est un bon exemple) sont devenues un piège pour les héritiers, qui héritent d'immeubles en ruine, de dettes et de responsabilités légales, selon un processus analysé à l'échelle de la Grèce par l'anthropologie économique de la parenté (Knight, 2018). L'effet de panique devant ces situations dramatiques peut conduire à des efforts désordonnés condamnés à l'inefficacité.
L'afflux de population lié à l'industrie ne suffit pas à construire une localité où il fait bon vivre, de même qu'il ne suffit pas de remplacer l'industrie par l'eldorado du tourisme (pour une analyse ancienne mais toujours d'actualité : Chamboredon, 2019). Les politiques de logement social n'ont de sens que si elles rencontrent

une demande locale, sans quoi les bailleurs s'épuisent à inventer des locataires pauvres mais solvables. Lorsqu'il existait des opportunités professionnelles pour les femmes à l'échelle micro-locale (ici, dans les métiers de la petite enfance), les classes populaires rurales stables – c'est-à-dire dont les membres, hommes ou femmes, savent conserver ou retrouver un conjoint – se sont enrichies considérablement depuis les années 1970. Leurs standards de vie sont élevés, leurs compétences techniques et sociales se sont maintenues, là où certains enfants des classes moyennes ont plongé dans la solitude et le désespoir. Dans les classes populaires comme dans les classes moyennes et supérieures, c'est la capacité à saisir des opportunités « sans se tromper » (comme le montre le cas de Jean à Fredonne) qui dessine la ligne de partage entre les « gagnants » et les « perdants » du nouveau monde.

Ces éléments de cadrage sociologiques à l'échelle globale sont rarement perçus par les agents chargés d'appliquer, d'éclairer ou de construire, à l'échelle locale, des politiques territoriales. C'est pourquoi certains citoyens, bons connaisseurs de leur localité et dotés d'une énergie à la hauteur de leur attachement au lieu, peuvent renverser la table et inverser des trajectoires de déclin qui apparaissent, à d'autres, comme inéluctables. À la puissance publique de soutenir ces initiatives lorsqu'elles correspondent non pas à des critères formels, comme c'est trop souvent le cas, mais à une analyse des opportunités territoriales bien informée. À condition de faire la part, dans ces énergies collectives, des intérêts personnels et des jalousies horizontales (Weber, 1989).

RÉFÉRENCES

Chamboredon J.-C., 2019, *Territoires, culture et classes sociales. Textes choisis et présentés par G. Laferté et F. Weber*, Paris, Éd. Rue d'Ulm, coll. « Sciences sociales ».

Déchaux J.-H., 2006, « Note critique. Les études sur la parenté : néo-classicisme et nouvelle vague », *Revue française de sociologie,* 47(3), p. 591-619.

Gilli F., 2005, « Le Bassin parisien. Une région métropolitaine », *Cybergeo* , « Espace, société, territoire », document n° 305 [journals.openedition.org/cybergeo/3257].

Guéraut É., 2018, *Ascension et fragilisation d'une petite bourgeoisie culturelle. Une enquête ethnographique dans une ville moyenne en déclin*, thèse de doctorat à Sorbonne Paris Cité.

Knight D., 2018, "The Desire for Disinheritance in Austerity Greece", *Focaal,* n° 80, p. 30-42.

Insee, 2018, *Déclin marqué ou affirmation de leur rôle central, les destins contrastés des petites villes de Bourgogne-Franche-Comté*, Paris, coll. « INSEE Analyses BFC », n° 31.

Noret J., 2020, *Social Im/mobilities in Africa. Ethnographic Approaches*, London–New York, Berghahn.

Renahy N., 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale,* Paris, La Découverte, coll. «Textes à l'appui / Enquêtes de terrain ».

Weber F., 1989, *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, INRA–éd. de l'EHESS.

Wolff M., Fol S., Roth H., Cunningham-Sabot E., 2013, « *Shrinking cities,* villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo* [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/26136].

LES AUTEUR·E·S

Jean-Robert Dantou
ENS — École doctorale SACRe
jean-robert.dantou@ens.fr

Olivia Vieujean
EHESS — Centre Maurice Halbwachs
oliviavieujean@gmail.com

Florence Weber
ENS — Centre Maurice Halbwachs
florence.weber@ens.fr

AUTEURE
Clara DEVILLE

Gouverner par la distance : retrait de l'État social et inégalités d'accès au RSA des classes populaires rurales

RÉSUMÉ
Cette communication propose une analyse située à l'intersection des politiques de réformes territoriales et des trajectoires d'accès aux droits sociaux. Reposant sur des résultats issus d'une recherche doctorale, je montre que les politiques d'implantations des guichets complexifient l'accès au revenu de solidarité active (RSA) pour les fractions les plus précarisés des classes populaires rurales. Les réformes de retrait des institutions de l'État social accroissent la distance géographique qui sépare les plus précarisés des points d'accès aux droits. Cette distance se double de l'augmentation des difficultés à la franchir et de l'intensification de son poids symbolique à mesure que l'on descend dans la hiérarchie sociale. En me basant sur des outils théoriques et méthodologiques croisant sociologie des classes sociales et géographie sociale, je peux ainsi montrer que l'espace est une variable active dans la formation des inégalités d'accès aux droits.

MOTS CLÉS
sociologie critique de l'espace, territoire administratif, mobilités des classes populaires

ABSTRACT
This communication proposes an analysis situated at the intersection of territorial reform policies and trajectories of access to social rights. Based on the results of a doctoral research, I demonstrate that the policies of guichets implantation complicate the access to the social minima for the most precarious fractions of the rural working classes. Reforms to remove institutions of the social state increase the geographical distance that separates the most precarious sections of the rural working classes from the points of access to benefits. This distance is reinforced by the increasing difficulties in overcoming it and the intensification of its symbolic weight as we move down the social hierarchy. Based on theoretical and methodological tools combining sociology of social classes and social geography, I can show that space is an active variable in the formation of inequalities in access to rights.

KEYWORDS
Critical Sociology of Space, Administrative territory, Working-class mobility

Cette proposition de communication est issue de mes travaux de thèse portant sur les difficultés d'accès au minimum social que rencontrent les classes populaires habitants en milieu rural. Les matériaux récoltés proviennent d'une monographie réalisée dans un territoire viticole (le Libournais, en Gironde). J'y ai enquêté auprès des diverses institutions en charge de la mise en œuvre du RSA afin de saisir les logiques des réformes d'implantation territoriales de guichets, analysant ainsi les dynamiques de retrait de l'État social des espaces ruraux. J'ai également suivi des demandeurs du minimum social tout au long de leurs parcours administratifs, ce qui a mis en évidence les différentes barrières qui les éloignent de l'obtention de leurs droits. Ces données qualitatives sont complétées par la réalisation de statistiques localisées, mettant en lumière les principes de différenciation de l'espace rural étudié. Enfin, les analyses proposées reposent sur l'exploitation de méthodes cartographiques, portant à la fois sur le territoire des administrations et sur l'espace vécu des demandeurs du RSA (cartes mentales).
Plusieurs résultats de cette enquête seront abordés. Tout d'abord, j'évoquerai la construction du territoire administratif, revenant alors sur les logiques d'utilisation des cartes administratives comme instrument de gouvernement des pauvres (Le Bourhis, 2007). Ensuite, je parlerai de l'une des barrières éloignant les classes populaires de l'accès au RSA : les points d'accès se recentrant dans le pôle urbain du territoire étudié, la capacité à se « rendre en ville » devient un facteur de différenciation entre les demandeurs. La maîtrise des distances, comprises dans leur sens à la fois géographiques et symboliques, devient ainsi une condition

de l'accès aux droits. Elle est socialement répartie en fonction des trajectoires sociales et résidentielles des demandeurs de RSA.

1. GOUVERNER PAR L'ESPACE

Les logiques d'implantation des guichets de l'État social ont connu des transformations importantes depuis les années 1990, semblables en cela à ce qui est observé dans d'autres secteurs d'action publique (Barrault-Stella, 2016). L'étude menée permet de comprendre que les dimensions spatiales sont utilisées par les administrations du social comme une technique de gouvernement, leur permettant de résoudre les tensions entre les objectifs de réduction des coûts de fonctionnement d'une part et l'augmentation et la diversification des publics se présentant aux guichets d'autre part.

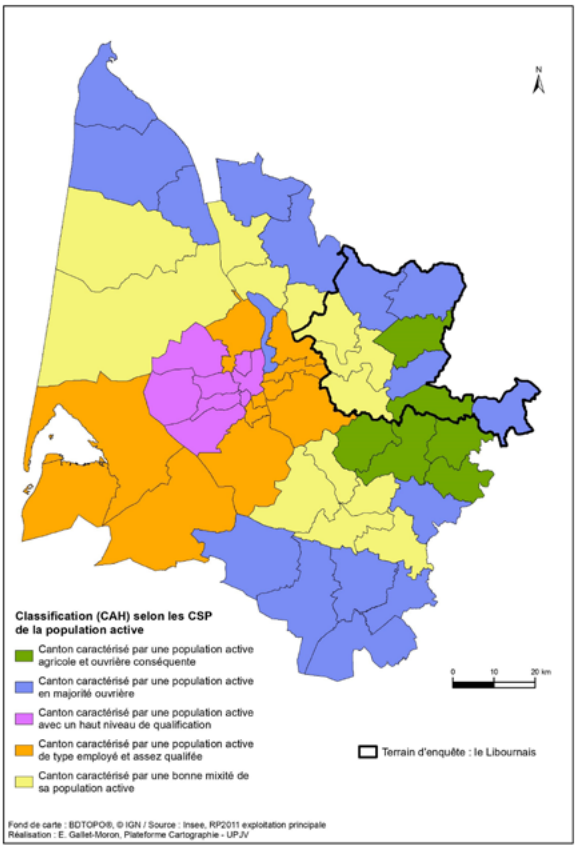
Les administrations organisent l'implantation territoriale de leurs agences sous l'impulsion d'une double dynamique de recentrement urbain (que j'appellerai « force centripète ») et de développement de l'e-administration (que j'appellerai « force centrifuge »). Ces deux « technologies de la distance » (Lussault, 2007) ont réformé le territoire administratif, se traduisant par la fermeture des agences situées dans les cantons les plus éloignés du centre urbain du territoire, et par le déploiement d'outils numérique. Elles réforment le « modèle territorial » des administrations (*ibid.*), c'est-à-dire leur mode de relation au territoire sur lequel elles s'implantent. Schématiquement, ce dernier passe de la proximité, dans lequel l'enjeu est d'aller vers les administrés et donc de déployer des points d'accès aux droits sur l'ensemble du territoire, à l'accessibilité, entendue comme ouverture des administrations à la pratique des administrés. Dans ce cadre, les guichets situés dans les cantons les plus éloignés de Libourne sont remplacés par l'installation de bornes numériques, comme dans les cantons de Sainte-Foy-la-Grande ou encore de Coutras. L'analyse statistique menée montre qu'il s'agit des cantons où la surreprésentation des classes populaires propres aux espaces ruraux (Bruneau *et al.*, 2018) est la plus intense. La carte suivante (fig. 1) représente une classification ascendante hiérarchique réalisée sur les données des différents cantons girondins. Elle montre que plus on s'éloigne de Libourne, plus la population des cantons appartient en majorité aux classes populaires.

ENCADRÉ 1. PRÉSENTATION DU LIBOURNAIS

Situé à l'est de la Gironde, le Libournais est un « pays » (au sens administratif, c'est-à-dire une entité territoriale regroupant plusieurs cantons) qui comporte 129 communes et 154 773 habitants en 2013. Il se compose de neuf cantons dont la variété soumet la question de l'accès au RSA à la double dimension de la diversité des caractéristiques socio-professionnelles des habitants et des variabilités de l'intensité des problématiques de précarité et d'exclusion. Ses caractéristiques en font un territoire intéressant pour l'étude de l'accès au RSA.

Libourne, ville moyenne de plus de 25 000 habitants, en constitue le centre attractif et le principal bassin d'emploi. Le reste du pays est composé de zones rurales moins peuplées et moins dynamiques. Les cantons de Fronsac et de Branne, proches de Libourne, se caractérisent par une population d'employés assez qualifiés. Dans le reste des cantons, la population active travaille principalement dans le secteur agricole (à Lussac et Pujols) ou appartient à la PCS des ouvriers (30 % des habitants du canton de Sainte-Foy-la-Grande appartiennent à la PCS[1] des ouvriers, 36 % dans le canton de Coutras, 36 % dans le canton de Castillon-la-Bataille et 31 % dans le canton de Guîtres). De plus, le Libournais est marqué par la pauvreté. Les communes de Coutras, Sainte-Foy-la-Grande et Castillon-la-Bataille présentent des niveaux élevés des différents indicateurs de pauvreté (taux de chômage, taux de personnes bénéficiaires du RSA).

Figure 1. Classification des cantons girondins selon les catégories socio-professionnelles de la population active en 2011



1 Professions et catégories socio-professionnelles (PCS).

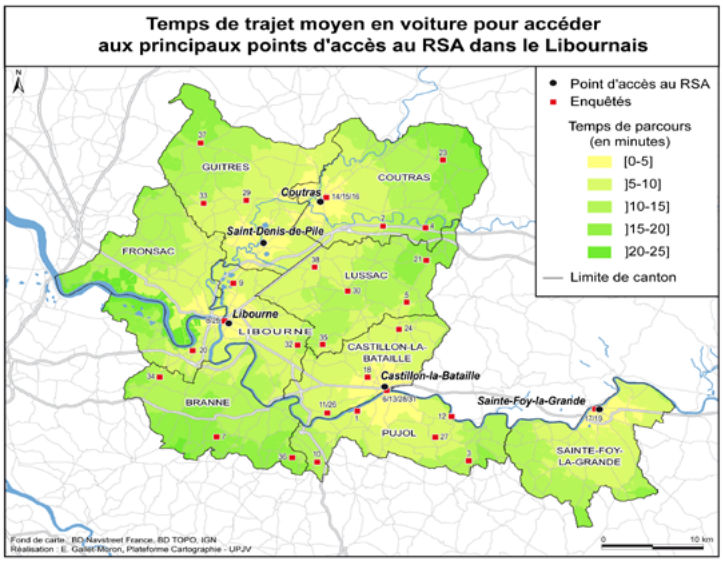


Figure 2. Cartographie des temps de trajet moyen en voiture pour accéder aux principaux points d'accès au RSA dans le Libournais

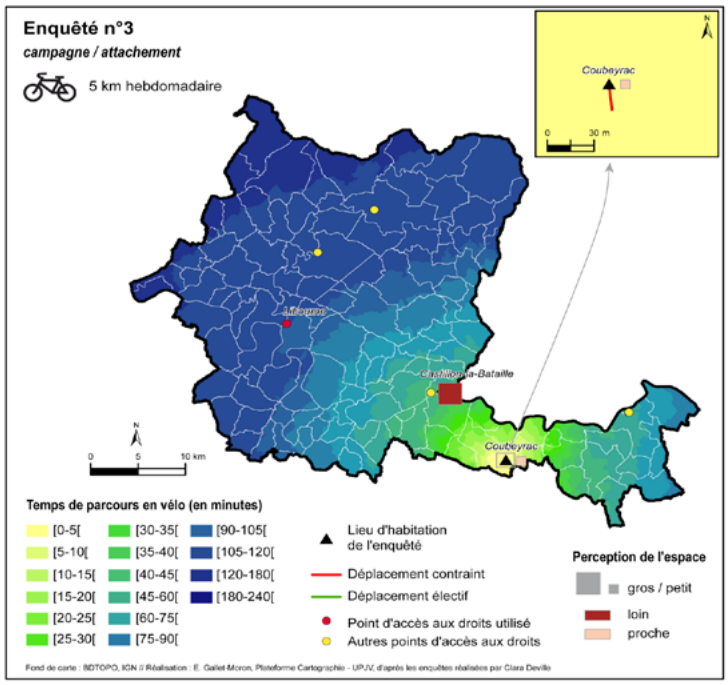
Ce modèle territorial de l'accessibilité est construit pour partie par les représentations que les responsables administratifs nourrissent à l'égard du territoire : les clés de lecture se fondent sur l'usage d'indicateurs reposant sur les temps de trajet en voiture ou encore sur l'accès aux bornes numériques. Dès lors, ils analysent le Libournais comme un espace uniforme et neutre, dans lequel chaque usager est placé à moins de 20 minutes d'un point d'accès aux droits. La figure suivante (fig. 2) montre que cette manière de représenter l'espace, fondée sur un idéal de mobilité, construit une image du Libournais qui exclut toute fracture territoriale.

2. LES CLASSES POPULAIRES FACE À L'ESPACE

L'étude menée montre que ce modèle territorial maintient les fractions les plus précarisées des classes populaires à distance de leurs droits. L'idéal de mobilité sur lequel il se fonde trace des « chemins du droit » que les demandeurs doivent emprunter, c'est-à-dire un ensemble de normes et de conditions qui permettent l'obtention du RSA. Les matériaux ethnographiques collectés montrent que les manières de parcourir ces chemins du droit sont inégalement réparties, dépendant notamment des spatialités des enquêtés, entendues comme « l'ensemble intériorisé des modes de relation (intellectuelle et pratique) d'un individu à l'espace ressource » (Lussault, 2007 : 187). Formées au cours des trajectoires sociales et résidentielles, ces spatialités fabriquent les écarts au fonctionnement du modèle territorial de l'accessibilité, rapprochant ou éloignant les administrés des guichets. Le cas de la famille Travers montre comment les variables spatiales éloignent des guichets physiquement et symboliquement les fractions les plus précarisées des classes populaires. L'étude du parcours d'accès au RSA de cette famille est intéressante car elle fait partie des enquêtés ayant mis le plus de temps à obtenir le RSA (après plus d'une année de démarche).

M. et Mme Travers sont exploitants agricoles. M. possède un BEP dans le secteur de l'agriculture et Mme a arrêté l'école à 15 ans pour travailler sur l'exploitation agricole de ses parents, qu'elle a ensuite reprise avec son mari. Ils sont mariés et ont trois enfants de 12, 10 et 6 ans. Ils habitent sur leur exploitation, située dans un hameau à une dizaine de km de Castillon-la-Bataille. L'exploitation connaît des difficultés économiques depuis que la cave coopérative à laquelle ils vendent leurs récoltes de raisin a baissé les prix et augmenté les charges. Déficitaires depuis plusieurs années, ils ne se versent pas de salaires. Alors qu'ils savent ce qu'est le RSA, leur parcours d'accès au droit a duré plus de deux ans. Les trajets qu'ils doivent effectuer pour se rendre jusqu'aux guichets montrent l'un des aspects des inégalités qui se déroulent avant les prises en charge institutionnelles. Leur analyse révèle comment l'espace est porteur de normes. Ces trajets ne sont pas

Figure 3. La spatialité de M. et Mme Travers



qu'une question de mobilité, entendue comme moyen de franchir une distance (avoir une voiture). L'étude des parcours que mes enquêtés empruntent pour se rendre dans les administrations libournaises amène à complexifier cette analyse et à faire de la mobilité un élément d'un ensemble plus vaste, informant de la manière dont ils habitent les chemins des droits tracés par les administrations.

La figure suivante (fig. 3) représente l'espace vécu de la famille Travers. Alors qu'ils dépendent de la Mutualité sociale agricole (MSA) pour leurs démarches d'accès au RSA, l'agence la plus proche se situe à Libourne. Leur spatialité peut être caractérisée « d'insulaire » (Le Breton, 2005) : peu de déplacements hebdomadaires, connaissance lacunaire du territoire et perception des villes comme étant « grosses » et « loin ».

Dans une semaine ordinaire, M. et Mme Travers ne se déplacent que pour aller chercher leurs enfants à l'école ou pour se rendre au supermarché (à Saint-Magne-de-Castillon, soit à moins de 5 km de leur domicile). Au sein de cet espace restreint, M. et Mme Travers se repèrent en personnifiant les repères spatiaux. Quand je dois me rendre chez eux pour la première fois, ils me décrivent le trajet à parcourir à partir des noms et des histoires des personnes habitants les maisons. Il me faut ainsi « tourner après la maison du patron de la cave viticole », ou encore « passer le terrain de M. Xavier ».

3. LES INÉGALITÉS DANS LA PRATIQUE DES LIEUX URBAINS

Les capacités à pratiquer les espaces urbains sont un autre facteur explicatif des inégalités d'accès au RSA. L'emplacement des guichets se recentrant dans le pôle urbain du territoire, réaliser des démarches administratives impose pour les fractions les plus précarisées des classes populaires rurales de sortir des espaces familiers qu'ils pratiquent habituellement. Les données ethnographiques recueillies montrent qu'il est possible d'établir une géographie intériorisée des espaces sociaux, dans laquelle les effets de lieu imprègnent jusqu'aux manières de pratiquer des lieux considérés comme « étrangers ».

Ainsi, quand M. et Mme Travers doivent se rendre aux guichets des administrations, ils se confrontent à des difficultés liées à la maîtrise de différentes « petites techniques » liées au déplacement urbain : se repérer dans une topographie abstraite, savoir où se garer ou encore comment payer le parking. Dès lors, les déplacements en ville se transforment en autant de violences symboliques, produisant des sentiments de désajustement physique. Quand j'accompagne M. Travers à la MSA, les notes que je prends montrent les effets que produisent sur eux le fait de se déplacer jusqu'au guichet.

> « Pendant le trajet, M. me demande plusieurs fois où est la MSA. Il s'inquiète de l'endroit où on va se garer. En arrivant en ville, il note que ça a changé et que ça fait bien longtemps qu'il n'est pas « monté à la ville ». Il me demande de l'excuser, parce qu'avec lui je vais « avoir l'air d'une plouc ». Je lui demande pourquoi et il me répond qu'il ne sait pas bien faire en ville, avec la circulation. » (extrait du carnet d'observation, 9 août 2015).

Ses sentiments de désajustement prennent racine, pour partie, dans les conditions de logement. Habitant dans des hameaux et occupant des logements marqués par la pauvreté, ces enquêtés nourrissent une « conscience malheureuse » de leurs corps (Bourdieu, 2002) qui les éloignent des lieux de l'accès aux droits. Dans leurs logements, je me sens déplacée, confrontée à un monde dont je perçois l'étrangeté car d'ordinaire invisible et inaccessible. Cette invisibilité est de celle qui caractérise les « surnuméraires » décrits par Castel (1995). Elle est constituée par les dominations économiques dont ils font l'objet, se matérialisant par des écarts aux normes de confort et de consommation. Dans la maison de la famille Travers dont le sol est en terre battue, la gêne que je ressens provient de la mise au jour de conditions de vie « hors normes ». Leur apparition sous mes yeux est d'autant plus déstabilisante que des « zones d'invisibilités » touchent les pauvres des milieux ruraux (Pagès, 2005).

Figure 4. Impression produite par la maison de la famille Travers sur l'enquêtrice
Croquis de la maison de la famille Travers. Carnet de terrain, 25 février 2015.

Le dessin que je fais de la maison de la famille Travers (fig. 4) montre l'effet qu'elle a eu sur l'enquêtrice : on y voit une maison en mauvais état, austère et peu hospitalière. Il y a une bâche bleue sur le toit, des carcasses de voitures et divers objets sur la pelouse. À droite de la maison, du matériel agricole est entreposé. Devant, il y a une piscine gonflable pour les enfants. L'eau est verte.

Cette double source d'invisibilisation (économique et spatiale) se mêle dans l'intériorisation par ces enquêtés de leur condition. Ils éprouvent et expriment le décalage qui les sépare des « autres »,

ceux de la ville, éloignés d'eux spatialement tout autant que symboliquement. Ainsi, quand j'entre dans la maison de M. Travers, il se décrit comme n'appartenant pas aux standards légitimes des modes de vie.

« – M. Travers : Bon ben désolé hein.

– Clara : De ?

– M. Travers : Ben pour le retard déjà. Et puis aussi… ben voyez là où on vous reçoit hein. On n'a pas… [silence] ben on n'est pas comme tout le monde hein, non. C'est la maison du père de ma femme, on y tient hein. Mais elle est pas bien comme il faut hein. Voilà, y'a pas tout ce qu'il faut. On est des paysans quoi, on n'est pas des gens de la ville. »

(extrait d'entretien avec M. Travers, enquêté n° 18, le 25 février 2015)

CONCLUSION

Les décrochements entre mes enquêtés et le modèle territorial des administrations sont le résultat de la manière dont les « effets de lieu » (Bourdieu, 1993) inscrivent les guichets dans leurs spatialités. Plus on descend dans la hiérarchie sociale, plus la distance entre administrations et administrés est forte. Cette distance est le résultat de spatialités dont « la frontière […] continue à se durcir tandis que les inégalités sociales se renforcent » (Sélimanovski, 2008 : 267). Plus encore, l'étude du cas de la famille Travers permet de dépasser les analyses d'inscription ou de renforcement des inégalités par l'espace. Elle permet de saisir comment les dimensions spatiales produisent les situations de pauvreté. Dans le cas étudié, la position dans l'espace local, les conditions de logement et la distance aux centres urbains se combinent pour former un espace de réclusion, tant objectif que subjectif.

RÉFÉRENCES

Barrault-Stella L., 2016, « Produire un retrait de l'État acceptable : les politiques de fermetures scolaires dans les mondes ruraux contemporains », *Gouvernement et action publique,* 5(3), p. 33-58.

Bourdieu P. (dir.), 1993, *La misère du monde,* Paris, Seuil.

Bourdieu P., 2002, *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne et Béarn,* Paris, Seuil.

Bruneau I., Laferté G., Mischi J., Renahy N. (dir.), 2018, *Mondes ruraux et classes sociales,* Paris, Éd. de l'EHESS.

Castel R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat,* Paris, Fayard.

Le Bourhis J.-P., 2007, « Du savoir cartographique au pouvoir bureaucratique. Les cartes des zones inondables dans la politique des risques (1970-2000) », *Genèse,* 69(3), p. 75-96.

Le Breton E., 2005, *Bouger pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale,* Paris, Armand Colin.

Lussault M., 2007, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain,* Paris, Seuil.

Pagès A., 2005, *La pauvreté en milieu rural,* Toulouse, Presses universitaires du Mirail.

Sélimanovski C., 2008, *La frontière de la pauvreté,* Rennes, PUR.

L'AUTEURE

Clara Deville
Université Paris Dauphine PSL — IRISSO
SciencesPo Paris — CSO
CURAPP-ESS
deville.clara@laposte.net

Politiques territoriales et transformations socio-spatiales de l'immigration dans les espaces peu denses en France : apports d'une approche géographique

AUTEURE
Julie FROMENTIN

RÉSUMÉ
La présence de populations immigrées en France s'inscrit dans le cadre de politiques migratoires, économiques et territoriales, qui structurent en partie la composition sociale et la répartition spatiale de ces populations. C'est particulièrement vrai dans les espaces périurbains et ruraux, qui sont animés depuis la fin des années 1990 par des dynamiques très variées en termes de migrations internationales. Cette communication postule que la répartition spatiale des immigrés hors des grandes villes est la traduction et l'héritage de politiques sur des temps plus ou moins longs. Elle vise alors à rendre compte des changements des politiques migratoires et économiques dans les espaces ruraux et périurbains depuis la fin des années 1990 à travers l'analyse des transformations socio-spatiales de l'immigration dans ces territoires. Ce travail est mené à partir de l'analyse des données du recensement de la population de 1999 et 2015 et d'une méthodologie inductive qui articule échelle des individus et échelle des territoires.

MOTS CLÉS
immigration, espaces ruraux, espaces périurbains, transformations socio-spatiales, migrations internationales

ABSTRACT
The presence of immigrant populations in France depends on migration, economic and territorial policies, that partly shape the social composition and spatial distribution of these populations. It is especially true in suburban and rural areas, where there has been since the late 1990s a great variety of migration flows. This paper assumes that the spatial distribution of immigrant outside the major cities is both an expression and a heritage of long-term policies. It aims at unveiling the migration and economic policies' changes in rural and suburban areas since the 1990s through the analysis of socio-spatial transformations of immigration in these areas. To do so, I use 1999 and 2015 census data and a multidate typology method that links together individual scale and regional scale.

KEYWORDS
Immigration, International migration, Rural areas, Suburban areas, Socio-spatial change

INTRODUCTION : ANALYSER LES TRANSFORMATIONS DES TERRITOIRES EXTRA-URBAINS PAR L'ÉTUDE DES POPULATIONS IMMIGRÉES

En géographie de la population, l'articulation entre trajectoires individuelles et trajectoires des territoires peut être appréhendée d'au moins deux manières : d'un côté par l'étude du rôle des contextes spatiaux – dont les politiques territoriales en sont une composante – sur les trajectoires des individus ; de l'autre par l'analyse des transformations des territoires au prisme des trajectoires individuelles et de l'évolution de l'inscription socio-spatiale des populations. L'hypothèse retenue ici est qu'analyser l'évolution de l'inscription spatiale des immigrés hors des grandes villes françaises peut être un révélateur pertinent non seulement des transformations récentes de cette population, mais aussi des transformations plus larges des territoires ruraux et périurbains (phénomènes de périurbanisation, paupérisation, changements des systèmes productifs ruraux, etc.). Une telle approche permet alors de réinscrire les dynamiques socio-spatiales récentes de la population immigrée dans des dynamiques économiques et politiques de plus grande extension.

La présence de populations immigrées en France s'inscrit en effet dans le cadre direct ou indirect de politiques migratoires, économiques et territoriales, qui structurent en partie la composition sociale et la répartition spatiale de cette population. Les années 1990 sont le résultat de trente ans de durcissement des politiques

migratoires, mais aussi de bouleversements politiques majeurs : effondrement du bloc soviétique, extension des zones de libre circulation et d'installation des personnes, poursuite du processus de mondialisation des activités économiques, etc. Ces politiques économiques et migratoires ont un impact sur le tissu économique et l'emploi local, et ont notamment conduit à la disparition de bassins historiques d'immigration de travail, ainsi qu'à l'apparition de nouvelles formes de présence.

C'est particulièrement le cas dans les espaces ruraux et périurbains, qui sont aujourd'hui animés par des dynamiques très variées en termes de migrations internationales : présence d'une main-d'œuvre étrangère surtout temporaire dans le secteur maraîcher ou viticole (Crenn, 2013), installation d'immigrés nord européens dans les campagnes isolées du sud-ouest de la France (Pistre, 2012), périurbanisation des immigrés appartenant aux classes populaires et originaires d'Afrique du Nord dans la région lyonnaise (Lambert, 2015). En suivant une lecture en termes de campagnes globales (global countryside, Woods, 2007), ces différents types de migrations peuvent être reliés de façon systémique par des facteurs structurels (proximité géographique, liens historiques et culturels, conditions économiques, cadre légal, etc.), mais aussi par la capacité d'action des migrants eux-mêmes et des autres acteurs locaux susceptibles de créer des opportunités pour les migrants. Ces évolutions socio-spatiales des campagnes sont à relier avec plusieurs dynamiques territoriales récentes de ces espaces, qui relèvent de processus économiques de grande ampleur : la globalisation des campagnes, la transformation des systèmes productifs ruraux, le développement du tourisme et des activités tertiaires, etc. (Bruneau *et al.*, 2018).

À partir de ces éléments, on postule que la répartition spatiale des immigrés hors des grandes villes est la traduction et l'héritage de ces politiques sur des temps plus ou moins longs, et que les immigrés peuvent être pensés comme des « analyseurs [pertinents] de la société » (Tripier, 2004). Cette communication vise alors à mettre au jour les « traces » des changements des politiques migratoires et économiques dans les espaces ruraux et périurbains depuis la fin des années 1990. Cela est rendu possible par une méthode inductive qui analyse conjointement individus et territoires et fait ainsi émerger, par une double d'échelle d'observation, les transformations socio-spatiales des campagnes françaises.

La méthodologie choisie, qui présente l'originalité d'analyser symétriquement individus et territoires, est développée dans la section suivante (2). Les résultats, qui montrent le passage de la fin d'un XXe siècle d'immigration de travail peu qualifiée à l'entrée dans un siècle de migrations diversifiées, sont ensuite présentés (3). Enfin, je discute les apports des géographes aux réflexions sur l'articulation entre politiques, territoires et individus, dans le cadre d'une coopération entre ethnographes, économistes, historiens et géographes (4).

1. MÉTHODOLOGIE : DES DONNÉES INDIVIDUELLES TRANSVERSALES À L'ÉVOLUTION DES CARACTÉRISTIQUES DES TERRITOIRES

1.1. Présentation des données

Les analyses proposées reposent sur l'utilisation des données des recensements de 1999 et de 2015 à l'échelon individuel. L'accès aux données individuelles est un prérequis pour accéder à des informations localisées concernant les immigrés. La catégorie « immigré » est en effet statistiquement définie comme une personne née étrangère à l'étranger, et requiert donc l'utilisation de variables considérées comme sensibles (nationalité, pays de naissance) accessibles uniquement *via* le Centre d'accès sécurisé aux données dans le cadre d'une exploitation des fichiers individuels du recensement de la population.

Leur exploitation est alors soumise au respect de règles du secret statistique portant notamment sur l'agrégation des résultats à un échelon de 5 000 habitants minimum. L'agrégation spatiale est donc ici à la fois un objectif – articuler analyse à l'échelon individuel et à l'échelle des territoires ruraux – et une contrainte, que l'on suit en produisant des résultats à l'échelon des bassins de vie. Le bassin de vie constitue le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants, et rend compte des espaces de vie quotidiens des individus. Afin de se concentrer sur les territoires ruraux et périurbains, les bassins de vie les plus denses sont exclus de l'analyse.

Enfin, les caractéristiques socio-démographiques des individus sont appréhendées à partir des variables suivantes, choisies notamment en raison de leur disponibilité dans les exploitations principales des recensements : âge, taille du ménage, type de ménage, type d'activité et position professionnelle, niveau de diplôme, pays de naissance, nationalité à la naissance et période d'arrivée en France, pour les individus de 15 ans ou plus et non étudiants.

1.2. Modalités de l'agrégation spatiale

Afin d'articuler trajectoires des individus et trajectoires des territoires, la communication suit une méthode d'analyse multivariée conduisant à la réalisation d'une typologie multi-dates, proposée en géographie par

Piron *et al.* (2004). Les méthodes d'analyse multivariées sont en effet des méthodes robustes pour faire ressortir les « formes sociales » des territoires (Piron, 2005). Elles permettent d'analyser conjointement plusieurs variables et de regrouper les unités spatiales pour lesquelles les distributions de ces variables sont proches. Pour articuler les dimensions spatiale et temporelle aux caractéristiques des individus, on part d'un tableau qui considère les individus (n) à chaque date (p), et possède donc (n*p) lignes.
L'analyse est conduite dans un premier temps à l'échelon des individus immigrés, avec la réalisation d'une analyse factorielle (analyse des correspondants multiples / ACM), suivie d'une classification ascendante hiérarchique (CAH), afin de produire à l'échelon individuel un indicateur synthétique et multivarié du profil socio-démographique des immigrés dans l'ensemble des campagnes françaises. Cette classification étant produite en tenant compte des deux dates, l'analyse des différences entre les deux dates permet de creuser la question des changements de structure sociale.
L'agrégation à l'échelon des bassins de vie s'opère ensuite par la réalisation d'une nouvelle analyse factorielle suivie d'une classification à partir de la part des individus de chaque classe dans les différents bassins de vie. Cela permet de rendre compte, pour chacune des dates considérées, des différences de surreprésentation des groupes sociaux d'un bassin de vie à l'autre. Finalement, une telle analyse permet de synthétiser les configurations socio-spatiales du peuplement immigré dans les campagnes françaises et son évolution.

2. RÉSULTATS : DE LA FIN D'UN XXE SIÈCLE D'IMMIGRATION DE TRAVAIL À L'ENTRÉE DANS UN SIÈCLE DE MIGRATIONS DIVERSIFIÉES DANS LES CAMPAGNES FRANÇAISES

Figure 1. Trajectoire des bassins de vie entre 1999 et 2015

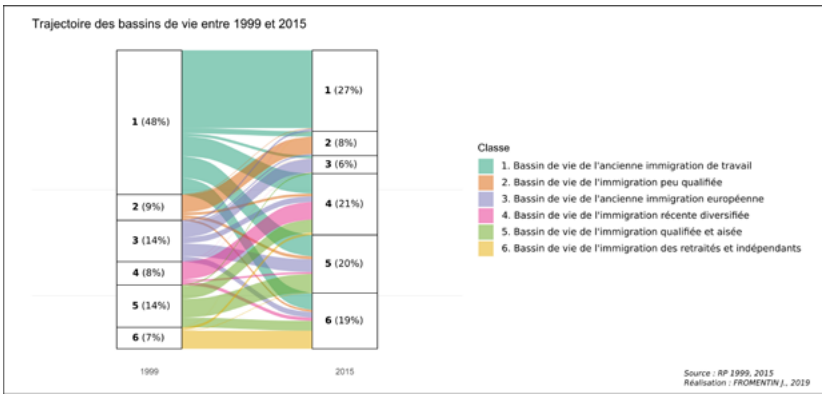
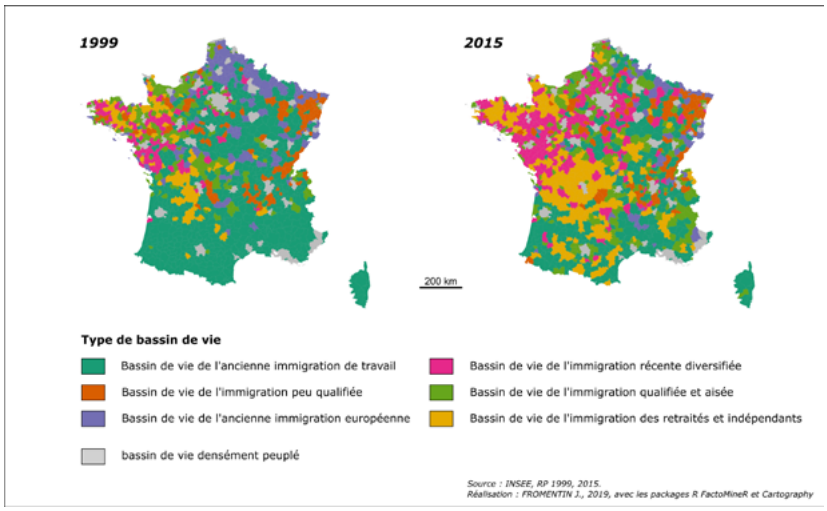


Figure 2. Évolution du type de bassins de vie entre 1999 et 2015



Les résultats permettent tout d'abord de constater l'évolution de la structure sociale globale des campagnes françaises entre 1999 et 2015 (fig. 1). Elle résulte en partie de l'évolution de la composition de la population immigrée entre les deux dates, et opère comme un miroir réfléchissant des transformations structurelles des campagnes françaises sur la période récente. Les bassins de vie de l'immigration de travail ancienne sont ainsi les plus importants en 1999 comme en 2015, mais leur part a considérablement diminué. Du fait de la diminution relative du profil des immigrés âgés d'Europe du Sud et du Maghreb dans la structure sociale des campagnes françaises, un grand nombre de bassins de vie ont ainsi vu leur profil global évoluer, le plus souvent vers des profils plus diversifiés. Les bassins de vie de l'immigration peu qualifiée sont restés dans

les mêmes proportions entre les deux dates, attestant du maintien de l'implantation d'activités économiques peu rémunératrices et tournées vers l'emploi de personnes immigrées dans certaines campagnes. Dans une autre perspective, presque tous les bassins de vie de l'immigration des retraités et des indépendants en 1999 appartiennent encore à cette classe en 2015. En revanche, certains types ont vu leur part augmenter entre les deux dates, à savoir ceux de l'immigration récente diversifiée, de l'immigration qualifiée, et de l'immigration des retraités et des indépendants. Ces résultats montrent donc une complexification et une diversification de la structure sociale des campagnes françaises en termes d'immigration depuis la fin des années 1990, en lien avec leurs mutations politiques et économiques contemporaines.
L'analyse de la répartition spatiale des différents types de bassins de vie permet enfin de dégager plusieurs transformations socio-spatiales entre 1999 et 2015 : la stabilité de l'immigration ancienne de travail dans le sud de la France, le maintien dans l'Est frontalier de l'immigration peu qualifiée, la diversification du Nord-Est du fait du vieillissement de l'ancienne immigration européenne, la requalification sociale du bassin francilien, une double dynamique de diversification récente et de maintien de l'immigration des retraités et des indépendants dans l'Ouest, l'installation durable des immigrés retraités et indépendants dans le Sud-Ouest, et enfin la diversification des profils dans une partie du Sud et du Centre de la France (fig. 2).

3. DISCUSSION : APPORTS DE LA GÉOGRAPHIE

3.1. La prise en compte de la variation spatiale

Dans le cadre d'une coopération transdisciplinaire sur l'articulation des trajectoires individuelles et des trajectoires territoriales qui tienne compte des évolutions macrosociales, l'apport des géographes réside dans la prise en compte explicite de la variation des contextes spatiaux. Comme le montre l'exemple de cette communication, la variation spatiale de phénomènes sociaux (mais aussi politiques ou économiques) est souvent l'objet même de l'analyse et permet de mettre au jour des processus de différenciation sociale des territoires.

3.2. Travailler le changement d'échelle spatiale dans l'analyse des phénomènes sociaux

La seconde contribution des géographes à un tel échange réside dans leur capacité à travailler la question du changement d'échelle dans l'analyse des phénomènes sociaux. L'attention portée au choix de la maille géographique ou territoriale pertinente pour l'objet d'étude constitue un premier élément nécessaire pour penser l'articulation entre trajectoires individuelles et trajectoires des territoires. La pratique courante du changement d'échelle en géographie par agrégation / désagrégation spatiale permet par ailleurs de saisir à quel échelon spatial, mais aussi territorial et donc politique, se structurent les phénomènes sociaux observés.

RÉFÉRENCES

Bruneau I., Laferté G., Mischi J., Renahy N., 2018, *Mondes ruraux et classes sociales,* Paris, Éd. de l'EHESS, coll. « En temps et lieux ».
Crenn C., 2013, « Des invisibles trop visibles ? », *Hommes et migrations,* n° 1301, p. 99-106 [en ligne : www.cairn-int.info/revue-hommes-et-migrations-2013-1-page-99.htm].
Lambert A., 2015, *«Tous propriétaires ! ». L'envers du décor pavillonnaire,* Paris, Seuil, coll. « Liber ».
Piron M., 2005, « Comment évaluer et représenter le changement de la structure sociale de Bogota ? Les niveaux d'observation dans l'analyse du changement », *in* C. Tannier, H. Houot et S. Chardonnel (dir.), *Actes des 7es rencontres de ThéoQuant,* Besançon, Université de Franche-Comté.
Piron M., Dureau F., Mullon C., 2004, « Utilisation de typologies multi-dates pour l'analyse des transformations socio-spatiales de Bogota (Colombie) », *Cybergeo* [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/3742].
Pistre P., 2012, *Renouveaux des campagnes françaises : évolutions démographiques, dynamiques spatiales et recompositions sociales,* thèse de doctorat de géographie à l'Université Paris Diderot (Paris 7) [en ligne : halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00764869].
Tripier M., 2004, « L'immigré, analyseur de la société (note critique) », *Terrains travaux,* 7(2), p. 173-185.
Woods M., 2007, "Engaging the Global Countryside: Globalization, Hybridity and the Reconstitution of Rural Place", *Progress in Human Geography,* 31(4), p. 485-507.

L'AUTEURE

Julie Fromentin
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Ined / UR6 & UR12
julie.fromentin@ined.fr

Polarisation économique et trajectoires d'occupation territoriale en périphérie : le cas du Québec

AUTEUR
Simon GAUTHIER

RÉSUMÉ
En périphérie québécoise, l'occupation territoriale s'érode ou stagne dans la plupart des territoires, en dépit de l'importance des ressources financières investies et des ressources naturelles extraites dans la foulée du processus de colonisation. L'impact concret du substrat géographique sur la dynamique d'occupation territoriale dans cet espace particulier n'a jamais fait l'objet de mesures. Afin d'observer cette relation, nous utilisons les données de Statistique Canada concernant la population générale des territoires locaux et régionaux des six régions administratives périphériques du Québec, entre les recensements officiels de 1851 et de 2016. Les résultats préliminaires illustrent que chaque lieu ne subit pas les effets structurants de la même manière et semblent suggérer l'existence de différents types de trajectoires d'occupation territoriale associés à certaines particularités géographiques. Ces résultats devraient concrètement nous permettre de démontrer le caractère déterminant de la géographie sur l'évolution démographique des territoires périphériques du Québec.

MOTS CLÉS
occupation territoriale, démographie, géoéconomie, polarisation, périphéries, Québec

ABSTRACT
In the Quebec periphery, territorial occupancy is eroding or stagnating in most territories, despite the importance of the financial resources invested and the natural resources extracted in the wake of the colonisation process. The concrete impact of the geographical substrate on the dynamics of territorial occupation in this particular space has never been the subject of measurements. In order to observe this relationship, we use Statistics Canada data concerning the general population of local and regional territories in the six peripheral administrative regions of Quebec, between the official censuses of 1851 and 2016. The preliminary results illustrate that each place is not subjected to structuring effects in the same way and seem to suggest the existence of different types of territorial occupation trajectories associated with certain particular geographic characteristics. These results allow us to demonstrate the determining nature of geography on the demographic evolution of peripheral Quebec.

KEYWORDS
Territorial occupation, Demography, Geoeconomy, Polarisation, Peripheries, Quebec

INTRODUCTION

Les scientifiques s'intéressent à la question des inégalités spatiales de développement depuis plus d'un siècle et, parmi les grands thèmes abordés, la question de la situation des territoires périphériques a sans doute été l'une des plus importantes en termes d'implications économiques, sociales et politiques. Au fil du temps, l'étude des territoires périphériques a permis de remarquer que le mode d'organisation spatiale privilégié dans ces milieux dessine des formes territoriales singulières qui résultent d'une stratégie d'occupation territoriale fort ancienne visant à alimenter les grands centres urbains en matières premières. Qu'on remonte aux Phéniciens, aux Chinois, aux Perses, aux Romains ou encore aux Arabes, le même phénomène s'est manifesté partout. Cette dynamique économique a durablement influencé la manière dont les individus et les activités de production se sont répartis sur la surface terrestre : avec la structuration d'un réseau d'avant-postes, différents flux de ressources se mettent à circuler des gisements de ressources naturelles vers les marchés où elles sont transformées et distribuées afin de satisfaire les besoins des populations. C'est précisément ce qui explique la structure caractéristique de plusieurs territoires périphériques : de vastes superficies faiblement occupées, traversées par des chapelets de localités relativement petites qui épousent les grands axes de pénétration

territoriale. Ce processus ne s'est pas tout à fait décliné de la même manière partout, notamment en raison de la diversité des contextes géographiques.
Au Canada, à l'époque de la Nouvelle-France (1534-1763), les demandes en diverses marchandises ont engendré une succession de vagues de colonisation vers l'intérieur des terres à partir des avant-postes littoraux fondés dans la vallée laurentienne. Cette extension de l'occupation territoriale euro-canadienne s'est en effet déployée au rythme des grands cycles économiques qui se sont concrétisés sur la scène économique internationale depuis l'époque des grandes découvertes. La morue, les fourrures, le pin, l'épinette (pour le bois de sciage puis les pâtes et papiers), l'énergie hydraulique, les minerais : l'extraction de chacune de ces ressources a eu ses propres répercussions sur l'extension de l'écoumène colonial vers l'*hinterland* québécois. Quoi qu'il en soit, il semble dans les faits que la localisation géographique initiale des noyaux urbains puisse avoir eu un impact sur leur évolution.

1. PROBLÉMATIQUE

1.1. Contextualisation

Dans la périphérie québécoise, les territoires sont en mal de développement. La croissance démographique, stoppée vers les années 1960 alors que le taux de fécondité tombait sous le seuil de renouvellement de la population (Gauthier, 2017 : 125) et que l'intensification technologique réduisait drastiquement les besoins en main-d'œuvre dans les secteurs primaires (Proulx, 2011 : 380), n'est plus au rendez-vous. De même, les améliorations qualitatives qui sous-tendent le développement, qu'Adam Smith associait déjà aux progrès dans l'alimentation, la sécurité, le gouvernement, la culture, l'éthique ou l'essor institutionnel (Pauchant, 2018 : 34), manquent dans beaucoup de territoires. Le contexte général y est bien entendu pour quelque chose. Dans un système économique où prédomine une logique de type « moyen-fin » qui fait la part belle à l'efficacité, qualifiée par Max Weber de « rationalité formelle », l'éloignement géographique d'un territoire inhibe naturellement sa capacité à échanger avec les autres territoires. La géographie devient par conséquent un facteur primordial du développement, notamment en ce qui a trait à la dotation spatiale en ressources naturelles, notion d'ailleurs bien étudiée par les tenants de la théorie dite « de la croissance tirée par les matières premières » (*staple-led growth*). Les avantages liés à leur détention et leur exploitation ont engendré un véritable « mythe du profit » qui a d'une certaine façon servi de carburant à l'entreprise coloniale en Amérique (Svampa, 2013 : 125 ; Gaudichaud, 2016 : 1). Cette époque aura laissé en héritage un modèle de développement tout à fait singulier, théorisé depuis une vingtaine d'années sous le terme d'« extractivisme ». Déclinaison moderne du concept dual « centre-périphérie », ce mode d'exploitation particulier s'inscrit dans un « paradigme ressourciste » porteur d'une vision utilitariste et anthropocentrique selon laquelle la nature ne représente qu'une réserve de « ressources » à utiliser (Fournis & Fortin, 2015 : 3). Il a, dès l'époque coloniale, engendré un mouvement de division internationale du travail qui s'est traduit par une primarisation économique des territoires exploités (Gaudichaud, 2016 : 1), qui se trouvent dès lors dépendants des exportations de matières premières. Cette relation négative entre la dépendance aux ressources naturelles et la croissance économique, mieux connue sous l'expression de « malédiction des ressources naturelles » (Auty, 1993), apparaît lorsqu'un territoire spécialise sa production dans un secteur de ressources qui génère peu de liaisons économiques avec le reste de l'économie. Cette « malédiction » atteint concrètement les territoires dont l'environnement institutionnel est devenu politiquement, socialement, culturellement et cognitivement intégré de telle manière qu'il se retrouve piégé dans des idées, des pratiques et des réseaux qui n'offrent plus de rendements croissants (Schmallegger & Robinson, 2011 : 320-321). Ce « verrouillage socio-technique » est particulièrement marqué dans les territoires périphériques du Québec, où l'histoire de l'occupation territoriale a vu se succéder plusieurs fronts associés à différents cycles économiques qui ont chaque fois perpétué cet état de dépendance.

1.2. Questions et hypothèse de recherche

Il ressort de ce contexte général que le mode d'exploitation extractiviste, prédominant dans les « régions ressources » québécoises du fait de leur géographie et leur démographie désavantageuses, influence profondément leur occupation et leur développement. À ce titre, un regard sur l'évolution de la proportion des populations périphériques dans l'ensemble québécois (fig. 1) permet de saisir un peu mieux le fossé qui se creuse entre le centre historique laurentien et les marges territoriales.

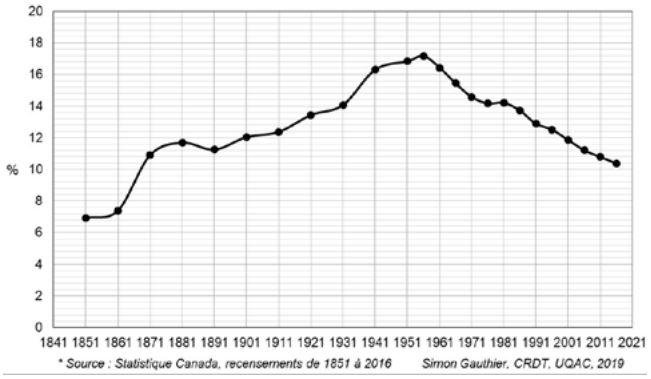


Figure 1. Évolution de la proportion des populations périphériques dans l'ensemble québécois

Le caractère limité de l'occupation et du développement territorial en périphérie apparaît ainsi clairement. Nous nous intéressons précisément à ce retard de développement que dans le cadre de notre recherche. Après quatre décennies de prospérité qualifiée par certains de « Quarante glorieuses » (Proulx, 2011 : 374), la plupart de ces territoires ont connu une relative stagnation économique tandis que les territoires centraux ont quant à eux semblé s'adapter et poursuivre leur essor. Cela dit, au-delà des conjonctures économiques ou historiques, il est pertinent de s'interroger sur l'existence de causes plus profondes. C'est ce qui nous a amené à nous poser notre question principale de recherche : pourquoi les régions périphériques du Québec ne sont-elles pas plus peuplées et développées après plusieurs siècles d'occupation, malgré la valeur importante des matières premières extraites et en dépit des ressources financières massives qui y ont été investies ? Un regard attentif nous a déjà permis de mettre en évidence la diversité des trajectoires d'occupation territoriale dans la périphérie nordique du Québec et de suggérer des liens entre le profil de ces trajectoires et les caractéristiques géoéconomiques des différents lieux concernés (Gauthier, 2017). En continuité, nous nous demandons dans quelle mesure l'environnement géographique influence l'occupation des territoires périphériques au Québec. Nous avançons comme hypothèse qu'elle est favorisée par la polarisation de la croissance qui se fait en certains lieux économiquement stratégiques, à savoir : les points dotés en ressources naturelles qui favorisent les activités d'extraction ; les points de rupture de charge qui soutiennent les activités de transit ; et, dans une moindre mesure, les points centraux qui facilitent les activités d'échange. Afin de mettre cette dernière hypothèse à l'épreuve, nous entendons analyser les trajectoires démographiques des localités qui composent les six régions périphériques québécoises, nommément la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec, afin d'éclairer le jeu des interactions entre le substrat géographique et la « substance humaine » à la lumière de la démographie et de l'économie.

1.3. Pertinence

Du point de vue scientifique, en approfondissant notre réflexion sur la diversité des trajectoires d'occupation territoriale, notamment par l'élargissement de notre regard vers l'est du Québec, notre recherche devrait permettre d'éclaircir le rôle de l'environnement géographique sur le devenir des territoires locaux et régionaux des régions périphériques du Québec. À l'issue du traitement de nos données, nous serons en mesure de cartographier la répartition des différents types de trajectoires d'occupation territoriale en périphérie afin d'obtenir une représentation précise et visuellement appréciable. Par ailleurs, comme le souligne bien le docteur en économie politique Pascal van Griethuysen, « [toute] étude s'intéressant aux tenants et aux aboutissants d'une problématique économique se heurte à des facteurs non économiques » (2003 : 5). D'où la pertinence de se servir de la géographie et de la démographie pour aborder les questions de l'occupation territoriale et du développement économique des périphéries. Notre projet permet de dépasser les cloisons de l'analyse économique traditionnelle du développement en favorisant une perspective horizontale et interdisciplinaire. Enfin, notre analyse démographique de l'occupation territoriale devrait permettre d'étayer les constats généraux sur la polarisation des activités économiques et de la population, constats qui nous ont conduits à considérer les trois types d'impulsion qui se manifestent dans les trois types de points spatiaux mobilisés dans notre hypothèse de recherche.

En ce qui concerne le point de vue social, nous pensons que notre recherche jouit d'une validité appréciable. Alors que l'épuisement des ressources naturelles met aujourd'hui à nu les limites de la croissance économique infinie en tant que modèle de développement, un discours non utilitariste de la nature émerge des sociétés agraires, des sciences de la vie et des mouvements écologistes. Dès lors, la quête de durabilité qui s'impose appelle à trouver des faits, des explications, voire des outils, qui puissent permettre à des États de plus en plus concernés par ces questions de prendre l'occupation territoriale à bras-le-corps. Un regard renouvelé des décideurs politiques et économiques favoriserait, à notre sens, une approche plus éclairée et pragmatique en matière de planification territoriale dans les espaces périphériques. Sachant que le processus de prise de décision collective s'avère naturellement complexe, la planification du développement devrait

s'appuyer sur une diversité de rationalités, en particulier sur celles que Max Weber qualifiait de « rationalités substantielles », c'est-à-dire des logiques qui s'articulent sur des postulats de valeurs plutôt que de simples calculs d'intérêts (Kalberg, 2010 : 128). À l'intérieur du paradigme actuel, le non-respect du principe de durabilité rend *de facto* irrationnelles les actions des acteurs corporatifs dans la mesure où celles-ci contribuent à hypothéquer la pérennité même de leurs activités économiques. Or, pour paraphraser les sociologues Alain Caillé et Philippe Chanial, il n'y a que les rationalités substantielles qui peuvent donner naissance à des rationalités éthiques et à des visions du monde aptes à façonner pratiquement et durablement des conduites de vie (dans Kalberg, 2010 : 25).

2. RÉSULTATS ET APPORTS

Notre recherche en étant à sa première phase, il serait pour le moins prématuré de nous étendre sur les résultats principaux. Toutefois, compte tenu de la dynamique extractiviste mentionnée précédemment et des impératifs économiques mondiaux, nous nous attendons à ce que la polarisation des activités économiques et de la population en périphérie, c'est-à-dire leur attraction-concentration en des points précis de l'espace, s'effectue surtout là où émergent des activités de transbordement et d'extraction de ressources naturelles, soit respectivement dans les points de rupture de charge et de dotation en ressources.

Cela étant dit, sachant que notre analyse des trajectoires d'occupation territoriale couvre une période de 165 ans, c'est-à-dire la page temporelle la plus étendue possible en contexte périphérique québécois, il ne fait aucun doute à nos yeux que notre démarche permettra de bonifier la compréhension de l'organisation des territoires et des peuplements sur le temps long. En ce qui a trait à notre effort de périodisation, notre analyse sur la longue durée se fera avec un souci de prise en compte de certains phénomènes tels que le caractère hâtif ou tardif des différentes périodes de l'occupation territoriale. De même, la prise en compte à la fois d'informations géographiques, économiques et démographiques nous permettra à terme d'en réaliser une modélisation relativement novatrice, qui prendra notamment en considération l'intensité des phases d'essor ou de déclin démographique observées ainsi que la variabilité des échelles auxquelles correspondent les diverses municipalités locales.

RÉFÉRENCES

Auty, R.M., 1993, *Sustaining Development in Mineral Economies: The Resource Curse Thesis,* Londres, Routledge.

Fournis Y., Fortin M.-J., 2015, « Les régimes de ressources au Canada : les trois crises de l'extractivisme », *VertigO,* 15(2) [en ligne : journals.openedition.org/vertigo/16489].

Gaudichaud F., 2016, « Ressources minières, « extractivisme » et développement en Amérique latine : perspectives critiques », *IdeAs. Idées d'Amériques,* n° 8 [en ligne : journals.openedition.org/ideas/1684].

Gauthier S., 2017, *Diversité des trajectoires dans l'occupation de la périphérie nordique du Québec,* mémoire de maîtrise à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Kalberg S., 2010, *Les idées, les valeurs et les intérêts. Introduction à la sociologie de Max Weber,* Paris, La Découverte.

Pauchant T., 2018, *Manipulés : se libérer de la main invisible d'Adam Smith*, Anjou, Fides.

Proulx M.-U., 2011, *Territoire et développement. La richesse du Québec,* Québec, Presses de l'Université du Québec.

Schmallegger D., Robinson G.M., 2011, "Tourism as a 'Post-Staple': Understanding the Role of Institutional Legacies in Diversifying Peripheral Resource Economies", *Grazer Schriften der Geographie und Raumforschung,* n° 46, p. 319-332 [en ligne : www.researchgate.net/publication/281291836_Tourism_as_a_'Post-Staple'_Understanding_the_Role_of_Institutional_Legacies_in_Diversifying_Peripheral_Resource_Economies].

Svampa, M., 2013, "Resource Extractivism and Alternatives: Latin American Perspective on Development", *Beyond Development: Alternative Visions from Latin America,* p. 117-143 [en ligne : www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_resource.pdf].

Van Griethuysen P., 2003, *Une perspective économique institutionnelle des relations entre la mondialisation de l'économie, le renforcement des inégalités sociales et la dégradation des conditions écologiques,* Genève, Réseau universitaire international de Genève [en ligne : www.ruig-gian.org/ressources/comeliau-perspectiveeco-vanGriethuysen.pdf].

L'AUTEUR

Simon Gauthier
Université du Québec à Chicoutimi — CRDT (Canada)
simon2_gauthier@uqac.ca

Le Registre national, un outil pertinent à l'heure de la mondialisation ? Confrontation au contexte territorial bruxellois

AUTEUR·E·S
Adèle PIERRE,
Alexandre LECLERCQ

RÉSUMÉ
L'an dernier, la région bruxelloise a lancé, à travers son programme de recherche Innoviris-Anticipate, un appel à projets intitulé « Populations cachées et politiques inclusives, comment rendre l'invisible visible ? ». Celui-ci souligne, entre autres, un besoin d'obtenir des données représentatives sur les populations et les groupes dits « cachés ». La puissance publique s'est constituée, dès le début de l'époque moderne, autour de savoirs spécifiques que sont la connaissance de sa population et la définition de son territoire. La statistique et la géographie sont devenues, au fil du temps, des outils de connaissance et de gouvernement. Plus que des simples relevés et comptages, ils ont été employés comme des instruments de savoir et de pouvoir au service du citoyen, de l'État et de la science. Face à la mondialisation, cette puissance déserte aujourd'hui l'État. Les moyens de contrôle de la population, tels que le Registre de la population, sont désormais confrontés à l'utilisation grandissante des données numériques et aux effets de la métropolisation des grandes villes, telles que Bruxelles.

MOTS CLÉS
invisible, mondialisation, métropolisation, population, Bruxelles, bases de données

ABSTRACT
Last year, the Brussels Region launched, through its research programme Innoviris-Anticipate, a call for projects entitled "Hidden Populations and Inclusive Policies, How to Make the Invisible Visible?". It highlights, among other things, the need to obtain representative data on so-called "hidden" groups and populations. Since the beginning of the modern era, public authorities have been built up around the specific knowledge of their population and the definition of their territory. Over time, statistics and geography have become tools of knowledge and governance. More than mere counts and surveys, they have been used as instruments of knowledge and power at the service of the citizen, the state and science. In the face of globalisation, this power is now deserting the state. Means of population control, such as the Population Register, are now faced with the increasing use of digital data and the effects of the metropolisation of large cities, such as Brussels.

KEYWORDS
Invisible, Globalisation, Metropolisation, Population, Brussels, Databases

INTRODUCTION

Le 1er janvier 2019, la région de Bruxelles-Capitale comptait officiellement 1 208 542 habitants[1] Ce chiffre, issu du Registre national, est en réalité bien plus élevé. Pour cause, le nombre important de personnes qui ne figurent pas dans les instruments officiels. Citons par exemple les candidats réfugiés inscrits dans le registre d'attente, le personnel rattaché aux institutions européennes présentes sur le territoire, les 15 000 étudiants de l'enseignement supérieur exclus des recensements ou encore les personnes radiées des registres qui seraient toujours présentes sur le territoire (sans domicile fixe, etc.).

Dans les années 1990, l'établissement des institutions européennes projette Bruxelles au rang des villes mondiales, lui attribuant un statut nettement supérieur à celui alloué par sa base démographique (Lord *et al.*, 2014). L'immigration internationale, liée à la présence des institutions européennes mais aussi au positionnement de Bruxelles en tant que métropole et passage stratégique des flux migratoires, a conduit à un bouleversement démographique (Zimmer, 2007). Les modes de gestion et de contrôle de la population, affec-

1 Institut bruxellois de statistique et d'analyse (IBSA).

tés par ces changements, se transforment dans un contexte de surveillance déterritorialisée et de croisement des bases de données transnationales.
Ces outils de contrôle, tels que les recensements et les registres de population, se trouvent désormais en porte-à-faux par rapport aux multiples instruments amenés par la mondialisation (Cuillerai & Abélès, 2002), à l'exemple des outils analytiques liés aux *soft data.* L'existence administrative, concrétisée par l'adresse de résidence principale, reste pourtant un pilier pour le citoyen, par sa capacité d'octroi des droits sociaux. Le Registre national, comme source authentique reste aujourd'hui, malgré un contexte de multiplication des données transnationales, un outil de gestion quotidien partagé à l'échelle nationale.
De plus, les dernières décennies ont été marquées, de manière globale, par une accentuation des moyens technologiques liés aux pratiques d'identification (Ceyhan, 2005). Si les attentats du 11 septembre ont poussé à un développement massif de ces pratiques, à Bruxelles, les attentats du 22 mars 2016 ont davantage accentué ces préoccupations. Des communes comme Molenbeek, principalement touchées par le contexte médiatique entre autres, ont mis en place leur propre système d'identification en effectuant des recensements de la population. Le but est d'avoir une connaissance précise de la population sur un territoire donné.
Dans ce contexte d'hypermobilité et de préoccupations sécuritaires, il n'est pas étonnant que la Région s'intéresse au suivi de sa population. Ces déterminants questionnent la marginalité socio-spatiale ainsi que les catégories d'individus « en dehors des cases ». Ces personnes échappent au contrôle de l'administration et donc à l'inscription dans les registres. Si celle-ci permet un contrôle de la population, elle reste pourtant un élément essentiel dans l'accès aux droits sociaux. Il s'agit dès lors d'appréhender la prise en charge des invisibles par les politiques sociales et territoriales mises en place dans un contexte globalisé. Il est également important de comprendre comment sont agencées, voire affectées, les expériences singulières des individus. C'est dans un chevauchement entre espaces institutionnels et vécus que se rencontrent de nouvelles identités ou conceptions de la citoyenneté, qu'il s'agit désormais d'appréhender.
Dans ce contexte, la Région bruxelloise, à travers son programme « rendre visible l'invisible », souligne ce besoin d'obtenir des données représentatives sur ces populations et ces groupes dits « cachés ». De cette manière, elle désire approfondir sa connaissance de la population présente sur son territoire. La contribution expose la démarche poursuivie dans la recherche MEASINB (*Measuring invisibility in Brussels*) qui éclaire la problématique sous l'angle d'approche du Registre national et des spécificités territoriales de Bruxelles.

1. CONTEXTE

L'inscription de Bruxelles comme métropole dans le processus de globalisation se caractérise par un affaiblissement de ses frontières traditionnelles, qu'elles soient physiques, temporelles ou culturelles. Bruxelles « n'est plus qu'un point sur une carte » (Grosjean, 2010), affectée, entre autres, par des revendications identitaires. Ses limites administratives sont devenues trop étroites et les liens qu'elle entretient avec les usagers et le territoire se dissolvent (Thomas *et al.*, 2007).
Dans ce contexte, il semble plus difficile de tracer des limites distinctes entre les individus et les groupes sociaux (Ceyhan, 2005). Ces transformations remettent en cause la conception westphalienne de l'État, au regard des notions de pouvoir, de frontière et d'identité. À Bruxelles, le pouvoir se régionalise et se décentralise, les frontières se définissent entre limites administratives et aire urbaine, l'identité se questionne, entre attachement symbolique (par exemple identités mixtes) et appartenance administrative (par exemple nationalités diverses). Déterminer de façon précise un territoire et une population devient de fait un processus complexe (Thomas *et al.*, 2007).
Les éléments liés à la métropolisation et le rôle traditionnel du territoire remettent ainsi en cause la légitimation de l'État, qui assoit son contrôle sur le territoire par la délimitation des frontières et la surveillance des mouvements exercés par les individus (Ceyhan, 2005). En exerçant ce contrôle, il détermine ainsi qui est citoyen et qui ne l'est pas. Si ces supervisions s'effectuent dans un monde d'hypermobilité et d'ubiquité, les événements liés aux attentats ou encore l'immigration illégale ont justifié la mise en place de moyens de surveillance du territoire, des frontières et des individus qui les franchissent. De cette manière, la globalisation entretient un paradoxe. Si le libre mouvement et la suppression des frontières sont mis en avant, celles-ci sont sans cesse renforcées au nom de la mouvance sécuritaire. Les outils de contrôle et de surveillance se développent. En Belgique, les technologies d'identification évoluent, tout comme le montre la récente systématisation des données biométriques dans les bases de données de la population. L'enregistrement des données physiques concerne alors l'ensemble des individus, et non plus seulement les criminels ou les illégaux. On assiste ainsi à une globalisation des corps numérisés (Salter, 2006), où l'individu se transforme en empreinte et donnée numérique, dans un monde virtuel de contrôle, qui traverse les frontières.

La mondialisation et la conquête de l'hypermobilité, par l'ouverture des frontières, contribuent à l'avènement d'identités mouvantes, difficiles à maîtriser et contenir. L'idée d'une gestion des données individuelles par un fichier central, pensée dès la Révolution française et mise en place à la fin du XXe siècle, est aujourd'hui remise en cause. Les trajectoires multiples individuelles et la déterritorialisation des moyens de surveillance effacent la prétention d'une région ou d'un État à détenir le monopole sur l'identification.
De cette manière, certains individus, échappant au contrôle de l'État, ne se trouvent plus pris en charge par les dispositifs d'accompagnement. Ces personnes invisibles ne sont plus dans les radars des politiques sociales, des observatoires et des statistiques. Repoussé à la marge du social, l'invisible devient l'inaudible, privé de visibilité institutionnelle, de représentation et, *in fine*, de participation au projet démocratique.
Combien sont-ils ? Comment les prendre en charge dans les politiques publiques et urbaines ? C'est cette question que se pose la Région bruxelloise aujourd'hui. Il s'agit dès lors de comprendre, dans un contexte d'hypermobilité, d'ouverture des frontières et de renforcement du phénomène d'invisibilisation, le rôle des fichiers centraux tels que le Registre national belge et d'en questionner la pertinence.

2. MÉTHODOLOGIE

La recherche propose d'éclairer le phénomène d'invisibilisation par une porte d'entrée, celle du Registre national. Elle ne prétend donc pas répondre à la question posée par la Région bruxelloise, mais seulement à y apporter un élément de réponse. Elle vise à appréhender le processus d'invisibilisation administrative au regard des contextes urbains et sociaux. De cette manière, une politique d'action publique prévoyante peut être suggérée.
La recherche se décline en trois approches. La première, quantitative, traite des données du Registre national et permet de dégager une typologie socio-démographique des individus concernés par la disparition des registres. Il s'agit d'identifier les personnes absentes des registres et de les caractériser socio-démographiquement, avant leur disparition. Cette identification devrait aboutir à la construction de profils types qui seront confrontés à des profils similaires ne connaissant pas de disparition. La seconde, davantage territoriale, permet une analyse du contexte urbain dans lequel ces disparitions sont identifiées. Les trajectoires sont analysées pour identifier des zones de chaleurs à partir desquelles les personnes disparaissent et pour déterminer s'il existe des parcours « types » dans la ville avant disparition. La troisième, qualitative, permet de retracer les trajectoires des invisibles et de mettre en lumière des causes de disparition, à travers des entretiens. De cette manière, les données recueillies affinent et valident les constats produits par l'approche quantitative.
Au-delà de ces approches, la recherche se décline en deux temps. Le premier vise à identifier les publics invisibles, le second, à comprendre l'incidence sur l'offre de services et sur l'accès aux droits. Les raisons et les effets du processus d'invisibilisation administrative sont ainsi questionnés et mis en évidence.

CONCLUSION

Si la mondialisation menace l'ordre westphalien de l'État, notamment par l'avènement de nouvelles territorialités, celui-ci ne disparaît pas pour autant. L'État, à travers son rôle sécuritaire et de maintien de l'ordre, reste un acteur significatif. Seule est ébranlée sa souveraineté culturelle, sociale et économique. Dans ce sens, l'autarcie locale ou nationale se dissout.
Dans le cas où l'État demeure héritier de ses organismes de contrôle, on peut envisager la mondialisation comme une couche supranationale. Les strates nationale et supranationale, opérant selon des dynamiques propres, s'influent mutuellement. Ces mécanismes engendrent de nouvelles formes urbaines, des régimes d'organisation territoriale appelés « dynamiques de métropolisation » (Da Cunha & Both, 2004).
Si la territorialité est définie comme « une qualité géographique qui tire sa singularité du fait qu'elle est localisée » (Turco, 2004), elle demeure une construction institutionnelle et humaine. Ces constructions sont affectées par le phénomène de mondialisation, parce qu'il remet en question les schèmes culturels (langue, religion) et les savoirs territoriaux (population), mis en place jusqu'alors. La logique selon laquelle la culture et la structure territoriale engendraient une dynamique est inversée (Leresche *et al.*, 1995).
Les registres de population et les recensements font partie de ces constructions culturelles, territoriales et institutionnelles. Aujourd'hui, leur mode de fonctionnement est bouleversé par la mondialisation, comme le montre, entre autres, l'arrivée massive des *soft data*. En 2011, la Belgique met d'ailleurs fin aux recensements, les informations étant principalement disponibles et exploitables dans d'autres bases de données décentralisées. De cette manière, un changement de paradigme s'opère, de la complétude à l'interopérabilité. De plus, ces croisements et ces utilisations des données posent indéniablement des questionnements éthiques. La manipulation des données est aujourd'hui une problématique croissante en Europe, tenant

compte du cadre législatif (protection de la vie privée, règlement général sur la protection des données / RGPD). Si l'objectif de notre recherche est de rendre visibles les invisibles afin de leur garantir l'inclusion sociale, ces savoirs peuvent produire l'effet inverse en étant, par exemple, utilisés à des fins sécuritaires. Il s'agit dès lors de saisir la question éthique de la finalité du savoir.

RÉFÉRENCES

Ceyhan A., 2005, "Policing by Dossier : Identification and Surveillance in an Era of Uncertainty and Fear", *in* D. Bigo & d'Elspeth Guild (dir.), *Controlling Frontiers,* London, Ashgate, p. 209-232.

Cuillerai M., Abélès, M., 2002, « Mondialisation : du géo-culturel au bio-politique », *Anthropologie et sociétés,* 26(1), p. 11-28.

Da Cunha A., Both J.-F., 2004, *Métropolisation, villes et agglomérations. Structures et dynamiques socio-démographiques des espaces urbains,* Bruxelles, Office fédéral de la statistique.

Grosjean B., 2010, *Urbanisation sans urbanisme. Une histoire de la « ville diffuse »*, Wavre, Mardaga.

Leresche J.-P., Joye D., Bassand M., 1995, *Métropolisations : interdépendances mondiales et implications lémaniques,* Genève, Georg.

Lord S., Cassiers T., Gerber P., 2014, « L'impact des migrations internationales et des mobilités résidentielles sur l'évolution socio-spatiale des agglomérations de Luxembourg et Bruxelles », *Environnement urbain / Urban Environment,* nº 8, c1-c22.

Salter M., 2006, "The Global Visa Regime and the Political Technology of the International Self: Borders, Bodies, Biopolitics", *Alternatives,* nº 31, p. 167-189.

Thomas I., Dujardin C., Tulkens H., 2007. « Quelles frontières pour Bruxelles ? Une mise à jour », *Reflets et perspectives de la vie économique,* 46(2), p. 155-176.

Turco A., 2004, « La mondialisation des territoires. Échelles, logiques, durabilité », *in* G. Mercier (dir.), *Les territoires de la mondialisation*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 59-70.

Zimmer P., 2007, « Les évolutions démographiques et socio-économiques de la région de Bruxelles-Capitale depuis 1990 », *Courrier hebdomadaire du CRISP,* nº 3, p. 5-74.

LES AUTEUR·E·S

Adèle Pierre
UCLouvain — CREAT (Belgique)
adele.pierre@uclouvain.be

Alexandre Leclercq
UCLouvain — CREAT (Belgique)
alexandre.j.leclercq@uclouvain.be

Animer le bourg et son commerce. Engagements patronaux, action publique locale et compétitions territoriales dans un bourg rural périurbain de l'ouest de la France (1960-2017)

AUTEUR
Quentin SCHNAPPER

RÉSUMÉ
Cette communication retrace le processus de périurbanisation d'un bourg situé dans un espace dynamique de l'ouest de la France et l'action conjointe de l'Union des commerçants et du conseil municipal afin de renforcer son « animation » et son « attractivité ». On se propose de montrer comment les commerçantes sont devenues un symbole de la « vie » des communes et un instrument dans les compétitions territoriales qu'elles se livrent. Les commerces constituent ainsi un indicateur indigène de la valeur du territoire, justifiant la prise en charge de leurs intérêts à l'échelle locale. On s'appuie sur un travail de terrain entamé à Pliboux en 2014 et mobilisant des observations, des entretiens, des archives et des statistiques localisées (registre du commerce, recensement, inventaires communaux). Ces données quantitatives saisies à l'échelle de l'aire urbaine permettront de restituer les spécificités du bourg par rapport aux communes environnantes – en particulier les villages – ainsi que les mutations démographiques et économiques de l'agglomération centrale.

MOTS CLÉS
commerce, compétitions territoriales, périurbanisation, attractivité, bourg

ABSTRACT
This communication describes the process of periurbanisation underwent by a small market town located in a thriving economic region in the west of France, and the collective action undertaken by the Shopkeepers' Union and the local government to "liven up" this territory and strengthen its "attractiveness". We will show how shopkeepers became the embodiment of cities "life" and a prominent tool in the territorial competitions they are waging. Thus, stores represent a "native" indicator of territorial value that justifies the help shopkeepers benefit from. We draw on a fieldwork involving observations, interviews, archives and statistics (Companies Register, Census, French "inventaires communaux"). These quantitative data based on the French "aire urbaine" enable us to assess the specificities of the market town –especially neighbouring villages– and describe the demographic and economic transformations of the central town.

KEYWORDS
Shopkeeping, Territorial competitions, Periurbanisation, Attractiveness, Market town

Cette communication s'appuie sur la monographie d'un bourg d'environ 4000 habitants situé à une dizaine de kilomètres d'Aubigné, « ville moyenne embourgeoisée » (Guéraut, 2018 : 18-23) de l'ouest de la France. À partir de la fin des années 1960, les commerçant·e·s de Pliboux ont subi le contrecoup du mouvement de dissociation des scènes résidentielles et professionnelles et du développement de la grande distribution qui s'est implantée en périphérie des villes (Metton, 1982) ainsi qu'au cœur des bourgs ruraux.
Dans ce contexte de périurbanisation, cette communication retrace l'action conjointe de l'Union des commerçants de Pliboux créée en 1980 et du conseil municipal afin de renforcer « l'animation » et « l'attractivité » du bourg. On se propose de montrer comment les commerçant·e·s – ou plus exactement les boutiquier·e·s[1] – sont devenu·e·s un symbole de la « vie » des communes et un instrument dans les compétitions territoriales qu'ils/

1 La notion de commerçant·e·s. est entendue au sens indigène d'indépendant.e.s exploitant un magasin, un salon ou un atelier ayant pignon sur rue. Avant les années 1980 à Pliboux, le terme englobait aussi les négociant·e·s et les marchand·e·s ambulant·e·s. Le groupe s'est progressivement resserré autour de la boutique avant que l'Union des commerçants ne parachève ce mouvement en monopolisant sa représentation.

elles se livrent. Les commerces constituent ainsi un indicateur indigène de la valeur du territoire, justifiant la prise en charge de leurs intérêts à l'échelle locale.

Cette communication s'inscrit dans le prolongement des travaux ayant réinvesti l'analyse localisée des groupes d'intérêt en complément des approches majoritaires – en langue française – centrées sur les échelles nationales et européennes (Pollard, 2011). Il s'agit de tenir à la fois la mobilisation des militant·e·s, la production de leurs intérêts collectifs et les modalités différenciées de leur participation aux affaires publiques (Cadiou, 2016).

La défense d'un intérêt commun ne va pas de soi et repose sur tout un travail de mobilisation, d'agrégation et de mise en forme par lequel les « "intéressés" sont rassemblés et "intéressés" à leurs intérêts » (Offerlé, 1998 : 44). Comment le commerce est-il défendu à l'échelle locale ? Qui en sont les porte-paroles ? Le point de vue de la municipalité sera également restitué à travers le processus de « politisation » (Lagroye, 2003) de la cause du commerce qui s'est opéré au cours des années 1970-1980, et les mesures prises en faveur des commerçant·e·s.

Le territoire ne se réduit toutefois pas à une simple échelle d'observation. La configuration spatiale (périurbanisation, dissociation des scènes sociales) ainsi que les rapports de force entre les groupes sociaux à l'échelle locale informent la manière dont les intérêts des commerçant·e·s sont construits et défendus.

À l'inverse, les groupes de pression travaillent également le territoire. Les acteurs économiques, en particulier, ont tendance à investir son « image sociale » (Laferté, 2006) et ses intérêts (« Ce qui est bon pour le pays est bon pour General Motors, et inversement »). Pour les commerçant·e·s, cette mobilisation locale passe le plus souvent par une forte implication dans les questions d'aménagement urbain et par l'organisation de sociabilités festives.

Cette communication s'appuie sur un travail de terrain entamé à Pliboux en 2014 et mobilisant des observations, des entretiens, des archives et des statistiques localisées (Registre du commerce, recensement, inventaires communaux). Ces données quantitatives saisies à l'échelle de l'aire urbaine d'Aubigné permettront de restituer les spécificités du bourg par rapport aux communes environnantes – en particulier les villages – ainsi que les mutations démographiques et économiques de l'agglomération centrale.

On se propose de revenir dans un premier temps sur le processus de périurbanisation d'Aubigné qui a débuté à la fin des années 1960. Il s'est notamment traduit par un renversement des soldes migratoires et un mouvement de dissociation des scènes résidentielles et professionnelles. Il coïncide également avec l'essor de la grande distribution fondée sur la captation à distance des populations vivant aux alentours.

Si les pôles secondaires comme Pliboux ont subi la concurrence d'Aubigné, ils se sont dans le même temps renforcés vis-à-vis des villages, en particulier ceux de moins de 1 000 habitants. Outre les supermarchés qui s'y sont implantés, les bourgs tendent à concentrer les emplois, les commerces et les services au sein de l'espace rural périurbain.

Ces transformations ont affecté les conditions de travail des commerçant·e·s. Ils et elles ont vu leur clientèle disparaître progressivement tandis que leurs tournées réalisées dans les villages ont périclité à partir des années 1970. Pour ces marchand·e·s, l'enjeu ne consiste plus tant à se partager des client·e·s aux scènes sociales intersectées ou à se rendre à leurs domiciles dans les villages qu'à tâcher de les attirer dans les boutiques du centre-bourg tout en les empêchant de partir ailleurs.

On retracera ensuite la création de l'Union des commerçants de Pliboux fondée en 1980 par des boutiquier·e·s du centre-bourg appartenant aux fractions supérieures du commerce local. Leur principale action a consisté à relancer la foire d'automne, la plus importante manifestation festive et commerciale du bourg. À travers elle, il s'agissait de donner une « bonne » image du bourg, d'y attirer des visiteurs afin de leur donner envie d'y faire leurs courses et ainsi lutter contre « l'évasion commerciale », voire faire de la « conquête » sur les villages environnants.

Cette initiative a bénéficié du soutien du conseil municipal dans un contexte de politisation de la cause du commerce. Menacé·e·s de disparition, les commerçant·e·s ont été érigé·e·s en symbole de la « vie » et de « l'animation » du territoire : par leurs activités et leurs sociabilités, ils sont censés éloigner le spectre de la commune « dortoir » et permettre d'attirer de nouveaux habitant·e·s qui inscriront leurs enfants dans les écoles et fréquenteront les boutiques. Dans un contexte de périurbanisation et de dissociation des scènes sociales, le commerce joue un rôle central dans les compétitions territoriales que se livrent les communes pour la captation des habitant·e·s, des client·e·s et des travailleur·se·s.

Les politiques publiques en faveur du commerce passent par des rachats de licences de café, des plans de réaménagement du centre-bourg mais également par le soutien à l'agrandissement du supermarché de Pliboux. La grande distribution fait en effet figure de « locomotive » capable d'amener des client·e·s dans le bourg et de tirer l'activité de l'ensemble du commerce. Son pouvoir d'attraction territoriale légitime sa

domination économique. Après des débuts difficiles dans les années 1960, l'héritière du supermarché a été accueillie au sein de l'Union des commerçants.

Cependant, le consensus politique autour de la défense du commerce s'est fissuré dans les années 2000. Inscrit dans des relations de concurrence à l'échelle de l'aire urbaine, l'actuel patron du supermarché de Pliboux a commencé à se trouver à l'étroit dans le centre-bourg et demandé à se déplacer à l'entrée de la commune. Il a reçu le soutien de l'opposition municipale étiquetée à droite et de quelques anciens commerçants en activité dans les années 1980 qui souhaitent poursuivre l'expansion économique du bourg.

En revanche, la municipalité socialiste conduite par un professeur de mathématiques élu en 1995 a toujours refusé ce transfert. S'y opposent également des professions intermédiaires et des cadres supérieurs travaillant notamment dans les mutuelles et très investis dans la foire d'automne de Pliboux. Leur présence est indissociable du processus d'embourgeoisement de la ville voisine d'Aubigné dont le marché de l'emploi, porté par les assurances, a connu une très forte augmentation du nombre de cadres supérieurs dans les années 2000[2]. En lien avec cette clientèle, des artisans d'art, un caviste ou un conseiller en gestion patrimoniale se sont installés à Pliboux ces dernières années, à chaque fois en réhabilitant le bâti ancien du centre-bourg.

S'ajoutent enfin à cette alliance, des commerçantes installées dans les années 2000 qui ont construit leurs stratégies économiques autour de la personnalisation des relations marchandes. Malgré leurs différences sociales, toutes les membres de ce groupe se retrouvent autour de la préservation et la défense des sociabilités et des commerces du centre-bourg.

Jugés trop nombreux et disqualifiés comme facteur d'inflation dans les milieux réformateurs après la seconde guerre mondiale, les commerçant.e.s ont trouvé une forme de réhabilitation à travers la valorisation de leurs appartenances locales. Symbolisant la « vie » des territoires, ils constituent ainsi un indicateur indigène de leur valeur, perceptible également dans les enfilades de vitrines vides que montrent les reportages télévisés consacrés au déclin des centres-villes. L'indicateur se fait même savant dans la mesure du taux de vacance commerciale.

Dans un bourg comme Pliboux, l'efficacité relative de la mobilisation de l'Union des commerçants et de la municipalité pour sauvegarder le centre-bourg et ses commerces tient largement à la localisation de la commune. Située dans un territoire périurbain, le centre-bourg ne constitue pas un espace paupérisé tandis que ses habitant.e.s et les commerçant.e.s, en raison de l'embourgeoisement d'Aubigné, ont les moyens d'entretenir le bâti.

Toutefois, en raison de la dépendance des commerces à la grande distribution, l'équilibre du centre-bourg demeure précaire et soumis à l'évolution du rapport de force entre les groupes sociaux à l'échelle locale.

RÉFÉRENCES

Cadiou S., 2016, « Introduction. La politique territoriale des groupes d'intérêt », *in* S. Cadiou (dir.), *Gouverner sous pression ? La participation des groupes d'intérêt aux affaires territoriales,* Paris, LGDJ, p. 9-40.

Guéraut É., 2018, *Ascension et fragilisation d'u-ne petite bourgeoisie culturelle. Une enquête ethnographique dans une ville moyenne en déclin,* thèse de doctorat en sociologie à l'Université Paris Descartes.

Laferté G., 2006, *La Bourgogne et ses vins. Image d'origine contrôlée,* Paris, Belin.

Lagroye J., 2003, « Les processus de politisation », *in* J. Lagroye (dir.), *La politisation,* Paris, Belin, p. 359-372.

Metton A., 1982, « L'expansion du commerce périphérique en France », *Annales de géographie*, tome 91, nº 506, p. 463-479.

Offerlé M., 1998, *Sociologie des groupes d'intérêt,* Paris, Montchrestien.

Pollard J., 2011, « Les groupes d'intérêt vus du local. Les promoteurs immobiliers dans le secteur du logement en France », *Revue française de science politique,* 61(4), p. 681-705.

L'AUTEUR

Quentin Schnapper
ENS — CESAER
quentin.schnapper@ens.fr

2 En 2016, Aubigné était la cinquième ville de France pour la part des « cadres des fonctions métropolitaines » dans l'emploi total (15,7 %).

AUTEURS
Martial VIALLEIX,
Thomas CORMIER

Des signaux faibles de déclin en contexte métropolitain ? Exemple(s) en Île-de-France

RÉSUMÉ
Complexe, multidimensionnelle et affectant de plus en plus de pays à l'échelle mondiale, la décroissance urbaine est devenue un champ de recherche consolidé, sur et autour d'un phénomène qui s'impose progressivement comme l'un des enjeux essentiels de la réalité urbaine contemporaine. Notre travail vient questionner la place de ce phénomène, sous une ou plusieurs formes par rapport aux terrains généralement considérés lorsqu'on l'étudie. Il s'agit à la fois de dégager des formes nouvelles du phénomène à l'échelle locale (communale) en contexte métropolitain (région Île-de-France) et de tenter une mise en relation d'une situation de déclin démographique et économique avec des indicateurs environnementaux. Ainsi, nous montrons que des « signaux faibles » de déclin peuvent exister au sein d'une aire urbaine dite « gagnante » de la mondialisation, affectant des petites et moyennes villes, et que ces signaux ne se traduisent pas nécessairement par des dynamiques environnementales vertueuses.

MOTS CLÉS
déclin urbain, transition écologique, métropolisation, Île-de-France, petites et moyennes villes

ABSTRACT
As a major and growing issue for many cities across the world, studying shrinking cities has become a more and more investigated research field. Our work aims to tackle shrinkage's role and characteristics from an atypical perspective. Indeed, its focus lies on the case of Paris Region, an eminent winner of the globalisation, by trying to reveal some decline weak signs at municipal scale. Our study also aims to underline some links that associate urban decline with ecological transition, meaning that environmental performance might be favoured by population and jobs reduction. Finally, using different but perfectible methods, we emphasise that weak signs of decline exist in a same urban metropolitan area, that it is affecting small and medium size cities, and that it is difficult to relate this local phenomenon with efficient environmental dynamics.

KEYWORDS
Urban decline, Ecological transition, Metropolisation, Paris Region, Small and medium size cities

1. LA DÉCROISSANCE URBAINE : UN CHAMP DE RECHERCHE CONSOLIDÉ

Complexe, multidimensionnelle et affectant de plus en plus de pays à l'échelle mondiale, la décroissance urbaine est devenue un champ de recherche consolidé, sur et autour d'un phénomène qui s'impose progressivement comme un enjeu essentiel de la réalité urbaine contemporaine (Cauchi-Duval *et al.*, 2016 ; Haase *et al.*, 2016 ; Fol & Cunningham-Sabot, 2010).

Elle désigne les conséquences territoriales, c'est-à-dire, démographiques (vieillissement, faible natalité, etc.), économiques (chômage, perte d'attractivité résidentielle, etc.), mais aussi physiques et matérielles (démolitions, vacance des logements, friches, etc.) du déclin d'espaces relégués en marge de la globalisation. Véritable réaction en chaîne de problèmes (Gamberini, 2011), elle doit être saisie en articulant ses divers facteurs dans une perspective indissociable de l'histoire des villes (Fol & Cunningham-Sabot, 2010). Si la décroissance urbaine est éminemment diversifiée (échelles, temporalités, causes, etc.) (Haase *et al.*, 2016 ; Fol & Cunningham-Sabot, 2010), nous proposons ici de retenir trois de ses caractéristiques :

– Tout d'abord, son caractère « tabou ». Bien qu'il concerne un nombre croissant de territoires, ce phénomène silencieux demeure aujourd'hui absent des débats publics et projets politiques, plutôt tournés vers une logique standardisée au service du contrôle ou de l'accompagnement de la croissance et de l'attractivité (Cauchi-Duval *et al.*, 2016 ; Bernt *et al.*, 2014 ; Fol & Cunningham-Sabot, 2010).

– Ensuite, l'idée selon laquelle, dans la perspective d'une transition socio-écologique, la décroissance urbaine serait l'occasion d'imaginer et de gérer autrement les espaces urbains, nécessitant une réflexion approfondie autour des instruments, échelles et acteurs classiques des politiques urbaines (Miot & Rousseau, 2017 ; Cauchi-Duval *et al.*, 2016 ; Gamberini, 2011 ; Fol & Cunningham-Sabot, 2010).
– Enfin, il nous semble que la plupart des travaux sur la décroissance urbaine abordent le sujet soit dans un contexte de pays ou de régions urbaines en déclin structurel (économique et/ou démographique), soit dans un contexte de marginalité vis-à-vis de la mondialisation (par exemple la « diagonale du vide en France »). Saint-Étienne, Liverpool, Leipzig, Donetsk ou certaines villes de la Rust Belt aux États-Unis ou du Japon constituent désormais des exemples bien documentés de la décroissance urbaine (Cauchi-Duval *et al.*, 2016 ; Haase *et al.*, 2016 ; Bernt *et al.*, 2014 ; Buhnik, 2010 ; Fol & Cunningham-Sabot, 2010). N'y a-t-il pas aussi matière à regarder le phénomène sur des territoires « gagnants » de la métropolisation, à l'image de Hartt (2018) ?

2. MÉTHODE, PROBLÉMATIQUE ET LIMITES

Le présent travail vise à appréhender ce que nous considérons comme deux angles encore insuffisamment explorés de ce champ de recherche afin de :
– dégager des formes nouvelles du phénomène à l'échelle locale : la métropolisation et la théorie du ruissellement qui l'accompagne sont-elles homogènes pour l'ensemble des espaces urbains au sein d'une même aire fonctionnelle ?
– tenter une mise en relation de signes de déclin démographique et économique avec des indicateurs environnementaux : la situation de déclin s'accompagne-t-elle de dynamiques plus vertueuses sur le plan environnemental ?

Pour cela, le cas de l'Île-de-France sera analysé. La région rassemble 19 % de la population nationale, 23 % des emplois et 31 % du PIB en 2019[1], et sa population augmente sans cesse depuis 1968 (9,2 millions d'habitants) passant à 12,1 millions en 2016 d'après l'Insee. Le choix de la région francilienne, territoire moteur à l'échelle nationale et européenne, n'est évidemment pas sans poser question lorsque l'on s'intéresse à la décroissance urbaine. C'est pour cela que nous privilégierons l'expression « signaux faibles de déclin » à la notion de « décroissance urbaine » tant cette dernière se réfère à des contextes territoriaux qui se démarquent de notre cas d'étude. De plus, l'existence même de petites et moyennes villes dans l'armature d'une seule et même aire urbaine, dont l'influence métropolitaine dépasse largement les frontières régionales, peut être interrogée… Nous nous inscrivons ici dans le prolongement de travaux récents de L'Institut Paris Region démontrant qu'il y a bel et bien un tissu de petites et moyennes villes en Île-de-France et qu'elles connaissent des trajectoires et des dynamiques territoriales diversifiées (Le Goff, 2019).

La méthode retenue dans le cadre de notre travail consiste à analyser l'évolution de deux indicateurs d'entrée pour identifier ces signaux faibles : l'évolution de la population et de l'emploi à l'échelle des communes franciliennes sur quatre périodes. Le choix de ces intervalles se justifie pour des conditions d'accès aux données socio-économiques de l'Insee (issues du Recensement de la population 2016), mais aussi pour des raisons de concordance avec les indicateurs environnementaux considérés dans ce travail (ENERGIF[2] et MOS[3]).

Ce choix permet de se rapprocher de la volonté de la session du colloque 2020 du CIST de « mettre en perspective les travaux sur le rôle des petites et moyennes villes dans les systèmes urbains et sur leur environnement local ». En revanche, il implique de garder à l'esprit une limite relative aux effets d'échelles, c'est-à-dire aux interdépendances fortes entre villes et territoires au sein d'une même aire urbaine. Ces dynamiques peuvent expliquer des évolutions démographiques et/ou économiques qui nécessiteraient un travail d'analyse (non réalisé ici) à un niveau plus « macro » (par exemple intercommunalités).

3. DES TRAJECTOIRES DE DÉCLIN VARIÉES EN CONTEXTE MÉTROPOLITAIN

L'établissement de l'échantillon a fait l'objet de plusieurs considérations. Il a pour base les 1 276 communes franciliennes au 1er janvier 2018, sélectionnées en fonction des critères suivants :
– l'évolution du nombre d'habitants de chaque commune entre 1982 et 2016 : si, sur la période, l'Île-de-France gagne plus de 2 millions d'habitants, 58 communes abritent en 2016 un nombre d'habitants inférieur à celui de 1982 ;

1 Sources : chiffres clés de la région Île-de-France, Institut Paris Region, Insee Île-de-France, CCI Paris Île-de-France [en ligne : www.cci-paris-idf.fr/sites/default/files//crocis/wysiwyg/Chiffres-cles-2019-light.pdf, consulté le 21/11/2019].

2 L'ensemble des données relatives aux émissions de gaz à effet de serre (GES) sont issues de l'outil ENERGIF, base agrégeant les consommations d'énergie et les émissions de GES afférentes [en ligne : sigr.iau-idf.fr/webapps/cartes/rose].

3 Le mode d'occupation du sol (MOS) est un outil de suivi et d'analyse de l'occupation du sol francilien, développé par l'Institut Paris Region.

– l'évolution du nombre d'emplois de chaque commune entre 1982 et 2016 : tandis que la région gagne près d'un million d'emplois entre 1982 et 2016, 395 communes affichent une régression de leurs effectifs sur la même période.

Pour rendre compte des fluctuations des évolutions de population et d'emploi entre 1982 et 2016, un découpage en quatre périodes a été opéré (1982-1990, 1990-1999, 1999-2008 et 2008-2016). Cette approche permet de suivre de manière fine les trajectoires des communes au cours des 35 dernières années, davantage caractérisées par des alternances entre gain et perte de population ou d'emploi que par des dynamiques continues. De plus, elle renseigne sur l'ancienneté des phénomènes de déprise observés.

Selon cette analyse, nous considérons comme « en déclin » les communes ayant cumulé, de manière conjointe mais pas nécessairement concomitante, perte de population et perte d'emplois sur tout ou partie des quatre périodes étudiées. Nous écartons toutefois de l'analyse les communes ayant connu cette situation moins de 50 % du pas de temps étudié (c'est-à-dire sur moins de deux périodes parmi les quatre considérées), afin de nous focaliser sur les communes ayant connu un déclin possiblement structurant, et non éphémère.

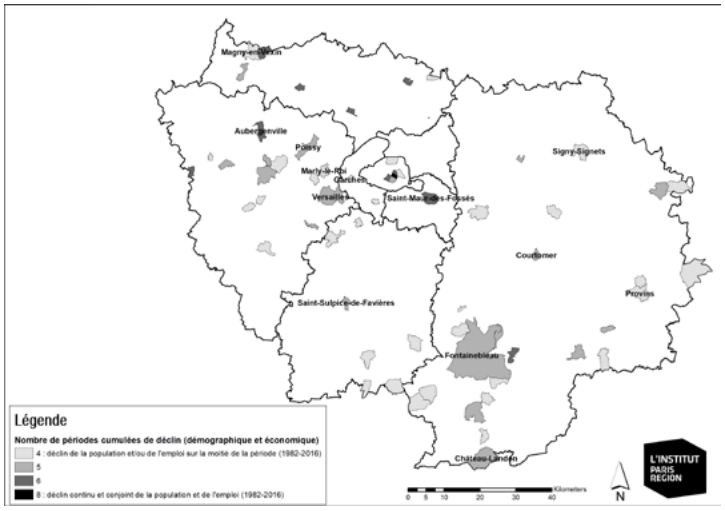
Tableau 1. Différentes trajectoires de déclin

Evolution de la population	*Evolution de l'emploi*
Négative sur les 4 périodes étudiées Paris 4e arrondissement Paris 6e arrondissement	**Négative sur les 4 périodes étudiées** Paris 4e arrondissement Courcelles-sur-Viosne Beauchamp …
Négative sur 3 périodes étudiées Versailles Saint-Maur-des-Fossés Nucourt …	**Négative sur 3 périodes étudiées** Poissy Château-Landon Épinay-Champlâtreux …
Négative sur 2 périodes étudiées	**Négative sur 2 périodes étudiées**
~~Négative sur 1 période étudiée~~	~~Négative sur 1 période étudiée~~
~~Positive sur les 4 périodes étudiées~~	~~Positive sur les 4 périodes étudiées~~

141 communes répondent à ces critères. Elles peuvent être classées selon 9 trajectoires possibles (tabl. 1). En 2016, elles rassemblent en moyenne 18 888 habitants et 12 697 emplois (pour un total de 22 % de la population régionale et 31 % de l'emploi régional).

À partir de là, il nous a semblé utile d'ajouter un autre critère d'analyse : le caractère récent ou non du déclin, l'avantage étant de pouvoir associer à notre échantillon des indicateurs environnementaux dont on dispose uniquement sur une période récente. Ainsi, sur ces 141 communes, 64 ont connu une baisse cumulée de leur population et de leurs emplois entre 2008 et 2016. Ce groupe rassemble des petites villes qui comptent en moyenne 14 539 habitants et 7 857 emplois (pour un total de 8 % de la population et 9 % de l'emploi régionaux). Elles sont réparties très majoritairement en grande couronne (fig. 1) à la fois en Seine-et-Marne (25 communes), dans les Yvelines (15) et dans le Val d'Oise (8). Six arrondissements parisiens y figurent également.

Figure 1. Répartition des 64 communes de l'échantillon selon l'intensité du déclin démographique et économique



Prises dans leur ensemble, les communes de l'échantillon affichent des indicateurs de richesse et de développement supérieurs à la moyenne régionale : l'indice de développement humain (IDH-2) y est de 0,61 contre 0,56 à l'échelle régionale en 2013, et le revenu annuel médian par unité de consommation s'élève à 25 457 € contre 24 560 € en Île-de-France en 2014. Cependant, ce panel abrite des situations très contrastées, entre territoires très aisés (Milon-la-Chapelle, Noisy-le-Roi, Crespières, Garches ou Gif-sur-Yvette) et villes plus modestes telles que Château-Landon, Provins ou Champagne-sur-Seine. Dans ces communes, l'IDH-2 est

faible, le revenu annuel médian par unité de consommation avoisine les 20 000 € et le chômage des 15-64 ans atteint 18 %, voire 19 % à Provins.

L'analyse semble donc indiquer que l'influence métropolitaine francilienne, qui dépasse les frontières régionales et se caractérise par un dynamisme tant économique que démographique, ne s'accompagne pas d'un effet d'entraînement sur l'ensemble de son armature territoriale, composée d'une multitude de petites et moyennes villes. Dans les faits, les signaux faibles de déclin observés sur les communes de l'échantillon ont des causes très variées qui demanderaient à être mieux caractérisées. Il peut s'agir :

– De situations d'exclusion ou de marginalité vis-à-vis du système métropolitain, à l'exemple de communes affectées par de profondes mutations d'emploi. Cela concerne autant des bourgs et villages que des villes petites et moyennes de grande couronne (dont 3 font partie des 18 villes petites et moyennes retenues dans l'étude de Le Goff, 2019 sur les villes des franges de l'agglomération francilienne : Provins, Fontainebleau et Magny-en-Vexin) ;

– De choix politiques et de stratégies d'urbanisme « défensives », dans le but de préserver le cadre de vie de communes aisées ou situées dans un espace naturel remarquable (communes situées autour de la limite départementale Hauts-de-Seine / Yvelines ou dans un parc naturel régional) ;

– De tensions liées au marché privé (prix du foncier ou de l'immobilier) ou à l'arrivée de nouveaux acteurs échappant à l'intervention publique, de type Airbnb (notamment dans les arrondissements centraux de Paris).

Il serait intéressant de déterminer les facteurs qui ont conduit à cette situation ainsi que les réponses (ou l'absence de réponses) qui lui sont apportées.

4. UN DÉCLIN SYNONYME DE DYNAMIQUES DE DÉVELOPPEMENT PLUS VERTUEUSES ?

En matière d'environnement, seules 8 des 64 communes de l'échantillon n'ont pas diminué leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) entre 2005 et 2015. Globalement, les communes dites en déclin les ont diminuées de 27 %, ce qui est légèrement supérieur à la variation francilienne (21 %).

L'analyse de relations entre performance environnementale et situation de déclin n'est pas évidente. D'une manière générale, les communes de notre échantillon les ayant le plus diminuées accueillent des installations industrielles qui peuvent générer des pollutions (par exemple, les usines Renault à Aubergenville et Peugeot à Poissy, le site 3M France à Beauchamp). Cependant, sur les 20 communes franciliennes les ayant le plus diminuées en valeur absolue, seules Aubergenville (5e) et Poissy (20e) figurent dans le classement. En valeur relative, Aubergenville (3e), Épinay-Champlatreux (4e) et Beauchamp (15e) se trouvent parmi les communes qui les ont diminuées de plus de 45 %.

Cependant, à l'échelle régionale, les communes qui ont le plus diminué leurs émissions de GES (Grandpuits-Bailly-Carrois, Argenteuil, Saint-Ouen, Vitry-sur-Seine, Nanterre…) sont des communes où l'industrie a été historiquement implantée ou qui possèdent des équipements de services urbains (incinérateurs, chaufferies ou centrales thermiques…) d'envergure. Ce sont plutôt des facteurs technologiques, plutôt que socio-économiques, qui semblent donc expliquer la baisse des émissions de GES (tabl. 2) en lien avec les évolutions réglementaires (par exemple, mise aux normes environnementales d'installations) et une tendance plus profonde affectant le territoire régional comme national de déclin des activités productives et/ou utilisant des énergies fossiles.

Tableau 2. Émissions de gaz à effet de serre. Sources : ENERGIF, V2, décembre 2018

Emissions	Echantillon de 64 communes en déclin	Île-de-France
Emissions GES directes et indirectes en 2005 (kt)	3 482,6	51 152,1
Emissions GES directes et indirectes en 2015 (kt)	2 547,9	40 460,2
Variation	-934,7, soit **-27%**	-12 023,9, soit **- 25%**
Emissions GES directes en 2005 (kt)	2 842,2	47 844,5
Emissions GES directes en 2015 (kt)	1 979,9	35 820,6
Variation	-862,3, soit **-30,3%**	-10 691,9, soit **-21%**

En matière de consommation d'espace, selon le MOS, les 64 communes de l'échantillon ne sont responsables que de 4 % de la consommation d'espace francilien entre 1982 et 2016 (soit 939 ha). Leur dynamique d'urbanisation traduit cependant un phénomène marqué d'étalement urbain.

Ainsi, leurs surfaces urbanisées construites[4] ont augmenté de 13 % entre 1982 et 2016, tandis que le nombre total de leurs habitants et emplois a diminué dans le même temps de 1 %. Cette déconnexion entre rythme d'urbanisation et dynamiques de population et d'emploi se vérifie également à l'échelle régionale, mais dans une moindre mesure : alors que les espaces urbanisés construits y progressent de 27 %, l'augmentation des

4 On entend par « surfaces urbanisées construites » les espaces repérés au MOS qui ne relèvent ni des espaces naturels, agricoles ou forestiers (NAF), ni des espaces ouverts urbains (golfs, parcs, jardins, etc.).

habitants et des emplois régionaux s'élève à 21 %. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer l'urbanisation relativement importante des communes de l'échantillon, une fois confrontées à leurs dynamiques de population et d'emploi. La production de formes urbaines peu denses en est une, tout comme la présence d'un taux de renouvellement urbain faible et l'accueil d'activités « extra-communales » (usines, carrières, déchetteries…).

CONCLUSION

En conclusion, notre communication révèle les multiples visages du déclin sur une même aire urbaine qui gagne des habitants et de l'emploi dans le cadre de son insertion dans la globalisation. Nous avons testé ici une méthode très perfectible, et il en existe probablement bien d'autres, qui illustre le phénomène sur un échantillon de 64 communes représentant 8 % de la population régionale et 9 % de l'emploi régional.

Nous constatons par ailleurs que cette forme de déclin est difficilement associable à une situation de transition écologique dans la mesure où les indicateurs utilisés ne reflètent pas de dynamiques territoriales nécessairement plus vertueuses par rapport au niveau régional ou départemental. Explorer la corrélation entre déclin et transition écologique semble ainsi être un exercice complexe, et ce notamment dans même aire métropolitaine où les dynamiques et les flux tendent à se mêler. Compte tenu de la diversité des communes présentes dans notre échantillon de travail, il serait intéressant d'approfondir la caractérisation des profils socio-économiques de ces petites et moyennes villes et d'étudier leurs politiques urbaines plus en détail. Au final, ce travail nous amène à questionner la pertinence même de l'usage du terme « déclin » pour l'Île-de-France.

RÉFÉRENCES

Bernt M., Haase A., Großmann K., Cocks M., Couch C., Cortese C., Krzysztofik R., 2014, "How does(n't) Urban Shrinkage Get Onto the Agenda? Experiences from Leipzig, Liverpool, Genoa and Bytom", *International Journal of Urban and Regional Research,* 38(5), p. 1749-1766 [en ligne : www.onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1468-2427.12101, consulté le 24/11/2019].

Buhnik S., 2010, "From Shrinking Cities to Toshi No Shukusho. Identifying Patterns of Urban Shrinkage in the Osaka Metropolitan Area", *Berkeley Planning Journal*, 23(1), p. 132-155 [en ligne : www.escholarship.org/uc/item/2df4m61b, consulté le 22/11/2019].

Cauchi-Duval N., Béal V., Rousseau M., 2016, « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique », *Espaces populations sociétés*, n° 2015/3-2016/1 [en ligne : journals.openedition.org/eps/6112, consulté le 24/11/2019].

Fol S., Cunningham-Sabot E. C., 2010, « "Déclin urbain" et *shrinking cities* : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine », *Annales de géographie*, n° 674, p. 359-383 [en ligne : www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2010-4-page-359.htm, consulté le 22/11/2019].

Gamberini J., 2011, « Rétrécissement urbain et conditions d'innovations pour un développement durable : le cas de l'enjeu énergie-climat », *Géocarrefour*, 86(2), p. 139-150 [en ligne : journals.openedition.org/geocarrefour/8354?lang=en, consulté le 24/11/2019].

Haase A., Bernt M., Großmann K., Mykhnenko V., Rink D., 2016, "Varieties of shrinkage in European cities", *European Urban and Regional Studies*, 23(1), p. 86-102 [en ligne : journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0969776413481985, consulté le 24/11/2019].

Hartt M., 2019, "The Prevalence of Prosperous Shrinking Cities", *Annals of the American Association of Geographers*, 109(5), p. 1651-1670.

Le Goff T., 2019, *Villes des franges de l'agglomération parisienne*, Paris, Institut Paris Region [en ligne : www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/villes-des-franges-de-lagglomeration-parisienne.html, consulté le 08/01/2020].

Miot Y., Rousseau M., 2017, « Décroître pour survivre ? Démolitions et transition énergétique à Vitry-le-François », *Métropolitiques* [en ligne : www.metropolitiques.eu/Decroitre-pour-survivre.html, consulté le 22/11/2019].

LES AUTEURS

Martial Vialleix
Institut Paris Region
UP1 – Géographie-cités
martial.vialleix@institutparisregion.fr

Thomas Cormier
Institut Paris Region
thomas.cormier@institutparisregion.fr

Session K La territorialisation sanitaire en question. Étapes, acteurs, recompositions

CO-PORTEUR·E·S
Emmanuel ELIOT
(IDEES-Rouen)
& Véronique LUCAS-GABRIELLI (Irdes)

La territorialisation sanitaire est un processus de transformation des systèmes de santé visant à mettre en place une politique d'aménagement basée sur la diversité des modes de production des espaces aménagés et le décloisonnement des ressources et activités. En France, la loi Hôpital patient santé territoire de 2009 a constitué une étape charnière qui se prolonge avec les réformes actuelles (Loi de santé 2016, Ma santé 2022). Dans d'autres pays, si les étapes et les modalités de mise en place des réformes varient, les logiques inhérentes aux transformations des systèmes de soins peuvent paraître similaires : montée en puissance du « local » comme espace de gestion et d'action, discours normatif sur la proximité pour pallier les inégalités de santé, multiplication des intermédiaires dans l'organisation et l'activité de soins, diffusion de modèles de gestion hérités du *new public management*. En raison de la diversité des dispositifs, de leurs agencements et des types d'action conduites selon les pays, les secteurs, les structures (hôpitaux, médecins, spécialistes…), l'objectif de cette session est de mieux comprendre les réorganisations des échelles spatiales, temporelles et organisationnelles induites par ce processus de territorialisation. L'accélération des réformes en France peut constituer un cas d'étude mais l'ouverture à d'autres pays, situations et contextes permettra de développer les approches comparatives et de mieux comprendre comment les politiques publiques évoluent et modifient dans le temps leurs actions pour répondre aux enjeux démographiques et sanitaires (dynamiques territoriales de peuplement, vieillissement, inégalités de distribution de l'offre, coût des soins…).

Investigating Health Care Territorialisation. Steps, Actors, Changes

Territorialisation is a process of transformation of health care systems based on the decompartmentalisation of resources in order to develop planning policies. In France, the Hospital, Patients, Health and Regions Act (2009), the 2016 Health Act and the "Ma santé 2022" Act are major steps in this process. In other countries, although reforms may vary from place to place, a similar logic is being obeyed: the emergence of the "local" as a space of management and action, the focus on proximity in the battle against health inequalities, an increase in the number of intermediaries/providers involved in healthcare provision, the introduction of new forms of management, etc. These approaches vary in terms of their details depending on the country, sector, facility (hospitals, primary care, etc.). Therefore, this call for submissions aims at comparing case studies, contexts or situations in order to investigate 1/ to what extent contemporary reforms contribute to the creation of new healthcare places and spaces, and 2/ how scales and actors are reorganised as part of these reforms. This should help to provide a better understanding of how policies are responding to health challenges such as ageing, unequal distribution of population and healthcare, cost of care, etc.

La territorialización de la salud en cuestión. Etapas, actores, recomposiciones

La territorialización sanitaria es un proceso de transformación de los sistemas de salud que tiene como meta implementar una política de planificación basada en la diversidad de los modos de producción de los espacios desarrollados y la descompartimentalización de los recursos y actividades. En Francia, la Ley Hospital Paciente Salud Territorio de 2009 fue un paso clave que continúa con las reformas actuales (Ley de salud de 2016, "Ma Santé" 2022). En otros países, si bien las etapas y las modalidades de implementación de las reformas varían, las lógicas inherentes a las transformaciones de los sistemas de salud pueden parecer similares: mayor importancia de lo "local" como espacio de gestión y acción, discurso normativo acerca de la proximidad para compensar las desigualdades en salud, multiplicación de intermediarios en la organización

y actividad de la atención, difusión de modelos de gestión heredados del *New Public Management*. Debido a la diversidad de los dispositivos, sus disposiciones y los tipos de acción llevados a cabo según los países, los sectores, las estructuras (hospitales, médicos, especialistas…), el objetivo de esta sesión es comprender mejor las reorganizaciones de las escalas espaciales, temporales y organizativas inducidas por este proceso de territorialización. La aceleración de las reformas en Francia puede considerarse como estudio de caso, pero la apertura a otros países, situaciones y contextos permitirá desarrollar enfoques comparativos y comprender mejor cómo las políticas públicas evolucionan y cambian sus acciones con el tiempo para responder a los desafíos demográficos y de salud (dinámicas territoriales de asentamiento, envejecimiento, distribución desigual de la oferta, costo de la atención, etc.).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Amat-Roze J.-M., 2011, « La territorialisation de la santé : quand le territoire fait débat », *Hérodote,* 143(4), p. 13-32.
Arredondo A., Orozco E., Delcaza E., 2005, "Evidences on Weaknesses and Strengths from Health Financing after Decentralization: Lessons from Latin American Countries", *International Journal of Health Planning and Management*, 20(2), p. 181-204.
Coldefy M., Lucas-Gabrielli V., 2012, « Le territoire, un outil d'organisation des soins et des politiques de santé : évolutions de 2003 à 2011 », *Question d'économie de la santé*, n° 175.
Curtis S., Learmonth A., 2013, "Place Shaping to Create Health and Wellbeing Using Health Assessment: Health Geography Applied to Develop Evidence-Based Practice", *Health and Place*, n° 24, p. 20-22.
Eliot E., Lucas-Gabrielli V., Mangeney C., 2017, «Territorialisation sanitaire et décentralisation : état des lieux et enjeux à partir du cas français », *RFST* [en ligne : rfst.hypotheses.org/files/2017/06/Eliot_Lucas_Mangeney_rfst_2017.pdf].

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Pierre ALLORANT, Sylvain DOURNEL, Fouad EDDAZI, Franck GUÉRIT – Métropolisation et santé : quand la métropole ouvre de nouveaux champs d'action ?
– Élise AUTRIVE – Territorialisation sanitaire en Guyane française : des défis contemporains d'une adaptation à des besoins spécifiques
– Yohan FAYET, Amandine DROUET, Véronique LUCAS-GABRIELLI, Andrée-Laure HERR, Zeynep OR, Virginie CHASLES – Vers une métropolisation des soins de cancer ? Analyse géographique de l'évolution des parcours de soins depuis le début des années 2000
– Pauline IOSTI – Ruptures et continuité dans les trajectoires de recours aux soins, une approche temporelle des inégalités d'accès aux soins
– Bibiana SCELFO, Marco GROSSO, Marco DALMASSO, Stefania BELLELLI, Chiara RIVOIRO, Valeria ROMANO, Sylvie OCCELLI – *Can Telemedicine be effective in responding to local health needs? Lights and shadows from the picture of Piedmont*
– Isabelle SIFFERT – Accueillir et soigner les demandeurs d'asile : recompositions territoriales et enjeux de coordination médico-sociale
– Maxime THORIGNY, Victor DUCHESNE – Quelle place pour l'expression citoyenne dans la définition de la politique régionale de santé ? Une analyse en région Centre-Val de Loire
– Chiraz ZEGHDAR, Myriam BARON, Stéphane RICAN – L'agglomération de Constantine (Algérie) au prisme de la territorialisation sanitaire

Métropolisation et santé : quand la métropole ouvre de nouveaux champs d'action ?

AUTEURS
Pierre ALLORANT,
Sylvain DOURNEL,
Fouad EDDAZI,
Franck GUÉRIT

RÉSUMÉ
L'intervention d'une métropole peut-elle changer la donne à une offre de soins lacunaire pour les habitants ? Telle est l'interrogation qui guide l'analyse de l'action nouvelle d'Orléans Métropole en matière de santé. Le contexte explique la métropolisation de cet enjeu : le nombre de médecins est insuffisant pour couvrir les besoins de la population. Face à cette carence, les maires interviennent par la création de maisons de santé pluridisciplinaire. Mais, face à l'ampleur de la crise, une réponse strictement communale est insuffisante. L'intervention métropolitaine semble légitimée pour coordonner, arbitrer et réguler. Toutefois, les compétences de la métropole ne sont que partiellement exploitées. En premier lieu, Orléans Métropole a une capacité d'action limitée faute de fondements juridiques explicites pour asseoir sa légitimité et bénéficier d'outils performants. En second lieu, la métropole est à la fois concurrencée à l'échelle extra-métropolitaine par la région et les territoires adjacents, souhaitant échapper à toute satellisation, et à l'échelle intramétropolitaine par les communes membres, souhaitant préserver leur autonomie.

MOTS CLÉS
métropolisation, santé, territoire, lutte d'institutions, gouvernance, intercommunalité

ABSTRACT
Can a metropolis influence and improve the care supply for its inhabitants? This question guides the analysis of Orléans Métropole's new health action. The context explains the metropolisation of this issue: the number of medical doctors is not sufficient to cover the population needs. Faced with this deficiency, the mayors intervene, for example by creating multidisciplinary health centres. But the scale of the crisis makes these strictly municipal responses insufficient. Metropolitan intervention then seems legitimate to coordinate, arbitrate, and regulate. However, this metropolisation is partial. First, the metropolis of Orléans has a limited capacity for action due to the lack of explicit legal foundations to establish its legitimacy and benefit from effective tools. Secondly, the metropolis competes with other administrative levels, such as the region and extra-metropolitan territories relucting to be satellised, and even the member municipalities willing to preserve their autonomy.

KEYWORDS
Metropolisation, Health, Territory, Institutional struggle, Governance, Inter-municipal cooperation

L'intervention métropolitaine en matière de santé peut paraître incongrue (Jomier & Surel, 2017). En effet, cette compétence relève historiquement de l'État, qui assure notamment la formation des professionnels de santé et le financement des hôpitaux publics. Toutefois, l'administration locale n'a jamais été totalement absente de ce champ d'action. Le rôle traditionnel du maire à propos de la salubrité publique a conduit à l'émergence d'un hygiénisme municipal qui s'est aggloméré à la santé publique, préfigurant l'approche englobante de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur cette dernière notion.

Outre cet héritage historique, le contexte territorial a contraint l'échelon métropolitain à s'intéresser aux enjeux de santé. À cet égard, la situation singulière du Centre-Val de Loire, dernière région de France pour la densité de médecins par habitant, est grave. L'agglomération orléanaise n'est pas épargnée : Orléans est la seule des 13 capitales régionales et des 22 métropoles administratives à être touchée par la désertification médicale.

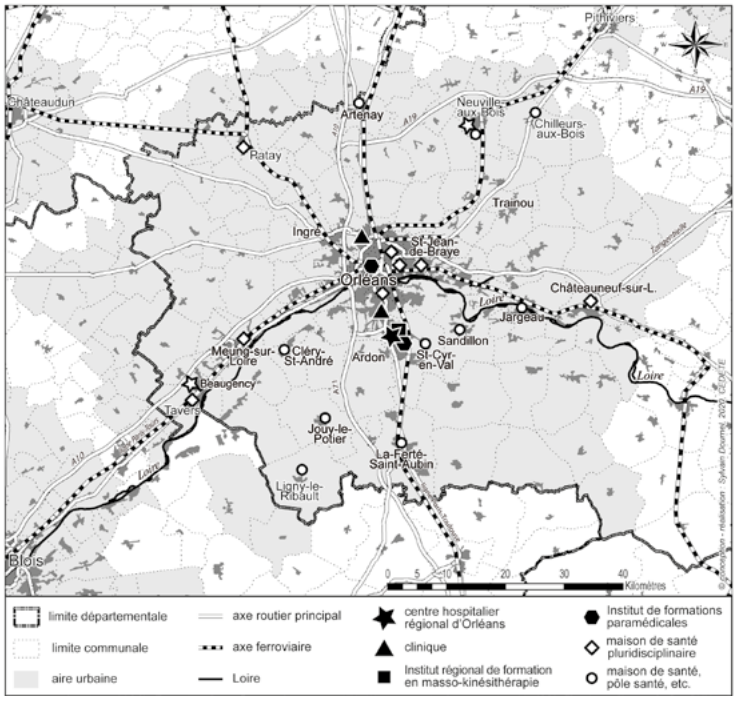
Les carences de l'offre de soins ont logiquement suscité des préoccupations et revendications de la part des électeurs. Les maires, en première ligne, ont tenté de répondre aux demandes de leurs administrés. L'ampleur des besoins et le caractère systémique de la crise ont néanmoins interrogé la pertinence du seul échelon communal pour y faire face.

Dans ce contexte, le passage en « métropole », le 1er mai 2017, de l'ancienne communauté d'agglomération (22 communes, 286 000 habitants) constitue un moment décisif de l'adaptation du bloc communal aux enjeux de santé : mettre en œuvre de nouveaux dispositifs de l'action publique locale pour pallier les déficiences des politiques nationale et régionale, tout en recomposant les liens entre communes et intercommunalité. Si une nouvelle capacité d'action publique locale est manifestement en émergence, les entraves à son développement ne sont toutefois pas pas négligeables (Honta & Basson, 2017).

1. SANTÉ ET MÉTROPOLISATION : LES ENJEUX POSÉS

L'importance prioritaire de l'enjeu de la santé, aussi bien pour son offre de soins et la qualité de vie des habitants d'une aire urbaine de plus de 400 000 habitants que pour l'attractivité d'une jeune métropole de plus de 280 000, est palpable à chaque échelle (fig. 1). Ainsi, le conseil économique, social et environnemental Centre-Val de Loire (CESER) a été saisi par une pétition citoyenne sur la situation critique des hôpitaux dans le ressort régional. Ses préconisations ont convaincu le président de région de réunir une assemblée plénière commune régionale fin novembre 2019 avec l'annonce de la mesure emblématique du recrutement de 150 médecins salariés par la collectivité régionale. En parallèle, le conseil de développement d'Orléans Métropole a créé un groupe de travail « Santé », centré sur les professionnels libéraux, et a présenté ses préconisations en février 2020, appelant à une meilleure articulation des interventions publiques.

Figure 1. Pouvoir de polarisation de l'agglomération orléanaise sur ses territoires environnants



Ce contexte de mobilisation, sur fond de réforme des études de santé, d'application de la loi Santé et de plan d'urgence pour les hôpitaux, s'appuie sur un diagnostic partagé : celui d'une région confrontée à une pénurie de médecins. Localement on note l'absence d'un second centre hospitalo-universitaire (CHU) régional, absence à relever en comparaison de l'encadrement des régions voisines (CHU de Nantes et d'Angers en Pays-de-la-Loire, de Besançon et Dijon en Bourgogne-Franche-Comté). Ces éléments de diagnostic soulignent une situation de discrimination dont souffrent les habitants au regard de l'égalité d'accès aux soins et du principe du droit à la protection de la santé de l'alinéa 11 du préambule de la Constitution.

L'insuffisance de l'offre locale de santé pose la question de l'attractivité de l'agglomération orléanaise dans l'installation de professionnels de santé, en effectifs suffisants pour assurer l'accès aux soins d'une population d'un bassin démographique et d'emploi dynamique. Son passage en métropole provoque-t-il un changement de représentations à son bénéfice ? Appartenir au « club des métropoles » est-il un levier efficace d'une politique de communication, de séduction et d'accueil de professionnels en majorité formés ailleurs ? Les atouts de la métropole, parmi lesquels son niveau de vie médian élevé (le plus haut des « villes à 1 h de Paris », le second des métropoles françaises), ses nombreux équipements et services, ses disponibilités foncières et immobilières, ses plus-values patrimoniales et paysagères, peuvent-ils être mieux mis en valeur grâce à ce nouveau statut (Guérit *et al.*, 2020) ? La coordination dans l'accueil et le maintien de médecins, français ou étrangers, dans la conservation de cliniques et dans la création de maisons de santé pluridisciplinaires (MSP) ou de centres de santé salariant les médecins, en régie directe (commune d'Ingré) ou à travers une association (commune d'Orléans), peut-elle surmonter les rivalités et étendre la solidarité aux territoires voisins ?

Face à une situation détériorée, à la difficulté à disposer d'un médecin référent puis à accéder à des spécialistes, on peut également s'interroger sur les enjeux sociaux de cette situation sanitaire. Quelles pratiques mettent en œuvre les habitants de l'Orléanais ? L'accès à une offre supérieure de soins permettra-t-il de

replacer la métropole dans son réseau spatial fondamental, à l'interface entre sa relation privilégiée à Paris et au Val-de-Loire ? En outre, la pénurie provoque des stratégies d'évitement inégalitaires, liées aux réseaux interpersonnels des patients. Cet accès dérogatoire aux spécialistes et services parisiens contraste avec le renvoi des « non-initiés » vers des urgences débordées par l'afflux des populations les moins mobiles, situation aggravée par le positionnement de l'hôpital régional au sein d'un quartier de politique de la ville et d'un campus touché par l'insuffisance de la médecine universitaire.

2. ORLÉANS MÉTROPOLE : NOUVELLE CAPACITÉ D'ACTION LOCALE, NOUVELLE LÉGITIMITÉ ?

En 2017, la création d'Orléans Métropole apparaît comme un bouleversement, inattendu et rapide, d'une intercommunalité orléanaise longtemps peu intégrée[1], reflet classique d'une géographie politique locale organisée dans des schémas d'oppositions entre centre et périphérie (Dournel & Guérit, 2018), communes petites et grandes, et clivages partisans (fig. 2). De cette géographie, il ressort la primauté de l'échelle communale, le mode consensuel de la gouvernance intercommunale, expression du « gouvernement des maires », et la difficulté à élargir l'assise géographique d'Orléans Métropole à de nouvelles communes, intégrées fonctionnellement dans l'agglomération mais refusant d'être membres de la structure intercommunale (Ardon, Gidy). À ce tableau, rajoutons les difficultés relationnelles avec les représentants élus des territoires voisins, inquiets d'une hégémonie orléanaise. D'où une fragmentation politique de l'espace fonctionnel de l'aire urbaine (dans les années 1990, trois structures de « pays » s'érigent autour de la communauté d'agglomération) et l'absence d'une « vision partagée » du territoire (avec celui d'Orléans, quatre schémas de cohérence territoriale (SCoT) sont élaborés, dispersion en partie atténuée par une démarche inter-SCoT). *In fine,* il n'existait pas de gouvernance territoriale à l'échelle de l'Orléanais sous la forme d'une mise en réseau des acteurs et de la constitution d'un acteur collectif.

Non débattue lors des élections municipales de 2014, la création d'Orléans Métropole (fig. 2) a été rendue possible, au terme d'un *lobbying* parlementaire intense, à l'instar de Dijon, et au prix d'un soutien aux prétentions de la rivale tourangelle, par l'assouplissement des critères d'éligibilité de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe). Sur le plan de la gouvernance interne, ce passage a nécessité la réaffirmation du « gouvernement des maires » par la signature d'un « pacte de gouvernance et de confiance métropolitain » liant les 22 communes. Par ailleurs, cet avènement perturbe le *statu quo* entre la capitale régionale et ses territoires voisins : par la grâce de son nouveau statut, Orléans semble, d'une part, renouer le dialogue avec sa proche périphérie et, d'autre part, pouvoir jouer un rôle interterritorial qui semblait ne plus lui être reconnu.

Dans le champ de la santé et de l'offre de soins, le passage en métropole illustrerait ce nouveau rôle donné à l'agglomération orléanaise, redéfinissant les relations entre l'intercommunalité et ses communes membres et rendant possible de nouvelles coopérations avec ses territoires voisins, organisés en vastes communautés de communes et de pôles d'équilibre territorial et rural (PETR) (fig. 3). Une telle impulsion métropolitaine pourrait ainsi engendrer la mise en chantier de contrat local de santé (CLS), instrument d'action publique organisé, en un système d'acteurs de la santé à l'échelle du territoire de l'Orléanais ? Pour autant, la métropole s'est dotée d'une compétence santé certes modeste, intitulée « coordination des projets d'installation et de maintien », qui suggère que son rôle est circonscrit à une fonction d'accompagnement des politiques communales. L'intercommunalité refléterait alors un « fédéralisme concurrentiel » local où la métropole, dans un principe de subsidiarité, supplée les insuffisances du niveau communal dans l'organisation de son offre de santé. Dans ce système de gouvernance, la métropole relèverait plus d'une fonction de coordination et d'animation des différents espaces et acteurs de l'action publique (communes, territoires voisins, professionnels de la santé) que de la création d'un territoire politique de la santé : « faire politique plutôt que faire territoire » (Vanier, 2010).

3. LES ENTRAVES À L'ÉMERGENCE MÉTROPOLITAINE EN MATIÈRE DE SANTÉ

Cette timide fonction de coordination et d'animation reflète la faiblesse de la légitimité métropolitaine pour agir. Cela tient, d'une part, à l'absence de fondement juridique qui reconnaîtrait à la métropole une compétence à propos de l'offre de soins (Tabuteau, 2009). Le Code général des collectivités territoriales (CGCT) est sans ambiguïté : l'article L. 5217-2, décrivant les attributions des métropoles, n'évoque jamais une compétence relative à la santé ou à l'offre de soins, qu'elle soit de plein droit ou déléguée par le département, la région ou, surtout, l'État. On insiste sur l'État car, en droit français, celui-ci a la compétence de

1 Un syndicat intercommunal à vocation multiple entre 1966 et 1999 ; une communauté de communes entre 1999 et 2002 ; une communauté d'agglomération à partir de 2002. Entre janvier et mai 2017, l'agglomération d'Orléans connaît un éphémère statut de communauté urbaine, lié à sa transition vers celui de métropole. Par ailleurs, si le périmètre initial de l'intercommunalité orléanaise se limitait à 6 communes, il concerne aujourd'hui 22 communes, limite indépassée depuis 2001.

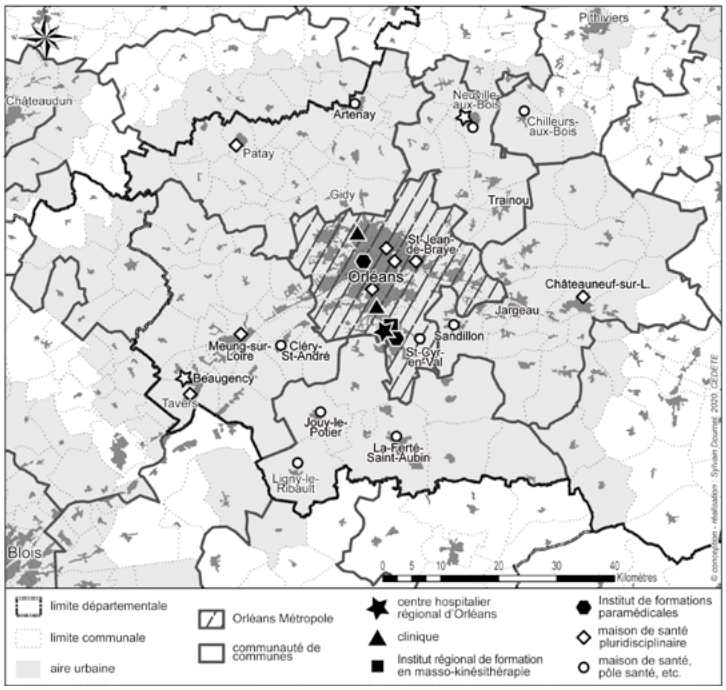
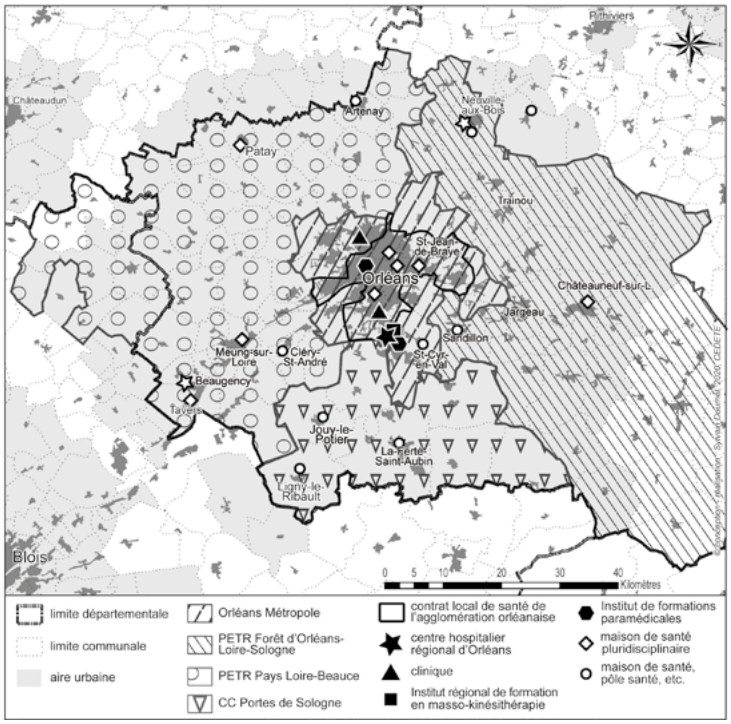


Figure 2. L'intercommunalité et équipements de santé dans l'Orléanais en 2017

Figure 3. Les territoires de projet dans l'Orléanais en 2017, points d'appui des SCoT et CLS



principe s'agissant de la santé. À cet égard, l'article L. 1411-1 du Code de la santé publique (CSP) dispose que « la politique de santé relève de la responsabilité de l'État. » Il en ressort que la métropole peut difficilement revendiquer un *leadership* sur la problématique de l'offre de soins. L'agence régionale de santé (ARS), par son plan régional de santé (L. 1431-1, CSP), son schéma régional de santé (L. 1434-2, CSP) ou encore ses différents zonages, comme les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins (L. 1434-4, CSP), a une influence décisive sur les contours de la politique d'offre de soins. La métropole ne se voit pas reconnaître de tels outils pour l'action. D'autre part, la faible légitimité métropolitaine s'explique par la portée de son rôle actuel de coordination, qui vise fondamentalement à rationaliser les initiatives communales, pas à s'y substituer. En outre, cette entreprise de mise en cohérence a des limites non négligeables. Ainsi, un instrument clé d'articulation des actions communales est le CLS. Ce dispositif est conclu par l'ARS, notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, et porte sur les politiques de soins. L'agglomération orléanaise en est dotée ; néanmoins, il est piloté par une commune membre d'Orléans Métropole, Fleury-les-Aubrais, et ne réunit pas les 22 communes qui composent la métropole. Un projet de CLS métropolitain est évoqué mais non encore mis en place. Dans l'attente, la régulation métropolitaine perd un instrument précieux.

En second lieu, l'action de la métropole d'Orléans est freinée par des concurrences territoriales. Tout d'abord, une concurrence régionale puisque la région Centre-Val de Loire a réagi énergiquement face à la démographie médicale. Elle dispose en effet d'une base juridique pour asseoir son intervention : elle peut notamment définir des objectifs particuliers à la région en matière de santé ; elle élabore et met en œuvre les actions régionales correspondantes (L. 1424-1, CSP). À cet égard, elle a lancé un « Plan urgence santé », qui se concrétise par exemple par des financements apportés aux projets de MSP ou par l'annonce spectaculaire du recrutement de 150 médecins salariés. Toutes ces actions lui permettent de nouer des liens directs avec les communes et les professionnels de santé, destinataire du soutien régional, excluant d'autant la métropole. Ensuite, la concurrence des territoires voisins d'Orléans Métropole perdure. Leur population se déplace vers la métropole pour se soigner, comme le montre le diagnostic local de santé établi par l'Observatoire régional de santé (ARS Centre-Val de Loire, 2015). Dans ces conditions, on aurait pu imaginer un rôle clé de la métropole, pour tenter de réguler l'offre de soins à l'échelle de l'aire urbaine. Toutefois, la situation a évolué différemment, avec

l'union de tous les territoires voisins d'Orléans Métropole au sein d'un CLS particulier, le CLS des «Territoires ruraux de l'Orléanais». Ce dispositif de régulation, qui ceinture totalement Orléans Métropole, réunit 104 communes structurées en communautés et PETR (fig. 3). La métropole en est exclue alors qu'il influe sur l'accès aux soins de ses propres habitants. Enfin, une certaine concurrence communale doit être pointée, à travers la volonté des communes de conserver une autonomie concernant les actions en matière d'offre de soins. La situation médicale préoccupante a érigé la santé en doléance prioritaire des habitants, obligeant les maires à se saisir du dossier. Ils multiplient les MSP et les annonces tendant à salarier des médecins et il est frappant de relever qu'ils inscrivent leurs actions dans le strict cadre communal, n'évoquant jamais la métropole, comme on le voit dans les communes suburbaines de Saint-Jean-de-la-Ruelle et de Saint-Jean-de-Braye. Dans les faits, les maires vont directement chercher les accords, soutiens et financements de l'ARS et de la région, par-delà la métropole. Celle-ci est ainsi concurrencée, y compris par ses communes membres qui souhaitent conserver l'initiative sur l'enjeu de l'offre de soins, au risque de compétitions intramétropolitaines.

RÉFÉRENCES

ARS Centre-Val de Loire, 2015, *Diagnostic local de santé de l'agglomération Orléans Val de Loire*, Orléans.

Dournel S., Guérit F., 2018, «Le renouveau du conflit ville-campagne par les représentations sociales du développement durable. L'exemple de l'aire urbaine d'Orléans», *Proceedings du 4e colloque international du CIST « Représenter les territoires »* (Rouen, 22-24 mars 2018), Paris, CIST, p. 168-173 [en ligne: hal.archives-ouvertes.fr/hal-01854369, consulté le 22/02/20].

Jomier B., Surel L., 2017, «La santé dans les grandes métropoles», *Les Tribunes de la santé*, n° 56, p. 29-34.

Guérit F., Allorant P., Dournel S., 2020, «Orléans, faire la «métropole intense»?», *in* C. Demazière, X. Desjardins et O. Sykes (dir.), *La gouvernance des métropoles et des régions urbaines. Des réformes institutionnelles aux coopérations territoriales*, Paris, PUCA, coll. «Recherche».

Honta M., Basson J.-C., 2017, «La fabrique du gouvernement métropolitain de la santé», *Gouvernement et action publique*, vol. 6, p. 63-82.

Tabuteau D. (coord.), 2009, numéro thématique «Territoire et santé», *Revue de droit sanitaire et social*, 2(2), p. 7-116.

Vanier M., 2010, *Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Paris, Anthropos Économica [2e éd.].

LES AUTEURS

Pierre Allorant
Université d'Orléans – POLEN
pierre.allorant@univ-orleans.fr

Sylvain Dournel
Université d'Orléans – CEDETE
sylvain.dournel@univ-orleans.fr

Fouad Eddazi
Université d'Orléans – CRJ Pothier
fouad.eddazi@univ-orleans.fr

Franck Guérit
Université d'Orléans – CEDETE
franck.guerit@univ-orleans.fr

AUTEURE
Élise AUTRIVE

Territorialisation sanitaire en Guyane française : des défis contemporains d'une adaptation à des besoins spécifiques

RÉSUMÉ
Cette communication a pour objectif de mieux comprendre l'organisation du système sanitaire destiné aux populations vulnérables au sein de la communauté d'agglomération Centre littoral (CACL)[1] en Guyane française. L'étude a été menée entre 2017 et 2019 auprès des acteurs du système à partir d'entretiens semi-directifs étudiés à l'aide de l'analyse des réseaux sociaux en croisant mesures locales et globales. Les résultats tendent à montrer que le système d'acteurs est essentiellement composé d'institutions et d'associations qui restent cloisonnées. Toutefois, des collaborations intersectorielles, notamment stratégiques et opérationnelles, existent à une échelle locale entre ces acteurs. Productrices de nouveaux espaces de collaboration au niveau local, ces collaborations sont impulsées par les acteurs de terrain et s'affranchissent partiellement des zonages portés par les acteurs publics.

MOTS CLÉS
territorialisation, coordination, accès aux soins de santé, populations vulnérables, Guyane française

ABSTRACT
This paper aims at better understanding the organisation of the health system for vulnerable populations in the Communauté d'Agglomération Centre Littoral (CACL) in French Guiana. Carried out between 2017 and 2019, the study uses semi-structured interviews among the actors of the system. Collected information has been studied using social network analysis. The results show that the system of stakeholders is composed of institutions and associations whose organisation is compartmentalised. However, intersectoral collaborations exist at the local level, that are producing new spaces of collaboration at a local scale; they are driven by field actors and are operating partially outside of the public actor zoning.

KEYWORDS
Territorialisation, Coordination, Healthcare access, Vulnerable populations, French Guiana

INTRODUCTION

Depuis la départementalisation de la Guyane en 1946, les lois françaises pensées depuis le territoire hexagonal s'imposent à ce département représentant environ 15 % du territoire français. Avec 269 352 habitants en 2016, elle est la région française la moins densément peuplée (2,5 habitants par km^2), l'essentiel de la population étant concentrée dans les communautés d'agglomération du Centre littoral et de l'Ouest. Elles sont les principaux « moteurs » de la croissance démographique et des espaces d'accueil privilégiés d'une population cosmopolite depuis les années 1970. En 2015, un tiers de la population était d'ailleurs de nationalité étrangère (*ibid.*).

La Guyane met au défi la mise en place du système sanitaire. D'après la Cour des comptes, le système de santé y présente un retard structurel important. D'après l'Insee, en 2017, la densité médicale était de 35 % inférieure à celle de l'Hexagone, 22 % de la population guyanaise était à plus de 30 minutes d'un service d'urgence en 2014 et 10 % de la population était à plus de 24 minutes du premier médecin généraliste en 2017. Les indicateurs sociaux et de santé y sont dégradés : selon l'Insee en 2011, 30 % de la population guyanaise vivait sous le seuil de risque de pauvreté local (420 €/mois), une surmortalité pour la plupart des maladies (DRESS & Santé Publique France, 2017), des pathologies sexuellement transmissibles très présentes telles que le VIH (771 cas / million d'habitants en Guyane contre 100 en France en 2014). Ces inégalités reflètent

1 La CACL est composée de 6 communes : Cayenne, Rémire-Montjoly, Matoury, Montsinéry-Tonnégrande, Macouria et Roura (55 % de la population Guyanaise, 14 % de sa population est immigrée en 2015 d'après l'Insee.) En 2015, plus de 42 % de son bâti est spontané et 26 % est potentiellement insalubre d'après l'Agence d'urbanisme et de développement de la Guyane.

une précarité multiforme, des conditions de vie difficiles, favorisant les prises de risque notamment pour les personnes immigrées, et des difficultés d'accès aux soins et au dépistage (Nacher *et al.*, 2018).
Depuis une dizaine d'années, en tant que département français, la Guyane est touchée par une transformation du système de santé (« territorialisation sanitaire », portée par les lois : Hôpital patients santé territoires (HPST, 2009), de modernisation du système de santé (2016), Ma santé (2022). Ces réformes instaurent un transfert de compétences au niveau régional, elles visent à favoriser la complémentarité et la coordination intersectorielle entre les acteurs et à renforcer l'accès aux soins de proximité. Ces transformations s'opèrent dans des territoires, à la fois « supports » des outils de la planification sanitaire et mode de légitimation de l'action locale. La définition des « territoires » par les acteurs constitue un enjeu majeur pour la mise en œuvre de ces politiques. Elle met en jeu deux logiques, liées à la coordination des acteurs et à « l'échelle et aux référentiels spatiaux d'analyse et d'action » (Amat-Roze, 2011).
Depuis 2010, les associations peuvent exercer des missions de service public dans le domaine sanitaire et social. Cette offre est notamment assurée *via* les acteurs de terrain, associatifs (ARS Guyane, 2019 : 30). Certains mettent en place des équipes mobiles *(outreach practices*, voir Chauvin, 2012) composées de professionnels de santé, de médiateurs sociaux, de bénévoles se rendant auprès des populations les plus en situation de vulnérabilité[2], comme dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et les zones de constructions spontanées. L'insuffisance des modalités de structuration et de la connaissance de l'organisation de cette nébuleuse d'acteurs met cependant à mal le suivi des patients dans leurs besoins de santé (ARS Guyane, 2019 : 48). Cette communication proposera de mieux comprendre le système d'acteurs mobilisés dans le processus de territorialisation en cours.

1. POSITIONNEMENT DE LA RECHERCHE ET MÉTHODOLOGIE

Les recherches conduites mettent l'accent sur les partenariats entre types d'acteurs (Fleuret, 2006) ou sur le rôle de « l'échelle et des référentiels spatiaux d'analyse et d'action » (*op. cit.*). Peu de travaux cherchent à comprendre les conditions de développement de ces nouvelles structurations. Ainsi, comprendre l'organisation des acteurs, leurs modalités de structuration (convention de partenariats, collaborations…) et leur articulation avec les zonages opérationnels préétablis des politiques de l'action publique constitue l'objet de cette communication.
Dans cette optique, une étude réalisée entre 2016 et 2019 au sein de la communauté d'agglomération du Centre littoral (CACL) s'est appuyée sur une série d'entretiens avec des acteurs agissant auprès des populations vulnérables. L'identification des dispositifs qui concourent à la santé (soin, médico-social, accompagnement social, accès aux droits) de ces populations a été réalisée à l'aide des sources d'information disponibles (annuaires institutionnels et non institutionnels) et complétée par une enquête. Parmi les 40 dispositifs sélectionnés (hors structures privées, acteurs dans le champ du handicap et des personnes âgées), 22 entretiens semi-directifs ont été conduits, qui portaient sur les activités de la structure dans et hors les murs, les natures des relations (prise en charge, stratégique, opérationnelle) et les types de liens entretenus (avec ou sans conventions de partenariat). La représentativité des entretiens atteint plus de 50 % en fonction des domaines d'activité (soins, médico-social, accompagnement social). Ces entretiens ont permis de créer les bases de données sur lesquelles se fondent des analyses de réseaux (Lewis *et al.*, 2008 ; Srinivasan & Uddin, 2015), qui trouvent ici toute leur justification pour rendre compte des relations de diverses natures et de modalités de coordination dans le champ de la santé. Les politiques sanitaires portés par l'agence régionale de santé (ARS) en Guyane visent à améliorer la « connaissance des initiatives des acteurs », mais aussi à renforcer « les collaborations, les partenariats, ou bien encore la coordination » (ARS Guyane, 2019 : 31 ; CNS, 2018). Sur la base des entretiens retravaillés sous la forme de graphes, deux types de liens entre les acteurs de santé seront explorés : ceux liés à la prise en charge des populations vulnérables pour leurs besoins de santé, et ceux de nature stratégique et opérationnel dans le cadre d'actions mobiles.

2. RÉSULTATS

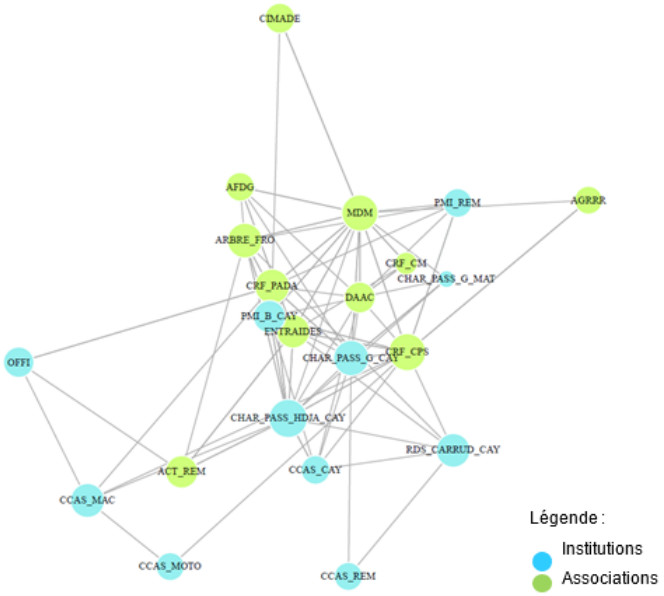
2.1. De la reconnaissance des « acteurs pivots » à une typologie des formes de coordination

La mesure globale de la centralité d'intermédiarité permet de saisir quels seraient les acteurs « pivots » dans la prise en charge des populations vulnérables. Quatre acteurs apparaissent : 2 institutionnels (permanence

2 Un état de vulnérabilité des populations se définit comme suit : habitat précaire, déficient, habitat pathogène ; dépendance physique ou psychique liée à une addiction ; difficulté de communication ou de compréhension (patient ne parlant pas français ou malentendant) ; exposition à des violences directes ou indirectes ; absence de droits d'accès aux dispositifs de protection sociale (Adam *et al.*, 2017).

d'accès aux soins de santé de l'hôpital de jour du centre hospitalier (CH) de Cayenne, permanence d'accès aux soins de santé du CH de Cayenne) et 2 associatifs (centre de prévention santé Croix Rouge française, Médecins du Monde) (fig. 1).

Figure 1. Des acteurs « pivots » dans la prise en charge des populations vulnérables ?



Toutefois, les mesures globales du réseau ne permettent pas d'identifier la structuration de chaque acteur avec ses pairs. En revanche, localement, l'analyse d'un acteur (*ego*) et de son réseau d'acteurs (*egonetwork*) permet d'étudier les relations directes de l'acteur entre trois sommets (triade d'acteurs) ; la mesure de la transitivité sur ce réseau reflète une certaine coordination entre ces acteurs. À partir des variables (statut, activités, liens, transitivité) une analyse en composante principale (ACP) puis une classification ascendante hiérarchique (CAH) ont été réalisées. Ainsi, une typologie identifie une structuration en plusieurs points :

– les acteurs institutionnels et associatifs s'organisent d'eux-mêmes de façon informelle (sans convention),
– la dynamique des liens entre acteurs de différents statuts (institutionnel / associatif) reste cloisonnée,
– une dynamique intersectorielle entre les différents champs d'activité est observée (médico-social / accompagnement social).

2.2. Des zones d'actions mobiles : entre contraintes des zonages préétablis et volonté de s'adapter aux populations cibles

De la cartographie des dispositifs d'actions mobiles naît un constat : elles sont nombreuses mais laissent « des zones blanches » en raison « d'une répartition irrégulière sur le territoire régional et une fragilité des moyens mis en œuvre » (ARS Guyane, 2019 : 30-31).

Pour apporter un éclairage supplémentaire, la nature des liens « stratégiques » et « opérationnels »[3] entre ces acteurs peut être mobilisée. Dans le réseau d'acteurs établissant les stratégies de localisation des actions mobiles, 60 % d'associations et 40 % d'institutions sont impliquées, tandis que les actions opérationnelles sont réalisées par plus de 80 % des acteurs associatifs.

Les entretiens conduits permettent de relever deux points :

– Les acteurs agissent dans et en dehors des QPV : en cohérence avec les périmètres établis par la politique de la ville et de santé, ils produisent également leurs propres espaces d'actions s'astreignant des périmètres définis.
– Ces acteurs tendent à s'adapter en complémentarité (activités, horaires des actions) aux espaces de vie des populations les plus vulnérables et présentant des risques sanitaires spécifiques.

Cette « organisation désorganisée » à l'initiative des acteurs cache une appropriation des réalités, des ressources et des compétences sur le territoire. En quelque sorte, dans ces lieux d'actions polarisés, les acteurs développent leur propre territorialisation au niveau local afin d'être complémentaires dans les actions proposées.

3 Les liens *stratégiques* sont entendus comme des relations de collaboration entretenues entre acteurs A et B afin de mener individuellement à bien leur(s) action(s) (exemple : A et B décident ensemble de(s) lieu(x) cible(s) pour les actions de dépistage (test rapide d'orientation diagnostique / TROD). Les liens *opérationnels* sont des relations de coopération entretenues entre acteurs A et B afin de mener collectivement à bien leur(s) action(s) (exemple : A et B réalisent ensemble une action de dépistage TROD).

CONCLUSION

Bien que des limites existent dans cette étude (*egonetworks* restreints sur les acteurs interrogés, refus de passation de l'enquête…), les avantages résident dans le fait qu'elle allie entretiens, différentes mesures d'analyse de réseau et cartographie pour mieux saisir l'organisation des acteurs. Les mesures globales (centralité d'intermédiarité) permettent de saisir et de décrire les acteurs les plus centraux dans la prise en charge des besoins des populations vulnérables. Quant aux mesures locales (*egonetworks*, transitivité), elles permettent de saisir individuellement chacun des acteurs, de décrire leur réseau relationnel et de détecter des logiques coordonnées en vue d'améliorer l'offre et l'accès aux soins des populations en situation de vulnérabilité.

RÉFÉRENCES

Adam C., Faucherre V., Micheletti P., Pascal G., 2017, *La santé des populations vulnérables*, Paris, Ellipses.

Amat Roze J.-M., 2011, « La territorialisation de la santé : quand le territoire fait débat », *Hérodote*, n° 143, p. 13-32 [en ligne : www.cairn.info/revue-herodote-2011-4-page-13.htm].

ARS Guyane, 2019, *Publication du projet régional de santé (PRS) Guyane 2018-2028*, Cayenne [en ligne : www.guyane.ars.sante.fr/publication-du-projet-regional-de-sante-prs-guyane-2018-2028].

Chauvin P., 2012, « 29. Au-devant, auprès et avec la nécessité de développer de nouvelles pratiques et de nouveaux métiers conjuguant *outreach*, proximité et accompagnement dans le système de soins », *in* P.-H. Bréchat (dir.), *Innover contre les inégalités de santé*, Rennes, Presses de l'EHESP, « Hors collection », p. 377-386 [en ligne : www.cairn.info/innover-contre-les-inegalites-de-sante--9782810900794-page-377.htm].

CNS (Conseil national du sida et des hépatites virales), 2018, *Avis et recommandations sur la prévention et la prise en charge des IST en Guyane et dans les Antilles française*, Paris [en ligne : www.cns.sante.fr/wp-content/uploads/2018/03/2018-01-18_avi_fr_prise_en_charge.pdf].

DRESS, Santé publique France, 2017, *L'état de santé de la population en France*, Paris [en ligne : www.drees.solidarites-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/recueils-ouvrages-et-rapports/recueils-annuels/l-etat-de-sante-de-la-population/article/l-etat-de-sante-de-la-population-en-france-rapport-2017].

Fleuret S., 2006, « Les associations dans le système sanitaire et social en France : les territoires de l'invisible », *Économie et solidarités*, p. 107-128 [en ligne : halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00175534/document].

Lewis J.M., Baeza J.I., Alxander D., 2008, "Partnerships in Primary Care in Australia: Network Structure, Dynamics and Sustainability", *Social Science & Medicine*, n° 67, p. 280-291 [en ligne : www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0277953608001846].

Nacher M., Adriouch L., Van Melle A., Parriault M.C., Adenis A., Couppié P., 2018, "Country of Infection among HIV-Infected Patients Born Abroad Living in French Guiana", *PLOS ONE*, 13(2) [en ligne : doi.org/10.1371/journal.pone.0192564].

Srinivasan U., Uddin S., 2015, *Social Network Framework to Explore Healthcare Collaboration* [en ligne : arxiv.org/pdf/1509.07578].

L'AUTEURE

Élise Autrive
Université de Rouen Normandie – IDEES
elise.autrive@gmail.com

AUTEUR·E·S
Yohan FAYET,
Amandine DROUET,
Véronique LUCAS-GABRIELLI, Andrée-Laure HERR, Zeynep OR,
Virginie CHASLES

Vers une métropolisation des soins de cancer ? Analyse géographique de l'évolution des parcours de soins depuis le début des années 2000

RÉSUMÉ
Les progrès enregistrés en cancérologie depuis plusieurs décennies ont permis une amélioration significative de la survie des patients mais ont aussi favorisé une centralisation des soins dans les établissements spécialisés. À partir de données hospitalières, nous analysons l'évolution géographique de l'accessibilité spatiale des soins et de l'activité de chirurgie en cancérologie. Le temps moyen pour accéder au centre de chirurgie le plus proche a augmenté de 5 minutes entre 2005 et 2018 mais 2,1 % de la population française est concernée par une hausse de plus de 30 minutes. Alors que l'activité de chirurgie des cancers entre 2005 et 2012 a augmenté de 9,1 % dans les aires urbaines équipées d'un CHU ou CLCC, elle a très légèrement diminué (-0,3 %) dans les autres communes françaises. Ces résultats rapportent une dynamique de métropolisation de l'activité de chirurgie des cancers depuis le début des années 2000 dont les conséquences devraient être plus largement évaluées.

MOTS CLÉS
géographie de la santé, cancer, métropolisation, mobilité, qualité de vie

ABSTRACT
The progress made in cancerology over the past decades has led to a significant improvement in patient survival but has also supported the centralisation of care in specialised facilities. Using hospital data, we analyse the geographical evolution of the spatial accessibility of care and surgical activity in cancerology. The average time to access the nearest surgery centre increased by 5 minutes between 2005 and 2018, but 2.1 % of the French population is concerned by an increase of more than 30 minutes. While cancer surgery activity between 2005 and 2012 increased by 9.1 % in urban areas equipped with a university hospital or comprehensive cancer care centre, it decreased very slightly (-0.3 %) in other French municipalities. These results indicate a dynamics of metropolisation of cancer surgery activity since the early 2000s, the consequences of which should be more widely evaluated.

KEYWORDS
Health Geography, Cancer, Metropolisation, Mobility, Quality of life

INTRODUCTION

Le cancer concerne 400 000 personnes nouvellement diagnostiquées chaque année en France. Même s'il représente toujours la première cause de décès, les progrès techniques et organisationnels enregistrés en cancérologie depuis plusieurs décennies, notamment soutenus par les différents Plans cancer, ont permis une amélioration significative de la survie des patients (Cowppli-Bony *et al.*, 2016). Ces avancées favorisent également une centralisation accrue des soins de cancer, en raison des moyens humains, techniques et financiers toujours plus importants nécessaires à la mise en œuvre de cette médecine aujourd'hui personnalisée. Si l'efficience clinique et économique de la centralisation des soins de cancer est aujourd'hui bien documentée, il serait également pertinent de voir en quoi cette évolution peut favoriser un processus de métropolisation des soins qui pourrait en effet générer, en parallèle d'une amélioration potentielle de la survie, de nouvelles contraintes pour les patients. S'inscrivant dans le cadre d'une collaboration interdisciplinaire commencée au Centre Léon Bérard sur l'évaluation des parcours de soins en cancérologie et de leurs effets sur les patients, cet article propose, à partir de l'analyse de données hospitalières, une analyse géographique de l'évolution de l'accessibilité spatiale et de l'activité de soins de cancer depuis le début des années 2000.

1. LA CENTRALISATION DES SOINS, RÉSULTAT DES PROGRÈS TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELS EN CANCÉROLOGIE

L'amélioration continue de la survie des patients atteints de cancer depuis plusieurs décennies peut être attribuée aux progrès techniques et organisationnels significatifs réalisés en cancérologie, avec notamment l'instauration de programmes de dépistage organisé pour certains cancers ou encore le développement de nouveaux outils techniques et de traitements plus performants. De plus, la mise en place de critères d'autorisation pour le traitement des cancers, puis leur durcissement, ont permis d'améliorer la qualité des prises en charge, en orientant les patients vers des établissements ayant les compétences, les outils techniques et la pratique nécessaires pour la bonne prise en charge des cancers.

Ces différentes avancées semblent alimenter un processus de centralisation des prises en charge en direction des établissements les plus spécialisés en cancérologie. En effet, les plus petits établissements hospitaliers ont été exclus de ces prises en charge suite à l'instauration en 2009 puis au durcissement des autorisations de traitement du cancer. De plus, la spécialisation croissante des protocoles thérapeutiques réduit la capacité d'un nombre croissant d'établissements autorisés à pratiquer l'ensemble des actes médicaux nécessaires à la prise en charge, compte tenu de la rareté et du coût des ressources techniques et humaines requises. Ceci induit un recours de plus en plus fréquent à l'expertise des centres les plus spécialisés que ce soit pour le diagnostic ou bien pour un ou plusieurs actes thérapeutiques. Enfin, il semblerait que les pratiques spatiales de recours aux soins des patients évoluent et qu'ils soient aujourd'hui plus enclins à parcourir de plus longues distances afin d'être pris en charge dans un établissement hospitalier recommandé et/ou perçu comme spécialisé dans la prise en charge des cancers (Chasles *et al.*, 2018).

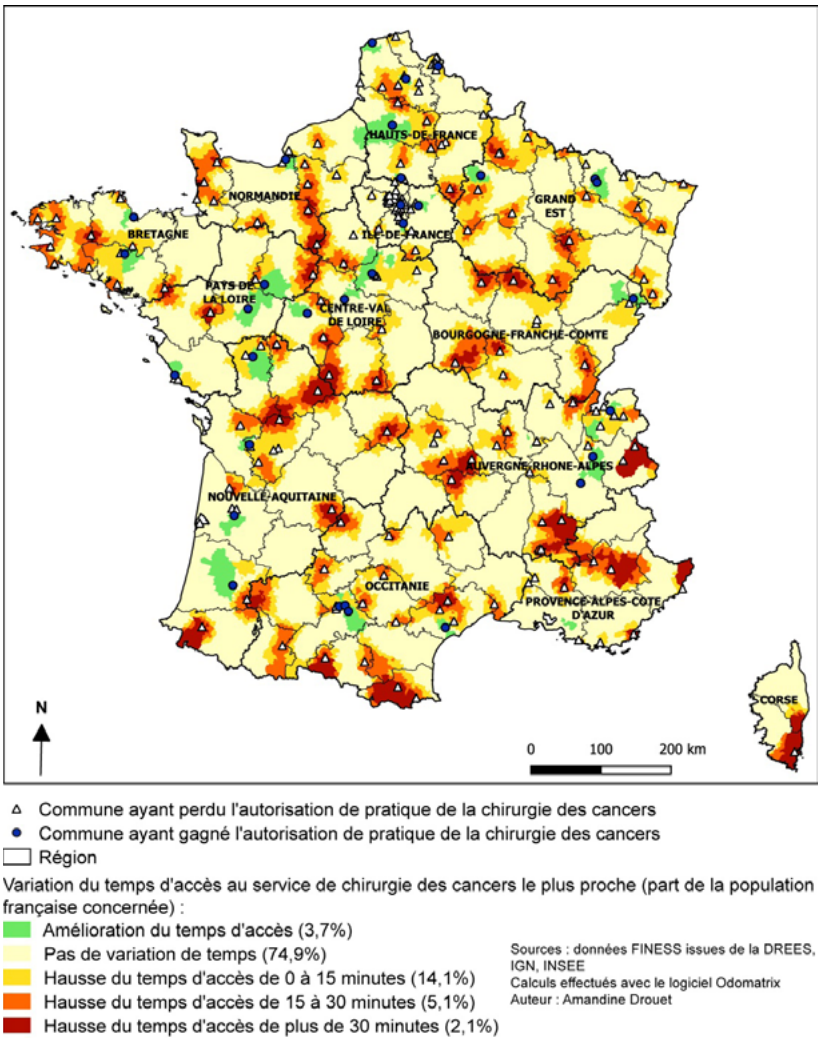
Les inégalités spatiales de santé et la remise en cause du principe de justice spatiale induites par cette évolution des parcours de soins en cancérologie sont aujourd'hui assez peu étudiées. Les retraits d'autorisation pourraient avoir des conséquences sensibles sur l'accessibilité spatiale des soins de cancer notamment dans les territoires ruraux. De plus, alors que les établissements de santé spécialisés en cancérologie se situent essentiellement au sein des principales aires urbaines françaises, il serait intéressant d'analyser dans quelle mesure le processus de centralisation alimente une dynamique de métropolisation des soins de cancer. Nos analyses s'appuient essentiellement sur un travail précédemment publié par l'Irdes, étudiant l'évolution de l'offre et du recours à la chirurgie du cancer entre 2005 et 2012 en France métropolitaine (Bonastre *et al.*, 2017) et apportent une lecture géographique sur cette évolution des parcours de soins en cancérologie. La chirurgie est, dans la mesure du possible, l'acte généralement privilégié en première intention pour le traitement du cancer.

2. ÉVOLUTION DE L'ACCESSIBILITÉ SPATIALE DE LA CHIRURGIE DU CANCER ENTRE 2005 ET 2018

Les établissements autorisés pour la chirurgie du cancer en 2018 ont été identifiés grâce au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) fourni en ligne par le ministère de la Santé, tandis que les données de l'étude de Bonastre *et al.* (*ibid.)* nous permettent d'avoir ces informations pour l'année 2005. Les autorisations en chirurgie sont aujourd'hui spécifiques en fonction du type de cancer avec des seuils minimaux d'activité. Comme ces autorisations spécifiques n'existaient pas en 2005, nous avons considéré pour 2018 tout établissement bénéficiant d'au moins une autorisation pour un type de cancer. L'accessibilité spatiale de chaque commune de France métropolitaine au centre de chirurgie de cancer le plus proche a pu être estimée en distance-temps (minutes) grâce au logiciel Odomatrix, à la fois en 2005 et en 2018. La comparaison des temps moyens vers le centre de chirurgie des cancers le plus proche a permis de mesurer l'évolution de l'accessibilité spatiale de la chirurgie des cancers ainsi que d'estimer l'éloignement généré par le retrait d'autorisations dans certains territoires (fig. 1).

571 communes étaient autorisées pour la chirurgie des cancers en 2005 contre 420 communes en 2018. Ces retraits se traduisent entre 2005 et 2018 par une hausse de 5 minutes du temps moyen pour accéder au centre de chirurgie des cancers le plus proche. On constate également que plus de 20 % de la population de France métropolitaine est concernée par une hausse du temps d'accès minimum. Néanmoins, l'augmentation significative du temps de trajet ne touche qu'une faible proportion de la population française (7,2 % concernés par une hausse de plus de 15 minutes du temps d'accès minimum, 2,1 % par une hausse de plus de 30 minutes). À l'inverse, 3,7 % de la population française a bénéficié d'un raccourcissement de son temps d'accès en raison d'autorisations nouvellement accordées dans une commune non équipée auparavant. La cartographie de cette évolution du temps d'accès moyen montre que ces fortes hausses concernent des territoires de villes petites et moyennes qui ne se trouvent pas à proximité d'un autre pôle urbain doté d'une autorisation et qui pâtissent donc fortement de ce retrait en raison de leur isolement géographique.

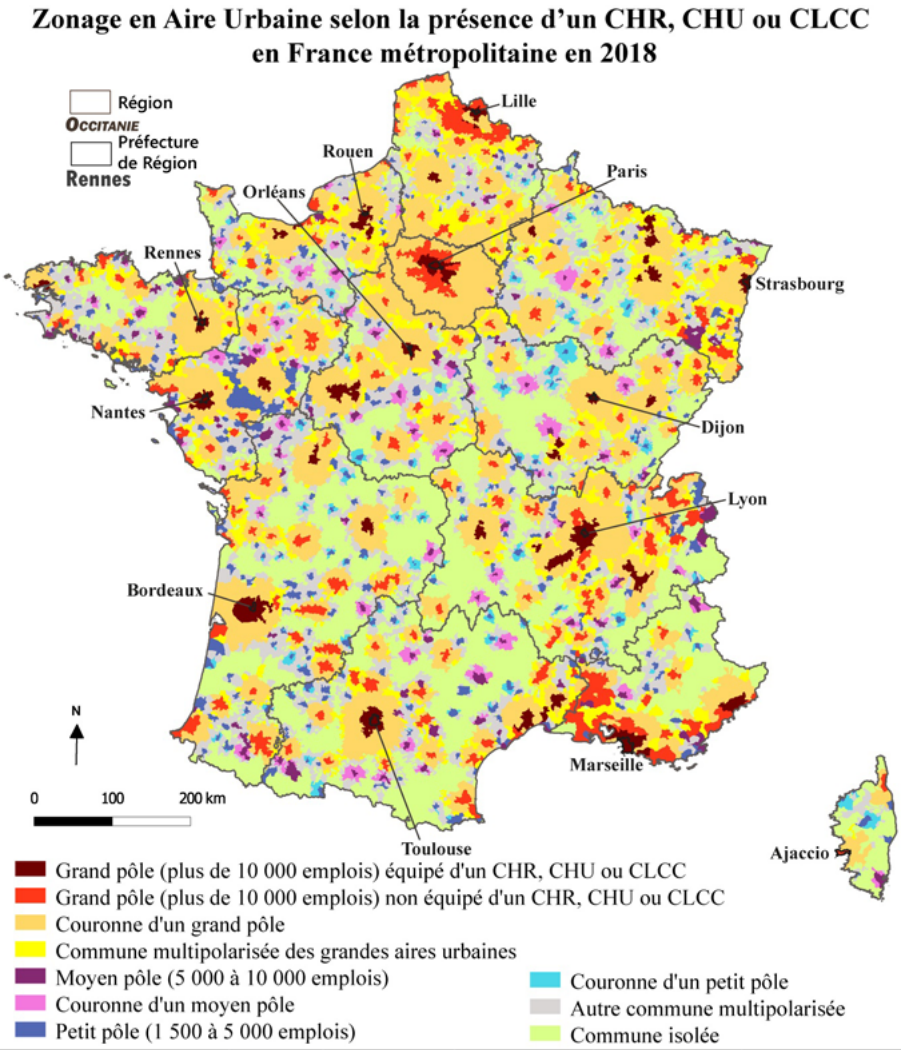
Figure 1. Évolution du temps d'accès à la chirurgie des cancers dans les communes françaises entre 2005 et 2018



3. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE CHIRURGIE DES CANCERS EN FRANCE ENTRE 2005 ET 2012

Les données utilisées dans l'étude de Bonastre *et al.* (2017) proviennent du programme de médicalisation des systèmes d'information en médecine, chirurgie et obstétrique (PMSI-MCO) et ont été appariées à la statistique annuelle des établissements de santé (SAE). Ces informations ont permis de déterminer, pour chaque établissement de santé, le nombre de séjours de chirurgie ayant un code diagnostic principal de cancer en 2005 et 2012, puis le nombre d'actes réalisés sur ces deux années dans chaque commune de France métropolitaine. Nous considérons l'hypothèse d'une métropolisation des soins de cancer comme la conséquence d'un processus de centralisation des prises en charge dans les établissements les plus spécialisés en cancérologie. Nous avons donc adapté la typologie « zonage en aires urbaines », établie par l'Insee, en distinguant les « grands pôles » dotés d'un centre hospitalier régional (CHR), centre hospitalier universitaire (CHU) ou centre de lutte contre le cancer (CLCC) des autres « grands pôles ». L'évolution de l'activité de chirurgie a ensuite été comparée entre les grands pôles dotés d'un CHR, CHU ou CLCC et tous les autres types de territoires français. Les communes des grands pôles équipés d'un CHR, CHU ou CLCC regroupent environ 30 % de la population française (fig. 2). Alors que la population de ces communes a augmenté de 3,7 % entre 2005 et 2012, l'activité de chirurgie des cancers y a augmenté de 9,1 %. À l'inverse, les autres communes françaises ont connu une croissance de 6,38 % de leur population mais leur activité de chirurgie des cancers a très légèrement diminué (-0,3 %). Nos analyses rapportent donc une forte dynamique de concentration de l'activité de chirurgie des cancers, qui semble assez peu liée aux retraits d'autorisation. Ces résultats suggèrent une perception de plus en plus partagée par les patients et les acteurs du système de santé de l'inégale expertise en cancérologie selon les établissements hospitaliers français. Ils traduisent probablement aussi, à la différence de soins plus courants, une plus faible sensibilité des patients à la distance à parcourir en raison de l'agressivité et du caractère anxiogène de la maladie cancéreuse, comme cela avait été observé dans le cadre d'entretiens semi-dirigés (Chasles *et al.*, 2018).

Figure 2. Évolution de l'activité de chirurgie des cancers selon le type de territoire en France métropolitaine entre 2005 et 2012



ZAU (Zonage en Aire Urbaine)	Population en 2014	Evolution de la population entre 2006 et 2012	Volume d'activité de chirurgie des cancers en 2005	Volume d'activité de chirurgie des cancers en 2012	Evolution du volume d'activité de chirurgie des cancers entre 2005 et 2012
Communes d'un grand pôle équipé d'un CHR, CHU ou CLCC	19 234 692	3,70%	217 987	237 887	**9,10%**
Autres communes	44 790 623	6,38%	180 487	179 940	**-0,30%**
France métropolitaine	64 025 315	5,60%	398 474	417 827	**4,90%**

Auteur : Amandine Drouet Source : Insee, IRDES, SAE

4. PERSPECTIVES ET EFFETS POTENTIELS DE LA MÉTROPOLISATION DES SOINS DE CANCER

Nos résultats montrent comment l'évolution des prises en charge en cancérologie, portée par le rythme soutenu des innovations thérapeutiques et organisationnelles, conduit également à un phénomène de métropolisation des soins de cancer. En effet, la dynamique de concentration spatiale de l'activité, conjuguée à celle des fonctions stratégiques, des moyens techniques et des ressources humaines nécessaires à une prise en charge optimale des patients montre clairement que certaines aires urbaines, dotées de centres spécialisés, assurent aujourd'hui, dans le cas des parcours de soins en cancérologie, les fonctions de commandement, d'organisation et d'impulsion spécifiques aux métropoles. La chirurgie étant le traitement le plus sujet au processus de concentration des soins, ce phénomène est probablement moins important pour d'autres soins comme la chimiothérapie par exemple. La métropolisation des soins de cancer ne doit donc pas être considérée comme un processus de centralisation de tous les actes médicaux et de toutes les prises en charge en cancérologie mais elle traduit la nécessité d'un recours au moins ponctuel à l'expertise des grandes métropoles pour un nombre croissant d'actes médicaux. Cette montée en puissance des métropoles dans la structuration des parcours de soins en cancérologie a été ici mesurée entre 2005 et 2012. Plusieurs éléments laissent cependant penser que cette dynamique s'est probablement intensifiée depuis 2012. Le développement voire la mise en routine d'un nombre croissant d'innovations issues de la médecine de précision a pu

concourir à un recours croissant vers les centres experts, de même que l'identification, par l'Institut national du cancer (INCa), de centres spécialisés dans la prise en charge de certaines populations ayant des problématiques spécifiques (Fayet *et al.*, 2018).

La dynamique de métropolisation des soins de cancer, cliniquement bénéfique pour les patients puisqu'elle améliore théoriquement leurs chances de survie, fait émerger des nouveaux enjeux quant à ses conséquences sur la qualité de vie des patients ainsi que sur les organisations hospitalières. Nos résultats montrent qu'une proportion toujours plus importante de patients s'oriente vers les principales aires urbaines françaises avec potentiellement un accroissement conséquent des distances à parcourir. Une précédente étude montrait comment ces longs trajets, s'ils étaient très largement acceptés par les patients compte tenu de la notoriété et de la qualité perçues de leur centre de soins, pouvaient également être générateurs de contraintes devenant de moins en moins supportables au cours du temps (Chasles *et al.*, 2018). Cependant, peu d'études françaises ou internationales permettent actuellement d'envisager et d'estimer l'impact réel de cet allongement de la distance à parcourir sur l'expérience de la maladie et la qualité de vie des patients atteints de cancer (Payne *et al.*, 2000).

Ce processus s'inscrit aussi dans un contexte de réorganisation des soins hospitaliers, suivant une logique de gradation des soins dans laquelle les grands établissements assurent la fonction de commandement du parcours de soins, pratiquent les actes médicaux nécessitant une expertise spécialisée et peuvent décentraliser les actes plus courants. La mise en application de ce principe de gradation des soins est aujourd'hui de plus en plus évidente puisque la stratégie « Ma santé 2022 » prévoit de distinguer à terme trois types d'établissements hospitaliers : les établissements de référence ultra-spécialisés, les établissements hospitaliers de recours et enfin les hôpitaux de proximité. La métropolisation d'un nombre croissant de soins de cancer induit aussi une coopération et des interactions renforcées entre établissements alors qu'ils sont soumis parallèlement à des logiques concurrentielles. Tandis que la permanence d'un certain nombre de services hospitaliers situés en zone rurale est aujourd'hui menacée en raison de leur manque d'activités et/ou d'effectifs, il serait également opportun d'évaluer les conséquences de cette dynamique de métropolisation des soins de cancer sur l'activité et l'attractivité de l'exercice dans ces hôpitaux « de proximité ».

CONCLUSION

Les innovations thérapeutiques et organisationnelles en cancérologie alimentent une puissante dynamique de métropolisation des soins de cancer notamment de l'activité de chirurgie. Compte tenu de l'impact limité des retraits d'autorisations sur l'accessibilité spatiale des soins, cette dynamique de métropolisation semble donc traduire une évolution globale des parcours de soins en cancérologie, où les centres spécialisés, très majoritairement localisés dans les métropoles françaises, semblent devenir de plus en plus incontournables, au moins ponctuellement, afin d'améliorer les chances de survie des patients atteints de cancers. Elle n'est cependant pas sans conséquence à la fois pour les patients, notamment les plus éloignés, et pour les différents acteurs du soin. Ce travail illustre bien la complexité des interactions engendrées par le processus de métropolisation, à la fois vertueux et contraignant pour les patients. Dans une période marquée par l'accroissement des inégalités de santé et par le sentiment de déclassement de certains territoires, l'analyse de la métropolisation des soins apparaît pertinente pour apporter des éléments de compréhension des inquiétudes et processus en cours.

RÉFÉRENCES

Chasles V., Fayet Y., Juvanon A., 2018, « Distance et recours à l'expertise en cancérologie. Expérience des contraintes géographiques chez des patients du Centre Léon Bérard (Lyon) », *Espace, populations, sociétés*, n° 1-2 [en ligne : www.journals.openedition.org/eps/7767, consulté le 23/01/2020].

Cowppli-Bony A., Uhry Z., Guizard V., Trétarre B., Bouvier A.-M., Woronoff A.-S., Grosclaude P., 2016, « Survie des personnes atteintes de cancers solides en France métropolitaine, 1989-2013 », *Revue d'épidémiologie et de santé publique,* n° 64, p. 201-202 [en ligne : www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S039876201630373X, consulté le 23/01/2020].

Fayet Y., Coindre J.-M., Dalban C., Gouin F., de Pinieux G., Farsi F., Ducimetière F., Chemin-Airiau C., Jean-Denis M., Chabaud S., Blay J.-Y., Ray-Coquard I., 2018, "Geographical Accessibility of the Sarcoma Referral Networks in France. Intermediate Results from the IGéAS Research Program", *International Journal of Environmental Research and Public Health,* n° 15, art. 2204 [en ligne : www.mdpi.com/1660-4601/15/10/2204, consulté le 23/01/2020].

Bonastre J., Mobillion V., Or Z., Touré M., 2017, « L'accès aux soins en cancérologie : évolution de l'offre et recours aux soins entre 2005 et 2012 », *Questions d'économie de la santé*, n° 221 [en ligne : www.irdes.fr/recherche/questions-d-economie-de-la-sante/221-l-acces-aux-soins-en-cancerologie-evolution-de-l-offre-et-recours-aux-soins-entre-2005-et-2012.pdf, consulté le 23/01/2020].

Payne S, Jarrett N, Jeffs D, 2000, "The Impact of Travel on Cancer Patients' Experiences of Treatment: A Literature Review", *Eur. J. Cancer Care*, 9(4), p.197-203 [en ligne : www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/11829366, consulté le 23/01/2020].

LES AUTEUR·E·S

Yohan Fayet
Centre Léon Bérard – HESPER
yohan.fayet@lyon.unicancer.fr

Amandine Drouet
Université Jean Moulin Lyon 3
amandinedrouet@gmail.com

Véronique Lucas-Gabrielli
Irdes
lucas@irdes.fr

Andrée-Laure Herr
Centre Léon Bérard
andree-laure.herr@lyon.unicancer.fr

Zeynep Or
Irdes
or@irdes.fr

Virginie Chasles
Université Jean Moulin Lyon 3 – EVS
virginie.chasles@univ-lyon3.fr

AUTEURE
Pauline IOSTI

Ruptures et continuité dans les trajectoires de recours aux soins, une approche temporelle des inégalités d'accès aux soins

RÉSUMÉ
L'objectif de cette communication est de contribuer aux réflexions actuelles sur les trajectoires de recours aux soins en s'interrogeant sur la place à donner aux *ruptures* dans la compréhension de ces trajectoires et sur leurs conséquences sur l'accès aux soins des individus. Analysant en particulier les changements dans le type de recours aux soins (public/privé) dont disposent les populations à São Paulo, cette communication étudie à la fois la variété des modes de passage entre public et privé dans leurs trajectoires individuelles, mais aussi la façon dont la temporalité de ces ruptures, leur origine (subie ou choisie) et leur inégale gestion par les individus représentent un cadre de lecture pertinent des inégalités de recours aux soins.

MOTS CLÉS
trajectoires de recours aux soins, ruptures, négociations, temporalités, inégalités

ABSTRACT
This communication aims at questioning the role played by disruptions in individual health care trajectories. These disruptions are defined as changes forcing individuals to redirect their health trajectories. What are their consequences over access to care? Analysing the changes in the type of care (public or private) available to local populations in São Paulo, this paper studies both the variety of transitions between public and private that characterise their individual trajectories, and the way in which the temporality of these breaks, their origin (imposed or chosen) and their unequal management by individuals represent a relevant framework for studying inequalities in access to care.

KEYWORDS
Health care trajectories, Disruptions, Negotiations, Temporalities, Inequalities

Des travaux récents en géographie et en sociologie de la santé (Gasquet-Blanchard *et al.*, 2018 ; Vignes, 2015) ont montré l'intérêt d'envisager le recours aux soins non dans une optique statique et fragmentée mais de façon dynamique, par le biais des trajectoires de recours aux soins.
Ces trajectoires de recours aux soins désignent l'ensemble des pratiques mobilisées par les usagers pour répondre à leurs besoins de santé. Elles relèvent de quatre logiques complémentaires : médicale (articulation des soins), biographique (trajectoire répondant à un projet de soin et s'inscrivant dans des contextes individuels élargis, Demazière & Samuel, 2010), spatiale et temporelle. La notion de trajectoire sous-entend que l'accès aux soins des individus ne peut pas être analysé comme une somme de recours isolés mais qu'il doit être envisagé de façon linéaire et cumulative, puisque l'ensemble s'articule et s'enchaîne dans le temps. Pour autant, ces trajectoires sont rythmées par un certain nombre de ruptures, de natures diverses, changements venant interrompre leur déroulement et entraîner leur reconfiguration, que ce soit dans le type de recours disponibles (public ou privé par exemple, thème qui fait l'objet de cette communication), les lieux de soins fréquentés ou le personnel médical. Elles peuvent par ailleurs être subies, car imposées par le personnel soignant ou l'organisation du système de soin, comme choisies. Dans le cas des ruptures choisies, on peut parler de négociations au sens d'Anselm Strauss (1992), c'est-à-dire de l'exercice, par les usagers, de leur capacité d'action pour rendre leurs trajectoires conformes à leurs préférences ou à leurs contraintes.
L'objectif de cette communication sera de contribuer aux réflexions actuelles sur les trajectoires de recours aux soins en s'interrogeant sur la place à donner aux ruptures dans la compréhension de ces trajectoires. On s'intéressera plus particulièrement aux ruptures dans le type de soins (privés ou publics) utilisés et à l'impact de ces changements sur l'accès aux soins. Il s'agira aussi de réfléchir à la façon dont ces ruptures offrent un cadre de lecture pour comprendre les inégalités de recours aux soins de façon dynamique.

Figure 1. Localisation des deux quartiers étudiés dans la municipalité de São Paulo

Les données utilisées sont tirées d'un travail de doctorat réalisé au sein de la municipalité de São Paulo entre 2017 et 2018, avec une collecte auprès de deux centres publics de santé à travers 80 entretiens semi-directifs avec des usagers.

Les centres de santé en question sont situés dans les quartiers de Bom Retiro et de Vila Clara (fig. 1). Bom Retiro (centre historique de la ville) concentre une population de classe moyenne basse, ainsi que des populations en situation de grande vulnérabilité (migrants, sans-abris) ; Vila Clara (en proche périphérie) présente un profil plus vulnérable, davantage caractéristique des « périphéries » de la ville.

Le profil des personnes interrogées est présenté ci-dessous (tabl.1).

Tableau 1. Profil général des usagers interviewés (par comparaison à la population du quartier)[1]

Présentation des usagers interviewés		Vila Clara		Bom Retiro	
		Données générales du quartier	Entretiens	Données générales du quartier	Entretiens
Nombre de personnes		19 942	43	25 390	37
Genre	Homme	48 %	14 %	48 %	21,6 %
	Femme	52 %	86 %	52 %	78,4 %
Âge	<30 ans	55 %	4,7 %	45 %	8,1 %
	>30 et <60 ans	38 %	46,5 %	41 %	59,5 %
	> 60 ans	7 %	48,9 %	14 %	32,4 %
Etat de santé déclaré	Bonne santé déclarée	Ø	33 %	Ø	46 %
	Maladie chronique		53 %		32 %
Type de recours	Usager du public	Ø	72,1 %	Ø	64,9 %
	Plan de santé		27,9 %		35,1 %

Ces entretiens, traités par le biais d'une analyse de contenu, ont permis de mettre en exergue différents types de trajectoires et de ruptures et d'évaluer leur impact déclaré sur l'accès aux soins.

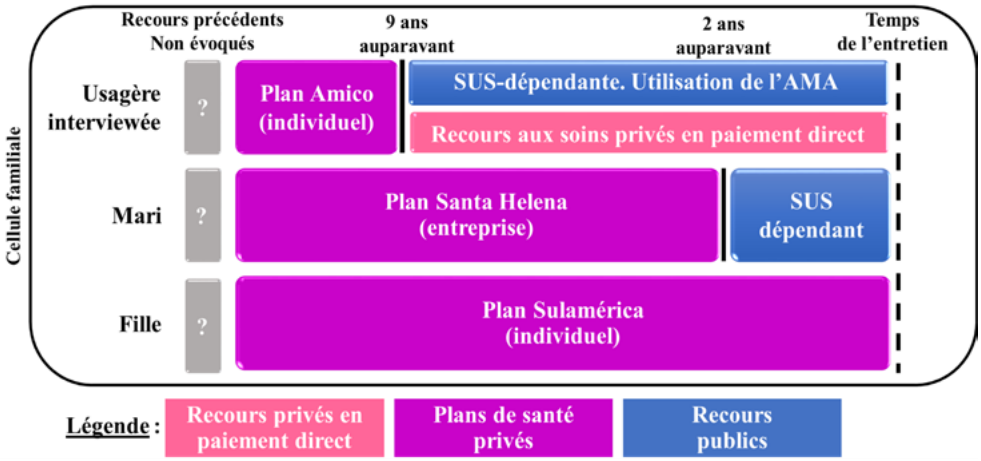
1. UNE ALTERNANCE DE RECOURS PUBLICS ET PRIVÉS : DES RUPTURES SUCCESSIVES

L'étude du recours croisé des individus aux systèmes de santé publics et privés présente un intérêt particulier, puisqu'à São Paulo coexistent un système de santé public universel et gratuit, mais imposant de nombreuses contraintes aux individus (parcours médicaux prescrits, spatialités de santé contraintes, attente) et un sous-système de santé privé puissant comme principale alternative (50,4 % de bénéficiaires de plans

1 Préfecture de São Paulo, données du recensement 2010 [en ligne : www.areasdeabrangencia.blogspot.com/, consulté le 14/02/2020].

de santé privés en décembre 2018). Or, l'analyse des entretiens a montré la fréquence des ruptures liées au passage entre public et privé au cours des trajectoires des usagers.
Au moment des entretiens, seuls 31,3 % des 80 foyers interrogés (25) bénéficiaient d'un plan de santé[2] couvrant au moins un membre de la famille. Toutefois, l'analyse des entretiens a révélé que, dans la grande majorité des cas, les usagers avaient déjà eu recours aux deux sous-systèmes de santé au cours de leur vie, l'accès au système privé ayant été perdu par le passé.
Au total, 70 % des foyers interrogés ont déjà été couverts par un plan de santé (56) et 55 % en avaient déjà perdu un – indépendamment de leur couverture au moment des entretiens. À Vila Clara, 65,1 % des usagers interrogés avaient déjà perdu un plan de santé – dont 16,3 % disposaient d'un nouveau plan au moment des entretiens et 48,8 % étaient dépendants du secteur public. Ces chiffres indiquent que la perte d'un plan de santé privé est extrêmement fréquente, y compris parmi les usagers du système public.
Cette perte ne représente cependant pas la seule forme de rupture occasionnée par le passage du public au privé. D'abord car les usagers ayant déjà bénéficié d'un plan de santé sont tous passés du public au privé (au moment de sa souscription) – toutefois cette « rupture » est souvent volontaire, permettant aux individus de choisir des soins en phase avec leurs préférences. Par ailleurs, 75 % des usagers bénéficiant d'un plan de santé privé au moment des entretiens en avaient déjà perdu un, ce qui constitue une rupture privé-privé.

Figure 2. Exemple de ruptures dans le recours aux soins au prisme des temporalités



Les trajectoires de santé individuelles sont donc pour la plupart maillées de passages successifs du public au privé. La figure 2 illustre cette extrême fragmentation des trajectoires familiales dans le temps, à l'échelle même des foyers.
Ces ruptures transforment l'horizon des possibles des individus en matière de recours aux soins : chaque rupture leur impose ainsi une adaptation rapide aux nouveaux recours à court terme, ainsi qu'une réorientation de leurs trajectoires à long terme. Chaque changement entraîne notamment une reconfiguration de leurs pratiques spatiales de santé. Cependant, l'impact de ces ruptures sur leur accès aux soins varie fortement en fonction de leur temporalité, de leur cause et de leur origine (choisie ou subie).

2. RUPTURES SUBIES, RUPTURES CHOISIES : LA RUPTURE COMME MODE DE NÉGOCIATION

Les ruptures public-privé caractérisent la plupart des trajectoires individuelles de recours aux soins. Toutefois, si pour certains usagers interrogés ces ruptures sont décrites comme des crises, d'autres sont au contraire bien acceptées, voire choisies de façon à flexibiliser leur recours aux soins. Tout dépend en fait de deux facteurs : la temporalité de la rupture et sa cause, subie ou choisie.
Les temporalités des ruptures sont le premier facteur expliquant les variations dans la perception des usagers. Ainsi, à Vila Clara, parmi les personnes ayant déjà perdu un plan de santé, 48,4 % l'ont perdu depuis plus de 10 ans, alors que pour 9,7 % cette perte datait de l'année précédant l'entretien. Or, plus la rupture est ancienne, mieux elle est acceptée et n'apparaît plus que marginalement dans les pratiques comme dans les discours. Au contraire, plus les ruptures sont récentes et plus elles représentent un moment de crise déclaré dans les trajectoires des usagers, pouvant remettre temporairement en cause la qualité de leur accès aux soins. À Vila Clara, une usagère ayant perdu son plan de santé d'entreprise un an auparavant explique ne s'être toujours pas résolue à se rendre dans le centre de santé public pour y effectuer son premier rendez-vous : le change-

2 Au Brésil, l'utilisation des soins privés peut passer soit par un « plan de santé » (soit une assurance médicale privée avec paiement mensuel) donnant accès à une liste de structures privées prestataires, soit par le paiement direct de consultations privées.

ment de recours a donc entraîné un délai dans son suivi médical alors qu'elle consultait habituellement son médecin une fois par an pour un suivi de routine.

L'impact de ces ruptures varie également en fonction des causes ayant mené à la perte des plans de santé privés et surtout en fonction de leur origine, souhaitée ou subie.

À Vila Clara, 61,3 % des usagers ont perdu un plan de santé suite à une rupture professionnelle (départ à la retraite, chômage ou changement de politique de l'entreprise). Dans 25,8 % des cas, c'est la hausse des tarifs du secteur privé qui les a contraints à cesser leur paiement. Pour une minorité, cette rupture est choisie, mais ce « choix » résulte de la faiblesse de leurs besoins ou de la mauvaise qualité des soins privés, plutôt que d'un réel désir d'utiliser le système public. Notons que c'est souvent l'emploi de l'époux qui permet de couvrir les femmes rencontrées, pour qui la perte du plan de santé peut alors résulter soit des trajectoires professionnelles de leurs maris, soit de ruptures d'ordre familial (divorce ou décès).

La majorité des ruptures dans les pratiques de santé des individus sont donc *subies,* résultant de contextes extérieurs et s'accompagnant parfois de ruptures biographiques d'un autre ordre : chômage, retraite, divorce, décès – autant d'événements la rendant difficile à accepter. La perte du plan de santé privé représente fréquemment un moment de crise décrit de façon négative par les usagers au cours des entretiens. Ce changement leur impose en effet de construire un nouveau rapport aux soins, ce qui peut être source d'insatisfaction, voire de difficultés ou de renoncement.

Cependant, même si ce dernier cas de figure est rare, les ruptures sont parfois *choisies*. On pense notamment au choix de souscrire à un plan de santé privé, ou au recours au système de santé privé en paiement direct. La rupture est alors utilisée comme outil de négociation et permet aux individus d'orienter leurs trajectoires de recours aux soins en fonction de leurs préférences médicales ou spatiales et de limiter leurs contraintes. La continuité du suivi médical peut ainsi être brisée afin d'accélérer l'obtention d'un soin, de choisir son lieu de consultation ou encore de consulter un médecin jugé plus qualifié. Les ruptures peuvent même, paradoxalement, représenter un moyen de garantir la *continuité* de l'accès aux soins : une usagère raconte par exemple avoir changé quatre fois le lieu de sa clinique privée de référence afin de suivre une pédiatre dans ses changements de carrière et assurer la continuité du suivi médical de son fils.

Précisons finalement que la plupart du temps, les ruptures subies sont *négociées*. Dans ce cas, la rupture ne représente pas un outil de négociation puisqu'elle n'est pas voulue, mais les diverses capacités de négociation des usagers (capital économique, social, spatial) sont alors mobilisées pour réduire l'intensité des changements, faciliter et accompagner la transition.

Plusieurs usagères devenues dépendantes du système public déclarent par exemple avoir eu recours au système privé en paiement direct pour continuer à consulter un médecin affilié à leur ancien plan de santé qu'elles appréciaient et avec qui elles souhaitaient poursuivre leur suivi. Autre exemple notable : une usagère bénéficiant d'un accès à l'hôpital des fonctionnaires militaires, menacé de faillite, a choisi quelques mois avant notre entretien de s'inscrire en parallèle dans le système public général, anticipant par cette rupture *choisie* la rupture *subie* que représenterait la fermeture de l'hôpital où elle était jusque-là suivie.

Toutes les ruptures ne remettent néanmoins durablement en cause la continuité de l'accès aux soins que lorsque les capacités de négociation des usagers sont trop faibles pour compenser les obstacles qu'imposent ces changements.

3. DES TRAJECTOIRES ENTRE RUPTURES ET CONTINUITÉ, CADRE DE LECTURE DES INÉGALITÉS D'ACCÈS AUX SOINS

Les trajectoires individuelles de recours aux soins étudiées forment donc bien une mosaïque public-privé, un phénomène déjà décrits (Meneses *et al.*, 2017) ; elles se caractérisent surtout par l'alternance entre des périodes stables, pendant lesquelles les individus disposent de modes fixes de recours leur permettant de construire un certain rapport aux soins, et des moments de rupture, leur imposant de reconfigurer leurs pratiques à court comme à long terme.

Constater la fréquence des ruptures public-privé ne signifie pas qu'il faut concevoir ces trajectoires uniquement sous l'angle de la fragmentation. En effet, les moments de rupture ne viennent pas mettre un terme au recours aux soins. Sur le temps court, ils représentent certes des moments de « crise » imposant de mobiliser des recours alternatifs ; toutefois, sur le temps long, ces ruptures représentent surtout des *nœuds* entraînant des reconfigurations plus complexes dans les trajectoires individuelles des usagers, car transformant leur horizon des possibles. Pour comprendre ces trajectoires dans leur longitudinalité, il est donc intéressant de se pencher sur cette alternance entre phases de stabilité et ruptures, et sur la façon dont ces ruptures sont intégrées aux trajectoires des usagers.

Notons d'ailleurs que la fréquence de ces ruptures, leur origine et leurs temporalités offrent un cadre de lecture pertinent des inégalités de santé. On remarque d'abord qu'il existe des variations socio-économiques : les populations les plus vulnérables n'ont souvent jamais bénéficié d'un plan de santé, ou lorsqu'elles en ont eu un, sa perte est souvent ancienne (supérieure à 10 ans). Au contraire, les usagers de classe moyenne disposaient plus fréquemment d'un plan encore actif au moment des entretiens, sont cependant de plus en plus contraints à fréquenter le secteur public en raison de la crise économique qui affecte le Brésil depuis 2014. Certains déclarent avoir récemment perdu un plan de santé ; la rupture est alors souvent très présente dans leurs discours, et la découverte du système public est un sujet important – qu'elle soit vécue de façon négative ou positive.

Par ailleurs, des inégalités apparaissent lorsqu'on s'intéresse à la capacité des individus à mobiliser leurs ressources individuelles afin de *fluidifier* ces ruptures. On sait par exemple que la possibilité de mobiliser des ressources pour réduire les contraintes géographiques est inégalement répartie parmi les populations (Le Fur *et al.*, 2000 ; Vigneron, 2001). Chez les populations vulnérables disposant de faibles moyens de négociation, toute rupture représente un moment de crise. Au contraire, les individus les mieux dotés en ressources variées sont plus à même de négocier et anticiper les ruptures – par exemple en changeant de soignant ou de lieu de soin, ou en payant pour poursuivre un suivi médical apprécié. Ces trajectoires semblent plus fluides, plus en phase avec leurs préférences, et sont souvent mieux vécues.

CONCLUSION

L'étude des trajectoires individuelles de recours aux soins par le prisme des ruptures semble être une approche pertinente pour comprendre à la fois les réagencements successifs et les diverses temporalités qui caractérisent ces trajectoires, mais aussi pour analyser le rôle des négociations individuelles dans les inégalités d'accès aux soins des populations.

RÉFÉRENCES

Demazière D., Samuel O., 2010, « Inscrire les parcours individuels dans leurs contextes », *Temporalités,* vol. 11, p. 1-9.

Gasquet C., Collombier M., Parkins K., 2018, « Processus socio-territoriaux urbains à l'œuvre dans les trajectoires des femmes enceintes ayant accouché prématurément », *RFST* [en ligne : https://rfst.hypotheses.org/gasquet-clelia].

Le Fur P., Paris V., Picard H., Polton D., 2000, « Les trajectoires des patients en Île-de-France : l'accès aux plateaux techniques », *Questions d'économie de la santé*, n° 31.

Meneses C.S., Cecilio L.C. de Oliveira., Andreazza R., Carapinheiro G., Andrade M. da Graça Garcia, Santiago S.M., Araújo E.C., Souza A.L.M., Reis D.O., Pinto N.R. da Silva, Spedo S. M., 2017, "O agir leigo e a produção de mapas de cuidado mistos público-privados", *Ciência & Saúde Coletiva,* vol. 22, p. 2013-2024.

Strauss A.L., 1992, *La trame de la négociation : sociologie qualitative et interactionnisme*, Paris, L'Harmattan.

Vigneron E., 2001, *Distance et santé : La question de la proximité des soins*, Paris, PUF.

Vignes M., 2015, *Se soigner dans la ville. Gestion urbaine de la santé et parcours urbains de soins de personnes vivant avec le VIH/sida. Approche comparative des cas de Bruxelles et Rouen*, thèse de sociologie à l'Université de Rouen–Université Saint-Louis-Bruxelles.

L'AUTEURE

Pauline Iosti
Université Lyon 3 Jean Moulin – EVS
pauline.iosti@gmail.com

Can Telemedicine be Effective in Responding to Local Health Needs? Lights and Shadows from the Picture of Piedmont

AUTHORS
Bibiana SCELFO,
Marco GROSSO,
Marco DALMASSO,
Stefania BELLELLI,
Chiara RIVOIRO,
Valeria ROMANO,
Sylvie OCCELLI

ABSTRACT
Telemedicine (TM) allows health professionals to evaluate, diagnose and treat patients in remote locations using Information and Communications Technology (ICT) thus enabling healthcare access and equity. However, the process of digitalisation strongly depends on local contexts. With the ultimate aim of planning an accreditation path for TM services, the Regional Health Direction of Piedmont conducted, in 2017, an investigation through a questionnaire to the local Health Units, which explored several domains as defined by the national guidelines. This survey returned a picture of the implementation status of TM services over the regional territories. The results show that a rich experience exists in Piedmont, however the maturity levels of the different services are wide-ranging, suggesting that central governance is needed to ensure a solid framework for appropriate and sustainable services and to make their integration feasible in the regional Health System.

KEYWORDS
Telemedicine, Policy making, eHealth, Public health, Socio-technical systems

RÉSUMÉ
La télémédecine (TM) permet aux professionnels de la santé d'évaluer, diagnostiquer et traiter des patients éloignés des services de santé. Toutefois, le processus de numérisation dépend fortement des contextes locaux. Dans le but de mettre en place la procédure pour accréditer les services de TM, la Direction régionale de la santé du Piémont a mené, en 2017, une enquête en soumettant un questionnaire aux agences locales de santé, qui a exploré plusieurs domaines de service comme définis par les directives nationales. Cette enquête a permis de dresser un tableau sur l'état de la mise en œuvre des services de TM sur le territoire régional. Les résultats montrent qu'il existe en Piémont une riche expérience, mais que le niveau de maturité des services est très différent. Ils suggèrent qu'une gouvernance est nécessaire pour assurer des services appropriés et durables, et rendre possible leur intégration dans le système de santé régional.

MOTS CLÉS
télémédecine, élaboration des politiques, santé numérique, santé publique, systèmes sociotechniques

INTRODUCTION

Motivation of the Study

Implementing digital health transition is challenging. Health organisations have to cope with the rapid pace of technological advancements and see to their take up in uneven local contexts. This is the case of Piedmont, an Italian region where, because of the morphology of the area and socioeconomic characteristics of urban settlements, a certain variability exists across the sub-regional areas.

In the last decade, a number of telemedicine projects have been launched. With the aim of assessing their implementation status and with a view to defining an accreditation path, in 2017 the regional Health Department has conducted a thorough investigation by administering a questionnaire to all the local Health Units.

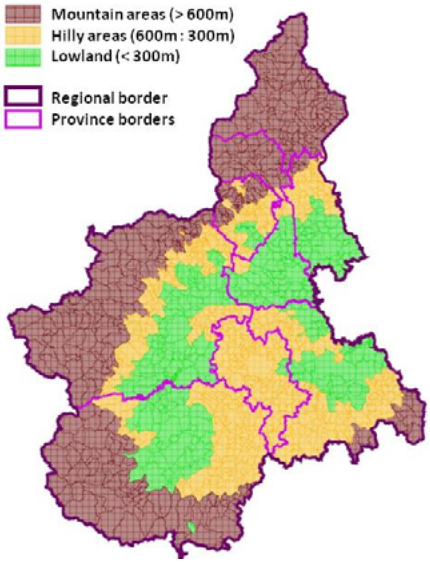
The questionnaire was based on the national and EU guidelines and referred to the international literature. It investigated the structural aspects of telemedicine services and covered several domains: financing, technical aspects, organisation, legal and ethical issues, patient information and training, quality monitoring. Opinions about the benefits and criticalities of the services were also collected from those who had a main responsibility in managing the projects.

An innovative element of this work was to apply an analytic tool to get insights into the state of implementation of the projects. The application made it possible to exploit the data collected and obtain a quantitative assessment of the maturity level of each project.
A ranking of the surveyed TM services was also produced and the results returned to the health regional decision makers. A claim is made that the information gained in this study may help to set up a regional governance strategy of telemedicine.

An Overview of the Piedmont Region

Situated in the North-western part of Italy, Piedmont has over 4 million inhabitants, and is one of the Italian regions with the largest number of municipalities.
Three out of four of the 1,181 municipalities are located in mountainous and hilly areas (fig. 1). Most of them are sparsely populated (fig. 2), suffer from limited economic development and poor access to services, and are characterised by the strong presence of elderly people in single-component families.
Demographic aging in Piedmont is relevant: in 2019, the average age was 46,5 years with 25% of residents aged 65 years or older; it is expected to rise to approximately 28% by 2030 (Rapporto Osservasalute, 2018).

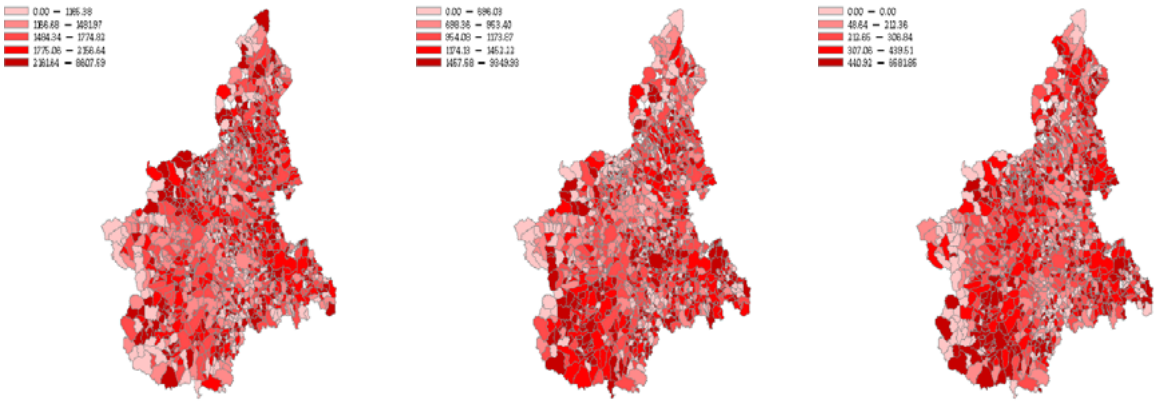
Figure 1. Piedmont municipalities by altimetry of the areas (source: ARPA Piemonte, 2018)



About 40% of the resident population is affected by at least one chronic disease; cardiovascular, respiratory and metabolic diseases are among the most prevalent (Università Cattolica del Sacro Cuore, 2018).

Figure 2. Standardised rate of hospitalisation by age with reference to the regional population by municipality (source: SEPI, 2018)

a) cardiologic diseases b) respiratory diseases c) metabolic diseases



These maps show that conditions of frailty and poor access to essential services exist in some areas of the region, which is at the core of a few regional policy strategies meant to improve the quality of life in these areas.

The Regional Telemedicine Strategy

Public healthcare in Piedmont employs about 54,000 people and costs about 8 billion € per year (about 1,900 € per inhabitant in 2017). It is ensured through several facilities: 12 local Health Units, each provided with distributed sites, are responsible for the delivery of local healthcare services (primary and specialist care, outpatient services) and 6 public hospitals. The regional health priorities are set in accordance with national directives by the Regional Health Plan (RHP) which is periodically revised and approved by the Regional Council.

The 2007-2010 RHP included a specific action directed to territorial medicine. Following this indication a "telemedicine project for geographically decentralised areas" has been launched in 2008 by the Regional Health Direction, with the aim of defining a pathway to effectively combine innovative technological solutions with health needs expressed in those areas where, due to geographical characteristics, access to the regional services is limited.

This action assigned TM services a supporting role for monitoring health conditions of frail subjects, with a view to continuity of care. Such systems could, in fact, contribute to the optimisation of resources and to the improvement of care appropriateness for elderly people affected by chronic diseases, through supporting home care, favouring their maintenance in their own living and social context for as long as possible, and improving cooperation between health and social interventions.

The Telemedicine Survey

Knowing the factors that contribute to the advances of telemedicine or that could hold it back is an important aspect for the development of the services, as is their institutional recognition (accreditation).

The latter is a key component of the implementation path not only from the point of view of the authorisation and consequent falls on the economic sustainability of the services, but also for the strengthening of the governance capacities of individual stakeholders (Health Units, Hospitals, and Regional Authorities).

With the aim of assessing the present implementation status of TM projects over the regional territory, in 2017 IRES Piemonte was appointed by the regional Health Authority to conduct a survey, based on a questionnaire submitted to all the Local Health Units.

The ultimate scope of the investigation was also to define an accreditation pathway to ensure appropriateness, accessibility, and effectiveness, and to include TM into the public healthcare system.

It was composed of eight sections exploring the different dimensions as defined by the national (Italian Ministry of Health, 2014) and European guidelines (Telehealth Quality Group, 2016).

The survey detected 45 telemedicine projects out of which 43 provided the complete set of requested information. The results show that a rich telemedicine experience exists in Piedmont, both in terms of the covered medical specialties and of the types of service implemented (Occelli & Scelfo, 2019).

1. RESULTS OF THE SURVEY

1.1. Main Insights

Telemedicine services can be classified in three main types (Bahshur *et al.*, 2011):

– *Store-and-forward* (or asynchronous): where data or health information, are stored and then later sent to a medical provider. One application is telereporting where a specialist (i.e. radiologist or cardiologist) being located far from the site of the medical investigation, receives data or images and draws up a report (synchronously or asynchronously).

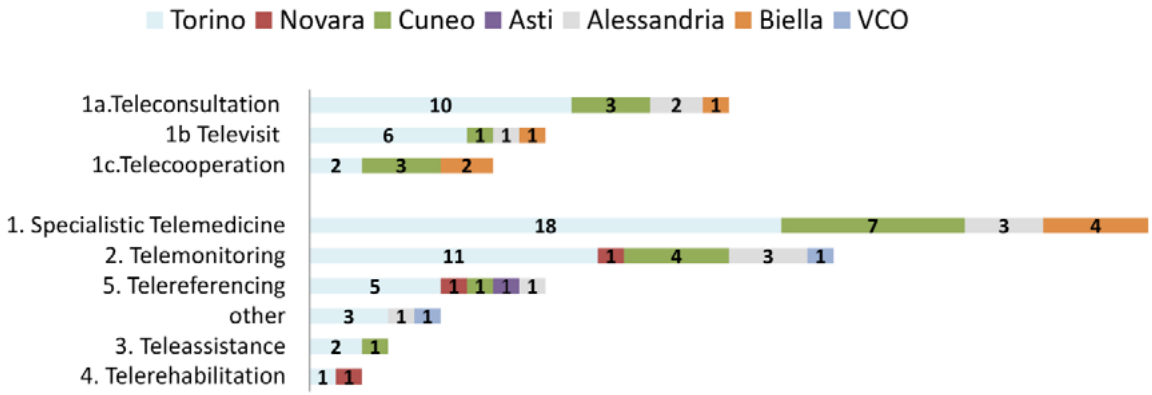
– *Remote (or tele-) monitoring:* where key healthcare data and indicators (such as blood pressure or blood glucose levels) are measured at patient's home and sent regularly, over the internet, to the healthcare provider. This service is extensively used in the management of chronic diseases.

– *Real-time interactions* (or synchronous): where patients and providers, interact in real time. Interactive services can provide immediate advice as for televisit or telerehabilitation when technology is used to communicate and perform clinical assessment and therapy for rehabilitation patients, or for teleconsultation and telecooperation where two or more health providers interact with the purpose of defining a diagnosis or medical treatment when an expert or a second opinion is needed.

At first a classification of the projects according to the *prevailing type of service* was applied.

The questionnaire revealed that 15 initiatives provide specialistic TM services (teleconsultation, televisit, telecooperation), 10 are telemonitoring services, 11 offer some combination of specialistic TM and telemonitoring services, and 9 offer other types of services (telereporting, teleassistance and telerehabilitation) (see fig. 3).

Figure 3. Distribution of telemedicine services by type and province (Data from the Regional Health Authority, processed by IRES, 2017)

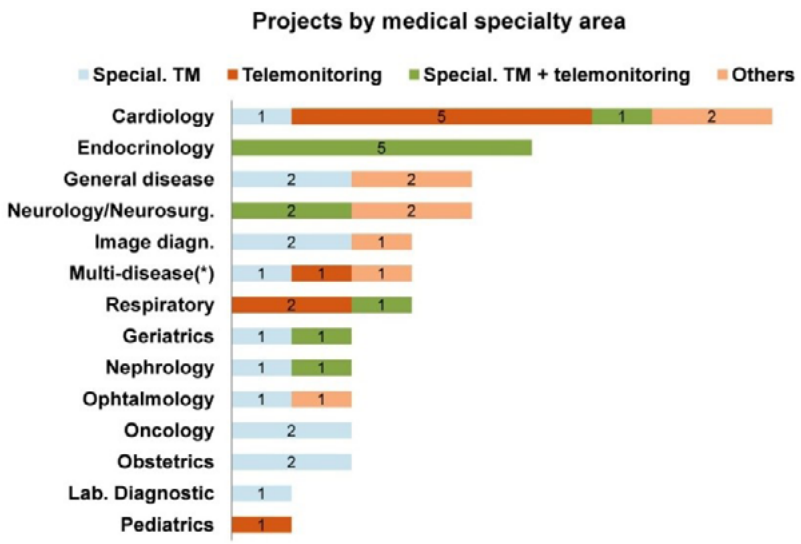


Telereporting serves the largest basin of patients (about 465), followed by specialistic telemedicine (182), teleassistance (147), telemonitoring (72) and telerehabilitation (48).

The majority of the initiatives concern the provision of care under the *ordinary regime* (30 projects). Cardiology and endocrinology (diabetes) are the areas of care where services are most widespread (9 and 5 projects respectively, fig. 4). This is in line with epidemiological data on chronic diseases in Piedmont, which demonstrate the high prevalence of these two pathologies. Telemonitoring in particular is the most widely used in cardiology; 26 projects (about 60%) involve integration with established clinical pathways or a preliminary clinical trial.

As for the geographical distribution 45% of services have been implemented in the metropolitan area of Turin. Digital connectivity is ensured by different type of connections distributed evenly among fixed, wireless and mobile networks. About a third of the projects uses a combination of digital network services and a majority has introduced data protection measures. Technological requirements are dealt with on a local basis and regional/national interoperability does not seem to be an issue.

Figure 4. Distribution of TM services by specialistic area



Financial support is provided almost equally by national/regional public funds (38%) and private grants (40%) of local donors. Resources are allocated without any specifc strategy. This picture reveals that the long-term economic sustainability of the projects is not ensured.

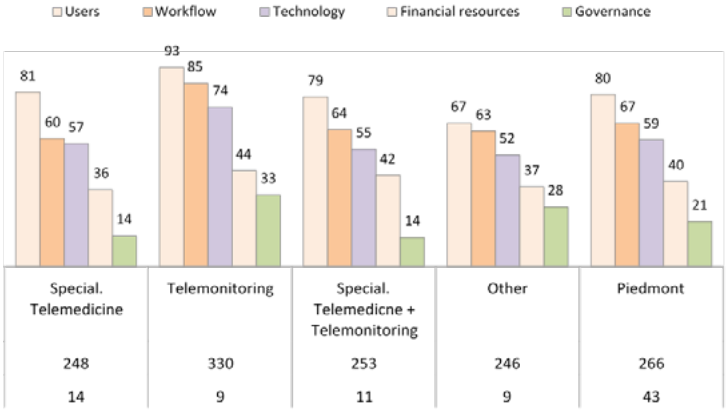
Concerning training and information, almost 90% of the projects provide training and/or refresher courses for doctors and operators. The proportion reaches 100% for projects that have been in place for more than 7 years. Only 2 out of 3 projects include a training directed to patients and caregivers; this is the case for the most recent projects (less than 10 years). In 75% of cases, it is intended to produce evidence to improve the service delivery process. In 11 cases the new service has been reviewed by an Ethics Committee.

With regard to the benefits of telemedicine services, the most frequently reported benefits relate to raising the patient's quality of life (37%), improving the appropriateness and timeliness of care (30%) and strengthening the ability of healthcare personnel to take action (26%).
On the contrary, lack of reimbursement rules and financial support was reported in 42% of services; organisational shortcomings in 35% and technology-related problems in 28% of the responders. These criticalities reveal a common denominator: the lack of institutional recognition and of an accreditation pathway to ensure appropriateness of care, adequate investments and economical sustainability.

1.2. The Maturity Assessment Model

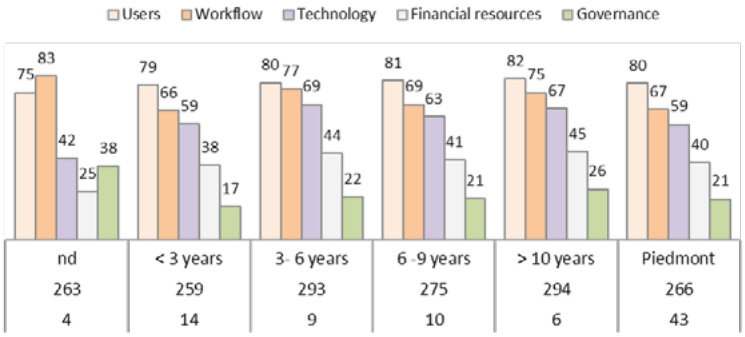
To complement the examination of the collected data, we applied an analytic tool based on the model of the maturity level of a TM project proposed in van Dyk and Schutte (2013). The scheme is articulated in three dimensions that allow to assess if and to what extent a digital innovation project is able to be successfully implemented in medical practice, and to contribute to the improvement of the health organisation.
The application of this tool allowed to assess the maturity level of the overall and individual regional TM services. It showed that telemonitoring services are more mature (fig. 5a) and the same appears to be true for "older" services (fig. 5b).

Figure 5a. Average maturity level by type of service (data from the Regional Health Authority processed by IRES Piemonte, 2017)



For each type of service rankings on single dimensions are displayed above the bars while the average maturity level (second row below x axis) is displayed together with the number of projects falling in each category (third row).

Figure 5b. Average maturity level by age of service (data from the Regional Health Authority processed by IRES Piemonte)



For each age range rankings on single dimensions are displayed above the bars while the average maturity level (second row below x axis) is displayed together with the number of projects falling in each category (third row).

2. A CASE STUDY: TELERADIOLOGY IN THE MOUNTAIN AREA OF LOCANA

The teleradiology project R@dHome was established in 2007 as a pilot project by Turin University Hospital "Città della Salute e della Scienza". The service targeted a basin of fragile patients hospitalised at home within the metropolitan area of Turin, with the aim of providing domiciliary radiologic examinations when their conditions would make hospital transport difficult and critical.
Images are acquired through a portable x-ray tube and sent, via wireless broadband connection, to the reference hospital where radiologists could provide real time medical reports.

The pilot study was included in a randomized clinical trial (Ricauda *et al.*, 2011) which demonstrated the benefits of the service in terms of patients' and caregivers' quality of life and degree of satisfaction.
In 2011 an experimental phase was implemented in the municipality of Locana, in the province of Turin, whose territory is mountainous and wide extending, has about 1,500 inhabitants (22% being over 65) and is 40 km away from the nearest hospital.
This phase included 100 patients, whose x-ray images were stored on digital media (a CD) and delivered in real time together with a hard copy of the medical report.
Thanks to this system, admissions to local radiology facility have noticeably decreased, as well as the social cost; the patients and caregivers' quality of life improved, and they all show great satisfaction. The service teminated in 2011 due to lack of economic support.

CONCLUDING REMARKS

The survey has shown that Piedmont owns a rich and varied experience in TM, both in terms of the covered specialistic areas and type of implemented services.
The degree of maturity of the various initiatives allowed to assess that the longer the age of a service, the higher the probability to become stable and sustainable. This condition however could only be ensured if a central governance defines the framework for TM institutional recognition.
The geographical distribution of TM services seems to have a potential for meeting the health needs of the local population. The issues however raise questions about how to properly address the different aspects of accessibility and ensure economical and organisational sustainability to those that respond effectively and appropriately to the local health needs.
Although not exhaustive, the regional profile returned by the analysis highlights the opportunity to adopt a model of regional governance of telemedicine, capable of tailoring the services to local health needs, and the guidelines of economic and health planning.

REFERENCES

Bashshur R., Shannon G., Krupinski E., Grigsby J., 2011, "The taxonomy of telemedicine", *Telemed J. E. Health,* p. 484-494 [online: www.osservatoriosullasalute.it/wp-content/uploads/2019/05/ro-2018.pdf].
Italian Health Ministry, 2014, *Telemedicina: Linee di Indirizzo nazionali*, Rome [online: www.salute.gov.it/imgs/C_17_pubblicazioni_2129_allegato.pdf].
Occelli S., Scelfo B., 2019, "Can we Enable Digital Transition in Healthcare Delivery? Insights from a Survey of Telemedicine Services in the Piedmont Region", *IJEPR*, 9(2).
Ricauda N.A., Tibaldi V., Bertone P., Quagliotti E., Tizzani A., Zanocchi M., Isaia G.C., Grosso M., Cammarota T., Davini O., 2011, "The R@D-HOME Project: A Pilot Study of Home Delivery of Radiology Services", *Arch. Intern. Med.,* 171(18), p. 1678-1680.
Telehealth Quality Group, 2016, *International Code of Practice for Telehealth Services*.
Università Cattolica del Sacro Cuore, 2018, *Rapporto Osservasalute. Stato di salute e qualità dell'assistenza nelle regioni italiane*, Milan.
Van Dyk L.A., Schutte C.S.L., 2013, "The Telemedicine Service Maturity Model: A Framework for the Measurement and Improvement of Telemedicine Services", *in* R. Madhavan (ed.), *Telemedicine*, Rijeka, InTech, p. 217-238.

THE AUTHORS

Bibiana Scelfo
IRES Piemonte (Italy)
b.scelfo@ires.piemonte.it

Marco Grosso
Radiology Unit
Public Hospital "Città della Salute e della Scienza" Torino (Italy)
mgrosso3@cittadellasalute.to.it

Marco Dalmasso
Servizio Sovrazonale di Epidemiologia,
ASL TO3, Grugliasco (Italy)
marco.dalmasso@epi.piemonte.it

Stefania Bellelli
IRES Piemonte (Italy)
s.bellelli@ires.piemonte.it

Chiara Rivoiro
IRES Piemonte (Italy)
c.rivoiro@ires.piemonte.it

Valeria Romano
IRES Piemonte (Italy)
v.romano@ires.piemonte.it

Sylvie Occelli
IRES Piemonte (Italy)
occelli@ires.piemonte.it

Accueillir et soigner les demandeurs d'asile : recompositions territoriales et enjeux de coordination médico-sociale

AUTEURE
Isabelle SIFFERT

RÉSUMÉ
Cette communication interroge les recompositions territoriales de l'action sanitaire et sociale sur un territoire de la grande couronne francilienne, en réponse à un contexte démographique marqué par l'accueil d'un nombre croissant de demandeurs d'asile. Elle décrit le développement d'actions spécifiques à la prise en charge médicale des populations migrantes et s'intéresse à l'évolution des interactions entre acteurs médicaux et sociaux dans leurs missions quotidiennes et leurs pratiques d'orientations. Il s'agit également d'interroger leur capacité à se construire en réseau face à une problématique qui leur est plus ou moins nouvelle. Un regard particulier est porté sur la mise en place d'espaces et de cadres de coordination et la manière dont ils contribuent à (re)dessiner les paysages sanitaires locaux. Les activités, orientations et collaborations des acteurs médico-sociaux semblent alors largement dépasser les sectorisations théoriques et relever davantage d'un territoire d'action « à géométrie variable », à l'image de la géographie de l'accueil des demandeurs d'asile.

MOTS CLÉS
coordination médico-sociale, demandeur d'asile, dispositif national d'accueil, instabilité résidentielle

ABSTRACT
This presentation questions the spatial restructuring of health and social planning of the greater Paris region, in response to a demographic context marked by a growing number of asylum seekers. After describing the development of actions specific to the medical care of migrant populations, I investigate the evolution of the interactions between medical and social actors in their daily missions and medical guidances, and outline their ability to see and organise themselves as a network in response to this uncharted situation. Notably, the implementation of dedicated spaces and coordination frameworks by and for the stakeholders underpins the (re)shaping of the local healthcare landscape. Overall, the actions and orientations of health- and social-care stakeholders seem to go well beyond the theoretical organisation of these institutions and display rather dynamic subdivisions that reflect an ever-changing social accommodation setting for asylum seekers.

KEYWORDS
Health and social planning, Asylum seekers, Network, Residential instability

INTRODUCTION

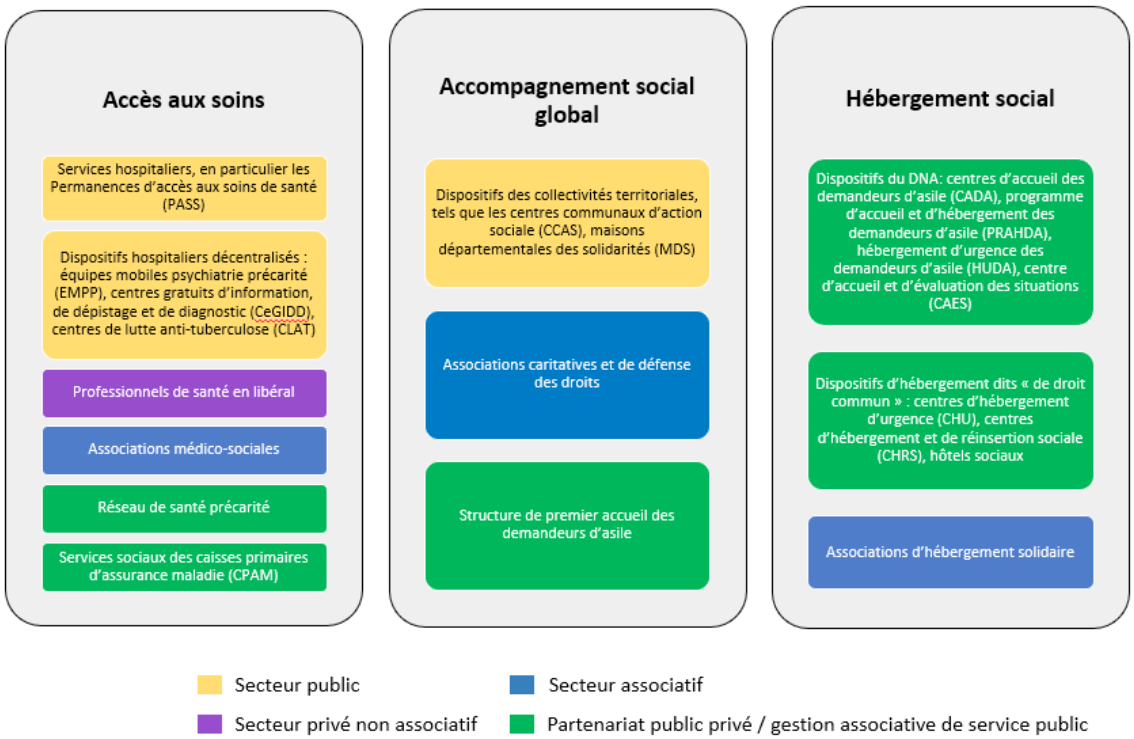
L'année 2015 a marqué un tournant dans la gestion de l'asile en France. Alors que le nombre de demandes de protection internationale dépasse pour la première fois le niveau atteint lors de la chute du mur de Berlin[1], la série d'opérations d'évacuation de campements parisiens et le démantèlement de la jungle de Calais sont les manifestations de ce que médias et pouvoirs publics appellent la « crise des migrants ». La réponse du gouvernement à ce contexte démographique passe notamment par l'augmentation de la capacité d'hébergement des demandeurs d'asile au sein du dispositif national d'accueil (DNA), qui est marqué depuis 2015 par la création de nouveaux dispositifs d'hébergement ainsi qu'une stratégie de répartition sur le territoire. En Île-de-France, où se concentrent plus de 30 % des premières demandes sur l'hexagone, cette répartition s'exerce aussi au niveau infra-régional. Sur le territoire de grande couronne faisant l'objet de notre étude, cinq dispositifs d'hébergement dédiés aux demandeurs d'asile ouverts depuis 2016 sont venus compléter la capacité d'accueil de trois centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA) préexistants. Face à l'ampleur des demandes, on estime cependant que le DNA n'héberge qu'environ 40 % des demandeurs. Les autres ont

1 OFPRA, rapport d'activité 2015.

alors recours à un hébergement par des tiers (familles, compatriotes), aux solutions d'hébergement social dites « de droit commun » ou à des formes d'habitat plus informelles telles que les *squats* et les campements. Avec l'hébergement, la problématique de l'accès aux soins occupe une place centrale dans la politique d'accueil des demandeurs d'asile. Si les mécanismes à l'origine des inégalités de santé liées à l'expérience migratoire font l'objet de nombreux travaux de recherche (Fassin, 2000 ; Lot & Quelet, 2017), l'organisation et la coordination des structures sollicitées par les populations migrantes ont moins été explorées. Cette communication vise à décrire le déploiement d'une « problématique migrants » entre les acteurs médicaux et sociaux d'un territoire et interroge les recompositions territoriales associées. Elle s'inscrit dans les travaux portant sur les ajustements des acteurs locaux pour répondre aux enjeux de la prise en charge médico-sociale des étrangers en situation précaire (Hoyez, 2011) et, plus largement, dans les réflexions sur les capacités des « systèmes d'action territoriaux » à produire une réponse locale collective face à une demande sociale émergente (Frigoli, 2010).

De façon préalable, la figure 1 présente une typologie des acteurs impliqués dans l'accueil et l'accès aux soins des demandeurs d'asile sur le territoire étudié, selon leur champ d'action social et leur statut institutionnel. Partant, la communication analyse le développement d'actions spécifiques à la prise en charge des populations migrantes par les dispositifs médicaux et sociaux, et s'intéresse à l'évolution de leurs interactions et leurs positionnements réciproques. Elle interroge leur capacité à se penser et se construire en réseau, portant un regard particulier sur la mise en place d'espaces et de cadres de coordination et la manière dont ils contribuent à (re)dessiner les paysages sanitaires locaux. Il s'agit enfin d'analyser comment se recomposent les activités des acteurs médico-sociaux face à la saturation des dispositifs existants sur le territoire et à l'instabilité résidentielle des demandeurs d'asile.

Figure 1. Acteurs de l'accueil et du soin des demandeurs d'asile sur le territoire



Si on peut distinguer les dispositifs publics, produits des politiques sanitaires et sociales, et les acteurs privés, notamment associatifs qui au contraire interrogent le désengagement de l'État dans l'action sociale, le système d'acteur du champ sanitaire et social devient de plus en plus complexe à saisir au regard de la contractualisation croissante entre sphères publiques et privées (Eliot *et al.*, 2017). Cette distinction entre l'activité associative indépendante et les associations gestionnaires d'un service public semble alors déterminante pour comprendre les relations aux acteurs publics et l'inscription dans des réseaux de partenaires (Fleuret, 2006).

1. LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES ACTIVITÉS TOURNÉES VERS L'ACCUEIL DE POPULATIONS ÉTRANGÈRES PRIMO-ARRIVANTES

1.1. Des consultations spécifiques et des permanences dans les lieux d'hébergement

L'évolution des activités des structures de soins étudiées témoigne du développement d'actions et de partenariats ciblés vers la prise en charge des populations primo-arrivantes sur le territoire. C'est ainsi que se sont développées, à la PASS et au réseau ville-hôpital, des consultations de prévention « migrants » tournées vers le dépistage de certaines pathologies infectieuses et le rattrapage vaccinal, tandis que l'EMPP propose une « consultation migrants » dédiée à la prise en charge des troubles post-traumatiques. Ces initiatives émergent pour répondre à des demandes relayées par les partenaires sociaux et des besoins identifiés par les professionnels de santé, mais aussi en réaction à des politiques sanitaires ciblées autour de l'accès à la prévention et aux soins primaires des populations migrantes précaires. Dans une démarche « d'aller-vers » se développent également des interventions et des permanences sur les lieux d'hébergement des demandeurs d'asile. Celles-ci représentent de nouvelles portes d'entrée spécifiques vers le système de santé et supposent par ailleurs une nouvelle forme de coordination des professionnels du soin avec les équipes sociales des centres d'hébergement.

1.2. Des réorientations associatives

Face à une nouvelle question sociale sur le territoire, les dispositifs associatifs impliqués dans l'accompagnement social des populations précaires connaissent également des transformations de leurs activités. C'est ainsi qu'une association d'entraide sociale, menant historiquement des actions de distributions et d'organisation d'activités de loisirs auprès des populations précaires, développe depuis 2016 une réelle activité de permanence administrative et juridique, et de plaidoyer autour des enjeux migratoires. De nouvelles collaborations associatives sont également apparues autour de « l'accueil des migrants ». Les nouvelles directions prises par les associations sont associées à de nouveaux partenariats à différentes échelles ainsi qu'à l'acquisition de nouvelles compétences voire d'une certaine expertise dans l'accompagnement social relatif à l'asile et l'immigration. Ces transformations confirment la capacité des structures associatives à répondre à l'émergence d'une demande sociale sur un territoire. Elles ont néanmoins des conséquences sur la construction de la vie associative, comme par exemple le sentiment d'être devenu un « guichet », sur lesquelles il semble également intéressant de s'attarder.

Si les initiatives locales en matière de prise en charge médico-sociale des populations migrantes prennent des formes d'organisation variables selon les configurations locales (d'Halluin & Hoyez, 2012), elles sont à chaque fois portées par des acteurs dédiés à la prise en charge des populations en situation de précarité (réseaux de santé précarité, EMPP, PASS, associations caritatives…). Ces différentes structures sont des lieux de (re) définition et de traitement de la « santé des migrants » (Geeraert, 2017) et endossent des rôles d'innovateurs de l'action médico-sociale.

2. VERS UNE RECOMPOSITION DES PRATIQUES DE COLLABORATION ET DES MODALITÉS DE COORDINATION DES ACTEURS MÉDICAUX ET SOCIAUX

2.1. Des pratiques informelles de collaboration pour une organisation « souple »…

Les interactions décrites par les acteurs médicaux et sociaux témoignent de l'importance des pratiques informelles d'orientation et de coordination, des arrangements individuels pour se partager l'information, éviter les actions en doublon (par exemple dans l'ouverture des droits à une couverture sociale) tout en maintenant la souplesse jugée nécessaire à l'accompagnement d'un public étranger dans une situation de précarité administrative, économique et sociale. Les interactions identifiées témoignent néanmoins d'une variabilité des relations de collaboration selon l'ancrage spatial et temporel des dispositifs, marqué par une implantation territoriale inégale, des connaissances interpersonnelles plus ou moins fortes, des pratiques d'établissement ou d'association variables.

2.2. … à la mise en place d'espaces et de cadres de coordination

Quand certaines pratiques demeurent au stade de l'arrangement informel, d'autres relations aboutissent à des partenariats davantage formalisés. Ainsi, des centres d'hébergement ont établi des conventions de partenariat avec la CPAM du département pour pouvoir communiquer plus facilement sur les dossiers, ou encore des protocoles avec des centres de santé pour la prise en charge de leurs résidents. Ces protocoles viennent répondre à des situations où les arrangements informels ne suffisent pas ou plus, lorsque les services de

santé ou d'ouverture des droits se trouvent surchargés face à une demande trop importante ou trop spécifique par rapport à leurs compétences.

Par-delà des pratiques d'orientation et des collaborations routinières, la construction d'une problématique commune sur le territoire passe par la mise en place d'instances de coordination tels que des groupes d'échange d'expériences et de pratiques, et le développement de formations locales. Par exemple, l'EMPP a créé une instance de discussion trimestrielle spécifiquement dédiée aux équipes sociales des centres d'hébergement accueillant des demandeurs d'asile. Les associations gestionnaires des dispositifs d'hébergement ont également développé des cadres d'échange en interne ou entre homologues de différentes associations sur le territoire. Au-delà d'analyser ce qu'elles apportent aux participants, il convient de se demander dans quelle mesure ce type d'initiatives contribue à construire et entretenir le maillage médico-social autour de la problématique de l'accès aux soins des personnes en demande d'asile.

La construction de cadres de coordination et d'échanges paraît d'autant plus importante que l'accueil des personnes en demande d'asile évolue dans un contexte de réformes perpétuelles, entre politique d'exception et droit commun, tant en matière de politiques migratoires que de politiques sanitaires et sociales. Les acteurs médicaux et sociaux expérimentent en première ligne l'ouverture de nouveaux dispositifs d'hébergement dans le schéma régional d'accueil des demandeurs d'asile, en répondant aux sollicitations et besoins associés à l'arrivée d'une population sur le territoire. Ils sont également confrontés en première ligne aux transformations des régimes de couverture sociale, à l'image de la réforme portant fusion de la couverture médicale universelle complémentaire (CMU-C) et de l'aide à la complémentaire santé (ACS)[2] ou, à l'interface avec les politiques migratoires, l'établissement d'un délai de résidence de trois mois pour l'accès à la protection universelle maladie (PUMA) pour les demandeurs d'asile[3].

3. LA NÉCESSITE DE SE (RE)DÉPLOYER À DE NOUVELLES ÉCHELLES

Les pratiques d'orientations médicales s'adaptent d'abord à l'inégale répartition territoriale et à la saturation des dispositifs de soins, comme en témoigne par exemple la tendance à orienter les individus vers des structures de petite couronne ou parisiennes pour les soins dentaires. Face aux difficultés d'orientation vers la médecine de ville, en particulier relatives à la langue, il s'agit aussi d'étendre les territoires où sont orientés les individus pour trouver des médecins parlant des langues rares ou des centres de soins « plus habitués » à accueillir des publics étrangers précaires.

L'activité des dispositifs de soin et d'accompagnement social se heurte également à la problématique de domiciliation administrative des individus ainsi qu'au fonctionnement (par orientations selon une répartition territoriale) et à la géographie du DNA. Comment prendre en charge des personnes non domiciliées, ou sur un autre territoire, ou encore qui n'habitent pas effectivement sur le territoire où elles sont rattachées administrativement ? Comment assurer le suivi de personnes envoyées sur un autre territoire ? En alimentant l'incertitude résidentielle, les logiques d'orientation du DNA entrent en contradiction avec l'enjeu de continuité des soins et les volontés institutionnelles de « coordination des parcours de santé des migrants »[4].

Différentes situations rencontrées par les professionnels du social et du soin témoignent alors d'un manque de connaissance des acteurs implantés sur d'autres territoires, même au sein d'un même département, et d'une nécessité d'étendre l'inscription territoriale des réseaux de partenaires. Par exemple, des travailleurs sociaux témoignent d'une insuffisance de relations avec les CPAM d'autres départements, empêchant de savoir si une demande de droits à la Sécurité sociale a déjà été lancée ailleurs avant que la personne ne soit envoyée sur leur département. Certains glanent sur internet les coordonnées des PASS des autres départements d'Île-de-France pour orienter ceux qui viennent de l'autre bout de la région, quand d'autres vont privilégier des centres de santé situés dans le 18e arrondissement de Paris parce « qu'ils [les demandeurs d'asile] connaissent bien ».

Quand une personne est envoyée sur un autre territoire, des professionnels de santé ou du social tentent parfois de contacter un médecin afin de prendre le relais d'une prise en charge ou, à défaut, font un courrier dans le dossier administratif de la personne pour décrire sa situation. Dans leurs activités comme dans leurs orientations, les acteurs médicaux et sociaux tendent alors à dépasser les sectorisations théoriques (sectorisation de la psychiatrie, territoires des groupements hospitaliers, sectorisation intercommunale, sectorisation

2. Depuis le 1er novembre 2019, la fusion de la CMU-C et de l'ACS dans un dispositif commun, la complémentaire santé solidaire (CSS), perturbe les bénéficiaires dans le recours au « forfait solidarité transports » permettant de se déplacer à moindre coût dans toute l'Île-de-France et initialement obtenu grâce à l'attestation de CMU-C.

3. Décret n° 2019-1531 du 30 décembre 2019 relatif à la condition de résidence applicable aux demandeurs d'asile pour la prise en charge de leurs frais de santé.

4. Instruction n° DGS/SP1/DGOS/SDR4/DSS/SD2/DGCS/2018/143 du 8 juin 2018 relative à la mise en place du parcours de santé des migrants primo-arrivants.

associative) et se rapprocher davantage d'une sectorisation à géométrie variable, relevant plus généralement de ce qu'on pourrait appeler « la géographie de l'accueil des demandeurs d'asile ».

CONCLUSION

Une approche territoriale de l'accès aux soins des personnes en demande d'asile permet d'appréhender les enjeux de coordination médico-sociale articulant la « géographie de l'accueil » (de l'hébergement social, des services administratifs) et celle de la santé (répartition des dispositifs de soins spécifiques, sectorisation). La prise en charge et le suivi des populations migrantes interrogent les moyens d'étendre cette coordination à de nouveaux acteurs, à de nouvelles échelles et à « dépasser le stade de l'arrangement local » (Poutout, 2005). À une coordination cohérente avec la répartition des infrastructures de l'accueil et du soin sur le territoire s'ajoute l'enjeu de s'inscrire à des échelles répondant à la mobilité géographique du public demandeur d'asile. L'instabilité résidentielle produite par les conditions d'accueil complexifie les enjeux du maillage territorial des réseaux d'acteurs médico-sociaux et appelle à une intégration de leur production collective dans des systèmes d'information plus larges.

RÉFÉRENCES

d'Halluin E., Hoyez A.-C., 2012, « L'initiative associative et les reconfigurations locales des dispositifs d'accès aux soins pour les migrants primo-arrivants », *Humanitaire*, nº 33.

Eliot E., Lucas-Gabrielli V., Mangeney C., 2017, «Territorialisation sanitaire et décentralisation : état des lieux et enjeux à partir du cas français », *RFST* [en ligne : rfst.hypotheses.org/eliot-emmanuel-lucas-gabrielli-veronique-mangeney-catherine].

Fassin D. (coord.), 2000, « Santé, le traitement de la différence », *Hommes & migrations,* nº 1225.

Fleuret S., 2006, « Les associations dans le système sanitaire et social en France : les territoires de l'invisible », *Économie et solidarités,* 36(2), p. 107-128.

Frigoli G., 2010, « Les usages locaux des catégories de l'action publique face aux situations migratoires », *Migrations société*, nº 128, p. 81-93.

Geeraert J., 2017, « Les frontières à géométrie variable de la citoyenneté. Accès aux soins des migrants dans un dispositif d'assistance », *Trajectoires*, hors-série nº 3 «Travaux des jeunes chercheurs du CIERA » [en ligne : www.journals.openedition.org/trajectoires/2425, consulté le 20/02/2020].

Hoyez A.-C., 2011, « L'accès aux soins des migrants en France et la "culture de l'initiative locale". Une analyse des contextes locaux à l'épreuve des orientations nationales », *Cybergeo*, art. nº 566 [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/24796, consulté le 20/02/2020]

Lot F., Quelet S. (coord.), 2017, « La santé et l'accès aux soins des migrants : un enjeu de santé publique », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire,* n° 19-20.

Poutout G., 2005, « Réseaux de santé : Créer du lien pour donner du sens », *Sociologies pratiques*, 11(2), p. 33-54.

L'AUTEURE

Isabelle Siffert
Université Rennes 2 – ESO
isabelle.siffert@univ-rennes2.fr

AUTEURS
Maxime THORIGNY,
Victor DUCHESNE

Quelle place pour l'expression citoyenne dans la définition de la politique régionale de santé ? Une analyse en région Centre-Val de Loire

RÉSUMÉ
La régionalisation et la démocratisation sont deux phénomènes qui président à l'évolution des politiques de santé en France depuis les années 1990. Malgré cela il faut attendre la réforme du projet régional de santé (PRS) en 2016 pour que leur combinaison et leur mise en œuvre concrète deviennent effectives au sein des outils contractuels de la planification sanitaire. L'étude menée dans le cas de la région Centre-Val de Loire cherche à identifier dans quelles mesures les ambitions de co-construction initiales du PRS de seconde génération sont effectivement respectées dans le document final. L'analyse révèle que les préoccupations des citoyens sont prises en compte de manière globale mais peu sur le plan opérationnel et que les professionnels de santé et l'administration dominent le processus de co-construction rénové au détriment des usagers.

MOTS CLÉS
démocratie sanitaire, administration, co-construction, citoyens, gouvernance territoriale

ABSTRACT
Regionalisation and democratisation are two phenomena that have been driving the evolution of health policies in France since the 1990s. In spite of this, it was not until the reform of the *Projet Régional de Santé (PRS)* in 2016 that their combination and concrete implementation became effective within the contractual tools of health planning. The study carried out in the case of the Centre-Val de Loire region seeks to identify the extent to which the initial co-construction ambitions of the second generation PRS are effectively respected in the final document. The analysis reveals that citizens' concerns are taken into account in a global manner but little at the operational level and that health professionals and the administration dominate the renovated co-construction process to the detriment of users.

KEYWORDS
Health democracy, Administration, Co-construction, Citizen, Territorial governance

INTRODUCTION

En France, la politique de santé historiquement très centralisée tend depuis la réforme de 2009 à se régionaliser, par la création des agences régionales de santé (ARS). Cependant, plus de 10 ans après, le processus de déconcentration des services de l'État n'est pas achevé et le lien hiérarchique entre les agences et les services du ministère de la Santé est encore clairement établi (Duchesne, 2018).

Les ARS, héritières des échelons régionaux de planification hospitalière, doivent rédiger la politique régionale de santé leur champ d'action est élargi aux professions libérales et au secteur médico-social. Ces agences opérationnelles doivent donc décliner la politique nationale et l'adapter en fonction des contextes locaux. Un document opposable est rédigé, le projet régional de santé (PRS). La première version est arrivée à échéance fin 2017, un nouveau document a été publié au printemps 2018 avec des objectifs opérationnels quantifiés à cinq ans et des objectifs de plus long terme à 10 ans.

La particularité de ce PRS de deuxième génération est qu'il a été construit avec les acteurs locaux sans que le ministère ne définisse formellement la méthode ou le type de public à consulter. Cette évolution répond à l'impératif de démocratie sanitaire, entendue comme une prise en compte plus importante de la parole des patients et des citoyens, qui traverse le système de santé français depuis la fin des années 1990 et ne cesse de se renforcer dans les discours malgré de nombreuses critiques quant à sa réalité et ses objectifs concrets (Batifoulier *et al.*, 2014).

Dans la continuité des travaux sur la territorialisation des soins et la politique régionale de santé (Lucas-Gabrielli, 2010), nous souhaitons poser les bases d'une analyse des nouveaux dispositifs. Après la publication

aux actes du CIST en 2018 de l'analyse lexicométrique du discours citoyen sur les priorités de santé (Thorigny & Duchesne, 2018), l'originalité de cet article est d'analyser le processus de co-construction dans la région Centre-Val de Loire Il s'agit donc ici d'identifier dans quelle mesure le discours des acteurs s'intègre *in fine* dans les documents.
Dans une première partie, nous analyserons la prise en compte du discours des citoyens dans le PRS, et dans une seconde la place laissée aux experts présents dans les groupes de travail pour la rédaction du livrable.

1. QUELLE PLACE POUR L'EXPRESSION DES CITOYENS DANS LE PRS ?

Le recueil de l'expression citoyenne a été réalisé par l'ARS Centre-Val de Loire à partir d'une question ouverte dans un questionnaire en ligne. Cette question a fait l'objet d'un traitement lexicométrique qui permet d'identifier 3 classes de discours homogènes (Thorigny & Duchesne, 2018 ; Domin & Thorigny, 2019). L'ARS a effectué la synthèse de cette expression populaire et a tenu compte des orientations demandées par le ministère de la Santé afin de réunir des groupes de travail pour rédiger les objectifs de santé quantifiés.
Pour mener notre analyse, nous avons répertorié les principales préoccupations citoyennes qui ressortaient de l'enquête et vérifié leur présence ou non dans les différents objectifs opérationnels du PRS. Nous avons relevé *in fine* 14 demandes citoyennes dans l'enquête réalisée par l'ARS et 48 objectifs opérationnels.

1.1. L'amélioration du parcours de soins

Dans la classe 1 de l'analyse lexicométrique, portée par les professionnels de santé, nous avons listé quatre demandes principales :

– « l'amélioration du parcours de soins », avec sept objectifs opérationnels qui y font référence. Ce résultat est assez peu étonnant, car cela fait partie des prérogatives directes de l'ARS que de proposer des innovations afin de fluidifier le parcours de soins des patients.
– la « diminution des démarches administratives pour les personnels soignants », avec un seul objectif qui y fait référence afin de sauvegarder du temps médical et de permettre aux médecins d'êtres plus productifs en se recentrant sur leur cœur de métier.
– « l'augmentation des effectifs paramédicaux » est vue par les médecins comme un moyen de se décharger d'une partie du travail pour se recentrer sur les tâches de leur compétence ; cela n'a pas été traduit dans le PRS. On note tout de même une bonne représentation des préoccupations de la classe 1 qui représentent les professionnels de santé.
– « une meilleure coordination entre libéraux et établissements sanitaires » ressort également dans cinq objectifs. Là encore, c'est une compétence directe de l'ARS que de faciliter le « décloisonnement » des structures libérales et hospitalières notamment en menant une réflexion sur l'interopérabilité des systèmes d'information.

1.2. La démographie médicale

Dans la classe 2, portée par de non-professionnels de santé plutôt âgés (61-75 ans), six préoccupations principales ressortent : « le partage des informations entre les différents professionnels », « l'augmentation du nombre de médecins », « l'augmentation du *numerus clausus* », « l'obligation d'installation en zone rurale pour les nouveaux médecins », le « conventionnement sélectif » et enfin la généralisation de la télémédecine. Concernant le « partage des informations », deux objectifs portent dessus, comme pour la classe précédente, c'est une compétence directe des ARS donc il n'est pas étonnant que cette préoccupation soit traduite dans la politique publique. L'augmentation du nombre médecins en zone rurale est repris dans quatre objectifs, pour l'ARS Centre-Val de Loire l'augmentation des effectifs est un objectif majeur, car la démographie est en baisse. Cependant les mesures utilisées sont uniquement incitatives, ainsi tout ce qui a trait à la coercition n'a pas été repris.

1.3. Les autres priorités de santé

Dans la classe 3, également portée par des non-professionnels de santé, quatre préoccupations ressortent : « la réduction des délais d'attente pour les spécialités médicales », la « prévention et le dépistage des jeunes », la « reconnaissance des médecines douces » et l'arrêt de la baisse du remboursement des médicalement ». La prise en compte de la parole citoyenne de cette classe est relativement faible, car seule la thématique de la prévention et du dépistage des jeunes est traduite dans deux objectifs de la politique publique, les trois autres thématiques ne sont pas abordées.
D'un point de vue général, on peut en conclure, d'une part, que les orientations les plus fortes du discours citoyen ont été prises en compte aussi bien dans les constats que dans les objectifs généraux à atteindre,

même si les outils à mobiliser ainsi que les actions concrètes à réaliser ne sont pas retenues. D'autre part, sur les 48 objectifs opérationnels du PRS de la région Centre-Val de Loire, seuls 18 comportent des préoccupations communes avec celles des citoyens. Sous cette perspective, la démocratie sanitaire tant promise reste en retrait.

2. LE RÔLE DES EXPERTS

Dans la mesure où le discours citoyen semble en retrait, notre objectif est ici d'identifier les acteurs où les groupes d'acteurs qui sont en mesure d'influencer le processus de co-construction. La cartographie des acteurs intervenants dans ce processus permet de mettre en évidence le caractère très traditionnel de la répartition des forces, s'éloignant ainsi largement des ambitions de la politique portée par les pouvoirs publics.

2.1. Panorama général des groupes de travail

En parallèle de l'expertise propre de l'ARS et de la consultation directe des citoyens, plusieurs groupes de travail ont été mis en place pour la rédaction des différents objectifs opérationnels des quatre axes transversaux du PRS-SRS (schéma régional de santé). Sur les 23 thèmes qui structurent le SRS (17 généraux à la politique régionale de santé et 6 pour des publics spécifiques), 13 groupes ont été constitués par l'ARS. Les 10 autres groupes de travail concernent des thèmes soit qui font l'objet d'une définition principale dans le cadre d'autres dispositifs de co-construction de l'action publique soit qui sont inédits pour la politique régionale de santé. Parmi les 13 groupes, la moitié préexistait au processus de co-construction du PRS dans la mesure où ils étaient déjà constitués au sein de la Conférence régionale de santé et de l'autonomie (CRSA).
Afin d'effectuer une cartographie des différents acteurs du système de santé mobilisés au sein des groupes de travail en charge de la co-construction du PRS, nous avons réalisé une synthèse de leur composition.

2.2. Une incontestable domination des professionnels et organisations de santé

Les professionnels de santé interviennent dans le processus de co-construction avec différentes fonctions, soit comme producteurs de soins (établissements de santé), soit à travers leurs représentants (syndicats de médecins et assimilés) ou les représentants de leurs organisations (fédérations nationales d'établissements de santé). Cette présence multiple leur assure une représentation dans l'ensemble des groupes. Les producteurs de santé représentent ainsi 25,4 % des membres titulaires, les représentants des organisations de santé 11,1 % et les représentants des professionnels de santé 15,9 % soit un total de 51,9 %.
Si l'on regarde groupe par groupe, on constate que ces trois catégories captent quasiment systématiquement plus de 50 % des membres, et jusqu'à 75 %. Seuls les groupes « médico-social » et « personnes démunies » échappent à la règle. Les professionnels de santé sont majoritaires dans le groupe en charge de la pertinence des soins. La question du contrôle des pratiques a fait l'objet d'un militantisme actif de la part des syndicats de médecins. Le groupe « système d'information » est dominé par les représentants des organisations de santé ce qui est logique car les systèmes d'information en santé se font dans les structures et avec un déploiement national.
L'analyse de la structuration des différents groupes révèle dans quelle mesure l'ARS a effectué des choix conservateurs quant à leur composition, conforme au rapport de force en vigueur pour chacun des thèmes.

2.3. Une administration incontournable

L'administration représente 9,3 % de l'échantillon total et 14,6 % des membres titulaires. Elle est plus présente que les usagers, et presque au même niveau que les professionnels de santé. Comme attendu, l'ARS est la structure administrative la plus représentée en totalisant un dixième de l'ensemble des membres titulaires des groupes de travail.
La présence de l'administration est visible dans les groupes de plus faible importance ; cela tient à la fois à leur technicité et à leur besoin de pilotage compte tenu de la relative faiblesse des autres acteurs sur ces thèmes. Les groupes « coopération » et « qualité-sécurité » sont composés chacun d'un tiers de représentants de l'administration sanitaire, ces thèmes relevant directement de son champ de compétence. À l'inverse les deux groupes issus de la CRSA « offre de soins » et « santé mentale » ne disposent d'aucun représentant de l'administration sanitaire puisque la CRSA a pour objectif de représenter l'ensemble des acteurs du système de santé vis-à-vis de l'administration sanitaire régionale.

2.4. *In fine* la faiblesse des usagers

Les usagers représentent 12,1 % de l'ensemble des membres des groupes de travail. Leur part tombe à 8,2 % lorsqu'on se limite aux seuls membres titulaires. Les associations d'usagers ne sont présentes que dans 8 groupes sur 13. Lorsqu'elles le sont, elles ne disposent que de 3,4 % à, au maximum, 12,5 % des sièges.

Les groupes où les usagers ne sont pas représentés sont ceux relatifs aux thèmes de « l'addiction », « biologie médicale », « coopération » et « système d'information », c'est-à-dire des thèmes qui concernent principalement l'organisation de l'offre de soins et de la santé au sens strict. À l'inverse, les usagers sont relativement bien représentés dans le groupe en charge des questions médico-sociales avec 36,7 % de ses membres, ce qui rejoint les constats de la littérature scientifique. En effet, les questions médico-sociales font, depuis le début du XXe siècle, l'objet à la fois d'une forte auto-organisation des usagers dans la production des services, d'un militantisme développé pour la reconnaissance de leurs besoins par les pouvoirs publics et d'une forte spécialisation des associations en fonction des populations auxquelles elles s'intéressent.

CONCLUSION

Malgré une nouvelle organisation du PRS et différents moyens de capter la parole des citoyens, la démocratie sanitaire paraît toujours dominée par les acteurs qui disposent déjà du pouvoir au sein du système de santé. Nous avons ainsi souligné dans un premier temps qu'il n'y a pas de symétrie totale entre les préoccupations des citoyens et les objectifs prioritaires définis par l'autorité administrative. Dans ce cas, pourquoi avoir demandé l'avis des citoyens si ce n'est pas pour le respecter ? L'hypothèse du déni de démocratie est trop simpliste et inexacte (car 50 % des priorités de santé des citoyens figurent bien dans la politique publique régionale). L'analyse des préoccupations non retenues nous permet de définir quatre causes qui expliquent leur rejet par l'autorité administrative régionale :

– Le refus de l'engagement budgétaire (les mesures d'applications budgétaires immédiates qui impliqueraient une dépense directe de la part de la tutelle ne sont pas prises en compte).
– La dimension nationale de nombreuses compétences, certaines comme « l'augmentation du *numerus clausus* » ou « l'obligation d'installation en zones rurales » relevant de la compétence du législateur, d'autres comme « l'arrêt du déremboursement des médicaments » de celles des agences nationales.
– Le partage du pouvoir (le « conventionnement sélectif des praticiens » est du ressort de l'Assurance maladie et non des services de l'État).
– Le poids des professionnels de santé dans la mesure où les préconisations des citoyens potentiellement contraignantes pour les médecins ont été supprimées. Cela interroge sur le rapport de force et la nature possiblement conflictuelle des rapports entre médecine libérale et services de l'État en matière de santé.

La parole citoyenne n'est donc pas ignorée dans la construction de la politique publique, car 50 % des préoccupations citoyennes sont traduites dans le PRS. Cependant, si on analyse le livrable, seul un tiers des objectifs repose sur des préoccupations citoyennes ce qui s'explique par la très nette sous-représentation des usagers dans les instances qui ont participé à sa rédaction.

RÉFÉRENCES

Batifoulier P., Gadreau M., Magnin-Feysot C., Bréchat P.-H., 2014, « Pour une élaboration démocratique des priorités de santé. Introduction », *Sève*, hors-série « Les tribunes de la santé », p. 9-19.

Domin J., Thorigny M., 2019, « Quand les citoyens définissent eux-mêmes les priorités de santé. Une analyse lexicométrique appliquée à la région Centre-Val de Loire », *Géographie, économie, société*, 21(4), p. 295-316.

Duchesne V., 2018, « L'agence, le contrat, l'incitation. Les agences régionales de santé fer-de-lance administratif de la politique de santé », *Journal de gestion et d'économie médicales*, 36(4), p. 159-180.

Lucas-Gabrielli V., 2010, « Les territoires de santé : des approches régionales variées de ce nouvel espace de planification », *Pratiques et organisation des soins*, 41(1), p. 73-80.

Thorigny M., Duchesne V., 2018, « Les représentations des territoires dans le cadre de la refonte du projet régional de santé. L'exemple de la région Centre-Val de Loire », *Proceedings du colloque CIST2018 « Représenter les territoires »* (Rouen, 22-24 mars 2018), Paris, CIST, p. 340-345 [en ligne : hal.archives-ouvertes.fr/CIST2018/hal-01854524].

LES AUTEURS

Maxime Thorigny
Université de Reims – REGARDS
maxime.thorigny@univ-reims.fr

Victor Duchesne
Université Sorbonne Paris Nord – CEPN
victor.duchesne@univ-paris13.fr

AUTEUR·E·S
Chiraz ZEGHDAR,
Myriam BARON,
Stéphane RICAN

L'agglomération de Constantine (Algérie) au prisme de la territorialisation sanitaire

RÉSUMÉ
Le système de soins algérien se caractérise par une organisation duale : une partie publique dépendant directement du pouvoir central et fortement hiérarchisée ; une partie privée jouissant d'une liberté d'installation tant en termes de spécialités qu'en termes géographiques. À travers l'exemple de la *wilaya* de Constantine, qui abrite la 3e ville du pays – seule métropole de l'intérieur –, la territorialisation sanitaire est examinée à des niveaux fins, qui soulignent que les enjeux auxquels doit faire face ce système de santé ne se résument pas uniquement à une différenciation Nord / Sud et/ou urbain / rural. Dans cette *wilaya* très urbanisée, les dynamiques récentes du secteur privé remettent au premier plan les défiances des habitants vis-à-vis du secteur public de santé, mais aussi les inégalités d'accès à des soins variés dans leurs dimensions sociales et territoriales, même si les pratiques déclarées par ces mêmes habitants semblent plus nuancées.

MOTS CLÉS
offre de soins, planification sanitaire, territoires, Constantine

ABSTRACT
The Algerian healthcare system is characterised by a duality in its organisation: public, directly dependent on the central power and with a strong hierarchy; private with freedom of installation both in terms of specialties and in terms of geography. Through the example of the *wilaya* of Constantine, which shelters the 3rd city of the country –only metropolis of the interior–, the health territorialisation is examined at fine levels, which underlines that what is at stake for this health system is not just a North/South and urban/rural differentiations. In this highly urbanised *wilaya*, the recent dynamics of the private sector bring to the fore the doubts of the inhabitants vis-à-vis the public health sector, but also the inequalities of access to various care in their social and territorial dimensions, even if the practices declared by these same inhabitants seem more nuanced.

KEYWORDS
Provision of care, Health planning, Territories, Constantine

INTRODUCTION

S'intéresser au système de santé algérien aujourd'hui conduit certes à tenir compte du mouvement d'urbanisation continue, de l'augmentation de l'espérance de vie et du vieillissement de la population, qui imposent de nouvelles contraintes dans l'organisation et le fonctionnement du système de santé. Mais les événements qui ont débuté au mois de février 2019 ont révélé une profonde crise de confiance de la société algérienne envers le régime en place et ses institutions, dont le système de soins. Les reportages effectués dans les hôpitaux, les enquêtes sur le rapport aux soins, les mouvements sociaux dans le secteur public de la santé, une épidémie de choléra en 2018 (Dris-Aït Hamadouche, 2019) soulignent le manque de moyens d'un système public exsangue. Tout ceci renvoie l'image d'un système peu à même de gérer les inégalités qui traversent la société algérienne (Bouledroua, 2010). Par ailleurs, l'affirmation du secteur privé depuis la fin des années quatre-vingt se traduit par de nouvelles logiques d'implantation, le secteur privé n'étant pas tenu aux mêmes obligations ou contraintes que le secteur public (Eliot, 2016 ; Mobillion, 2018). Pour autant, l'offre privée est-elle en capacité de pallier les carences de l'offre de soins publique ? Constitue-t-elle une offre complémentaire ou concurrentielle de l'offre publique ? Une analyse menée sur la répartition spatiale de l'offre de soins ainsi que sa perception par les habitants de la *wilaya* de Constantine, qui abrite la 3e ville du pays considérée comme la capitale de l'Est algérien, permet de montrer les fortes disparités pouvant être observées au sein de l'espace urbain algérien.

1. UN SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ FORTEMENT HIÉRARCHISÉ

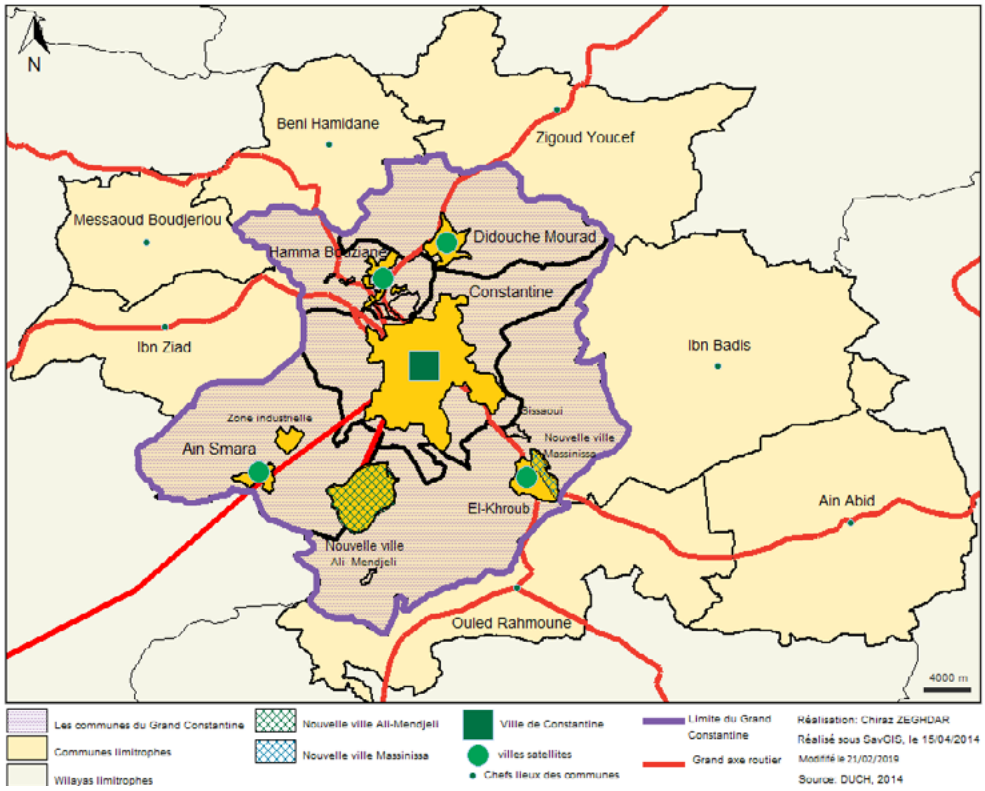
L'organisation territoriale du système de soins en Algérie est marquée par une forte hiérarchisation, adossée à une organisation administrative caractérisée par une forte centralisation. De plus, la décision de l'étatisation du système de santé en 1984, avec une mainmise de l'État sur la sécurité sociale et les structures dispensant des prestations de soins, a marqué un tournant dans l'organisation du système de santé (forte centralisation et organisation pyramidale). Ce système est également marqué par l'expérience de la gratuité des soins (Guillermou, 2003) et de son échec relatif expliqué en partie par le manque de relais auprès de la population, une santé préventive délaissée et une délégation des questions de santé aux seuls professionnels de la santé (Oufriha, 1988).

Le système public de santé se décline ainsi en trois niveaux de recours. Le premier niveau concentre les soins de premier recours et englobe les médecins généralistes qui assurent l'orientation du patient dans le circuit des soins. Les prestations de soins sont assurées dans des unités de soins, des centres de santé et des polycliniques. Les soins de deuxième recours, dispensés par des médecins spécialistes, sont assurés au sein des établissements public hospitalier (EPH). Le troisième niveau de recours concerne les prestations de soins hautement spécialisées qui sont assurées dans les centres hospitalo-universitaires (CHU). À chacun de ces niveaux correspond une sectorisation adossée au découpage administratif algérien. Cette organisation administrative très centralisée est issue d'une volonté de contrôler mais aussi de diminuer les déséquilibres existant entre l'Algérie du nord densément peuplée, concentrant les activités économiques, et l'Algérie du sud faiblement peuplée. Elle garantit un contrôle territorial fort sur la planification sanitaire, qui se fait de façon pyramidale et suit la hiérarchie administrative. Les polycliniques et les centres de soins sont ainsi distribués sur l'ensemble des communes, en zones urbaine et rurale, les EPH sont implantés dans les chefs-lieux de commune. Quant aux CHU et aux EHS (établissements hospitaliers spécialisés), ils ne sont implantés que dans les chefs-lieux des *wilayas*.

2. STRUCTURATIONS SPATIALES DU SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIC DANS LA *WILAYA* DE CONSTANTINE

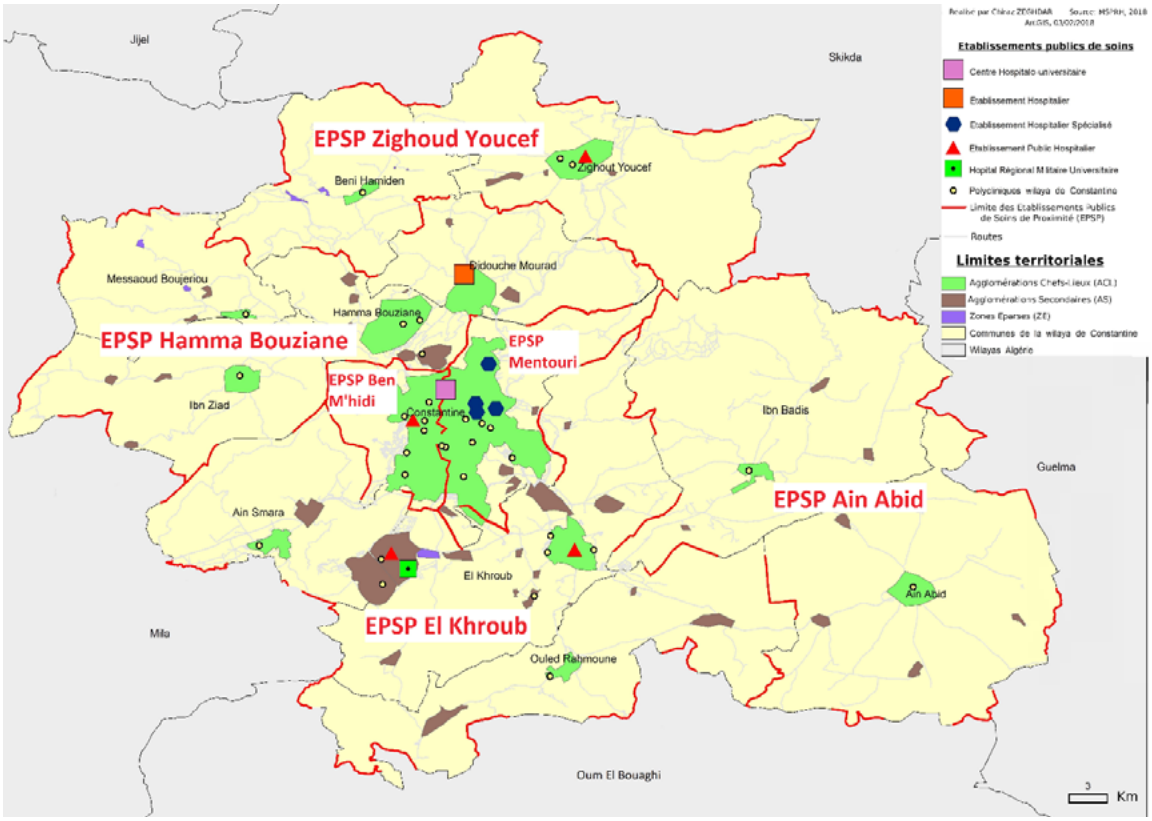
La *wilaya* de Constantine n'échappe pas à cette organisation. Avec un peu plus d'un million d'habitants en 2015, dont plus de la moitié dans la seule ville de Constantine, cette *wilaya* a connu une forte croissance démographique après l'indépendance. Afin de faire face à cette augmentation de population et de résorber l'habitat précaire, les autorités publiques ont reporté cette croissance sur les villes satellites et en périphérie des agglomérations à partir de la fin des années 1990. C'est ce qu'illustre la création *ex nihilo* de la ville nouvelle Ali Mendjeli notamment, à cheval sur les communes d'El-Khroub et d'Aïn Smara, habitée par 200 000 habitants aujourd'hui, ou encore celle de la ville nouvelle de Massinissa (fig. 1).

Figure 1. Constantine et les villes satellites



Dans un tel contexte et face à de tels défis pour garantir la santé des habitants, le secteur public est encore largement majoritaire dans la *wilaya* dans la mesure où il représente 82 % de l'offre de soins. Cette dernière se décline en deux niveaux de structures de soins : 10 structures d'hospitalisation et 6 structures de soins de proximité (fig. 2). Les structures d'hospitalisation dépendent du centre hospitalo-universitaire de Constantine (CHUC), qui assure plus de la moitié des journées d'hospitalisations et des admissions hospitalières. Au CHUC s'ajoutent 1 établissement hospitalier (EH), 4 établissements publics hospitaliers (EPH) – El Bir, El-Khroub, Ali Mendjeli et enfin Zighoud Youcef –, sans oublier les 4 établissements hospitaliers spécialisés (EHS) – chirurgie cardiaque, mères et enfants, uro-nephrologie et enfin psychiatrie – avec une capacité totale de 2 969 lits soit un indice de 1 lit pour 331 habitants. La *wilaya* est caractérisée par les ratios d'1 polyclinique pour 28 948 habitants et 1 salle de soins pour 7 937 habitants, tandis que l'agglomération constantinoise d'1 polyclinique pour 31 839 habitants et 1 salle de soins pour 22 373 habitants, ce qui rend compte d'une situation moins favorable que la moyenne nationale dont le ratio est d'1 polyclinique pour 25 000 habitants et 1 salle de soins pour 6 000 habitants. Dans la *wilaya* de Constantine, la très forte concentration des populations dans la ville capitale et la politique brutale de résorption de l'habitat informel n'ont pas été accompagnées de mesures permettant de réduire les vulnérabilités sociales des populations (Benlakhlef & Bergel, 2019), comme l'atteste la distribution des infrastructures sanitaires (fig. 2).

Figure 2. Organisation de l'offre publique de soins dans la *wilaya* de Constantine en 2016



Les 6 secteurs sanitaires de la *wilaya* de Constantine ont chacun un hôpital de référence. L'EPH de Constantine « El Bir » couvre toute la *wilaya* de Constantine. L'EPH d'El-Khroub couvre quatre communes : El-Khroub, Ouled Rahmoune, Aïn Abid et Ibn Badis. L'EPH de Zighoud Youcef couvre la population de six communes à savoir Zighoud Youcef, Beni Hamidane, Didouche Mourad, Hamma Bouziane, Messaoud Boudjeriou et Ibn Ziad. L'EPH d'Ali Mendjeli reste particulier car il couvre à la fois la population d'Aïn Smara et une partie de la commune d'El-Khroub. Chaque commune de l'espace urbain constantinois dispose d'un EPH à l'exception de Hamma Bouziane qui est administrativement couverte par l'EPH Zighoud Youcef situé dans la commune éponyme.
La carte sanitaire de la *wilaya* de Constantine, caractérisée par des découpages particuliers et des structures de soins très emboîtées, s'avère non seulement complexe mais aussi contraignante. Elle suppose que les usagers connaissent parfaitement les différents professionnels et structures hospitalières dont ils dépendent. Or, les « accidents », dont la presse constantinoise se fait régulièrement écho, montrent qu'il n'en est rien. Il suffit pour s'en convaincre de reprendre les propos de Lakrimi dans le journal *Liberté Algérie* du 21 novembre 2018, qui soulignent combien le système de santé algérien reste inéquitable et la qualité des soins non satisfaisante, comme l'illustre la fermeture en 2015 du service de maternité du CHU de Constantine à la suite de

la diffusion d'un reportage sur la situation dégradante dans les hôpitaux publics[1]. La méconnaissance de la carte sanitaire et de son fonctionnement participe ainsi de la défiance d'une partie des populations, qui sont convaincues qu'un rendez-vous ou une prise en charge dans un hôpital public ne peuvent être obtenus sans réseau de connaissances.

3. UNE OFFRE DE SOINS PRIVÉE PLÉBISCITÉE PAR LA POPULATION ?

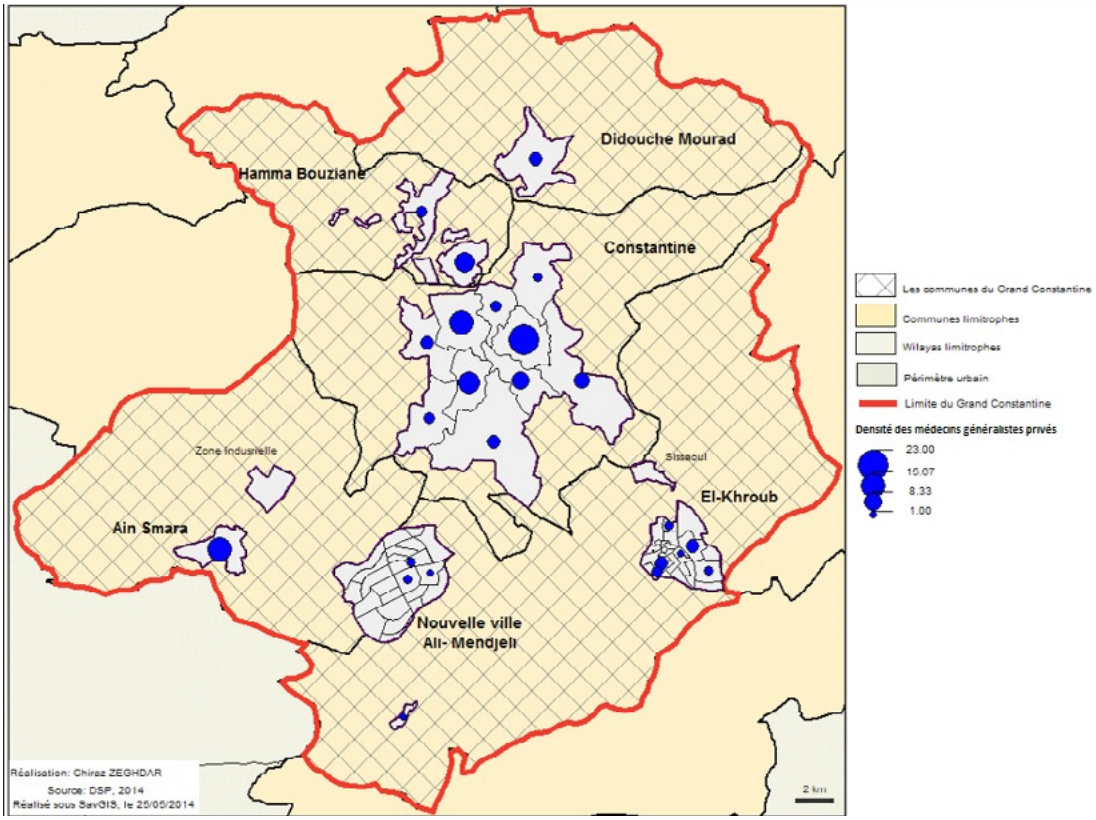
Dans le même temps, les habitants de la ville et de la *wilaya* de Constantine semblent de plus en plus nombreux à considérer très favorablement les implantations du secteur privé. Or, ce dernier ne représente que 8 % de l'offre de soins générale dans la *wilaya*, même si la crise économique des années 1990 et les pressions des organisations financières pour la libéralisation des secteurs économiques ont participé à son développement, entraînant le système de santé dans un système dual.

Le déploiement de l'offre de soins privée dans la *wilaya* a été facilité par la centralisation de l'offre de soins publique spécialisée et hautement spécialisé dans la ville de Constantine et la prolifération de l'offre de soins de base dans l'ensemble de la *wilaya*. C'est ainsi que le secteur privé totalise dix cliniques, dont 8 dans la seule ville de Constantine, et 2 dans la ville d'El-Khroub. 60 % sont des cliniques médico-chirurgicales, 20 % des cliniques d'ophtalmologie, 10 % de diagnostic et 10 % d'obstétrique et de chirurgie générale. De plus, 14 projets sont en cours de réalisation, dont 10 dans la ville de Constantine avec un taux d'achèvement qui varie de 10 à 100 %. Ces cliniques ont eu tendance à investir l'agglomération constantinoise en fonction à la fois du principe de centralité mais aussi des opportunités foncières. Le but a toujours été de se greffer sur la trame qui structure le réseau de l'offre de soins publique. La double activité des médecins, exerçant simultanément dans les deux secteurs, public et privé, est ainsi fréquente.

Ces dernières années ont été marquées par une surconcentration des cliniques dans la ville de Constantine et plus précisément dans le secteur urbain de Zouaghi. Ce dernier a la particularité d'être proche de l'aéroport de Constantine et bénéficie d'une disponibilité foncière qui a permis de déployer une offre de soins privée conséquente, en accord avec certains responsables politiques.

Concernant l'offre de premier recours, l'opposition entre le centre bien doté et la périphérie moins bien dotée est nette. La densité des médecins généralistes dans la *wilaya* est estimée à 1.61 pour 10 000 habitants ce qui est légèrement supérieur à la moyenne nationale (1,21 médecins pour 10 000 habitants). Cette densité cache

Figure 3. Distribution des médecins généralistes au sein de l'agglomération de Constantine en 2016



1 www.algerie-focus.com/2015/07/video-la-maternite-de-lhopital-de-constantine-une-veritable-horreur/amp/?2015/07/video-la-maternite-de-lhopital-de-constantine-une-veritable-horreur, www.huffpostmaghreb.com/2015/07/21/chu-constantine_n_7842262.html, et www.huffpostmaghreb.com/2016/07/28/maternite-chu-reouverture_n_11246550.html, consulté le 18/09/2019.

toutefois des disparités infracommunales (fig. 3). Nous retrouvons une surconcentration des médecins généralistes (81) dans la ville de Constantine. Les deux villes d'Aïn Smara et d'El-Khroub comportent respectivement 14 et 16 médecins généralistes. Cette concentration se confirme pour l'offre en chirurgiens-dentistes et, dans une moindre mesure, pour l'offre infirmière et l'offre pharmaceutique. Les villes nouvelles d'Ali-Mendjeli et de Massinissa sont à l'inverse très peu dotées en offre libérale (respectivement 5 et 6 médecins généralistes) confirmant leur manque d'équipement. Au cœur même des villes, nous constatons également de fortes disparités infra-urbaines. Ainsi, à Constantine, au sein des différents secteurs urbains qui composent la ville, les médecins généralistes sont très inégalement répartis dans la mesure où ils se concentrent majoritairement dans le centre-ville : 14 à Sidi Rached et 24 à Sidi Mabrouk.

CONCLUSION

La *wilaya* et la ville de Constantine renvoient l'image d'un système de soins non seulement dual mais aussi et surtout complexe. L'émergence du secteur privé à la fin des années 1980 s'est accompagnée, comme dans d'autres métropoles algériennes telles Annaba et Oran et comme partout dans le monde, d'une concentration de l'offre de soins et d'un renforcement des inégalités d'accès aux soins.

Parallèlement on note un attachement des populations à leurs structures de soins, comme à l'EPH d'El Bir, qui a vu la réduction de son offre de soins et le projet de sa fermeture annulés suite au mouvement de protestation mené par la population locale malgré la présence d'alternatives à proximité.

Cet exemple nuance les travaux de Bouledroua (2010). Selon lui, le fonctionnement actuel du système de soins algérien contribue au développement de mécanismes formels et informels d'accès aux soins fortement inégalitaires qui se surajoutent aux inégalités déjà constatées au niveau de l'état de santé lui-même. Ces inégalités d'accès aux soins se traduisent par les difficultés qu'éprouvent certaines catégories sociales dans la satisfaction de leurs besoins de santé (de soins) du fait de leur incapacité à mobiliser les ressources économiques nécessaires, mais surtout à mobiliser le capital relationnel qui garantit cet accès à un système de soins plutôt gratuit ou peu coûteux. Tout laisse à penser que ces deux formes d'inégalité d'accès aux soins (par l'argent et par la relation) sont plutôt cumulatives et exacerbent les inégalités sociales en matière de santé.

De même, une première phase d'enquête, menée de décembre 2018 à mars 2019 dans différents lieux de l'agglomération constantinoise et quelques communes périphériques, ne confirme pas une défiance des populations envers le service de santé publique. Si 31 % des personnes affirment avoir recours aux professionnels de la santé dans les cabinets privés, plus de 43 % se dirigent d'abord vers une structure publique (respectivement 23 % vers les établissements publics de soins de proximité (EPSP), 12 % vers les EPH et 8,5 % CHU). Toutefois, près de 17 % des personnes qui ont répondu au questionnaire disent pratiquer l'automédication, ce qui pourrait être interprété certes comme une défiance vis-à-vis du secteur public mais aussi comme un manque de moyens pour accéder au secteur privé.

RÉFÉRENCES

Benlakhlef B., Bergel P., 2019, « Construire trois millions de logements en Algérie (1999-2018). Une politique audacieuse qui oublie les citadins ? », *Métropolitiques* [en ligne : www.metropolitiques.eu/Construire-trois-millions-de-logements-en-Algerie-1999-2018.html].

Bouledroua A., 2010, « L'accès aux soins en Algérie. Éléments pour une problématique sociologique du fait sanitaire », *Revue des sciences humaines*, n° 33, p. 7-16.

Dris-Aït Hamadouche L., 2019, « Algérie 2018. Une mobilisation générale pour une élection particulière », *L'Année du Maghreb*, n° 21, p. 217-230.

Eliot E., 2016, « Une approche spatiale des instruments de l'action publique : l'exemple des réformes du secteur de la santé en Inde », *Annales de géographie*, n° 708, p. 193-212.

Guillermou Y., 2003, « Médecine gratuite ou santé pour tous ? Réflexions sur l'expérience algérienne », *Sciences sociales et santé*, 21(2), p.79-108.

Mobillion V., 2018, « Idéologie et pouvoirs en République démocratique populaire Lao. Enseignements tirés d'une lecture géographique du système de soins », *Cybergeo* [en ligne : journals.openedition.org/cybergeo/29097].

Oufriha F. Z., 1988, « Essai sur le système de soins en Algérie », *Cahiers du CREAD*, n° 13, p. 60-75.

LES AUTEUR·E·S

Chiraz Zeghdar
Université Paris Est – Lab'Urba
nadine_arch04@hotmail.fr

Myriam Baron
UPEC – Lab'Urba
myriam.baron@u-pec.fr

Stéphane Rican
Université Paris Nanterre – Ladyss
srican@parisnanterre.fr

Session L Transitions démographiques et territoires. Perspectives historiques et contemporaines

CO-PORTEUR·E·S
Mélanie BOURGUIGNON,
Yoann DOIGNON,
Thierry EGGERICKX
& JeanPaul SANDERSON
(Centre de recherche en démographie, UCLouvain, Belgique)

Depuis le XVIIIe siècle, une succession de bouleversements sociodémographiques a touché les populations : la mortalité et la fécondité ont fortement diminué, les modèles traditionnels d'union se sont diversifiés avec l'émergence des cohabitations hors mariage et des divorces, la fécondité illégitime a augmenté, la procréation ne s'inscrivant plus obligatoirement dans le mariage, et les mouvements migratoires se sont intensifiés partout.
Des cadres théoriques, comme la première ou la deuxième transition démographique, replacent ces mutations dans un processus où les populations passent d'un régime démographique ancien à un nouveau régime. Les transformations observées depuis le XVIIIe sont principalement expliquées par des mécanismes d'adaptation et de diffusion pour lesquels les dimensions temporelles et territoriales jouent un rôle considérable.
Si les transitions mènent progressivement à une standardisation des comportements sociodémographiques, des différences significatives subsistent entre territoires, aujourd'hui encore, surtout à un niveau local. Les territoires ne commencent pas tous leurs transitions démographiques au même moment, de même que la durée et l'intensité des transitions peuvent varier entre territoires. Ces disparités s'expliqueraient notamment par les caractéristiques économiques, politiques, sociales et environnementales propres à chaque territoire.
Les communications de cette session aborderont les transitions sociodémographiques sous l'angle des territoires, à une échelle agrégée ou désagrégée, et avec une dimension temporelle de ces changements. Elles pourront étudier les raisons de la précocité ou du retard de certains territoires dans le processus de transition ; la diffusion spatiale des transitions ; les (dis-)continuités et (dis-)similitudes des transitions démographiques ; ou encore l'impact des migrations. Les communications pourront également discuter les apports et les limites des théories de transition démographique.

Demographic Transitions and Territories. Historical and Contemporary Perspectives

Since the 18th century, a succession of major socio-demographic changes has affected populations : mortality and fertility have declined sharply, traditional marriage patterns have diversified with the emergence of unmarried cohabitation and divorce; out-of-wedlock fertility has increased since procreation is no longer a necessary part of marriage, and migration movements have intensified around the world.
Theoretical frameworks, such as the first or second demographic transition, situate these changes in a process where populations move from an old demographic regime to a new one. All these transformations are mainly explained in terms of mechanisms of adaptation and diffusion in which the temporal and territorial dimensions play a considerable role.
While transitions gradually lead to a standardisation of socio-demographic behaviours, significant differences remain between territories, even today, especially at the local level. Not all territories begin their demographic transitions at the same time; the duration and intensity of transitions can also vary between territories. These local disparities are primarily explained by the economic, political, social and environmental characteristics specific to each territory.
The papers in this session will address socio-demographic transitions from a territorial perspective, at an aggregate or disaggregated level, and will highlight the temporal dimension of these changes. They will explain the reasons why some territories are pioneers and why some others are stragglers in term of these processes of transition. They will also address issues such as the spatial distribution of transitions, the (dis)

continuity and (dis)similarities between demographic transitions, as well as the impact of migrations. Papers may also include a discussion of the usefulness and limitations of demographic transition theories.

Transiciones demográficas y territorios. Perspectivas históricas y contemporáneas

Desde el siglo XVIII, una sucesión de trastornos sociodemográficos ha afectado a las poblaciones : la mortalidad y la fertilidad han disminuido drásticamente, los modelos tradicionales de unión se han diversificado con la aparición de cohabitaciones no matrimoniales y divorcios, la fertilidad ilegítima ha aumentado, llevando al hecho de que la procreación ya no se inscriba forzosamente en el matrimonio, y los movimientos migratorios se han intensificado en todas partes.

Los marcos teóricos, como la primera o la segunda transición demográfica resitúan estos cambios en un proceso en el que las poblaciones pasan de un antiguo régimen demográfico a uno nuevo. Las transformaciones observadas desde el siglo XVIII se explican principalmente por mecanismos de adaptación y difusión para los cuales las dimensiones temporales y territoriales juegan un papel considerable.

Si bien las transiciones conducen progresivamente a una estandarización del comportamiento sociodemográfico, aún existen diferencias significativas entre los territorios, hoy todavía, sobre todo al nivel local. Los territorios no comienzan todas sus transiciones demográficas al mismo tiempo, así como la duración e intensidad de las transiciones pueden variar entre territorios. Estas disparidades podrían explicarse en particular por las características económicas, políticas, sociales y ambientales específicas de cada territorio.

Los trabajos de esta sesión analizarán las transiciones sociodemográficas en términos de territorios, en una escala agregada o desagregada, y con una dimensión temporal de estos cambios. Podrán estudiar las razones de la precocidad o demora de ciertos territorios en el proceso de transición; la difusión espacial de transiciones; las (dis-)continuidades y (dis)similitudes de las transiciones demográficas; o el impacto de las migraciones. Los trabajos también discutirán las contribuciones y limitaciones de las teorías de transición demográfica.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Bonneuil N., 1997, *Transformation of the French demographic landscape, 1806-1906*, Oxford–New York, Clarendon Press–Oxford University Press.

Casterline J. B. (dir.), 2001, *Diffusion Processes and Fertility Transition: Selected Perspectives*, Washington DC, National Academy Press.

Coale A. J., Cotts Watkins S., 1986, *The Decline of Fertility in Europe*, Princeton, Princeton University Press.

Cleland J., Wilson C., 1987, "Demand Theories of the Fertility Transition: An Iconoclastic View", *Population Studies,* 41(1), p. 5-30.

Knodel J., van de Walle E., 1979, "Lessons from the Past : Policy Implications of Historical Fertility Studies", *Population and Development Review,* 5(2), p. 217-245.

Lesthaeghe R., Lopez-Gay A., 2013, "Spatial Continuities and Discontinuities in Two Successive Demographic Transitions: Spain and Belgium, 1880-2010", *Demographic Research*, 28(4), p. 77-136.

Lesthaeghe R., Neels K., 2002, "From the First to the Second Demographic Transition: An Interprétation of the Spatial Continuity of Demographic Innovation in France, Belgium and Switzerland", *European Journal of Population,* 18(4), p. 325-360.

Notestein F. W., 1945, "Population: The Long View", *in* P. T. Schultz (dir.), *Food for the World*, Chicago, University of Chicago Press, p. 36-57.

Van de Kaa D., Lesthaeghe R., 1986, "Twee demografische transities?", *in* D. Van de Kaa & R. Lesthaeghe (dir.), *Bevolking : groei en krimp*, coll. "Mens en maatschappij", n° 61, Deventer, Van Loghum Slaterus, p. 9-24.

Vitali A., Aassve A., Lappegård T., 2015, "Diffusion of Childbearing within Cohabitation", *Demography,* 52(2), p. 355-377.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Roxana ARANA, Lisa DILLON, Francisco ZAMUDIO, Alejandro MURUA – *The Mexican Demographic Transitions (1930-1970-2015) : Analysis of Socioeconomic and Cultural Factors*

– Mélanie BOURGUIGNON, Yoann DOIGNON, Thierry EGGERICKX, Jean-Paul SANDERSON, Rafael COSTA – Les dynamiques spatiales des mutations démographiques en Belgique depuis le XIXe siècle : quelles permanences géographiques entre la première et la seconde transition démographique ?

– Sandra BRÉE – Relire l'histoire des divorces en France à l'aune des territoires (1884-1952)

– Blandine DESTREMAU – Vieillissement et transition démographique à Cuba : politiques publiques, territoires et générations
– Luc GUIBARD, Romain LECONTE, Pierre PISTRE – Une transition mobilitaire dans les trajectoires de vie ? Exploration spatio-temporelle du couple lieu de naissance / lieu de décès en France métropolitaine (1970-2019)
– Olinca PÁEZ – *Regions in México Based on Marital and Reproductive Trajectories*

AUTHORS
Roxana ARANA,
Lisa DILLON,
Francisco ZAMUDIO,
Alejandro MURUA

The Mexican Demographic Transitions (1930-1970-2015): Analysis of Socioeconomic and Cultural Factors

ABSTRACT
Mexico's demographic transition is generally described as "late and fast". Mexico is a very diverse country, so it is difficult to believe that there is only one model of demographic transition. This research presents an analysis of the family socioeconomic level, the rurality and the indigeneity as factors explaining the decline in fertility. A disaggregated analysis was conducted using microdata from three censuses (1930, 1970 et 2015), these years representing the three stages of the classic demographic transition model. The results show that the country has followed the classic transition pattern. However, there are distinctions between states and municipalities, underlining that the fertility decline has occurred at different times and with different intensities. Finally, the indigenous population tells its own story of demographic transition, both over time and over space.

KEYWORDS
Demographic transition, Historical demographics, Mexico, Socioeconomic factors, Indigenous people

RÉSUMÉ
La transition démographique du Mexique est généralement décrite comme « tardive et rapide ». Le Mexique étant un pays très diversifié, il est donc difficile de croire qu'il n'existe qu'un seul modèle de transition démographique. Cette recherche présente une analyse du niveau socio-économique de la famille, la ruralité et de l'indigénisme comme facteurs expliquant la baisse de la fécondité, réalisée à l'aide de microdonnées de trois recensements (1930, 1970 et 2015) qui représentent les trois étapes du modèle classique de transition démographique. Les résultats montrent que le pays a suivi le schéma de transition classique. Toutefois, il existe des distinctions entre les états et les municipalités soulignant que la baisse de la fécondité s'est produite à des moments différents et avec des intensités différentes. Enfin, la population indigène raconte sa propre histoire de la transition démographique, à la fois dans le temps et dans l'espace.

MOTS CLÉS
transition démographique, démographie historique, Mexique, facteurs socio-économiques, population autochtone

RESUMEN
La transición demográfica de México es descrita de manera general como "tardía y rápida". México es un país megadiverso y por ende es difícil creer que sólo exista un modelo de transición demográfica. Esta investigación presenta un análisis del nivel socioeconómico de la familia, la ruralidad y el indigenismo como factores que explican el declive de la fecundidad. Se realizó un análisis desagregado con los microdatos de tres censos : 1930, 1970 y 2015, que representan las tres etapas del modelo clásico de transición demográfica. Los resultados muestran que el país siguió el esquema clásico de transición. Sin embargo, existen distinciones entre los estados y municipios, estas distinciones han provocado que el declive de la fecundidad se haya desarrollado en distintos tiempos y con intensidades distintas. Finalmente, la población indígena cuenta su propia transición demográfica, tanto en tiempo como espacio.

PALABRAS CLAVES
Transición demográfica, demografía histórica, México, factores socioeconómicos, población indígena.

INTRODUCTION

In Mexico, the demographic transition is described as "late and fast", as it is one of the last countries in America that have initiated it, and one of the countries where this process took place the most rapidly. The intense drop in the mortality rate and the permanence of a high fertility rate for 40 years caused the population to double three times in less than a century (Véron, 1995). Although this population explosion caused concern in the late 1970s, Mexico is now very close to the replacement rate. Demographers argue that modernisation and the implementation of rigid demographic policies caused the transition to unfold in this way. However, although the national scenario is clear, Páez and Zavala-Cosío (2017) indicate that the process should be described in more detail. Thus, it is necessary to consider internal distinctions, such as traditions, cultural contexts and especially social inequalities, implying that the transition in Mexico is different for each region of the country, between different socioeconomic strata and across generations. Mier y Terán and Rabell (1993) believe that at least two major dynamics can be identified: Urban societies that have followed the classic pattern of modernisation (Notestein, 1945), and traditionalist societies on which public policies imposed the family planning model.

Education and socioeconomic levels have been related to the decline of fertility, as shown in several European countries (Dribe *et al.*, 2014). However, researchers insist on the importance of more detailed research in Latin American countries to consider the different stages of the demographic transition (Fieder *et al.,* 2011). Several studies analyse the determinants of the demographic transition in Mexico from a historical perspective, mostly on the period 1960-2000 and based on census data at the national and state levels. The main limitation for conducting disaggregated research has been the availability of data (especially from 1930) and the complexity to manage census microdata. We go back to the 1930 Census to describe the first stage of the demographic transition; then we use the microdata to do the household level analysis.

Mexico has changed dramatically during the 20th century: Its vast territory and great cultural diversity complicate the analysis of the factors that encouraged the fertility decline. Inspired by the work of Coale & Watkins (2017), we decided to explore these factors and their relationship with fertility in different geographical and cultural contexts. Thus, this research carries an analysis in three times that we have considered representative of the three phases of Notestein's 1945 classical demographic transition: 1930, 1970 and 2015. The main objective is to determine the relationship between socioeconomic and cultural factors with the change in Mexican women's reproductive behaviour. We studied these factors at three territorial levels: national, state and municipal, in order to describe the Mexican demographic transition from a historical, geographical and demographic perspective.

Finally, our results indicate that the national context does indeed fit the classic model of transition, i.e. a process of urbanisation and economic growth determine fertility decline. However, we also found that the indigenous population dynamics differ in terms of the time it took to begin and to complete its demographic transition. Also striking are the significant differences between states, which are due both, to the speed of change from rural to urban society, and to the change in the socioeconomic level of its inhabitants. Municipal analyses show that the socioeconomic factor has a negative influence on fertility.

1. METHODOLOGY

The population under study is married women aged 15 to 49. As a measure of the birth rate, we use the number of own children under 5 living in the household. We first proceeded with a descriptive analysis before running Poisson regressions to determine the influence of socioeconomic variables on women's fertility.

1.1 Data and Time

In this research, we used 10% of the microdata from the 1930 Mexican Population Census from the National Institute of Statistics and Geography of Mexico (INEGI) (Zamudio *et al.*, 2015), 1% of the microdata from the 1970 census, and 10% of the microdata from the 2015 intercensal survey; these last two bases were obtained from International Minnesota Population Center (IPUMS, 2018). Its website has uploaded the census from more than 98 countries around the world with the aim of preserving, documenting, harmonising and disseminating data, As a result, we were able to make a long-term cross-sectional comparative analysis.

1.2 Demographic Variables

The independent variables exploited in the analysis are the mother's age, indigeneity, which is measured by family, and rurality that was calculated at municipality level. We use *InSoc* as a measure of the family's socioeconomic status, a weighted average calculated by family that integrates six subindexes: proportion of

family members employed, occupational sector[1], family dependency, average age of the family, family's real estate properties, and literacy of each member in the family. The range of this index is [0.1,]; a value close to 1 indicates better economic conditions, and a value close to 0 worse economic conditions. The *InSoc* was an index proposed by Zamudio Sánchez *et al*. (2018) and for this research we adjust the weights of each subindex in order to make comparisons between the three years analysed.

1.3 Territory

We conducted a national analysis and then focused on two states that are representative of certain realities: The state of Mexico, characterised by its mostly urban and non-indigenous population; on the contrary, the state of Chiapas is characterised by its high percentage of rural and indigenous populations. We then focused on four municipalities in each state with the following characteristics: 1) rural-indigenous, 2) rural-non indigenous, 3) urban-indigenous, and 4) urban-non indigenous.

2. RESULTS

We present the picture of the population at the three studied moments by a descriptive analysis and the analysing of coefficients from the Poisson regression to summarise the direction and intensity of the socioeconomic factors on fertility.

2.1 Descriptive Analysis

The results of table 1 describe the women's families in our sample. We can see that the indicator of socioeconomic levels (*InSoc*) ranged from 0.31 to 0.49, which represents an increase of 60% in socioeconomic conditions in the 1930-1970 period. Between 1970 and 2015, it changes from 0.49 to 0.63, an increase of 29%. On the other hand, the population under study in 1930 is mostly rural (78%) and 24% indigenous. In 1970, the rural population decreased significantly, standing at 42%, and in 2015 it remained almost the same (44%). It is important to remember that the analysed sub-population is women of reproductive age, and the figures are close to the Mexican population.

The average number of own children under 5 in 1930 was 0.86 children/woman; in 1970 it grew by 24% to reach 1.07; finally, it fell by 54% in 2015 (0.48 children/woman). This pattern is generally preserved in ethnic, rural, and urban sub-populations.

Table 1. Descriptive results by year for Mexican women aged 15 to 49.

	1930	1970	2015
N (women)	201,747	72,786	2,042,383
InSoc	0.31	0.49	0.63
Rural	78%	42%	44%
Indigenous	24%	9%	16%
Own children under 5			
National	0.86	1.07	0.48
Indigenous	0.80	0.88	0.63
Non-indigenous	0.88	1.09	0.45
Rural	0.88	1.11	0.54
Urban	0.80	1.04	0.43

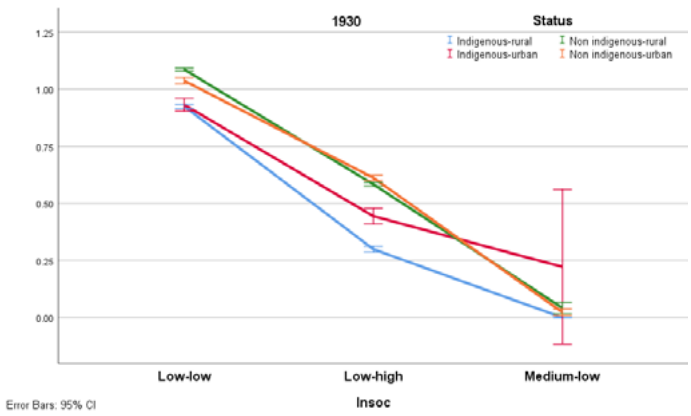
2.2 Fertility, Socioeconomic Level and Indigenous Population

In figure 1, we observe two situations: The first underlines that fertility is negatively related to socioeconomic levels; the second situation refers to the fact that in 1930 and 1970, while the fertility of non-indigenous women is higher than that of indigenous women, this pattern is inverted in 2015. This helps us understand why the indigenous population has lost its presence in recent years.

1 Production sectors: primary (agriculture, farming and fishing), secondary (manufacturing) and tertiary (services).

Figure 1. Number of own children under 5 per women, by socioeconomic levels
Note: In 1930 and 1970 the medium-high level is not shown, because there are very few observations.

Figure 2. Number of own children under 5 by *InSoc* and status



2.3. Interaction Analysis

The results of the regression model in table 2 show that the triple interaction for 1930 is significant: As *InSoc* grows, fertility decreases, this negative effect will be smaller for non-indigenous-urban women than for indigenous-rural women. As the interactions are significant, it is necessary to discount the effect associated with the interactions. Then, since the analysis in this table is dynamic, the interpretation of regression coefficients has to be done by fixing the level for each dichotomy variable (rurality and indigeneity), so that we have four different combinations. The effect associated to each coefficient depends of theses combinations. Figure 2 enables us to understand this pattern.

In 1970, the interactions are not significant; then the non-indigenous urban women had more children than indigenous-rural women. In all cases, *InSoc* is significant, i.e. the socioeconomic level is inversely related to the number of children in the household. Its value indicates that, for example, in 1930, the number of children is more affected by the increase in socioeconomic status (-4.97) than in 2015 (-2.23); and that in 1970 was less important for women's fertility (-1.54).

2.4. Fertility by Territory and Over Time

Beyond the difficulty of interpreting the results, we also face that of analysing the phenomenon in the different regions and over time. Table 3 shows the descriptive results for the states of Chiapas and state of Mexico, where there are currently two very different realities, although this has not always been the case. In 1930, both rurality and indigenous were very similar in both places, therefore the number of children was very similar. However, in 2015, the rural population was drastically reduced in the state of Mexico (from 92% to 29%); the same happened with its indigenous population, dropping from 35% to only 3%. At the same time, Chiapas also reduced its rural population, but to a lesser degree, with a change in proportion from 88% to 65%; as for its indigenous population, from 32% to 23%.
The change in the population composition in the state of Mexico promoted the increase in fertility in 1970.

Table 2. Estimated Poisson's regression coefficients

	1930	Std. Error	1970	Std. Error	2015	Std. Error
Intercept	-0.80	-3.07	-3.07	0.0190	-1.60	0.02
Age	0.15	0.27	0.27	0.01	0.23	0.00
Age2	-0.003	-0.01	-0.005	0.0	-0.005	0.000
Non-indigenous	-0.25	0.36	0.36	0.01	-0.04	0.01
Urban	-0.33	0.27	0.27	0.02	-0.14	0.02
lnSoc	-4.97	-1.54	-1.54	0.02	-2.23	0.02
Non-indigenous:urban	0.23	-0.03			-0.07	0.02
Non-indigenous:lnSoc	2.14	0.06				0.00
Urban: lnSoc	1.73	-0.01			0.61	0.04
Non-indigenous:urban:lnSoc	-1.29	-0.25			0.09	0.04
Deviance	0.92		0.99		0.69	
Omnibus test	0.0		0.0		0.00	
Akaike's Information Criterion (AIC)	449,751		179,699		3,092,028	

Note: Only significant coefficients under 5% error are shown.

Although this effect was not expected, we think that in 1970 women were more willing to have children, regardless of their socioeconomic status. In 2015 we notice a dramatic reduction in fertility in all categories in both states, however, smaller in Chiapas where women have an average of 0.81 compared to 0.57 children in the state of Mexico.

Table 3. Descriptive results for the states of Mexico and Chiapas

	Rurality			**Indigenous**		
	1930	1970	2015	1930	1970	2015
State of Mexico						
% population	92%	37%	29%	35%	7%	3%
Children	0.91	1.15	0.49	0.88	0.95	0.57
Chiapas						
% population	88%	73%	65%	32%	25%	23%
Children	0.94	0.99	0.71	0.84	0.89	0.81
	Urban			Non-indigenous		
	1930	1970	2015	1930	1970	2015
Children						
State of Mexico	0.89	1.15	0.38	0.72	0.81	0.50
State of Chiapas	0.89	0.85	0.51	0.84	0.86	0.54

Note. The proportions of urban & non-indigenous populations are the complement of rural & indigenous populations.

In table 4, we show the number of own children under 5 and on the *lnSoc* index. Each municipality represents one "status" in 1930. We observe that realities change over time due to industrialisation and the reduction of the indigenous population. Thus, in 1930, the *lnSoc* coefficient of Acambay is -4.6 and that of Ocosingo is -5.6: The average number of children in Acambay is higher than in Ocosingo. On the other hand, if we look

2015 and compare Zumpango and Tuxtla, we see that the coefficients are very similar (respectively -1.7 and -1.8), with a similar number of children (0.4).

Table 4. Estimated Poisson's regression coefficients

		Children			Coefficient *InSoc*			
	Status in 1930	1930	1970	2015	1930	1970	2015	Status in 2015
State of Mexico								
Acambay	**Rural-indigenous**	0.94	0.88	0.51	-4.6	0.3	-1.8	Rural non-indigenous
Ecatepec	**Rural non-indigenous**	0.97	1.22	0.34	-3.9	-1.5	-1.8	Urban non-indigenous
Jatlaco	**Urban-indigenous**	1.03	0.46	0.45	-6.0	1.9	-1.2	Urban non-indigenous
Zumpango	**Urban non-indigenous**	0.80	1.16	0.40	-3.9	-1.0	-1.7	Urban non-indigenous
Chiapas								
Ocosingo	**Rural-indigenous**	0.73	1.02	0.81	-5.6	-1.6	-2.1	Rural-indigenous
San Cristobal	**Rural non-indigenous**	0.88	1.07	0.48	-2.3	-1.4	-1.9	Urban-indigenous
Las Rosas	**Urban-indigenous**	0.80	1.00	0.56	-3.2	-1.1	-1.6	Urban non-indigenous
Tuxtla Gtz.	**Urban non-indigenous**	0.81	0.85	0.43	-2.8	-1.5	-1.8	Urban non-indigenous

Note: Each coefficient is derived from a Poisson regression which model is: number of children under 5 = int, age, age2, InSoc+e.
All coefficients are significant under 5%.

CONCLUSIONS AND DISCUSSION

There are at least four initial dynamics in the demographic transition in Mexico: rural-indigenous, urban-indigenous, urban-non indigenous and rural-non indigenous. These dynamics and families' socioeconomic level determine the average number of children in the household.

The negative relationship between socioeconomic level with fertility was clearly characterised at all geographical levels. However, its impact differs by years and by municipalities.

Indigenous women are less influenced by socioeconomic level than non-indigenous women in 2015, which means that they are less sensitive to the reduction of their fertility as to their socioeconomic level increase. However, this relationship was inverse from 1930 to 1970.

This research is the first to consider the starting point of Mexico's demographic transition in 1930, and therefore provides unprecedented details of this process. We believe that it is a valuable contribution to the demographic characterisation of the Mexican population. However, we recognise that an exhaustive characterisation of all the municipalities in the country is still necessary, this work will be presented in an upcoming research. It is also necessary to add elements that provide more information about infant mortality, which may be responsible for the loss of children in the poorest households in the first stages of the transition and in the most disadvantaged populations.

REFERENCES

Coale A. J., Watkins S. C., 2017, *The Decline of Fertility in Europe*, Princeton, Princeton University Press.

Dribe M., Oris M., Pozzi L., 2014, "Socioeconomic Status and Fertility Before, During, and After the Demographic Transition: An Introduction", *Demographic Research*, S14, n. 7, p. 161-182 [online: doi.org/10.4054/DemRes.2014.31.7].

Fieder M., Huber S., Bookstein F. L., 2011, "Socioeconomic Status, Marital Status and Childlessness in Men and Women: An Analysis of Census Data From Six Countries", *Journal of Biosocial Science*, 43(5), p. 619-635 [online: doi.org/10.1017/S002193201100023X].

Mier y Terán M., Rabell C., 1993, "Inicio de la transición de la fecundidad en México. Descendencias de mujeres nacidas en la primera mitad del siglo XX", *Revista Mexicana de Sociología*, 55(1), p. 41-81 [online: doi.org/10.2307/3540995].

IPUMS (International Minnesota Population Center), 2018, *Integrated Public Use Microdata Series, International. Version 7.1 [Mexico 1970, 2015]*, Minneapolis [online: doi.org/10.18128/D020.V7.1].

Notestein F., 1945, "Population: The long view", *in* T. W. Schultz (ed.), *Food for the world*, Chicago, University of Chicago Press, p. 36-56.

Páez O., Zavala de Cosío M. E., 2017, "Tendencias y determinantes de la fecundidad en México: Las desigualdades sociales", *in* M.-L. Coubès, P. Solís and M. E. Z. Cosío (eds.), *Generaciones, cursos de vida y desigualdad social,* vol. 1, México, Colegio de México–Colegio de la Frontera Norte, p. 45-76 [online: halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01547857].

Véron J., 1995, « Cosio-Zavala (Maria-Eugenia). Changements de fécondité au Mexique et politiques de population », *Population*, 50(3), p. 879-880 [online: www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1995_num_50_3_6009].

Zamudio F. J., Arana R., Cosmes W., Cortés J., 2015, "Análisis de los microdatos del censo de 1930 : A 80 años del México posrevolucionario", *Realidad, datos y espacio*, n. 3, p. 24-43 [online: rde.inegi.org.mx].

Zamudio Sánchez F. J., Cosmes Martínez W., Arana Ovalle R. I., Andrade Barrera M. A., Becerril González G., Rodríguez Esparza L. J., 2018, "Una estratificación socioeconómica para comparar dos momentos del desarrollo en México : 1930-2010", *Economía Sociedad y Territorio*, n. 56, p. 259-289 [online: doi.org/10.22136/est0982].

THE AUTHORS[2]

Roxana Arana
Université de Montréal (Canada)
roxana.ivette.arana.ovalle@umontreal.ca

Lisa Dillon
Université de Montréal (Canada)
ly.dillon@umontreal.ca

Francisco Zamudio
Universidad Autónoma Chapingo (Mexico)
ac1082@chapingo.mx

Alejandro Murua
Université de Montréal (Canada)
murua@dms.umontreal.ca

2 Authors come from a multidisciplinary backgroung : historical demography, social statistics and social networking statistics.

Les dynamiques spatiales des mutations démographiques en Belgique depuis le XIXe siècle : quelles permanences géographiques entre la première et la seconde transition démographique ?

AUTEUR·E·S
Mélanie BOURGUIGNON,
Yoann DOIGNON,
Thierry EGGERICKX,
Jean-Paul SANDERSON,
Rafael COSTA

RÉSUMÉ
À l'instar de la plupart des pays occidentaux, la Belgique a connu deux vagues majeures de transformations démographiques. La première est la transition de la fécondité au XIXe siècle et la deuxième est relative aux mutations contemporaines des comportements familiaux. La littérature a montré que ces deux processus se propagent dans l'espace en suivant un modèle de diffusion spatiale. Cette communication propose d'étudier les similarités et les différences des schémas géographiques de la première transition de la fécondité et de la seconde transition démographique en Belgique. Nous choisissons le niveau géographique des communes pour décrire le schéma géographique avec précision. Pour cela, nous cartographierons la transition de la fécondité depuis 1840 et la propagation des naissances hors mariage depuis la fin des années 1960. Pour la fécondité, nous calculerons des indicateurs de fécondité légitime à partir des statistiques du mouvement de la population et de l'état civil, et des recensements de population. Pour les naissances hors mariage, nous utiliserons les données de l'état civil.

MOTS CLÉS
transition de fécondité, seconde transition démographique, diffusion spatiale, naissance hors mariage

ABSTRACT
Like most Western countries, Belgium has experienced two major waves of demographic change. The first one is the fertility transition that was initiated during the 19th century, and the second one is related to contemporary changes in family behaviours. The literature has shown that these two processes are spatially propagated according to a spatial diffusion model. This paper proposes to study the similarities and differences in the geographical patterns of the first fertility transition and the second demographic transition in Belgium. We choose the geographical level of the municipalities to describe the geographical pattern accurately. In order to do so, we will map the fertility transition since 1840 and the spread of births out-of-wedlock since the late 1960s. For fertility, we will calculate indicators of legitimate fertility from Population Movement and Vital Statistics and population censuses. For births out-of-wedlock, we will use data from the civil registers.

KEYWORDS
Fertility transition, Second demographic transition, Spatial diffusion, Birth out-of-wedlock

Depuis le XIXe siècle, les composantes démographiques ont largement évolué en Belgique, comme dans la plupart des pays occidentaux. La mortalité a diminué, devenant progressivement l'affaire des personnes de plus en plus âgées. En Belgique, vers 1840, un individu pouvait espérer vivre un peu plus de 40 ans, environ 50 ans au début du XXe siècle, 60 ans vers 1940, 70 ans vers 1960, un peu plus de 80 ans depuis 2010 (*Human Mortality Database*). Ces évolutions résultent de transformations sanitaires et épidémiologiques, du fait notamment de l'amélioration de l'hygiène publique et des progrès médicaux.
Dans le même temps, la fécondité des couples a largement évolué : à l'échelle belge, une femme donnait naissance à 4,5 enfants en 1866, contre à peine plus de 2,2 en 1930 et 1,5 vers 1985 (Eggerickx *et al.*, 2016). Actuellement, une femme donne en moyenne naissance à 1,8 enfant, soit un niveau inférieur à celui requis pour assurer le renouvellement des générations (fixé à 2,1 enfants par femme).
Les schémas de nuptialité ne sont pas en reste. De 1850 jusqu'à la fin de la première moitié du XXe siècle, on assiste à un relâchement de la contrainte malthusienne, qui se traduit par le passage d'une nuptialité tardive

et non universelle à une nuptialité nettement plus précoce et plus universelle (Lesthaeghe, 1977). Désormais, le mariage n'est plus l'unique moyen de contrôle de fécondité, l'apparition de moyens de contraception efficaces libérant progressivement les couples du joug du mariage comme moyen de réduire leur exposition au risque de fécondité (*ibid.*).

Depuis les années 1960, les démographes mesurent l'émergence de comportements très minoritaires jusque-là, notamment l'apparition progressive de la cohabitation et de la fécondité hors mariage, l'augmentation de la divortialité, la diminution des remariages, le report de l'âge au premier mariage et/ou au premier enfant.

Les évolutions démographiques décrites ci-dessus s'inscrivent dans les processus de première transition démographique (pour l'évolution de la mortalité et de la fécondité) et de la deuxième transition démographique[1] (pour les comportements familiaux). Dans la littérature, ces deux processus sont relativement bien documentés. Depuis le XIXe siècle, la fécondité est devenue l'affaire exclusive des couples qui ont davantage axé leurs comportements sur une taille plus réduite de leur descendance finale et une maîtrise généralisée de leur destin génésique. Leurs motivations relèvent aussi bien de la sphère socio-économique (amélioration globale du niveau de vie, progrès technologiques, nouvelle organisation du travail rendant superflu le travail des enfants et ouvrant de nouvelles perspectives professionnelles aux femmes…) que de la sphère socio-culturelle (rationalisation, individualisation, consumérisme, développement des systèmes d'instruction, sécularisation de la société…) (Van Bavel, 2010).

Plus généralement, ces transformations sont principalement expliquées par des mécanismes d'adaptation et de diffusion. Si, depuis le XIXe siècle, les couples ont progressivement modifié leurs modes de vie, c'est notamment pour faire face et s'adapter à des nouveaux modes socio-économiques de fonctionner (mécanisme d'adaptation). Une autre vision pour expliquer ces changements suggère que ces nouveaux comportements démographiques ont été initialement adoptés par une frange restreinte de la population, puis se sont ensuite diffusés et généralisés à l'ensemble de la population (mécanisme de diffusion) (Bocquet-Appel & Jakobi, 1998). Bien entendu, aucun des deux mécanismes (adaptation et diffusion) n'explique à lui seul la transition de la fécondité, mais les deux sont complémentaires.

Concernant la seconde transition démographique, la littérature porte principalement sur les déterminants des mutations contemporaines du comportement familial, qu'ils soient économiques, culturels, ou les relations de genre (Zaidi & Morgan, 2017). En revanche, les études sur sa dimension géographique sont moins fréquentes, même si quelques-unes mettent en évidence des mécanismes de diffusion spatiale (Vitali *et al.*, 2015).

1. OBJECTIF, QUESTIONNEMENTS ET BREF ÉTAT DES THÉORIES

L'objectif de cette communication est d'apporter une lecture transversale aux processus de transition de la fécondité et de seconde transition démographique. Nous nous concentrerons plus particulièrement sur les schémas géographiques de ces deux transitions, c'est-à-dire la façon dont ces mutations démographiques se sont propagées dans l'espace. Puisque les deux transitions semblent suivre un processus de diffusion spatiale, analyser les schémas géographiques revient à identifier les territoires précurseurs, les directions de la diffusion et les territoires résistants.

Cette communication tentera de répondre à la question suivante : quelles sont les similarités et les différences des schémas géographiques de la transition de la fécondité et de la seconde transition démographique en Belgique, processus distants de plus de 100-150 ans ?

Des travaux ont montré que les territoires précurseurs et résistants étaient les mêmes en Belgique pour les deux transitions (Lesthaeghe & Neels, 2002). Cependant, ces travaux ont été menés à un niveau géographique plus agrégé (les arrondissements belges) et insistaient plus sur la continuité spatiale que sur la dynamique temporelle des processus. Notre hypothèse reste conforme à ces résultats agrégés : malgré des processus qui touchent des composantes démographiques différentes et qui surviennent à des périodes relativement éloignées, les caractéristiques des schémas géographiques de ces deux transitions sont similaires et les mécanismes de diffusion à l'œuvre ne diffèrent pas fondamentalement.

Les aspects temporels et spatiaux sont particulièrement importants dans le cadre de cette communication, puisque nous cherchons à retracer les évolutions démographiques sur le temps long (1840-2010), à une échelle géographique fine (les communes) pour caractériser le schéma géographique de ces deux transitions démographiques.

1 Le concept de deuxième transition démographique, théorisé par Van de Kaa et Lesthaeghe (1986), est une dénomination qui a largement été discutée et critiquée depuis.

2. DONNÉES ET MÉTHODES

En Belgique, l'arsenal d'outils statistiques est relativement bien développé, surtout depuis le début du XIXe siècle, et permet une approche de la fécondité et des comportements d'unions relativement détaillée, y compris dans leur dimension spatiale. Les indicateurs mobilisés dans le cadre de nos analyses seront reconstitués à l'échelle fine des communes belges et sur le temps long, dans le but de saisir l'ensemble des processus de transition, de l'émergence de ces comportements dans les territoires précurseurs à la généralisation du processus à l'ensemble du territoire. Encore aujourd'hui, la pertinence de distinguer la première de la seconde transition fait débat. En effet, certains perçoivent une continuité dans les changements et rassemblent ces mutations en un seul et même processus (certains vont jusqu'à réfuter l'existence d'une « seconde » transition), tandis que d'autres insistent sur l'importance de les distinguer conceptuellement. Notre présentation n'aura pas la prétention de clore ce débat, mais questionner les régularités spatiales (et les différences) entre les deux processus y apportera une contribution utile.

Il est évident qu'au-delà de la discussion sur la (dis-)continuité spatiale des comportements et des changements, les évolutions qui se produisent au XIXe siècle sont radicalement différentes de celles de la seconde moitié du XXe siècle. Les mutations observées entre 1820 et 1910 en Belgique concernent essentiellement le déclin de la fécondité légitime, tandis qu'après 1950 elles concernent davantage les comportements d'union, en particulier le fait de légitimer ou non sa descendance finale dans le cadre du mariage. Les indicateurs mobilisés pour les deux périodes ne seront donc pas les mêmes.

La première transition traduit un mouvement de baisse de la fécondité, avec un contrôle de plus en plus fort des couples sur leur propre fécondité. À cet égard, l'indicateur de fécondité légitime (Ig) mis au point par Coale (1965) est particulièrement intéressant. Il illustre le rapport entre le nombre de naissances légitimes observées et celui que l'on observerait (parmi les femmes mariées) si la fécondité était non contrôlée (avec la fécondité des Huttérites[2] utilisée comme référent de fécondité non contrôlée). À partir des données disponibles, cet indicateur peut être calculé pour une période d'environ un siècle (1840-1930) au niveau des communes belges[3]. Plus sa valeur est faible, plus la fécondité est contrôlée par les couples. Ainsi, sa reconstitution à intervalles réguliers pour la période 1840-1930 nous permettra de caractériser le schéma de la diffusion spatiale du processus avec, en particulier, la possibilité d'identifier les territoires où le contrôle de la fécondité a émergé, les directions de la diffusion spatiale et les territoires ayant résisté plus longtemps au changement.

La deuxième transition traduit quant à elle un changement dans les comportements d'unions. Nous choisissons d'étudier les naissances hors mariage, que nous cartographierons pour la période 1960-2010 au niveau des communes belges, afin d'identifier, de la même manière, les caractéristiques du schéma géographique. Du point de vue des sources de données, les indicateurs Ig nécessitent de disposer du nombre observé de naissances légitimes par commune, issu des statistiques du mouvement de la population et de l'état civil publiées année après année, ainsi que de structures-types par âge des femmes mariées que les recensements de population publient à intervalles réguliers. Pour l'indicateur de la seconde transition démographique, nous utiliserons le nombre de naissances hors mariage compilé à partir des bulletins de naissances, disponible au niveau des communes.

3. RÉSULTATS ATTENDUS

Notre question de recherche sera abordée à travers la cartographie. Ainsi, nous établirons une cartographie diachronique des deux transitions, à partir de laquelle nous décrirons et caractériserons les schémas géographiques. Le niveau communal sera utile puisqu'il permettra de distinguer deux types de diffusion : la diffusion par contiguïté et la diffusion hiérarchique à travers la hiérarchie urbaine (Saint-Julien, 2007). Si les processus se déroulent sur des durées plus ou moins longues, nous nous attendons par contre à ce que les territoires précurseurs et résistants, ainsi que les directions de la diffusion spatiale, soient les mêmes pour les deux vagues de transformations démographiques. De la même façon, nous nous attendons à ce que la hiérarchie urbaine soit un canal de diffusion, où l'innovation se propagerait des plus grandes villes (Bruxelles, Charleroi, Liège, Anvers) vers les villes de rang inférieur.

RÉFÉRENCES

Bocquet-Appel J.-P., Jakobi L., 1998, "Evidence for a Spatial Diffusion of Contraception at the Onset of the Fertility Transition in Victorian Britain", *Population*, 10(1), p. 181-204 [en ligne : doi.org/10.2307/1534621].

2 Les Huttérites sont une secte d'Amérique du Nord ; elle se caractérise par la « fécondité naturelle » probablement la plus élevée jamais observée dans une population.

3 La reconstitution de cet indicateur à une échelle géographique aussi désagrégée que la commune nécessite toutefois de poser l'hypothèse que les structures par âge des femmes mariées observées à l'échelle des provinces (1846 et 1856) ou des arrondissements est également applicable à l'échelle des communes belges.

Coale A.J., 1965, "Factors Associated with the Development of Low Fertility : An Historic Summary", *World Population Conference, vol. II*, New York, Nation unies, p. 205-209.
Eggerickx T., Brée S., Bourguignon M., 2016, «Transition de fécondité et évolutions économiques du XVIIIe au XXIe siècle », *Revue belge d'histoire contemporaine,* XLVI(3/4), p. 46-74.
Lesthaeghe R., 1977, *The Decline of Belgian Fertility, 1800-1970*, Princeton, Princeton University Press.
Lesthaeghe R., Neels K., 2002, "From the First to the Second Demographic Transition: An Interpretation of the Spatial Continuity of Demographic Innovation in France, Belgium and Switzerland", *European Journal of Population*, 18(4), p. 325-360 [en ligne : doi.org/10.1023/A:1021125800070].
Saint-Julien T., 2007, "The Process of Spatial Diffusion and Modeling Change", *in* L. Sanders (dir.), *Model in Spatial Analysis*, London, ISTE, p. 127-157.
Van Bavel J., 2010, "Subreplacement Fertility in the West Before the Baby Boom: Past and Current Perspectives", *Populations Studies*, 64(1), p. 1-18.
Van de Kaa D., Lesthaeghe R., 1986, "Twee demografische transities?", *in* R. Lesthaeghe et D. van de Kaa (dir.), *Bevolking* : *groei en krimp,* Deventer, Van Loghum Slaterus, p. 9-24.
Vitali A., Aassve A., Lappegård T., 2015, "Diffusion of Childbearing within Cohabitation", *Demography*, 52(2), p. 355-377 [en ligne : doi.org/10.1007/s13524-015-0380-7].
Zaidi B., Morgan S. P., 2017, "The Second Demographic Transition: A Review and Appraisal", *Annual review of sociology*, n° 43, p. 473-492 [en ligne : doi.org/10.1146/annurev-soc-060116-053442].

LES AUTEUR·E·S

Mélanie Bourguignon
UCLouvain, Belgique
Centre de recherche en démographie
melanie.bourguignon@uclouvain.be

Yoann Doignon
UCLouvain, Belgique
Centre de recherche en démographie
yoann.doignon@uclouvain.be

Thierry Eggerickx
UCLouvain, Belgique
Centre de recherche en démographie
thierry.eggerickx@uclouvain.be

Jean-Paul Sanderson
UCLouvain, Belgique
Centre de recherche en démographie
jean-paul.sanderson@uclouvain.be

Rafael Costa
UCLouvain, Belgique
Centre de recherche en démographie
rafael.Costa@vub.be

Relire l'histoire des divorces en France à l'aune des territoires (1884-1952)

AUTEURE
Sandra BRÉE

RÉSUMÉ
Cette communication se propose de relire l'histoire des divorces depuis le rétablissement du divorce en France en 1884 jusqu'aux lendemains de la seconde guerre mondiale en distinguant trois grands territoires : la population urbaine, la population rurale et le département de la Seine. Pour affiner l'analyse, des données distinguant Paris de sa banlieue au sein de ce département seront ajoutées. L'intérêt, au-delà de mesurer le niveau de divortialité dans les territoires, est de répondre à la question de l'homogénéisation des comportements de divortialité entre 1884 et 1913 pour savoir notamment si les populations qui divorcent le moins en 1884 sont les mêmes à la veille de la première guerre mondiale et si les écarts observés au début de la période se réduisent. Les sources disponibles fournissent par ailleurs des détails en général indisponibles autrement qu'à l'échelle nationale, telles que la partie ayant obtenu le divorce, son motif, la durée du mariage, l'âge et l'écart d'âge des époux ou encore le nombre d'enfants des couples divorcés. Au-delà de la mesure des niveaux de divortialité dans ces territoires, il s'agira donc de savoir si les caractéristiques des divorces sont les mêmes dans les populations urbaines, rurales et dans le département de la Seine et, le cas échéant, de tenter de comprendre pourquoi ils divergent.

MOTS CLÉS
divorce, France, population urbaine, population rurale

ABSTRACT
This paper proposes to reread the history of divorces from the re-establishment of divorce in France in 1884 to the aftermath of the Second World War by distinguishing three major territories : the urban population, the rural population and the department of the Seine. To refine the analysis, data distinguishing Paris from its suburbs within this department will be added. The interest, beyond measuring the level of divorces in the territories, is to answer the question of the homogenisation of divorcing behaviour between 1884 and 1913 in order to know, in particular, whether the populations that divorced the least in 1884 were the same on the eve of the First World War, and whether the gaps observed at the beginning of the period were narrowing. Available sources also provide details that are generally unavailable outside the national level, such as the spouse who obtained the divorce, its reason, the length of the marriage, the age and age difference between the spouses, and the number of children of divorced couples. In addition to measuring the levels of divorces in these territories, the aim will therefore be to find out whether the characteristics of divorces are the same in the urban and rural populations and in the Seine department and, if so, to try to understand why they diverge.

KEYWORDS
Divorce, France, Urban population, Rural population

INTRODUCTION

Les recherches sur les séparations et les divorces d'avant la seconde guerre mondiale d'un point de vue socio-démographique sont rares, en particulier au niveau individuel. Des études agrégées prenant en compte l'aspect spatial au niveau départemental existent cependant. Elles mettent souvent en avant le caractère urbain des divorces mais il n'existe pas, à notre connaissance, de recherche distinguant les communes rurales des communes urbaines qui compléterait la seule discrimination départementale. Or, cette information, qui distingue également la population du département de la Seine (comprenant Paris et sa banlieue) de celle du reste du pays, est disponible dans les statistiques annuelles du mouvement de la population. L'analyse sera centrée sur la période allant de 1884 – année de ré-autorisation du divorce par la loi Naquet après qu'il l'ait été entre 1792 et 1816 – et 1913, car les données ne sont plus fournies après pour ces trois territoires.

La période 1884-1913 connaît, par ailleurs, une croissance très forte de la divortialité et permet de centrer l'analyse sur les premiers divorcés.
L'intérêt de l'analyse, au-delà de mesurer le niveau de divortialité dans les territoires, est de répondre à la question de l'homogénéisation des comportements de divortialité entre 1884 et 1913, pour savoir notamment si les populations qui divorcent le moins en 1884 sont les mêmes à la veille de la première guerre mondiale, et si les écarts observés au début de la période se réduisent. Les sources disponibles pour ces territoires fournissent par ailleurs des détails en général indisponibles autrement qu'à l'échelle nationale, telles que la partie ayant obtenu le divorce, son motif, la durée du mariage, l'âge et l'écart d'âge des époux ou encore le nombre d'enfants des couples divorcés. Au-delà de la mesure des niveaux de divortialité dans ces territoires, il s'agira donc de savoir si les caractéristiques des divorces sont les mêmes dans les populations urbaines, rurales et dans le département de la Seine et, le cas échéant, de tenter de comprendre pourquoi ils divergent. Ces données ont le défaut d'être très agrégées (trois groupes) et de ne permettre que des analyses descriptives. Elles sont cependant également la somme des données du niveau communal, aujourd'hui perdues. L'analyse à travers ces 3 catégories semble être une des seules manières de distinguer très clairement le comportement urbain du comportement rural, ce que ne permet pas de faire l'étude des départements qui ont la caractéristique de mélanger ces deux types de territoires, très contrastés en termes de comportements démographiques. Cependant, pour approfondir l'analyse, les données disponibles dans les annuaires statistiques de la ville de Paris, concernant donc la capitale, seront associées à la recherche pour distinguer la capitale de sa banlieue au sein du département de la Seine et donc ajouter deux nuances supplémentaires à la distinction en trois territoires. Les recherches sur les banlieues sont rares alors même qu'elles offrent un cadre d'analyse singulier (Boudjaaba & De Luca-Barrusse, 2013), surtout à partir de la seconde moitié du XIXe siècle qui voit leur explosion.

1. SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

La distinction entre population rurale, population urbaine et le département de la Seine apparaît dans les statistiques annuelles du mouvement de la population de 1851 à 1913. Elle est impossible à reproduire lorsqu'elle n'a pas été publiée puisqu'elle suppose le recours aux données à l'échelle communale.
Ces statistiques fournissent de nombreuses informations sur les naissances, mariages, décès et divorces à partir de 1885. Les données concernant les divorces ne proviennent pas des statistiques des jugements eux-mêmes (disponibles dans les comptes généraux de la justice civile) mais sont basées sur les transcriptions des actes de divorce dans les registres d'état civil de la mairie où le couple s'est marié (en moyenne 6 mois après le jugement de divorce). L'analyse qui suit portera donc sur la divortialité des couples en fonction de leur lieu de mariage – permettant de saisir l'impact du milieu de socialisation au moment du mariage – et non de divorce. Ces données sont selon Ledermann (1948) statistiquement irréprochables. Cependant, une partie des divorces (10 %) n'est transcrite ni dans les registres d'état civil, en raison du décès de l'un des époux ou par négligence (*ibid.*), ni dans ces statistiques.
Les données qui en sont issues fournissent, à partir de 1885 et jusqu'en 1913, le nombre de divorces par mois, des données sur l'âge des époux au moment du divorce, la durée du mariage et, pour les premières années, le nombre de divorces selon la profession de époux pour les populations urbaines, rurales et le département de la Seine. Deux volumes sont particulièrement détaillés (1907-1910 et 1911-1913) puisqu'ils ajoutent aux données sur l'état matrimonial antérieur au mariage, la cause pour laquelle le divorce a été prononcé et la partie qui a obtenu le divorce, le nombre d'enfants issus du mariage, le nombre de divorces pour lesquels avait été établi un contrat de mariage ou qui avait été précédés d'une séparation de corps, toutes ces données étant fournies selon l'âge de l'épouse. Après la première guerre mondiale, les données sont moins détaillées et distinguent uniquement le département de la Seine du reste de la France, à l'exception notable des années 1946 à 1952 où la classification est reprise et affinée puisque les communes urbaines sont séparées en plusieurs groupes en fonction du nombre d'habitants (2 000 à 5 000, 5 001 à 10 000, 10 0001 à 50 000, 50 000 à 100 000, plus de 100 000). Pour ces années, le département de la Seine n'est plus isolé des autres communes urbaines et les données détaillées selon cette classification sont moins nombreuses : nombre de divorces, état matrimonial antérieur au moment du mariage, nombre d'enfants au moment du mariage, indications sur la durée des mariages.
Quant aux données concernant Paris et permettant de différencier la capitale de sa banlieue par soustractions, elles sont disponibles dans les annuaires statistiques de la ville de Paris publiés à partir de 1880, qui fournissent des informations sur l'âge des époux au moment du divorce, leur écart d'âge, la durée du mariage, le nombre d'enfants issus du mariage (et leur légitimité), la profession du mari, l'état civil antérieur au mariage,

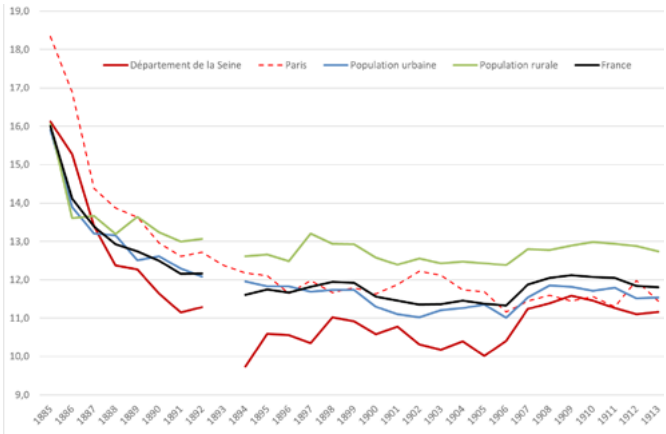
le motif du divorce, le sexe du conjoint ayant obtenu le divorce et enfin si le jugement a été prononcé en première instance ou en appel, et si le divorce avait été ou non précédé d'une séparation de corps. Ces publications fournissent des données sur les arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux (banlieue du département) à partir de 1893, mais uniquement sur le nombre de divorces (détaillé pour certaines communes). Les autres informations sont uniquement disponibles pour la population parisienne; les comportements de la population de banlieue sont donc à déduire des deux sources d'information non directes que nous avons, ce qui n'est pas toujours évident.

2. RÉSULTATS

Les résultats montrent qu'il existe des différences de comportements de divortialité entre le département de la Seine, la population urbaine et la population rurale du pays. La proportion des divorcés pour 10 000 habitants est ainsi de 10,3 dans le département de la Seine, de 4,4 dans la population urbaine et de 1,4 dans la population rurale pour la période 1885-1900. En 1885, l'année suivant le rétablissement du divorce, le nombre de divorcés est 15 fois plus important dans le département de la Seine que dans les campagnes, et 6 fois plus que dans les villes. Ces rapports se réduisent à respectivement 5 et 2 en 1900.

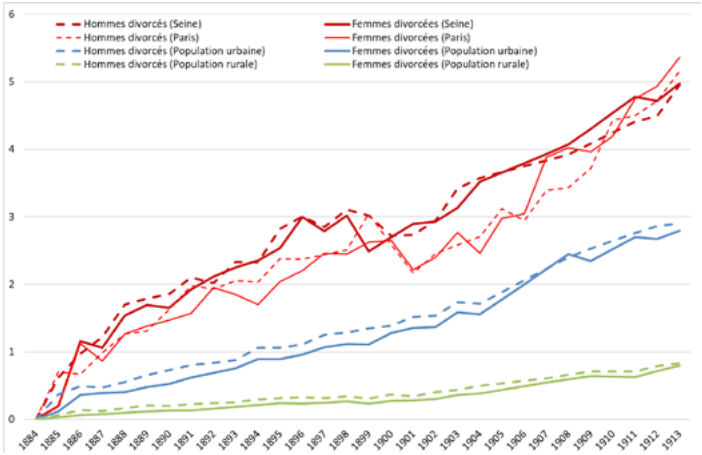
Il apparaît également que les mariages durent moins longtemps (fig. 1) dans le département de la Seine (11 ans en moyenne entre 1890 et 1913) que dans le reste de la population urbaine (11,8 ans) et surtout rurale (12,9 ans). Dans le détail, les couples séquaniens divorcent beaucoup plus fréquemment après 5 à 10 ans de mariage (34 %) que les couples des populations rurales (27 %) qui divorcent plus fréquemment après 20 ans de mariage (19 % contre 11 % pour les couples de la Seine).

Figure 1. Durée des mariages dans les territoires
Lecture: nombre d'années écoulées entre l'année du mariage et l'année pendant laquelle le jugement de divorce est transcrit dans l'état civil.
Sources: Statistique annuelle du mouvement de la population 1885-1913; Annuaire statistique de la ville de Paris, 1885-1913.



Cet âge plus tardif au divorce dans les campagnes peut expliquer qu'ils soient moins nombreux à se remarier que dans les villes (fig. 2), surtout à Paris; il est également probable que les divorcés et le mariage avec l'un d'entre eux ou elles soient mieux acceptées dans les zones urbaines qu'ailleurs. Les divorcés et divorcées sont également plus nombreux à divorcer à nouveau dans le département de la Seine que dans le reste de la population urbaine, et bien plus que dans les campagnes.

Figure 2. Proportion des divorcés et des divorcées parmi les mariés et les mariées, 1884-1913
Source: Statistique annuelle du mouvement de la population 1884-1913; annuaires statistiques de la ville de Paris, 1884-1913



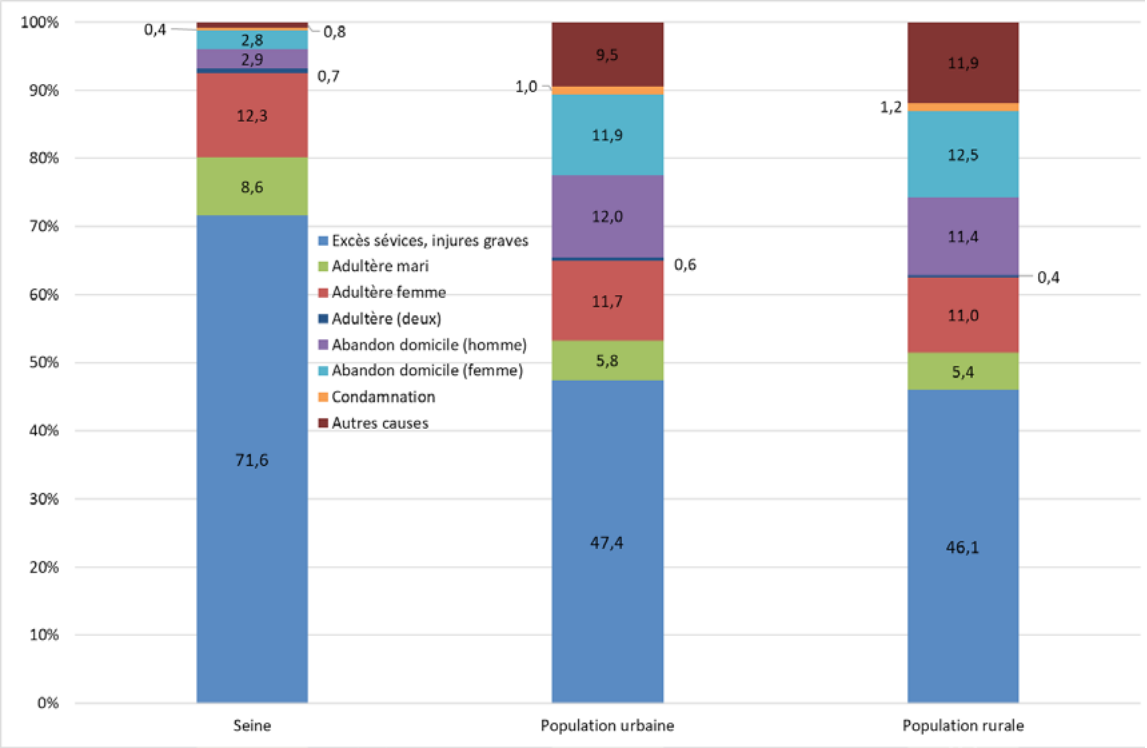
En moyenne, en France, c'est plus souvent la femme qui obtient le divorce (51,3 %) mais elles sont plus nombreuses à l'obtenir dans le département de la Seine (54,1 %) (tab. 1). Les écarts entre ce département et les populations rurales et urbaines sont cependant assez faibles, alors qu'il est plus important entre la banlieue parisienne et les autres territoires.

Tableau 1. Époux ayant obtenu le divorce dans le département de la Seine (Paris et banlieue), la population rurale, la population urbaine et en France (moyenne 1907-1913)
Source : Statistique annuelle du mouvement de la population 1907-1910 et 1911-1913 ; annuaires statistiques de la ville de Paris, 1907-1913.

Époux ayant obtenu le divorce	Seine	Paris	Banlieue	Population urbaine	Population rurale	France
Homme	39,7	41,2	34,3	42,6	42,2	41,8
Femme	54,1	53,0	58,1	49,9	51,2	51,3
Les deux	6,1	5,7	7,5	7,4	6,6	6,9
Total	100	100	100	100	100	100
Effectif total	20534	16068	4466	40085	29011	89630
Non déclarés	131	126	5	631	161	923

Les causes des divorces sont également différentes dans les territoires étudiés (fig. 3). Si le motif « excès, sévices et injures graves » est le plus souvent utilisé partout en France, il l'est beaucoup plus souvent dans le département de la Seine (72 %, contre 46 à 47 % dans les populations rurales et urbaines). À l'inverse, les abandons de domicile aussi bien pour les hommes que pour les femmes – cette répartition genrée quasiment similaire est très intéressante – sont beaucoup plus souvent évoqués en dehors du département de la Seine (3 %), que ce soit dans la population rurale ou urbaine (11 à 12 %). Enfin, les adultères, en particulier masculins, sont plus souvent mentionnés dans le département de la Seine (9 %) qu'ailleurs (5,5 %). Les motifs des divorces prononcés distinguent ainsi clairement le département de la capitale du reste de la France. En revanche, le reste de la population, qu'elle réside en milieu rural ou urbain, mobilise des motifs de divorce en proportion très similaires.

Figure 3. Motifs des divorces prononcés dans le département de la Seine, la population rurale, la population urbaine et en France (moyenne 1907-1913)
Source : Statistique annuelle du mouvement de la population 1907-1910 ; 1911-1913.



CONCLUSION

Les populations résidant dans des communes urbaines, en particulier dans le département de la Seine, adoptent le divorce plus tôt et plus intensément que les autres. On observe la gradation attendue selon laquelle les populations des villes, en particulier de la capitale, plus détachées de l'emprise familiale, religieuse et communautaire que dans les campagnes, adoptent plus facilement ce comportement, à l'époque novateur et marginal s'il en est. Les niveaux de divortialité sont plus élevés où l'instruction est la plus développée. Cependant, il n'apparaît pas de lien clair entre le niveau de féminité des demandes et l'instruction. On peut

donc effectivement penser, comme le suggéraient Simonsson et Sandström (2011) à l'échelle de la Suède, que le divorce est d'autant plus fréquent que les populations sont éduquées et qu'elles ont de fait les connaissances juridiques et institutionnelles pour le faire. Ces auteurs font un lien entre évolution de l'instruction des femmes et hausse des divorces. Les données françaises distinguant populations urbaines, rurales, et Paris et son département ne permettent pas, en revanche, de faire le lien entre la part de féminité des demandes de divorce des territoires et le niveau d'instruction des femmes.

Il en ressort également que les divorcés sont bien plus nombreux à se remarier dans le département de la Seine que dans les zones urbaines et surtout rurales, et que l'écart genré suit ce même gradient. Les durées des mariages qui se terminent par un divorce suivent la même tendance : cela peut indiquer une plus grande acceptation sociale du divorce dans le département de la Seine alors que, dans les zones rurales, on essaie de le repousser le plus possible, notamment en passant par la séparation de corps, moins radicale puisque le couple reste marié, mais qu'elle ne permet pas le remariage.

La distinction de Paris et de sa banlieue, dans le cas du département de la Seine, apporte des nuances à ces résultats. Le niveau de divortialité y est équivalent. Cependant, la plupart des données disponibles semblent indiquer une plus forte acceptation des divorces en banlieue qu'à Paris (durée de mariages plus courte, remariages des divorcés et des divorcées plus fréquents, femmes obtenant davantage le divorce) alors qu'on a souvent tendance à considérer les villes centres comme les lieux d'adoption des comportements novateurs ou marginaux. Bien entendu, la banlieue est un ensemble très hétérogène et agglomère des populations d'aisance diverse : il faudrait pouvoir étudier un nombre significatif de ces villes pour comprendre davantage les comportements démographiques de leurs populations. Une spécificité est cependant commune à toutes les villes de la banlieue parisienne : la proportion importante d'individus non natifs de la commune où ils se marient (Farcy, 1991). La piste d'une adoption du divorce par des populations les plus détachées de leurs communautés et familles d'origine, déjà proposée à partir d'analyses de données individuelles (Brée & Gourdon, 2020), paraît intéressante à poursuivre.

RÉFÉRENCES

Boudjaaba F., De Luca Barrusse V., 2013, « Populations de banlieue, une histoire à revisiter », *Annales de démographie historique*, n° 2, p. 5-15.

Brée S., Gourdon V. [à paraître], « Les premiers divorcés de la banlieue parisienne sous la Troisième République. L'apport de l'analyse individuelle à l'étude du divorce », *Annales de démographie historique.*

Farcy J.-C., 1991, « Banlieue 1891. Les enseignements d'un recensement exemplaire », *in* A. Faure (dir.), *Les premiers banlieusards*, Paris, Créaphis, p. 15-69.

Ledermann S., 1948, « Les divorces et les séparations de corps en France », *Population*, n° 2, p. 313-344.

Simonsson P., Sandström G., 2011, "Ready, Willing, and Able to Divorce: An Economic and Cultural History of Divorce in Twentieth-Century Sweden", *Journal of Family History*, 36(2), p. 210-229.

L'AUTEURE

Sandra Brée
CNRS – LARHRA
sandra.bree@cnrs.fr

AUTEURE
Blandine DESTREMAU

Vieillissement et transition démographique à Cuba : politiques publiques, territoires et générations

RÉSUMÉ
Cuba se signale par un niveau de transition et de vieillissement démographiques très avancé, résultat des politiques mises en place depuis la révolution de 1959 : la population stagne ou décroît depuis la moitié des années 2000, et la part des plus de 65 ans dépasse aujourd'hui celle des moins de 15 ans. En premier lieu, les progrès sanitaires et sociaux engendrés par les politiques socialistes ont conduit à un allongement remarquable de l'espérance de vie. En outre, la fécondité a fortement diminué du fait de la mise à disposition gratuite et libre de dispositifs contraceptifs et de l'avortement, de mesures d'émancipation des femmes de leurs rôles maternels, et de difficultés de conditions de vie et de logement. Les flux migratoires ont également fortement affecté la démographie nationale et régionale : émigration d'adultes en âge de procréer hors de l'île et hors de territoires économiquement sinistrés, et très faible immigration. En soixante ans, ce sont ainsi autant les temporalités générationnelles que les déterminants territoriaux qui ont accéléré la transition démographique.

MOTS CLÉS
Cuba, vieillissement, transition démographique, politiques socialistes, générations, migrations

Envejecimiento y transición demográfica en Cuba : políticas públicas, territorios y generaciones

RESUMEN
Cuba se caracteriza por un nivel de transición y de envejecimiento demográficos muy avanzados, resultado de las políticas aplicadas desde la Revolución de 1959 : la población ha ido disminuyendo desde mediados del decenio de 2000, y la proporción de personas mayores de 65 años supera actualmente la de los menores de 15 años. En primer lugar, los avances sanitarios y sociales generados por las políticas socialistas han llevado a un notable aumento de la esperanza de vida. Además, la fecundidad ha disminuido considerablemente como resultado de la disponibilidad gratuita e irrestricta de anticonceptivos y del aborto ; de las medidas para emancipar a las mujeres de su función materna ; y de las dificultades en las condiciones de vida y de vivienda. Los flujos migratorios también han afectado fuertemente a la demografía nacional y regional : la emigración de la Isla y de territorios económicamente deprimidos de adultos en edad de procrear, y niveles muy bajos de inmigración. En sesenta años, son tanto las temporalidades generacionales como los determinantes territoriales los que han provocado una transición demográfica acelerada.

PALABRAS CLAVES
Cuba, envejecimiento, transición demográfica, políticas socialistas, generaciones, migraciones

Aging and Demographic Transition in Cuba: Public Policies, Territories and Generations

ABSTRACT
Cuba is characterised by a very advanced level of demographic transition and aging, as a consequence of the policies implemented since the 1959 Revolution: The population has been stagnating or decreasing since the mid-2000s, and the proportion of people over 65 now exceeds that under 15. In the first place, the health and social progress generated by socialist policies has led to a remarkable increase in life expectancy. In addition, fertility has fallen sharply as a result of the free and unrestricted availability of contraceptives and abortion, measures to emancipate women from their maternal roles, and difficulties in living and housing

conditions. Migration flows have also strongly affected national and regional demographics: Emigration of adults of childbearing age from the island and from economically depressed areas, and very low immigration. In sixty years, generational temporalities as well as territorial determinants have caused an accelerated demographic transition.

KEYWORDS
Cuba, Aging, Demographic transition, Socialist policies, Generations, Migration

INTRODUCTION

Cuba se signale par un niveau de transition et de vieillissement démographiques particulièrement marqué. L'augmentation de la proportion de personnes âgées provient de l'effet combiné d'une augmentation de leur nombre (vieillissement par le sommet de la pyramide), conséquence d'une baisse de la mortalité et de l'allongement de la durée de vie moyenne, et d'un déficit de jeunes (vieillissement par la base), à la suite d'une baisse de la natalité et d'un essor de la migration.

Ces transformations ont été provoquées par les politiques publiques mises en œuvre depuis la révolution de 1959 dont elles constituent, en quelque sorte, la rançon du succès (1). Elles sont marquées par de profonds déséquilibres territoriaux, engendrés par une migration externe et interne d'adultes en âge de procréer nés depuis la crise des années 1990, surtout hors de territoires économiquement sinistrés dans lesquels s'entrelacent divers mécanismes de vieillissement (2). Elles affectent les relations entre générations, les révolutionnaires vieillis se trouvant appauvris et dépendants de leurs enfants et petits-enfants, alors que la génération née avec la révolution doit faire face à la nécessité de prise en charge des besoins corporels, affectifs, économiques et de présence (*care*) de leurs proches très âgés (3). L'économie du vieillissement et du *care* pourra-t-elle constituer pour une économie exsangue un facteur de dynamisme ?

1. VIEILLISSEMENT ET TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE : LA RANÇON DU SUCCÈS DES POLITIQUES PUBLIQUES CUBAINES

Cuba présente un profil démographique de fort vieillissement, parmi les plus élevés d'Amérique latine : en 2015, l'indice de vieillissement, qui mesure le rapport entre la population de plus de 60 ans à celle de moins de 14 ans est de 125,1 à Cuba, contre 44,2 pour l'ensemble de l'Amérique latine et les Caraïbes[1]. L'âge médian est de 41,5 ans en 2018, au niveau de la France (contre 22,9 ans en 1960). La population de plus de 60 ans représente 20 % de la population totale en 2016, la proportion des moins de 15 ans étant de 16 %[2]. Tous les ingrédients d'une transition démographique avancée sont donc présents.

L'allongement de la durée de vie constitue le premier moteur de la transition et du vieillissement démographiques. L'espérance de vie à la naissance a fortement progressé depuis les années 1950 et se situe parmi les plus élevées du monde (80 ans en 2017), résultat direct des politiques sanitaires, économiques et sociales de développement et de réduction des inégalités – de classe, de race, de genre et de territoires – mises en place depuis la révolution. Dans le domaine de la santé, leur objectif était en effet de procurer à l'ensemble de la population, quels que soient son niveau de vie, sa zone résidentielle, son âge et type de pathologie, des services publics de qualité sur une base totalement démarchandisée, universaliste et égalitaire (Feinsilver, 1993 ; Chaufan, 2014 ; Brotherton, 2011). L'amélioration impressionnante des indicateurs sanitaires a concerné toutes les couches de la population : réduction de la mortalité infantile et maternelle, quasi-disparition de la mortalité par maladie infectieuse, allongement important de l'espérance de vie à la naissance. Les principales causes de mortalité sont aujourd'hui des affections chroniques.

La chute de la fécondité est l'autre facteur notoire du processus de transition et de vieillissement démographiques : les indicateurs de fécondité sont en dessous du seuil de remplacement des générations depuis la fin des années 1970 et la croissance démographique est pratiquement nulle depuis 2006. Cette chute procède de l'octroi de droits sociaux individualisés aux femmes, de leur encouragement à acquérir des niveaux d'éducation et de formation professionnelle égaux aux hommes, à rejoindre le marché du travail et s'engager politiquement. Elle s'est également nourrie du développement de services de planning familial et d'avortement libres et gratuits. Les femmes se sont dans une très large mesure émancipées de rôles sociaux qui les assignaient au premier chef aux tâches domestiques et maternelles pour se concevoir et se vivre comme actives et engagées politiquement et professionnellement. Mais la réduction des naissances est aussi

1 Source : repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/7116/1/S1100942_mu.pdf

2 Source : statistiques cubaines de population [en ligne : www.one.cu/aec2016/03%20Poblacion.pdf]. Sauf mention contraire, les statistiques citées sont extraites des données disponibles sur le site de l'Office national des statistiques cubaines [en ligne : www.one.cu/].

le produit d'autolimitations à la conception d'enfants en raison des difficultés économiques et de logement que rencontre une large proportion de ménages (Andaya, 2014 ; Destremau, 2021).
Le vieillissement démographique constitue l'un des défis majeurs à l'avenir de l'économie du pays, au système de santé, ainsi qu'aux différents types de solidarité et aux fondements de la justice sociale établis par la révolution de 1959 (Destremau, 2019). Ce défi est d'autant plus considérable que les budgets publics sont en forte tension, que les dispositifs de *care* continuent à solliciter essentiellement les familles, avec des conséquences importantes pour l'engagement des femmes dans l'emploi, et enfin que les flux migratoires s'intensifient.

2. TERRITOIRES ET MIGRATIONS : ENTRELACEMENT DES MÉCANISMES DE VIEILLISSEMENT

Au plan national, la transition et le vieillissement démographiques sont intensifiés par les flux d'émigration. L'émigration est un processus continu, variant d'année en année surtout selon les restrictions imposées par les politiques intérieures et les relations entre Cuba et les États-Unis. Depuis la révolution, le solde migratoire est resté négatif, sauf pour 2013 et 2014[3]. Elle affecte principalement des adultes en âge de travailler et de procréer, qui peuvent laisser derrière eux des personnes âgées et des enfants.
D'un autre côté, l'immigration est faible et composée essentiellement des épouses des hommes cubains qui ont travaillé ou étudié à l'étranger. Le solde légèrement positif qui apparaît en 2013 et 2014 est une exception qui peut s'expliquer par les développements récents des relations internationales de Cuba et les réformes législatives qui, depuis 2012, favorisent les migrations pendulaires et les mobilités de retour. Pour autant, pour beaucoup il ne s'agit pas de résidents permanents – mais seulement administratifs – à Cuba.
Les zones rurales appauvries et économiquement sinistrées, notamment les zones minières ou sucrières, sont particulièrement sujettes à la migration intérieure et aux migrations externes. L'industrie sucrière est une spécialisation de l'économie cubaine depuis le XVIIe siècle. Jusqu'aux années 1990, le sucre était le principal produit d'exportation de Cuba et représentait 70 % des échanges avec l'URSS. Après la disparition du bloc socialiste, la production de sucre a été réduite de moitié. Comme dans de nombreuses autres branches d'activité, l'effondrement de l'Union soviétique a bloqué la modernisation et l'entretien de l'équipement industriel qui avait été installé pendant les premières décennies révolutionnaires. En outre, l'embargo imposé par les États-Unis depuis les années 1960, durci au début des années 1990, entrave l'entretien et la modernisation des usines qui avaient été mises en place avant la révolution par des investisseurs états-uniens.
En 1990, 156 usines sucrières étaient encore en activité ; en 2011, il n'en restait que 56, certaines fonctionnant de façon réduite, dont seulement 39 ont participé à la récolte cette année-là. Pour une population de 11 millions d'habitants, 400 000 personnes travaillaient directement dans la production de sucre et deux millions dépendaient de ce secteur. La fermeture des usines s'est accompagnée de la réduction de plus de 60 % des terres consacrées à cette culture et du licenciement de 100 000 travailleurs, soit 2,5 % de la population active cubaine.
Concrètement, des dizaines d'agglomérations sucrières ont vu s'arrêter les transports qui les reliaient aux villes environnantes, fermer les commerces et les services, devenant des bourgades fantômes dans lesquelles la végétation envahit les ruines industrielles. Si certaines ont pu retrouver un nouveau dynamisme économique grâce à leur proximité avec les centres touristiques ou portuaires, la majeure partie s'est dépeuplée. Y demeurent les personnes âgées, qui n'ont pas d'autre choix, ou d'anciens travailleurs vieillissant qui ont pu bénéficier des plans de reconversion mis en œuvre par le gouvernement, alors que les jeunes vont chercher dans les grandes villes, ou à l'extérieur du pays, des perspectives d'avenir et de vie meilleure. Le vieillissement industriel, technologique, économique et territorial va ainsi de pair avec le vieillissement démographique, et l'intensifie.

3. GÉNÉRATIONS : CHARGE DU *CARE* ET MENACES SUR LES ACQUIS RÉVOLUTIONNAIRES

Les schémas culturels et moraux expliquent que la prise en charge de la dépendance et du grand âge est réputée relever de la solidarité familiale : 90 % des personnes âgées de plus de 60 ans résident chez elles, environ la moitié avec leurs enfants (plus les femmes que les hommes), soit pour des raisons de pénurie de logement, soit par besoin d'assistance. Or, l'offre institutionnelle de services d'aide est très peu développée et le marché naissant de services de *care* n'est accessible qu'aux personnes disposant de ressources significatives.
Les besoins de *car*e engendrent un retrait temporaire ou définitif d'effectifs considérables de travailleurs – de fait, essentiellement de travailleuses – de la vie active pour se consacrer à la prise en charge des personnes

3 Source : www.one.cu/aec2017/03%20Poblacion.pdf

âgées dépendantes (Hernández Montero *et al.*, 2016 ; Destremau, 2019). On estime que 40 % des aidants familiaux quittent leur emploi pour prendre soin de leurs parents âgés. L'enquête sur le vieillissement conduite en 2017 montre que le taux officiel de participation des femmes de plus de 50 ans à la population active n'est que de 29 %, contre 59 % pour les hommes du même âge. Si ces derniers cessent de travailler avant tout pour des raisons de santé, les femmes le font surtout pour prendre soin de proches (CEPDE & CITED, 2019). Par ailleurs, toujours en 2017, 17,4 % du nombre total de personnes de 60 ans et plus vivent seules (quatre points de plus qu'en 2010), avec un âge moyen de 71 ans (*ibid.*). Nourri par la chute de la fécondité et par les mouvements migratoires internes et externes, l'isolement est donc l'une des caractéristiques constitutives du problème social que pose le vieillissement. De nombreuses personnes âgées n'ont pas d'enfant, ou des enfants émigrés qui peuvent leur envoyer de l'argent mais ne sont pas présents pour les assister.

Après une chute continue, imputable à la réduction du poids des enfants dans la population, le taux de dépendance est en voie d'accroissement depuis 2002, reflétant l'essor du poids des personnes âgées. La dépendance macro-économique mesurée par ce ratio[4] affecte les territoires et les familles de façon différenciée et prend des formes très concrètes du fait de l'appauvrissement considérable des personnes âgées. En effet, la valeur réelle des pensions de retraite s'est contractée de moitié entre 1989 et 2010, frappée par la libéralisation de certains marchés (alimentaires notamment) et par le rétrécissement de la sphère des biens subventionnés (Destremau, 2015). Les mesures prises pour freiner cette dégringolade n'ont pas empêché que, depuis le début des années 1990, les pensions de retraite ne permettent pas la survie de leurs titulaires. La pauvreté des retraités devient un problème visible et préoccupant.

La pauvreté des conditions de vie provient aussi pour bonne part de la dégradation des logements : à Cuba 90 % des ménages sont propriétaires de leur logement, mais tant les capacités privées que les programmes publics d'entretien et de réhabilitation n'ont pas été à la hauteur des besoins. Selon le recensement de 2012, la moitié des logements sont en très mauvais état. De plus, le déficit important de construction, estimé à un million de logements, a conduit à une sur-occupation des logements des familles les plus modestes.

Les personnes âgées sont fortement valorisées dans les discours publics et privés comme ayant contribué au premier chef à la révolution. Cette dette sociale entre néanmoins en tension avec les arbitrages réalisés pour dynamiser l'économie : elle est pour beaucoup renvoyée à la sphère privée et à son manque de moyens. Les vieux Cubains se retrouvent ainsi, dans une large mesure, perdants de l'amplification des différenciations et inégalités sociales. En outre, l'héritage des personnes dont le grand âge témoigne du succès des politiques publiques cubaines est dévalorisé par le désir de consommation des jeunes générations et leur rejet des contraintes imposées par l'économie et la bureaucratie socialistes. De surcroît, de nombreuses femmes de milieu populaire, principales bénéficiaires de la révolution, finissent par se consacrer à des tâches de *care.* Dans ce sens, la transition et le vieillissement démographiques sont révélateurs de la réversibilité des acquis révolutionnaires.

CONCLUSION

Le vieillissement démographique est loin d'être l'apanage de Cuba, mais la conjonction de divers éléments semble en exacerber les enjeux et les contradictions. Cette manifestation du succès des politiques publiques cubaines, engendre des problèmes d'autant plus aigus que les budgets publics souffrent d'une crise économique qui dure depuis la chute du bloc soviétique en 1990. Les relations avec les États-Unis sont toujours très tendues et soumises à embargo, bien que le grand voisin du nord soit le premier partenaire commercial dans le domaine alimentaire notamment, que les flux migratoires continuent à y gonfler une diaspora nombreuse et les envois d'argent à soutenir une économie cubaine exsangue. À l'exception du tourisme et de l'exportation de services et produits médicaux et pharmaceutiques, l'économie peine à se dégager des gangues bureaucratiques pour dynamiser les secteurs clé que sont l'agriculture et l'industrie. Les services publics représentent une charge importante pour le budget de l'État, mais sont tant bien que mal maintenus comme axe central des politiques publiques, garant des engagements éthiques et politiques du socialisme. Les structures familiales ont été affectées par la chute de la natalité et l'émigration et les trajectoires féminines reflètent d'importantes avancées émancipatrices, mais la famille continue d'être investie de lourdes attentes de solidarité, notamment à l'égard des personnes âgées. Développer une économie de services autour du vieillissement pourrait constituer une opportunité significative tant pour le secteur de la santé, pour l'emploi, que pour la créativité institutionnelle. Il paraît néanmoins crucial que la puissance publique continue d'y jouer un rôle

4 Le ratio de dépendance démographique est le rapport du nombre d'individus supposés « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne – jeunes et personnes âgées – et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge. On peut isoler le taux de dépendance des personnes âgées, qui est le rapport entre le nombre de personnes âgées à un âge où ils sont généralement inactifs économiquement (c'est à dire 65 ans ou plus) et le nombre de personnes en âge de travailler (c'est à dire 15-64 ans).

de régulation, de financement et d'organisation des solidarités, afin que les inégalités socio-économiques, territoriales et raciales ne s'amplifient pas encore face à une logique de marché.

RÉFÉRENCES

Andaya E., 2014, *Conceiving Cuba. Reproduction, Women and the State in the Post-Soviet Era*, New Brunswick, Rutgers University Press.

Brotherton P. S., 2011, "Health and Healthcare in Cuba : History after the Revolution: Key Phases and Overviews of Health Development", *in* A. West-Duran (dir.), *Cuba: People, Culture, and History*, New York, Charles Scribner's Sons, p. 478-485.

Chaufan C., 2014, "Unraveling the 'Cuban miracle': A Conversation with Dr. Enrique Beldarrain Chaple", *Social Medicine*, 8(2), p. 93-98.

CEPDE, CITED (Centro de Estudios de Población y Desarrollo de la Oficina Nacional de Estadísticas e Información de la República de *Cuba,* Centro de Investigaciones sobre Longevidad, Envejecimiento y Salud del Ministerio de Salud Pública), 2019, *Encuesta Nacional de Envejecimiento de la Población (ENEP-2017), Informe de Resultados,* La Havane [en ligne : www.onei.cu/encuestaenvejecimiento2017.htm, consulté le 15/01/2020].

Destremau B., 2015, « L'extension du marché à Cuba : une « nouvelle transformation » ? », *in* J.-M.Servet et I. Hillenkamp (dir.), *Comprendre autrement le marché. Marchés réels et marché fantasmé,* Paris, Classiques Garnier, coll. « Écrits sur l'économie », p. 251-274.

Destremau B., 2019, « La rançon du succès ? Cuba face au vieillissement de sa population », *Recherches internationales*, n° 115, p. 83-102.

Destremau B., [à paraître], "Envejecimiento y temporalidades en Cuba: ¿Qué política del tiempo ?", *in* A. Vera, B. Destremau B. et M. De La Torre (dir.), *Pensando las temporalidades en Cuba*: *continuidades, tensiones, desincronizaciones,* La Havane, UNIAC–Instituto Marinello.

Destremau B., 2021 (à paraître), *Qui prendra soin de moi ? Révolution vieillissante à Cuba*, Paris, éd. de l'IHEAL.

Feinsilver J. M., 1993, *Healing the Masses. Cuban Health Politics at Home and Abroad*, Berkeley, University of California Press.

Hernández Montero A., Castineiras Garcia R., Menendez Jienez J., Franco M. del C., 2016, "Proceso de envejecimiento y su impacto en el desempeño económico : una aproximación", *Cuba investigación económica*, 22(2), p. 9-32.

L'AUTEURE

Blandine Destremau
CNRS – Iris
blandine.destremau@gmail.com

Une transition mobilitaire dans les trajectoires de vie ? Exploration spatio-temporelle du couple lieu de naissance / lieu de décès en France métropolitaine (1970-2019)

AUTEURS
Luc GUIBARD,
Romain LECONTE,
Pierre PISTRE

RÉSUMÉ
L'ouverture récente des données individuelles d'état civil pour les personnes décédées en France depuis 1970 donne accès à plus de 24 millions de trajectoires de vie, sous la forme d'informations sur le lieu de naissance et le lieu de décès (dates et localisations communales). Nous postulons que l'accès à ces données désagrégées exhaustives est une opportunité importante pour approfondir l'étude des comportements de mobilité en France sur le temps long du XXe siècle et pour tester l'hypothèse d'une « transition mobilitaire ». Nous montrons notamment qu'il y a eu une augmentation généralisée des distances entre lieu de naissance et lieu de décès, qui prend la forme d'une transition générationnelle entre un régime ancien de trajectoires de vie locales et un régime nouveau de trajectoires de vie étendues, qui touche différemment les individus selon leur sexe, leur âge au décès et leur origine géographique. Au-delà de l'évolution de la médicalisation de la fin de vie, nos premiers résultats tendent à confirmer le rôle croissant des mobilités résidentielles dans les transformations des structures de peuplement.

MOTS CLÉS
trajectoires de vie, mobilités, état civil, analyse spatiale, données ouvertes

ABSTRACT
The opening of the national register of deaths in France (1970-2019) gives access to over 24 million individual life trajectories through the information on place of birth and place of death (dates and municipalities). We postulate that access to these exhaustive disaggregated data is an important opportunity to deepen the study of mobility behaviours in France over the long 20th century and to test the hypothesis of a "mobility transition". In particular, we show that there has been a general increase in the distance between place of birth and place of death, shaped as a generational transition between an old regime of local life trajectories and a new regime of extensive life trajectories, which affects individuals differently according to their gender, age at death and geographic origin. Beyond the evolution of the medicalisation of the end of life, our first results tend to confirm the growing role of residential mobility in the transformations of settlement structures.

KEYWORDS
Life trajectories, Mobilities, Register of deaths, Spatial analysis, Open data

INTRODUCTION : LE FICHIER DES PERSONNES DÉCÉDÉES EN *OPEN DATA* POUR L'ANALYSE GÉOGRAPHIQUE DES TRAJECTOIRES DE VIE INDIVIDUELLES

L'hypothèse de « transition mobilitaire » formulée par Zelinsky (1971) met en avant le passage d'un modèle de sédentarité dominante à celui d'une hypermobilité généralisée comme une mutation majeure des sociétés modernes. Or, s'il ne fait guère de doute que la mobilité est devenue un pilier des modes de vie contemporains (Urry, 2007), l'analyse empirique de cette transition sur le temps long et dans ses différenciations géographiques reste largement à documenter. Une explication principale est la difficulté à disposer de données suffisamment précises spatialement et temporellement pour confirmer cette hypothèse à valeur universelle. Mis à disposition en *open data*[1] depuis décembre 2019[2], le fichier des personnes décédées constitue de ce

1 www.data.gouv.fr/en/datasets/fichier-des-personnes-decedees

2 Cf. un extrait de l'avis du Conseil d'accès aux documents administratifs du 17 mai 2019 : « Le fichier des personnes décédées étant établi par l'Insee dans le cadre de ses missions de service public, il constitue, à ce titre, un document administratif. Ne contenant pas de mentions relatives à la vie privée, il est communicable à toute personne qui en fait la demande et publiable en ligne en application des dispositions des articles L311-9 et L312-1-1 du code des relations entre le public et l'administration, sans occultation puisqu'il ne comporte pas de données personnelles ».

point de vue une opportunité pour analyser la transformation des comportements de mobilité dans le cas français sous l'angle des trajectoires spatiales de vie.

Ce fichier est produit par l'Insee à partir des enregistrements communaux effectués depuis 1970. Il contient plusieurs informations sur chaque personne décédée : le nom et le prénom, le sexe, la date de naissance, la commune (pour les personnes nées en France ou dans les DOM/TOM/COM) ou le pays de naissance (pour les personnes nées à l'étranger), la date du décès, la commune de décès, et enfin le numéro d'acte de décès.

Nous postulons que cette nouvelle source statistique présente un triple intérêt relatif 1) à la structure des données, 2) au couple lieu de naissance/lieu de décès et 3) à la période d'étude.

1) Malgré son apparente pauvreté pour l'étude des trajectoires de vie – par rapport aux données détaillées de recensement (Baccaïni, 2007), à celles de l'échantillon démographique permanent (Courgeau *et al.*, 1998) ou certaines grandes enquêtes nationales ou régionales (Driant, 2014) –, nous faisons l'hypothèse que son exhaustivité (ensemble des personnes décédées en France) et sa désagrégation maximale sur le plan spatial (échelon communal), temporel (date au jour) et social (individu), ainsi que l'homogénéité et la stabilité de ses variables au cours du temps, permettent de répondre à trois enjeux posés par les données classiquement utilisées pour le suivi des trajectoires : le premier relève de la maille temporelle intercensitaire qui contraint l'analyse de transitions par des seuils temporels prédéfinis ; le deuxième est celui de la maille spatiale, l'échelon communal qui offre de nombreuses libertés d'agrégation et de régionalisation n'étant pas toujours disponible ; le troisième est relatif à la protection des données individuelles. Le fichier des personnes décédées apporte une plus-value en termes de reproductibilité des analyses, puisque les données de décès ne sont pas soumises à l'application du secret statistique.

2) Un intérêt analytique majeur de cette source est de donner accès librement à deux localisations géographiques précises que sont les communes de naissance et de décès[3]. Sur cette base, l'analyse consiste ensuite à considérer le couple de lieux naissance-décès (*Fij*) comme un *proxy* des trajectoires de vie individuelles. Évidemment, *Fij* ne permet pas de décrire la complexité des mobilités résidentielles au cours de la vie mais permet de centrer l'analyse sur une mobilité intergénérationnelle (le lieu de naissance étant considéré comme un marqueur de l'origine géographique des parents) et une trajectoire à l'échelle de la vie des individus. L'analyse des lieux de décès complète ainsi avec la dernière étape de la trajectoire les résultats obtenus par l'étude des relations entre lieu de naissance et lieu de résidence (CGET, 2018).

3) Un autre intérêt de la source est la période d'étude couverte. En effet, l'enregistrement des décès à partir de 1970 permet une analyse rétrospective sur le XXe siècle en considérant les trajectoires de vie d'une partie des générations[4] nées à partir de la fin du XIXe siècle et décédées entre 1970 et 2019. Cet aspect rétrospectif pallie ainsi en partie la rareté des données individuelles disponibles pour étudier ces générations.

Fondées sur ces trois intérêts d'analyse, nous testons trois hypothèses :

– H1 : il y a eu au cours du XXe siècle une augmentation continue des distances entre lieu de naissance et lieu de décès.

– H2 : cette augmentation prend la forme d'une transition générationnelle entre un régime ancien de trajectoires de vie locales et un régime nouveau de trajectoires de vie étendues.

– H3 : cette transition touche les individus de manière *différenciée selon leur sexe, leur âge et leur origine géographique* (tabl. 1).

Tableau 1. Principales dimensions pour l'analyse spatio-temporelle des données du fichier des personnes décédées

	Directement	**Indirectement**
Age	Biologique (nombre d'années)	Social (retraité, 3e âge…)
Sexe	(homme, femme)	
Génération	Naissance (année de naissance)	Historique (« génération silencieuse », « baby boomers »…)
Origine	Localisation (commune de naissance, commune de décès)	Typologie (urbain, rural)

1. MÉTHODOLOGIE : DE LA SÉRIE TEMPORELLE DE DONNÉES À L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE LONGITUDINALE

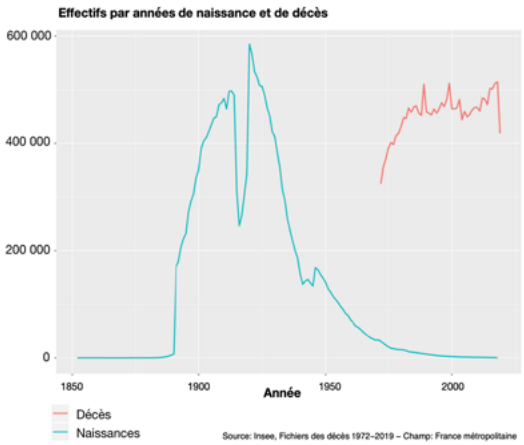
La première propriété statistique de l'enregistrement des décès, démarche avant tout administrative, est son incroyable stabilité depuis la désignation du maire comme officier d'état civil en 1792, à l'exception de

3 Le recensement de la population collecte aussi de manière exhaustive plusieurs informations communales (résidence, travail…), mais les analyses sur la commune de naissance ne sont possibles que par l'intermédiaire de la procédure payante et contrôlée du CASD [www.casd.eu/en].

4 On entend ici par « génération » l'ensemble des personnes nées durant la même année civile.

l'enregistrement des enfants nés sans vie depuis 1993 (Insee, 2016). Ainsi, les principales évolutions de la composition du fichier des personnes décédées sont relatives à des facteurs démographiques ou politiques : la figure 1 montre que les générations principalement représentées dans ce fichier sont nées au tournant du XXe siècle et durant l'entre-deux-guerres, alors que les deux périodes de guerre mondiale correspondent bien à des générations creuses[5].

Figure 1. Personnes décédées en France depuis 1970 selon leurs dates de naissance et de décès



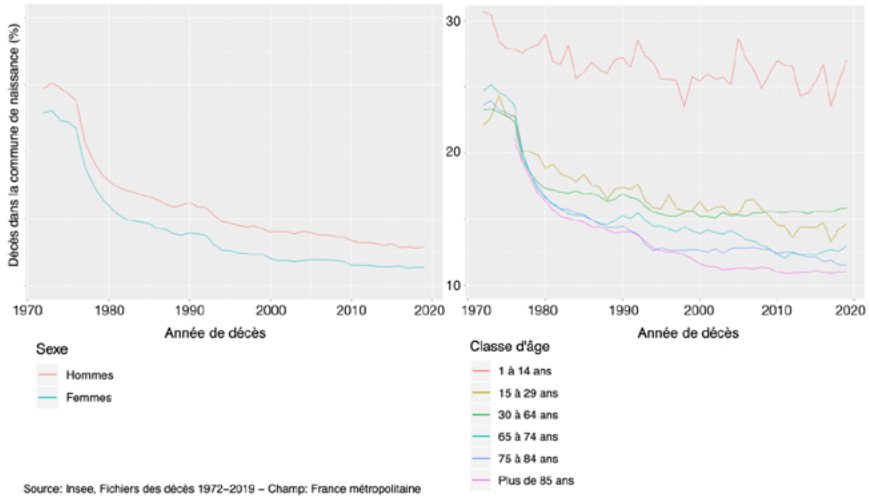
De plus, si les décès survenus dans les territoires d'outre-mer sont enregistrés à l'état civil, ils n'apparaissent dans les fichiers statistiques qu'à partir de 1997, et seulement 2014 pour Mayotte (*ibid.*). On limitera donc l'analyse à la France métropolitaine. De même, les personnes nées à l'étranger et décédées en France seront exclues de l'analyse pour permettre le calcul des distances des trajectoires de vie entre commune de naissance et commune de décès.

Les données sont néanmoins instables en ce qui concerne le référentiel géographique communal. Il a en effet évolué à la faveur des créations et des fusions-associations de communes, ainsi que des modifications du maillage départemental (découpage de la Corse en 1976 par exemple). Le référentiel utilisé dans le fichier est celui en vigueur à la date du décès ; une harmonisation nécessaire des codes officiels géographiques sur le référentiel du 1er janvier 2019 a concerné près d'un million d'enregistrements. Il a aussi été nécessaire de corriger des codes mal renseignés au moment de l'enregistrement du décès (code postal à la place du code commune, non prise en compte de la suppression du département de la Seine…). Après l'harmonisation et la correction des codes, moins de 1 700 observations ont dû être exclues de l'analyse car il n'a pas été possible de trouver une correspondance pour les codes communaux renseignés[6].

2. RÉSULTATS : UNE TRANSITION MOBILITAIRE DANS LES TRAJECTOIRES DE VIE ?

L'hypothèse d'évolution des distances (H1) est testée selon deux indicateurs de distance territoriale (décès dans la commune de naissance ou non) et de distance rectilinéaire. Cette évolution est observée pour chacune des générations (H2), selon leur sexe, leur âge au décès et leur origine géographique (H3). La figure 2 montre la diminution significative des décès dans la commune de naissance dans la deuxième moitié des années 1970, pour toutes les classes d'âge (excepté les moins de 14 ans) et les deux sexes. Les principales causes de cette évolution uniforme et très rapide ne semblent pas à chercher du côté démographique, mais davantage du côté des pratiques d'enregistrement des décès liées à la structuration des services d'urgences et de la prise en charge hospitalière des derniers jours de vie concentrant les décès dans les communes dotées d'un centre hospitalier (Bellamy, 2017).

Figure 2. Évolution de la part des décès dans la commune de naissance (distance territoriale), selon le sexe et l'âge au décès

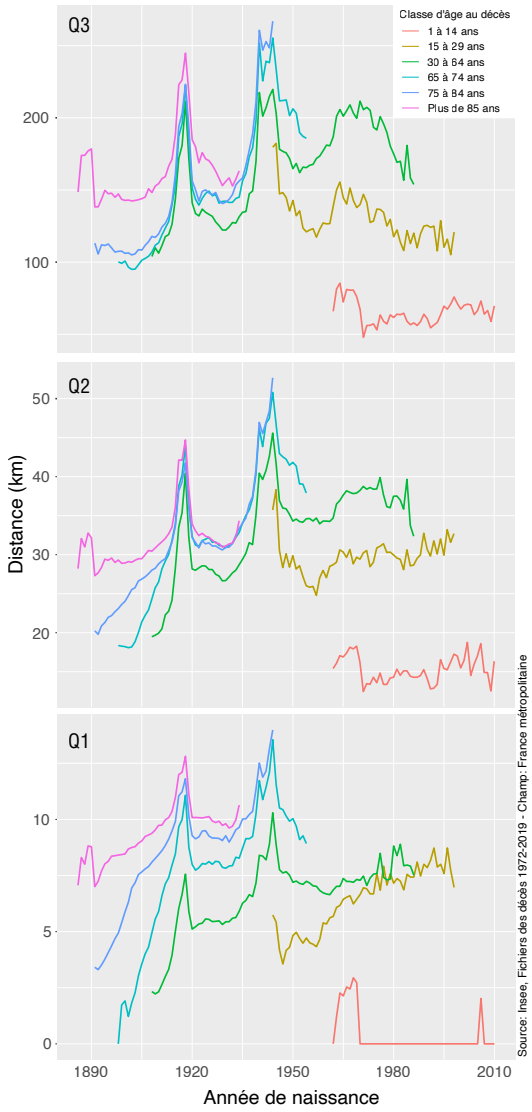


5 La chute du nombre de décès en 2019 s'explique par le fait qu'au moment de l'analyse, seules les données portant sur les trois premiers trimestres de l'année 2019 étaient disponibles. Par ailleurs, la variation importante du nombre de décès enregistré chaque année s'explique par des aspects structurels (classes creuses nées durant les guerres, arrivées des *baby-boomers* à des âges de forte mortalité) et conjoncturels (importance des épidémies saisonnières de grippes, intensité et fréquence des épisodes caniculaires…) (Mazuy *et al.*, 2016).

6 À l'issue de la procédure, le fichier harmonisé a été republié sur le site du gouvernement datagouv.fr. Le code utilisé est par ailleurs disponible sur le répertoire suivant : www.github.com/leconter/insee_deces

En outre, les différences entre sexes s'expliquent probablement par le patriarcat de la mise en ménage et la part plus importante des hommes maintenus à domicile (Pennec *et al.*, 2013) ; la persistance de ces différences dans les mêmes proportions des années 1980 aux années 2010 est d'ailleurs remarquable. La diminution des décès dans la commune de naissance selon les classes d'âge s'est différenciée au cours du temps : alors qu'elle s'est stabilisée au-dessus de 15 % pour les 30-64 ans, la diminution est plus marquée à mesure que l'âge avance, reflétant la dynamique de médicalisation de la fin de vie et l'importance croissante de la résidence en maison de retraite (*ibid.*).

Figure 3. Évolution de la distance kilométrique entre lieux de naissance et de décès selon l'âge au décès et la génération (par quartile : 25 % / médiane / 75 %)



La figure 3 montre une tendance à l'augmentation généralisée des distances confirmant notre première hypothèse. Par exemple pour les personnes décédées entre 65 et 74 ans, la distance médiane passe de 25 km pour la génération 1900 à près de 45 km pour la génération 1938. De plus, les générations nées pendant les guerres mondiales correspondent à de plus faibles effectifs (fig. 1) mais qui présentent logiquement des distances plus importantes (cf. naissances en déplacement pendant la période de guerre).

Par-delà ces générations intermédiaires spécifiques, on peut observer le franchissement d'un palier de distance : après une rapide augmentation des distances pour les générations d'avant 1914, les courbes marquent une relative stabilisation entre les deux guerres, à un niveau de distance plus élevé ; le franchissement d'un palier apparaît ensuite pour les générations des *baby-boomers* avec la courbe des 30-64 ans qui se place à un niveau de distance supérieur à celui des générations d'entre-deux-guerres. Ces évolutions par paliers s'observent de manière similaire en trois points de la distribution des distances (Q1, Q2, Q3) et plaident en faveur de l'hypothèse de deux transitions générationnelles (H2).

Enfin, la figure 4 permet de premières constatations géographiques sur la distance moyenne des trajectoires de vie en fonction des communes de naissance. Elle porte sur les personnes décédées à plus de 65 ans issues de deux regroupements de générations (1900-1909 et 1930-1939). Le premier groupe est marqué par de forts écarts régionaux : les mobilités à longue portée caractérisent les individus nés dans les communes de montagne (Pyrénées, Alpes, Corse et Massif central), en Bretagne intérieure, en Île-de-France et dans l'Est. On peut y lire la conjugaison de trois phénomènes géographiques principaux : 1) malgré un contexte général de transformation des sociétés et économies rurales au tournant du XXe siècle, la temporalité inégale de l'exode rural selon les régions (Talandier *et al.*, 2016) ; 2) l'impact des fronts de l'est sur le peuplement ; 3) la macrocéphalie francilienne qui en fait un pôle émetteur et récepteur principal des mobilités résidentielles, et ce même pour les générations anciennes. Concernant les générations 1930-1939, les traces de ces anciennes régions d'émigration sont encore visibles mais la distribution spatiale des distances moyennes est plus disparate. Si l'hétérogénéité domine dans une majorité du territoire, on distingue en creux quelques régions de faible mobilité : l'Alsace, une grande vallée du Rhône, le sud-ouest toulousain et la Loire-Atlantique. Nous pouvons faire l'hypothèse d'une tendance à l'uniformisation nationale qui contribuerait à affaiblir le facteur régional dans l'explication des écarts de distance entre lieux de naissance et de décès.

3. DISCUSSION ET PROLONGEMENTS : AU-DELÀ DES TRANSFORMATIONS SOCIO-SPATIALES DE LA NAISSANCE ET DE LA MORT

Les transformations des normes familiales et sanitaires (médicalisation croissante de la naissance – maternités – et de la fin de vie – hôpitaux, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

(EHPAD) apparaissent comme une autre clé de lecture essentielle de l'augmentation des distances observées. Nous prévoyons d'approfondir ce point en analysant notamment la concentration spatiale progressive des naissances et des décès dans les communes urbaines équipées de services hospitaliers.

Au-delà de ces transformations anthropologiques qui peuvent expliquer l'augmentation des distances de faible portée spatiale, l'augmentation des distances de longue portée s'explique davantage par le rôle des mobilités résidentielles dans la transformation des structures de peuplement. De ce point de vue, l'enregistrement des décès peut-être une source d'analyse indirecte pertinente de l'attractivité résidentielle des territoires. En étudiant la distance territoriale à l'échelle départementale (décéder ou non dans son département de naissance), il est possible de neutraliser l'effet de la médicalisation de la fin de vie – qui impacte surtout les faibles distances – pour se concentrer sur les facteurs géo-démographiques. La figure 5 montre ainsi des différences d'attractivité départementales pour les deux groupes de générations étudiées (1900-1909 et 1930-1939), les départements comprenant une métropole régionale ont été les plus attractifs pour les générations 1900-1909. Pour les générations 1930-1939, cette tendance se renforce mais se double d'une attractivité des départements littoraux.

En définitive, formaliser les trajectoires de vie par un seul couple de lieux (naissance / décès) pour interroger l'hypothèse d'une transition mobilitaire s'inscrit à rebours des avancées conceptuelles récentes de l'analyse des mobilités, qui ont insisté à la fois sur la nécessité de prendre en compte la complexité spatiale des trajectoires individuelles et l'articulation des différentes formes de mobilité en un *continuum*, élément central de la transition chez Zelinsky (1971). L'ouverture des données sur les décès en France permet une observation macro des trajectoires de vie individuelles, qui ne peut se substituer à l'observation de trajectoires de vie complètes, à une résolution micro, permise par l'étude de données plus riches, désagrégées et longitudinales, protégées par le secret statistique. Néanmoins, le fichier des personnes décédées présente des opportunités d'analyse (exhaustivité, précision du suivi temporel, focus sur des générations assez anciennes…) qui en font une nouvelle source intéressante à intégrer dans l'éventail des données déjà utilisées pour analyser des comportements de mobilité résidentielle entre le début et la fin de vie.

Figure 4. Distance moyenne au lieu de décès selon la commune de naissance des personnes décédées à plus de 65 ans

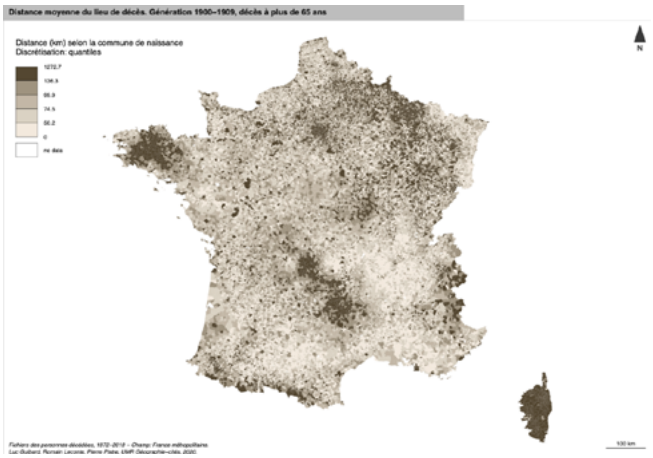


Figure 4a. Générations 1900-1909

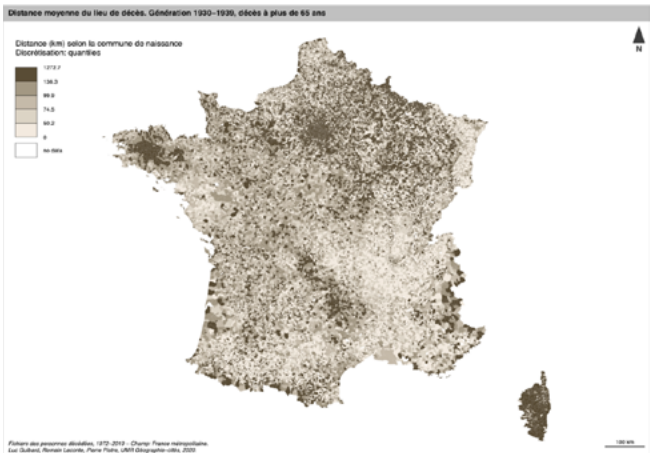


Figure 4b. Générations 1930-1939

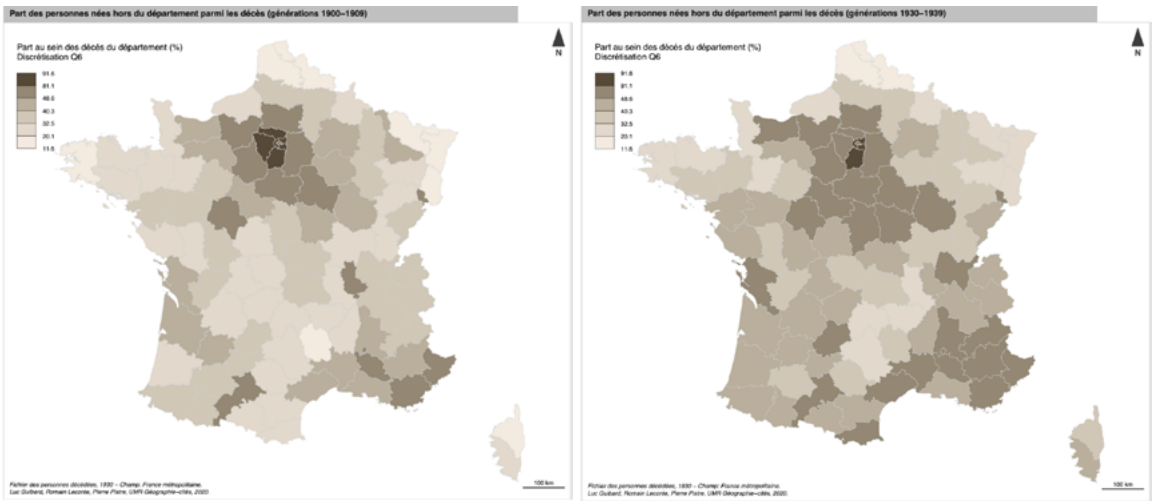


Figure 5. Part des personnes nées hors du département parmi les décès à plus de 65 ans

Figure 5a. Générations 1900-1909 Figure 5b. Générations 1930-1939

RÉFÉRENCES

Baccaïni B., 2007, « Les flux migratoires interrégionaux en France depuis cinquante ans », *Population*, 62(1), p. 143-160.

Bellamy V., 2017, *594 000 personnes décédées en France en 2016, pour un quart d'entre elles à leur domicile*, Paris, Insee, coll. « Insee Focus », n° 95.

CGET, 2018, *Les mobilités résidentielles en France, tendances et impacts territoriaux,* Rapport 2018 de l'Observatoire des territoires, Paris.

Courgeau D., Lelièvre É., Wolber O., 1998, « Reconstruire des trajectoires de mobilité résidentielle. Éléments d'une analyse biographique des données de l'EDP », *Économie et statistique*, n° 316-317, p. 163-173.

Driant J.-C., 2014, « Les choix résidentiels des ménages face à la crise du logement », *in* S. Fol, Y. Miot et C. Vignal (dir.), *Mobilités résidentielles, territoires et politiques publiques*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, p. 41-64.

Insee, 2016, « Les sources des statistiques de l'état civil », *Sources et méthodes*.

Mazuy M., Barbieri M., Breton D., d'Albis H., 2016, « L'évolution démographique récente de la France : baisse de la fécondité, augmentation de la mortalité », *Population*, n° 71, p. 423-486.

Pennec S., Gaymu J., Monnier A., Riou F., Aubry R., Pontone S., Cases C., 2013, « Le dernier mois de l'existence : les lieux de la fin de vie et de la mort en France », *Population*, n° 68, p. 585-616.

Talandier M., Jousseaume V., Nicot B.-H., 2016, "Two Centuries of Economic Territorial Dynamics: The Case of France", *Regional Studies, Regional Science*, 3(1), p. 67-87.

Urry J., 2007, *Mobilities*, Cambridge, Polity.

Zelinsky W., 1971, "Hypothesis of the Mobility Transition", *Geographical Review*, 61(2), p. 219-249.

LES AUTEURS

Luc Guibard
Université de Paris (Diderot)
Géographie-cités
luc_guibard@orange.fr

Romain Leconte
Université de Paris (Diderot)
Géographie-cités
romain.leconte@univ-paris-diderot.fr

Pierre Pistre
Université de Paris (Diderot)
Géographie-cités
pierre.pistre@univ-paris-diderot.fr

Regions in México Based on Marital and Reproductive Trajectories

AUTHOR
Olinca PÁEZ

ABSTRACT
The retrospective demographic survey offers information about the onset of sexual activity, and changes in fertility and marital status, that are used to build a family formation history for Mexican women aged over 40. Based on its sample size and design, this survey allows the study of population characteristics at state level. To consider the complexity of the life courses (incidence and order of events related to family formation), we use sequence analysis techniques. The most predominant trajectories in each state are illustrative of the flexibility or rigidity of the social standard. Visualising these trajectories is useful for grouping similar states, and separating them from others, and ultimately to propose a regionalisation based on the demographic pattern. Regions defined with this strategy are: very conservative, conservative, high fertility, mixed, tolerant, and liberal.

KEYWORDS
EDER, Sequence analysis, Reproductive trajectories, Marital trajectories, Regionalisation

Regiones en México Según Trayectorias Maritales y Reproductivas

RESUMEN
La encuesta demográfica retrospectiva ofrece información sobre la edad de iniciación sexual y los cambios en la fecundidad y el estado conyugal, que son usados para reconstruir la historia de formación familiar de las mujeres de 40 años y más. El diseño estadístico de esta encuesta permite el estudio de las características de la población a nivel de entidad federativa. Con el fin de considerar la complejidad de las trayectorias de vida (la incidencia y el orden de eventos ligados a la formación familiar), se utilizan técnicas de análisis de secuencias. Las trayectorias que predominan en cada entidad ilustran la flexibilidad o la rigidez en relación con el estándar social. La visualización de esas trayectorias es útil para agrupar a las entidades semejantes, al tiempo que las separan de otras, y en última instancia para proponer una regionalización basada en el patrón demográfico. Las regiones definidas con esta estrategia son: muy conservadora, conservadora, de alta fecundidad, mixta, tolerante y liberal.

PALABRAS CLAVES
EDER, Análisis de secuencias, Trayectorias reproductivas, Trayectorias maritales, Regionalización

RÉSUMÉ
L'enquête démographique rétrospective offre des informations sur l'âge de l'initiation sexuelle et les changements d'état civil et de fécondité, qui sont utilisées pour reconstruire l'histoire de la formation familiale des femmes de 40 ans et plus. Le design statistique de cette enquête permet l'étude des caractéristiques de la population au niveau de l'état fédéré. Afin de considérer la complexité des trajectoires de vie (l'incidence et l'ordre des événements liés à la formation familiale), on utilise des techniques d'analyse de séquences. Les trajectoires qui prédominent dans chaque état illustrent la flexibilité ou la rigidité par rapport au standard social. La visualisation de ces trajectoires aide à la formation de groupes d'états qui se ressemblent, en même temps que la différentiation d'autres, et finalement à proposer une régionalisation à partir du patron démographique. Ainsi, les niveaux définissant les régions avec cette stratégie sont: très conservatrice, conservatrice, haute fécondité, mixte, tolérante et libérale.

MOTS CLÉS
EDER, analyse de séquences, trajectoires reproductives, trajectoires maritales, régionalisation

INTRODUCTION

Retrospective demographic surveys (EDER) have been conducted in Mexico on three occasions, 1998, 2011 and 2017. This type of survey provides longitudinal information that serves both to describe the prototype trajectories of population groups and the relationships among different life trajectories (labour, reproductive, migratory, etc.), and to observe changes across generations (Coubès, 2016).

With respect to the topic of fertility, the first two EDER surveys made it possible to account for the diversity of reproductive patterns of cohorts born throughout the 20th century. In addition to noting the generational change in fertility levels, which other sources of information had already illustrated, the EDER 1998 and 2011 showed that the pace of change in the rural environment was different from the urban (Zavala de Cosío, 2005) and that factors such as social origin or educational level achieved to explain the coexistence of early and late reproductive trajectories and households as fertile as those of the past with households with very few children (Páez & Zavala, 2016).

For example, based on the analysis of the final offspring of the different generations represented in the 2011 EDER, it was observed that in Mexico a significant percentage of women still finish their reproductive life with three or more children. In fact, in the case of families with two children, the propensity for a third is greater if the first two children are of the same sex, two girls or two boys (Zavala, 2020). At the same time, the number of women with one child has also increased.

In the most recent EDER edition (INEGI, 2017), the sample size offers the first opportunity to explore whether these reproductive traits are consistent across the country or regional differences can be identified. Our hypothesis is that it is possible to distinguish regions with more conservative reproductive patterns than others, even considering the diversity with respect to local size, educational level or social origin. To prove this, we propose a regionalisation based on the family formation trajectories of women over 40 years old who remained in the same entity throughout their lives. Their family formation trajectory includes the beginning of sexual activity, the entry into a union by type of union, the birth of each of the children and the entry into a second and successive union.

Regionalisation results from a process of optimal matching of trajectories according to their degree of similarity. Once the regions are defined, we explore the differences in the ages at first childbearing, the probabilities of family enlargement, the intervals between the first and the second child, the size of the final offspring, among other variables.

Figure 1. Final offspring by generations, according to sex
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

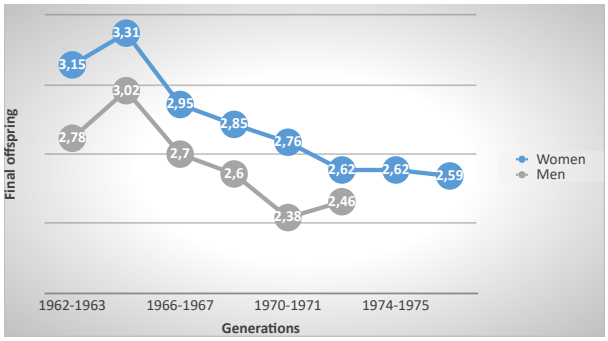
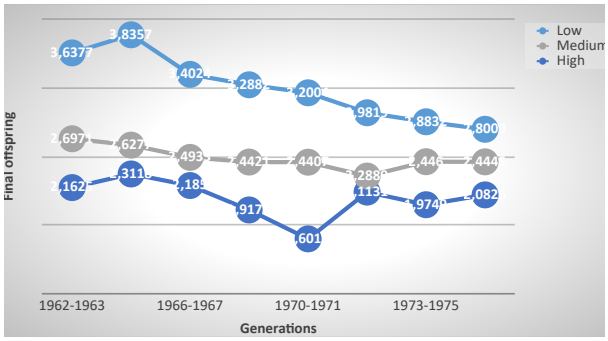


Figure 2. Final female offspring, by generations and level of schooling
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.



1. NATIONAL EVOLUTION

With data about the final offspring of women aged 40 and older and men aged 45 and older who have virtually completed their reproductive lives at the time of the survey, the following describes the change in fertility across generations, by sex and level of schooling. The decline in fertility has slowed from the generations born in the 1970s (fig. 1). The greatest generational variation (-23%) occurred among women with low levels of education (fig. 2), who in any case have maintained a greater number of children toward the end of their reproductive lives.

On the other hand, as for the relationship between the level of education and the absence of children, approximately one in seven women with high education had not had children by the age of 40 (fig. 3). This phenomenon is increasing across the generations, even for less educated women (fig. 4).

Furthermore, among those with higher levels of education, there is no significant generational change in the proportion of women with only one child at the end of their reproductive lives,

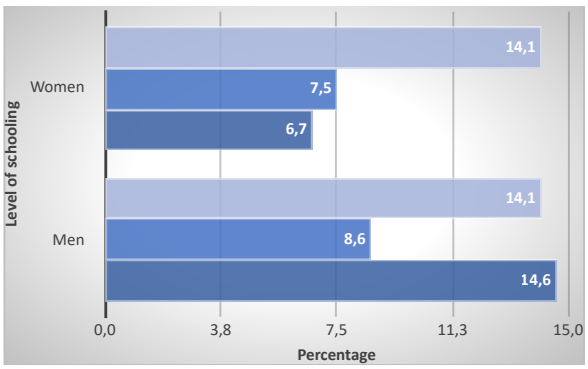


Figure 3. Percentage of men and women without children towards the end of their reproductive lives, by level of schooling
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

Figure 4. Percentage of women without children towards the end of their reproductive lives by generations, according to level of schooling
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

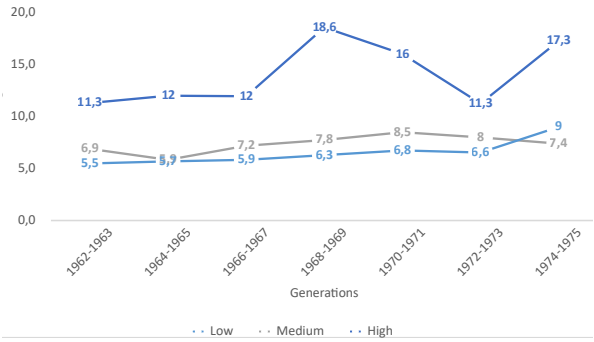


Figure 5. Percentage of women with only one child towards the end of their reproductive life by generation, according to level of schooling
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

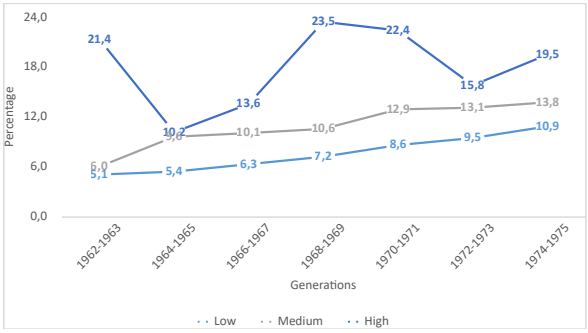


Figure 6. Phases of family formation
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

but there is a growing trend in the percentage of women with only one child among those with medium and low levels of education, from 6 to 14 percent, and from 5 to 11 percent, respectively (fig. 5).

2.REGIONAL DIVERSITY OF THE FAMILY FORMATION PATTERN

The reproductive pattern in Mexico is different from that in developed countries, as reproduction still begins at early ages, with short intervals between children. However, there is a reduction in the final offspring and in the probabilities of enlargement of the families of higher orders throughout the generations.

Although there is an intuitive recognition of the coexistence of different reproductive patterns in Mexico, until now it has been impossible to verify this from analysing retrospective data. Sequence analysis is a useful technique for regionalisation based on the diversity and complexity of female trajectories in the formation of their families.

The technique requires the specific reconstruction of the phenomenon to be studied. In this case we combine the beginning of sexual life with reproductive and union trajectories, and we focus exclusively on the order of occurrence, not on the durations. With this input, the variety of the trajectories is grouped considering a measure of similarity. The stages or phases through which it is possible to move were conceptually defined as follows:

The differences by entity are shown below. The first bar, in violet, represents the total of women at the starting point, single and without children; the second bar indicates, according to the colour, which was the second status of these women: in Aguascalientes it was mostly light blue, that is, religious and civil marriage, unlike in Quintana Roo, where the second phase in the trajectory of an important proportion of the women was the beginning of sexual activity (purple). Furthermore, the trajectories are ordered by the number of stages that constitute them: we find at the base the longest trajectories, i.e. those that imply the greatest number of children and/or unions.

From the visualisation, we grouped the states that present a similar family formation pattern and we managed to distinguish six groups or regions: a) Very conservative, b) Conservative, c) High fertility, d) Mixed, e) Tolerant, and f) Liberal. The names of the regions correspond to the greater or lesser distance from the conventional or traditional family formation scheme in the country.

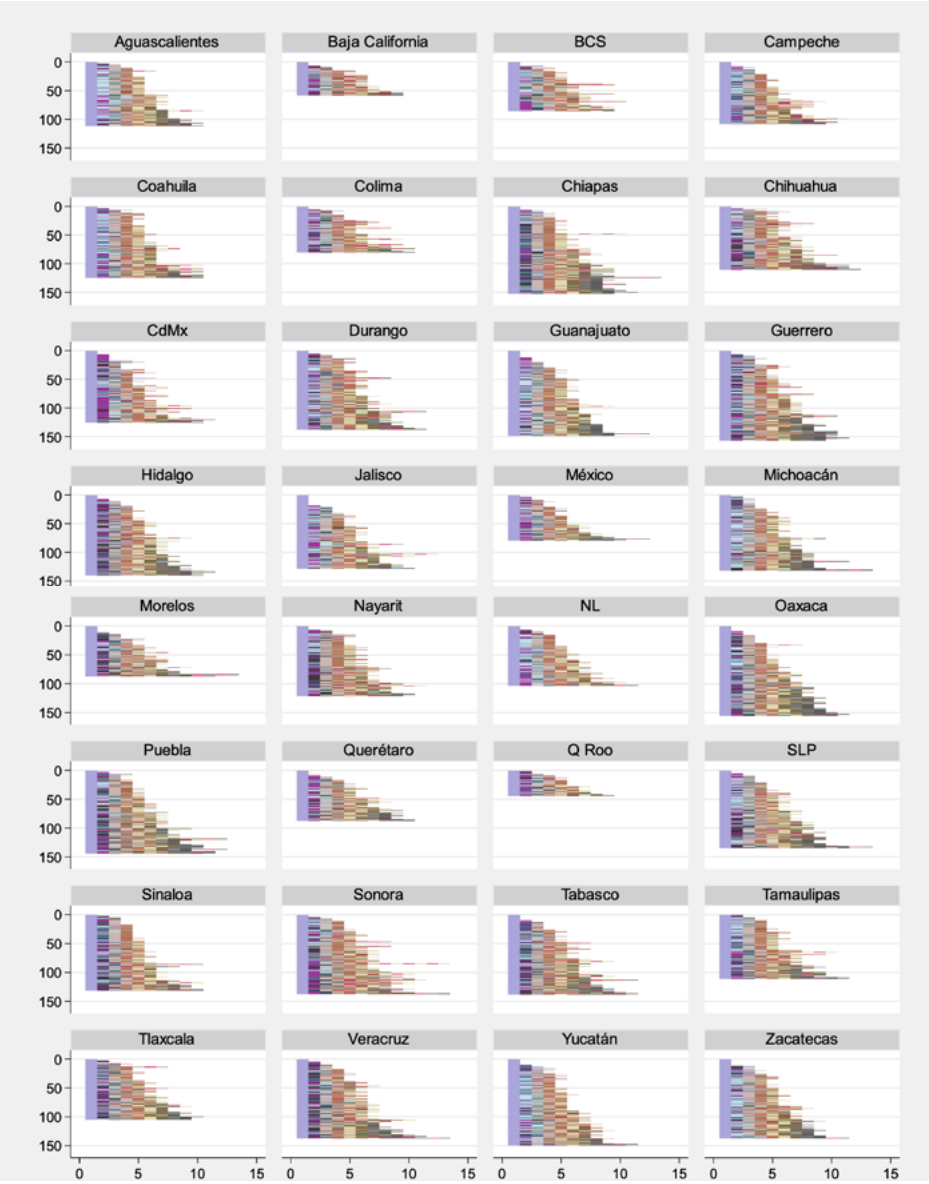


Figure 7. Family formation paths by state
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

Figure 8. Family formation trajectories by region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

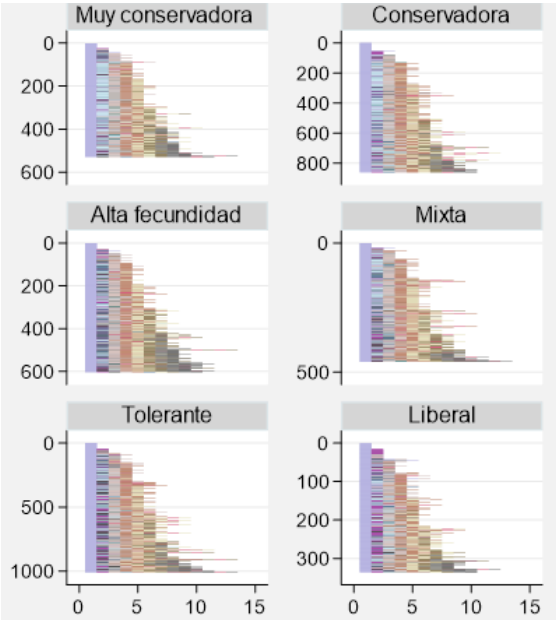


Figure 9. Regions in Mexico according to family formation pattern
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

3. MOST FREQUENT FAMILY TRAINING PATHS BY REGION

This section describes the most frequent sequences in each region. At least 50% of the women in each region followed one of the illustrated trajectories, the rest of the women followed any other combination of stages that is less common than those presented here. So we show the more representative, still non-exhaustive, patterns within each region.

In the *Very Conservative region*, half of the women followed trajectories in which premarital sexual activity is not reported. The accumulation of these trajectories reflects the importance of religious marriage in family formation as it typically precedes the birth of children. The most frequent trajectory (14.9%) is religious and civil marriage followed by three consecutive descendants.

In the *Conservative region*, the pattern of traditional family formation is similar to that of the very conservative region, although less intense. One of the most frequent trajectories does not involve religious marriage, but certainly does not include the declaration of premarital sexual activity.

In the *states with High fertility*, trajectories that culminate in three or four children are also frequent, as in the very conservative and conservative regions, but unlike these, in the region of High fertility, family formation can often begin with free union or civil marriage. Moreover, among the preponderant trajectories there is already a group of trajectories (5.1%) in which the beginning of sexual life is declared before cohabitation with the partner.

Table 1. Most frequent family formation trajectories for women in the very conservative region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

14.9%	Single and without children	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
9.1%		Religious and civil marriage	Religious and civil marriage	Children 2		
7.9%		Religious marriage	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	
7.6%						
5.8%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	Children 4
5.2%		Religious marriage	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3

Table 2. Most frequent family formation trajectories for women in the conservative region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

12.2%	Single and without children	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
10.6%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2		
9.6%						
6.9%		Civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
5.3%		Religious marriage	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	
5.3%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	Children 4

In contrast, in the *Mixed region*, just over half of women follow paths that culminate in a maximum of three children, regardless of the type of marital union. One of the most common trajectories is to have a child while still single. Another emerging path is that more than 6% of women stayed single and were not mothers.
On the other hand, in the *Tolerant states*, although the predominant trajectories begin with civil or, civil and religious marriage, the free union is the basis of family formation in about 15% of the cases. In this region, there are more reports of the initiation of sexual life prior to religious marriage and cohabitation. And almost one woman in ten stayed single and without children.

Table 3. Most frequent family formation trajectories for women in the high-fertility region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

9.5%	Single and without children	Religious and civil marriage				
7.8%		Civil marriage	Children 1	Children 2		
7.4%		Civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
5.7%		Cohabitation	Children 1	Children 2		
5.4%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
5.1%		Beginning of sexual activity	Cohabitation	Children 1	Children 2	
5.1%		Religious marriage	Children 1	Children 2	Children 3	Children 4
4.7%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2		

Table 4. Most frequent family formation trajectories for women in the mixed region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

10.9%	Single and without children	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
7.4%		Civil marriage	Children 1	Children 2		
6.6%		Civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
6.3%						
6.3%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2		
5.5%		Beginning of sexual activity	Children 1			
5.1%		Beginning of sexual activity	Cohabitation	Children 1	Children 2	
4.3%		Religious marriage	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	

Table 5. Most frequent family formation trajectories for women in the tolerant region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

9.7%	Single and without children					
6.7%		Civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
6.7%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	
6.5%		Civil marriage	Children 1	Children 2		
6.1%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2		
4.6%		Beginning of sexual activity	Religious marriage	Children 1	Children 2	
4.6%		Cohabitation	Children 1	Children 2	Children 3	
4.4%		Cohabitation	Religious marriage	Children 1	Children 2	Children 3
4.2%		Beginning of sexual activity				
4.2%		Beginning of sexual activity	Cohabitation	Children 1	Children 2	

Finally, in the *Liberal region*, there is a higher declaration of sexual debut compared to other regions and more than 16% of women stayed single and without children.

Table 6. Most frequent family formation trajectories for women in the Liberal region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

8.5%	Single and without children	Beginning of sexual activity				
8.0%						
8.0%		Beginning of sexual activity	Religious marriage	Children 1	Children 2	
7.0%		Beginning of sexual activity	Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3
6.5%		Beginning of sexual activity	Children 1			
6.5%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2		
5.5%		Religious and civil marriage	Children 1	Children 2	Children 3	

4. REGIONAL DIFFERENCES IN REPRODUCTIVE INDICATORS

The graphs and tables below show that according to various fertility indicators there are significant differences between regions and, in that sense, that the regionalisation obtained is relevant to explain gaps in the territory associated with aspects of social, cultural or institutional nature.

It is important to note that, for sequence and cluster analysis, a series of technical and conceptual decisions must be made in the process and that, therefore, there may not be one but several optimal solutions (Ritschard & Studer, 2018). In this case, the solution chosen among the multiple alternatives responds to preliminary knowledge about the subject and the states in the country.

Table 7a. Family formation and reproductive indicators (calendar) for women aged 40 and over, by region

Region	Median age at 1st union	Median age at 1st child	Mean age at 1st child	Years between 1st and 2nd child	Years between 2nd and 3rd child
Very conservative	20	21	22	4	5
Conservative	20	22	23	3	5
High fertility	19	20	21	3	4
Mixed	20	21	22	4	6
Tolerant	20	21	22	4	6
Liberal	21	22	24	4	7

Table 7b. Reproductive indicators (intensity) for women aged 40 and over, by region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

Region	Proportion of women without children	Proportion of women with one only child
Very conservative	0.07	0.10
Conservative	0.09	0.07
High fertility	0.07	0.08
Mixed	0.06	0.11
Tolerant	0.06	0.10
Liberal	0.09	0.13

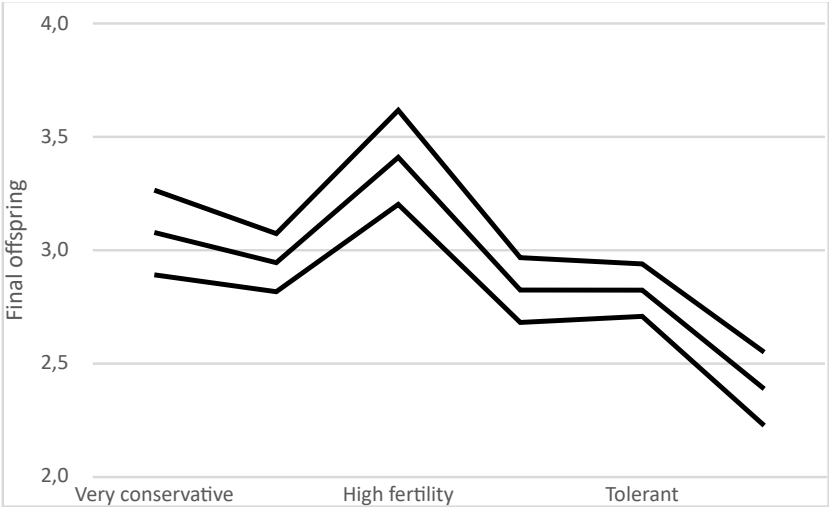


Figure 10. Final offspring of women aged 40 and over, by region
Source: Author productionwith data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

Figure 11. Probabilities of family enlargement, by region
Source: Author productionwith data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

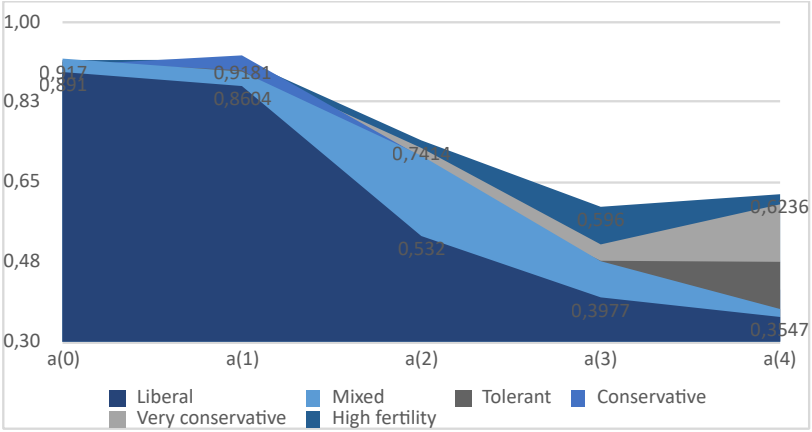


Table 8. Probability of having a third child according to the sex of the first two, by region
Source: Author production with data from the 2017 Retrospective Demographic Survey.

Region	2 girls	2 boys	1 of each
Very conservative	0.72	0.77	0,71
Conservative	0.73	0.73	0.68
High fertility	0.77	0.75	0.73
Mixed	0.75	0.66	0.71
Tolerant	0.69	0.71	0.64
Liberal	0.53	0.54	0.53

REFERENCES

Coubès M. S., 2016, "Introducción", *in* M.-L. Coubès, P. Solís and M. E. Zavala (Eds), *Generaciones, cursos de vida y desigualdad social en* México, México, COLMEX–COLEF.

INEGI, 2017, *EDER,* México [online: www.inegi.org.mx/programas/eder/2017/].

Páez O., Zavala M. E., 2016, "Tendencias y determinantes de la fecundidad en México: las desigualdades sociales", *in* M.-L. Coubès, P. Solís and M. E. Zavala (eds), *Generaciones, cursos de vida y desigualdad social en* México, México, COLMEX–COLEF, p. 45-76.

Ritschard G., Studer M., 2018, *Sequence Analysis and Related Approaches: Innovative Methods and Applications*, Berlin, Springer Open.
Zavala de Cosío M. E., 2005, "Las tendencias de la fecundidad en los tres grupos de generaciones urbanas y rurales según el sexo", *in* M.-L. Coubès (eds), *Cambio demográfico y social en el México del siglo XX. Una perspectiva de historias de vida*, México, EGAP ITESM–COLEF–PORRÚA, p. 97-119.
Zavala M. E., 2020, "La diversidad social de la fecundidad en México", *in* S. Giorguli (ed.), *Dinámica demográfica de México en el siglo XXI*, México, COLMEX, p. 283-324.

THE AUTHOR

Olinca Páez
INEGI / Research in Econometric Information (Mexico)
olinca.paez@inegi.org.mx

CO-PORTEUR·E·S
Denis ECKERT (Centre Marc Bloch, Berlin) & Béatrice VON HIRSCHHAUSEN (Géographie-cités)

Session M Vivre les situations d'entre-deux. Champs d'expérience et horizons d'attente dans les espaces médians

Le concept d'« espace entre-deux » a été proposé par la géographe française Violette Rey au cours des années 1990 pour décrire et éclairer des traits propres à une Europe médiane située entre Mer baltique et Balkans et placée à l'intersection d'hégémonies chevauchantes. Dans d'autres champs disciplinaires, d'autres concepts ont cherché à caractériser les aires de contacts culturels sous influences croisées. Le concept allemand de *Zwischenraum* (espace intermédiaire) a été proposé en 2001 par l'historien Philippe Ther pour analyser des espaces dont les appartenances étatiques changeantes ou incertaines ont façonné les hybridités linguistiques, sociales ou normatives. Le concept de *liminal spaces*, développé quant à lui en anthropologie sociale, a connu une certaine fortune interdisciplinaire, pour traiter conjointement des situations de « passage » temporel et spatial notamment dans l'Europe post-socialiste, soumise au basculement de la domination géopolitique de l'Est vers l'Ouest. Par-delà les spécificités de l'Europe médiane, ces situations « d'entre-deux » sont repérables en d'autres lieux géographiques de la planète qui font aussi, avec une acuité particulièrement intense, l'expérience de l'intrication, de la concurrence ou de la coexistence d'influences culturelles, nationales, religieuses ou linguistiques plurielles. Nous faisons l'hypothèse que ces lieux et territoires ont en commun de placer les populations sous des régimes d'incertitudes historiques dont nous proposons d'explorer les dimensions temporelles et spatiales. Cette session invite des spécialistes de régions ou de lieux en position « intermédiaire » à confronter leurs analyses, en privilégiant des approches « par le bas », attentives à l'espace d'expérience, aux horizons d'attentes et aux stratégies des acteurs ordinaires placés dans des situations géopolitiques indéterminées et hautement incertaines sur l'avenir.

Living in In-Between Spaces. Ranges of Experience and Horizons of Expectation in Intermediate Spaces

The concept of "in-between space" ("*espace d'entre-deux*") was proposed by the French geographer Violette Rey in the 1990s to describe features specific to a median Europe located between the Baltic Sea and the Balkans, and at the intersection of overlapping hegemonies. In other disciplinary fields, other concepts have been used in an attempt to describe areas of cross-cultural influence. The German concept of *Zwischenraum* (intermediate space) was proposed in 2001 by the historian Philippe Ther to analyse spaces whose changing or uncertain state affiliations have shaped linguistic, social, or normative hybridities. The concept of "liminal spaces", developed in social anthropology, has enjoyed a certain degree of interdisciplinary success, and is used to deal with situations involving both temporal and spatial "passage", particularly in ex-Soviet bloc Europe, which was affected by the shift of geopolitical domination from East to West. Beyond the specificities of median Europe, these "in-between" situations can be found in other areas around the planet which are also acutely affected by the entanglement, competition or coexistence between cultural, national, religious or plural linguistic influences. Our hypothesis is that these places and regions have something in common: their populations are forced to live in a state of historical uncertainty. It is the temporal and spatial dimensions of these places that we propose to explore. This session will invite specialists from regions or places that occupy an "intermediate" position to compare their analyses. Preference will be given to approaches "from below", with focus on the experiences, expectations and strategies of ordinary actors in indeterminate geopolitical situations with high levels of uncertainty about the future.

Vivir situaciones "entre-deux" [intermedias]. Campos de experiencia y horizontes de expectativa en los espacios medianos

El concepto de "entre-deux" [intermedio] fue propuesto por la geógrafa francesa Violette Rey durante la década de 1990 para describir y destacar las características de una Europa Central ubicada entre el Mar Báltico y los Balcanes y que se sitúa en la intersección de hegemonías que se superponen. En otros campos disciplinarios, otros conceptos han tratado de caracterizar áreas de contacto cultural bajo influencias cruzadas. El concepto alemán de *Zwischenraum* [espacio intermedio] fue propuesto en 2001 por el historiador Philippe Ther para analizar espacios cuyas afiliaciones estatales cambiantes o inciertas han constituido hibridaciones lingüísticas, sociales o normativas. El concepto de *liminal spaces* [espacios liminales], que se ha desarrollado en antropología social, ha tenido una cierta adopción interdisciplinaria, para tratar conjuntamente de las situaciones de "paso" temporal y espacial en particular en la Europa post-socialista, sometida al cambio de la dominación geopolítica del Este hacia el Oeste. Más allá de las especificidades de la Europa Central, estas situaciones « intermedias » son identificables en otros lugares geográficos del planeta que experimentan también, con una magnitud particularmente intensa, la experiencia de lo intricado, de la competencia o la coexistencia de influencias culturales, nacionales, religiosas o lingüísticas plurales. Planteamos la hipótesis de que estos lugares y territorios tienen en común situar a las poblaciones bajo regímenes de incertidumbres históricas cuyas dimensiones temporales y espaciales proponemos explorar. Esta sesión invita a especialistas de regiones o lugares en una posición "intermedia" a confrontar sus análisis, favoreciendo enfoques "desde abajo", atentos al espacio de experiencia, los horizontes de expectativas y las estrategias de los actores ordinarios, que se encuentran en situaciones geopolíticas indeterminadas y altamente inciertas respecto al futuro.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Halecki O., 1980 [1re éd. 1952], *Borderlands of Western Civilization. A History of East Central Europe*, Savety Harbor, Simon Publication.

Horvath A., Thomassen B., Wydra H. (dir.), 2015 [1re éd.], *Breaking Boundaries: Varieties of Liminality,* New York, Berghahn Books.

Koselleck R., 1990, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, éd. de l'EHESS.

Le Gall J., Rougé L., 2014, « Oser les entre-deux ! », *Carnets de géographes*, n° 7, p. 1-22.

Rey V., 1995, « L'Europe centre orientale, un "entre-deux" », *in* A. Bailly, R. Ferras et D. Pumain (dir.), *Encyclopédie de géographie,* Paris, Économica, p. 813-825.

Rey V., 2010, « Les Balkans, lecture d'un espace "d'entre-deux" ». Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne », *Territoires, politique, sociétés*, 2010-1, p. 45-56.

Szúcs J., 1985, *Les trois Europes*, Paris, L'Harmattan [trad. du hongrois par V. Charaire, G. Klahiczay et P. Thureau-Dangin].

Ther P., 2003, "Sprachliche, kulturelle und ethnische "Zwischenräume" als Zugang zu einer transnationale Geschichte Europas", *in* P. Ther & H. Sundhaussen (dir.), *Regionale Bewegungen und Regionalismen in europäischen Zwischenräumen seit der Mitte des 19. Jahrhundert,* Marburg, Verlag Herder Institut, p. IX-XXIX.

von Hirschhausen B., 2017, dossier thématique « Frontières fantômes », *L'Espace géographique*, n° 46, 2017/2, p. 97-173.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Alice CORBET – Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain

– Clarisse DIDELON-LOISEAU, Julien THOREZ, Yann RICHARD – L'Asie centrale vue du Kazakhstan : un espace médian ?

– Sophie LAMBROSCHINI – *Accommodating Uncertainty by Bridging Fractures in War? Practices and Limits of Cross-Frontline Water Provision in the War in Eastern Ukraine*, 2014-2019

– Annaelle PIVA – L'« entre-deux » de l'errance, une réalité socio-spatiale : le cas des migrants dans les espaces urbains parisiens

– Alexandre RUELLE – Vivre dans un territoire d'entre-deux en temps de guerre. Les Savoyards entre France et Piémont (XVIe-XIXe siècles)

AUTEURE
Alice CORBET

Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain

RÉSUMÉ
Les camps de déplacés ou de réfugiés, entre camps et bidonvilles, sont des lieux d'entre-deux : des milliers de personnes *habitent* ces espaces. Comment y créent-elles un environnement urbain et social, surtout quand ils sont non légaux et marqués par la précarité matérielle, temporelle et économique ? Basée sur le cas haïtien, cette communication interrogera les lieux de la précarité *encampée* comme des territoires définis par *l'incertain*, où une dynamique sociale s'instaure dans des jeux de pouvoir aux marges de la légalité. Des espoirs s'y développent, ce dont témoignent les habitats de moins en moins précaires et la transformation en camps-villes : ils démontrent qu'une cohésion sociale pérenne se matérialise par l'urbanisme. Habiter l'incertain, c'est à la fois créer sans bases, inventer une stabilité, mais aussi entretenir la vulnérabilité, être expulsable à tout moment, et rester en marge. L'entre-deux est donc un lieu de tous les possibles, de toutes les opportunités comme de tous les malheurs.

MOTS CLÉS
camps, informel, incertain, habiter, précarité, communauté

Unofficial Camps: Living in the Uncertain

ABSTRACT
Displaced or refugee camps, between camps and shantytowns, are in-between places: thousands of people *inhabit* these spaces. How do they create there an urban and social environment, especially when these places are non-legal and marked by material, temporal and economic precariousness? Based on the Haitian case, this communication will question the place of precariousness *encamped* as if they are territories defined by the *uncertain*, where a social dynamics is established in power games on the fringes of legality. Lots of hopes are developped there, as evidenced by their transformation in city-camps: they demonstrate that lasting social cohesion is materialising by the informal urban planning. Living in uncertainty is both creating without foundations and inventing stability, but it also means maintaining vulnerability, or being kicked out at any time, and staying in the margins. We will seek how this in-between is a place of all possibilities, all opportunities as well as all misfortunes.

KEYWORDS
Camps, Informal, Uncertain, Inhabit, Precariousness, Community

Depuis plusieurs années, la question des camps (de déplacés ou de réfugiés) est discutée par les sciences sociales dans une perspective pluridisciplinaire. Les camps sont emblématiques des lieux d'entre-deux : entre les frontières, aux marges de la ville, entre deux situations de vie (ils sont issus de situations contraintes et ne sont envisagés que comme temporaires), etc. Certains camps de réfugiés ou de déplacés, reconnus par le UNHCR (l'agence des Nations Unies pour les réfugiés) ou par les instances du pays d'accueil, sont au cœur des réflexions sur l'extraterritorialité et la liminalité (Agier, 2008 ; Hampshire *et al.*, 2008). Mais la question des camps ou des territoires où il n'y a pas de décision officielle et légale de mise en place et d'encadrement urbain et humanitaire, et dans lesquels les populations ne sont pas identifiées (on ne connaît pas leur identité, leur nombre, leur provenance), s'inscrit dans un angle flou de la recherche contemporaine. Faut-il parler de camps, de bidonvilles, de refuges ? Des ONG nationales ou internationales s'en occupent-elles dans la durée ou ponctuellement, ou sont-ils en dehors de toute gestion solidaire ou urbaine ? Une typologie des camps / refuges, variable en fonction du temps, peut s'établir entre ceux qui sont identifiés, ceux qui sont ignorés, ceux qui sont aidés par le gouvernement ou des instances internationales, ceux qui sont assistés

sporadiquement par des ONG nationales ou internationales, ou encore ceux qui sont en dehors de tout regard officiel ou solidaire. On parlera ici de situations « non officielles », ou « informelles » – dans le sens où ces lieux ne sont pas censés exister – mais on s'évertuera à démontrer que cette notion d'informalité n'est pas significative pour maints aspects quotidiens de la vie des habitants.

Dans les camps « officiels », où les populations sont connues, délimitées et gouvernées par des institutions gestionnaires, les organismes parlent souvent de « communauté », concept très utilisé dans le milieu de la solidarité, bien que peu défini. Cette communication interrogera ce concept de communauté, en montrant en quoi il n'est pas toujours efficient. À l'inverse, dans les cas des camps « informels », qui n'ont pas de reconnaissance officielle, les personnes parlent elles-mêmes de communauté. En effet, des milliers de personnes *habitent* (Lussault *et al.*, 2007) ces espaces marqués par la précarité : précarité légale (ils s'installent hors loi), précarité temporelle (ils peuvent être expulsés à tout moment et, même s'ils perdurent, on ne sait combien de temps ils vont rester), précarité infrastructurelle et matérielle (conditions de vies bricolées au quotidien), précarité économique (les personnes qui les habitent sont, au départ, les plus pauvres et le lieu entretient souvent ce manque de ressources). Comment les habitants qui s'installent dans ces lieux non légaux et marqués par la précarité (légale, temporelle, matérielle et économique) s'y créent-ils un environnement matériel et social (des « communautés » ?) et comment envisagent-ils leur espace de vie (lequel est paradoxalement souvent investi dans une perspective durable dès le début de leur installation) ?

Par des exemples de camps de déplacés haïtiens (issus du séisme de 2010), cette communication interrogera le lieu de la précarité *encampée* comme des territoires définis par l'incertain (territoires non officiels et dont l'existence s'annonce pour une durée indéterminée), où toute une dynamique sociale s'instaure dans des jeux de pouvoir qui concernent toutes les classes sociales, aux marges de la légalité. *L'incertain* est alors « phénoménologique », car il confronte l'individu à une situation inédite qu'il ne peut surmonter qu'en envisageant toutes les issues possibles (Dousset, 2018). Si, dans les situations de crise, le terme de résilience est alors avancé pour expliquer l'investissement humain après un événement perturbateur, dans le cadre de cette présentation, celui-ci sera (rapidement) récusé, car les gens agissent non par choix mais par nécessité et qu'ils ne reprennent pas le dessus sur leur situation, qui reste toujours subie. Leur condition, figée d'apparence car en attente, doit être enquêtée comme le sont les espaces mobiles (Retaillé, 2011), afin de considérer leur dimension dynamique et évolutive, prompte à se métamorphoser, à s'accroître ou à disparaître, et dans lesquels des acteurs locaux rencontrent parfois ceux, transnationaux, de l'humanitaire.

À titre illustratif, le cas de Canaan sera exposé : Canaan est une zone au Nord de la capitale haïtienne Port-au-Prince qui fut progressivement envahie par les sans-abris après le séisme. Un double « appel d'air » provoqua cet afflux : la régularisation publique d'une partie du terrain par l'État, néanmoins temporaire et très contestée par les propriétaires, et la création par des ONG du camp de déplacés nommé Corail. Avec le temps, les conditions de vie dans Corail se sont dégradées et les ONG y travaillant furent très contestées, ce qui entraîna le départ de la plupart. Canaan se développa autour de Corail, sorte de *Far West* où tout était possible, débordant largement les frontières de la zone étatique publique ; les habitants y captèrent illégalement l'électricité, y aménagèrent des routes, y fondèrent des petits magasins, etc, dans une désorganisation relative : dès le début de « l'invasion » de Canaan, divers acteurs tentèrent d'organiser l'espace, en l'envisageant dans une vision générale de planification urbaine.

Les camps urbains de l'agglomération port-au-princienne, forcés de fermer au fil des mois sans que leurs habitants ne trouvent de solutions de relogement, se déplacèrent aussi massivement à Canaan, ce qui eut pour conséquence la formation de quartiers (Jerusamel, Canaan I, II…), où le sentiment d'appartenance était tout de suite revendiqué, reflétant l'existence de réseaux de connaissance et d'entraide (Corbet, 2016). Aujourd'hui encore, les populations vulnérables continuent de s'installer à Canaan : d'abord venues de la capitale, elles arrivent maintenant des provinces, dans un mouvement continu d'attraction urbaine. L'espace liminal est un lieu où on s'installe par défaut, mais où plein d'espoirs se développent, ce dont témoigne l'installation d'habitats de moins en moins précaires, la création d'écoles, de lieux de loisirs, etc. Intéressants du point de vue urbanistique, ces sites démontrent qu'une cohésion sociale pérenne se matérialise.

Des personnes riches sont aussi venues dans ce camp, toujours illégal et marginalisé par l'État, afin de saisir leur chance en privatisant des parcelles dans l'espoir de leur légalisation. Ainsi, l'informalité juridique de Canaan et son absence de présence étatique ou de gestion par des ONG ont permis à certains acteurs d'accroître leurs marges de pouvoir, notamment économique. Ce sont souvent des chefs de gangs qui ont administré ces nouveaux territoires des camps informels, ignorés par l'État. Certains ont eu une démarche très gestionnaire, avec des programmes d'urbanisme très réfléchis et organisés. D'autres ont mis en place leurs réseaux de pouvoir violents, utilisant ces « non-lieux » du regard officiel comme des plateformes opportunistes pour imposer leurs lois. Il apparaît dans ces espaces une intrication permanente entre les réseaux parallèles

aux structures étatiques et les instances officielles qui les nourrissent, accroissant ainsi leur contrôle dans le jeu complexe du pouvoir en Haïti (Dandoy, 2013).

Par la description du cas de Canaan, emblématique de cette situation de camp initialement « abandonné » en dehors de la capitale haïtienne, devenu aujourd'hui un immense bidonville, la communication cherchera à voir comment l'entre-deux est un lieu de tous les possibles, de toutes les opportunités comme de tous les malheurs. Habiter l'incertain, c'est à la fois créer sans bases et inventer une stabilité. C'est aussi entretenir la vulnérabilité, être expulsable à tout moment et rester en marge. L'argument théorique s'appuiera sur la notion d'hétérotopie de Foucault (1984), d'incertain et d'attente (Ettlinger, 2007). Les disciplines mobilisées sont l'anthropologie, par la méthode et l'approche des terrains mentionnés, ainsi que la géographie (approches sur la matérialité des camps et leur expansion urbaine) et les études sur l'intervention humanitaire.

La communication évoquera enfin les camps de longue durée, dans lesquels une génération est née. L'auteur s'appuiera alors sur les camps de réfugiés sahraouis, installés en Algérie depuis 1975, et interrogera l'identité de ceux qui sont nés dans « l'en-dehors » : quand l'exception perdure, elle ne se normalise pas pour autant, mais fait exister des populations au cœur des enjeux géopolitiques et économiques (car leur encampement est causé par leurs dysfonctionnements) tout en demeurant invisibilisées (car en situation d'entre-deux). Leur vie encampée est en effet installée dans des camps devenus villes et cœurs identitaires, tout en étant légalement marginalisée, dépendante des aléas géopolitiques et de l'aide internationale : cette vie dans l'expectative, dans le temporaire durable, interroge sur les espaces d'entre-deux comme des zones de relégation de problèmes et de personnes dont on ne sait que faire.

Outre la présentation de ces cas d'étude, cette communication attend dans la discussion de pouvoir alimenter sa réflexion sur les notions d'incertain, d'espace d'entre-deux tels que les camps ou les bidonvilles, et de construction communautaire / identitaire dans de tels lieux. La rencontre de divers champs disciplinaires permettra d'ouvrir les angles d'approche sur le sujet et de nourrir la réflexion à venir.

RÉFÉRENCES

Agier M., 2008, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion.

Corbet A., 2016, "Community After All? An Inside Perspective of Encampment in Haiti", *Journal of Refugee Studies*, S. Turner (coord.), numéro thématique "What is a Camp? Explorations of the Limits and Effects of the Camp", 29(2), p. 166-186.

Dandoy A., 2013, *Insécurité et aide humanitaire : l'impossible dialogue ?* Groupe URD [en ligne : www.urd.org/fr/projet/insecurite-et-aide-humanitaire-limpossible-dialogue].

Dousset L., 2018, *Pour une anthropologie de l'incertitude*, Paris, CNRS éd.

Ettlinger N., 2007, "Precarity Unbound", *Alternatives: Global, Local, Political,*, 32(3), p. 319-340.

Foucault M., 1984, « Des espaces autres », *in* M. Foucault, *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, p. 752-762.

Hampshire K., Porter G., Kilpatrick K., Kyei P., Adjaloo M., Oppong G., 2008, "Liminal Spaces: Changing Inter-Generational Relations among Long-Term Liberian Refugees in Ghana", *Human Organization*, 67(1), p. 25-36.

Lussault M., Paquot T., Younès C., 2007, *Habiter, le propre de l'humain ?* Paris, La Découverte.

Retaillé D., 2011, « La transformation des formes de la limite », *Articulo*, n° 6 [en ligne : journals.openedition.org/articulo/1723].

L'AUTEURE

Alice Corbet
CNRS — LAM
a.corbet@sciencespobodreaux.fr

L'Asie centrale vue du Kazakhstan : un espace médian ?

AUTEUR·E·S
Clarisse DIDELON-LOISEAU,
Julien THOREZ,
Yann RICHARD

RÉSUMÉ
Dans une précédente enquête réalisée auprès d'étudiants de 18 pays sur les représentations du monde (2009), nous avons établi que l'Asie centrale constitue un interstice dans la régionalisation du monde voire un angle mort tant cet espace est malmené (oublié, découpé) dans la construction des régions mondiales. Ce résultat empirique pourrait en partie être expliqué par l'absence d'individus enquêtés dans la région : l'un des résultats théoriques du projet concluait au centrage des cartes réalisées et donc au fait que les individus interrogés n'oublient pas la région dans laquelle ils se trouvent. Pour répondre à cette interrogation, des enquêtes similaires ont été menées en 2018-2019 auprès d'étudiants kazakhstanais. Les résultats préliminaires montrent que les pays d'Asie centrale constituent bel et bien une région imprécise et partagée entre plusieurs aires de régionalisation. Pour les étudiants interrogés cela se traduit non pas par une invisibilisation ou un oubli de cet espace mais par l'identification de plusieurs espaces d'appartenance possibles qui conduisent parfois au découpage du Kazakhstan. La région « Asie centrale » elle-même ne semble avoir que peu de poids dans leurs représentations du monde.

MOTS CLÉS
Asie centrale, Kazakhstan, représentations, mobilités, espace médian

ABSTRACT
In a previous survey on the world mental representations of students from 18 countries (2009), we showed that Central Asia is an interstitial space in world regionalisation or even a blind spot. Indeed, this space is either forgotten or divided in the construction of world regions. The absence of people surveyed in the region could explain this empirical result since one of the main theoretical results of the survey concludes that mental maps are centred on individuals that usually do not forget the region where they live. To overcome this contradiction, a similar survey has been conducted in 2018-2019 with Kazakhstan students. Preliminary results show that Central Asian countries are gathered in an imprecise region divided between many regionalisation areas. The space is not forgotten by Kazakhstan students and this imprecision is rather expressed by the identification of many possible spaces of belonging and by the fact that Kazakhstan is sometimes divided. Central Asia region itself has a low weight in their world representations.

KEYWORDS
Central Asia, Kazakhstan, Representations, Mobility, Median space

INTRODUCTION

Les découpages régionaux du monde font l'objet de nombreuses études, tout comme les facteurs de production et de différenciation des espaces (Gana & Richard, 2014). Les travaux sur les continents, les régions ou les grands espaces révèlent l'existence d'ensembles territoriaux en même temps qu'ils leur donnent corps, au point que certains sont quelquefois essentialisés (continents). Pourtant, des publications rappellent combien ces découpages sont le produit d'un savoir construit et d'une perception européenne du monde (Gorshenina, 2014). Dans l'organisation régionale du monde, certains espaces sont identifiés comme des régions structurées, polarisées et polarisantes. D'autres occupent des positions intermédiaires, de contact, d'interface ou de confrontation, où, souvent, les dynamiques exogènes prennent le pas sur les dynamiques endogènes (Rey, 2013). Ces espaces de l'entre-deux sont souvent perçus comme des marges.

De même que l'Europe centrale / orientale / médiane, l'Asie centrale est fréquemment présentée comme un espace médian, en raison de sa situation géographique – à l'articulation des mondes turc, iranien, russe et chinois – et de sa trajectoire historique – elle fut notamment un des principaux terrains d'affrontement entre

les empires russe et britannique. Dans les représentations, elle s'apparente même parfois à un angle mort. Cette communication propose de revenir sur ce constat, en analysant les représentations du monde des Centrasiatiques. Elle vise à poser la question de la perception d'un espace de l'entre-deux par ses habitants, c'est-à-dire à éprouver les notions de centralité et d'unité.

1. L'ASIE CENTRALE, ESPACE MÉDIAN OU ANGLE MORT ?

1.1. L'Asie centrale, un espace médian ?

L'« Asie centrale » désigne, selon les périodes et les approches, des entités géographiques aux contours différents (Gorshenina, 2014). Au tournant des années 1990, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan, nouvellement indépendants, ont affirmé leur appartenance commune à cette région qui a vu sa configuration territoriale se transformer fortement, au cours des dernières décennies, sous l'effet de dynamiques parfois contradictoires : affirmation nationale, insertion mondiale, fragmentation régionale. Néanmoins, les incertitudes pesant sur la définition géographique de l'Asie centrale, de même que sur sa place dans les découpages du monde contemporain, qu'ils soient analytiques ou opérationnels (États, organisations internationales, entreprises transnationales, etc.), perdurent et lui confèrent un intérêt particulier dans l'étude des représentations du monde (Balci & Kasymova, 2011). Dans la rhétorique officielle, cette région est quelquefois appréhendée comme un terrain d'affrontement des puissances géopolitiques mondiales, justifiant le recours à l'expression « nouveau grand jeu ». Plus souvent, elle est présentée comme un espace de l'entre-deux entre Orient et Occident, Europe et Asie. Soutenue par les États de la région, cette vision est promue par les projets visant à développer les « nouvelles Routes de la soie », notamment par le programme chinois *Belt Road Initiative* (BRI) (Gabuev, 2016 ; Thorez., 2019). Cela dit, l'Asie centrale reste encore un angle mort dans les représentations du monde, et ce d'autant plus que sa diversité culturelle, son hétérogénéité naturelle et surtout sa fragmentation post-soviétique ont quelquefois incité à questionner l'existence même d'une entité géographique cohérente.

1.2. L'Asie centrale, un angle mort des représentations du monde ?

Le projet EuroBroadMap (7e PCRD) a mis en œuvre une enquête à l'échelle mondiale sur les représentations du Monde, qui a permis de révéler l'existence de structures « dures », fortement ancrées dans les représentations, et de structures « molles », dont les définitions sémantiques et les contours peuvent varier (Didelon-Loiseau *et al.*, 2018). Ce projet a également permis d'identifier des espaces interstitiels, situés aux confins des zones d'appartenance à deux ou plusieurs structures continentales. C'est à cette catégorie que se rapporte l'Asie centrale. Dans les résultats de cette enquête menée auprès d'étudiants originaires de 18 pays, la région est apparue comme l'un des espaces les moins déterminés dans les représentations du monde et l'une des zones d'appartenance multiple les plus évidentes. Aux confins de grandes régions du monde fortement ancrées dans les représentations, l'Europe, l'Asie et la Russie dans une certaine mesure, l'Asie centrale s'est aussi révélée l'un des espaces les plus oubliés dans le dessin de grandes régions mondiales : de nombreuses cartes réalisées par les étudiants n'incluent tout simplement pas les pays d'Asie centrale dans l'une ou l'autre des régions du monde. De même, lorsqu'on leur demande de citer les pays et les villes où ils aimeraient vivre et où ils n'aimeraient pas vivre, les étudiants interrogés ne citent que très rarement (que ce soit positivement ou négativement) les villes et pays d'Asie centrale. La région constitue donc un angle mort des représentations. Enfin, l'« Asie centrale » n'est pratiquement jamais identifiée en tant que telle. Sur plus de 35 000 régions dessinées et nommées par les étudiants, seules 87 portent le nom « Asie centrale » ; 30 % ont été dessinées par des étudiants chinois et 10 % par des étudiants turcs. Lorsqu'on cartographie les régions « Asie centrale » dessinées par les étudiants (fig. 1), elles apparaissent centrées sur le sud-est du Kazakhstan, le Kirghizistan, Tadjikistan, l'Ouzbékistan.

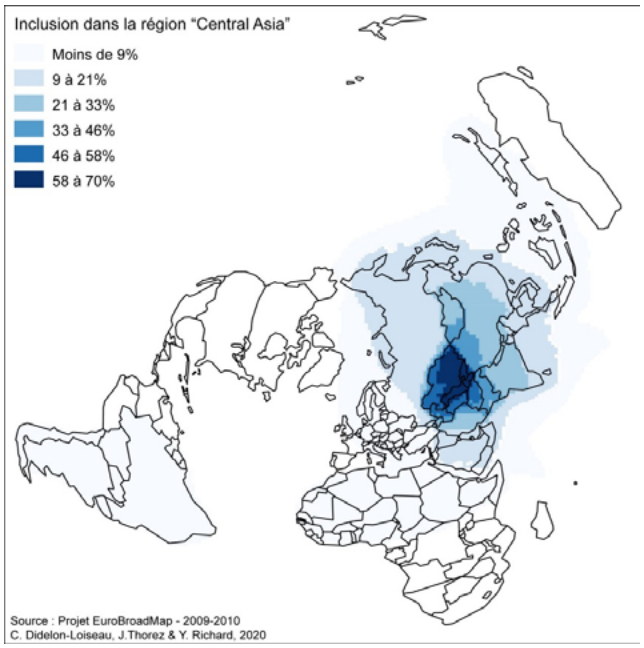
Le projet EuroBroadMap a établi que, même à l'échelle mondiale, les représentations spatiales sont centrées sur les individus et reflètent leur positionnement dans l'espace. En conséquence, il est très rare que les individus découpent les pays d'où ils sont originaires et où ils ont été enquêtés, et encore plus rare qu'ils oublient ce pays dans la régionalisation du monde. Aucune enquête n'ayant été conduite en Asie centrale en 2009-2010, la marginalité de la région dans les représentations du monde pouvait procéder de ce biais méthodologique.

2. EXPLORATION DES REPRÉSENTATIONS DU MONDE DANS UN ESPACE MÉDIAN

2.1. Une région « dure » vue d'Asie centrale ?

Sur la base des résultats précédents, nous avons fait l'hypothèse qu'une enquête menée en Asie centrale devrait aboutir à constater l'existence d'une région « centrasiatique » bien identifiée dans les représentations, en vertu du principe de centralité (centrage des cartes, qualité de l'information décroissante à mesure qu'on représente des régions plus éloignées de soi, etc.). D'un point de vue empirique, cette région « centrasiatique » poserait un certain nombre de questions sur son extension, sur les pays qu'elle inclurait, sur la netteté de ses limites et sur le (ou les) nom(s) qui lui serai(en)t donné(s). Elle soulèverait également des questions d'ordre géopolitique dans la mesure où elle entrerait en contradiction avec les représentations des populations des régions voisines enquêtées (Chine, Union européenne, Turquie, Russie). En revanche, si cet espace était lui aussi, du point de vue des habitants, rattaché aux régions voisines, lesquelles seraient dominantes (Asie ? Europe ? Russie ?) et quels facteurs pourraient l'expliquer ? Une absence, dans les représentations des populations centrasiatiques, d'une région « centrasiatique » poserait au contraire des questions théoriques sensibles dans le champ des représentations mentales, en mettant en cause le principe de centralité. Le cas centrasiatique doit donc nous conduire à confirmer ou infirmer le principe de centrage des cartes à l'échelle mondiale, même dans des régions perçues généralement comme interstitielles et floues, voire comme non perçues. Dans le cadre du projet « Le Monde vu du Kazakhstan », financé par le LabEx DynamiTe (2018-2020), nous avons décidé, pour vérifier cette hypothèse, de conduire des enquêtes similaires à celles menées dans le projet EuroBroadMap auprès d'étudiants kazakhstanais, à Almaty, Karaganda et Nur-Sultan / Astana, afin d'éprouver la solidité des principes de centralité / interstitialité / périphéricité dans les représentations mentales, de questionner la coexistence dans des régions voisines de visions géopolitiques différentes voire contradictoires. Ces enquêtes offrent aussi la possibilité de sonder l'intensité du sentiment d'appartenance à la région centrasiatique (et à la nation kazakhstanaise).

Figure 1. L'Asie centrale, identifiée par 87 étudiants interrogés dans le cadre du projet EuroBroadMap (2009-2011)



2.2. Le choix du Kazakhstan et aspects méthodologiques

Le choix du Kazakhstan a été guidé par des considérations pratiques et scientifiques. Travailler au Kazakhstan permettait d'appréhender la question des représentations de l'espace régional à différentes échelles, alors même que les autorités kazakhstanaises, qui avancent l'idée que leur pays est une interface, soutiennent les dynamiques d'intégration régionale, à l'échelle eurasiatique aussi bien qu'à l'échelle centrasiatique. Ce choix permettait aussi de confronter un discours officiel, bien structuré et bien diffusé (à travers l'enseignement, la communication étatique, la sphère médiatique, etc.), aux représentations du monde des jeunes étudiants. Faire l'enquête dans plusieurs villes du pays ouvrait enfin la possibilité d'évaluer l'hétérogénéité des représentations à l'échelle nationale, à mesure qu'on s'approche de la Russie ou des pays de l'Asie centrale situés au sud. Ce choix permettait également de faire dialoguer les résultats de ces enquêtes avec différentes recherches conduites au cours des dernières années sur la jeunesse kazakhstanaise, la « génération Nazarbaev », par des sociologues et des politistes, corpus embryonnaire ou absent sur les autres pays de la région (Laruelle, 2019 ; Yessimova & Panarin, 2019). Deux terrains ont été réalisés, l'un en mai 2018 et l'autre en décembre 2019, durant lesquels nous avons fait remplir à environ 550 étudiants un questionnaire similaire à celui utilisé dans le projet EuroBroadMap[1], dans une version bilingue kazakhe et russe. Avec l'aide de collègues kazakhstanais, les questionnaires ont été administrés à des groupes d'étudiants dans les deux principales villes du pays, Almaty (308), ancienne capitale située au sud-est, et Nur-Sultan / Astana (158), la nouvelle capitale, ainsi que quelques dizaines à Karaganda (83), ville industrielle du centre du pays.

1 Ce questionnaire a toutefois été amputé des questions posées sur l'Europe, tandis que nous y avons rajouté une partie sur l'Asie centrale.

3. RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES : LA NATION PRIME SUR LA RÉGION ?

Notre dernier terrain étant récent (mi-décembre 2019), la saisie des réponses est encore en cours. Toutefois, les résultats préliminaires du premier terrain (mai 2018) donnent des pistes de réponses à nos interrogations. Une première série de résultats concerne la place du Kazakhstan et de l'Asie centrale dans les représentations du monde. Ainsi, le Kazakhstan est rarement oublié sur les cartes du monde : dans seulement 4 % des cartes qui ont été réalisées. Le pays est inclus dans une région dans la majorité des cas. Toutefois, il est réparti entre plusieurs types de régions construites autour de la Russie, de la Chine, de l'Asie centrale et de la Turquie, et du Moyen-Orient, sans qu'une tendance claire ne se dégage pour l'instant. Cette incertitude de la région d'appartenance du Kazakhstan se traduit également par le fait que le pays est coupé dans 16 % des cartes. L'enquête confirme le résultat empirique sur l'incertitude de l'appartenance régionale, qui rattache la région aux espaces médians tout en confirmant le résultat théorique de la tendance au centrage des cartes. « Kazakhstan » est d'ailleurs le nom de région le plus utilisé (39 étudiants sur 106), juste devant le nom « Afrique » qui est normalement le nom de région le plus utilisé quel que soit le pays d'enquête. Les étudiants kazakhstanais ont classiquement recourt aux noms des continents, mais ils ont la particularité d'utiliser plus fréquemment que les autres les noms de pays, en particulier ceux des voisins que sont la Russie (29 régions) et la Chine (18 régions) mais aussi, même s'ils sont plus éloignés, la Turquie (10 régions) et l'Inde (9 régions). Seuls 4 utilisent le terme « Asie centrale ».

Figure 2. Pays visités par des étudiants kazakhstanais (terrain de mai 2018 = 158 étudiants)

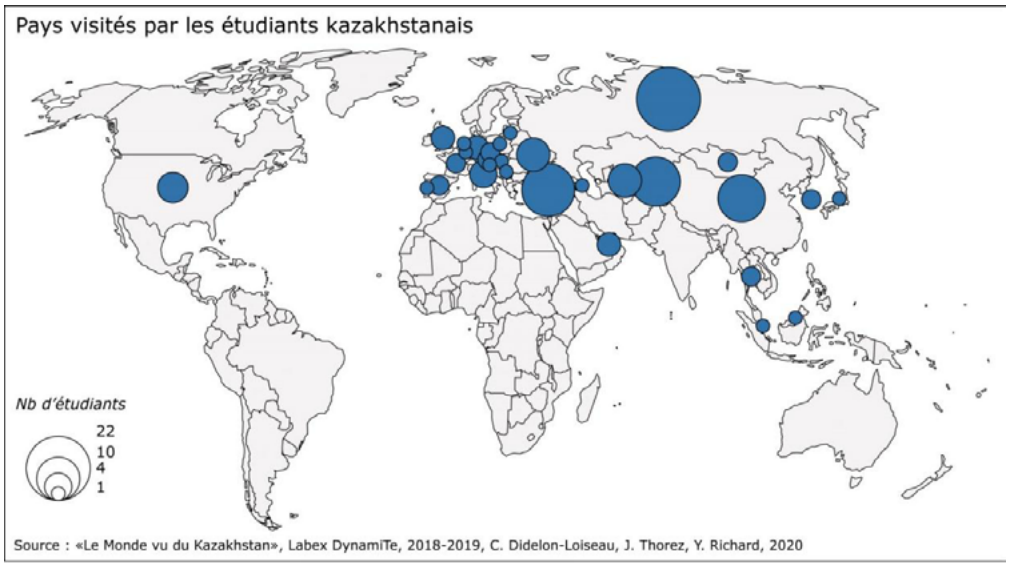
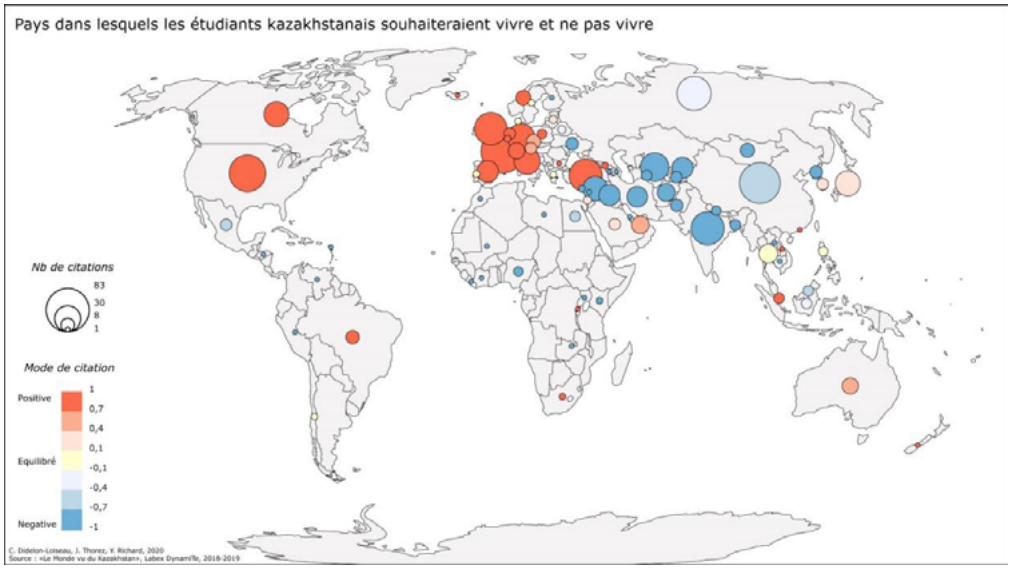


Figure 3. Pays où les étudiants souhaiteraient vivre ou ne pas vivre (terrain de mai 2018 = 158 étudiants)



Une deuxième série de résultats concerne l'espace de projection des étudiants identifié grâce à l'analyse des mobilités (fig. 2) et des aspirations à la mobilité (fig. 3) que nous mesurons respectivement par les pays qu'ils ont visités et les pays où ils souhaiteraient vivre et ceux où ils ne souhaiteraient pas vivre. Nous pouvons

observer que les mobilités des étudiants kazakhstanais sont fortement déterminées par la proximité spatiale mais aussi par les liens historiques et culturels avec les pays voisins. Si leur mobilité internationale est globalement faible (seuls 52 sur 158 étudiants sont sortis du pays), la Russie (22 étudiants), la Turquie (15), le Kirghizistan (13), la Chine (12), l'Ukraine (6) et l'Ouzbékistan (6) sont les pays les plus visités. Cette mobilité effective contraste avec leurs aspirations. Si ces pays sont souvent cités par les étudiants, ils le sont plutôt de manière négative (ils ne souhaiteraient pas y vivre), à l'exception notable de la Turquie qui est citée de manière très positive. Les pays attractifs sont, de manière relativement classique, les pays riches d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale.

CONCLUSION

Depuis leur indépendance, les États d'Asie centrale ont façonné un discours national dans l'objectif d'asseoir leur légitimité historique et géographique. Parallèlement, ils ont mené une politique territoriale visant à unifier les espaces nationaux et à assurer leur insertion dans l'espace mondialisé. Dans ce dispositif, l'échelon régional a longtemps été négligé et malmené au point que l'Asie centrale présente la particularité de voir coïncider le temps des nations avec celui de la mondialisation (Thorez, 2017). Cette incertitude régionale s'observe également dans le champ des représentations : l'Asie centrale n'apparaît pas comme une région « dure ». Ceci invite à réfléchir, d'une part, à la question de l'articulation entre l'échelle des nations et celle de la région en Asie centrale et, d'autre part, à la question de la centralité dans des espaces de l'entre-deux. Plus largement, il demande de s'intéresser à la confrontation entre le découpage « occidental » des régions et leur perception « locale ».

RÉFÉRENCES

Balçi B., Kasymova E., 2011, « Visions et perception du monde en Asie centrale post-soviétique : éléments d'analyse », *Anatoli*, n° 2 / 2011, p. 109-132 [en ligne : journals.openedition.org/anatoli/530].

Didelon-Loiseau C., de Ruffray S., Lambert N., 2018, "Mental Maps of Global Regions: Identifying and Charactering 'Hard' and 'Soft' Regions", *Journal of Cultural Geography*, p. 210-229 [en ligne : doi.org/10.1080/08873631.2018.1426950].

Gabuev A., 2016, "Crouching Bear, Hidden Dragon: 'One Belt One Road' and Chinese-Russian Jostling for Power in Central Asia", *Journal of Contemporary East Asia Studies*, 5(2), p. 61-78 [en ligne : doi.org/10.1080/24761028.2016.11869097].

Gana A., Richard Y., 2014, *La régionalisation du monde. Construction territorial et articulation global / local*, Paris, Khartala.

Gorshenina S., 2014, *L'invention de l'Asie centrale. Histoire du concept de la Tatarie à l'Eurasie*, Genève, Droz.

Laruelle M. (dir.), 2019, *The Nazarbayev Generation. The Youth in Kazakhstan,* Lanham, Lexington Books.

Rey V., 2013, « Concepts flous pour réalités ambiguës, comment lire la balkanisation avec l' "entre-deux" », *Anatoli*, n° 4, p. 93-107.

Thorez J., 2017, « Asie centrale. Où le temps des nations coïncide avec le temps de la mondialisation », *in* M.-C. L'Huillier et A. Jollet (dir.), *Nation(s), mondialisation(s). Toute une histoire*, Paris, L'Harmattan, p. 71-90.

Thorez J., 2019, « La nouvelle route de la Soie en Asie centrale : ambitions géographiques centrasiatiques et projet géopolitique chinois », *in* F. Lasserre, E. Mottet et B. Courmont (dir.), *Les nouvelles Routes de la soie. Géopolitique d'un grand projet chinois*, Québec, Presses de l'université du Québec, p. 33-53.

Yessimova A.B., Panarin S.A., 2019, "Western Europe Through the Eyes of Student of Kazakhstan Universities: Countries' and Images and Friving Forces for their Formation", *Vestnik RUDN. International relations*, 19(1), p. 100-118.

LES AUTEUR·E·S

Clarisse Didelon-Loiseau
UP1 – Géographie-cités
clarisse.didelon-loiseau@univ-paris1.fr

Julien Thorez
CNRS – CeRMI
julien.thorez@cnrs.fr

Yann Richard
UP1 – Prodig
yann.richard@univ-paris1.fr

AUTHOR
Sophie LAMBROSCHINI

Accommodating Uncertainty by Bridging Fractures in War? Practices and Limits of Cross-Frontline Water Provision in the War in Eastern Ukraine, 2014-2019

ABSTRACT
This draft article analyses the socio-economic relationships and behaviours of people living in the Donbas region in the conflict zone in Eastern Ukraine. Based on ethnographic fieldwork on the daily operation of a local Ukrainian drinking water authority that supplies populations caught in the "entre-deux" near the front line, this research studies the adaptation strategies implemented by employees of the company to ensure its operation despite security hazards. It employs the anthropological concept of liminality in order to explain how behaviours caught in the uncertainty of war can create new forms of cooperation and solidarity.

KEYWORDS
Economic practices, Central-Eastern Europe, Violent conflict, Liminality

RÉSUMÉ
Cette proposition analyse les relations et comportements socio-économiques des personnes vivant dans la région du Donbas, zone de conflit en Ukraine orientale. S'appuyant sur un travail ethnographique de terrain portant sur le fonctionnement au quotidien d'une régie d'eau potable ukrainienne approvisionnant les populations coincées dans « l'entre-deux » à proximité de la ligne de front, cette recherche étudie les stratégies d'adaptation mises en œuvre par les employés de l'entreprise pour assurer son fonctionnement malgré les aléas sécuritaires. Elle emploie le concept anthropologique de liminalité afin d'expliquer comment les comportements pris dans l'incertitude de la guerre peuvent créer de nouvelles formes de coopérations et de solidarités.

MOTS CLÉS
pratiques économiques, Europe centrale et orientale, conflit violent, liminalité

INTRODUCTION

Using sociological and anthropological methods, I seek out the adaptive approaches and scarcely visible social threads that underpin a more visible war. Separating government-controlled territories from those under the rule of the Russian-backed non-recognised entities (the self-proclaimed republics of Luhansk and Donetsk, L/DPR), a front line shattered or transformed many economic and infrastructure networks. The front line –a *de facto* border with check-points and rules– disrupted pre-existent socially and economically integrated spaces, catapulting populations into the realm of "entre-deux" existence. Separating suburbs from their cities, breaking supply chains, healthcare, administrative and legal systems in a region imbued with a strong urban and industrial culture (Sasse, 2017; Kuromiya, 2003, 2015), severely affected previous everyday life patterns. In the midst of this conflict, thousands of people employed by a local Ukrainian water supply company continue to make drinking water move to both sides of the front line in daily transactions with others officially named as enemies and in conditions of extreme uncertainty. Technically, pipe infrastructure cannot be broken up along military lines. It has continued to operate across the frontline since the war began in May 2014 to provide drinking water and heating to close to 4 million people who rely on this fragile balance. I use the water supply system run by the Ukrainian company Voda Donbasu (VD, Water of Donbas) as a case study to investigate the dynamics of persistence, change and adaptation in the context of system collapse caused by war. In the process of their daily mission to keep water flowing, the company's employees create a new representation of who they are and how they work that I hypothesise is generated in liminality. The new *loci* of belonging that they create are embedded in certain Soviet and post-Soviet continuities. They also show the human capacity for reinvention in times of crisis.

1. FIELD OBSERVATIONS: MANAGING FRONT LINES WITHIN A COMPANY

Fieldwork in the towns near the front line on Kyiv-controlled territory reflects a permanent uncertainty for hydraulic operations and the people at work, that demands constant adjustment on the part of the professionals of VD water supply company. These preliminary observations led to the development of a theoretical reflection around the concept of liminality. Analysing further anthropological observations of everyday work practices at VD through this lens reveals liminal existence as a powerful space of creative adaptivity.

The 11,000 employees of Voda Donbasu 30 local subdivisions, living and working in both Kyiv-controlled and in occupied areas, capture the complexity of this arrangement: Running local water distribution for the municipal water and heating system, they adapt to local security conditions in order to sustain quality, maintenance, as well as to check household water meters and to collect payment.

Avdiivka is a town in the heart of the coal mining and metals region of Donbas, run-down by years of post-Soviet neglect and, since 2014, by artillery fired from the front line running at the outskirts[1], separating government-controlled territories from those under the rule of the Russian-backed non-recognised entities. It is home to a pumping station of the water supplier VD. Its employees working on both sides face the challenges of a dangerous front line border: Shelling of water infrastructure occurs several times a month and, as a result, several company employees have died, many were injured or spent nights in bomb shelters during their shifts. The water stems from the Siverskiy Donets river in the north, and it feeds populations, farms, and Soviet-era industrial plants through pipelines criss-crossing the front line over 300 km down to the Azov sea. Voda Donbasu's Avdiivka pumping station and administrative buildings are within walking distance from the front line and what is termed colloquially "the grey zone", where land mines and artillery fire happen on a weekly basis: the facilities receive water from the separatist side that is then treated and distributed into the system, as the map developed by the UNICEF WASH cluster monitoring agency shows.

Figure 1. Water supply systems of Donetska and Luhanska oblasts[2]

In Avdiivka, the company's offices are located in a 19th century former railroad administration building, its imperial solidity still visible. The Director of the Avdiivka offices shows me around pointing at shell impacts. "These old walls –half a meter thick! They withstood the Germans and the Red Army", he taps on the wall, "these keep the ground floor safe[3]" (though the bunker housed in a cellar was used occasionally during episodes of heavy shelling in 2014-2015). Near the front door, plumbing technicians and machine operators in haphazardly assembled work clothes (there is no money for company logo attire) wait to receive their assignments. Tinkering the old pipes and valves is a daily preoccupation complicated by unreliable excavators dating back to Soviet days. Most often, the water technicians intervene in town, but sometimes they go out in the grey danger zone to repair leakage caused by shelling, or simply age. On the second floor of the building, VD accountants, exclusively female, collect and calculate actual water consumption fees; office windows are covered with a special film to keep shards out in case of shelling, a selection of wallpaper in different patterns creates a sense of haphazard neatness. Some female clerks are in charge of reading the water consumption meters throughout the district, in apartment buildings, as well as companies and administrations. Reading meters involves heading out to the eastern outskirts of the town where shelling, though now rare, occur, for example just three weeks before my last visit in July 2019. The Director of the Avdiivka water supply facility tries to reassure me: "Of course, they only go out to read meters when the risk isn't too great". A bit bewildered that meter readings should take place in a war zone, I ask why they continue to do it. "It's a matter of money and of principle", he answers. Behind him, a few of the women nod. "How would it look if we stopped? It would

1 See Il'čenko *et al.* (2018) for a history of company towns of the Donbas region.

2 Map of Water supply systems of Donetsk and Luhansk regions courtesy of UNICEF, WASH cluster in Ukraine

3 All interviews were conducted in Russian or Ukrainian, often a flowing back and forth between both languages, as is quite common in Ukraine. All citations are translated from the original by the author.

be *letting people down, as if everything is lost*", "this is the correct way of running things, that's how it has always been". In other words, maintaining the banal circuit of measurement–payment–delivery of services conveys a sense of survival and normality.

This piece of anthropological observation illustrates my research in Donbas. It is built on data collected during four field research trips from May 2018 until July 2019 conducted in government-controlled areas near the line of contact ("grey zone"), as well as in Kyiv, Pokrovsk, and Mariupol. The towns of Toretsk and Avdiivka, located near the front line with key Voda Donbasu water distribution facilities that are often hit by artillery fire, are the core field of my research through observation and semi-structured interviews conducted in Kyiv-controlled areas with water professionals living on both sides of the front line, as well as local government representatives, public servants, border guards, and consumers. Company documentation and information from the corporate website were also used. Information about operations in separatist territories were collected through interviews with locals, although held on Kyiv-controlled areas. Some participant observation was conducted through the participation in Voda Donbasu company board meetings.

2. RESEARCH QUESTION

This research investigates how ordinary people living in instability and danger caused by war adapt their behaviour and outlook to maintain the mundane actions of everyday lives. How has the company's corporate culture changed? How is the binary of the conflict perceived and framed within the company? More broadly, what conditions and in what manner do formerly integrated social, economic, political communities divided by a violent border maintain or transform social interaction? What forms do these transformed networks and practices of war time collaboration take? What are the strategies, motivations and limits of these actors? Finally, can one explore these resilient networks more universally as a basis for peace time cooperation or peace-building?

3. LIMINALITY AS A CREATIVE SPACE

Indeed, people in war, or other situations severely disrupting their lives, "negotiate normality" by creating a sense of everyday lives in abnormal situations (Maček, 2016: 39). However, the Director of the water utilities company described above also set a direct connection between water supply and the consumer, the underlying processes that sustain operations of water infrastructure, and the established order of public service as reflecting the order established in the past. His response also expressed the potentially symbolic and social significance of keeping this system holistically intact: Stopping the mundane action of measuring water consumption and collecting payments would compromise the revenue of a company servicing populations on both sides of the front line, it would break the social link between infrastructure, operator, and consumer that is the result of a long process of development. Initially, "liminality" was first formulated by the anthropologist Arnold von Gennep with regard to initiation rites, and was taken up much later by Viktor Turner (1967). Liminal spaces in this original anthropological sense were spaces and stages that marked the passage between two states in a person's life and in his place in society: I adopt it here to explain broader situations of "transition". In contemporary scholarship, a liminal space or state is an intermediary moment in the process of transformation characterised by a high degree of uncertainty ("betwixt and between") and open to a wide range of possibilities of adaptation (Horvath *et al.*, 2018). One form of adaptation experienced by people caught in war is creating rituals and experiences of normal life with an effort at inventiveness to circumvent war-provoked difficulties. It is what anthropologist Maček, who investigated everyday life in besieged Sarajevo, calls "negotiating normality" (2016: 39): The human urge to create a sense of normal life in abnormal situations, making tasty meals out of meagre resources, tinkering energy producing contraptions when there is no light or heating, having new and intense friendships in life-threatening situations. This negotiated normality serves as "anchor points of orientation and sources of resilience" (Koloma-Beck, 2012), but it needs to be constantly recreated under the disruption of war. This liminal space around the frontline is also a physical "in-between space" distinctive of a "thick border" where the social, political, economic order differs from less peripheral spaces (Dullin, 2014).

4. CROSS FRONTLINE WATER MANAGEMENT THROUGH THE LENS OF LIMINALITY

The conflict disrupted the management and financial structure of Voda Donbasu, as well as its operational conditions. Comparing the breakdown of "normal life" by war to that caused by deep social change helps to understand how people adapt and find new ways of working and communicating. Reactions to crisis cover a broad range (from denial to adaptation in various forms), but there are some generally common features of how a breakdown of habitual norms affect people. The populations in Donbas –at least those over the age of 30– have consciously experienced another system collapse, that of Soviet system, particularly violent in

conditions of de-industrialisation. Though the pre-conflict/post-socialist situation was broadly perceived as flawed by and more insecure than the Soviet era set of social, political and economic norms, it still provided some sense of order. This new crisis, or breakdown of normative order, can offer a space for innovative adaptive practices, for a creativity born out of liminality (Horvath *et al.*, 2018). People react differently to crises, depending on a web of factors (contextual, social, personal…). Therefore, studying people's reactions to crisis allows for a deeper insight into the heuristic dynamics of social adaptation. Operating on both sides of the frontline demands greater mobility and flexibility. Field observations show that company practices have transformed: A de-politicisation of the company space (little reference to Ukrainian flags), of the company website (the water supply network is presented as a unitary space), an implicit ban on discussing the war, impersonal accounts of shelling. In interviews, Voda Donbasu managers described how they negotiate the long lines at checkpoints. It can take up to 11 hours to travel from Yasynuvata on the "separatist" side, to Avdiivka, just 22 km away. Sometimes, they carry in their pockets small spare parts across the front line, nuts and bolts tailor-made by a Donetsk workshop to fit the aging machinery. Monthly board meetings are held between Pokrovsk and Donetsk, the two main offices separated by the front line, *via* an unstable video up link. Another aspect of adaptation is the internationalisation of the water company's operations. The managers of the former municipal state company now interact with international donors at diplomatic events abroad to raise attention to their plight, negotiate with representatives of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE) to obtain ceasefires…

CONCLUSION

The adaptive strategies invented by water engineers, technicians, and managers in the liminal states of the zone of conflict in eastern Ukraine are elaborated around the hardware of water infrastructure. The material dimension of infrastructure that needs to be maintained, repaired, managed, appears to serve as a palpable anchor, stabilising peoples' everyday lives within these spaces marked by the dislocation of established structures and strong uncertainties about the future of the inherited order. The social interactions inside the organisation during wartime transformed the company's identity and that of its workers. These transformations establish new solidarities where the front line becomes a complication to be managed, rather than a material or symbolic divide, erasing the binary of war.

These observations lead me to hypothesise that the specific context of war magnifies the civilisational power of infrastructure as lifelines noted by German historian Van Laak (2018).

REFERENCES

Dullin S., 2014, *La* frontière *épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, Paris, EHESS, coll. « En temps & lieux ».

Horvath A., Thomassen B., Wydra H. (eds.), 2018, *Breaking Boundaries: Varieties of Liminality,* New York, Berghahn Books.

Il'čenko M., Kuzina K., Kulikov V., Portnova T., Sklokina I., Studenna-Skrukva M., Stâžkina O. 2018, *Pracâ, vysnažennâ ta uspih: promyslovi monomista Donbasu*, Lviv, Center for Urban History of East Central Europe.

Koloma-Beck T., 2012, *The Normality of Civil War: Armed Groups and Everyday Life in Angola*, Frankfurt-am-Main, Campus Verlag.

Kuromiya H., 2003, *Freedom and Terror in the Donbas: A Ukrainian-Russian Borderland, 1870s-1990s*, Cambridge, Cambridge University Press.

Kuromiya H., 2015, *Ponât' Donbass*, Kiev, Duh i Litera.

Maček I., 2016, *Sarajevo Under Siege: Anthropology in Wartime,* Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

Sasse G., 2017, *"*The Donbas – Two Parts, Or Still One?", *Berlin, ZOIS Report,* 2/2017 [online: www.zois-berlin.de/fileadmin/media/Dateien/ZOiS_Reports/ZOiS_Report_2_2017.pdf].

Turner V., 1967, *Betwixt and Between: The Liminal Period in Rites de Passage. In the Forest of Symbols: Aspects of Ndembu Ritual*, Ithaca, Cornell University Press, p. 93-111.

van Laak D., 2018, *Alles im Fluss: Die Lebensadern unserer Gesellschaft – Geschichte und Zukunft der Infrastruktur*, Frankfurt, Fischer Verlag.

THE AUTHOR

Sophie Lambroschini
Centre Marc Bloch, Berlin – Université Paris-Nanterre
sophie_lambro@yahoo.com

AUTEURE
Annaelle PIVA

L' « entre-deux » de l'errance, une réalité socio-spatiale : le cas des migrants dans les espaces urbains parisiens

RÉSUMÉ
En Europe, le durcissement des politiques migratoires crée une catégorie de migrants « indésirables » (Agier, 2013). En France, le désengagement de l'État dans l'accueil entraîne ce que les associations qualifient de « situations d'errance ». Elle se définit par une attente dans l'incertitude et la précarité. Une de ces spatialités est l'habitat informel des espaces urbains sous forme de campements. Plus largement, l'errance se déploie dans différents espaces (banc public, bibliothèque, parc, *squat*, dans la circulation entre les villes et pays d'Europe). Nous faisons l'hypothèse que l'errance des migrants est une « situation d'entre-deux », qui génère des « espaces d'entre-deux » à plusieurs titres, car on y observe des pratiques témoins de leur altérité par rapport au milieu ou au contexte qui les accueillent (Le Gal *et al.*, 2014). Cela nous permet d'interroger la capacité d'innovation attribuée aux « entre-deux » et d'en questionner les mécanismes de production (Bazin, 2015).

MOTS CLÉS
entre-deux, migrations, errance, campements urbains, attente

ABSTRACT
In Europe, the strengthening of migration policies generates "undesirable" migrants (Agier, 2013). In France, the State's disengagement from reception policies leads to what associations describe as migrants' "wandering situations". It is defined by a precarious waiting situation in uncertainty and hope. One of its spatialities are the informal urban makeshift camps. More broadly, wandering unfolds in different spaces (public bench, library, park, squat, in the circulation between cities and countries in Europe). Our hypothesis is that the wandering of migrants in a "in-between" situation generates "in-between spaces". These spaces encompass practices departing from the environment or context where they unfold (Le Gal *et al.*, 2014). This allows us to question the capacity for innovation attributed to "in-betweens" and to question their production mechanisms (Bazin, 2015).

KEYWORDS
In-between, Migrations, Wandering, Makeshift urban camps, Waiting

L'Union européenne (UE) a une approche duale de la mobilité : elle promeut la mobilité de ses ressortissants, des touristes et des migrants « économiquement désirables » tout en maintenant à l'écart, à travers des politiques d'externalisation et de maintien à distance, des populations mobiles perçues comme « indésirables ». En effet, depuis les années 1980, les pays de l'UE ont procédé à un durcissement des politiques migratoires vis-à-vis des ressortissants des pays pauvres en réduisant les voies d'accès légales à leurs territoires (Bigo, 1998). La procédure de demande d'asile a elle aussi été touchée par ce durcissement : les délais des procédures s'allongent, les administrations sont de plus en plus difficiles à contacter, les aides sociales sont amoindries, la durée légale de rétention en centre a été allongée à 90 jours. La remise en cause du droit d'asile (Legoux, 1999) est fondée sur des politiques sécuritaires, une rhétorique criminalisant la mobilité et un climat de suspicion envers les demandeurs d'asile perçus comme de potentiels « faux réfugiés ». Cela génère une grande précarité, qui va mener une partie des personnes en mobilité à l'« errance » dans les espaces publics des capitales européennes.

1. LA SITUATION D'« ERRANCE » DES MIGRANTS ET SES SPATIALITÉS URBAINES

Dans les capitales européennes, l'arrivée de personnes migrantes en situation de grande précarité a régulièrement occasionné des occupations d'espaces publics. À Paris, depuis 2015, de nombreux migrants se sont retrouvés à la rue, sans ressources économiques ni possibilités d'accéder à un logement. Ce sont principalement des jeunes hommes, entre 18 et 40 ans, mais on rencontre aussi des femmes seules, des familles et de nombreux

mineurs isolés. Leurs pays d'origines varient, mais à ce jour ils viennent principalement d'Afghanistan, du Soudan, de Somalie et d'Érythrée. Certains sont des primo-arrivants, d'autres sont là depuis plusieurs années. La grande majorité a une procédure de demande d'asile en cours en Europe et tous n'ont pas de lieux où s'abriter : c'est pourquoi les campements de rue se forment et grandissent, faits d'assemblage de tentes, de matelas, de cartons, de palettes et de couvertures empilés à même les trottoirs, sur les terre-pleins des échangeurs des périphériques, sur des parkings à l'écart des zones d'habitations, dans des parcs ou dans des friches industrielles. À Paris, les lieux des campements ont progressivement été déplacés des quartiers d'arrivées vers des lieux périphériques. Ils sont notamment passés des quartiers du nord-est de Paris, autour de la Chapelle, Stalingrad et Jaurès, aux portes d'Aubervilliers, de La Chapelle et de La Villette jusqu'à l'avenue du Président Wilson à Saint-Denis, puis le long du canal à Aubervilliers, de l'autre côté du périphérique. Cette politique d'invisibilisation a diverses conséquences sur les spatialités de l'errance. Elle passe par une mise en mouvement forcée à travers des pratiques de harcèlement policier sur ceux qui seraient trop visibles dans les espaces urbains, les forçant au déguerpissement et à la dissimulation (Le Courant *et al.*, 2019). Enfin, si les campements de rue sont marquants par leur récurrence, ils se soldent par des évacuations : les espaces publics sont vidés de leurs occupants et presque toutes les traces des campements sont retirées. Ces opérations donnent lieu, la plupart du temps, à une mise à l'abri et entraînent le déguerpissement de celles et ceux qui craignent l'enfermement en centre de rétention administrative. De plus, l'accueil n'étant pas inconditionnel, il n'est pas rare de voir des personnes se réinstaller au lendemain d'une évacuation. Cette situation de retour à la rue est liée aux conditions structurelles de blocage de l'hébergement d'urgence. De fait, les places d'hébergement en Île-de-France sont en nombre insuffisant pour accueillir tous les migrants qui en auraient besoin, ce qui ne permet pas de leur proposer un abri stable (Bully, 2017). De plus, de nombreuses personnes sont « dublinées ». Cette expression renvoie à l'application du règlement Dublin selon lequel une demande d'asile doit être déposée dans le premier pays d'entrée sur le territoire européen où la personne est tenue de demeurer jusqu'à la fin de sa procédure. Il est possible de trouver à Paris des personnes « Dublin Italie » ou « Dublin Allemagne » qui soit n'ont pas obtenu de protection internationale dans le pays, soit ne voulaient pas vivre dans ce pays, soit se trouvent dans l'attente d'une réponse depuis plusieurs années.

2. INTERROGER L'ATTENTE : ETHNOGRAPHIE DE L'ERRANCE URBAINE

L'errance ainsi générée par cette attente précaire et incertaine dans les espaces urbains se traduit certes par la formation de campements, mais ne saurait y être réduite. C'est une géographie des espaces de l'attente et de l'errance qui s'élabore dans ces villes et entre les villes, où l'errance se superpose aux autres usages des lieux. La recherche plus vaste dont est issu le présent raisonnement s'intéresse à l'agentivité des personnes migrantes vivant cette réalité, c'est-à-dire à leur capacité d'action dans une situation de contraintes structurelles fortes, l'objectif étant de comprendre à partir de cette situation, de cette expérience urbaine et spatiale spécifique de l'errance, quelles relations se créent entre les migrants et la ville (et ses autres habitants), et quelles opportunités la ville (comme entité spatiale et sociale) peut offrir à ces usagés spécifiques.
L'ethnographie s'est intéressée aux trajectoires individuelles et quotidiennes de différentes personnes (des hommes) en errance à partir du point d'entrée du campement urbain (lieu de contact important avec des associations et aidants). Ces trajectoires individuelles nous éloignent souvent très vite du lieu omniprésent du campement démontrant son rôle d'interface avec le reste de la ville, tout en soulignant également son rôle de lieu d'ancrage et de relégation. Il est alors possible de voir les spatialités de l'errance dans la ville : où se trouvent les administrations, où se procurer à manger, des soins, des conseils, où trouver du travail, où apprendre la langue, où retrouver ses amis, où passer du temps, etc. Au-delà de la cartographie de ces espaces communs et de la question de leur articulation, le raisonnement s'intéresse à leur modalité d'utilisation et au sens qui leur est donné par les migrants principalement, mais aussi par des acteurs extérieurs (principalement des aidants, mais aussi des voisins).

3. COMMENT CARACTÉRISER CES ESPACES DE L'ERRANCE ? LA PERTINENCE DE L'« ENTRE-DEUX »

Les modalités de gestion de l'espace maintiennent des populations dans l'errance. Ce mode de gouvernance crée une expérience d'altérité au niveau individuel et spatial. L'errance semble donc réunir de nombreuses caractéristiques des entre-deux, à la fois spatialement et socialement. C'est sur ces caractéristiques que nous proposons de réfléchir :

– Les hétérotopies des campements qui ne sont ni dans la ville, ni en dehors : c'est leur qualité d'interface autant que de lieu de relégation qu'il convient d'articuler dans un premier temps, puisqu'à travers eux les personnes sont présentes dans la ville, y circulent et densifient la signification des espaces par la valeur politique de leur présence, mais sont à la fois reléguées aux marges, invisibilisées car indésirables.

– Ces mêmes spatialités « marginales », où ils peuvent temporairement planter leurs tentes et qui sont des lieux de discontinuités urbaines, deviennent de nouvelles centralités pour cette population en mouvement, un point d'entrée dans la ville, un « lieu de premier accueil » de fait, avec tout ce qu'il comporte comme violence symbolique. Conséquemment, leur pratique de la ville va être conditionnée par ce « point de chute », sans se limiter à lui.
– Les règles tacites qui régissent ces espaces d'exception en font des zones frontalières à l'intérieur même des villes.
– En quittant le lieu spécifique du campement et en s'intéressant aux parcours individuels, notamment à la trajectoire migratoire, les personnes en errance qui sont dans l'attente du droit à s'établir sont « bloquées entre les deux » administrativement. Ils ne sont pas irréguliers, mais pas acceptés. De même au niveau de leur rapport au pays d'origine et d'arrivée espéré : bien que présent sur le territoire, ils demeurent entre les deux. L'errance est un temps de transition pour les individus, de réification des subjectivités.
– Les lieux de l'errance sont des espaces qui fabriquent une altérité nouvelle, celle d'une société entre mouvement et ancrage, recomposée par les nombreuses cultures, langues, pratiques et problématiques qui la traversent, et par ses liens, ou son absence de liens, avec les utilisateurs légitimes de l'espace.

La démonstration s'appuie sur le matériel ethnographique (observations participantes et non participantes) récolté durant un terrain de huit mois à Paris. L'immersion dans les campements, les distributions, l'accompagnement des personnes dans leurs lieux de sociabilité et ceux liés à leurs procédures, ainsi que les récits de leurs trajectoires migratoires et résidentielles permettent de mettre en perspective et d'articuler ces espaces qui feront l'objet de cartographies de localisation, mais aussi de ressentis (soulevant l'ambivalence de certains lieux). Afin de réfléchir sur la capacité d'innovation attribuée à ces espaces, nous faisons l'hypothèse que ces entre-deux peuvent être rapprochés de la notion de *mobile common*, ou commun de la mobilité. La notion est empruntée aux études migratoires, notamment au courant théorique de l'autonomie des migrations qui envisage la migration comme autonome, « signifiant qu'elle a la capacité à développer ses propres logiques, motivations et trajectoires et que le contrôle vient dans un second temps pour y répondre et non l'inverse » (Papadopoulos & Tsianos, 2013). Sans pour autant signifier qu'elle s'affranchit du contrôle migratoire (Mezzadra & Nielson, 2013), le concept de migration se cristallise dans une « lutte pour le mouvement ». L'autonomie des migrations est fondée sur la notion des « communs de la mobilité » (*mobile commons*) qui recouvre les savoir-faire et pratiques de la mobilité circulant au-delà des délimitations des institutions publiques, privées ou de la société civile, produits dans le commun, pour le commun et par le commun (Papadopoulos & Tsianos, 2013). Nous faisons l'hypothèse que ces savoirs se créent et se partagent dans les entre-deux. Cela nous permet de faire le lien avec la capacité d'innovation contenue dans les espaces d'entre-deux (Bazin, 2015) sans romantiser la réalité de l'errance qui est celle d'une précarité extrême et d'une détresse morale et non, dans le climat actuel, le socle d'une société mobile idéale.

RÉFÉRENCES

Agier M., 2013, *La condition cosmopolite : l'anthropologie à l'*épreuve du piège identitaire, Paris, La Découverte.
Bazin H., 2015, « Les figures du tiers-espace : contre-espace, tiers-paysage, tiers-lieu », *Filigrane*, n° 19.
Bigo D., 1998, « Sécurité et immigration : vers une gouvernementalité par l'inquiétude », *Cultures & conflits*, n° 31-32, p. 7-11.
Bully E., 2017, *Trajectoires résidentielles d'exilés en Île-de-France, des expériences urbaines et sociales de l'(in)hospitalité publique*, mémoire de master 2 urbanisme et aménagement sous la direction de C. Gardesse, Paris, École d'urbanisme de Paris.
Le Courant S., Colombeau S. C., Gardesse C., Guenebeaud C., Barnier S., 2019, *La police des migrants. Filtrer, disperser, harceler*, Paris, Le Passager clandestin, coll. « Bibliothèque des frontières ».
Le Gall J., Rougé L., 2014, « Oser les entre-deux », *Carnets de géographes*, n° 7, p. 1-23.
Legoux L., 1999, *La remise en cause du droit d'asile en France. Déplacés et réfugiés. La mobilité sous-contrainte*, Paris, éd. de l'IRD, p. 71-88.
Mezzadra S., Neilson B., 2013, *Border as Method, or, the Multiplication of Labor,* Durham, Duke University Press.
Papadopoulos D., Tsianos V. S., 2013, "After Citizenship: Autonomy of Migration, Organisational Ontology and Mobile Commons", *Citizenship studies*, 17(2), p. 178-196.

L'AUTEURE

Annaelle Piva
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne — Géographie-cités
Université Laval de Québec — Chaire de recherche du Canada sur les dynamiques migratoires mondiales
annaelle.piva.1@ulaval.ca

Vivre dans un territoire d'entre-deux en temps de guerre. Les Savoyards entre France et Piémont (XVIe-XIXe siècles)

AUTEUR
Alexandre RUELLE

RÉSUMÉ
À l'époque moderne, les Savoyards se trouvent au cœur de trois siècles de rivalités entre deux puissances expansionnistes tantôt alliées, tantôt ennemies : la France, regardant vers l'Italie, et le Piémont depuis lequel règne leur souverain, la maison de Savoie. Leur quotidien a été rythmé par les guerres, les occupations militaires et l'alternance des souverainetés. Cette communication mêlant approches « par le haut » et « par le bas » se construit autour de l'hypothèse suivante : la vie des Savoyards peut se résumer à une incertitude constante conditionnée par un cycle de guerres, lui-même étroitement lié à la situation géopolitique indéterminée d'un territoire d' « entre-deux », frontière entre France et Piémont. Il s'agit de comprendre les décisions qui s'imposent aux Savoyards tiraillés entre leur monarque, qui les abandonne à la moindre invasion, et l'occupant, dont la présence n'a jamais été rejetée de façon catégorique car elle semble préférable à celle d'un souverain incapable de les protéger des maux de la guerre.

MOTS CLÉS
Savoyards, territoire d' « entre-deux », guerres, occupations militaires, quotidien, annexion

ABSTRACT
In the early Modern Age, Savoyards are in the middle of three centuries of rivalries between two expansionist powers, sometimes allies and sometimes enemies: the kingdom of France, geared towards Italy, and Piedmont where reigns their sovereign, the house of Savoy. Their everyday life was paced with wars, military occupations and alternate sovereignties. This paper is built around this hypothesis: the Savoyards' life can be summed up in a constant uncertainty conditioned by a cycle of wars, itself linked with the undetermined geopolitics' situation of a median territory, border between France and Piedmont. It aims to understand the decisions imposed on the Savoyards torn between their monarch, who abandons them to the slightest invasion, and the occupant, whose presence has never been categorically rejected because it seems better to that of a sovereign unable to protect them from the evils of war.

KEYWORDS
Savoyards, Median territory, Wars, Military occupations, Everyday life, Annexation

À l'époque moderne, le duché de Savoie s'apparente à un « territoire frontière » entre deux puissances expansionnistes tantôt alliées, tantôt ennemies : le royaume de France, qui se lance dans une série de conflits en Italie, et le Piémont, depuis lequel règne leur souverain, la maison de Savoie. En temps de guerre, il devient à la fois une terre de passage systématiquement occupée par l'armée française cheminant vers la péninsule et un « espace tampon » protégeant le Piémont d'une éventuelle invasion depuis les cols du Mont-Cenis et du Petit-Saint-Bernard (fig. 1). Dans ce contexte, les Savoyards se trouvent malgré eux au cœur de trois siècles de rivalités franco-piémontaises, au cours desquels leur quotidien a été rythmé par les occupations militaires et l'alternance des souverainetés.

Dans le prolongement de mes travaux sur les rapports que les Savoyards ont entretenus avec leur souverain (Ruelle, 2019) et l'occupant étranger (Ruelle, 2020), il s'agit d'identifier les lignes forces structurant le quotidien d'un peuple d' « entre-deux » qui a un rapport particulier avec la guerre depuis le Moyen Âge (Sorrel, 1998). Mêlant approches « par le haut » et « par le bas », cette communication se construit autour de l'hypothèse suivante : la vie des Savoyards est rythmée par une incertitude constante conditionnée par un cycle de guerres, lui-même étroitement lié à la situation géopolitique précaire et indéterminée d'un territoire médian pris en étau entre deux puissances rivales. À l'appui de trois chorèmes, cette analyse dans le temps long – trois siècles et demi de conflits discontinus – interroge les décisions d'un peuple tiraillé entre son monarque

Figure 1. Un territoire d' « entre-deux » tantôt terre de passage, tantôt « tampon » (réalisation de l'auteur)

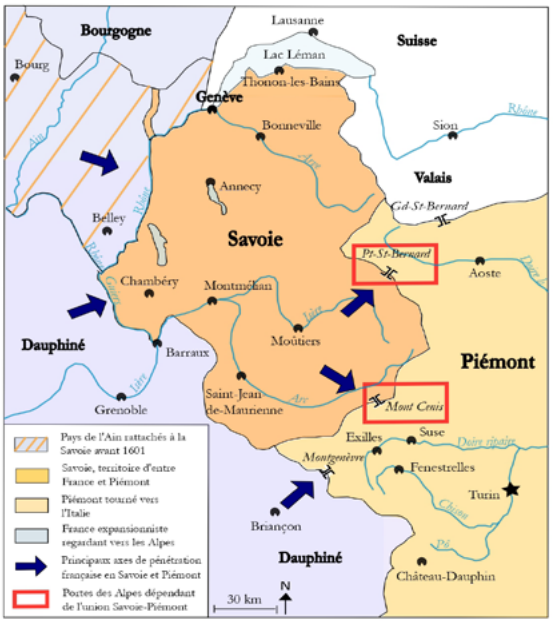
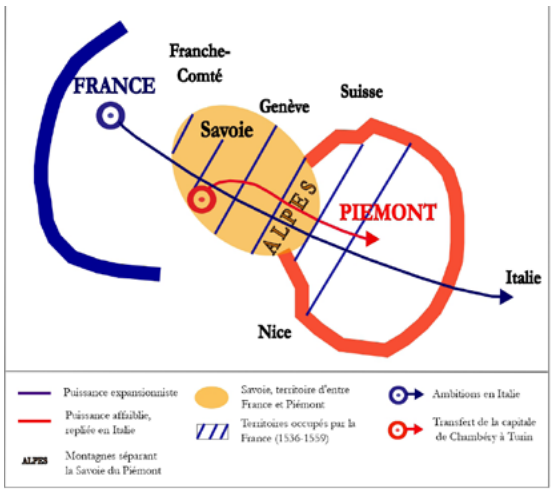


Figure 2. Au XVIe siècle, les Savoyards découvrent la vie de population occupée alors que leur duc se réfugie derrière les Alpes, en Piémont (réalisation de l'auteur)



qui l'abandonne à la moindre invasion et l'occupant qui impose de fait sa domination.

1. LE TEMPS DES CHANGEMENTS (XVIE SIÈCLE)

Au début du XVIe siècle, en dépit d'une mauvaise conjoncture économique, les Savoyards ont un quotidien plutôt paisible, d'autant que leur duc, Charles III, réside auprès d'eux à Chambéry. Les guerres d'Italie finissent par mettre fin à cette accalmie : en 1536, François Ier envahit la région pour traverser les Alpes et imposer son hégémonie en Italie (fig. 2). En parallèle, Berne occupe le Chablais, province septentrionale du duché. Ce dernier est conquis sans grande résistance et dans la plus grande indifférence de Charles III qui s'est retranché dans Nice. Il devient alors un territoire translaté pour les populations, un espace politique en pleine recomposition pour leur souverain.

Cette occupation marque profondément le quotidien des Savoyards qui apprennent à vivre avec leurs voisins dauphinois sous un même gouvernement. En effet, leur territoire est *de facto* rattaché au Dauphiné et il est administré comme toute province du royaume : le français devient l'unique langue administrative en vertu de l'édit de Villers-Cotterêts de 1539, un parlement – calqué sur le modèle français – est établi à Chambéry et le peuple prend l'habitude de s'adresser au roi comme en témoignent des lettres de doléances. Le commerce avec Lyon est aussi facilité au profit de la classe marchande locale. En dépit des fléaux de la guerre – épidémies, pillages et autres exactions commises par les troupes –, aucun mouvement de révolte générale ne semble attesté, même en Tarentaise où s'organisent quelques résistances localisées selon un *Recueil et abbregé [...] des pays de Daulphiné et Savoye* daté de 1547. Ainsi, l'occupation paraît peu pesante à tel point qu'elle perdure jusqu'en 1559 ! D'ailleurs, l'hypothèse de l'annexion à la France se pose déjà : les Savoyards resteront-ils français ou retourneront-ils sous l'autorité de leur ancien souverain une fois la paix revenue ? Cette interrogation résume l'incertitude constante dans laquelle vit ce peuple durant trois siècles et demi.

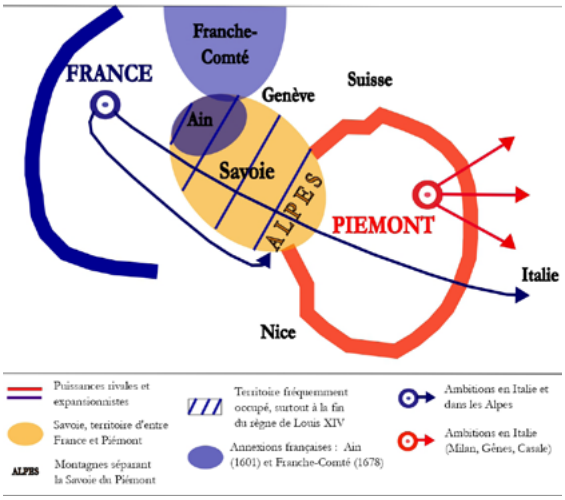
Première d'une longue série, cette occupation est lourde de conséquences : en 1563, par le transfert de sa capitale de Chambéry à Turin, Emmanuel-Philibert tire les leçons des guerres d'Italie et se réfugie de l'autre côté des Alpes, en Piémont (fig. 2). La Savoie n'est plus le cœur politique de ses États. C'est un bouleversement majeur pour les Savoyards qui, à partir de ce moment, se sentent progressivement abandonnés par leur souverain à en croire l'historiographie traditionnelle héritée du XIXe siècle : le duc leur rend rarement visite et il ne s'implique plus dans leur défense en cas d'invasion étrangère. Malgré la rénovation des forts de Chambéry, Montmélian, Rumilly, Annecy ou encore Sainte-Catherine, le duché devient une « terre ouverte » (Milbach, 2010), un vulgaire glacis dont le rôle ne se résume plus qu'à protéger le Piémont d'éventuelles attaques françaises.

2. LE TEMPS DES DÉSILLUSIONS (XVIIE-XVIIIE SIÈCLES)

Les XVIIe et XVIIIe siècles sont une période difficile pour les Savoyards : livrés à eux-mêmes, ils connaissent cinq occupations plus ou moins longues, au cours desquelles leur duc se préoccupe davantage de protéger son Piémont plutôt que de leur porter secours. En témoigne l'invasion éclaire de l'armée d'Henri IV à l'été 1600 : en dix jours, Bourg et Chambéry tombent ; ne résiste que Montmélian, unique verrou d'une région

désormais impossible à défendre et vouée à passer sous domination étrangère en cas de conflit. S'ensuit un an d'occupation. Les Savoyards commencent à s'éloigner de leur souverain – même s'il a envisagé de mobiliser son armée à l'hiver – et regardent vers la Bourgogne pour des raisons commerciales. Ceci explique pourquoi, en 1601, le rattachement des « pays de l'Ain » – Bresse, Bugey, Gex et Valromey – ne suscite aucune contestation, alors que la maison de Savoie se tourne définitivement vers la plaine du Pô (fig. 3) en annexant le petit marquisat italien de Saluces.

Figure 3. Les Savoyards s'habituent à la présence des Français avec qui ils collaborent parfois au grand dam de leur souverain tourné vers Milan (réalisation de l'auteur)



Trente ans plus tard, une seconde occupation afflige plus durement les populations : en 1630-1631, les troupes de Louis XIII devant opérer en Montferrat apportent la peste dans une région déjà victime de mauvaises récoltes. Là encore, le duc ne prend pas la défense de ses sujets francophones qui semblent subir la présence étrangère. C'est le cas des élites chambériennes qui perdent leurs charges au profit d'un conseil restreint de magistrats grenoblois instauré pour administrer la région (Perrillat, 2019).

De 1690 à 1713, les guerres de la Ligue d'Augsbourg et de succession d'Espagne se traduisent par deux occupations plus longues que les précédentes : durant dix-huit années, l'armée française stationne en Savoie conformément aux ambitions de Louis XIV qui fait du contrôle des Alpes une priorité (fig. 3). L'incertitude gagne les Savoyards convaincus que leur duc ne leur prêtera pas main forte. Ils sont alors face à un dilemme (McCluskey, 2015) : résister en signe de fidélité à leur souverain ou collaborer avec l'occupant dont la présence irrite moins qu'auparavant ? Des relations ambiguës se tissent avec les soldats tant les champs d'expérience sont divers. D'un côté, l'étranger semble désormais accepté : en août 1690, les lettres du général de Saint-Ruth montrent que Chambéry, Annecy et Rumilly se livrent vite afin d'éviter tout rapport de force et d'éventuelles représailles ; à l'automne 1703, les missives du général Bouchu font elles aussi état d'un peuple calme et obéissant. Les cours chambériennes, quant à elles, sont conservées et ménagées par Louis XIV (Perrillat, 2019). De l'autre, les Vaudois, protestants persécutés par les dragons français, soutiennent Victor-Amédée II dans sa lutte face au Roi-Soleil ; à partir de 1705, la fiscalité croissante et l'explosion du prix des grains, notamment du seigle et du froment, mécontentent certains suspectés de sédition. De même, si le rattachement à la France ne pourrait qu'éloigner définitivement des désastres de la guerre, une grande partie de la noblesse reste fidèle en servant dans l'armée ducale (Nicolas, 1978). C'est le cas du marquis de Sales chargé d'organiser la résistance en Savoie. La réalité est donc plus nuancée qu'à première vue. Elle est souvent difficile à saisir : tous les Savoyards ne se rangent pas du côté de Louis XIV, ni ne basculent dans l'opposition ; leurs choix sont pluriels, les hésitations réelles et leurs stratégies fluctuent en fonction des circonstances, des affinités ou encore de la dureté de leur quotidien.

Au XVIIIe siècle, les Savoyards sont globalement épargnés par les conflits. Des solutions sont d'ailleurs évoquées pour les tenir à l'écart de la guerre. Par exemple, en 1703-1704, la question d'une neutralité suisse en Savoie est débattue à Berne par la Diète fédérale, certes pour des raisons géopolitiques qui intéressent peu les populations. Mais la France s'oppose à cette mesure contraire à ses intérêts ; la menace d'une nouvelle occupation persiste. Ainsi, entre 1742 et 1749, dans le cadre de la succession d'Autriche, les soldats espagnols – et leurs alliés français – investissent la région et accablent en particulier les Chambériens. À en croire une lettre de doléances adressée au roi Philippe V le 30 juin 1745, la situation d' « entre-deux » n'a jamais suscité un sentiment d'abandon aussi fort de la part d'un peuple marqué au fer rouge par la misère et la peste. Toutefois, la présence de l'étranger n'est pas rejetée de façon catégorique puisque les registres paroissiaux font état de mariages entre Espagnols et Savoyardes (Becchia, 2007). Par la suite, la paix est de retour pour un demi-siècle.

3. LE TEMPS DES ANNEXIONS (FIN XVIIIE-XIXE SIÈCLES)

En septembre 1792, l'armée du général Montesquiou envahit la Savoie du côté du Guiers, au sud de Chambéry, pour renforcer la défense française le long des Alpes (fig. 4), ainsi que pour libérer un peuple esclave des pesanteurs de l'Ancien régime. Pour la première fois, les soldats étrangers viennent en amis. Rassurées, les élites chambériennes n'opposent aucune résistance. Elles sont même invitées à un banquet organisé par Montesquiou. Cet épisode est sans précédent puisque Savoyards et Français deviennent deux peuples « frères » conformément aux idéaux de la Révolution. C'est dans cette effervescence que les

« Savoisiens[1] » approuvent leur annexion à la France, décision qui devrait les immuniser des maux de la guerre et leur permettre de vivre enfin en paix. À y regarder de plus près, ce choix ne fait pas l'unanimité : beaucoup s'offusquent de l'anticléricalisme des soldats, comme Joseph de Maistre qui mène une véritable guérilla en Faucigny, province limitrophe avec la Suisse. Et la désillusion est d'autant plus grande que la paysannerie n'a pas les moyens d'échapper à la conscription apparue en 1793 avec les premières levées de masse.

Figure 4. Les Savoyards finissent par être rattachés à la France dont l'objectif est d'atteindre toutes les Alpes, tandis que le Piémont réalise l'unité italienne (réalisation de l'auteur)

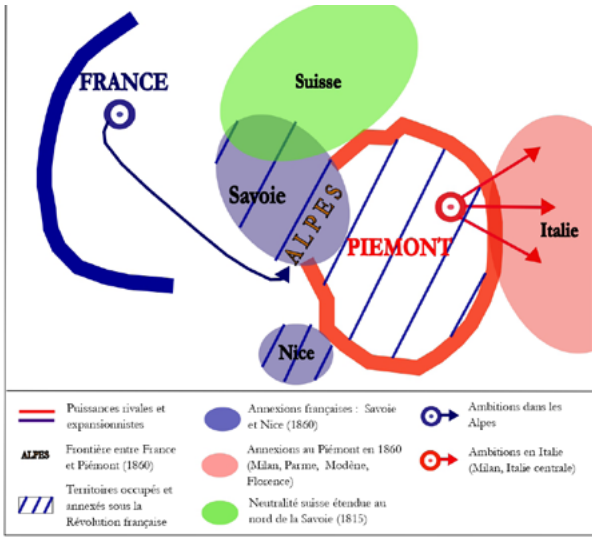
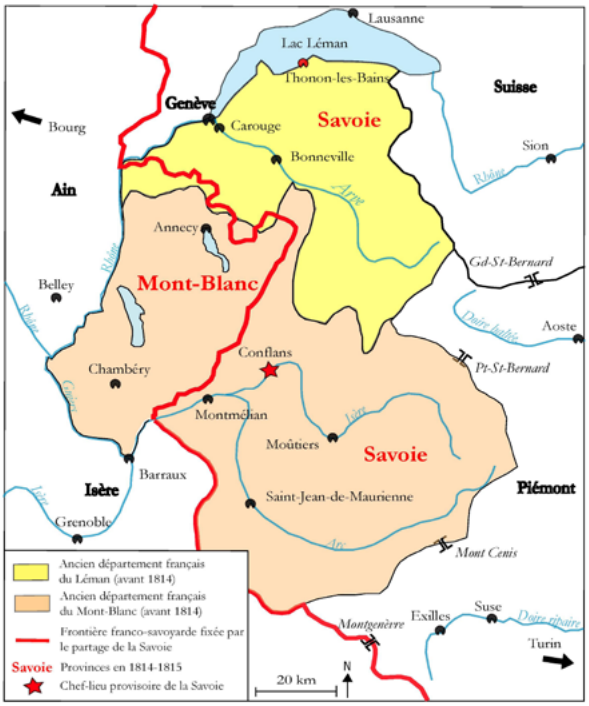


Figure 5. Le partage de la Savoie de 1814-1815 (réalisation de l'auteur)



Après vingt-deux années marquées par une pression militaire insupportable, le retour de la paix au printemps 1814 a un prix : le traité de Paris divise en deux la Savoie de sorte que la France conserve un département du Mont Blanc réduit à Chambéry et Annecy (fig. 5). S'ensuit alors une année de grandes inquiétudes pour la population déplorant un partage absurde qui instaure de fait une frontière vide de sens car elle traverse – et fractionne – les domaines de nombreux propriétaires terriens et entrave le commerce régional (Milbach, 2016). En 1815, l'échec des Cent jours soulage les Savoyards pour autant indifférents au rétablissement de la souveraineté piémontaise. Seuls les Chablaisiens et les Faucignerands y trouvent leur compte puisque l'extension de la neutralité suisse à leurs provinces les protège des guerres à venir (fig. 4).

Dans la première moitié du XIXe siècle, les Savoyards échappent aux diverses vagues de révolutions et de répressions qui frappent une grande partie de l'Europe, l'Italie en particulier. En témoigne l'incapacité de Mazzini à les soulever contre leur monarque en 1834. Même la guerre de 1859 que Napoléon III et Victor-Emmanuel II mènent contre l'Autriche en Italie n'impacte pas leur quotidien, pas dans l'immédiat du moins. Par le traité de Turin du 24 mars 1860, le roi de Sardaigne cède Nice et la Savoie à son allié pour le remercier de lui avoir rétrocédé la Lombardie arrachée aux Autrichiens, d'autant que les victoires françaises à Magenta et à Solferino lui ont permis de mettre la main sur Parme, Bologne, Modène et Florence où les patriotes réclament leur annexion au Piémont (fig. 4). C'est une immense déception pour les Savoyards qui se sentent une nouvelle fois délaissés, abandonnés, voire trahis par leur souverain. Lors du plébiscite des 22 et 23 avril 1860, ils approuvent à une très grande majorité leur rattachement à la France qui a semble-t-il laissé un bon souvenir par le passé. Ainsi, c'est paradoxalement en temps de paix que leur réunion à la France est entérinée, alors qu'elle ne s'était posée qu'en cas de guerre depuis le XVIe siècle.

4. CONCLUSION. APPROCHE GÉOPOLITIQUE DES VÉCUS HABITANTS DANS UN TERRITOIRE D' « ENTRE-DEUX »

L'évolution du rapport de force entre deux puissances expansionnistes impacte le quotidien d'une population d' « entre-deux » et permet de proposer une interprétation des vécus habitants. Durant trois siècles et demi, l'avenir des Savoyards est resté flou, au même titre que l'atteinte des Alpes par la France est demeurée incertaine jusqu'au milieu du XIXe siècle. Malgré la pression militaire, ils n'ont jamais rejeté de façon caté-

1 Les révolutionnaires proscrivent le terme « Savoyard » assimilé à la domination piémontaise.

gorique l'occupant dont la présence paraît tout compte fait préférable à celle de leur souverain qui les oublie constamment. Leur quotidien semble plus supportable au fil des conflits et à mesure que leurs rapports se précisent avec l'étranger devenu ami pour les uns, resté ennemi pour les autres. Dans ce contexte, ils sont peu à peu gagnés par leur puissant voisin plus apte à assurer leur défense que leur roi réfugié de l'autre côté des Alpes. Leur destin se clarifie en 1860, date à laquelle ils deviennent définitivement français, tandis que leur ancien monarque rêve d'unité italienne.

Des situations géohistoriques comparables peuvent offrir une tout autre interprétation. De 1633 à 1714, la Lorraine[2], terre d'empire occupée par la France en cas de conflit, est marquée par une succession de malheurs : guerres, pestes et pillages. La misère et la mort se lisent sur les gravures de Jacques Callot. Des plans anciens mettent aussi en scène des « territoires délités, ruinés, appauvris et parfois effondrés » (Husson, 2020). Au siècle suivant, ces cicatrices persistent sur la carte de Cassini à travers la mention « village ruiné ».

Cependant, les exemples savoyard et lorrain se rejoignent sur un point : une fois annexés à la France, ces territoires cessent d'être des espaces médians exposés à d'interminables guerres. Leurs populations ouvrent alors une nouvelle page de leur histoire, celle d'une vie paisible.

RÉFÉRENCES

Becchia A., 2007, *L'occupation espagnole de la Savoie (1742-1749),* Chambéry, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

Husson J-P., 2020, « Construction / déconstruction des espaces lorrains (1552-1698). Que nous apportent le langage et la grammaire des cartes et plans anciens ? », *Cahiers d'Agora*, n° 3, F. Coppée et A. Ruelle (coord.), « L'État et son territoire : construction, déconstruction et reconstruction » (journée d'études, Cergy-Pontoise, 15 février 2019).

McCluskey P., 2015, " 'Ennemies of their Patrie'? Savoyard Identity and the Dilemmas of War", *in* R. De Bruin, L. Jensen et D. Onnekink (dir.), *Performances of Peace: Utrecht 1713*, Boston-Leiden, Brill, p. 53-68.

Milbach S. (dir.), 2010, *La Savoie, terre ouverte : occupations, annexions, révolutions (XVIe-XIXe siècles)*, Chambéry, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

Milbach S. (dir.), 2016, *Savoie occupée, partagée, restaurée (1814-1815)*, Chambéry, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

Nicolas J., 1978, *La Savoie au XVIIIe siècle : noblesse et bourgeoisie,* Paris, Maloine.

Perrillat L., 2019, « Les magistrats étrangers dans les cours souveraines chambériennes lors des occupations françaises dans le duché de Savoie aux XVIIe et XVIIIe siècles », *in* K. Deharbe, M. Ortolani et O. Vernier (dir.), *Actes du colloque « Intégration des étrangers et des migrants dans les États de Savoie depuis l'*époque moderne » (Turin, 23-24 novembre 2017), Nice, Serre, p. 59-70.

Ruelle A., 2019, « Revenir en Savoie : perspectives d'une histoire des Savoyards et de leur maison princière (1559-1815) », *in* F. Pernot et E. Vial (dir.), *Actes de la journée d'études « Revenir… »* (La Roche Guyon, 25 février 2017), Montreuil, L'Œil, p. 72-113.

Ruelle A., 2020, « Ennemies ou amies ? Les troupes d'occupation en Savoie et à Nice (1690-1815) », *in* J. El Gammal et L. Jalabert (dir.), *Actes du colloque « L'étranger, ami ou ennemi ? Tensions, échanges et sensibilités de l'Antiquité à nos jours »* (Saint-Mihiel, 22-24 novembre 2018), Nancy, Annales de l'Est.

Sorrel C. (dir.), 1998, *La société savoyarde et la guerre : huit siècles d'histoire (XIIIe-XXe siècles)*, Chambéry, Société savoisienne d'histoire et d'archéologie.

L'AUTEUR

Alexandre Ruelle
Cergy Paris Université — AGORA
alex.ruelle@hotmail.fr

2 La thèse de Phil McCluskey (2015) compare les occupations en Savoie et en Lorraine au temps de Louis XIV.

CO-PORTEURES
Sonia CHARDONNEL (PACTE) & Christina LINDKVIST (Malmö University, Suède)

Session N La *time-geography* : 50 ans de recul d'une approche pour penser *Population, Temps et Territoires*

Au regard des citations encore nombreuses de l'article fondateur de T. Hägerstrand *«What About People in Regional Science»* (1970), il apparaît que la *time-geography* est une approche utile pour aborder les processus socio-spatiaux de changement. Ellegård (2018) souligne comment la *time-geography* s'est développée et diffusée dans différentes disciplines jusqu'à parfois être articulée à d'autres cadres théoriques et méthodologiques. Cette approche a montré sa capacité à penser les liens entre le niveau individuel et le niveau global pour analyser les processus spatio-temporels, notamment dans le contexte de l'étude des mobilités sous différentes aspects : les mobilités quotidiennes (Novak *et al.*, 2007 ; André-Poyaud *et al.*, 2008), les migrations (King, 2012), l'accessibilité (Elleder *et al.*, 2018 ; Colleoni & Vitrano, 2018), le genre (Kwan, 1999 ; Scholten *et al.*, 2012).

Les conditions de vie entre « global et local » (Brenner, 1998) produisent aujourd'hui une variété de rythmes et de spatialités dans nos sociétés. Dans ce large contexte, nous proposons d'axer la session sur les enjeux de recherche qui explorent les relations entre les mouvements des populations (considérés au niveau des individus ou d'agrégats d'individus) et les rythmes des territoires. Nous encourageons des contributions orientées sur l'analyse des populations mobiles ou sur les dynamiques spatiales liées aux mobilités, produisant de nouvelles formes de territoires impactant le quotidien des populations. Nous invitons les chercheur·e·s à présenter des travaux portant sur l'analyse des pratiques des individus (ou groupes d'individus) dans différents contextes spatiaux où les enjeux liés à l'accessibilité et aux mobilités sont centraux. Par exemple, sont bienvenues des contributions montrant comment la *time-geography* peut permettre d'analyser les effets de la planification des transports sur l'accessibilité dans le temps et dans l'espace des individus et/ou de groupes d'individus (Fosset *et al.*, 2017). Un autre type de contributions peut porter sur l'intérêt de l'approche de la *time-geography* pour mettre en regard les besoins des individus ou de différents groupes sociaux avec les processus de connaissances et d'actions dans la planification des transports en termes d'infrastructures ou de dispositifs particuliers locaux (Scholten & Joelsson, 2019). D'une manière générale, les contributions pourront discuter comment l'approche de la time-geography, seule ou combinée à d'autres approches théoriques, est utile pour l'analyse et comment elle est déclinée en termes d'outil(s) méthodologique(s).

Time Geography: 50 Years of Thinking about *Population, Time and Territories*

Following on from Hägerstrand's 50-year-old paper "What About People in Regional Science" (1970), we claim that time geography still provides guidance in how to grasp social and spatial change processes. Ellegård (2018) shows how time geography has developed and spread to different disciplines and become incorporated into other theoretical and methodological perspectives. The time geography framework has proven successful in constantly connecting the individual with the global level in the analysis of space-time processes, as well as in considering mobilities from different perspectives: everyday mobilities (Novak *et al.*, 2007; André-Poyaud *et al.*, 2008), migrations (King, 2012), gender (Kwan, 1999; Scholten *et al.*, 2012), accessibility (Elleder *et al.*, 2018; Colleoni & Vitrano, 2018).

The "glocal condition" (Brenner, 1998) produces a variety of rhythms and spatialities. In this broad context, we propose to focus on research issues that investigate the relations between movements of people and territorial rhythms. We encourage contributions discussing perspectives on population as well as the spatiality of mobilities in terms of its shaping of new forms of territories and of its impacts on everyday life for different social groups. We invite scholars in this session to present papers on topics dealing with people's practices within different spatial contexts or forms of spatial development. Among the core issues to be addressed

will be accessibility and forms of mobility. By way of example, there is the use of time geography to analyse accessibility in time and space (Fosset *et al.*, 2017). A second example involves using time geography to understand the interconnection between the needs of individuals and different social groups and priorities that guide infrastructure investments, transport planning and mobility policy (Scholten & Joelsson, 2019). In general, contributions should discuss how the time-geography framework has been useful in terms of conducting analysis (either in its own right or in conjunction with other theoretical frameworks) and how it can be used as a specific methodological tool.

La *time-geography*: 50 años de perspectiva sobre un enfoque del pensamiento *Población, Tiempo y Territorios*

Considerando las numerosas citas del artículo fundador de T. Hägerstrand «What About People in Regional Science» (1970), se desprende que la *time-geography* es un enfoque útil para abordar los procesos socioespaciales de cambio. Ellegård (2018) destaca cómo la *time-geography* se ha desarrollado y difundido en diferentes disciplinas hasta articularse algunas veces con otros marcos teóricos y metodológicos. Este enfoque ha demostrado su eficiencia para pensar sobre los vínculos entre el nivel individual y el nivel global y analizar procesos espacio-temporales, particularmente en el contexto del estudio de la movilidad en diferentes aspectos: movilidad diaria (Novak *et al.*, 2007; Andrés Poyaud *et al.*, 2008), migración (King, 2012), accesibilidad (Elleder *et al.*, 2018; Colleoni & Vitrano, 2018), el género (Kwan, 1999; Scholten *et al.*, 2012).
Las condiciones de vida entre «global y local» (Brenner, 1998) hoy producen una variedad de ritmos y espacialidades en nuestras sociedades. En este contexto amplio, proponemos centrar la sesión en temas de investigación que exploren las relaciones entre los movimientos de población (considerados a nivel de individuos o agregados de individuos) y los ritmos de los territorios. Alentamos las contribuciones orientadas hacia el análisis de poblaciones móviles o la dinámica espacial relacionada con la movilidad, produciendo nuevas formas de territorios que impactan en la vida diaria de las poblaciones. Invitamos a los investigadores a presentar trabajos sobre el análisis de las prácticas de los individuos (o grupos de individuos) en diferentes contextos espaciales donde los temas relacionados con la accesibilidad y la movilidad resultan centrales. Por ejemplo, son bienvenidas las contribuciones que muestran cómo la *time-geography* puede servir para analizar los efectos de la planificación del transporte en la accesibilidad en el tiempo y el espacio de individuos y/o grupos de individuos (Fosset *et al.*, 2017). Otro tipo de trabajos pueden tratar del interés del enfoque de *time-geography* para cruzar el análisis de las necesidades de las personas o los diferentes grupos sociales con el de los procesos y acciones de conocimiento en la planificación del transporte en términos de infraestructura o dispositivos específicos locales (Scholten & Joelsson, 2019). En general, las contribuciones pueden discutir cómo el enfoque de la *time-geography*, solo o en combinación con otros enfoques teóricos, sirve para el análisis y cómo se puede aparecer en una variedad de herramientas metodológicas.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

André-Poyaud I., Chardonnel S., Charleux L., Tabaka K., 2008, « La mobilité au cœur des emplois du temps des citadins », *in* Y. Chalas et F. Paulhiac (dir.), *La mobilité qui fait la ville,* Lyon, Certu, p. 67-95.
Brenner N., 1998, "Global Cities, Glocal States: Global City Formation and State Territorial Restructuring in Contemporary Europe", *Review of international political economy,* 5(1), p. 137.
Colleoni M., Vitrano C., 2018, "Lo spazio temporizzato. Svantaggio e conflitti temporali nella città notturna", *in* P. De Salvo et A. Pochini (dir.), *La città in trasformazione. Flussi, ritmi urbani e politiche,* Roma, Aracne, p. 135-148.
Elldér E., Larsson A., Solá Ana G., Vilhelmson B., 2018, "Proximity Changes to What and For Whom? Investigating Sustainable Accessibility Change in the Gothenburg City Region, 1990-2014", *International Journal of Sustainable Transportation*, 12(4), p. 271-285.
Ellegård K. (dir.), 2018, *Time Geography in the Global Context: An Anthology*, Abingdon, Routledge.
Fosset P., Banos A., Beck E., Chardonnel S., Lang C., Marilleau N., Thevenin T., 2016, "Exploring Intra-Urban Accessibility and Impacts of Pollution Policies with an Agent-Based Simulation Platform: GaMiroD", *Systems*, 4(1), p. 5.
Hägerstrand T., 1970, "What About People in Regional Science?", *Papers of the Regional Science Association*, n° 24, p. 7-21.
King R., 2012, "Geography and Migration Studies: Retrospect and Prospect", *Population, Space and Place*, 18(2), p. 134-153.

Kwan M. P., 1999, "Gender and Individual Access to Urban Opportunities: A Study Using Space-Time Measures", *The Professional Geographer*, 51(2), p. 210-227.
Novak J., Sykora L., 2007, "A City in Motion: Time-Space Activity and Mobility Patterns of Suburban Inhabitants and the Structuration of the Spatial Organization of the Prague Metropolitan Area", *Geografiska Annaler*, 89B(2), p. 147-167.
Scholten C., Friberg T., Sandén A., 2012, "Re-Reading Time-Geography from a Gender Perspective: Examples from Gendered mobility", *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 103(5), p. 584-600.
Scholten C. L., Joelsson T., 2019, *Integrating Gender into Transport Planning: From One to Many Tracks,* Basingstoke, Palgrave Macmillan.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Alexandre CEBEILLAC – La *time-geography* à l'heure des données issues d'internet. Applications à l'étude des mobilités quotidiennes à Bangkok
– Valter HOXHA, Hélène ILBERT – Application de l'approche *time-geography* pour modéliser les zones de cueillette à partir des traces GPS du cueilleur
– Bettina KNOOP – *Urbanity through Time, Space and Place*
– Kamila TABAKA, Sarah DUCHÉ, Aline MENIN, Sonia CHARDONNEL – *Metropolitan Mobility and Daily Activities Diversities and Constraints: The Grenoble Urban Area Case*

La *time-geography* à l'heure des données issues d'internet. Applications à l'étude des mobilités quotidiennes à Bangkok

AUTEUR
Alexandre CEBEILLAC

RÉSUMÉ
L'analyse des mobilités quotidiennes présente des intérêts dans bien des domaines, notamment dans la compréhension de la propagation des épidémies à l'échelle intra-urbaine. Les outils apportés par la *time-geography* depuis 50 ans sont bien adaptés à ce genre d'étude, autorisant différents niveaux de réflexion selon une approche individuelle matérialisée par des espaces d'activités, ou de manière agrégée faisant ressortir les temporalités des lieux. À l'heure où de plus en plus de données géolocalisées sont accessibles en ligne, cette communication présentera le potentiel et les différences entre des données géolocalisées provenant de Twitter et de Facebook, et la façon dont leur utilisation peut s'articuler autour d'outils fournis par la *time-geography* afin d'analyser les mobilités quotidiennes à Bangkok. Nous évaluerons aussi la possibilité de développer un modèle de mobilité individu-centré à base d'agents en tirant parti des données et suivant le concept d'espace d'activité.

MOTS CLÉS
time-geography, données en ligne, Facebook, Twitter, Bangkok

ABSTRACT
The analysis of daily mobility interests many fields, in particular in understanding the spread of epidemics on an intra-urban scale. The tools brought by Time Geography for 50 years are well suited to this kind of study, allowing different levels of reflection according to an individual approach materialised by activity spaces, or aggregated highlighting the temporalities of places. At a time when more and more geolocated data are accessible online, this communication will present the potential and the differences between geolocated data from Twitter and Facebook and how their use can be articulated around tools provided by Time Geography, in order to analyse daily mobility in Bangkok. We will also assess the possibility of developing an individual agent-based mobility model by taking advantage of the data and following the concept of activity space.

KEYWORDS
Time Geography, Online data, Facebook, Twitter, Bangkok

INTRODUCTION

L'analyse et la modélisation des mobilités intra-urbaines intéressent de nombreux secteurs, de la planification des transports publics à la compréhension de phénomènes sociaux. En contexte épidémique, le rôle des mobilités humaines en tant qu'élément primordial de diffusion des virus dans des villes de plus en plus peuplées reste notamment à éclaircir. Bangkok, capitale de la Thaïlande, est une ville de plus de 10 millions d'habitants, où des maladies vectorielles comme la dengue, bien qu'endémiques, présentent de fortes discontinuités spatio-temporelles quant aux quartiers qu'elles touchent d'une année sur l'autre. Se pose alors la question de l'étude et de l'analyse des mobilités quotidiennes dans cette mégapole au regard des différents contextes évoqués, notamment vis-à-vis des concepts et méthodes à employer ainsi que des données qui les alimentent.

L'espace d'activité : un cadre théorique toujours d'actualité

La *time-geography* introduite par Hägerstrand (1970) a apporté un arsenal d'outils et de concepts toujours utilisé aujourd'hui dans le cadre de l'étude des mobilités quotidiennes. Ainsi, l'espace d'activité d'un individu se définit comme la portion de l'espace urbain qu'il fréquente lors de ces activités quotidiennes. Hägerstrand identifie deux grands types d'activités en fonction de leur niveau de flexibilité spatio-temporel et du degré de liberté (ou contrainte) de l'individu à leur égard :

– Les activités figées s'effectuent régulièrement et/ou dans un lieu précis. ; il peut s'agir par exemple du travail, d'une école ou d'un cours de guitare le mercredi ;
– Les activités flexibles sont moins contraintes dans le temps et l'espace, moins planifiées, comme le fait « d'aller boire une bière en terrasse » parce qu'il fait beau.

La richesse du concept d'espace d'activités repose sur les deux dimensions qu'il permet de manipuler :
– Les mobilités ego-centrées, c'est-à-dire les différents types de lieu fréquenté et activité effectuée par une personne dans l'espace-temps urbain, peuvent révéler des potentiels de mobilités différents selon la localisation du domicile d'une personne et/ou son statut socio-économique, son genre et son âge. Ceci autorise à la fois des études de domaines qui relèvent de la physique et de l'analyse spatiale, notamment sur divers paramètres de dispersions, des fréquences de visites et de retours, etc., et une approche plus sociale, avec des potentiels de mobilités différents selon les individus, en étudiant le nombre de lieux fréquentés et les activités effectuées, probablement révélateurs de leur capital économique et culturel.
– Le fait d'agréger ces trajectoires individuelles apporte une vision centrée sur les lieux, ce qui permet d'évaluer le potentiel d'attraction d'un type d'activité ou d'une zone de la ville en fonction de l'heure, faisant ressortir différents niveaux de coprésences socio-économiques et autres discontinuités spatio-temporelles dans la ville.

De plus en plus d'études sur les mobilités urbaines ont recours à la simulation et à la modélisation à base d'agent pour apprécier l'impact de divers phénomènes, comme l'exposition d'une population à la pollution (Fosset *et al.*, 2016) ou la propagation des épidémies (Huraux *et al.*, 2017). Le concept d'espace d'activité est alors utilisé pour générer des populations synthétiques mobiles pourvues d'agendas qui effectueront diverses activités dans la ville en fonction d'attributs hérités de données provenant de sources variées, en générales institutionnelles et recueillies in situ via des enquêtes de plus ou moins grande envergure (i.e. enquêtes ménages déplacement). Néanmoins ce type de donnée n'est pas disponible pour Bangkok.

Le développement des traces numériques géolocalisées

Le développement et la généralisation progressive de l'utilisation de moyens de communication en itinérance impliquent la création de traces numériques géolocalisées. Ces dernières sont largement utilisées depuis une décennie dans l'analyse des mobilités quotidiennes (Barbosa *et al.*, 2018), mais très rarement associées au concept d'espace d'activité. En effet, les données issues de la téléphonie mobile ou les messages géolocalisés provenant de la plateforme Twitter ne renseignent que les lieux visités dans le temps, sans information directe sur le type d'activité réalisée.

Cette communication examinera les potentiels et limites de l'utilisation de données géolocalisées provenant de réseaux sociaux en ligne dans le contexte d'une *time-geography* de Bangkok, en prenant l'exemple de données collectées sur Twitter et Facebook.

1. DES ESPACES D'ACTIVITÉS INDIVIDUELS À PARTIR DE TWITTER

1.1. Collecte des données sous Twitter

Twitter est une plateforme d'envoi de messages courts utilisée mensuellement par environ 300 millions de membres à travers le monde. Ces messages (ou *tweets*) sont généralement publics ; certains peuvent être géolocalisés par l'utilisateur. Ils peuvent être collectés en temps réel en passant par l'API (*application programming interface*) STREAM, une suite de protocoles permettant d'accéder à la base de données de l'entreprise via des identifiants, et ce gratuitement – tant que l'on ne dépasse pas un seuil de 1 % du volume global de la plateforme. Une collecte sur un temps suffisamment long permet de voir pour un utilisateur les différents lieux depuis lesquels il a tweeté et à quel moment, tel un échantillon de sa trajectoire dans l'espace urbain. Néanmoins, ces données sont sporadiques car non continues dans le temps et il est délicat de faire le lien entre les lieux déclarés visités en ligne de ceux réellement visités.

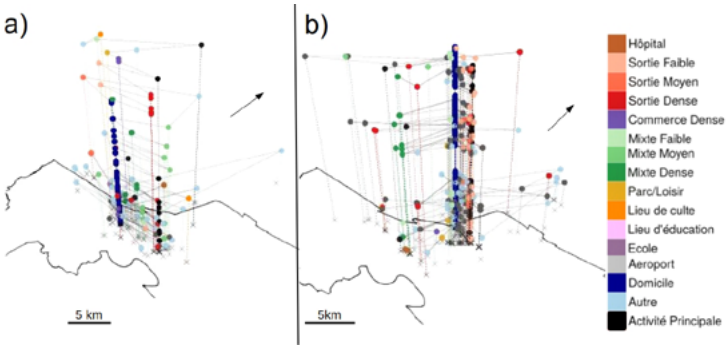
Nous avons effectué une collecte continue sur la zone de Bangkok entre juin 2014 et décembre 2015, en ne récupérant que l'identifiant, la localisation et l'heure du message. Nous avons appliqué différents filtres pour nettoyer la base de données (suppressions des bots, des touristes, etc.). À ce stade, nous n'avons qu'une succession de traces géolocalisées et datées, sans autre information sémantique.

1.2. Création d'espaces d'activités individuels

Les messages de chaque utilisateur sont alors regroupés en fonction de leur proximité pour former des lieux de l'espace d'activité, caractérisés par des fréquences et des heures de visite. Le lieu du domicile est défini par une présence régulière au même endroit entre 20 h et 6 h. Nous obtenons un échantillon d'environ 35 000

personnes et 9 millions de traces géolocalisées. Bien que n'ayant pas d'informations socio-économiques sur ces individus, l'échantillon est représentatif spatialement au regard des données du recensement (voir Cebeillac *et al.*, 2017). De manière similaire, nous posons que l'activité principale est le lieu d'où un nombre important de messages est envoyé en journée. Finalement, afin d'associer chaque lieu fréquenté par un utilisateur à une activité, nous posons l'hypothèse qu'il existe un lien fort entre le lieu d'envoi d'un message et l'activité en cours de réalisation. Par exemple, si une personne émet un *tweet* depuis un centre commercial (*mall*), nous posons l'hypothèse qu'elle fait des courses. Les activités réalisées dans les autres lieux de l'espace d'activité d'un individu sont alors estimées en croisant une couche d'utilisation du sol réalisée à partir de données collectées sur google maps et openstreetmap (Cebeillac *et al.*, 2018). Les utilisateurs possèdent alors un ensemble de lieux associés à des activités qu'ils fréquentent plus ou moins régulièrement et à différents jours et horaires. Les outils de visualisation fournis par Hägerstrand (1970), notamment la représentation par l'aquarium spatio-temporel, permettent d'explorer ces espaces d'activité pour en observer la cohérence (fig. 1).

Figure 1. Représentation de l'espace d'activité de deux utilisateurs de Twitter à Bangkok (a et b) selon l'aquarium spatio-temporel proposé par Hägerstrand (1970). Les activités effectuées sont représentées par des couleurs différentes.



L'espace d'activité brut obtenu d'après les données laissées sur Twitter montre que l'utilisateur (a) laisse moins de messages depuis son activité principale à la fin de la période enregistrement, mais aussi qu'il fréquente de nouveaux lieux au nord-ouest de son domicile. L'utilisateur (b) a un espace d'activité plus étendu géographiquement mais laisse globalement plus de traces numériques entre son domicile et son lieu de travail estimé. Cela permet ainsi de constater des différences entre les utilisateurs sur la fréquence d'utilisation du réseau social et sur le volume de traces numériques laissées, permettant un questionnement des données.

Une fois agrégées, ces informations font ressortir les temporalités des différents secteurs de la ville. La section suivante présentera d'autres données issues de Facebook qui serviront de point de comparaison vis-à-vis des données de Twitter.

2. LES TEMPORALITÉS À BANGKOK

2.1. Collecte des données sur Facebook

Facebook est un réseau social utilisé quotidiennement par plus de 2 milliards de personnes. Contrairement aux pages personnelles qui sont essentiellement privées, les pages relatives à des lieux, qu'ils soient des établissements commerciaux (bar, restaurant, etc.) ou publics (école, université, administration, etc.) sont généralement visibles par tous. Une fonctionnalité de Facebook permet à chaque utilisateur de signaler dans son fil d'actualité sa présence dans une de ces lieux par un *check-in*. Cette information est visible par chacun des contacts de l'utilisateur et se manifeste par une incrémentation du nombre de personnes ayant visité le lieu sur la page de ce dernier. L'utilisation de l'API Place[1] permet de collecter ces informations sur les lieux, en plus des coordonnées géographiques et le type de lieu (école, restaurant, etc.) dans un rayon défini. En effectuant une recherche par fenêtre mobile dans une zone donnée sur une longue période, il est ainsi possible de collecter l'ensemble des lieux de la base et d'apprécier l'évolution du nombre de visites au cours du temps. Néanmoins une personne n'a pas nécessairement besoin d'être dans un lieu pour déclarer y être présent et un grand nombre d'établissements ont recours à l'achat de *check-in* pour augmenter virtuellement leur popularité. Après 108 jours d'enregistrement entre juillet et novembre 2017 et l'application de filtres pour supprimer les lieux fantaisistes et les pics de fréquentations aberrants, nous avons pu collecter un peu moins de 40 millions de ces *check-in* dans environ 128 000 lieux, à un pas d'une heure.

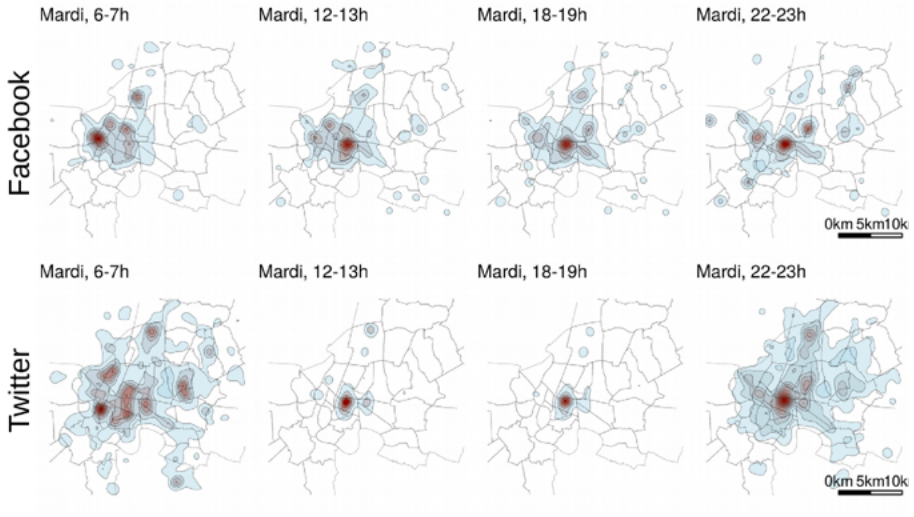
2.2. Pulsation urbaine

À partir de ces deux jeux de données, il est possible d'observer et de comparer la répartition temporelle des *check-in* et des *tweets* comme *proxy* de la population, visible sur la figure 2 qui montre ces densités à

1 www.developers.facebook.com/docs/places/web/search

différents moments de la journée. Alors qu'une dichotomie apparaît dans la répartition des présences des utilisateurs de Twitter selon le moment de la journée, cet aspect n'est pas aussi marqué avec les données de Facebook. Concernant Twitter, nous pouvons observer clairement un effet centre périphérie, où l'activité enregistrée sur le réseau est relativement bien répartie dans l'ensemble de la ville le matin et le soir, ce qui révèle les présences des utilisateurs à leur domicile – information qui échappe aux données de Facebook qui ne renseigne pas ce type d'activité. Mais les densités observées en journée *via* Facebook semblent plus cohérentes que celles observées sur Twitter où le centre-ville apparaît surreprésenté.

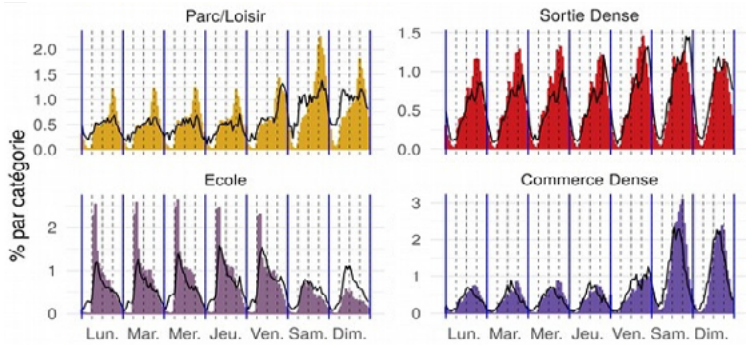
Figure 2. Pulsations urbaines à Bangkok au regard des données de Facebook et Twitter



2.3. Temporalité des activités

Il est également possible de comparer les temporalités des activités, comme présenté dans la figure 3 pour 4 types d'activités. S'il existe des différences, nous pouvons observer que les ordres de grandeurs et les principaux pics de fréquentations sont assez semblables et que les profils sont cohérents. Par exemple, les écoles sont surtout fréquentées en semaine et, bien que le pic du matin soit nettement plus important d'après Twitter que Facebook, il reste présent dans les deux jeux. Les commerces denses sont aussi bien plus fréquentés les week-ends que les jours de semaines, et les parcs plus le soir que le matin. Cela dit, il reste délicat de savoir quelle source se rapproche le plus des tendances réelles. Nous pouvons arguer qu'au regard des volumes enregistrés et du nombre d'utilisateurs Facebook serait potentiellement un meilleur indicateur pour les activités autres que l'activité principale et les présences au domicile.

Figure 3. Temporalité des activités au regard des données de Facebook (trait noir) et Twitter (histogrammes).
Les traits verticaux bleus représentent minuit, et ceux en pointillé 6 h, 12 h et 18 h.



3. PERSPECTIVE : VERS UNE MODÉLISATION DES MOBILITÉS QUOTIDIENNES

À partir de ces données et des informations qu'elles révèlent individuellement et collectivement, nous pouvons proposer des pistes pour générer des agendas synthétiques en vue d'une modélisation à base d'agent. Les espaces d'activités issus de Twitter sont discontinus dans le temps du fait de la nature sporadique des données. L'utilisation d'hypothèses sur les niveaux de contraintes spatio-temporelles selon les types d'activités (e.g. au domicile le soir, au travail en journée) et les niveaux de régularité de fréquentation observés dans les données d'une personne (e.g. une personne se rend régulièrement dans des centres commerciaux le week-end) permettent de réajuster les données et d'obtenir des agendas continus, même s'il est délicat d'en apprécier précisément la véracité. À partir des agendas reconstruits, il est possible de générer des agendas synthétiques. D'après les données de Twitter, nous observons que les personnes résidant en périphérie ont tendance à effectuer des déplacements sur de plus longues distances et dans moins de lieux que celles résidant dans l'hyper-centre. Ainsi, selon sa localisation dans la ville, un agent se verra attribuer

un nombre de lieux et d'activités qu'il réalisera. Les séquences des activités peuvent être définies à partir de matrice de transitions entre deux activités – e.g. la probabilité d'aller dans un lieu de commerce dense plutôt que dans un parc à *t+1* sachant que la personne est dans son activité principale à *t* – issues des agendas reconstruits précédemment. Il est aussi envisageable de mobiliser les temporalités des activités issues de Facebook. Par exemple, si l'agent doit choisir entre un parc et une zone commerciale, il aura plus de chance de choisir le parc si l'action se déroule en soirée, au regard des pics de fréquentation de la figure 3. Des travaux sont toujours en cours pour améliorer l'affectation d'une localisation.

4. DISCUSSION

Les concepts et représentations proposés par la *time-geography* n'ont cessé d'évoluer depuis 50 ans (Ellegård, 2019). Mais les approches initiales par l'espace d'activité et l'aquarium spatio-temporel restent des bases solides, toujours d'actualité et utilisables avec des données géolocalisées issues d'internet. Les données longitudinales provenant de Twitter associées à des couches d'utilisation du sol autorisent la création d'espaces d'activités individuels. Les données de Facebook permettent de faire ressortir les temporalités des activités dans la ville. Le niveau de représentativité des données collectées en ligne reste délicat à estimer et nous n'avons pas d'informations socio-économiques sur les utilisateurs.

Le concept d'espace d'activité est suffisamment flexible pour être compatible avec des approches d'autres disciplines (*ibid.*), tant en épidémiologie et géographie de la santé (Perchoux *et al.*, 2013), qu'en informatique et modélisation à base d'agents (Banos *et al.*, 2005). La souplesse de la méthode permet également de s'adapter à différents types de données, autorisant un croisement des sources. Des enquêtes de terrains supplémentaires semblent cependant nécessaires pour valider et/ou enrichir le modèle de déplacement. Aussi associer un modèle de mobilité à des modèles épidémiologiques et environnementaux permettrait-il de mieux comprendre la diffusion des épidémies dans l'espace urbain (Daudé *et al.*, 2015).

RÉFÉRENCES

Banos A., Chardonnel S., Lang C., Marilleau N., Thévenin T., 2005, « Une approche multi-agents de la ville en mouvement », *Modèles et systèmes multi-agents pour la gestion de l'environnement et des territoires (SMAGET),* Les Arcs, p. 1-17.

Barbosa H., Barthelemy M., Ghoshal G., James C.R., Lenormand M., Louail T., Menezes R., Ramasco J.J., Simini F., Tomasini M., 2018, "Human Mobility: Models and Applications", *Phys. Rep.*, n° 734, p. 1-74 [en ligne : doi.org/10.1016/j.physrep.2018.01.001].

Cebeillac A., Daudé É., Vaguet A., 2018, "Spatial Discontinuities, Health and Mobility", *Rev. Int. Géomat.,* n° 28, p. 389-407 [en ligne : doi.org/10.3166/rig.2018.00062].

Cebeillac A., Huraux T., Daudé É., 2017, "Where? When? and How Often? What Can We Learn about Daily Urban Mobilities from Twitter Data and Google Map in Bangkok (Thailand) and What Are the Perspectives for Dengues Studies?", *Netcom*, 31(3/4), p. 283-308 [en ligne : doi.org/10.4000/netcom.2725].

Daudé É., Vaguet A., Paul R., 2015, « La dengue, maladie complexe », *Nat. Sci. Sociétés,* n° 23, p. 331-342 [en ligne : doi.org/10.1051/nss/2015058].

Ellegård K., 2019, *Time Geography: Concepts, Methods and Applications,* Abingdon, Routledge, coll. "Routledge Studies in Human Geography".

Fosset P., Banos A., Beck E., Chardonnel S., Lang C., Marilleau N., Piombini A., Leysens T., Conesa A., André-Poyaud I., Thévenin T., 2016, "Exploring Intra-Urban Accessibility and Impacts of Pollution Policies with an Agent-Based Simulation Platform: GaMiroD", *Systems 4*, n° 5 [en ligne : doi.org/10.3390/systems4010005].

Hägerstrand T., 1970, "What About People in Regional Science?", *Pap. Reg. Sci. Assoc.*, n° 24, p. 7-21.

Huraux T., Cebeillac A., Misslin R., Daudé É., 2017, « MOMOS : modélisation à base d'agents des mobilités quotidiennes en milieu urbain pour la simulation spatiale », communication au *13es rencontres de Théo Quant, Besançon* [en ligne : www.thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2017/communications/2017_Huraux_MOMOS_modelisation_base_agents_mobilites_quotidiennes_milieu_urbain_simulation_spatiale.pdf].

Perchoux C., Chaix B., Cummins S., Kestens Y., 2013, "Conceptualization and Measurement of Environmental Exposure in Epidemiology: Accounting for Activity Space Related to Daily Mobility", *Health Place*, n° 21, p. 86-93 [en ligne : doi.org/10.1016/j.healthplace.2013.01.005].

L'AUTEUR

Alexandre Cebeillac
Université de Rouen Normandie — IDEES
a.cebeillac@hotmail.fr

AUTEUR·E·S
Valter HOXHA,
Hélène ILBERT

Application de l'approche *time-geography* pour modéliser les zones de cueillette à partir des traces GPS du cueilleur

RÉSUMÉ
L'activité d'exploitation des plantes aromatiques et médicinales sauvages représente, pour les territoires limités en ressources naturelles, une grande importance économique, sociale et environnementale. Identifier les surfaces exploitées des habitats naturels devient pour les experts un vrai défi. Les méthodes d'observation spatiale appliquées et celle de l'échantillonnage botanique par prélèvement floristique présentent des limites. Afin d'identifier les habitats exploités de ces ressources, une nouvelle méthode est proposée, qui s'appuie sur la modélisation de l'habitat exploitée à partir des traces GPS des cueilleurs. Pour ne « retenir » que les traces GPS de l'action de cueillette au sens strict, les concepts de l'approche *time-geograph*y ont été utilisés comme base de construction des quatre filtres : la vitesse instantanée, la densité spatio-temporelle, la surface et la moyenne des variations d'angle. Ce modèle a été testé avec succès sur trois types plantes : la sauge, le romarin et le tilleul. Cette communication traite les résultats obtenus par cette méthode en discutant les différentes implications méthodologiques et scientifiques.

MOTS CLÉS
modélisation, *time-geography,* habitat des plantes aromatiques et médicinales, capteur humain (GPS)

Application of the "Time Geography" Approach to Model the Picking Areas from the GPS Tracks of the Picker

ABSTRACT
The exploitation of wild aromatic and medicinal plants represents, for territories limited in natural resources, a great economic, social and environmental importance. Identifying the exploited areas of natural habitats is becoming a real challenge for experts. The applied methods of spatial observation and that of botanical methods by floristic sampling face their limits. In order to identify the exploited habitats of these resources, a new method is proposed, which is based on the modelling of the exploited habitat from the GPS tracks of the pickers. In order to "retain" only the GPS traces of the picking action in the strict sense, the concepts of the "Time Geography" approach were used as the basis for constructing the four filters: instantaneous speed, space-time density, surface and average of the angle variations. This model has been successfully tested on three types of plants: sage, rosemary and linden. This paper analyses the results obtained by this method through discussing the different methodological and scientific implications.

KEYWORDS
Modelling, Time Geography, Habitat for Aromatic and Medicinal Plants, Human Sensor (GPS)

INTRODUCTION

Sont considérés comme des plantes aromatiques et médicinales (PAM) toutes « les plantes utilisées pour produire des produits pharmaceutiques, des produits de suppléments alimentaires et les produits de santé naturels, de la beauté, les cosmétiques et produits de soins personnels, ainsi que certains produits commercialisés dans le secteur culinaire / alimentaire » (ISSC-MAP, 2007). Cette industrie représente aujourd'hui un poids considérable dans l'économie mondiale. Selon les données de COMTRADE, le taux de croissance annuel depuis 1988 est de 11 % (Ilbert & Hoxha, 2016) et leur valeur en 2018 a atteint 6 milliards de dollars[1]. L'augmentation de la demande mène les cueilleurs vers une pression de l'exploitation de ces ressources alors

1 www.comtrade.un.org/data

que la Convention de la diversité biologique[2] (CDB) mise en place à Rio juin 1992 prône la conservation[3], l'utilisation durable[4] et le partage juste et équitable de ces ressources. L'évaluation des habitats en surface, leurs potentiels en ressources comme les déterminants de leur érosion, ne sont ni exhaustifs ni systématiques. Les méthodes appliquées aux plantes aromatiques et médicinales, qu'elles soient botaniques d'échantillonnage ou d'observation spatiale (Pasteur *et al.*, 2009), ont leurs limites tant scientifiques qu'économiques (Hoxha *et al.*, 2017).

Pour avoir une information plus exhaustive, ces deux dernières décennies, les chercheurs s'appuient sur des nouveaux outils géographiques tels que le capteur humain GPS, le global positioning system. Dans le cas des plantes aromatiques et médicinales, le modèle actuel suppose une organisation verticale, « *top-down* », de l'information. Notre raisonnement part du fait que les cueilleurs connaissent parfaitement le terrain, parcourent presque tout l'habitat exploité (contrairement à la démarche par échantillonnage) et constituent un réservoir de contributeurs conséquent. Parmi toutes leurs actions, il nous faut donc identifier l'action de cueillette au sens strict pour identifier la zone de cueillette et éliminer les autres.

L'approche *time-geography* énoncée depuis les années 1970 par Hägerstrand analyse l'activité humaine en espace et en temps. Selon Klein et Schneider (2011), elle s'appuie sur un modèle spatio-temporel dont le cheminement spatio-temporel, stationnaire et déplacement, forme les éléments de base. Au niveau théorique, afin de caractériser les liens entre données et objets, les modèles spatio-temporels sont réalisés par des équipes de géographes, de physiciens, de psychanalystes et d'informaticiens (Ellegård, 2018) car ils prennent en compte des dimensions physiques (durée et temps) tout en y associant des dimensions cognitives et comportementales. Cette approche a notamment donné lieu à des modèles portant sur les déplacements urbains (Bazzani *et al.*, 2011 ; Klein & Schneider, 2011) et les mobilités quotidiennes (Nedel *et al.*, 2019).

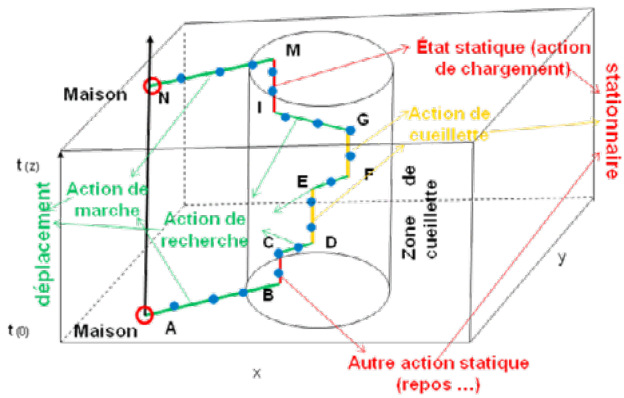
Dans le cas de l'activité du cueilleur, les différentes actions relèvent de deux types de comportement : stationnaire et déplacement. À l'échelle spatiale, le cueilleur est dit stationnaire quand il cueille ou se repose. Il est en déplacement quand il cherche la zone de cueillette ou qu'il marche vers et de cette zone. La manière habituelle utilisée pour localiser le point de cueillette de chaque plante consiste à enregistrer « manuellement » un *waypoint* de GPS chaque fois qu'une plante est cueillie. Or ce travail est une surcharge pour les cueilleurs. Pour disposer d'une information collectée systématiquement, il faut donc s'appuyer sur les enregistrements automatiques et relever une coordination précise des actions. Cette communication cherche à montrer comment l'approche *time-geography* a contribué à la construction méthodologique des filtres permettant l'identification de l'action de cueillette au sens strict.

1. MÉTHODOLOGIE : CONSTRUCTION THÉORIQUE DES FILTRES

Nous partons du postulat que tous les points GPS traduisent les caractéristiques spécifiques des actions de l'activité de cueillette. En se basant sur les concepts de l'approche *time-geography* de Hägerstrand, nous pouvons visualiser les actions de l'activité de cueillette dans un prisme ou un cube composé de trois axes : la hauteur du cube représente le temps (axe z) et les axes x et y représentent l'espace (fig. 1).

À partir de ce raisonnement binaire (déplacement / stationnaire), nous représentons les actions de marche par les segments AB, CD, EF, GI et MN (vert) tout en qualifiant progressivement les types de déplacement. La cueillette théorique est représentée par les segments DE et FG (orange) ; tous les autres types d'état statique sont représentés par les segments BC et IM (rouge) et signalent différents types d'état stationnaire (chargement, repos, etc.). Afin de ne « retenir » que les traces GPS de l'action de cueillette au sens strict, l'approche *time-geography* est utilisée comme base de construction des quatre filtres : vitesse instantanée, densité spatio-temporelle, surface et moyenne des variations d'angle (fig. 2).

Figure 1. Représentation du cheminement spatio-temporel du cueilleur



2 www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf

3 Articles 6 pour les mesures générales en vue de la conservation et de l'utilisation durable et 7 pour les processus et les catégories d'activités qui pourraient avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation de la diversité biologique doivent également être identifiés et leurs effets surveillés (CDB, 2012).

4 Articles 10 pour l'utilisation durable des ressources biologiques et 14 pour les études d'impact sur l'environnement (CDB, 2004).

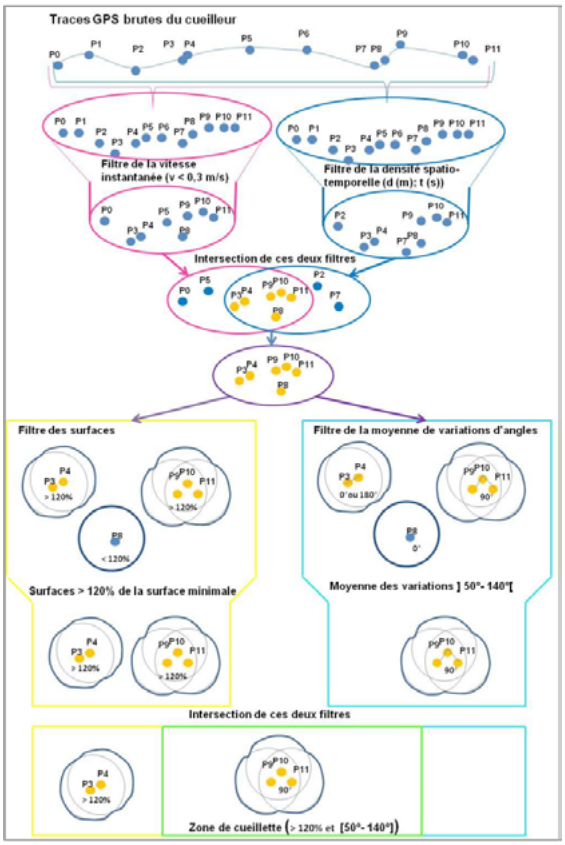
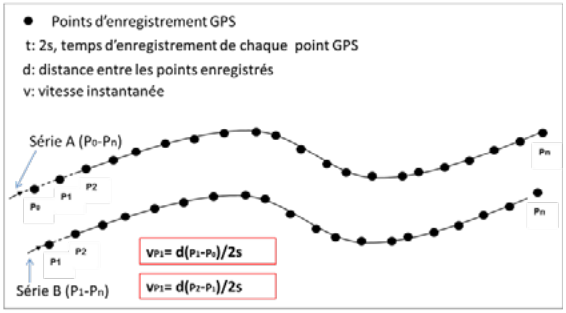


Figure 2. Filtres méthodologiques pour identifier l'aire de répartition des PAM exploitées

Figure 3. Calcul de la vitesse instantanée pour chaque point du trajet



Le premier filtre porte sur les tronçons ; l'objectif est de distinguer les points stationnaires des points de déplacement. Le deuxième filtre porte sur les points ; leur densité caractérise la signature spécifique de l'action de la cueillette. Le troisième filtre porte sur les polygones ; il a pour fonction principale d'éliminer les surfaces isolées qui représentent des bruits par rapport à l'action de la cueillette. La surface est calculée en fonction des caractéristiques de l'habitat naturel de la plante et prend en compte les plantes qui le composent. Enfin, le dernier filtre porte sur les angles des vecteurs des points ; il cherche à consolider les résultats obtenus lors de l'application du filtre de surface afin de retenir uniquement les zones qui concernent la cueillette.

1.1. Construction du filtre de la vitesse instantanée : identification des traces GPS stationnaires

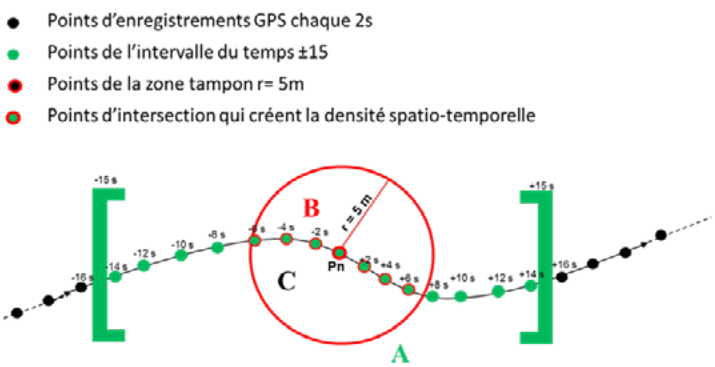
Les actions de cueillette au sens strict étant stationnaires, leurs traces GPS doivent avoir la même caractéristique. Or les points stationnaires ont une vitesse qui tend vers 0 m/s, contrairement aux points de type déplacement. Dans notre cas, la vitesse instantanée est l'indicateur qui mesure la distance d'un point dans un temps donné par rapport au point précédent. Ainsi, l'analyse statistique se fait par rapport aux deux séries des points A (P0-Pn) et B (P1-Pn) de telle façon que la vitesse instantanée du point P1 soit égale au rapport de la distance P1-P0 sur le temps d'enregistrement que nous avions choisi d'établir à 2 secondes (fig. 3).

Une fois calculée la vitesse instantanée de tous les points du trajet, nous ne retenons que ceux dont la vitesse est inférieure à 0,3 m/s.

1.2. Construction du filtre de densité spatio-temporelle

Dans notre cas, la « densité spatio-temporelle » se calcule par rapport au nombre de points reliés au point de référence en fonction de leur proximité dans l'espace et dans le temps. Chaque action ayant une « signature » spatio-temporel particulière, le but est d'arriver à identifier les points stationnaires qui représentent la « signature spécifique » de l'action de cueillette. Dans la figure 4, les parenthèses vertes symbolisent l'intervalle de temps et le cercle rouge montre la limite de la zone tampon entourant le point considéré. Mathématiquement la densité spatio-temporelle du point Pn est constituée des points d'intersection notée A ∩ B symbolisés par un point vert entouré de rouge, soit 7 points d'intersection figurant dans l'ensemble C.

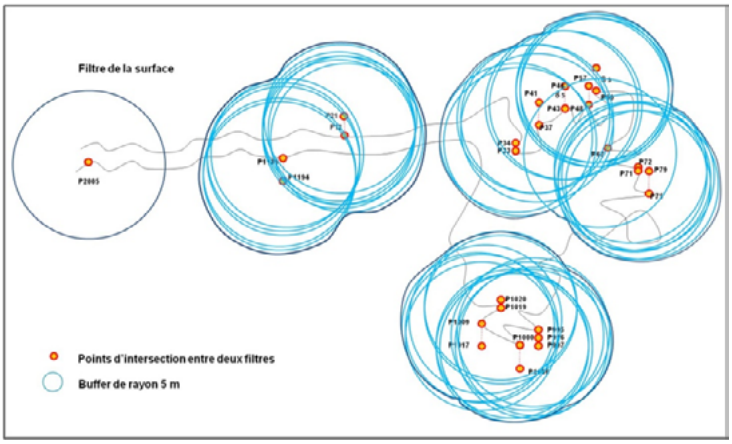
Figure 4. Calcul de la densité spatio-temporelle pour un point du tracé



Le premier paramètre est déterminé par la durée de l'action de cueillette au sens strict alors que le second est fonction du type de plante (herbacée, arbuste, arbre). Ils sont complémentaires et leur intersection (résultant du traitement de leurs filtres respectifs) permet d'affiner les résultats.

1.3. Construction du filtre de la surface et superposition avec les filtres précédents

Figure 5. Application d'une zone tampon d'un rayon de 5 m autour de chaque point d'intersection, dans le cas des herbacées ou sous-arbrisseaux

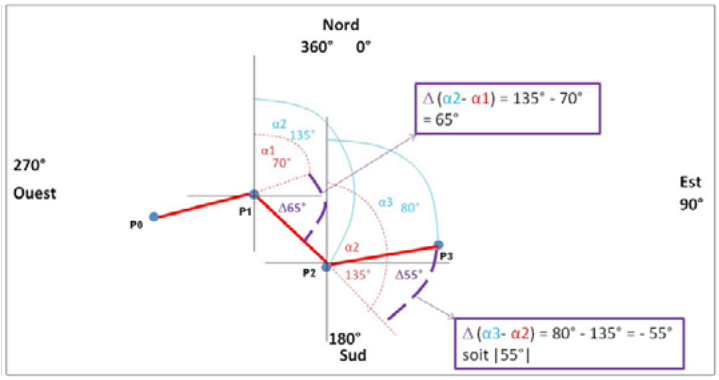


À la différence des filtres qui portent sur les tronçons et sur les points, ce troisième filtre porte sur les polygones (fig. 5). On part du postulat que seuls les sites interconnectés sont représentatifs. Les sites isolés de petite surface sont à considérer comme du « bruit » ou des artefacts. Pour passer des points préalablement identifiés à des points appartenant à une zone de cueillette, nous appliquons une zone tampon à chaque point retenu dont le rayon est fonction de l'espèce. Nous fusionnons ensuite les tampons individuels afin d'obtenir un ensemble de surfaces. Les zones tampons qui s'intersectent sont fusionnées en un même polygone qui devient alors une zone de cueillette potentielle (zcp). Puis nous calculons le pourcentage de la surface des zpc par rapport à la surface minimale obtenue par la formule $S= r^{2*}\Pi$. Il résulte du calcul suivant : % (Szcp/Smin) = Szcp/Smin*100.

1.4. Construction du filtre de la moyenne des variations d'angle

Le dernier filtre concerne la moyenne des variations d'angle. Il se base sur l'analyse de l'orientation de l'ensemble des droites qui lient 2 points successifs contenus dans la surface. On part de l'hypothèse méthodologique que plus les variations d'angles d'une surface sont chaotiques plus elle tend vers une surface de cueillette. Nous supposons donc qu'il y a une corrélation directe entre les variations d'angles et les actions effectuées par les cueilleurs dans le « monde réel ». Dans le cas de l'action de cueillette, pour un ensemble donné de points de déplacement, si les directions sont chaotiques, la moyenne de ces variations tend vers 90°. Dans le cas de l'action de déplacement, si elles sont linéaires alors la moyenne tend vers 0°.

Figure 6. Calcul de la variation des angles lorsque la valeur est inférieure à 180° d'intersection, dans le cas des herbacées ou sous-arbrisseaux



Nous calculons ensuite les azimuts pour tous les points qui se trouvent dans les surfaces retenues afin d'obtenir tous les angles pour chaque surface (fig. 6).

Afin de vérifier la validité de la méthodologie, les filtres sont testés dans la cueillette de trois types de plantes de taille différente. Nous avons commencé par des tests effectués en Albanie sur la sauge et le tilleul, pour poursuivre par un autre test sur romarin en Languedoc Roussillon, France.

2. RÉSULTATS

Ce test méthodologique a été réalisé au printemps dans la commune de Grabels dans l'Hérault. Nous avons demandé la collaboration d'un des cueilleurs pour réaliser ensemble une cueillette de romarin. Cela nous donnait l'opportunité d'analyser les variations d'identification d'actions de courtes durées pour un arbuste.

2.1. Présentation du cheminement spatio-temporel du trajet

Tableau 1. Caractéristiques du trajet (track GPS) pour le romarin

Caractéristiques	Quantité	Unité
Type d'enregistrement (pas de temps)	1	s
Temps de début-fin	09:16:34 -17:23:21	h
Nombre total de trackpoints	27 043	points
Distance totale du trajet	4.821	km
Vitesse moyenne du cueilleur	0,2	m/s
Altitude minimale et maximale	337,56 – 341,67	m

Figure 7. Information générale sur le cueilleur, son activité de cueillette et les traces brutes du trajet effectué

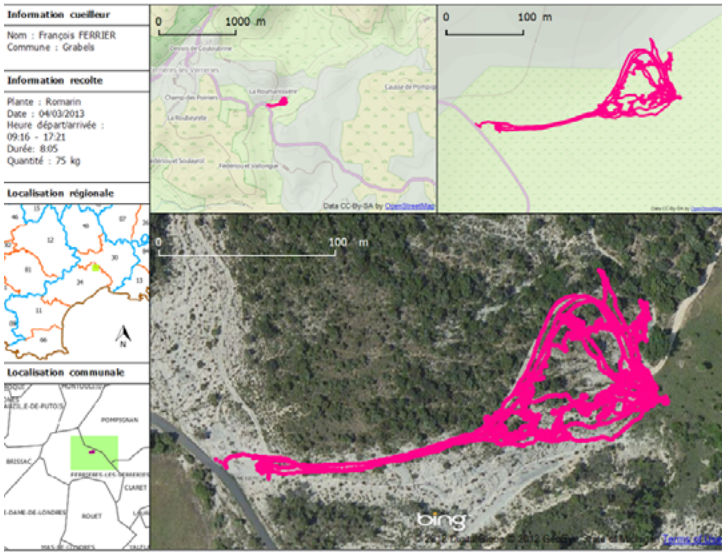


Figure 8. Présentation du cheminement spatio-temporel du trajet pour le romarin

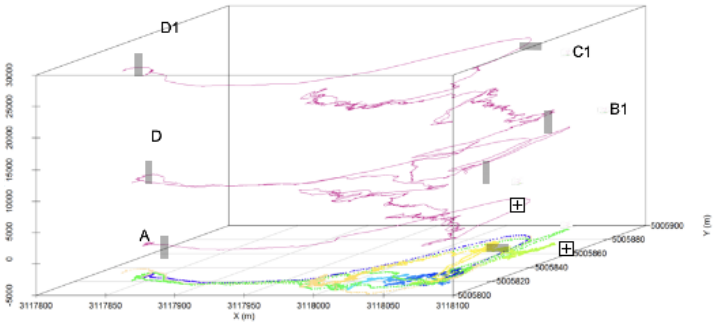
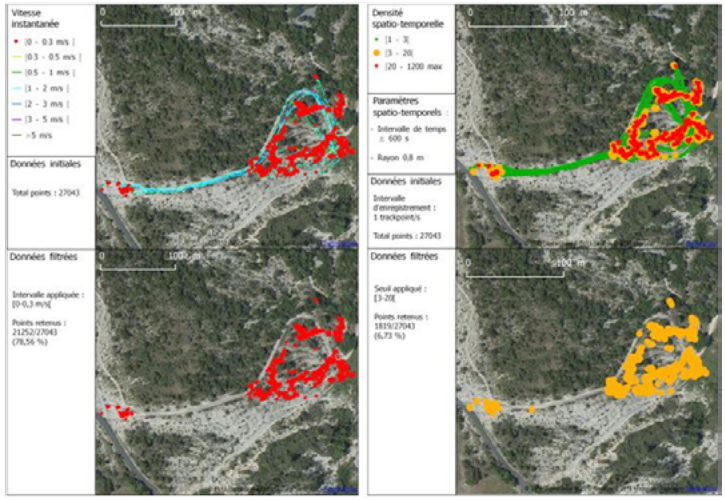


Figure 9. Application des filtres de vitesse instantanée (gauche) et de densité spatio-temporelle (droit)



Contrairement au tableau précédent, la figure 7 fournit les informations relatives au cueilleur (nom, village et commune), les données relatives à la cueillette (type de plante, date, heure, durée et quantité récoltée) ainsi que le trajet brut enregistré selon différentes échelles spatiales superposées sur les fonds de carte.

Pour représenter de façon graphique le cheminement spatio-temporel, nous avons utilisé le logiciel libre R à travers sa bibliothèque scatterplot3D. Le cheminement spatio-temporel représenté en 3D peut ainsi être divisé en 5 segments : les segments AB, CD, DB1 et C1D1 correspondent aux trajets d'aller-retour, BC et B1C1 représentent la zone de cueillette (fig. 8).

2.2. Application des filtres de vitesse instantanée et de densité spatio-temporelle

Du premier filtre, 21 252 points stationnaires ont été retenus sur un total de 27 043 (78,56 %). Pour le deuxième filtre, le romarin étant de type arbuste, nous avons opté pour un rayon de 0,8 m et d'intervalle de temps, soit ± 600 s. Pour déterminer le seuil de densité spatio-temporelle identifiant l'action de cueillette, nous avons mesuré le temps de cueillette, qui est compris entre 3-4 secondes et 10-15 secondes.

Pour prendre en compte la densité artificielle, nous avons fixé le seuil de densité entre 3 et 20 points. En faisant le traitement statistique du trajet, nous obtenons 3 107 points (en jaune-orangé) sur un total de 27 043 (11,49 %). Pour mieux exprimer ces filtres, nous avons construit les diagrammes de distribution par rapport aux points du trajet (fig. 10). Comme on peut le voir dans le

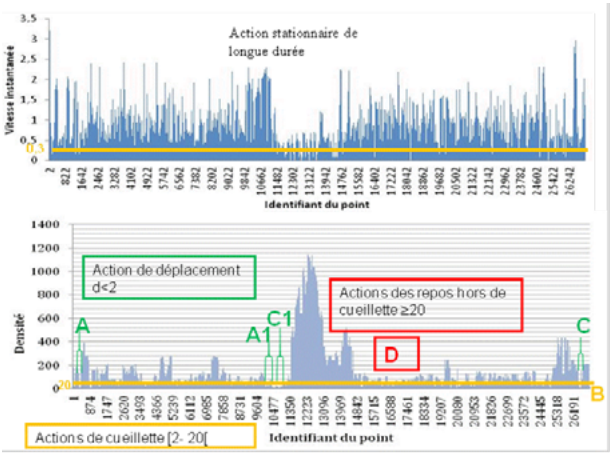


Figure 10. Diagramme de distribution de la vitesse instantanée et de la densité spatio-temporelle avec les paramètres (± 300 ; 0,5 m) pour tous les points du trajet

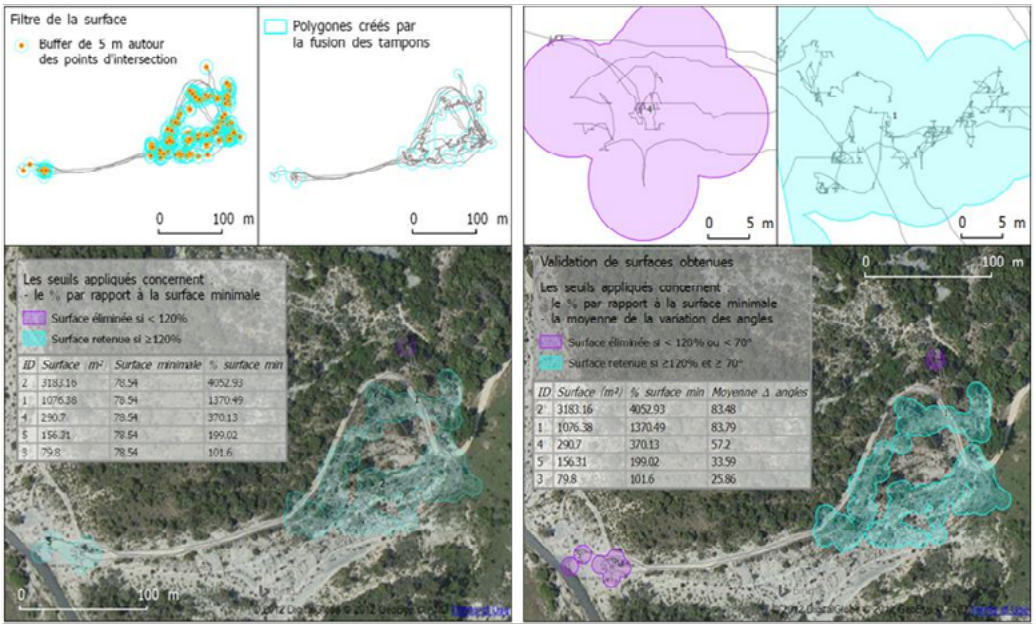
diagramme de filtre de vitesse instantanée, il est très difficile de distinguer les actions du cueilleur.

En effet, les points dont la vitesse est inférieure à 0,3 m/s représentent les actions de cueillette au sens strict et les repos de courte durée. Ceux dont la vitesse est supérieure ou égale à 0,3 m/s représentent les actions de déplacements (recherche et allers-retours). Nous pensons que la partie orange est une action de repos de longue durée (partie B au-dessous du trait orange). La partie D (rouge) représente les actions de repos dont la densité est comprise dans le segment [20-1147]. Les parties qui identifient l'action de déplacement (trajets aller-retour) n'apparaissent pas clairement : elles sont divisées en quatre parties (A, A1, C et C1, en vert) dont la densité est inférieure à 3 points.

Après intersection des deux filtres, les points retenus sont au nombre de 1 194 (7,08 % du total).

2.3. Application des filtres de surface et de la moyenne des variations d'angle

Figure 11. Application des filtres de surface (gauche) et de la moyenne des variations d'angle (droit)



Dans le cas du romarin, nous appliquons un *buffer* de 5 m autour de chaque point (fig. 11, gauche).

La surface des polygones créés varie entre 79,8 m² et 3 138,61 m². En fixant le seuil à 120 %, nous éliminons le polygone 3. Par contre, dans le filtre de moyenne des variations d'angle, nous fixons le seuil à 70° : ainsi tous les polygones ≥ 120 % dont la moyenne de variation des angles est inférieure à 70° sont à exclure. Après ce traitement, nous éliminons les polygones 4 et 5 (fig. 11, droite).

En zoomant sur les polygones 4 et 1, nous constatons que les graphes des traces changent. Dans le premier cas, elles sont plus linéaires, dans le second beaucoup plus chaotiques.

Les surfaces retenues 1 et 2 (bleu clair) satisfont les deux conditions : ≥ 120 % et respectivement une moyenne des variations d'angle de 83,48° et 83,79°. Elles ont été confrontées par les photos de terrain géolocalisées qui vérifient la viabilité du modèle et de ces filtres.

CONCLUSION

L'approche *time-geography* offre les concepts de base pour analyser les activités humaines en temps et en espace, comme c'est le cas de l'activité du cueilleur. Elle a contribué a construire les deux premiers filtres (vitesse instantanée et densité spatio-temporelle). Mais elle reste limitée lorsque nous avons à faire à un grand nombre de personnes (milliers de cueilleurs par exemple).

Une des conditions indispensables pour améliorer et généraliser la méthode est de disposer de plus de traces concernant un plus grand nombre d'espèces. Parallèlement, il faudrait envisager une méthode en perpétuelle amélioration par le biais d'un cycle de développement itératif impliquant une confrontation régulière de la zone d'habitat obtenu par le modèle avec la réalité.
Enfin, d'autres filtres pourraient être envisagés à partir d'outils complémentaires, tel l'accéléromètre.

RÉFÉRENCES

Bazzani A., Giorgini B., Gallotti R., Giovannini L., Marchioni M., Rambaldi S., 2011, "Towards Congestion Detection in Transportation Networks Using GPS Data", *IEEE Third International Conference on Privacy, Security, Risk and Trust and IEEE Third International Conference on Social Computing*, Boston, p. 1455-1459.
Ellegård K. (dir.), 2018, *Time Geography in the Global Context: An Anthology*, Abingdon, Routledge.
Hägerstrand T., 1970, "What About People in Regional Science?", *Papers of the Regional Science Association*, nº 24, p. 7-21.
Hoxha V., Ilbert H., Deckart B., 2017, "An Alternative Methodology Based on Gatherers and GPS Sensors to a Sustainable Management of Aromatic and Medicinal Plants", *2017 EFITA WWCA CONGRESS European conference dedicated to the future use of ICT in the agri-food sector, bioresource and biomass sector* (Montpellier, 2-6 juillet 2017 [en ligne : www.efita2017.org].
Ilbert H., Hoxha V., 2016, « Marché mondial des plantes : analyse des échanges et de la position de l'Albanie et de l'Algérie », *in* H. Ilbert, V. Hoxha., L. Sahi, A. Courivaud et C. Chailan (dir.), *Le marché des plantes aromatiques et médicinales* : *analyse des tendances du marché mondial et des stratégies économiques en Albanie et en Algérie,* Montpellier, CIHEAM/FranceAgriMer, coll. « Options Méditerranéennes : série B. Études et recherches », nº 73, p.17-40.
ISSC-MAP, 2007, *Une norme internationale relative à la collecte sauvage soutenable de plantes médicinales et aromatiques,* Frankfurt am Main, WWF Germany–TRAFFIC [en ligne : www.floraweb.de/map-pro/flyer_french.pdf, consulté le 17/11/2019].
Klein O., Schneider M., 2011, *Activités et déplacements intra-urbains des enfants scolaires à Luxembourg-ville*, Luxembourg, CEPS/INSTEAD–DIFFERDANGE.
Nedel L., Dublé E., Ortega M., Menin A., Davoine P.-A., Chardonnel S., 2019, « eSTIMe : une approche visuelle, interactive et modulable pour l'analyse multi-points de vue des mobilités quotidiennes », communication à SAGEO'2019 (Clermont-Ferrand, 13-15 novembre 2019) [en ligne : www.researchgate.net/publication/337007382, consulté le 15/01/2020].
Pasteur N., Ruelland D., Arnaud N., 2009, « Applications de l'information spatiale par champs thématiques. Environnement », *Les dossiers d'Agropolis International,* Information spatiale pour l'environnement et les territoires, nº 9, p. 42.

LES AUTEUR·E·S

Valter Hoxha
Université méditerranéenne d'Albanie
Département d'économie
valter.hoxha@umsh.edu.al

Hélène Ilbert
MOISA
ilbert@iamm.fr

Urbanity through Time, Space and Place

AUTHOR
Bettina KNOOP

ABSTRACT
The idea of urbanity is contested. This contribution considers two opposing strands of sociological theories on urbanity, namely structural and cultural, shedding a light on their relation to time, place and space. We will show that, in a world where cities remain identifiable as concentrated big settlements in space, only conceptual time shifts allow for the structuralist notion of a spaceless urbanity. On the other hand, cultural concepts tend to oversee overarching socio-cultural features that are shared by cities over time and space. The time-geographical idea of a future space of opportunities/future prism will be related to existing sociological theories on urbanity so as to determine its potential as a means to connect these two strands of urban theory.

KEYWORDS
Urbanity, Urban sociology, City space, Urban cultures, Time Geography

RÉSUMÉ
L'idée d'urbanité est contestée parmi et entre les sujets. Cette contribution examine deux volets opposés des théories sociologiques d'urbanité, à savoir les théories structurelles et culturelles, mettant en lumière leur relation avec le temps, lieu et espace. Nous soulignerons que, dans un monde où les villes restent identifiables comme de grandes colonies concentrées dans l'espace, seuls les décalages temporels permettent la notion d'une urbanité en dehors des restrictions spatiales. D'autre part, des concepts culturels tendent à superviser les caractéristiques socio-culturelles globales qui sont partagées par les villes autour du temps et de l'espace. En fin de compte, les deux approches ont chacune une part de vérité. L'idée de la *time-geography* d'un futur espace d'opportunités / futur prisme sera mise en relation avec les théories sociologiques existantes sur l'urbanité afin de déterminer son potentiel comme moyen de relier ces deux volets de la théorie urbaine.

MOTS-CLÉS
urbanité, sociologie urbaine, espace urbaine, cultures urbaines, *time-geography*

1. URBANITY. A CONTESTED CONCEPT

"Urbanity" –this term beholds many promises. Promises of advance and modernity, sophistication, freedom, pulsing cultural and economic life, to name but a few attributes connected with the city both in scientific and in public discourse. As contemporary as the term might sound, the idea of urbanity as an intangible socio-cultural quality evoked by city life is quite old. It dates back to ancient Greece (named then *asteiotes*), where it described the *poleis'* inhabitants cultivated manners, refine verbal expression and tolerance in comparison to the so-perceived uncultivated and clumsy manners of the rural population. The concept has been later adopted in ancient Rome, where the terminological foundation has been laid with the word *urbanitas* (derived from *urbs,* city).

Urbanity has experienced a new heyday research-wise with the rise of modern urban sociology at the wake of the 20th century. The term has undergone a spurring development since then. The by now manifold theories on urbanity within and across subjects have led to an increasing disagreement about the concept, turning it into a somewhat empty signifier by the turn of the millennium. The definitory challenges are fuelled by discrepancies concerning the wording (does urbanity describe the same as urbanism?) and questions on its scope and scale (is it mainly a socio-cultural concept or also a political and/or economic one? Is urbanity rather bound to certain places or types of space; is it inscribed in society overall, or at the level of the individual?).

This contribution filters urbanity down to the level of the individual, connecting it to Hägerstrand's time-geographic idea of the individual's pat that is demarcated by time-space constraints (1970). Before that, a theoretic time-space problem is presented by shedding a light on two opposing strands of sociological

theories on urbanity, namely structural and cultural. It will be shown that, in a world where cities remain identifiable as concentrated big settlements in space, only conceptual time shifts allow for the structuralist notion of a spaceless urbanity. Nevertheless, structural features should not be dismissed and simply replaced by place-specific cultural traits in the search for an appropriate theory on urbanity, if the concept is not to lose its overarching character as a feature that distinguishes city life and culture from other types of space. Introducing the concept of time-geography in urbanity research might be a means to propitiate the opposing structural and cultural positions in sociological urbanity research.

2. THEORIES ON URBANITY AND THEIR RELATION TO TIME, PLACE AND SPACE

Since decades, a majority of urban sociology and urban geography is proclaiming an ongoing disentangling of the city as a big, densely populated spatial structure, and of urbanity as a social quality (among others: Lefebvre, 1990; Brenner & Schmid, 2011; Soja, 2013). This position is faced by voices insisting on urbanity remaining the offspring of the city to this day (among others: Fischer, 1975; Berking & Löw, 2008; Roy, 2016; Schindler, 2017). The immediate, yet non-exclusive, connection to city space and to social, cultural, economic and/or political life within it makes up for the idea of urbanity at its core. This point is largely agreed upon in urban sociology and urban geography. Almost all theories on urbanity are thus informed by a somehow spatially bound conceptualisation of city life. How can urbanity leave the city behind then? A structuralist answer to this question has been given by early urban sociologist Louis Wirth in the 1930s already: "Rural life will bear the imprint of urbanism [used here a synonym for urbanity] in the measure that [...] it comes under the influence of cities" (1938: 7). Cultural theories on urbanity proceed inversely: Instead of defining overall, structural characteristics of cities and urban societies, cultural theories stick with specific times, places and (usually) city spaces, inducing their urbanities (in plural!) by individual analyses.

The following two sections shed a light on these contradictory strands of urban theory on the basis of selected examples. At the end of this contribution, a path will be outlined for reconciling structural with cultural approaches, among others building on ideas from Hägerstrand's concept of time-geography (1970).

2.1. Urbanity through the Time Machine: Structuralist Approaches

In 1970, Henri Lefebvre presents the idea of an all-encompassing urbanisation in his *Révolution urbaine*. The theory recurs to the capitalist economic system and its social consequences, which is predicted to spread into the most remote corners of the globe. While at that time Lefebvre considers global urbanisation only as a possibility, it is described as the unavoidable outcome of ongoing capitalist development (Lefebvre, 1990). Likewise, the concept of Postmodern Urbanism focuses on capitalism and its socio-spatial outcomes. Fragmented spatial expressions of capitalism, like urban sprawl or exclusionary spatial developments, serve as the main reason for postmodern urbanists to proclaim the end of the city (Soja, 2013). A city-specific theory on urbanity seems outdated in the light of global economic connections and processes which increasingly supersede local structures.

Brenner and Schmid (2011) directly refer to Lefebvre in their theory of a "Planetary Urbanisation". Accordingly, the urban is not a distinguishable socio-spatial unit anymore, but has turned into a process closely interlinked with capitalism. It takes shape through spatial concentration of people, goods or knowledge on the one hand and spatial extension, marked by the exploitation of resources, on the other hand. Planetary Urbanisation takes shape through this extension of urban –i.e. capitalist– processes into the most remote corners of the globe.

Like the examples above, several structural theories on urbanity are built up around the political economy. With capitalism at the heart of these theories, other possible indicators for urbanity are merely being explained through capitalist structures and processes, if they come to play at all. While it would thus be evident to claim a *global capitalisation*, the theories presented do not reach far enough to call out the end of the city, or, vice versa, a *global urbanisation*.

In addition, claims of a spaceless urbanity usually refer to typical characteristics of city life in the past –in this case to capitalism– which are being mirrored in contemporary society. They only succeed in leaving the city behind with the help of a conceptual time-shift, applying formerly typical characteristics of city life to other epochs (as well as to other places). The spatialness of urbanity is thus being superseded by means of its temporal fixation to a certain point in urban history.

Two questions arise from these structuralist approaches to urbanity. First: What dimensions of city life are actually sound to display urbanity? Second: When is the right time and the right place to fix a meaning for urbanity? One might argue that capitalism is/was a powerful indicator of city life. Does this justify the equation

of capitalism with urbanity through times, places and spaces, though? Cultural theories on urbanity draw more versatile pictures of the topic.

2.2. Time-Space-Place Fixes or 1 000 Urbanities in 1 000 Cities: Culturalist Approaches

"Postcolonial Urbanism", a comparably recent topic in the field of Urban Studies, sheds a light on the varieties of urbanity in the Global South (Schindler, 2017; Roy, 2016). The approaches are manifold, oftentimes built around individual cities or city regions, which makes it impossible to describe one congruent theoretical position of Postcolonial Urbanism. What unifies them is their criticism of hegemonic Western theories on urbanity centred on political economy. Such structural approaches are considered deficient when it comes to capturing everyday-life social and material realities of millions of urban dwellers around the world.

The "Intrinsic Logic of Cities" (Berking & Löw, 2008) is marked by the idea that each city bears its very own kind of urban culture which expresses itself locally through interactions of the built environment with people's perceptions and with symbolisms as well as with institutional structures. Similar to Postcolonial Urbanism, the concept paves the way to capture urbanities in cities that might not be considered to be typically urban, like shrinking or medium-sized cities or cities in the Global South.

Both Postcolonial Urbanism and the Intrinsic Logic concept focus on city life across different cities around the globe, searching for contemporary, socially and culturally informed meanings of urbanity. They start off with the city, embedded within a specific social context, and derive their urbanities from its particular socio-cultural features. Such approaches might bear a conceptual problematics at times and places where cities are anything but clearly defined elements in space. Then again, the question arises whether a place, with all its social and material realities, can actually behold a specific culture, or whether this idea rather catapults us back into the era of space and place determinisms, once popular in human geography at the wake of the 20th century. In addition, while place-specific constellations might cover for the "fine-tuning" of urbanity, macro-level structures like population size and density make up for overarching traits of urbanity like social alienation, deviant behaviour or capitalism, that can be found to a more or less pronounced degree in cities all over the world. Thus, culturalist approaches on urbanity might eventually create a misleading notion of a myriad of different urbanities being lived more or less exclusively in cities across the world, while missing out on the overarching, socio-cultural aspects of city life.

3. BLENDING SPACE WITH TIME AND PLACE IN URBAN THEORY

I argue that a contemporary theory on urbanity should not generate its major features form an urban past, which oftentimes results in the denial of the city being an independent object of sociological analysis nowadays. Neither should such a theory on urbanity be reduced to the culture of individual cities at specific times and places, ignoring the overarching socio-cultural features that are shared by cities all over the world.

While urban sociology and urban geography keep arguing about different approaches to grasp the social sphere of contemporary cities (and beyond), this paper aims at highlighting the similarities between structural and cultural theories on urbanity. The question is on finding a common denominator in city life and culture that is shared across cities and times, and, most importantly, that finds resonance across diverging approaches on urbanity.

A starting point for such a unifying concept has been outlined by Fischer as early as 1975 with his "Subcultural Theory of Urbanism". A central observation is that urban residents "are more likely than rural residents to behave in ways that diverge from the central and/or traditional norms of their common society" (Fischer, 1975: 1321). This behaviour is referred to as subcultural and is related to the population size and concentration in a city. While this seems to be merely another structuralist notion related to the city as a big, dense type of settlement, the precise content of subcultural behaviour is not defined by Fischer. It depends on the particular context and local culture, i.e. dominating mainstream conduct, values and beliefs at certain places and times. This overarching (subculture as a trait of urban societies in general), yet relational trait (subculture as a variable dependent on the local context) is what qualifies the Subcultural Theory of Urbanism to be a promising starting point for propitiating both structural and cultural perspectives on urbanity.

This is where time-geography comes in: Transmitted to the individual, subcultural expressions are to a great extend the result of expanded individual spaces of opportunities. While in Hägerstrand's concept of time-geography, the space of opportunities of an individual (referred to as "prism") has a strictly spatio-technological connotation (Ellegård, 2018: 7; Hägerstrand, 1970: 13-14), opportunities for future action of a person are not merely delimited by such practical burdens. They also depend on the person's experiences, knowledge, values and beliefs as well as on the socially structuring context within which one is embedded. Hägerstrand's (1970) idea of a future space of opportunities thus needs to be shifted to the mindset of an indi-

vidual in order to be fruitful for urban theory. Put in simplified terms: supposing that the subcultural intensity in cities is generally higher than in non-urban areas (Fischer, 1975), individuals in cities have a higher exposure to a broader range of behavioural expressions than residents in other types of space. This context of diversity and uncertainty is described in manifold sociological theories on urbanity. While it is common sense in most structural theories, uncertainty as a feature of urban lifeworlds is also addressed by cultural theories, especially by the Postcolonial Urbanism (Schindler, 2017: 59). The frequent exposure to a comparably broad range of behavioural expressions subsequently enlarges the individual space of opportunities. Obviously, classical time-space constraints have a share in the future prism of an (urban) individual as well, as reachability-related possibilities for future action are generally higher in dense urban areas than in other types of space, too. Hägerstrand's time-geographic idea of a future space of opportunities can thus contribute to a sociological understanding of urbanity in a double sense: It might eventually be an element of a theory on urbanity which departs with the socially structuring forces of city life, but which leaves room for the textual "fine-tuning" that allows for adapting the concept of urbanity to cities across cultures, times, spaces and places.

REFERENCES

Berking H., Löw M., 2008, "Einleitung", *in* M. Löw and H. Berking (ed.), *Die Eigenlogik der Städte. Neue Wege für die Stadtforschung,* Frankfurt am Main, Campus, "Interdisziplinäre Stadtforschung" series, n. 1, p. 7-14.

Brenner N., Schmid C., 2011, "Planetary Urbanisation", *in* M. Gandy (ed.), *Urban Constellations*, Berlin, Jovis, p. 10-13 [online: www.jovis.de/de/buecher/details/product/urban-constellations.html, retrieved on 23/02/2020].

Ellegård K., 2018, "Introduction. The Roots and Diffusion of Time-Geography", *in* K. Ellegård (ed.), *Time Geography in the Global Context: An Anthology*, Abingdon, Routledge, p. 1-18.

Fischer C., 1975, "Toward a Subcultural Theory of Urbanism", *American Journal of Sociology,* 80(6), p. 1319-1341 [online: www.jstor.org/stable/2777297?seq=1#page_scan_tab_contents, retrieved on 23/02/2020].

Hägerstrand T., 1970, "What about People in Regional Science?", *Papers of the Regional Science Association*, n. 24, p. 7-21.

Lefebvre H., 1990, *Die Revolution der Städte,* Frankfurt am Main, Hain.

Roy A., 2016, "Who's Afraid of Postcolonial Theory?", *International Journal of Urban and Regional Research,* 40(1), p. 200-209 [online: www.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/1468-2427.12274, retrieved on 23/02/2020].

Schindler S., 2017, "Towards a Paradigm of Southern Urbanism", *City*, 21(1), p. 47-64 [online: www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13604813.2016.1263494, retrieved on 24/02/2020].

Soja E., 2013, "Regional Urbanization and Third Wave Cities", *City*, 17(5), p. 688-694 [online: www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13604813.2013.827854, retrieved on 24/02/2020].

Wirth L., 1938, "Urbanism as a Way of Life", *American Journal of Sociology*, 44(1), p. 1-24 [online: www.jstor.org/stable/2768119, retrieved on 24/02/2020].

THE AUTHOR

Bettina Knoop
TU Dresden (Germany)
Interdisziplinäres Zentrum für ökologischen und revitalisierenden Stadtumbau
bettina.knoop@tu-dresden.de

Metropolitan Mobility and Daily Activities Diversities and Constraints: The Grenoble Urban Area Case

AUTHORS
Kamila TABAKA, Sarah DUCHÉ, Aline MENIN, Sonia CHARDONNEL

ABSTRACT
Inhabitants of metropolitan territories often have extensive daily living spaces in which they move around a lot to access their different activities. In a context where transition issues are at stake, initiatives encourage the reduction of individual mobility. In order to assess the potential of changing mobility practices, many analyses focus on understanding the modal shift's brakes and levers (economic and psychological dimensions, infrastructure assessment). We propose to study the drivers of metropolitan inhabitants' mobility by analysing the spatial and temporal organisation of their activities. Rooted in Time Geography, our approach consists in a statistical description of the variety of daily trajectories in the Grenoble metropolitan region before comparing it with a typology of living territories based on life qualities' characteristics.

KEYWORDS
Time Geography, Daily mobility, Activity programmes, Trajectories, Trip analysis

RÉSUMÉ
Les habitants des territoires métropolitains ont souvent des espaces de vie quotidiens étendus dans lesquels ils se déplacent beaucoup pour relier leurs différentes activités. Dans un contexte où les enjeux de transition des territoires se posent, les initiatives se multiplient pour réduire la mobilité quotidienne individuelle. Pour évaluer le potentiel du changement de pratiques de mobilité, de nombreuses analyses s'attachent à comprendre les freins et les leviers du report modal (dimensions économiques et psychologiques, évaluation des infrastructures). En complément de ces approches, nous proposons ici d'étudier les ressorts de la mobilité des métropolitains à travers l'analyse de l'organisation spatiale et temporelle de leurs activités. Ancrée dans la *time-geography*, notre approche consiste à décrire statistiquement la variété des trajectoires quotidiennes de la région métropolitaine de Grenoble avant de la confronter à une typologie des territoires de vie fondée sur leurs caractéristiques en termes de qualité de vie.

MOTS CLÉS
time-geography, mobilité quotidienne, programmes d'activités, analyse de trajectoires, territoires et qualité de vie.

INTRODUCTION

The geographies of our daily lives are becoming increasingly complex in metropolitan areas. Dealing with extended and scattered life-spaces and tight schedules is a matter of concern for people living in these areas. In this context, daily mobility plays a key role in holding together the spatial and time dimensions of the daily lives of individuals, who must mobilise resources and competencies to organise as best they can their activities and travels across their life spaces. At the same time, daily mobility clearly leads to car-use and fossil resource dependencies, congestion and air pollution increase as well as more sedentary lifestyles.

Considering these social and environmental issues and tensions that arise from the daily metropolitan ways of living, our contribution investigates the time-space activity and mobility patterns of the inhabitants of Grenoble Metropolitan Area (GMA). This leads us to describe the various conditions of living and moving in the different parts of the area (suburbs, central parts). Our approach is grounded in the conceptual framework of Time Geography which provides helpful theoretical tools to investigate the space-time dimensions of daily life (Hägerstrand, 1970; Ellegård, 2018). Most of its principles have been adapted to mobility studies through the "activity-based" approach, which seeks to incorporate information on activity programmes in the study of mobility behaviours (Vilhelmson, 1999; McNally *et al.*, 2007; Ellegård *et al.*, 2012). This study illustrates various ways to analyse information about daily mobility practices to better describe the constraints that

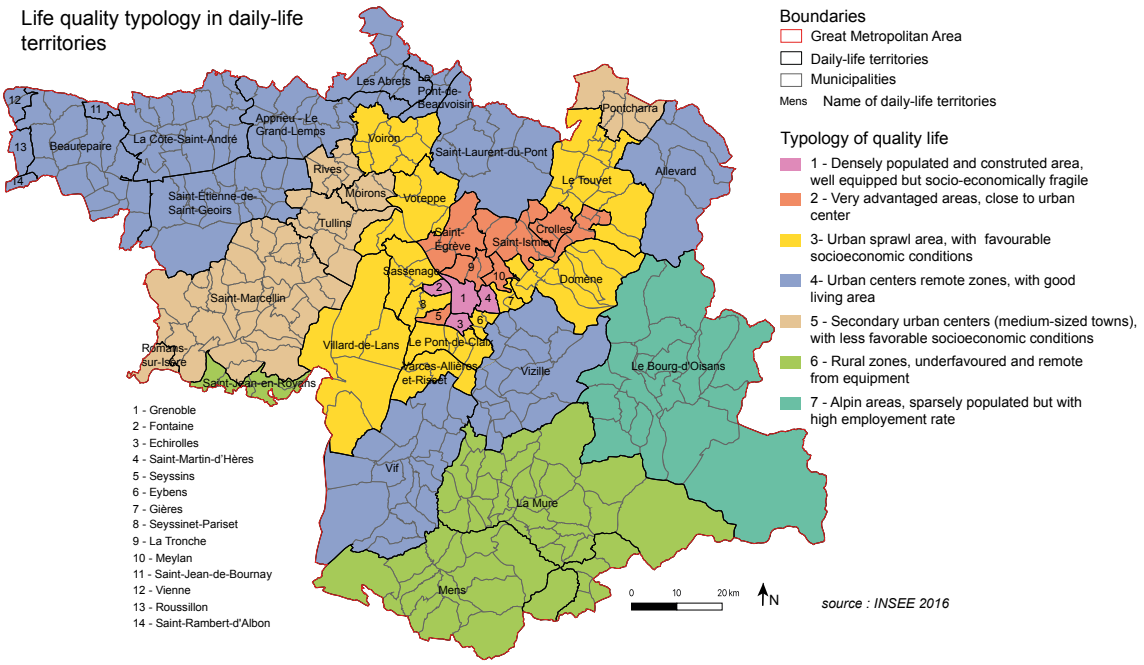
can weigh on households' mobility in a transition context in metropolitan areas. Based on Household Travel Survey data, our analysis aims at understanding to what extent daily activities and mobility patterns differ according to individuals' daily areas' spatial and temporal settings.

1. DATA AND METHODS

The data we use come from the 2010 Household Travel Survey[1] (HTS) conducted on the GMA. HTS provides an overview of a day in the life of the members of surveyed households. Members of each household (at least five years of age) selected for the survey are questioned about their trips of the previous day (times, modes, and purposes for each trip). Collected data focus on trips (with space-time attributes like hours, duration, origins and destinations, modes and purposes i.e. activities), and also provide information on individuals and households. The considered Grenoble HTS (2010) sampled 16,600 inhabitants (7,500 households) from 3,542 municipalities localised in the GMA (fig. 1), corresponding to 63,000 daily trips.

We also make use of two sets of data obtained from the French National Statistic and Economic Studies Institute, Insee (fig. 1). The first is a zoning that describes the spatial extension of inhabitant daily lives or *Daily-life territories*. The second characterises the quality of life, with subsequent typology classes attributed to the various zones.

Figure 1. Life-Quality typology in daily-life territories in Grenoble Metropolitan Area (according to Benard & Pichavant, 2016)



In order to grasp the mobility in the GMA, we present in Part 2 statistics about trip mode uses, and average length and duration of the trips made by the inhabitants of different daily-life Grenoble area zones.

Since it evidences some interesting differences in mobility and time-use according to the living localisation, we propose in Part 3 to deepen the subject by investigating the temporal sequencing of daily activities. A typology is obtained with the TraMineR tool (Commenges & Pistre, 2015): the R-programme package enables sequence analyses by clustering the time-slots organisations, mining, describing and visualising sequences of states or events (discrete sequence data).

In Part 4, we present the relationship between the daily activity patterns and the daily life zoning, as obtained from a Chi-square test, first for every activity-pattern class and daily life zone, and second for every activity-pattern class and every quality of life class (7-class typology).

These analyses, guided with a recently developed mobility-data dedicated tool, eventually lead to a comprehensive view of the variety of daily activity-patterns and mobility practices. The tool, called eSTIMe (Menin *et al.*, 2020), is based on Time Geography concepts, and enables to explore and visualise mobility data on individual and aggregate levels with original geovisualisations.

1 In French: Enquête ménages déplacements (EMD) 2010 de la région urbaine de Grenoble, actually named EMC², Enquête mobilité certifiée CEREMA.

2 It is important to note that the EMD 2010 area, GMA, is much bigger (354 municipalities) than the Grenoble Agglomeration Area (the administrative one), which only counts 49 municipalities.

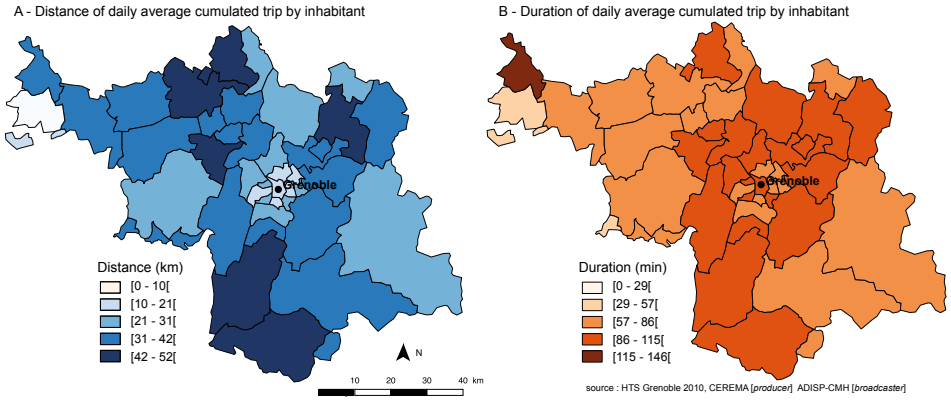
2. OVERVIEW OF DAILY MOBILITY IN GRENOBLE METROPOLITAN AREA (GMA)

The area surveyed by Grenoble 2010 HTS includes urban, peri-urban, rural and three mountain ranges (Vercors, Chartreuse, Belledonne) that constrain the transport infrastructure. Besides the road network, public transportation system relies on intercity trains or coaches at regional level, and on an effective public transit system comprising 45 bus lines and 5 tramway lines at the local level (Grenoble-city and the surrounding municipalities). The metropolitan area is strongly polarised, with Grenoble agglomeration concentrating the main employment opportunities, secondary and high-level education schools, shopping centres, sport and cultural leisure activities. Some secondary employment poles also exist with for instance the Grésivaudan *"Alps Silicon Valley"* and several smaller economic centres, like Voiron and Vizille, that attract local mobility (Chardonnel *et al.,* 2017; Tabaka, 2009).

The first general daily mobility overview includes data related to time, space, trip modes, and possibly other indicators related to personal and household characteristics. Looking at the cumulated inhabitants' daily trip distances according to the residence area zone (fig. 2a), we observe that the closer the housing zone to the urban-heart, the better its quality-life class and the shorter the daily cumulated distances. However, even in some "well equipped" suburban areas (Vif for instance), the average cumulated distances can exceed 20 km, a value comparable to non-equipped areas.

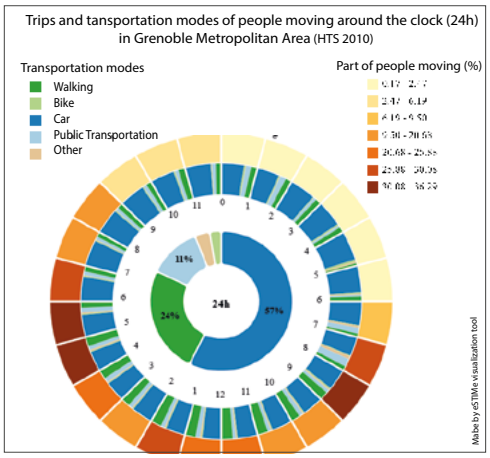
Concerning cumulated trip durations (fig. 2b), though the daily distances in Grenoble are shorter, the trip time-budgets are as important as in more distant suburbs areas (the so-called 2nd urban circle or "urban crown"), reaching 1.5 to 2 hours a day. This contrasts with the smaller trip-time budgets in the closest suburbs (1st urban circle: municipalities in Grenoble direct neighbourhood, except 2 municipalities in the west, and 3 in the south) and in the much more remote areas: between 0.5 and 1 hour per day.

Figure 2. The distribution of daily average cumulated trip distances (A) and durations (B) made by inhabitants of different GMA zones (HTS, 2010; Insee, 2016)



Looking at the trip-mode distribution in the whole GMA (fig. 3), we note that over half of the inhabitants use a car (57%). This is slightly less (45%) for Grenoble-city's inhabitants, due to their use of public transportation (PT) and walking mode that are much higher than in the rest of the agglomeration (24% against 17% for PT, and 24% against 16% of people walking). In the remaining of the agglomeration area, the use of cars concerns 61% of the population. When looking at a specific area like the Grésivaudan Valley suburban area, almost three-fourth of inhabitants rely on this mode (72%), while 7% are PT users and 13% of people walking.

Figure 3. The "Mobility wheel" (HTS Grenoble 2010, by eSTIMe visualisation tool)



The common index that summarises the mobility intensity, called *daily mobility index*, gives the average number of trips per person[3]. This index is under 4 trips (3.63) for the whole GMA area. For Grenoble-city residents, it is higher (3.72 trips), and the highest value is obtained for the smaller Vizille agglomeration (4.09). It decreases for the rest of Grenoble-agglomeration excluding Grenoble and Voiron

3 It measures the average number of trips per person, by dividing the number of all collected trips with the number of all enquired persons aged over 5 (whether or not they made any trip during the day). In 2010, in the Grenoble HTS, almost 9 on 10 enquired persons made at least one trip in the study area: GMA (89%), the rest stayed at home (10%) or were absent in GMA (1%) during the enquired day.

agglomeration (for both: 3.63), in the rest of remote suburban and rural areas (3.56), and is the lowest in the Grésivaudan Valley suburban area (3.48).

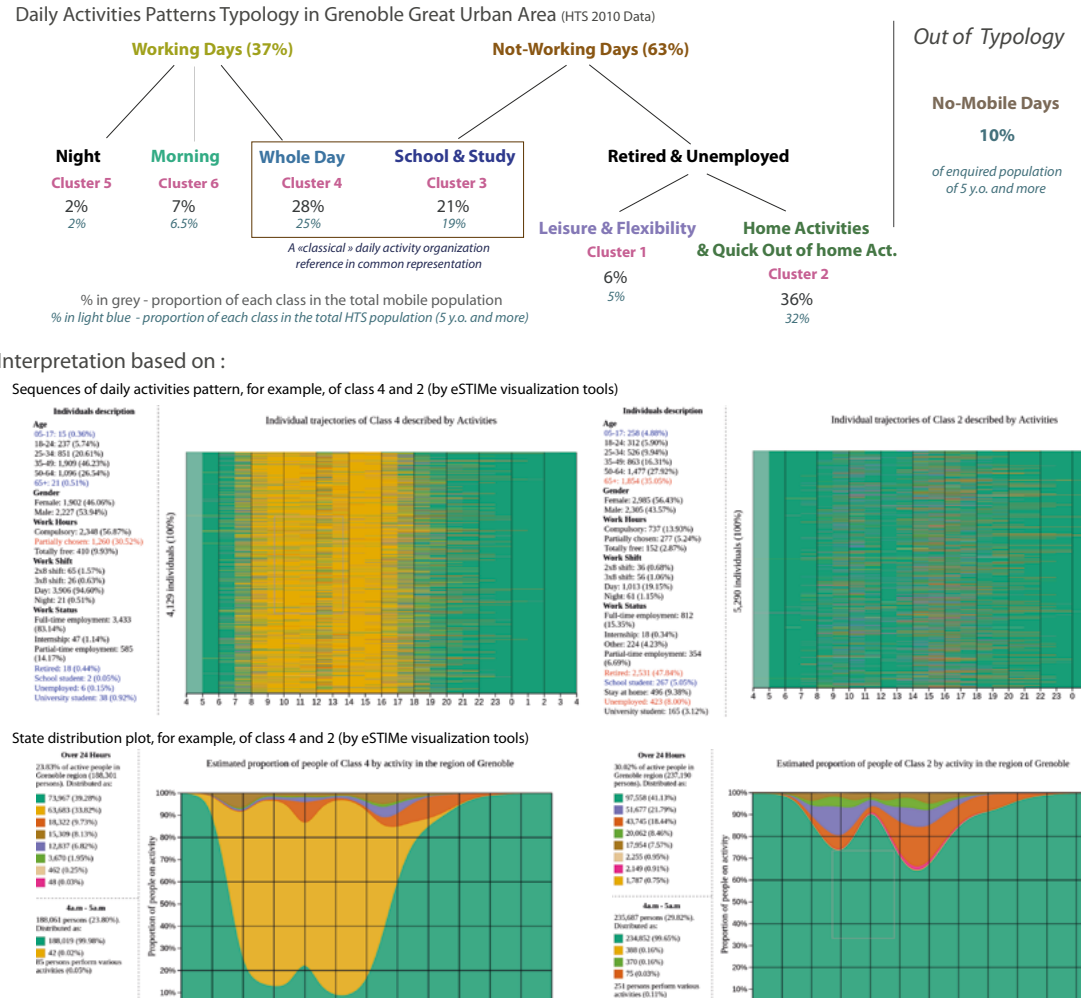
The outermost ring displays the estimated proportion of the surveyed population moving inner or towards GMA at each 1-hour period over 24 hours, while the innermost ring presents the part of these people per mode of transport. For example, between 8 and 9 am, over 30% of the population is on the move and more than half are using a car.

3. TYPOLOGY OF DAILY ACTIVITY PATTERNS

According to Time Geography, people are weaving daily trajectories in space and time, dealing with different kinds of opportunities and constraints in order to realise their projects. From this perspective, mobility is derived from the demand for activity participation and should be analysed through the sequences or patterns of activity behaviour (McNally & Rindt, 2007). For this reason, in order to better understand the outstanding standard mobility-index differences shown above, the method suggests to look inside the daily activity organisation forming a space-time trajectory of all enquired persons.

The clustering that we got by TraMineR tool analysis revealed six different daily activity patterns classes (fig. 4) based on daily activity sequences similitude, including children and adults, and excluding non-mobile individuals (10% of the sample).

Figure 4. General daily-activity pattern typology



The most numerous class, "Home-based & Quick out of home activities days" (class 2, 36% of the population) is mainly characterised by home activities, with the meridian (lunch) time spent at home, and no, or seldom, professional activities, some late evening and nocturnal activities, mostly leisure. 48% are retired people and 8% unemployed.

The second largest class (4), "Whole Day Working" (28% of mobiles), is organised around job activities, together with accompanying activities, especially in the morning and evening hours.

The 3rd class "School & Study days" (21%), corresponds to study activities structure almost all day, with possible additions, mostly leisure, after 4 or 5 pm, later in the evening or during lunch hours. These days

mostly concern school students (82%), university students (16%), and young adults (19% between 18 and 24 years old).

The three remaining classes show the realities of persons working and acting in shifted and no-standard hours. The work of people in "Morning Working Days" class (C6, 7%) starts mostly between 6 or 7 am and ends at the beginning of the afternoon (12 am to 3 pm). One-fifth of this population has part-time employment, over three-fourth work full time (77%), and the males are over-represented (56%). No clear activity pattern emerges for class 1, "Leisure & flexibility days" (6%): a single dominant –mostly leisure– out-of-home activity emerges between 10 am and 5 pm, with significant fluctuations (as early as 4 am and up to 8 pm). Persons aged 50 and above are largely represented in this class, 41% being retired, in addition to 15% unemployed or staying at home. A quarter (23%) are full-time employed, 8% part-time. The smallest class (2%), "Night Working & Leisure Days" (5), includes sequences with various daily activities (working, studying, leisure), and late leisure and working activities. Over half are full-time workers (55%), but it also includes school students (16%) and university students (12%), as well as individuals working part-time (8%). Males are clearly over-represented (62%).

4. RELATIONS BETWEEN ACTIVITY PATTERNS AND TERRITORIAL LIFE QUALITIES' CHARACTERISTICS

The first Chi-square test between the 6 activity patterns classes and the daily-life territories in GMA is highly significant (p-value < 2.2 10^{-16}). The standardised residual results are reported in figure 5. It corresponds to the standardised difference between observed and expected number of HTS participants with one of the 6 activity patterns and living in one of the daily-life territories. For all classes of activity patterns, some territories are over-represented (red values) and others are under-represented (blue values). The second Chi-square test applied between the 6 classes of activity patterns and the 7 classes of life qualities typology (fig. 1), is also very significant (Chi-squared = 1,690, df = 30, p-value < 2.2 10-16), showing a relation between daily activity patterns and qualities of life in territories.

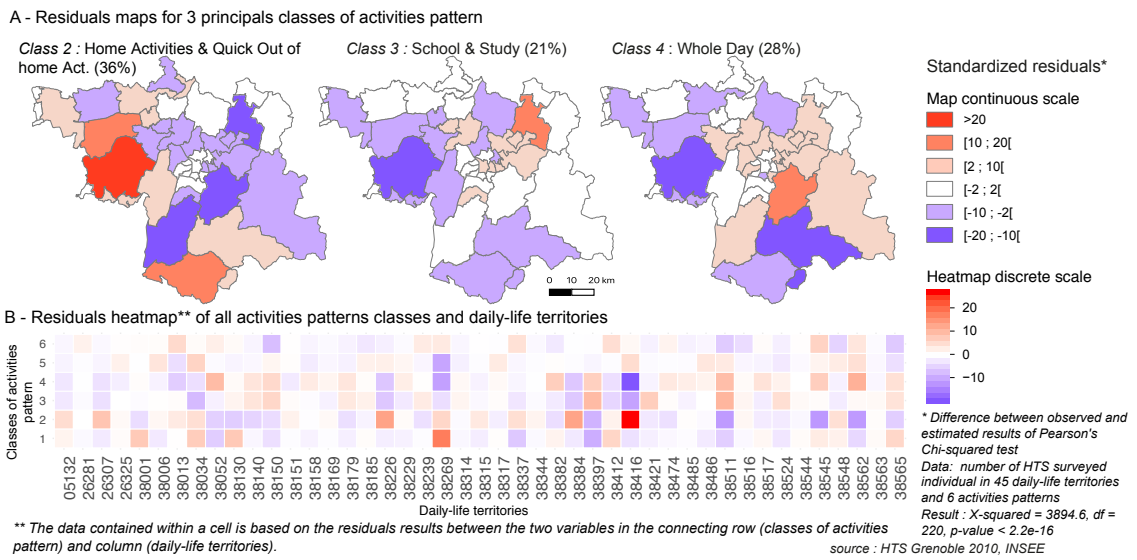
The territory of Saint-Marcellin (postcode 38416) is the most over-represented in the class 2 activity pattern (home activities and quick out-of-home activities). It is also over-represented for the class 2 activity pattern according to the second test that considers the quality of life typology, which means that people living in secondary urban centres, with less favourable socio-economic conditions, spend more time at home and do short distance trips. On the opposite, people who are living in territories around the Grenoble urban centre with good conditions of life are under-represented.

The 3rd class activity pattern, corresponding to students and scholars, is over-represented in the Grésivaudan Valley (East of Grenoble). The second test corroborates this result and shows more people of this class living in territories with the typology 1, 2 and 3 in terms of quality of life: urban centres (less favourable socio-economic conditions), close to urban centres (advantaged area), and in sprawl urban areas (good conditions).

People who organised their whole days around job activities and accompanying activities (class 4) are in territories around Grenoble urban centres and benefit from favourable socio-economic conditions. On the opposite, territories in secondary urban centres and rural areas are under-represented.

Activity pattern classes 1, 5 and 6 include fewer individuals. However, the results of class 1, characterised by leisure and flexibility, is typical of the Grenoble area with an over-representation in La Mure territory (postcode 38269) in the Alpine area.

Figure 5. Over- and under- representation of daily activities patterns in GMA daily life territories (results of Chi-square test)



CONCLUSION

While the mobility transition issue concerns metropolitan areas as a whole, inhabitants' daily-life spaces conditions are rather heterogeneous. In GMA, this leads to different activity patterns influencing mobility characteristics (distances, modes of transport). The present analysis evidences the importance of the relative situations of inhabitants when public policies encourage modal shift. If the cumulated trip distances of central-zones inhabitants are rather short, they can still access a myriad activities in a 2 to 5-km radius. Combining several activities and trips during a day increases trip-time budgets, but not significantly the distances. The range of accessible transportation modes is then more diversified, and better suits individual and family profiles. The daily time schedules of workers settled in suburban municipalities are more constrained: their mobility organisation and potential modal shift should be regarded in a weekly-scale perspective: distinguishing local activities possibilities (short distance) from regional ones (middle and long-distances). In this context, time flexibility (or non-flexibility) is a very sensitive point.

This analysis highlights the need to reconsider metropolitan mobility issues by analysing daily space-time organisations that the metropolitan areas enable (or not) thanks to different activities and transportation modes' opportunities offered to their inhabitants. Regional planning should, therefore, take into account the daily activity locations, their distances and accessibilities, in order to think over the diversity of the transportation infrastructures and choice for population in metropolitan areas.

REFERENCES

Benard A.L., Pichavant F., 2016, « Qualité de vie dans la grande région grenobloise : un espace favorisé mais hétérogène », *Insee Analysis, Auvergne Rhône Alpes,* n. 11 [online: www.insee.fr/fr/statistiques/1908425, retrieved on 05/02/2020]

Chardonnel S., Talandier M., Tabaka K., André-Poyaud I., 2017, « Centralités des espaces périphériques et complémentarités territoriales : un enjeu de durabilité pour la région urbaine de Grenoble », *Environnement urbain / Urban Environment*, n. 12 [online: journals.openedition.org/eue/2074#quotation]

Commenges H., Pistre P., 2014, « Visualisation graphique agrégée des trajectoires individuelles : revue de l'existant et application en géographie », M@ppemonde, n. 115 [online: mappemonde-archive.mgm.fr/num43/articles/art14303.pdf, retrieved on 05/02/2020]

Ellegård K., Svedin U., 2012, "Torsten Hägerstrand's Time-Geography as the Cradle of the Activity Approach in Transport Geography", *Journal of Transport Geography*, n. 23, p. 17-25 [online: www.doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2012.03.023].

Ellegård K., 2018, *Time geography*, Abingdon, Routledge, "Routledge studies in human geography" series.

Hägerstrand T., 1970, "What about people in regional science?", *Papers of the Regional Science Association*, n. 24, p. 7-21.

McNally, M.G., Rindt, C.R., 2007, "The Activity-Based Approach", *in* D. A. Hensher and K. J. Button (eds.), *Handbook of Transport Modelling, vol. 1*, Bingley, Emerald Group Publishing ltd., p. 53-68 [2nd ed.].

Menin A., Chardonnel S., Davoine P.A., Ortega M., Dublé E., Nedel L., 2020, « eSTIMe : une approche visuelle, interactive et modulable pour l'analyse multi-points de vue des mobilités quotidiennes », *Geomatica*, p. 1-22.

Tabaka K., 2009, *Vers une nouvelle socio-géographie de la mobilité quotidienne. Étude des mobilités quotidiennes des habitants de la région urbaine de Grenoble*, PHD Thesis at Université Joseph Fourier, Grenoble.

Vilhelmson B., 1999, "Daily Mobility and the Use of Time for Different Activities. The Case of Sweden", *GeoJournal*, n. 48, p. 177-185.

THE AUTHORS

Kamila Tabaka
IUGA/Université Grenoble Alpes — Pacte
kamila.tabaka@univ-grenoble-alpes.f

Sarah Duché
IUGA/Université Grenoble Alpes — Pacte
sarah.duche@univ-grenoble-alpes.fr

Aline Menin
LIG & Pacte
aline.menin@univ-grenoble-alpes.fr

Sonia Chardonnel
IUGA/Université Grenoble Alpes — Pacte
sonia.chardonnel@univ-grenoble-alpes.fr

Session P Circulations de plantes, de personnes et ancrages territoriaux

CO-PORTEUR·E·S
Irène DOS SANTOS (Urmis),
Laure EMPERAIRE (IRD),
Dominique JUHÉ-BEAULATON (Centre Alexandre Koyré),
Romain SIMENEL (IRD) &
Émilie STOLL (LC2S)

Cette session propose de mettre en exergue le rôle des végétaux et de leur circulation dans les processus cognitifs et pratiques d'ancrage territorial des populations dont la trajectoire personnelle ou familiale s'inscrit dans une migration ou un déplacement géographique. Nous souhaitons comparer des exemples ethnographiques où des végétaux ont été emportés par des individus dans leurs déplacements et participent ensuite, une fois acclimatés dans la terre d'accueil, à la reformulation des discours et des idéologies sur l'ici et l'ailleurs, l'Autre et le soi. Nous nous intéressons également au cas inverse, lorsque ce sont les humains qui suivent la trajectoire – économique et sociale, parfois géographique – des végétaux et s'installent dans de nouveaux lieux. Nous pensons ici à l'exploitation commerciale (boom du caoutchouc, du café, du jute, etc.) ou médicinale (par exemple le quinquina *Cinchona officinalis*, cf. Boumediene, 2016) de certaines espèces pendant et après la période coloniale.
Ces deux configurations de circulations de plantes et de personnes pourront être déclinées dans l'un ou plusieurs des trois axes suivants :

1. Sociétés et territoires au miroir du végétal : requalification des personnes, des végétaux, des territoires ;
2. Planter ses racines : diversité bio-culturelle et ancrage aux lieux dans les pratiques de jardinage ;
3. Planter pour dominer : « plantes utiles » et maîtrise territoriale en contexte colonial et post-colonial.

Movements of Plants and People and the Question of Territorial Rootedness

This session aims to highlight the role of plants and their movement in the cognitive processes and practices involved in the territorial rootedness of populations whose personal or family trajectory arises from migration or a geographical displacement. We will compare ethnographic examples where plants were brought from one place to another by individuals and then, once acclimatised to their new environment, went on to contribute to the reformulation of discourses and ideologies concerning notions of home and abroad, the Other and the self. We are also interested in the opposite case, where humans follow the economic and social –sometimes geographical– trajectory of plants and settle in new places: for example, commercial (rubber, coffee, jute, etc.) or medicinal (e.g. *Cinchona officinalis* [Boumediene, 2016]) exploration for specific species during and after the colonial period.
These two movement patterns involving plants and people can be sorted under one or more of the following three headings:

1. Societies and territories seen through the prism of plants: Reclassifying people, plants and territories;
2. Putting down roots: Bio-cultural diversity and achieving rootedness through gardening practices;
3. Planting to dominate: "Useful plants" and territorial control in the colonial and post-colonial context.

Circulaciones de plantas, personas y anclajes territoriales

Esta sesión propone destacar el papel de las plantas y su circulación en los procesos cognitivos y las prácticas de anclaje territorial de las poblaciones cuya trayectoria personal o familiar se inscribe en una migración o un desplazamiento geográfico. Queremos comparar ejemplos etnográficos en los que las plantas fueron llevadas por individuos en sus movimientos y luego han participado, una vez aclimatadas a la tierra anfitriona, en la reformulación de discursos e ideologías acerca del aquí y alla, el Otro y el yo. También nos interesa el caso contrario, cuando son los humanos quienes siguen la trayectoria –económica y social, a veces geográfica– de las plantas y se instalan en nuevos lugares. Estamos considerando en ese caso el auge comercial (caucho, café, yute, etc.) o medicinal (por ejemplo, quinquina, *Cinchona officinalis*, cf. Boumediene, 2016) de ciertas especies durante y después del período colonial.

Estas dos configuraciones de circulaciones de plantas y personas se pueden presentar en uno o más de los siguientes tres ejes:

1. Sociedades y territorios desde la perspectiva de lo vegetal: recalificación de personas, plantas, territorios;
2. Plantando sus raíces: diversidad biocultural y anclaje en lugares con prácticas de jardinería;
3. Plantar para dominar: "plantas útiles" y control territorial en contextos coloniales y postcoloniales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Boumediene S., 2016, *La colonisation du savoir. Une histoire des plantes médicinales du « Nouveau Monde » (1492-1750)*, Vaulx-en-Velin, Les Éditions des Mondes à Faire.

Crosby A., 1993, *Ecological Imperialism. The Biological Expansion of Europe 900-1900*, Cambridge, Cambridge University Press.

Dos Santos I. [à paraître], "The Retornados 'Rooted' in Angola. A Generational Perspective on the Past and the Present", *in* E. Peralta (dir.), *Narratives of Loss, War and Trauma: The Return from Africa and the End of Portuguese Empire*, London, Routledge.

Dos Santos I., 2012, « Avoir deux maisons et se sentir de "nulle part" : appropriation du "chez-soi" et appartenance sociale en contexte migratoire », *in* A. Morel-Brochet et N. Ortar (dir.), *La fabrique des modes d'habiter : homme, lieux et milieux de vie*, Paris, L'Harmattan, p. 251-265.

Eloy L., Emperaire L., 2011, « La circulation de l'agrobiodiversité sur les fronts pionniers d'Amazonie (région de Cruzeiro do Sul, état de l'Acre, Brésil) », *L'Espace géographique*, vol. 40, p. 62-74 [en ligne : halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00590912].

Emperaire L., Eloy L., 2014, "Amerindian Agriculture in an Urbanising Amazonia (Rio Negro, Brazil)", *Bulletin of Latin American Research* [en ligne : doi.org/10.1111/blar.12176].

Fall J., Matthey L., 2011, « De plantes dignes et d'invasions barbares. Les sociétés au miroir du végétal », *VertigO*, Débats et Perspectives [en ligne : journals.openedition.org/vertigo/11046].

Juhe-Beaulaton D., 2014, « De l'igname au manioc dans le golfe de Guinée : traite des esclaves et alimentation au royaume du Danhomè (XVIIe-XIXe siècle) », *Afriques : débats, méthodes et terrains d'histoire*, vol. 05 [en ligne : afriques.revues.org/1669].

Juhé-Beaulaton D., 2018, «Trajectoires du fruit miracle (*Synsepalum dulcificum*). Collectes, herbiers et pharmacologie (XVIIIe-XXe siècles) », *in* D. Juhé-Beaulaton et V. Leblan (dir.), *Le spécimen et le collecteur. Savoirs naturalistes, pouvoirs et altérités (XVIIIe-XXe siècles)*, Paris, MNHN, Archives 27, p. 107-141.

Sagnes S., 2004, « Cultiver ses racines. Mémoire généalogique et sentiment d'autochtonie », *Ethnologie française*, 34(1), p. 31-40 [en ligne : www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2004-1-page-31.htm].

Simenel R., 2010, « Beldi/Roumi, une conception marocaine du produit du terroir, l'exemple des Aït Ba'amran de la région de Sidi Ifni », *Hespéris-Tamuda*, n° 45, p. 167-176.

Simenel R., 2017, « Quand les animaux et les fleurs apprennent aux enfants à parler. La transmission du langage chez les Aït Ba'amran (Maroc) », *L'Homme*, vol. 1, n° 221, p. 75-114 [en ligne : www.cairn-info-s.sargasses.biblio.msh-paris.fr/revue-l-homme-2017-1-page-75.htm].

Simenel R., Stoll E., 2019, « Comment devient-on Amérindien ou Chérif par une origine juive ? Trajectoires généalogiques pour repenser le lien au sol en Amazonie et au Maroc », *Lustopie*, n° 1, dossier « Judaïsmes dans les Lusotopies contemporaines » [en préparation].

Stoll E., Fischer L. R. da C., Folhes R.T., 2017, « Recenser la propriété en Amazonie brésilienne au tournant du XXe siècle : des registres de terres de João de Palma Muniz aux cartes de Paul Le Cointe », *Histoire et mesure*, 32(1), p. 53-90.

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Hamza AYARI – Les transhumances des communautés de cueilleurs et le désancrage de la filière *zgougou* dans le Haut Tell tunisien
– Heloisa Maria BERTOL DOMINGUES – *Rubber: The Invisible Movement of Traditional Knowledge*
– Audrey BOCHATON, Jean-Marc DUBOST, Mai SEE THAO – Une médecine traditionnelle hmong en mouvement : circulation des remèdes, déplacement des thérapeutes et transmission des savoirs
– Marine FAUCHÉ – Le concept foucaldien de population à l'épreuve des pratiques contemporaines de conservation. Une enquête philosophique
– Julie JACQUET – *Millets Are Back on the Menu, but Not Quite Like Before*
– Patrick PETITJEAN – L'ancrage colonial d'un chimiste français en Amazonie
– Eugénia REZNIK – Atlas brodé des plantes déracinées
– Camille ROBERT-BŒUF – Les jardins familiaux en Île-de-France : prendre racine et échanger grâce au jardinage
– Stéphane SAVRIAMA – Le *tolsi* : une plante sacrée entre la Réunion et la Guadeloupe

Les transhumances des communautés de cueilleurs et le désancrage de la filière *zgougou* dans le Haut Tell tunisien

AUTEUR
Hamza AYARI

RÉSUMÉ
La petite paysannerie forestière du Haut Tell tunisien compte beaucoup sur l'exploitation des produits forestiers, en particulier les graines douces du pin d'Alep connues sous le nom de « *zgougou* ». Ce produit découvert comme aliment de substitution durant une famine au XIXe siècle et introduit ensuite dans la gastronomie tunisoise, est de nos jours un produit demandé sur le marché national et par les agroalimentaires qui l'utilisent comme arôme. La surexploitation des richesses locales dans la forêt de Kessra a incité les communautés des cueilleurs les plus expérimentés à pratiquer des transhumances vers de nouveaux sites. Pour faire face aux conflits avec la population des forêts de destination attachée à leurs droits historiques, les communautés des exploitants transhumants ont adopté plusieurs stratégies de compromis, aboutissant notamment à un transfert de savoir-faire. L'exploitation du *zgougou* est passée d'une activité de substitution dans le passé à une filière économique avec des articulations originales qui lui ont permis de résister aux différentes formes de monopolisation qui caractérisent la majorité des produits forestiers de la Tunisie.

MOTS CLÉS
Haut Tell tunisien, transfert du savoir-faire, ancrage spatial, filière *zgougou*

ABSTRACT
The small peasantry of the High Tell region in Tunisia takes its essential incomes from harvesting forest products, mainly the sweet black seeds of Aleppo pins that are named "zgoogoo". This product, discovered as a substitutional food a famine in the XIXth century and introduced later in the Tunis' gastronomy, is nowadays requested both in markets and by agrifood companies that use it as aroma. The overexploitation of the local richness incited the most experimented communities of harvesters to organise transhumances to new sites. Despite the conflicts related to the relationship with the population of the destined forest that is very attached to its historical rights, the transhumant harvesters adopted many strategies of compromise, leading for example to a transfer of expertise. The exploitation of zgoogoo is transformed from a substitutional activity to real chain with original articulations and relationships that permit harvestors to resist to the different forms of monopolisation that characterises the forest products.

KEYWORDS
Tunisian High Tell, Transfer of expertise, Anchor space, *Zgoogoo* chain

INTRODUCTION

La région du Haut Tell en Tunisie est constituée de petites montagnes couvertes d'une pinède à pin d'Alep (Monchicourt, 1913). Y vit une population de petite paysannerie dominée par les microfundiaires et les sans-terres qui comptent beaucoup sur l'exploitation des produits forestiers (Attia, 1986 ; Auclair *et al.*, 1995), en particulier des graines douces du pin d'Alep connues localement sous le nom de *zgougou*. Ce produit est utilisé comme aliment de substitution pour la première fois durant la famine qui a succédé la révolte des tribus tunisiennes contre le régime beylical turc en 1864 et introduit ensuite dans la gastronomie tunisoise. Il est devenu de nos jours un produit très demandé sur le marché national. Il est aussi demandé par les agroalimentaires qui l'utilisent comme arôme.

La surexploitation des richesses locales dans la forêt de Kessra a incité les communautés des cueilleurs les plus expérimentés à pratiquer des transhumances vers de nouvelles forêts jamais exploitées auparavant.

Pour faire face aux difficultés liées aux conflits avec la population de ces forêts attachée à ses droits historiques, les communautés des exploitants transhumants ont adopté plusieurs stratégies de compromis. Ces déplacements ont ainsi abouti à un transfert de savoir-faire.

Photo 1. Graines du pin d'Alep connues sous le nom de « *zgougou* »

L'exploitation du *zgougou* est passée d'une activité de substitution à une filière économique avec des articulations originales qui ont permis de résister aux différentes formes de monopolisation qui caractérisent la majorité des produits forestiers de la Tunisie du nord (Ayari, 2019).

Comment l'exploitation du *zgougou* a-t-elle évolué durant son histoire ? Comment les communautés qui lui sont liées ont-elles pu être ainsi désancrées du territoire ? Quels sont les impacts de ce désancrage ? Quelles formes ont pu prendre les transferts de savoir-faire depuis les communautés les plus expérimentés dans cette activité ? Quelles sont les stratégies de compromis qu'elles ont adoptées avec la population des forêts de destination dans le cadre de la transhumance ?

1. L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE CUEILLETTE DU *ZGOUGOU*

Pour étudier l'évolution de l'activité d'exploitation du *zgougou*, en l'absence de documents d'archive et de références bibliographiques sur le sujet, on a eu recours à des entretiens avec la population de Sned El Haddad près du village de Kessra. La majorité des interviewés ont indiqué que la première utilisation du *zgougou* remonte aux années de disette qui ont succédé à la révolte des tribus tunisiennes contre le régime beylical turc en 1864 à la suite de l'augmentation des impôts. Durant cette période, la population se trouve obligée de chercher des aliments de substitution au blé : elle a ainsi découvert les graines noires douces du pin d'Alep connues sous le nom de « *zgougou* ».

André Nouschi (1959) souligne les conditions de vie dans les campagnes du Maghreb et notamment l'utilisation des graines de *zgougou* et des glands du chêne vert uniquement comme aliment à Tebessa en Algérie durant la même période, à savoir l'année 1967. Cela confirme par ailleurs qu'il y avait une sécheresse sévère en Tunisie et à l'est de l'Algérie.

Les personnes rencontrées parmi les Ouled Mrabet à Sned El Haddad nous ont indiqué que leurs grands-parents ont échangé le *zgougou* contre le blé dans les campagnes du Haut Tell durant la période de la colonisation française.

Le *zgougou* est ainsi introduit progressivement dans la gastronomie tunisoise qui l'a utilisé notamment dans la préparation d'une sorte de tartine à base de farine et de *zgougou* moulu, connu sous le nom d' « *assidet zgougou* », ainsi que de bonbons et d'aliments sucrés. Généralement, la consommation et la cueillette des graines du *zgougou* n'étaient pas importantes avant les années 1990 à cause de la faiblesse de la demande d'une part et de la dégradation des formations à pin d'Alep soumises à une forte pression de la population locale qui garde des relations fortement étroites avec la forêt.

Seuls les paysans sans-terres et les microfundiaires ont pratiqué la cueillette du *zgougou* pour faire face à leur pauvreté. Cette activité pénible consiste à cueillir les cônes durs du pin d'Alep puis à les soumettre dans des fours pour qu'ils éclosent à haute température. Ensuite, les graines sont séparées des ailons après leur extraction des cônes durs. Cette activité est confrontée à plusieurs contraintes notamment juridiques dans le cadre d'une politique de conservation et de reboisement d'envergure durant les trois décennies qui ont succédé l'indépendance de la Tunisie. Malgré l'interdiction de plusieurs activités considérées comme nuisibles à la forêt, y compris l'exploitation du *zgougou*, la population montagnarde de la forêt de Kessra n'a pas cessé sa cueillette. Cette continuité l'a doté d'un savoir-faire et d'une réelle expérience. La surexploitation des richesses locales a cependant abouti à l'apparition de transhumances saisonnières pour la cueillette du *zgougou* et par conséquent à un transfert du savoir-faire local à la population des forêts de destination.

2. LE TRANSFERT DU SAVOIR-FAIRE DES COMMUNAUTÉS LES PLUS EXPÉRIMENTÉES VERS LA POPULATION FORESTIÈRE ET MONTAGNARDE LOCALE

La forêt de Kessra, qui s'étend sur environ 30 000 hectares, est exploitée par différents douars : chaque douar en exploite une partie mais, en cas d'épuisement des cônes, il est toléré qu'il en cueille dans la partie d'un autre douar et *vice-versa*. Depuis le début des années 1990, les richesses de cette forêt sont devenues insuffisantes et les communautés des exploitants ont effectué des transhumances vers des forêts plus lointaines dans le Haut Tell et d'autres régions de la Tunisie (Ayari, 2018).

L'adoption de cette activité par la population des forêts de destination et la forte concurrence sur les richesses en *zgougou* ont incité l'administration forestière à mettre en place une procédure de mise à l'enchère des séries forestières. Pour faire face à l'incapacité financière de certains à participer à ces enchères, les exploitants inventent des formes de solidarité qui leur permettent de collecter entre eux la somme concurrentielle. Les secteurs de destination des communautés transhumantes se situent en majorité dans des territoires marginalisés de la Tunisie du nord. Ils se caractérisent par des taux de chômage élevés, où les populations sont fortement attachées à la forêt. C'est par exemple le cas des monts d'Ouergha, près de la frontière tuniso-algérienne, où la population tire l'essentiel de ses revenus de la cueillette du chardon sauvage (*cynara cardunculus*) : l'exploitation du *zgougou* devenant ainsi une véritable opportunité d'emploi, elle a négocié le savoir-faire des transhumants, notamment pour la construction des fours. En parallèle, certaines populations des clairières forestières de destination ont inventé de nouvelles techniques d'éclosion des cônes qui permettent la continuité de l'activité d'exploitation du *zgougou* hors de la saison déterminée par l'administration forestière. Ces techniques utilisent des moyens d'éclosion sans feu à partir de bâches en polyéthylène et d'eau chaude comme par exemple dans les clairières forestières des monts d'Ouergha (Ayari, 2020).

3. LES STRATÉGIES DE COMPROMIS ENTRE LES EXPLOITANTS TRANSHUMANTS ET LA POPULATION RIVERAINE DES FORÊTS RÉCEMMENT EXPLOITÉES

Les transhumances, apparues vers le début des années 1980, sont encouragées par l'arrivée à maturité des reboisements réalisés durant les trois décennies qui ont suivi l'indépendance de la Tunisie. Pour réaliser sa politique de reboisement et de conservation dans les montagnes du Haut Tell – qui représentent un terrain vital pour la population riveraine de la forêt –, l'État a employé cette dernière dans les chantiers de développement qui ont exécuté des travaux de défense et restauration des eaux et des sols (DRS) d'envergure (Côte, 1964). La reconstitution de la pinède à pin d'Alep s'est étendue sur une surface importante, notamment aux dépens des formations secondaires constituées principalement des matorrals (formation buissonnante à petits arbres), dans plusieurs montagnes du Haut Tell et de la dorsale tunisienne. En parallèle, les formes de pression de la population sur la forêt ont connu une certaine atténuation par l'abandon de plusieurs activités nuisibles, comme le charbonnage clandestin et l'élevage des troupeaux dominés par les caprins.

Dans le cadre des transhumances, les conflits avec la population des forêts de destination, fortement attachée à ses « droits historiques sur leurs forêts », se sont à leur tour résolus : elle a pu être soit recrutée dans la tâche de cueillette soit tolérée à cueillir les cônes dans les marges des séries forestières concernées (Ayari, 2019). Dans la réalité, cette tolérance est liée à l'incapacité des groupes de transhumants à achever la cueillette de l'intégralité des surfaces durant la durée déterminée par le contrat de location, qui s'étale entre le mois d'octobre et la fin du mois d'avril, en dehors de la saison des feux durant laquelle toute activité apte à propager du feu est interdite.

De nos jours, la filière d'exploitation du *zgougou* est en plein développement pour faire face à l'augmentation de la demande des particuliers et plus récemment des industries agro-alimentaires, qui l'ont introduit comme arôme notamment dans le yaourt. Cette filière s'articule autour des exploitants transhumants qui contrôlent le marché et échappent aux différentes formes de monopolisation qui caractérisent la commercialisation de la majorité des produits forestiers.

CONCLUSION

L'exploitation du *zgougou* dans le Haut Tell tunisien est passée d'une activité de subsistance pratiquée par la population montagnarde et forestière à une filière en émergence grâce à plusieurs facteurs, notamment la mobilisation des richesses offertes par les nouvelles forêts issues de la réussite de la politique de conservation et de restauration. Le transfert du savoir-faire vers de nouveaux territoires à travers le mouvement de transhumance saisonnière des communautés les plus expérimentées a abouti à l'expansion de cette activité. Les formes de compromis entre les transhumants et les riverains des forêts récemment exploitées ont consolidé les relations d'exploitation et ont structuré la filière du *zgougou* en faveur des exploitants, ce qui a consolidé leur résistance aux différentes formes de monopolisation.

RÉFÉRENCES

Attia H., 1986, « Problématique du développement du nord-ouest tunisien », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 41-42, « Désert et montagne au Maghreb, Hommage à Jean Drech », p. 264-280.

Auclair L., Ben Cheikh K., Laajili Ghezal L., Pontanier R., 1995, « Usage des ressources sylvopastorales et systèmes de production dans le Haut Tell tunisien », *Les Cahiers de la recherche développement*, n° 41, p. 7-19.

Ayari H., 2018, « La valorisation récente du *zgougou* et les nouvelles dynamiques des relations d'exploitation et des communautés des cueilleurs dans le Haut Tell tunisien », communication au colloque « Migrations et agriculture en Méditerranée et au-delà » (Mucem, Marseille, mars 2018) [en ligne : mam2018.hypotheses.org/294].

Ayari H., 2019, « Stratégie de solidarité paysanne et valorisation récente du *zgougou* dans le Haut Tell tunisien », *Revue internationale de l'économie sociale*, n° 354, p. 75-90.

Ayari H., 2020, « Valorisation du zgougou (graines du pin d'Alep) : communautés collectrices et ancrage territorial », *Les impromptus du LPED,* n° 5, numéro thématique « L'émergence des spécificités locales dans les arrières-pays méditerranéens », p. 53-63.

Côte M., 1964, « La conservation des sols et des eaux en Tunisie », *Méditerranée*, 5(3), p. 219-242.

Monchicourt C., 1913, *La région du Haut Tell en Tunisie. Essai de monographie géographique, thèse en géographie*, Paris, Armand Colin.

Nouschi A., 1959, « Notes sur la vie traditionnelle des populations forestières algériennes », *Annales de géographie*, tome 68, n° 370, p. 525-535.

L'AUTEUR

Hamza Ayari
Université de Tunis (Tunisie)
Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis
ayari.hamza@yahoo.fr

Rubber: The Invisible Movement of Traditional Knowledge

AUTHOR
Heloisa Maria BERTOL DOMINGUES

ABSTRACT
This work discusses the rubber's trajectory from the history of science's perspective and traditional knowledge that have been interconnected since the 18th century. Rubber, originating from traditional knowledge, became a technologically sophisticated industrial product, but it never lost its origins. Produced from the sap of a plant, unlike most natural resources explored in the forest and exported *in natura*, it left the Amazon already processed. Scientists, between the field and the laboratory, faced two challenges: To know the best "gum" producing plant, hence the botanical and agricultural studies; To understand the chemical transformation process of latex into rubber. Only today, with nanotechnology, scientists begin to unravel the "mystery" of "carbon black": Traditional knowledge remained invisible in the weaving of sciences, transforming natural rubber into a symbol of colonisation resistance.

KEYWORDS
Rubber, Traditional knowledge, Amazonia, History of Sciences, Scientific relation

RÉSUMÉ
Ce travail analyse la trajectoire du caoutchouc du point de vue de l'histoire des sciences et des savoirs traditionnels, qui sont entremêlés et interconnectés depuis le XVIIIe siècle. Le caoutchouc, issu des savoirs traditionnels, est devenu un produit industriel technologiquement sophistiqué, mais n'a jamais perdu ses origines. Produit à partir de la sève d'une plante, contrairement à la plupart des ressources naturelles explorées en forêt et exportées *in natura*, il quittait l'Amazonie déjà transformé. Les scientifiques, entre le terrain et le laboratoire, ont été confrontés à deux défis : connaître la meilleure plante productrice de « gomme », d'où les études botaniques et agricoles ; et comprendre le processus de transformation chimique du latex en caoutchouc. Au XXIe siècle seulement, grâce à la nanotechnologie, les scientifiques commencent à percevoir le « mystère » du « noir de carbone ». Le savoir traditionnel est resté invisible dans le tissage des sciences, faisant du caoutchouc naturel un symbole de résistance à la colonisation.

MOTS CLÉS
caoutchouc, connaissances traditionnelles, Amazonie, histoire des sciences, relations scientifiques

This work deals with the traditional knowledge on rubber and its global applications as an ancient process in relation to modern sciences. Its hypothesis is that, until today, traditional knowledge, which never gained recognition, has invisibly permeated the entire scientific process that provides rubber with diverse social uses: From clothing, medicines, food to highly sophisticated industrial uses, reaching all peoples worldwide.

1. THE INTERNATIONAL TRAJECTORY OF TRADITIONAL KNOWLEDGE ABOUT RUBBER

The contact between traditional knowledge and the scientific community occurred when caoutchouc samples were sent to the Académie des sciences in Paris, in 1736, by Charles Marie de La Condamine[1], who carried out a scientific expedition (during 1735-1745), through the Peruvian, Brazilian, and Guyanese Amazon[2]. During the trip, the extreme diversity of trees and plants existing on the banks of the Amazon River called his attention. He wondered what would happen if the "virtues" they attributed to the natives of the country were examined.

1 Minguet, 1981: 15. Previously, chronicler reports on that material had reached Europe through Cortez, who had observed that the Aztecs in Mexico played with a hard elastic ball. Pedro Martirand and the Spanish chronicler Juan de Torquemada had also spoken of elastic material.

2 With the expedition, La Condamine aimed at clarifying the debate started by Newton about the exact configuration of the Earth. His intention was to measure the equatorial arc, which, for Newton, was greater than the polar radius; something not accepted in Paris.

When interacting with the Omáguas tribe near the city of Manaus, in the Brazilian Amazon, La Condamine perceived that they had real mastery of local plants. They identified and used hallucinogenic plants, and other plants from which oils and various poisons could be extracted for hunting, fishing and war. He was particularly interested in the vast number of species whose saps obtained by cutting their trunks produced resins, gums and balsams. He singled out the oil of the copaíba tree, used especially for illumination, and a resin called "*cahuchu*" widely used in the Amazon, where it was abundant.

Rubber samples, stored in rolls, were sent to the Academy of Sciences in Paris, together with information about the uses of the plants from which the dark, resinous, material was extracted. La Condamine explained that the material was known by the name given by the Brazilian Indians: "*caoutchouc*" –*cahuchuc* in Spanish (Minguet, 1981: 15). Indigenous people used it to make very resistant bottles and containers, boots and even hollow balls, which collapsed when kneaded, then returned to their original shape. He observed that a sort of syringe was widely used among the Omáguas. In the trip report, he explained that when cahuchuc was recently collected, with the resin still fresh, it could be moulded anyway one wanted. Its plasticity and impermeability were extraordinary. La Condamine piqued the curiosity of European scientists and even traders.

João Barbosa Rodrigues, a Brazilian botanist who ran the Botanical Garden of Rio de Janeiro in the late 19th and early 20th centuries, noted that, until Europeans became aware of the use of elastic gum, only the indigenous people knew of its many uses (Barbosa Rodrigues, [1992]1900: 11). He also observed that, in addition to the Portuguese colonisers, catholic missionaries began to coat their shoes with that liquid, waterproofing them, to walk in wetlands. Then the shoes themselves were made with elastic gum, initiating the product's trade by Brazilian Indians (*ibid.*; Dean, 1989: 30).

According to Barbosa Rodrigues, until the 1840s, it constituted a purely indigenous industry, as was also that of *guaraná* (a drink). After 1850, as exports increased, the indigenous industry began to disappear. Since the end of the 19th century, rubber was already used in the production of tubes and soon started in the preparation of wires for telegraph cables, which blasted their export.

They started to form rubber plantations, that attracted many descendants of Brazilian Indians who had abandoned their agricultural and breeding sites, and were seduced by the rubber profit. This process forced the smaller producers into miserable working conditions, practically enslaved. With the intensification of production and trade, the indigenous population began to decline, decimated by fevers or forced to change, preventing settlement (Barbosa Rodrigues, [1992]1900: 13,14). According to Barbosa Rodrigues, although Brazil was still a slave-based economy, the rubber industry was always based on the labour of free men, even though those who were dedicated to this industry faced near-slavery conditions. In the 1930s and 1940s, that reality of misery was experienced by immigrants from the Brazilian Northeast who were attracted to the Amazon for the same reason of exploiting rubber and reduced to the worst working conditions that a human being could support. Brazilian Indians, however, had already abandoned that work and took refuge elsewhere.

Resulting from the economic process that invaded the exploitation of rubber in the Amazon, the indigenous culture that had, with its knowledge, instituted the use of rubber, disappeared (or was it hidden?), together with the knowledge that basically named plants for their properties and uses: According to Barbosa Rodrigues, their etymology always express a property of the plant. Thus, Brazilian Indians discovered the *Kaaocho*, hence the name *Cáucho*, which is pronounced caoutchouc. *Kaaocho*, is derived from *kaa or ochu*, which means "cry of the plant", or "plant discharge". Barbosa Rodrigues concluded that Brazilian Indians did not have an artificial method, like the botanists: they more or less preserved the affinities of the ressource, thus reaching what nature teaches (Barbosa Rodrigues, [1992]1905: 82). He also concluded that a notable fact of the indigenous nomenclature was the large geographical area it occupied, always applied to the same plant, with only variation in the pronunciation of some terms, according to the latitude and the crossing races (*ibid.*: 83).

Traditional knowledge has enabled the best exploration of *Hevea Brasiliensis*, among the many species and families of "weeping woods". It found the method to make the incisions in the trunk, and taught that, the closer they are to the soil, the higher the tree's productivity and the better the quality of the latex. Thus, indigenous people demonstrated a profound knowledge of the condition of production of the plants, and also of the best climatic conditions for their exploitation. They knew that, at the time of fruiting, or fall of the leaves, from May to June, in the Amazon, the quality of latex is richer and more abundant, as it is the time of the sap's descent. They also knew that older plants, when they reached their full development (aged 20 to 25 years), should be exploited. A new tree would exhaust its production quickly and the quality of the rubber would not be good. Brazilian Indians knew a huge variety of plant species, which samples were later collected and classified by botanists into families that supply rubber. In comparison, by 1900, European botanists had only classified ten species (Barbosa Rodrigues, [1992]1900: 17).

2. THE BEST "GUM" PRODUCING PLANT

Since La Condamine published his findings in Paris, the traditional knowledge of Brazilian Indians was thrown into invisibility. Knowledge and culture of origin were separated. The botany race started to classify the plants and define the best rubber producer.

Still in the 18th century, the botanist Jean-Baptiste Fusée Aublet published an accurate description of a tree producing rubber, native to Guyana, and named it *Hevea guianensis,* without realising its relationship to the sample sent earlier by La Condamine (Dean, 1989: 32). In 1875, Jean-Baptiste Lamarck analysed a dry species he suspected to be different from that classified by Aublet (*ibid.*). Earlier, in 1807, the Austrian botanist Franz Sieber, passing through Belém, in the state of Pará, obtained a specimen with flowers which he sent to the Director of the Berlin Botanic Garden, Carl Ludwig Willdenow, who gave the scientific name (*Hevea brasiliensis*) to the species already known as the rubber tree, in 1811 (*ibid.*). In 1865, Jean Mueller von Argau published a taxonomic analysis of the specimen sent by Sieber in the journal *Linnaea* and confirmed the name *Hevea brasiliensis*, establishing it as the best-producing species of rubber latex. He was then recorded as the classifier of this species. The rubber tree finally won a prominent place in the herbarium of the Botanic Gardens in Rio de Janeiro and Pará, in Brazil, in Kew Gardens, in England, and in the Berlin Botanic Garden in Germany (Dean, 1989: 33).

In the path between the countryside and botanical gardens, rubber-producing species were scientifically defined, concomitantly traditional knowledge lost its visibility for the "colonising" scientific community.

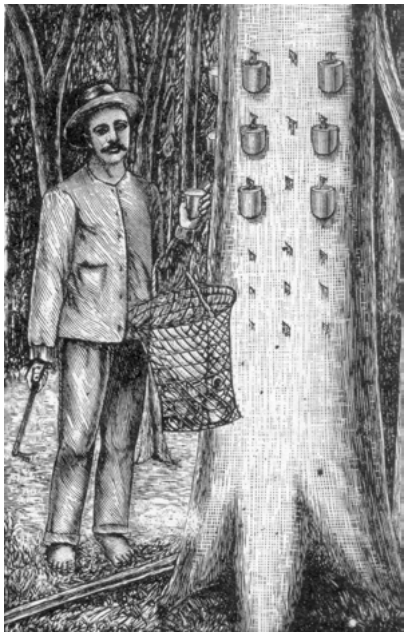
Studies about the different species of rubber continued throughout the 19th century. Then England entered the struggle for its production, having obtained great success in Asian plantations, planting seeds of "*Hevea*" smuggled from Pará by a British botanist (Minguet, 1981: 15; Dean, 1989: 41).

Attempts to cultivate *Hevea* to replace extractivism have unsuccessfully occurred in Amazon. One example was the creation, in Óbidos (Amazonas) in 1907, of a large *Hevea* plantation by the *Companhia Agrícola do Baixo Amazonas*, a French company owned by Paul Le Cointe that lasted until 1913 (Stoll, 2020). Most important was the installation of the American Ford Company concessionaire of the Government of Pará of a million hectares of land in the Tapajós valley to cultivate native rubber trees in the 1920s. This concession was operated by the *Companhia Ford Industrial do Brasil* which, to set up its operations, founded the city of Fordlândia. In 1934, the Company created another city named Belterra, near Santarém. Both were abandoned by the Americans shortly after the second war.

In the Amazon, the latex extraction method remained extractive, while the English achieved record production in Asia by planting pirated seeds from Brazil.

3. FROM LATEX INTO RUBBER

Figure 1. Rubber tapper making incisions in the trunk (drawing by Barbosa Rodrigues, [1992]1905: 37A)



It is known that rubber was essential for the revolutionary steam machinery and the isolation of belts and bumpers between railway wagons. When it first began to be used in telegraph wires, in around 1874, England imported thousands of pounds of rubber from the Amazon (Dean, 1989: 32). A huge urban and economic expansion occurred in the Amazon because rubber had become one of the country's most important export. The region also was structured scientifically, with Museu Paraense Emilio Goeldi becoming a research centre in natural sciences, and consequently studies about rubber. At the beginning of the 20th century, various European scientists worked there, including Jacques Huber and Adolpho Ducke who spent time studying *Hevea* amongst other Amazonian products used by indigenous people (Sanjad, 2010: 208).

The tree extractive method and the latex processing principle used by Brazilian Indians were maintained. Natural rubber has never lost the majesty bestowed by indigenous knowledge.

The extraction of latex consisted of making precise incisions in the trunk of the trees, from which milk flowed into bowls placed just below them, hence the name *"choro da madeira"* (fig. 1). After a few hours each day, the bowls were collected, and the preparation of the rubber started in the smoking process (fig. 2). These two interconnected actions defined the quality and also the resistance (degree of elasticity) of the rubber. It was necessary to know how to distinguish the state of

Figure 2. Smoking the rubber
(drawing by Barbosa Rodrigues, [1992]1905: 39A)

the milk that was collected and the property of the burnt material in the smoke, whose gas changed the quality of the rubber (Barbosa Rodrigues, [1992]1905: 39, 40).

They not only bequeathed the knowledge of the plants and the forms of their exploitation, but also made known the extraction instruments, and the latex coagulation process that provided the best quality rubber, which implied botanical, chemical, and ecological knowledge. They gathered all this knowledge just by working with nature –their living laboratory. If not by fire, the method is still used today and has guaranteed the improvement of rubber, increasingly sophisticated, for industrial purposes.

Another question for scientists concerned the elasticity obtained in the smoking processing of the latex. The botanist Adolpho Ducke, then at the Rio de Janeiro Botanic Garden, working on the American project, studied the geography of the different and best rubber species and sought to find the plant that would solve issues related to latex processing, investigating methods to delay the coagulation, and also a solution for the problem of latex concentration (it contained only 30% rubber, while the rest was water that they wanted to avoid exporting[3]).

For the latex concentration problem, the creaming methods patented in 1923 and 1924 in Germany and England, which involved adding colloidal materials, predominated. Fordlândia technicians undertook a broad search of Amazon plants to find a creaming agent that was abundant in the region. Ducke noted that the local people used the seed of the *jutaí* tree. The result of this research was latex creaming on an industrial scale (Domingues, 2012). Traditional knowledge was still valuable.

More recently, in 2007, in a meeting of the Brazilian Society for the Progress of Science (SBPC) held in Belém (state of Pará), the chemist Fernando Galembeck stated that only now, in the 21st century, with nanotechnology, have chemists been able to perfect the qualities of natural rubber.

Marcia Rippel and Fábio Bragança, reiterated the importance of incorporating nanoparticles into natural rubber, but stated: "Natural rubber is a strategic material, as it is not replaced by synthetic rubbers in many applications. This is due to two factors: a) its special properties (resilience, elasticity, flexibility, resistance to abrasion, impact and corrosion, easy adhesion to fabrics and steel and impermeability, insulating properties of electricity, impermeability to liquids and gases, capacity to disperse heat and malleability at low temperatures); b) the similar cost-benefit ratio of natural and synthetic rubbers." Then, natural rubber, into industrial field, "is a strategic material which cannot be replaced by synthetic rubber in many technological applications" (2009).

CONCLUSION

Most of the special properties of natural rubber pointed out by Rippel and do Carmo Bragança were based, at the origin, on indigenous knowledge (2009). This work sought to discuss the traditional knowledge when it was an Indigenous people tradition, considering their relationship with the knowledge of nature, environment and its natural resources. Their knowledge, today, can be seen as ecological practices, that have been lost along with their culture, that have suffered successive genocidal processes.

As João Barbosa Rodrigues observed: "In his botany, the Indian observer spirit is still poetically manifested, always giving us an idea of the property by the use or the usefulness of the plant that serves as a theme for tales" ([1992]1905: 84). Thus, by making traditional knowledge invisible, also the tacit pact with nature established by the Indians was lost.

Traditional knowledge circulated internationally into rubber, as ideas into books or letters (Seccord, 2004), but it was not considered. It is known that, in the international economic process, rubber became an important and innovative instrument in the development of industrialisation. For the natural sciences, rubber represented an eternal challenge that has been overcome step by step over time, but until today not achieved. Thus, traditional knowledge was reconfigured in the dependence that rubber imposed on institutionalised sciences.

3 In a letter to Auguste Chevalier (dated 16/11/1938), Ducke's approximation to the Americans can be understood in the international context of the 1930s, since he was radically opposed to the Nazi-Fascism which dominated Europe before the Second World War (Domingues, 2012:118).

Rubber exploration methods inherited from traditional knowledge have remained a "natural" process; as "natural" –without politics or social organisation– the inhabitants of the New World were understood. This mark of cultural inequality has coined binomials of the "Ocidental" imaginary, including savages/civilised ones, who founded national identities even in colonised countries such as Brazil. What Gruzinski stated about historians can describe scientists who, guided by this Eurocentric worldview and colonial-imperialist discourse, never managed to recognise traditional knowledge (2017).

However, rubber was born from a typically tropical plant and, for centuries, circulated around the world as a product chemically processed by indigenous practices, whether from the Amazon or Asia. So, paradoxically, if natural rubber is an image of symbolic violence of colonisation, it can be seen as a great symbol of resistance to the same colonisation.

REFERENCES

Dean W., 1989, *A luta pela borracha no Brasil,* São Paulo, Livraria Nobel.

Bertol Domingues H. M., 2012, "A botânica amazônica de Adolpho Ducke", *in* H. M. Bertol Domingues, M. Kleiche and P. Petitjean (dir.), *História das Substâncias Naturais,* Rio de Janeiro–Paris, MAST–IRD, p. 109-144.

Gruzinski S., 2017, *La machine à remonter le temps*, Paris, Fayard.

Barbosa Rodrigues J. [facsimile 1992], *As Heveas ou Seringueiras (1900). A Botânica - Nomenclatura Indígena (1905)*, Rio de Janeiro, Jardim Botânico do Rio de Janeiro.

de La Condamine C.-M., 1981, *Voyage sur l'Amazone. Relation abrégée d'un voyage fait dans l'intérieur de l'Amérique méridionale depuis la côte de la mer du Sud jusqu'aux côtes du Brésil et de la Guyane, en descendant la rivière des Amazones. Lue à l'assemblé publique de l'Académie des sciences le 28 avril 1745, par M. de La Condamine de la même académie,* Paris, François Maspero, p. 35-137.

Minguet H., 1981, « Introduction », *in* C.-M. de La Condamine, *Voyage sur l'Amazone,* Paris, François Maspero, p. 5-27.

Rippel M. M., do Carmo Bragança F., 2009, "Natural Rubber and Nanocomposites with Clay", *Química Nova*, 32(3).

Sanjad N., 2010, *A Coruja de Minerva: O Museu Paraense entre o Império e a República (1866-1907)*, Rio de Janeiro, Fiocruz.

Seccord J., 2004, "Knowledge in Transit", *Isis*, 95(4), p. 654-672.

Stoll É., 2020, « Paul Le Cointe, un Français de la saga du caoutchouc en Amazonie (Brésil). Mission du 15 au 30 octobre 2019 / retour d'enquête », *Exorigins* [online: exorigins.hypotheses.org/815].

THE AUTHOR

Heloisa Maria Bertol Domingues
MAST (Brazil)
heloisa@mast.br

AUTEUR·E·S
Audrey BOCHATON,
Jean-Marc DUBOST,
Mai SEE THAO[1]

Une médecine traditionnelle hmong en mouvement : circulation des remèdes, déplacement des thérapeutes et transmission des savoirs

RÉSUMÉ
De nombreux travaux réalisés en anthropologie de la santé ont mis en évidence la perpétuation de l'usage de plantes médicinales sous des formes diverses (tisane, cataplasme, etc.) au sein de la diaspora hmong ayant migré aux États-Unis à partir de la fin des années 1970 et au cours des années 1980. Ces usages, le plus souvent combinés à des traitements biomédicaux, circulent sous la forme de conseils familiaux transmis au sein du foyer ou de la famille élargie dans le territoire d'accueil. Les plantes médicinales utilisées proviennent soit de plantations réalisées dans des jardins domestiques autour des maisons, soit sont importées sous forme séchée depuis le nord du Laos, soit apportées directement par des thérapeutes hmong voyageant du Laos. L'objectif de cette contribution est de mettre en évidence la manière dont les plantes, les figures des thérapeutes traditionnels et les paysages de montagne du nord du Laos participent à la construction d'ancrages territoriaux et identitaires hybrides et ouvrent des perspectives thérapeutiques bénéfiques pour la diaspora hmong aux États-Unis.

MOTS CLÉS
plantes médicinales, circulation, Hmong, Laos, États-Unis

ABSTRACT
Numerous works in health anthropology have highlighted the use of medicinal plants (herbal tea, poultice, etc.) by the Hmong who migrated from Laos to the United States from the end of the 1970s and during the 1980s. These uses by Hmong Americans, often combined with western medicine, are reinforced through the circulation of family advice from Laos. The medicinal plants available in the US are cultivated from domestic gardens, imported dried from northern Laos, or brought directly by Hmong therapists travelling from Laos. The objective of this contribution is to highlight the ways medicinal plants, traditional therapists, and the mountainous landscapes of northern Laos, work together to produce hybrid territories and identities, creating therapeutic experiences for the Hmong living in United States.

KEYWORDS
Medicinal plants, Circulation, Hmong, Laos, USA

Au Laos, les Hmong et les nombreuses communautés ethniques vivant dans les régions isolées et montagneuses du nord du pays utilisent depuis des siècles des pratiques médicales traditionnelles qui ont joué localement un rôle crucial dans le maintien en bonne santé des populations (Sydara, 2005). Ces pratiques traditionnelles comprennent les thérapies à domicile, qui reposent principalement sur des pratiques rituelles et l'administration de plantes médicinales. Selon les observations de Pake (1987), les femmes hmong en particulier connaissent avec précision les plantes médicinales – herbes fraîches, écorces, racines séchées – qui sont transformées en infusion pour les affections internes ou en cataplasmes pour les problèmes cutanés et musculo-squelettiques. Traditionnellement, elles sont également responsables de la mise en culture des plantes médicinales, de leur préparation et de leur prescription. Ces thérapies à base de plantes sont pratiquées pour soulager de nombreuses maladies courantes, telles que le rhume, la toux, les douleurs abdominales et la diarrhée (*ibid.*).
Depuis que les réfugiés hmongs ont commencé à s'installer aux États-Unis à partir de la fin des années 1970 et au cours des années 1980 pour des raisons politiques, de nombreux travaux réalisés en anthropologie de la santé ont mis en évidence la perpétuation de l'usage de plantes médicinales sous diverses formes au

1 Cette communication est portée par une équipe pluridisciplinaire : Audrey Bochaton exerce en géographie, Jean-Marc Dubost en éco-anthropologie et ethnobiologie et Mai See Thao dans les études hmong (*Hmong studies*).

sein de la diaspora hmong ayant migré (Dia, 2003). Ces usages, le plus souvent combinés à des traitements biomédicaux, circulent sous la forme de conseils familiaux transmis au sein du foyer ou de la famille élargie dans le territoire d'accueil.

Les thérapies traditionnelles hmongs ont persisté dans la migration et continuent de prévaloir aux États-Unis à travers des guérisons rituelles et des médicaments à base de plantes. Les connaissances des plantes médicinales sont toujours intactes et pratiquées activement, en particulier chez les Hmongs les plus âgés. L'utilisation de la phytothérapie traditionnelle fait toujours partie du monde des femmes hmong aux États-Unis, où les aînés continuent d'enseigner à des femmes de la famille et à des amies de confiance (Corlett *et al.*, 2003). Cette caractéristique avait déjà été relevée dans les camps de réfugiés en Thaïlande au cours des années 1970 où le personnel médical avait observé que les Hmongs utilisaient à peine les services médicaux disponibles et dépendaient énormément de leurs médicaments à base de plantes (Pake, 1987). Cette situation a été rendue possible du fait que de nombreux Hmongs ont transporté des collections de plantes au cours de leur long voyage entre les hautes terres du nord du Laos et les camps de réfugiés des basses terres de la Thaïlande. La quantité de plantes transportée fut néanmoins modeste à cause de la chaleur et de la longue distance parcourue à pied.

Aux États-Unis, les femmes cultivent principalement des plantes dans des jardins d'été ou dans des serres d'hiver. À Sacramento en Californie, les Hmongs perpétuent leurs traditions agraires en créant des jardins urbains où ils cultivent des plantes traditionnelles à des fins alimentaires ou médicinales (Corlett *et al.*, 2003). Néanmoins, certaines herbes ne peuvent pas être cultivées sous ce climat, ce qui rend difficile la poursuite de traitements traditionnels à base de plantes. Ce manque de plantes familières a conduit à l'importation d'herbes traditionnelles hmongs (principalement en Californie et dans le Minnesota où sont regroupés les Hmongs américains) que ce soit par échange commercial ou par transport personnel. La demande a progressivement fait émerger des filières commerciales transnationales de plantes médicinales organisées par des réseaux de femmes composés de cueilleuses, d'intermédiaires ainsi que de revendeuses au Laos et aux États-Unis (Bochaton, 2018).

En plus d'envois postaux à grande échelle du Laos vers les États-Unis, les transferts de plantes sont également alimentés par le contenu des valises personnelles des Hmongs américains sur le chemin du retour de leur pays d'origine. Plusieurs vendeuses rencontrées sur des marchés de plantes au Laos ont en effet évoqué l'importance des achats de plantes réalisés par les Hmongs américains afin de les rapporter chez eux à l'issue de leur séjour. Les mobilités thérapeutiques se dessinent également grâce à la circulation de certains guérisseurs qui se rendent aux États-Unis principalement par le biais de réseaux familiaux et apportent avec eux des bagages remplis de plantes médicinales fraîchement cueillies (*ibid.*).

Il est également courant que les migrants qui retournent au Laos pour un voyage en famille ou un voyage touristique cherchent des traitements alternatifs et des médicaments, ou consultent les guérisseurs locaux pendant leur séjour lorsqu'ils souhaitent trouver un traitement pour une maladie grave. Sur la base d'une étude anthropologique sur les perceptions et les pratiques de santé des Hmongs atteints de diabète de type 2 aux États-Unis, Mai See Thao (2015) souligne l'existence d'une migration de retour au Laos et montre comment ces mobilités apportent un soulagement aux patients concernés. De nombreux Hmongs exilés perçoivent le Laos comme le foyer idéal dans lequel ils souhaitent pouvoir retourner. Par conséquent, le fait de rentrer chez soi dans un environnement social, culturel et religieux familier est souvent perçu comme une thérapie et favorise une guérison. Les Hmongs américains interrogés au Laos par Mai See Thao lui ont expliqué que, plutôt que de chercher un remède miracle, ils sont revenus au Laos pour profiter du mode de vie. La cure est matérialisée par le fait de voir leur vieux pays, leurs parents et de se déplacer librement à travers la terre qui était autrefois la leur. Pour l'anthropologue, le désir de guérir s'enracine dans le désir de revenir à l'être « prédiabétique », un être jeune qui a toujours vécu au Laos.

Dans ce contexte, les paysages et les relations sociales au Laos constituent donc une forme de guérison qui fonctionne comme un souvenir de ce que signifie être hmong. Cela fait écho à la notion de « paysages thérapeutiques » définie comme « des lieux qui ont acquis une réputation durable en matière de guérison physique, mentale et spirituelle » (Kearns & Gesler, 1998 : 8). Ces migrations de retour impliquent également un fort élément d'espoir et touchent à des questions d'identité culturelle au sein de la diaspora hmong. La circulation elle-même devient donc thérapeutique pour les Hmongs américains qui choisissent de retourner dans leur pays d'origine pour retrouver un état de santé d'avant la migration. Nous verrons ainsi comment la notion de pluralisme médical, définie comme la coexistence de médecines conventionnelle, complémentaire et alternative, se transforme, s'enrichit et intègre ici une nouvelle dimension : celle du lieu, de l'environnement et du mode de vie attaché à ce lieu, qui va au-delà de l'approche classique du pluralisme médical entre biomédecine et remèdes alternatifs.

À travers ces aspects différents et multidirectionnels de mobilités thérapeutiques, nous proposons d'explorer comment la circulation des plantes médicinales touche aux questions d'identité culturelle de la diaspora hmong. Nous verrons comment les plantes, les figures des thérapeutes traditionnels, les paysages de montagne du nord du Laos (paysages d'origine) participent à la construction d'ancrages territoriaux et identitaires originaux et ouvrent des perspectives thérapeutiques bénéfiques.

Dans cette contribution, nous proposerons une lecture des circulations à travers la notion de « translocalité » (Oakes & Schein, 2006). Ce terme décrit généralement un espace dans lequel de nouvelles formes d'identité se constituent, et vise à étudier le rôle des interconnexions socio-spatiales et des lieux intermédiaires dans la construction et la reconstruction des identités. Voyager, échanger des informations et rester en contact avec des parents et amis dans le pays d'origine apparaît comme des actes de retour – « *homing* » (Brah, 1996) – et de ré-enracinement – « *regrounding* » (Ahmed *et al.*, 2003) – qui illustrent l'interaction complexe entre le mouvement et la sédentarité. Dans cette présentation, l'accent sera mis sur l'élaboration « ici et là » de l'identité thérapeutique des Américains hmongs entre une forme d'acculturation thérapeutique d'un côté – un processus par lequel ils s'adaptent aux pratiques thérapeutiques et aux médicaments disponibles dans le pays d'accueil – et les traditions thérapeutiques liées au pays d'origine de l'autre.

Une partie de l'analyse portera également sur le rôle et les interactions entre les différents acteurs qui contribuent à cette médecine en mouvement : cueilleuses vivant dans des villages forestiers, revendeuses dans les marchés urbains du Laos ou des États-Unis, Hmongs américains à la recherche d'authenticité et de produits naturels lors de séjours de retour, guérisseur·se·s réputé·e·s… Une revue détaillée des acteurs en présence sera ainsi proposée afin de déchiffrer leurs rapports d'influence et explorer la dimension genrée du phénomène.

Nous montrerons enfin comment la demande croissante de plantes médicinales par les Hmongs américains réaffirme la valeur des remèdes traditionnels au sein de la communauté hmong au Laos : en effet, le fait que les Hmongs américains utilisent encore des plantes médicinales originaires du Laos alors même qu'ils vivent dans le pays le plus développé du monde renforce considérablement l'image du système traditionnel de guérison et change les perceptions autour des plantes médicinales.

Pour répondre à l'ensemble des interrogations évoquées ici, nous nous appuierons sur une ethnographie multisites réalisée dans les marchés de phytothérapie hmong au Laos, auprès des cueilleuses et des thérapeutes, ainsi que dans les lieux visités par les Américains hmongs lors de leurs retours au Laos dans une quête de guérison.

RÉFÉRENCES

Ahmed S., Castaneda C., Fortier A., Sheller M. (dir.), 2003, *Uprootings/Regroundings: Questions of Home and Migration,* Oxford, Berg.

Bochaton A., 2018, "Intertwined Therapeutic Mobilities: Knowledge, Plants, Healers on the Move Between Laos and the U.S.", *Mobilities*, p. 1-17 [en ligne : doi.org/10.1080/17450101.2018.1522878].

Brah A., 1996, *Cartographies of Diaspora: Contesting Identities*, London, Routledge.

Corlett J.L., Dean E.A., Grivetti L.E., 2003, "Hmong Gardens: Botanical Diversity in an Urban Setting", *Economic Botany,* 57(3), p. 365-379.

Dia C., 2003, *Hmong American Concepts of Health*, London, Routledge.

Kearns R. A., Gesler W. M., 1998, "Introduction", *in* R. A. Kearns et W. M. Gesler (dir.), *Putting Health into Place: Landscape, Identity and Well-Being,* Syracuse, Syracuse University Press, p. 1-16.

Oakes T., Schein L. (dir.), 2006, *Translocal China. Linkages, Identities, and the Reimaging of Space*, London, Routledge.

Pake C.V., 1987, "Medicinal Ethnobotany of Hmong Refugees in Thailand", *Journal of Ethnobiology,* 7(1), p. 13-26.

Sydara K., 2005, "Use of traditional medicine in Lao PDR", *Complementary Therapies in Medicine,* n° 13, p. 199-205.

Thao M.S., 2015, "Recovering a Hmong Body Politic: Type II Diabetes, Cure, and Return Migrations", communication au séminaire "*International Medical Travel and the Politics of Transnational Mobility in Asia*" (Asia Research Institute, National University of Singapore, 26-27 août 2015).

LES AUTEUR·E·S

Audrey Bochaton
Université Paris Nanterre
Ladyss
abochaton@parisnanterre.fr

Jean-Marc Dubost
MNHN
jm.dubost@gmail.com

Mai See Thao
University of Wisconsin-Oshkosh (États-Unis)
Department of Anthropology,
Global Religions, and Cultures
msthao@mcw.edu

Le concept foucaldien de population à l'épreuve des pratiques contemporaines de conservation. Une enquête philosophique

AUTEURE
Marine FAUCHÉ

RÉSUMÉ
Cette proposition s'attache à mettre à l'épreuve la valeur heuristique du concept de population, tel qu'élaboré par le cours de Michel Foucault au Collège de France en 1977-1978, pour éclairer la gestion contemporaine et tout particulièrement les translocations de populations végétales méditerranéennes à des fins de conservation. Partant d'une tension à l'intérieur du texte de Foucault, entre la population comme corrélatif d'un pouvoir, par opposition au concept plus ancien de « peuple », et la population comme opérateur de scientifisation entre histoire naturelle et biologie, nous interrogeons le sens de l'usage précis de ce concept dans les pratiques de conservation contemporaine. Si les analyses foucaldiennes qualifiant un type de gouvernementalité fondé sur la population permettent indéniablement d'interpréter certaines dimensions de ces pratiques, par d'autres aspects ces pratiques y résistent et leur examen peut à l'inverse contribuer à rectifier, ou affiner, le concept d'origine.

MOTS CLÉS
philosophie, conservation écologique, translocations, concept de population, Michel Foucault

ABSTRACT
This proposal consists in a probation of the heuristic value of the concept of population, as elaborated by Michel Foucault's class at the Collège de France in 1977-1978, in order to enlighten the contemporaneous management of Mediterranean vegetal populations, and particularly their translocations with a view to conservation. Starting from a tension within M. Foucault's analysis of the concept of population, both as a correlative power (as opposed to the older concept of "people") and a scientifisation operator (from natural history to modern biology), we try to enlighten the precise use made of this concept within the contemporaneous conservation practices. Though the foucaldian analysis characterising a type of governementality grounded on the population definitely allow an interpretation of certain dimensions of these practices, by other aspects, these practices prevent a mere application of the concept and their study can, conversely, bring one to precise or refine the original concept.

KEYWORDS
Philosophy, Ecological conservation, Translocations, Population concept, Michel Foucault

INTRODUCTION

Il existe des plantes méditerranéennes typiques, celles qui rendent reconnaissable un paysage de garrigue, qui empreignent d'odeurs de lavande, de thym, de romarin, ou des couleurs inimitables de la vigne en automne, ou du feuillage de l'olivier, les images d'Épinal de la région. À côté de ces espèces largement cultivées, il en est d'autres plus discrètes, moins fréquentes, qui se contentent de n'apparaître qu'occasionnellement au ras du sol entre des tiges plus hautes, de fleurir à contretemps de leurs voisines généralistes, dans quelques espaces protégés ou délaissés par les cultures agronomiques, ou de demeurer en dormance dans les strates inférieures du sol que l'on appelle les banques de graines. Si les asphodèles, l'arbousier ou le genêt d'Espagne ne manquent pas dès que l'on quitte les routes asphaltées, ce n'est pas le cas de ces plantes discrètes et raréfiées : *Gagea pratensis*, *Allium chamaemolly*, *Lythrum thesoides*, *Iris xiphium*, *Astragalus alupecuroides*, que l'on ne repère et reconnaît qu'en compagnie de naturalistes avertis.

Ces espèces endémiques du littoral méditerranéen, du fait des destructions et fragmentations de leurs habitats, se sont raréfiées : nombre d'entre elles figurent sur la liste rouge des espèces protégées. Certaines endémiques emblématiques bénéficient d'une visibilité plus grande (comme la Centaurée de la Clape), parce que patrimonialisées, mais ce n'est pas le cas de la majorité. Le fait qu'elles n'offrent pas de « service écosys-

témique » notoire ne les prive pourtant certainement pas de valeur, aux yeux de ceux qui fréquentent les espaces qui les abritent, peut-être même de ceux qui, sans les fréquenter, trouvent des raisons de se réjouir de la diversité biologique. En particulier, elles constituent un objet privilégié de savoir et d'action des praticiens de la conservation, qui s'attachent à étudier l'évolution de leurs populations et, parfois, à les transloquer, c'est-à-dire à en déplacer volontairement des individus afin de renforcer ou de créer une population.
Par son caractère d'emblée pratique, à la fois descriptif et normatif, le champ épistémique de la conservation se prête tout à fait à une analyse foucaldienne, qui envisage les concepts comme des opérateurs à la fois de savoir et de pouvoir. Son vocabulaire largement empreint d'économie politique et son style épistémique assumé, propre à une « discipline de crise » (Soulé, 1985) qui agit dans l'urgence et dans l'incertitude, en font un paradigme de science pratique, similaire en ceci à la pratique politique. La date de la constitution académique de cette discipline, quelques années seulement après les cours de Foucault sur le sujet, en 1985, facilite encore le rapprochement, qui consisterait alors à voir dans ce champ épistémique l'extension du domaine d'application d'un type de pouvoir qui infiltre les processus naturels pour les orienter : un gouvernement de la nature. Mais un tel rapprochement rend-il compte avec justice de ces pratiques, considérées dans leur précision ? L'on se propose ici de mettre la réflexion foucaldienne à l'épreuve de pratiques contemporaines de conservation observées au fil d'une enquête empirique, pour déterminer ce qui, du cours de 1978 (repris dans Foucault, 2004) , conserve indéniablement une portée heuristique pour envisager les activités des praticiens sur la biodiversité méditerranéenne, et ce que l'enquête empirique peut affiner, rectifier, préciser, ou contredire, quant au concept de population. Il s'agit donc d'un travail de philosophie empirique, qui joint l'étude précise de certaines idées directrices du cours de Foucault de 1978 et une enquête de six mois au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive de Montpellier (CEFE) : nous nous attachons à déterminer ce que la réflexion foucaldienne permet de saisir, et d'interpréter, dans les pratiques contemporaines de gestion des populations endémiques méditerranéennes, à partir de quelques cas choisis, en réfléchissant d'autre part à ce que les problématiques contemporaines de la conservation de la diversité biologique suggèrent d'affiner, préciser ou écarter, dans l'appareil conceptuel foucaldien.

1. LE CONCEPT DE POPULATION, DU TEXTE AU LABORATOIRE

L'on partira d'une tension repérable dans le cours de Michel Foucault, au sujet du concept de population : ce dernier est d'abord travaillé et construit comme le corrélatif d'un type de technologie de pouvoir, que sont les dispositifs de sécurité. À ce titre, la population s'oppose en premier chef au peuple, plus ancienne fiction de philosophie politique, porteuse d'une autre vision du souverain, dont le pouvoir s'adresse à des volontés de sujets, qui obéissent ou non, tandis que la population émerge comme une réalité sur laquelle les dispositifs de sécurité ont pris, par le truchement des lois statistiques et des processus naturels qu'il lui est possible de faire jouer. C'est tout l'enjeu des trois premiers cours que de démarquer conceptuellement les mécanismes disciplinaires des dispositifs de sécurité, et la façon dont la population fait l'objet d'une normation par les premiers, et d'une normalisation par les seconds. Dans cette distinction conceptuelle entre régimes de gouvernementalité, peut-être la plus célèbre du cours de 1978, la population est donc comprise, par opposition au peuple, comme le corrélatif d'un type de pouvoir, saisi dans sa naturalité collective, plutôt que comme un ensemble de volontés individuelles. Or, à la fin du cours du 25 janvier, Foucault reprend ce concept pour le qualifier cette fois comme l'opérateur d'une scientifisation, la clef de voûte du passage de l'histoire naturelle à la biologie moderne, dans la ligne qui va de Lamarck à Darwin, en passant par Cuvier. Cette fois, le concept de population ne s'oppose pas à celui de peuple, mais bien plutôt à celui d'espèce, qui par sa dimension essentialiste apparaît comme un obstacle épistémologique à la conception évolutionniste.
La tension que nous voulons dégager ici est la suivante : si dans le premier travail conceptuel, qui oppose population à peuple, le concept de population est l'opérateur qui rend possible une naturalisation des sujets (bien visible lorsque Foucault souligne l'apparition de l'expression « d'espèce humaine », qui vient se substituer à celle de « genre humain »), à l'inverse, dans le tandem population / espèce, le concept de population est ce qui autorise une historicisation, et même une situation, à la fois spatiale et temporelle, d'une espèce donnée. Dans le premier cas, la population est ce qui, considéré sous sa détermination naturelle, s'offre à la prise statistique ; dans le second, c'est ce qui, historicisé, peut être conçu sous l'aune d'une évolution temporelle. Bref, si la population naturalise le peuple, à l'inverse, elle historicise l'espèce.
Cette tension se retrouve dans les pratiques de conservation contemporaines. Parfois, le concept de population est en effet l'opérateur d'un savoir-pouvoir qui joue directement sur le collectif, en passant outre les spécificités des individus afin d'accéder à une prise par les statistiques. Mais parfois, à l'inverse, si l'on privilégie le concept de population, c'est pour écarter la dimension essentialiste de celui d'espèce, par exemple dans la requalification des dites « espèces invasives » en « populations envahissantes ». Plus largement, si

la juridiction propose une liste « d'espèces protégées », c'est toujours sur une population située que l'on travaille – à l'exception du cas extrême où espèce et population coïncident, c'est-à-dire où ne demeure qu'une seule population d'une espèce donnée. Bien souvent, en conservation, ce sont les caractères d'une population, plutôt que ceux de l'espèce, qui lui confèrent une valeur à protéger, à l'exemple des populations en limites d'aires de distribution, à fort enjeu conservatoire, parce qu'elles s'hybrident et amènent des formes inédites de vivants, ou des populations isolées, qui développent des particularités génétiques. Ce sont ces usages spécifiques du concept par les sciences de la conservation que nous voudrions exposer et interpréter dans ce premier temps.

Figure 1. Jussie à grandes fleurs *(Ludwigia grandiflora)* sur le domaine de la Tour du Valat, en Camargue (photo : N. Beck -Tour du Valat)

2. DU GOUVERNEMENT DE LA POPULATION À LA GESTION DES POPULATIONS

Il s'agirait ici de réfléchir non plus à ce qu'il désigne, mais bien à la valeur opératoire que prend le concept de population en conservation contemporaine : est-il là aussi le lieu d'un jeu sur les processus naturels, d'une régulation, d'une normalisation ? Bien des rapprochements peuvent être effectués entre des techniques de conservation et les techniques de gouvernement posées comme paradigmatiques par Foucault dans son cours de 1978. N'est-il pas tentant par exemple de voir dans le tandem de régimes de gouvernementalité délimités par Foucault lors de son analyse du phénomène de la disette, un modèle de lecture des dispositifs de conservation contemporaine ? La discipline (qui contraint, réglemente, formule des lois quant au stockage des grains) se poserait en contraste avec le dispositif de sécurité (qui régule, intègre, laisse faire la « libre circulation des grains ») comme contrastent le parc, ou l'aire protégée, et la trame verte et bleue, ou le corridor écologique. De la même façon, peut-on lire les techniques de colonisation ou d'évolution assistée comme de nouvelles versions des technologies de pouvoir préventives dont Foucault trouvait un exemple paradigmatique avec la vaccination ? Si « agir dans l'ordre de la politique, c'est encore agir dans l'ordre de la nature » (Foucault, 2004), peut-on dire symétriquement qu'agir dans l'ordre de la nature, c'est encore agir d'une manière politique ? Ce sont les intérêts et limites de ces analogies qu'il s'agira ici de discuter.

Notre fil conducteur consiste en une caractéristique de l'usage du concept de population par les sciences de la conservation. Dans ce champ, en effet, l'on ne s'attache jamais à une population comme le corrélatif unique d'un pouvoir, comme le fait Foucault lorsqu'il s'attache à distinguer ses régimes de gouvernementalité. Une population, dans une approche écologique, est toujours considérée dans ses relations avec d'autres populations d'espèces cohabitantes, et dans une approche conservationniste, en lien avec le concept de biodiversité (Maris, 2010). Comment articuler alors les aspects de normalisation, indéniablement portés par le concept et que la conservation met en œuvre, et l'objectif fondamental de la conservation, qui est celui d'un maintien de la diversité ou d'un potentiel de diversification ? Car plutôt que comme une politique de normalisation, la conservation s'envisage bien comme une « politique de maintien, voire d'accroissement, du champ des possibles » (Mathevet *et al.*, 2012). Que font alors les populations, considérées dans leur pluralité, à la population ? Ou plutôt que fait la population écologique à la population biologique ? On identifiera ici ce que la considération d'une population toujours intriquée à d'autres, d'espèces différentes, vient affiner ou décevoir, dans le concept foucaldien.

Figure 2. *Limonium legrandii*, pris dans sa niche écologique et cortège végétal auquel il est associé, sur la réserve naturelle de Sainte Lucie, commune de Port-La-Nouvelle, dans l'Aude (photo : auteur)

3. LA POPULATION AU DÉFI DES TOUTES PETITES POPULATIONS

Si, pour Foucault, ce concept est l'opérateur qui permet le basculement de l'histoire naturelle à la biologie moderne, il est intéressant de décaler le point d'analyse pour s'intéresser non plus à la force opératoire du concept, mais plutôt à ses limites. L'une de ces limites apparaît dans les cas de populations extrêmement réduites qui font l'objet d'actions de conservation. Ces cas correspondent à une problématique presque consacrée, en conservation : celle des « toutes petites populations » (Blondel, 2012), c'est-à-dire des ensembles d'individus qui, par leur nombre restreint, se soustraient aux lois des grands nombres et aux approches déterministes classiques de la dynamique des populations. Lorsque la population est restreinte de la sorte, elle est davantage gouvernée par des aléas, des événements imprédictibles, que par des probabilités, et par conséquent échappe à l'écologie prédictive (Maris *et al.*, 2018). Les praticiens des sciences de la conservation se trouvent parfois confrontés à de telles populations, dans la région méditerranéenne, dont la petitesse condamne à l'inanité les modélisations démographiques ou les matrices génétiques qui prédisent le succès de la reproduction : une sécheresse estivale, le passage d'un animal qui piétine ou d'un curieux qui cueille sont alors les véritables facteurs de risques. Parfois encore, ce n'est pas par défaut quantitatif mais par des caractéristiques de répartition que les réalités naturelles échappent au concept de population. En effet, le critère qui permet de définir une population comme un tout, en écologie, est celui de la possibilité pour un pollinisateur de circuler entre chacun des individus. La traduction de ce critère, en génétique des populations, c'est l'hypothèse de la panmixie : la probabilité égale, pour un individu de la population, de se reproduire avec chacun des autres. Or, il arrive que les ensembles d'individus que l'on souhaite conserver se trouvent répartis entre tâches de présence, éloignées les unes des autres par plusieurs dizaines voire centaines de mètres, ce qui falsifie l'hypothèse d'un pollinisateur en mesure de circuler de l'une à l'autre. Il ne s'agit alors plus d'une population mais de différentes sous-populations, et à nouveau la possibilité de les connaître par une prise statistique générale se trouve parfois compromise. Face à ces difficultés, les praticiens développent alors de nouvelles façons de connaître, de nouvelles « prises » sur le vivant, afin de suivre l'évolution des végétaux concernés, et de nouvelles techniques de savoir qui s'émancipent de la population comme objet (Gauthier, 2013).

Figure 3. Groupement isolé d'individus d'une population d'*Iris xiphium* disposée en tâches, faisant l'objet d'un renforcement de population conduit par le CEFE (photo : Virginie Pons, www.cefe.cnrs.fr/fr/ressources/flore-virtuelle)

Nous développerons ici quelques cas choisis de de suivis démographiques de populations, dont la petitesse amène les facteurs stochastiques à prendre davantage d'importance que les paramètres prédictibles. On s'appuiera aussi sur le cas d'une population « virtuelle », c'est-à-dire consistant presque uniquement en une banque de graines en dormance, à fort enjeu conservatoire, et pour la gestion de laquelle, à nouveau, se mettent en œuvre des actions qui déçoivent, renouvellent, ou décalent, les dispositifs de sécurité foucaldiens.

RÉFÉRENCES

Blondel J., 2012, *L'archipel de la vie*, Paris, Buchet-Chastel.

Foucault M., 2004, *Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France. 1977-1978,* Paris, EHESS–Gallimard–Seuil, coll. « Hautes études ».

Gauthier P., 2013, « C'est possible : suivre une population sans pouvoir identifier les individus », *Espaces naturels*, n° 41. p. 27.

Maris V., Huneman P., Coreau A., Kéfi S., Pradel R., Devictor V., 2018, "Predictions in Ecology: Promises, Obstacles and Clarifications", *Oikos*, n° 127, p. 171-183.

Maris V., 2010, *Philosophie de la biodiversité. Petite éthique pour une nature en péril*, Paris, Buchet-Chastel.

Mathevet R., Thompson J. D., Bonnin M., 2012, « La solidarité écologique : prémices d'une pensée écologique pour le XXIe siècle ? », *Écologie et politique*, vol. 44, p. 127-138.

Soulé M. E., 1985, "What is Conservation Biology?", *BioScience*, 35(11), p. 727-734.

L'AUTEURE

Marine Fauché
Université de Montpellier – CEFE
marine.fauche@cefe.cnrs.fr

AUTHOR
Julie JACQUET

Millets Are Back on the Menu, but Not Quite Like Before

ABSTRACT
Millets have held a historical place in the agricultural production, culinary traditions, and cultural life of many communities in south India. Due to policy neglect in the latter half of the 20th century, when rice and wheat were the stars of the "Green Revolution", neither research not infrastructures were set up to support the production or consumption of millets. Since the mid-2000s, various actors are progressively showing an interest in this family of crops. The structures put in place through this millet renewal present a hybridation of conventional agricultural and alternative practices that the author seeks to explore through a food systems approach. Are millets seeds of resistance or simply the next lucrative fad? How does the appropriation of this traditional crop affect producers' and consumers' perceptions of their territory and culinary habits?

KEYWORDS
Millets, Tradition, Agroecology, India, Food studies

RÉSUMÉ
Les millets ont occupé une place historique dans la production agricole, les traditions culinaires et la vie culturelle de nombreuses communautés du sud de l'Inde. En raison de la négligence politique de la seconde moitié du XXe siècle, lorsque le riz et le blé étaient les stars de la « révolution verte », la recherche et les infrastructures n'ont pas été mises en place pour soutenir la production ou la consommation de millets. Or, depuis le milieu des années 2000, différents acteurs s'intéressent progressivement à cette famille de céréales. Les structures implantées par ce renouveau du mil présentent une hybridation de pratiques agricoles conventionnelles et alternatives que l'autrice cherche à explorer par une approche des systèmes alimentaires. Les graines de mil sont-elles des graines de résistance ou simplement la prochaine mode lucrative ? Comment l'appropriation de cette culture traditionnelle affecte-t-elle la perception qu'ont les producteurs et les consommateurs de leur territoire et de leurs habitudes culinaires ?

MOTS CLÉS
millets, tradition, agroécologie, Inde

1. "MILLETS ARE GOOD FOR YOU, GOOD FOR THE FARMER, AND GOOD FOR THE PLANET"

This slogan, and similar ones, can be seen on millet food packages, store or restaurant walls, or heard in the talks of organisation leaders and politicians. Millets have recently spurred a public curiosity due to these seemingly beneficial attributes. First of which, it is a healthy food which is *good for you,* rich in dietary fibres, amino acids, complex carbohydrates, minerals like iron, calcium and folic acid, with a low glycemic index and gluten-free. It is therefore good for a country struggling with the *triple burden of malnutrition* (Gomez *et al.*, 2013). Second, millets are promoted as *good for farmers.* Unlike rice, wheat, and many vegetable cash crops, millets are rainfed crops –they do not require irrigation or inputs, they are not subject to many diseases and attract few pests. They are commonly referred to as *hardy crops, resistant crops,* which *grow like grasses.* Plus, with this new urban demand for health foods, they are also becoming lucrative. Everything to make a happy farmer. Thirdly, they are *good for the planet* since they technically do not require any chemical inputs or pumping water out of the ground. They also contribute to maintaining agrobiodiversity if grown following certain *traditional* agricultural practices. These agronomic and sanitary reasons are thus what have attracted new actions, both political and social, around millets. Millets are being hailed as a post-capitalist crop, which can grow anywhere, reminiscent of Tsing's *Mushroom at the End of the World* (2015).

2. THE DISAPPEARANCE OF MILLETS

Starting in the 1960s, the Indian national government promoted the production of rice and wheat, high yielding varieties, the use of chemical inputs, and large irrigation projects in order to boost the productivity of the agricultural sector, thus improving employment in the agricultural and industrial sectors. This contributed to improving the country's food security after its recent independence. The narrative regarding the environmental and socioeconomic consequences of this "Green Revolution" are also well-known: The common (over)use of chemical inputs and irrigation has had heavy environmental and health impacts across the country. Equal access to inputs and opportunities was not obtained: Not all agricultural areas are situated in the command areas of large dams; Not all farmers have access to the financial or human resources to start using *modern* agricultural techniques. But for those farmers who had the resources, irrigation allowed them to grow rice or wheat, as well as other cash crops.

Rice has traditionally been consumed by high castes in India as well as by British colonisers, while millets have been considered the food of lower casts, peasants and tribal peoples. These groups would consume rice occasionally, at religious festivals or important celebrations (Bhat *et al.*, 2018). When rice became an object of agricultural policy and highly promoted in the 1960s, farmers rejoiced in the opportunity to eat this grain which came with such social connotations. Fields and landscapes transformed as the Green Revolution imported agricultural techniques from the West, paddy mono-cropping became a normalised landscape across many regions of India. Meanwhile, millets continued to be grown by those farmers who did not have access to dam irrigation or financial access to borewell irrigation. Millets thus became the food of the poor, of the marginalised, and the status of this staple declined further. As time passed, new generations of farmers and children would grow up eating rice, millets remaining a food preference of older generations only.

3. REQUALIFYING MILLETS

About two or three generations later, in the early 2000s, nutritionists and doctors are noticing alarming rates of diabetes and obesity in urban populations. The mediatised culprits are urban sedentary lifestyles and unbalanced diets which are too rich in sugar, processed, and refined foods. This includes polished rice, an Indian staple in both urban and rural cuisines.

At about the same time, journalists, researchers, politicians, farmers are noticing many problems in India's countryside, farms, and rural households. Environmental conditions and soil quality are deteriorating, rain is becoming increasingly unreliable, groundwater levels are decreasing, farmers are increasingly indebted, subject to market rates, health risks, and have nutrition deficiencies despite India's food policies. There is an agrarian crisis, certainly structural in nature, but which is being exacerbated by climatic and environmental conditions.

The first political response occur in the state of Karnataka, where I am conducting my PhD field work. The local government sets up a series of measures to promote organic farming as well as organic food consumption starting in 2004. In 2012, the first policies promoting millet production and consumption are launched.

At about the same time, new enterprises sprout in cities like Mysore and Bangalore, that are run by health-concerned and environmentally-concerned IT-sector veterans in search of work in line with their ideals. A first wave of start-ups sprouts; They are buying, processing, and selling organic goods, creating physical stores and/or selling online.

It will take about 10 years before millet-specific start-ups pop up in South Indian cities. Under the influence of a charismatic Agriculture Minister, Krisha Byre Gowda, and a prophetic media figure, Dr. Khader, millets have become a common-place term in classes with access to newspapers, television, and the internet. Entrepreneurs who have embarked in the millet business cite the influence of these two individuals, in addition to environmental documentaries ("Food Inc.", "The World according to Monsanto", etc.). In their desire to make a difference, contribute to improve their country, or help the farmers of their place of origin, this highly educated (85% of the studied sample had an engineering or post-graduate degree) population is seeking a break from their newly abandoned career in information technology. They are sometimes also seeking an exit from city life, practice urban gardening, or have a small farm just a dozen kilometers outside of the city where they are putting in place agro-ecological methods. They look for alternatives for themselves and to be models for other citizens and companies. But they typically have capital amassed already and are providing alternatives to those who can afford them. The IT market represents the ideal target public for these companies: Busy, aspiring to be healthier, having disposable income, and media literate they have heard about the hype surrounding millets once or twice already.

Many of these entrepreneurs also envision their businesses differently than the standard business model. They propose alternatives not only in what they procure (generally organically grown grains), and the way

they procure (alternative, short circuits), but also how they sell their products. These businesses tend to go beyond lucrative activities and often propose movie screenings, cooking workshops, nature talks, weekend farm visits. You can also buy handicrafts, hand-woven clothing, baskets, soaps, metal cookware, wooden toys, made by women's groups in these shops. Millets are being accompanied by a renewed interest in *tradition*, heritage, and supporting local initiatives

4. REVISITING AND CREATING TRADITION

These new food services have thoroughly thought out their menus and dishes. *Ragi mudde* (or *ragi bowl*: A traditional Karnataka dish consisting of a steamed ball of *ragi* flour to be eaten with *sambar*, a vegetable soup) is not the most appealing dish for the young urban crowds these businesses are targeting. Four solutions have been adopted to appeal to the public of these young companies:

– Replace: A method consisting of taking recipes commonly made with rice and substituting the rice with a type of millet. For example, a millet-based *thali,* millet rice bath, or millet curd rice.

– Revisit: A method consisting of making fastfood options healthier by incorporating millets. For example, making a millet-based pizza dough or millet-based cookies. The recipes which are being adapted are typically non-Indian in origin, often Western fast foods.

– Ready-to-cook products: Designed for busy people, these products require little preparation in order to obtain traditional Indian dishes by just adding water, salt and taking some time to boil or heat up packaged ingredients.

– Ready-to-eat products: Designed for the busiest or kitchen-averse people, these products, like cookies, breakfast cereals, some traditional dishes, only require heating up and are ready to be consumed.

Regional tradition and globalisation (aka *glocalisation)* have crossed paths in these new spaces as their managers attempt to make it as easy as possible for millets to re-enter the busy urbanite's household. The urbanite who does decide to welcome millets into their home is typically between 28 and 50 years of age, upper middle class, educated, and employed. The primary reason people consume millets is for health reasons, generally following a doctor's recommendation, or because they heard alarming information about health conditions in Indian cities. However, many times these first-time consumers will not know what to do with millet grains; thus they seek prepared options. In response to this situation, many entrepreneurs have also decided to propose cooking workshops where they teach the very basics of cooking with millets: how to cook them, how long, how to season them, or how to make *ragi chapathi* and multi-millet dosa. Many have also started blogs, Facebook groups, or Instagram accounts, to share recipes and pictures to inspire/illustrate followers to cook with millets through 21st century platforms. They also regularly use these social media platforms to promote their activities and products, and seek out new customers. They participate in community and regional events on millets, organics and healthy living. It might perhaps all be with a view to self-promotion and networking in some cases, and perhaps in the objective of making a difference in others.

Regardless, cultural traditions are changing with this mediatic and political attention. Brahmins and high castes are now eating millets, creating vegetarian recipes with this grain which was historically consumed by non-vegetarian communities. Meanwhile, farmers and rural residents who have been encouraged to eat, grow, and aspire to a rice-based diet are now being encouraged to return to producing, transforming, and trading millets.

5. THE RURAL RESPONSE AND THE MOBILITY OF TRADITION

Typically not logged into Facebook or Instagram, the rural household cook is not too familiar with the hype around millet-based pizza dough, or the raw and vegan millet smoothie. Nonetheless, in certain pockets of rural Karnataka, farmers are being encouraged to grow millets by manufacturers, private businesses coming to see them directly, or government aids. Some farmers are reluctant, not only because of the image of millets but also to the complexity of processing millets, some of which have multi-layered husks requiring removal, thus labour and/or machinery. New market players are also demanding a high quality product and requiring organic production meanwhile some farmers do not know how to keep their stocks pest-free without chemical inputs.

How will farmers respond to these market demands and policy measures that encourage them to revisit traditions? Will they start growing millets the way they used to, in multi-cropping systems, using traditional knowledge, designed to provide food for the household year-round; or will they plant millets the way they grow cash crops, in tight single-crop rows, optimising all space and time. Will new areas that have never grown millets before start to do so, and what techniques will they adopt, with what discourse? How will this family of plants, associated meals, and growing areas be perceived by producer and consumer groups:

As backwards and poor, or as traditional, preserved from the decadence of modernity, or even perhaps as progressive (Billiard, 2017)?

It appears obvious that the definition of tradition is highly political. Moreover, far from being neutral, the labelling of foods as "traditional" produces a new reality. Institutions and individuals with the power to decree what is traditional are powerful agents of change. People are told that their current cooking practices are not only unhealthy but also unfaithful to their nation (*ibid.*). We can also question how green the Green Revolution really was (Latour, 1991). Further, we can wonder if governments, businesses, and high-class consumers imprison societies in the past when they promote (or impose) these *traditions*? How do consumers and producers perceive their culinary traditions and production in light of the age of the millet renewal in South India?

CONCLUSION

Millets have moved in and out of political and media discourse and in and out of urban markets. Today they are definitely back on the restaurant menu and on the political agenda in the state of Karnataka. Former agriculture minister Krishna Byre Gowda was not ambiguous when he stated that India's role was to contribute millets to the world (2017, speech pronounced at the Bangalore Millet Fair). Clearly there is economic and political interest, will, and strategy in accessing the international market and branding millets as India's traditional superfood here to save the 21st century from its health and environmental ailments. But, before they reach the international superfood status, will millets succeed in their more regional or local ambitions, in ways that quinoa in Bolivia or amaranth in Mexico did not, that is increasing nutrition security and local food systems among urban and rural populations. What changes will they spur among the millet producing and consuming populations in terms of agricultural and culinary practices and perception of the grain and its associated territory?

REFERENCES

Bhat V., Dayakar B., Tonapi V., 2018, *The Story of Millets*, Hyderabad, Karnataka State Department of Agriculture.

Billiard E., 2017, "Lost in Tradition: An Attempt to Go Beyond Labels, Taking Maltese Food Practises as a Primary Example", *in* B. Sebastia (dir.), *Eating Traditional Foods*, New York, Routledge, p. 48-67.

Gomez M., Barrett C., Raney T., Pinstrup-Anderson P., Meerman J., Croppenstedt A., Lowder S., Carisma B., Thompson B., 2013, *Post-Green Revolution Food Systems and the Triple Burden of Malnutrition*, Rome, FAO / Agricultural Development Economics Division, "ESA Working Paper" series.

Latour B., 1991, *Nous n'avons jamais été modernes,* Paris, La Découverte.

Tsing A., 2015, *Le champignon de la fin du monde*, Paris, La Découverte.

THE AUTHOR

Julie Jacquet
LAVUE
Institut français de Pondichéry
juliejacquet90@gmail.com

AUTEUR
Patrick PETITJEAN

L'ancrage colonial d'un chimiste français en Amazonie

RÉSUMÉ
Paul Le Cointe est un chimiste français installé en Amazonie de 1891 à sa mort en 1956, avec cependant de fréquents séjours à Paris. Il exerça de multiples activités : géomètre, planteur d'hévéas, explorateur, géographe, fondateur d'une école de chimie industrielle, collecteur de plantes et animaux… Sa publication majeure est l'*Amazonie brésilienne*, avec 2 tomes (1922) sur le caoutchouc et le développement économique, puis un 3e (1934) sur les arbres et plantes utiles. Il a été membre actif de la Société de géographie commerciale de Paris, une branche du « Parti colonial ». Il se fit le propagandiste de la « mise en valeur » par l'exploitation et le commerce des ressources naturelles. Il défendait toutes les doctrines colonisatrices et leurs préjugés, avec une exacerbation du racisme : le mépris des Noirs et des Amérindiens traverse tous ses écrits. Selon lui, la mise en valeur de l'Amazonie ne pouvait se faire que par une colonisation « blanche », si possible européenne.

MOTS CLÉS
colonialité, racisme, plantes utiles, géographie commerciale, Amazonie

The Colonial Roots of a French Chemist in the Amazon Region

ABSTRACT
Paul Le Cointe is a French chemist who lived in the Amazon region from 1891 to his death in 1956, although with frequent stays in Paris. He had multiple activities: Surveyor, rubber planter, explorer, geographer, founder of a school of industrial chemistry, collector of plants and animals… His main publication is the *Brazilian Amazon*, with 2 volumes (1922) on rubber and economic development, then a third (1934) on useful trees and plants. He was an active member of the *Société de géographie commerciale de Paris*, a branch of the "Colonial Party". He became the propagandist for the "valorisation" of the Amazon region, through the exploitation and trade of natural resources. He defended all the colonising doctrines and their prejudices, with an exacerbation of racism: The contempt of the Blacks and the Amerindians crosses all his writings. According to him, the development of the Amazon could only be done by "white" colonisation, if possible European.

KEYWORDS
Coloniality, Racism, Useful plants, Commercial geography, Amazon region

INTRODUCTION

Les connaissances sont toujours ancrées dans des projets, historiques, économiques et politiques et, quand elles circulent, elles transportent ces contextes. Les voyages naturalistes en Amazonie n'échappent pas à cette règle. Ce travail concerne un chimiste français, Paul Le Cointe, installé en Amazonie entre 1891 et sa mort en 1956, tout en restant lié aux milieux coloniaux français

1. LE PROJET DE LE COINTE EN AMAZONIE

Quand Paul Le Cointe demande une mission pour l'Amazonie en 1891, ses objectifs sont clairement affichés : « Fonder une exploitation dans un endroit aussi avancé que les moyens de communication pourraient le permettre. À partir de ce point d'appui, je reprendrai l'étude de cette contrée de manière à en dresser une carte aussi complète que possible ». « Ayant réuni un assez grand nombre de renseignements géographiques et scientifiques, je m'occuperai de les publier, de faire connaître les ressources du pays et ses moyens d'accès, et de les vulgariser pour attirer les colons français »[1].

1 Les citations sont extraites de sa demande de mission, Archives nationales, Service des missions, F17-2983A.

Dans l'introduction de l'*Amazonie brésilienne*, datée d'Obidos en 1915, il se place délibérément dans la continuité de la politique d'expansion coloniale française : « attirés par le développement magnifique pris dans ces trente dernières années par notre empire colonial en Asie et en Afrique, […] toute une génération a presque oublié l'Amérique du Sud ». Il justifie son ouvrage en expliquant qu'« il manque encore au capitaliste, à l'émigrant, un guide impartial donnant une idée nette de la région, de ses ressources, de son climat et de ses habitants ».
En 1948, il reviendra sur le sens de ses travaux : « je me suis intéressé à tout ce qui constitue l'Amazonie : nature et population, mais qu'il s'agisse de simples voyages, ou d'exploration, des travaux les plus divers, géographiques ou agricoles, d'expériences de laboratoire ou de publications, de collections touchant la faune, la flore ou les minéraux, j'ai toujours eu en vue d'étudier le résultat économique pouvant découler de mes observations soigneusement notées et classées » (Le Cointe, 1948 : 575). Pendant plus de cinquante ans, cet objectif sera mis en œuvre sous plusieurs formes.

2. LE COINTE EN AMAZONIE

Le Cointe s'installe à Obidos, sur l'Amazone, à mi-chemin entre Belém et Manaus. Dans les années 1890 il est géomètre-arpenteur, ce qui lui permet de procéder à de nombreuses démarcations et de mener ses relevés d'exploration. Ses publications en témoignent : cartes, description du système fluvial du bassin de l'Amazone, qui lui donneront une reconnaissance scientifique comme cartographe-géographe[2].
En juillet 1900, il entreprend un voyage circulaire de Belém à La Paz, en passant par Panama, le Pérou et en traversant les Andes, pour prendre la direction d'une plantation de caoutchouc dans l'Acre, en Bolivie. En janvier 1902, il revient à Obidos, développe ses propres plantations, ouvrant une période où il s'intéresse principalement au caoutchouc. Il fait de nombreuses publications[3] en France, sur le caoutchouc ou différents produits de la forêt amazonienne. Il écrit aussi les deux premiers tomes de l'*Amazonie brésilienne*, « son guide de voyage », achevé en 1915, où il consacre une large part à l'exploitation et au commerce du caoutchouc. Pendant cette période, il maintient des liens étroits avec le milieu des géographes coloniaux et économiques en France.
En 1919, il quitte Obidos pour Belém et devient directeur du Musée commercial du Para, pour le compte de l'Association commerciale. En 1921, il fonde l'*Escola de Quimica Industrial do Para*, qui forme des ingénieurs en chimie des plantes. Elle lui permet de faire le lien entre sa formation initiale de chimiste et l'orientation commerciale de ses études botaniques et géographiques. Il continuera, jusque dans les années 1940, à prendre part aux débats sur la mise en valeur de l'Amazonie.

3. LE COINTE EN FRANCE DANS LE « PARTI COLONIAL »

La fin du XIXe siècle est, en France, la période de la montée en puissance de l'idéologie coloniale, selon laquelle « civiliser les races inférieures » est un devoir, comme mettre en valeur les ressources naturelles des pays tropicaux, ce dont leurs habitants seraient incapables.
Se développe un ensemble d'organisations, de lobbies parlementaires, de groupes professionnels, formant un « parti colonial » informel, défendant la colonisation, dont font partie les sociétés de géographies commerciales, dont la plus importante est celle de Paris, la SGCP : elle est fondée en 1873 à partir de la Société de géographie pour développer le commerce, notamment aux colonies, en s'appuyant sur les connaissances géographiques (Lejeune, 1993).
Le Cointe a des relations étroites avec la SGCP jusqu'en 1919, date de son dernier séjour en France. Il en a été élu membre de la SGCP en tant que géomètre expert, dès novembre 1896, et participe régulièrement à ses déjeuners mensuels à partir de mai 1902 quand il est à Paris ; il y fait plusieurs conférences. Il publie une dizaine d'articles dans le bulletin de la SGCP, le premier en 1902 sur l'Acre (où il vient de séjourner) à la demande de la SGCP elle-même (Le Cointe, 1902).
Il apparaît comme collaborateur dans deux journaux liés au Muséum National d'Histoire Naturelle et parties prenantes de cette nébuleuse coloniale : le *Journal d'agriculture tropicale* (sous-titré « agricole, scientifique et commercial ») et la *RBA*, dirigée par Auguste Chevalier, directeur du laboratoire d'agronomie coloniale au Muséum.

2 Pour davantage de détails sur les années 1890, voir Petitjean (2012) et Stoll *et al.* (2017)

3 Par exemple dans le *Bulletin de la SGCP*, les *Annales de géographie*, le *Journal d'agriculture tropicale (JAT)*, la *Revue de botanique appliquée (RBA* – qui deviendra *JATBA* après 1945) et *Le caoutchouc et la gutta-percha*.

4. MÉDAILLES ET PRIX. RÉCEPTION DES TRAVAUX DE LE COINTE EN FRANCE

C'est principalement au titre de ses travaux en géographie commerciale et économique que Le Cointe obtient une reconnaissance en France.

Il reçoit en 1904 le prix Pra de la SGCP, avec ces commentaires : « importantes et répétées sont les communications que Monsieur Le Cointe a adressées d'Obidos et du Brésil septentrional à notre Société. Il a bien étudié les régions où la vie n'est pas facile pour le Français parmi les "seringueiros" ou récolteurs de caoutchouc. […] Monsieur Le Cointe rend donc de réels services en prévenant l'émigrant de ce qu'il trouvera en Amazonie, et ses avis sont d'autant plus précieux que l'Amazonie est une grande réserve pour la colonisation de l'avenir ».

Le Cointe est élu en 1919 à la Société de géographie, qui lui décerne le prix Logerot en 1920. Cette reconnaissance de son travail par les géographes vaut pour ses cartes du bassin de l'Amazone et a une portée scientifique plus forte que la SGCP. Selon le rapporteur, Paul Rivet, au-delà de la cartographie, ce prix est une « juste récompense de toute une vie de labeur, dont géographes, ethnologues, financiers, industriels et commerçants pourront bientôt profiter » ; « M. Le Cointe a eu surtout en vue au cours de ses explorations l'étude économique des pays visités, mais il a fait cette étude en savant et naturaliste ».

L'*Amazonie brésilienne*, vaut deux distinctions à Le Cointe : le prix Binoux de l'Académie des sciences en décembre 1922, puis la médaille (et prix) Crevaux de la SGCP en 1923, pour lequel la dimension économique du livre est encore mise en avant.

5. LA POPULATION AMAZONIENNE VUE PAR LE COINTE

Le Cointe a consacré des milliers de pages à la mise en valeur de l'Amazonie. Sa géographie économique accorde peu de place à la géographie humaine. Ce déséquilibre est également relevé par Carlos Romani (2008), géographe, dans une étude comparative des travaux de Jules Crevaux, Paul Le Cointe, Henri Coudreau et Rogerio Alicino concernant la zone frontalière entre le Brésil et la Guyane.

Dans les deux volumes de l'*Amazonie brésilienne* (Le Cointe, 1922), il n'y a pas de chapitre sur la population, mais seulement un sous-chapitre « races et peuplement » d'une vingtaine de pages à la fin du chapitre sur le climat, qui se conclut par : « Pour l'Amazonie, le peuplement est le problème capital. Si l'on veut éviter un déchet hors de proportion avec les résultats que l'on obtiendra, ce n'est qu'à des émigrants soigneusement sélectionnés comme race, santé, coutumes, entraînement, et méthodiquement guidés de très près dans les débats, que l'on pourra confier la colonisation du pays »[4].

Sur la dizaine de pages consacrées aux Amérindiens, peu sont exemptes d'envolées racistes et de jugements moraux. On pourrait multiplier les citations. Ainsi « les sauvages du Brésil n'ont jamais formé d'agglomération sociale supérieure à la tribu », « tout dans la vie de l'Indien est rude et primitif, sa langue est d'une simplicité infantile ». Il est « semblable aux animaux ». « En voulant civiliser un peuple sauvage, on ne lui donne que de nouveaux vices qui, peu à peu, le font disparaître ». Par contre, les métis sont décrits plus positivement, sauf le *cafuzo* (métis amérindien et africain).

Les mêmes préjugés se retrouvent dans les pages consacrés aux Afro-brésiliens, où Le Cointe regrette « l'abolition de l'esclavage et la proclamation sans transition de l'égalité absolue du Nègre et du Blanc... Loin d'élever le Nègre en lui donnant le droit de voler et de ne plus travailler, on l'a laissé sans appui contre ses deux vices principaux et incurables : la paresse et la vanité ». « En tout cas, le nègre n'aurait dû être émancipé que peu à peu et non lancé tout d'un coup dans une civilisation qui n'est pas la sienne ». « Je ne vois pas nos braves Sénégalais, bien que très supérieurs aux nègres amazoniens, envahissant le Palais Bourbon, discutant et votant les mêmes lois ».

Les préjugés sociaux et raciaux de Le Cointe se retrouvent aussi dans son journal circulaire lorsqu'il décrit la population des villages visités et dans la plupart de ses articles sur l'Amazonie. On y lit une idéologie dominante au XIXe siècle : définition et hiérarchie des « races », rôle du sang, déterminisme de caractéristiques anatomiques, paternalisme, immoralité... Ces « observations » sont publiées en 1922, récompensées en 1922 et 1923 par des autorités académiques, à une époque où le regard des anthropologues et ethnologues sur les Amérindiens avait déjà beaucoup changé, au Brésil comme en Europe : les missions du Général Rondon en Amazonie commencent en 1890 et le Service de protection des Indiens est créé en 1910.

6. *A ESCOLA DE QUIMICA INDUSTRIAL DO PARA (EQIP)*

Le Cointe quitte Obidos pour Belém en 1919. Sous l'égide de l'Association commerciale du Para, il fonde l'EQIP, inaugurée le 16 novembre 1921 (Bassalo, 1996). Pour lui, il s'agit d'un retour à la chimie appliquée, celle des plantes. C'est l'objet de ses deux principales publications de cette période : le *Boletim da EQIP*

4 Toutes les citations sont extraites de Le Cointe, 1922 : 217-239.

(Associaçao Commercial do Para, 1930) et le 3e volume de l'*Amazonie brésilienne* (1934). Il n'abandonne pas pour autant la géographie économique, avec un livre sur l'État du Para en 1945 et diverses contributions sur le développement économique de l'Amazonie. Ses publications sont très majoritairement en portugais et non plus en français.

L'EQIP dispense des cours théoriques (mathématiques, physique, chimie – minérale, industrielle, organique –, analyse qualitative, physicophysique-chimie, etc.). Elle valorise les recherches pratiques dans les laboratoires. Son encadrement est franco-brésilien. Une dizaine de thèses ont été soutenues avant la fermeture de l'EQIP en 1931 à la suite de à la fin des financements par le gouvernement Vargas.

Dans l'introduction au *Boletim*, Le Cointe insiste sur la nécessité d'appuyer l'enseignement sur des travaux scientifiques originaux. Enseignants et étudiants de l'EQIP les y publient. Cela permet d'avoir une idée des travaux menés sur les matières premières régionales, les plantes (propriétés médicinales ou comestibles, huiles essentielles…), les bois, les ressources minérales.

Le *Boletim* comporte plusieurs contributions de Le Cointe, aussi bien sur l'exploitation des forêts amazoniennes que les principes actifs des plantes du genre *Ryania*. Il y fait aussi une synthèse de la thèse de Clara Barrau do Amaral Martins (qui sera sa principale continuatrice) « Contribution à l'étude chimique des plantes amazoniennes ». L'EQIP fermée, il n'y aura pas de n° 2 du *Boletim*.

7. DES ARBRES ET DES PLANTES UTILES

Le Cointe continue dans la veine de la botanique économique avec le troisième volume de l'Amazonie brésilienne (1934) dont le nom complet est : *Amazonia brasileira, arvores e plantas uteis (indigenas e acclimadas. Nomes vernaculos e nomes vulgares. Classificaçao botanica. Habitat. Principaes, applicaçoes e propriedades.*

Le Cointe prévient dès l'introduction : il ne s'agit pas d'un ouvrage de botanique, mais d'un manuel destiné à lier les études purement scientifiques et les connaissances pratiques de la population locale. La valeur économique et commerciale des plantes est ce qui lui importe. Il souhaite que ces « notes puissent aider… tant ceux qui explorent la région que ceux qui veulent exploiter les innombrables produits qu'elle offre au commerce, à l'industrie, à la médecine et à l'alimentation ».

Pour chaque espèce, il donne l'habitat, la répartition géographique, les propriétés et l'utilisation « populaire », notamment médicinale. Une table alphabétique des noms scientifiques latins les met en relation avec les noms communs. En fait, très peu sont d'origine spécifiquement amérindienne. Plusieurs espèces ont fait l'objet d'analyses à l'EQIP.

L'ouvrage sera, malgré tout, encore référencé dans des travaux d'ethnobotanique, notamment dans *JATBA*, dans la deuxième moitié du XXe siècle. Par ailleurs Le Cointe donnera son nom à plusieurs plantes, par exemple *Zamia Lecointei* (Le Cointe, 1934).

La référence aux « plantes utiles » est une constante des politiques de « mise en valeur » qui ont marqué la botanique dans les empires coloniaux et au-delà dans les pays tropicaux. Ultérieurement, elle a concerné tous les pays et régions et se trouve au cœur de l'ethnobotanique. De nombreux dictionnaires, articles ou sections de congrès ont été consacrés aux plantes utiles (Petitjean, 2012 : 81, 104). Botanistes, médecins, agronomes, ethnologues se retrouvent autour de cette notion pour légitimer l'exploitation des ressources naturelles.

CONCLUSION : CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES ET COLONIALITÉ

Le Cointe participe de la société coloniale française dont il exporte l'idéologie (la mission civilisatrice) et les conceptions du développement économique (la mise en valeur), y compris avec ses pires préjugés (les races et leur hiérarchie). En même temps, il est pleinement intégré aux élites scientifiques et politiques du Para, défendant une « valorisation » de l'Amazonie fondée sur le même modèle : l'extractivisme, l'exploitation des ressources naturelles à des fins économiques et commerciales, accompagnée du refoulement des populations autochtones, de leurs modes de vie et de leurs connaissances.

On ne peut séparer l'œuvre scientifique du propagandiste de la colonisation et du racisme que fut Le Cointe. S'il est maintenant fréquent de parler de « colonialité » pour les sciences sociales, cela touche autant les naturalistes dans leurs rapports aux savoirs autochtones qui sont au mieux incompris ou invisibilisés, au pire pillés.

RÉFÉRENCES

Associaçao Commercial do Para, 1930, *Boletim da Escola de Chimica Industrial do Para (EQIP)*, n° 1, 1929, Belém, Livraria Classica.

Bassalo J.M.F., De Lima W.N., 1996, "Pesquisadores franceses em Belèmdo Para: Escolla de Chimica industrial", *in* A. Imperio Hamburger, M. A. Mascarenhas Dantes, M. Paty et P. Petitjean (dir.), *A Ciência nas relaçoes Brasil-França (1850-1950)*, São Paulo, EDUSP–FAPESP.

Le Cointe P., 1902, « La République de l'Acre. Le chemin de fer Madeira Mamore », *Bulletin de la SGCP*, vol. XXIV, p. 67-79.

Le Cointe P., 1922, *L'Amazonie brésilienne. Le pays, ses habitants, ses ressources. Notes et cartes jusqu'en 1920*, Paris, Challamel [2 tomes].

Le Cointe P., 1934, *Amazonia brasileira, arvores e plantas uteis (indigenas e acclimadas. Nomes vernaculos e nomes vulgares. Classificaçao botanica. Habitat. Principaes, applicaçoes e propriedades*, Belém, Livraria classica.

Le Cointe P., 1948, « Une lettre de Paul Le Cointe sur l'Amazonie », *Les Annales ESC*, 3(4), p. 575.

Lejeune D., 1993, *Les sociétés de géographie en France et l'expansion coloniale au XIXe siècle*, Paris, Albin Michel.

Petitjean P., 2012, « Auguste Chevalier, Paul Le Cointe e a Amazônia: as plantas úteis entre a botânica colonial e a etnobotânica », *in* A.M. Bertol Domingues, M. Keiche-Dray et P. Petitjean (dir.), *História das substâncias naturais. Saberes tradicionais e química. Amazônia e América Latina*, Rio de Janeiro, IRD–MAST, p. 61-108.

Romani C., 2008, « Algumas geografias sobre as fronteiras franco-brasileiras », *Ateliê Geográfico, Goiânia*, 2(3), p. 43-64.

Stoll É., Da Cunha Fischer L.R., Folhes R.T., 2017, « Recenser la propriété en Amazonie brésilienne au tournant du XXe siècle. Des registres de terres de João de Palma Muniz aux cartes de Paul Le Cointe », *Histoire & mesure*, XXXII-1, « Le chiffre et la carte », p. 53-90.

L'AUTEUR

Patrick Petitjean
Université de Paris (Diderot)
Sphere
petitjean.patrick@free.fr

Atlas brodé des plantes déracinées

AUTEURE
Eugénia REZNIK

RÉSUMÉ
Ce travail s'intéresse à la façon dont la création artistique, au croisement avec des recherches sociologiques, documentaires et botaniques, se saisit des relations entre la migration des végétaux et des personnes pour réfléchir aux liens des personnes avec des lieux. Dans la recherche-création en arts visuels et médiatiques présentée ici, les plantes des migrants sont mises en perspective avec des objets mémoire (Turgeon, 2007) devenant ainsi des plantes mémoire. Transportées d'un pays à l'autre, puis replantées, les plantes déracinées sont des supports mnémoniques qui réactualisent la mémoire et prolongent les gestes du passé. Les témoignages des migrants et les histoires de leurs plantes sont mis en récits dans des œuvres performatives et installatives, où le (dé)tissage et la broderie jouent un rôle central dans la matérialisation des liens avec des lieux.

MOTS CLÉS
déracinement, plantes, témoignage, installation médias mixtes, broderie

ABSTRACT
This work is interested in the way artistic creation, at the crossroads with sociological, documentary and botanical research, seizes the relationships between the migration of plants and people to reflect on the links of people with places. In the research-creation in visual and media arts presented here, the plants of migrants are put into perspective with memory objects (Turgeon, 2007), thus becoming memory plants. Transported from one country to another, then replanted, uprooted plants are mnemonic supports that refresh memory and prolong the gestures of the past. The migrants' testimonies and the stories of their plants are narrated in performative and installation art works, where (un)weaving and embroidery play a central role in the materialisation of links with places.

KEYWORDS
Uprooting, Plants, Testimony, Mixed media installation, Embroidery

— Tu as vu, tu as une ortie qui a poussé au milieu de tes rosiers ! Tu peux l'arracher et en faire du purin d'ortie, super pour chasser les parasites.
— Ah non, c'est pas possible, je l'ai plantée ici.
— Une ortie ? Où l'as-tu trouvée ?
— Dans la forêt.
— Où ?
— Chez moi.
— Tu l'as ramenée ici ? !!
— Oui.
— Pourquoi ?
— …

Je ne sais pas encore pourquoi cette personne a apporté l'ortie de son pays. Je tente de la questionner, mais les réponses nous amènent toujours ailleurs. Son silence témoigne-t-il de la difficulté de raconter les liens avec le pays d'origine ? J'ai découvert l'ortie lors d'une entrevue, quand j'enregistrais un témoignage sur les objets de migration que la personne conservait chez elle. Sortir dans le jardin, dans la cour ou sur le balcon ne faisait pas partie de mon protocole. Mais quand je l'ai aperçue, je me suis remémoré le jardin de mes parents. Immigrés aux États-Unis après la disparition de l'Union soviétique, ils ont transformé le jardin de leur petite

maison d'une banlieue de Detroit en une datcha remplie de pommiers, cerisiers, cassissiers, groseilliers à maquereaux, pivoines et tagètes. Quelle coïncidence : cela ressemblait à ce qui poussait dans le jardin de ma grand-mère à Tchernigov, dans le nord de l'Ukraine. Je me suis demandé si tous ces végétaux avaient été achetés chez *English Gardens*, ou si quelques graines, voire des boutures, avaient été transportées de loin. Depuis cette rencontre, je pose la question sur les plantes en migration à chaque personne déracinée que j'enregistre : amis, connaissances, des gens rencontrés au hasard. Avez-vous apporté une plante de votre lieu d'origine ? Une plante vous relie-t-elle plus spécifiquement à ce lieu ? Oh, il y en a beaucoup ! Des plantes déracinées, bouturées, cachées, transportées, replantées, multipliées, partagées. Des plantes non transportées aussi, abandonnées ou laissées à des amis, dont on chérit encore les fleurs et l'odeur. Leurs histoires sont devenues la matière de mon travail de création. Comment ces plantes expriment-elles un lien avec des lieux de migration ? Comment ma démarche artistique peut-elle permettre une traduction de ces liens en récits visuels ?

1. PLANTES MIGRANTES DANS LA CRÉATION

Certaines œuvres intègrent des plantes migrantes pour mettre en lumière l'histoire de la migration des hommes et les parallèles entre les discours sur les plantes non natives et sur les migrants. Depuis plusieurs années, Maria Theresa Alves, artiste brésilienne, développe le projet d'installation *Seeds of change* (1999-présent), dans différentes villes portuaires européennes où elle déterre et fait germer des graines du ballast déchargé par des bateaux lors des voyages commerciaux du XVIIIe siècle jusqu'au début du XXe siècle. Ces « nouvelles » plantes sont des témoins de la complexité des histoires centenaires de la migration, et en particulier de la traite des esclaves. À travers l'image des graines migrantes, elle réfléchit à la définition de l'identité et pose la question de l'appartenance à un territoire : « À quel moment les graines deviennent-elles indigènes et quelles sont les histoires socio-politiques des lieux qui régissent leur cadre d'appartenance ? »[1]. Simon Starling, artiste anglais, organise le secours de quelques arbustes de rhododendron. Son œuvre, *Rescued Rhododendrons* (2000) est une série de photographies qui documentent le voyage de l'artiste en voiture avec une sélection de plantes depuis l'Écosse, où elles sont déclarées invasives et dangereuses, vers l'Espagne d'où elles ont été introduites au XVIIIe siècle. En individualisant les plantes telles des personnes et en les montrant dans leur totalité y compris les racines, Starling met en évidence le système idéologique de contrôle des végétaux et un discours de protection du territoire national qui s'étend au-delà du monde végétal. Mais que racontent les végétaux déplacés des migrations d'aujourd'hui ? Les œuvres donnant à écouter les récits des migrants en lien avec les plantes sont peu nombreuses. Le but de mon travail de création est de mettre en espace des témoignages sonores et des pièces visuelles qui reflètent leur analyse[2].

2. OBJETS MÉMOIRE

La grille d'analyse est basée sur le concept d'objet mémoire dont les caractéristiques peuvent être précisées à partir des travaux de Turgeon (2007), Fourcade (2011) et Boym (2001) : objet mémoire comme support mnémonique, qui participe à la construction de la mémoire, et comme témoin du processus de migration.

Fourcade (2011) décrit les objets mémoire faisant partie d'un « patrimoine domestique » que les familles arméniennes apportent et conservent dans leur maison. Leur caractère est hétéroclite : créations artisanales, objets d'art, objets traditionnels : des objets du quotidien dont la valeur peut échapper au premier regard. Ces objets ne sont pas uniquement le rappel de leurs origines, mais aussi un signe de résistance, symbole d'une culture longtemps cachée.

Turgeon parle d'objets mémoire comme supports mnémoniques, des « aide-mémoires, servant à rappeler des lieux, des personnes et des événements significatifs » (2007 : 26). Mais la mémoire n'est pas considérée comme un ensemble de faits du passé figés à tout jamais ; bien au contraire, le rapport entre le lieu et la mémoire est « une relation qui varie avec les personnes et se transforme avec le temps » (*ibid.*). La façon d'organiser ces objets du patrimoine domestique est un moyen de « mise en ordre de la mémoire » (*ibid.* : 27). Les déménagements, faisant rejaillir les souvenirs, réactivent la mémoire, permettent de reconfigurer le placement des objets et de reconstruire la mémoire.

Pour sa part, Boym décrit des « musées domestiques » qu'elle a pu observer chez des immigrés post-soviétiques. Ils contiennent des objets rapportés par les personnes lors de leur départ en exil, objets achetés après leur arrivée (comme des matriochkas que tout russophone se sent obligé d'avoir), des objets

1 www.mariatherezaalves.org/works/seeds-of-change [traduction de l'auteure].

2 Ce travail a bénéficié du soutien financier du Fonds de recherche du Québec – Société et culture et du Conseil des arts de Longueuil (Québec).

apportés par des amis lors de leurs voyages en Russie, « [...] des calendriers désuets avec des images de paysages familiers hivernaux qui ornaient fréquemment leurs chambres, ainsi que les anciennes horloges murales, jadis élégantes mais plus fonctionnelles » (2001 : 327, traduction de l'auteure). Ces collections évoluent, se complètent, se transforment. Elles ne sont pas une reconstruction du passé, mais bien des représentations de récits d'exil qui se déroulent dans le temps.
On peut imaginer ces objets mémoire déplacés dans les *Voitures cathédrales*, telles que nous les montre Thomas Mailaender (2004). Ces sacs démesurés empilés sur des voitures traversant une frontière, que contiennent-ils ? Y a-t-il des boutures, des feuilles, des racines emmitouflées dans un linge humide ?

3. PLANTES MÉMOIRE

Les plantes des migrants sont des objets mémoire extraordinaires. Elles sont indéniablement des supports mnémoniques, car les personnes témoignent fréquemment qu'elles leur rappellent le jardin dans leur pays, le goût de tel ou tel fruit, la couleur ou l'odeur des fleurs, et même les saisons. Plus encore, elles ne rappellent pas seulement un lieu, elles *sont* ce lieu, car elles sont constituées de la terre, de l'air, de l'eau de « là-bas ». Une personne qui a transplanté une bouture de *Crassula*, plante d'intérieur pourtant facile à trouver, raconte qu'elle l'a prise lors d'un voyage dans son pays d'origine. Elle voulait rapporter la plante de son frère malade, mais celle-ci était trop volumineuse. Elle ne souhaitait pas non plus en acheter une autre. La bouture lui permettait de déplacer « la plante » : par ce procédé, l'ADN de la nouvelle plante est identique à celui de la plante d'origine.
Elles sont également des objets qui permettent de construire la mémoire. Précisément parce qu'elles ne sont pas des objets, mais des êtres vivants. Il faut s'en occuper, et c'est par cette condition précise que passent la transmission et le prolongement des gestes qui les entouraient et qui assureront leur continuation : bouturer, transplanter, arroser, tailler, déterrer les racines, ranger pour l'hiver, semer. Une personne qui a rapporté des racines d'une pivoine blanche du jardin de ses grands-parents se posait plusieurs questions sur le lieu d'origine de la fleur afin d'assurer une meilleure adaptation. Comment les grands-parents s'en occupaient-ils ? Dans quel coin du jardin poussait-elle ? Comment faire pour que la pivoine puisse fleurir à nouveau ? Ces questions faisaient rejaillir des souvenirs, pour réactiver la mémoire, et donc la reconstruire.
Finalement, les plantes déracinées sont des témoins de la migration et pas seulement du passé avant celle-ci. Je n'ai jamais rencontré de personnes qui en rapportaient lors du grand départ. Elles allaient les récupérer plus tard, en faisant des voyages dans leur pays d'origine, parfois des années après. Les motivations et les façons de les transporter et replanter, la place et la forme qu'elles prennent dans leur nouvel environnement, contribuent à la construction du récit du déracinement qui se déroule dans le temps.

4. DES DEUX CÔTÉS DE LA BRODERIE

Pour inscrire l'étude des plantes mémoire dans le cadre des objets mémoire, j'ai créé deux œuvres, l'une en partant d'un objet mémoire, l'autre des plantes mémoire.
L'objet est un tissu de lin qu'il y a de nombreuses années ma grand-mère m'a envoyé d'Ukraine, accompagné d'une lettre d'explication sur la façon dont ce tissu avait été élaboré. La cueillette des tiges de lin, leur traitement pour les rendre plus souples, leur décomposition en filaments, filage et tissage, sont les étapes qu'elle effectuait dans les années 1930, période de la grande famine en Ukraine. Pendant longtemps, le tissu est resté dans un tiroir, je ne pouvais l'utiliser comme une vulgaire serviette. Puis, je l'ai dé-tissé pour que ses fils redeviennent plantes.

Figure 1. Extrait de la vidéo *Dé-tisser*, HD, 2018, 20' 18"

L'installation est composée de 3 vidéos. La première, *Dé-tissage*, est une performance où je détisse l'étoffe (fig. 1). Dans la seconde, *Dévidoir*, ma mère démêle les fils détissés en racontant ce qu'elle sait du temps où ce lin a été cultivé (fig. 2). Finalement, la troisième vidéo, *Champ de lin,* est un film d'animation, où ces fils de lin se transforment en plantes (fig. 3). Se dessinent les tiges, de petites feuilles, des boutons de fleurs. Le paysage est

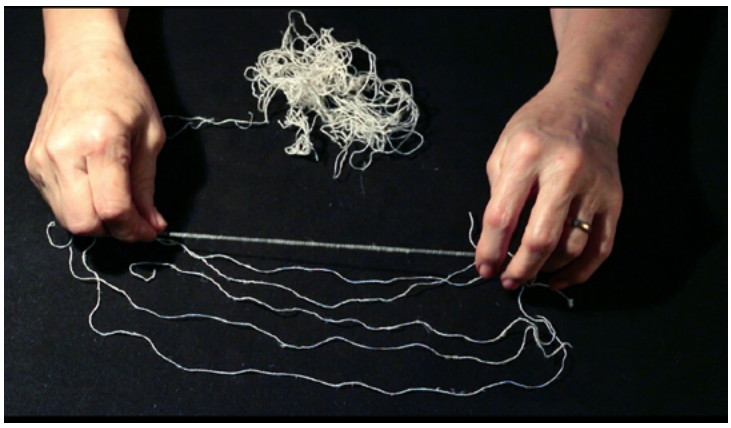


Figure 2. Extrait de la vidéo *Dévidoir*, HD, 2018, 6′ 24″

Figure 3. Extrait de la vidéo *Champ de lin*, HD, 2018, 5′ 22″

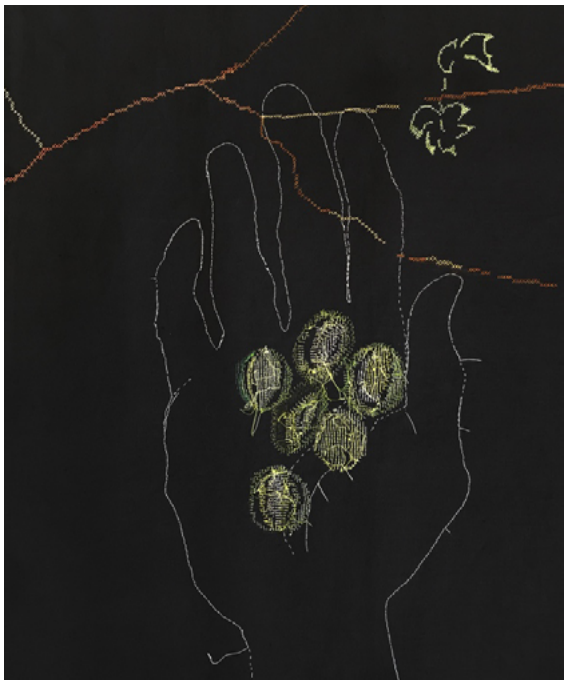
achevé, mais après quelques instants de calme, le dessin est emporté par un souffle.

Par la transformation du tissu brodé en un champ de lin, je tente un déplacement de l'objet vers un lieu dont je n'ai pas de souvenirs précis, mais auquel je suis profondément et toujours liée. Ce lien est représenté par la broderie, qui maintient les fils que je n'ai pu détisser. Suite à cette performance, j'ai appris la technique traditionnelle de la broderie au point de croix pour la mettre en œuvre dans la pièce suivante.

La pièce *Récits-tentures* est constituée d'une série de broderies sur de grands tissus de lin noir. Les motifs brodés ont été composés à partir des récits des personnes sur les plantes qu'elles ont transportées. L'une d'elles représente l'histoire d'un groseillier à maquereaux qu'une personne a tenté de transporter de son pays et de transplanter par bouturage. Mais la bouture ne s'est pas acclimatée.

La particularité de ces broderies est qu'elles sont réalisées des deux côtés du tissu (fig. 4). D'un côté, on voit les fruits mûrs tels que remémorés dans le récit passionné de la personne. De l'autre côté est brodée la plante transplantée. Ses branches sont mortes. La broderie est mise en espace de façon à pouvoir en faire le tour. Sur chaque côté du tissu, on voit des points de croix à l'endroit et à l'envers. Le tissu n'a plus de face, n'a plus d'envers. La broderie permet d'exprimer l'idée que cette plante prend racine de l'autre côté de l'étoffe. Le tissu de lin se transforme en lieu. Plus encore, il se transforme en double lieu, lieu d'origine et lieu d'accueil en même temps, où seuls les fils, telles les racines, peuvent sans cesse passer de l'un à l'autre.

Figure 4. *Récits-tentures*. Détail. Broderie sur lin, 2020



Les plantes venues d'ailleurs ne sont pas nécessairement des plantes exotiques ou des espèces envahissantes. Elles peuvent être des plantes bien ordinaires, mais transportées d'un pays à l'autre, elles nous renseignent sur la façon dont nous gardons des liens avec ces lieux. En tant qu'objets mémoire, les plantes sont des supports mnémoniques qui, grâce à leur enracinement, réactualisent la mémoire et prolongent les gestes du passé. Ce sont des porteurs de récits de trajectoires et d'imaginaires migratoires qu'il faut cueillir, protéger et transmettre.

> — La dernière fois que je suis retournée à Kiev, je suis allée voir notre appartement. Je ne sais pas pourquoi je l'ai fait, c'était très stupide. Je ne sais pas ce que je cherchais. Des gens inconnus y habitaient depuis longtemps. Je suis entrée. J'ai vu le couloir. Les mêmes meubles. Nos meubles étaient toujours là. Le salon. Les rideaux ne sont plus les mêmes. Je pense que ça ne m'a rien fait. La cuisine n'a pas changé. Mais là, je vois deux plantes, mes plantes. Tu sais, l'arbre d'argent ? Avant il était dans la chambre des enfants. Il était déjà très gros. Et aussi la *Gloxinia*. La mienne. Tu te rappelles, c'était une fleur à la mode à l'époque. Tout le monde à l'Institut se passait des feuilles pour en faire des boutures. Qu'est-ce qu'elle fleurissait ! J'ai éclaté en sanglots.
> — Tu n'as pas pris une feuille pour en faire une bouture ?
> — Non.[3]

RÉFÉRENCES

Alves M. T. (artiste), 1999-présent, *Seeds of change.* Installations *in situ*.
Boym S., 2001, *The Future of Nostalgia*. New-York, Basic Books.
Fourcade M.-B., 2011, *Habiter l'Arménie au Québec : ethnographie d'un patrimoine domestique en diaspora*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
Mailaender T. (artiste), 2004, *Les voitures cathédrales*, épreuves couleurs contrecollées sur aluminium.
Starling S. (artiste), 2000, *Rescued Rhododendrons* (7 *Rhododendron ponticum* plants rescued from Elrick Hill, Scotland and transported to Parque Los Alcornocales, Spain, from where they were introduced into cultivation in 1763 by Claes Alstroemer), C-type print.
Turgeon L., 2007, « La mémoire de la culture matérielle et la culture matérielle de la mémoire », *in* O. Débary et E. Turgeon (dir.), *Objets & mémoires*, Paris–Québec, éd. de la MSH–Presses de l'Université Laval, p. 13-36.

L'AUTEURE

Eugénia Reznik
Université du Québec à Montréal (Canada)
Université Jean Monnet Saint-Étienne
reznik.eugenie@courrier.uqam.ca

3 Verbatim d'une entrevue avec ma mère, enregistrée le 16 août 2018, à Farmington Hills, États-Unis.

AUTEURE
Camille ROBERT-BOEUF

Les jardins familiaux en Île-de-France : prendre racine et échanger grâce au jardinage

RÉSUMÉ
Les jardins familiaux franciliens sont une forme ancienne d'agriculture urbaine qui fait écho aux évolutions de la ville et aux circulations des populations urbaines. Ils sont fortement appropriés par les jardiniers qui, par les pratiques agricoles et les variétés de plantes cultivées, entretiennent un lien étroit avec leur histoire familiale et leur lieu d'origine. Chaque jardin crée un paysage alimentaire caractérisé par l'origine géographique, familiale et ethnique des jardiniers. De plus, ces derniers diffusent leurs savoir-faire et leurs plantes aux parcelles voisines, instaurant des sociabilités informelles qui fondent de véritables communautés jardinières. Ces communautés constituent un lieu d'ancrage pour les populations immigrées qui sont intégrées dans les jardins et qui bénéficient d'aides de la part des autres jardiniers. Plus largement, les jardins familiaux induisent des circulations à l'échelle de la ville et intègrent les populations nouvellement arrivées au sein de différents réseaux d'acteurs associatifs et publics.

MOTS CLÉS
jardins familiaux, agriculture urbaine, jardinage ethnique, circulations

ABSTRACT
Île-de-France allotment gardens are an ancient form of urban agriculture which echoes the urban evolutions and the urban populations' circulation. These domestic spaces show that, through agricultural practices and varieties of cultivated plants, gardeners maintain a close link with their family history and their place of origin. Each garden creates a food landscape characterised by the geographic, family and ethnic origins of the gardeners. Moreover, gardeners disseminate their know-how and their plants to neighbouring plots, establishing core informal sociability, and contribute to create gardening communities. These communities provide a real territorial anchorage for immigrant populations who are quickly integrated into the gardens and who are helped by other gardeners. More generally, allotment gardens induce circulations at urban scale and integrate the newly arrived populations into different networks of associative and public actors.

KEYWORDS
Allotment gardens, Urban agriculture, Ethnic gardening, Circulations

INTRODUCTION

Les jardins familiaux sont une des formes de l'agriculture urbaine qui a beaucoup été étudiée en sciences humaines pour sa fonction sociale et son aspect patrimonial (Dubost, 2018). De fait, ils s'inscrivent dans l'histoire des classes populaires européennes et ont évolué en parallèle des grandes villes industrielles pour servir les besoins alimentaires et récréatifs des urbains depuis la fin du XIXe siècle (Pierson & Cabedoce, 1996 ; Weber, 1998). Particulièrement anciens par rapport à d'autres types de jardins plus étudiés comme les jardins partagés, les jardins familiaux peuvent être définis comme des regroupements de parcelles individuelles où des familles urbaines cultivent pour leur approvisionnement alimentaire et pour le loisir. S'ils sont aujourd'hui de plus en plus vus comme des espaces verts et de loisir, ils restent encore majoritairement des espaces vivriers pour des populations issues des classes moyenne et populaire. Caractérisés par leurs pratiques agricoles, ces espaces de jardinage sont le lieu d'une forte appropriation et d'un ancrage territorial central grâce au travail de la terre et à l'utilisation d'une grande diversité de cultures. Ce sont des espaces qui ont accueilli différentes populations venant s'installer en ville, reflétant les diverses vagues de migrations, l'évolution des catégories populaires urbaines et leurs circulations (Consales, 2000 ; Jelen, 2006).

Cette communication propose de questionner les jardins familiaux pour en souligner les effets de circulations et d'ancrages territoriaux à travers la diffusion et la mise en culture de certaines plantes spécifiques à l'histoire et au parcours de vie des jardiniers.
La communication se divisera en trois temps : la première partie sera l'occasion de rappeler l'histoire des jardins familiaux franciliens, leur fonction vivrière et la circulation des populations qu'ils évoquent ; la deuxième partie abordera la dimension familiale et domestique du jardin qui devient un moyen de conserver ses racines ; enfin, la troisième partie proposera une analyse du jardin comme producteur de circulations et d'échanges de plantes et de savoir-faire agricoles tout en ancrant à l'échelle locale des populations immigrées.
La communication se fonde sur mon travail de thèse effectué entre 2014 et 2019 dans les jardins familiaux franciliens. Les enquêtes ont permis de rassembler : plusieurs dizaines d'entretiens et de discussions informelles avec des jardiniers ; dix suivis de jardiniers sur plusieurs mois, voire années, avec des entretiens de type récit de vie ; 100 questionnaires ; des parcours commentés lors de visite de jardins ; des situations d'observation et d'observations participantes ; des entretiens avec des acteurs publics et associatifs en relation avec les jardins (élus, services techniques, président d'associations de jardins…) ; des entretiens avec les principales fédérations de jardinage nationales et régionales. À cela, se sont ajoutées des analyses cartographiques de l'intégration des jardins dans l'espace urbain et leurs évolutions foncières.

1. HISTOIRE DU JARDIN VIVRIER ET CIRCULATIONS DES POPULATIONS JARDINIÈRES EN ÎLE-DE-FRANCE

Les jardins familiaux sont une des plus anciennes formes de jardinage urbain encore existantes en France. Les premiers jardins ouvriers (aussi appelés « œuvres de charité », puis « jardins familiaux » à partir de 1952) ont été créés à l'initiative de l'abbé Lemire à la fin du XIXe siècle qui a participé à la promotion des lopins individuels pour les populations ouvrières et urbaines pauvres en France et en Europe. Jusqu'au milieu du XXe siècle, ces jardins se développent et sont essentiels pour l'alimentation des plus pauvres. À partir des Trente glorieuses, leur nombre diminue du fait de l'amélioration des conditions de vie de la population française, notamment des urbains les plus pauvres. Un nouvel essor des jardins familiaux se fait jour à partir des années 1990 grâce au développement de nouvelles fonctions plus environnementales et sociales (Baudelet *et al.*, 2008).
Néanmoins, ils conservent une forte fonction vivrière et restent encore aujourd'hui un lieu d'approvisionnement alimentaire en ville. En Île-de-France, ils sont estimés au nombre de 594 en 2018, ce qui représente 55,8 % de l'ensemble des jardins collectifs recensés par l'Institut Paris Region (anciennement IAU). Dans la plupart des entretiens, les jardiniers soulignent que leur lopin améliore de manière significative leur quotidien alimentaire dans la mesure où il permet une consommation régulière de produits variés et biologiques (les produits phytosanitaires sont interdits depuis le 1er janvier 2019 et, selon les questionnaires distribués, 2 enquêtés sur 100 en utilisaient très souvent et 18 seulement si nécessaire avant cette interdiction). Le jardinage et les pratiques agricoles sont donc centraux et souvent imposés par les associations qui exigent une occupation d'au moins 50 % de la parcelle par des cultures vivrières.
Les populations présentes dans les jardins familiaux ont toujours été en lien avec la circulation et l'intégration de nouvelles populations dans les villes : au début du XXe siècle, les jardiniers étaient en grande majorité des ouvriers issus de l'exode rural ; aujourd'hui, selon mes enquêtes, ce sont surtout des petits employés ou des retraités avec des revenus modestes, mais pas en grande précarité. Dans ce contexte, les jardins familiaux accueillent une part importante de populations issues des campagnes françaises ou des immigrés de la première, deuxième, voire troisième génération. Dans les différents jardins étudiés, la majorité de ces jardiniers immigrés sont originaires du Portugal, des pays du Maghreb ou d'Asie du Sud-Est. Ils ont un savoir-faire important puisqu'ils sont parfois d'anciens agriculteurs ou, plus souvent, issus du monde agricole et apportent leurs pratiques agricoles et leurs variétés de plantes spécifiques avec eux.

2. PRATIQUES ET ORIGINES DU JARDINIER : VERS LA CONSTRUCTION DE PAYSAGES ALIMENTAIRES BIOGRAPHIQUES

Le jardinage est une pratique fortement liée à l'histoire familiale du jardinier et chaque jardinier cultive en s'inspirant des pratiques apprises pendant l'enfance.
La majorité des jardiniers enquêtés ont déjà pratiqué le jardinage, et ce dans le cadre familial : sur 100 enquêtés, 69 ont appris avec leurs parents et/ou leurs grands-parents, dans le cadre d'un jardin privé ou, dans une moindre mesure, d'une parcelle dans un jardin familial. De plus, les jardiniers enseignent pour beaucoup à leurs enfants ou petits-enfants et jardinent pour eux. Ainsi, plusieurs enquêtés m'ont précisé avoir décidé de venir dans les jardins pour sensibiliser leurs enfants au jardinage et à l'alimentation. Les jardiniers sont donc

initiés aux pratiques de jardinage dès leur enfance et les transmettent aux générations suivantes, mettant en avant leur parcours de vie et leur processus biographique (Bessin, 2009).

Cet ancrage familial crée des paysages spécifiques en fonction des origines du jardinier : s'il vient de la campagne, celui-ci aura tendance à avoir un jardin plus tourné vers la production avec l'utilisation de légumes ordinaires et de pratiques paysannes comme l'apport massif et régulier de fumier. Les expérimentations effectuées visent essentiellement à augmenter la productivité de la parcelle. Le jardinier originaire de la ville a tendance, selon mes observations, à favoriser la diversité des plantes cultivées et leur aspect esthétique. Dans la plupart des parcelles, les mêmes légumes se retrouvent. Cependant, l'origine géographique, familiale et donc ethnique du jardinier oriente la quantité de chaque plante cultivée et l'utilisation de certaines variétés spécifiques au lieu d'origine du jardinier. Ainsi, les jardiniers d'origine portugaise plantent très souvent des choux à haute tige, ceux originaires du Maghreb plantent en grande quantité de la menthe, des fèves et des poivrons, et ceux originaires des pays d'Asie du Sud-Est préfèrent le chou chinois, la coriandre et les légumes feuilles. De cette manière, un regard avisé et habitué des jardins peut, lors d'une visite, rapidement deviner les origines de chaque jardinier en regardant sa parcelle. Les jardins familiaux offrent alors une mosaïque variée de paysages alimentaires (Toublanc & Poulot, 2018) caractérisés par le parcours biographique de leurs occupants.

La diversité des plantes et l'ancrage familial du jardinage font des jardins familiaux des lieux fortement appropriés par les jardiniers qui les associent, dans leurs représentations, à une extension de leur espace domestique et de leur résidence principale. Cette appropriation leur permet d'entretenir un lien fort avec leurs origines : les jardiniers cultivent des plantes traditionnelles pour préparer la cuisine du pays ou de la région dont ils sont originaires ; ils rapportent des graines fournies par leur famille restée dans leur région natale pour pouvoir les cultiver dans les parcelles. Les jardiniers sont donc porteurs d'une « géographie qui leur est propre » constituée des « lieux qu'[ils ont] fréquentés » (Lazzarotti, 2006 : 86) et qui marquent profondément les jardins qu'ils entretiennent.

3. LE JARDINAGE, FACTEUR DE CIRCULATIONS ET D'ANCRAGES DANS LE JARDIN ET DANS LA VILLE

De cette manière, le jardin familial est également un lieu tant de circulations que d'ancrage territorial et d'intégration à l'échelle communale.

Le jardin est un lieu de circulations de plantes et de savoir-faire, car les jardiniers viennent bien souvent avec les leurs. Les jardiniers les plus expérimentés deviennent alors des personnes-ressources pour les nouveaux et diffusent leurs conseils et leurs habitudes à leurs voisins de parcelles en donnant l'exemple et en échangeant des plants ou des graines. Ainsi s'effectuent des diffusions en taches d'huile de nouvelles pratiques et de mises en cultures : par exemple, une jardinière de Versailles m'explique qu'elle s'est mise à cultiver de la coriandre et des légumes feuilles parce que son voisin est d'origine cambodgienne et qu'il lui en a fait goûter. Ces échanges et circulations d'expériences et de variétés de plantes fondent les sociabilités essentiellement informelles des jardins familiaux et constituent des réseaux interpersonnels et des systèmes d'entraide forts selon des « régimes de voisinages » (Carton de Grammont, 2013)la thèse – fondée sur des matériaux historiques et un terrain immersif dans une cité-jardin moscovite classée, soumise à des logiques spéculatives exacerbées, et dont les habitants se sont constitués en autogestion politique – décrit l'art de savoir vivre avec son temps dans la Russie des années 1990-2000. Pour cela, elle déploie le temps lui-même : faillé, accéléré, suspendu ; syncrétique, hétérogène, polymorphe. Et explicite ce que le temps fait à l'espace – et ce que l'espace fait au temps. Elle examine, notamment, la fabrique performative de la communauté et du localisme ; la brutalité du changement, ce que l'argent fait au temps, mais aussi ce que le temps fait à l'argent et à son hyper-puissance du moment ; les débats politiques du micro au macro, les anciennes et nouvelles valeurs et leur valeur pratique et morale à l'aune du présent et de ses avenirs, de ses passés, de ses avenirs d'antan ; comment la présence des absences – des morts de la Grande Guerre Patriotique, des acteurs et des victimes des répressions – (dé où des populations d'origines et parfois de niveaux sociaux différents se côtoient et apprennent à se connaître. Ces sociabilités jardinières construisent de véritables communautés au sein des jardins familiaux qui remplacent dans certains cas les structures associatives officielles et se construisent de manière presque « hors-sol ». De fait, les communautés de jardiniers sont relativement solidaires, même si cela n'empêche pas les conflits et tensions. Cependant, elles définissent un *dedans* approprié et connu, et un *dehors* où toute personne extérieure au jardin doit montrer patte blanche. Cette cohésion crée, selon mes enquêtes, un ancrage territorial important notamment pour les populations immigrées qui sont rapidement intégrées à la communauté grâce à leur savoir-faire agricole important et ainsi peuvent bénéficier de soutiens et d'aides de la part de jardiniers depuis longtemps installés en Île-de-France ou même en France.

Par exemple, ceux qui ne parlent ou n'écrivent pas bien le français reçoivent de l'aide pour les démarches administratives de l'association.
Plus largement, les jardins créent des circulations et une intégration des populations immigrées à l'échelle de la ville. De fait, les populations immigrées mobilisent les communautés jardinières pour avoir une meilleure intégration à l'échelle communale : grâce à l'entraide, elles peuvent bénéficier de conseils pour leurs démarches quotidiennes. Ainsi, dans un jardin familial, le président de l'association aide les jardiniers n'écrivant pas le français pour payer leurs factures. Les jardins familiaux, en tant qu'associations, mettent également en contact ces populations avec d'autres associations ou d'autres structures publiques (associations environnementales, écoles, etc.) ou même avec les autorités locales qui sont souvent propriétaires du foncier des jardins. Cela contribue à véritablement intégrer les populations nouvellement arrivées et à élargir leurs réseaux de connaissances et leurs capacités d'intégration dans la ville.

CONCLUSION

Cette communication montre que les jardins familiaux sont des espaces anciennement intégrés à la ville qui font écho aux différentes vagues de migrations. Encore aujourd'hui principalement vivriers, ces jardins sont des espaces appropriés où les pratiques agricoles et les variétés cultivées reflètent l'histoire familiale des jardiniers et leur permettent d'entretenir un lien fort avec leur lieu d'origine (que ce soit une autre région française ou des pays étrangers) en produisant des paysages alimentaires spécifiques à leur parcours biographique. Les jardins familiaux mettent alors en lumière la manière dont les jardiniers transportent leurs propres plantes vivrières et leurs pratiques pour les diffuser au sein des jardins et les échanger. Ces circulations produisent des réseaux d'entraide et des sociabilités qui aboutissent à la constitution de véritables communautés jardinières, ce qui facilite l'ancrage territorial des populations nouvellement arrivées dans les jardins. Ces circulations et cet ancrage territorial s'élargissent ensuite à l'échelle de la ville puisque les circulations de personnes et de plantes sortent des jardins et que les communautés jardinières favorisent l'intégration des populations immigrées dans les réseaux d'acteurs de la ville.

RÉFÉRENCES

Baudelet L., Basset F., Le Roy A., Clément G., 2008, *Jardins partagés : utopie, écologie, conseils pratiques*, Mens, Terre vivante.
Bessin M., 2009, « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique », *Informations sociales*, 156(6), p. 12-21.
Carton de Grammont S., 2013, *Savoir vivre avec son temps : bref précis de cité-jardinage moscovite post-soviétique, comprenant quelques ruses symboliques de politique locale en période de libéralisation économique extrême, divers conseils sur l'art du bon voisinage avec les fantômes, ainsi qu'un menu requiem pour des efforts de bonheur*, Paris, EHESS.
Consales J.-N., 2000, « Les jardins familiaux marseillais : laboratoires territoriaux d'une agriculture urbaine en Méditerranée », *Méditerranée*, 95(3), p. 81-88.
Dubost F., 2018, « Jardins collectifs : de l'abbé Lemire aux jardins d'insertion. Typologies, expériences, enjeux de conservation. Éditorial », *In Situ. Revue des patrimoines*, n° 37 [en ligne : journals.openedition.org/insitu/19624].
Jelen B., 2006, « Identités culturelles et espaces ouvriers : l'exemple des jardiniers immigrés de Saint-Étienne (France) », *Les Cahiers du Gres*, 6(1), p. 77-92.
Lazzarotti O., 2006, *Habiter : la condition géographique*, Paris, Belin.
Pierson P., Cabedoce B. (dir.), 1996, *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers. 1896-1996 : la ligue française du coin de terre et du foyer*, Grane, Creaphis.
Toublanc M., Poulot M., 2018, « Les territoires agriurbains en Île-de-France : entre paysage ordinaire, paysage agricole et paysage alimentaire ? », *Projets de paysage* [en ligne : www.projetsdepaysage.fr/les_territoires_agriurbains_en_le_de_france_entre_paysage_ordinaire_paysage_agricole_et_paysage_alimentaire_].
Weber F., 1998, *L'honneur des jardiniers, les potagers dans la France du XXe siècle*, Paris, Belin.

L'AUTEURE

Camille Robert-Boeuf
CNRS – Ladyss
kamrb@hotmail.fr

AUTEUR
Stéphane SAVRIAMA

Le *tolsi* : une plante sacrée entre la Réunion et la Guadeloupe

RÉSUMÉ
Le *tolsi* est une plante incontournable des rituels hindous et possède de nombreuses vertus médicinales. Elle est ainsi recherchée dans la diaspora indienne à la fois pour les pratiques religieuses et en médecine traditionnelle. C'est le cas dans deux îles, La Réunion et la Guadeloupe, marquées par une présence indienne représentant environ 30 et 15 % de la population respectivement. Ainsi, divers spécimens ont été transportés entre l'Inde, La Réunion et La Guadeloupe, mettant en circulation la plante entre ces territoires, mais aussi des savoirs religieux et médicinaux qui lui sont associés. On observe alors que quatre spécimens sont présents et particulièrement utilisés dans les deux îles : le *tolsi* vert et pourpre est utilisé aux deux endroits, le gros *tolsi* le remplace fréquemment à La Réunion et le *fonbazen* s'y substitue couramment en Guadeloupe. On démontrera alors que selon le spécimen planté on utilise aussi ses racines. En effet, on expliquera comment la circulation du *tolsi* a induit, pour les descendants d'Indiens, une représentation différente de l'héritage de leurs ancêtres venus travailler à La Réunion et en Guadeloupe.

MOTS CLÉS
tolsi, ethnomédecine, diaspora indienne, La Réunion, Guadeloupe

ABSTRACT
Tolsi is an essential plant of Hindu rituals which possesses many medicinal virtues. Thus, in the Indian diaspora, this plant is sought after for its uses both in religious practices and in traditional medicine. This is the case in two islands, Reunion and Guadeloupe, marked by an Indian presence representing about 30 and 15% of the population respectively. This implements a *tolsi* circulation between India, Reunion and Guadeloupe, as well as the circulation of associated religious and medicinal knowledge. It is observed that four specimens are particularly used in the two islands. Green and purple *tolsi* is used in both places, gros *tolsi* frequently replaces it in La Réunion and *fonbazen* is a common substitute in Guadeloupe. It will then be shown that according to the cultivated specimen of *tolsi*, one also "puts down roots". Indeed, we will explain how the circulation of *tolsi* induced, for the descendants of Indians, a different representation of their ancestors' heritage of who came to work in Reunion and Guadeloupe.

KEYWORDS
Tolsi, Ethnomedicine, Indian diaspora, Reunion, Guadeloupe

INTRODUCTION

En Inde, le *tolsi* ou *tulsi* (*Ocimum tenuiflorum, Lamiaceae*) est une plante sacrée de l'hindouisme – « *the most sacred herb in India*[1] » (Harish *et al.*, 2011) –, liée au dieu Vishnou, divinité centrale, et largement utilisée dans les rituels (Savriama, 2012). Son importance religieuse se retrouve jusque dans les noms vernaculaires de deux spécimens : l'un à feuilles vertes est appelé *Lakshmi tolsi*, du nom de l'épouse de Vishnou, quand l'autre à feuilles pourpres est appelé *Krishna tolsi*, du nom d'une des formes du dieu (Subramania, 2012).
Le *tolsi* est également utilisé dans les médecines traditionnelles indiennes comme la médecine ayurvédique ou la médecine Siddha (Kayastha, 2014). Ses nombreuses propriétés lui valent le nom de « *queen of herbs*[2] » en Inde (Harish *et al.*, 2011 ; Kayastha, 2014).
Par ailleurs, ce double usage de la plante caractérise bien « la frontière indiscernable » qui existe entre « le culte et le thérapeutique » (Benoist, 1993 : 67).

1 « La plante la plus sacrée d'Inde » [traduction de l'auteur].
2 « Reine des plantes médicinales » [traduction de l'auteur].

Lorsque certains Indiens ont quitté l'Inde pour fournir de la main-d'œuvre dans les champs de cannes à sucre des colonies françaises, comme ce fut le cas à La Réunion et en Guadeloupe, ils ont donc cherché cette plante sacrée. Cette étude a mis en évidence l'usage de plusieurs spécimens de *tolsi* : présents sur les deux îles, ils ont été transportés entre l'Inde, La Réunion et la Guadeloupe et cultivés dans ces îles.
On s'intéressera à l'identification botanique des différents spécimens utilisés à La Réunion et en Guadeloupe. On mettra en lumière les logiques liées à l'utilisation de la plante plaçant ainsi ce travail dans le champ de l'ethnomédecine.
Ces usages du *tolsi* étant culturellement ancrés à La Réunion et en Guadeloupe, ils participent à la façon dont les descendants d'Indiens se représentent – au sens de la représentation sociale développée par Abric (1996 : 11) – l'héritage de leurs ancêtres. On cherchera à comprendre comment l'usage des spécimens de *tolsi* a influencé ces représentations.

1. MÉTHODOLOGIE

1.1 À propos des recueils de données

Pour mener à bien ce travail, une méthodologie qualitative avec différents types de recueils de données s'est imposée. On a eu recours à des entretiens semi-directifs auprès des descendants d'Indiens réunionnais et guadeloupéens. 30 entretiens ont été menés dans chacune des îles, dans des communes où vivent une majorité de descendants d'Indiens. À La Réunion, 18 entretiens ont principalement eu lieu à Saint-André et Saint Paul. En Guadeloupe 14 entretiens ont essentiellement été conduits à Port Louis et Le Moule. De plus, un carottage dans d'autres communes a permis de généraliser les données.
Parallèlement, des herbiers ont été réalisés pour s'assurer de l'identification botanique des différents spécimens cités lors des interviews.
Enfin, des observations de rituels hindous à la fois à La Réunion et en Guadeloupe ont été menées. Il s'agissait d'une part d'observations participantes à travers une immersion et d'autre part de participations observantes dans la mesure où je suis pratiquant moi-même.

1.2 Une posture de recherche particulière

Le fait d'être un descendant d'Indiens me place dans une posture de recherche particulière, qui relève d'une approche *emic* (Morey & Luthans, 1984) c'est-à-dire un point de vue de l'intérieur. Cela a pu s'appliquer autant à La Réunion, où mes pratiques religieuses m'amènent à connaître le milieu hindouiste, qu'en Guadeloupe où, de par mes origines, j'ai été facilement intégré lors des rituels. De la même façon, les personnes interviewées en Guadeloupe me parlaient avec aisance, précisant même « toi tu es indien, on te parle ».
Cette posture *emic* a ainsi grandement facilité la compréhension des codes culturels et des normes sociales mises en jeu dans les pratiques religieuses et médicinales.
Néanmoins, cette posture particulière a aussi nécessité de faire preuve d'objectivité et de distanciation vis-à-vis des données recueillies (Devereux, 1980). En ce sens, les données recueillies à travers les entretiens ont pu être confrontées avec ce qui a pu être observé. Cela concerne notamment le déroulement des rituels, l'utilisation du *tolsi* lors de ces rituels mais aussi la localisation de la plante dans les jardins des temples ou dans les jardins des pratiquants.

2. RÉSULTATS

2.1 Le *tolsi* entre La Réunion et la Guadeloupe

1er janvier 2020 au temple de Victor Bélier, dans les hauteurs de Sainte-Suzanne, commune de l'est de La Réunion, les pénitents concluent 18 jours de prières en allumant le feu sur lequel ils marcheront un peu plus tard dans la journée. Mon frère et moi assistons aux cérémonies, il repère alors une plante dans le « carré de feu » et me dit :

– Hé, c'est pas le *tolsi* de Guadeloupe ça ?
– Ha oui !

Je reconnais effectivement le *fonbazen* (*Ocimum campechianum, Lamiaceae*) utilisé en Guadeloupe à la fois lors des rituels hindous et en médecine traditionnelle. C'est aussi le cas à La Réunion, comme me le confirmera le président du temple, qui m'expliquera qu'il est utilisé lors des rituels dédiés à Vishnou et que les fidèles viennent chercher la plante pour en faire des tisanes.

Cet exemple met surtout en évidence la présence d'une plante utilisée en Guadeloupe à des milliers de kilomètres. Ce spécimen de *tolsi* pousse depuis de nombreuses années au temple de Victor Bélier et se retrouve également dans d'autres temples, comme celui de Ti Bazard à Saint-André. Divers spécimens de *tolsi* sont plantés dans le jardin de ces temples aux côtés d'autres plantes utiles pour les rituels.
En Guadeloupe, le *fonbazen* se trouve relativement aisément autour de Port Louis, Le Moule ou encore Morne-à-l'eau. Les spécimens de *tolsi* sont alors présents dans les jardins des personnes qui les cultivent dans l'objectif de s'en servir soit en médecine traditionnelle soit lors des rituels. Il s'agit souvent de personnes qui ont la responsabilité d'un temple et/ou qui officient. Le *tolsi* peut aussi être planté autour des temples.
S'il est difficile de prouver que les engagés indiens sont venus avec cette plante en Guadeloupe ou à La Réunion, il est en revanche certain que des spécimens de *tolsi* ont circulé et circulent entre ces deux îles. En effet, une pratiquante guadeloupéenne que j'ai interviewée m'a confié avoir ramené du *tolsi* en Guadeloupe. La plante a été prélevée à La Réunion, plus précisément « au temple de Ti Bazard » ! Cette dame, qui a vécu 13 ans à La Réunion, m'explique avoir ramené du *tolsi* pour son utilité dans les rituels. Elle souhaitait que la plante puisse être utilisée lors des rituels organisés au temple de Gashet, fondé par son père.
De plus, un *poussari* (descendant d'Indien qui officie lors des cérémonies) m'a confié avoir « réintroduit » le *tolsi* en Guadeloupe. Il s'agissait des spécimens verts et pourpres d'*Ocimum tenuiflorum* qu'il a ramenés de ses voyages en Inde et à l'île Maurice là aussi pour être utilisés lors des rituels où il officie.
Cet officiant insistait sur le terme « réintroduit » car pour lui le *tolsi* avait disparu de Guadeloupe. Un autre officiant m'a fait une confidence dans le même sens : « Le *tulsi* a été perdu par manque de transmission, ils ont donc remplacé par d'autres plantes comme le *fonbazen* ».
D'autres pratiquants ont confirmé en précisant que « les anciens connaissaient le *tolsi*, ils étaient capables de le décrire, mais, comme à un moment il n'y en avait plus, il a été remplacé par le fonbazen ».
Ce phénomène de remplacement est aussi présent à La Réunion puisqu'au-delà du *Krishna tolsi* et du *Lakshmi tolsi*, un autre spécimen est fréquemment utilisé : le *gros tolsi* (*Ocimum gratissimum*). Ce spécimen est aussi présent en Guadeloupe, mais est moins utilisé dans les rituels.
Outre la plante elle-même, les savoirs associés au *tolsi* circulent eux aussi. Cependant, comme la Guadeloupe est très éloignée de l'Inde, les Guadeloupéens se rendent dans des îles proches à la recherche d'éléments pour les rituels, comme par exemple à Trinidad et Tobago ou encore au Surinam, mais la pratique de l'anglais dans ces lieux peut parfois être un frein pour la recherche des textes sacrés. Ils prennent alors la direction de l'île Maurice ou de La Réunion où les échanges sont facilités par la pratique du français.
Un autre *poussari* m'a expliqué qu'il vient régulièrement à La Réunion apprendre auprès de *poussari* réunionnais. Il m'a ainsi montré un texte en tamoul, extrait d'un « nardégon » – c'est-à-dire un « bal tamoul » ou théâtre dansé racontant les épopées mythologiques – appris à La Réunion et qui cite le *tolsi*.

2.2 De l'utilisation du *tolsi* dans deux îles créoles

L'histoire particulière de ces deux îles, notamment liée à la colonisation, et la présence de nombreuses cultures issues des migrations ont contribué à des modifications des savoirs locaux, qui se font à travers le processus de créolisation comme : « une série de changements dus au transfert des populations, à la coalescence de cultures différentes, à leur moulage sous la contrainte pesante de la société hiérarchique des plantations coloniales et à l›émergence d›une société propre aux îles » (Benoist, 1993 ; 1998).
Le processus de créolisation a permis une synthèse des savoirs culturels présents dans chacune des îles. Ce processus s'est appliqué aux savoirs des rituels hindous au point que certains auteurs parlent « d'hindouisme créole » (Benoist, 1998). Il concerne également les savoirs liés aux médecines traditionnelles réunionnaises et guadeloupéennes dans lesquelles la présence de logiques communes permet de parler de « médecines créoles » (Vilalyeck, 2002).
Dans les médecines traditionnelles réunionnaises et guadeloupéennes on observe ainsi des similarités. Le *tolsi* est utilisé dans la préparation des « zerbaj » réunionnais ou des « thés » guadeloupéens (décoctions et/ou infusions). Cette plante fait aussi partie de la préparation des bains – généralement à partir de sa décoction, seule ou en association avec d'autres plantes – réalisés pour éloigner les influences négatives telles que le mauvais œil.
Le *fonbazen* a lui une utilisation particulière en Guadeloupe, qui n'a pas été recensée à La Réunion, où il sert à enlever les impuretés dans les yeux.
Quant à l'utilisation du *tolsi* dans les rituels hindous, elle présente des divergences entre les deux îles. En effet, à La Réunion elle est surtout dédiée à Vishnou, mais on le trouve aussi dans de nombreux rituels. Les feuilles de *tolsi* sont offertes à Ganesh, le dieu au visage d'éléphant, en début de chaque cérémonie. Des marlés de feuilles de *tolsi* (colliers de fleurs offerts aux divinités) sont également réalisés pour décorer la

divinité. Les marlés sont peu utilisés en Guadeloupe, mais le *tolsi* est bien présent dans les rituels en particulier ceux dédiés à Moudouraï Virin (guerrier protecteur de la ville de Madourai). Cette part de culte, issue d'un apport tamoul, coexiste avec un apport hindi où le *tolsi* intervient également dans le culte de Kali Maï ou de Mâhabil (divinité serviteur de Vishnou). Dans ce dernier cas, la feuille de *tolsi* est placée au creux de la main du responsable de la cérémonie et du lait est versé par-dessus.
Ainsi, l'usage du *tolsi* en médecine traditionnelle et dans les rituels hindous présente des similarités résultant vraisemblablement du processus de créolisation mis en œuvre dans les deux îles. L'usage du *tolsi* présente également des différences inévitablement dues aux spécificités de chacune des îles.

2.3 Quand l'utilisation du *tolsi* amène à « planter ses racines »

Les usages précédemment décrits interrogent finalement le positionnement du descendant d'Indiens réunionnais ou guadeloupéen vis-à-vis de l'héritage de ses ancêtres venus travailler dans ces îles. En effet, selon les spécimens de *tolsi* utilisés, il peut s'agir – ou non – d'un apport récent, qui s'oppose ainsi aux traditions et à l'héritage des engagés indiens venus travailler à La Réunion et en Guadeloupe.
Effectivement, le fait d'utiliser du *tolsi,* c'est-à-dire ici les spécimens rouges et verts, marque une évolution dans la pratique de l'hindouisme. Certains *poussari* parlent d'ailleurs d'un « hindouisme guadeloupéen » où les plantes – le *tolsi* en particulier – sont moins présentes qu'à La Réunion et qui semble s'opposer à un hindouisme plus récent. Ce dernier récent est le fait de jeunes qui voyagent et reviennent avec des améliorations à apporter aux pratiques insulaires. Un *poussari* âgé me dira par exemple : « Moi je n'utilise pas, il faut demander à des jeunes, notamment celui qui a ramené le *tolsi* en Guadeloupe ».
Parfois, cette coexistence entre les apports récents et les pratiques plus anciennes peut amener un conflit entre ceux qui veulent conserver un « hindouisme créole » qu'ils considèrent comme l'héritage de leurs ancêtres et ceux qui disent qu'« il faut faire comme cela se fait en Inde » et donc réformer les pratiques.
Le *tolsi* se retrouve au cœur de ce tiraillement puisque, dans les représentations sociales actuelles, ceux qui l'utilisent sont porteurs des apports récents aux dépens de l'hindouisme guadeloupéen. Cela est encore plus marqué par l'usage des divers spécimens, puisque ceux qui font usage du *fonbazen* sont plus porteurs d'une certaine tradition alors que l'usage des spécimens verts et rouges du *tolsi* sacré, récemment réintroduits, marque une certaine modernité.
Ce tiraillement se retrouve aussi au niveau des médecines traditionnelles puisque leur usage est parfois considéré comme ancien, comme cela a pu m'être confié par une Réunionnaise : « *Mé sé dan tan Momon té fé sa. Nou non té amène a nou lopital* »[3].
Ainsi, suivant le spécimen de *tolsi* cultivé et utilisé les racines auxquelles on fait référence ne sont pas les mêmes.

CONCLUSION

Cette circulation des spécimens de *tolsi* entre l'Inde et les deux îles créoles de La Réunion et la Guadeloupe se retrouve donc au cœur d'un tiraillement entre apports modernes et conservation des traditions, le *fonbazen* en Guadeloupe et le gros *tolsi* à La Réunion remplaçant le *tolsi* bien que l'ensemble des spécimens soient présents dans les deux îles. Cultiver ces spécimens questionne ainsi le fait de « planter quelles racines » ?
En effet, de par son rôle primordial au niveau tant des rituels hindous que des médecines traditionnelles réunionnaise et guadeloupéenne, ce remplacement des spécimens induit un questionnement sur l'héritage des Indiens venus vivre dans ces îles.

RÉFÉRENCES

Abric J.C., 1996, « Les représentations sociales : aspects théoriques et pratiques sociales de l'insertion et de la prévention », communication au séminaire « Les représentations sociales, un outil au service de l'insertion et de la prévention » (Barcelone, 17 février 1996).
Benoist J., 1993, *Anthropologie médicale en société créole*, Paris, PUF.
Benoist J., 1998, *Hindouismes créoles. Mascareignes, Antilles*, Paris, CTHS.
Devereux G., 1980, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement,* Paris, Flammarion, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique ».
Harish C. A., Kumar V., Hema L., Nirpendra C., 2011, "Pharmacological Review on *Ocimum sanctum Linnaeus*: A Queen of herbs", *Journal of Pharmacy Research*, 4(2), p. 366-368.

3 « Mais cela se faisait du temps de Maman. Nous, on nous emmenait à l'hôpital » [traduction de l'auteur].

Kayastha B. L., 2014, "Queen of Herbs Tulsi (*Ocimum Sanctum*) Removes Impurities from Water and Plays Disinfectant Role", *Journal of Medicinal Plants Studies*, vol. 2, p. 1-8.
Morey N. C., Luthans F., 1984, "An Emic Perspective and Ethnoscience Methods for Organizational Research", *Academy of Management Review*, 9(1), p. 27-36 [en ligne : digitalcommons.unl.edu/managementfacpub/175].
Savriama S., 2012, « Pharmacopée et savoirs réunionnais : une approche ethnobiologique », *Proceedings du 7e Congrès international sur les plantes aromatiques et médicinales (CIPAM)*, Saint-Denis, APLAMEDOM Réunion et Azalées éd., p. 69-71.
Subramania R., 2012, "Medicinally Potential Plants of *Labiatae* (*Lamiaceae*) Family: An Overview", *Research Journal of Medicinal Plant*, 6(3), p. 203-213.
Vilalyeck E., 2002, *Ethnobotanique et médecine traditionnelle créoles*, Matoury, Ibis Rouge, coll. « Guide de langues & cultures ».

L'AUTEUR

Stéphane Savriama
Université des Antilles
AIHP GEODE
stephane.savriama@gmail.com

Session Q 2020 : rythmes de vie, rythmes de ville. Quelles perspectives pour les politiques temporelles ?

CO-PORTEURS
Guillaume DREVON
(EPFL, Suisse)
& Emmanuel MUNCH
(LVMT)

Les territoires font aujourd'hui face à de profonds changements qui se manifestent d'abord d'un point de vue morphologique mais aussi temporel (Gwiazdzinski & Drevon, 2014). Ces changements se traduisent par la transformation des rythmes et des rites (Lefèbvre, 1992). Celle-ci fait apparaître de nouveaux agencements temporels qui entrent en tension et tentent de cohabiter à l'intersection des différentes sphères de la vie quotidienne (Munch, 2019). D'un côté, certaines populations répondent aux injonctions multiples à l'activité (Drevon, 2019) et sont soumises à différentes formes d'accélérations (Rosa, 2010). De l'autre, certains groupes recherchent un ralentissement du rythme de vie (Heike & Knox, 2006) dans la perspective d'une meilleure qualité de vie (Kaufmann & Ravalet, 2019). Bien que des initiatives de politiques temporelles émergent depuis le début des années 1990 (Bonfiglioli, 1997 ; Mallet, 2013 ; Munch, 2014), les politiques publiques doivent s'adapter pour faire face à la pluralité des rythmes individuels et collectifs (Drevon *et al.*, 2019) et aux nouvelles formes d'injustices et de vulnérabilités temporelles qui tendent à apparaître dans la mesure où le temps devient une ressource de plus en plus rare dans les sociétés occidentales (Szollos, 2009 ; Crozet, 2019).
La session se propose de réinterroger les politiques temporelles à plusieurs niveaux. Il s'agit d'abord de discuter des dispositifs et des outils d'observation des rythmes et des temporalités sociales, puis d'explorer les leviers d'actions potentiels pour une politique de gestion et de régulation des rythmes urbains. Dans cette perspective, la session propose d'ouvrir la discussion à plusieurs champs des politiques publiques : mobilité, travail, politiques de la famille, services publics, parité, logement et insertion sociale. Les propositions attendues sont d'ordre théorique, méthodologique et empirique et peuvent se référer aux différentes disciplines des sciences sociales. La session est également ouverte aux professionnel·le·s et aux praticien·ne·s.

2020: Pace of Life and Urban Rhythms. What Prospects for Urban Time Policies?

Territories are at present confronted with major changes, most obviously on a morphological level but also on a temporal one (Gwiazdzinski & Drevon, 2014). These changes are brought out by the transformation of rhythms and rituals (Lefèbvre, 1992). This transformation has brought about new temporal arrangements that are in tension with one another as they try to negotiate the various spheres of daily life (Munch, 2019). On the one hand, some populations are dealing with growing professional demands (Drevon, 2019) and are subject to various forms of acceleration (Rosa, 2010). On the other hand, some groups are seeking a slower pace of life (Heike & Knox, 2006) in the hope of enjoying a better quality of life (Kaufmann & Ravalet, 2019). Even though urban time policy initiatives have emerged since the early 1990s (Bonfiglioli, 1997; Mallet, 2013; Munch, 2014), public policies need to adapt to cope with the variety of individual and collective rhythms (Drevon *et al.*, 2019), as well as with new forms of injustice and temporal vulnerabilities that are emerging due to the fact that time is becoming an increasingly scarce resource in Western societies (Szollos, 2009; Crozet, 2019).
This session proposes to re-examine urban time policies at several levels. First, we would like to discuss instruments and tools that allow us to monitor various rhythms and types of social time. In addition, we wish to explore during this session the potential means of action available to produce a better management and regulation of urban rhythms. In this perspective, the session proposes to open the discussion to several fields of public policy: mobility, work, family policies, public services, gender equality, housing and social integration. Submissions may be theoretical, methodological and empirical and may refer to various social science disciplines. The session is also open to professionals and practitioners.

2020: ritmos de vida, ritmos de ciudad. ¿Qué perspectivas para las políticas temporales?

Los territorios ahora enfrentan profundos cambios que se manifiestan primero desde un punto de vista morfológico, pero también desde un punto de vista temporal (Gwiazdzinski & Drevon, 2014). Estos cambios se reflejan en la transformación de los ritmos y los ritos (Lefèbvre, 1992). Ésta revela nuevas formas de disposición temporales (Rosa, 2010) que se confrontan y buscan cohabitar en la intersección de las diversas esferas de la vida cotidiana) (Munch, 2019) Por un lado algunas poblaciones responden a las exigencias múltiples respecto a la actividad. Por otro lado, algunos grupos buscan una ralentización del ritmo de vida (Heike & Knox, 2006) en la perspectiva de una mejor calidad de vida (Kaufmann & Ravalet, 2019). Aunque las iniciativas de políticas temporales han surgido desde principios de la década del 1990 (Bonfiglioli, 1997; Mallet, 2013; Munch, 2014), las políticas públicas deben adaptarse para enfrentar a la pluralidad de ritmos individuales y colectivos (Drevon *et al.,* 2019) y a nuevas formas de injusticia y vulnerabilidades temporales que tienden a aparecer a medida que el tiempo se va convirtiendo en un recurso cada vez más escaso en las sociedades occidentales (Szollos, 2009; Crozet, 2019).

La sesión tiene como objetivo reexaminar las políticas temporales en varios niveles. En primer lugar, se trata de discutir sobre dispositivos y herramientas de observación de los ritmos y las temporalidades sociales, y luego explorar los apoyos de acciones potenciales para una política de gestión y regulación de los ritmos urbanos. Con esta perspectiva, la sesión propone abrir la discusión a varios campos de las políticas públicas: movilidad, trabajo, políticas familiares, servicios públicos, paridad, vivienda e integración social. Las propuestas esperadas son teóricas, metodológicas y empíricas y pueden referirse a las diferentes disciplinas de las ciencias sociales. La sesión también está abierta a profesionales y practicantes.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES INDICATIVES

Bonfiglioli S., 1997, "Urban Time Policies in Italy: An Overview of Time-Oriented Research", *Transfer: European Review of Labour and Research,* 3(4), p. 700-722 [en ligne : doi.org/10.1177/102425899700300405].

Crozet Y., 2019, « Économie des rythmes urbains », *EspacesTemps.net*, Travaux [en ligne : doi.org/10.26151/espacestemps.net-9a82-fr23].

Drevon G., 2019, *Proposition pour une rythmologie de la mobilité et des sociétés contemporaines. Espaces, mobilités et sociétés*, Neuchâtel, Alphil–Presses universitaires suisses.

Drevon G., Gumy A., Kaufmann V., 2019, « Pour une approche rythmique des modes de vie et de la mobilité », *Espaces et sociétés* [en ligne : infoscience.epfl.ch/record/265133].

Gwiazdzinski L., 2014, "The Malleable, Adaptable Metropoles: Towards a Temporary and Temporal Urbanism", *STREAM, Inhabiting The Anthropocène*, n° 3, p. 51-63.

Gwiazdzinski L., Drevon G., 2014, « Des méthodes et des outils au service d'une nouvelle intelligence des mobilités. Avant-propos », *Netcom. Réseaux, communication et territoires*, n° 28-1/2, p. 5-12.

Heike M., Knox P., 2006, "Slow Cities: Sustainable Places in a Fast World", *Journal of Urban Affairs,* 28(4), p. 321-334 [en ligne : doi.org/10.1111/j.1467-9906.2006.00298.x].

Kaufmann V., Ravalet E., 2019, *L'urbanisme par les modes de vie,* Genève, Metiss Press [en ligne : infoscience.epfl.ch/record/265540].

Lefèbvre H., 1992, *Éléments de rythmanalyse : introduction à la connaissance des rythmes*, Syllepse.

Mallet S., 2013, « Aménager les rythmes : politiques temporelles et urbanisme », *Espacestemps.net* [en ligne : www.espacestemps.net/articles/amenager-les-rythmes-politiques-temporelles-et-urbanisme].

Munch E., 2014. « L'harmonisation des horaires de travail : en finir avec l'heure de pointe ? », *Métropolitiques* [en ligne : www.metropolitiques.eu/L-harmonisation-deshoraires-de.html].

Munch E., 2019, « Pour une écologie temporelle de l'heure de pointe : enquête sur les choix d'horaires de travail en Île-de-France », *Espace Populations Sociétés,* 2019-1.

Rosa H., 2010, *Accélération : une critique sociale du temps,* Paris, La Découverte.

Szollos A., 2009, "Toward a Psychology of Chronic Time Pressure: Conceptual and Methodological Review", *Time & Society,* 18(2-3), p. 332-350 [en ligne : doi.org/10.1177/0961463X09337847].

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Matteo COLLEONI, Mario BOFFI, Luca DACONTO & Monica FERRARIO – Centralités spatio-temporelles dans la ville polyrythmique : proposition d'une méthode appliquée au cas de Milan

– Cécilia COMELLI – Expérimentation d'un label pour la vie nocturne : un exemple de mise en œuvre d'une politique temporelle à Bordeaux

– Montserrat CRESPI-VALLBONA – *Las ciudades turísticas consolidadas y su expansión territorial. El caso del Área Metropolitana de Barcelona*

– Mauricio ESTRADA – *Seasonal Cities: Patterns of Urban Change in Alexandria, Egypt*

– Louis GENDREAU – (Dé)synchronisation : congestions récurrentes et heures de pointe dans une zone d'activité rennaise

– Alain GUEZ – Pour un urbanisme des possibles : des espaces, des temps et de la chronotopie

– Alexis GUMY & Marc-Édouard SCHULTHEISS – Qualité de desserte et patterns spatio-temporels : accompagner le renouvellement des politiques publiques de déplacement par une adaptation plus fine de l'offre à la demande

– Jean RICHER – Chroniques d'un rivage habité

AUTEUR·E·S
Matteo COLLEONI, Mario BOFFI, Luca DACONTO, Monica FERRARIO

Centralités spatio-temporelles dans la ville polyrythmique : proposition d'une méthode appliquée au cas de Milan

RÉSUMÉ
La morphologie spatiale et temporelle de la ville contemporaine a radicalement changé. D'une part, nous sommes passés de la ville compacte et monocentrique à la ville éclatée et polycentrique. En revanche, sur le plan temporel se dessine une ville polyrythmique où les rythmes des populations et des activités sont de plus en plus différenciés, désynchronisés et prolongés en 24 heures, rendant problématique la coordination socio-temporelle. Dans ce contexte, pour assurer le bien-être et l'efficacité temporelle, les politiques publiques doivent adopter des outils capables de comprendre la multiplicité et l'hétérogénéité des pulsations territoriales. La communication propose une méthode pour identifier les centralités spatio-temporelles en fonction du lieu, du temps et de la raison du déplacement quotidien. La méthode, basée sur l'analyse de données Origine-Destination (OD) 2016 de la région Lombardie, sera appliquée au cas de Milan. Les analyses ont permis d'identifier différents profils spatio-temporels des zones urbaines milanaises et de confirmer le trait polycentrique et polyrythmique de la ville contemporaine.

MOTS CLÉS
ville polyrythmique, centralité spatio-temporelle, mobilité, OD, Milan

ABSTRACT
The spatial and temporal morphology of the contemporary city has radically changed. On the one hand, we moved from a compact and monocentric city to a sprawl and polycentric city. On the other hand, on the temporal side, a polyrhythmic city is outlined, in which the rhythms of populations and activities are increasingly differentiated, desynchronised and extended over 24 hours, making socio-temporal coordination problematic. In this context, in order to guarantee temporal well-being and efficiency, public policies must adopt tools capable of understanding the multiplicity and heterogeneity of territorial pulsations. The paper proposes a method for identifying time-space centralities based on the location, time and reason for travel. The method, based on the analysis of the Origin-Destination (OD) 2016 dataset of the Lombardy Region, will be applied to the case of Milan. The analysis made it possible to identify different time-space profiles of the Milanese urban areas and confirm the polycentric and polyrhythmic nature of the contemporary city.

KEYWORDS
Polyrhythmic city, Space-time centrality, Mobility, OD, Milan

1. LA VILLE POLYCENTRIQUE ET POLYRYTHMIQUE

La transition de la ville compacte à la ville éclatée a créé de nouveaux systèmes de relations économiques et fonctionnelles caractérisées par l'interdépendance, la complémentarité et changé les relations de dépendance hiérarchique du passé. Issu des processus de redistribution des fonctions et des implantations dans la méta-ville contemporaine, le polycentrisme est une nouvelle phase du cycle de développement urbain et métropolitain, caractérisée par la présence sur le territoire de multiples noyaux de développement, fonctions et activités (Colleoni, 2019).

Du point de vue temporel, la ville contemporaine se dessine comme une *ville polyrythmique*, où les rythmes des populations et des activités sont de plus en plus différenciés, désynchronisés et prolongés sur les 24 heures, rendant problématique la coordination socio-temporelle. Ces processus contribuent à la désynchronisation relative des temps sociaux et ont des effets sur les rythmes urbains et le bien-être temporel des citoyens, qui est favorisé par une série de conditions interdépendantes (Colleoni & Vitrano, 2018), comme (1) la disponibilité de temps suffisant pour réaliser les activités souhaitées, (2) de qualité, (3) placée au bon moment – c'est-à-dire adaptée aux rythmes de chacun –, (4) harmonisée avec les contraintes temporelles et

les rythmes des autres significatifs (tels que les membres de la famille et les amis) et des institutions (par exemple, l'école, le travail). Le bien-être temporel suppose également (5) la souveraineté temporelle, c'est-à-dire le droit à l'autodétermination de l'utilisation de son temps.

2. UN DÉFI POUR LES POLITIQUES TEMPORELLES

Dans la ville polycentrique et polyrythmique contemporaine, il est possible de garantir le bien-être temporel des populations résidentes et temporaires en favorisant l'efficacité temporelle, c'est-à-dire la capacité des horaires des services publics et privés à répondre aux besoins multiples et potentiellement conflictuels des populations qui vivent, travaillent, consomment et se déplacent dans l'espace urbain.
À partir des villes italiennes et des années 1990, les politiques temporelles urbaines (Mareggi, 2000) visent à assurer l'efficacité temporelle à travers la conception et la mise en œuvre d'interventions sur les temps et les rythmes afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens et des systèmes urbains. Dans ce cadre, afin de garantir l'équité et l'élargissement des options de choix des citoyens dans la construction des agendas quotidiens et des calendriers annuels, les politiques temporelles nécessitent des outils innovants adaptés pour répondre aux défis posés par la ville polycentrique et polyrythmique (Henckel *et al.*, 2013). Il est notamment essentiel de partir d'une connaissance fine et précise des rythmes et des pulsations des activités et des populations sur le territoire en identifiant la localisation et les caractéristiques des fonctions urbaines pendant les 24 heures. Il sera ainsi possible d'identifier les centralités spatio-temporelles et de définir différents profils territoriaux en fonction du degré de concentration / diffusion, spécialisation ou multifonctionnalité des activités et des populations dans le temps.

3. UNE MÉTHODE POUR LA DÉFINITION DES CENTRALITÉS SPATIO-TEMPORELLES

D'un point de vue spatiale, une centralité urbaine peut être définie par deux critères (Colleoni & Scolari, 2017) : 1) la présence et la concentration des populations, des activités et des fonctions (taille) ; 2) la multiplicité des populations, des activités et des fonctions (diversité). En intégrant la dimension temporelle, une centralité spatio-temporelle peut être définie en considérant le nombre de personnes et la diversité des activités dans lesquelles elles sont engagées dans les différentes zones urbaines au cours de 24 heures. Elle constitue donc un espace-temps caractérisé par une forte attractivité et multifonctionnalité dans les 24 heures. De la même manière, il est possible d'identifier les centralités fonctionnelles et temporelles, c'est-à-dire les zones qui concentrent des populations et des fonctions spécifiques à des intervalles de temps spécifiques.
Dans ce cadre, la communication propose une nouvelle approche pour mesurer de façon pertinente la structure spatio-temporelle polycentrique et polyrythmique des villes contemporaines. Cette méthode est capable de capturer la diversité fonctionnelle des lieux comme reflet des déplacements quotidiens : elle quantifie la centralité d'une localisation à un moment donné en combinant le nombre, les modes et le(s) motif(s) des déplacements en fonction des différentes localisations afin d'obtenir une seule valeur appelée « indice de centralité ».
La méthode sera appliquée au cas de la municipalité de Milan en utilisant les données ouvertes de la matrice de la région Lombardie « origine destination (OD) des déplacements distingués par origine, destination, créneau horaire, motif et mode de déplacement courant 2016 ». La matrice se réfère à un jour moyen de la semaine et prend en compte 1 525 zones (dont 15 au sein de la municipalité de Milan). Les données sur les déplacements sont divisées en 24 plages horaires, 4 motifs (travail, études, occasionnel, affaires, c'est-à-dire les déplacements faits pour des réunions d'affaires ou pour visiter des clients) et 2 modes (voiture / moto, transport en commun).

4. RÉSULTATS

La méthode a permis de profiler l'espace-temps de Milan en fonction de 3 variables (lieu, temps, motif du déplacement) et d'identifier les différentes pulsations du territoire dans les 24 heures.
Tout d'abord, la prise en compte de la densité de déplacements aux destinations nous a permis de délimiter une « centralité spatio-temporelle urbaine », c'est-à-dire la zone de la région avec la plus grande concentration des déplacements pour diverses raisons pendant les 24 heures (fig. 1). Il est intéressant de souligner que cette centralité, qu'on peut appeler « Grand Milan » (GMi), ne trouve pas une correspondance avec les délimitations administratives, c'est-à-dire le seuil qui d'habitude représente la limite de l'action des politiques territoriales et temporelles. En d'autres termes, l'analyse de la densité de déplacements suggère l'importance pour les politiques urbaines d'intervenir à une échelle appropriée au phénomène sur lequel il faut agir et qui ne correspond pas toujours aux limites administratives.

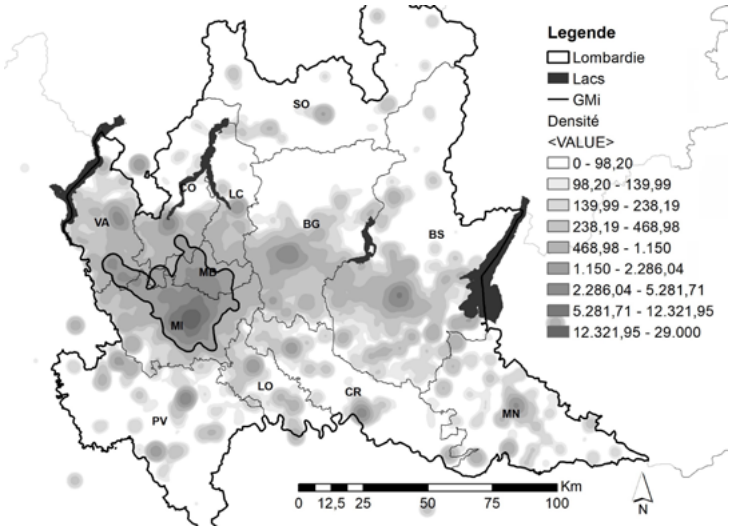


Figure 1. Centralité spatio-temporelle du « Grand Milan »

Dans cette centralité, il est ensuite possible de définir les « centralités fonctionnelles » sur la base du motif du déplacement. L'analyse montre une prévalence des déplacements liés au travail entre 4 h et 9 h du matin. Après, ce sont les déplacements occasionnels qui sont majoritaires, notamment le matin entre 9 h et 11 h, et à partir de 15 h l'après-midi (fig. 2). Dans la centralité du « Grand Milan », les déplacements systématiques représentent donc une partie minoritaire pour un intervalle significatif de la journée. En outre, les déplacements liés au travail, de genre systématique, colonisent des horaires atypiques, par exemple, pendant la nuit. Cette morphologie de la mobilité pose des questions du point de vue de la gestion d'une mobilité qui se caractérise comme fortement asystématique et par l'extension des déplacements liés au travail tout au long des 24 heures.

Figure 2. Répartition des déplacements du « Grand Milan » par motif et par heure

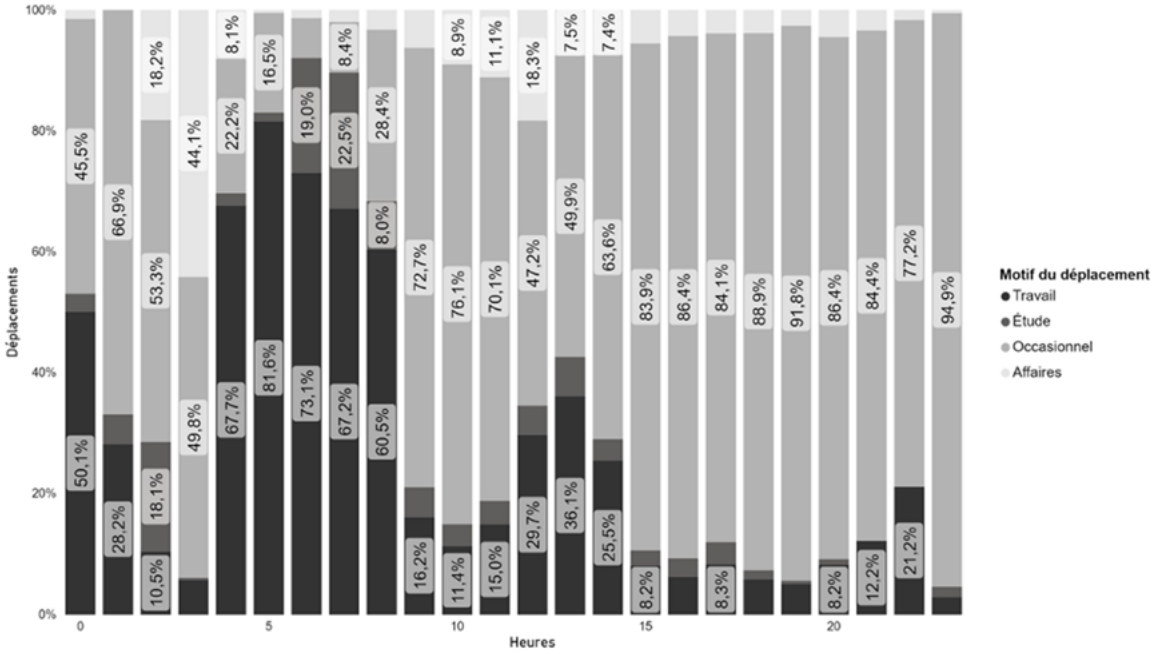
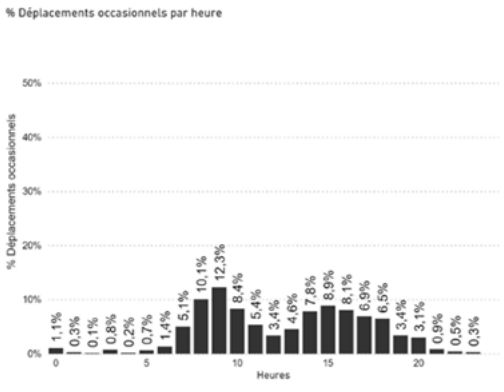


Figure 3. Distribution temporelle des déplacements occasionnels au sein du « Grand Milan »



Heures	Déplacements occasionnels	% Déplacements occasionnels
2	1.640,79	0,10%
4	3.194,92	0,20%
1	5.161,91	0,32%
23	5.344,10	0,33%
22	7.654,75	0,47%
5	10.704,46	0,65%
3	12.378,36	0,76%
21	13.953,31	0,85%
0	17.899,02	1,09%
6	22.107,76	1,35%
20	49.908,12	3,05%
12	55.318,98	3,38%
19	55.688,82	3,41%
13	74.960,29	4,58%
7	82.596,20	5,05%
11	87.496,65	5,35%
18	106.509,38	6,51%
17	113.395,64	6,93%
14	128.300,79	7,85%
16	132.567,76	8,11%
10	136.671,87	8,36%
15	145.376,10	8,89%
8	165.263,75	10,11%
9	201.244,88	12,31%
Total	1.635.338,61	100,00%

La méthode permet aussi de définir les « centralités temporelles » sur la base de la concentration des déplacements pour une raison particulière à des moments précis de la journée. La figure 3 montre, par exemple, la distribution temporelle des déplacements occasionnels, qui se concentrent surtout entre 8 h et 9 h, d'une part, et 14 h et 16 h, d'autre part. Il est ainsi possible de définir les différentes rythmes et pulsations du territoire.

L'analyse de la spécialisation spatiale au sein du « Grand Milan » en fonction du motif et de l'horaire des déplacements confirme l'existence d'une hyper-centralité fonctionnelle et temporelle du centre historique et géographique de Milan, mais rend aussi évident la diffusion des nouvelles centralités de « rang inférieur » dans les zones plus périphériques.
Dans un contexte où les politiques locales reconnaissent de plus en plus l'hétérogénéité du territoire et visent à élaborer des plans territoriaux des horaires (PTO) spécifiques à l'échelle infra-métropolitaine, les résultats confirment la validité de la mobilité et de la méthode proposée pour l'analyse de la polyrythmie urbaine et pour la gestion et l'aménagement des temps de la ville polycentrique (Pucci & Colleoni, 2016).

RÉFÉRENCES

Colleoni M., 2019, *Mobilità e trasformazioni urbane. La morfologia della metropoli contemporanea*, Milano, Franco Angeli.
Colleoni M., Vitrano C., 2018, "Lo spazio temporizzato. Svantaggio e conflitti temporali nella città notturna", *in* P. De Salvo et A. Pochini (dir.), *La città in trasformazione. Flussi, ritmi urbani e politiche*, Roma, Aracne, p. 135-148.
Colleoni M., Scolari G., 2017, "Policentrismo e sviluppo urbano. I risultati di una ricerca nella città di Milano", communicatino au 38e colloque italien de science régionale (AISRe), 20-22 septembre 2017, Cagliari.
Henckel D., Thomaier S., Könecke B., Zedda R., Stabilini S. (dir.), 2013, *Space-Time Design of the Public City,* Berlin, Springer.
Mareggi M., 2000, *Le politiche temporali urbane in Italia*, Firenze, Alinea.
Pucci P., Colleoni M. (dir.), 2016, *Understanding Mobilities for Designing Contemporary Cities,* Berlin, Springer.

LES AUTEUR·E·S

Matteo Colleoni
Université Milan-Bicocca (Italie)
Département de sociologie et recherche sociale
matteo.colleoni@unimib.it

Mario Boffi
Université Milan-Bicocca (Italie)
Département de sociologie et recherche sociale
mario.boffi@unimib.it

Luca Daconto
Université Milan-Bicocca (Italie)
Département de sociologie et recherche sociale
luca.daconto@unimib.it

Monica Ferrario
Université Milan-Bicocca (Italie)
Département de sociologie et recherche sociale
m.ferrario38@campus.unimib.it

AUTEURE
Cécilia COMELLI

Expérimentation d'un label pour la vie nocturne : un exemple de mise en œuvre d'une politique temporelle à Bordeaux

RÉSUMÉ
Après des années de quasi indifférence réciproque entre vie nocturne et vie politique, alors que la nuit n'était prise en compte que dans sa dimension esthétique par la mise en lumière du patrimoine, les élus bordelais (de la mandature précédente) semblent avoir pris conscience de l'existence d'une vie nocturne à Bordeaux à partir de 2012 et d'une dramatique série de noyades de jeunes hommes dans la Garonne. Orientant alors leur politique sur un mode sécuritaire, il a fallu attendre 2014 pour une mise à l'agenda plus complète, avec la création d'une commission vie nocturne qui deviendra le conseil de la nuit en janvier 2019. La prise en compte des temporalités dans la politique de la ville à Bordeaux est récente et se fait principalement par le prisme de la nuit. L'une de ses dernières expérimentations est le label « Bordeaux la nuit » qui vise à valoriser une dizaine d'établissements situés dans le quartier des Bassins à flots.

MOTS CLÉS
politique de la ville, vie nocturne, bordeaux, labellisation, fête

ABSTRACT
After years of mutual indifference between nightlife and political life, when the night was only considered through aesthetics by highlighting its heritage, Bordeaux's elected officials seem to be more aware of the existence of a nightlife in Bordeaux from 2012 and a dramatic series of drownings of young men in the Garonne River. Following at first a security orientation, the city has, since 2014, set up a nightlife commission that would become the "night council" in January 2019. Taking into account temporalities in Bordeaux is recent and is mainly done through the prism of the night. One of the latest actions implemented is the label called "Bordeaux by night" which aims to promote a dozen establishments located in the Bassins à flots district.

KEYWORDS
Urban policy, Time policy, Nightlife, Bordeaux, Labelling, Party

INTRODUCTION

Dans un contexte de mondialisation et de concurrence entre les villes, Bordeaux, à l'instar d'autres métropoles européennes, est l'objet de mutations profondes engagées à la fin des années 1990 sous la mandature de Juppé. Pour accompagner la requalification des quartiers centraux et des bords de la Garonne et gagner en attractivité, l'économie du tourisme se développe notamment par une politique de l'événementiel qui vient rythmer le calendrier (Gravari-Barbas, 2009). Cependant, celle-ci vise surtout l'occasionnel et non le quotidien : on ne peut parler de véritable prise en compte des temporalités des usages du quotidien avant les années 2010. En effet, les mutations morphologiques et sociologiques de la rénovation urbaine ont entraîné une évolution importante des usages nocturnes. N'ayant pas été anticipés par les élus ou les urbanistes dans les projets urbains, il aura fallu attendre plus d'une décennie pour que la municipalité commence à penser les temporalités urbaines, ce qu'elle fait désormais par le prisme de la vie nocturne.

Bordeaux n'est pas une exception : peu de villes françaises ou européennes prennent réellement en compte les temps des habitants, encore moins en amont de nouveau projet (Mallet, 2009). Cette question n'est pourtant pas nouvelle dans la communauté scientifique puisqu'on peut remonter aux années 1930 et 1950 pour voir apparaître dans les travaux de Bachelard (1963) ou Lefebvre (1992) la notion de temporalité et de rythmanalyse. Dans les années 1960-1970, le géographe suédois Hägerstrand (1973) développa le courant de la *time-geography*, une partie de ses travaux consistant en l'analyse des budgets espace-temps *via* des modèles statistiques des comportements humains. Ensuite se développa la chronogéographie, terme qui remplace celui de « géographie du temps » pour nommer « la branche de la géographie qui se consacre à

l'analyse des pratiques spatiales dans le temps » (Bailly, 2004). C'est dans la lignée de ce courant que se situe la « géographie de la nuit » étudiée depuis les années 1990 par Deleuil (1994), Gwiazdzinski (2003) ou Mallet (2009) pour n'en citer que quelques-uns, une douzaine de thèse sur la nuit ayant été soutenue depuis en France et au moins autant en Europe et en Amérique. Au-delà du monde scientifique, la politique s'est aussi saisie de la question des temporalités avec la création de bureaux des temps dès les années 1980 en Italie, puis en France à partir des années 2000, notamment dans la continuité du rapport d'Hervé sur « le temps des villes ». Ce député-maire de Rennes préconisait en 2001 l'ouverture de telles structures dans les villes de plus de 20 000 habitants. Une dizaine de métropoles ou de municipalités en sont actuellement dotée en France ou ont *a minima* une « mission des temps » au sein de leurs services municipaux. Cependant, elles tendent encore à ne pas intervenir en amont des projets mais plutôt à réparer des situations difficiles, très souvent en termes de mobilité pour réduire les embouteillages, ou de conflits d'usages la nuit. C'est le cas à Bordeaux : bien que n'ayant pas de bureau des temps ou de service spécifiquement en charge de cette question, la municipalité s'en préoccupe de plus en plus, notamment *via* le service de la cohésion sociale et territoriale.
Ainsi, après des années de relative indifférence entre vie nocturne et vie politique, les élus bordelais semblent avoir pris conscience de l'existence d'une vie nocturne à Bordeaux à partir de 2012 et d'une dramatique série de noyades de jeunes hommes dans la Garonne. Auparavant, la nuit n'était prise en compte que dans sa dimension esthétique par la mise en lumière du patrimoine. Cet événement a tout d'abord fait prendre une orientation sécuritaire à la politique. Il a fallu attendre 2014 pour une mise à l'agenda plus complète. La ville s'est alors dotée d'une commission vie nocturne qui deviendra conseil de la nuit en janvier 2019. La prise en compte des temporalités dans la politique de la ville à Bordeaux est donc récente et se fait principalement par le prisme de la nuit. L'une des dernières actions misent en place est le label « Bordeaux la nuit » qui vise à valoriser une dizaine d'établissements situés dans le quartier des Bassins à flots.
Cette communication souhaite présenter une action concrète menée dans le cadre d'une politique temporelle. Après avoir souligné la façon dont les habitants ont modifié leurs usages nocturnes de la ville suite à la politique de requalification (1), je montrerai comment cette temporalité a été progressivement prise en compte jusqu'à faire l'objet d'un axe à part entière dans le projet de ville (2). Enfin, la dernière partie en présentera la mise en œuvre concrète à travers l'expérimentation du label « Bordeaux la nuit ».

1. MUTATIONS MORPHO-SOCIOLOGIQUES DE LA VILLE : DES CONSÉQUENCES SUR LES USAGES NOCTURNES

Jusqu'aux années 1990, la ville de Bordeaux perdait en population au profit de sa banlieue ; c'était l'ère du développement du périurbain. Depuis l'élection d'Alain Juppé en 1995, plusieurs projets urbains se sont succédés afin de rendre la ville de nouveau attractive aux résidents mais aussi avec une ambition en termes de rayonnement international (Garat, 2005). Le point de départ de ces mutations fut la requalification des quais dont le miroir d'eau est devenu un des symboles de la ville. Les façades furent ravalées, le tramway remis en service, le patrimoine mis en lumière et des rues sont devenues piétonnes. Ces changements touchant l'aspect morphologique de la ville entraînèrent aussi des changements sociologiques dans le profil des résidents au fur et à mesure de la gentrification, ainsi qu'une évolution des représentations et des pratiques des usagers. Des espaces jusqu'alors inaccessibles ou désertés comme les quais de la Garonne devinrent des lieux privilégiés de promenades et d'animations et des quartiers populaires et craints la nuit devinrent particulièrement plébiscités, comme c'est désormais le cas de Saint-Pierre. Les quartiers qui avaient déjà une vie nocturne, s'ils ne sont pas en voie de disparaître (quartier de Paludate[1]), ont vu leur offre se multiplier et/ou monter en gamme. C'est ainsi que le quartier des Bassins à flots, où se trouvaient quelques établissements de nuit, s'est « rapproché » du centre-ville grâce au tramway ; son offre a cru et vise désormais une clientèle que l'on peut qualifier de « branchée », en proposant notamment une programmation musicale électro. Ces établissements de nuit partagent dorénavant le quartier avec des immeubles de bureaux et d'habitations, qui remplacent progressivement d'anciennes friches urbaines. Afin de limiter les tensions entre ces populations et d'éviter de reproduire des situations conflictuelles, la mairie a décidé d'accompagner la vie nocturne de ce quartier par la labélisation de 9 établissements sélectionnés parmi les 12 ayant déposés des dossiers pour participer à l'expérimentation. Cette expérimentation récente est une des mesures développées dans le cadre du conseil de la nuit de la ville.

1 Le quartier de Paludate, où se concentraient historiquement les boîtes de nuit, à proximité immédiate de la gare, se trouve au cœur de l'OIN (opération d'intérêt nationale) Euratlantique qui le transforme en quartier d'affaire, profitant de la LGV (ligne à grande vitesse) qui met Bordeaux à 2 h de Paris.

2. ÉVOLUTION DE LA PRISE EN COMPTE DE LA NUIT DANS LA POLITIQUE MUNICIPALE

Il n'y a pas de bureau de temps ni de réelle prise en compte des temporalités au niveau de Bordeaux ou de sa métropole. Cependant, dès l'élection de Juppé, la nuit a été prise en compte comme possible révélateur du patrimoine, lequel est un levier important pour la promotion du territoire. Un SDAL (schéma directeur d'aménagement lumière) a été réalisé par le concepteur-lumière Roger Narboni, dans lequel la mise en scène et la séduction par l'esthétique sont des objectifs clairement annoncés (Comelli, 2015). Cette mise à l'agenda de la lumière esthétisante montre le tournant pris dans les années 1980. L'éclairage public ne sert plus seulement à voir dans une visée sécuritaire mais aussi à montrer une ville sublimée.

Par la suite, l'attractivité croissante de la vie nocturne liée à plusieurs facteurs (dont la hausse du nombre d'habitants, d'étudiants et de touristes et une meilleure accessibilité) a créé des contextes parfois conflictuels entre la ville qui travaille, la ville qui dort et celle qui s'amuse (Gwiazdzinski, 2003). Ainsi la rencontre de l'alcoolisation massive des jeunes et d'une ville désormais ouverte sur son fleuve (dont les dangers sont inconnus des habitants faute d'en avoir l'habitude) est à l'origine d'événements dramatiques : entre 2011 et 2013, sept jeunes hommes sont morts noyés au cours de soirées alcoolisées. Suite à cela, la nuit a été mise à l'agenda de la ville, avec pour objectif de réduire les dangers liés aux consommations excessives d'alcool. Des mesures préventives ont été mises en place, comme le « somm'en bus » équipé de couchettes permettant aux noctambules ivres de dormir avant de rentrer chez eux, l'installation de bouées de sauvetage et de caméras de surveillance le long des berges et la création d'une brigade fluviale. En complément, des mesures répressives visaient à limiter la consommation d'alcool (fermeture des épiceries de nuit dès 22 h du jeudi au samedi, augmentation des contrôles, des amendes et des fermetures administratives des établissements). Après quelques années de tensions et de politique sécuritaire voire liberticide, la municipalité a commencé à accepter l'existence d'une vie nocturne festive, d'autant qu'elle vise, en partie, une clientèle aujourd'hui considérée comme moins problématique. Une « commission vie nocturne » a commencé à être pensée en 2014, qui n'a débouché qu'en 2017 sur la commande d'un diagnostic anthropologique du territoire (confié à l'anthropologue David Mourges[2]), pour aboutir à la création d'un des conseils consultatifs de la ville en 2018, le « conseil de la nuit », chargé de porter le projet « Bordeaux la nuit ». Il est pour l'instant composé d'un comité restreint à des élus et des personnels municipaux répartis en quatre commissions (Vie nocturne, Aménagements, Cultures et loisirs, Économies de la nuit). C'est à son initiative qu'est expérimentée une labellisation pour les professionnels de la nuit du quartier des Bassins à flots.

3. L'EXPÉRIMENTATION DU LABEL « BORDEAUX LA NUIT » DANS LE QUARTIER DES BASSINS À FLOTS

L'expérimentation de ce label va durer un an, d'avril 2019 à avril 2020, aux côtés d'autres actions, telle que la mise en place d'un agenda concerté entre opérateurs culturels et festifs qui vise à coordonner les événements pour ne pas saturer le voisinage. Pour cette phase-test, 9 établissements volontaires (sur les 12 qui avaient déposé leur candidature) ont été choisis afin d'être accompagnés par la mairie dans cette démarche de labellisation. Ce sésame sera la garantie, pour le public, d'un établissement respectant bien évidemment le cadre législatif en vigueur, mais le dépassant même sur certains aspects : le personnel devra être formé à la réduction des risques et l'établissement devra mettre à la disposition de ses clients du matériel de prévention (éthylotests, bouchons d'oreille, préservatifs). La notion de « lieu refuge » en fait aussi partie : elle concerne un lieu où peut entrer toute personne se sentant en danger ou en insécurité pour se mettre à l'abri ou appeler un taxi par exemple, sans avoir besoin de consommer. Cette année de test doit être un temps de co-construction entre institution et opérateurs afin de décider des conditions à remplir pour obtenir le label. D'autres acteurs impliqués dans la vie nocturne en sont parties prenantes telles que deux associations de réduction de risque et le groupement d'intérêt public GIP Bordeaux médiation. Au terme de cette expérimentation, le label devrait être étendu à des établissements d'autres quartiers de la ville.

RÉFÉRENCES

Bachelard G., 1963, *La dialectique de la durée*, Paris, PUF.

Bailly A. (dir.), 2004, *Les concepts de la géographie humaine*, Paris, Armand Colin.

Comelli C., 2015, *Mutations urbaines et géographie de la nuit à Bordeaux,* thèse de doctorat en géographie à l'Université Bordeaux-Montaigne.

2 Site internet du diagnostique réalisé par David Mourgues bordeauxlanuit.fr/index.html

Deleuil J.-M., 1994, *Lyon la nuit*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
Garat I., 2005, « La fête et le festival, éléments de promotion des espaces et représentation d'une société idéale », *Annales de géographie,* n° 643, p. 265-284.
Gravari-Barbas M., 2009, « La « ville festive » ou construire la ville contemporaine par l'événement », *BAGF,* n° 3, p. 279-290.
Gwiazdzinski L., 2003, *La ville 24 heures sur 24*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
Hägerstrand T., 1973, "The Domain of Human Geography", *in* R. Chorley (dir.), *Directions in Human Geography*, Londres, Methuen.
Lefebvre H., 1992, Éléments de rythmanalyse. Introduction à la connaissance des rythmes, Paris, Syllepse.
Mallet S., 2009, *Des plans-lumière nocturnes à la chronotopie, Vers un urbanisme temporel*, thèse de doctorat en urbanisme à l'Institut d'urbanisme de Paris / Université Paris Est-Paris 12 Val-de-Marne.

L'AUTEURE

Cécilia Comelli
CNRS-Université Bordeaux Montaigne
Passages
cecilia_comelli@hotmail.com

AUTORA
Montserrat
CRESPI-VALLBONA

Las ciudades turísticas consolidadas y su expansión territorial. El caso del Área Metropolitana de Barcelona

RESUMEN
El auge del fenómeno turístico en la ciudad de Barcelona tiene su impulso en los Juegos Olímpicos de 1992. En ese momento, se sitúa en el mapa de los visitantes potenciales como destino de interés, y la cifra de turistas internacionales se incrementa año tras año. Tal volumen de población temporal deviene también una prioridad para la administración local, siendo objeto de debate en los planes de actuación municipal. En un primer momento, para promocionar y atraer el interés hacia la ciudad, y así desarrollarla turísticamente. A partir de los Planes Estratégicos de 2015 y 2020, el objetivo principal ha sido limitar la turistificación entre otros impactos negativos, y buscar la manera de conciliar la temporalidad de los visitantes con la vida cotidiana de los residentes. Puesto que, una de las características del turismo es que sus impactos se expandan no solo en el propio destino, sino que tengan también un efecto en el entorno inmediato, el objeto de este estudio es analizar la repercusión que la actividad turística de un destino consolidado como Barcelona tiene en su área metropolitana, concretamente en la denominada AMB (Área Metropolitana de Barcelona).

PALABRAS CLAVES
Área Metropolitana de Barcelona (AMB), turismo sostenible, plan estratégico, vivienda

RÉSUMÉ

Les villes touristiques consolidées et leur expansion territoriale. Le cas de la zone métropolitaine de Barcelona

La hausse du phénomène touristique dans la ville de Barcelone prend son essor lors des Jeux olympiques de 1992 : alors placée dans l'esprit des visiteurs potentiels comme destination d'intérêt, elle voit son nombre de touristes internationaux augmenter d'année en année. Un tel volume de population temporaire devient une priorité pour l'administration locale, provoquant de constants débats dans les plans d'action municipaux. Dans un premier temps, ils visaient à promouvoir et susciter l'intérêt pour la ville, et ainsi développer son tourisme. À partir des plans stratégiques de 2015 et 2020, l'objectif principal a été de limiter la touristification entre autres impacts négatifs, et de concilier la temporalité des visiteurs avec la vie quotidienne des résidents. Étant donné que les impacts du tourisme s'étendent non seulement sur la destination, mais aussi sur l'environnement immédiat, le but de cette étude est d'analyser l'impact de l'activité touristique d'une destination consolidée comme Barcelone sur sa zone métropolitaine, en particulier l'AMB (zone métropolitaine de Barcelone).

MOTS CLÉS
zone métropolitaine de Barcelone (AMB), tourisme durable, plan stratégique, logement

Consolidated Tourist Cities and its Territory Spread. The Case of the Metropolitan Area of Barcelona

ABSTRACT
The rise of the tourist phenomenon in the city of Barcelona has its momentum in the 1992 Olympic Games. At that time, it is placed on the map of potential visitors as a destination of interest, and then number of international tourists increases year after year. Such a volume of temporary population also becomes a priority for the local administration, being a subject of debate in the city's municipal action plans, at first to promote and attract interest in the city, thus, to develop it touristically. However, from the Strategic Plans of 2015 and

2020, the main objective has been to limit touristification among other negative impacts, and to find a way to reconcile the temporality of visitors with the daily life of residents. Since, tourism impacts expand not only on the destination itself, but also on its immediate environment, the purpose of this study is to analyse the impact of the tourism activity on a consolidated destination as Barcelona metropolitan area, specifically in the so-called AMB (Metropolitan Area of Barcelona).

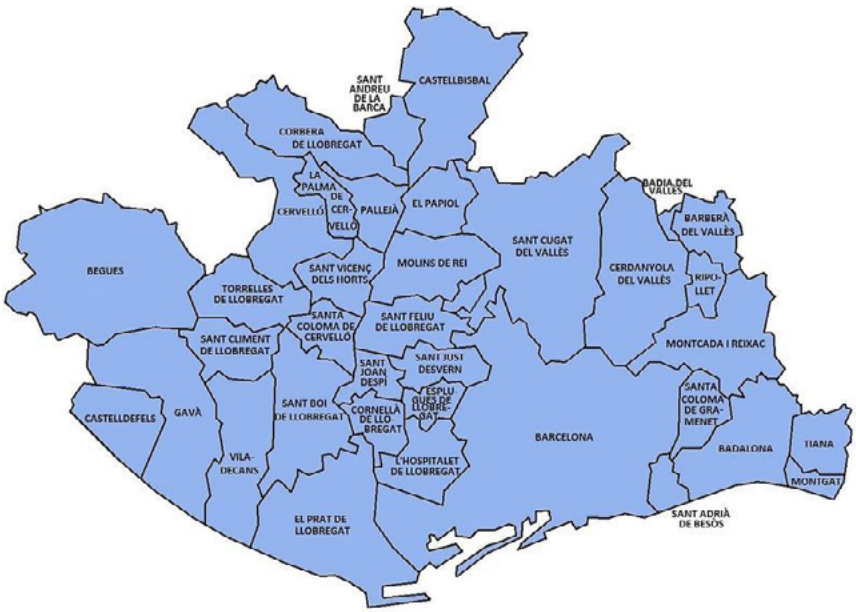
KEYWORDS
Metropolitan Area of Barcelona (AMB), Sustainable tourism, Strategic plan, Housing

Barcelona es un destino turístico mundial. Las cifras lo avalan: cerca de 18 millones de turistas anuales, ciento cincuenta mil visitantes de media al día, casi cincuenta millones de pasajeros en el aeropuerto de Barcelona-El Prat, tres millones de cruceristas, más de ciento cuarenta mil plazas de alojamiento turístico reglado. Su impacto en la ciudad trasciende a una actividad meramente complementaria, para situarse en el centro de su estructura económica, marcando su cotidianeidad y vida comunitaria. Los visitantes significan, pues, unos ingresos notables para la ciudad y el turismo se convierte en un negocio rentable (representando el 10% del PIB según datos de Turisme de Barcelona, 2019).

El turismo deviene el mayor motor de impulso económico para un destino, hasta que, el desarrollo se consolida y ese destino exitoso se satura, llegando a su límite de atractividad, a su capacidad de carga máxima y a protagonizar los efectos perversos de la actividad turística. Sin abandonar el aspecto económico, el turismo implica el desarrollo y potenciación de ciertos sectores y, también, el deterioro y olvido de otros, como ya señalaba en los inicios de los análisis académicos entorno al turismo y sus efectos. Así, los impactos negativos del turismo que destacan son: turistificación, ludificación, patrimonialización, efecto expulsión, overtourism o masificación del espacio urbano turismofobia o resistencias sociales. El efecto expulsión (*crowding out*) que la actividad turística provoca sobre el resto de la estructura económica, territorial y urbana, implica una expulsión física y simbólica de los pobladores de los espacios revitalizados (Sassen, 2014) y una tensión entre el uso de la vivienda para usos residenciales ante los usos temporales-turísticos en zonas cada vez más amplias de la ciudad; pero también implica una expulsión o gentrificación comercial (González & Waley, 2012) del comercio tradicional de productos básicos y cotidianos, o la orientación de determinadas inversiones en el ámbito de la cultura o el transporte. En definitiva, el turismo supone todo un reto y desafío para las organizaciones que gestionan los destinos, y más aún con la necesidad y compromiso de una gobernanza responsable, ética y sostenible (Crespi-Vallbona & Mascarilla-Miró, 2018).

Cuando los límites geográficos y administrativos de las ciudades trascienden en áreas urbanas funcionales (Feria Toribio, 2004), estos procesos y transformaciones turísticas también pueden llegar a incurrir a escala metropolitana, puesto que el futuro de los destinos turísticos consolidados tiene su razón de ser en su geografía inmediata (Barrado Timón, 2009). En pro de este desarrollo turístico, se recurre a implementar distintas estrategias orientadas a definir un lugar atractivo y acorde a las potenciales demandas turísticas, para lo cual el pasado junto con la cultura local y los atributos naturales se convierten en fuentes o materias primas con las que se llevan adelante estrategias de acondicionamiento, tematización y patrimonialización que dan como resultado una región metropolitana con una alta capacidad para atraer turistas (Bertoncello & Luso, 2016). No en vano, las grandes urbes se han convertido en las zonas que concentran más población, por lo que tienen un peso indiscutible como generadoras de riqueza, pero también de convivencia con los efectos más perversos del capitalismo financiero en forma de desempleo, desigualdades, flujos migratorios forzados, etc. Por todo ello, los gobiernos locales y entes metropolitanos juegan un papel determinante como garantes de los derechos humanos en la ciudad. Más todavía tras la crisis del Estado nación, las ciudades se constituyen en los nuevos centros públicos de organización. Intervienen en su diseño urbano y deciden su trayectoria económica, social y cultural, determinando dónde se quiere llegar, con quiénes y frente a quiénes. De este modo, se programa el escenario hacia el que se quiere dirigir la ciudad y se fijan sus objetivos.

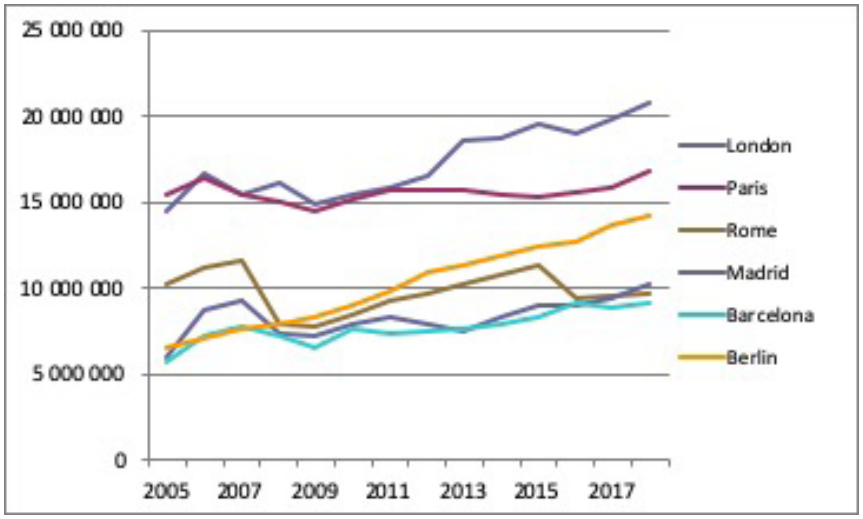
En el caso que se analiza, la Barcelona metropolitana, esta está configurada por 36 municipios, constituyendo la denominada Área Metropolitana de Barcelona (AMB), con una superficie de 636 km² (mapa 1) y en el que viven más de 3,2 millones de personas. El AMB constituye una de las áreas metropolitanas más grandes de Europa, con un peso significativo en todo el Mediterráneo, motor de desarrollo de Catalunya. En 2018, su PIB representó el 51% del PIB de Cataluña (Observatori Econòmic Metropolità, 2019), siendo el sector servicios el que lidera el volumen de negocios.



Mapa 1. Municipios del Área Metropolitana de Barcelona
Fuente: Agència de Desenvolupament Econòmic AMB

Sin duda alguna, el AMB tiene una corresponsabilidad en el desarrollo de Barcelona como destino turístico de primer orden mundial (gráf. 1), primeramente, en la construcción y configuración de la propia metrópolis, pero también en los mecanismos de producción del espacio metropolitano que han ayudado al despliegue de las actividades turísticas: las grandes infraestructuras de transporte (puerto y aeropuerto, Terminal 1 inaugurada en 2009), la ampliación del recinto ferial (Fira Gran Via, inaugurado en 2011) y la especialización y potenciación de la ciudad como hub tecnológico.

Gráfico 1. Principales ciudades turísticas europeas (2005-2018)
Fuente: Elaboración propia a partir de datos de Euromonitor



Es pues evidente que, el turismo no se desarrolla aisladamente en un enclave específico e isolado, sino que participa de la vida social, económica y cotidiana de los destinos, lo que para Obrador-Pons *et al.* (2009:10) supone un juego continuo de circulación y mobilidad, de "desterritorialización y reterritorialización". Y es precisamente este carácter multidimensional y temporal del turismo, esta concepción relacional del espacio, lo que permite considerar que la ciudad o la metrópolis son un área urbana funcionalmente turística. Así, el territorio metropolitano, en especial el colindante a la ciudad de Barcelona, ha ejercido de emplazamiento estratégico donde localizar actividades que, por su tamaño y requerimientos, no tenían espacio en la ciudad central y que son resultado de la relevancia y posicionamiento de Barcelona en la red global de destinos turísticos consolidados.

Por ello, los planes estratégicos, tanto de la ciudad de Barcelona (Pla Estratègic de Turisme 2020, Ajuntament de Barcelona, 2017) como del AMB (Pla de Turisme Metropolità, AMB, 2017) tienen, entre otros objetivos, fomentar la actividad económica y promover la ocupación y la creación de empresas en los campos de la industria, el comercio, los servicios y los recursos turísticos. Para el caso de Barcelona, los distintos planes estratégicos que se han sucedido han procurado posicionar Barcelona económicamente en el marco europeo, consolidarla como destino de atractivo turístico con capacidad de alojamiento y de recursos patrimoniales para su disfrute y conocimiento. El primer Plan Estratégico de Barcelona se fecha en el 1990, y no es hasta su 3r plan (en 1999) que propone que su ámbito de actuación sea el AMB. Ello conlleva que en el 2003 se redacte el Primer Plan Estratégico Metropolitano de Barcelona y que en 2010 se constituya el Área Metropolitana de Barcelona (AMB). Este tercer plan estratégico de Barcelona pretende situar el AMB en el grupo de las regiones urbanas líderes de la nueva sociedad de la información y del conocimiento del siglo XXI y consolidarse como una de las regiones metropolitanas más importantes de la red europea de ciudades (por la vía de sus especificidades y de su identidad propia). En 2010, se aprueba el *Plan Estratégico Metropolitano de Barcelona - Visión 2020*, que pretende consolidar el AMB como una de las regiones más atractivas e influyentes para el talento innovador, con un modelo de integración y cohesión social de calidad, siendo sus ejes vertebradores: la universidad y un sistema educativo potente; la administración ágil y fiable, *business friendly*; y la gobernanza que potencie la corresponsabilidad público-privada en el liderazgo.

Ante este contexto, nos preguntamos qué efectos tiene la actividad turística para el AMB. ¿Con qué objetivos se elaboran los planes estratégicos? ¿Se ha incrementado la oferta de alojamiento turístico en el AMB? ¿Los precios de alquiler y compra de vivienda se han incrementado? Si el Plan Estratégico de Turismo de la ciudad de Barcelona 2020 (PET20) intenta descongestionar la ciudad y gestionar los flujos de la demanda por el territorio, ¿contempla no solo los distritos menos turísticos de la ciudad condal o contempla también el AMB? ¿En qué basa la actividad turística el AMB? ¿Cuál es su marca? ¿Sería necesario un Plan estratégico del Turismo en el AMB? En definitiva, puesto que, una de las características del turismo es que sus impactos se expanden no solo en el propio destino, sino que tienen también un efecto en el entorno inmediato, el objeto de este estudio es analizar la repercusión que la actividad turística de Barcelona tiene en el AMB (Área Metropolitana de Barcelona). Para ello se recurre al análisis de datos secundarios y entrevistas a los actores responsables de la gestión del PEMB (Plan Estratégico Metropolitano de Barcelona), siguiendo la aproximación de doble entrada de Pearce (2001), diseñando una matriz en la que el eje de coordenadas esté compuesto por las escalas territoriales (ciudad, distrito, área) y el de accisas por los diferentes temas a tratar (demanda, oferta, desarrollo, organización, etc.).

En este sentido, a modo de conclusión, veremos como el AMB actúa como elemento puntual de descongestión ante la saturación de la capital. Un ejemplo es la celebración del Mobile World Congress, en el que sus asistentes buscan alojamiento en las ciudades más cercanas del AMB. Por lo que, los resultados indican la necesidad de activar estrategias que fortalezcan el liderazgo público en la gobernanza del turismo metropolitano, puesto que el AMB tiende a absorber puntualmente aquella sobrecarga de turistas que exceden la capacidad de Barcelona. No obstante, este proceso de redistribución del flujo turística, no se ha llevado a cabo con la misma intensidad en todos los municipios. La cercanía geográfica a la ciudad de Barcelona, la tradición turística histórica, las infraestructuras y transporte público han condicionado el proceso desigual de expansión. Por otro lado, en la línea estratégica de una ciudad turística para todos, las políticas locales acentúan las acciones de presión e inspección ante los pisos turísticos ilegales de las plataformas de alojamiento horizontal (Airbnb), lo que expande a los municipios limítrofes a abrir sus posibilidades.

REFERENCIAS

Ajuntament de Barcelona, 2017, *Pla Estratègic de Turisme 2020* [en línea: ajuntament.barcelona.cat/turisme/sites/default/files/turisme_2020_barcelona_1.pdf, consultado el 11/01/2020].

Àrea Metropolitana de Barcelona, 2017, *Pla de Turisme Metropolità: una proposta per a l'acció turística metropolitana* [en línea: docs.amb.cat/alfresco/api/-default-/public/alfresco/versions/1/nodes/3f14db37-1031-468a-89a6-feb87272bac6/content/TURISME_METROPOLITA_RafaelVillasanteAMB.pdf?attachment=false&mimeType=application/pdf&sizeInBytes=1325508, consultado el 11/01/2020].

Àrea Metropolitana de Barcelona, 2019, *Evolució socioeconòmica a l'àrea metropolitana de Barcelona 2015-2019* [en línea: www.amb.cat/ca/web/desenvolupament-socioeconomic/actualitat/publicacions/detall/-/publicacio/flaix-economic-2019/8935899/11708, consultado el 11/01/2020].

Barrado Timón D., 2010, "Gran ciudad y turismo en la transición postindustrial: nuevos y viejos procesos, nuevas y viejas teorías. El caso del área metropolitana de Madrid", *Scripta Nova. Revista electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, n. 14, art. 317.
Bertoncello R. V., Luso R., 2016, "Turismo urbano en contexto metropolitano: Tigre como destino turístico en el Área Metropolitana de Buenos Aires (Argentina)", *Cuadernos de Geografía: Revista Colombiana de Geografía*, 25(2), p. 107-125.
Crespi-Vallbona M., Mascarilla Miró O., 2018, "La transformación y gentrificación turística del espacio urbano. El caso de la Barceloneta (Barcelona)", *Eure, Revista Latinoamericana de Estudios Urbano Regionales,* 133(44), p. 165-184.
Feria Toribio J. M., 2004, "Problemas de definición de las áreas metropolitanas en España", *Boletín de la Asociación de Geógrafos Españoles*, n. 38, p. 85-100.
González S., Waley P., 2012, "Traditional Retail Markets: The New Gentrification Frontier", *Antipode,* 45(4), p. 965-983.
Obrador-Pons P., Crang M., Travlou P. (eds.), 2009, *Cultures of Mass Tourism: Doing the Mediterranean in the Age of Banal Mobilities*, Farnham, Ashgate Publishing.
Sassen S., 2014, *Expulsions*, Cambridge, Harvard University Press.

L'AUTORA

Montserrat Crespi-Vallbona
Universitat de Barcelona (España)
Facultat d'Economia i Empresa
mcrespi@ub.edu

Seasonal Cities: Patterns of Urban Change in Alexandria, Egypt

AUTHOR
Mauricio ESTRADA

ABSTRACT
Cities have been studied as places which follow a one-directional development, either growing or shrinking. However, are there no conditions in-between? This paper will explore seasonal urban changes resulting from the interplay between ecological and socio-economic dynamics, and their reflection in cities' material flows. The driving forces for the temporal urban alteration and the way cities go back to their previous state will be studied. Quantitative and qualitative aspects will be analysed through mixed research methods in order to develop a more accurate panorama of social dynamics as driving forces of urban rhythms. The case study corresponds to the seasonal dramatic population increase faced every summer by Alexandria, Egypt, which results in a seasonal demand overload of utilities associated with several forms of occupancy. Results show, first, the lack of acknowledgment of this situation from an urban planning perspective, which takes place in the same time and under the same conditions; and second, the lack of means of action from the state to manage and regulate this seasonal change.

KEYWORDS
Alexandria-Egypt, Utilities Overload, Seasonal Change, Summer

Villes saisonnières : schémas de changement urbain à Alexandrie (Égypte)

RÉSUMÉ
Les villes ont été étudiées comme des lieux suivant un développement unidirectionnel : croissance ou déclin. N'y a-t-il pas cependant de situation intermédiaire ? Cet article explore les changements urbains saisonniers résultant des interactions entre les dynamiques écologiques et socio-économiques, et leur impact sur les flux matériels des villes. Les forces motrices de l'altération urbaine temporaire ainsi que la façon dont les villes retournent à leur état initial seront étudiées. Les aspects quantitatifs et qualitatifs seront analysés à travers des méthodes de recherche mixtes afin d'établir un panorama détaillé des dynamiques sociales comme forces motrices des rythmes urbains. Le cas d'étude correspond à l'augmentation drastique saisonnière de la population à laquelle est confrontée Alexandrie (Égypte) chaque été, qui résulte en une surcharge saisonnière de demande de services publics associée à diverses formes d'occupation. Les résultats montrent premièrement l'absence de reconnaissance de la situation d'un point de vue de planification urbaine, qui a lieu en même temps et dans les mêmes conditions, et deuxièmement le manque de moyens d'action de l'État pour gérer et réguler ces changements saisonniers.

MOTS CLÉS
Alexandrie, surcharge de demande de services publics, changement saisonnier, été

INTRODUCTION
Urban studies tend to show cities mainly from a one-directional perspective, either growth or shrinkage; however, are there no conditions in-between? This paper explores seasonal urban changes that take place repeatedly as a result of similar driving forces. The way Alexandria, Egypt, seasonally changes in terms of population number, utilities provision, and urban settings will be explored in order to determine the variety of outcomes experienced from its patterns of urban change. This sequence of how demographic changes lead to urban and environmental alterations clearly shows the extent to which city-making is supported by natural resources through socially mediated natural processes (Swyngedouw & Heynen, 2003).
Although urban seasonality has been previously studied, there are some topics that have not been still approached. On the one hand, these studies tend to focus more on the seasonal dynamics than on its urban and social implications. The reports elaborated by Silm and Ahas (2010) and by Jauhiainen and Mönkkönen

(2005), for instance, studied respectively the seasonal migration of people in Estonian and Finnish municipalities resulting from geogenic conditions such as climatic variations in terms of the winter and summer seasons, and anthropogenic conditions related to socio-economic dynamics. The objectives of these studies did not cover the impact of seasonality in urban infrastructures, material flows, and management and consumption of resources. On the other hand, studies on urban metabolism and material flows tend to focus on the quantification of urban resources and do not generally approach the extent to which seasonal urban dynamics affect the provision of ecosystem services, nor recognise the complexes of infrastructure in the everyday life and its role in urban production, negotiation, and contestation (Graham & McFarlane, 2014), nor how political these socio-ecological processes can be (Kaika & Swyngedouw, 2011). The main aim of this paper is to show, by exploring seasonal urban changes, the extent to which social dynamics and the everyday life, infrastructure, and biopolitics are linked.

1. SEASONALITY AND THE EVERYDAY LIFE

Cities are continuously changing socio-ecological landscapes (Swyngedouw, 2006); yet, they are managed and understood as one-dimensional steady places. For Kraft (2016), the socially-created image of the city is an ideal one with a linear story mainly based on ideal concepts handed down from the past, in which classical examples of city planning have been overtaken by worldwide urbanisation processes (Schmid, 2016), which explains why the dynamics of growth and shrinkage have been largely overlooked. In urban planning, the matter of space tends to be the main discussion, whereas aspects of time tend to be understood through permanent patterns, either growth or shrinkage. However, cities, and other characterisations of space, cannot be properly understood without considering both aspects of space and time (Swyngedouw & Heynen, 2003; Harvey, 2014). Lefebvre (2004) recognised in cities, space, as linear patterns from social practices and human activities, and time, as cyclical patterns originated in cosmic and geographical arrangements of places such as days, months, seasons, etc. Essentially, he spoke about how anthropogenic and geogenic characteristics are related to space and time and how they interfere respectively with one another to shape urban outcomes and city landscape. However, seasonal dynamics are hardly addressed in urban planning in their complexity and rather they are normalised, taken for granted, and seen as tangential facts to urban dynamics (Jauhiainen & Mönkkönen, 2005).

2. URBAN PATTERNS IN URBAN METABOLISM (UM)

The study made by Wolman (1965) introduced the idea of urban metabolic demands as the needed materials to sustain the residents' activities, and settled a base for current studies of urban material flows (see for instance Kennedy *et al.*, 2007; 2010). His paper, however, focused only on quantifying water supply, wastewater, and air pollution for an imaginary city in the USA, based on national statistics. Relying merely on figures could be one reason why studies on metabolic urbanisation tend to underestimate the role of urbanisation patterns in material flows. On the contrary, Kaika and Swyngedouw (2011) highlight urbanisation as geographically arranged processes of socio-environmental metabolism, which are constituted through dense material, human, cultural, and organic networks (Swyngedouw, 2006). This perspective might imply more integrative approach to urban metabolism. Graham and McFarlane (2014), for instance, claim for a need to go beyond the supply side of infrastructure in order to understand how people produce, live with, contest, and are subjugated to or facilitated by infrastructure. Additionally, John *et al.* (2019) point out several diverse alignments between urban metabolism and sustainability research; yet, they also recognise the lack of connection between the contributions from both sides. So, instead of perceiving cities as unsustainable places *per se,* the study of urban seasonality might enable a deeper exploration of specific urban dynamics and their choreographies of urban material flows linked to patterns of control, access, entitlement, and exclusion (Kaika & Swyngedouw, 2011).

3. URBAN SEASONALITY AND CITY BIOPOLITICS

What might be the difficulties to allocate seasonal cities within an urban planning perspective? Spaces are lived based on how they are understood and represented (Harvey, 2014; Kraft, 2016). If cities are conceived merely from one-directional perspectives of growth and shrinkage patterns, then they will be planned for it, without considering in-between dynamics already taking part in some urban areas. Risks associated with reducing cities to such a dichotomy of either growth or shrinkage are related to dangers of relying on indicators easy to measure, from which complex situations and dynamics get insufficient attention as gathered data might not be enough (Sattherthwaite, 1997). This creates an appearance of precision and shows a merely city snapshot instead of complex and constantly changing features of urban areas (Schmid, 2014). If urban plan-

ning is a technique of biopolitical power (Rutland, 2015), what are the implications of seasonal urban changes for the city's development and what are their implications for urban biopolitics? To which extent can these changes be predicted and what are the actions taken by local authorities to ensure control within the city? If people and the everyday life are recognised as driver forces of seasonal change, how are they understood in terms of citizenship rights and environmental justice? How is such a justice extended to and articulated with the neoliberalisation of infrastructure (Swyngedouw, 2006)?

4. SEASONAL CHANGE IN ALEXANDRIA, EGYPT

The seasonal dramatic population increase faced by Alexandria, Egypt, every summer and the way several forms of occupancy result in a temporal demand overload of utilities will be discussed in the paper. In order to incorporate socio-economic dynamics into this analysis, quantitative and qualitative data from reports, semi-structured interviews, questionnaires, mapping, and observations, will be crucial as it allows to contrast several sources in order to prove their accuracy. Limitations are faced in two aspects:

a. Case study: Some institutions did not provide official information due to official regulations. Therefore, raw data and previous studies on different topics of Alexandria will be crucial. Insights from Alexandrians and local authorities on the summer situation were gathered. The research was not about the summer visitors but about the outcomes they produce in the current urban settings of Alexandria.

b. Language: The research was done in English, which was required for interviewees and respondents to provide information. Access to sources in Arabic language was limited.

This study covers the impacts of the temporal rise of population and the dynamics of the housing market, the consequences for water (and wastewater), electricity, and solid waste management, and how they rely on surrounding ecosystems and wider scales either as source or as sink places. Additionally, the way these changes are managed through available statistics will be discussed in order to show the awareness and attention that local authorities pay to this seasonal change. The impact on the sustainability of the city as well as the perceptions from different sources will be described. Results show a permanent low capacity of the city's infrastructure for utilities supply, which summer and the dramatic population increase make more visible. Additionally, published figures are related to the services the companies in charge could provide which does not mean they are able to attend the fluctuations experienced. Could this be a result of the lack of official awareness about this event by city authorities? If so, it might show to which extent UM should not be only understood as an abstract concept of material quantification, but as a reaction process which depends on social patterns of demand and consumption to lead cities to different outcomes.

REFERENCES

Graham S., McFarlane C., 2014, "Introduction", *in* S. Graham and C. McFarlane (eds.), *Infrastructural Lives: Urban Infrastructure in Context,* London, Routledge.

Harvey D., 2014, "Spacetime and the World", *in* J. Gieseking, W. Mangold, C. Katz, S. Low and S. Saegert (eds.), *The People, Place and Space Reader,* London, Routledge.

Jauhiainen J., Mönkkönen M., 2005, "Seasonality: Nature, People's Preferences and Urban Planning in Oulunsalo, Finland", *Landscape Research,* 30(2), p. 273-281.

John B., Luederitz C., Lang D., Wehrden H., 2019, "Toward Sustainable Urban Metabolisms. From System Understanding to System Transformation", *Ecological Economics*, n. 157, p. 402-414.

Lefebvre H., 2004, *Rhythmanalysis: Space, Time, and Everyday Life*, London, Continuum.

Rutland T., 2015, "Enjoyable Life: Planning, Amenity and the Contested Terrain of Urban Biopolitics", *Environment and Planning D: Society and Space*, 33(5), p. 850-868.

Sattherthwaite D., 1997, "Sustainable Cities or Cities that Contribute to Sustainable Development?", *Urban Studies,* 34(10), p. 1667-1691.

Schmid C., 2016, "Planetary Urbanization: Henri Lefebvre und das Recht auf die Stadt", *in* S. Kraft, A. Aichinger and Z. Zhang (eds.), *Planetary Urbanism: The Transformative Power of Cities,* Aachen, ARCH+.

Silm S., Ahas R., 2010, "The Seasonal Variability of Population in Estonian Municipalities", *Environment and Planning A: Economy and Space,* 42(10), p. 2527-2546.

Swyngedouw E., Heynen, N., 2003, "Urban Political Ecology, Justice, and the politics of Scale", *Antipode,* 35(5), p. 898-918.

THE AUTHOR

Mauricio Estrada
University of Bonn (Germany) – Institute of Geography
aestrada@uni-bonn.de

AUTEUR
Louis GENDREAU

(Dé)synchronisation : congestions récurrentes et heures de pointe dans une zone d'activité rennaise

RÉSUMÉ
Nous nous intéresserons dans cette communication aux congestions récurrentes associées aux heures de pointe matinales engendrées par la synchronisation des temps sociaux d'un territoire, avec l'étude d'une zone d'activité de la périphérie rennaise. Nous nous focaliserons plus particulièrement sur les possibilités d'atténuation de cette congestion par la puissance publique, en ayant recours aux politiques temporelles d'étalement de la pointe (échelonnement des horaires de déplacement). Nous déclinerons notre communication en trois parties : une évaluation *ex ante* du potentiel de ces décalages d'horaires de déplacements pour réduire les temps de parcours (1), une analyse des spécificités de la zone étudiée, tant au niveau des individus que des établissements de travail, qui tendent vers une pérennisation de la synchronisation des déplacements (2) et une discussion sur les mesures effectivement envisageables et envisagées par la puissance publique pour atténuer les phénomènes de congestions sur la zone, et en particulier leurs leviers de mise en œuvre (3).

MOTS CLÉS
congestion, synchronisation, heures de pointe, politiques publiques

ABSTRACT
In this presentation, we will study the recurring automobile congestion in relation to morning peak periods, caused by the synchronisation of the multiple social temporalities giving rhythm to an area, with the study of a business park located in the outskirts of Rennes (Bretagne, France). We will mainly focus on the possibilities available to the public administration to mitigate this phenomenon, by resorting to peak smoothing temporal policies (staggering of trip hours). Our presentation will be organised in three main parts: an *ex ante* evaluation of the potential of such policies to reduce trips duration (1), an analysis of the particularities of the studied area, individual-wise but also firm-wise, that tend to perpetuate trips' synchronisation (2) and a discussion about the policies actually worth considering and considered by the public administration to mitigate the congestion phenomenon in the studied area, and especially on the ways to implement them (3).

KEYWORDS
Congestion, Synchronisation, Peak hours, Public policies

INTRODUCTION

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une thèse de doctorat en cours, réalisée *via* le dispositif de convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE), au Bureau des temps de la métropole de Rennes et au Laboratoire ville mobilité transport (LVMT).

Nous y étudions les phénomènes de congestions automobiles récurrentes à la période de pointe matinale – pendant laquelle ces phénomènes sont particulièrement forts – affectants une zone d'activité située en périphérie nord-est de Rennes, à cheval sur les communes de Rennes et de Cesson-Sévigné (fig. 1). Cette zone est très peu pourvue en habitations mais très dynamique économiquement, engendrant des déplacements pendulaires importants.

La congestion automobile est un dysfonctionnement chronique des réseaux de transport du fait d'un excès de demande par rapport à l'offre. Cet excès est notamment imputable à la synchronisation des temps sociaux (horaires d'embauche, horaire de début des cours…) qui entraîne la simultanéité des déplacements. La solution caractéristique de la période des Trente Glorieuses consistant à développer l'offre par la construction de nouvelles infrastructures a fait long feu, tant en raison de son caractère dispendieux que de sa non-viabilité sur le long terme, notamment à cause de l'induction de trafic générée (Downs, 1962).

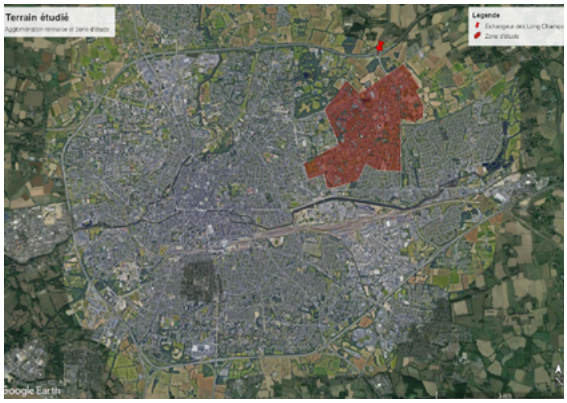


Figure 1. Terrain étudié et agglomération rennaise (réalisation de l'auteur)

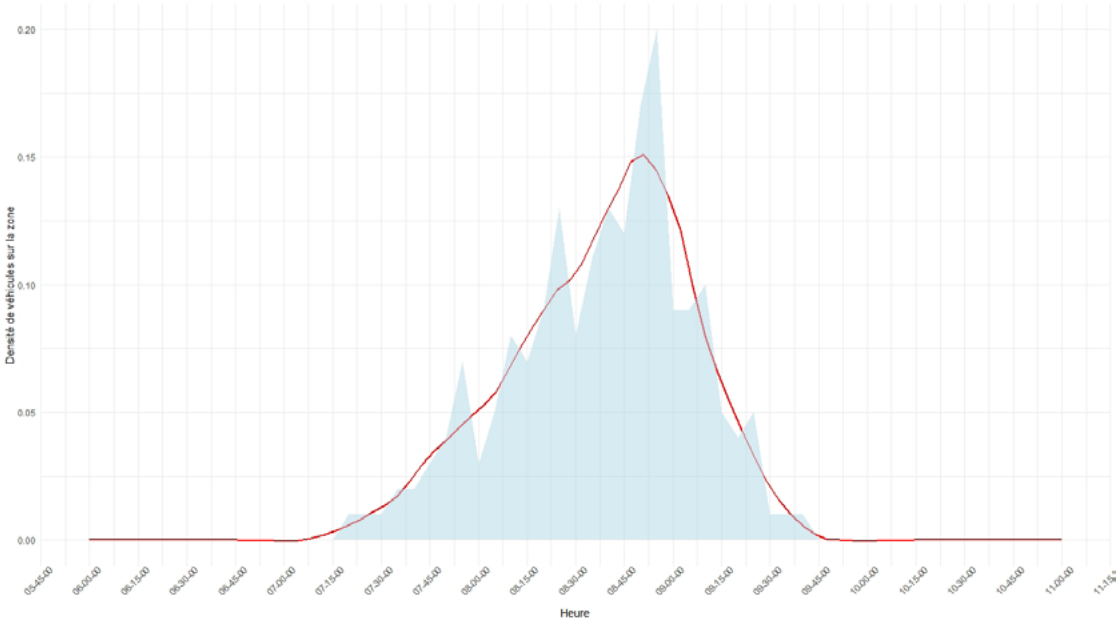
D'autres solutions sont alors envisagées, en particulier – dans le sillage des bureaux des temps qui se multiplient sur le territoire national dont Rennes, créé en 2002, fut le premier – le fait d'influer sur la demande afin d'arriver à une répartition plus homogène des déplacements dans le temps (écrêtement de la pointe). Si cette ambition n'est pas nouvelle, elle a connu ces derniers temps un regain d'intérêt certain (on peut citer l'expérimentation « Hyperpointe métro » à Rennes en 2012 ou plus récemment le « Challenge mobilité » à La Défense en 2019) mais le cadre théorique ainsi que les évaluations font souvent défaut (Boulin, 2008).

Nous nous appuyons sur l'analyse d'une enquête quantitative auprès des salariés des établissements de travail implantés sur la zone afin d'analyser leurs pratiques de déplacement, la temporalité de leur quotidien ainsi que leurs aspirations. Nous déclinerons ce travail en trois parties : une évaluation *ex ante* du potentiel de ces décalages d'horaires de déplacements pour réduire les temps de parcours (1), une analyse des spécificités de la zone étudiée, tant au niveau des individus que des établissements de travail, qui tendent vers une pérennisation de la synchronisation des déplacements (2) et une discussion sur les mesures effectivement envisageables et envisagées par la puissance publique pour atténuer les phénomènes de congestions sur la zone, et en particulier leurs leviers de mise en œuvre (3).

1. ÉVALUATION DU POTENTIEL DES DÉCALAGES D'HORAIRES DE DÉPLACEMENTS

L'enquête quantitative diffusée auprès des usagers se rendant quotidiennement sur la zone étudiée ayant été massivement renseignée (près de 4000 réponses complètes pour une zone contenant environ 15000 salariés), elle nous donne une idée assez précise des comportements de mobilité des individus concernés. En utilisant les origines et destinations de leurs déplacements, leur temporalité ainsi que leur temps de parcours quotidiens, nous avons été en mesure de reconstituer le flux de véhicules circulants sur la zone d'étude en fonction de l'heure, ce qui nous a permis de construire un indicateur de densité de véhicules pour la période matinale (fig. 2). La densité est exprimée en pourcentage car il s'agit du rapport entre le nombre de véhicules en circulation sur la zone à un instant précis et le nombre total de véhicules s'y rendant le matin.

Figure 2. Densité de véhicules sur la zone, en fonction de l'heure (réalisation de l'auteur)



La relation entre cet indicateur et les allongements de temps de parcours dus à la congestion également renseignés par les usagers nous permet de caractériser les phénomènes de congestion affectant la zone. Nous nous appuyons en effet sur le diagramme fondamental macroscopique de la congestion (MFD) appliqué à l'échelle de la zone étudiée. Ce type de diagramme est habituellement utilisé pour une infrastructure routière linéaire, mais son existence à l'échelle d'une aire urbaine a été établie (Geroliminis & Daganzo, 2008). Enfin,

en utilisant une équation bien connue de l'ingénierie du trafic[1] appliquée là aussi à l'échelle macroscopique d'une zone urbaine (dans la suite de Béziat *et al.*, 2017), nous pouvons modéliser les temps de parcours des usagers de la zone étudiée en fonction notamment de la densité de véhicules en circulation mais aussi d'autres caractéristiques, associées aux individus ou à leur trajet.

Cette modélisation s'appuie sur la fonction BPR (*bureau of public roads*) exprimant le temps de parcours tel que :

$$TP = T0\left(1 + \mu\left(\frac{F}{C}\right)^{\lambda}\right),$$

où T0 représente le temps de parcours en conditions de circulation fluides, F le flux de véhicules et C la capacité de l'infrastructure considérée.

Nous appliquons cette relation à chaque individu de l'enquête en récupérant le temps de parcours T0 *via* des requêtes adressées au calculateur d'itinéraire *Google Maps*, tandis que la relation F/C est approximée par l'indicateur de densité de véhicules établi à partir des horaires de déplacements des individus, représenté dans la figure 2. Pour assurer leur fiabilité, nous avons confronté cet indicateur de densité construit à partir de donnée subjectives à des données d'entrée et de sortie de la zone d'étude mesurées par des compteurs radar *ad hoc*.

Ce travail, dont l'originalité est à souligner[2], nous permet de simuler *ex ante* l'influence de décalages d'horaires de déplacements et donc de l'homogénéisation de la densité de véhicules en circulation pendant la période de pointe matinale sur les temps de parcours globaux. L'influence des paramètres des différents scénarios de décalages (proportion d'individus modifiant leurs horaires, ampleur et sens des décalages mis en œuvre) sera également étudiée.

La nature des données mobilisées permet de plus, par la désagrégation des flux, d'analyser les conséquences des décalages d'horaires pour certains groupes parmi la population étudiée. En particulier, les effets des décalages opérés sur les temps de parcours des individus, selon que ces derniers aient participé ou non à ces scénarios en modifiant leurs horaires de déplacement, ou bien selon la période de ces déplacements (avant et après la mise en œuvre de décalages), nous semblent devoir être étudiés.

En effet, dans une des rares expérimentations de ce type dont les effets ont été mesurés et évalués, à Hawaii en 1988 (Giuliano & Golob, 1990), une des limites mises en évidence fut que les usagers ne participant pas à l'expérimentation et ne modifiant pas leurs horaires de déplacement en ont le plus bénéficié car voyant leurs temps de trajet diminuer le plus fortement, tandis que ceux faisant l'effort de décaler leurs trajets constataient de plus faibles améliorations voire une absence d'amélioration. Cela avait alors été identifié comme un frein à l'acceptabilité et à une éventuelle pérennisation de ce type de politiques.

2. AUX ORIGINES DE L'HEURE DE POINTE MATINALE

Les heures de pointe (en particulier celle du matin) sont en effet tenaces. Nous appuierons ici le constat apparemment paradoxal déjà relevé dans la littérature entre la flexibilisation des horaires de travail et l'augmentation des phénomènes d'heure de pointe. Il s'agira d'expliquer le phénomène constaté par un traitement statistique des données issues de l'enquête renseignant sur les pratiques temporelles des individus.

Nous tâcherons ici d'expliquer la très forte concentration des arrivées au travail le matin sur notre zone d'étude. Si 80 % des salariés sont soumis à un régime horaire « libre » le matin, ils sont 90 % à se rendre au travail à la même heure chaque jour, et plus de la moitié à le faire pendant les 30 minutes les plus congestionnées.

Nous poursuivrons les travaux de Munch (2017) en analysant les pratiques de déplacement des individus sur le plan temporel en lien avec leurs différentes activités et contraintes. Il s'agira d'identifier les facteurs autres que l'horaire d'embauche qui expliquent la simultanéité des déplacements observée à l'échelle macroscopique.

Nous nous attarderons en particulier sur les spécificités de notre terrain d'étude, dont la grande majorité des usagers utilise quotidiennement le véhicule individuel dans leurs déplacements pendulaires. Ces usagers sont très majoritairement des hommes jeunes et de catégorie sociale élevée, en plus d'être soumis à un régime horaire « libre ». Nous montrerons que ces caractéristiques tendent à dresser le portrait d'individus dotés d'une maîtrise aiguë de leur emploi du temps et dont le capital social et culturel leur permet de jouir tout particulièrement de leur synchronisation avec le rythme sociétal normé, des éléments qui semblent

1 L'équation dite « fonction BPR » établie par le *bureau of public roads* américain, liant le temps de parcours sur une infrastructure au volume de trafic qu'elle subit.

2 Il n'existe pas à notre connaissance d'autres travaux réalisant des modèles de trafics à partir de données déclaratives renseignées par les usagers concernés.

constituer autant d'obstacles pour la puissance publique souhaitant lisser la pointe de déplacements en agissant sur les horaires.

3. LES POSSIBILITÉS EFFECTIVES D'ATTÉNUATION DE LA CONGESTION

Ainsi, malgré des gains éventuels de temps de parcours plutôt limités et les spécificités de la zone étudiée qui semblent aller à l'encontre d'un écrêtement de la pointe, une partie significative des salariés déclare pouvoir modifier ses horaires de déplacement. Nous nous pencherons ici sur les éléments expliquant cette disposition, ainsi que sur d'autres mesures envisageables et envisagées par la puissance publique.

Plus d'un tiers des salariés déclare en effet pouvoir décaler ses horaires de départ au travail le matin sans que cela ne pose une quelconque gêne. Nous identifierons les caractéristiques (qu'elles soient individuelles ou liées à l'établissement de travail) favorisant la possibilité d'adopter de tels comportements, dans une optique notamment de ciblage de politiques publiques. Nous nous appuierons également sur les avis formulés par la population étudiée dans le cadre de l'enquête quantitative sur différentes solutions temporelles.

Nous reviendrons enfin sur notre expérience en collectivité territoriale dans le cadre du dispositif CIFRE et sur les mesures finalement appliquées ou à l'étude auprès de la population concernée, en particulier sur leurs limites et leviers de mise en œuvre.

RÉFÉRENCES

Béziat A., Koning M., Toilier F., 2017, "Marginal Congestion Costs in the Case of Multi-Class Traffic: A Macroscopic Assessment for the Paris Region", *Transport Policy*, n° 60, p. 87-98 [en ligne : doi.org/10.1016/j.tranpol.2017.08.008].

Boulin J.-Y., 2008, *Villes et politiques temporelles*, Paris, La Documentation française.

Downs A., 1962, "The Law of Peak-Hour Expressway Congestion", *Traffic Quarterly*, 16(3), p. 393-409 [en ligne : trid.trb.org/view.aspx?id=694596].

Geroliminis N., Daganzo C. F., 2008, "Existence of Urban-Scale Macroscopic Fundamental Diagrams: Some Experimental Findings", *Transportation Research Part B: Methodological*, 42(9), p. 759-770 [en ligne : doi.org/10.1016/j.trb.2008.02.002].

Giuliano G., Golob T. F., 1990, "Staggered Work Hours for Traffic Management: A Case Study", *Transportation Research Record*, n° 1280, p. 46-58.

Munch E., 2017, *Mais pourquoi arrivent-ils tous à la même heure ? Le paradoxe de l'heure de pointe et des horaires de travail flexibles*, Paris, École des Ponts ParisTech.

L'AUTEUR

Louis Gendreau
Université Gustave Eiffel – LVMT
louis.gendreau@enpc.fr

AUTEUR
Alain GUEZ

Pour un urbanisme des possibles : des espaces, des temps et de la chronotopie

RÉSUMÉ
En croisant des recherches portant sur les politiques temporelles, l'expérience et les pratiques des temps en lien avec l'offre urbaine et métropolitaine, et des démarches de projet sensibles aux temporalités et aux spatialités des milieux habités et en transformation, nous nous efforçons ici de proposer des pistes de réflexion pour un urbanisme des possibles. Cette proposition théorique s'appuie sur des recherches conceptuelles, leurs traductions concrètes, des observations ethnographiques, ainsi que sur l'analyse de démarches et de propositions d'urbanisme, d'architecture et de paysage. Il s'agit de replacer la question des rythmes de vie et de ville dans une approche spatialement et temporellement étendue. Les politiques temporelles, comme politiques publiques, sont ici considérées non seulement comme des moyens pour gérer et réguler les rythmes urbains, mais aussi comme des politiques ancrées dans les expériences et pratiques vécues et ce à plusieurs échelles et horizons d'espace et de temps.

MOTS CLÉS
espace-temps, politique temporelle, chronotope, chronotopie, urbanisme des possibles

ABSTRACT
By combining research on temporal policies, the experience and practices of time in connection with urban and metropolitan offer, and project approaches that are sensitive to the temporalities and spatialities of inhabited and changing environments, we attempt in this paper to propose issues for an urban planning "of the possible". This theoretical proposal is based on conceptual research, their concrete translations, ethnographic observations, as well as on the analysis of urban, architectural and landscape approaches and proposals. It aims at trying to place the rhythms of life and of the city in a spatially and temporally extended approach. Temporal policies, as public policies, are considered here not only as means to manage and regulate urban rhythms, but also as policies anchored in lived experiences and practices on several scales and horizons of space and time.

KEYWORDS
Space-time, Urban time policy, Chronotope, Chronotopia, Urban planning of the possible

INTRODUCTION

En croisant des recherches portant sur les politiques temporelles, l'expérience et les pratiques des temps en lien avec l'offre urbaine et métropolitaine, et des démarches de projet sensibles aux temporalités et aux spatialités des milieux habités et en transformation, nous nous efforçons ici de proposer des pistes de réflexion pour un urbanisme des possibles. Cette proposition théorique s'appuie sur des recherches conceptuelles, leurs traductions concrètes, des observations ethnographiques, ainsi que sur l'analyse de démarches et de propositions d'urbanisme, d'architecture et de paysage. Il s'agit d'essayer de replacer la question des rythmes de vie et de ville dans une approche spatialement et temporellement étendues. Les politiques temporelles, comme politiques publiques, sont ici considérées non seulement comme des moyens pour gérer et réguler les rythmes urbains, mais aussi comme des politiques ancrées dans les expériences et pratiques vécues, et ce à plusieurs échelles et horizons d'espace et de temps.

1. DES ORIGINES ANTHROPOLOGIQUES DES POLITIQUES TEMPORELLES

Les politiques temporelles urbaines, développées depuis les années 1990 en Italie, ont introduit les temporalités vécues comme objet de politique publique. Elles ne sont pas désincarnées et délocalisées, elles sont un contenant articulé dans des milieux dans lesquels ont été établies des conventions d'interdépendances temporelles.

L'évolution des cadres temporels de la société et de ses structures spatio-temporelles liées au travail, aux mobilités, aux modes de vie, de production et de consommation, aux régimes d'historicité (Hartog, 2003), peut mettre en crise les conventions sociétales élaborées dans la durée ainsi que les valeurs attribuées au temps vécu.

L'apparition des politiques temporelles est le fait de deux phénomènes concomitants : l'émergence d'une société post-industrielle désynchronisée et l'implication croissante des femmes dans le marché du travail.

Quelles sont aujourd'hui les nouvelles conditions qui inviteraient à refonder les politiques temporelles territoriales ? Quels sont les acteurs incarnés à prendre en compte dans les politiques publiques urbaines et territoriales ? Autrement dit, quelles sont les questions temporelles et spatio-temporelles contemporaines qui appelleraient une nouvelle saison de politiques temporelles territorialisées ? Comment qualifier les liens entre spatialités (Bonnin *et al.*, 2014) et temporalités ?

Les relations entre *rythmes de vie et rythmes de ville* apparaissent comme une réponse partielle à la question posée : *quelles perspectives pour les politiques temporelles ?* En effet, l'héritage des politiques temporelles invite à prendre en compte les temps vécus dans leurs dimensions qualitatives et donc, en partie seulement, dans leurs relations aux rythmes urbains et territoriaux.

La dimension anthropologique portée par les femmes à l'origine des politiques temporelles implique non seulement une dimension fonctionnelle, en termes d'amélioration des temps sociaux et territoriaux, mais aussi et surtout la recherche de dispositifs spatio-temporels porteurs de sens individuel et collectif.

2. DES POTENTIALITÉS ET DES RISQUES SPATIO-TEMPORELS

On assiste aujourd'hui, du fait d'une urgence environnementale certaine et de l'avènement de l'anthropocène, à une forme de domination des modèles techniques et fonctionnels qui trouvent leur légitimité dans la recherche d'optimisation des ressources limitées et nécessaires à la vie humaine sur terre. À l'opposé de ces modèles techniques et technologiques, des expérimentations alternatives, plus territorialistes que métropolitaines, comme celle de Notre-Dame-des-Landes (Lindgaard, 2018), explorent de nouvelles formes d'habitat en lien avec l'environnement.

Parallèlement, les technologies de l'information et de la communication, qui hybrident le monde physique, introduisent par la vitesse de calcul des possibilités d'ajustement en temps réel des systèmes interconnectés. Elles offrent des possibilités inédites, plastiques et élastiques, de mutualisation, d'alternance, d'évolutivité, d'adaptabilité, démultipliant par la même occasion la disponibilité de ressources limitées dans un monde dont la croissance démographique révolutionne les organisations humaines et leur impact sur les équilibres planétaires. Une « architecture temporelle » du monde occidental se dessine, non sans risque de repousser toujours plus loin les limites de l'emprise de temporalités structurantes sur l'individu, comme le dénonce Jonathan Crary (2014). Un nouvel effort semble alors nécessaire pour trouver des articulations entre des phénomènes dont les dynamiques propres relèvent de régimes temporels, à la fois linéaires, cycliques, en boucle, incertains, ajustables… et procèdent de plusieurs échelles et horizons spatiaux et temporels.

3. DES EXPÉRIENCES ET DES PRATIQUES CONCRÈTES DU TEMPS

La recherche d'une meilleure « qualité de vie » ne peut se limiter au quotidien, mais est complexifiée par une nécessaire transition vers un horizon soutenable, à définir, et son acceptabilité sociale et anthropologique.

Afin d'instruire une partie de cette question, les enquêtes menées par le Laboratoire architecture anthropologie (LAA)[1] sur la métropole parisienne permettent d'identifier ce que nous avons désigné comme des « fondamentaux » anthropologiques de l'expérience du temps urbain. La relecture chronotopique de recherches du LAA depuis 10 ans (Guez *et al.*, 2018a) a permis d'extraire des données qualitatives de différents terrains ethnographiques.

De cette relecture émerge un système dynamique d'indicateurs composé de repères chronotopiques, de contraintes temporelles et d'appropriations chronotopiques. Ces « fondamentaux », chacun avec une composante rythmique, sont tant fonctionnels que symboliques et sensibles. Pris ensemble, ils participent à structurer et à qualifier les formes tangibles que cette expérience prend dans la vie quotidienne comme au plan biographique, individuel et collectif, par :

– L'existence d'un ensemble de repères chronotopiques qui se déclinent de la vie quotidienne à l'horizon de la transformation et montrent comment les pratiques de l'espace et les expériences du temps s'ancrent dans un « tout » fait à la fois d'organisations fonctionnelles et de qualités concrètes.

– Le rôle structurant des contraintes temporelles dans l'organisation des temps individuels. Certains horaires et calendriers se singularisent par le fait qu'ils s'imposent ou sont perçus comme dominant, sans laisser de marge de manœuvre. On a pu repérer quatre types de temps structurants majeurs dans les parties de ville

1 Voir les sites respectifs du LAA et du Lavue : www.laa.archi.fr/ et www.lavue.cnrs.fr/

où ont été menées les ethnographies : les temps des enfants, les temps de l'école, les temps de travail, les temps de sociabilité.
– La recherche systématique d'appropriations chronotopiques en marge des temps structurants, à la fois dans le sens d'une quête d'inscription dans un processus de transformation, et d'une personnalisation et qualification des relations entre soi-même et les autres et entre soi-même et le territoire habité.

Si ces fondamentaux n'ont pas encore pu être testés sur d'autres territoires, ils permettent toutefois d'ouvrir des pistes de réflexions notamment en ce qui concerne les liens entre approche rythmique et plus largement chronotopiques.

À partir de ce constat, on peut établir une première relation forte entre les expériences (Turner & Bruner, 1986) et pratiques de l'espace et les assises spatio-temporelles des lieux habités. La recherche de chronotypes des activités de la ville dans l'espace public parisien – définis comme « des ensembles d'activités dont les structures temporelles présentent, dans un périmètre à délimiter, des caractéristiques horaires et calendaires semblables » (Guez *et al.*, 2018b) – est, dans cette perspective, prometteuse pour l'identification d'offres temporalisées rendant possible des pratiques urbaines individuelles et sociales, diverses en termes d'horaires et de calendriers ainsi que de modes de vie potentiels.

Pour autant, la mise en perspective de ces relations pose encore des questions tant en termes de qualité humaines et environnementales des visions projetables, que de leur faisabilité et acceptabilité, au présent.

4. LA RECHERCHE D'INDICATEURS PAR LE PROJET

Le contexte spatio-temporel décrit plus haut invite à penser la ville et les territoires à travers une pluralité d'échelles et d'horizons spatiaux et temporels et notamment dans une dynamique de transformation.

Les sessions 12 et 13 de Europan – un concours international qui se situe entre la réflexion théorique et opérationnelle et propose un thème commun – portaient sur « La ville adaptable », avec pour énigmatique sous-titre « insérer les rythmes urbains ». La nature de ce concours, à la fois concours d'idée et pré-opérationnel, pousse les candidats à explorer des thématiques génériques dans des contextes concrets (Guez, 2014).

Parallèlement, l'observation des démarches de conception primées depuis 2007 au *Global awards for sustainable architecture* – prix international d'architecture – fait clairement émerger une sélection d'approches intéressantes du fait de leur rupture avec les schémas et les régimes temporels convenus du projet architectural, urbain et paysager.

Trois grandes familles de métamorphoses spatio-temporelles émergent de l'analyse des résultats de ces concours et prix, qui constituent une première esquisse de matrice de conception : les périodicités, les permanences, les transitions, ouvrant une vaste gamme et grammaire de transformation des territoires habités.

On distingue, dans les périodicités travaillées dans les propositions sélectionnées trois grandes variables : les périodicités des usages de l'espace (jour / nuit, semaine / week-end, saisons) ; les périodicités des processus de production / consommation des ressources (avec leurs cycles propres et contextuels) ; les périodicités non cycliques des aléas notamment liés aux risques naturels et technologiques qui définissent une couche ultérieure de complexité temporelle.

En ce qui concerne les permanences, nous avons repéré quatre grandes variables : les formes et les figures ; les éléments connexes évolutifs et participant d'une incrémentation ; les formes temporaires et itinérantes complémentaires de structures plus stables ; les événements qui interagissent avec les structures permanentes.

En ce qui concerne les transitions, quatre grandes modalités sont apparues : les processus de recyclage et de réemploi ; les continuités, résurgences et ruptures ; la définition de différentes formes de phasage ; la modélisation de processus de transformation intégrant l'incertitude.

Sans rentrer dans le détail de cette analyse, ce qui ressort du corpus étudié est la richesse des dispositifs recherchés à travers des démarches de projet. À travers ces démarches sont explorées des possibilités d'accords contextuels entre les temporalités des milieux urbains et non urbains, et les pratiques et expériences humaines que le projet, et plus largement les processus de transformation proposés, permettent de configurer.

5. POUR UN URBANISME DES POSSIBLES

La lecture croisée de recherches portant sur les politiques temporelles, sur l'expérience et les pratiques habitantes en lien avec l'offre urbaine et métropolitaine, sur des démarches de projet mobilisant des dimensions à la fois techniques, poétiques et symboliques, permet de poser la question des rythmes de vie et des rythmes de ville à l'aune d'une plus vaste étendue de temporalités qui s'articulent dans l'habiter.

C'est cette approche que je propose de qualifier de « chronotopique ». Le terme (Bonfiglioli, 1997) – association de *chronos* et de *topos*, espace et temps – est une notion sans qualité propre, mais qui permet de poser la question de l'articulation entre espace et temps en termes conceptuels, poétiques et aussi opérationnels.

Sans vouloir réduire la portée de cette notion, il est toutefois possible d'en explorer les dimensions rythmiques, en considérant les rythmes comme un des aspects de la qualité de la vie quotidienne urbaine et métropolitaine. Dans cette perspective et en se concentrant sur les potentialités de l'offre urbaine et territoriale, il me semble important de prendre en compte quatre familles d'indicateurs qui peuvent aider à travailler les rythmes de vie et de ville :

– Des indicateurs de saisonnalité qui permettent d'articuler pratiques humaines et milieu de vie et qui invitent à observer et concevoir la ville et les territoires en transformation en prenant en compte différentes périodes : journalières, hebdomadaires ou encore saisonnières.
– Des indicateurs de diversité de l'offre urbaine d'un point de vue sensoriel, pratique et d'accessibilité ouvrant la possibilité à différents modes de vie dans un même milieu selon les âges de la vie et les situations professionnelles ou familiales. La diversité est aussi temporelle en termes de calendrier et d'horaire, elle est liée au quotidien urbain qui n'est pas fait pour autant que de routines régulières, mais aussi de pratiques occasionnelles et exceptionnelles. L'offre urbaine ou métropolitaine est aussi intrinsèquement liée à son accessibilité et à la proximité qui est de plus en plus une dimension temporelle plus que spatiale dont la géométrie se déforme selon les vitesses des modes de déplacement disponibles.
– Des indicateurs de mutualisation (par alternance temporelle d'usages) des espaces et équipements publics qui sont évidemment liés aux deux précédents, nécessaires dans le cadre d'une économie des ressources (sol, énergie, eau, matière) et en rapport avec la notion d'intensité urbaine et métropolitaine.
– Des indicateurs de pérennité / mutabilité qui permettent d'inscrire les faits concrets dans des durées, des cycles et donc des rythmes prévisibles de vie et de permanence.

Ces familles d'indicateurs ne sont pas neutres, elles sont sous-tendues par des valeurs anthropologiques qui s'expriment de manière plus ou moins épanouies dans des contextes urbains, métropolitains ou encore territoriaux, comme nous l'avons repéré à travers les enquêtes ethnographiques que nous avons pu mener notamment sur la métropole parisienne.

Il s'agirait alors de prendre en compte les valeurs inhérentes aux expériences et pratiques habitantes, observables, imaginables et souhaitables, pour élaborer des politiques temporelles territoriales désirables socialement et anthropologiquement. La définition de ces valeurs semble devoir être abordée en termes concrets, à la fois spatiaux et temporels, à l'aune d'idées d'urbanité et de territorialité qui mériteraient de devenir centrales dans le débat public.

Cette approche ouvrirait un urbanisme des possibles qui s'efforcerait de construire des chronotopies, c'est-à-dire des récits collectifs, au regard de la qualité des expériences et pratiques qu'ils rendent possibles et praticables au cours de leur réalisation, avec à la fois des horizons d'anticipation et des dimensions critiques en termes de tendances sociétales, et dans lesquels chacun devrait pouvoir habiter.

RÉFÉRENCES

Bonfiglioli S., 1997, "Che cos'è un cronotopo ?", *in* S. Bonfiglioli et M. Mareggi (dir.), *Il tempo e la città fra natura e storia. Atlante di progetti sui tempi della città*, Roma, Inu Edizioni, coll. « Urbanistica Quaderni », n° 12., p. 90-92.

Bonnin P., Masatsugu N., Shigemi I. (dir.), 2014, *Vocabulaire de la spatialité japonaise*, Paris, éd. du CNRS.

Crary J., 2014, *24/7. Le capitalisme à l'assaut du sommeil,* Paris, La Découverte-Poche.

De Certeau M., 1990, *L'invention du quotidien. Vol. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. « Folio essais ».

Guez A., 2014, « Une interprétation chronotopique des enjeux de la ville adaptable », dossier « Europan 12 », supplément à la revue *Traits urbains*, n° 72, p. 20-22.

Guez A., de Biase A., Gatta F., Zanini P. (dir.), 2018a, *Exploration chronotopique d'un territoire parisien*, Paris, La Recherche-Ensaplv.

Guez A., Lagesse C., Meziani M., 2018b, « Des chronotopes et des chronotypes. Exploration des temporalités de l'espace public parisien », *Revue internationale de géomatique*, 28(2), p. 191-217.

Hartog F., 2003, *Des régimes d'historicité : présentisme et expérience du temps*, Paris, Seuil.

Lindgaard J. (dir.), 2018, *Éloge des mauvaises herbes. Ce que nous devons à la ZAD*, Paris, LLL Les liens qui libèrent.

Turner V.W., Bruner E.M. (dir.), 1986, *The Anthropology of experience*, Champaign, University of Illinois Press.

L'AUTEUR

Alain Guez
Ensa Nancy – LAA / Lavue
alainguez010@gmail.com

AUTEURS
Alexis GUMY,
Marc-Édouard
SCHULTHEISS

Qualité de desserte et *patterns* spatio-temporels : accompagner le renouvellement des politiques publiques de déplacement par une adaptation plus fine de l'offre à la demande

RÉSUMÉ
Dans une société où le tout-voiture reste prédominant, les résistances qui opèrent face au report modal questionnent les approches traditionnelles de planification. Tandis que les modes de vie se diversifient, les horaires et la cadence des transports en commun restent principalement calibrés sur les déplacements pendulaires. Il est proposé ici d'apporter une analyse nouvelle et interdisciplinaire de l'offre et de la demande en transports. Dans un premier temps, une approche par les rythmes de vie met en évidence des déphasages entre l'offre de transports publics et la demande de déplacements pour certains profils rythmiques, tant spatialement que temporellement. Dans un second temps, une nouvelle méthodologie est proposée pour évaluer et renouveler l'indicateur de la qualité de desserte, outil à l'origine de nombreuses politiques de déplacement. Une étroite collaboration avec les administrations locales a permis d'intégrer les attentes spécifiques en matière de politiques de transport et de planification.

MOTS CLÉS
qualité de desserte, politique de déplacement, rythmes, mobilité, spatio-temporel

ABSTRACT
In a society where car use is still predominant, resistance to modal shift questions traditional planning approaches. While lifestyles are diversifying, public transit timetables are still mainly based on commuting. This paper proposes a new, interdisciplinary analysis of transport supply and demand. Firstly, an approach based on the rhythms of life highlights the discrepancies between public transport supply and travel demand for certain rhythm profiles, both spatially and temporally. Secondly, a new methodology is proposed to evaluate and renew the indicator of level-of-service, a tool at the origin of many travel policies. Close collaboration with local administrations has made it possible to integrate specific transport policy and planning expectations.

KEYWORDS
Level-of-Service, Transport policy, Rhythm, Mobility, Time-space

INTRODUCTION

La recherche sur la mobilité quotidienne est à un moment charnière. Sur le plan politique, des solutions efficaces et inclusives sont attendues pour faire face à la crise climatique. Sur le plan technologique, le domaine de la mobilité urbaine est en plein essor avec de nouveaux types de services (tels que la mobilité à la demande, les abonnements de mobilité tout-inclus, etc.) et de véhicules (tels que les vélos en libre-service, les flottes de trottinettes, les voitures électriques en location courte-durée, etc.). Ces solutions arrivent en réponse à une nouvelle demande de déplacement, notamment due à l'évolution des modes de vie. Dès lors, d'un point de vue sociologique, l'omniprésence des systèmes d'informations, en plus de la mise en concurrence entre individus, et les injonctions à la mobilité et à l'activité se traduisent par une accélération du rythme de vie (Rosa, 2014). Les potentiels de mobilité sont renforcés en termes d'accessibilité et de compétence, et il est de plus en plus facile de mutualiser les temporalités de transport avec d'autres activités de loisir ou de travail. Ces différents éléments changent le rapport à la mobilité et appellent à un changement de paradigme dans sa conceptualisation scientifique. Dans cette mesure, les approches traditionnelles utilisées pour planifier et

prévoir la mobilité ne sont plus équipées pour faire face à l'hétérogénéité des comportements dans le temps, dans l'espace et au regard des interactions sociales.
L'étude présentée ici remet donc en question l'hypothèse largement utilisée des individus rationnels, optimisateurs, issue de la socio-économie des transports et propose une approche plus fine pour décrire les déterminants à la mobilité quotidienne. Cette approche se révèle être structurellement interdisciplinaire car elle vise à renouveler des méthodes et des outils employés par les praticiens dans la planification urbaine, en grande partie alimentés par le domaine de l'ingénierie des transports.

1. ENJEU DU PROJET DE RECHERCHE

Ainsi, l'enjeu sous-jacent à cette recherche est d'enrichir ces approches opérationnelles par ce que nous enseigne la sociologie, voire la psychosociologie avec la théorie des comportements planifiés (Ajzen, 1991). En employant diverses sources de données, il s'agit de déconstruire la demande individuelle de mobilité, pour approfondir la compréhension des déterminants au choix modal. Deux entrées théoriques principales assoient la méthodologie, à savoir la sociologie pragmatique et les régimes d'engagement (Thévenot, 2006) d'une part, et les trois dimensions des morphologies urbaines, des représentations collectives et des pratiques sociales (Bassand *et al.*, 2007) d'autre part. En ce sens, Vij, Carrel et Walke (2011) postulent qu'un individu a un comportement de mobilité quotidien propre, décrit par le *mobility style*. Ce comportement caractéristique est illustré par des choix d'activités, de lieux, ou encore de modes de transport. Il est par ailleurs influencé par un ensemble de considérations à moyen terme – telles que la perception de l'environnement, les effets liés à des attributs comme le coût ou le temps – et de décisions à long terme, qui concernent les choix résidentiels ou encore les accès à la mobilité (disponibilité d'une voiture, abonnement aux transports publics, etc.). Le *mobility style* constitue une accroche conceptuelle pertinente car elle résonne avec l'approche des modes de vie de Thomas et Pattaroni (2012) qui distingue les trois logiques d'actions du sensible, du fonctionnel et de l'interaction sociale. En plus de ces prédispositions de mobilité (effets de socialisation, influence des imaginaires, appartenance territoriale, structuration familiale, biographies de mobilité, etc.), de récentes recherches sur les heures de pointe révèlent que des contraintes de couplage familiales et professionnelles impactent également la structure du projet de mobilité quotidien (Munch & Proulhac, 2019). Les pratiques de mobilité sont par ailleurs souvent conditionnelles aux phénomènes d'habituation liés à la mobilité (Buhler, 2012).
Ce cadre théorique met en évidence l'existence de dépendances au temps et aux interactions sociales dans les prises de décisions liées à la mobilité, qui restent généralement absentes des modèles de planification. Ceux-ci sont encore particulièrement attachés à des indicateurs plus traditionnels (tels que les kilomètres parcourus ou le choix d'itinéraire). Ainsi, cette communication défend l'hypothèse que certaines politiques urbaines en matière de report modal gagneraient à intégrer les dépendances sociales et temporelles.

2. CAS D'ÉTUDE ET DONNÉES

Les analyses se concentrent sur l'aire franco-valdo-genevoise des agglomérations du Grand Genève et du Grand Lausanne. Cette aire métropolitaine présente un fort dynamisme économique et une grande mixité territoriale (en termes d'utilisation des sols, de densités, etc.). L'originalité de ce travail provient notamment de sa nature transfrontalière qui implique l'harmonisation de plusieurs sources de données. L'offre de transports publics est retrouvée à partir des données GTFS[1], rendues disponibles en *open data*. Plus généralement, les données sur le réseau viaire helvétique sont disponibles sur les sites opentransportdata.swiss et de l'Office fédérale des statistiques[2]. Les informations sur la demande de déplacement sont tirées du Microrecensement mobilité et transport (MRMT) 2015 côté Suisse, et l'Enquête déplacements grand territoire (EDGT) bassin franco-valdo-genevois 2016 côté France, soit un ensemble d'environ 15 000 observations complètes, desquelles sont déduites les typologies rythmiques. Tout au long des analyses, une étroite collaboration avec la Direction générale de la mobilité et des routes, ainsi que la Direction générale des transports dans les cantons de Vaud et de Genève respectivement, a permis d'intégrer les attentes locales en matière de politiques de déplacements et de produire des recommandations pour le renouvèlement de leurs instruments de planification.

1 *General transit feed specification*, un format standardisé des horaires de transports en commun et de leurs informations géographiques associées.

2 www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home.html

3. OBJET PRINCIPAL DE LA PROPOSITION DE COMMUNICATION

L'étude spatio-temporelle des schémas (*patterns*) de mobilité permet d'appréhender plus finement la complexité de l'analyse des déplacements quotidiens, notamment par la mise en regard de l'offre et de la demande.

Sur la base de l'approche rythmique de la mobilité, les recherches en cours menées par Drevon et Gumy (2020) proposent une analyse des schémas d'activité basée sur des observations d'une journée et d'une personne. Dans cette démarche, différents profils rythmiques sont dégagés en fonction a) de la complexité du schéma d'activité quotidienne, à savoir le nombre de voyages réalisés dans une journée ; b) des contraintes temporelles, représentant le degré de contrainte révélé par l'heure du premier départ dans la journée ; et c) de la dispersion spatio-temporelle, c'est-à-dire de l'amplitude en termes de distance parcourue et de temps passé loin du domicile. Ces profils sont, dans un premier temps, établis indépendamment du contexte géographique, des catégories socio-économiques et des préférences modales. Pour autant, des tendances apparaissent, comme le fait que les journées « pendulaires » sont majoritaires chez des hommes aux revenus élevés combinant différents modes de transport sur une base quotidienne.

Malgré une bonne correspondance entre les courbes journalières d'offre de transports publics et de demande, tous déplacements confondus, une analyse par profil rythmique révèle dans certains cas des déphasages temporels importants entre la capacité de transports publics déployée (bus, train, tram) et l'évolution de la demande au cours de la journée. En particulier, si l'offre correspond globalement à la demande issue des journées « pendulaires », elle peine encore à répondre aux journées « complexes », c'est-à-dire aux personnes qui se déplacent plutôt à proximité de leur domicile et avec plusieurs retours au domicile dans la journée. Le calcul d'un coefficient de variation entre la demande recensée et l'offre de transport public illustre des discontinuités marquantes. Enfin, l'analyse spatialisée de l'offre montre qu'elle reste proportionnellement constante à travers le territoire et tout au long de la journée, alors que la demande en déplacement se relocalise de manière hétérogène et discontinue.

Ces résultats conduisent à une nouvelle interprétation de la demande et permettent d'identifier des facteurs spatio-temporels et morphologiques susceptibles de jouer un rôle prépondérant dans le processus de choix modal, et plus largement dans la mise en place du projet de mobilité qu'il paraît indispensable de penser à l'échelle de la journée. La composante temporelle, traditionnellement réduite aux périodes de pointe du matin et du soir, démontre qu'il est nécessaire de redéfinir les indicateurs de l'offre en transports publics de manière dynamique et en tenant compte de l'accessibilité à l'ensemble du réseau. Cette recherche propose donc une redéfinition de la qualité de desserte en transports publics, qui rend compte des contraintes d'enchaînements auxquelles sont confrontés les individus dans leur quotidien.

4. TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES ENVISAGÉS

Les données à disposition (MRMT 2015 et EDGT 2016) ne permettent pas de tenir compte du fait que les individus ne gardent pas le même rythme d'activité tout au long de la semaine. Afin de s'approcher davantage des usages et pratiques de mobilité quotidienne, des travaux sur les changements de rythme individuel dans une perspective longitudinale semblent prometteurs. Plus généralement, la composition du ménage et les rythmes interpersonnels ont aussi un rôle certain sur le chaînage des déplacements. Les objectifs de renouvellement des outils de planification pour les politiques publiques doivent être soutenus par des méthodes plus avancées et mieux adaptées pour tenir compte de la complexification des modes de vie et des interactions sociales dans les processus décisionnels.

RÉFÉRENCES

Ajzen I., 1991, "The Theory of Planned Behavior", *Organizational Behavior and Human Decision Processes, Theories of Cognitive Self-Regulation*, 50(2), p. 179–211 [en ligne : doi.org/10.1016/0749-5978(91)90020-T].

Bassand M., Kaufmann V., Joye D. (dir.), 2007, *Enjeux de la sociologie urbaine*, Lausanne, PPUR.

Buhler T., 2012, *Éléments pour la prise en compte de l'habitude dans les pratiques de déplacements urbains. Le cas des résistances aux injonctions au changement de mode de déplacement sur l'agglomération lyonnaise*, thèse de doctorat à l'Institut narional des sciences appliquées de Lyon [en ligne : theses.insa-lyon.fr/publication/2012ISAL0087/these.pdf].

Drevon G., Gumy A., 2020, "Understanding Multimodality through Rhythm of Life. An Empirical Evidence from the Swiss Case Study", *in* O. Jensen, C. Lassen, V. Kaufmann, M. Freudendal-Pedersen et I. Lange (dir.), *Handbook of Urban Mobilities*, London, Routledge.

Munch E., Proulhac L., 2019, « Le paradoxe de l'heure de pointe et des horaires de travail flexibles », *Territoire en mouvement*, n° 42 [en ligne : journals.openedition.org/tem/5802].
Rosa H., 2014, « Accélération. Une critique sociale du temps », *Idées économiques et sociales*, 177(3),p. 78-79.
Thévenot L., 2006*, L'action au pluriel : sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte.
Thomas M., Pattaroni L., 2012, « Choix résidentiels et différenciation des modes de vie des familles de classes moyennes en Suisse », *Espaces et sociétés*, 148-149(1), p. 111-127 [en ligne : doi.org/10.3917/esp.148.0111].
Vij A., Carrel A., Walke, J. L., 2011, "Capturing Modality Styles Using Behavioral Mixture Models and Longitudinal Data", *International Choice Modelling Conference General Papers*, p. 1-29.

LES AUTEURS

Alexis Gumy
EPFL – LaSUR (Suisse)
alexis.gumy@epfl.ch

Marc-Édouard Schultheiss
EPFL – LaSUR (Suisse)
marc-edouard.schultheiss@epfl.ch

AUTEUR
Jean RICHER

Chroniques d'un rivage habité

RÉSUMÉ
La prise en compte des rythmes sociaux et environnementaux sur les littoraux urbanisés pourrait ouvrir un nouveau champ d'action des politiques temporelles. Il s'agit ici de repenser la planification et l'aménagement littoral à partir des usages des populations en questionnant les notions de permanence architecturale, de détermination programmatique, d'adaptation et de réversibilité. Pour ce faire, cette contribution part de trois situations explicitées par des exemples : 1) la permanence indéterminée, 2) la fluctuation rythmique et 3) l'accident irréversible. Le croisement de ces trois situations permet d'en déduire une dernière : 4) celle *des formes relationnelles* qui peut être comprise comme l'extension de la dimension architecturale à l'échelle des systèmes rythmiques que nous rencontrons sur le littoral urbanisé.

MOTS CLÉS
architecture, littoral, patrimoine, adaptation, rythme, planification

ABSTRACT
Taking into account social and environmental rhythms on urbanised coasts could open up a new field for action for time policies. This communication aims at rethinking coastal planning and development based on the uses made by the populations by questioning the notions of architectural permanence, programmatic determination, adaptation, and reversibility. In order to do so, this contribution starts from three situations explained by examples: 1) the indeterminate permanence, 2) the rhythmic fluctuation, and 3) the irreversible accident. The crossing of these three situations allows us to deduce a fourth one: 4) that of *relational forms*, which can be understood as the extension of the architectural dimension to the scale of the rhythmic systems we encounter on the urbanised coastline.

KEYWORDS
Architecture, Coastline, Heritage, Adaptation, Rhythm, Urban planning

INTRODUCTION

Les politiques temporelles françaises ont pour objectif d'intégrer les rythmes de vie dans le fonctionnement des services publics, mais aussi en matière de mobilité et parfois même dans le fonctionnement de certains bâtiments. Sur ce dernier point, il existe actuellement une ambition pour des architectures évolutives ou mutualisables, comme dans le cas des tours réversibles Black Swan à Strasbourg (2017) ou du pôle éducatif Molière aux Mureaux (2014) prétendant perdurer au-delà de leur programme initial par grande transformation prévisible ou mutualisation des équipements (Dameron, 2017).

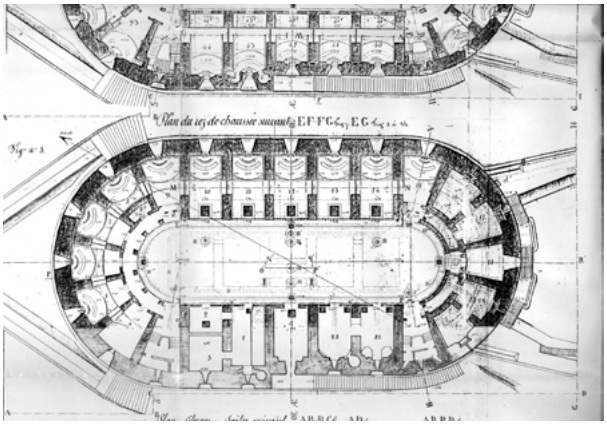
Cette contribution, qui émane d'un praticien, propose quelques pistes de réflexion pour aborder l'intégration des rythmes dans l'architecture en partant de constats issus d'un littoral urbanisé de la façade atlantique : la description de trois situations de bord de mer permet d'en déduire une quatrième (par association) qui éclaire ce sujet. Pourquoi le littoral ? Les rythmes naturels et sociaux s'y expriment avec force tandis que la frontière maritime contraint l'aménagement urbain.

Cette contribution s'intègre dans la recherche doctorale en architecture en cours intitulée *Tempo Virilio*[1] sur l'*écologie grise* du philosophe Paul Virilio.

1 Recherche menée à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris Malaquais dans le cadre du laboratoire Architecture, culture, société (ACS), membre de l'UMR3329 AUSser.

1. PREMIÈRE SITUATION : LA PERMANENCE INDÉTERMINÉE

Figure 1. Plan du rez-de-chaussée du fort Boyard, service du génie militaire (non daté, archives de l'UDAP 17)



Souvent, l'étude des plans des édifices anciens frappe par l'indétermination programmatique de leurs espaces. De nombreuses pièces n'y sont pas nommées et leur caractère répétitif laisse à penser à une vacance de programme. Prenons l'exemple du fort Boyard dans la mer des Pertuis (Charente-Maritime) qui est un bâtiment de l'époque moderne (conçu au XVIIIe siècle et achevé au cours du XIXe siècle). Sa forme géométrique abstraite (deux corps parallèles reliés par des musoirs) abrite des petites cellules initialement prévues pour des pièces d'artillerie mais sans réel raisonnement poliorcétique. Ce dispositif sériel n'aura jamais réellement servi comme élément de fortification mais plutôt comme prison ; il accueille maintenant depuis plusieurs décennies un jeu télévisé.

Une certaine indétermination spatiale des espaces intérieurs a permis d'accueillir ces diverses fonctions dont l'imprévisible jeu. Les études historiques montrent que le patrimoine monumental bâti se révèle adaptatif avec des programmes qui se succèdent au fil des époques pour des modifications architecturales souvent sommaires par rapport aux bouleversements programmatiques. L'autre trait d'un monument reste naturellement sa permanence qui aujourd'hui est renforcée par les politiques de protection et de conservation. Si beaucoup de monuments ont disparu (irrémédiablement dénaturés ou détruits), une forme de survivance monumentale peut surprendre même durant les périodes historiques les plus troublées. De restauration en anastylose, ils perdurent et il faut comprendre que leur permanence n'est due qu'à des campagnes de restauration ou de transformation régulières sans lesquelles ils seraient tombés en ruine.

On retiendra de cette première situation la permanence du monument parfois renouvelée par la reconstruction mais aussi une ouverture programmatique aidée en cela par une forme d'indétermination.

2. SECONDE SITUATION : LA FLUCTUATION RYTHMIQUE

Figure 2. Saint-Jean-de-Monts, hiver 2012 (crédit photographique Jean Richer)

La seconde situation abordée est celle du paysage balnéaire tel que nous le fréquentons en hiver avec des logements inoccupés aux volets clos. Cette situation est en réel contraste avec l'exubérance balnéaire estivale où les plages s'animent au rythme des marées et où les fronts de mer montent en intensité au fil de la journée. Les rythmes sociaux se ressentent particulièrement sur le littoral urbain. Ils enchevêtrent ceux des marées, de la semaine et de la saisonnalité. Or, cette fluctuation rythmique rend particulièrement flagrante la spécialisation des lieux. Les maisons et appartements de vacances vivent au rythme des beaux jours et

du calendrier scolaire. Remarquons que ces résidences dites secondaires peuvent représenter 80 % du parc immobilier (c'est le cas par exemple à l'extrémité de l'île de Ré d'après la base FILOCOM) pour un usage qui souvent ne dépasse pas quelques semaines dans l'année. Il en va de même pour les commerces et les activités de bord de mer.

Cette spécialisation produit arithmétiquement un stock immobilier au faible taux faible occupation. La situation devient problématique lorsqu'il s'agit de maintenir du logement à l'année pour une communauté locale dont l'activité économique serait moins dépendante du tourisme. Les documents locaux de planification (plan local d'urbanisme / PLU et schéma de cohérence territoriale / SCoT) s'y cassent souvent les dents. De manière plus générale, cette spécialisation semble peu adaptable aux évolutions contemporaines car la société évolue vite et les évolutions du climat (avec le renforcement des phénomènes de tempête ou des épisodes de fortes chaleurs) vont nécessairement modifier ces rythmes.

La variation des rythmes de vie est prise en compte depuis les années 1970 en géographie humaine et en sociologie avec les travaux de Torsten Hägerstrand sur la *time-geography* (1970) ou ceux de Kevin Lynch (1971) complétés par ceux de Henry Lefebvre (1992). Une nouvelle spatialité se révèle au regard, se centrant sur la perception de l'individu et ses déplacements quotidiens, et avec elle une autre manière de voir l'usage des constructions. Si ces fluctuations rythmiques sont en partie intégrées dans les politiques temporelles, elles ne se retrouvent pas dans la planification urbaine française.

On retiendra de cette seconde situation la nécessité de prendre en compte les rythmes sociaux dans l'aménagement tout en notant que la spécialisation est souvent source d'une détermination dont l'adaptabilité peut être questionnée.

3. TROISIÈME SITUATION : L'ACCIDENT IRRÉVERSIBLE

Figure 3. La Faute-sur-Mer suite à l'événement Xynthia, 2010 (crédit photographique Jean Richer)

La dernière situation nécessite de faire face à la finitude. Voici 10 ans exactement, la tempête Xynthia frappait le littoral atlantique français et provoquait des pertes humaines dues à une urbanisation peu contrôlée. Dans les zones de solidarité fortement touchées par l'événement climatique, l'État français a imposé la déconstruction des habitations pour limiter la vulnérabilité littorale. Or, les dernières projections de l'élévation du niveau des mers effectuées par l'organisation indépendante *Climate central* (2019) ont montré à l'échelle du monde que 300 millions de personnes pourraient affronter des inondations ou submersions une fois par an d'ici à 2050. Les côtes françaises ne seront pas épargnées malgré une politique volontariste de défense des côtes. Les risques et phénomènes naturels varient ici de la submersion par voie de mer pour les côtes les plus basses, à l'inondation par les cours d'eau côtiers ou encore l'érosion des dunes et des falaises. En parallèle, la balnéarisation et son imprenable « vue sur la mer » ont considérablement renforcé la vulnérabilité urbaine et, déjà, plusieurs sites sont menacés par la mer comme l'emblématique immeuble Signal de Soulac-sur-Mer. Il faut s'attendre à des catastrophes dans les prochaines décennies ou anticiper la déconstruction et l'éventuelle relocalisation des biens.

Le philosophe Paul Virilio a fondé une partie de son approche *révélationnaire* sur la finitude (1977), nous enjoignant à regarder la fin irréversible pour mieux penser le début de toute chose. Le principe consistant à « partir de la fin » rappelle ce qui se pratique en matière d'analyse de cycle de vie et de *backcasting* (Robinson, 1990). Initialement employé pour atteindre un but, le *backcasting* peut l'être pour échapper à la catastrophe en réorientant les décisions à différents moments. Déjà, des constructions temporaires sont imaginées sur les falaises d'Ault pour anticiper l'érosion galopante. Le gouvernement français a annoncé le 12 février 2020 la création d'un nouveau permis de construire autorisant « des constructions non pérennes et démontables » dans des zones dites de transition.

Ce n'est donc plus ici la réversibilité programmatique qui est en jeu mais bien celle de l'existence même de l'architecture qui doit restituer le site tel qu'il était avant l'édification. Ce type de réversibilité doit s'envisager dans ces cas à forte vulnérabilité ; la conception architecturale s'en trouve irrémédiablement changée. Elle appelle dès lors des logiques de démontage, de recyclage ou de réemploi anticipé.

4. QUATRIÈME SITUATION : *DES FORMES RELATIONNELLES*

Ayant observé les situations une à une, il s'agit maintenant de les croiser pour en faire émerger une quatrième.

4.1. La permanence feinte que la vitesse fait croire

Nous peinons à percevoir les rapports d'échelles temporelles car la matière même du temps a changé au cours du XXe siècle. Les régimes spatio-temporels ont été considérablement perturbés du fait de la désynchronisation des structures temporelles tant individuelles que collectives comme l'a démontré le sociologue Hartmut Rosa (2010). L'accélération généralisée chère à Paul Virilio (1977) a considérablement réduit l'horizon temporel de nos projections. Si aujourd'hui le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) propose des projections climatiques à 2100, quelles sont les politiques publiques qui y tendent réellement ? Elles se limitent pour la plupart à un court-termisme justifié par un environnement socio-politique incertain. Dès lors, comment construire durablement dans l'incertitude ?
La durée de vie d'une architecture doit être interrogée : certaines sont faites pour demeurer tandis que d'autres doivent être pensées dans leur réversibilité partielle ou totale.

4.2. Vers un contemporain indéterminé ?

Alors que l'incertitude grandit – sous-tendue par la crise environnementale et les changements rapides de la société –, il convient de se demander si la surspécialisation de nos environnements bâtis ne se fait pas obstacle à elle-même. Pouvons-nous revenir à l'indétermination passée alors que les dispositifs techniques et les dispositions normatives nous poussent à la spécialisation ? L'engouement actuel pour les tiers-lieux capables d'accueillir des activités variées peut nous mettre sur la voie : nous avons certainement besoin de plus de flexibilité pour accueillir des pratiques sociales émergentes.
L'observation des modes de vie des populations nous conduit à une *rythmanalyse* qui serait plus centrée sur l'activité que sur les lieux, à la manière dont les structuralistes du groupe Team X (Aldo Van Eyck en particulier) envisageaient l'architecture et l'urbanisme. Les politiques temporelles pourraient prendre cette direction en stimulant l'analyse des rythmes quotidiens et leur intégration dans le cadre bâti. Pour illustrer ce propos, observons que les établissements scolaires littoraux (écoles, collèges et lycées) sont vides au moment même où la pression estivale s'applique fortement sur une frange urbaine parfois étroite. Ne pourrions-nous pas imaginer de mutualiser certains équipements littoraux en foisonnant les usages locaux et balnéaires ? Il réside ici une économie flagrante d'espace et une ambition de prise en compte des rythmes qui seraient amenés à repenser l'architecture et la planification urbaine. Une expérience, bien que modeste, est en cours sur l'île d'Aix pour transformer un ancien centre de vacances en lieu d'accueil à l'année avec des formations hors saison et l'hébergement de travailleurs saisonniers l'été.

4.3. L'emboîtement des cycles et les proportions de temps

Le rapport d'échelle temporelle entre les cycles courts du quotidien et le cycle de vie des constructions empêche souvent de les appréhender simultanément. Le rapprochement devient intéressant lorsque nous en venons à considérer des ensembles urbains plus que des objets. En revenant à l'approche de la *time-geography* centrée sur l'individu, nous observons que la mobilité quotidienne de chacun forme un système de lieux fréquentés. Ramenée à une population, la *time-geography* décrit un enchevêtrement de systèmes individuels qui forment un système collectif complexe. À nous de savoir identifier les ensembles continus ou discontinus qui forment des systèmes pertinents.
Nous devons changer notre manière de voir l'architecture et son cadre urbain en favorisant son caractère associatif. Loin du discours dominant qui privilégie l'objet isolé, nous devons rechercher les biorythmes des milieux habités. Plus que de rendre souples ou adaptables des programmes isolés, c'est dans un travail fin sur les relations de mitoyenneté, de combinaison et d'association entre les éléments que se trouve la solution. Ce travail sur la relation et sur la combinaison des processus peut se comprendre comme la *résonance* développée par Hartmut Rosa (2010).

CONCLUSION

Figure 4. Vélum de Rochefort-sur-Mer, 2018 (crédit photographique Jean Richer)

En suivant les rivages urbanisés, nous ressentons fortement l'influence des cycles et des rythmes. Or, nous sommes loin de les appréhender ainsi dans les politiques publiques. L'invention de la phénoménologie au début du XXe siècle, les utopies architecturales des décennies 1960 et 1970 (*Instant City* du groupe Archigram, *Fun palace* de Cedric Price ou encore *Collage City* de Colin Rowe et Fred Koetter), les inventions de la *time-geography* (Hägerstrand, 1970) et de la *dromologie* (Virilio, 1977) à cette même période, la reprise de la *rythmanalyse* dans les années 1990 (Lebfevre, 2019) ou encore la démonstration de la primauté de l'accélération au début du XXIe siècle (Rosa, 2010) forment une manière de penser le temps vécu. Les origines intellectuelles et géographiques variées de ces écoles ne doivent pas nous faire oublier que des conceptualisations du temps vécu auront traversé le siècle dernier. Cependant, elles n'auront que peu influencé nos pratiques en matière de conception architecturale et de planification urbaine.

Nous pourrions pourtant reprendre le chemin de la théorie métaboliste japonaise qui se définissait comme un processus régénératif entre architecture et planification urbaine où les choses sont considérées comme des formes en perpétuelle évolution dans le temps (Kurokawa, 1992). En opposition à la planification statique, les métabolistes proposaient de passer du *master plan* au *master programme* pour lequel différentes voies sont possibles pour atteindre les objectifs fixés. L'architecte japonais Fumihiko Maki avançait l'existence de *master forms* (1964), qui sont au temps ce que les constructions sont à l'espace. S'ouvre avec la notion de *masters forms* associatives entre elles un vaste champ de recherche en architecture propice à répondre aux contingences littorales.

Ce travail doctoral en cours sur l'écologie grise entend apporter des voies d'action à la croisée de la conception architecturale et de la planification urbaine. Il s'agit ici d'étendre le périmètre des politiques temporelles à l'architecture et à l'urbanisme. Méthodologiquement, il s'opère à dires d'experts dans les domaines de la sociologie, de l'aménagement, de l'architecture et du patrimoine en prenant comme terrain d'étude l'estuaire de la Charente qui fait actuellement l'objet d'un récent label « grand site de France » et du concours européen Europan 15 sur la commune de Rochefort.

RÉFÉRENCES

Dameron C. (dir.), 2017, *Prendre en compte le temps dans l'aménagement, guide pratique*, Rennes, Tempo territorial.
Kurokawa K., 1992, *From metabolism to symbioses,* Londres, London Academy Editions.
Lefebvre H., 2019, *Éléments de rythmanalyse : Introduction à la connaissance des rythmes*, Paris, Eterotopia, collection « Rhizome ».
Lynch K., 1976, *What time Is this place?*, Cambridge, MIT Press.
Maki F., 1964, *Investigations in collective form*, Washington, Washington University.
Robinson J. B., 1990, "Futures Under Glass: A Recipe for People who Hate to Predict", *Futures*, 22(8), p. 820-842.
Rosa H., 2010, *Accélération, une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.
Hägerstrand T., 1970, "What About People in Regional Science?", *Papers of the Regional Science Association*, nº 24, p. 7-21.
Virilio P., 1977, *Vitesse et politique. Essai de dromologie*, Paris, Galilée, coll. « L'espace critique ».

L'AUTEUR

Jean Richer
ENSA Paris Malaquais / ACS – DRAC Nouvelle Aquitaine – Tempo territorial
jeanricherarchitecte@pm.me

Varia

COMMUNICATIONS SÉLECTIONNÉES

– Mickaël BLANCHET – L'accès au diagnostic de la maladie d'Alzheimer en milieu rural
– Roberto GEORG UEBEL, Amanda RALDI, Sonia RANINCHESKI (*in memoriam*) – *Brazil : A Laboratory of International Migrations in the 21st Century*
– Magali HARDOUIN – Venir étudier dans l'UE : quelles motivations, quels enjeux pour des doctorants des pays tiers ? Étude de cas à partir du programme de doctorat Erasmus Mundus
– Jean LEGROUX, Rita ANDRADE – Restructuration et contradictions urbaines à Cuzco (Pérou) : mobilité quotidienne et polycentrisme
– Sylvie OCCELLI, Stefania BELLELLI, Chiara CAMPANALE, Marco DALMASSO, Bibiana SCELFO – *Access to Medical Imaging Equipment in the Piedmont Region : A Proof of Concept*
– Imène OUALI-BOURAHLA – Enjeux des stratégies de communication dans le processus de requalification de la décharge de Fresh Kills (New York)
– Maria Encarnação B. SPOSITO, Eliseu S. SPOSITO, Késia A. A. da SILVA – Fragmentation socio-spatiale dans une ville moyenne : le cas de Ribeirão Preto au Brésil
– Étienne TOUREILLE, Romain LECONTE – La figure changeante de l'étranger mobile dans le quotidien *Le Monde* (1944-2019) : analyse longitudinale des représentations médiatiques d'une population aux contours flous
– Tania Giovanna VIVAS-BARRERA, Gabriel Alejandro QUINTERO-SÁNCHEZ, Bernardo PÉREZ-SALAZAR – *La protección de la propiedad colectiva de territorios indígenas en Centro y Sur América*

AUTEUR
Mickaël BLANCHET

L'accès au diagnostic de la maladie d'Alzheimer en milieu rural

RÉSUMÉ
Les délais de diagnostic de la maladie d'Alzheimer sont inégaux dans les pays européens. Au-delà de ces disparités régionales, l'inégale répartition des médecins généralistes, qui contribuent à détecter la maladie et à orienter les malades vers les lieux de diagnostic localisés dans les hôpitaux, suscite en France des interrogations sur la détection et le diagnostic local de la maladie. À ce titre, des recherches géographiques (2015-2016) partant d'un espace rural ont mis en évidence deux points : d'une part, la moindre reconnaissance par le système de soins de la maladie dans ce type d'espace ; d'autre part, le fait que l'accès des patients ruraux aux lieux de diagnostic (localisés en ville) était fonction de l'environnement familial, de l'origine sociale du patient et des relations avec le médecin généraliste.

MOTS CLÉS
maladie d'Alzheimer, rural, accessibilité, médecins généralistes

Access To Diagnosis Of Alzheimer's Disease In Rural Areas

ABSTRACT
The time to diagnosis of Alzheimer disease is uneven between European countries. Beyond these regional disparities, the unequal localisation of general practitioners (GPs) in France, who contribute to detecting the disease and direct the patients to the diagnosis centres located in hospitals, makes us wonder about its impact on diagnosis times and access on a local scale, especially in rural areas. A geographical project (2015-2016) researched this topic and showed a difficulty to detect diseases in this type of space. It highlighted the difference between epidemiologic extrapolation and health insurance data, as well as access to diagnosis centres in towns depending on the patient's family environment, their social origin and their relationship with the general practitioner.

KEYWORDS
Alzheimer disease, Rural, Accessibility, GP's

INTRODUCTION

Majoritairement diagnostiquée après 65 ans, la maladie d'Alzheimer (MA) est une maladie neuro-dégénérative du tissu cérébral qui entraîne la perte progressive et irréversible des fonctions mentales. Selon la cohorte Paquid, la France compte en 2018 un peu plus de 900 000 personnes malades d'Alzheimer. Interrogeant la société sur son rapport aux personnes âgées, à l'oubli et à la mort, la maladie d'Alzheimer s'est imposée le long des années 2000 comme un enjeu politique (N'Gatcha-Ribert, 2012) et s'est accompagnée de son lot de controverses. La reconnaissance constitue la première difficulté propre à cette maladie. En effet, les symptômes communément associés comme la perte de la mémoire, la désorientation, la dépression et l'agressivité peuvent recouvrir d'autres maladies ou être la résultante d'une vulnérabilité sociale et psychologique.

En France, la MA est diagnostiquée dans des lieux spécifiques, les centres Mémoires, dans le parc hospitalier français, qui regroupent des gériatres et des neurologues. Afin de favoriser le diagnostic, les pouvoirs publics ont contribué depuis 2000 à leur développement : entre 2003 et 2016, ils sont passés de 215 à 421, faisant évoluer sur la même période le taux d'équipement national de 8 à 10,5 pour 100 000 personnes de plus de 75 ans. Par ricochet, ce développement a été suivi d'une augmentation de 45 % du nombre de patients diagnostiqués entre 2003 et 2015.

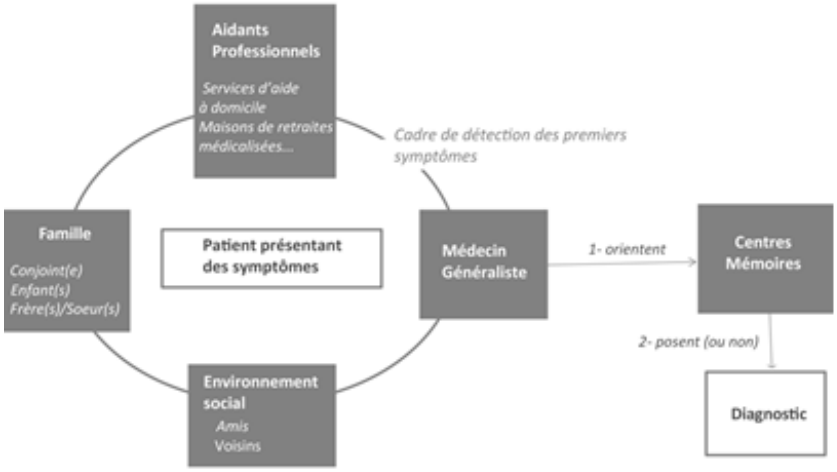
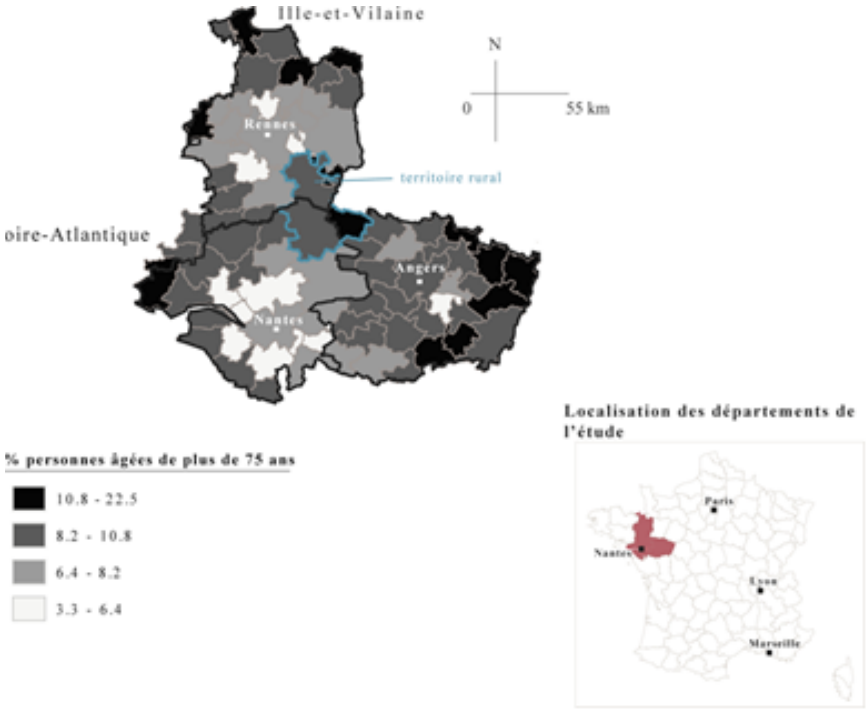


Figure 1. Environnement du patient et cadre d'accès aux centres Mémoires

Plus précisément, le diagnostic de la maladie d'Alzheimer s'inscrit dans un cadre géographique où les notions de distance et de proximité dans l'accès aux soins sont relatives (Fleuret & Séchet, 2006; Ricketts & Goldsmith, 2015). Force est de reconnaître que les patients, les aidants et les professionnels qui accompagnent les malades non diagnostiqués appartiennent à des sous-systèmes de soins et des sous-systèmes sociaux singuliers situés à différentes échelles géographiques. Par rapport à cet enjeu, la notion d'accessibilité nous semble pertinente dans la mesure où elle se réfère autant à la répartition des lieux et des services visés qu'aux moyens déployés et aux filtres sociaux et spatiaux qui permettent ou non de les atteindre. La spécificité de l'accessibilité aux lieux de diagnostic de la MA réside dans sa dimension institutionnelle et médicale: une lettre de recommandation de la part d'un médecin généraliste est en effet nécessaire afin d'aller dans un centre Mémoires (fig. 1). Cependant, des géographes ont montré ces dernières années que les médecins généralistes et les établissements hospitaliers présentaient une répartition (Baudet-Michel, 2016 et une accessibilité géographique (Barlet *et al.*, 2012) inégale au niveau national. Dans ce contexte, les espaces ruraux s'avèrent les moins dotés en médecins généralistes et s'inscrivent en partir dans un contexte de non-renouvellement de ces professions libérales. Cette moindre densité de la médecine générale en milieu rural fait l'objet d'interrogations régulières sur leur accessibilité aux services de santé. Cette interrogation vaut également pour l'accès aux lieux de diagnostic de la maladie d'Alzheimer et a motivé la réalisation de recherche de 2015 à 2016 sur leur reconnaissance et leur accessibilité en milieu rural.

Carte 1. Localisation et vieillissement des intercommunalités des départements et du territoire rural d'étude (Mickaël Blanchet, Insee 2016)



Deux questions charpentaient cette recherche :

– Dans quelle mesure la sous-densité en médecins généralistes et leur éloignement des lieux de diagnostic avaient une influence sur la reconnaissance et le diagnostic de la MA ?

– De quelles manières ces décalages étaient-ils compensés ou aggravés par les systèmes sociaux, familiaux et sanitaires locaux ?

1. MÉTHODOLOGIE

Regroupant trois intercommunalités rurales (au 1er janvier 2016) réparties sur deux régions françaises (Bretagne et Pays de la Loire), le territoire d'étude a été sélectionné selon plusieurs critères : proximité géographique du laboratoire de l'auteur (Angers), densité démographique inférieure à la moyenne nationale, vieillissement de la population plus important vis-à-vis du territoire national, faible taux de médecins généralistes et présence d'un seul lieu de diagnostic (Châteaubriant). Enfin, la position du territoire rural d'étude, à cheval sur deux régions et trois départements, s'est avérée utile dans l'analyse des relais et des pesanteurs locales des politiques sanitaires et sociales menées à ces deux niveaux.

Trois étapes de recherche :

– La première étape s'est focalisée sur la mesure puis l'analyse épidémiologique, statistique et géographique de la reconnaissance de la MA dans le territoire d'étude. Dans un premier temps, le taux de prévalence de la cohorte Paquid a été extrapolé dans le territoire rural d'étude. Le nombre de malades extrapolés a pu ensuite être croisé avec le nombre de malades reconnus par le système de santé : nous avons pour cela utilisé les données intercommunales et départementales de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) pour 2016 relatives aux personnes de 65 ans et plus ayant consommé des médicaments anti-Alzheimer et/ou reconnues en affection de longue durée 15[1]. Nous les avons ensuite croisées avec des données démographiques ou sur l'équipement médical et médico-social des intercommunalités concernées.

– La seconde étape repose sur un travail qualitatif auprès des directions de services et d'établissements médicaux et médico-sociaux du territoire rural d'étude. Menés d'avril 2015 à septembre 2015, les entretiens abordaient la détection des premiers symptômes, l'accessibilité des centres mémoires et les relations avec les médecins généralistes dans l'orientation vers les lieux de diagnostic.

– Trente entretiens qualitatifs auprès d'aidants de malades d'Alzheimer (rencontrés par l'intermédiaire des acteurs médico-sociaux du territoire d'étude) ont été menés dans le territoire rural d'étude lors de la troisième étape (2015 à 2016). Ils avaient pour but de revenir sur l'évolution de la maladie (notamment la détection par l'entourage et les professionnels des premiers symptômes), les relations avec les professionnels (notamment les médecins généralistes) et le lieu et les étapes relatifs à la pause du diagnostic. Si cet échantillon présente des caractéristiques sociales, par âge, par genre et par état de santé propices aux comparaisons, l'absence de situation « hors prise en charge médico-sociale » constitue une limite.

Ces trois étapes ont été coiffées d'une analyse géographique des interactions entre les professionnels, les aidants proches et les lieux de diagnostic, relatives à l'accessibilité aux lieux de diagnostic de la MA. Outre une compréhension des interactions propres à ce sous-système territorialisé de diagnostic de la MA, l'analyse s'est appuyée sur une approche chronologique et longitudinale de l'accompagnement de trente malades en partant de la détection par l'entourage des premiers symptômes comme point de départ des analyses.

2. RÉSULTATS

2.1. Une reconnaissance de la MA corrélée positivement à la densité de généralistes

En extrapolant à partir de la cohorte Paquid le nombre de malades d'Alzheimer reconnus par l'assurance maladie et dans le territoire d'étude, il a été possible d'apprécier la reconnaissance de la maladie d'Alzheimer sur ce territoire. Pour y parvenir, les recherches se sont basées sur un indice de reconnaissance de la MA qui correspond au nombre de malades d'Alzheimer reconnus par l'assurance maladie (ALD Alzheimer et consommation médicamenteuse anti-Alzheimer) sur le nombre de malades projetés à partir des taux de prévalence de la cohorte Paquid.

1 Les affections de longue durée (ALD) sont nomenclaturées en plusieurs catégories ; la « 15 » correspond aux ALD Alzheimer et apparentées.

Tableau 1. Indice de reconnaissance de la maladie d'Alzheimer selon le type d'espace des trois départements d'étude
Zonage en aire urbaine 2010 de l'Insee, Paquid 2011, Insee 2015, CNAMTS 2016.

	Ille-et-Vilaine	Loire-Atlantique	Maine-et-Loire
Communes des grands pôles	0,31	0,41	0,32
Communes périurbaines	0,18	0,21	0,15
Pôles ruraux	0,24	0,24	0,15
Communes rurales	0,11	0,15	0,09

Le territoire rural d'étude, et plus communément les espaces ruraux, affichent un indice de reconnaissance de la maladie nettement plus faible en comparaison avec les autres types d'espace. Ce décalage se creuse si l'on tient compte du recensement local des malades (un peu plus de 10 % des malades projetés à partir de la cohorte Paquid). De plus, en élargissant cette mesure statistique aux 76 intercommunalités des trois départements d'étude, il a pu être observé une corrélation statistique négative entre, d'une part, l'indice de reconnaissance de la MA et la densité de généralistes, d'autre part. Autrement dit, plus la densité de généralistes augmente, plus l'indice de reconnaissance de la MA augmente, et inversement.

2.2. Entre sectorisations professionnelles et inégales pratiques des généralistes face à la reconnaissance de la MA

Si les médecins généralistes sont les premiers professionnels médicaux consultés, permettent par une détection en amont un diagnostic plus précoce de la MA et ont le pouvoir d'orienter les patients vers les lieux de diagnostic, ils ne sont pas les seuls professionnels à détecter les premiers symptômes de la MA. Les infirmières ou les aides-soignantes des établissements médico-sociaux qui accompagnent quotidiennement les personnes très âgées s'avèrent des témoins privilégiés de leur apparition et de la progression de la maladie. Or, la majeure partie des structures médico-sociales interrogées estiment ne pas être entendues ni par les médecins généralistes ni par les familles lors du signalement des premiers symptômes, renvoyant l'action gérontologique à ses représentations péjoratives et aux sectorisations qui la traverse.

Les trente parcours observés et analysés (avec les aidants) montrent que les médecins généralistes peuvent autant être un frein qu'un avantage à la détection et au diagnostic de la maladie. Or, la durée entre l'observation des premiers symptômes par l'entourage familial et le diagnostic diminue dès lors que le médecin généraliste tient compte des symptômes. Les recherches ont montré que, dans un contexte de saturation de l'exercice de la médecine en milieu libéral, on retrouvait des pratiques très inégales, entre déni et connaissance de la MA, qui pouvait en retarder ou favoriser la reconnaissance et par ricochet son orientation et son diagnostic vers des lieux adéquats. D'autres éléments, propres aux relations entre médecins et patients, comme l'origine sociale et l'aide des enfants, ont une incidence sur ces délais et ces parcours d'orientation du patient vers les lieux de diagnostic. Les entretiens avec les aidants montrent que la position excentrée des lieux de diagnostic n'en a en revanche aucune.

2.3. Quels modes d'accès au diagnostic de la maladie d'Alzheimer en milieu rural ?

En dernier lieu, il ressort du territoire rural d'observation trois modalités d'accès de la détection des premiers symptômes par l'entourage vers les lieux de diagnostic :

– Une première modalité qui se situe en amont, dans les six premiers mois après la détection des premiers symptômes par l'entourage. Pour ces malades, l'alerte de l'entourage couplée à l'attention du médecin de famille se traduit par une orientation à un stade léger de la maladie vers les centres mémoires. Dans ce cas précis, l'accès physique aux lieux de diagnostic ne pose aucun problème et est largement compensé par la famille.

– La seconde modalité se situe entre six mois et un an et demi après le repérage des premiers symptômes par l'entourage familial, à un stade modéré et plus rarement sévère de la maladie. Le couple aidant-aidé se heurte dans ce cas précis à l'absence de reconnaissance par le médecin généraliste de la maladie et par son incapacité à orienter les patients vers des confrères formés. Dans ce cas précis, l'origine sociale et l'implication familiale jouent un rôle important et viennent compenser cette réticence par une négociation avec le corps médical ou un accès direct à la recherche de diagnostic.

– La dernière modalité est plus tardive, entre un an et demi et trois ans après la détection des premiers symptômes par l'entourage. Elle résulte d'une insuffisance du généraliste à détecter et à orienter le patient mais aussi à l'incapacité de l'aidant principal, le plus souvent d'origine populaire, à assumer et à accompagner administrativement le malade. Il en découle un enlisement de la situation qui se termine dès lors que l'aidant n'est plus en capacité physiologique et psychologique d'accompagner l'aidé. Les situations d'urgence qui

explosent confrontent dès lors les familles ou les professionnels à des situations de crises où sont formulés de nouveaux modes et pratiques de vie.

CONCLUSION

L'ambition de cette recherche était d'apprécier les facteurs qui concourraient au moindre accès et à la moindre reconnaissance de la MA dans le territoire rural d'étude. L'exploration dans le territoire rural d'étude nous montre que cette moindre reconnaissance est le fruit d'une accessibilité entamée par les sectorisations professionnelles locales, les logiques sociales et familiales locales et la saturation professionnelle et locale de la médecine générale. Plus qu'une dimension rurale, ces facteurs ont une forte dimension contextuelle (Pimouguet *et al.*, 2015) qui interpelle sur la capacité du système de santé et de ses sous-systèmes à faire territoire, c'est à dire à s'adapter aux plus près des besoins des populations, des professionnels et des caractéristiques géographiques (histoire, densité et répartition des acteurs). En effet, le territoire rural d'étude nous montre que c'est la conjugaison de freins sociaux et familiaux et de la saturation professionnelle des généralistes qui explique la moindre capacité des acteurs de la santé à faire système et à reconnaître localement la MA, et à en favoriser son diagnostic.

RÉFÉRENCES

Barlet M., Coldefy M., Collin C., Lucas-Gabrielli V., 2012, *L'accessibilité potentielle localisée. Une nouvelle mesure de l'accessibilité appliquée aux médecins généralistes libéraux en France*, Paris, Irdes, « Document de travail de l'Irdes », n° 51.

Baudet-Michel S., 2016, « Explorer la rétraction dans l'espace : les services de soins dans le système urbain français », *L'Espace géographique*, n° 44, p. 369-380.

Fleuret S., Séchet R., 2006, « Spatialité des enjeux de pouvoir et des inégalités : pour une géographie sociale de la santé », *in* R. Séchet et V. Veschambre (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale,* Rennes, PUR, p. 334-351.

Ngatcha-Ribert L., 2012, *Alzheimer : la construction sociale d'une maladie*, Paris, Dunod.

Pimouguet C., Delva F., Le Goff M., Stern Y., Pasquier F., Berr C., Tzourio C., Dartigues J.F., Helmer C., 2015, "Survival and Early Recourse to Care for Dementia : A Population-Based Study", *Alzheimer's & Dementia,* 11(4), p. 385-393.

Ricketts T.C., Goldsmith L.J., 2005, "Access in Health Services Research : The Battle of the Frameworks", *Nursing outlook*, n° 53, p. 274-280.

PROLONGEMENTS

Cette recherche a fait l'objet d'une soumission d'article scientifique en 2019 pour la revue *Sciences sociales et santé*, soumission d'article qui a été acceptée et qui fera l'objet d'une parution en novembre 2020.

L'AUTEUR

Mickaël Blanchet
Université Angers
contact@m-blanchet.com

Brazil: A Laboratory of International Migrations in the 21st Century

AUTHORS
Roberto GEORG UEBEL,
Amanda RALDI,
Sonia RANINCHESKI
(in memoriam)

ABSTRACT
If Latin America can be understood as a laboratory for the new regional systems of the 21st century, the protagonism of Brazil, a country that has undergone profound political, economic and social changes in the last two decades, was its main ingredient. One of the fields that stood out was that of international migrations towards the country, which has consolidated as one of the main destinations for Latin Americans, West Africans and East Asians in the global South. After observing an unprecedented immigration flow of Haitians, Senegalese, Cubans, Bengalis and Venezuelans, Brazil today has a geopolitical paradigm: It has one of the most modern migratory laws in the international system and, at the same time, governments and anti-immigration, anti-integration and anti-globalisation institutions. This work will present Brazil's immigration profile in the last two decades and a brief discussion about the country's migration governance, its new agendas and perspectives. It is an interdisciplinary work of Geography, International Relations and Political Science.

KEYWORDS
Brazil, international migrations, agendas, perspectives, governance

RÉSUMÉ
Si l'Amérique latine peut être comprise comme un laboratoire des nouveaux systèmes régionaux du XXIe siècle, le protagonisme du Brésil, pays qui a observé de profonds changements politiques, économiques et sociaux au cours des deux dernières décennies, en a été le principal ingrédient. L'un des domaines qui s'est démarqué a été celui des migrations internationales vers le pays, une des principales destinations des Latino-Américains, des Ouest-Africains et des Asiatiques de l'Est dans les pays du Sud global. Après avoir perçu un flux d'immigration sans précédent d'Haïtiens, de Sénégalais, de Cubains, de Bengalis et de Vénézuéliens, le Brésil fait aujourd'hui face à un paradigme géopolitique : il a à la fois l'une des lois migratoires les plus modernes du système international et des gouvernements et des institutions anti-immigration, anti-intégration et d'antimondialisation. Ce travail présentera le profil d'immigration du Brésil des deux dernières décennies et une brève discussion sur la gouvernance migratoire du pays, ses nouveaux agendas et perspectives. Il s'agit d'un travail interdisciplinaire de géographie, relations internationales et science politique.

MOTS CLÉS
Brésil, migrations internationales, agendas, perspectives, gouvernance

INTRODUCTION

Brazil is a country of multicultural and historically tensioned immigration, as already pointed out by Pierre Monbeig (1954) at the beginning of the 20th century. Throughout its history, as one of the main elements of the laboratory called Latin America, the country has received the most diverse immigration flows, especially those whose geographical origin was Western Europe (Germans, Italians, Spaniards and Poles), Asia (Japanese and Chinese), and from the American continent as well, as expatriates from the USA and refugees from Latin American dictatorships, in addition to the Arab and Israeli flows from the Middle East.

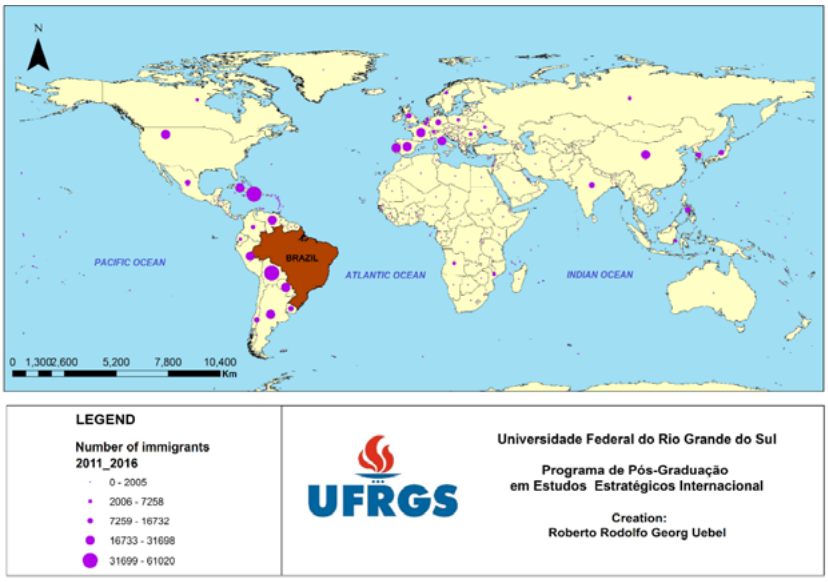
The racial, cultural, religious and linguistic tensions brought about by or causing immigration in Brazil were also aggregated by territorial tension, since the geographical concentration of formerly called settlers (or "*colonos*") forced each new group to set up on the margins of urban centres and, consequently, to form new migrant territorialities. Nowadays, these territorialities are easily identifiable in cities like São Paulo, Belo Horizonte, Recife, Porto Alegre and in the transbordering regions.

In 21st-century Brazil, a country that has undergone profound social, economic and political shifts in two decades, from a progressive society open to globalisation to a country governed by the far-right and averse to cordial diplomacy, the immigration –and the immigrants– also faced a new territory and a new scenario.
As a result of the foreign policy for migration of the Lula da Silva and Dilma Rousseff governments, as described by Uebel (2018), about 2.1 million immigrants chose Brazil as their destination and as an alternative to traditional and no-longer attractive destinations, such as the USA, the European Union (mainly France, Spain and Italy), the United Kingdom, Australia and Japan. The new context then made it possible to identify peculiar immigration flows, such as of Senegalese, Haitians, Cubans, Bengalis, Filipinos and Venezuelans who, although not all being the largest groups in the Brazilian immigration ranking, grew the most proportionately in the last two decades.
In this sense, this work, which is the result of an interdisciplinary research between Geography, International Relations and Political Science, will present a summary of Brazil immigration profile (1), will discuss Brazil migratory and territorial governance based on new legal instruments such as the new Migration Law and the humanitarian visa (2), and will underline the new perspectives and agendas of migration in Brazil, considering the country as the main element of the Latin American regional laboratory (3).
From these three sections, we seek to present a social, spatial and territorial panorama of immigration in Brazil regarding the transformations experienced by the country in the first two decades of the 21st century. The challenges of the contemporary global scenario of increasing anti-immigration, anti-integration and anti-globalisation sentiments were also considered, which Latin America itself has been presenting as an active actor and a laboratory, see the recent cases of Chile, Venezuela and Bolivia, where the immigration issue was also present, in addition to its connected themes, such as issues of gender, borders, securitization of society and militarization of institutions.

1. BRAZIL'S IMMIGRATION PROFILE

According to data from the Federal Police (Brazilian immigration authority), the total sum of admissions of new immigrants in Brazil reached 2.1 million between 2013 and 2018, which corresponds to a 600% growth from 2003, when the country registered about 300 thousand immigrants.
With regard to net migration rates, there is still a great challenge in Brazil for geographers, demographers and researchers to establish an approximate quantification, as the data provided by the Federal Police account only for regular emigration, and the censuses carried out by the Brazilian Institute of Geography and Statistics make data available every ten years: the latest census statistics date back to 2010, when Brazil had not yet gone through a process of immigration boom or transformed into an "eldorado" for new immigrants, even if temporarily (Silva & Assis, 2016).
Despite these issues, it is possible to estimate, as shown in figure 1 below, the main origins of these approximately 2.1 million immigrants, who chose the country based on a perspective of reception linked to Brazil's own strategic insertion in their countries of origin, a sub-agenda of the Brazilian Foreign Policy for Migration, which we will discuss later.

Figure 1. Number of immigrants in Brazil according to their country of origin (2011-2016)
Elaborated by the authors.



The map makes it possible to draw the following panorama: migrations to Brazil originated mainly in South America and the Caribbean, followed by flows originating from Western Europe, China and India, and African countries. As Uebel (2018) discusses in his thesis, the flow of Africans was the one which grew most between 2003 and 2018 (about 173% in fifteen years), compared to 90% for Europeans' inflows.

Figure 2 summarises the proportion of the ten largest groups of immigrants in Brazil according to their countries of origin.

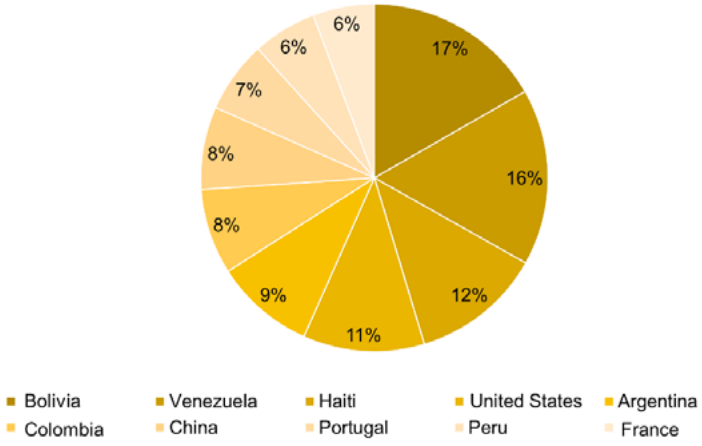


Figure 2. Ten countries that sent most migrants to Brazil (2003-2018)
Elaborated by the author.

The aforementioned data therefore point to an almost exclusive concentration of Latin Americans in Brazil immigration profile in the period –about 475 thousand– which, added to the approximately 46 thousand new African immigrants, will represent the largest immigration contingent in the country, surpassing, for the first time, the historical flows of Europeans and Asians. It thus represents a new stage in the geopolitics of migration in Brazil and in the global South as well (Wenden, 2016).

This new geopolitical scenario of immigration will be strongly influenced by the Brazilian Foreign Policy for Migration, which we will discuss in the next section about Brazil migration governance.

2. MIGRATION GOVERNANCE

The migration governance of Brazil, as well as the migration flows, has undergone a series of structural shifts over the last decades, starting with the revocation of the old Foreigner's Statute in force since the military dictatorship and the withdrawal of the country from the Global Compact for Migration of Marrakesh in January 2019, shortly after the inauguration of the far-right president, Jair Bolsonaro.

During this period, two new legal instruments came into force in Brazil: the Refugee Statute, in 1997, and the new Migration Law, in 2017, that are considered a reference for similar laws in other Latin American countries, and have an innovative character in the treatment of migrants, refugees, stateless persons, asylum seekers and victims of human trafficking.

Brazil's migration governance has also brought innovations in the formulation of government policies for the care of asylum seekers and vulnerable immigrants (see infra): the humanitarian visa, and the "general amnesties" that have granted migration regularisation to thousands of Haitians, Syrians, Senegalese and Venezuelans over the past five years.

To understand the migration governance in Brazil, it is first important to highlight its federalised and decentralised outline: not only is the federal government one of its main articulators, but also the states, municipalities and the judiciary and legislative powers, in addition to the recognised performance of the Federal Prosecution Service in defending the rights of migrants and refugees.

This peculiarity therefore implies an exclusive character in the formulation, application and monitoring of public migration policies, as highlighted by Rua (2009), which brings paradoxical consequences: the emergence of a care network for migrants, but also anti-immigration episodes such as the recent cases of the state of Roraima (northern Brazil) which requested the closure of the Brazilian border with Venezuela in order to prevent the arrival of Venezuelan asylum seekers (Maia *et al.*, 2018).

Thus, the territorial issue is very present in Brazilian migration governance. Since the decentralisation of migration and territorial management policies, an "aménagement migratoire" (migratory improvement) forced different actors from the Brazilian state to be present, both for logistical coordination and for the effectiveness of these policies. Among them, the Brazilian Army, which is responsible for "Operation Welcoming" (Operação Acolhida), a government programme dedicated to receiving migrants, especially Venezuelans, in a situation of vulnerability when admitted to Brazilian territory.

To complement the state action, the creation of the humanitarian visa and migratory regularisations through administrative orders, mark the migratory governance of Brazil, since they emerged as a solution to the legal limbo of those undocumented migrants who could not be recognised as refugees, hosted as political asylum seekers or authorised to work and reside in the country. Instituted during the government of Dilma Rousseff, these instruments were adapted by bordering countries such as Peru, Paraguay and Uruguay, in addition to being adopted by Ecuador.

The effectiveness of the Brazilian migratory governance also presents a last peculiarity related to the territorial issue: it begins at the terrestrial borders of Brazil and has institutional support concentrated in the twin cities and transbordering regions (Carneiro, 2016). In this sense, one cannot talk about governance and migration management in Brazil without considering the specificities of the country's borderlands.

There are numerous examples of this complex shared chain of Brazilian migration governance: the internalisation of migrants through the coordination of the Brazilian Army and the operation of the Brazilian Air Force, healthcare by the Ministry of Health, referral to the labour market through the Brazilian Service of Support for Micro and Small Enterprises (SEBRAE) and under the supervision of the Labour Prosecution Service, as well as the provision of access to public education by state and municipal education departments and by federal universities. The governance is verticalised in the application and horizontal as to the norms arising from the Brazilian Foreign Policy for Migration, something unprecedented in the global South and which serves as an experimentation laboratory for Latin American neighbours.

In this sense, we will present in the next section the agendas and outlook of the migration issue in Brazil considering the shifts in migration flows and in the views of the new government regarding the immigrant's theme, which had already been considered as "scum of the world" (Romero, 2016).

3. AGENDAS, OUTLOOK, AND FINAL REMARKS

As complex as the Brazilian territorial management, the country's migration agenda and the perspectives for the coming years also present relevant issues and gaps to be resolved by the country's migration governance, starting with the state treatment that changes according to the immigration group. Venezuelans are considered refugees for political reasons, while Senegalese and Haitians are considered economic immigrants and Syrians as asylum seekers.

In this context, the political geography of migration, so much inspired by the contributions of Elias' political sociology (1994), presents a paradoxical scenario for the Brazilian migration agenda, which can be divided into the following topics: 1) protection of national borders; 2) state sovereignty in migration control; 3) compliance with international agreements to protect migrants; 4) building an own and "innovative" foreign policy; 5) political mechanisms.

Considering these five topics, it is possible to assert that the Brazilian state has sought a position of affirmation both as a country that receives immigrants and refugees, and as an actor who has failed to fulfil its obligations soon after receiving these groups. This dual character is not exclusive to Brazil, obviously, but it draws attention because it is one of the few nations in Latin America that have managed to maintain it for so many decades, with the alternation of the different governing political agendas, from the military dictatorship to social democratic, progressive, liberal and far-right governments.

National sovereignty, understood by the Brazilian authorities as territorial sovereignty above all, ends up placing a central role in the country's terrestrial borders for the control and restraint of migration. It has happened to Senegalese and Haitians in the mass migrations of 2011 to 2014, and more recently to Venezuelans since 2015. This ends up justifying the participation of the Armed Forces as the main agents in the issue and in Brazil's migration governance.

From this complexity of agendas, it is possible to outline some migration perspectives for the near future, at least in the next two years of the current government: 1) An increase in domestic social tensions, especially in the state of Roraima, with an equal increase in xenophobia, anti-immigration and anti-globalisation discourse, supported by local, state and federal government authorities as well; 2) The political use of Venezuelan migration to support the Brazilian government's discourse against Nicolás Maduro regime in Venezuela, and also with an electoral feature, to prevent the rise of leftist governments internally and regionally in Latin America; 3) An alignment with the countries whose governments have been opposed to immigration, regional integration and globalisation, such as the USA, Hungary, Italy, Poland and Israel; 4) The review of the 2017 Migration Law, such as through the recent Executive Order 666/2019 which dealt with the issues of deportation and expulsion of immigrants; 5) A greater presence of the Armed Forces in migration control, replacing the Federal Police, and a kind of Brazilian Frontex in border regions so as to avoid social tension and the entry of irregular migrants.

These outlooks on Brazil's migration agenda are not exclusive to the current government. However, according to Martins (2019), they gained weight and prominence after the country left the Global Compact for Migration and since part of the population legitimates the anti-immigration discourse; this phenomenon is simultaneously happening in other Latin American countries, each with its own population and territorial specificities.

REFERENCES

Carneiro C., 2016, *Fronteiras irmãs: transfronteirizações na Bacia do Prata*, Porto Alegre, Ideograf.

Elias N., 1994, *O processo civilizador,* Rio de Janeiro, Jorge Zahar.

Maia M., Boadle A., Paraguassu L., 2018, *Brazil state seeks to shut Venezuelan border to stop refugee flow,* Brasília, Reuters [online: www.reuters.com/article/us-brazil-venezuela-border/brazil-state-seeks-to-shut-venezuelan-border-to-stop-refugee-flow-idUSKBN1HK2W9, retrieved 14/02/2020].

Martins I., 2019, *Por uma geografia das migrações: estratégias de mobilidade e permanência em migrantes haitianos*, Rio de Janeiro, Letra Capital.

Monbeig P., 1954, *Le Brésil*, Paris, PUF.

Romero S., 2016, "Conservative's Star Rises in Brazil as Polarizing Views Tap into Discontent", *The New York Times* [online: www.nytimes.com/2016/05/08/world/americas/conservatives-star-rises-in-brazil-as-polarizing-views-tap-into-discontent.html, retrieved 14/02/2020].

Rua M., 2009, *Políticas Públicas*, Brasília, Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior.

Silva S., Assis G., 2016, *Em Busca do Eldorado: O Brasil no Contexto das Migrações Nacionais e Internacionais,* Manaus, Editora da Universidade Federal do Amazonas.

Uebel R., 2018, *Política externa migratória brasileira: das migrações de perspectiva à hiperdinamização das migrações durante os governos Lula da Silva e Dilma Rousseff*, Porto Alegre, UFRGS [online: hdl.handle.net/10183/188410, retrieved 12/02/2020].

Wenden C., 2016, *Atlas des migrations: un équilibre mondial à inventer*, Paris, Autrement.

THE AUTHORS

Roberto Georg Uebel
LABETER/UFRGS (Brazil)
Escola Superior de Propaganda e Marketing
roberto.uebel@espm.br

Amanda Raldi
UNIFIN (Brazil)
Faculdade São Francisco de Assis
raldi.amandar@gmail.com

Sonia Ranincheski
(in memoriam)
UFRGS — CESPRI (Brazil)

AUTEURE
Magali HARDOUIN

Venir étudier dans l'UE : quelles motivations, quels enjeux pour des doctorants des pays tiers ? Étude de cas à partir du programme de doctorat Erasmus Mundus

RÉSUMÉ
La communication entend apporter une contribution à l'analyse des mobilités internationales de formation. Elle présente les motivations et les enjeux qui ont animé les aspirants doctorants de pays tiers à postuler au doctorat Erasmus Mundus leur permettant de mener cette formation à et par la recherche dans une université européenne. Ce programme visait à attirer de très bons étudiants des pays tiers dans l'Union européenne, cherchant à contrebalancer l'influence nord-américaine dans le domaine. Il illustrait aussi la volonté européenne de diffuser son modèle d'enseignement supérieur à travers le monde. Après avoir posé le cadre de la recherche, la communication présente les trois catégories de motivation des étudiants des pays tiers à intégrer un doctorat Erasmus Mundus : quitter le pays d'origine, entrer sur le continent européen et intégrer spécifiquement ce programme.

MOTS CLÉS
mobilité internationale de formation, doctorants, pays tiers, néocolonialisme

ABSTRACT
The paper contributes to the analysis of international training mobility. It presents the motivations and challenges that have motivated doctoral candidates from third countries to apply for an Erasmus Mundus doctorate, enabling them to conduct this training at and through research in a European university. This programme aimed to attract very good third-country students to the European Union, seeking to counterbalance the North American influence in the field of training and research. It also illustrated the European desire to spread its higher education model throughout the world. After setting the framework of the research, the paper presents the three categories of motivation of third-country students to apply to an Erasmus Mundus doctorate: leaving their country of origin ; entering the European continent, and specifically integrating this programme.

KEYWORDS
International training mobility, Doctoral students, Third countries, Neo-colonialism

INTRODUCTION

La communication apporte une contribution à l'analyse des mobilités internationales de formation. Elle présente les motivations et les enjeux qui ont animé les aspirants doctorants de pays tiers à postuler au doctorat Erasmus Mundus leur permettant de mener cette formation à et par la recherche dans une université européenne. Les doctorats Erasmus Mundus (2009-2013) étaient à l'origine des formations construites sur un mode collaboratif entre des établissements d'enseignement supérieurs de pays différents. Il visait à attirer de très bons étudiants des pays tiers dans l'Union européenne (UE), cherchant à contrebalancer l'influence nord-américaine dans le domaine de la formation et de la recherche et illustrait aussi la volonté européenne de diffuser son modèle d'enseignement supérieur à travers le monde. Contrairement à d'autres programmes européens, Erasmus Mundus n'avait aucune vocation sociale : il ciblait l'attraction des étudiants qui lui semblaient les plus « brillants » et les plus « talentueux ».

Après avoir posé le cadre de la recherche, la communication présente les trois catégories de motivation des étudiants des pays tiers à intégrer un doctorat Erasmus Mundus : quitter le pays d'origine, entrer sur le continent européen et intégrer spécifiquement le programme de doctorat Erasmus Mundus.

1. APPROCHE THÉORIQUE, CONTEXTUELLE, CONCEPTUELLE ET MÉTHODOLOGIQUE

La formation doctorale présente une croissance numérique importante depuis une dizaine d'années ; elle affiche également des inégalités socio-spatiales et structurelles notables : Maresi Nerad et Thomas Trzyna (2008) font le constat d'une formation inégalement distribuée, présente dans des universités puissantes des pays riches et non dans celles des nations les plus pauvres, cause selon eux de la fuite des cerveaux qu'ils associent à du néocolonialisme.

Une année après la naissance du processus de Bologne (1999), pour relancer la croissance économique, l'UE adopte la stratégie de Lisbonne afin de créer un espace européen de la recherche et de l'innovation. L'UE aspire à l'attraction d'enseignants et d'étudiants qu'elle estime de qualité en éliminant les obstacles à la mobilité. Trois ans plus tard, le processus de Bologne s'élargit aux études doctorales, rapprochement évident entre la constitution d'un espace européen de l'enseignement supérieur et celui de la recherche issu de la stratégie de Lisbonne (Leresche *et al.*, 2009 ; Charlier et Croché, 2003).

Lancé en 2003, effectif en 2004, le programme Erasmus Mundus (qui s'étend en 2009 au doctorat) illustre la volonté de la Commission européenne (CE) de lier le tryptique éducation–recherche–innovation à la compétitivité de l'Europe. En effet, à partir de la stratégie de Lisbonne, les établissements d'enseignement supérieur sont assimilés à des institutions stratégiques pour relancer la croissance économique européenne et l'emploi, tenus de contribuer à la compétitivité de l'Europe sur la scène mondiale et de libérer le potentiel d'innovation européen. Il n'est plus question de façonner des intellectuels et des penseurs mais de produire des « élites »[1] à même de dynamiser l'économie européenne (Croché, 2009). La formation d'individus hautement qualifiés est désormais pensée en réseau d'établissements par la CE qui entend définir non seulement « le "bon enseignement" et la "bonne université" mais aussi la "bonne science" en réseau » (*ibid.*). La recherche scientifique est le cheval de Troie que la CE a fait pénétrer dans les universités sans véritablement rencontrer de résistance en attribuant des budgets colossaux à un nombre restreint d'équipes de recherche avec, pour effet, d'attiser les concurrences, d'orienter la recherche vers les thématiques qu'elle estime prioritaires et d'imposer les méthodes de travail qu'elle promeut (*ibid.*).

La vision communautaire des années 2000 dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche est clairement lisible dans les décisions du Parlement européen (n° 2317/2003/CE et n° 1298/2008/CE) et celles du Conseil européen (05/12/2003 et 16/12/2008) qui instaurent les deux phases Erasmus Mundus (2004-2008, 2009-2013).

Ce programme s'inscrit dans un contexte où l'UE doit « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde »[2]. Erasmus Mundus est très fortement lié au processus de mondialisation puisqu'il doit permettre d'en « relever les défis »[3]. Il est également intimement associé à l'idée de la nécessaire adaptation « des systèmes d'éducation et de formation aux besoins de la société de la connaissance »[4]. En effet, si l'Europe veut relever le défi de la mondialisation, alors il faut « mobiliser les cerveaux européens »[5] ce qui nécessite un « projet de modernisation des universités » pour favoriser la compétitivité européenne dans une économie mondiale[6].

Par ailleurs, on attend aussi que le système européen d'enseignement supérieur exerce dans le monde entier « un attrait à la hauteur de ses extraordinaires traditions culturelles et scientifiques »[3]. Il est même « crucial de rendre l'enseignement supérieur européen toujours plus attractif pour les étudiants d'Europe comme du reste du monde »[7] et d'« encourager les diplômés et les universitaires hautement qualifiés du monde entier d'acquérir une qualification et/ou des expériences au sein de l'Union européenne et de leur permettre de le faire »[3]. Pour ce faire, il convient que le système européen d'enseignement supérieur devienne « une référence de qualité mondiale »[8] et qu'il propose « une offre de qualité en matière d'enseignement supérieur présentant une valeur ajoutée proprement européenne »[3], objet du programme Erasmus Mundus. Il faut également en « améliorer l'image de marque et la visibilité »[3], injonction valable également pour les établissements, les unités de recherches et les chercheurs. Dans la décision de 2008, la référence à l'excellence apparaît. Elle est omniprésente dans le préambule sans pour autant être définie.

1 Ce terme est utilisé dans la stratégie de Lisbonne sans être défini.

2 Décision n° 1298/2008/CE du Parlement européen.

3 Décision n° 2317/2003/CE du Parlement européen.

4 La décision n° 2317/2003/CE du Parlement européen rappelle les conclusions du Conseil européen de Lisbonne (23 et 24 mars 2000).

5 La décision n° 1298/2008/CE du Parlement européen rappelle les communications de la Commission du 20 avril 2005 et du 10 mai 2006.

6 La décision n° 1298/2008/CE du Parlement européen rappelle les communications de la Commission du 20 avril 2005 et du 10 mai 2006 ; Conseil européen réuni à Bruxelles les 15 et 16 juin 2006 ; résolution du Conseil du 23 novembre 2007 ; règlement (CE) n° 294/2008 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2008.

7 La décision n° 2317/2003/CE du Parlement européen rappelle les conclusions des ministres européens responsables de l'enseignement supérieur réunis à Prague le 19 mai 2001.

8 La décision n° 1298/2008/CE du Parlement européen rappelle l'objectif défini par le Conseil européen de Barcelone des 15 et 16 mars 2002.

Le programme Erasmus Mundus promeut aussi « la compréhension interculturelle au travers de la coopération avec les pays tiers », comme le stipulent les titres des décisions de 2003 et de 2008. Il répond de la sorte aux objectifs de l'UE de poser les bases de partenariats avec des pays tiers ou des aires régionales privilégiées dans lesquels l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche jouent un rôle éminent (Baduel, 2007). Cependant, il est stipulé que cette coopération ne peut avoir lieu qu'avec des établissements ayant atteint « un niveau de développement comparable à celui des établissements d'enseignement supérieur de la Communauté »[3]. Cette condition *sine qua non* peut s'interpréter comme la volonté de l'UE d'assurer « une ductilité » (Baduel, 2007 : 11) et une diffusion de son modèle d'enseignement supérieur et de recherche au-delà de ses frontières voire même d'obliger les établissements non européens à réorganiser leurs systèmes éducatifs pour s'y soumettre (Baduel, 2007) : seules les institutions répondant aux normes européennes peuvent espérer une coopération. C'est ainsi que le modèle européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, résultat du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne, qui ciblait originellement les pays de l'UE, a trouvé rapidement une extension hors des frontières européennes, par exemple au Maghreb où la réforme Licence-Master-Doctorat a été décidée dès 2002 (*ibid.*). Cette application rapide du LMD au Maghreb traduit la volonté des autorités maghrébines de « déminer une situation périlleuse » (Baduel, 2007 : 11) « au regard des menaces qui pèsent sur les systèmes nationaux » (*ibid.*) et de « se dédouaner intérieurement en prétendant ne pouvoir échapper à une injonction extérieure, en l'occurrence européenne » (*ibid.*). Diffuser son modèle et standardiser les formations et les diplômes permet à l'UE de faciliter l'attraction des « meilleurs éléments » (*ibid.*) des pays tiers. Le programme Erasmus Mundus est un outil de cette politique puisqu'il « permet d'attirer les meilleurs étudiants de pays tiers grâce à la qualité des études proposées, la qualité de l'accueil et un système de bourses compétitives au niveau mondial »[3]. Il va dans le sens de l'UE de choisir son immigration (Baduel, 2007) et d'effectuer des « migrations sélectives » (Baduel, 2007 : 9) en offrant « des bourses d›études pour les étudiants les plus talentueux »[3]. Les notions de domination, de néocolonialisme voire de néo impérialisme sont ici sous-jacentes.

1.1. Positionnement conceptuel

Un concept balaie de manière transversale la recherche : celui de mobilité. Alain Bourdin (2004) rappelle qu'il en existe plusieurs types, dont la mobilité physique qui correspond au déplacement. Relativement à notre propos, c'est bien le concept de mobilité spatiale qui est convoqué, défini par Michel Lussault et Mathis Stock (2003) « comme l'ensemble des manifestations liées au mouvement des réalités sociales (hommes, objets matériels et immatériels) dans l'espace ». Pour autant, alors qu'il s'agit d'analyser des mobilités spatiales de formation d'étudiants, faut-il utiliser le terme de « mobilité » ou celui de « migration » ? Pour Eugénie Terrier (2009), les critères entre mobilité et migration sont « la durée de l'installation sur [sic] le lieu de destination qui implique un changement d'habitat, et la distance parcourue, qui doit être suffisamment longue et dépasser l'échelle locale ». Ainsi, elle estime que les deux termes ne sont pas concurrents, que la mobilité est une notion large et englobante qui intègre la migration comme sous-type. Florence Cuney (2004) précise que ces concepts appliqués aux étudiants ne sont pas synonymes et les distingue en introduisant les notions de « résidence » et d'« espace de vie ».

La recherche s'intéresse à une mobilité académique bien particulière, au niveau doctoral qui, selon Sébastien Favrat (2018), présente des particularités « que ce soit au niveau des enjeux représentés par ce diplôme, de ses conséquences dans les parcours de vie, et des obstacles et des tensions que doivent résoudre les étudiants au quotidien ».

1.2. Positionnement méthodologique

Une enquête électronique a été menée auprès des responsables des relations internationales et des responsables en charge de la recherche des établissements d'enseignement supérieur français inclus dans un doctorat Erasmus Mundus. Les résultats de l'enquête ont été croisés aux 70 entretiens réalisés avec des référents de ces doctorats ainsi que les vice-présidents, directeurs et chargés de mission « Relations internationales » et « Recherche » de ces mêmes établissements.

2. TROIS CATÉGORIES DE MOTIVATION

Les motivations des candidats présentées ci-dessous sont celles exprimées dans les lettres de candidature obligatoires jointes au dossier. Trois catégories de motivation, comprenant celles données par les étudiants et celles décryptées par les membres des *consortia*, coexistent[9].

9 Toutes les citations de cette partie proviennent d'entretiens avec des référents de doctorat Erasmus Mundus.

2.1. Quitter le pays d'origine

La première motivation concerne les étudiants qui souhaitent quitter leur pays pour poursuivre des études doctorales à l'étranger. S'inscrivent dans cette catégorie des étudiants qui ne peuvent effectuer un doctorat de qualité dans leur établissement d'origine faute de matériel *ad hoc* tels des microscopes ou de simples pipettes.

> « Dans certains pays, souvent les équipements scientifiques ne sont pas… surtout pour les matières techniques. Nous, on est dans les matières techniques. Les équipements sont importants pour le processus de recherche. Souvent les étudiants disent : "J'ai un parcours intéressant. J'ai appris beaucoup de choses en théories. Mais j'atteins un peu la limite de ce que je peux faire parce que dans mon université, même s'ils aimeraient bien me garder en thèse, on n'a pas les équipements nécessaires pour aller plus loin". »

Se trouvent aussi dans cette catégorie des étudiantes qui souhaitent quitter leur pays et poursuivre des études doctorales à l'étranger pour s'émanciper d'un milieu familial oppressant.

> « Pour l'étudiante turque que j'ai eue, c'était pareil pour l'étudiante albanaise, c'était aussi pour elle un moyen de sortir d'un milieu qui était un peu oppressant. C'était un moyen d'émancipation. J'ai un peu discuté avec elle. Elle venait d'une famille paysanne de Turquie. Elle s'est mariée avec un Français, d'ailleurs de la promotion Erasmus Mundus ; lui était en Italie. Elle vient d'un milieu qui est très conservateur, un milieu paysan qu'on pourrait trouver en France. Je pense que pour elle, il y a eu aussi ce moyen d'émancipation. »

2.2. Entrer sur le continent européen

La deuxième catégorie regroupe les étudiants qui aspirent à entrer sur le continent européen. Certains sont attirés par la bonne réputation académique de l'Europe.

> « La principale préoccupation, c'est, pour eux, de pouvoir faire une thèse en Europe. C'est une bonne chose parce que l'Europe, ça a une bonne réputation. Quand je parle de l'Europe, c'est surtout les pays… disons France, Suisse, Allemagne, Belgique, les pays de l'Europe du Nord. Ça, c'est leur première préoccupation. »

Pour d'autres, devenir titulaires d'un doctorat d'un établissement d'enseignement supérieur européen leur permettrait de s'insérer plus facilement sur le marché de l'emploi de leur pays d'origine et de progresser dans leur carrière car le doctorat européen est très bien considéré.

> « Il y a une stratégie professionnelle. Ça, je l'ai vu. Tous les étudiants que j'ai eus, qui viennent de pays qui ne sont pas au même niveau que les pays occidentaux, ils ont une stratégie professionnelle qui est qu'un doctorat européen classique est beaucoup mieux considéré qu'un doctorat dans leur pays. Donc pour un Chinois, pour un Turc, ça va être un meilleur accès à l'emploi, y compris, en particulier, à l'emploi académique. »

Par ailleurs, décrocher une thèse dans un établissement européen représente une porte d'entrée sur le marché du travail en Europe. Quelques candidats de pays tiers avouent envisager de rester travailler dans l'UE après l'obtention de leur doctorat pendant quatre à cinq ans avant de retourner dans leur pays d'origine. Cependant, peu de candidats osent présenter clairement cette motivation par peur d'être mal jugés.

2.3. Intégrer spécifiquement le programme de doctorat Erasmus Mundus

Enfin, la troisième catégorie regroupe les étudiants qui visent spécifiquement à intégrer le programme de doctorat Erasmus Mundus. Cette catégorie comprend plutôt des candidats des pays aux formations académiques élevées qui seraient d'abord attirés par la garantie d'une formation d'excellence internationale *via* le label Erasmus Mundus.

> « Pour eux, c'est une façon de s'assurer d'arriver dans un environnement reconnu en termes d'excellence pour suivre un parcours de thèse. C'est une garantie pour eux de suivre une thèse de bon niveau et non de se retrouver dans un laboratoire où ils vont s'enterrer trois ans et sortir sans publication et sans résultat et donc avec peu de plus-values pour leur CV pour trouver une embauche par la suite chez eux. C'est d'être formé par la recherche dans un bon laboratoire sur des thématiques à la pointe pour faire état de résultats qu'ils pourront valoriser ensuite pour trouver du travail chez eux. »

Cette catégorie comprend aussi des candidats attirés par l'« effet d'aubaine » que constitue la bourse Erasmus Mundus, véritable « petite fortune ». C'est une alternative pour entreprendre un doctorat pour des étudiants de très bon niveau qui n'ont pas les moyens d'accéder à une université américaine.

> « Ce sont des gens qui ont un bon niveau et qui veulent poursuivre leurs études à l'étranger. Ce programme est relativement connu dans les universités à travers le monde. Si quelqu'un n'a pas de moyens personnels, partir pour une université américaine n'est pas évident. Une solution perçue comme étant presque du même niveau et accessible pour qui n'a pas les moyens de payer les inscriptions des universités américaines et bien c'est ce programme. C'est une chose assez bien connue. »

RÉFÉRENCES

Baduel P.R., 2007, « Éditorial. L'enseignement supérieur et la recherche face à l'injonction libérale », *Alfa. Maghreb et sciences sociales,* numéro annuel « L'enseignement supérieur dans la mondialisation libérale. Une comparaison internationale (Maghreb, Afrique, Canada et France) », S. Mazzella (dir.), p. 9-12.

Bourdin A., 2004, « L'individualisme à l'heure de la mobilité généralisée », *in* S. Allemand, F. Ascher et J. Lévy (dir.), *Les sens du mouvement, Modernité et mobilités dans les sociétés urbaines contemporaines,* Paris, Belin, p. 91-98.

Charlier J.-E., Croché S., 2003, « Le processus de Bologne, ses acteurs et leurs complices », *Éducation et sociétés*, 2(12), p. 13-34 [en ligne : www.cairn.info/revue-education-et-societes-2003-2-page-13.htm].

Croché S., 2009, « L'université circonscrite par Bologne. Quand l'Europe impose sa définition de la bonne institution, du bon enseignement et de la bonne science en réseau », *Émulations*, n° 6 [en ligne : www.revue-emulations.net/archives/n-6---regards-sur-notre-europe-1/croche].

Cuney F., 2004, *Enseignement supérieur et territoires. L'exemple de l'Université de Franche-Comté*, thèse de doctorat en géographie à l'Université de Franche-Comté.

Favrat S., 2018, « Appropriation des cultures académiques dans la mobilité internationale : analyse des difficultés rencontrées par des doctorants internationaux de l'UFC de Besançon », *Journal of international Mobility,* 6(1), p. 135-151 [en ligne : doi.org/10.3917/jim.006.0135].

Leresche J-P., Larédo P., Weber K. (dir.), 2009, *Recherche et enseignement supérieur face à l'internationalisation : France, Suisse et Union européenne*, Lausanne, PPUR.

Lussault M., Stock M., 2003, « Mobilité », *in* J. Lévy et M. Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés,* Paris, Belin, p. 622-625.

Nerad M., Trzyna T., 2008, "Conclusion. Globalization and Doctoral Education. Towards a Research Agenda", *in* M. Nerad et M. Heggelund (dir.), *Toward a Global PhD ? Forces and Forms in Doctoral Education Worldwide*, Seattle, Center for Innovation and Research *in* Graduate Education, p. 300-312.

Terrier E., 2009, *Mobilités et expériences territoriales des étudiants internationaux en Bretagne. Interroger le rapport mobilités spatiales / inégalités sociales à partir des migrations étudiantes*, thèse de doctorat de géographie à l'Université Rennes 2.

L'AUTEURE

Magali Hardouin
Université Rennes 2 – ESO / CREAD
UBO / INSPE de Bretagne
magali.hardouin@univ-rennes2.fr

Restructuration et contradictions urbaines à Cuzco (Pérou) : mobilité quotidienne et polycentrisme

AUTEUR·E·S
Jean LEGROUX,
Rita ANDRADE

RÉSUMÉ
Comme d'autres villes d'Amérique latine, Cuzco passe depuis quelques décennies par un processus de restructuration (économique et urbaine) qui a des impacts sur l'organisation spatiale de la ville et sur les relations et modes de vie des habitants. Nous analysons les contradictions issues de ce processus à travers la constitution de polycentralités et la question de la mobilité quotidienne, à partir d'enquêtes de terrain menées en 2015 et en 2016. Depuis que son centre historique a progressivement accordé une place prépondérante aux activités touristiques – Cuzco a été déclarée patrimoine culturel de l'humanité, par l'Unesco en décembre 1983 –, il existe une certaine tension entre les touristes et les habitants, en somme entre la ville moyenne et la ville touristique (internationale). Cette tension s'exprime dans l'espace urbain, dans les modes de consommation et à travers les divers types de mobilité quotidienne qui articulent une partie des activités des habitants.

MOTS CLÉS
restructuration urbaine, Cuzco, mobilité, polycentrisme, tourisme

RESUMEN
Igual que otras ciudades latinoamericanas, Cuzco ha pasado en estas últimas décadas por un proceso de reestructuración (económica y urbana) que ha modificado la organización espacial de la ciudad, así como las relaciones y modos de vida de los habitantes. Se analizan aquí las contradicciones causadas por este proceso a través de la movilidad urbana y de la constitución de nuevas policentralidades, a partir de trabajos de campo y encuestas realizadas en 2015 y 2016. Desde que su centro histórico empezó a albergar, y concentrar, cada vez más actividades turísticas – Cuzco fue declarado Patrimonio Cultural de la Humanidad, por la Unesco, en diciembre de 1983 – existe una cierta tensión entre los turistas y los habitantes, o sea entre la ciudad media y la ciudad turística (internacional). Esta tensión se expresa en el espacio urbano, en los modos de consumo y a través de distintos tipos de movilidad cotidiana que articulan una parte de las actividades de sus habitantes.

PALABRAS CLAVES
Reestructuración Urbana, Cuzco, Movilidad, Policentralidad, Turismo

INTRODUCTION

Ces dernières décennies, à l'instar d'autres villes latino-américaines, des dynamiques provenant de plusieurs échelles – du local à l'international –, dans le sillon des restructurations du capitalisme à partir des années 1970, ont changé la place de Cuzco dans son réseau urbain et son rôle à l'international, en s'affirmant en tant que destination touristique.

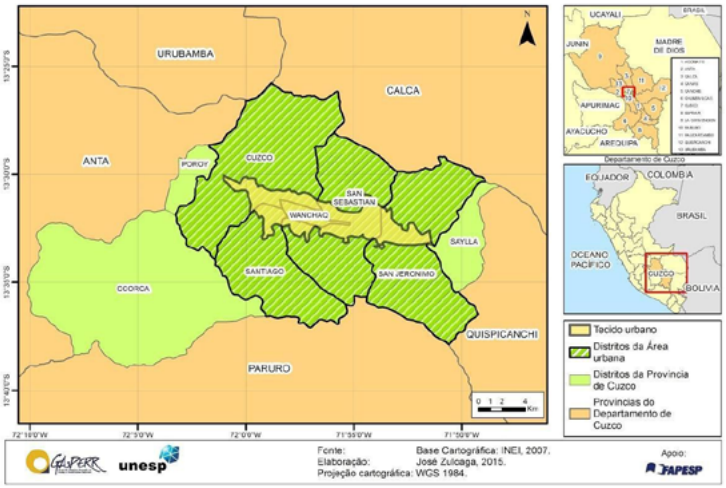
De toute évidence, ces processus ont eu des impacts sur la configuration spatiale de la ville. On note notamment la complexification des formes de ségrégation et certains indices de fragmentation socio-spatiale avec, par exemple, la constitution de polycentralités, par ailleurs souvent associées à la constitution de nouveaux centres liés au commerce et aux loisirs, où le centre commercial joue un rôle important. Au travers du thème de la mobilité quotidienne – qui détermine en fin de compte l'accès à la ville – et du polycentrisme, nous proposons un regard sur les contradictions issues des dynamiques des dernières décennies dans la ville de Cuzco.

1. CUZCO : UNE VILLE MOYENNE, HISTORIQUE ET TOURISTIQUE

Avec 437 538 habitants (INEI, 2017), Cuzco se situe au sud du pays, dans la province du même nom (fig. 1). Sa position géographique – sur un axe qui relie deux macrorégions naturelles du Pérou, la côte et la forêt

(Selva) – lui confère une fonction d'intermédiaire en termes d'échanges commerciaux et humains. C'est cette caractéristique qui en fait une ville moyenne, plus que son poids démographique.

Figure 1. Aire urbaine et districts de la province de Cuzco
Source : Gasperr / UNESP (2015)



Les espaces publics du centre principal (places, ruelles, rues et avenues) possèdent une forte représentation symbolique et culturelle, abritant des monuments hérités de l'histoire locale et *locus* des principaux événements culturels, politiques et sociaux, tels que les fêtes, les manifestations, les ballades et le commerce. Décrit ainsi, ce centre remplit sa fonction dans le sens d'une certaine cohésion provenant d'une diversité d'activités (y compris résidentielle) et d'une certaine mixité en termes de circulation de différentes classes sociales. Nonobstant, la transformation de Cuzco en ville touristique depuis les années 1970 a créé une certaine tension entre les locaux et les touristes[1]. Cette « vocation » ne cesse de s'accroître : on compte 1 894 120 touristes en 2016, contre 463 792 en 2000.

Le centre historique, auparavant résidentiel, commercial et de services pour les habitants, se caractérise désormais par une concentration d'hôtels, de restaurants, d'agences de voyages, de maisons de change et de commerces destinés aux touristes, configurant une espèce de « gentrification touristique ». En quelque sorte, la ville de Cuzco répond à la définition de la ville moyenne comme « ville moyen » (Michel, 1977), c'est-à-dire en tant que vecteur de propagation de la *société urbaine*. La « planétarisation de l'urbain » (Lefebvre, 1989) s'accomplit d'une certaine façon à Cuzco : l'« espace abstrait » des dominants altère la vie quotidienne, l'« espace vécu » des habitants, des citoyens, des usagers (Lefebvre, 1974), la ville moyenne subit les effets de la ville internationale. Le polycentrisme et la mobilité quotidienne sont deux voies d'accès à l'analyse de ces contradictions.

2. LE CONFLIT ENTRE LA VILLE « HABITÉE » ET LE MODÈLE TOURISTIQUE : LA QUESTION DU CENTRE HISTORIQUE ET DE L'ÉMERGENCE DU POLYCENTRISME

Le centre historique de Cuzco correspond à une définition classique du centre comme parcelle de l'espace urbain comportant une plus grande densité et diversité en termes de réalités sociales (Lévy & Lussault, 2003), souvent au cœur du nœud principal des voies urbaines et qui s'articule à la structure spatiale de chaque ville. Après le tremblement de terre de 1950, la ville, à partir du centre d'origine, s'est étendue dans un sens linéaire vers le sud-est, avec la formation de quartiers résidentiels et d'avenues commerciales. Aussi, dans les années 1970, l'ancienne ville de Cuzco était déjà devenue « centre historique », tandis que le tissu urbain de la ville progressait le long du fleuve Huatanay, s'approchant des zones montagneuses, au nord et au sud. En vertu de son statut de capitale touristique du Pérou, les processus de restructuration observés, permettent de parler d'une « urbanisation touristique », c'est-à-dire d'une certaine intégration au sein d'un flux d'informations, de biens et de personnes dans un contexte global. C'est à partir de la contradiction entre usage touristique (ville internationale) et usage local (ville moyenne péruvienne) que l'on observe la formation d'un polycentrisme, c'est-à-dire que les activités (commerciales et de services) propres à un centre se multiplient et se différencient dans l'espace urbain, sur la base de la création de nouveaux centres urbains avec, notamment, l'apparition de grands équipements, de centres d'affaires et de centres commerciaux. Pour Lévy

1 De nombreux touristes qui arrivent à Cuzco visitent le Macchu Picchu, le centre historique de Cuzco, ou Aguas Calientes, Ollantayatambo, Vale Sagrado et Pisac. Bien que la plupart de ces lieux se situent en dehors de la ville, Cuzco fait office de « ville-relais » pour les touristes qui, pour la majeure partie, se logent dans le centre historique.

et Lussaut (2003 : 145), « ce complexe, fréquemment hiérarchisé, associe des centres tant concurrents, que complémentaires, localisés en des positions variées ». C'est le cas à Cuzco.

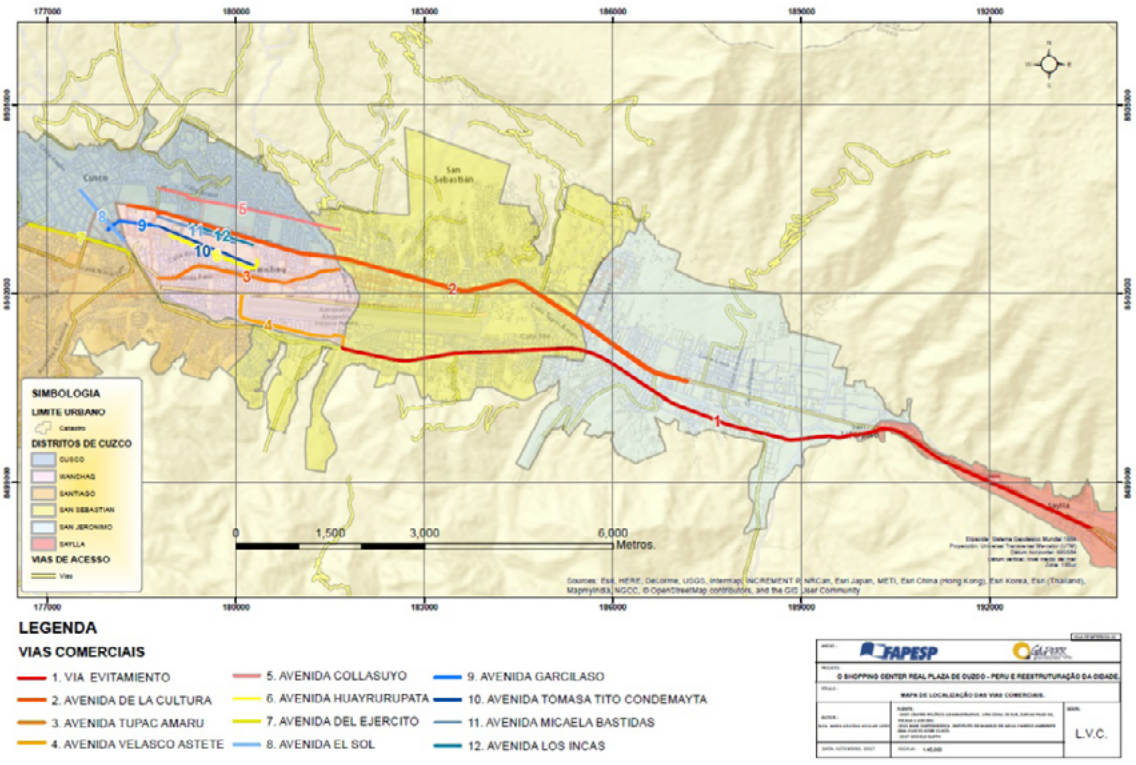
Figure 2. Avenida de la cultura

Figure 3. Arrêt de bus sur l'Avenida de la Cultura

Source : photographies de Rita Andrade, février 2015

Premièrement, le centre historique revêt une importance, aussi bien pour les touristes que pour les locaux, en dépit de l'exclusion progressive de ces derniers, ce qui génère également une résistance. Selon nos observations de terrain, le centre historique, outre les touristes, accueille des vendeurs ambulants, des cireurs de chaussures, des mendiants, des travailleurs du commerce et de l'administration publique, des manifestants et des espaces publics occupés par plusieurs générations. Deuxièmement, la zone sud-est de la ville, appelée « Cuzco moderne » par les *cuzqueños*, ou encore « nouveau pôle de développement », constitue une « centralité sous forme d'axe » où l'*Avenida de la Cultura* (fig. 2 et 3) joue un rôle prépondérant dans cette déconcentration des activités (fig. 4).

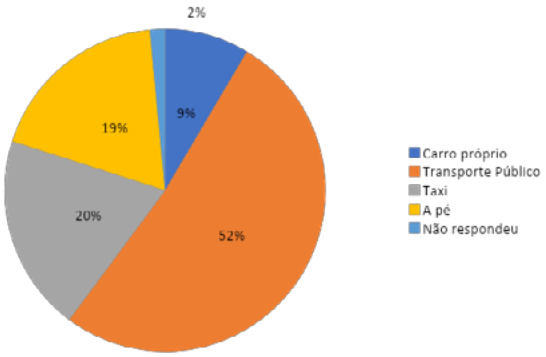
Figure 4. Carte des principaux axes de transport
Source : Gasperr / UNESP (2015)



On y trouve des commerces et des services qui n'ont pas été installés dans le centre historique pour des raisons i) associées à la préservation du patrimoine historique et au manque d'espace, ii) sectorielle, de par le fait de ne pas s'adresser au tourisme, iii) de localisation à proximité de quartiers résidentiels des classes moyennes *cuzqueñas*. La pièce maîtresse de cette nouvelle centralité est le centre commercial Real Plaza. Les infrastructures de stationnement (fig. 5) y sont un indice du public et du mode de vie attendus dans ce type de lieu (les classes moyennes et l'automobile). Cependant, notre enquête (un questionnaire appliqué à 400 personnes) montre que le public qui le fréquente accueille aussi des citadins qui ne possèdent pas de véhicule

Figure 5. Parking, à l'entrée du centre commercial Real Plaza
Source : Photographie de Rita Andrade, mars 2016.

Figure 6. Moyen de transport utilisé pour se rendre au centre commercial *Real Plaza*
Source : élaboration propre. Résultats du questionnaire appliqué en mars 2016



motorisé (fig. 6). En d'autres termes, son accessibilité en transport collectif et en taxi explique qu'il semble avoir été accepté par la population en général.

Troisièmement, il existe des populations à bas revenus qui ne fréquentent que rarement ces deux centralités, raison pour laquelle les centres commerciaux populaires et les marchés publics d'approvisionnement continuent à avoir un poids dans la ville en tant qu'espace de consommation quotidienne pour une grande partie de la population. Par ailleurs, ces marchés populaires sont présents dans pratiquement tous les quartiers. Cela configure une certaine différenciation à travers la consommation, sans pour autant que des franges de la population en soient exclues , à l'instar des *Novas Barriadas*, zones résidentielles auto-construites à bas revenus dont les habitants fréquentent les marchés populaires (ou y travaillent), mais également le centre (en tant que vendeurs ambulants, par exemple). Outre ces échelles spatiales, la question des échelles temporelles est également importante : le touriste occupe intensément le centre historique pour quelques heures ou quelques jours, tandis que, pour l'habitant, il fait partie de son quotidien. La réponse d'un habitant à la question : « les cuzqueños se dirigent-ils vers cet espace en qualité de consommateurs ? » lors d'une enquête de terrain illustre bien cette dichotomie.

> « Certains *cuzqueños* n'ont pas l'habitude de fréquenter le centre historique, car il est principalement organisé pour le tourisme, […] raison pour laquelle les riverains de zones comme San Sebastián, San Jerónio, Huancaro, et les habitants de la rive droite du fleuve Huatanay et alentours, en général, ne montent dans le centre que pour des cas de démarches administratives, de festivités et d'événements importants. Cependant, la population des 15-25 ans, environ, fréquente le centre la nuit, tandis que c'est plus difficile pour la population âgée, pour des raisons économiques, parce que les prix y sont plus élevés » (entretien réalisé en mars 2016, nous soulignons).

Cette division tripartite de l'espace urbain, la constitution de cet espace polycentrique, constitue un élément de fragmentation socio-spatiale dans la mesure où il est associé à une nette division en termes de groupes sociaux : un centre moins accessible et de plus en plus configuré pour les touristes, un centre commercial accepté et utilisé par les classes moyennes, et des marchés populaires qui accueillent les classes à bas revenus qui, par manque d'alternative, occupent les espaces périphériques pour y auto-construire leurs résidences. Outre cette configuration polycentrique et ségréguée, la question de la mobilité quotidienne est également un élément révélateur des contradictions urbaines de Cuzco.

3. LES CONTRADICTIONS DE CUZCO AU TRAVERS DE LA MOBILITÉ QUOTIDIENNE

La question de la mobilité quotidienne et de l'accessibilité aux centres, notamment au centre historique, illustre également les tensions issues de la contradiction entre la « ville moyenne » et la « ville touristique ».

La mobilité quotidienne – également appelée mobilité urbaine, physique ou spatiale – désigne la possibilité, pour les citadins, de se déplacer quotidiennement pour réaliser (ou accéder à) plusieurs activités et/ou nécessités et aménités (travail, loisir, santé, études, rencontres, etc.). La littérature identifie une correspondance entre la mobilité quotidienne (spatiale) et la mobilité sociale (Kaufmann *et al.*, 2004) et divers auteurs appréhendent la mobilité comme une dimension essentielle de la lutte contre la pauvreté et les inégalités (Diaz Olvera *et al.*, 2005 ; Vasconcellos, 2014). L'accessibilité peut se définir comme : *«The option refer to the range of means of transportation and communication available […] The conditions refer to the accessibility of the options in terms of location-specific cost, logistics and other constraints »* (Kaufmann *et al.*, 2004). L'accessibilité d'un citadin à divers endroits de la ville dépend autant de la localisation (résidentielle) par rapport à la position des

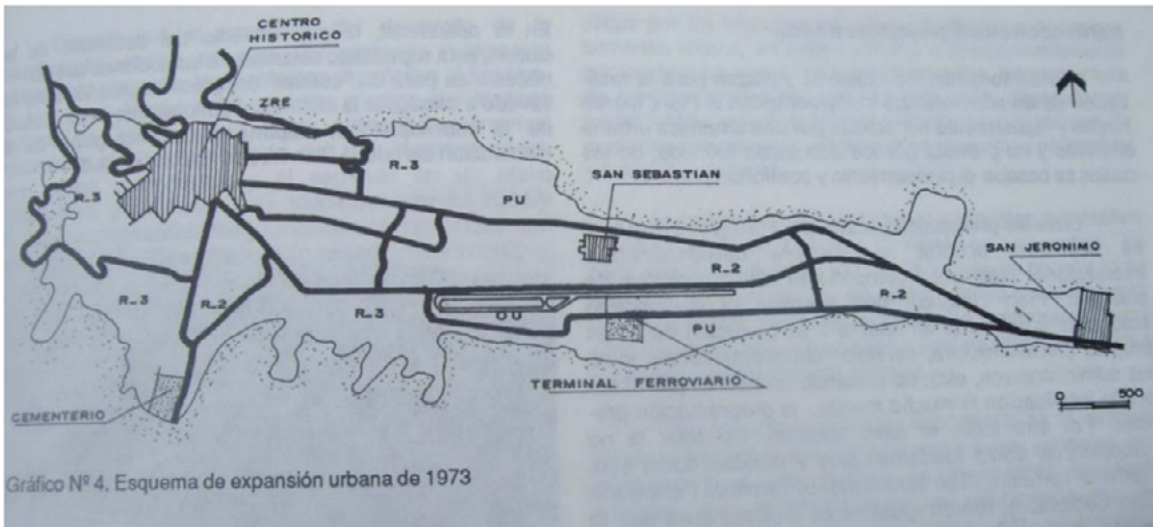
aménités urbaines et des infrastructures disponibles (modes de transport et trame viaire), que des nécessités et désirs qui sont à l'origine des déplacements.

Figure 7. Centre historique de Cuzco
Source : photographie de Rita Andrade, travail de terrain, mars 2016

Au Pérou, la massification du transport individuel est moins élevée que dans les pays voisins comme le Chili, l'Argentine ou le Brésil. Les transports collectifs sont principalement les *kombis* ou les bus, neufs ou anciens, dont l'opération est assurée par le secteur privé, principalement informel (fig. 7). Ainsi, une bonne partie des services de transport sont offerts par le circuit inférieur de l'économie urbaine.

En général, dans les villes moyennes, le transport collectif a tendance à converger vers le centre de la ville. C'est le cas à Cuzco où il s'organise en réseau concentrique et longitudinal, de par l'importance des avenues qui coupent la zone sud-est (fig. 8). Selon Hoyez (2018 : 1) : *« uno de los principales problemas del Cusco es el transporte, que se ha vuelta caótico, así como la falta de áreas verdes y espacios públicos »*. L'auteure pointe également des coupures urbaines avec une voie nationale qui traverse la ville d'est en ouest sur 20 km et un aéroport situé au milieu de la tâche urbaine.

Figure 8. Schéma de l'expansion urbaine de Cuzco
Source : Villegas–Estrada (1973)



En termes de répartition modale, selon l'enquête Origine-Destination de 2012 (Hoyez, 2018), 55 % des déplacements à Cuzco sont réalisés en transport collectif, 30 % à pied, 5 % en véhicules privés, 6 % en taxis (8 800 taxis), 3 % en automobile collective. Quant au centre historique, il connaît une espèce de conflit modal avec 50 % de déplacements réalisés à pied versus le transport motorisé (35 % en transport collectif, 9 % en taxi, 3 % en voiture et 3 % en transport scolaire). Les piétons (et le patrimoine) souffrent ainsi des investissements prioritaires alloués aux infrastructures automobiles (Concha Vásquez, 2018). Cette « hiérarchie modale » – issue d'une compétition entre différents modes de transport, doublée d'un processus de différenciation sociale (Diaz Olvera *et al.*, 1998) – reflète une demande réprimée des piétons. Pour remédier à cette situation, le Plan de mobilité et des espaces publics proposait de restreindre l'accès du centre aux véhicules motorisés et d'investir places et espaces verts en faveur des piétons. Cette valorisation du centre-ville permettrait une meilleure accessibilité et un rythme plus adapté à l'occupation des espaces publics. Mais, en 2017, la majorité des conseillers municipaux votèrent l'abrogation de la priorisation des piétons. La Chambre régionale de tourisme de Cuzco (Cartur) exprima également son désaccord avec le Plan Cuzco 2025, notamment concernant cette question de la mobilité et des espaces publics (Concha Vásquez, 2018).

La ville moyenne entre en conflit avec la ville touristique, même si, paradoxalement, elle en dépend. La demande locale des habitants de « Cuzco ville moyenne » entre en contradiction avec les intérêts de « Cuzco ville touristique », c'est-à-dire avec la « ville moyen » (Michel, 1977). C'est le plan du vécu qui est en quelque sorte arraché aux habitants : i) la spoliation du centre appartenant aux habitants et désormais soumis à

l'activité touristique, ii) la perte de pouvoir et d'espace de la marche à pied, qui est un moyen d'appropriation et d'occupation de l'espace ancré chez les habitants de Cuzco ; iii) le polycentrisme, recoupé d'une ségrégation socio-économique, ou l'échelle internationale, que nous rapportons à un processus de fragmentation socio-spatiale.

RÉFÉRENCES

Concha Vásquez C.-A., 2018, « La lucha por la ciudad : controversias en el proceso de formulación del Plan Cusco al 2025 - Movilidad y Espacio Público en una Ciudad Patrimonio (Cusco 2014-2018) », *Politai*, 9(16), p. 141-176.

Diaz Olvera L., Plat D., Pochet P., 1998, *Villes africaines au quotidien : mobilités quotidiennes et contraintes sociales à Bamako et Ouagadougou*, Lyon, LET, coll. « Études et recherches ».

Hoyez M., 2020, *Panorama de la movilidad en la ciudad de Cusco (Pérou),* Lyon, CODATU [en ligne : www.codatu.org/actualites/panorama-de-la-movilidad-en-la-ciudad-andina-de-cusco-peru, consulté le 07/01/2020].

INEI, 2017, Censos Nacionales 2017: XII de Población, VII de Vivienda y III de Comunidades Indígenas. Lima, Perú.

Kaufmann V., Bergman M., Joye D., 2004, "Motility : Mobility as Capital", *International Journal of Urban and Regional Research*, 28(4), p. 745-756.

Lefebvre H., 1974, *La production de l'espace,* Paris, Anthropos.

Lefebvre H., 1989, « Fulgurants progrès, crise de civilisation : quand la ville se perd dans une métamorphose planétaire », *Le Monde diplomatique*, mai 1989, p. 16-17.

Lévy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie*, Paris, Belin.

Michel M., 1977, « Ville Moyenne, ville moyen », *Annales de géographie*, tome 86, n° 478, p. 641-685.

Vasconcellos E.-A., 2014, *Políticas de transportes no Brasil : a construção da mobilidade excludente*, São Paulo, Editora Manole.

LES AUTEUR·E·S

Jean Legroux
GASPERR/ UNESP Presidente Prudente (Brésil)
jean.legroux@unesp.br

Rita Andrade
GASPERR/UNESP Presidente Prudente (Brésil)
ritagandrade@gmail.com

Access to Medical Imaging Equipment in the Piedmont Region : A Proof of Concept

AUTHORS
Sylvie OCCELLI,
Stefania BELLELLI,
Chiara CAMPANALE,
Marco DALMASSO,
Bibiana SCELFO

ABSTRACT
To strengthen management capability of Medical Imaging Equipment (MIE) in the Piedmont region, an approach is proposed which considers MIE distribution across regional sub areas together with their actual use (including utilisation rate, travel distance and waiting times). A number of regional information sources are used consisting of the health technology platform FITeB, the Health Registry and geo-spatial data. First, an overview of the spatial coverage of MIE in the regional local areas (provinces) is presented. Then, patient flows using MIE are examined and travel/time distance to access MIE discussed. The analysis makes reference to a period of time (2013-2017) in which, in order to improve the sustainability of the regional health system, a re-organisation of heath service delivery took place. Results of this study provide some evidence of the change which occurred in the access to MIE medical examinations.

KEYWORDS
Medical Imaging Equipment, Health regional registry, Health journeys, Accessibility, Health technology management and assessment

RÉSUMÉ
Pour mieux gérer les équipements d'imagerie médicale (*medical imaging equipment*, MIE) dans la région du Piémont, cette étude propose une approche qui prend en compte la distribution des MIE dans les provinces ainsi que leur utilisation (y compris le taux d'utilisation, la distance de déplacement et le temps d'attente). Différentes sources de données régionales sont utilisées, la plateforme des technologies médicales (FITeB), le registre des soins de santé et des données géo-spatiales. D'abord, on donne un aperçu de la couverture spatiale des MIE dans les provinces du Piémont. Ensuite, on examine les flux de patients utilisant les MIE et les distances de voyage /temps pour accéder aux services qui les offrent. L'analyse fait référence à une période, les années 2013-2017, pendant laquelle les services régionaux ont été réorganisés. Quelques aspects des changements dans l'accès aux MIE qui se sont produits suite à cette réorganisation sont discutés.

MOTS CLÉS
équipement pour l'imagerie médicale, archive des données des soins de santé, déplacements pour les soins de santé, accessibilité, gestion des technologies médicales, évaluation des technologies de la santé

1. BACKGROUND

Medical Imaging Equipment (MIE), such as MRI (Magnetic Resonance Imaging), PET (Positron Emission Tomography) and CT (Computer Tomography) have a critical role for improving healthcare and prevention. As these technologies become more widespread, evidence is mounting that an appropriate use of MIE allows physicians to better diagnose and treat patients, and ultimately produce significant gains in the health status and the quality of life of patients, workforce productivity and cost efficiency.

The expected benefits, however, are difficult to gauge and balance out against the need to contain rising healthcare costs. Recommendations exist that spur healthcare organisations to consider the total value that can be derived from their investment in the long term and how advanced technology can help contain costs (Abbam, 2014).

To make healthcare organisations more sustainable, a whole system approach is advocated which helps judge what they are willing to pay and give up for health innovation. As for Health Technology Assessment (HTA), in particular, current approaches should become more agile, re-articulating scientific dialogue and stakeholder engagement and re-thinking value, affordability and access (Husereau *et al.*, 2016).

Although the arguments are central to the health innovation literature, few studies (if any) have tackled them at a regional level. This paper contributes to fill the gap and the case of Piedmont is presented. It draws attention to the fact that capacity of managing MIE asset at a regional level should be strengthened. Here capacity is loosely understood as the ability of healthcare organisations to appraise the impact of technological solutions on healthcare provisions and steer their development in the decision area they are responsible for (Aroni, 2012). An important element for building capacity is the availability of appropriate management support systems for information sharing and monitoring (WHO, 2007).

In Piedmont, an information flow for biomedical technologies, named FITeB, has been created by the regional Health Authority in 2012. It yearly gathers a set of data about large medical equipment, including MIE, innovative equipment and medical devices.

Integrating information about MIE's distribution across health organisations and their actual use (including utilisation rate, travel distance and waiting times) would be a valuable addition in regional HTA procedures and decision-making about health technological investments and dis-investments.

Insights of the integration effort are discussed in the paper.

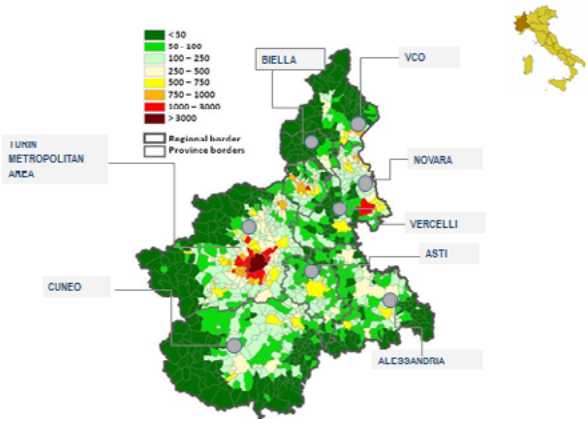
To facilitate the comparison of Piedmont with other regional areas, the analysis is primarily conducted at province level and considers two points in time, 2013 and 2017. In this time span, a re-organisation of heath service delivery took place in Piedmont with the purpose of raising healthcare quality level and handling financial constraints. Results of this study make it possible to investigate the impact of this re-organisation also on the population accessing MIE medical examinations.

2. SPATIAL DISTRIBUTION AND COVERAGE OF THE MEDICAL IMAGING EQUIPMENT (MIE)

Situated in the Northwest of the country, Piedmont has a population of 4.3 million inhabitants, most of which (80%) live in a few large cities and their surroundings areas (fig 1). It is an area where the needs and expectations of an aging population living longer are fuelling a growing demand for care-serving, including health technology solutions.

Medical examinations through MIE are delivered in public and private specialty care premises, hospitals and emergency departments. Overall, 94 health facilities, including public affiliated ones, provide MIE service; they are located in 50 municipalities, most of which are in the Turin metropolitan (province) area. Turin, the regional chief town, concentrates nearly one out of four of these health facilities, but more than 20% of the resident population lives there.

Figure 1. Province districts and population density (inhabitants per km²) in the municipalities
Source: ARPA Piemonte



Not unexpectedly, because of the regional urban pattern, the distribution of MIE varies significantly across the provinces (fig. 2).

In 2017, about 60% of MIE belongs to public health organisations, but the share is much higher in certain provinces (Cuneo and VCO). The Turin province has the greatest number of MIE but its ratio to population (MIE density) is lower than in other areas.

Reference values for optimal MIE diffusion do not exist. OECD (2019) states that "there is no general guideline or international benchmark regarding the ideal number of CT scanners or MRI units per million population. However, too few units may lead to access problems in terms of geographic proximity or waiting times. If there are too many, this may result in overuse of these costly diagnostic procedures, with little if any benefits for patients".

In Piedmont, MRI and CT are the most widespread MIE (Bellelli & Turchetti, 2018). In 2017, the regional value of MRI density (21 per million inhabitants) ranked below the Italian average (29), but it was higher than that for the OECD countries (17). CT density in Piedmont (21) was lower than the Italian average (35) and below that for the OECD countries (27).

In addition to the difficulties to evaluate MIE diffusion rate, the age of MIE is a major concern. Approximately, one-third of the MRI and CT in 2017 are more than ten year old and do not meet the golden rule for medical equipment refurbishing, according to which only 10% of the equipment should be as old as 10 years.

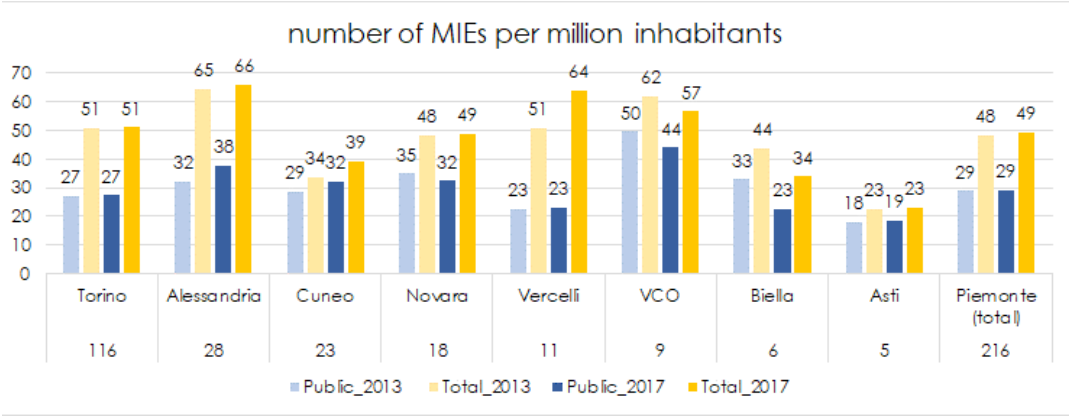


Figure 2. MIE density in healthcare public settings in the provinces and Piedmont, 2013, 2017[1]
Source: FITeB and ISTAT

In 2017, about 60% of MIE belongs to public health organisations, but the share is much higher in certain provinces (Cuneo and VCO). The Turin province has the greatest number of MIE but its ratio to population (MIE density) is lower than in other areas.

Reference values for optimal MIE diffusion do not exist. OECD (2019) states that "there is no general guideline or international benchmark regarding the ideal number of CT scanners or MRI units per million population. However, too few units may lead to access problems in terms of geographic proximity or waiting times. If there are too many, this may result in overuse of these costly diagnostic procedures, with little if any benefits for patients".

In Piedmont, MRI and CT are the most widespread MIE. In 2017, the regional value of MRI density (21 per million inhabitants), ranked below the Italian average (29), but it was higher than that for the OECD countries (17). CT density in Piedmont (21) was lower than the Italian average (35) and below that for the OECD countries (27).

In addition to the difficulties to evaluate MIE diffusion rate, the age of MIE is a major concern. Approximately, one-third of the MRI and CT in 2017 are more than ten year old and don't meet the golden rule for medical equipment refurbishing, according to which only 10% of the equipment should be as old as 10 years.

3. ACCESSING MIE: JOURNEYS TO SERVICES, UTILISATION RATE, TRAVEL TIME AND DISTANCE

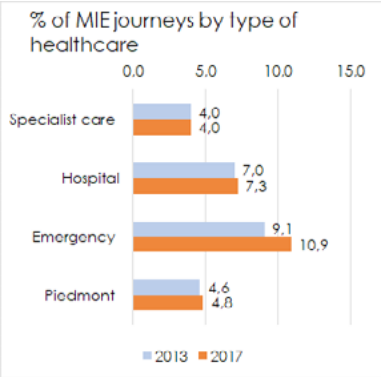
3.1. A Regional Overview

Building upon previous research (Occelli & Dalmasso, 2019), we analyse the journeys undertaken by the resident population in 2013 and 2017 to reach the facilities providing MIE examinations. The main information source is the Regional Health Information System which records every access to the specialist level of assistance, together with population and clinical data.

The number of journeys can be regarded as a measure of revealed accessibility (Gatrell & Wood, 2012; Souliotisa *et al.*, 2106) and in this context represent the actual use of health services. When considered from the origin point of view, insights are given about population's health needs. The destination point of view, likewise, offers evidence of the delivering capacity of healthcare organisations.

Table 1. Total and MIE journeys by main type of healthcare in Piedmont, in 2017 and variation from 2013[2]
Source: Piedmont Health Registry

		N. journeys	percentage	var 2017/13
Total	Specialist care	14463226	85,5	0,94
	Hospital	791078	4,7	0,87
	Emergency	1659212	9,8	0,98
	Piedmont	16913516	100,0	0,94
MIEs	Specialist care	581923	71,0	0,94
	Hospital	57380	7,0	0,91
	Emergency	180736	22,0	1,18
	Piedmont	820039	100,0	0,98



1 The total number of MIE equipment in 2017 is shown below the province name.

2 Only the journeys by the resident population to health premises located in Piedmont are considered. This means that patient flows to and from other regions are excluded from the analysis.

MIE journeys represent a small share of the regional health mobility (around 5%). Three out of four MIE journeys are undertaken for specialist care diagnosis. In spite of a 6% decline in their absolute number since 2013, in 2017 their share slightly increased (tabl. 1).

Not unexpectedly, MIE utilisation is highest for people treated in emergency care. In 2017, 11% of them were treated with this kind of health technology, and their number increased by about 18% since 2013.

Between 2013 and 2017, MIE utilisation rate (number of journeys per inhabitants) diminished slightly, but variability across the province districts reduced as well (fig. 3). The number of inter-municipality journeys grew in the period and average travel times increased in all the districts with the exception of Turin and Biella areas.

3.2. ACCESS TO MIE SERVICES FOR SPECIALIST CARE

Figure 4 shows the average travel distances for MIE specialist care journeys in the provinces, from the twofold points of view of origin and destination. When assessing the situation of an area, differences between origin and destination travel distances provide clues of the delivery capability of MIE services in the area. The smaller these differences are, as in Turin, Alessandria and Novara provinces, the better the situation is. Both origin and destination travel distances increased between 2013 and 2017: the former grew more than the latter in all the provinces except in Turin and Alessandria.

Figure 3. 2013-2017 variation of MIE utilisation rate and average travel time (for inter-municipal journeys only) in Piedmont provinces[3]

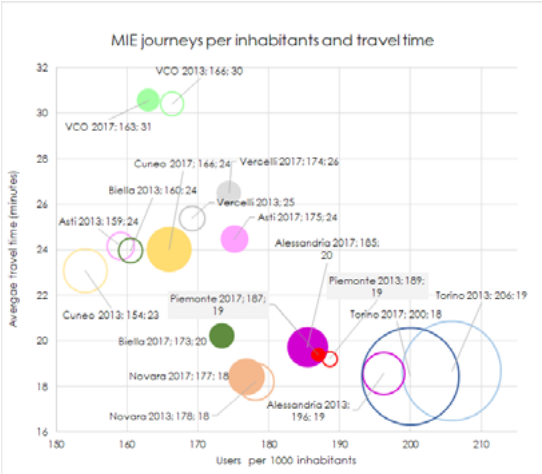
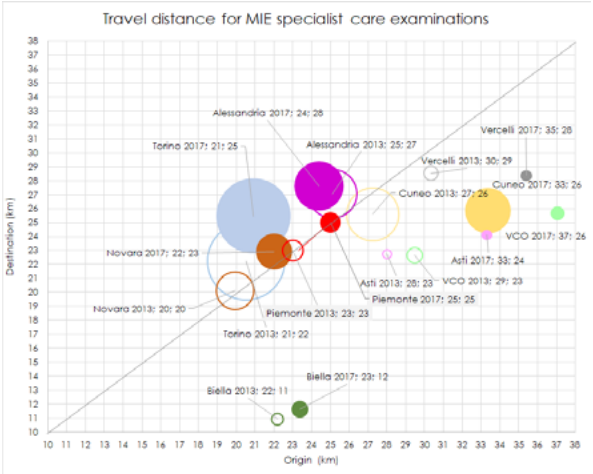


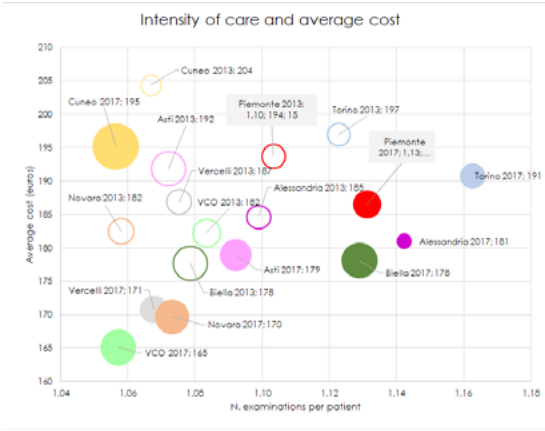
Figure 4. Travel distances for MIE inter-municipality journeys for specialist care, in Piedmont provinces, in 2013 and 2017[4]



Source: Piedmont Health Registry and Transportation Department

An interested finding is that the reduction in the physical access to MIE services has been accompanied by an improvement in other factors of access: the number of examinations per patients grew slightly in all provinces (except in Cuneo) and the average patient cost also declined. A negative result, which however will need further investigation, is that waiting times have become longer.

Figure 4. Number of MIE examinations and average costs per patients, for MIE examinations in Piedmont provinces in 2013 and 2017[5]
Source: Piedmont Health Registry



CONCLUDING REMARKS

Evidence from this study shows that the re-organisation in health-care delivery which occurred in Piedmont in the 2013-2017 also affected the population having MIE medical examinations.

Although at an early development stage, the potential of the approach can be appreciated from two points of view.

First, for the Piedmont case, it demonstrated how different data pipeline, related to MIE technology, population and physical access, could be connected. The richer evidence resulting from this effort could be valuable in current MIE assessment procedures. Even more notably, it would help establish a collective intelligence

3 The bubble size is proportional to the flows, except for Piedmont.

4 Piedmont origin and destination travel distances are identical. The bubble size is proportional to the number of journeys, except for Piedmont.

5 The bubble size is proportional to the waiting times.

about the impact of these technological solutions across the Piedmont healthcare organisations (Ainsworth & Buchan, 2015).

Second, on the research ground, the approach might pave the way to the development of a common framework for analysing MIE diffusion, access and take-up across European regions. The effort would permit to address access barriers in practice, facilitate exchange of knowledge and expertise, and ultimately improve access to healthcare between and within European regions (Souliotisa *et al.*, 2016).

REFERENCES

Abbam G., 2014, *What Role Does Technology Play in Improving Access to Healthcare?* [online: diversityhealthcare.imedpub.com/what-role-does-technology-play-in-improving-access-to-healthcare.php?aid=1535, retrieved 11/2019].

Ainsworth J., Buchan I., 2015, "Combining Health Data Uses to Ignite Health System Learning", *Methods of Information in Medicine*, 54(6), p. 479-487.

Aroni A., 2012, *Health Management Capacity Building, European Health Management Association* [online: www.webgate.ec.europa.eu/chafea_pdb/assets/files/pdb/20113303/20113303_d8_02_report_en_ps.pdf, retrieved 12/2019].

Bellelli S., Turchetti G., 2018, "Medical Imaging Equipment in Italy: State of the art of Installed base and Renewal Strategies", *Value in Health*, 21(1), p S265-S265.

Gatrell A.C., Wood D.J., 2012, "Variation in geographic access to specialist inpatient hospices in England", *Health & Place*, vol. 18, p. 812-840.

Husereau D., Hendshall C., Sampierto-Colom L., Thomas S., 2016, "Changing Health Technology Paradigms?", *International Journal of Technology Assessment in Health Care*, n. 324, p. 191-199.

Occelli S., Dalmasso M., 2019, "Probing Patient Mobility in a Regional Setting: The Case of Piedmont", *in* V. Chasles and L. De Biaggi (eds.), *Santé et territoire, une réflexion géographique,* Lyon, Université Jean Moulin, p. 123-138.

OECD, 2019, *Health at a Glance 2019*, "OECD Indicators" [online: www.oecd-ilibrary.org /social-issues-migration-health/health-at-a-glance-2019_4dd50c09-en, retrieved 01/2020].

Souliotisa K., Hasardzhie S., Agapidakia E., 2016. "A Conceptual Framework of Mapping Access to Health Care across EU Countries: The Patient Access Initiative", *Public Health Genomics*, 19(3), p. 153-159.

WHO, 2007, *Building Leadership and Management Capacity in Health* [online: www.who.int/management/strengthen/en, retrieved 01/2020].

THE AUTHORS

Sylvie Occelli
IRES Piemonte (Italy)
occelli@ires.piemonte.it

Stefania Bellelli
IRES Piemonte (Italy)
s.bellelli@ires.piemonte.it

Chiara Campanale
IRES Piemonte (Italy)
chiara.campanale@libero.it

Marco Dalmasso
Servizio Sovrazonale di Epidemiologia, ASL TO3 (Italy)
marco.dalmasso@epi.piemonte.it

Bibiana Scelfo
IRES Piemonte (Italy)
b.scelfo@ires.piemonte.it

AUTEURE
Imène OUALI-BOURAHLA

Enjeux des stratégies de communication dans le processus de requalification de la décharge de Fresh Kills (New York)

RÉSUMÉ
Depuis quelques années, les villes contemporaines mènent des stratégies de communication sur les projets de requalification des décharges urbaines en parcs paysagers. Ces actions constituent des réponses aux inquiétudes des habitants ; elles opèrent généralement en amont et/ou en aval des projets. Dans le cadre de la requalification de la décharge de Fresh Kills à New York (2006-2036), les stratégies de communication adoptées marquent un tournant. En effet, le service des parcs de la ville de New York organise différents événements sur le site durant les travaux (visites guidées, journées à thèmes…) qui ont pour but de favoriser une appropriation par les habitants. Dans cette communication, notre hypothèse est la suivante : les événements mis en place dans le cadre du projet de FreshKills Park ouvrent sur un nouveau rapport homme / nature / ingénierie environnementale. Ce rapport sera apprécié à travers l'analyse thématique des événements mis en place et des photographies des visiteurs. Notre analyse se base sur des données collectées *in situ* en juin 2019 dans le cadre d'une recherche doctorale.

MOTS CLÉS
décharge urbaine, requalification, stratégie de communication, FreshKills Park, New York, photographie

Issues of communication strategies in reclamation's process of Fresh Kills Landfill

ABSTRACT
In recent years, contemporary cities conduct communication strategies on projects dealing with the reclaiming of urban landfills into parks. These actions are responses to the concerns of inhabitants, they generally operate upstream and/or downstream of projects. In the context of Fresh Kills landfill's reclamation in New York (2006-2036), communication strategy represents a new era in the practice of urban landfills's reclamation. Indeed, New York City parks department of organises various events on the site during reclamation works (group tours, open hours…) that intend to promote appropriation by inhabitants. In this communication, our hypothesis will be that these events set up in the context of FreshKills Park open up a new relationship between man / nature / environmental engineering. This relationship will be appreciated through the thematic analysis of the proposed events and photographies by the visitors. Our analysis is based on data collected in situ in June 2019 as part of doctoral research.

KEYWORDS
Urban landfill, Reclamation, Communication strategy, FreshKills Park, New York, Photography

Les décharges, lieu où l'on dépose les déchets (*Le petit Robert,* 2013), constituent un mode d'élimination des déchets qui reste incontournable et inévitable pour la fraction des déchets ultimes, qui représentent tout déchet « qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment »[1]. Généralement situées à proximité des villes pour différentes raisons notamment pratiques (distance d'acheminement des déchets urbains, infrastructure de transport, etc.), les décharges sont souvent rattrapées par l'urbanisation ; elles se greffent aux tissus urbains et deviennent une des composantes du paysage urbain. Leur exploitation devient problématique sur le plan environnemental, sanitaire et social (syndrome NIMBY[2]), ce qui peut représenter l'une des raisons de leurs fermetures.

1 Cette définition est formulée par la loi-cadre des déchets en France (loi n° 92-646 du 13 juillet 1992). Cette notion de déchets ultimes, qui ne peuvent être éliminés que par la mise en décharge, est également présente dans d'autres contextes notamment aux États-Unis.

2 Le terme *NIMBY, Not In My Back Yard,* désigne l'opposition des habitants à l'implantation d'un projet d'utilité publique en raison des nuisances qu'il peut générer à l'échelle locale.

Une fois fermées, elles peuvent constituer une opportunité paysagère et écologique au regard des enjeux urbains contemporains. Pour des considérations technico-économique, elles sont souvent requalifiées en parcs paysagers, qui suscitent curiosité et inquiétudes, légitimes des habitants (Ouali, 2014 ; Campbell *et al.*, 2017). Pour favoriser une (ré)appropriation des sites, les villes utilisent des stratégies de communication menées en amont et/ou en aval des projets, dont la mise en œuvre doit prendre en considération l'imaginaire des habitants (Kim & Miller, 2017). Dans le cadre de la requalification de la décharge de Fresh Kills à New York (2006-2036), la stratégie adoptée par les services de la ville opère tout au long du processus. Différents événements (expositions, visites guidées, journées portes ouvertes, etc.) sont organisés sur le site depuis le début des travaux dans le but de promouvoir le futur parc et répondre aux interrogations des habitants. Des documents sont exposés ou distribués aux visiteurs illustrant les capacités du projet, conçu par Field Operations-James Corner, à évoluer dans le temps et à permettre la restauration de l'habitat écologique initial du site. En outre, ils constituent une opportunité pour sensibiliser et informer les habitants sur les techniques et moyens de gestion du sous-sol / sol du site (les déchets enfouis). Dans cette communication, nous considérons que la stratégie de communication mise en place dans le cadre du projet de FreshKills Park implique un processus qui se tisse entre les trois éléments clés du projet, à savoir l'homme (visiteurs), la nature et l'ingénierie environnementale. Ainsi, notre hypothèse est la suivante : les événements créés ouvrent sur un nouveau rapport homme / nature / ingénierie environnementale. La décharge et les déchets ne sont pas dissimulés, ils sont mis en avant, ce qui constitue un tournant dans la pratique de la requalification des décharges urbaines. Pour démontrer l'impact de la stratégie de communication de FreshKills Park, nous nous appuyons sur l'analyse des documents accompagnant (poster, brochure…) et/ou résultant (photographies) de ces événements à travers les trois thèmes : l'homme (activités, programme), la nature (restauration des écosystèmes, biodiversité…) et l'ingénierie environnementale liée à la gestion post-exploitation de la décharge.

Figure 1. Localisation de la décharge de Fresh Kills (réalisé par l'auteure de l'article)

Figure 2. Vue sur les quatre monticules de la décharge de Fresh Kills
Source : J. Corner, 2005 (illustrée par l'auteure)

1. FRESHKILLS PARK. *LANDFILL TO LANDSCAPE*

La décharge de Fresh Kills est située à Staten Island dans l'état de New York (fig. 1). D'une superficie de 890 ha, elle représente la plus grande décharge au monde. Elle a été créée en 1948 sur un site marécageux constituant l'écosystème de nombreuses espèces animales et végétales de par sa situation géographique et la nature géologique glaciaire de ses sols. Pendant un demi-siècle d'exploitation (1948-2001), quatre monticules de déchets, de plus de 50 m de hauteur, se sont formées sur le site (fig. 2). En 1999, le *Department of City Planning* de la ville de New York, en association avec d'autres acteurs notamment le département des parcs, entament la préparation d'un concours international, intitulé « *Landfill to Landscape* » (« De la décharge au paysage »), pour la transformation de la décharge en parc (fig. 3 et 4), qui sera lancé en 2001. Un processus a été mis en place, sur deux ans, pour étudier les propositions et sélectionner les équipes qui répondent le mieux aux objectifs du concours. En 2003, l'équipe Field Operations-James Corner est désignée lauréate.

Fondée et dirigée par le paysagiste et théoricien du paysage James Corner à New York à la fin des années 1990, l'équipe Field Operations propose non pas un objet fini mais un processus opérant à travers le temps. Nommé Lifescape, le concept du projet permet, sur un temps relativement long (30 ans), de restaurer les écosystèmes dégradés du site, d'offrir des paysages résilients et de réhabiliter le site dans l'imaginaire des habitants (Schafer & Reeser, 2002). Cette réhabilitation est favorisée par l'instauration d'un nouveau rapport nature / culture (Corner, 2005).

En 2006, le *master plan* du projet est finalisé et les travaux de requalification débutent sous la responsabilité du département des parcs, en l'occurrence le service FreshKills Park qui a été créé en 2006 à cet effet. Outre

Figure 3. FreshKills Park à l'horizon 2036
Source : J. Corner, 2005.

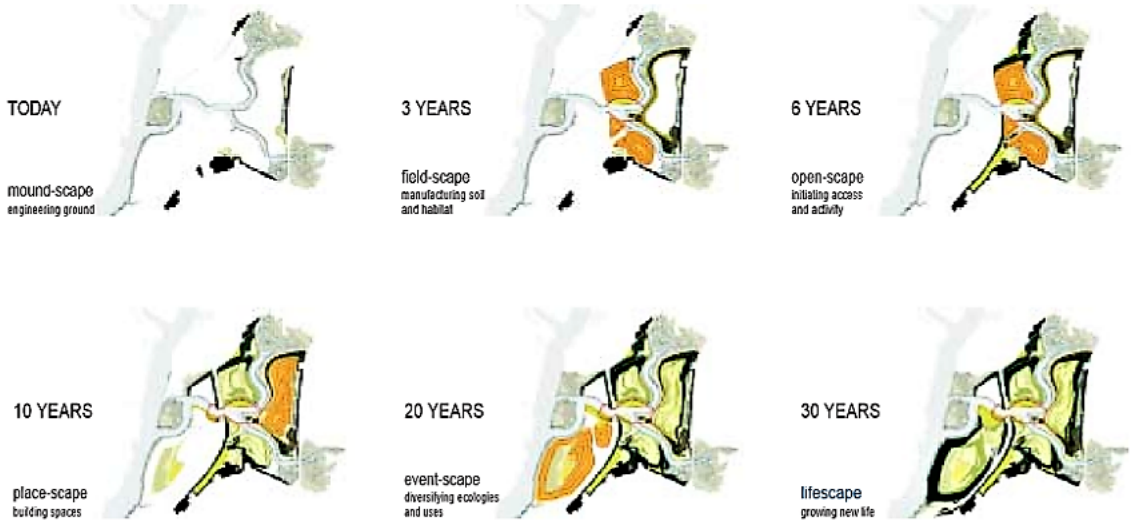
la réalisation, ce service a pour objectif la promotion du futur parc, en collaboration avec l'association FreshKills Park Alliance créée en 2010.

2. LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE FRESHKILLS PARK ADMINISTRATION ET FRESHKILLS PARK ALLIANCE

Pour définir une stratégie de communication efficace répondant de manière optimale aux préoccupations des habitants, deux études scientifiques ont été menées respectivement en 2011 et 2012. La première a permis de saisir l'opinion et les inquiétudes des habitants de Staten Island vis-à-vis du projet, tandis que la deuxième, réalisée par une équipe de recherche de Columbia University travaillant sur le *sustainability management*, offre une feuille de route pour le service de FreshKills Park. Elle identifie les différentes opérations à mettre en place, notamment l'organisation d'événements sur le site (Rosen *et al.*, 2012), dans le but de faire découvrir aux habitants le concept novateur du parc mais aussi les techniques d'ingénierie environnementale liée à la gestion du sol (les déchets). Des visites guidées permettent à des groupes restreints de découvrir l'histoire de la décharge, le projet et son développement. Des journées portes ouvertes concernent un plus large public et représentent une opportunité pour arpenter, exploiter et expérimenter le parc en devenir, tandis que des journées, dites spéciales, sont réservées à des groupes de chercheurs, d'étudiants, de photographes, etc., invités sur le site donc dans le cadre de programmes bien définis dans un objectif de recherche scientifique ou de diffusion du projet. Ainsi, « *Capturing Change* » constitue l'un des programmes de ces journées spéciales au cours duquel des photographes, professionnels ou amateurs sont sollicités pour « capturer » au fil des saisons l'évolution du paysage de la décharge ; les photographies alors produites témoignent du nouveau regard porté sur le site qui s'intéresse à la fois aux traces du passé mais aussi aux effets induits du processus de requalification en cours.

3. ENJEUX DE LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE FRESHKILLS PARK

Figure 4. Temporalité du projet de Field Operations-James Corner
Source : J. Corner, 2005.



Le projet de Field Operations se présente comme un processus qui associe nature, culture et ingénierie environnementale. La stratégie de communication adoptée par le département des parcs de New York et FreshKills Park Alliance a pour objectif de mettre en valeur ce rapport qu'introduit le projet. Pour saisir l'impact de la stratégie de communication sur les visiteurs, nous utilisons ces trois thèmes en tant que grille d'analyse des informations fournies lors des événements ainsi que des photographies produites lors des journées « *Capturing Change* ».

À travers les posters exposés, les plans et brochures distribués lors des événement, FreshKills Park est présenté comme un espace de loisirs et de nature comprenant des installations d'ingénierie environnementale rappelant le passé de décharge. Un espace où l'on peut se promener, découvrir une biodiversité riche, étudier (pour les scientifiques) la capacité de résilience des sites pollués et les processus de (ré)introduction

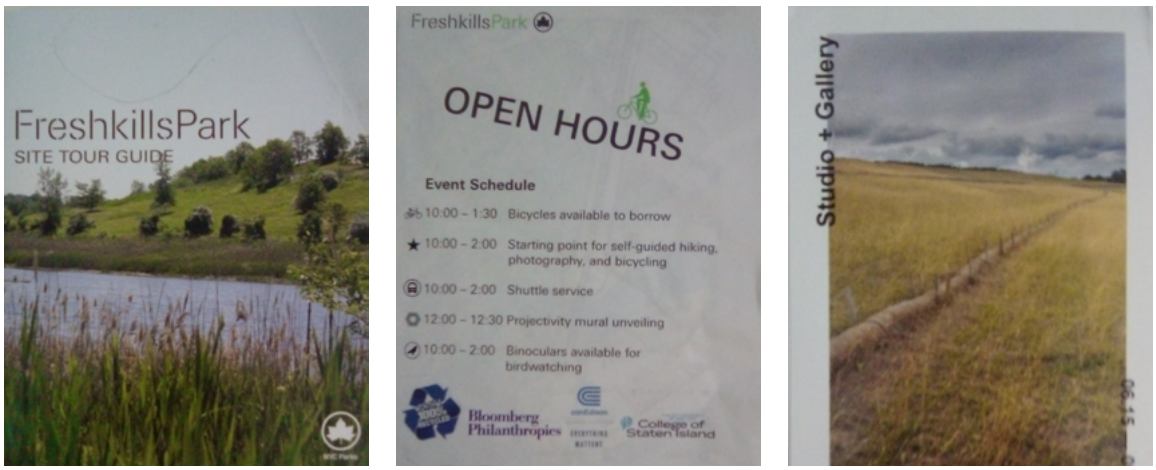


Figure 5. Documents distribués lors de trois événements organisés sur le site de Fresh Kills du 15 au 30 juin 2019
Source : auteure de l'article.

de la nature en milieu urbain, et comprendre le processus de digestion d'une décharge. Dans une logique d'attrait, l'objectif de cette stratégie est de susciter de l'intérêt afin que les habitants se rendent sur le site pour y découvrir ses potentialités. Cette expérience du parc induit de nouveaux regards. Les photographies produites à l'occasion des journées « *Capturing Change* » sont l'un des outils permettant de le démontrer.
Au-delà de l'aspect esthétique du parc en devenir (vues, horizon…), les photographes portent un intérêt particulier sur les installations de gestion de la décharge, à savoir les puits et la station de biogaz, les matériaux de recouvrement, etc., la faune et la flore. Les images mettent en valeur cette cohabitation (fig. 6 et 7).

Figure 6. Rapport ingénierie environnementale / homme / nature (source 6a, 6b, 6c : www.freshkillspark.org, source 6d : Muriel Ote)

6a. Photo : Kipp Wettstein, 2015.

6b. Photo : Mickael Anton, 2015

6c. Photo : Min Liao, 2018.

6d. Photo : Muriel Ote, 2019

7a. Photo : Muriel Ote, 2019.

7b. Photo : Kipp Wettstein, 2016.

7c. Photo : Lance J. Reha.

7d. Photo : Muriel Ote, 2019.

Figure 7. Regards sur la capacité de résilience de FreshKills Park notamment par rapport à la faune et la flore (source 7a et 7d : Muriel Ote, source 7b et 7c : www.freshkillspark.org)

CONCLUSION

La stratégie de communication de FreshKills Park marque un tournant dans la pratique de requalification des décharges urbaines. Elle se base sur les caractéristiques, physiques et sensibles, de la décharge pour favoriser l'appropriation du parc en devenir. Tout en explicitant le processus de digestion de la décharge, elle permet aux habitants de découvrir un processus ouvrant sur un paysage résilient.

RÉFÉRENCES

Campbell L. K., Klenosky D. B., Snyder S. A., Vogt C. A., 2017, "If We Transform the Landfill, Will They Come ? Predicting Visitation to FreshKills Park in New York City", *Landscape and Urbanism Planning*, vol. 167, p. 315-325 [en ligne : www.nrs_2017_klenosky_001.pdf, consulté le 15/01/2018].

Corner J., 2005, "Lifescape. FreshKills Parkland", *Topos*, n° 51, p. 14-21.

Kim E. J., Miller P., 2017, "Residents' Perception of Local Brownfields in Rail Corridor area in the City of Roanoke : The Effect of People's Preconception and Health Concerns Factors", *Journal of Environmental Planning and Management*, 60(5), p. 862-882.

Ouali I., 2014, *Reconquête des paysages répulsifs. Impact de la réhabilitation des décharges publiques sur la perception des riverains. Cas de la décharge d'Oued Smar (Alger)*, mémoire de magister, sous la direction de Youcef Kehila, École polytechnique d'architecture et d'urbanisme d'Alger.

Rosen L., Chun J., Giuffrida D., Held D., Hogue S., Johnson T., Mustafa D., Perez Nevarez M., Quinlan P., Sciortino R., Shershavin J., Simkins J., Simpson S., 2012, *Freshkills Park. A Communications Strategy to Address Public Health Concerns*, New York, Columbia University [en ligne : www.nrs.fs.fed.us/nyc/local-resources/downloads/Freshkills-Park-Final-Report.pdf, consulté le 24/07/2019].

Schafer A., Reeser A., 2002, "Lifescape : Field Operations", *Praxis*, n° 4, p. 20-27.

L'AUTEURE

Imène Ouali-Bourahla
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne / École doctorale de géographie
Ensa Paris La Villette — Architecture milieu paysage
ouali.imene@gmail.com

Fragmentation socio-spatiale dans une ville moyenne : le cas de Ribeirão Preto au Brésil

AUTEURS
Maria Encarnação B. SPOSITO,
Eliseu S. SPOSITO,
Késia A. A. da SILVA

RÉSUMÉ
Les villes moyennes brésiliennes ont connu une croissance démographique souvent supérieure aux métropoles, ce qui reflète une évolution positive de l'économie et une expansion territoriale urbaine significative. Parfois, cette croissance va de pair avec une augmentation des inégalités socio-spatiales. Nous avons analysé la structuration spatiale et les processus urbains qui guident les changements à Ribeirão Preto, soulignant le remplacement d'une logique centre-périphérie par une autre fragmentation socio-spatiale. Située dans l'état de São Paulo, cette municipalité a une économie urbano-industrielle basée sur l'agroalimentaire. Le changement de sa structure spatiale urbaine révèle une séparation nette entre le nord et le sud de la ville. Cette fracture socio-spatiale redéfinit les relations des habitants avec l'espace urbain, générant des logiques et des pratiques spatiales qui indiquent la constitution d'une fragmentation socio-spatiale. Ce texte est le résultat de recherches menées dans plusieurs villes brésiliennes pour analyser les échelles, les vecteurs, les rythmes, les formes et les contenus de l'urbanisation brésilienne.

MOTS CLÉS
inégalités socio-spatiales, fragmentation socio-spatiale, villes moyennes au Brésil, Ribeirão Preto

ABSTRACT
Brazil's middle cities have experienced population growth, often higher than that observed in metropolises, reflecting a positive economic evolution and a significant urban territorial expansion. We have analysed the spatial structuring and urban processes that guide changes in Ribeirão Preto, in the sense of replacing a centre-periphery logic with another socio-spatial fragmentation. Localised in the São Paulo state, this municipality has an urban-industrial economy based on agribusiness ; the process of change in its urban spatial structure reveals a clear separation between the north and south of the city. This socio-spatial division redefines the inhabitants' relationship with urban space, generating spatial logics and practices that indicate the constitution of a socio-spatial fragmentation. This text is the result of a research carried out in several Brazilian cities to analyse scales, vectors, rhythms, forms and contents of Brazilian urbanization.

KEYWORDS
Socio-spatial inequalities, Socio-spatial fragmentation, Middle cities in Brazil, Ribeirão Preto

INTRODUCTION

Au cours des dernières décennies, les villes brésiliennes ont connu une série de restructurations, tant à l'échelle interurbaine qu'intraurbaine. Au sein du réseau urbain, on observe un changement notable dans la division interurbaine du travail selon deux tendances principales. D'une part, l'augmentation de l'activité de production industrielle dans les espaces urbains non métropolitains élargit le rôle des villes de taille moyenne. D'autre part, le rôle régional de ces villes croit du fait de la concentration économique et de la centralisation du secteur tertiaire, du fait de l'augmentation du nombre des entreprises à succursales multiples et du développement du *franchising*, tandis que les villes moyennes se concentrent les marchés locaux et les petites villes dans leurs zones d'influence.

À l'échelle de la ville, de nouveaux types d'habitats ont été observés, tels que des espaces résidentiels fermés et sécurisés pour la population issue des segments socio-économiques les plus élevés, tandis que de nouvelles centralités émergent avec la mise en place d'activités commerciales et de services dans des zones éloignées du centre principal. Ces transformations ont conduit au remplacement progressif de la logique de production de l'espace urbain basée sur le modèle centre-périphérie par une autre qui conduit à la constitution d'une structure spatiale fragmentée.

Dans ce contexte, nous cherchons à aborder et à comprendre l'approfondissement des différenciations et des inégalités à Ribeirão Preto et l'émergence du processus de fragmentation socio-spatiale. Outre la base bibliographique, l'étude a exploité des sources secondaires issues de l'IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística) et de la banque Caixa Econômica Federal, ainsi que des sources issues de recherches empiriques (entretiens) pour l'observation de la dynamique des villes. Ce matériel a été analysé à travers le concept de fragmentation socio-spatiale comme un apport conceptuel et théorique qui caractérise la ville aujourd'hui.

1. LES CHANGEMENTS SOCIO-SPATIAUX NÉCESSITENT DE NOUVEAUX CONCEPTS

Dans le cadre des profonds changements qui marquent la division économique et sociale actuelle de l'espace urbain, les concepts inventés au cours des périodes historiques précédentes ne suffisent pas à désigner les évolutions observés.

Depuis la fin des années 1990, l'expression « fragmentation socio-spatiale » est utilisée pour expliquer des dynamiques qui ne sont pas toujours identiques et, considérées sur le long terme, très récentes. Cette pluralité de perspectives génère une certaine polysémie (Prévôt-Schapira, 2001) et révèle le caractère multidimensionnel du terme (Navez-Bouchanine, 2002), ce qui oblige les auteurs qui l'utilisent à se positionner pour préciser les processus auxquels ils se réfèrent :

– Nous soulignons que, bien qu'il puisse également être observé dans d'autres formations socio-économiques, ce processus est particulièrement important en Amérique latine, historiquement et profondément marqué par des inégalités qui se révèlent dans la société et, par conséquent, dans l'espace.

– L'idée de fragmentation socio-spatiale, bien qu'elle puisse être appliquée à différents niveaux, comme le montre Prévôt-Schapira et Pineda, est utilisée dans ce texte pour comprendre la « relation souvent contradictoire entre le changement social et l'évolution de la structure urbaine » (2008 : 75). C'est la raison pour laquelle, dans les sections suivantes, nous montrons les récentes transformations que Ribeirão Preto a subies pour soutenir l'hypothèse d'un tel processus dans cette ville.

– Nous considérons que cet outil conceptuel est important car, du point de vue de l'analyse, il permet d'aller au-delà des concepts de ségrégation socio-spatiale et d'autoségrégation (Sposito & Goes, 2013) sans toutefois les ignorer. En effet, ils se limitent davantage à l'utilisation résidentielle de l'espace, tandis que la fragmentation socio-spatiale concerne les espaces de consommation et les formes actuelles de réalisation de la vie publique dans les villes.

– Il faut souligner que les transformations liées à la crise du capitalisme, qui a commencé dans les années 1970, et la prédominance des logiques et des subjectivités néolibérales, qui sont antérieures à l'idée du droit à la ville (Sposito, 2018), ont approfondi la différenciation socio-spatiale qui caractérise les villes brésiliennes et mis en évidence la constitution du processus de fragmentation socio-spatiale.

En prenant ces éléments comme référence, il est possible de constater que la fragmentation socio-spatiale est composée d'un ensemble de dynamiques qui se combinent de manière contradictoire et se manifestent selon des combinaisons et des intensités qui varient dans le temps et l'espace. Ainsi, il existe des échelles de reconnaissance de ce processus qui ne sont pas identiques pour toutes les villes, comme l'ont déjà souligné Marcinczak et Sagan (2011), en adoptant l'expression *on-going fragmentation*.

La compréhension de l'émergence du processus de fragmentation socio-spatiale à Ribeirão Preto et la lecture des transformations urbaines dans le monde contemporain se font à travers l'histoire de la production de l'espace urbain dans cette ville. Basé sur le matérialisme historique dialectique, dans l'objectif de comprendre les contradictions qui délimitent le monde et l'espace urbain, le chemin méthodologique suivi passe par l'historicité de l'urbanisation. De ce point de vue, nous adoptons la perspective lefebvrienne qui consiste à valoriser l'historicité pour comprendre le présent et entrevoir le devenir. Cette méthode garantit que les villes sont considérées en faisant partie de leur formation socio-spatiale. Enfin, nous signalons que, outre l'étude de la fragmentation socio-spatiale, ce travail présente un contrepoint à la réalité française puisque, contrairement aux villes moyennes de ce pays, les villes brésiliennes continuent de présenter une croissance démographique importante, comme nous le verrons dans la section suivante.

2. CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET STRUCTURATION SPATIALE DE RIBEIRÃO PRETO

Ribeirão Preto est l'une des principales villes de l'état de São Paulo. Elle a été fondée en 1871 et se situe dans l'*axe de développement*[1] le plus décisif du pays (fig. 1). Pôle technologique, il est l'un des principaux parcs agro-industriels du Brésil et représente de manière emblématique la modernisation (Elias, 2003) du pays. Les

1 L'*axe de développement* désigne un espace avec des agglomérations urbaines, des villes moyennes et petites, où les activités économiques (principalement industrielles) sont intenses, suivant des couloirs de circulation (des personnes, des biens et des informations) formés par des autoroutes, des « *infovies* » et des voies aériennes.

politiques du gouvernement fédéral et des états concernant les infrastructures, la recherche technologique, le crédit agricole, etc., l'ont mis en valeur dans le domaine de l'agroalimentaire qui a stimulé la croissance démographique, créant une demande et un marché qui ont à leur tour attisé la constitution d'une nouvelle logique de structuration de l'espace urbain, puisque des investissements ont été potentialisé et ont provoqué la valorisation de l'immobilier dans la ville.

La ville a eu, dans sa genèse, une dynamique économique basée sur des activités d'agro-exportation liées à la monoculture du café. Cependant, entre 1940 et 1980, en plus de connaître une intense modernisation et de modifier sa matrice économique, avec une grande partie de la population active employée dans le secteur tertiaire, elle est devenue le plus grand producteur de sucre-alcool au monde. Grâce à cette dynamique, la municipalité a commencé à accueillir un nombre important de migrants, avec des bilans migratoires plus élevés que les autres municipalités (Zamboni, 2018).

Figure 1. Ribeirão Preto. Situation géographique

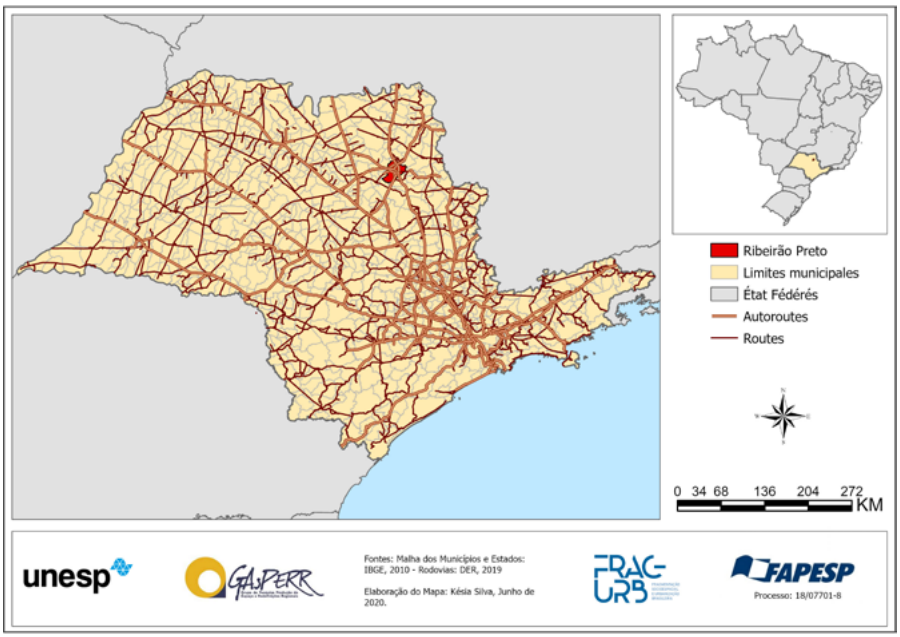


Tableau 1. Ribeirão Preto. Population totale, variation absolue et variation absolue et relative de la population, 1970 à 2020
*Estimation. Source: IBGE, Les recensements démographiques,1970 à 2010, Fundação SEADE: Projection de population, 2020

année ville, état et pays	1970	1980	1991	2000	2010	2020
Ribeirão Preto	212 879	318 496	434 142	504 162	603 774	683 777
São Paulo	17 770 975	25 042 074	31 588 925	37 032 403	41 262 199	44 640 776
Brésil	93 134 846	119 011 052	146 825 475	169 799 170	190 755 799	211 517 502
Variation absolue		**1970/1980**	**1980/1991**	**1991/2000**	**2000/2010**	**2010/2020**
Ribeirão Preto		105 617	115 646	70 020	99 612	80 003
São Paulo		7 271 099	6 546 851	5 443 478	4 229 796	3 378 577
Brésil		25 876 206	27 814 423	22 973 695	20 956 629	20 761 703
Taux de croissance (%)		**1970/1980**	**1980/1991**	**1991/2000**	**2000/2010**	**2010/2020**
Ribeirão Preto		4,11	3,15	1,68	1,82	1,25
São Paulo		3,49	2,35	1,78	1,09	0,79
Brésil		2,48	2,12	1,63	1,17	1,04

Le tableau 1 montre l'augmentation de la population de Ribeirão Preto et l'intensité de cette croissance. Entre 1970 et 1980, la municipalité a connu un taux de croissance de plus de 4% par an, ce qui est lié aux performances du gouvernement fédéral et des états fédérés dans le processus de modernisation de l'agriculture. Ce rythme a diminué par la suite, suivant la tendance à la baisse du taux d'accroissement naturel dans tout le pays. Toutefois, même si ce rythme s'est ralenti, la municipalité a connu des moyennes de croissance démographique plus élevées que dans l'état de São Paulo et le pays entier.

Selon les données du recensement démographique, 41% de l'augmentation de la population entre 1980 et 1991 était due à la migration. Les transformations économiques de l'espace régional et de la municipalité de Ribeirão Preto ont également eu un impact sur les modes de structurer l'espace urbain. Entre 1940 et 1960, le processus de périphérisation a commencé, le secteur nord de la ville se développant intensément, tandis que la zone centrale connaissait un processus de verticalisation et d'expansion vers le secteur sud. Jusqu'aux années 1970, la structure spatiale était essentiellement de type centre-périphérie.

Dans les décennies suivantes, des transformations se sont produites avec l'apparition de zones de concentration de commerces et de services, générant de nouveaux centres, des centralités secondaires et de nouvelles formes d'*habitat* (Dal Pozzo, 2015). S'est alors renforcée une structure urbaine marquée par une profonde fracture socio-spatiale, existant depuis les premiers temps de l'occupation de la ville. Le secteur nord s'est consolidé par 1) la mise en œuvre des allocations logement pour les personnes à faibles revenus et 2) les actions du gouvernement fédéral et des états fédérés dans le secteur du logement social. Dans la direction opposée, le sud s'est consolidé, socialement et spatialement, comme la zone de résidence de l'élite.

À la suite de ces processus de restructuration spatiale plus récents dans plusieurs villes brésiliennes, dont Ribeirão Preto, de nouveaux groupes sociaux ont commencé à occuper les zones périphériques de la ville, dans le sens d'une « nouvelle périphérie » avec d'autres contenus (Costa, 2006). La tendance à la redistribution spatiale de la population à Ribeirão Preto peut être illustrée par les taux de croissance de la population par secteur censitaire urbain (fig. 3). La figure 3 permet d'observer les « vecteurs d'expansion » décrits entre les années 2000 et 2010. Le secteur sud a subi le plus de transformations grâce aux actions des agents locaux, tant privés que publics, qui ont produit un environnement urbain pour les couches socio-économiques les plus aisées (Zamboni, 2018), qui occupaient auparavant les zones résidentielles péricentrales. Entre 1954 et 2013, plus de 68 espaces résidentiels fermés et sécurisés ont été construits à Ribeirão Preto (la plupart dans le secteur sud), démontrant un processus d'autoségrégation (Dal Pozzo, 2015). Au contraire, la zone nord, déjà connue pour être la zone de résidence de populations aux revenus les plus faibles, s'est étendue et développée grâce à des programmes de logement d'intérêt social. Cette portion de territoire est également marquée par une occupation urbaine mixte et des zones de *favelas*, dont le nombre est passé de 50 à 96 entre 2016 et 2018. Ces faits reflètent non seulement une différenciation socio-spatiale, principalement entre le nord et le sud, mais aussi l'aggravation des inégalités entre les habitants de Ribeirão Preto.

Pour Elias, même si Ribeirão Preto est reconnue comme une région dynamique voire un îlot de modernité, elle a fondé son développement économique sur une modernité incomplète « dans laquelle se superposent la richesse et un ensemble important de disparités et de déséquilibres économiques, sociaux et culturels » (2003 : 328). Les dynamiques qui se sont produites à Ribeirão Preto sont associées à des tendances plus générales. Depuis la seconde moitié du XXe siècle, des changements importants ont été observés dans le processus de développement économique et social du pays, avec des répercussions sur la redistribution spatiale de la population. On constate une diminution du rythme

Figure 2. Ribeirão Preto : expansion de la zone urbaine (1884-2015). Source : Dal Pozzo, 2015

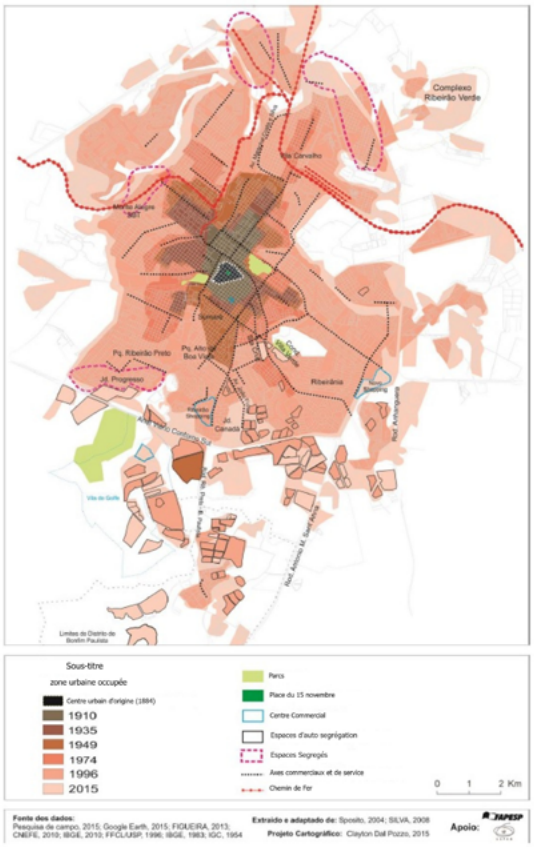
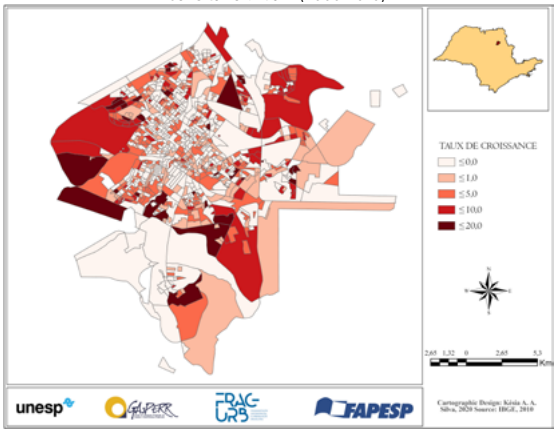


Figure 3. Ribeirão Preto : taux de croissance de la population par secteur censitaire urbain (2000-2010)

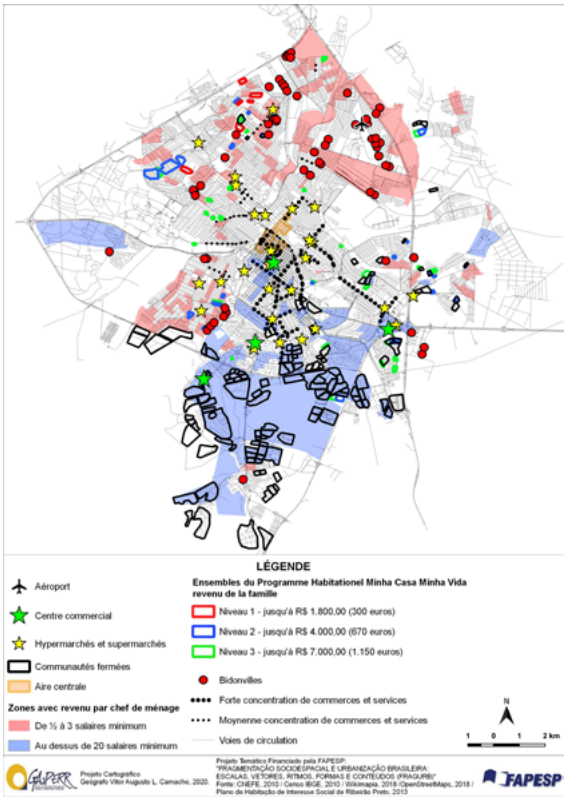


de croissance des métropoles et une augmentation de la population des villes moyennes. De nombreuses villes brésiliennes de taille moyenne, suite à la restructuration économique qui a commencé au milieu des années 1970, ont changé leur rôle au sein du réseau urbain et jouent maintenant non seulement un rôle régional, mais aussi un nouveau rôle dans la division internationale du travail. Parallèlement à ces changements, l'espace de nombre de ces villes a connu de profondes transformations, comme l'expansion significative du tissu urbain, l'émergence de nouvelles centralités, de nouvelles formes d'*habitat* et de consommation, l'accroissement des inégalités et des différences urbaines (Sposito & Goes, 2013).

3. LA FRAGMENTATION SOCIO-SPATIALE EN COURS

À travers le processus de production de l'espace à Ribeirão Preto, nous avons montré que la ville est marquée par une différenciation socio-spatiale entre le nord et le sud. Nous allons maintenant nous concentrer sur certains éléments de la structure spatiale de cette ville qui éclairent davantage cette différenciation et mettent en évidence la tendance à la fragmentation socio-spatiale (fig. 4).

Figure 4. Ribeirão Preto. Structuration de l'espace urbain, 2015



Les zones représentées en rose, les plus présentes au nord de la ville, correspondent à celles où vivent des familles dont les chefs de famille gagnent entre la moitié et trois fois le salaire minimum par mois, ce qui correspond approximativement à la tranche entre 85 et 500 €. Dans les secteurs bleus, principalement dans le sud, se trouvent les chefs de famille qui gagnent au moins 20 fois le salaire minimum, soit l'équivalent de 3400 €. Ce premier élément renforce ce qui a été souligné précédemment : les disparités entre ceux qui gagnent le plus et ceux qui gagnent le moins sont importantes. En outre, ce qui est observé sur le plan socio-économique reflète une division sociale de l'espace orientée par un clivage profond, entre le nord et le sud de la ville.

D'un côté, les espaces résidentiels fermés, marqués par l'auto-ségrégation des couches socio-économiques moyennes et élevées, désignent des *habitats* caractérisés par le contrôle d'accès et la surveillance, renforçant cette propriété qui l'associe à l'élite. D'un autre côté, les investissements publics réalisés depuis 2009 dans le cadre du programme Minha Casa Minha Vida [Ma Maison Ma Vie] ont permis de créer des logements pour les segments les plus pauvres.

Ces éléments suffiraient déjà à montrer la séparation qui marque la structure spatiale de cette ville dans la période actuelle. Il est nécessaire de souligner que les logiques spatiales du secteur commercial et des grands services (réseaux nationaux et internationaux) approfondissent l'inégale répartition des conditions de vie quotidiennes. Pour illustrer cette dynamique, nous avons sélectionné : a) les hypermarchés, espaces de consommation courante des familles brésiliennes, b) les centres commerciaux, qui prédominent dans les choix spatiaux des consommateurs du pays au détriment de la principale zone centrale, et c) les implantations précaires et irrégulières.

Les hypermarchés sont relativement bien répartis dans la ville, bien qu'ils soient plus présents dans les zones d'urbanisation « consolidée », laissant les habitants de la périphérie sans approvisionnement domestique évident. Pour le secteur sud, ceux qui se déplacent en transport individuel et ont un pouvoir d'achat plus important, les choix entre les différents commerce et services sont plus grands. Pour les habitants du secteur nord, qui ont des salaires bien inférieurs et dépendent des transports publics, l'éloignement des grands centres commerciaux en libre-service est une nouvelle contrainte qui entrave la vie quotidienne.

La ville est desservie par quatre centres commerciaux – un péricentral et trois dans le secteur sud – ce qui accentue la séparation entre riches et pauvres : ces espaces commerciaux et de services sont orientés vers ceux qui ont le plus grand pouvoir d'achat, tandis que les plus pauvres consomment des biens et des services dans le centre principal ou dans d'autres zones de concentration commerciale et de services les plus proches de leur domicile.

CONCLUSION

Comprenant la fragmentation socio-spatiale comme une articulation combinée mais aussi contradictoire entre les transformations sociales et spatiales, l'analyse de Ribeirão Preto montre combien ce processus est complexe. Alors que l'importance économique de la ville dans le réseau urbain augmente, en corréaltion avec la croissance de la population, on peut supposer que les conditions de vie en milieu urbain s'amélioreront. Cependant, les inégalités socio-spatiales ont augmenté parce que le processus de production de l'espace urbain, en générant une surévaluation de certains secteurs de la ville, a provoqué l'éloignement spatial des plus pauvres. Si, dans un passé récent quand la structure spatiale prédominante était de type centre-périphérie, les cercles extérieurs du tissu urbain étant occupés par les plus pauvres, au cours des dernières décennies, les investissements privés réalisés dans le quadrant sud ont généré une structure spatiale plus complexe, car l'éloignement du centre principal réalisé par les couches économiquement les plus élevées s'est accompagné d'un abandon relatif de cette zone commerciale et des services par les consommateurs qui optent majoritairement pour les centres commerciaux.

RÉFÉRENCES

Costa H. S. M., 2006, *Novas Periferias Metropolitanas. A expansão metropolitana de Belo Horizonte : dinâmica e especificidades no Eixo Sul,* Belo Horizonte, Editora C/Arte.

Dal Pozzo C., 2015, *Fragmentação socioespacial em cidades médias paulistas,* thèse de doctorat à l'Universidade Estadual Paulista.

Elias D., 2003, *Globalização e Agricultura : a Região de Ribeirão Preto,* São Paulo, EDUSP.

Maricinczak S., Sagan I., 2011, "The Socio-Spatial Restructuring of Łódz, Poland", *Urban Studies*, 48(9), p. 1789-1809.

Navez-Bouchanine F., 2002, « Émergence d'une notion : quelques repères historiques », *in* F. Navez-Bouchanine, *La fragmentation en question. Des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale,* Paris, L'Harmattan, p. 19-103.

Prévôt-Schapira M.-F, 2001, "Fragmentación espacial y social : conceptos e realidades", *Perfiles Latinoamericanos*, n° 19, p. 33-56.

Prévôt-Schapira M.-F, Pineda R., 2008, "Buenos Aires : la fragmentación en los intersticios de una sociedad polarizada", *Eure*, vol. XXXIV, n° 103, p. 73-92.

Sposito M.E., 2018, *Fragmentação socioespacial e urbanização brasileira : Escalas, vetores, ritmos, formas e conteúdos (FragUrb)*, projet de recherche FAPESP Presidente Prudente.

Sposito M.E., Goes E., 2013, *Espaços fechados e cidades : insegurança urbana e fragmentação socioespacial*, São Paulo, ed. da Unesp.

Zamboni D., 2018, *A territorialidade do capital : da fazenda ao condomínio, desenhando a cidade*, thèse de doctorat à l'UFABC, Santo André.

LES AUTEURES

Maria Encarnação B. SPOSITO
São Paulo State University (Brésil)
GAsPERR
mebsposito@gmail.com

Eliseu S. SPOSITO
São Paulo State University (Brésil)
GAsPERR
essposito@gmail.com

Késia A. A. da SILVA
São Paulo State University (Brésil)
GAsPERR
kesia.anastacio@unesp.br

La figure changeante de l'étranger mobile dans le quotidien *Le Monde* (1944-2019) : analyse longitudinale des représentations médiatiques d'une population aux contours flous

AUTEURS
Étienne TOUREILLE,
Romain LECONTE

RÉSUMÉ
En 1908, Simmel décrivait l'étranger comme une incarnation paradoxale de la mobilité : bien qu'appartenant – parfois depuis longtemps – à la société dans laquelle il se trouve, il reste associé à une origine extérieure, à un autre territoire. L'actualité récente vit l'émergence de nouvelles manières de désigner les populations venues d'ailleurs, comme à travers le terme « migrant ». En 2015, la généralisation de la notion dans le discours médiatique fit même polémique. Mais ce n'était pas la première fois qu'un nouveau terme apparaissait dans le contexte français : dans les années 1980, celui d'immigré fit également débat. À partir de l'analyse lexicale des articles publiés par le quotidien *Le Monde* depuis 75 ans, cette communication esquisse les contours de cette population de l'étranger mobile mal définie et aux multiples noms. Au final, la prolifération des termes est-elle le produit de la diversification des types d'étranger ou la manifestation d'un traitement différencié des étrangers de l'intérieur par rapport à ceux relégués à l'extérieur du corps social ?

MOTS CLÉS
migrations, étranger, presse, *Le Monde*, analyse lexicale, France

ABSTRACT
In 1908, Simmel described the foreigner as a paradoxical embodiment of mobility : although he belongs – sometimes for a long time– to the society in which he finds himself, he remains associated with an external origin, with another territory. Recent events have seen the emergence of new ways of referring to elsewhere populations, such as through the term "migrant". In 2015, the generalisation of the notion in the media discourse even led to controversy. However it was not the first time that a new term appeared in the French context : in the 1980s, the term "immigrant" was also an issue. Based on a lexical analysis of the articles published by the national daily *Le Monde* over the past 75 years, this paper outlines this population with its ill-defined contours and the many names of the mobile foreigner. In the end, is the proliferation of terms the product of the diversification of the types of foreigners or the manifestation of a differentiated treatment of foreigners from the inside as opposed to those relegated to the outside ?

KEYWORDS
Migrations, Stranger, Press, *Le Monde*, Lexical analysis, France

INTRODUCTION : DÉFINIR L'ÉTRANGER MOBILE

> « [L'étranger] est attaché à un groupe spatialement déterminé ou à un groupe dont les limites évoquent les limites spatiales, mais sa position dans le groupe est essentiellement déterminée par le fait qu'il ne fait pas partie de ce groupe depuis le début, qu'il y a introduit des caractéristiques qui ne lui sont pas propres et qui ne peuvent pas l'être. » (Simmel, 1908)
>
> Population : « En général, ensemble d'individus ou d'objets quelconques : population statistique, population de plantes. […] Spécialement : la population est l'ensemble des personnes humaines d'un lieu, d'un espace défini. » (Brunet *et al.*, 1992)

Définir une population : plus qu'un agrégat d'individu, la mise en évidence de traits communs

La métaphore statistique, dont est emprunte la définition de Brunet, a ses limites : avant d'être passée au tamis des nomenclatures des instituts statistiques officiels, la définition des groupes sociaux est floue dans la mesure où elle relève de constructions sociales par définition complexes.

> Comme l'évoque encore Simmel à la fin de ses digressions sur l'étranger : « Lorsque l'étranger est d'un pays, d'une ville, d'une race différente, ses caractéristiques individuelles ne sont pas perçues : on ne fait attention qu'à son origine étrangère, qu'il partage ou peut partager avec beaucoup d'autres. C'est pourquoi nous ne considérons pas les étrangers véritablement comme des individus, mais surtout comme des étrangers d'un type particulier : l'élément de distance n'est pas moins général, en ce qui les concerne, que l'élément de proximité. » (Simmel, 1908)

Cette citation impose plusieurs constats. Tout d'abord l'action de catégoriser une population procède par la tension – inévitable – entre général et particulier : la relation à un groupe social procède moins par l'individualisation que par la référence à un modèle, un idéal type, un archétype voire un stéréotype. Le deuxième constat est lié à la dimension proprement sociale de cette construction : elle est le résultat d'un ensemble de contingences qui conduit une population à être identifiée comme telle à un instant donné. Ce qui signifie 1) que les populations identifiées changent dans le temps en fonction des caractéristiques de la société : l'habitant de Sirius n'est pas un étranger car il n'a aucune existence sociale pour nous. Il faut donc une certaine représentation d'une population sur un territoire pour émerger comme telle. 2) Cette notion de représentation signifie que l'attention sociale puisse percevoir cette population ou ses caractéristiques. 3) Cette attention peut être liée aux enjeux politiques dans le territoire donné, ce qui signifie que la configuration sociale conduisant à la représentation du groupe peut être le produit de la stratégie politique d'un groupe dominant (stigmatisation).

Derrière le concept, une variété lexicale

Le propos de cette communication est donc d'examiner une population théorique que l'on désignera à travers le concept opérationnel d'étranger mobile, la mobilité définissant « cette synthèse de proximité et de distance qui constitue la position formelle de l'étranger » (*ibid.*). En d'autres mots, il s'agit de populations qui, bien qu'elles sont présentes dans la société d'un territoire donné sont considérées comme extérieures à celle-ci en tant qu'elles sont associées à une origine lointaine, au franchissement d'une frontière. La facilité d'apparence que laisse entendre la définition de l'étranger saisie à travers son origine, à un lieu hors du territoire, dissimule la complexité de l'objet dans les représentations sociales.

L'objectif du travail présenté ici consiste ainsi à assumer cette complexité de l'objet d'étude en considérant l'étranger mobile comme un objet social théorique aux contours incertains et au contenu ouvert. C'est-à-dire qu'en plus de considérer l'évolution de cette population liée aux processus historiques volontairement décrits (changement de filières, de politiques migratoires liés aux cycles économiques et politiques), il sera question de considérer le contenu de l'étranger mobile comme flou, à travers la variabilité du sens et du vocabulaire associé à cet objet. On l'a dit, un certain nombre de mots peuvent désigner la figure de l'étranger mobile (« migrant », « immigrant », « réfugié », « immigré », « immigrant », « clandestin », etc.). Comment évoluent ces mots les uns par rapport aux autres pour recouvrir cette population d'étrangers mobiles ? Ont-ils la même valeur ? Désignent-ils la même population ? C'est-à-dire, dit encore autrement, comment décrivent-ils cette population d'étrangers mobiles ?

Le discours sur l'étranger sera analysé à travers une source de presse unique, *Le Monde*, sur ses 75 années de publication, comme une porte d'accès à l'opinion publique française durant cette période d'analyse.

1. L'APPORT DES DONNÉES MÉDIATIQUES NUMÉRISÉES

1.1. Pourquoi analyser les migrations dans les médias ?

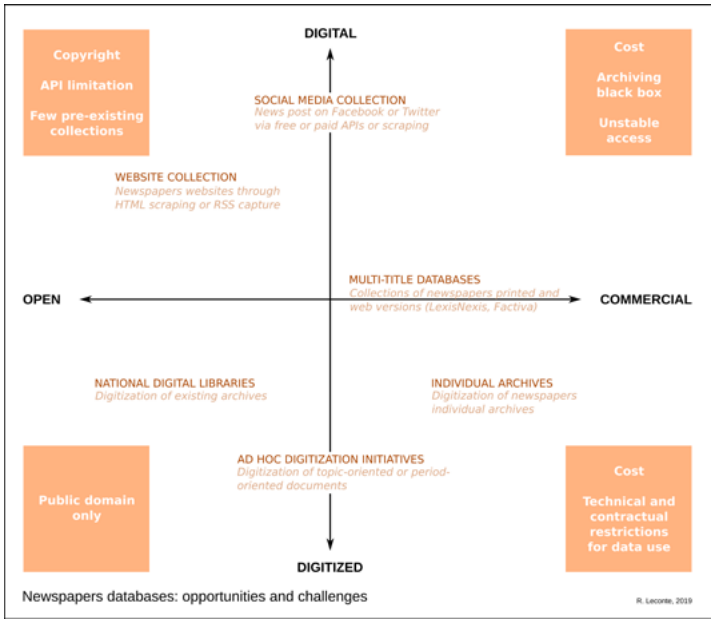
L'analyse des migrations dans les médias constitue un champ de recherche en soi, qui peut s'expliquer à travers deux paradigmes historiques issus des *media studies* et des sciences de l'information et de la communication. Le premier (*agenda settings theory*) part du principe que les médias ont la capacité d'influencer l'opinion publique. Le second (*framing theory*) de l'idée selon laquelle les médias rencontrent les prédispositions du public (opinions, attitudes, valeurs), venant ainsi les renforcer. En tant qu'acteurs – voire créateurs – de réalités sociales, leur analyse est donc légitime pour l'étude de l'espace des sociétés. Deux dimensions d'analyse sont généralement convoquées : 1) quelle place le sujet des migrations occupe-t-il dans l'espace médiatique (saillance) ? Ce qui peut s'associer à un raisonnement en termes de représentation voire de justice (cf. les travaux, notamment en Amérique du Nord sur la sur- ou sous-représentation de minorités

dans la presse, Bleich *et al.*, 2015). 2) Comment les migrations et les populations auxquelles elles sont liées sont-elles présentées et quels sont les imaginaires qui s'en dégagent (voir les travaux d'analyse sémantique, thématique, l'analyse des sentiments, *ibid.*) ? L'analyse des représentations médiatiques de l'étranger mobile à partir de données du web ont souvent été conduites sur des fenêtres temporelles limitées (Venturini *et al.*, 2012 ; Calabrese, 2018 ; Leconte *et al.*, 2019). En associant les deux perspectives énoncées, l'originalité du travail proposé repose sur l'échelle d'analyse temporelle retenue (75 ans) et l'étude conjointe de plusieurs syntagmes possibles de l'étranger mobile.

1.2. Sources et données : des articles de presse numérisés

Les médias du web n'en sont pas tous natifs et portent les héritages d'un temps long de la médiatisation des étrangers mobiles. C'est le cas des journaux traditionnels qui ont opéré leur migration vers internet. Parallèlement, le développement des archives numériques et la numérisation des archives ont contribué à la création de séries temporelles de données exhaustives permettant l'analyse longitudinale de sources, par-delà les évolutions du médium, et la robustesse statistique des observations, rapportées à l'ensemble de référence que constitue la source *in extenso*. L'analyse de tous les articles imprimés du Monde numérisés au format html disponibles *via* la base de donnée Europresse permet de réinscrire le discours d'un média multi-support contemporain dans une temporalité longue d'analyse des représentations sociales. Au-delà de la profondeur temporelle, ce type de données a l'avantage de présenter des articles complets particulièrement précieux pour une analyse textuelle approfondie.

Figure 1. Les bases de données numériques pour l'analyse des médias



1.3. *Le Monde* : instantané de l'esprit du siècle ?

Le choix du quotidien *Le Monde* repose sur trois arguments. 1) Il s'agit, encore de nos jours, d'un quotidien dit « de référence », censé donner le ton dans l'espace public français (Mattelart, 2014). Sa qualité de quotidien, la régularité de sa publication ainsi que sa ligne éditoriale relativement constante lui confèrent une plus grande régularité que des hebdomadaires, des médias plus éphémères, la presse d'opinion ou encore les tabloïds pour une analyse temporelle. Le choix d'un quotidien national s'explique par la volonté de saisir davantage l'espace public national qu'un espace public plus localisé couvert par la presse régionale ou locale, mais aussi parce que l'étranger se définit a minima par rapport à la maille nationale, par exemple à travers la question de la nationalité. 2) Cette caractéristique – en plus de l'accessibilité de ses données sur les plateformes – en font la source la plus étudiée dans l'analyse des représentations des migrations dans la presse, contribuant au caractère reproductible de l'exposé et la discussion de ces résultats par d'autres chercheurs engagés sur ce thème (Calabrese, 2018). 3) Il est le deuxième quotidien national payant le plus lu de France avec 323 656 acheteurs durant l'année 2019, derrière *Le Figaro*[1].

1 Source : ACPM, 2020 [en ligne : www.acpm.fr/Les-chiffres/Diffusion-presse/Presse-Payante/Presse-Quotidienne-Nationale, dernière consultation le 19/02/2020].

2. LES FIGURES CHANGEANTES DE L'ÉTRANGER MOBILE : UN MIROIR DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ?

2.1. L'augmentation des articles relatifs à l'étranger mobile depuis 1975

La figure 2.a permet d'observer une augmentation générale du nombre d'articles comprenant au moins l'un des mots retenus pour caractériser l'étranger mobile[2], avec une inflexion nette à partir de l'année 1969. Contrairement à ce qu'une focalisation sur l'actualité récente suggère (Leconte et al., 2019), le pic de 2015, caractérisé par l'augmentation brutale d'articles relatifs au fait migratoire (période de ladite « crise migratoire ») n'est pas isolé. Si l'on dénombre le record d'articles publiés sur ce thème cette année-là, d'autres périodes sont marquées par un niveau important de couverture de l'actualité migratoire, notamment durant la période directement située après le second choc pétrolier de 1979.

Figure 2.a Nombre d'article total et part d'articles relatifs au fait migratoire publiés par le quotidien *Le Monde* de 1944 à 1975 selon différents niveaux d'agrégation temporels

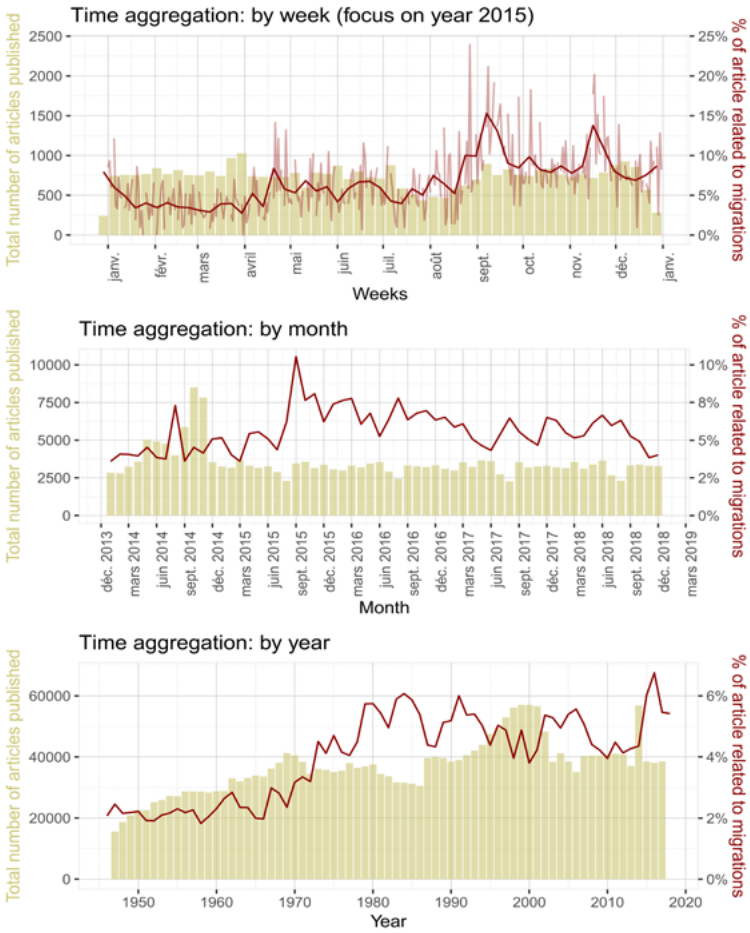
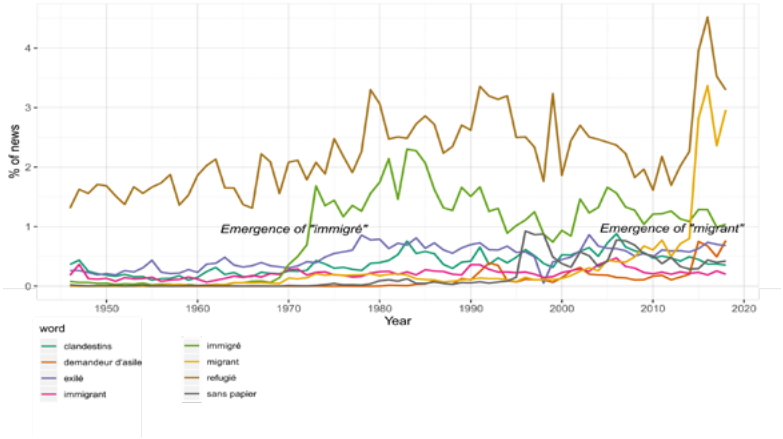


Figure 2.b Part d'articles relatifs au fait migratoire publiés par le quotidien *Le Monde* de 1944 à 1975 par mot-clé



2 Requête effectuée pour étiqueter les articles : [migrant* | immigré* | immigrant* | réfugié* | expatrié* | «les étrangers» | «sans papier» | «sans papiers» | «sans-papier» | «sans-papiers» | émigré* | émigrant* | «demandeurs d'asile» | «demandeur d'asile» | exilé | exilés | clandestins].

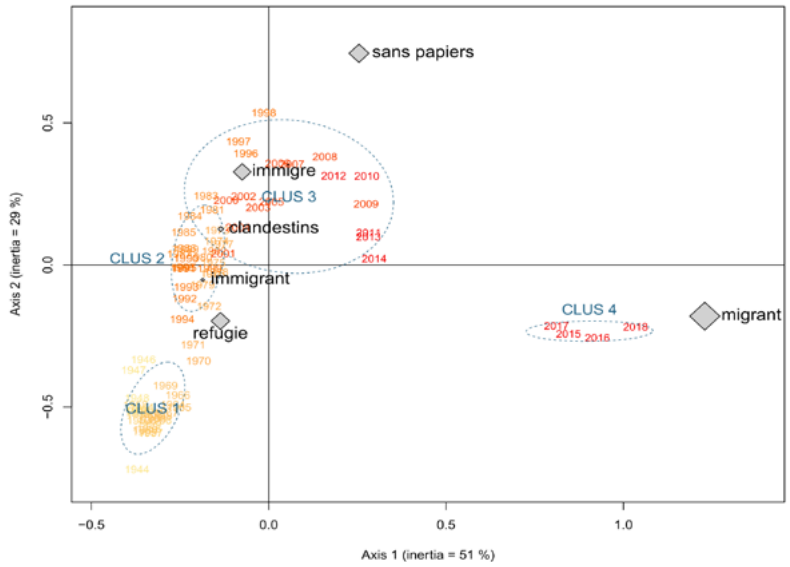
Pourtant, si la place de l'étranger mobile dans l'actualité reste relativement constante sur la période d'analyse, la décomposition des fréquences par mots clés révèle que l'évolution de chacun n'est pas équivalente dans le temps : certains termes ont tendance à avoir une représentation régulière (cas de « réfugié* ») quand d'autres connaissent des effets de décollage suivi de périodes de stabilisation ou parfois de déclin (« sans papier* » à la fin des années 1990). Deux mots connaissent une évolution spectaculaire : le mot « immigré* », à partir des années 1970, et celui de « migrant* », en 2015. La comparaison entre les deux termes est particulièrement intéressante dans la perspective des travaux de Spire (1999) sur la catégorie « immigré » : son adoption conforterait une nouvelle définition de l'étranger dans la société française de l'époque, en introduisant une « caractéristique permanente » liée à son origine géographique (Guérin-Pace, 2018). Ainsi, comment considérer le cas de la catégorie « migrant » relativement aux autres termes permettant de décrire l'étranger mobile dans cette période ? La figure 3 révèle trois phases dans l'évolution du vocabulaire :

– 1944-1969 (A) : Une période initiale durant laquelle le terme « réfugié* » est dominant (associé dans les années 1940 à diverses populations victimes des conséquences de la seconde guerre mondiale).

– 1970-2000 (B) : Une période durant laquelle le mot « immigré » s'impose, atteignant des proportions comparables – mais toujours inférieures – à « réfugié ». Elle connaît également l'augmentation localisée dans les années 1990 du syntagme « sans-papier* ».

– 2000-2018 (C) : Une période durant laquelle le mot « migrant* » apparaît avec une forte accélération durant l'année 2015, indice d'un possible « tournant discursif » dans le traitement de l'actualité migratoire (Triandafyllidou, 2018). Elle s'accompagne également d'un emploi plus conséquent du terme « réfugié* ».

Figure 3. Évolution du nombre annuel d'articles publiés par mot clé désignant l'étranger mobile de 1944 à 1975 (analyse factorielle des correspondances, AFC)



2.2. Changement sémantique ou maintien d'une dialectique extérieur *vs* intérieur ?

Ces changements correspondent-ils à de vrais changements sémantiques ? Observons leur contexte d'apparition à travers l'analyse des cooccurrences. Cette perspective revient à considérer que le sens d'un mot peut s'interpréter relativement à d'autres, à la lueur de son utilisation. Deux périodes d'observation sont comparées : l'année 2015, pour son importance dans l'histoire récente des migrations (phase C), et une période regroupant les années civiles 1988 et 1989, qui se situent à un autre moment où la thématique migratoire occupe une place importante dans le discours de presse (phase B, cf. fig. 4).

Tableau 1. Nombre d'occurrence pour chaque mot clé désignant l'étranger mobile pour les deux périodes d'analyse

		clandestins	d. d'asile*	exile*	immigrant*	immigré*	migrant*	refugie*	sans-papier*	total
2015	f	161	274	225	83	455	957	1 421	64	2 914
	f(%)	5,5	9,4	7,7	2,8	15,6	32,8	48,8	2,2	100,00
1988-1989	f	271	62	458	155	1 142	76	1 993	3	4 738
	f(%)	5,7	1,3	9,7	3,3	24,1	1,6	42,1	0,1	100,0

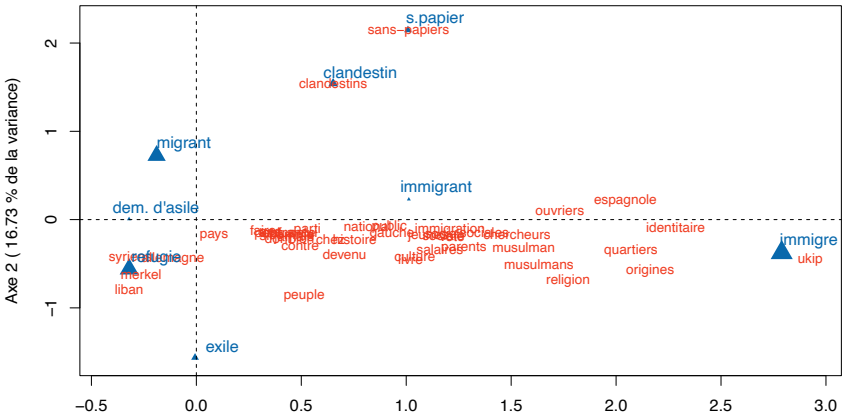
Au-delà des caractéristiques propres à chacune des deux époques (cf. l'association plus forte de la thématique du réfugié ou de l'exilé par rapport à la Syrie en 2015 par opposition à l'URSS dans les années 1980), la même structure semble se répéter dans les analyses. En effet, même si certains mots ont pris l'ascendant sur d'autres (cf. le cas de « migrant » par rapport « exilé » ou « réfugié »), une opposition décrite par le premier axe de l'AFC positionne :

– D'un côté les termes « réfugiés » ou « exilés » associés au champ lexical de la crise humanitaire, de sa gestion et plus généralement de l'actualité l'internationale (2015 : « syrie », « liban », « merkel » ; 1988-1989 : « camp », « humanitaire », « hcr »),

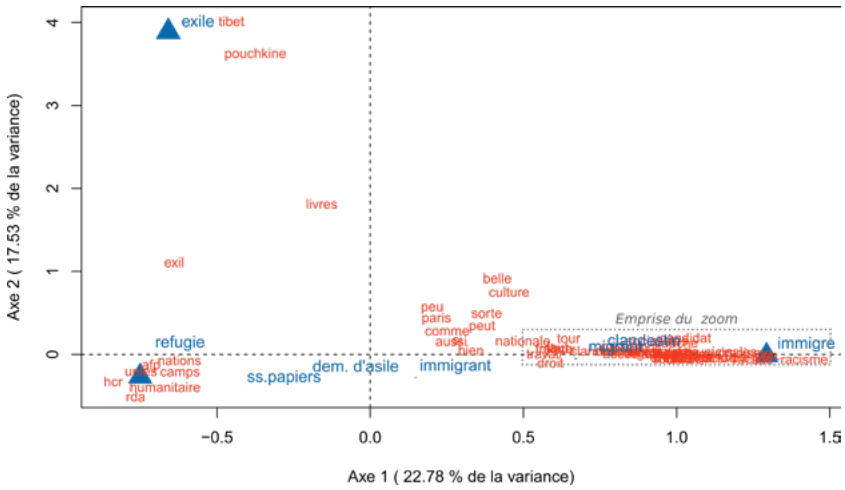
– De l'autre, celui d' « immigré », davantage associé à des questions de politiques internes (2015 : « quartiers », « musulman », « ukip » ; 1988-1989 : « sos-racisme », « mitterrand », « chirac », « logement social »). Cette configuration suggère l'existence d'une opposition dialectique entre étrangers de l'intérieur et étrangers de l'extérieur.

Ainsi, l'émergence du terme de migrant correspondrait-elle au succès d'un terme désignant une nouvelle figure de l'étranger extérieur ?

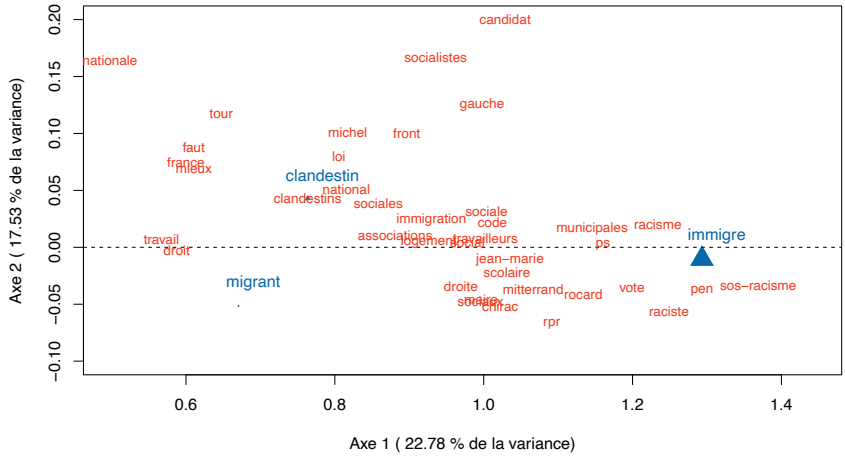
Figure 4. Les mots dans leur contexte pour les deux périodes d'analyse
(AFC sur les cooccurrences des mots clés avec en variables complémentaires les mots spécifiquement associés[3])
4a. Durant l'année 2015 (du 1er janvier au 31 décembre)



4b. De 1988 à 1989 (du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1989)



4c. Zoom sur le contexte autour du mot « immigré » pour la période 1988 à 1989



3 Pour chacun des 8 mots clés retenus, on a listé les mots spécifiquement associés à chacun, *via* un test statistique (Chi2) afin d'éliminer le vocabulaire non spécifiquement associé à l'étranger mobile. Seuls les termes avec un $Cos^2 > 0{,}03$ dans l'AFC sont représentés pour faciliter la lecture.

3. ÉLÉMENTS DE CONCLUSION : QUEL SENS DONNER AU CHANGEMENT ?

Les mots désignant l'étranger mobile ont sensiblement changé durant les 75 années de publication du journal *Le Monde*. Pourtant, ces évolutions peuvent dissimuler le maintien ou le renouvellement d'opposition dialectiques, comme entre les termes caractérisant des étrangers davantage considérés à la lueur de problématiques de politique intérieure et ceux davantage associés à l'extérieur, à l'international. Si les mots changent, il est possible qu'ils se succèdent dans un même espace sémantique, les évolutions lexicales pouvant manifester l'accumulation comme la substitution de termes les uns aux autres. La poursuite de ce travail passera par le nécessaire approfondissement des méthodes permettant d'examiner plus précisément l'évolution du langage dans le temps. Cependant, l'interprétation à donner à l'origine du changement lexical reste ouverte. Le mot « migrant », par exemple, sert-il finalement à désigner un type d'étranger et de migration sensiblement différents de ceux de l'après-guerre et des «Trente Glorieuses », de la même façon que le terme « immigré » émergea pour désigner des populations jugées différentes des précédentes dans les années 1970-1980[4] ? Ou bien faut-il y lire les traces d'une mise en altérité d'une population jugée moins légitime dans l'espace public que celles déjà présentes sur le territoire national ?

RÉFÉRENCES

Bleich E., Bloemraad I., Graauw E., 2015, "Migrants, Minorities and the Media : Information, Representations and Participation in the Public Sphere", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 41(6), p. 857-873 [en ligne : doi.org/10.1080/1369183X.2014.1002197].

Brunet R., Ferras R., Théry H., 1992, *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique,* Paris, RECLUS–La Documentation française.

Calabrese L., 2018, « Faut-il dire migrant ou réfugié ? Débat lexico-sémantique autour d'un problème public », *Langages*, n° 210, p. 105-124 [en ligne : doi.org/10.3917/lang.210.0105].

Guérin-Pace F., 2018, « De la naissance de « l'immigré» aux statistiques ethniques. Trente-cinq ans d'histoire de la statistique publique en France », *in* M. Wieviorka, H. Le Bras, R. Lemosigreja, F. Guérin-Pace et E. Filippova (dir.), *Diviser pour unir ? France, Russie, Brésil, États-Unis face aux comptages ethniques*, Paris, éd. de la MSH, p. 165-189.

Leconte R. Toureille É., Grasland C., 2019, « La production médiatique d'une "crise migratoire", *Socio-anthropologie*, 40(1), p. 181-199 [en ligne : doi.org/10.4000/socio-anthropologie.6235].

Mattelart T., 2014, « Les enjeux de la circulation internationale de l'information », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, n° 5 [en ligne : doi.org/10.4000/rfsic.1145].

Simmel G., 1908, « Disgressions sur l'étranger », *in* I. Joseph et Y. Grafmeyer (dir.), 2004, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Champs, p. 53-59 [1re éd. 1979].

Spire A., 1999, « De l'étranger à l'immigré. L'invention d'une catégorie statistique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 129(1), p. 50-56 [en ligne : doi.org/10.3406/arss.1999.3303].

Triandafyllidou A., 2018, "A 'Refugee Crisis' Unfolding : 'Real' Events and Their Interpretation in Media and Political Debates", *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 16(1-2), p. 198-216 [en ligne : doi.org/10.1080/15562948.2017.1309089].

Venturini T., Gemenne F., Severo M., 2012, « Des migrants et des mots. Une analyse numérique des débats médiatiques sur les migrations et l'environnement », *Cultures conflits*, 88(4), p. 133-156.

LES AUTEURS

Étienne Toureille
CNRS
CIST & Géographie-cités
etienne.toureille@gmail.com

Romain Leconte
Université de Paris (Diderot)
Géographie-cités
romain.leconte@univ-paris-diderot.fr

4 L'un des premiers articles où apparaît le terme « migrant » dans *Le Monde* est un article de 1944 parlant des « migrants bretons » à Paris et des conséquences de cette migration de masse sur la métropole…

AUTORES
Tania Giovanna VIVAS-BARRERA, Gabriel Alejandro QUINTERO-SÁNCHEZ, Bernardo PÉREZ-SALAZAR

La protección de la propiedad colectiva de territorios indígenas en Centro y Sur América[1]

"La tierra es primero de Dios, que la amasó con sus manos, en segundo lugar de los patrones, que guardan la escritura en un cajón de su escritorio, pero en tercer lugar no podría ser sino de Siervo que nació en ella y en ella quería morir…"
Caballero Calderon (1954: 68)

RESUMEN
Al término de la primera década del siglo XXI, según el Banco Mundial (2015), América Latina contaba con cerca de 42 millones de indígenas es decir el 8% de la población total, y constituían el 14% del total de personas en condición de pobreza y el 17% en pobreza extrema. Según la Unesco (2008), la falta de acceso a tierras productivas, sean ancestrales o no, es una de las principales causas de tal situación. Buscando poner un límite a ésta tragedia humanitaria, la Corte Interamericana de Derechos Humanos ha emitido 13 decisiones contra 8 estados americanos condenando la violación del derecho a la propiedad colectiva de los pueblos indígenas, derecho concebido en el corazón del artículo 21 de la Convención Americana de Derechos Humanos (CADH). Las decisiones ordenan la restitución de los territorios ancestrales a manos de los pueblos indígenas, non obstante a 2019, de 13 decisiones solo hay un único caso con cumplimiento total. Esta investigación indaga sobre las razones por las cuales es tan débil este nivel de cumplimiento.

PALABRAS CLAVES
Propiedad colectiva, pueblos indígenas, territorio, tierras ancestrales, reparación

La protection de la propriété collective des territoires des peuples autochtones au centre et sud de l'Amérique

RÉSUMÉ
À la fin de la première décennie du XXIe siècle, selon la Banque mondiale (2015) il y aurait en Amérique latine environ 42 millions d'aborigènes (ce qui représente 8% de la population totale), ces peuples autochtones représentant à la fois 14% de la population en pauvreté et 17% en extrême pauvreté. Selon l'Unesco (2008), le manque d'accès aux terres productives est une des causes de cette situation. En cherchant à mettre un terme à cette tragédie humanitaire, la Cour interaméricaine des droits de l'Homme a prononcé à l'encontre de 8 États américains treize décisions pour violation du droit à la propriété collective des territoires ancestrales des peuples indigènes, droit conçu au fil de l'article 21 de la *Convención Americana de Derechos Humanos (CADH)*. Si la Cour a ordonné la restitution des territoires ancestraux aux peuples indigènes, en 2019, seul un unique cas a été réellement exécuté. Cette proposition étudie les raisons d'une aussi faible exécution des arrêts.

MOTS CLÉS
propriété collective, peuples indigènes, territoires, terres ancestrales, réparation

INTRODUCCIÓN

En el continente americano aún perviven varias decenas de millones de personas que se autoreconocen culturalmente como aborígenes y pueblos tribales, que se aferran a sus territorios ancestrales en estrecha relación con su identidad cultural. En Brasil, Colombia, Perú y Paraguay, numerosos grupos indígenas en

1 Esta ponencia contiene resultados de los proyectos de investigación "Desafíos contemporáneos para la protección de Derechos Humanos en escenarios de posconflicto", de la línea de investigación "Fundamentación e implementación de los derechos humanos", del grupo de investigación "Persona, Instituciones y Exigencias de Justicia"; y del proyecto "Nueva Criminalidad y Control" del grupo de Investigación "Criminalidad y Conflicto". Ambos grupos están vinculados al Centro de Investigaciones Sociojurídicas (Cisjuc), y son financiados por la Facultad de Derecho de la Universidad Católica de Colombia.

situación de fragilidad demográfica están hoy en riesgo de extinción (Banco Mundial, 2015: 10). En este contexto, la decisión de la Corte Interamericana de Derechos Humanos (en adelante CorteIDH) de reinterpretar el artículo 21 de la Convención Americana de Derechos Humanos (en adelante CADH) y, a la luz del mismo, reconocer la obligación de los Estados de respetar y proteger el derecho a la propiedad colectiva de la tierra de comunidades indígenas y pueblos tribales, representa un paso significativo y audaz para la preservación de la diversidad cultural en el continente americano (Van Cott, 2004). Esta jurisprudencia ha sido reconocida como la más innovadora en la materia en el mundo (Martínez Espinoza, 2015), no sólo por la introducción del concepto de propiedad colectiva en el marco del derecho a la propiedad privada sino por la variada y extendida protección ofrecida según el tipo de despojo y la relación que la comunidad mantenga con sus territorios ancestrales.

Los alcances de esta innovadora línea jurisprudencial todavía no están bien delimitados, particularmente en el contexto de un continente con ordenamientos jurídicos establecidos sobre la doctrina de la "guerra justa", la conquista militar, el despojo violento de tierras y bienes a aborígenes, y su sometimiento a distintas formas explotación y trabajo forzado. Aun así, es notable la complejidad de las medidas que deben ejecutar los Estados condenados para el cumplimiento a estas decisiones, particularmente en los ordenamientos jurídicos que formalmente desconocen el pluralismo etno-cultural de su población así como la condición de los pueblos indígenas como sujetos de derechos colectivos. La pérdida o despojo anterior de la posesión del territorio por las comunidades indígenas, es una dificultad adicional que enfrentan los Estados para lograr el cumplimiento de las medidas impuestas por las CorteIDH en el desarrollo de su línea jurisprudencial de protección de la propiedad colectiva de la tierra de comunidades indígenas.

El análisis de los factores que contribuyen a que persista el incumplimiento de la orden principal que busca proteger el derecho a la propiedad colectiva, en algunos casos aún después de lapsos cercanos a una década de emitidos los fallos condenatorios, será definitivo para medir el verdadero alcance de 18 años de jurisprudencia. En definitiva, la ejecución de las medidas de restitución de tierras impuestas, representa de por sí un visible reconocimiento de la antijuricidad del despojo practicado contra estos pueblos en la conquista.

1. SOBRE LA REPARACIÓN INTEGRAL ANTE LA VIOLACIÓN DEL DERECHO A LA PROPIEDAD COLECTIVA DE LA TIERRA DE COMUNIDADES INDÍGENAS Y PUEBLOS TRIBALES

El reconocimiento del derecho a la propiedad colectiva en cabeza de los pueblos indígenas y tribales se cimienta en la constatación de la estrecha relación que estos pueblos originarios tienen con las tierras que ocupan ancestralmente. Por ello, para la CorteIDH la aplicación de las garantías del artículo 21 de la CADH y la obligación de protección del derecho al uso y goce de los territorios indígenas es plenamente exigible a los Estados partes, aún ante circunstancias como:

– La ausencia de reconocimiento de personería jurídica a las comunidades indígenas y comunidades tribales por el Estado (Casos Saramaka y Kaliña y Lokono c. Surinam);
– La pérdida anterior de posesión del territorio por parte de la comunidad indígena (Caso Sawhoyamaxa c. Paraguay);
– El despojo de la comunidad indígena por la venta a terceros de territorios ancestrales por parte del Estado (Casos Yakye Axa, Sawhoyomaxa y Xákmok Kásek c. Paraguay);
– La entrega previa por el Estado de concesiones para la exploración y explotación de recursos naturales en territorios ancestrales (Caso Saramaka c. Surinam),
– La reubicación obligada de las comunidades indígenas para el desarrollo de proyectos y obras de interés público (Caso de los pueblos indígenas Kuna de Madungandí y Emberá de Bayano c. Panamá).
– La pérdida de seguridad jurídica en relación a la disputa de la propiedad colectiva por terceros no indígenas (Caso Pueblo Indígena Xucuru y sus miembros c. Brasil)

Reconocido el derecho a la propiedad colectiva de la tierra que se deriva de su ocupación ancestral de los territorios de los pueblos indígenas y pueblos tribales, la CorteIDH se concentra en la restitución del dominio de las tierras y de su titulación como medidas para el cumplimiento de la reparación integral de los daños causados a las comunidades indígenas por las causas arriba enumeradas. Con ese propósito, la jurisprudencia de la CorteIDH se ha adaptado a las especificidades de cada caso objeto de condena. Dependiendo de las circunstancias específicas del caso, las medidas de restitución pueden involucrar:

– La reparación por medio de la restitución de tierras de dominio público (Caso Kaliña y Lokono c. Surinam; Caso Garífuna Triunfo de la Cruz c. Honduras);
– La restitución de tierras ya adquiridas por privados (Casos Yakye Axa, Sawhoyomaxa y Xákmok Kásek c. Paraguay);

– La reversión de concesiones de derechos para la exploración y explotación de recursos en tierras ancestrales (Caso Awas Tigni c. Nicaragua; Pueblo Saramaka c. Surinam);
– La restitución de tierras cuya posesión perdieron las comunidades indígenas o tribales por efectos de conflictos armados internos (Caso Moiwana c. Suriman; Caso Operación Génesis c. Colombia);
– El fortalecimiento de la seguridad jurídica sobre la titulación de propiedad colectiva ya reconocida a las comunidades indígenas (Caso Pueblo Indígena Xucuru y sus miembros c. Brasil)
– Casos que involucran una combinación de varias o todas las formas anteriores de restitución (Caso Garífuna Triunfo de la Cruz c. Honduras).

2. PRECISIONES METODOLÓGICAS

Como fuente principal de información, esta investigación consulta aquella dispuesta en la página web oficial de la Corte Interamericana de Derechos Humanos[2]. Los datos y fechas de las sentencias, la información y contenido de las etapas procesales, las resoluciones de supervisión de cumplimiento han sido extraídas de la información disponible en línea por la misma CorteIDH. Los casos incluidos en el estudio son aquellos que registran sentencia de fondo a diciembre de 2019. Como hoja de ruta para el análisis los trece casos con sentencia de fondo condenando a los Estados partes por violación al derecho a la propiedad colectiva de los territorios ancestrales de comunidades indígenas y pueblos tribales del artículo 21 de la CADH, se siguen los parámetros de los estatutos internos de la CorteIDH y de la CIDH.

3. RESULTADOS DE INVESTIGACIÓN Y CONCLUSIONES

De conformidad con el criterio de "todo o nada" que utiliza la CorteIDH en sus informes de supervisión de cumplimiento, para 2019 existe un 92 por ciento de incumplimiento de las condenas con órdenes de restitución de derechos de propiedad colectiva de tierras ancestrales de comunidades indígenas y pueblos tribales impuestas por la Corte a partir de 2001. Este resultado refleja claramente la complejidad de las medidas que deben ser ejecutadas por los Estados condenados. Estados como Paraguay y Surinam que van a completar más de una década después del fallo condenatorio sin haber logrado el cumplimiento total de las órdenes de restitución a su cargo, enfrentan marcos constitucionales que no incorporan de lleno los elementos emblemáticos del neoconstitucionalismo latinoamericano como el reconocimiento del pluralismo etno-cultural y la condición de los pueblos indígenas como sujetos de derechos colectivos (Gargarella, 2014). No obstante, los informes de seguimiento de la CorteIDH soportan con evidencias significativos avance hacia el cumplimiento de las órdenes en el caso paraguayo. Será de interés conocer el seguimiento de cumplimiento que realice la Corte a las órdenes de restitución impuestas en los últimos años a aquellos Estados con ordenamientos jurídicos claramente inscritos en el marco del referido neoconstitucionalismo latinoamericano, como es el caso de Colombia (Bonilla-Maldonado, 2006), para verificar si en ellos se facilita su cumplimiento total en lapsos menos extensos.

Los informes de supervisión de cumplimiento de producidos por la CorteIDH hasta 2019 documentan con claridad otras dificultades específicas que enfrentan los Estados condenados en el desarrollo de medidas para el cumplimiento del proceso de restitución y titulación de las tierras. Por ejemplo, tratándose de la recuperación de tierras en manos de terceros de buena fe como ocurre en los casos Yakye Axa, Sawhoyamaxa, y Xákmok Kásek c. Paraguay, y Kuna de Madungandí y Emberá de Bayano c. Panamá, los Estados reportan la provisión de dineros públicos para efectuar la compra sin que en todos los casos se haya llegado a culminar la respectiva acción administrativa de entrega y titulación de los territorios ancestrales. La llegada de nuevas administraciones a los gobiernos centrales a cargo de la reparación, generalmente representa un retroceso significativo en la ejecución de las órdenes pendientes de cumplimiento. Existen además avances sobre la entrega de territorios alternativos diferentes a los territorios ocupados ancestralmente por las comunidades y que ante la imposibilidad material de la restitución las comunidades aceptaron su intercambio. Hoy gran parte de las hectáreas reconocidas por las sentencias de la CorteIDH han sido entregadas materialmente a las comunidades sin que la titulación de la propiedad sea un hecho; ésta es la situación de dos de los tres casos contra Paraguay, específicamente de las comunidades Xákmok Kásek y Sawhoyamaxa.Curiosamente algunos de los casos estudiados sugieren que cuando para dar cumplimiento a la orden de restitución deben afectarse tierras que se encuentran en manos del Estado, se incrementan las dificultades para su recuperación. Es lo que se deriva, por ejemplo, de la lectura de los informes preliminares de avance de ejecución presentados por el Estado de Honduras en relación con los casos Garífuna Triunfo de la Cruz y Comunidad Garífuna Punta de Piedra. Según esos informes, hay dificultades en la ejecución de medidas de restitución impuestas por la

2 www.corteidh.or.cr

CorteIDH debido a que parte de los territorios reclamados por los pueblos tribales afectan terrenos pertenecientes al régimen de parques nacionales naturales o están entregados a autoridades territoriales bajo figuras que administrativamente dilatan su recuperación por parte del propio Estado.

Otro contexto problemático es el de los conflictos armados internos, cuyos efectos generan la expulsión y desplazamiento de pueblos indígenas y tribales de sus territorios ancestrales, como sucede en los casos Operación Génesis c. Colombia, Moiwana y Pueblo Saramaka c. Surinam. En estos, la restitución del uso y goce de las tierras es entorpecida por la inexistencia del dominio de la paz sobre los territorios por los Estados. Los conflictos armados internos no solo atentan contra las garantías para el retorno a las tierras reconocidas; también mantienen en suspenso la ejecución de las órdenes de restitución de la CorteIDH.

Finalmente, cabe señalar que no en pocos casos, la ausencia de supervisión de cumplimiento por parte de la CorteIDH afecta la disposición de los Estados a cumplir las órdenes de restitución, particularmente aquellos que con un bajo nivel de avance en su ejecución. Por lo menos en los casos estudiados, la ausencia de control de ejecución en el plano judicial infaliblemente tiene consecuencias en el incumplimiento de lo ordenado.

REFERENCIAS

Banco Mundial, 2015, *Latinoamérica Indígena en el Siglo XXI*, Washington DC [en línea: documents.worldbank.org/curated/en/541651467999959129/pdf/98544-WP-P148348-Box394854B-PUBLIC-Latinoamerica-indigena-SPANISH.pdf].

Bonilla-Maldonado D.E., 2006, *La Constitución multicultural*, Bogotá, Universidad de los Andes–Pontifica Universidad Javeriana–Instituto Pensar–Siglo del Hombre Editores.

Caballero Calderón E., 1954, *Siervo sin Tierra*, Madrid, Ediciones del Alcázar.

Gargarella R., 2014, "Nuevo Constitucionalismo Latinoamericano y Derechos Indígenas," en L. L. Hierro (ed.), *Autonomía Individual Frente a La Autonomía Colectiva: Derechos En Conflicto*, Madrid, Marcial Pons, p. 129-143.

Martínez Espinoza M. I., 2015, "Reconocimiento Sin Implementación. Un Balance Sobre Los Derechos de Los Pueblos Indígenas En América Latina", *Revista Mexicana de Ciencias Politicas y Sociales*, vol. 60, n. 224, p. 251-277 [en línea: doi.org/10.1016/S0185-1918(15)30010-6].

Unesco, 2008, *Los Pueblos Indígenas y Sus Derechos*, México, Unesco.

Van Cott D., 2004, "Los Movimientos Indígenas y Sus Logros: La Representación y el Reconocimiento Jurídico En Los Andes", *América Latina Hoy: Revista de Ciencias Sociales*, n. 36, p. 141-59.

LOS AUTORES

Tania Giovanna Vivas Barrera
Universidad Católica de Colombia (Colombia)
Université de Pau et des pays de l'Adour
tgvivas@ucatolica.edu.co

Gabriel Alejandro Quintero Sánchez
Universidad Católica de Colombia
Universidad del Rosario (Colombia)
gabrielquinterosanz@gmail.com

Bernardo Pérez Salazar
Universidad Católica de Colombia (Colombia)
Institute of Social Sciences (Países Bajos)
bperezs@ucatolica.edu.co

Programme du CIST2020

mercredi 18 novembre 2020

Accueil des participants **09:00 - 10:00**

Discours d'ouverture **10:00 - 10:30**

Conférence inaugurale **10:30 - 12:00**

– Paul-André Rosental (Sciences Po, CHSP) – Ancrages territoriaux, dynamiques temporelles et mobilités

PARALLÈLE 1 - SESSION N - LA *TIME-GEOGRAPHY*: 50 ANS DE RECUL D'UNE APPROCHE POUR PENSER POPULATION, TEMPS ET TERRITOIRES **13:30 - 15:00**

– Valter HOXHA (Université méditerranéenne d'Albanie) & Hélène ILBERT (MOISA) – Application de l'approche *time-geography* pour modéliser les zones de cueillette à partir des traces GPS du cueilleur

– Alexandre CEBEILLAC (IDEES) – La *time-geography* à l'heure des données issues d'internet. Applications à l'étude des mobilités quotidiennes à Bangkok

– Kamila TABAKA, Sarah DUCHÉ & Sonia CHARDONNEL (Pacte), Aline MENIN (LIG & Pacte) – *Metropolitan Mobility and Daily Activities Diversities and Constraints: The Grenoble Urban Area Case*

– Bettina KNOOP (TU Dresden, Allemagne) – *Urbanity through Time, Space and Place*

PARALLÈLE 2 - SESSION P1 - CIRCULATIONS DE PLANTES, DE PERSONNES ET ANCRAGES TERRITORIAUX

– Heloisa Maria BERTOL DOMINGUES (MAST, Brésil) – *Rubber: The Invisible Movement of Traditional Knowledge*

– Patrick PETITJEAN (Sphere) – L'ancrage colonial d'un chimiste français en Amazonie

– Audrey BOCHATON (Ladyss), Jean-Marc DUBOST (MNHN) & Mai SEE THAO (University of Wisconsin-Oshkosh, États-Unis) – Une médecine traditionnelle hmong en mouvement: circulation des remèdes, déplacement des thérapeutes et transmission des savoirs

– Hamza AYARI (Université de Tunis, Tunisie) – Les transhumances des communautés de cueilleurs et le désancrage de la filière *zgougou* dans le Haut Tell tunisien

– Camille ROBERT-BOEUF (Ladyss) – Les jardins familiaux en Île-de-France: prendre racine et échanger grâce au jardinage

PARALLÈLE 3 - VARIA 1

– Magali HARDOUIN (ESO / CREAD) – Venir étudier dans l'UE: quelles motivations, quels enjeux pour des doctorants des pays tiers? Étude de cas à partir du programme de doctorat Erasmus Mundus

– Tania Giovanna VIVAS-BARRERA, Gabriel Alejandro QUINTERO-SÁNCHEZ & Bernardo PÉREZ-SALAZAR (Universidad Católica de Colombia, Colombie) – *La protección de la propiedad colectiva de territorios indígenas en Centro y Sur América*

– Roberto GEORG UEBEL (LABETER / UFRGS, Brésil), Amanda RALDI (UNIFIN, Brésil) & Sonia RANINCHESKI (UFRGS, Brésil - *in memoriam*) – *Brazil : A Laboratory of International Migrations in the 21st Century*
– Étienne TOUREILLE & Romain LECONTE (Géographie-cités) – La figure changeante de l'étranger mobile dans le quotidien *Le Monde* (1944-2019) : analyse longitudinale des représentations médiatiques d'une population aux contours flous

PARALLÈLE 4 - VARIA 2
– Mickaël BLANCHET (Université Angers) – L'accès au diagnostic de la maladie d'Alzheimer en milieu rural
– Imène OUALI-BOURAHLA (AMP) – Enjeux des stratégies de communication dans le processus de requalification de la décharge de Fresh Kills (New York)
– Maria Encarnação SPOSITO, Eliseu SPOSITO & Késia DA SILVA (São Paulo State University, Brésil) – Fragmentation socio-spatiale dans une ville moyenne : le cas de Ribeirão Preto au Brésil
– Sylvie OCCELLI, Stefania BELLELLI, Chiara CAMPANALE & Bibiana SCELFO (IRES Piemonte, Italie), Marco DALMASSO (ASL TO3, Italie) – *Access to Medical Imaging Equipment in the Piedmont Region : A Proof of Concept*
– Jean LEGROUX & Rita ANDRADE (GASPERR / UNESP, Brésil) – Restructuration et contradictions urbaines à Cuzco (Pérou) : mobilité quotidienne et polycentrisme

15:15 - 16:45 **PARALLÈLE 5 - SESSION L1 - TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES ET TERRITOIRES. PERSPECTIVES HISTORIQUES ET CONTEMPORAINES**
– Sandra BRÉE (LARHRA) – Relire l'histoire des divorces en France à l'aune des territoires (1884-1952)
– Roxana ARANA, Lisa DILLON & Alejandro MURUA (Université de Montréal, Canada), Francisco ZAMUDIO (Universidad Autónoma Chapingo, Mexique) – *The Mexican Demographic Transitions (1930-1970-2015) : Analysis of Socioeconomic and Cultural Factors*
– Mélanie BOURGUIGNON, Yoann DOIGNON, Thierry EGGERICKX, Jean-Paul SANDERSON & Rafael COSTA (Centre de recherche en démographie / UCLouvain, Belgique) – Les dynamiques spatiales des mutations démographiques en Belgique depuis le XIXe siècle : quelles permanences géographiques entre la première et la seconde transition démographique ?

PARALLÈLE 6 - SESSION P2 - CIRCULATIONS DE PLANTES, DE PERSONNES ET ANCRAGES TERRITORIAUX
– Marine FAUCHÉ (CEFE) – Le concept foucaldien de population à l'épreuve des pratiques contemporaines de conservation. Une enquête philosophique
– Julie JACQUET (LAVUE) – *Millets Are Back on the Menu, but Not Quite Like Before*
– Stéphane SAVRIAMA (AIHP GEODE) – Le *tolsi* : une plante sacrée entre la Réunion et la Guadeloupe
– Eugénia REZNIK (Université du Québec à Montréal, Canada) – Atlas brodé des plantes déracinées

PARALLÈLE 7 - SESSION J1 - POLITIQUES TERRITORIALES ET TEMPORALITÉS INDIVIDUELLES ET FAMILIALES. POUR UNE COOPÉRATION ENTRE ETHNOGRAPHES, ÉCONOMISTES, HISTORIENS ET GÉOGRAPHES
– Julie FROMENTIN (Ined / UR6 & UR12) – Politiques territoriales et transformations socio-spatiales de l'immigration dans les espaces peu denses en France : apports d'une approche géographique
– Clara DEVILLE (IRISSO) – Gouverner par la distance : retrait de l'État social et inégalités d'accès au RSA des classes populaires rurales

– Quentin SCHNAPPER (CESAER) – Animer le bourg et son commerce. Engagements patronaux, action publique locale et compétitions territoriales dans un bourg rural périurbain de l'ouest de la France (1960-2017)
– Adèle PIERRE & Alexandre LECLERCQ (CREAT, Belgique) – Le Registre national, un outil pertinent à l'heure de la mondialisation ? Confrontation au contexte territorial bruxellois

PARALLÈLE 8 - SESSION C1 - INÉGALITÉS DE SANTÉ. APPRÉHENDER LES LOGIQUES SPATIALES ET TEMPORELLES DES CHANGEMENTS SANITAIRES **16:00 - 16:45**

– Julie FREYSSENGE, Anne-Marie SCHOTT, Carlos EL KHOURY & Karim TAZAROURTE (HESPER), Florent RENARD (EVS) – L'accident vasculaire cérébral : caractériser les inégalités de répartition en vallée du Rhône à l'aide d'outils géographiques
– Fanny DUCHAINE, Guillaume CHEVILLARD & Julien MOUSQUES (Irdes) – L'impact des zonages déficitaires sur l'évolution des disparités territoriales d'infirmiers libéraux en France entre 2006 et 2016
– Stéphane Brice SEUKAM KOUENKAP & Lionel NOGUE NZOUWO (MINEPAT, Cameroun) – Inégalités de chances d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun entre 2000 et 2014

PARALLÈLE 9 - SESSION L2 - TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES ET TERRITOIRES. PERSPECTIVES HISTORIQUES ET CONTEMPORAINES **17:00 - 19:00**

– Luc GUIBARD, Romain LECONTE & Pierre PISTRE (Géographie-cités) – Une transition mobilitaire dans les trajectoires de vie ? Exploration spatio-temporelle du couple lieu de naissance / lieu de décès en France métropolitaine (1970-2019)
– Olinca PÁEZ (INEGI, Mexique) – *Regions in México Based on Marital and Reproductive Trajectories*
– Blandine DESTREMAU (Iris) – Vieillissement et transition démographique à Cuba : politiques publiques, territoires et générations

PARALLÈLE 10 - SESSION J2 - POLITIQUES TERRITORIALES ET TEMPORALITÉS INDIVIDUELLES ET FAMILIALES. POUR UNE COOPÉRATION ENTRE ETHNOGRAPHES, ÉCONOMISTES, HISTORIENS ET GÉOGRAPHES

– Simon GAUTHIER (CRDT, Canada) – Polarisation économique et trajectoires d'occupation territoriale en périphérie : le cas du Québec
– Martial VIALLEIX & Thomas CORMIER (Institut Paris Region) – Des signaux faibles de déclin en contexte métropolitain ? Exemple(s) en Île-de-France
– Jean-Robert DANTOU (ENS), Olivia VIEUJEAN & Florence WEBER (Centre Maurice Halbwachs) – Mobilités sociales et résidentielles en France. Une approche ethnographique dans deux petites villes aux marges du Bassin parisien

PARALLÈLE 11 - SESSION C2 - INÉGALITÉS DE SANTÉ. APPRÉHENDER LES LOGIQUES SPATIALES ET TEMPORELLES DES CHANGEMENTS SANITAIRES

– Erick DE OLIVEIRA FARIA (TVES) – Indice de pénurie de médecins comme méthode d'évaluation espace-temps du programme Mais Médicos à Belo Horizonte, Minas Gerais (Brésil)
– Jenny GARCIA (Ined) – *The Urban Bias in Causes-of-Death Patterns in Latin America*
– Nubia Janeth RUIZ (Universidad Nacional de Colombia, Colombie) – *Mortalidad por desnutrición en niños y su relación con los determinantes territoriales (Colombia, 2003-2012)*

jeudi 19 novembre 2020

08:30 - 10:00

PARALLÈLE 12 - SESSION M - VIVRE LES SITUATIONS D'ENTRE-DEUX. CHAMPS D'EXPÉRIENCE ET HORIZONS D'ATTENTE DANS LES ESPACES MÉDIANS

– Clarisse DIDELON-LOISEAU (Géographie-cités), Julien THOREZ (CeRMI) & Yann RICHARD (Prodig) – L'Asie centrale vue du Kazakhstan : un espace médian ?
– Alexandre RUELLE (AGORA) – Vivre dans un territoire d'entre-deux en temps de guerre. Les Savoyards entre France et Piémont (XVIe-XIXe siècles)
– Sophie LAMBROSCHINI (Centre Marc Bloch, Allemagne) – *Accommodating Uncertainty by Bridging Fractures in War? Practices and Limits of Cross-Frontline Water Provision in the War in Eastern Ukraine, 2014-2019*
– Alice CORBET (LAM) – Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain
– Annaelle PIVA (Géographie-cités) – L'« entre-deux » de l'errance, une réalité socio-spatiale : le cas des migrants dans les espaces urbains parisiens

PARALLÈLE 13 - SESSION B1 - LES MARGES CRÉATRICES DE LA MONDIALISATION : ESPACES, PROCESSUS, CIRCULATIONS

– Samuel RUFAT (Université de Cergy-Pontoise) – Roșia Montană, marges et cyber-activisme environnemental : quand les montagnes roumaines s'invitent au siège des multinationales canadiennes
– Audrey SÉRANDOUR (Prodig) – Marges mondialisées et dynamiques de régionalisation : reconfigurations socio-spatiales autour des gisements lithinifères andins
– Hyacinthe ATANGANA BAMELA (INC / LRVC, Cameroun) & Joseph Pierre NDAMÉ (LADTER, Cameroun) – Corridors routiers et réorganisation linéaire des hommes et des activités économiques dans le Cameroun septentrional

PARALLÈLE 14 - SESSION Q1 - 2020 : RYTHMES DE VIE, RYTHMES DE VILLE. QUELLES PERSPECTIVES POUR LES POLITIQUES TEMPORELLES ?

– Matteo COLLEONI, Mario BOFFI, Luca DACONTO & Monica FERRARIO (Université Milan-Bicocca, Italie) – Centralités spatio-temporelles dans la ville polyrythmique : proposition d'une méthode appliquée au cas de Milan
– Mauricio ESTRADA (University of Bonn, Allemagne) – *Seasonal Cities : Patterns of Urban Change in Alexandria, Egypt*
– Montserrat CRESPI-VALLBONA (Universitat de Barcelona, Espagne) – *Las ciudades turísticas consolidadas y su expansión territorial. El caso del Área Metropolitana de Barcelona*
– Alexis GUMY & Marc-Édouard SCHULTHEISS (LaSUR / EPFL, Suisse) – Qualité de desserte et patterns spatio-temporels : accompagner le renouvellement des politiques publiques de déplacement par une adaptation plus fine de l'offre à la demande

PARALLÈLE 15 - SESSION I1 - LES FRICHES URBAINES. TERRITOIRES D'INNOVATIONS OU TEMPS DE CONFLITS ?

– Nadia ARAB (Lab'Urba) & Yoan MIOT (LATTS) – Réoccuper l'immobilier vacant : enjeux territoriaux et problèmes opérationnels
– Christine LIEFOOGHE (TVES) – Tiers-lieux et transition urbaine. Le pari de la co-création de valeur(s) sur les friches industrielles de Saint-Sauveur et Fives-Cail à Lille (France)
– Charles AMBROSINO, Emmanuelle GANGLOFF & Hélène MORTEAU (Pacte) – De la friche à la ville ou l'art de permacultiver les innovations urbaines : un jeu à la nantaise ?
– Franck DORSO & Stela MUÇI (Lab'Urba) – Temps longs, temps courts, temps absent. Histoire et temporalités d'une friche centrale promise à la transformation à Tirana

PARALLÈLE 16 - SESSION G1 - LES VILLES PETITES ET MOYENNES, SERVICES ET TERRITOIRES. UNE PERSPECTIVE INTERNATIONALE SUR LA DÉCROISSANCE **10:30 - 12:00**

– Keiro HATTORI (Ryukoku University, Japon) – *The Analysis of Japanese Shrinking Small and Mid-Sized Municipalities*
– Bruna VENDEMMIA & Agim KËRÇUKU (Politechnic University of Milan, Italie) – *Internal Migration in Italy : Mapping Shrinking in Medium-Size Cities*
– Ana RUIZ-VARONA (San Jorge University, Espagne), Javier NOGUERAS-ISO & Javier LACASTA (Universidad de Zaragoza, Espagne) – *Diseño y aplicación metodológica para la caracterización multidimensional y análisis de la trayectoria del proceso de decrecimiento a nivel municipal en España*
– Ivan GLITA (Géographie-cités) – Les trajectoires de décroissance démographique des villes petites et moyennes en France (1962-2016)
– Julie CHOURAQUI (Géographie-cités) & Élie GUÉRAUT (Sage) – Définir et classifier les villes moyennes françaises. Les enseignements de l'articulation des approches géographique et sociologique dans l'analyse du déclin urbain

PARALLÈLE 17 - SESSION B2 - LES MARGES CRÉATRICES DE LA MONDIALISATION : ESPACES, PROCESSUS, CIRCULATIONS

– Claude GRASLAND, Étienne TOUREILLE & Romain LECONTE (Géographie-cités) – Régionaliser l'espace public européen au prisme de l'agenda médiatique des migrations (2014-2018)
– Caroline ROZENHOLC-ESCOBAR (CRH-LAVUE) – Les lieux du religieux : des marges créatrices des circulations transnationales ? Héritages et innovation dans la production urbaine
– Adrien DORON (Ladyss) – Ben Gardane, une marge au centre des réseaux marchands mondialisés en Tunisie

PARALLÈLE 18 - SESSION Q2 - 2020 : RYTHMES DE VIE, RYTHMES DE VILLE. QUELLES PERSPECTIVES POUR LES POLITIQUES TEMPORELLES ?

– Louis GENDREAU (LVMT) – (Dé)synchronisation : congestions récurrentes et heures de pointe dans une zone d'activité rennaise
– Cécilia COMELLI (Passages) – Expérimentation d'un label pour la vie nocturne : un exemple de mise en œuvre d'une politique temporelle à Bordeaux

TABLE RONDE : Quelles perspectives pour les politiques temporelles ?

Jean RICHER (ENSA Paris Malaquais / ACS) – Chroniques d'un rivage habité
Alain GUEZ (LAA / Lavue) – Pour un urbanisme des possibles : des espaces, des temps et de la chronotopie
Catherine DAMERON (Rennes Métropole), Dominique ROYOUX (RURALITES) & Patrick VASSALLO (Tempo Territorial)

PARALLÈLE 19 - SESSION I2 - LES FRICHES URBAINES. TERRITOIRES D'INNOVATIONS OU TEMPS DE CONFLITS ?

– Aurélien HUCQ (SERES / UCLouvain, Belgique) – Le rôle du droit belge dans la mobilisation des friches à des fins écologiques
– Kristel MAZY (Université de Mons, Belgique) – Utilité publique et apports pédagogiques d'un atelier de projet urbain, axé sur la requalification d'une friche sidérurgique (La Louvière, Belgique)
– Émeline BAILLY (Lab'urba) & Sylvie LAROCHE (AAU / Cresson) – Les lisières urbaines : lieux de reliance urbaine et sensible
– Jonas HANSSENS, Aurélien HUCQ & Fiorella QUADU (UCLouvain, Belgique) – Conflits et mutabilité des délaissés urbains en région de Bruxelles-Capitale

12:15 - 13:15 **Donner à voir le quotidien des villes avec le Mobiliscope. Présentation de l'outil et retours d'expériences - Julie VALLÉE (Géographie-cités)**
– Catherine DAMERON (Bureau des temps, Rennes)
– Yohann MANSIAUX (Centre usages, valorisation et diffusion de la donnée, Bordeaux Métropole)
– Marc SAINTE-CROIX (Agence d'urbanisme région nîmoise et alésienne)

13:30 - 15:00 **Session COVID 1**

15:15 - 16:45 **PARALLÈLE 20 - SESSION G2 - LES VILLES PETITES ET MOYENNES, SERVICES ET TERRITOIRES. UNE PERSPECTIVE INTERNATIONALE SUR LA DÉCROISSANCE**
– Antoine LAPORTE & Hélène MATHIAN (EVS) – L'enseignement secondaire dans les zones de basse densité en France et en Allemagne : étude de la répartition des établissements scolaires dans les petits centres et les espaces ruraux isolés
– Maria GUNKO & Aleksandr SHELUDKOV (Institute of Geography, Russie), Anastasia NOVKUNSKAYA (European University, Saint-Petersburg, Russie) – *Demographic and Services-Related Dimensions of Urban Shrinkage in Russian Small Cities*
– Sophie BAUDET-MICHEL (Géographie-cités), Anne-Claire CHANTAL (Géoprisme), Benoit CONTI (LVMT) & Charlène LE NEINDRE (Irdes) – La transformation des équipements hospitaliers se fait-elle au détriment des villes petites et moyennes ?
– Julie GRAVIER (Géographie-cités) – Reconfigurations territoriales des services publics dans les villes françaises (2009-2018)

PARALLÈLE 21 - SESSION A1 - LE TEMPS DE L'ÎLE. LES TERRITOIRES INSULAIRES AU PRISME DES MULTIPLES TEMPORALITÉS
– Giovanni COINU, Gianmario DEMURO & Francesco PIGLIARU (University of Cagliari, Italie) – *Multiple Timeframes, Insularity Policies and Autonomy Instruments*
– Israel BAXIN MARTÍNEZ (Universidad Nacional Autónoma de México) – *Isla de Cedros : un espacio mexicano de tiempos múltiples*
– Florence MURY & Sarah BERNARD (GEOLAB) – Le *fenua*, entre renouveau culturel et retour à la terre : vers une revalorisation des marges insulaires en Polynésie française
– Tomislav OROZ (University of Zadar, Croatie) – *Pomalo and Fjaka as the Island State of Mind. Cultural Anatomy of Time(lessness) on the Dalmatian Islands of Hvar and Dugi Otok*

PARALLÈLE 22 - SESSION H1 - LES NOUVEAUX DISPOSITIFS DE RÉGIONALISATION. LE LABORATOIRE LATINO-AMÉRICAIN
– Aldomar A. RÜCKERT (CNPq / UFRGS, Brésil) & Luísa A. CAYE (UFRGS, Brésil) – *Transborder Processes and Transborder Regions in South America. The Case of the Triple Border between Brazil, Argentina and Uruguay*
– Hervé THÉRY (CREDA) – L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ?
– Lucile MEDINA (ART-Dev) & Tania RODRÍGUEZ ECHAVARRÍA (Universidad de Costa Rica) – L'intégration d'une marge frontalière dans la mondialisation : la frontière Costa Rica–Nicaragua face au développement des cultures d'ananas
– Facundo SOLANAS (CONICET, Argentine) – *Los Estados y los MERCOSURes ¿Una pluralidad de dinámicas de integración/desintegración en América Latina?*

PARALLÈLE 23 - PROMENADE URBAINE - LA PLAINE, DES FRICHES AU CAMPUS UNIVERSITAIRE : TENSIONS D'UN TERRITOIRE EN MUTATION (SESSION I)

PARALLÈLE 24 - SESSION G3 - LES VILLES PETITES ET MOYENNES, SERVICES ET TERRITOIRES. UNE PERSPECTIVE INTERNATIONALE SUR LA DÉCROISSANCE **17:00 - 19:00**

– Constanze ZÖLLTER, Stefanie RÖßLER & Robert KNIPPSCHILD (IOER, Allemagne) – *Medium-Sized Cities as Attractive Residential and Living Places. A Case Study from the German City of Görlitz*
– Peter DEHNE & Jens HOFFMANN (University of Applied Sciences, Neubrandenburg, Allemagne) – *New Ideas for Small Towns in Peripheral Locations in Germany. Experiences from a Participative Scenario-Based Approach*
– Joséphine LÉCUYER (Géographie-cités) – Petites villes et périphérisation dans l'est de l'Allemagne : quelles perspectives de développement ?
– Frédérique MOREL--DORIDAT (Loterr) – Enjeux des villes moyennes en décroissance dans les espaces frontaliers du nord-est de la France. Exemple des villes jumelées franco-allemandes de Forbach et de Völklingen
– Yoan MIOT (LATTS) & Sylvie FOL (Géographie-cités) – Des villes condamnées à la décroissance ? Mise à l'agenda de la décroissance urbaine et stratégies locales dans cinq villes de Champagne-Ardenne
– Solène LE BORGNE (University of Amsterdam, Pays-Bas) – Habiter un centre-ville en déclin : réseaux de sociabilité et parcours résidentiels

PARALLÈLE 25 - SESSION A2 - LE TEMPS DE L'ÎLE. LES TERRITOIRES INSULAIRES AU PRISME DES MULTIPLES TEMPORALITÉS

– Delphine GRANCHER, Annabelle MOATTY, Clément VIRMOUX & Julien CAVERO (LGP), Daniel BRUNSTEIN (LISA) – Dynamiques touristiques d'une île exposée aux cyclones : le cas de Saint-Martin aux Antilles
– Sarah BERNARD & Nathalie BERNARDIE-TAHIR (GEOLAB) – Revenir vivre dans une île : un retour entre exaltation et désillusion. Réflexions à partir des îles de Raiatea, Rurutu et Tubuai (Polynésie française)
– Orianne CROUTEIX (TELEMMe) – Usages et dynamiques des petites îles de Méditerranée : des territoires de l'isolement à leur intégration sur les scènes internationales. Les exemples de l'archipel du Frioul (France) et des îles Pontines (Italie)
– Shlomit FLINT ASHERY (Bar Ilan University, Israël) – *A Ghetto Within an Island? The Satmar Community of Canvey Island*

PARALLÈLE 26 - SESSION H2 - LES NOUVEAUX DISPOSITIFS DE RÉGIONALISATION. LE LABORATOIRE LATINO-AMÉRICAIN

– Xiomara-Lorena ROMERO-PÉREZ (Universidad Externado de Colombia, Colombie) – *La integración regional en las Antillas : el papel de la energía*
– Claudio A. G. EGLER (CNPq, Brésil) – *Crisis y transición energética en América del Sur*
– Silvina CARRIZO (CONICET) & Sébastien VELUT (IHEAL / CREDA) – Régionalisations énergétiques sud-américaines
– Nina MONTES DE OCA (CREDA) – Projets d'infrastructures gazières et perspectives d'intégration : le cas péruvien
– Silvina CARRIZO (CONICET, Argentine), Marie FORGET & Vincent BOS (Edytem) – *Frentes mineros para la transición energética. Regionalizaciones invisibles entorno a los salares altoandinos*
– Audrey SÉRANDOUR (Prodig) – Du régionalisme à la régionalisation, le cas de la mise en valeur du lithium (Argentine, Bolivie, Chili)

PARALLÈLE 27 - SESSION I3 - LES FRICHES URBAINES. TERRITOIRES D'INNOVATIONS OU TEMPS DE CONFLITS ?

– Julien WATINE (Sorbonne Université - Paris IV) – Entre idéal alternatif et récupération spéculative, quelle place pour le « droit à la ville » dans la requalification des friches industrielles en lieux culturels ?

– Hugo ROCHARD (Ladyss) – Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions
– Isabelle IMHOF, Sarah DUBEAUX & Yoan MIOT (LATTS) – Quand les politiques publiques suscitent de la réactivation citoyenne de locaux vacants : le cas du Livradois-Forez
– Camila VAN DIEST (CERLIS) – Reconversion culturelle d'une friche carcérale à Valparaíso (Chili). Les temporalités d'une « cause citoyenne » à l'épreuve des processus de rénovation urbaine
– Cécile GAUTHIER & Pierre PECH (Ladyss), Richard RAYMOND (Éco-anthropologie) – Les acteurs intermédiaires dans l'occupation temporaire des friches urbaines : entre rapports de pouvoir et essaimage de nouvelles manières de « faire »

08:30 - 10:00 vendredi 20 novembre 2020

PARALLÈLE 28 - SESSION D1 - LES RÉFORMES TERRITORIALES ENTRE RÉSILIENCE ET INNOVATION. QUELLE TEMPORALITÉ POUR QUELLES POPULATIONS ?

– Romain BONY-CISTERNES (Centre de recherches administratives) – Le territoire et le droit. Appréhension juridique du territoire et échelle des politiques publiques
– Véronique ZAMANT (LHAC) – La gouvernance urbaine face au patrimoine. Quelle place pour la société civile dans le feuilleté réglementaire, entre-temps de l'aménagement et temps de la mémoire ?
– Robin THILLARD (IDEES) – Territoire et gouvernance face au *Brexit* : la gestion multiscalaire du *Brexit* comme témoin du *new public management*
– Sylvain KAHN (CHSP) – Les remaniements de la souveraineté territoriale nationale. Un paradoxe européen. Le cas de la France

PARALLÈLE 29 - SESSION F1 - LES TEMPS « LONGS » DES TERRITOIRES. ÉVOLUTION DIACHRONIQUE DE L'ORGANISATION DES TERRITOIRES ET DES PEUPLEMENTS

– Claude TATUEBU TAGNE (Université de Yaoundé 1, Cameroun) & Athanase BOPDA (IDEES Le Havre) – L'Ouest-Cameroun et l'héritage du maquis (1955-1971). Temps « longs », « moyens » et « courts » de la géographie d'une population de territoire terrorisé
– Alexis LITVINE (Cambridge University, Grande Bretagne), Isabelle SÉGUY (Ined/Histoire et populations) & Thomas THÉVENIN (ThéMA) – À la recherche des maillages communaux d'antan. Présentation du projet ANR COMMUNES et de quelques résultats préliminaires
– Laure NUNINGER (Chrono-environnement), Thibault SAINTENOY (AIHP-GEODE Caraïbe), Philip VERHAGEN (VU Amsterdam / CLUE+, Pays-Bas), Thérèse LIBOUREL (Espace-Dev), Pablo MENDEZ-QUIROS (Universidad autónoma de Barcelona, Espagne), Xavier RODIER (Citeres), MoveScape & Redes Andinas – Une archéologie du mouvement pour la compréhension des dynamiques de peuplement
– Luc SANSON, Sylvie THOMAS & Perrine TOUSSAINT (Inrap) – Les dynamiques de peuplement dans la longue durée en Lorraine

PARALLÈLE 30 - SESSION K1 - LA TERRITORIALISATION SANITAIRE EN QUESTION. ÉTAPES, ACTEURS, RECOMPOSITIONS

– Chiraz ZEGHDAR & Myriam BARON (Lab'Urba), Stéphane RICAN (Ladyss) – L'agglomération de Constantine (Algérie) au prisme de la territorialisation sanitaire
– Maxime THORIGNY (REGARDS) & Victor DUCHESNE (CEPN) – Quelle place pour l'expression citoyenne dans la définition de la politique régionale de santé ? Une analyse en région Centre-Val de Loire

– Pierre ALLORANT (POLEN), Sylvain DOURNEL & Franck GUÉRIT (CEDETE), Fouad EDDAZI (CRJ Pothier) – Métropolisation et santé : quand la métropole ouvre de nouveaux champs d'action ?
– Bibiana SCELFO, Stefania BELLELLI, Chiara RIVOIRO, Valeria ROMANO & Sylvie OCCELLI (IRES Piemonte, Italie), Marco GROSSO (Public Hospital "Città della Salute e della Scienza", Italie) & Marco DALMASSO (ASL TO3, Italie) – *Can Telemedicine be Effective in Responding to Local Health Needs? Lights and Shadows from the Picture of Piedmont*

PARALLÈLE 31 - SESSION E1 - TRAJECTOIRES DES INDIVIDUS ET TRAJECTOIRES DES TERRITOIRES. APPROCHES LONGITUDINALES ET INTERACTIONS

– Jérôme GENSEL, Marlène VILLANOVA-OLIVER & David NOËL (LIG), Pierre LE QUEAU (Pacte) – Un modèle multi points de vue pour représenter les trajectoires de vie
– Pascal SEBILLE & Florent DEMORAES (ESO), France GUÉRIN-PACE (Ined/UR12) – Des trajectoires individuelles aux dynamiques migratoires nationales : enseignements de l'enquête démographique rétrospective mexicaine (EDER 2017)
– Léa PROST (Lab'Urba) – Reconstituer les trajectoires résidentielles de patients atteints de lymphome non hodgkinien pour appréhender les réalités des risques d'exposition cancérogène (basse vallée du Rhône)
– Pierre-Yves BUARD (Université de Caen Normandie), Thibaut DELVAL & Mélanie TUAL (Centre scientifique et technique du bâtiment), Maximilien LHOMEL (Cabinet géomètre topographe expert), Sylvain RASSAT & François-Joseph RUGGIU (Centre Roland Mousnier) – Des archives démographiques à un écosystème numérique : l'enquête « Charleville »

PARALLÈLE 32 - SESSION D2 - LES RÉFORMES TERRITORIALES ENTRE RÉSILIENCE ET INNOVATION. QUELLE TEMPORALITÉ POUR QUELLES POPULATIONS ? **10:30 - 12:00**

– Karima BENAMARA-SAIT (Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, Algérie) – Entre innovation et tradition, la problématique des recompositions de la gouvernance territoriale en Algérie
– Sergio ALVARADO VAZQUEZ (University of Twente, Pays-Bas) & César CASIANO FLORES (University of Leuven, Belgique) – *The Planning Conditions of Public Spaces in Mexico*
– Éric KERGOSIEN (GERiiCO), Flavie FERCHAUD (Lab'urba), Damien BOONE (CERAPS) & Marc DUMONT (TVES) – Faire territoire pour la jeunesse. Le cas d'un programme à vocation innovante au sein de la Métropole européenne de Lille (France)
– Perrine DUMAS (LISA & CUREJ) – Le parc naturel marin : outil de conciliation des activités maritimes avec la protection du littoral ?
– Rémi LE FUR (Pacte) – Des recompositions territoriales à l'anticipation territoriale

PARALLÈLE 33 - SESSION F2 - LES TEMPS « LONGS » DES TERRITOIRES. ÉVOLUTION DIACHRONIQUE DE L'ORGANISATION DES TERRITOIRES ET DES PEUPLEMENTS

– Célia BASSET (Trajectoires) – Rythmes et processus d'occupation des territoires au cours de l'âge du fer dans les zones médianes et avales du bassin versant de la Seine
– Cécile VERDELLET (ArScAn) – L'évolution culturelle d'un territoire ou l'histoire de son peuplement : l'apport de la céramologie. Exemple des piémonts occidentaux du Zagros au Bronze ancien (2900-2000 av. J.-C.)
– Cyril CASTANET, Marc TESTÉ, Aline GARNIER, Nicole LIMONDIN-LOZOUET, Julien CAVERO & Fatima MOKADEM (LGP), Philippe NONDÉDÉO, Julien HIQUET,

Éva LEMONNIER, Hemmamuthé GOUDIABY, Antoine DORISON & Carlos MORALES-AGUILAR (ARCHAM), Lydie DUSSOL & Louise PURDUE (CEPAM), Noémie TOMADINI & Sandrine GROUARD (AASPE), Anne-Lise DEVELLE-VINCENT (Edytem), Christine HATTÉ (LSCE), Philippe LANOS (IRAMAT-CRP2A) & György SIPOS (University of Szeged, Hongrie) – Dynamique du socio-écosystème maya du territoire de subsistance de la cité de Naachtun (Petén, Guatemala) entre 1500 av. et 1000 apr. J.-C. Développements méthodologiques et résultats préliminaires d'une approche systémique multiscalaire
– Agnès GAUTHIER, Emmanuèle GAUTIER, Clément VIRMOUX, Ségolène SAULNIER-COPARD & Laëtitia COUTINHO DA SILVA (LGP), Anaëlle VAYSSIÈRE (LIENSS) & Serge GRESSETTE (CEN Centre-Val de Loire) – Le marais de Chavannes : longue histoire d'un petit marais

PARALLÈLE 34 - SESSION K2 - LA TERRITORIALISATION SANITAIRE EN QUESTION. ÉTAPES, ACTEURS, RECOMPOSITIONS

– Élise AUTRIVE (IDEES) – Territorialisation sanitaire en Guyane française : des défis contemporains d'une adaptation à des besoins spécifiques
– Isabelle SIFFERT (ESO) – Accueillir et soigner les demandeurs d'asile : recompositions territoriales et enjeux de coordination médico-sociale
– Yohan FAYET (HESPER), Amandine DROUET (Université Jean Moulin Lyon 3), Véronique LUCAS-GABRIELLI & Zeynep OR (Irdes), Andrée-Laure HERR (Centre Léon Bérard) & Virginie CHASLES (EVS) – Vers une métropolisation des soins de cancer ? Analyse géographique de l'évolution des parcours de soins depuis le début des années 2000
– Pauline IOSTI (EVS) – Ruptures et continuité dans les trajectoires de recours aux soins, une approche temporelle des inégalités d'accès aux soins

PARALLÈLE 35 - SESSION E2 - TRAJECTOIRES DES INDIVIDUS ET TRAJECTOIRES DES TERRITOIRES. APPROCHES LONGITUDINALES ET INTERACTIONS

– Aurore FLIPO (LAET) – Les tiers-lieux et espaces de coworking en Drôme et en Ardèche : entre utopie villageoise et métropolisation
– Laurent CAILLY, Marie HUYGHE & Nicolas OPPENCHAIM (Citeres) – Trajectoires mobilitaires et contextes résidentiels : quelles interactions pour les habitants périurbains et ruraux ?
– Cristina LÓPEZ-VILLANUEVA & Arlinda GARCÍA-COLL (Universitat de Barcelona, Espagne) – *Movilidad y estrategias residenciales de las personas de edad en el proceso de sprawl en España*
– Françoise DUREAU (Migrinter), Jean-Pierre LÉVY (LATTS) & Thierry LULLE (Universidad Externado de Colombia, Colombie) – Trajectoires familiales et transformations des anciennes périphéries des métropoles latino-américaines : le cas de Gustavo Restrepo à Bogotá (Colombie)

14:00 - 15:30 **Session COVID 2**

15:30 - 16:00 **Discours de clôture**

Acronymes

AASPE : Laboratoire Archéozoologie et archéobotanique. Sociétés, pratiques et environnements (UMR7209)
ACME *: International Journal for Critical Geographies*
AFD : Agence française de développement
AIHP-GEODE : Archéologie industrielle, histoire, patrimoine / Géographie, développement et environnement de la Caraïbe (EA929)
AMP : Architecture milieu paysage
ARCHAM : Laboratoire Archéologie des Amériques (UMR8096)
ArScAn : Archéologie et sciences de l'Antiquité, histoire et archéologie de l'Orient cunéiforme (UMR7041)
ART-Dev : Acteurs ressources et territoires dans le développement (UMR5281)
BRGM : Bureau de recherches géologiques et minières
CAAP : Centro Andino de Acción Popular de Ecuador (Équateur)
Cahiers d'histoire *: revue d'histoire critique*
CEDETE : Centre d'études sur le développement des territoires et l'environnement (EA1210)
CEFE : Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive (UMR5175)
CEN : Conservatoire d'espaces naturels
Centre de recherches administratives (EA993)
CEPAM : Cultures et environnements. Préhistoire, Antiquité, Moyen Âge, CEPAM (UMR7264)
CERAPE : Centre d'études et de recherche en analyse et politiques économiques (République du Congo)
CERLIS : Centre de recherche sur les liens sociaux (UMR8070)
CeRMI : Centre de recherche sur le monde iranien (UMR8041)
CESA : Colegio de Estudios Superiores de Administración (Colombie)
CESAER : Centre d'écologie et de sociologie appliquées à l'agriculture et aux espaces ruraux (UMR1041)
CESPRI : Núcleo de Estudo e Pesquisa em Cultura Política, Estado e Relações Internacionais (Brésil)
CHSP : Centre d'histoire de Sciences Po
Citeres : Cités, territoires, environnement et sociétés (UMR7324)
Cityscape *: Journal of Policy Development and Research*
CIUT : Centro de Investigaciones Urbanas y Territoriales / UNLP (Argentine)
CLAES : Centro Latino Americano de Ecología Social (Uruguay)
CMH : Centre Maurice Halbwachs (UMR8097)
CNPq : Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (Brésil)
CONICET : Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnica (Argentine)
CREAT : Centre de recherches et d'études pour l'action territoriale (Belgique)
CREDA : Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (UMR7227)
CRH : Centre de recherche sur l'habitat / LAVUE
Cridup : Centre de recherche de l'Institut de démographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (EA134)
CRJ Pothier : Centre de recherche juridique Pothier (EA1212)
CSTB : Centre scientifique et technique du bâtiment
CUREJ : Centre universitaire rouennais d'études juridiques (EA4703)
Cybergeo *: European Journal of Geography*
DIACT : Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires
Éco-anthropologie et ethnobiologie (UMR7206)
Edytem : Laboratoire Environnements, dynamiques et territoires de la montagne (UMR5204)
EHESP : École des hautes études en santé publique
EHESS : École des hautes études en sciences sociales
EIREST : Équipe interdisciplinaire de recherche sur le tourisme (EA7337)
ENS : École normale supérieure
ENS de Lyon : École normale supérieure de Lyon

ENTPE : École nationale des travaux publics de l'État
EPFL : École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse)
ERES : European Real Estate Society (Grande Bretagne)
ESO : Espace et sociétés (UMR659)
EUE : Éditions universitaires européennes (Lettonie)
EVS : Environnement Ville Société (UMR5600)
FAO : Food and Agriculture Organisation of the United Nations
FAPESP : Fundação de Amparo a Pesquisa (Brésil)
Focaal *: Journal of Global and Historical Anthropology*
Funpadem : Fundación del Servicio Exterior para la Paz y la Democracia
GAsPERR : Grupo de Pesquisa Produção do Espaço e Redefinições Regionais (Brésil)
Géographie-cités (UMR8504)
Géosciences (UMR6118)
GERiiCO : Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire en information et communication (EA4073)
HESPER : Health Services and Performance Research (EA7425)
Historical Methods *: Journal of Quantitative and Interdisciplinary History*
I3A : Aragon Institute of Engineering Research (Espagne)
Iberoamericana : Nordic Journal of Latin American and Caribbean Studies
IDEES : Identité et différenciation de l'environnement des espaces et des sociétés (UMR6266)
IGAS : Inspection générale des affaires sociales
IGEAT : Institut de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire (Belgique)
IHEAL : Institut des hautes études de l'Amérique latine
IIGG : Instituto de Investigaciones Gino Germani (Argentine)
IJEPR : International Journal of E-Planning Research
INC : Institut national de cartographie (Cameroun)
Ined : Institut national d'études démographiques
INEGI : Instituto Nacional de Estadística y Geografía (Mexique)
INRA : Institut national de recherche agronomique
IOER : Leibniz Institute of Ecological Urban and Regional Development (Allemagne)
IRAMAT-CR2PA : Institut de recherche sur les Archéomatériaux. Centre de recherche en physique appliquée à l'archéologie (UMR5060)
IRD : Institut de recherche pour le développement
Irdes : Institut de recherche et documentation en économie de la santé
IUGA : Institut d'urbanisme et de géographie alpine
LADTER : Laboratoire d'aménagement et du développement des territoires (Cameroun)
Ladyss : Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces (UMR7533)
LAET : Laboratoire aménagement économie transports (UMR5593)
LAM : Les Afriques dans le monde (UMR5115)
LARHRA : Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (UMR5190)
LaSUR : Laboratoire de sociologie urbaine (Suisse)
LAVUE : Laboratoire architecture ville urbanisme environnement (UMR7218)
LC2S : Laboratoire caribéen de sciences sociales (UMR8053)
LGP : Laboratoire de géographie physique, environnements quaternaires et actuels (UMR8591)
LHAC : Laboratoire d'histoire de l'architecture contemporaine (EA7490)
LIENSS : Littoral, environnement et sociétés (UMR7266)
LIG : Laboratoire d'informatique de Grenoble (UMR5217)
LISA : Lieux, identités, espaces et activités (UMR6240)
Loterr : Centre de recherche en géographie (EA7304)
LRVC : Laboratoire de recherche sur les villes et campagnes (Cameroun)
LSCE : Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (UMR8212)
LVMT : Laboratoire ville, mobilité, transport (UMR-T9403)
MAST : Museu de Astronomia e Ciências Afins (Brésil)
Méditerranée *: revue géographique des pays méditerranéens*
MINEPAT : ministère de l'Économie, et de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Cameroun)
MNHN : Museum national d'histoire naturelle
Pacte : Laboratoire des sciences sociales (UMR5194)
POLEN : Pouvoirs, lettres, normes (EA4710)
PPGH : Programa de Pós-graduação em geografia Humana / USP (Brésil)
PPUR : Presses polytechniques et universitaires romandes (Suisse)
Prodig : Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (UMR8586)
PUCA : Plan urbanisme construction architecture
PUF : Presses universitaires de France
PUR : Presses universitaires de Rennes
Realidad, datos y espacio *: revista internacional de estadística y geografía*
REMI *: revue européenne des migrations internationales*
RERU *: revue d'économie régionale & urbaine*

RFSIC *: revue française des sciences de l'information et de la communication*
RFST *: revue francophone sur la santé et les territoires*
RIATE : Réseau interdisciplinaire pour l'aménagement et la cohésion des territoires de l'Europe et de ses voisinages (UMS2414)
SACRe : école doctorale Sciences, arts, création recherche
Scripta Nova *: revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*
SERES : Séminaire de recherche en droit de l'environnement et de l'urbanisme
Territoire en mouvement *: revue de géographie et aménagement*
Topos *: International Review of Landscape Architecture and Urban*
Trajectoires. De la sédentarisation à l'État (UMR8215)
TVES : Territoires villes environnement et sociétés (UR4477)
UBA : Universidad de Buenos Aires (Argentine)
UBO : Université de Bretagne occidentale
UCLouvain : Université catholique de Louvain (Belgique)
UFABC : Universidade Federal do ABC Paulista (Brésil)
UFRGS : Universidade Federal do Rio Grande do Sul (Brésil)
UFRJ : Universidade Federal do Rio de Janeiro (Brésil)
UGA : Université Grenoble Alpes
UNLP : Universidad Nacional de La Plata (Argentine)
UP1 : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UPEC : Université Paris Est Créteil
Urmis : Unité de recherche migrations et société (UMR8245)
USP : Universidade de São Paulo (Brésil)

Table des matières thématique

Préambule 2

Session A. Le temps de l'île. Les territoires insulaires au prisme des multiples temporalités 6
Co-porteur·e·s : Eva LELIÈVRE (Ined), Celio SIERRA-PAYCHA (Cridup) & Loïc TRABUT (Ined)

– *Isla de Cedros : un espacio mexicano de tiempos múltiples* – Israel BAXIN MARTÍNEZ 8
– Revenir vivre dans une île : un retour entre exaltation et désillusion. Réflexions à partir des îles de Raiatea, Rurutu et Tubuai (Polynésie française) – Sarah BERNARD, Nathalie BERNARDIE-TAHIR 14
– *Multiple Timeframes, Insularity Policies and Autonomy Instruments* – Giovanni COINU, Gianmario DEMURO, Francesco PIGLIARU 19
– Usages et dynamiques des petites îles de Méditerranée : des territoires de l'isolement à leur intégration sur les scènes internationales. Les exemples de l'archipel du Frioul (France) et des îles Pontines (Italie) – Orianne CROUTEIX 23
– *A Ghetto Within an Island? The Satmar Community of Canvey Island* – Shlomit FLINT ASHERY 28
– Dynamiques touristiques d'une île exposée aux cyclones : le cas de Saint-Martin aux Antilles – Delphine GRANCHER, Daniel BRUNSTEIN, Annabelle MOATTY, Clément VIRMOUX, Julien CAVERO 33
– Le *fenua*, entre renouveau culturel et retour à la terre : vers une revalorisation des marges insulaires en Polynésie française – Florence MURY, Sarah BERNARD 39
– Pomalo *and* Fjaka *as the Island State of Mind. Cultural Anatomy of Time(lessness) on the Dalmatian Islands of Hvar and Dugi Otok* – Tomislav OROZ. 43

Session B. Les marges créatrices de la mondialisation : espaces, processus, circulations 48
Co-porteur·e·s : Pierre BERGEL & Leïla VIGNAL (ESO), Emmanuelle BOULINEAU & Lydia COUDROY DE LILLE (EVS)

– Corridors routiers et réorganisation linéaire des hommes et des activités économiques dans le Cameroun septentrional – Hyacinthe ATANGANA BAMELA, Joseph Pierre NDAMÉ 50
– Ben Gardane, une marge au centre des réseaux marchands mondialisés en Tunisie – Adrien DORON 55
– Régionaliser l'espace public européen au prisme de l'agenda médiatique des migrations (2014-2018) – Claude GRASLAND, Étienne TOUREILLE, Romain LECONTE 61
– Les lieux du religieux : des marges créatrices des circulations transnationales ? Héritages et innovation dans la production urbaine – Caroline ROZENHOLC-ESCOBAR 67
– Roșia Montană, marges et cyber-activisme environnemental : quand les montagnes roumaines s'invitent au siège des multinationales canadiennes – Samuel RUFAT 71
– Marges mondialisées et dynamiques de régionalisation : reconfigurations socio-spatiales autour des gisements lithinifères andins – Audrey SÉRANDOUR 75

Session C. Inégalités de santé. Appréhender les logiques spatiales et temporelles des changements sanitaires 79
Co-porteur·e·s : Guillaume CHEVILLARD (Irdes) & Stéphane RICAN (Ladyss)

– Indice de pénurie de médecins comme méthode d'évaluation espace-temps du programme Mais Médicos à Belo Horizonte, Minas Gerais (Brésil) – Erick DE OLIVEIRA FARIA 81
– L'impact des zonages déficitaires sur l'évolution des disparités territoriales d'infirmiers libéraux en France entre 2006 et 2016 – Fanny DUCHAINE, Guillaume CHEVILLARD, Julien MOUSQUES. 86
– L'accident vasculaire cérébral : caractériser les inégalités de répartition en vallée du Rhône à l'aide d'outils géographiques – Julie FREYSSENGE, Florent RENARD, Anne-Marie SCHOTT, Carlos EL KHOURY, Karim TAZAROURTE 90

– *The Urban Bias in Causes-of-Death Patterns in Latin America* – Jenny GARCIA 94
– *Mortalidad por desnutrición en niños y su relación con los determinantes territoriales (Colombia, 2003-2012)* – Nubia Janeth RUIZ 98
– Inégalités de chances d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun entre 2000 et 2014 – Stéphane Brice SEUKAM KOUENKAP, Lionel NOGUE NZOUWO 102

Session D. Les réformes territoriales entre résilience et innovation. Quelle temporalité pour quelles populations ? 108
Porteure : Sylvia BRUNET (CUREJ)

– *The Planning Conditions of Public Spaces in Mexico* – Sergio ALVARADO VAZQUEZ, César CASIANO FLORES 111
– Entre innovation et tradition, la problématique des recompositions de la gouvernance territoriale en Algérie – Karima BENAMARA-SAIT 117
– Le territoire et le droit. Appréhension juridique du territoire et échelle des politiques publiques – Romain BONY-CISTERNES 122
– Le parc naturel marin : outil de conciliation des activités maritimes avec la protection du littoral ? – Perrine DUMAS 126
– Les remaniements de la souveraineté territoriale nationale. Un paradoxe européen. Le cas de la France – Sylvain KAHN 130
– Faire territoire pour la jeunesse. Le cas d'un programme à vocation innovante au sein de la Métropole européenne de Lille (France) – Éric KERGOSIEN, Flavie FERCHAUD, Damien BOONE, Marc DUMONT 134
– Des recompositions territoriales à l'anticipation territoriale – Rémi LE FUR 139
– Territoire et gouvernance face au *Brexit* : la gestion multiscalaire du *Brexit* comme témoin du *new public management* – Robin THILLARD 144
– La gouvernance urbaine face au patrimoine. Quelle place pour la société civile dans le feuilleté réglementaire, entre-temps de l'aménagement et temps de la mémoire ? – Véronique ZAMANT 149

Session E. Trajectoires des individus et trajectoires des territoires. Approches longitudinales et interactions 153
Co-porteur·e·s : Catherine BONVALET & Guillaume LE ROUX (Ined), Christophe IMBERT (IDEES)

– Des archives démographiques à un écosystème numérique : l'enquête « Charleville » – Pierre-Yves BUARD, Thibaut DELVAL, Maximilien LHOMEL, Sylvain RASSAT, François-Joseph RUGGIU, Mélanie TUAL 155
– Trajectoires mobilitaires et contextes résidentiels : quelles interactions pour les habitants périurbains et ruraux ? – Laurent CAILLY, Marie HUYGHE, Nicolas OPPENCHAIM 160
– Trajectoires familiales et transformations des anciennes périphéries des métropoles latino-américaines : le cas de Gustavo Restrepo à Bogotá (Colombie) – Françoise DUREAU, Jean-Pierre LÉVY, Thierry LULLE 165
– Les tiers-lieux et espaces de coworking en Drôme et en Ardèche : entre utopie villageoise et métropolisation – Aurore FLIPO 169
– Un modèle multi points de vue pour représenter les trajectoires de vie – Jérôme GENSEL, Marlène VILLANOVA-OLIVER, Pierre LE QUEAU, David NOËL 173
– *Movilidad y estrategias residenciales de las personas de edad en el proceso de sprawl en España* – Cristina LÓPEZ-VILLANUEVA, Arlinda GARCÍA-COLL 178
– Reconstituer les trajectoires résidentielles de patients atteints de lymphome non hodgkinien pour appréhender les réalités des risques d'exposition cancérogène (basse vallée du Rhône) – Léa PROST 185
– Des trajectoires individuelles aux dynamiques migratoires nationales : enseignements de l'enquête démographique rétrospective mexicaine (EDER 2017) – Pascal SEBILLE, France GUÉRIN-PACE, Florent DEMORAES 191

Session F. Les temps « longs » des territoires. Évolution diachronique de l'organisation des territoires et des peuplements 197
Co-porteur·e·s : Damase MOURALIS & Dominique TODISCO (IDEES), Julie GRAVIER (Géographie-cités), Maria Elena CASTIELLO (University of Bern, Suisse)

– Rythmes et processus d'occupation des territoires au cours de l'âge du fer dans les zones médianes et avales du bassin versant de la Seine – Célia BASSET 200

– Dynamique du socio-écosystème maya du territoire de subsistance de la cité de Naachtun (Petén, Guatemala) entre 1500 av. et 1000 apr. J.-C. Développements méthodologiques et résultats préliminaires d'une approche systémique multiscalaire – Cyril CASTANET, Philippe NONDÉDÉO, Lydie DUSSOL, Marc TESTÉ, Louise PURDUE, Julien HIQUET, Éva LEMONNIER, Aline GARNIER, Hemmamuthé GOUDIABY, Antoine DORISON, Noémie TOMADINI, Sandrine GROUARD, Carlos MORALES-AGUILAR, Nicole LIMONDIN-LOZOUET, Julien CAVERO, Anne-Lise DEVELLE-VINCENT, Christine HATTÉ, Philippe LANOS, Fatima MOKADEM, György SIPOS 204
– Le marais de Chavannes : longue histoire d'un petit marais – Agnès GAUTHIER, Emmanuèle GAUTIER, Anaëlle VAYSSIÈRE, Clément VIRMOUX, Ségolène SAULNIER-COPARD, Laëtitia COUTINHO DA SILVA, Serge GRESSETTE 210
– À la recherche des maillages communaux d'antan. Présentation du projet ANR COMMUNES et de quelques résultats préliminaires – Alexis LITVINE, Isabelle SÉGUY, Thomas THÉVENIN 216
– Une archéologie du mouvement pour la compréhension des dynamiques de peuplement – Laure NUNINGER, Thibault SAINTENOY, Philip VERHAGEN, Thérèse LIBOUREL, Pablo MENDEZ-QUIROS, Xavier RODIER, MoveScape, Redes Andinas 220
– Les dynamiques de peuplement dans la longue durée en Lorraine – Luc SANSON, Sylvie THOMAS, Perrine TOUSSAINT 226
– L'Ouest-Cameroun et l'héritage du maquis (1955-1971). Temps « longs », « moyens » et « courts » de la géographie d'une population de territoire terrorisé – Claude TATUEBU TAGNE, Athanase BOPDA 231
– L'évolution culturelle d'un territoire ou l'histoire de son peuplement : l'apport de la céramologie. Exemple des piémonts occidentaux du Zagros au Bronze ancien (2900-2000 av. J.-C.) – Cécile VERDELLET 237

Session G. Les villes petites et moyennes, services et territoires. Une perspective internationale sur la décroissance. 242
Co-porteur·e·s : Sophie BAUDET-MICHEL (Géographie-cités), Sophie BUHNIK (MFJ Tokyo), Emmanuèle CUNNINGHAM-SABOT & Victoria PINONCELY (ENS), Hélène ROTH (Territoires) & Manuel WOLFF (Humboldt-Universität)

– La transformation des équipements hospitaliers se fait-elle au détriment des villes petites et moyennes ? – Sophie BAUDET-MICHEL, Anne-Claire CHANTAL, Benoit CONTI, Charlène LE NEINDRE 245
– Définir et classifier les villes moyennes françaises. Les enseignements de l'articulation des approches géographique et sociologique dans l'analyse du déclin urbain – Julie CHOURAQUI, Élie GUÉRAUT. 250
– *New Ideas for Small Towns in Peripheral Locations in Germany. Experiences from a Participative Scenario-Based Approach* – Peter DEHNE, Jens HOFFMANN 254
– Les trajectoires de décroissance démographique des villes petites et moyennes en France (1962-2016) – Ivan GLITA 258
– Reconfigurations territoriales des services publics dans les villes françaises (2009-2018) – Julie GRAVIER 263
– *Demographic and Services-Related Dimensions of Urban Shrinkage in Russian Small Cities* – Maria GUNKO, Aleksandr SHELUDKOV, Anastasia NOVKUNSKAYA. 269
– *The Analysis of Japanese Shrinking Small and Mid-Sized Municipalities* – Keiro HATTORI 273
– L'enseignement secondaire dans les zones de basse densité en France et en Allemagne : étude de la répartition des établissements scolaires dans les petits centres et les espaces ruraux isolés – Antoine LAPORTE, Hélène MATHIAN 280
– Habiter un centre-ville en déclin : réseaux de sociabilité et parcours résidentiels – Solène LE BORGNE 284
– Petites villes et périphérisation dans l'est de l'Allemagne : quelles perspectives de développement ? – Joséphine LÉCUYER 288
– Des villes condamnées à la décroissance ? Mise à l'agenda de la décroissance urbaine et stratégies locales dans cinq villes de Champagne-Ardenne – Yoan MIOT, Sylvie FOL 292
– Enjeux des villes moyennes en décroissance dans les espaces frontaliers du nord-est de la France. Exemple des villes jumelées franco-allemandes de Forbach et de Völklingen – Frédérique MOREL--DORIDAT 296
– *Diseño y aplicación metodológica para la caracterización multidimensional y análisis de la trayectoria del proceso de decrecimiento a nivel municipal en España* – Ana RUIZ-VARONA, Javier NOGUERAS-ISO, Javier LACASTA 302
– *Internal Migration in Italy: Mapping Shrinking in Medium-Size Cities* – Bruna VENDEMMIA, Agim KËRÇUKU 307
– *Medium-Sized Cities as Attractive Residential and Living Places. A Case Study from the German City of Görlitz* – Constanze ZÖLLTER, Stefanie RÖßLER, Robert KNIPPSCHILD. 312

Session H. Les nouveaux dispositifs de régionalisation. Le laboratoire latino-américain 316
Co-porteur·e·s : Silvina Cecilia CARRIZO (CONICET, Universidad nacional de la Plata, Argentine), Christian GIRAULT (CREDA), Laetitia PERRIER BRUSLÉ (Loterr –Prodig), Aldomar RÜCKERT & Roberto UEBEL (UFRGS, Brésil), Sébastien VELUT (IHEAL)

– *Frentes mineros para la transición energética. Regionalizaciones invisibles entorno a los salares altoandinos* – Silvina CARRIZO, Marie FORGET, Vincent BOS 319
– Régionalisations énergétiques sud-américaines – Silvina CARRIZO, Sébastien VELUT 325
– *Crisis y transición energética en América del Sur* – Claudio A. G. EGLER 329
– L'intégration d'une marge frontalière dans la mondialisation : la frontière Costa Rica –Nicaragua face au développement des cultures d'ananas – Lucile MEDINA, Tania RODRÍGUEZ ECHAVARRÍA 333
– Projets d'infrastructures gazières et perspectives d'intégration : le cas péruvien – Nina MONTES DE OCA 338
– *La integración regional en las Antillas: el papel de la energía* – Xiomara-Lorena ROMERO-PÉREZ. 343
– *Transborder Processes and Transborder Regions in South America. The Case of the Triple Border between Brazil, Argentina and Uruguay* – Aldomar A. RÜCKERT, Luísa A. CAYE. 348
– Du régionalisme à la régionalisation, le cas de la mise en valeur du lithium (Argentine, Bolivie, Chili) – Audrey SÉRANDOUR 352
– *Los Estados y los MERCOSURes ¿Una pluralidad de dinámicas de integración/desintegración en América Latina?* – Facundo SOLANAS. 356
– L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ? – Hervé THÉRY. 360

Session I. Les friches urbaines. Territoires d'innovations ou temps de conflits ? 365
Co-porteures : Francesca DI PIETRO (Université de Tours), Sarah DUBEAUX (ENS) & Cécile MATTOUG (Géographie-cités)

– De la friche à la ville ou l'art de permacultiver les innovations urbaines : un jeu à la nantaise ? – Charles AMBROSINO, Emmanuelle GANGLOFF, Hélène MORTEAU 368
– Réoccuper l'immobilier vacant : enjeux territoriaux et problèmes opérationnels – Nadia ARAB, Yoan MIOT 373
– Les lisières urbaines : lieux de reliance urbaine et sensible – Émeline BAILLY, Sylvie LAROCHE 378
– Temps longs, temps courts, temps absent. Histoire et temporalités d'une friche centrale promise à la transformation à Tirana – Franck DORSO, Stela MUÇI 382
– Les acteurs intermédiaires dans l'occupation temporaire des friches urbaines : entre rapports de pouvoir et essaimage de nouvelles manières de « faire » – Cécile GAUTHIER, Pierre PECH, Richard RAYMOND 386
– Conflits et mutabilité des délaissés urbains en région de Bruxelles-Capitale – Jonas HANSSENS, Aurélien HUCQ, Fiorella QUADU. 390
– Le rôle du droit belge dans la mobilisation des friches à des fins écologiques – Aurélien HUCQ 394
– Quand les politiques publiques suscitent de la réactivation citoyenne de locaux vacants : le cas du Livradois-Forez – Isabelle IMHOF, Sarah DUBEAUX, Yoan MIOT 398
– Tiers-lieux et transition urbaine. Le pari de la co-création de valeur(s) sur les friches industrielles de Saint-Sauveur et Fives-Cail à Lille (France) – Christine LIEFOOGHE. 402
– Utilité publique et apports pédagogiques d'un atelier de projet urbain, axé sur la requalification d'une friche sidérurgique (La Louvière, Belgique) – Kristel MAZY. 406
– Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions – Hugo ROCHARD. 412
– Reconversion culturelle d'une friche carcérale à Valparaíso (Chili). Les temporalités d'une « cause citoyenne » à l'épreuve des processus de rénovation urbaine – Camila VAN DIEST 417
– Entre idéal alternatif et récupération spéculative, quelle place pour le « droit à la ville » dans la requalification des friches industrielles en lieux culturels ? – Julien WATINE. 421

Session J. Politiques territoriales et temporalités individuelles et familiales. Pour une coopération entre ethnographes, économistes, historiens et géographes 425
Co-porteures : Eleonora ELGUEZABAL (INRA-Cesaer), Olivia VIEUJEAN (EHESS-CMH) & Florence WEBER (PSLENSCMH)

– Mobilités sociales et résidentielles en France. Une approche ethnographique dans deux petites villes aux marges du Bassin parisien – Jean-Robert DANTOU, Olivia VIEUJEAN, Florence WEBER. 427
– Gouverner par la distance : retrait de l'État social et inégalités d'accès au RSA des classes populaires rurales – Clara DEVILLE 431

– Politiques territoriales et transformations socio-spatiales de l'immigration dans les espaces peu denses en France : apports d'une approche géographique – Julie FROMENTIN 436
– Polarisation économique et trajectoires d'occupation territoriale en périphérie : le cas du Québec – Simon GAUTHIER 440
– Le Registre national, un outil pertinent à l'heure de la mondialisation ? Confrontation au contexte territorial bruxellois – Adèle PIERRE, Alexandre LECLERCQ 444
– Animer le bourg et son commerce. Engagements patronaux, action publique locale et compétitions territoriales dans un bourg rural périurbain de l'ouest de la France (1960-2017) – Quentin SCHNAPPER 448
– Des signaux faibles de déclin en contexte métropolitain ? Exemple(s) en Île-de-France – Martial VIALLEIX, Thomas CORMIER 451

Session K. La territorialisation sanitaire en question. Étapes, acteurs, recompositions 456
Co-porteur·e·s : Emmanuel ELIOT(IDEES-Rouen) & Véronique LUCAS-GABRIELLI (Irdes)

– Métropolisation et santé : quand la métropole ouvre de nouveaux champs d'action ? – Pierre ALLORANT, Sylvain DOURNEL, Fouad EDDAZI, Franck GUÉRIT 458
– Territorialisation sanitaire en Guyane française : des défis contemporains d'une adaptation à des besoins spécifiques – Élise AUTRIVE 463
– Vers une métropolisation des soins de cancer ? Analyse géographique de l'évolution des parcours de soins depuis le début des années 2000 – Yohan FAYET, Amandine DROUET, Véronique LUCAS-GABRIELLI, Andrée-Laure HERR, Zeynep OR, Virginie CHASLES 467
– Ruptures et continuité dans les trajectoires de recours aux soins, une approche temporelle des inégalités d'accès aux soins – Pauline IOSTI 473
– *Can Telemedicine be Effective in Responding to Local Health Needs? Lights and Shadows from the Picture of Piedmont* – Bibiana SCELFO, Marco GROSSO, Marco DALMASSO, Stefania BELLELLI, Chiara RIVOIRO, Valeria ROMANO, Sylvie OCCELLI 478
– Accueillir et soigner les demandeurs d'asile : recompositions territoriales et enjeux de coordination médico-sociale – Isabelle SIFFERT 484
– Quelle place pour l'expression citoyenne dans la définition de la politique régionale de santé ? Une analyse en région Centre-Val de Loire – Maxime THORIGNY, Victor DUCHESNE 489
– L'agglomération de Constantine (Algérie) au prisme de la territorialisation sanitaire – Chiraz ZEGHDAR, Myriam BARON, Stéphane RICAN 493

Session L. Transitions démographiques et territoires. Perspectives historiques et contemporaines 498
Co-porteur·e·s : Mélanie BOURGUIGNON, Yoann DOIGNON, Thierry EGGERICKX & JeanPaul SANDERSON (Centre de recherche en démographie, UCLouvain, Belgique)

– *The Mexican Demographic Transitions (1930-1970-2015): Analysis of Socioeconomic and Cultural Factors* – Roxana ARANA, Lisa DILLON, Francisco ZAMUDIO, Alejandro MURUA 501
– Les dynamiques spatiales des mutations démographiques en Belgique depuis le XIXe siècle : quelles permanences géographiques entre la première et la seconde transition démographique ? – Mélanie BOURGUIGNON, Yoann DOIGNON, Thierry EGGERICKX, Jean-Paul SANDERSON, Rafael COSTA 508
– Relire l'histoire des divorces en France à l'aune des territoires (1884-1952) – Sandra BRÉE 512
– Vieillissement et transition démographique à Cuba : politiques publiques, territoires et générations – Blandine DESTREMAU 517
– Une transition mobilitaire dans les trajectoires de vie ? Exploration spatio-temporelle du couple lieu de naissance / lieu de décès en France métropolitaine (1970-2019) – Luc GUIBARD, Romain LECONTE, Pierre PISTRE 522
– *Regions in México Based on Marital and Reproductive Trajectories* – Olinca PÁEZ 528

Session M. Vivre les situations d'entre-deux. Champs d'expérience et horizons d'attente dans les espaces médians 537
Co-porteur·e·s : Denis ECKERT (Centre Marc Bloch, Berlin) & Béatrice VON HIRSCHHAUSEN (Géographie-cités)

– Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain – Alice CORBET 539
– L'Asie centrale vue du Kazakhstan : un espace médian ? – Clarisse DIDELON-LOISEAU, Julien THOREZ, Yann RICHARD 542

– *Accommodating Uncertainty by Bridging Fractures in War? Practices and Limits of Cross-Frontline Water Provision in the War in Eastern Ukraine*, 2014-2019 – Sophie LAMBROSCHINI 547
– L'« entre-deux » de l'errance, une réalité socio-spatiale : le cas des migrants dans les espaces urbains parisiens – Annaelle PIVA 551
– Vivre dans un territoire d'entre-deux en temps de guerre. Les Savoyards entre France et Piémont (XVIe-XIXe siècles) – Alexandre RUELLE 554

Session N. La *time-geography* : 50 ans de recul d'une approche pour penser Population, Temps et Territoires 559
Co-porteures : Sonia CHARDONNEL (PACTE) & Christina LINDKVIST (Malmö University, Suède)

– La *time-geography* à l'heure des données issues d'internet. Applications à l'étude des mobilités quotidiennes à Bangkok – Alexandre CEBEILLAC 562
– Application de l'approche *time-geography* pour modéliser les zones de cueillette à partir des traces GPS du cueilleur – Valter HOXHA, Hélène ILBERT 567
– *Urbanity through Time, Space and Place* – Bettina KNOOP 574
– *Metropolitan Mobility and Daily Activities Diversities and Constraints: The Grenoble Urban Area Case* – Kamila TABAKA, Sarah DUCHÉ, Aline MENIN, Sonia CHARDONNEL 578

Session P. Circulations de plantes, de personnes et ancrages territoriaux 584
Co-porteur·e·s : Irène DOS SANTOS (Urmis), Laure EMPERAIRE (IRD), Dominique JUHÉ-BEAULATON (Centre Alexandre Koyré), Romain SIMENEL (IRD) & Émilie STOLL (LC2S)

– Les transhumances des communautés de cueilleurs et le désancrage de la filière zgougou dans le Haut Tell tunisien – Hamza AYARI 586
– *Rubber: The Invisible Movement of Traditional Knowledge* – Heloisa Maria BERTOL DOMINGUES 590
– Une médecine traditionnelle hmong en mouvement : circulation des remèdes, déplacement des thérapeutes et transmission des savoirs – Audrey BOCHATON, Jean-Marc DUBOST, Mai SEE THAO 595
– Le concept foucaldien de population à l'épreuve des pratiques contemporaines de conservation. Une enquête philosophique – Marine FAUCHÉ 598
– *Millets Are Back on the Menu, but Not Quite Like Before* – Julie JACQUET 603
– L'ancrage colonial d'un chimiste français en Amazonie – Patrick PETITJEAN 607
– Atlas brodé des plantes déracinées – Eugénia REZNIK 612
– Les jardins familiaux en Île-de-France : prendre racine et échanger grâce au jardinage – Camille ROBERT-BOEUF . . . 617
– Le *tolsi* : une plante sacrée entre la Réunion et la Guadeloupe – Stéphane SAVRIAMA 621

Session Q. 2020 : rythmes de vie, rythmes de ville. Quelles perspectives pour les politiques temporelles ? 626
Co-porteurs : Guillaume DREVON (EPFL, Suisse) & Emmanuel MUNCH (LVMT)

– Centralités spatio-temporelles dans la ville polyrythmique : proposition d'une méthode appliquée au cas de Milan – Matteo COLLEONI, Mario BOFFI, Luca DACONTO, Monica FERRARIO 629
– Expérimentation d'un label pour la vie nocturne : un exemple de mise en œuvre d'une politique temporelle à Bordeaux – Cécilia COMELLI 633
– *Las ciudades turísticas consolidadas y su expansión territorial. El caso del Área Metropolitana de Barcelona* – Montserrat CRESPI-VALLBONA 637
– *Seasonal Cities: Patterns of Urban Change in Alexandria, Egypt* – Mauricio ESTRADA 642
– (Dé)synchronisation : congestions récurrentes et heures de pointe dans une zone d'activité rennaise – Louis GENDREAU 645
– Pour un urbanisme des possibles : des espaces, des temps et de la chronotopie – Alain GUEZ 649
– Qualité de desserte et *patterns* spatio-temporels : accompagner le renouvellement des politiques publiques de déplacement par une adaptation plus fine de l'offre à la demande – Alexis GUMY, Marc-Édouard SCHULTHEISS . . 653
– Chroniques d'un rivage habité – Jean RICHER 657

Varia

– L'accès au diagnostic de la maladie d'Alzheimer en milieu rural – Mickaël BLANCHET 663
– *Brazil: A Laboratory of International Migrations in the 21st Century* –
Roberto GEORG UEBEL, Amanda RALDI, Sonia RANINCHESKI (in memoriam) 668
– Venir étudier dans l'UE : quelles motivations, quels enjeux pour des doctorants des pays tiers ?
Étude de cas à partir du programme de doctorat Erasmus Mundus – Magali HARDOUIN 673
– Restructuration et contradictions urbaines à Cuzco (Pérou) : mobilité quotidienne et polycentrisme –
Jean LEGROUX, Rita ANDRADE 678
– *Access to Medical Imaging Equipment in the Piedmont Region : A Proof of Concept* – Sylvie OCCELLI,
Stefania BELLELLI, Chiara CAMPANALE, Marco DALMASSO, Bibiana SCELFO 684
– Enjeux des stratégies de communication dans le processus de requalification de la décharge
de Fresh Kills (New York) – Imène OUALI-BOURAHLA 689
– Fragmentation socio-spatiale dans une ville moyenne : le cas de Ribeirão Preto au Brésil –
Maria Encarnação B. SPOSITO, Eliseu S. SPOSITO, Késia A. A. da SILVA 694
– La figure changeante de l'étranger mobile dans le quotidien Le Monde (1944-2019) : analyse longitudinale
des représentations médiatiques d'une population aux contours flous – Étienne TOUREILLE, Romain LECONTE . . . 700
– *La protección de la propiedad colectiva de territorios indígenas en Centro y Sur América* –
Tania Giovanna VIVAS-BARRERA, Gabriel Alejandro QUINTERO-SÁNCHEZ, Bernardo PÉREZ-SALAZAR 707

Programme 711

Acronymes 721

Table des matières alphabétique

A

– Métropolisation et santé : quand la métropole ouvre de nouveaux champs d'action ? – Pierre ALLORANT, Sylvain DOURNEL, Fouad EDDAZI, Franck GUÉRIT 458
– *The Planning Conditions of Public Spaces in Mexico* – Sergio ALVARADO VAZQUEZ, César CASIANO FLORES. 111
– De la friche à la ville ou l'art de permacultiver les innovations urbaines : un jeu à la nantaise ? – Charles AMBROSINO, Emmanuelle GANGLOFF, Hélène MORTEAU 368
– Réoccuper l'immobilier vacant : enjeux territoriaux et problèmes opérationnels – Nadia ARAB, Yoan MIOT 373
– *The Mexican Demographic Transitions (1930-1970-2015): Analysis of Socioeconomic and Cultural Factors* – Roxana ARANA, Lisa DILLON, Francisco ZAMUDIO, Alejandro MURUA 501
– Corridors routiers et réorganisation linéaire des hommes et des activités économiques dans le Cameroun septentrional – Hyacinthe ATANGANA BAMELA, Joseph Pierre NDAMÉ 50
– Territorialisation sanitaire en Guyane française : des défis contemporains d'une adaptation à des besoins spécifiques – Élise AUTRIVE 463
– Les transhumances des communautés de cueilleurs et le désancrage de la filière zgougou dans le Haut Tell tunisien – Hamza AYARI 586

B

– Les lisières urbaines : lieux de reliance urbaine et sensible – Émeline BAILLY, Sylvie LAROCHE 378
– Rythmes et processus d'occupation des territoires au cours de l'âge du fer dans les zones médianes et avales du bassin versant de la Seine – Célia BASSET. 200
– La transformation des équipements hospitaliers se fait-elle au détriment des villes petites et moyennes ? – Sophie BAUDET-MICHEL, Anne-Claire CHANTAL, Benoit CONTI, Charlène LE NEINDRE 245
– *Isla de Cedros : un espacio mexicano de tiempos múltiples* – Israel BAXIN MARTÍNEZ 8
– Entre innovation et tradition, la problématique des recompositions de la gouvernance territoriale en Algérie – Karima BENAMARA-SAIT. 117
– Revenir vivre dans une île : un retour entre exaltation et désillusion. Réflexions à partir des îles de Raiatea, Rurutu et Tubuai (Polynésie française) – Sarah BERNARD, Nathalie BERNARDIE-TAHIR 14
– *Rubber: The Invisible Movement of Traditional Knowledge* – Heloisa Maria BERTOL DOMINGUES 590
– L'accès au diagnostic de la maladie d'Alzheimer en milieu rural – Mickaël BLANCHET 663
– Une médecine traditionnelle hmong en mouvement : circulation des remèdes, déplacement des thérapeutes et transmission des savoirs – Audrey BOCHATON, Jean-Marc DUBOST, Mai SEE THAO 595
– Le territoire et le droit. Appréhension juridique du territoire et échelle des politiques publiques – Romain BONY-CISTERNES. 122
– Les dynamiques spatiales des mutations démographiques en Belgique depuis le XIXe siècle : quelles permanences géographiques entre la première et la seconde transition démographique ? – Mélanie BOURGUIGNON, Yoann DOIGNON, Thierry EGGERICKX, Jean-Paul SANDERSON, Rafael COSTA 508
– Relire l'histoire des divorces en France à l'aune des territoires (1884-1952) – Sandra BRÉE 512
– Des archives démographiques à un écosystème numérique : l'enquête « Charleville » – Pierre-Yves BUARD, Thibaut DELVAL, Maximilien LHOMEL, Sylvain RASSAT, François-Joseph RUGGIU, Mélanie TUAL. 155

C

– Trajectoires mobilitaires et contextes résidentiels : quelles interactions pour les habitants périurbains et ruraux ? – Laurent CAILLY, Marie HUYGHE, Nicolas OPPENCHAIM 160
– *Frentes mineros para la transición energética. Regionalizaciones invisibles entorno a los salares altoandinos* – Silvina CARRIZO, Marie FORGET, Vincent BOS 319
– Régionalisations énergétiques sud-américaines – Silvina CARRIZO, Sébastien VELUT 325
– Dynamique du socio-écosystème maya du territoire de subsistance de la cité de Naachtun (Petén, Guatemala) entre 1500 av. et 1000 apr. J.-C. Développements méthodologiques et résultats préliminaires d'une approche systémique multiscalaire – Cyril CASTANET, Philippe NONDÉDÉO, Lydie DUSSOL, Marc TESTÉ, Louise PURDUE, Julien HIQUET, Éva LEMONNIER, Aline GARNIER, Hemmamuthé GOUDIABY, Antoine DORISON, Noémie TOMADINI, Sandrine GROUARD, Carlos MORALES-AGUILAR, Nicole LIMONDIN-LOZOUET, Julien CAVERO, Anne-Lise DEVELLE-VINCENT, Christine HATTÉ, Philippe LANOS, Fatima MOKADEM, György SIPOS 204
– La *time-geography* à l'heure des données issues d'internet. Applications à l'étude des mobilités quotidiennes à Bangkok – Alexandre CEBEILLAC 562
– Définir et classifier les villes moyennes françaises. Les enseignements de l'articulation des approches géographique et sociologique dans l'analyse du déclin urbain – Julie CHOURAQUI, Élie GUÉRAUT 250
– *Multiple Timeframes, Insularity Policies and Autonomy Instruments* – Giovanni COINU, Gianmario DEMURO, Francesco PIGLIARU 19
– Centralités spatio-temporelles dans la ville polyrythmique : proposition d'une méthode appliquée au cas de Milan – Matteo COLLEONI, Mario BOFFI, Luca DACONTO, Monica FERRARIO 629
– Expérimentation d'un label pour la vie nocturne : un exemple de mise en œuvre d'une politique temporelle à Bordeaux – Cécilia COMELLI 633
– Camps ou refuges non officiels. Habiter l'incertain – Alice CORBET 539
– *Las ciudades turísticas consolidadas y su expansión territorial. El caso del Área Metropolitana de Barcelona* – Montserrat CRESPI-VALLBONA 637
– Usages et dynamiques des petites îles de Méditerranée : des territoires de l'isolement à leur intégration sur les scènes internationales. Les exemples de l'archipel du Frioul (France) et des îles Pontines (Italie) – Orianne CROUTEIX 23

D

– Mobilités sociales et résidentielles en France. Une approche ethnographique dans deux petites villes aux marges du Bassin parisien – Jean-Robert DANTOU, Olivia VIEUJEAN, Florence WEBER 427
– Indice de pénurie de médecins comme méthode d'évaluation espace-temps du programme Mais Médicos à Belo Horizonte, Minas Gerais (Brésil) – Erick DE OLIVEIRA FARIA 81
– *New Ideas for Small Towns in Peripheral Locations in Germany. Experiences from a Participative Scenario-Based Approach* – Peter DEHNE, Jens HOFFMANN 254
– Vieillissement et transition démographique à Cuba : politiques publiques, territoires et générations – Blandine DESTREMAU 517
– Gouverner par la distance : retrait de l'État social et inégalités d'accès au RSA des classes populaires rurales – Clara DEVILLE 431
– L'Asie centrale vue du Kazakhstan : un espace médian ? – Clarisse DIDELON-LOISEAU, Julien THOREZ, Yann RICHARD 542
– Ben Gardane, une marge au centre des réseaux marchands mondialisés en Tunisie – Adrien DORON 55
– Temps longs, temps courts, temps absent. Histoire et temporalités d'une friche centrale promise à la transformation à Tirana – Franck DORSO, Stela MUÇI 382
– L'impact des zonages déficitaires sur l'évolution des disparités territoriales d'infirmiers libéraux en France entre 2006 et 2016 – Fanny DUCHAINE, Guillaume CHEVILLARD, Julien MOUSQUES 86
– Le parc naturel marin : outil de conciliation des activités maritimes avec la protection du littoral ? – Perrine DUMAS 126
– Trajectoires familiales et transformations des anciennes périphéries des métropoles latino-américaines : le cas de Gustavo Restrepo à Bogotá (Colombie) – Françoise DUREAU, Jean-Pierre LÉVY, Thierry LULLE 165

E

– *Crisis y transición energética en América del Sur* – Claudio A. G. EGLER 329
– *Seasonal Cities: Patterns of Urban Change in Alexandria, Egypt* – Mauricio ESTRADA 642

F

– Le concept foucaldien de population à l'épreuve des pratiques contemporaines de conservation. Une enquête philosophique – Marine FAUCHÉ 598
– Vers une métropolisation des soins de cancer ? Analyse géographique de l'évolution des parcours de soins depuis le début des années 2000 – Yohan FAYET, Amandine DROUET, Véronique LUCAS-GABRIELLI, Andrée-Laure HERR, Zeynep OR, Virginie CHASLES 467
– *A Ghetto Within an Island? The Satmar Community of Canvey Island* – Shlomit FLINT ASHERY 28
– Les tiers-lieux et espaces de coworking en Drôme et en Ardèche : entre utopie villageoise et métropolisation – Aurore FLIPO 169
– L'accident vasculaire cérébral : caractériser les inégalités de répartition en vallée du Rhône à l'aide d'outils géographiques – Julie FREYSSENGE, Florent RENARD, Anne-Marie SCHOTT, Carlos EL KHOURY, Karim TAZAROURTE 90
– Politiques territoriales et transformations socio-spatiales de l'immigration dans les espaces peu denses en France : apports d'une approche géographique – Julie FROMENTIN 436

G

– *The Urban Bias in Causes-of-Death Patterns in Latin America* – Jenny GARCIA 94
– Le marais de Chavannes : longue histoire d'un petit marais – Agnès GAUTHIER, Emmanuèle GAUTIER, Anaëlle VAYSSIÈRE, Clément VIRMOUX, Ségolène SAULNIER-COPARD, Laëtitia COUTINHO DA SILVA, Serge GRESSETTE 210
– Les acteurs intermédiaires dans l'occupation temporaire des friches urbaines : entre rapports de pouvoir et essaimage de nouvelles manières de « faire » – Cécile GAUTHIER, Pierre PECH, Richard RAYMOND 386
– Polarisation économique et trajectoires d'occupation territoriale en périphérie : le cas du Québec – Simon GAUTHIER 440
– (Dé)synchronisation : congestions récurrentes et heures de pointe dans une zone d'activité rennaise – Louis GENDREAU 645
– Un modèle multi points de vue pour représenter les trajectoires de vie – Jérôme GENSEL, Marlène VILLANOVA-OLIVER, Pierre LE QUEAU, David NOËL 173
– *Brazil: A Laboratory of International Migrations in the 21st Century* – Roberto GEORG UEBEL, Amanda RALDI, Sonia RANINCHESKI (in memoriam) 668
– Les trajectoires de décroissance démographique des villes petites et moyennes en France (1962-2016) – Ivan GLITA 258
– Dynamiques touristiques d'une île exposée aux cyclones : le cas de Saint-Martin aux Antilles – Delphine GRANCHER, Daniel BRUNSTEIN, Annabelle MOATTY, Clément VIRMOUX, Julien CAVERO 33
– Régionaliser l'espace public européen au prisme de l'agenda médiatique des migrations (2014-2018) – Claude GRASLAND, Étienne TOUREILLE, Romain LECONTE 61
– Reconfigurations territoriales des services publics dans les villes françaises (2009-2018) – Julie GRAVIER 263
– Pour un urbanisme des possibles : des espaces, des temps et de la chronotopie – Alain GUEZ 649
– Une transition mobilitaire dans les trajectoires de vie ? Exploration spatio-temporelle du couple lieu de naissance / lieu de décès en France métropolitaine (1970-2019) – Luc GUIBARD, Romain LECONTE, Pierre PISTRE 522
– Qualité de desserte et *patterns* spatio-temporels : accompagner le renouvellement des politiques publiques de déplacement par une adaptation plus fine de l'offre à la demande – Alexis GUMY, Marc-Édouard SCHULTHEISS . . 653
– *Demographic and Services-Related Dimensions of Urban Shrinkage in Russian Small Cities* – Maria GUNKO, Aleksandr SHELUDKOV, Anastasia NOVKUNSKAYA 269

H

– Conflits et mutabilité des délaissés urbains en région de Bruxelles-Capitale – Jonas HANSSENS, Aurélien HUCQ, Fiorella QUADU . . . 390
– Venir étudier dans l'UE : quelles motivations, quels enjeux pour des doctorants des pays tiers ? Étude de cas à partir du programme de doctorat Erasmus Mundus – Magali HARDOUIN . . . 673
– *The Analysis of Japanese Shrinking Small and Mid-Sized Municipalities* – Keiro HATTORI . . . 273
– Application de l'approche *time-geography* pour modéliser les zones de cueillette à partir des traces GPS du cueilleur – Valter HOXHA, Hélène ILBERT . . . 567

– Conflits et mutabilité des délaissés urbains en région de Bruxelles-Capitale – Jonas HANSSENS, Aurélien HUCQ, Fiorella QUADU . . . 390

I / J / K

– Quand les politiques publiques suscitent de la réactivation citoyenne de locaux vacants : le cas du Livradois-Forez – Isabelle IMHOF, Sarah DUBEAUX, Yoan MIOT . . . 398
– Ruptures et continuité dans les trajectoires de recours aux soins, une approche temporelle des inégalités d'accès aux soins – Pauline IOSTI . . . 473
– *Millets Are Back on the Menu, but Not Quite Like Before* – Julie JACQUET . . . 603
– Les remaniements de la souveraineté territoriale nationale. Un paradoxe européen. Le cas de la France – Sylvain KAHN . . . 130
– Faire territoire pour la jeunesse. Le cas d'un programme à vocation innovante au sein de la Métropole européenne de Lille (France) – Éric KERGOSIEN, Flavie FERCHAUD, Damien BOONE, Marc DUMONT . . . 134
– *Urbanity through Time, Space and Place* – Bettina KNOOP . . . 574

L

– *Accommodating Uncertainty by Bridging Fractures in War? Practices and Limits of Cross-Frontline Water Provision in the War in Eastern Ukraine, 2014-2019* – Sophie LAMBROSCHINI . . . 547
– L'enseignement secondaire dans les zones de basse densité en France et en Allemagne : étude de la répartition des établissements scolaires dans les petits centres et les espaces ruraux isolés – Antoine LAPORTE, Hélène MATHIAN . . . 280
– Habiter un centre-ville en déclin : réseaux de sociabilité et parcours résidentiels – Solène LE BORGNE . . . 284
– Des recompositions territoriales à l'anticipation territoriale – Rémi LE FUR . . . 139
– Petites villes et périphérisation dans l'est de l'Allemagne : quelles perspectives de développement ? – Joséphine LÉCUYER . . . 288
– Restructuration et contradictions urbaines à Cuzco (Pérou) : mobilité quotidienne et polycentrisme – Jean LEGROUX, Rita ANDRADE . . . 678
– Tiers-lieux et transition urbaine. Le pari de la co-création de valeur(s) sur les friches industrielles de Saint-Sauveur et Fives-Cail à Lille (France) – Christine LIEFOOGHE . . . 402
– À la recherche des maillages communaux d'antan. Présentation du projet ANR COMMUNES et de quelques résultats préliminaires – Alexis LITVINE, Isabelle SÉGUY, Thomas THÉVENIN . . . 216
– *Movilidad y estrategias residenciales de las personas de edad en el proceso de sprawl en España* – Cristina LÓPEZ-VILLANUEVA, Arlinda GARCÍA-COLL . . . 178

M

– Utilité publique et apports pédagogiques d'un atelier de projet urbain, axé sur la requalification d'une friche sidérurgique (La Louvière, Belgique) – Kristel MAZY . . . 406
– L'intégration d'une marge frontalière dans la mondialisation : la frontière Costa Rica –Nicaragua face au développement des cultures d'ananas – Lucile MEDINA, Tania RODRÍGUEZ ECHAVARRÍA . . . 333
– Des villes condamnées à la décroissance ? Mise à l'agenda de la décroissance urbaine et stratégies locales dans cinq villes de Champagne-Ardenne – Yoan MIOT, Sylvie FOL . . . 292
– Projets d'infrastructures gazières et perspectives d'intégration : le cas péruvien – Nina MONTES DE OCA . . . 338
– Enjeux des villes moyennes en décroissance dans les espaces frontaliers du nord-est de la France. Exemple des villes jumelées franco-allemandes de Forbach et de Völklingen – Frédérique MOREL-DORIDAT . . . 296

– Le *fenua*, entre renouveau culturel et retour à la terre : vers une revalorisation des marges insulaires en Polynésie française – Florence MURY, Sarah BERNARD 39

N / O

– Une archéologie du mouvement pour la compréhension des dynamiques de peuplement – Laure NUNINGER, Thibault SAINTENOY, Philip VERHAGEN, Thérèse LIBOUREL, Pablo MENDEZ-QUIROS, Xavier RODIER, MoveScape, Redes Andinas 220
– *Access to Medical Imaging Equipment in the Piedmont Region : A Proof of Concept* – Sylvie OCCELLI, Stefania BELLELLI, Chiara CAMPANALE, Marco DALMASSO, Bibiana SCELFO 684
– Pomalo *and* Fjaka *as the Island State of Mind. Cultural Anatomy of Time(lessness) on the Dalmatian Islands of Hvar and Dugi Otok* – Tomislav OROZ. 43
– Enjeux des stratégies de communication dans le processus de requalification de la décharge de Fresh Kills (New York) – Imène OUALI-BOURAHLA 689

P

– *Regions in México Based on Marital and Reproductive Trajectories* – Olinca PÁEZ. 528
– L'ancrage colonial d'un chimiste français en Amazonie – Patrick PETITJEAN 607
– Le Registre national, un outil pertinent à l'heure de la mondialisation ? Confrontation au contexte territorial bruxellois – Adèle PIERRE, Alexandre LECLERCQ. 444
– L'« entre-deux » de l'errance, une réalité socio-spatiale : le cas des migrants dans les espaces urbains parisiens – Annaelle PIVA 551
– Reconstituer les trajectoires résidentielles de patients atteints de lymphome non hodgkinien pour appréhender les réalités des risques d'exposition cancérogène (basse vallée du Rhône) – Léa PROST 185

R

– Atlas brodé des plantes déracinées – Eugénia REZNIK. 612
– Chroniques d'un rivage habité – Jean RICHER. 657
– Les jardins familiaux en Île-de-France : prendre racine et échanger grâce au jardinage – Camille ROBERT-BOEUF. . . 617
– Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions – Hugo ROCHARD. 412
– *La integración regional en las Antillas: el papel de la energía* – Xiomara-Lorena ROMERO-PÉREZ. 343
– Les lieux du religieux : des marges créatrices des circulations transnationales ? Héritages et innovation dans la production urbaine – Caroline ROZENHOLC-ESCOBAR 67
– T*ransborder Processes and Transborder Regions in South America. The Case of the Triple Border between Brazil, Argentina and Uruguay* – Aldomar A. RÜCKERT, Luísa A. CAYE. 348
– Vivre dans un territoire d'entre-deux en temps de guerre. Les Savoyards entre France et Piémont (XVIe-XIXe siècles) – Alexandre RUELLE 554
– Roșia Montană, marges et cyber-activisme environnemental : quand les montagnes roumaines s'invitent au siège des multinationales canadiennes – Samuel RUFAT 71
– *Mortalidad por desnutrición en niños y su relación con los determinantes territoriales (Colombia, 2003-2012)* – Nubia Janeth RUIZ 98
– *Diseño y aplicación metodológica para la caracterización multidimensional y análisis de la trayectoria del proceso de decrecimiento a nivel municipal en España* – Ana RUIZ-VARONA, Javier NOGUERAS-ISO, Javier LACASTA 302

S

– Les dynamiques de peuplement dans la longue durée en Lorraine – Luc SANSON, Sylvie THOMAS, Perrine TOUSSAINT. 226
– Le *tolsi* : une plante sacrée entre la Réunion et la Guadeloupe – Stéphane SAVRIAMA 621
– Animer le bourg et son commerce. Engagements patronaux, action publique locale et compétitions territoriales dans un bourg rural périurbain de l'ouest de la France (1960-2017) – Quentin SCHNAPPER 448
– Des trajectoires individuelles aux dynamiques migratoires nationales : enseignements de l'enquête démographique rétrospective mexicaine (EDER 2017) – Pascal SEBILLE, France GUÉRIN-PACE, Florent DEMORAES 191

– Marges mondialisées et dynamiques de régionalisation : reconfigurations socio-spatiales autour des gisements lithinifères andins – Audrey SÉRANDOUR 75
– Du régionalisme à la régionalisation, le cas de la mise en valeur du lithium (Argentine, Bolivie, Chili) – Audrey SÉRANDOUR 352
– Inégalités de chances d'accès à la complétude vaccinale chez les enfants de 12-23 mois au Cameroun entre 2000 et 2014 – Stéphane Brice SEUKAM KOUENKAP, Lionel NOGUE NZOUWO 102
– Accueillir et soigner les demandeurs d'asile : recompositions territoriales et enjeux de coordination médico-sociale – Isabelle SIFFERT 484
– *Los Estados y los MERCOSURes ¿Una pluralidad de dinámicas de integración/desintegración en América Latina?* – Facundo SOLANAS 356
– Fragmentation socio-spatiale dans une ville moyenne : le cas de Ribeirão Preto au Brésil – Maria Encarnação B. SPOSITO, Eliseu S. SPOSITO, Késia A. A. da SILVA 694

T

– *Metropolitan Mobility and Daily Activities Diversities and Constraints: The Grenoble Urban Area Case* – Kamila TABAKA, Sarah DUCHÉ, Aline MENIN, Sonia CHARDONNEL 578
– L'Ouest-Cameroun et l'héritage du maquis (1955-1971). Temps « longs », « moyens » et « courts » de la géographie d'une population de territoire terrorisé – Claude TATUEBU TAGNE, Athanase BOPDA 231
– L'Amazonie, une intégration du centre de l'Amérique du Sud ? – Hervé THÉRY 360
– Territoire et gouvernance face au *Brexit* : la gestion multiscalaire du *Brexit* comme témoin du *new public management* – Robin THILLARD 144
– Quelle place pour l'expression citoyenne dans la définition de la politique régionale de santé ? Une analyse en région Centre-Val de Loire – Maxime THORIGNY, Victor DUCHESNE 489
– La figure changeante de l'étranger mobile dans le quotidien Le Monde (1944-2019) : analyse longitudinale des représentations médiatiques d'une population aux contours flous – Étienne TOUREILLE, Romain LECONTE . . . 700

V

– Reconversion culturelle d'une friche carcérale à Valparaíso (Chili). Les temporalités d'une « cause citoyenne » à l'épreuve des processus de rénovation urbaine – Camila VAN DIEST 417
– *Internal Migration in Italy: Mapping Shrinking in Medium-Size Cities* – Bruna VENDEMMIA, Agim KËRÇUKU 307
– L'évolution culturelle d'un territoire ou l'histoire de son peuplement : l'apport de la céramologie. Exemple des piémonts occidentaux du Zagros au Bronze ancien (2900-2000 av. J.-C.) – Cécile VERDELLET 237
– Des signaux faibles de déclin en contexte métropolitain ? Exemple(s) en Île-de-France – Martial VIALLEIX, Thomas CORMIER 451
– *La protección de la propiedad colectiva de territorios indígenas en Centro y Sur América* – Tania Giovanna VIVAS-BARRERA, Gabriel Alejandro QUINTERO-SÁNCHEZ, Bernardo PÉREZ-SALAZAR 707

W / Z

– Entre idéal alternatif et récupération spéculative, quelle place pour le « droit à la ville » dans la requalification des friches industrielles en lieux culturels ? – Julien WATINE 421
– La gouvernance urbaine face au patrimoine. Quelle place pour la société civile dans le feuilleté réglementaire, entre-temps de l'aménagement et temps de la mémoire ? – Véronique ZAMANT 149
– L'agglomération de Constantine (Algérie) au prisme de la territorialisation sanitaire – Chiraz ZEGHDAR, Myriam BARON, Stéphane RICAN 493
– *Medium-Sized Cities as Attractive Residential and Living Places. A Case Study from the German City of Görlitz* – Constanze ZÖLLTER, Stefanie RÖßLER, Robert KNIPPSCHILD 312

5e colloque international du CIST
cist2020.sciencesconf.org

en partenariat avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'Ined et le campus Condorcet

La publication de ces proceedings bénéficie du soutien spécifique du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)

Fédération de recherche Collège international des sciences territoriales (FR2007 CIST)
cist.cnrs.fr
Tutelles – CNRS, universités de Paris (Diderot), Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Grenoble Alpes et Rouen Normandie, Ined et IRD